













SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

5074. — L.-Imprimeries réunies, B, rue Mignon, 2. — May et Motteroz, directeurs.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

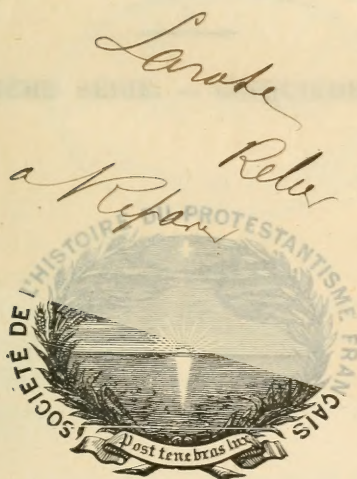
# BULLETIN

## HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

---

TOME XLV

ANNÉE



PARIS  
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ  
54, RUE DES SAINTS-PÈRES, 54

—  
1896





768291

BX

9450

S64

année 45

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

BULLETIN HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

QUATRIÈME SÉRIE, CINQUIÈME (45<sup>e</sup>) ANNÉE

---

Pascal, les Jésuites, Calvin et M. F. Brunetière

Vers la fin de la septième lettre de ses *Provinciales*, Pascal cite cette *conclusion*, parfaitement authentique d'ailleurs, du jésuite Caramuel : « *Qu'un prêtre peut, non seulement tuer en certaines rencontres un calomniateur ; mais encore qu'il y en a où il doit le faire : Etiam aliquando debet occidere.* » — Dans l'édition des *Grands Écrivains de la France* (Blaise Pascal, t. I<sup>4</sup>, Paris, Hachette, 1886, p. 202), feu M. P. Faugère avait accompagné cette conclusion de la note suivante :

« La singulière doctrine émise par ce casuiste à l'égard des Jansénistes, se trouve conforme à celle que Calvin professait envers les Jésuites : « *Jesuitae vero, qui se nobis maxime opponunt, aut ne candi, aut, si commodo hoc fieri non potest, ejiciendi, aut certe mendaciis ac calumniis opprimendi sunt* » (Calv. Aphor. XV. De modo propagandi Calvinismum). — AINSI, D'APRÈS CALVIN, LES JÉ-

1. Où l'on trouvera aussi, p. 217, les extraits de la *Theologia moralis fundamentalis* de Caramuel, dont Pascal s'est servi.

SUITES ÉTANT SES PLUS GRANDS ADVERSAIRES, IL ÉTAIT PERMIS, OU PLUTÔT, C'ÉTAIT UN DEVOIR DE LES TUER, DE LES CHASSER, DE LES CALOMNIER. Cette opinion était, d'ailleurs, toute naturelle de la part de l'homme qui avait pour principe que la peine de mort devait être infligée aux hérétiques, c'est-à-dire à ceux qui professaient d'autres doctrines que les siennes. »

En se reportant au texte des *Provinciales*, on constate que, ni dans le paragraphe ainsi annoté, ni ailleurs, il n'est question de Calvin. Ce n'était, du reste, ni dans le caractère de Pascal, ni dans ses habitudes de polémiste intègre, de chercher à innocenter un coupable en tombant sur un autre. — Mais, supposons qu'à l'instar de son commentateur, Pascal eût éprouvé le besoin d'expliquer la morale des Jésuites en incriminant celle de Calvin, — on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il n'aurait pas allégué la phrase attribuée au réformateur par M. Faugère : « S'il fut jamais un homme qui ait « aimé la vérité pour elle-même et avec une entière sincérité, « c'est assurément l'auteur des *Provinciales* et des *Pensées*. » Tel est, en effet, le jugement que formule M. Faugère après avoir beaucoup pratiqué son auteur de prédilection et s'être « appliqué à rechercher et à vérifier dans les ouvrages des « casuistes les passages cités dans les *Provinciales* » (*Introduction*, p. cxxxvii). — Si donc Pascal avait eu l'idée de se servir de la prétendue déclaration de Calvin « qu'il était permis, ou plutôt que c'était un devoir de tuer, de chasser, de calomnier les Jésuites », il aurait commencé par « rechercher et vérifier ce passage ». Et après l'avoir trouvé, au lieu d'en charger la mémoire de Calvin, il l'aurait peut-être cité comme un exemple de la malice des Jésuites et de ceux qui les copient. Il nous aurait dit 1) que les *Aphorismes sur la manière de propager le Calvinisme*, NE SONT PAS DE CALVIN, MAIS DU JÉSUITE MARTIN BECANUS et se trouvent dans l'édition de ses œuvres publiée à Mayence en 1649; 2) que M. Becanus n'ose pas, et pour cause, attribuer formellement à Calvin cette « doctrine singulière », mais qu'il FEINT SEULEMENT DE LA LUI ATTRIBUER; 3) qu'en conséquence ce prétendu texte calvinien est ABSOLUMENT FAUX.



Enfin si Pascal, dépité d'avoir été mal servi par le jésuite Becanus, avait cherché dans les œuvres mêmes de Calvin l'équivalent du passage que lui prête M. Faugère, il aurait définitivement renoncé à en tirer aucune citation *conforme* à celle de Caramuel, *car il n'aurait rien trouvé*. Calvin s'est, en effet, si peu occupé des Jésuites que dans tous ses écrits qui remplissent plus de 50 volumes in-4° de l'édition des savants strasbourgeois, c'est à peine s'ils sont mentionnés une ou deux fois en passant.

Pourquoi, dira-t-on, ce préambule, car il est au moins superflu de montrer toute la distance qui sépare Pascal de son commentateur ? Voici : Apprenant, en mars 1895, que l'édition interrompue des œuvres de Pascal allait être continuée, j'ai transmis à la maison Hachette les *Bulletins* de notre Société, de 1855 et 1894 qui renferment (p. 150 et 556) la démonstration de l'erreur où était tombé M. Faugère, en reproduisant en 1886 une calomnie signalée depuis plus de trente ans. Je priais M. Bréton de bien vouloir communiquer ces articles au continuateur de M. Faugère, persuadé que si ce dernier avait pu être averti de sa méprise, il l'aurait réparée par une note rectificative, car il admirait Pascal trop sincèrement pour ne pas respecter comme lui la vérité. M. Bréton communiqua aussitôt le dossier à M. Ferdinand Brunetière qui avait bien voulu se charger de la publication inachevée de M. Faugère, et me le renvoya le 29 mars avec cette réponse du célèbre académicien :

#### REVUE DES DEUX MONDES

Paris, le 28 mars 1895.

Je ne vois qu'une réponse à faire à ces MM. de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*. Si Calvin n'a pas écrit les lignes que lui attribue M. Faugère dans la note qu'on incrimine, on n'en trouverait que trop aisément l'équivalent dans son œuvre. C'est ce qu'il nous faudrait montrer, si nous redressions l'erreur de M. Faugère; comment il a pu la commettre, et qu'en somme elle

est sans réelle importance. Nous remplacerons la citation du *De modo propagandi Calvinismum* par une citation de la Réfutation des Erreurs de Michel Servet, *ubi docetur jure gladii coercendos esse hæreticos*, — et je n'entends pas bien ce que personne y gagnera. Soumettez, je vous prie, ce bout de lettre à M. Weiss et croyez-moi...

F. BRUNETIÈRE.

On voit combien nous nous étions grossièrement trompé. Si nous avions communiqué à M. Brunetière une variante littéraire empruntée à un document authentique, nul doute qu'il en eût tenu compte. Mais il ne s'agissait que d'un texte injurieux pour Calvin et qui n'est pas de Calvin ! Aussi le deuxième et dernier volume des *Provinciales* de Pascal a-t-il paru, enrichi d'un grand nombre d'appendices, et sans aucune rectification.

Mais M. Brunetière ne nous donne-t-il pas ses raisons ?... « Si Calvin n'a pas écrit les lignes que lui attribue M. Faugère « dans la note qu'on incrimine, on n'en trouverait que trop « aisément l'équivalent dans son œuvre..., etc. »

Si M. Brunetière connaissait Calvin autrement que par les ouvrages de ses détracteurs, il n'aurait pas écrit ces lignes, car il saurait que Calvin n'a jamais combattu les Jésuites et qu'il est impossible dès lors de trouver dans son œuvre l'équivalent d'une permission, ou plutôt d'un ordre de les tuer, de les chasser, de les calomnier. Si M. Brunetière avait lu la Réfutation des Erreurs de Michel Servet, il saurait qu'aucune citation de ce livre ne remplacerait celle du *De modo propagandi Calvinismum* du jésuite Becanus. Nous reprochons<sup>1</sup> à Calvin, nous aussi, d'avoir encore confondu la religion chrétienne avec la notion cléricale et papiste du gouvernement des âmes<sup>2</sup>, lorsqu'il soutenait « qu'il est licite de punir les hérétiques ». Mais, ni son traité contre Servet, ni même l'exécution de ce martyr à Champel, — cinq mois après

1. Mais ce reproche serait injuste s'il ne tenait compte de l'époque et de la conception théocratique au milieu desquelles l'esprit de Calvin s'est développé.

2. *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> janv. 1895, p. 113. Cf. notre *Bulletin* du 15 février 1895, p. 407.

avoir été condamné au feu à Vienne, par un tribunal catholique — ne signifient que, pour Calvin, *l'assassinat des jésuites ou des catholiques était un devoir*.

Mais, à quoi bon insister ? A quoi bon nous demander ce que nous « gagnons » à voir un littérateur tel que M. Brunetière refuser de rendre hommage à la vérité, lorsqu'il s'agit de Calvin ? Ne voit-on pas clairement ce que gagnent ceux qui, à l'heure actuelle, inspirent la violente campagne de presse dirigée contre la Réforme et contre les protestants ?

Quand, dans ces dernières années, on voyait des écrivains comme MM. V. Duruy<sup>1</sup>, G. Hanotaux<sup>2</sup>, A. Rebelliau<sup>3</sup>, G. Fagniez<sup>4</sup>, s'approprier des jugements qui équivalent à des dénis de justice, on pouvait croire à des manifestations isolées. D'autres, il est vrai, s'efforçaient, systématiquement, de déshonorer tel ou tel de nos compatriotes illustres ou intègres, comme Th. de Bèze<sup>5</sup>, Lanoue<sup>6</sup>, Dolet<sup>7</sup>, Coligny<sup>8</sup>, Olivier de Serres<sup>9</sup>, etc. Nous nous sommes toujours borné à rétablir la vérité sans attaquer nos adversaires dans les représentants de leur Église. Car il ne faudrait pas s'imaginer que sur ce sujet, très riche, les documents inédits nous fassent défaut.

Or il est incontestable que nous sommes aujourd'hui en présence, non plus de textes ou d'arguments qu'on discute, mais d'un parti pris que nous ne voulons pas qualifier comme il le mérite<sup>10</sup>. Quand, oubliant les scandales donnés et le sang répandu par la papauté, on traite couramment Calvin de monstre et Luther de débauché<sup>11</sup> : quand on assimile les hu-

1. Dans son *Discours de réception à l'Académie*, Bull., 1885, 333.

2. Dans ses *Études sur le xvr<sup>e</sup> siècle*, Bull., 1887, 435.

3. Dans son livre sur *Bossuet*, Bull., 1892, 108, 154.

4. Dans son *Père Joseph*, Bull., 1894, 329.

5. M. Coynart, Bull., 1894, 167.

6. M. D. d'Aussy, Bull., 1887, 677 ; 1888, 335, 388, 443 et 671.

7. Bull., 1889, 333.

8. *Ibid.*, 1889, 446.

9. *Ibid.*, 1890, 614-616, 665.

10. Voy. dans le Bull. de 1895, p. 511 ss et 638 ss et dans ce numéro, p. 45, les articles sur le *Supplice de la claie* et sur *Jeanne d'Albret* de l'abbé V. Dubarat.

11. Bull., 1892, p. 6.



guenots et leurs descendants aux septembriseurs et aux anarchistes<sup>1</sup>, comme si tout le monde ignorait d'où sont sortis les assassins de nos rois; quand, à Paris et en province, en France et à l'étranger<sup>2</sup>, une certaine presse multiplie les attaques brutales ou les insinuations venimeuses, — ne dirait-on pas que cet accord n'est pas l'œuvre du hasard, mais plutôt l'exécution d'un plan de campagne préparé de longue date? — Si nous n'étions encore qu'au début des hostilités, personne ne pourrait en prédire l'issue; mais l'histoire, et surtout notre histoire, nous permettent d'affirmer que « celui qui sème le vent a toujours moissonné la tempête ».

N. W.

*P.-S.* — Les prochains numéros contiendront, outre la suite de l'article de M. Doumergue qu'on va lire, une étude de M. A. Lefranc sur *Marguerite d'Angoulême*; — des lettres et un portrait inédits de *François de Lanoue* (H. Hauser et Ch. Rahlenbeck); — *une statistique détaillée des protestants en Basse-Normandie en 1686*; — *les Protestants et les Catholiques pendant la Terreur, à Nîmes*; — *le Massacre et la proscription des huguenots à Carcassonne (1561-1562)*; — *le pasteur Jacques de Majendie et le capucin Daniel, à Sauveterre de Béarn*; — *un Mémoire inédit de Bossuet, etc., etc.*

1. *Bull.*, 1895, p. 639 et plus loin p. 46.

2. Voy., sur le côté international de cette campagne, entre autres, les derniers numéros de la *Semaine religieuse* de Genève, et surtout le rapport si bien informé et si complet du Dr Nippold (Iéna): *Die internationale Seite der päpstlichen Politik und die Mittel der Abwehr*, une brochure de 88 pages, *Aus den Verhandlungen der VIII General-Versammlung des Evangelischen Bundes zu Zwickau*, 1-3 oct. 1895. Leipzig, E. Braun, 1895.

# Études historiques

---

## PARIS PROTESTANT AU XVI<sup>E</sup> SIÈCLE <sup>1</sup>

1509-1572 <sup>2</sup>

Il faut commencer par expliquer ce titre. Nous voudrions faire faire à un protestant d'aujourd'hui une promenade à travers Paris, en lui montrant ce qu'aurait pu lui montrer un protestant contemporain de Calvin. Sans doute il y a eu de-

1. M. le professeur Doumergue se propose de publier, en trois grands volumes, une *Vie de Calvin* accompagnée de nombreuses illustrations, dans laquelle il parlera nécessairement de *Paris au XVI<sup>e</sup> siècle*. — Nous reviendrons sur ce projet qui dès à présent est vivement recommandé à nos lecteurs. (*Réd.*)

N.B. — L'auteur de ces lignes sait mieux que personne combien elles ont besoin de rectifications et d'additions. Il sera extrêmement reconnaissant à ceux qui voudront bien lui signaler les unes ou les autres.

2. *Les Plans de Paris*. (Voir : *Études archéologiques sur les anciens plans de Paris*, par Bonnardot ; *Notice sur un plan de Paris du XVI<sup>e</sup> siècle*, par J. Cousin, 1875 ; *Les anciens plans de Paris*, par A. Franklin, 1878-1880.)

Il faut commencer par laisser de côté le plan Munster (vers 1530) : « Aucune exactitude dans les proportions ou les directions des rues, etc. » Bonnardot. — « Grossière image allemande tracée de mémoire et sans aucune valeur. » Cousin.

Restent trois plans :

1<sup>o</sup> *Le plan Braun*, vers 1530, dit Cousin, d'après un modèle tracé vers 1530, dit Bonnardot. Cet auteur et M. Franklin le louent. « Il est fait avec soin ; c'est une vue très exacte. » Malheureusement il est de proportion restreinte et ne permet pas bien de voir les détails.

2<sup>o</sup> *Le plan de la Tapisserie*, vers 1537. « Grossière image, dit Bonnardot, rues disproportionnées de forme et de longueur... ; sert peu à l'archéologue. »

3<sup>o</sup> *Le plan officiel dressé en 1550*, d'après M. Cousin, et dont nous avons deux copies, l'une représentée par le plan Truschet, 1552 (dit de Bâle), l'autre par le plan du Cerceau (1555).

Le plan de Bâle aurait été acheté par un Amerbach en visite à Paris, en 1555 ou 1558. Il le rapporta à Bâle où il est encore. C'est le seul exemplaire connu.

Le plan du Cerceau est recommandé par Bonnardot : « Il peut, malgré ses imperfections, présenter beaucoup d'intérêt aux archéologues. »

puis lors de radicales transformations et d'innombrables démolitions. Cependant le grand, le terrible siècle, a laissé de son passage plus de traces que ne le pense l'ignorant ou l'indifférent. N'avons-nous pas du reste les vieux narrateurs et les vieux dessinateurs prêts à nous aider pour reconstituer, au regard de notre pieuse imagination, le passé avec les restes du présent ? Les documents ne manquent pas : il y en a trop<sup>1</sup>. Et nous renonçons à tout voir, ou à tout décrire. Ce serait vouloir raconter toute l'histoire de Paris, dont presque chaque rue, chaque place, chaque monument a été le témoin du sanglant enfantement de notre Église<sup>2</sup> ; ce serait vouloir raconter toute l'histoire du protestantisme à cette époque, qui a eu ici « son premier enseignement, son premier martyr mis à mort en France, son premier pasteur, son premier consistoire et son premier synode national<sup>3</sup> ».

## I

## Le faubourg Saint-Germain.

En tout cas nous n'avons pas d'hésitation sur notre point de départ : ce ne peut être que Saint-Germain-des-Près.

En dehors des murs de la ville s'étend l'abbaye, antique, vaste et magnifique. Elle occupe tout l'emplacement circonscrit aujourd'hui par la rue de l'Échaudé, les rues Jacob et Saint-Benoit, le boulevard Saint-Germain. Pour se préserver des attaques, elle est entourée de fossés, mis en communication avec le fleuve par la Petite Seine. Ce canal, comblé aux environs de 1540, devint un chemin, chemin de la Noue, puis une rue, rue des Petit-Augustins<sup>4</sup>.

Consacrée par saint Germain lui-même le 23 décembre 558,

1. Nous commençons par citer, une fois pour toutes et d'une manière générale, les deux magnifiques in-folio de *Paris à travers les âges*, illustrés par M. Hoffbauer, et les beaux et savants in-4° de *la Topographie historique du vieux Paris*, commencée par Bertz.

2. N. Weiss, *La Chambre ardente*, p. vi.

3. M. Coquerel fils, *Précis de l'histoire de l'Église réformée de Paris*, 1862, p. 6.

4. C'est actuellement la rue Bonaparte.



l'église servit de sépulture aux rois de France jusqu'à la fondation de Saint-Denys, au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle. Elle fut reconstruite de 990 à 1014. La baie ogivale du portail, la nef et les bas côtés sont du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle ; les croisillons et les fenêtres géménées, le chœur et son triforium sont du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle ; la voûte enfin fut refaite en 1544. Mais la grosse tour carrée qui lui sert de façade est, au moins jusqu'au clocher, regardée en général comme contemporaine des Mérovingiens. Autour de l'église l'art le plus savant et le plus délicat avait multiplié ses merveilles. Pierre de Montereau, l'architecte même de la Sainte-Chapelle, avait construit un réfectoire, une élégante chapelle de la Vierge, un vaste dortoir (1273). Enfin les richesses d'une bibliothèque qui allait bientôt suffire à la curiosité des bénédictins de Saint-Maur, achevaient de faire de cette abbaye un monde à part, produit de tout ce que la vieille France avait de plus noble et de plus national.

Saint-Germain-des-Près est le berceau du protestantisme français.

Entrons dans la basilique <sup>1</sup>, tout ce qui reste de l'ancien monastère <sup>2</sup>, et que de malheureuses restaurations n'ont pas pu dépouiller complètement de ses ombres mystérieuses et historiques. C'est en 1509. Sans doute nous rencontrerons deux hommes qui vont s'agenouiller aux pieds de quelque image. Surtout ils se réfugient dans la chapelle de la Vierge, et là, devant la statue de Marie, tantôt ils sont plongés dans l'adoration la plus profonde, tantôt ils s'efforcent à l'envie de couvrir de fleurs l'objet de leurs dévotions.

Or de ces deux hommes l'un, un vieillard, est Lefèvre d'Étapes, qui, dans son étroite cellule de l'abbaye, où il réside, cette

1. « Les portes en bois, qui servent encore aujourd'hui à clore l'église, sont du commencement du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. » Albert Lenoir, *Satistique monumentale de Paris*. Explication des planches, p. 91, 1867.

2. La chapelle de la Vierge a été détruite en 1804, lors du percement de la rue de l'Abbaye. Au n° 6 de cette rue, dans la cour, on trouve quelques restes, gargouilles, colonnettes, chapiteaux. « La bibliothèque dans laquelle Le Fevre travaillait et s'entretenait avec ses disciples préférés, Farel, Roussel, Vatable, existe encore en partie au n° 13 de la rue de l'Abbaye », cf. O. Douen, article : Paris protestant, dans *l'Encyclopédie des sciences religieuses*, de F. Lichtenberger, t. XII, 1882.

même année 1509, au moment où Calvin naît à Noyon, salue l'aurore de la Réformation par la préface de son Psautier ; et qui, en 1512, écrit, toujours dans sa même cellule, le premier livre protestant : le *Commentaire sur les épîtres de saint Paul*. L'autre, un jeune homme, est son disciple, le futur ami de Calvin, Guillaume Farel lui-même !

Par une coïncidence curieuse et logique, la Réforme parisienne s'abrita longtemps à l'ombre de la basilique qui l'avait vue naître, et le faubourg Saint-Germain commença par être le siège du protestantisme avant de devenir le siège du catholicisme. On y rencontrait au xvi<sup>e</sup> siècle autant de *christaudins* et de *luthériens* qu'on y rencontre aujourd'hui de séminaristes et de religieux de tout ordre et de tout sexe.

En 1368, l'abbaye de Saint-Germain-des-Près voulut creuser des fossés autour de son enceinte. Les prés limitrophes appartenaient à l'Université. L'abbaye prit ce dont elle avait besoin, et donna en échange une pièce de terrain de deux arpents et demi<sup>1</sup>. Ce fut le *Petit Pré aux Clercs*<sup>2</sup>. Mais ce pré resta l'objet des plus vives et des plus continuelles discussions entre les deux autorités rivales. En 1539, il était devenu en outre un réceptacle d'immondices souvent inondé au temps des hautes eaux. L'Université décida de se débarrasser d'une possession aussi désagréable, et le mit aux enchères.

C'est ainsi que fut ouverte la rue des Marais-Saint-Germain, dont les premiers baux datent de la fin de 1542. Baptisée aujourd'hui du nom de Visconti, cette ruelle « si étroite, si courte, si laide, si sombre, si peu fréquentée », devait être illustrée non seulement par ce que la France a produit de plus brillant en fait d'art et de littérature<sup>3</sup>, mais par ce qu'elle a

1. Ou de trois arpents trois quarts. *Bulletin*, V, 330 : *Les Androuet du Cerceau et leur maison du Pré aux Clercs*, 1549-1645, par Berty.

2. Limité, ou à peu près, par le chemin de la Noue (rue Bonaparte), la rue Jacob et la rue de Seine.

3. « Quand Mme de Sévigné écrivait à sa fille qu'elle passait la plupart de ses soirées au *faubourg*, ce qu'elle désignait ainsi..., ce fut cet hôtel de Liancourt, dont les murs longeaient la rue des Marais. C'est là que les deux spirituelles marquises, Mme de Sévigné et Mme de Lafayette, causaient, comme elles seules peut-être ont su causer, avec le maître de

produit de plus magnifique en fait d'héroïsme, de plus pur en fait de piété, de plus sage en fait de gouvernement des âmes.

La rue des Marais reçut le nom de Petite Genève. « Il me mena par la rue des Maraiz que nous autres appelons le Petit Genève <sup>1</sup>, » fait dire d'Aubigné à son baron de Fæneste, catholique et Gascon.

La maison, contiguë à celle qui fit l'angle nord de la rue de Seine appartient à maître « Jehan Cousin, painctre ». C'était, pense-t-on, le peintre, le graveur, le sculpteur illustre, l'auteur du *Jugement dernier*, le huguenot Jean Cousin <sup>2</sup>.

A l'extrémité opposée, du côté du midi, à l'angle, se dressa une belle et grande maison, dont la façade principale se trouvait sur le chemin des Petits-Augustins (auj. rue Bonaparte) et qui faisait retour sur la rue du Colombier (auj. rue Jacob). Ce fut encore la demeure d'un célèbre artiste protestant, Baptiste Du Cerceau, l'architecte du Pont Neuf, de la grande galerie du Louvre, des pavillons de Flore et de Marsan, au Louvre. C'était, dit Lestoile, un « homme excellent et singulier en son art », qui jouissait de toute la faveur d'Henri III, dont il était

la maison, l'illustre duc de la Rochefoucauld... A la même époque, un autre peintre exquis du cœur humain, Racine, appartient plus directement encore que la Rochefoucauld et ses hôtes à notre obscure ruelle. Il habita sept ans la maison qui porte (en 1866) le n° 19 de la rue des Marais et y mourut le 21 avril 1699. Oubliée aujourd'hui, sa modeste demeure a été longtemps considérée comme un lieu voué à la poésie dramatique, et les deux célèbres interprètes de Racine, qui, avant notre siècle, firent le plus admirer ses tragédies et provoquèrent le plus d'applaudissements et de larmes, crurent se faire honneur en habitant après lui sa maison. En 1730, Adrienne Lecouvreur y mourut dans des circonstances étranges et après elle la maison eut pour propriétaire Mlle Caron. Le logis cependant était peu de chose, car après que la première l'eut embelli de ses deniers, la seconde l'acheta 1,200 livres. Le souvenir de Racine donna ainsi, pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, à la rue des Marais une notoriété littéraire, trop effacée depuis. Les poètes et les beaux esprits des derniers siècles y affluèrent pendant longtemps. Voltaire y venait souvent, ainsi que Fontenelle, Dumarsais, et la plupart des hommes de lettres de l'époque mêlés aux hommes du monde les plus considérables, tels que les maréchaux de Saxe et de Richelieu. » (*Bulletin*, XX, p. 188-190, *Histoire d'une rue de Paris*, par M. A. Coquerel fils.)

1. *Les Aventures du baron de Faeneste*, par Th. Agrippa d'Aubigné, liv. III, ch. xiii.

2. *L'Intermédiaire des chercheurs*, II, p. 49.

« vallet de chambre et ordonnateur general des bastiments ». Mais en 1585, il « aima mieux quitter et l'amitié du Roy et ses biens que de retourner à la messe ». Il laissa donc là « sa maison qu'il avoit nouvellement bastie avec grand artifice et plaisir, au commencement du Pré aux Clercs, et qui fust toute ruinée sur lui, prist congé de Sa Majesté, la suppliant ne trouver mauvais qu'il demeurast aussi fidèle au service de Dieu, qui estoit son grand maistre, comme il avoit toujours esté au sien en quoi il persévérerait jusques à la fin de sa vie<sup>1</sup> ».

Mais représentons-nous bien le quartier au moment où s'ouvrait peu à peu cette rue. Les constructions n'y étaient pas nombreuses, et celles qui s'y voyaient, maisons de campagne ou tuileries rustiques n'empêchaient pas la vue de s'y reposer sur la verdure des champs et des pâturages qui s'étendaient au loin le long de la rivière. Pas de foule, pas de cris. « Aux jours de fête, l'affluence des promeneurs donnait au paysage une animation qui, contrastant avec la tranquillité habituelle de ces régions, en rompait la monotonie sans en diminuer le charme. Placé sur la limite où le bourg Saint-Germain venait se fondre avec les terres en culture, le *Petit Pré aux Clercs* offrait à ses hôtes le double avantage résultant du voisinage des champs et de la ville<sup>2</sup>. »

Les huguenots avaient encore une autre raison pour choisir cet asile. La petite rue éloignée du centre des affaires et du mouvement avait sept maisons qui relevaient de l'abbaye ; le reste relevait de l'Université. Les protestants firent communiquer leurs demeures par des ouvertures secrètes, de telle sorte que l'on passait de l'une à l'autre sans être aperçu dans la rue. « Il suffisait donc à un huguenot poursuivi d'entrer dans l'une de ces demeures hospitalières pour passer la frontière à couvert ; à quelques pas de là, il se trouvait sous une juridiction différente<sup>3</sup>. »

On s'explique comment une des maisons de cette rue, celle du Visconte (un nom ou un surnom) devint une sorte d'hôtellerie huguenote, où se retiraient « les allans et venans de la

1. Lestoile, *Registre-journal de Henri III*, édit. Michaud, p. 193.

2. *Bulletin*, V, 332.

3. *Bulletin*, XV, 192.



religion, et principalement ceux qui venaient de Genève et d'Allemagne<sup>1</sup>. » On s'explique aussi que cette maison où fut célébré souvent le culte ait servi de lieu de réunion pour le premier synode national de l'Église réformée de France, celui qui adopta la Discipline, préparée sans doute par Chandieu, et la Confession de foi, envoyée de Genève par Calvin. Absent, n'était-ce pas le grand réformateur qui présidait en réalité à la constitution de notre Église ?

L'hôtel d'où était sortie, avec la proclamation de la foi évangélique, l'organisation du régime parlementaire, aurait dû être conservé comme un lieu de pèlerinage perpétuel, non seulement pour tous les protestants, mais encore pour tous les patriotes de France. Il fut détruit presque immédiatement !

Henri II, raconte Regnier de la Planche, venait de mourir. La persécution redoublait. Démocharès lançait partout ses redoutables espions. En chaire, les curés tonnaient, dénonçant « excommunimens contre tous ceux qui cognoistroient aucuns luthériens et ne les defèreroient ». Même des traîtres livrèrent les noms de leurs frères. Le faubourg Saint-Germain-des-Prés était naturellement « sur tous autres recommandé, pour ce qu'on l'estimoit une petite Genève, comme ils parloient entr'eux. » On décide d'envahir la maison du Visconte. « Et afin de le surprendre mangeant de la chair aux jours défendus, comme il en avoit la réputation, ils dressèrent leurs embusches par un jour de vendredy. » Ils se servirent pour cela d'un nommé Frété, qui habitait précisément rue des Marais, au coin de la rue des Petits-Augustins, côté septentrional. Ce Frété était « un clerc de greffe criminel, caut et rusé en ces matières, s'il en fut oncques. Aussi estoit-il dressé de la main du feu president Lizet, en sorte que quand on ne pouvoit tirer tesmoignage et confession suffisante des accusez de ce crime, on mettoit ce fin Frété aux cachots avec eux, lequel savoit si bien contrefaire l'Evangeliste, que le plus subtil et advisé tomboit en ses filets, et par ce moyen on en avoit fait mourir beaucoup. » Donc Frété cache chez lui

1. *Histoire de l'estat de France, tant de la république que de la religion, sous le règne de François II*, MDLXXVI, par Regnier, sieur de la Planche, p. 74.

quarante ou cinquante sergents, qu'il fait entrer « à la file ». Puis quand l'heure du diner est arrivée, à onze heures « la maison de Visconte est incontinent environnée et rudement assaillie ». Mais les assaillants furent reçus autrement qu'ils n'avaient espéré. « Combien que de quinze ou seize personnes qui estoient à table il n'y en eust que quatre qui fissent teste (car les autres se sauvèrent par-dessus les murailles et à travers champs) si firent ils une telle résistance, s'estimans assaillis par brigands et voleurs, que tous ces sergens furent mis en route, et les plus hardis si vivement blessez, qu'on pensoit qu'il en deust mourir une douzaine pour le moins : ce qui leur vint contre espérance. Car ils faisoient le conte de prendre, piller et emprisonner et non d'estre battus. » Il leur fallut chercher du renfort. Pendant ce temps les huguenots se sauvent, et même ceux des maisons voisines, abandonnent leurs maisons à la merci des juges et sergents qui y trouvent richesses d'or et d'argent monnoyé. Chez le Viconte il ne restait que sa femme, ses petits enfants et son père « homme vieil et caduc ». On avait pensé que la faiblesse et l'innocence seraient respectées. Il n'en fut rien. Les sergents forcent femme, enfants et vieillard à marcher « portant devant eux (pour les rendre davantage odieux au peuple) comme en triomphe, un chappon lardé, et de la chair crue qui estoit au garde manger ; car de cuite, il ne s'y en trouva point » : preuve qu'ils n'avaient pas fait gras le vendredi ! Le père et la belle fille n'en reçurent pas moins « tel maltraitement, qu'ils moururent en la prison, en grand'poureté et langueur ». Et bientôt ce fut dans tout Paris un immense pillage de maisons huguenotes. « Les rues estoient si pleines de charrettes chargées de meubles qu'on ne pouvoit passer, les maisons estant abandonnées comme au pillage et saccagement, en sorte qu'on eust pensé estre en une ville prise par droit de guerre... Avec les sergens alterez se mesloyent un tas de garnemens qui ravageoyent le reste des sergens comme glaneurs... Les pauvres petits enfans demeuroient sur le carreau criant à la faim avec gémissemens incroyables... sans qu'on osât les retirer... ains en faisoit-on moins de conte que de chiens... Il y avoit gens par tous les

coings des rues... et ressemblant à pauvres prestres ou moines crottez, qui disoyent à ce pauvre peuple crédule, que ces hérétiques s'assembloyent pour manger les petits enfans, et pour paillarder de nuit à chandelles éteintes, après avoir mangé le cochon au lieu d'un agneau pascal<sup>1</sup>. »

Et cependant la rue des Marais resta plus d'un siècle rue huguenote. Ici habita le célèbre Pierre Dumoulin<sup>2</sup>, un des deux ou trois pasteurs de Paris dont on connaît la demeure, ce héros que l'on a appelé « un exemplaire complet des champions de l'Évangile au XVII<sup>e</sup> siècle, des membres de l'Église militante<sup>3</sup> ». Ici habitèrent plusieurs membres du consistoire de Paris que l'on essaya vainement de faire abjurer. Et en 1698, alors que la persécution a passé, enlevant aux protestants tout, jusqu'à leur nom (on les appelle des nouveaux catholiques !) les protestants tiennent encore rue des Marais leurs assemblées secrètes. « On a donné avis au Roy, écrit le ministre de Louis XIV, Pontchartrain, au chef de la police, M. de la Reynie, qu'il se fait des assemblées de nouveaux catholiques jusques au nombre de 40, chez le nommé de la Fontaine, rue des Marais, le long des jardins de l'hôtel de Liancourt. S. M. m'ordonne de vous écrire de faire observer cette maison et de faire arrêter ceux qui s'y trouveront coupables<sup>4</sup>. »

Ruelle obscure et glorieuse, étroite et magnifique ! Que de souvenirs et que de leçons ! Quel protestant ne devrait fouler une fois dans sa vie ce sol vraiment sacré ! On pense involontairement à ces pierres devant lesquelles les juifs allaient verser des larmes et faire revivre dans leur cœur tous les souvenirs d'un merveilleux passé. « Jérusalem, si je t'oublie ! »

A côté du Petit Pré aux Clercs, que l'on commence donc à bâtir en 1542, et qui devient la petite Genève, continue à s'étendre le Grand Pré aux Clercs, qui occupe une place si im-

1. *Histoire de l'estat de France*, o. c., p. 68-78.

2. « Un autre jésuite me vint attaquer en mon estude, en la rue des Marets. » *Autobiographie de Pierre Du Moulin* (*Bulletin*, VII, p. 466).

3. Vinet, *Histoire de la prédication au XVII<sup>e</sup> siècle*, p. 48.

4. *Bulletin*, XX, 220.

portante dans les annales parisiennes, dont l'histoire se confond avec celle de l'abbaye et de l'Université. Entre ces deux puissances il fut l'objet d'une lutte de plusieurs siècles, lutte devant les tribunaux, lutte avec des bâtons et des épées.

C'était le lieu de promenade des étudiants. Il avait une superficie de 10 hectares, et consistait en une langue de terre, très allongée, aux contours irréguliers, fort rétrécie à son extrémité occidentale. Sa base, si l'on peut ainsi dire s'appuyait sur le chemin qui longeait le côté occidental de l'abbaye.

Au commencement du règne de Louis XIII, ce fameux Pré aux Clercs n'était encore coupé que par deux voies transversales : la rue du Bac, alors récente, et la rue des Saints-Pères, au contraire fort ancienne. Dans le sens de sa longueur, il était sillonné par un chemin qui a été redressé et est devenu la rue de l'Université.

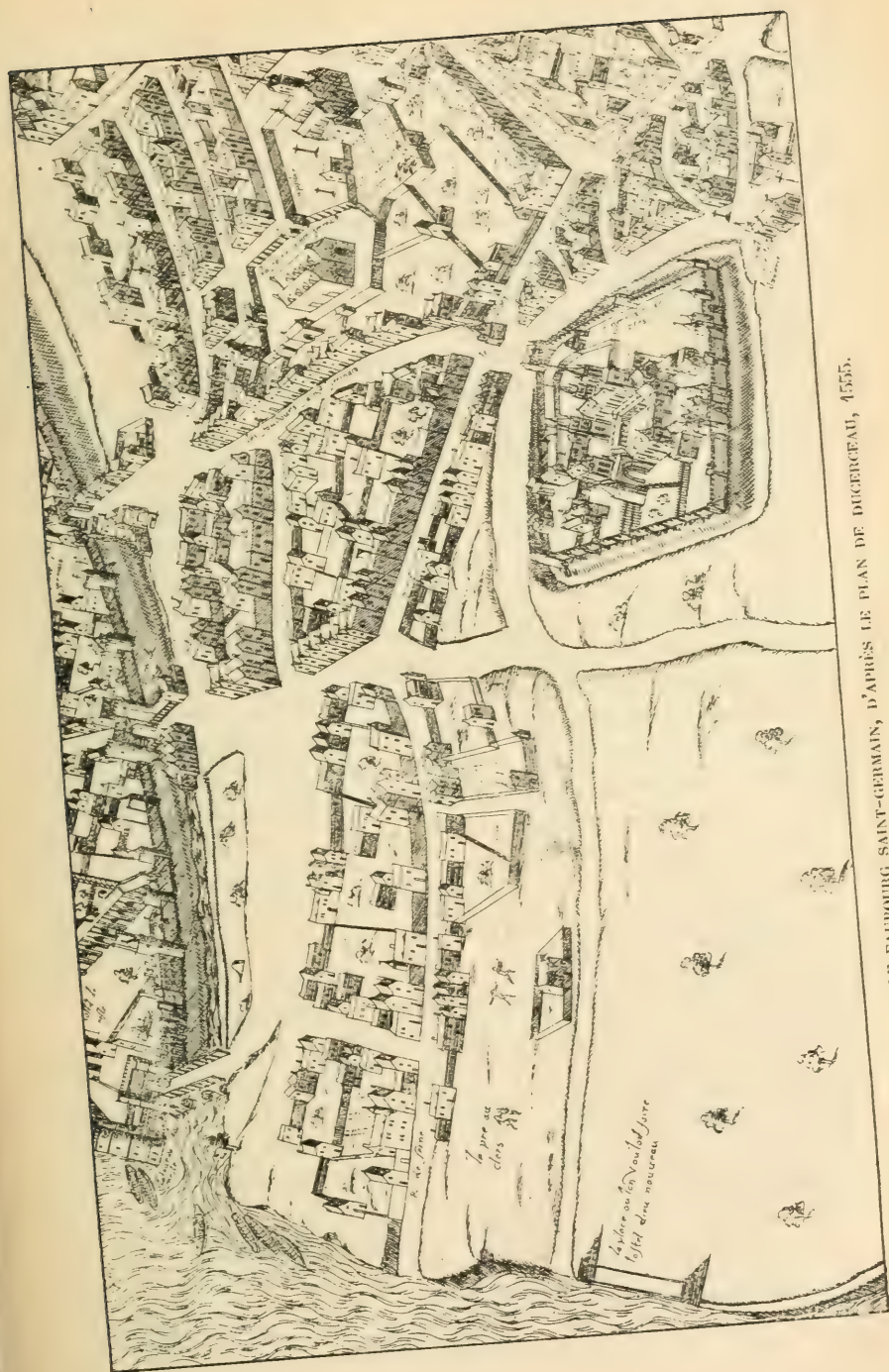
Pour un protestant le Pré aux Clercs rappelle une des scènes les plus pittoresques de la Réforme. Le pasteur Macard l'a racontée à Calvin dans sa lettre du 22 mai 1558 : « Après que pendant cinq jours, comme je vous en ai informé<sup>1</sup>, une grande assemblée eut chanté vers le soir (*vesperi*), les Psaumes de David au Pré aux Clercs, le sixième jour sur les plaintes violentes du pseudo-évêque et des sorbonnistes, on a publié un édit du Parlement interdisant le chant des cantiques (on ne s'est pas servi du mot : Psaumes) dans de si grandes assemblées, à une heure indue et en armes. Car les prêtres avaient faussement répandu le bruit que les luthériens se réunissaient tout armés<sup>2</sup>. »

Voici ce qui s'était passé : « Quelques escholiers, dit Crespin, estans au Pré aux Clers, lieu public, aux faux-bourgs de Paris, pendant que les autres s'amusoient aux esbats qui s'y font, commencèrent à chanter les Pseaumes de David en petit nombre, ne pensant point inviter les autres à faire le semblable. Toutefois il avint qu'incontinent, tous jeux laissez, la plus part de ceux qui estoient au pré les suivirent, chantans avec eux. Cela fut continué par quelques jours en nom-

1. Cette lettre est perdue.

2. *Opera Calvini*, XVII, 177.





LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN, D'APRÈS LE PLAN DE DUCEREAU, 1555.

bre infini de personnes de toutes sortes et plusieurs grans seigneurs François et d'autre nation (Macard signale le roi de Navarre) estoient en la troupe, marchans des premiers<sup>1</sup>. Et combien que trop grande multitude, en autres choses, ait accoustumé d'engendrer confusion, toutefois il y avoit un tel accord et telle révérence, qu'un chacun en estoit ravi; ceux qui ne pouvoient chanter, mesmes les pources ignorans, estoient là montez sur les lieux les plus éminens autour du pré, pour ouir la mélodie, rendans tesmoignage que c'estoit à tort que le chant de choses si bonnes estoit défendu<sup>2</sup>. »

N'oublions pas que sur ce même Pré aux Clercs<sup>3</sup> entre la rue des Marais et le Pré, sans qu'on puisse préciser, se trouvait la maison du gentilhomme La Ferrière<sup>4</sup>. C'est lui qui, en 1555, voulant faire baptiser son enfant, selon les rites évangéliques, provoqua la fondation de l'Église de Paris, l'élection du premier pasteur, Jean le Magon, dit la Rivière, et la constitution du premier consistoire. Et, dans une phrase singulièrement heureuse, l'historien de l'Université de Paris, Bulaeus écrit : « A partir de là (1555) pendant deux ans, les Christaudins — ainsi appelait-on alors les Calvinistes — se réunirent dans la demeure du dit la Ferrière, située sur le Pré aux Clercs pour chanter les Psaumes de David et poser les fondements plus solides de leur religion<sup>5</sup>. »

Les protestants, des christaudins, des amis du Christ, bâtis-

1. *Opera Calvini*, XVII, p. 180.

2. *Histoire des martyrs*, II, 587.

3. *Histoire des martyrs*, I, 537.

4. Le récit de Crespin est emprunté à l'*Histoire ecclésiastique* qui dit (I, 99), que le sieur de la Ferrière « retiré à Paris », demeurait « au lieu appelé le Pré aux Clercs ». Or il n'y avait alors de maisons que sur le petit Pré aux Clercs, dans la rue des Marais, comme on le voit sur la reproduction d'un plan de 1555 jointe à cet article. Le sieur de la Ferrière paraissant n'être que de passage à Paris, j'ai toujours pensé qu'il avait demeuré dans la même hôtellerie de la rue des Marais dont il a été question plus haut. Voilà pourquoi j'ai imprimé (*Bull.*, 1894, 246), qu'elle était devenue en 1555 « le berceau de l'Église réformée de Paris ». N. W.

5. *Ad concinendos Psalmos davidicos et ponenda religionis suae firmiter fundamenta* (Bulaeus, VI, 483). — Cette phrase semble bien prouver que la maison où se réunit le synode de 1559 fut celle-là même où l'on avait pris l'habitude de se réunir à partir de 1555, c'est-à-dire l'hôtellerie du Viconte, sur laquelle nous aurons d'ailleurs, l'occasion de revenir. N. W.

sant au chant des psaumes leur Eglise! Ainsi les pierres mêmes élèvent la voix pour réfuter l'une après l'autre des attaques trop injustes. La vieille abbaye nous a montré le berceau de la Réforme caché au sein des plus profondes traditions nationales de la France. Le Pré aux Clercs nous montre que l'art, la musique la plus artistique, le choral a été un de nos premiers et de nos plus utiles missionnaires<sup>1</sup>. On a pu écrire en effet : « La nouveauté qui seule explique l'enthousiasme des écoliers, celui de la foule et la colère redoublée du clergé, c'est la première exécution publique d'une splendide musique religieuse à quatre parties, dont on ne connaissait encore que « l'essai ridicule », en un mot l'apparition de l'harmonie protestante, qui a pour père le Parisien Louis Bourgeois, le prédécesseur de Goudimel et de Palestrina<sup>2</sup>.

La « douceur de ces chants » si nouveaux paraissant irrésistible<sup>3</sup>, les prêtres et les moines écumèrent de rage, écrit le correspondant de Calvin (*rabie turgente*). Les menaces, les interdictions se succédèrent. Il y eut des arrestations. Il fallut se taire. Depuis 1553, les murailles de l'abbaye n'étaient-elles pas garnies d'artillerie et d'arquebusiers. « pour, dit le Règlement, s'ils voyoient qu'il y ait assemblée au Pré aux Clercs, et quel'on veuille faire quelque tumulte et émotion, les canones<sup>4</sup> » ?

1. « Au mois de mars 1557, des seigneurs d'Écosse, ceux qui depuis organisèrent le Covenant, étaient venus à Paris. Leurs amis naturels étaient nos réformés. Ceux-ci les accueillirent, les regalerent de la belle nouveauté du temps, des chants populaires, héroïques, des graves harmonies fraternelles, que chantait leur Eglise dans le secret des nuits. Nos vaillants alliés, fiers chefs de clans et rois chez eux ne pouvaient s'astreindre au mystère. Nos nobles protestants avaient rougi d'être moins braves. Unis, et se donnant le bras les uns aux autres, ils allèrent ensemble dans Paris, et se mirent à chanter. C'était déjà le mois de mars, parfois très beau ici: on se réunissait au Pré aux Clercs, et l'on chantait d'abord des vœux pour le roi, pour l'armée, puis tous les nouveaux psaumes, les chœurs de Goudimel. C'était la première fois que le peuple entendait une musique à quatre parties. Jusque-là on n'en connaissait que l'essai ridicule. La foule fut ravie. Elle se rassembla en nombre sur les hauteurs qui dominaient le Pré aux Clercs, et s'unît parfois aux chœurs. » Michelet, *les Guerres de religion*, p. 158, 159.

2. *Bulletin*, XXVIII, p. 209. O. Douen.

3. De Thou, *Histoire universelle*, II, 578.

4. Félibien, *Histoire de la ville de Paris*, IV, p. 704a. Règlement, 26 sept. 1553, au sujet des placards séditieux.



Laissons donc le faubourg, où à chaque pas nous rencontrons des maisons protestantes, celle « toujours ouverte à l'assemblée du Seigneur<sup>1</sup> » des Graveron, de cette admirable Philippe de Luns, damoiselle de Graveron, dont nous verrons tout à l'heure le supplice ; celle de Michel Gaillard, sieur de Longjumeau, au Pré aux Cleres, où se réunissait souvent l'Église, et qui fut assiégée le 27 avril 1561 et confisquée<sup>2</sup> ; et celle des Avenelles, cet avocat poltron et cupide, qui louait en garni, et qui initié à la conjuration d'Amboise trahit le secret, etc., etc.<sup>3</sup>. N'oublions pas que les lieux où les protestants habitent sont aussi les lieux où on les brûle : on les brûle rue de Seine ; on les brûle devant le pilori de l'abbaye ; rapprochons-nous des remparts. Mais au lieu de les franchir par la porte Saint-Germain, celle quine voulut pass'ouvrir devant Henri IV (il fut obligé de regarder la ville du haut de la tour de l'abbaye), tournons à droite.

Derrière les murailles nous voyons émerger les tours du couvent des cordeliers, où ont vécu Alexandre de Hales, le docteur irréfragable, et saint Bonaventure, le docteur séraphique, et Duns Scott le docteur subtil<sup>4</sup>. Nous côtoyons des prés, des champs. Le chemin de Vaugirard<sup>5</sup> s'appelle peut-être encore la Rue des Vaches, et l'on vient de tracer (1542), la rue de Tournon, d'après le nom du cardinal abbé de Saint-Germain-des-Près. Dans ce quartier désert<sup>6</sup>, voici un des deux clos Bruneau<sup>7</sup> (auj. rue de Condé), et précisément voici la maison de Clément Marot, le poète qui a mis en vers les Psaumes que Bourgeois a mis en musique<sup>8</sup>.

1. *Histoire des martyrs*, II, 566.

2. *Mémoires de Condé*, éd. Michaud, 576. — « Cet hôtel, dit M. Douen, était situé sur le chemin, devenu plus tard la rue Saint-Dominique, au delà d'un autre chemin qui est aujourd'hui la rue du Bac. » *Paris protestant*.

3. Coquerel, *Précis de l'histoire de l'Église réformée de Paris*, p. 44.

4. L'ancien réfectoire, qui subsiste encore, a reçu le musée Dupuytren.

5. Où habitait Bernard Palissy, « *proche l'hostel du petit Luxembourg* », voy. *Bull.*, 1893, 351 n.

6. Voir une reconstruction de ce quartier par M. Hoffbauer. *Bulletin*, XLIII, p. 261.

7. Voy. *Bull.*, 1894, 267.

8. La maison de Clément Marot, à Paris, retrouvée au moyen des registres anciens. *Bulletin*, IV, 249-253 et XLIV (1894), 265.



Rentré en France en 1536, Marot avait repris son service de valet de chambre du roi, et, protégé par Marguerite et par Renée, il recouvra toute la faveur de François I<sup>er</sup>. Alors, en 1539, celui-ci lui fit cadeau d'une maison rue du Clos-Bruneau. On a encore les lettres patentes, de juillet 1539, donnant « les dites maisons, grange et jardin ainsi encloz que dit est... à Clément Marot, ses hoirs, successeurs et ayans cause... pour joyr et user<sup>1</sup> ». Cette maison était connue pour avoir servi à fondre, par ordre de François I<sup>er</sup>, un grand cheval de bronze, de là son nom « la maison du cheval d'erain ».

C'était donc une modeste et très agréable retraite de poète, dans la solitude et dans la liberté. Marot en profita pour y donner quelques-uns de ces diners dont il dit :

Fy du repas qui, en paix et repos,  
Ne sait l'esprit avec le corps repaistre.

Il en profita aussi pour traduire les Psaumes. Quand il était rentré en France en 1536, il était sans doute sous l'influence de Calvin qu'il avait rencontré à Ferrare. Il traduisit 30 psaumes et les dédia à François I<sup>er</sup>. C'était en 1540. Charles-Quint étant venu à passer, sur l'ordre du roi, Marot lui présenta sa traduction et reçut avec des félicitations deux cents doublons. Cependant la Sorbonne s'émut, et Calvin nous raconte ce qui advint. Marot continuait sa traduction<sup>2</sup> : « Un jour comme il revenait de la cour à sa maison (celle du clos Bruneau) il apprit que le parlement avait décrété qu'on le saisis et qu'on le lui amenât tout de suite. Il se détourna de sa route pour s'informer de l'affaire. Mis au courant il se retira droit ici », à Genève<sup>3</sup>.

Quelques années après le quartier s'était sensiblement développé, et, après la rue de Tournon, dans la rue Garancière,

1. « La maison donnée à Clément Marot par François I<sup>er</sup> est représentée aujourd'hui (en 1855), par celle qui porte le n° 30, rue de Condé, et par une autre située derrière, et ayant entrée rue de Tournon n° 27. » Berty, *Bulletin*, IV, 253.

2. C'est alors qu'il traduisit les 19 psaumes qu'il publia avec les 30 autres en 1543.

3. *Opera*, XI, 468. Calvin à Viret, fin novembre 1542.

qui porte encore ce nom depuis 1540, se trouvaient deux petites maisons appartenant à Ambroise Paré<sup>1</sup>.

## II

## L'Université.

Nous entrons par la porte Saint-Michel ; nous gravissons la montagne Sainte-Geneviève ; et nous voilà au centre de l'*Université*, une des trois villes dont se composait la ville de Paris au xvi<sup>e</sup> siècle. Les deux autres étaient la *Cité*, et la *Ville* proprement dite.

L'Université était enfermée par la Seine depuis la tour de Nesle (palais de l'Institut) jusqu'à la Tournelle (pont de la Tournelle), et par les murailles de Philippe-Auguste. Celles-ci, il est facile d'en faire le tour, encore à l'heure actuelle. Car, en disparaissant, leurs fossés ont été purement et simplement remplacés par des rues qui existent encore, et dont même plusieurs ont conservé plus ou moins longtemps, quelquefois jusqu'à aujourd'hui le nom de Fossés. Partant du pont de la Tournelle nous suivons rue des Fossés-Saint-Bernard, rue des Fossés-Saint-Victor (aujourd'hui rue Cardinal-Lemoine), rue Contrescarpe (aujourd'hui place Contrescarpe), rue de la Vieille-Estrapade, rue des Fossés-Saint-Jacques. Ici seulement l'ancienne enceinte se dérobe pendant quelques pas. Il faut traverser la courte rue Le Goff, croiser la rue Souflot et voilà de nouveau la rue des Fossés-de-Monsieur-le-Prince (aujourd'hui rue Monsieur-le-Prince) et la rue des Fossés-Saint-Germain (aujourd'hui rue de l'Ancienne-Comédie et rue Mazarine). A son extrémité était la tour de Nesle.

Cette ville, si bien entourée d'eau et de pierres, se groupait, peut-on dire, sur les pentes de la montagne Sainte-Geneviève, et était partagée en deux par la rue Saint-Jacques, la grand'rue Saint-Jacques, comme disent les vieux plans, et la seule qui

1. Le docteur Le Paulmier, *Ambroise Paré d'après de nouveaux documents découverts aux Archives nationales et des papiers de famille*, 1887, p. 311.

traversant deux fois la Seine alla en ligne droite d'un bout de Paris à l'autre, de la porte Saint-Jacques à la porte Saint-Martin. Les petites maisons du moyen âge s'entassaient de plus en plus, étroites, s'écrasant l'une l'autre, obligées d'exhausser leurs pignons, d'avancer leurs étages, s'efforçant à l'envi d'arrêter les odeurs qui, d'en bas, auraient pu se dégager et la lumière qui, d'en haut, aurait pu pénétrer. Au milieu, comme un homme fort écarte tout à coup la cohue des faibles, quelques hôtels seigneuriaux poussaient dans la populace des petites demeures, des angles de murailles, rendus plus aigus par des tourelles minuscules. Enfin la pression de la ceinture d'eau et de pierres étant devenue intolérable, les maisons s'étaient mises à sauter par-dessus les murailles et les faubourgs s'étaient formés. Celui de Saint-Germain en aval et en amont ceux de Saint-Victor et de Saint-Marceau.

Telle est la ville où Calvin vécut pendant ses divers séjours à Paris. Le collège Montaigu et, de l'autre côté de la rue des Sept-Voies (aujourd'hui rue Valette), le collège Fortet, ces deux maisons où notre réformateur passa des années décisives, occupaient précisément le sommet de la montagne Sainte-Geneviève. Près de la vieille basilique dédiée à la Sainte, et dont il ne reste plus que la tour<sup>1</sup>, l'église de Saint-Etienne-du-Mont venait de s'élever.

Le collège Montaigu, le type du collège moyen âge, et que dirigeait Beda, le célèbre chef de la Sorbonne, a fait place à la Bibliothèque Sainte-Geneviève ; mais du collège Fortet, il reste la tourelle contenant le vieil escalier à vis par lequel Calvin montait à ces petites chambres d'étudiant qui semblent ne pas s'être modifiées. Ici il rédigea le manuscrit du discours de Cop. D'ici il s'enfuit en se dévalant par la fenêtre<sup>2</sup>. Et ce reste, le plus curieux du passé calvinien, est le seul qui soit conservé<sup>3</sup>, avec des caves immenses à deux étages et d'un

1. On la voit au milieu des bâtiments du collège Henri IV.

2. Voy. *Bull.*, 1893, 546.

3. A moins que le renseignement suivant trouvé, dans les *Antiquitez de Paris* (par Jacques du Breuil et Malingre, 1640, p. 343), ne nous inspire des doutes fâcheux. « En l'an 1560 fut réparé et réédifié ce collège cent-soixante-dix ans après sa première fondation, ainsi qu'on lit sur la porte d'iceluy : *Aureliacensium et Forteticæ familiae decus, D. Petrus Fortetus*

effet véritablement saisissant<sup>1</sup>. Était-ce le cachot de ces anciens collèges ? Bizarre jeu des événements ! Cette maison où le réformateur composa le premier manifeste de la Réforme française, servit quelques années plus tard de lieu de réunion aux pires ennemis de cette réforme, au conseil de la Ligue !

Autour de ces deux collèges était une vraie population de collèges : collège de Lisieux (emplacement de l'École de droit), collège des Chollets, où le célèbre Buridan soutint un jour durant qu'il est licite de tuer une reine de France, collège Sainte-Barbe (encore occupé par l'établissement du même nom), collège de Marmoutiers, du Plessis, de Reims, de Coqueret, (où, sous la direction de Daurat, Ronsard apprit le grec avec Antoine de Baïf et fonda son école avec du Bellay, 1548<sup>2</sup>), de Tours, de Karember, etc.

Ici encore il suffit d'un peu d'attention pour retrouver le passé beaucoup mieux conservé qu'il ne le semble au premier abord.

La rue des Sept-Voies (aujourd'hui rue Valette) a été élargie et refaite d'un côté. — Mais la rue des Amandiers (aujourd'hui

*Parisiensis canonicus, has aedes sacratissimis Musis anno Domini 1391 dicavit. Prudentissimi moderatores ruinosum vestibulum restituebant, anno Domini 1560.* » (Messire Fortet était d'Aurillac.) A-t-on reconstruit tout le collège ou seulement le vestibule ?

1. On peut les visiter en entrant au n° 19 de la rue Valette, chez un marchand de vin dont l'enseigne porte : « A la corne ; marchand de vin. Maison fondée en 1788. » Dans les documents de la fin du xv<sup>e</sup> siècle on trouve déjà cette mention : « Maison de la corne de cerf au collège Fortet. » La cave appartient par son style à l'époque du xiii<sup>e</sup> siècle. Un pilier central, avec chapiteau, reçoit la retombée des voûtes à arches prismatiques ; du côté de la muraille les nervures reposent sur des corbeaux en pierre. Mais ce qui ne se peut décrire, et qu'une eau-forte seule pourrait rendre, c'est la fantasmagorie rembranesque du clair-obscur de cette chambre basse, avec le jour blafard qui frôle les marches usées d'un raide escalier de pierre, avec les lueurs tremblotantes des lampes sur l'ogive des voûtes, avec les trous d'ombre où le regard se perd. Une trappe se lève et l'on descend encore dans une cave inférieure, sorte d'*in pace*, de cachot mystérieux qui a peut-être renfermé des secrets terribles. Il devait y avoir de semblables réduits souterrains au collège de Montaigu, cette redoutable prison des écoliers rétifs. » (*La Construction moderne*, 1887-1888, p. 307.) En effet, on trouve dans les cartons de Carnavalet un dessin des cachots de Montaigu. Ils n'offrent malheureusement rien de pittoresque.

2. Doumic, *Hist. de la littérature française*, p. 109.



d'hui rue Laplace) conduit toujours à la rue de la Montagne-Sainte-Genève. — La rue de la Montagne-Sainte-Genève, qui a conservé sa place et son nom, descend toujours en pente raide la colline que gravissaient par centaines les auditeurs enthousiasmés d'Abailard. Elle longeait le collège de Navarre (emplacement de l'École polytechnique) dont la grande porte ogivale toute fleuronée, avec ses trois niches festonnées, dentelées, flamboyait de fantaisie sculpturale<sup>1</sup>. C'est ici qu'avaient enseigné les inspirateurs des grands conciles, les Pierre D'Ailly, les Gerson, les Nicolas de Clemenges. En 1532 on y joua la célèbre comédie dans laquelle on représentait Marguerite métamorphosée en furie par la lecture de la Bible. Les lettres de Calvin nous ont minutieusement renseignés sur cet événement. Et à partir de ce moment le collège de Navarre est, selon l'expression de Budé, le second portique de l'orthodoxie<sup>2</sup>. L'autre était la Sorbonne. C'est du collège de Navarre que sortirent les curés et les docteurs fanatiques qui excitèrent le plus le peuple contre les idées nouvelles et en particulier le terrible François le Picard (licencié du 3 février 1535), le principal meneur de la réaction catholique et parisienne, doyen de Saint-Germain-l'Auxerrois, et maître du cardinal de Lorraine († 1556<sup>3</sup>). — Détail à noter : le premier boursier du collège de Navarre était le roi, et le revenu de sa bourse était affecté à l'achat de verges à l'usage de ses collègues.

Un peu plus bas, séparé du collège de Navarre par la rue Traversière (qui longeait en partie la rue actuelle des Écoles) se trouvait le collège de la Marche, où Calvin, arrivant de Noyon, entra en quatrième, avec ses amis de Montmor, et où enseignait Mathurin Cordier.

De l'autre côté de la rue de la Montagne-Sainte-Genève (longeant toujours la rue actuelle des Écoles) la rue Judas

1. « La place qu'elle occupait jadis est encore visible : les quatre pignons de Navarre étaient situés aux n<sup>os</sup> 27 et 29. » La chapelle a été détruite en 1840, et la bibliothèque, édifiée sous Charles VIII, n'a été démolie qu'en 1877. *La Construction moderne*, 1886-1887, p. 304, et 1888-1889, p. 64.

2. *Les Antiquités de la ville de Paris*, par Jacques du Breuil et Maltingre, 1640, p. 310.

3. *Bulletin*, XXXVII, p. 246.

(aujourd'hui impasse du Clos-Bruneau) conduisait à la rue des Carmes. En 1528, Simon du Bois y publiait ses volumes au nombre des plus beaux et pas des moins évangéliques de l'époque. On pourrait presque dire que, de cette petite rue Judas, l'influence de Luther a commencé à rayonner dans toute la France, car après avoir fait paraître la dernière édition, imprimée en France, du *Nouveau Testament* de Lefèvre d'Étaples, Simon Dubois publia les traités de Luther traduits par le chevalier de Berquin, les *Expositions chrétiennes*, les *Expositions sur le Pater Noster*, le *Symbole* et les dix commandements<sup>4</sup>.

Il n'était donc pas rare de voir le noble chevalier, et bientôt le pieux martyr « avec sa robe de velours, satin et damas, et sa chaussure d'or »<sup>2</sup>, remonter la rue des Carmes et tourner rue du Clos-Bruneau (aujourd'hui rue Laneau) et passer devant la rue (aujourd'hui impasse) Charrière.

Or c'est ici un des coins du Paris du xvi<sup>e</sup> siècle qui a le mieux conservé sa physionomie. Un moment tout ce qui est moderne se trouve caché ; c'est étroit, c'est contourné, c'est sombre, c'est sale. De ces impasses, de ces carrefours l'odeur des temps passés vous saisit, âcre, authentique.

Où va le chevalier de Berquin ? à la maison qui fait le coin de la rue du Clos-Bruneau et de la rue Saint-Jean-de-Beauvais. Cette maison est celle d'Henri Estienne I<sup>er</sup>, du fondateur de la maison des Estienne : *in Clauso Brunello*, vis-à-vis de l'école du grand Décret<sup>3</sup>.

Là, pendant dix-sept ans, Henri I<sup>er</sup> a imprimé, et on est à peu près sûr d'y rencontrer Badius (Josse), son beau-père, ou Budé, ou Briçonnet, ou Clichtow, et surtout Lefèvre d'Étaples, plus qu'octogénaire, qui aimait encore à chanter (*cantillare*)<sup>1</sup>, à plaisanter et à discuter, ou le correcteur Beatus Rhennanus, célèbre humaniste, etc. Henri I<sup>er</sup> étant mort, Simon de Colines épousa sa veuve, et continua la maison de 1520 à 1525, aidé surtout par Robert Estienne. Celui-ci prit la succession

1. *Bulletin*, XXXVII (1887), p. 669, et XXXVIII (1888), p. 432 et 500.

2. *France protestante*, 2<sup>e</sup> édit., Berquin.

3. *Voy. Bull.* de 1894, p. 252.

4. *Herminjard*, I, p. 24 n.

de son père en 1526, et suspendit comme enseigne le célèbre olivier (*oliva Stephani*) que l'on y voyait encore après 1650. A ce moment, Robert constituait à lui tout seul la première société biblique qui ait existé et entraînait avec la Sorbonne dans des luttes interminables. Tout ce qui était savant fréquentait sa maison, où femmes, enfants et domestiques parlaient latin.

Que de fois Mathurin Cordier vint ici chez son ami, qui devait être cause de sa conversion!

Que de fois Calvin se mêla à ces humanistes, à ces évangéliques, surtout quand il allait à côté, chez Cyaneus <sup>1</sup> faire imprimer son *Traité de Clementia*!

Un peu plus loin, dans la même rue, était le nouvel établissement de Colines, à l'enseigne du *Soleil d'or*, près du collège de Beauvais, et enfin venait le collège de Presle<sup>2</sup> où l'illustre Ramus enseignait, et où il fut tué à la Saint-Barthélemy. Surpris le 26 août, par les égorgeurs, dans la cellule qui lui servait de cabinet de travail, au cinquième étage, il reçut une décharge d'arquebuse et un grand coup d'épée. On le jette par la fenêtre dans la cour. Il respire encore, on l'attache par les pieds et on le traîne par les rues jusqu'à la Seine, où il est précipité après qu'un chirurgien lui a coupé la tête. Quelques passants, moyennant un écu qu'ils donnèrent à des bateliers, se firent apporter sur la berge le cadavre qui surnageait, près du pont Saint-Michel, et s'en donnèrent le spectacle<sup>3</sup>.

Mais la rue qu'il nous faut surtout descendre pas à pas, c'est la *Grant rue Saint-Jacques*.

Au commencement, à gauche, tout près de la porte Saint-Jacques, et même enclavé dans le rempart, est le couvent des Dominicains, dit des Jacobins, où ont enseigné Albert le Grand et Thomas d'Aquin. Les écoles de saint Thomas furent reconstruites au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>.

1. *Bibliographie des éditions de Simon de Colines*, par Ph. Renouard, 1894, p. 445.

2. M. Douen : « N° 6 de la rue des Carmes. » *Paris protestant*.

3. Ch. Waddington, *Ramus*, 1855, p. 254, 255.

4. Albert Lenoir, *Statistique monumentale*. Explication des planches, p. 168.

Puis viennent de tous côtés des libraires; presque à chaque porte pend une enseigne.

Regnault Chaudière vend le *Traité* de Hutten, l'*Aula*, dialogue, à l'enseigne de l'*Homme sauvage*<sup>1</sup>.

À l'enseigne du *Croyssant*, Jehan Morin vend (1538) le *Cymbalum mundi* de Bonaventure des Périers, valet de chambre de Marguerite d'Angoulême. Sous le voile d'une fiction sans portée apparente, le *Cymbalum* s'attaque indistinctement à tous les crédos et à tous les partis religieux. « S'élançant d'un bond aux extrêmes limites de la libre pensée, par l'audace du scepticisme, l'éclat de la verve, le trait incisif, l'ironie mordante, le contemporain de Rabelais annonce et fait pressentir Voltaire à deux siècles de distance<sup>2</sup>. »

Après avoir lues les derniers traités de l'humanisme ou même du scepticisme, si l'on veut lire les premiers traités du mysticisme évangélique, il suffit d'entrer chez le libraire voisin, chez Simon Dubois, qui, de la rue Judas, s'est transporté ici, en 1529 « à l'enseigne de l'escu de Bâle<sup>3</sup>. »

Il est vrai que Simon Dubois se retire à Alençon où il imprime les deux premières éditions (1531-1533) du *Miroir de l'âme pécheresse*, cet ouvrage qui provoqua les censures de la Sorbonne, les rétractations de l'Université à la suite du premier discours de Cop, la comédie du collège de Navarre. Mais la succession de Dubois semble avoir été prise par Antoine Augereau qui, en 1533, met en vente deux nouvelles éditions du *Miroir*. Les ennemis de la Réforme ne pouvant atteindre Marguerite s'acharnèrent contre son nouvel imprimeur. Profitant de l'affaire des placards (octobre 1534) ils le déclarent « alié desdits affixeurs » et le font enfermer à la Conciergerie. Après avoir fait amende honorable devant Notre-Dame, il fut pendu et étranglé place Maubert (décembre 1534)<sup>4</sup>.

Simon Dubois, plus heureux, put s'enfuir avec Caroli, Ma-

1. *Bulletin*, XXXIX (1890), p. 183.

2. *Ibid.*, XXXVIII, 576.

3. *Ibid.*, XXVII, 669.

4. *Ibid.*, XLII, p. 232-24. Une victime du *Miroir de l'âme pécheresse*, N. Weiss.



rot, Cordier et tous les suspects que le Parlement cita en vain à sa barre le 25 juin 1535<sup>1</sup>.

Mais la rue Saint-Jacques n'est pas seulement remplie de librairies, où s'étaient et où se cachent tous les livres qui ont fait la Réforme et que la Sorbonne et le Parlement vont poursuivre, et traquer jusqu'à ce qu'ils les aient réduits en cendre; elle est encore pleine de monuments où se passent les premiers drames luthériens. L'idée et le fait se côtoient.

Nous descendons.

A droite, voici le collège du Plessis<sup>2</sup>. Vis-à-vis était une maison « ayant sur le derrière le collège de Sorbonne ». C'était l'hôtel de Barthomier. Là eut lieu la fameuse affaire de la rue Saint-Jacques. Les protestants se rassemblaient quelquefois dans cette maison, dont le propriétaire était parent d'un des anciens, Taurin Gravelle<sup>3</sup>. Ils furent épiés par « aucuns prêtres boursiers de ce collège du Plessis ». Un soir, le 4 septembre 1557, trois ou quatre cents fidèles arrivent les uns après les autres, à la dérobée. Ils désirent célébrer en secret leur culte et prendre la cène. Mais ils ont été vus. La populace est ameutée, la maison cernée, et à minuit, quand ils veulent se retirer, les luthériens sont arrêtés. Que faire ? Ils prient. Puis ceux qui ont des armes se frayent un passage « connaissant la couardise de la populace parisienne ». Mais les enfants, les femmes, quelques hommes restent. La foule veut les massacrer, quand arrive enfin Martine, procureur du roi au Châtelet, qui les mène en prison<sup>4</sup>, laissant couvrir

1. *Bulletin*, XI, p. 253.

2. M. Douen précise : « N° 115 de la rue Saint-Jacques, aujourd'hui démolie, tout près du lycée Louis-le-Grand. » *Paris protestant*.

3. « Voyant la disette de logis à recueillir le peuple, il offrit volontairement celui de M. Barthomier, son allié, lequel il avoit en garde. » *Histoire des martyrs*, II, 564. Cf. *Bull.*, 1895, 33.

4. Taurin Gravelle était parmi les prisonniers : « Il pouvoit bien sortir avec les autres; mais il s'arresta tout à propos pour répondre de son fait, et qu'il n'avoit rien entrepris contre son devoir, recevant ceux qui ne s'assembloyent là que selon l'ordonnance de Dieu. » *Histoire des martyrs*, II, 564. Il fut brûlé vif, place Maubert.

ces nobles dames, la dame de Graveron, Mme de Rentigny et autres, d'injures, de coups; on alla jusqu'à mettre en pièces leurs accoutrements, à abattre leurs chaperons sur leurs têtes, à arracher leurs cheveux, à souiller et couvrir d'ordures et de fanges leurs visages<sup>1</sup>.

A côté est le collège de Cambrai où Calvin venait écouter les leçons de Danès.

Quelques pas plus loin, à gauche, est l'église des Mathurins, angle de la rue Saint-Jacques et des Mathurins. C'est ici que se réunissent les Facultés pour la nomination du recteur et pour leurs grandes assemblées. C'est ici que Cop lut son fameux discours, ou plutôt le discours de Calvin<sup>2</sup>.

Du côté de la rue des Mathurins l'église touchait à l'un des plus beaux palais de la ville, l'hôtel de Cluny, commencé en 1440 et achevé en 1550. La veuve de Louis XII y logea, et puis ce fut l'habitation du grand ennemi des protestants, le cardinal de Guise<sup>3</sup>.

La rue Saint-Jacques aboutit au quartier de Saint-Séverin et de Saint-Julien-le-Pauvre, les plus vieilles églises de Paris. On a conservé le souvenir d'une prédication faite le 26 décembre 1540 à Saint-Séverin, où le moine augustin Jean Barenton, s'écria : « Je te dis que les saints ne font point de miracles. » Mais il se rétracta<sup>4</sup>.

A Saint-Julien-le-Pauvre, au xvi<sup>e</sup> siècle, tous les trois mois les délégués de la Faculté des arts s'assemblaient pour choisir le recteur, qui était ensuite nommé aux Mathurins.

Il y a encore la rue Galande, où s'amusaient les étudiants du xvi<sup>e</sup> siècle. *Nos quoque fuimus in Garlandia*, se disaient-ils quand ils se rencontraient plus tard dans la vie. Il y a encore un morceau d'un côté de la rue du Fouarre, précisément l'emplacement où fut la première Faculté des lettres, ce taudis que

1. *Histoire des martyrs*, II, p. 543-545.

2. La rue des Mathurins est devenue rue du Sommerard, et l'emplacement réduit des Mathurins est devenu le théâtre de Cluny (*Bull.*, 1894, 250).

3. *Mémoire de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 1886. XIII. *Paris en 1572*, p. 5. L'hôtel s'appelait alors hôtel Saint-Denys, parce que le prélat était abbé de Saint-Denys.

4. *Bulletin*, XXXVII (1888), 249.

nous avons décrit, ces premières écoles que visita Dante<sup>1</sup>.

A côté, dans la rue de la Bucherie, la Faculté de médecine s'installa en 1483, et commença ses leçons en 1502.

C'est dans ces rues étroites que grouillait une population d'écoliers, de maîtres, de logeurs et de ribaudes. J'ai encore vu ce quartier au moment où l'attaquait la pioche des démolisseurs. Maisons qui avançaient, fenêtres carrées, mais veuves de leurs meneaux, tout cela n'était pas seulement vieux, c'était sale et laid, d'un pittoresque qui faisait peine à voir. Les trouées s'avancèrent bientôt de toutes parts, et on eût dit un champ de bataille jonché de ruines plus ou moins souillées.

Il en reste assez pour bien s'orienter et pour deviner ce qu'étaient ces lieux obscurs et mal habités, et d'où partait la lumière qui allait éclairer la France et le monde. En comparant les mesures d'autrefois et les palais d'aujourd'hui, comment ne pas s'écrier avec un soupir de soulagement : Quel bonheur que le bon vieux temps n'existe plus !

De Saint-Julien-le-Pauvre, la rue de la Huchette, débouchait rue de la Harpe (auj. place Saint-Michel), vis-à-vis la rue de l'Hirondelle (auj. passage de l'Hirondelle). C'est là qu'habitait le célèbre chirurgien, Ambroise Paré, celui qui répétait : « Je le pansay et Dieu le guarist. » A sa maison pendait l'enseigne des Trois Maures et derrière était une grande cour donnant sur le quai des Augustins. Ayant acheté cinq maisons contiguës<sup>2</sup>, dès 1559, il transporta, de la petite ruelle sur le quai, l'entrée de son hôtel, sans doute avec son enseigne ; car longtemps le souvenir s'en conserva, dans l'hôtel des Trois Maures, où « maint écolier étudia la chirurgie près des lieux où Ambroise Paré avait composé ses ouvrages<sup>3</sup> ».

1. « La rue de Fouarre vit s'élever les premiers collèges, celui de Picardie occupait l'angle de la rue Galande, celui de Normandie lui faisait face, ceux de France et d'Angleterre étaient auprès, tous les collèges des Quatre-Nations enfin ; et cela dès le XIII<sup>e</sup> siècle. » *La Construction moderne*, 1886-1887, p. 592.

2. En 1572, Ambroise Paré est taxé à 120 livres, tandis que les princes et les bourgeois eux étaient taxés à 300, Bernard Palissy était taxé à 100 sous ! *Paris en 1572*, p. 41.

3. *Ambroise Paré*, par le docteur Paulmier, 1887, p. 59.

Continuant le long du quai, et passant devant la vieille rue Git-le-Cœur où François I<sup>er</sup> appelait à son aide toutes les délicatesses de la Renaissance pour afficher d'une façon plus démoralisante un de ses nombreux adultères, nous arrivons à la rue Pavé-Saint-André, où se trouvait du côté occidental, et après la maison faisant le coin, l'hôtel de Laon, ainsi nommé parce qu'il appartenait aux évêques de cette ville. Il fut habité par la duchesse de Ferrare, Renée de France. Au moment de la Saint-Barthélemy elle y recueillit la femme du pasteur Merlin, et la fille du chancelier de l'Hôpital et les sauva ainsi qu'Agrippa d'Aubigné, grâce à une escorte que lui donna son petit-fils, le duc de Guise. Par une ruelle l'hôtel avait aussi son issue sur le quai<sup>2</sup>.

Quelques pas plus loin, sur le « chemin de Sayne », formant l'angle oriental du quai et de la rue des Augustins était l'hôtel donné par Louis XII à Antoine Duprat, archevêque de Sens et chancelier de France, celui que l'on a appelé l'âme damnée de Louise de Savoie<sup>3</sup>. Son successeur dans l'hôtel ne traita mieux ni la morale ni les protestants. Ce fut le cardinal de Tournon, l'instigateur des assassinats juridiques contre les luthériens et les vaudois; celui qui suggéra à Henri II l'idée de la fameuse *chambre ardente*.

Et c'est à côté, dans le couvent des Grands-Augustins que se passa un des faits les plus caractéristiques de cette terrible époque. Le Parlement se réunissait dans le couvent, quand il était obligé de quitter le lieu habituel de ses séances. Ainsi en 1548 la peste ayant éclaté dans les prisons de la Conciergerie et faisant « mourir à tas » les prisonniers, la cour donna ses audiences aux Augustins pendant sept semaines<sup>4</sup>. La cour déménageait également lorsque l'on mariait les en-

1. « Au bout de la rue Git-le-Cœur, dans l'angle qu'elle forme aujourd'hui avec la rue Hurepoix, François I<sup>er</sup> fit bâtir un petit palais, qui communiquait à un hôtel qu'avait la duchesse d'Étampes, dans la rue de l'Hirondelle. » M. de Sainte-Foix, *Essais historiques sur Paris*, I, p. 58 (1776).

2. *Bulletin*, XIV, p. 301.

3. Région occidentale de l'université, Berty, p. 233.

4. Cf. N. Weiss, *La Chambre ardente*, p. 190.



fants de France ou qu'il se faisait une entrée royale « parce que toutes les magnificences devaient se faire en la grande salle du Palais et ès environs<sup>1</sup> ». Or en 1559 il s'agissait du mariage de la fille du roi, Élisabeth, avec Philippe II. Voilà comment c'est au couvent des Grands-Augustins qu'eut lieu la Mercuriale du 10 juin 1559. Poussé par ses détestables conseillers, le cardinal de Lorraine et Diane de Poitiers, le fanatisme et la luxure, après avoir hésité toute la nuit, Henri II a décidé d'assister à la Mercuriale, et d'écouter les divers avis de ses magistrats sur la procédure à suivre contre les hérétiques. La chambre de la Tournelle avait osé condamner des hérétiques au simple bannissement. La Grand'Chambre réclamait leur mort. Il s'agissait de s'entendre.

Heure horriblement tragique ! C'était la dernière hésitation de la persécution ; c'était la dernière digue au fleuve de sang qui grondait.

Tous les magistrats sont assemblés et discutent depuis deux heures. Tout à coup le roi entre, sombre, et s'assied sans mot dire.

Le cardinal de Lorraine avait compté sur ce coup de théâtre pour effrayer les conseillers récalcitrants.

Il s'était trompé. Anne du Bourg parle, et jamais la cause de l'Évangile et de la conscience n'avait été défendue « plus splendidement, plus librement, plus modestement, plus divinement », dit une lettre écrite à Calvin le lendemain même de l'événement par le pasteur Morel<sup>2</sup>.

Qu'allait faire le roi ? La justice était-elle libre ? Y avait-il encore une loi en France ?

Henri murmure quelques mots avec ses conseillers, et séance tenante, il fait arrêter du Bourg et un de ses collègues. Pendant son diner il ordonne d'en arrêter six autres.

Le mauvais sort était jeté. Il n'y avait plus de justice.

La stupeur fut immense. « Je ne sais si depuis mille ans on a vu rien d'aussi grave en France. » C'est le début de la lettre de Morel que nous avons déjà citée.

1. *Les Antiquitez de la ville de Paris*, par Jacques du Breuil et Claude Malingre, 1640, p. 260.

2. *Opera*, XVII, p. 547, 548.

Morel avait été le modérateur du synode national. Le synode s'était tenu rue du Marais le 26 mai; la Mercuriale s'était tenue aux Grands-Augustins le 10 juin. Celle-ci était la réponse à celui-là.

Le catholicisme comprenait que pour empêcher la loi divine de s'établir il fallait commencer par abroger toutes les lois humaines.

Il donna l'ordre général et définitif de la proscription.

Allons immédiatement, en revenant par la rue Galande, à la place Maubert, le lieu de Paris où l'ordre d'Henri II fut le mieux exécuté, et le lieu du monde où la nature humaine s'est montrée la plus hideuse et la plus glorieuse.

Il n'est plus possible de préciser où était la maison de l'avocat Boulard où souvent les luthériens se réunissaient. Le président Saint-André, Démocharès, le cardinal de Guise firent déposer par deux enfants qu'un jeudi avant Pâques on avait mangé un cochon au lieu d'agneau pascal, et qu'après minuit, la lampe éteinte, on avait renouvelé les orgies reprochées aux premiers chrétiens. La femme de l'avocat et ses deux filles n'hésitèrent pas, pour sauver leur honneur, à se livrer elles-mêmes entre les mains de leurs détestables ennemis, et à se laisser enfermer au Châtelet. Il fallut reconnaître leur innocence<sup>1</sup>.

Des fenêtres de leur maison, que d'autodafés ces sublimes héroïnes avaient pu voir! Le sinistre poteau était dressé en permanence, sur un tertre qui est resté pendant des siècles.

Les gens du quartier — nous savons qu'il était plus ou moins bien habité — beaucoup de maquignons, occupent autour du poteau les premières places. Peu à peu la foule arrive par toutes les rues voisines, rue Saint-Victor, rue de la Montagne-Sainte-Genève, rue des Noyers, rue Perdue, rue de Bièvre, rue du Pavé. Dans les églises il y a eu des prêches fanatiques. On a fait des processions, on a été de station en station, se reposant en voyant brûler un hérétique. Enfin un dernier flot inonde tout, et le fatal tombeau débouche de la rue du

1. *Histoire ecclésiastique*, I, 269.

Pavé, qui était étroite et comme fermée par le clocher de Notre-Dame.

La victime descend, c'est Alexandre Canus (1554), ancien jacobin. Une de ses jambes a été rompue. Il n'en fait pas moins un sermon « excellent et de merveilleuse efficace <sup>1</sup> ». Aussi désormais on aura la précaution de couper la langue aux prisonniers.

C'est un jeune compagnon orfèvre (1541 <sup>2</sup>) natif du faubourg Saint-Marceau. Un étudiant catholique, qui habitait alors Paris, a raconté à un de ses professeurs comment s'opérait le nouveau supplice. Il a présenté, dit-il, sa langue au couteau en la sortant autant qu'il le pouvait. Le bourreau l'a tirée encore avec une pince, l'a coupée et lui en a frappé les joues. Ceux qui étaient présents l'ont ramassée et l'ont jetée à la face du patient <sup>3</sup>. Au milieu de la foule, sur la place, se trouvent un futur martyr espagnol, Jacques de Enzinas, ou Dryander, et le futur historien des martyrs. Jean Crespin. « J'estoy, dit-il, au nombre de ceux qui furent spectateurs de sa mort et issue glorieuse <sup>4</sup>. »

C'est Pierre Chapot, un jeune correcteur d'imprimerie. Jusqu'à la fin il lutta avec son confesseur, Maillard. La gehenne extraordinaire l'a presque démembré. Il se fait soutenir par deux valets. Il ouvre la bouche (on ne lui avait pas coupé la langue); les forces lui manquent. Après s'être fortifié par une courte prière, il recommence. Alors Maillard l'interrompt. Chapot réplique et récite le Symbole. Maillard excite les spectateurs. Le tumulte grandit. « Dites seulement : Ave, Maria, » crie Maillard. « Dites seulement : Jésus Maria, et vous serez étranglé avant d'être brûlé ! » Le mot échappe au lutteur épuisé, qui se reprend cependant aussitôt : « Qu'ai-je

1. *Histoire des martyrs*, I, 286.

2. C'est par erreur que Crespin dit 1540. *Bulletin*, XLI, p. 467.

3. *Bulletin*, VI, p. 420. Lettre d'un jeune catholique allemand, témoin oculaire, 1542.

4. *Histoire des martyrs*, I, 343. *Bulletin*, XXXVII, p. 267. Cette même année il y eut place Maubert, en face du bûcher d'un autre martyr, Geoffroy le Blon, une amende honorable faite par Jehan Goujon. M. N. Weiss pense qu'il s'agit du célèbre sculpteur, lequel finit par s'enfuir en Italie, en 1562, pour cause de religion. *Bulletin*, XLII, p. 30.





# — PLAN DE L'UNIVERSITÉ AU XVI<sup>e</sup> S<sup>e</sup> —

Les parties hachurées indiquent les Edifices existant au XVI<sup>e</sup> Siècle  
 Tracé de l'Enceinte de Philippe-Auguste  
 Vores postérieures au XVI<sup>e</sup> S<sup>e</sup> sur l'emplacement des anc<sup>es</sup> fossés  
 Vores actuelles et emprises pour l'élargissement des art. routes  
 Monum<sup>ts</sup> postérieurs au XVI<sup>e</sup> S<sup>e</sup> pour servir de repères

## 1. Statue d'Etienne Dolet



dit ? » Mais à l'instant il est étranglé. Et l'on décide de couper la langue de tous les hérétiques sans exception <sup>1</sup>.

C'est le cordonnier Nicolas Nail (1553) auquel on a trouvé moyen de faire pis encore. La gehenne a littéralement « dissous » ses membres. Dans la bouche il a un baillon de bois, attaché par derrière, et serré de telle sorte que « la bouche de grande violence lui saigne des deux costez et la face par grande ouverture de la bouche est hideuse et desfigurée ». La populace est plus excitée que jamais. C'est un des jours où, selon un témoin oculaire, elle applaudit, elle insulte, elle aboie<sup>2</sup>. Avant d'attacher le patient, le bourreau lui graisse le corps, et met par-dessus de la poudre, si bien que le bois s'est à peine enflammé, et déjà la paille a saisi la peau du pauvre corps. Mais, ô surprise ! le feu brûle les cordes du baillon. Le martyr recouvre la parole et, avant d'expirer, il peut, à haute voix, invoquer le saint nom de Dieu<sup>3</sup>.

Et les vieillards, les jeunes ouvriers, les étudiants, les femmes se succèdent continuellement. Voici une jeune veuve (1557), la damoiselle de Graveron. Elle a posé ses habits de deuil pour reprendre « son chaperon de velours, et autres accoutrements de joie ». On a eu beau lui couper la langue. Sa face reste « vermeille, voire d'une excellente beauté ». Tous voient qu'elle a hâte de fêter des noces éternelles<sup>4</sup>.

Voici Pierre Chevet<sup>5</sup>, âgé de 60 ans, que son baillon rend difforme, que son bourreau frappe à coups de poing, que son confesseur frappe à coups de pied; le bourreau le jette de la charrette sur le sol, la tête la première. Et lui, jusque dans les flammes, il crie : « Et que je suis heureux ! Et que je suis heureux ! que je suis heureux<sup>6</sup>. »

Voici enfin trois amis (1559), qui profitent de ce qu'on ne leur a pas coupé la langue pour « chanter le cantique de Siméon :

Or laisses, Créateur,  
En paix ton serviteur.

1. *Histoire des martyrs*, I, 516. Cf. *La Chambre ardente*, XXXVII.

2. « Oblatrationes. » *Bulletin*, VI, p. 421.

3. *Histoire des martyrs*, II, 12.

4. *Ibid.*, II, 567.

5. *Ibid.*, II, 604.

6. *Ibid.*, II, 648.

pour action de grâces de l'honneur que Dieu leur faisoit de les appeler en ceste façon en son royaume céleste<sup>1</sup> ».

Ce sont les derniers dont nous parle le Martyrologe. D'un côté la sauvagerie la plus fanatique et la plus bestiale, et de l'autre : un chant nuptial, un chant triomphal !

Parmi les spectateurs étaient des fidèles, qui osaient quelquefois faire entendre une parole, et qui du regard soutenaient leurs frères. Ils notaient leurs discours. Il y avait même des pasteurs. Et on écrivait le tout à Genève. « Tout vif il a été brûlé, raconte Macard à Calvin, au sujet de Guérin, et quelquefois il a été retiré des flammes pour que le tourment fût plus long<sup>2</sup>. » Cette force d'âme, après Dieu à qui la devaient-ils, sinon à ces lettres de Calvin qui pénétraient dans toutes les prisons ? Et Calvin, quel fut son titre le plus vrai et le plus prodigieux, sinon celui-ci : pasteur de ce prodigieux troupeau de fidèles que l'on immolait place Maubert ?

Aujourd'hui, au centre de la place, se dresse une statue, celle d'une autre victime de l'inquisition, Etienne Dolet, brûlé ici en 1546<sup>3</sup>. Une inscription grecque rappelle une phrase qui motiva sa condamnation : « Tu ne seras plus ». La devise et le martyr ont été adoptés par la libre pensée moderne qui, au piédestal, vient régulièrement accrocher ses couronnes.

Que le matérialisme cynique triomphe au lieu même où a triomphé la superstition détestable, c'est logique. Ils se ressemblent comme deux frères, même dans leur ignorance. En effet, si dans la première partie de sa carrière Dolet avait mérité non seulement la condamnation de Calvin<sup>4</sup>, mais l'excommunication de l'apôtre de la tolérance, Castalion, à partir de 1539, ses sentiments s'étaient modifiés, et il fut brûlé parce qu'il avait imprimé beaucoup de Bibles. Les mots incriminés n'étaient qu'un prétexte forgé « en isolant un membre de phrase de tout ce qui précède et de tout ce qui suit, en lui pré-

1. *Histoire des martyrs*, II, 671.

2. *Opera*, XVII, 1558, p. 230.

3. *Bulletin*, XXXVIII, p. 333. La statue d'Étienne Dolet. A. L.

4. *Bulletin*, XVI, 535 ; XXXVIII, p. 101, et XXX, p. 355. Etienne Dolet, ses opinions religieuses, par O. Douen et N. Weiss.

tant une signification contre laquelle protestent le bon sens et les mots eux-mêmes<sup>1</sup> ». Ce n'est pas un des spectacles les moins curieux que de voir l'impiété du xix<sup>e</sup> siècle répéter béatement un texte tronqué par le cléricalisme du xvi<sup>e</sup>, et dans son aveugle fanatisme venir jeter ses couronnes de protestation contre l'immortalité, aux pieds de celui dont le plus beau et le dernier chant a été précisément un cantique à l'immortalité.

Sus donc, esprit, laissez la chair à part,  
Et devers Dieu, qui tout bien nous départ,  
Retirez-vous comme à votre rempart,  
Votre forteresse...

Si sur la chair les mondains ont pouvoir  
Sur vous, esprit, rien ne peuvent avoir.  
. . . . .

Quant à la chair il lui convient pourir,  
Et quant à vous, vous ne pouvez périr,  
Mais avec Dieu toujours devez florir  
Par sa bonté<sup>2</sup>.

La rue des Noyers<sup>3</sup>, qui aboutissait à la place Maubert, et la rue Saint-Victor, qui en partait, formaient la grande arête transversale de l'Université. Suivons ce qui reste de la rue Saint-Victor. Avant d'aboutir à la porte de ce nom, nous trouvons à gauche, adossé aux remparts, le collège du cardinal

1. Calvin s'en tint à son premier jugement, et n'oublia pas les attaques vives de Dolet contre tous les réformateurs. Lorsque Dolet se mit à imprimer des Bibles, Calvin fut étonné. « A Lyon, dit-il, ce qu'il y a de bon, c'est que Dolet imprime le *Psautier*, et commencera bientôt la Bible, en suivant la version d'Olivet. Que l'on prétende maintenant que Satan n'est pas serviteur de Dieu. » *Opera*, XI, p. 357 (déc. 1541). Deux ans plus tard quelqu'un lui est encore suspect parce qu'à Lyon « il a vécu très familièrement avec Dolet, et avec un troisième individu de même farine ». *Opera*, XI, 749 (sept. 1544). Il n'est pas étonnant que Farel ait fait preuve de la même vivacité et de la même sévérité que Calvin. En 1558, il lui rappelle encore cet « impie Dolet » qui raisonnait si joliment contre ceux qui prêchaient l'Évangile, contre Luther et les autres. *Opera*, XVII, p. 439.

2. *Bulletin*, XXX, p. 352.

3. Il en reste encore plusieurs maisons à l'ancien alignement, entre le théâtre de Cluny et la rue des Carmes : en particulier celle qui a pour enseigne : « Boulangerie des Noyers, fondée en 1780. »



Lemoine. C'est la maison où avait enseigné Lefèvre d'Étaples. Farel y fut son élève, et bientôt y devint professeur avec son ami Lange. Il eut à son tour pour élève Jean Canaye<sup>1</sup> (que nous allons retrouver).

Ici encore enseigna Vatable.

(*A suivre*).

E. DOUMERGUE.

## Documents

### LE SUPPLICE DE LA CLAIE

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENTS, ET LES PROTESTANTS ET LA TERREUR

1686-1724

Dans le *Bulletin* du 15 octobre 1895 (p. 511 ss) nous nous sommes demandé ce que les contemporains et les documents officiels actuellement connus nous apprennent sur la réalité de ce supplice que les païens même ne semblent pas avoir connu. La *Revue de Saintonge* avait, en effet, affecté de soutenir que les cadavres des protestants morts sans sacrements n'avaient pas été réellement trainés sur la claie et que la Déclaration royale qui l'ordonnait n'était que *comminatoire*. Nous avons démontré le contraire en citant quarante-trois exemples de cette épouvantable pratique, et une lettre inédite de l'intendant de Bordeaux expliquant que l'effet produit dans certaines villes par la brutalité repoussante de ces exécutions l'avait seul amené à y renoncer.

1. Le 13 juillet 1524, celui-ci écrivait à Farel une lettre qui nous a été conservée; il lui parle du temps « où ils vivaient dans ce collège occupés des mêmes études, l'un précepteur, l'autre élève », de « ces jours nombreux où Le Fevre, cet homme si saint, si savant, leur distribuait le pain et l'eau vive, la charité chrétienne. » (*Herminjard*, I, p. 241. Voir *Bulletin*. XX, p. 404.)

Voici ce que répond la *Revue de Saintonge* (1<sup>er</sup> nov. 1895, p. 406) :

« Le *Bulletin*... cite quelques exemples d'hérétiques impénitents dont le cadavre fut traîné sur la claie ou même déterré pour le procès leur être fait. *Mais le peu d'exemples pris partout, que l'auteur a pu trouver, prouve clairement que la loi n'était pas exécutée.* Il y en a un pour notre province, peut-être deux — le deuxième n'est pas certain. — Par contre, dans notre seule région, que de tombes violées, d'ossements dispersés ou brûlés par les protestants... En 1793, le corps de Charles d'Aubigné fut déterré et jeté aux cochons, etc. Les jacobins copiaient les huguenots. Oui, répétons-nous, avec M. Weiss, en changeant deux mots à sa phrase, qui conclut l'article, « le temps viendra s'il n'est déjà venu, où l'on « voudra nous faire croire que la *Terreur* était une simple mystification, et la *Réformation*, avec ses horreurs, un grand bienfait. »

Quarante-trois exemples, c'est « peu » pour notre confrère, si peu que dans cette lugubre série, il n'en a vu qu'un pour sa province. Ainsi le sieur *Chollet*, de La Rochelle, *Élisabeth Bonami* d'Arvert, dont le cadavre fut veillé et finalement enterré par son fiancé, *Gratiane de Campagne*, d'Oléron, *Pierre Joufflier*, de Mornac et le malheureux dont Fénelon assure que les restes furent traînés dans l'île de Ré, ces cinq qui étaient tous de la susdite province n'en font qu'un. — En voici, en attendant, un sixième. On lit dans une lettre inédite de M. de Gourgues dont je tiens la minute originale<sup>1</sup> à la disposition des Saintongeais qui se demanderaient s'il faut prendre au sérieux les dénégations de la *Revue* :

Du 4 janvier 1686.

A monsieur de Croissy,

« Les conversions continuent avec succès parmi la noblesse de Saintonge. Il n'y a que le sr d'Obreuse<sup>2</sup> qui me fait de la peine, ne pouvant rien obtenir sur son esprit.

« J'ay laissé au lieutenant criminel de *Saint-Jean d'Angély* l'ins-

1. A la bibliothèque de la Société.

2. Le 20, il écrit : « Je receus hier un ordre du Roy pour appeller en cour M. d'Obreuse. Je le lui ay renvoyé. Il est extrêmement nuisible aux conversions dans son quartier. »

truction du procès qu'il fait à la mémoire d'un nouveau converti décédé sans avoir voulu recevoir les sacrements. *Je tiendray la main à l'exécution des Déclarations de S. M. sur ce sujet... »*

La même correspondance de M. de Gourgues renferme une lettre du 22 août 1686 qui précise ce qu'Élie Benoit nous dit du premier exemple que nous lui avons emprunté, celui de l'orfèvre de Saint-Lô qu'il appelle l'*Alouël* et que l'intendant appelle *Lalouette* (*Bull.*, 1895, 512) :

22 août 1686.

« J'ay eu l'honneur de vous envoyer les informations qui ont esté faites contre la mémoire du nommé La Louette nouveau converti à Saint-Lô<sup>1</sup>. L'arrêt du Parlement de Rouen est venu depuis; je viens de le recevoir et je le mets sous cette enveloppe; il doit être exécuté aujourd'hui à ce que je viens d'apprendre. Cet arrêt est irrégulier dans toutes les manières, car il s'explique tout autrement que la Déclaration... Il faut qu'il y ait eu de la faveur dans cet arrêt. Si le parlement de Rouen favorise les prétextes spécieux que les nouveaux convertis affectent pour éluder les ordres, mes soins deviendront inutiles, et l'endurcissement de ces gens, quoique très grand, augmentera encore. »

Nous avons donc ici la confirmation de l'arrêt du parlement de Rouen qui réformait la sentence des juges de Saint-Lô. L'arrêt du Conseil qui cassa celui du Parlement et ordonna l'exécution rigoureuse de la sentence des premiers juges, fut évidemment la réponse à la réclamation énergique de l'intendant, qu'on vient de lire.

De Gourgues était, du reste, pour l'application stricte de la loi. Il écrit le 8 novembre 1686, de *Caen* :

« Un méchant nouveau converti est mort depuis peu dans cette ville sans avoir voulu recevoir les sacrements. J'ay fait faire le procès au cadavre. Le jugement est conforme aux Déclarations du roi »

1. Il avait écrit le 12 : « Le cadavre de cet Uguenot (*sic*) est embaurré dans la prison, en attendant la confirmation de ce jugement... » L'incertitude, dans le texte d'E. Benoit, une faute d'impression. D'après la minute de de Gourgues, il y faut, je pense, lire 6 août au lieu d'avril-

Cependant les juges inférieurs qui appréhendent, et avec raison, leurs supérieurs, ne veulent mettre à exécution leur sentence qu'après que le Parlement aura prononcé... J'ay écrit à M. le procureur général à Rouen et l'ay prié de faire juger cette affaire incessamment, croyant qu'il est nécessaire, en ce pays-ci, de faire des exemples...

Le Parlement comprit. Aussi la lettre de l'intendant, du 20 novembre de la même année, se termine-t-elle par ces lignes :

« Deux nouveaux convertis de cette ville, morts sans avoir voulu recevoir les sacremens ont esté trainés sur la claye, après que leur jugement a esté confirmé par arrest du parlement de Rouen... »

Aussi M. de Gourgues proteste énergiquement contre la conclusion de l'affaire de *Nicolas Houël* dont le cadavre fut « salé » et conservé pendant quatre mois (*Bull.*, 1895, p. 524).

21-26 novembre 1686. « Il est de notoriété publique que le nommé Houël nouveau converti est mort après avoir refusé les sacremens. J'ay eu d'autant plus connaissance de la chose qu'il y eut contestation qui fut portée devant moy pour savoir si le procès devoit estre fait à Bayeux ou par les officiers de M. de Caumartin, conseiller d'estat seigneur de Magny (l. Maisy), domicile du nouveau converti décédé... Cest arrest (de Rouen) a esté pratiqué pour empescher la confiscation des biens du deffunt et produit un très mauvais effet dans le public... »

On voit qu'au fur et à mesure qu'on les découvre, les documents officiels confirment et corroborent par des faits inédits, les récits des contemporains. Nous sommes loin, d'ailleurs, d'avoir cité tous ceux qui ont été publiés. Nous n'avons même pas rappelé tout ce que le *Bulletin* a déjà fait connaître sur ce sujet. Ainsi nous n'avons rien dit du volumineux et lamentable dossier de 1699, conservé aux archives du Loiret et que l'archiviste, M. J. Doisnel, a résumé dans le *Bulletin* de 1877 (313-321). Il s'agit du cadavre de *Judith Piat*, décédée le 10 octobre 1699 à *Châtillon-sur-Loing* et que sa sœur disputa la justice pendant tout un mois. Lorsque cette pauvre fille eut cet immonde procès, les restes de sa sœur, « déposés



dans une cave au-dessous de la chambre du geôlier », scellés d'un « sceau qui avait été apposé sur son front », étaient dans un état de décomposition si avancé que les juges eurent le regret de ne plus pouvoir les faire traîner en public.

Dans la même région, Pierre Ragu, procureur fiscal, averti par M. Michel Sarrebourg, curé de Josnes, requit la même peine contre le cadavre de *Moyse Grejon*, de Josnes, le 8 août 1724, en vertu de l'édit du 14 mai précédent, ce qui prouve qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la féroce Déclaration de 1686 fut remise en vigueur <sup>1</sup>.

Je n'avais pas rappelé non plus ce passage d'une lettre de l'intendant Lebret, du 10 octobre 1687 :

« J'ai fait deux exemples depuis 15 jours, l'un à *Orange*, l'autre à *Courthezon*, de deux femmes qui sont décédées sans confession... et, dans le temps qu'on faisait l'exécution de la seconde, une troisième est morte sans sacrement, avec plus de fermeté et d'obstination que les précédentes. » (*Bull.*, 1892, 607.)

Ni celui-ci d'une chronique de Saint-Antonin :

« Quelques jours avant ladite ordonnance (du 3 juin 1686) la femme du sieur *Jaquot*, de *Caussade*, s'estant alitée, à cause de sa maladie, on luy avoit porté l'extrême onction, laquelle ayant refusé de recevoir et estant décédée, on l'avoit enterrée, et quelques jours après fait désenterrer et ensuite trener par la ville sur une claye par le bourreau et obligé ledit *Jaquot* de suivre ledit bourreau pendant qu'on trenoit le cadavre de sa femme; et ensuite on l'auroit emprisonné avec quelques-uns de ses parans et on auroit fait garder le cadavre de ladite *Jaquot* par six soldats » (*Bull.*, 1893, 212).

Nous voici à la cinquantaine, si je ne me trompe, dont une demi-douzaine pour la province de la susdite *Revue*. Est-ce assez ?

Il nous reste encore à voir pourquoi, sous la Terreur, « les Jacobins copiaient les Huguenots ». C'est évidemment parce qu'à Rochefort, entre autres <sup>2</sup>, ce fut un protestant,

1. P. de Félice, *Mer*, 1885, 196.

2. A Paris, le député protestant Lasource, plaida publiquement en faveur de ces prêtres (*Bull.*, 1889, 68). En Franche-Comté et en Alsace plu-

Élie Thomas, qui presque seul, visita, soulagea, recueillit les prêtres détenus à bord du *Washington*, des *Deux Associés* ainsi qu'à Brouage, en 1795, et multiplia les lettres et démarches<sup>1</sup>, pour obtenir leur libération. L'évêque constitutionnel Grégoire reconnut publiquement que ce protestant avait « épuisé envers ces malheureux tout ce que la bienfaisance et l'humanité commandent à un cœur humble<sup>2</sup> ». — Élie Thomas ne pouvait pas savoir que *cent ans plus tard*, tout près de chez lui, à Saintes, dont il parle plusieurs fois dans ses lettres, les persécuteurs des prêtres pendant la Terreur seraient publiquement assimilés aux protestants. Mais on serait tenté de croire qu'il en eut le pressentiment. En effet, dans sa belle lettre du 16 juillet 1795, « au citoyen Grégoire », où il lui reproche d'avoir fait connaître sa charité, il écrit : « Comment n'as-tu pas craint que ta démarche ne fût prématurée ? *Qui te répondra qu'un jour tu n'auras pas à t'en repentir*<sup>3</sup> ? »

N. W.

## CORRESPONDANCE

**Le Diocèse de Saintes et la Réforme en 1563-1564.** — « Dans « la même livraison (de ce *Bulletin*, 1895, p. 528-530) est une liste « (1563-1564) des *Bénéfices au diocèse de Saintes*, au nombre de plus « de cent, *esquelz ne se faict aucun exercice de religion catholique « ancienne et romaine ...* ce qui est une négative exagération. A qui « ferait-on croire qu'il n'y avait aucun exercice du culte en toutes « les isles d'Oleron, d'Arvert, de Marempnes, etc., etc.? S'il en « était ainsi, il faudrait croire que les protestants avaient tout dévasté, « massacré ou expulsé, prêtres et religieux, terrorisé les popula- « tions, et qu'une fois libres, ces paroisses ont repris leurs offices « accoutumés ou bien sont vite revenues tout entières au catholi- « cisme ; car dans un grand nombre, il serait peut-être difficile de

sieurs pasteurs en reçurent chez eux. A Nîmes on fit de même pour les religieux, comme on le verra dans le prochain numéro.

1. Voy, *Bulletin*, 1889, p. 74 à 85, les lettres d'Élie Thomas.

2. *Annales de la Religion*, n° 2, 9 mai 1795.

3. *Bull.*, 1889, p. 85.

« trouver maintenant deux ou trois calvinistes »..., et on sait pourtant avec quelle mansuétude, ici et ailleurs, ces derniers ont été traités sous l'ancien régime. — On voit que la *Revue de Saintonge* qui s'exprime ainsi (1<sup>er</sup> nov. 1895, p. 407) n'est pas contente. Quand on ne publie ou n'admet les documents que lorsqu'ils sont d'accord avec l'histoire telle que l'Église catholique et infaillible nous l'enseigne, — il faut logiquement récuser même ceux qui émanent officiellement du clergé... d'autrefois. Or celui-ci est du nombre. La pièce, très bien écrite et dont j'ai corrigé l'impression sur l'original, est revêtue de la signature autographe de SOULARD, syndic du clergé de Saintonge qui a lui-même tracé les lignes accompagnant sa signature. Ces lignes prouvent que cette liste était jointe à une requête non encore retrouvée et adressée à *Charles de Coucis comte de Burie, lieutenant général en Guyenne*, sans doute pour le prier d'envoyer d'autres prêtres dans les bénéfices que leurs titulaires avaient abandonnés. « S'il en était ainsi, dit la *Revue de Saintonge*, « il faudrait croire que les protestants avaient tout dévasté, mas-  
« sacré ou expulsé... » C'est effectivement ce qu'il faut croire quand on lit ou rédige avec conviction la susdite *Revue*, mais malheureusement pour elle, le syndic du clergé de Saintonge a dit tout juste le contraire... « ores que ceux qui font exercice de Religion contraire  
« disent ne les vouloir empêcher... »

N. W.

Nous proposons quelques observations géographiques sur cette longue liste.

*Les îles d'Oléron, Arvert et Marennnes.* — Oléron est bien une île. On donne aussi ce nom aux territoires d'Arvert et Marennnes, qui sont en effet entourés d'eau de tous côtés et découpés en véritables damiers par les marais, les canaux et les *jars*. Le pays d'Arvert s'appelle aussi *presqu'île* d'Arvert et celui de Marennnes, *Brouageais*. Ce dernier a tour à tour fait partie de l'Aunis et de la Saintonge.

*Saint-Georges de Cousteaulx*, lisez aujourd'hui *des Coteaux*.

*Lemin*, lisez *le Mung*.

*Madion* ne peut être, comme on l'a supposé, que *Médis*, à cette place.

*Saint-Germain-de-Seuldre*, lisez *du-Seudre*.

*Saint-Etienne-d'Arvert*, c'est *Arvert* même.

*Saint-André-de-Lydon*, appelé d'autres fois *Lidon* tout court dans les documents.

*Jarnac* paraît être celui de la Charente plutôt que *Jarnac-Champagne*.

*Fontenay-Labatu*, c'est *Frontenay-Rohan-Rohan* ou l'Abattu (Deux-Sèvres).

*Chaillans* doit être *Chalais* (Charente).

*Saint-Maisme* est *Saint-Même* (Charente).

*Saint-Bonnet* est également dans la Charente. Ce n'est donc pas celui dont parle M. F. Faivre (*Christianisme au XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 47, p. 366), où un temple vient d'être inauguré (Charente-Inférieure).

*Saint-Médard* : celui qui est désigné à cette place est celui de Barbezieux.

*Vibrac* : ce n'est plus *Vibrac*, déjà cité p. 529, mais *Saint-Germain-de-Vibrac*.

*Saint-Maurice* : c'est *Saint-Maurice-Laurençanne*.

*Dorignolles*, lisez *Orignolles*.

*Saint-Martin-du-Lary* est devenu *Saint-Martin-d'Ary* par corruption.

*Lefoullon*, lisez *le Fouilloux*.

*Saint-Médard*, c'est celui qui se trouve près de Jonzac.

*Villesanié*, lisez *Villexavier*.

*Saint-Marsault* est *Saint-Martial-de-Mirambeau*.

*Saint-Quys* doit être *Saint-Ciers-du-Taillon*.

Nous ne connaissons pas les localités, aujourd'hui très insignifiantes sans doute, citées sous les noms de : La Chaulme, Vassiac, Fenion et Sens. Quant à plusieurs autres, dont l'orthographe est facile à corriger, nous jugeons superflu le soin de les rectifier ici. Le lecteur n'aura pas besoin de nous pour remplir cet office.

DANIEL BOURCHENIN.

**Les Bastard et Lussault. Une Table de communion du Désert à Niort.** — Comme complément à la communication de M. L. Desaisvre, relative au « Cimetière consistorial à Niort en 1782 » (*Bull.*, 1895, 610), je vous adresse quelques notes biographiques sur *Henry Bastard*, le négociateur de cette affaire.

Henry Bastard, fils de André Bastard, marchand drapier, et de Marguerite Guichard, naquit à Mauzé (Deux-Sèvres) en 1742. Son père le destina à la profession d'horloger. et, à dix-huit ans, le fit voyager pour le perfectionner dans sa partie. Après avoir travaillé dans diverses grandes villes, Nantes, Rennes, Tours, Périgueux, il



revint dans sa famille. A la mort de son père il épousa Élisabeth-Perside Michelin, de Mauzé, dont la famille était originaire de Saint-Maixent. Leur mariage fut béni « au Désert » par Jacques-Pierre Gibaud, dit Quasei, mon bisaïeul, dont je possède les registres manuscrits et sur lesquels je relève l'acte suivant :

« Je soussigné certifie à qui il appartiendra que l'année mil-sept-cent-soixante-huit et le seizième jour de février, j'ai béni, après « publication des promesses sans opposition, le mariage de sieur « Henry Bastard, horloger, fils de s<sup>r</sup> André Bastard et de dame « Marguerite Guichard, du bourg et paroisse de Mauzé, d'une part, « avec d<sup>lle</sup> Élisabeth-Perside Michelin, fille de s<sup>r</sup> François Michelin et de dame Jeanne Guionnet, du même bourg et paroisse « susdite, d'autre part, le tout diocèse de La Rochelle, fiancés par « acte public. Au Désert, en présence de s<sup>r</sup> Jean-Pierre Moreau, de « Jean Papot, de Martin et de Jean Fournier qui ont signé le « registre de l'église. C'est en foi de quoi je me suis signé.

« GIBAUD, ministre du S<sup>t</sup> Év. »

Une fois marié, Henry Bastard s'établit comme horloger à Niort, où il exerça sa profession pendant une trentaine d'années. En 1803, il se retira des affaires et vint habiter à La Jarne, près de La Rochelle, dans la propriété de La Roche qu'il avait acquise afin de se rapprocher de son fils qui, depuis 1792, habitait La Rochelle, où il exerçait la profession paternelle. Il y mourut, âgé de 69 ans, le 24 juillet 1811.

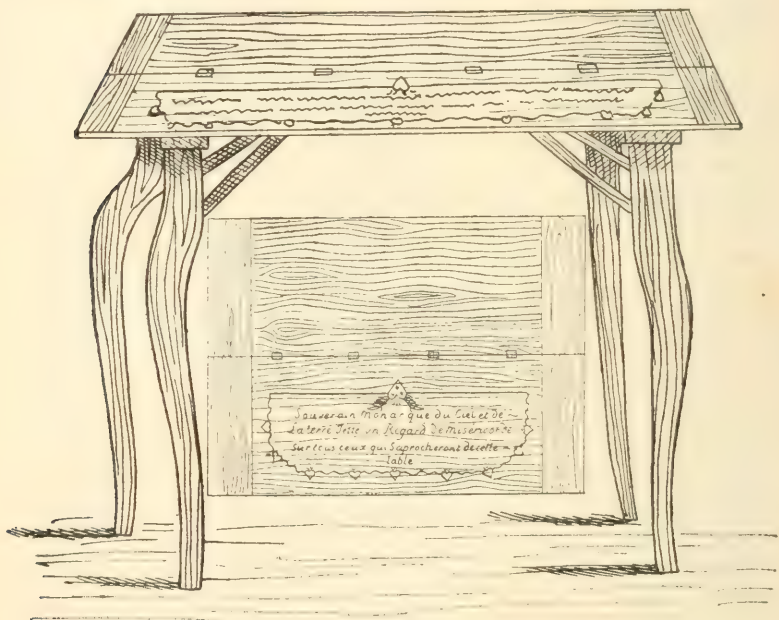
Henry Bastard fut un des anciens de l'Église de Niort le plus en vue. Il se distingua par sa piété, son zèle à soutenir tous les intérêts de ses coreligionnaires. Le rôle qu'il joua dans l'affaire du cimetière en est une preuve. S'il en fallait une autre nous la trouverions ici même dans le *Bulletin* (XXXVIII, 264). Il s'agit du vocabulaire secret des pasteurs du Désert en Poitou, pour la sécurité de leur correspondance. Bastard y figure sous la désignation de « *Lé-veillé* », surnom qui donne une idée de son activité, de la vivacité de son caractère et de la confiance que les pasteurs et ses coreligionnaires avaient en lui.

L'Église de Niort possédait une chaire et une table de communion portative, faite par un membre de l'Église nommé Monclaud. Lors de la reconnaissance des Églises, cette table fut confiée à Henry Bastard, qui la conserva pieusement et ne négligea pas de l'emporter avec lui quand il quitta Niort.

Elle est aujourd'hui entre les mains de son arrière-petit-fils,

M. H. Bastard, de La Jarne, qui la conserve aussi religieusement et auquel je dois la plus grande partie de ces renseignements.

Cette table mesure 0 m. 72 de longueur, sur 0 m. 52 de largeur. Elle est composée de trois pièces, les pieds reliés deux à deux par une traverse mobile et la tablette se repliant en son milieu au moyen de quatre charnières. Sur l'un des côtés « au milieu d'une guirlande formée de cœurs, symbole de la charité qui doit unir les chrétiens, on lit cette prière gravée dans le bois : Souverain mo-



« narque du ciel et de la terre, jette un regard de miséricorde sur ceux qui s'approcheront de cette table ».

Son existence avait déjà été signalée dans le *Bulletin évangélique de l'ouest* (1<sup>er</sup> octobre 1887), et ce renseignement reproduit dans le *Vieux Manuscrit*, publié par la Société des livres religieux de Toulouse, page 251, de même que dans l'ouvrage de M. D. Benoit, *les Frères Gibert*, édité par la même Société, p. 38.

Permettez-moi d'ajouter aussi quelques détails sur *Lussauld*, dont le nom figure au nombre des anciens qui acceptent la cession du terrain du cimetière, faite à l'Eglise de Niort, par H. Bastard. Ce *Lussauld* est le copiste qui certifie « conforme à l'original » le synode de 1744 que j'ai publié ici même (t. XLII, 592).

Mes renseignements sur lui ne proviennent que de traditions orales. Il descendait d'un médecin qui aurait guéri Catherine de Médicis d'une dartre. Par reconnaissance, et bien que huguenot, il aurait été averti par la reine mère de quitter Paris la veille de la Saint-Barthélemy.

Une autre tradition rapporte que le corps de cet ancêtre de Lus-sauld serait inhumé à Échiré, près Niort, dans une terre lui appartenant. Ce qu'il y a de certain, c'est que des titres de propriété qui se trouvent entre les mains de ses descendants attestent que sa famille possédait cette terre déjà au xvi<sup>e</sup> siècle.

TH. MAILLARD.

---

**Dragonnade.** — On sait que le *Dictionnaire général de la langue française*, par MM. Darmesteter, Hatzfeld et Thomas, est une œuvre en cours de publication, qui s'est acquis la juste estime des connaisseurs. Les auteurs se sont donné la tâche de déterminer, autant que possible, l'époque de l'apparition de chaque mot dans la langue; ils indiquent, à la suite de l'étymologie de chaque mot, l'exemple le plus ancien qu'ils en ont pu rencontrer.

Au mot *dragonnade*, par exemple, le *Dictionnaire général* remarque que Bayle emploie la forme *dragonnerie* — voir la citation dans l'ouvrage de M. Delboulle: *Matériaux pour servir à l'histoire du français*; — il ajoute que le mot *dragonnerie* figure dans l'*Encyclopédie* (1755) et que le *Dictionnaire de l'Académie* l'a admis dans l'édition de 1798.

J'imagine qu'il ne serait pas difficile de trouver le mot *dragonnade* dans des textes antérieurs à 1755. Il serait intéressant de déterminer l'ouvrage et l'auteur qui l'ont employé les premiers.

EUGÈNE RITTER.

---

**Inscriptions huguenotes.** — Au logis noble de La Jalet, commune de Saint Denis-du-Pin (Charente-Inférieure), occupé maintenant par M. Le Roux de Bretagne, héritier de Charles de Meschinot, on lit :

OVVRES SEIGNEVR MA BOVCHE  
ET FAITES QVE MA LANGVE  
PVELIE VOS BIENSPAIT ET  
CHANTE VOS LOVANGES

M. de Richemond, qui nous la communique, ajoute que le style du portail et du colombier de cette demeure sont du xvii<sup>e</sup> siècle.

A *Hastingues* près de Peyrehorade, sur les confins du Béarn, il y a encore trois bâtiments du xvii<sup>e</sup> siècle dont l'un, celui du centre, était le temple protestant avant la Revocation. C'est aujourd'hui une grange au-dessus de la porte de laquelle, tournée du côté du jardin, se lit :

LA PAROLE  
DE DIEV  
DEMEVRE  
ETERNELLEMENT  
1617.

Une des deux maisons qui s'élèvent de chaque côté de cette grange était le presbytère. On y lit encore :

SERVIR A DIEV, C'EST REGNER.  
1664.

M. L. Bost, qui a transmis ces renseignements à l'*Ami de la jeunesse* du 15 août 1895, nous apprend qu'en 1600 le culte réformé fut transféré de *Candresse* à *Hastingues* et installé dans une maison de Castagnède qui existe encore. Mais comme la porte donnait sur la rue, les catholiques protestèrent. La Chambre mi-partie écouta leurs doléances et ordonna que le temple serait changé de place, à la condition toutefois qu'ils fournissent à cet effet un autre emplacement. C'est alors, sans doute en 1617, que ce transfert eut lieu et que les protestants purent grouper côte à côte leur temple, leur presbytère et peut-être leur école. Ce nouveau lieu de culte fut fermé le 4 ou le 5 juin 1685, et nous ne savons pourquoi, contrairement aux errements suivis dans toute la France, il ne fut pas démoli.

Il serait intéressant, à ce propos, de dresser la statistique exacte des rares temples huguenots, antérieurs à la Révocation, qui ne furent pas rasés avant ou après le 22 octobre 1685.

---

*Le Gérant* : FISCHBACHER.



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

PARIS PROTESTANT AU XVI<sup>E</sup> SIÈCLE <sup>1</sup>

1509-1572

III

Le faubourg Saint-Victor et le faubourg Saint-Marceau

Franchissons enfin les murailles. Deux faubourgs attirent notre attention.

Voici d'abord le faubourg Saint-Victor, groupé autour de l'abbaye de ce nom. Fondé en 1108 par Guillaume de Champeaux, le maître du Réalisme, le rival malheureux du jeune Abailard, ce monastère fut au moyen âge un ardent foyer du plus noble mysticisme. Ici vécurent Hugues et Richard de Saint-Victor, ces grands observateurs, ces puissants analystes qui, méditant sans cesse sur ce texte : Dieu est amour, firent sortir de la plus admirable doctrine de la Trinité la garantie même de la liberté de Dieu et de la liberté de l'homme. Au xvi<sup>e</sup> siècle, Hugues et Richard sont remplacés par Lizet, « l'ennemi capital de ceux de la religion et de toute vertu <sup>2</sup>, » celui qui a signé presque tous les arrêts de mort exécutés place Maubert, ce premier président du Parlement qui fut la grande honte de sa grande charge, aussi célèbre par les

1. Voy. n° de janvier 1896, p. 11 à 45.

2. *Histoire ecclésiastique*, I, 50.

1896. — N° 2, 15 février.

scandales de sa vie privée et son amour du vin que par sa cruauté.

Disgracié et même exclu du Parlement, il reçut pour se consoler l'abbaye de Saint-Victor, le 8 août 1550. Mais le nouvel abbé n'était pas prêtre, pas plus de titre que de caractère. Il ne fut ordonné qu'en septembre 1553, un an avant sa mort<sup>1</sup> (7 juin 1554). « N'ayant plus de supplices à infliger aux membres de l'Église évangélique, il se mit en tête de les pourfendre avec sa plume. » De là un livre que Théodore de Bèze réfuta dans son célèbre pamphlet : « *Épître de Maître Benoit Passavant à Messire Pierre Lizet*<sup>2</sup>. » Ces pages, écrites en latin macaronique et peut-être avec la collaboration de Viret, ne seraient pas désavouées par Rabelais lui-même. C'est un chef-d'œuvre de gaieté, de verve et d'éloquence bouffonne.

« Ah! vous parlez de monsieur le ci-devant président! En voilà un bon numéro! Comment va Monsieur son nez? Est-il pas toujours vêtu de cramoisi? Est-il pas toujours damasquiné? Ce bon Jean de Gagny, notre maître, disait que tous les hérétiques étaient pâles. Tirez la conséquence. Monsieur le ci-devant président est aussi rouge qu'une bouteille de vin théologal ou rosé, *ergo*, il n'est pas hérétique. Et comme il ne peut être *cardinalis*, c'est-à-dire *cardo* ou pivot de la sainte église apostatique par la tête, il l'est par son équivalent, *id est* par le nez. Car quiserait assez hérétique pour soutenir qu'un nez ne vaut pas bien un chapeau. L'antécédent est prouvé pour quiconque a admiré sa naséitude. *Ergo*<sup>3</sup>. »

Bèze ne craignit pas de déplorer en vers la mort de ce nez célèbre. La complainte est mise dans la bouche même de messire Lizet, au moment où il perd son nez à la suite de ses excès divers :

Nez né seulement pour boire,  
Nez, mon honneur et ma gloire :  
... Las! te faut-il enterrer?

1. *Les Antiquitez de la ville de Paris*, par Jacques Breuil et Claude Malingre, 1640, p. 469. *Bulletin*, XXXVIII, p. 587.

2. *Le Passavant de Théodore de Bèze*, traduit par Isidore Liseux, 1875.

3. *Le Passavant*, o. c., p. 12.



LES FAUBOURGS SAINT-AUTOR ET SAINT-MARQUE (1555).

Et qu'eau bénite te lave  
 Prise ailleurs que dans ma cave ?  
 Nez, seul vrai nez beuvatif,  
 ... Alambic de mes plaisirs,  
 ... Suce-vin, vuide bouteille,  
 Nez, nez, ma rose vermeille :  
 Adieu, nez qui vas en terre,  
 Avecques lequel s'enterre  
 L'espoir que j'avois jadis  
 De ce mien bas paradis.  
 Hélas ! au moins j'espérois  
 Qu'avec moi tu partiroyes,  
 Et qu'après nostre vivant  
 Mourrions ensemble en beuvant.  
 Nez, vrai nez de cardinal,  
 Mes heures, mon doctrinal,  
 Miroir de la sorbonnique,  
 Qui ne fut onc hérétique :  
 Vrai suppost de notre Église,  
 Digne qu'on te canonise<sup>1</sup>.

Le monastère Saint-Victor a été remplacé par l'entrepôt de vins de Bercy. Lizet vécut en ces lieux trois cents ans trop tôt.

Et puis, voici le faubourg Saint-Marceau. On y arrive par la porte Bordelle qui débouche dans la grande rue Marceau (aujourd'hui rue Mouffetard). A cette époque, les écoles des protestants s'appelaient les écoles « buissonnières<sup>2</sup> ». Leurs cultes auraient mérité le même nom, car ils étaient relégués en dehors de la ville, au milieu des jardins, des champs<sup>3</sup>.

En descendant la rue Saint-Marceau, où Simon de Colines avait transporté son imprimerie, vers 1538, à l'enseigne des Quatre-Évangélistes<sup>4</sup>, on rencontrait, à gauche, une maison de campagne qui avait été bâtie par Simon de Cramault,

1. *Le Passavant*, o. c., p. 204.

2. *Bulletin*, VIII, p. 273.

3. Macard raconte à Calvin qu'un soir, un coup de pistolet étant parti dans une assemblée, les fidèles sortirent « dans les champs, au milieu de la nuit, à la clarté de la lune et des étoiles ». *Oper.*, 24 sept. 1558.

4. P. Renouard, *Bibliographie des éditions de Colines*, p. 447.



patriarche de Jérusalem (il y a encore aujourd'hui le marché du Patriarche). Elle appartenait pour le moment aux Canaye, dont nous avons vu un des quatre frères étudier sous Farel au collège du Cardinal-Lemoine. Ces Canaye étaient les premiers qui, en France, eussent fabriqué des tapisseries de haute lisse. Ils étaient les alliés des Gobelins, leurs voisins de quartier, protestants comme eux, et méritaient de partager leur gloire comme ils ont partagé leurs travaux.

Les Canaye avaient loué leur maison à un marchand lucquois et protestant, Ange de Caube, qui, sans consulter son propriétaire, la « bailla pour les prêches ». Le 27 décembre 1561, après dîner, 12 à 13,000 protestants s'y trouvaient réunis<sup>1</sup>. Bèze, qui raconte l'événement à Calvin, y était aussi. Dandelot l'y avait accompagné la veille avec une suite honorable à travers les rues de Paris, à la stupéfaction des bourgeois entassés pour le voir passer. Ce jour-là ce n'était pas lui qui prêchait, c'était Malot, le pasteur dont on devait bientôt promener en triomphe les pantoufles, ne pouvant promener sa tête. Le culte commence. Le curé de Saint-Médard, dont le presbytère et l'église n'étaient séparés de la maison du Patriarche que par une ruelle<sup>2</sup>, fait sonner les cloches à toute volée pour empêcher la prédication. Un diacre va dans l'église et prie gracieusement les sonneurs de cesser leur sonnerie pour quelque peu de temps. D'autres protestants arrivent. Le diacre est tué d'un coup de pertuisane. Pendant ce temps, l'assemblée commence à s'agiter. Bèze rassure les femmes, la foule, de la voix, de la main. Malot fait chanter le psaume 16. Mais les prêtres se mettent à sonner le tocsin. Le tumulte grandit; Bèze se précipite au milieu de la place. Le guet arrive et emmène quelques catholiques prisonniers.

Mais le lendemain d'autres reviennent et mettent le feu au Patriarche.

Jean Canaye, qui était absent, eut beau protester après coup contre les agissements de son locataire, Ange de Caube, il était trop suspect. Il fut obligé de céder sa maison à la

1. *Bulletin*, I, 256, arrêt du parlement, 18 août 1562, t. III, p. 602.

2. *Mémoires de Condé*, éd. Michaud, p. 611.

fabrique de Saint-Médard, le 18 août 1562<sup>1</sup>. Les persécutions se multiplièrent contre lui et les siens. L'ainé des frères, Philippe, fut pendu à Toulouse, parce qu'on en voulait à sa foi, et peut-être encore plus à sa fortune qui était très grande. L'autre, Pierre, finit ses jours dans les prisons de Paris, et l'ami de Farel, Jean, se réfugia à Genève, puis passa à Cologne où il mourut. Seul, Jacques Canaye survécut aux guerres civiles<sup>2</sup>.

Les protestants transportèrent leur culte dans « la maison appelée Jérusalem, située sur les fossés de la porte Saint-Jacques<sup>3</sup> ». Une curieuse lettre, écrite au sortir de l'un des derniers cultes de Jérusalem, précise et dit que cette maison était devant « la Bracque latin », un jeu de paume datant de 1560<sup>4</sup>, qui avait pour enseigne un chien braque, et avait fait donner à la place de l'Estrapade le nom de carrefour de Braque ou de Bracque latin.

Cette lettre, du 17 mars 1562, nous raconte que le duc de Guise, couvert des lauriers, c'est-à-dire du sang de Vassy, avait fait son entrée dans la capitale « en grande compagnie, avec grandes acclamations de gens attirés, comme si le roy mesme y fust entré en personne », « et en tout avoient bien deux mil chevaux, les ungs disent plus ». Condé se met aussitôt à la tête d'une troupe et va le soir au sermon, « accompagné de bien deux cens chevaux en armes et force gens de pied, tant escoliers que autres ayant leurs épées<sup>5</sup> ». Bèze prêche et écrit à Calvin quel a été le succès de cet acte de courage et d'audace. Il signe avec raison : « de Paris, ou plutôt du milieu des camps<sup>6</sup> ».

C'était, en effet, la guerre qui se préparait, et quelques

1. *France protestante*, 1<sup>re</sup> éd., III, 181.

2. *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*. — *Un marchand de Paris au xvi<sup>e</sup> siècle*, par Charles Pradel, I, 1889, II, 1890 (*Bull.*, 1891, 106).

3. *Histoire ecclésiastique*, II, p. 27.

4. « Aujourd'hui représenté par la maison située rue des Fossés-Saint-Jacques, n° 26 » (*L'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, 1864, p. 91 et 326).

5. *Bulletin*, XIII, p. 15.

6. 22 mars. *Oper.* XIX, p. 350.

jours après, reculant devant l'enthousiasme populaire que soulevaient les Guise, Condé se retirait à Orléans.

En envoyant à ce quartier Saint-Marcel notre dernier salut, nous n'oublirons pas qu'il ne fut pas seulement le théâtre de la vaillance et des souffrances de nos pères, il fut aussi le témoin de leur charité. C'est dans le temple du Patriarche que fut lu, le 11 décembre 1561, le troisième document, qui venait compléter la grande charte de l'Église réformée. Au synode de la rue des Marais on avait rédigé la Confession de foi et la Discipline. Au prêche du Patriarche on publia la *Police et ordre gardez en la distribution des deniers ausmonez aux pauvres de l'Église réformée en la ville de Paris*<sup>1</sup>. Maintenant, la tempête pouvait souffler : l'Église, appuyée sur le « trépied vital », la foi, la discipline et la charité, était capable d'y résister<sup>2</sup>.

#### IV

#### La Cité<sup>3</sup>.

Sortons de l'Université, en suivant la rue Saint-Jacques. Elle passe sous l'arche du Petit-Châtelet, une vieille forteresse où se trouvaient deux cachots qu'un prévôt fâcheusement facétieux avait baptisés l'un le Clos-Bruneau, l'autre la Rue-du-Fouarre. Comme ces rues étaient tout particulièrement habitées par les étudiants, c'était assez clairement indiquer à quels hôtes étaient non moins particulièrement destinées les deux prisons.

Nous traversons la Seine sur le Petit-Pont « avec son arche

1. *Bulletin*, I, p. 255.

2. Il est encore question d'assemblées tenues à Coipeaux, Coupeaux ou Coupeau. La rue Copeau est aujourd'hui la rue Lacépède. Il n'y a pas lieu de s'étonner que les protestants aient eu successivement ou même à la fois plusieurs lieux de culte. Mais peut-être y a-t-il eu quelque confusion. L'abbé Bruslart dit que la *Police et ordre* fut lue à Coipeaux (*Bulletin*, I, 254), et le titre même de cette Police que cite l'abbé, porte qu'elle fut lue au *Patriarche*. L'abbé estimait donc que c'était un seul et même prêche. Cependant, d'après les anciens plans, la rue Coipeaux aboutissait au prêche de Jérusalem, et non au prêche du Patriarche.

3. Nous sommes obligés de remettre au prochain numéro le plan qui accompagne ce chapitre et les suivants (*Réd.*).

en dos de tortue », qui n'a changé ni de nom, ni de place, et nous voilà dans la Cité, la seconde ville parisienne.

Dans l'île, deux monuments réclament presque toute notre attention, Notre-Dame et le Palais. Notre-Dame, le siège de la religion catholique, le cerveau d'où part l'opposition à la Réforme ; le Palais, le bras, la main qui, sous l'impulsion du fanatisme, saisit les protestants, les torture, les pend et les brûle.

Après le Petit-Pont, la rue Saint-Jacques prend le nom de rue de la Juiverie. Elle est habitée par le célèbre Geoffroy Tory, à l'enseigne du Pot-Cassé, en 1531. Le Dürer français dessine et grave : à lui sont dues les lettres qui ornent les publications de Robert Estienne. Il a illustré aussi les Bibles de son ami, et plus d'une planche montre qu'il partage ses idées religieuses et évangéliques<sup>1</sup>.

A la même époque, 1531, la bonne Marguerite vint visiter l'Hôtel-Dieu qui se dressait à droite de la rue de la Juiverie. L'Hôtel-Dieu, c'est-à-dire le Ciel ! Quelle ironie, à cette époque, que ces mots. Combien il eût été plus convenable de l'appeler au moins le Purgatoire ! La reine trouva « l'air gros et infect » ; c'est le roi lui-même, François I<sup>er</sup>, qui le déclare. Elle eut surtout le cœur déchiré par les « grandes pauvretes, misères et calamitez que souffroient et portoyent les petiz enfans non malades délaissiez de leurs pères et mères malades et mors en l'hostel Dieu de la bonne ville de Paris ». Elle obtint une enquête, et enfin en 1535, « sur sa prière et requeste », fut fondé l'orphelinat des *Enfants de Dieu* ou des *Enfants rouges*, ainsi nommés d'après leur costume<sup>2</sup>.

Un peu plus loin, à gauche, se trouvait l'église de Sainte-Croix, dont le doyen était en étroites relations avec Marguerite, et qui un moment faillit ne devenir rien moins que le chef d'une Réforme modérée et gallicane : *François Landry*. Avec une grande autorité morale, il prêche les nouvelles opinions,

1. *Bulletin*, V, p. 123.

2. *Bulletin*, XXXVII, p. 244. *Maître Fr. Landry*, par N. W. — Cet orphelinat fut placé près du Temple, au coin des rues de Bretagne et du Grand-Chantier actuelles. Le nom est resté à la rue : rue des Enfants-Rouges.



combat la confession auriculaire, le culte des saints, le Purgatoire (1539, 1540). Il ne dit « point la messe, alléguant comme il estoit vrai que naturellement il ne beuvoit point de vin <sup>1</sup> ». La foule accourt. Il y a « une telle presse que ses prosnes furent tantost convertiz en sermons ».

Sommé de se rétracter, il se tait (1541) un moment, et puis recommence ses prédications avec une nouvelle hardiesse. Son exemple est contagieux. Des curés adoptent « ce mesme style », en particulier François Perucel, cordelier, depuis célèbre, et mort ministre de l'Évangile. Ce sera un des correspondants de Calvin.

Les craintes, les espérances sont à leur comble. Le doyen de Sainte-Croix est-il le chef attendu ? « Une très belle et très grande occasion, dit l'*Histoire ecclésiastique*, d'avancer le royaume de Dieu se présenta lors, mais elle ne fut empoignée par celui qui sembloit estre choisy de Dieu, pour faire un tel chef d'œuvre<sup>2</sup>. » En effet, François Landry fut enfermé (1543) au monastère de Saint-Martin-des-Champs et, grâce à une ruse du cardinal de Tournon, il signa sa rétractation<sup>3</sup>.

Ainsi la Réforme marchait dans les rues de Paris, se répandait dans les faubourgs, pénétrait au centre, et s'avancait, faisant le siège de Notre-Dame elle-même, prête à l'emporter d'assaut.

Entrons le 7 décembre 1550 ; c'est le second dimanche de l'Avent. Le chœur vient de psalmodier, dans les ombres assez solitaires du sanctuaire, les vêpres de la Vierge. Tout à coup, un homme, resté jusque-là immobile, s'élance, l'épée nue à la main, et se précipite vers la statue de cette Vierge que l'on vient ainsi d'adorer. Il va accomplir son dessein, quand le bailli du chapitre, qui se trouve là par hasard, le saisit et l'arrête. Immédiatement conduit à la conciergerie du Palais, le luthérien déclare s'appeler *Jean Thuret*, et avoir prémédité son attentat. Grande émotion ! Le chapitre fait toutes les expiations imaginables : il multiplie les processions particulières et générales, et en trois jours le procès est terminé.

1. *Histoire ecclésiastique*, I, p. 47.

2. *Histoire ecclésiastique*, I, p. 46.

3. *Bulletin*, XXXVII, p. 248.

Jean Thuret est « condamné à estre bruslé au parviz Nostre Dame où sera mise et attachée une potence soubz la quelle sera faict ung grand feu ; lequel, après avoir par luy ung peu senty le feu, sera estranglé et son corps gecté oudict feu et converty en cendres ».

Une clause dite le *retentum*, c'est-à-dire qui n'était pas communiquée au condamné complétait, selon l'habitude, ce procès-verbal :

« Et est retenu *in mente curie* que si ledict prisonnier persévère en ses derniers propos sacramentaires, que, à l'issue de la geolle, la langue luy sera coupée, et bruslé vif <sup>1</sup>. »

Jean Thuret arriva au Parvis la figure ensanglantée : il n'avait pas renié sa foi ! (11 déc. 1550).

Ces flammes n'étaient ni les premières ni les dernières qui ont éclairé le Parvis. Car il faut bien le dire, ce qui a défendu la religion, célébrée au chœur de la vieille basilique, ce n'est pas cette masse admirable de pierres, chef-d'œuvre de l'art ogival et français, ce ne sont pas les statues d'anges et de saints qui la peuplaient, ce n'est pas l'évêché et celui qui de ce palais dirigeait les croyances de la foule, ce n'est pas le vaste cloître, cette agglomération de 37 maisons, entourées de jardins, cette petite cité enfermée par une enceinte aux portes sévèrement closes, d'où chaque chanoine pouvait voir couler le fleuve ; non, ce n'est ni la science, ni la foi ni la piété. C'est le Parvis, la petite place close de murs à hauteur d'appui, accessible seulement par quelques marches, le Parvis, c'est-à-dire la force brutale ; le Parvis, c'est-à-dire l'abominable persécution ; le Parvis, c'est-à-dire le feu et le sang.

Ici fut brûlé (1526), le second des martyrs, sur terre de France, cet « ermite de Livry » dont on a récemment retrouvé le nom, *Jean Guybert* <sup>2</sup>, « avec une grande cérémonie, estant sonnée la grosse cloche de ce temple à grand bransle pour esmouvoir tout le peuple de la ville <sup>3</sup> ». Après lui, quelles listes

1. *Bulletin*, XXXV, p. 106. Une victime inconnue sous Henri II. N. Weiss.

2. *Bulletin*, XXXV, p. 98.

3. *Histoire des martyrs*, I, 264.

interminables et glorieuses ! Lisons une de celles qui nous ont été conservées :

« Le 13<sup>e</sup> jour de novembre 1538, Berthélemy Millon, cordonnier, fait amende honorable devant Nostre Dame de Paris, puy fust bruslé tout vif au cymetière Saint Jehan. /6  
cf. Bull  
53  
X

« Le lendemain Jehan Dubourg drapier feist amende honorable devant Notre-Dame et eust le point découppé devant les fontaines Saint-Innocent et de là fut bruslé tout vif es Halles de Paris.

« Le 18..., X..., tisserand, fest amende honorable devant Nostre-Dame, eust-illec la langue persée et fust bruslé tout vif au marché aux pourceaulx...<sup>1</sup> »

A cette liste il ne manque qu'un nom, celui de Calvin lui-même. Calvin brûlé au Parvis de Notre-Dame ! Quel bruit de cloches ! Quelles processions ! Quels chants de triomphe !

La Sorbonne eut le cruel chagrin d'être obligée de se contenter à moins : au lieu de Calvin, n'ayant sous la main que son libraire, elle le bannit.

C'était Albert Lenoir qui avait eu le courage d'introduire en France l'*Institution chrétienne*. Immédiatement il est saisi, jeté à la conciergerie et, le 1<sup>er</sup> juillet 1542, on le mène au Parvis dans un tombereau, tête et pieds nus et en chemise, ayant la corde au cou, tenant en ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres. Il arrive devant la principale porte de l'église et là, étant à genoux, il est condamné à dire et déclarer que téméairement et indiscretement il a apporté ou fait apporter et amener à Paris des livres contenant des blasphèmes hérétiques, luthériens. Et seront tous ces livres et « mesmement ung intitulé *Institutio religionis crestiane* authore *Alcuino*, et, en langage vulgaire, Institution de la religion crestienne composée par M<sup>e</sup> Jehan Calvin, ars et brulez et consommez en cendres en la présence dudict Lenoir, au parvis de Notre-Dame<sup>2</sup> ». Après quoi il dut quitter le royaume.

Mais deux ans après la pensée de Calvin a fait de terribles

1. *Bulletin*, XI, p. 256.

2. *Bulletin*, XLII, p. 549.

progrès. On essaye de la brûler une fois de plus, à défaut de sa personne. Le 14 février 1543 (n. s. 1544) le parlement ordonne qu'on brûlera au Parvis des livres « contenans damnée, pernicieuse et hérétique doctrine ». Il y a dans les rues des « sons de trompe » et un « cry public ».

Le bourreau entasse les livres détestables : le *Nouveau Testament* imprimé par Dollet en français, les *Loci* de Mélanchton, la *Bible* de Genève et par-dessus tout il pose « Calvinus, intitulé *Institution de religion chrestienne per Calvinum* ». La grande cloche sonne et la flamme dévore Calvinus <sup>1</sup>.

On sait que l'Eglise a toujours eu horreur du sang ! C'est sans doute pour cela qu'elle avait si peu horreur du feu.

Aujourd'hui le Parvis n'existe plus, tout a été balayé. La basilique reste seule avec sa façade noircie par la fumée de nos bûchers !

Du lieu où l'on exécutait les horribles arrêts de mort, allons au lieu où on les rédigeait, au Palais.

Depuis les jours où il servait de palais à Constance Chlore et à Julien (qui ne logeait pas aux Thermes), et aux rois (avant le Louvre), le palais de justice a été sans cesse remanié. Cependant il y a toujours la Sainte Chapelle, ce que l'on peut imaginer de plus gracieux et les prisons de la Conciergerie, ce qu'on pouvait imaginer de plus hideux.

En visitant celles-ci, le protestant qui recherche les souvenirs du xvi<sup>e</sup> siècle, est déçu. Voici encore, il est vrai, des souterrains, les cuisines de Philippe-Auguste et non de saint Louis. Ce sont de grandes et belles salles voûtées. Mais tout à coup on fait un immense saut à travers l'histoire, et l'on se retrouve en pleine Révolution française. Nous voyons la cellule où fut enfermée Marie-Antoinette. A côté se trouve la chambre des soldats qui la gardaient. Sur un autel, élevé postérieurement, se trouve le crucifix qu'elle baisait. A côté est la cellule d'où partit Robespierre pour l'échafaud. C'était l'égalité, l'égalité des victimes et des bourreaux. Nous arrivons dans la chapelle où étaient rassemblées les victimes de

1. *Bulletin*, XXXIV, p. 23.



la Terreur, et d'où Sanson, descendant l'escalier du fond, arrivait pour les appeler. Là, est la porte par où sortirent les Girondins. Elle donne sur la cour où eurent lieu les massacres de Septembre.

J'avais tort de parler de déception. Nous sommes bien dans une atmosphère d'horreur et de sang. Prisonniers et victimes du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle ; prisonniers et victimes du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle ; échafauds et bûchers, tout se mêle, tout s'enchaîne dans une horrible logique. C'est parce que la Réformation n'a pas eu lieu, qu'a eu lieu la Révolution ; et cette pauvre reine n'est-elle pas la rançon des crimes commis par ces tristes rois : François I<sup>er</sup>, Henri II, Charles IX ?

Là, en effet, séjourna le célèbre juriconsulte Du Moulin ; d'ici partirent pour le bûcher, les Berquin, les Philippine de Luns, les Dubourg, les Montgomery<sup>1</sup> ; là succombèrent aux tortures de la question, les Jean Morel et combien d'autres !

Entre le <sup>xviii</sup><sup>e</sup> et le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, il y avait seulement deux différences. Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, les cachots étaient infiniment plus horribles. Heureusement qu'en 1548 une effroyable peste y sévit : on eut l'idée de les nettoyer, — et les prisonniers étaient infiniment plus calmes. Ils étaient heureux et faisaient retentir leurs cachots du chant de leurs Psaumes.

En bas, les prisons ; en haut, les juges : les uns dignes des autres.

Déjà à cette époque, le Palais était un monde : ses différentes galeries, notamment les galeries « par où l'on va à la chapelle où l'on chante la messe de MM. les présidents », et la galerie « par où l'on va à la chancellerie » étaient encombrées à chaque pilier d'échoppes de libraires. Puis il y avait la grande salle, la salle royale où se tenaient les assemblées générales et solennelles. Il y avait aussi la salle dite de la Tournelle à cause du voisinage d'une des tours, la dernière sur le quai, la seule qui soit à créneaux. Cette tour, avec une tourelle accolée qui contenait l'escalier montant des cachots, renfermait la célèbre chambre de torture, et les cris des mi-

1. Il était devenu protestant. Catherine de Médicis viola la parole donnée, et le fit mourir. Une tour porta longtemps son nom.

sérables qui subissaient la question ordinaire et extraordinaire, perçant les épaisses murailles, l'avaient fait surnommer, par les passants, la tour *Bon Bec*.

La chambre de la Tournelle était cependant la chambre clémente, celle où les Séguier<sup>1</sup>, les du Harlay, voulaient se contenter de condamner les hérétiques au bannissement. La chambre cruelle était la Grand'Chambre : elle voulait la mort. On la trouva encore trop modérée et, le 8 octobre 1547, Henri II créa la « seconde Tournelle », ou chambre ardente<sup>2</sup>. Son surnom dit tout; du reste, elle était présidée par Lizet.

Comment le croire, si ce n'était certain? C'est dans ces lieux mêmes qu'à quelques jours d'intervalle, les protestants osèrent tenir deux de leurs assemblées (1560). L'une, de 130 personnes environ, se réunit dans la chambre même de la Chancellerie, l'autre « en la Tour carrée ». Le cachot qui était en bas était « le plus sale et infect de tous, ausquels on met seulement les plus grands voleurs, brigands et criminels qui soyent en France ». C'est celui qui avait reçu Berquin et puis aussi Du Bourg<sup>3</sup>. Quelques mois après, le pasteur Chandieu célébrait, dans cette tour, le culte de ces martyrs. Il avait été épié et les fidèles se croyaient perdus lorsqu'un personnage, qui avait été reçu en l'Église ce même jour, réussit à les faire évader.

« Les sergents n'y trouvèrent que le nid, estant entre autres le premier président Magistri (Le Maistre) merveilleusement estonné et confessant qu'il falloît que ceux de la Religion tinsent bien peu de compte de leur vie quand ils osoient bien s'assembler ès lieux mesmes où la mort de leurs compagnons avoit esté si souvent signée par leurs juges<sup>4</sup> ».

Restaurée en 1685 et en 1752, la vieille tour carrée est en-

1. Morel raconte à Calvin le dialogue qui eut lieu entre Séguier et le cardinal de Lorraine. « Quoi? demandait celui-ci, ceux qui repoussent la messe ne sont-ils pas des sacramentaires? Et Séguier : C'est la question. » *Opér.* XVII, p. 504, 8 cal., mai 1559.

2. *La Chambre ardente*, par N. Weiss, p. XIX, et appendices.

3. *Bulletin*, XXXVII, 337.

4. Coquerel, *Précis de l'histoire de Paris*, p. 45.

core décorée des armes et du chiffre de Henri III, avec des vers latins en son honneur. C'est sa cloche qui devait donner le signal de la Saint-Barthélemy, mais, trop impatiente, Catherine avança le moment fixé et fit sonner le tocsin au clocher le plus voisin, celui de Saint-Germain-l'Auxerrois<sup>1</sup>.

(*A suivre.*)

E. DOUMERGUE.

## Documents

### LA RÉFORME EN BÉARN

NOUVEAUX DOCUMENTS PROVENANT DU CHATEAU DE SALIES

1560 — 1572

(*Suite*<sup>2</sup>)

#### IV

Nicolas de Bordenave, dans son *Histoire de Béarn* (p. 119), nous apprend que le jour de Noël 1563 le conseiller Pierre de Bonnefont et Archambaut Colomies, juge d'Oloron, ayant voulu établir la prédication du ministre à Sainte-Marie, siège de l'évêché d'Oloron, il s'ensuivit une mutinerie furieuse du peuple excité par Guillaume d'Abadie, chanoine et trésorier du chapitre. Les mutins se saisirent du temple de Sainte-Marie et de la maison épiscopale, mais ils cédèrent sous la menace du canon. Leurs chefs furent menés prisonniers à Pau, puis ils furent relâchés à la requête des Etats; pour le reste, ils n'ébranlèrent pas la constance de la Reine. Le parchemin dont nous donnons la transcription se rapporte à la répression de cette révolte. C'est un témoin de la fermeté de Jeanne d'Albret, de son entente des affaires et de sa confiance généreuse en Jacques d'Esgoarrabaque, qui, du reste, après avoir servi la Reine se tourna contre elle (p. 253, 280, etc.).

1. Coquerel, *id.*, 106, 108.

2. Voy. *Bull.*, 1895, p. 594.

### Esgoarrabaque

**Commission de la Reine adressée à Mons. d'Esgoarrabaque, capitaine du quartier d'Oloron, pour saisir les séditeux et ceux qui ont pris les armes contre les ordonnances royales aud. quartier, 1563 (1564).**

Jeanne par la grâce de Dieu, Reine de Navarre, Dame souveraine de Béarn, etc., à notre cher et bien aimé Jacques de Sainte Colombe seigneur d'Esgoarrabaque<sup>1</sup> gentilhomme de notre maison et l'un de nos capitaines chargés de la garde et défense de notre pays présent pour le parsan et banlieue d'Oloron, Josbaig<sup>2</sup> et de nos vallées de Baretous<sup>3</sup> et d'Aspe<sup>4</sup>, salut.

Comme il est venu à notre connaissance que quelques personnes tant de notre pays présent que étrangers, au mépris et dédain des édits et ordonnances faits tant par les défunts de glorieuse mémoire nos très honorés Seigneurs père et époux que par nous-mêmes; par

### Esgoarrabaque

**Comission de la Regine adressade a Mons Desgoarrabaque cappitaine deu parsan doloron per captionar los seditious et qui an thenut las armes contre las ordenances realis aud. parsan. 8 janv. 1563 (1564).**

Johanne per la gracie de Diu Regine de Nauarre dame souuiranne de Béarn etc. a nostre car et bien amat Jaques de S. Colome sr Desgoarrabaque gentilhomme de nostre maison et lun de nostres cappitanes ordonnatz per la tution 'et deffence de nostre present pays au parsan et begarau doloron Jeubaigs et nostres bals de Baretoos et Aspe salut. Cum a nostre noticie sye biengut que auguns personnages tant de nostre present pays que estrangers au mesprets et contemnement des editz et ordonnances feites tant per los deffuncts de gloriose memorie nostres tres honorats senhors

1. Esgoarrabaque, Jacques II de Sainte-Colombe, capitaine catholique du parsan et gouverneur d'Oloron. Ses fils se signalèrent comme de foudroyants adversaires de la reine de Navarre, particulièrement Tristan de Sainte-Colombe, abbé de Sauvelade, qui paraît avoir eu une âme atroce (N. de Bordenave, p. 248).

2. Jeubaigs, val de Josbaig, canton d'Oloron.

3. Baretoos, Baretous, vallée de l'arrondissement d'Oloron, qui payait un tribut aux Espagnols.

4. Aspe, vallée de l'arrondissement d'Oloron, dit en béarnais *Aspe la flouride*.



lesquelles, pour le bien et repos de nos sujets, nous avons interdit et défendu à toute personne de quelque état, qualité ou condition qu'elle soit de s'assembler en armes sans notre congé, permission ou commandement, sous peine de la vie; que ce nonobstant, quelques séditieux et perturbateurs du repos public ne se contentant d'avoir transgressé lesdits édictz et ordonnances, se sont efforcés de séduire et exciter quelques-uns de nos sujets à faire de pareilles assemblées et congrégations armées par nous défendues. De telle sorte que présentement, en notre ville de Sainte-Marie, il y a quelques personnes qui, sans notre aveu et contre notre volonté et intention, ont pris les armes et se sont emparées du temple de Sainte-Marie, comme il nous est apparu par l'information faite par notre commandement, aujourd'hui vue en notre Conseil privé. Pour obvier et remédier à ce que, nos ordonnances ainsi violées par la témérité de quelques-uns, il n'advienne des troubles au mépris de la police que nous désirons être entretenue pour le bien et repos de nos sujets et en réprimant ces insolences, témérités et audaces pour servir d'exemple au profit de ceux qui vivent bien et paisiblement, les maintenant dans leur modestie et obéissance et désirant par tous moyens à nous possibles conduire, régir et entretenir nos bons su-

---

et pay que espoux et nous per lasquoalles per lo bien et repaus de nostres dits subjectz habem inhibit et deffendut à totes personnes, de quun estat qualitat o condition que fossen, far assemblade ab port darmes, senhs nostre conyect permission ou commandement, a pene de la bite so nonobstant auguns seditioos et perturbadors deu repaus public, no secontentan de haber transgredit losdits edictz et ordonnances se seren efforsatz de sedusir et incitar auguns de nostres subiects a far semblables assemblades et congregations per nos deffendudes ab port d'armes talemment que presentement en nostre bille de Ste Marie y a aucuns personnages qui, senhs nostre saber et contre nostre bolontat et intention, auren prees las armes et los auguns prees et occupat lo temple deudit S<sup>te</sup> Marie; cum a per information de nostre commandement feite en lo journ de hoy, biste en nostre conseel privat, a nos apparut et per obuier et remediari a so que nostresd. Ordenances ainxi biolades per la temeritat daucuns no aduenen trobles de la policie, que nos desiran estar intertengude per lo bien et repaus de nostres dits subjectz et per lasdites insolences temeritats et audaces estan repremides seruyen dexemple deu profieyt per los biuentz bien et paisiblement de se ben rapportar de lor modestye et obedience, et disirant per totz los

jets en paix, amour et concorde et au contraire punir et extirper tous mal vivant, séditions et rebelles.

Nous vous avons commis et par les présentes vous donnons commission et députons incontinent et avec la plus grande diligence qui vous sera possible de vous transporter à Sainte-Marie, Saint-Pierre-de-Castro<sup>1</sup>, Anhar<sup>2</sup>, Gurmençon<sup>3</sup>, Arros et autres lieux de votre parsan, où vous verrez qu'il est nécessaire, pour découvrir, prendre et saisir les corps et personnes de ceux qui vous sont donnés dans une liste ou rôle signé de notre propre main et scellé du petit cachet de nos armes, lesquels vous prendrez en tous lieux même sacrés et religieux et les conduirez en notre château de notre présente ville de Pau, mandant au capitaine de les recevoir et tenir en sûre garde tant qu'il n'en sera par nous autrement ordonné, et à tous jurats et députés de nos villes, vallées et lieux et à tous autres nos gens de justice et sujets, de la sorte vous obéir, donner conseil, secours, faveur et aide si besoin est et si de vous en sont requis et ainsi montreront qu'ils ne sont ni rebelles ni désobéissants. En outre nous mandons à tous nos capitaines de vous accommoder de leurs compagnies si

---

moyens a nos possible conduir regir et entretenir nostres bons subgects en pats amor et concordie et au contrary punir et extirpar toz maus biuentz seditioos et rebelles, vous habem commetut et per las presentz commettem et deputam per, incontinent et a la plus grande diligence que vous sera possible, vous transportar audit S<sup>e</sup>-Marie. S<sup>t</sup> Pe de Castro Anhar Gurmenso Arros et autres locqs de vostre parsan, ont beiratz estar besoning et necessary, per trouuar prener et captionnar los corps et personnes deus personnaiges qui vos son baillatz en une liste ou rolle signat de nostre propy man et cachetat den petit cachet de nostres armes, losquoals preneratz en totz locqs encoare syen sacratz et religioos et admeneratz en nostre castet de nostre presente bille de Pau; mandan au cappitayne a quetz reciber et tenir en segure goarde, tant entro per nos autrement sera ordenat, et a totz autres nostres justiciers et subgetz en so fasen vos obedir, donnar conseil secours fauor et ayde si besoning es et per bos requeritz en son et so dautant que crenhen nos estar rebelles et desobediens; mandam en oultre a totz nostres cappitaynes vos accomodar de lors compaignyes, si besoning es, et a

1. S. Pé de Castro, aux environs d'Oloron, il y a actuellement S. Pé d'en haut et S. Pé d'en bas.

2. Anhar, Agnos (?)

3. Gurmenso, Gurmençon, canton d'Oloron.

besoin est et à notre cher, bien aimé et fidèle gouverneur de notre ville de Navarrenx<sup>1</sup> de vous fournir les munitions et l'artillerie que vous jugerez ensemble être nécessaire et l'autorisation de prendre pour leur convoi le nombre de bœufs et autres bêtes qui vous seront nécessaires, car de ce faire nous vous avons donné et donnons plein pouvoir, autorité et mandement spécial. Nous voulons que vous soyez obéi pour l'exécution de ceci comme si nous étions présente en personne et outre ledit rôle signé de nous, nous vous mandons de prendre et de mener prisonnières toutes les personnes que vous trouverez en armes dans le temple de Sainte-Marie ou dehors, rebelles au commandement que vous leur ferez de notre part, en y procédant par main-forte, de telle manière que l'honneur et l'obéissance qui nous est due soit maintenue. Donné à Pau le VIII<sup>e</sup> jour de janvier 1563<sup>2</sup>.

JEHANNE

par la reine

PELLETIER.

[grand sceau aux armes de Navarre  
en placard]

nostre car benamat et fidel gouuernador de nostre ville de Nauar-reux bos accommodar de la munition et artilherie, que aduiseratz ensemblement bos estar necerrary ab puixance de prener per lattirail de guere lo nombre de boeus et autres bestians que bos sera necessary, car de so far bos habem donnat et donnam plen poder autoritat et mandement special; volem vos estar obedit per l'exécution de so dessus tout ainxi que sere a nostre personne estan presente; et outre lodit roole per nos signal bous mandam prener et menar presoners totz los personnaiges que trouueratz estar en armes, fentz los temples de S<sup>te</sup> Marie ou fors aquet rebelles aux commandements qui per bos de par nos seran feetz, en y procedien ab man forte tallement que lhonor et obediencia nos en demory. Dades a Pau lo VIII<sup>e</sup> journ de januer mil cinq cens sixante tres

JEHANNE

per la Roynes

PELLETIER.

[grand sceau].

Original en parchemin de 24 cent. sur 43 cent., bonne écriture, bonne conservation. Le titre mis en tête est écrit au dos du parchemin.

1. Gouverneur de Navarrenx, Bertrand de Bassillon, abbé laïque de Gabaston.

2. Le 8 janvier 1563, vieux style; il faut lire 1564.

## LES PRIVILÈGES DES PROTESTANTS EN BASSE NORMANDIE

En 1686

LEUR NOMBRE, LEURS ENFANTS, Etc., Etc.

Vers la fin de mars 1686<sup>1</sup>, M. de Gourgues devint intendant de cette région, qui comprenait les diocèses de Bayeux, Avranches et Coutances, c'est-à-dire le département de la Manche et celui du Calvados, à l'ouest de la Dives. Il venait de se distinguer dans le Limousin, et, comme tous ses collègues, il s'occupa avec zèle des protestants<sup>2</sup>, ainsi qu'en témoigne sa correspondance, conservée à la bibliothèque de notre Société. La pièce qu'on va lire, minute d'un rapport officiel, nous donne un aperçu très complet, éloquent à force de simplicité, du régime dont on nous parle si souvent depuis quelque temps, et dont on ne craint pas de souhaiter le re-

1. La dernière lettre, datée de Limoges, que nous connaissons de lui, est du 15 mars 1686.

2. Voici une lettre officielle de félicitations qui montre qu'on appréciait ce zèle en haut lieu :

A Chambord, ce 17 septembre 1685.

Monsieur,

Ayant rendu compte au Roy de ce que vous avez pris la peine de m'écrire par le courier que vous avez depesché, Sa Majesté a veu avec plaisir qu'il s'est fait en peu de jours beaucoup de conversions dans l'estendue de votre département et qu'il y avoit lieu d'espérer qu'il s'en feroit encore plusieurs autres.

L'arrest que vous demandez touchant les gentilshommes de la Cloche est à la signature de M. le Chancelier et je vous l'envoieray aussy tost qu'il aura esté expédié et scellé.

A l'esgard des troupes, vous recevrez les ordres de Sa Majesté par Mons<sup>r</sup> de Louvois.

Je suis toujours fort sincèrement, Monsieur,

Vostre très humble et très affné serviteur.

DE CROISSY.



tour. Comme tous les intendants, M. de Gourgues avait compris qu'il ne pouvait mieux faire sa cour qu'en travaillant de toutes ses forces à la conversion des protestants restés dans sa généralité, malgré la Révocation et les mesures violentes qui l'avaient longuement annoncée et préparée.

Il commença par faire une enquête systématique et minutieuse dans toutes les localités, dans toutes les maisons signalées comme suspectes. Il fit faire le compte non seulement des familles, mais de tous les membres de chaque famille, et notamment des enfants au-dessous de 14 ans. Il s'efforça de savoir exactement le nombre des fugitifs depuis son arrivée, se renseignant sur les dispositions religieuses de ceux qui étaient restés, et sur leurs ressources. Puis il dressa un état statistique de tous ces renseignements et soumit au gouvernement un projet très travaillé, savamment calculé, pour la réduction à l'unité religieuse de ces égarés.

Je ne saurais trop recommander la lecture et la méditation de cette statistique, et surtout de ces propositions, qui furent très probablement approuvées et appliquées par la suite<sup>1</sup>.

M. de Gourgues, on le sent, et il le dit, ne compte guère obtenir des adultes plus que ce qu'on avait obtenu jusqu'alors, c'est-à-dire plus que la soumission apparente aux ordres du grand roi. Mais il comptait presque exclusivement sur l'*enlèvement des enfants* et sur leur éducation catholique, romaine et *obligatoire*. Cette phrase sommaire ne donne, toutefois, qu'une faible idée des conceptions de l'intendant. Il faut, pour en saisir toute la portée, voir les chiffres et les détails.

L'état est du mois de décembre 1686, d'après ce passage d'une lettre du 24 décembre de cette année :

« J'ay examiné soigneusement le nombre de ceux de la R. P. R. qui sont dans cette généralité. J'en ay fait un estat que j'auray l'honneur de vous envoyer au plus tost. Aussi j'auray celluy de vous

1. On en trouve la preuve dans une lettre du 7 novembre 1686 où, en prévision de cette approbation, de Gourgues annonce qu'il a fait acheter par l'établissement des nouvelles converties de Caen une maison voisine de la leur, « capable de contenir plus de 150 pensionnaires », et il ajoute : « J'ay eu le même soin pour les garçons que pour les filles... » (Cf. *Bull.*, 1892, p. 26, note.)

informer du nombre des exilés des autres diocèses que Sa Majesté a envoyés dans ce pais cy<sup>1</sup>... »

Au moment de la Révocation, il y avait encore, d'après M. de Gourgues, 9,223 protestants dans ces trois diocèses. C'est le diocèse de Bayeux, c'est-à-dire la moitié occidentale du Calvados, qui en renfermait le plus grand nombre, soit près de 7,000. En retranchant de ce chiffre les 300 personnes qui devaient s'être enfuies depuis lors, et les décédés, on voit qu'en décembre 1686 toute la région renfermait encore près de 9,000 réformés.

Sur ce nombre relativement élevé et que l'intendant n'a sûrement pas grossi, il n'en trouve que 1,300 qui « s'étaient confessés et qui avaient communie ». Donc, près de 7,600 devaient être considérés comme non convertis au catholicisme. Il y avait 2,329 enfants au-dessous de 14 ans. C'est un gros chiffre. Si chacune des 2,570 familles auxquelles appartenaient ces enfants pouvait raconter son histoire, que de choses nous apprendrions ! Et comme nous comprendrions vite pourquoi, depuis que M. de Gourgues était dans le pays, il ne s'était aperçu que de l'émigration de 300 personnes ! Les enfants, c'était le grand obstacle pour ceux qui cherchaient à partir, c'était aussi le lien le plus solide pour les retenir au sol natal. M. de Gourgues, précisément, y a pensé. Ce sont les enfants qui les retiennent ou qui les empêchent de partir ! Eh bien, ces enfants, nous allons les mettre en lieu sûr « pour qu'ils enlèvent, pour ainsi dire, leurs pères et leurs mères à la passion et au dessein qu'ils auraient formé de quitter le royaume, par l'attache qu'ils auront pour eux et par la peine qu'ils auroient d'abandonner leur propre sang ! » Et tranquillement il calcule qu'il y en a environ 800 qui ont entre 7 et 14 ans. C'est l'âge où l'on a le plus de peine de se séparer d'eux. Mais, comme il y a lieu de soupçonner que leurs pa-

1. Ce dernier état, qui aurait été bien intéressant et utile à consulter, puisqu'il renfermait les noms des huguenots « opiniâtres » d'autres provinces relégués en basse Normandie, ne s'est pas retrouvé, ainsi que d'autres pièces non moins importantes, sans doute parce que l'intendant n'en avait pas conservé la minute.

rents ne leur inspirent pas une affection sans bornes pour l'Église romaine, c'est à ce moment qu'on les leur retirera, afin de les répartir dans les couvents, les hôpitaux et les collèges de Jésuites.

Huit cents enfants ! Avez-vous calculé ce que cela représente de larmes, d'angoisses, de misères, de haines, de vains espoirs ! M. de Gourgues, lui, n'a calculé que la dépense. Cela coûtera gros, même en ne payant qu'un prix modéré, encore trop élevé, hélas ! pour des soins matériels et moraux qui ne l'étaient guère. Cela montera à 54,240 livres par an, sans compter la pension de 77 enfants de *personnes de qualité*, qui pourra être payée intégralement par ces dernières. Quant aux enfants de la deuxième et troisième catégorie, dont les parents sont pauvres ou peu aisés, on trouvera néanmoins moyen de leur extorquer environ 13,000 livres. Restent plus de 40,000 livres par an... à la charge du gouvernement ? Détrompez-vous. On arrivera à tirer ce revenu des biens des protestants fugitifs.

C'est ainsi que la conversion des hérétiques s'accomplira aux frais des hérétiques eux-mêmes. Et le résultat sera mathématique : à mesure qu'un jeune Normand ou une jeune Cauchoise paraîtront suffisamment endoctrinés pour quitter une de ces usines de conversion, à tant par an, un petit frère ou une petite sœur auront atteint l'âge de 7 ans et viendront occuper la place encore toute chaude.

Que d'autres réflexions salutaires surgissent à la lecture de celles qui témoignent de l'intelligence et de la sollicitude de cet administrateur zélé ! Relisez, par exemple, cette phrase :

« Il ne restera plus que les vieilles souches et des enfans avancez en âge, jusques au nombre de 5,300, dont partie mourront dans la suite et autre partie se convertiront par les soins de S. M. et de Nosseigneurs les Evêques... On pourroit, pour dissiper les relaps, leur envoyer partie des troupes qui sont à Caen et à Bayeux... etc., etc. »

Comprend-on maintenant pourquoi, en basse Normandie et ailleurs, nous ne sommes plus qu'une poignée, et pourquoi cette poignée paraît encore trop encombrante à ceux qui rêvent de nous ramener au bon vieux temps ?

Description sommaire de l'état auquel les personnes de la R. P. R. étaient au temps de la révocation de l'Édit de Nantes, de l'état auquel ils sont présentement et de celui auquel ils seront dans la suite moyennant l'instruction des enfants au-dessous de 14 ans dans les maisons des nouveaux et nouvelles catholiques, Collèges, Hôpitaux généraux et autres Communautés, dans les diocèses de Bayeux, Avranches et Coutances.

La première des colonnes cy dessous contient le nom des Doyennés de chaque diocèse où il y avoit des personnes de la R. P. R. au temps de la révocation de l'Édit.

La seconde contient le nombre des familles.

La troisième contient le nombre des personnes.

La quatrième contient le nombre de ceux qui sont sortis hors le Royaume depuis la révocation de l'Édit.

La cinquième contient le nombre de ceux qui se sont confessez et communiez.

La sixième contient le nombre des enfants qui sont au-dessous de 14 ans, qu'on peut renfermer et instruire.

### Diocèse de Bayeux

| Doyennés.      | Familles. | Personnes. | Fugitifs. | Confessez<br>et<br>communiez | Enfants<br>au-dessous<br>de 14 ans. |
|----------------|-----------|------------|-----------|------------------------------|-------------------------------------|
| Bayeux.....    | 16        | 62         | 2         | 11                           | 16                                  |
| Campigny.....  | 20        | 70         | 3         | 17                           | 10                                  |
| Couvains.....  | 36        | 110        | 10        | 14                           | 15                                  |
| Creully.....   | 11        | 50         | 2         | 4                            | 6                                   |
| Fontenay.....  | 27        | 100        | 1         | 12                           | 27                                  |
| Torigny.....   | 12        | 36         | 0         | 1                            | 5                                   |
| Trevières..... | 144       | 472        | 18        | 45                           | 130                                 |
| Villers.....   | 6         | 23         | 1         | 5                            | 6                                   |
| Vire.....      | 17        | 82         | 0         | 6                            | 24                                  |
| Caen.....      | 792       | 2.749      | 168       | 422                          | 703                                 |
| Cinglais.....  | 11        | 43         | 0         | 6                            | 7                                   |
| Condé.....     | 528       | 1.821      | 5         | 162                          | 484                                 |
| Douvres.....   | 200       | 700        | 8         | 91                           | 159                                 |
| Evrecy.....    | 21        | 65         | 5         | 10                           | 21                                  |
| Mattot.....    | 53        | 223        | 5         | 48                           | 68                                  |
| Trouart.....   | 14        | 49         | 0         | 2                            | 9                                   |
| Vaucelles..... | 74        | 262        | 5         | 19                           | 28                                  |
| En tout.....   | 1.982     | 6.917      | 233       | 875                          | 1.718                               |



## Diocèse de Coutances

| Doyennetz.                       | Familles. | Personnes. | Fugitifs. | Confessez<br>et<br>communiez. | Enfants<br>au-dessous<br>de 14 ans. |
|----------------------------------|-----------|------------|-----------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Coutances.....                   | 11        | 36         | 1         | 3                             | 4                                   |
| Cérences.....                    | 11        | 47         | 0         | 0                             | 13                                  |
| Saint-Pair.....                  | 8         | 41         | 1         | 1                             | 10                                  |
| Cenilly.....                     | 44        | 206        | 2         | 6                             | 66                                  |
| Periers.....                     | 2         | 7          | 0         | 3                             | 3                                   |
| Carentan.....                    | 5         | 22         | 0         | 2                             | 5                                   |
| La Haye du<br>Puids.....         | 2         | 25         | 0         | 2                             | 10                                  |
| Saint-Sauveur-<br>le-Vicomte.... | 2         | 8          | 0         | 1                             | 5                                   |
| Gavray.....                      | 52        | 237        | 0         | 14                            | 50                                  |
| Saint-Lô.....                    | 259       | 878        | 27        | 156                           | 212                                 |
| Le Hommet....                    | 32        | 128        | 6         | 26                            | 35                                  |
| Percy.....                       | 70        | 302        | 8         | 130                           | 121                                 |
| Mombray.....                     | 18        | 52         | 0         | 10                            | 8                                   |
| Val-de-Vire....                  | 1         | 5          | 0         | 5                             | 0                                   |
| Valognes.....                    | 4         | 16         | 0         | 3                             | 4                                   |
| Orglandes.....                   | 3         | 14         | 0         | 1                             | 6                                   |
| Le Plain.....                    | 13        | 70         | 2         | 6                             | 16                                  |
| Saires.....                      | 4         | 9          | 0         | 0                             | 1                                   |
| Pieux.....                       | 2         | 10         | 0         | 0                             | 2                                   |
| En tout.....                     | 543       | 2.113      | 47        | 369                           | 571                                 |

## Diocèse d'Avranches

|                                 |       |       |     |       |       |
|---------------------------------|-------|-------|-----|-------|-------|
| En tous les do-<br>yennetz..... | 45    | 193   | 18  | 52    | 40    |
| Bayeux.....                     | 1.982 | 6.917 | 233 | 875   | 1.718 |
| Coutances.....                  | 543   | 2.113 | 47  | 369   | 571   |
| En tout.....                    | 2.570 | 9.223 | 298 | 1.296 | 2.329 |

Du nombre des 9,223 personnes qui étoient au temps de la révocation de l'Édit de Nantes, non compris ceux qui sont décédez, il en faut diminuer 298 de fugitifs, 1,296 qui ont été confessez et communiez, et 2,329 enfans au-dessous de 14 ans dont il y en a 150 qui

seront laissez en la conduite des pères et mères qui ont fait leur devoir de catholique avec édification.

Pour l'instruction des autres, on prendra ceux qui sont depuis 7 ans jusques à 14, et on les divisera en trois classes.

La première sera composée des enfans des personnes de qualité et dont les parents pourront payer leur pension dans des collèges ou autres communaultez.

Il s'en trouve 77 de cette qualité sçavoir :

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| dans le diocèse de Bayeux.....   | 63 |
| — de Coutances.....              | 14 |
| — d'Avranches il n'y en a point. |    |

La seconde classe sera des enfans dont les pères et mères ne sont point suffisamment aisez pour payer entièrement leur pension, lesquels enfans on pourra mettre dans les maisons des nouveaux et nouvelles catholiques sur le pied de 150 l. pour nourriture et entretien, dont on obligera les parens d'en fournir une partie selon leurs facultez; l'autre sera prise sur les biens des religionnaires fugitifs.

Il s'en trouve 136 de cette qualité, sçavoir :

|                                |    |
|--------------------------------|----|
| dans le diocèse de Bayeux..... | 90 |
| — de Coutances.....            | 45 |
| — d'Avranches.....             | 1  |

Ce seroit pour les 136, à raison de 150 l. pour chacun, la somme de 20,400 francs.

Sur quoy les parents pourront payer la somme de 10,000 francs suivant le projet qui en a esté fait en détail.

Il resteroit encore la somme de 10,400 l. à prendre sur les biens des religionnaires fugitifs.

La troisième classe sera composée des enfans entièrement pauvres et de ceux dont les parens ont très peu de bien, auxquels on donnera de quoy les faire subsister sur les biens des religionnaires fugitifs, pour joindre aux sommes médiocres que les parens pourront fournir de leur chef.

Il s'en trouve 564 de cette qualité, sçavoir :

|                                |     |
|--------------------------------|-----|
| dans le diocèse de Bayeux..... | 443 |
| — de Coutances.....            | 109 |
| — d'Avranches.....             | 12  |

Qui seroit, pour les 564, à raison de 60 l. pour nourriture et entretien de chacun, la somme de 33,840 l.

Sur quoy les parens pourront payer suivant le projet qui en a été fait en détail, la somme de 3,150 l.

Qui seroit encore la somme de 30,690 l. à prendre sur les biens des religionnaires fugitifs, laquelle somme jointe à celle de 10,400 l. destinée pour supplément de ceux de la seconde classe, font ensemble la somme de 41,090 l.

Les autres enfans qui sont au-dessous de 7 ans et dont les pères et mères n'auront point encore donné des marques d'une sincère conversion seront divisez par classe comme dessus à mesure qu'ils auront atteint l'âge de 7 ans et remplaceront les places de ceux qui sortiront après avoir été pleinement instruits.

On ne peut encore donner d'estat certain du revenu des biens des religionnaires fugitifs. Il ne paroitra que par les baux judiciaires qui en seront faits à l'avenir, ceux du passé ne pouvant servir de règle, d'autant qu'on n'a fait régir que la moindre partie de ces biens qui ont esté donnez pour des prix au-dessous de leur juste valeur. Cependant il paroist dès à présent par l'examen qu'on a fait des mémoires qu'on a eus des trois diocèses, qu'il y en aura suffisamment pour fournir ladite somme de 41,090 l., compris la donation des biens des presches faite aux hôpitaux.

Il est constant que cette manière d'instruire les enfans est non seulement bonne, mais qu'elle est l'unique pour empêcher la continuation des hérétiques.

Celle qu'on a pratiquée jusques à présent d'envoyer les enfans à l'instruction est bonne pour quelques-uns qui en profitent. Mais il y en a cent contre un auxquels elle est autant nuisible que profitable, car les méchantes explications que les pères et mères en font secrètement à leurs enfans, à joindre que les enfans estant toujours libres de cette manière, les pères et les mères les enlèvent facilement hors le Royaume; au lieu qu'estants renfermez dans des collèges et communautéz, non seulement les pères et mères n'enlèveront pas leurs enfans, mais les enfans enlèveront pour ainsi dire leurs pères et mères à la passion et au dessein qu'ils auroient formé de quitter le Royaume, par l'attache qu'ils auront pour eux et par la peine qu'ils auroient d'abandonner leur propre sang.

Les moyens proposez pour faire subsister les enfans dans cette instruction ne sont pas moins bons et justes que la manière de la faire. Les pères et mères qui ont du bien suffisamment en donneront à leurs enfans à proportion de leurs besoins et de leur qualité.

Ceux qui en ont peu en donneront peu, et ceux qui n'en auront point du tout, le revenu des religieux fugitifs et des presches abbatus qui ont servi autres fois à la subsistence des personnes qui ont fomenté et entretenu l'hérésie, serviront à la subsistance de ceux qui la détruisent, puisque ces enfans seront autant de prédicateurs qui par leurs instructions et leurs bons exemples tireront le reste de leurs parens de l'hérésie au lieu qu'en disposant du revenu de ces biens au profit des parens et alliez des fugitifs, c'est indirectement les faire passer en leurs mains et leur fournir de quoy l'entretenir dans les pays étrangers et y prendre l'esprit de révolte.

Il ne restera plus que les vieilles souches et des enfans avancez en aage jusques au nombre de 5,300, dont partie mouront dans la suite et autre partie qui se convertiront par les soins de sa Majesté et de Nosseigneurs les Evesques.

Pour avancer cette conversion il est important que Sa Majesté soit informée de ce qui suit :

Dans huit seules paroisses de la campagne il s'y trouve presque autant de nouveaux convertis que dans toutes les autres paroisses de campagne des trois diocèses et presque point de véritables convertis et beaucoup qui font de petites assemblées, parlent de la religion avec mépris, et détournent ceux qui auroient dessein de faire leur devoir.

Dans les paroisses dont les seigneurs ont abjuré l'hérésie et quelques uns qui se sont confessés sans donner d'autres marques de catholicité, les nouveaux catholiques de ces mêmes pa-

On pourroit, pour dissiper ces relaps, leur envoyer partie des troupes qui sont à Caen et à Baïeux, mais parceque beaucoup d'innocens en souffriroient on pourroit punir les coupables sans incommodité de leurs voisins par des amendes applicables à l'instruction des enfans de ces relaps, et, pour éviter l'embaras des procédures et informations de l'ordinaire, en confier le soin à la prudence de Monsieur de Gourgues, intendant, après les avis qui luy en seroient donnez par les curez des paroisses et telle autre personne qu'il jugeroit digne de foy.

On pouroit avertir ces messieurs qui se disent bons catholiques de travailler à la conversion de leurs vassaux, et, faute d'y agir de bonne foy et prescher d'exemple, esloigner ces mes-



roisses suivent tous les mouvemens de la passion du seigneur et on n'y voit aucune conversion sincère.

Les domestiques nouveaux catholiques avec leurs maîtres de la même qualité se fortifient les uns les autres; les valets en viennent jusques aux reproches et aux insultes, lorsque les maîtres de médiocre condition font quelqu'acte de catholicité.

Les personnes qu'on a emprisonnées pour en avoir mal usé à l'égard de la religion et que l'on a élargies sans avoir auparavant donné de véritables marques de catholicité sont pires que tous les autres, et il vaudrait mieux avoir fermé les yeux à leur crime que de les avoir absous sur de simples promesses de faire leur devoir.

Le delay de trois ans accordé aux personnes qui se convertissent, pour payer leurs debtes étoit bon dans le commencement, parce que beaucoup n'osoient se convertir par la crainte des rigoureuses exécutions que

sieurs dont la conduite fait obstacle à la religion et aux pieux desseins du Roy.

On pourroit ordonner aux maîtres nouveaux convertis de se servir d'anciens catholiques; ceux cy, bien loin de fortifier leurs maîtres dans l'erreur et de s'opposer aux actes de catholicité, ils seroient un obstacle continuel à tout ce que leurs maîtres pourroient entreprendre contre la religion et les defences de sa majesté, comme les évasions hors du royaume, l'usage des viandes aux jours défendus, la méchante instruction des enfans et plusieurs autres choses pareilles que les maîtres ne sçauroient faire sans la participation et connaissance de leurs domestiques.

Il seroit bon de ne point tirer de prison ceux qu'on y a mis que sur l'attestation de personnes commises à cet effet par l'officier de sa Majesté qui aura ordonné la prison, et après que le prisonnier aura fait les actes de catholique.

On pourroit retraindre (*sic*) ce bénéfice aux personnes qui ont abjuré l'hérésie auparavant la revocation de l'édit de Nantes, tout au plus à ceux qui ont donné des marques d'une véritable conversion. Aujourd'hui ce délai est

leurs créanciers de la mesme religion auroient pu exercer contre eux.

Ce qui donne encore occasion à beaucoup de religionnaires de sortir hors du royaume est la facilité qu'ils ont de trouver de l'argent en rente et de vendre leur fond; beaucoup de personnes se persuadans qu'on peut sans crainte contracter avec les nouveaux catholiques et que les defences portées par la déclaration du Roy ne sont que pour ceux qui n'ont abjuré.

Enfin, Monsieur, je remarque qu'à proportion des soins qu'on prend des nouveaux convertis, ils s'animent de bons sentimens, et que si tost qu'on paroist les oublier ils retournent insensiblement à leurs erreurs. Les seuls mémoires qu'on a demandez de leurs noms, de leur aage, de leur qualité et de leurs biens, tous ces petits mouvemens ne se sont jamais faits que plusieurs n'ayent fait quelques actes pour s'attirer des témoignages favorables de leur conduite. C'est pourquoy il est extrêmement de conséquence de les veiller sans relâche, et il semble qu'il ne seroit pas inutile d'ordonner, pour cet effet, à Messieurs les Curez, de faire registre de tous ceux qui font leur devoir, et d'en envoyer tous les mois des extraits à Monsieur l'Intendant.

Cette ordonnance ne contraindra personne, cependant elle ne cessera pas de produire de bons effets, et surtout d'exciter Messieurs les Curez et autres Ecclésiastiques de ne se point ennuyer d'instruire les nouveaux catholiques, et d'esloigner certains docteurs qui leur insinuent qu'ils peuvent s'unir à l'Eglise Catholique Apostolique et Romaine sans estre obligez de croire tout ce qu'elle enseigne, et qu'il suflise d'adorer tous un mesme Dieu, et de croire ce que Jésus-Christ a enseigné.

non seulement inutile mais il est préjudiciable à l'état et à la religion, en ce que beaucoup de pauvres créanciers en souffrent, et qu'il donne occasion aux mauvais convertis d'amasser de l'argent pour le transporter hors du royaume.

Il seroit important que pour empescher les uns de trouver de l'argent pour un mauvais usage et les autres d'en donner avec risque de le perdre, il plust au Roy expliquer son intention sur ce sujet.

Ainsi voilà le crime capital pour un bon serviteur de Louis XIV : *S'imaginer qu'il suffit d'adorer tous un même Dieu et de croire ce que Jésus-Christ a enseigné!*

N. WEISS.

---

## Mélanges

---

### LES PASTEURS DE L'ÉGLISE DE SAUVE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

D'APRÈS

LES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DES NON-CATHOLIQUES <sup>1</sup>

(1607-1685)

Les documents parus dans le *Bulletin* sur l'Église de Sauve sont très peu nombreux : de loin en loin, on retrouve son nom ; mais aucun article, à ma connaissance, ne lui a encore été consacré. Cependant cette Église a joué un rôle important dans l'histoire religieuse des Cévennes. Sauve était, aux temps de la paix d'Alais, la première place huguenote des Cévennes après celle d'Anduze. C'était aussi le chef-lieu d'un colloque, qui avait dans sa juridiction 23 Églises et leurs annexes, entre autres celles du Vigan, de Saint-Hippolyte, de Meyrueis, de Ganges, de Valleraugue, de Durfort, de Quissac. Si jamais on retrouve les registres de l'ancien Consistoire de Sauve, certainement les documents qu'ils fourniront seront de quelque importance et jetteront du jour sur l'histoire des Églises cévenoles. Malheureusement, jusqu'ici, on n'a pu retrouver ces registres et peut-être sont-ils à jamais détruits ou ensevelis bien à l'abri dans la bibliothèque épiscopale du diocèse de

1. Nous avons prié M. F. Teissier qui a recueilli un grand nombre de renseignements sur les pasteurs du Midi, dans les actes de l'état civil, de bien vouloir ajouter ses notes à celles de notre ami M. Joseph Bianquis. Nous aurons ainsi, grâce à ces deux collaborateurs, tout ce qu'on peut savoir actuellement sur les pasteurs de Sauve (*Réd.*).

Nîmes<sup>1</sup>. En attendant, après avoir compulsé soigneusement les registres de l'état civil des non-catholiques, très bien tenus depuis 1607 jusqu'en 1684, je voudrais tâcher de reconstituer la liste des pasteurs de l'Église de Sauve au XVII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la Révocation.

La mairie de Sauve possède cinq registres des *non-catholiques* à cette époque :

1<sup>o</sup> *Liure des bathesmes de l'année 1607 à l'année 1649* (qui est le double du registre original<sup>2</sup> et où, malheureusement, les signatures ne sont pas rapportées<sup>3</sup>). Ce registre porte pour devise :

*Mon Dyeu ! Mon Dyeu ! pourquoy m'as tu laissé ?*

On lit sur le verso du parchemin qui le recouvre cette note intéressante :

*Pierre et Jean Anthoine, registrants de la ville de Lisle dans la comté de<sup>4</sup> ... ont fait dans la compagnie du Consistoire abiuration de la relligion romaine le dimanche dix-huictième nouembre, issue du presche du soir 1635.*

2<sup>o</sup> *Livre des Baptesmes de la ville de Sauve commençant le onzième avril mil six cens quarante neuf et finissant le dix-neufième d'aoust mil six cents soixante huict* (qui est encore le double de l'original et où les signatures ne sont pas rapportées, mais où, en revanche, est inscrit en tête de chaque baptême le nom du ministre qui a administré le sacrement).

Ce registre porte la devise :

*Dieu soyt loué et son  
sainct nom réclaté !*

En note :

*M<sup>e</sup> Jehan Devèze, bourgeois, a les mortuaires reçus par Jean... depuis 1649 jusques à 1668.*

1. Les archives de l'évêché de Nîmes sont peu considérables et renferment principalement les délibérations du chapitre cathédral et aucun document protestant ne s'y trouve.

2. Rien n'indique que les registres 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> qui sont passés sous nos yeux en 1893 ou 1894 soient des doubles ou des originaux non signés.

3. En général les plus anciens registres (originaux ou copies) ne sont pas signés.

4. Lisle (Lille) dans la comté de [Flandre].



3° C'est le registre ou minutte où seront couchés les baptêmes, mariages et mortuaires de ceux de la R. P. R. de Sauve commençant la prôte année 1668 contenant 92 feuillets, le premier comprinz paraffé par nous... etc.

Il va jusqu'au 3 juillet 1672.

4° Registre des baptêmes, mariages et mortuaires qui se feront l'année courante dans l'Eglise prétendue réformée de la ville de Sauve paraffé suivant l'ordonnance du Roy par nous... etc.

5° Continuation du registre ou minutte des mariages, baptêmes et mortuaires de ceux de la R. P. R. de la ville de Sauve pour l'année 1672.

Il va jusqu'en 1684.

Il est profondément regrettable que le premier de ces documents, qui embrasse la plus longue période de temps et qui enregistre les baptêmes faits à Sauve pendant quarante-deux années, soit de tous celui qui puisse nous fournir le moins de renseignements et les renseignements les moins précis. Ce n'est, à vrai dire, qu'une longue suite de noms, sans aucune indication pour le sujet qui nous occupe particulièrement.

Toutefois, en tête, il nous donne le nom du pasteur en exercice en 1607, car il débute ainsi :

*Liure des Bathesmes de l'année 1607.*

*Banzillon<sup>1</sup>, pasteur.*

Ce Banzillon peut-il être le fameux adversaire des P. Récol-

1. Dans d'autres registres cenom est écrit *Bansilion* (qui est le véritable et dont il signe) et *Bauzillon*.

*Jean Bansillon*, mort pasteur à Aigues-Mortes, est le seul pasteur connu de ce nom. En 1608, il fut envoyé à Aimargues, où il resta jusqu'en 1610 (sauf un court ministère de sept mois, janvier-juillet 1609, à Vauvert, après lesquels il revint à Aimargues). Il est l'auteur de divers écrits de controverse et eut une dispute publique (imprimée à Nîmes) avec *Fenouillet*, évêque de Montpellier. Il avait épousé *Anne de Quinsa*.

Il n'est pas certain que *Bansillon* ait jamais été pasteur à Sauve, où était alors pasteur *Lazare de Pedoue*, comme on le voit dans le premier registre de Sauve où nous avons relevé le baptême d'un enfant dudit Lazare de Pedoue.

lets cité dans la *France protestante* sous le nom de *Jean Bansilion* ? S'il s'agit de la même personne, son ministère à Sauve a dû être forcément très court, puisqu'il est encadré entre les deux parties du ministère de Bansilion à Aigues-Mortes. Néanmoins, il n'est pas impossible d'admettre que le ministre nommé au commencement du premier registre de l'état civil des non-catholiques de Sauve soit Jean Bansilion, le pasteur d'Aigues-Mortes. On sait, en effet, que celui-ci fut appelé à Nîmes en avril 1606 pour remplacer le pasteur Ferrier pendant sa mission à la Cour ; or, d'autre part, on ne retrouve Bansilion à Aigues-Mortes qu'en 1608, époque de la publication de *l'Idolatrie papistique*. Rien n'empêche de supposer qu'après sa suffragance à Nîmes, l'Eglise de Sauve étant dépourvue de ministre, Bansilion soit venu la desservir pendant l'année 1607. Ce qui donne du poids à cette hypothèse, c'est l'existence à Sauve d'une branche de la famille de Bansilion, branche issue de *Henry Bansilon*, ancien de l'Eglise de Sauve, mort en 1563, et dont les enfants avaient en 1574 pour tuteur M. Jean Bansillon.

Quoi qu'il en soit, le ministère de Banzillon, signalé comme pasteur à Sauve en 1607, ne dépassa guère cette date. La *France protestante* fait commencer en 1608 le ministère à Sauve de *Jean de Bony* et le fait finir en 1620.

Le registre de l'état civil des non-catholiques est muet sur ce nouveau ministre jusqu'en 1612<sup>1</sup>. Cette année-là, au vendredi 7 septembre, se trouve l'acte de baptême de

*Jacques, fils de messire Jean Bony, ministre de la parolle de Dieu*

1. *Lazare de Pedoue*, qui succéda à *Jules Ricaud* ou *Rigaud*, pasteur à Sauve de 1588 à 1593, est en réalité le premier pasteur mentionné au Livre des baptêmes de Sauve : « *Jehane*, fille de monsieur *Lazare de Pedoue*, pasteur, présentée à bap. par sire Jehan Castet et madamoizelle de Brozet, le 14 janvier 1607. » — Lazare de Pedoue était mort en 1608, car on lit dans le même registre : « *Jean*, fils de Monsieur M<sup>re</sup> *Jean Bony*, ministre de Sauve. Présenté à baptesme par s<sup>r</sup> Jean Bony et Jeanne Vi-guadore, ses père et belle-mère, le mercredi xxbj (26) novembre 1608. » — La *France protestante* a donc raison en portant *Jean Bony* ministre à Sauve en 1608. — Deuxième baptême d'un enfant Bony tiré du même registre : « *Claudine*, fille de M<sup>r</sup> M<sup>re</sup> Jean Bony, pasteur en ceste Eglise a esté pñtée par capit<sup>ne</sup> Jean Darvieu le susd. jour (8 août 1610), et Claude de Castanet, d'Anduze. »

en cette église, et Magdalène Ricard, présenté par M<sup>e</sup> Jacques Veyssas, médecin, et lad. Ricard — né il y a 15 jours.

De même, du 14 juillet 1619 :

Joseph, fils de M<sup>e</sup> Bony, pasteur de cette église, et de damoysselle Magdalaine Ricaud, présenté à batesme par noble Joseph Danissan, seigneur de Maçaribal, et damoysselle Marguerite Daunoy — né le huictième Juillet.

Mais si notre registre ne peut nous aider à contrôler la date donnée par la *France protestante* pour le commencement du ministère à Sauve de Jean Bony, il nous permet de rectifier celle qu'on a donnée pour la fin de ce ministère. La *France protestante*, nous l'avons dit, le fait finir en 1620; or, nous trouvons l'acte suivant qui dément cette date :

Du Dimanche dix-huictième jour du moy<sup>s</sup> d'Octobre mil six cens vingt un :

Jean, fils de Mette et d'Anne Ricaud, présenté à baptesme par M<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Jean Bony, pasteur de la prñte église et par damselle Francoise d'Arvieu, né il y a 15 jours.

En octobre 1621, Jean Bony était donc encore pasteur de l'Église de Sauve.

En 1624, au commencement de l'année, se trouve la mention suivante :

*Pasteurs Rossel et Barbut.*

Ce dernier est sans doute celui que la *France protestante* signale comme étant pasteur à Aumessas en 1619; il s'appelait Josué Barbut<sup>1</sup> et son collègue Josué Rossel (*aliàs Roussel*<sup>2</sup>).

Le vingt troisième jour du mois d'octobre mil six sens vingt quatre M<sup>e</sup> Jean Bony, pasteur en l'église de St André de Valbornie et damoysselle Jeanne Roussière, de la ville d'Usèz, ont présenté à bapthesme

1. Ne s'agit-il pas ici de *Pierre Barbat*, pasteur à Quissac jusqu'en 1636? *Josué Barbut* n'est mentionné que dans le registre de Saint-Jean-de-Bruel de 1619.

2. *Roussel* est la forme patoise de *Rossel*.

*le segont fils de M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Josué Rossel, pasteur en l'église de Sauve, et damoyselle Marguerite Darvieu, né le sixiesme dud. moys.*

Le ministère de Barbut n'est indiqué que par la note dont il a été question plus haut. Quant à Roussel, il est parrain à un baptême fait en 1626 par M. *Marias*<sup>1</sup>, pasteur de Saint-Hippolyte. Dans la même année, au mois d'octobre, un ministre nommé *Lacombe* (sans nom d'Eglise<sup>2</sup>) fait quelques baptêmes, et, au commencement de l'année 1627, nous trouvons la mention de

*M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> de Guichard, pasteur de Sauve*<sup>3</sup>.

En 1628,

*Louis, fils de M<sup>r</sup> de Guichard, pasteur de la présente église, et dam<sup>elle</sup> Catherine d'Aigoin, pnté à baptesme par M<sup>r</sup> Paulet, pasteur de l'église de Vezénobre, et dam<sup>elle</sup> Jehanne de Fabre, à la place du s<sup>r</sup> Jehan Aigoin et de dam<sup>elle</sup> Jeanne de Peirol — né il y aura samedy sept sepmaines.*

En 1635, M. de Guichard est encore nommé comme pasteur de l'Eglise. En 1648, c'est encore lui qui certifie à la fin du registre que les baptêmes portés sont conformes à l'original.

Avec le second registre, nos renseignements vont être bien plus précis, chaque acte — ou à peu près — portant mention du ministre qui l'a fait.

M. Guichard (appelé dans un acte Joseph de Guichard) reste pasteur de Sauve pendant de longues années. Le dernier

1. Lisez : *Mayrueis* ou *Meyrueis Abel*, ministre de Saint-Hippolyte-du-Fort, 1623-1626.

2. Il y avait en 1626, *Henri de Lacombe*, pasteur de Pompignan, fils de feu s<sup>r</sup> *Étienne de Lacombe*, bourgeois de Saint-Hippolyte-du-Fort, et de *Anne Fillon*, mariés. *Anne Fillon* était fille de feu M<sup>r</sup> M<sup>re</sup> *Pierre Fillon*, en son vivant ministre d'Aiguesvives, 1607-1609, 1620-1622.

3. Les registres de Sumène font mention de *Lévy de Guichard* (désigné quelquefois avec le prénom de *Louis*), comme pasteur de 1626 à 1632. Les papiers de famille, qui sont aujourd'hui au pouvoir de ses héritiers le qualifient de pasteur de Sauve de 1637 à 1649, néanmoins il pouvait être pasteur titulaire à Sauve au commencement de 1627 et fonctionner jusqu'en 1632, de temps en temps, à Sumène.



baptême où il soit signalé est du dimanche 23 juin 1658<sup>1</sup>. Mais sur les derniers temps de son long ministère de trente-et-un ans — et sans doute aussi de sa vie — Guichard se fit souvent remplacer par des collègues, en sorte que l'état civil de Sauve nous fournit les noms des pasteurs de plusieurs Églises environnantes. C'est ainsi que nous pouvons rectifier la date de 1666 que la *France protestante* donne comme commencement à *Brenoux*, du ministère du pasteur du Mas<sup>2</sup>. Nous trouvons, en effet, un baptême fait le *Dimanche dixième Mars mil six cens cinquante huit, M<sup>r</sup> du Mas, ministre de Brenoux, preschant*.

Nous trouvons aussi les noms de M. du Cros, ministre de Monoblet<sup>3</sup> (1658), de M. Blanc, ministre de Sumène<sup>4</sup> (1658) et d'un pasteur d'Anduze nommé M. Roussil<sup>5</sup> (1658).

Le dernier acte où parut Guichard est daté du mois de juin 1658 et le 18 octobre de la même année prêche *Etienne*

1. *Lévy de Guichard*, époux de *Catherine Aigoïn*, fut deux fois pasteur à Sauve. Les registres de Molières et Avèze et les quittances de ses gages disent qu'il fut pasteur de cette Église et résida à Molières de 1650 à 1653. On le retrouve après à Sauve (1654-1658), ensuite à Florac (1660-1666); et enfin à Anduze en 1668. Il mourut à Anduze où on lit dans le registre de l'année 1671 : « Du 19 octobre 1671. Le s<sup>r</sup> *Lévy Guichard*, ministre de la ville d'Anduze âgé d'environ 75 ans, décédé le jour d'hier, a été enseveli ce jourd'hui, ainsi qu'a esté rapporté par Jean Roux, sépulturier, à l'enterrement duquel ont assisté le s<sup>r</sup> *Pierre Boyer*, ministre [de Canaules], son cousin, et sieur Jean Gaujoux [ancien] dud. Anduze, qui l'ont assisté et se sont signés — Boyer, m. — Gaujoux ancien. — Malplach, m. » (ainsi signés).

2. *Jacques Du Mas père* est porté sur la liste de 1660 (*Bull.*, XV) comme pasteur de Saint-Martin-de-Boubaux, la Melouse et Branoux. Il mourut à Branoux le 14 août 1676 à 2 heures du matin et fut enseveli le même jour à 5 heures du soir, accompagné par deux de ses fils *Jean Dumas*, ministre de Durlfort et *François Dumas*, ministre de Saint-Martin-de-Boubeaux (Reg. de Branoux).

3. *Pierre Du Cros*, originaire de Nîmes, ministre de Monoblet, 1651-1680. Mort à Monoblet le 26 décembre 1680, à l'âge de 63 ans. *Pierre Mote*, ministre de Saint-Roman de Codières, son beau-frère, assiste au convoi (Reg. de Monoblet).

4. *Nicolas Blanc*, ministre de Sumène, 1632-1664. Mort à Sumène, le 21 janvier 1664, époux de *Françoise de Serre* (Reg. de Sumène).

5. Lisez : *Roussel* ou *Rossel*, *Josué*, ministre d'Anduze, 1652-1667, époux de *Marguerite de Cahours*, fut ensuite pasteur de Saint-Christol, 1667-1668, et enfin du Vigan, 1668-1684 (Reg. d'Anduze, et arch. comm. de la ville du Vigan, d'Aulas, Molières, etc.).

*Mollis*<sup>1</sup>, dont le nom reparait jusqu'en octobre 1660. Mais, en même temps, depuis le mois de novembre 1658, nous trouvons le nom de *François Vincent jeune*<sup>2</sup>, *ministre*, qui va fournir à Sauve un long ministère. jusqu'en septembre 1682. Tant que Mollis reste son collègue, la suscription des actes faits par Vincent porte *Vincent jeune*; à dater de 1660, où Mollis disparaît comme pasteur ordinaire de l'Église de Sauve, nous ne trouvons plus que *Vincent* ou *François Vincent*. Mollis n'est d'ailleurs pas entièrement perdu pour l'Église de Sauve, car nous le voyons revenir de temps à autre, jusqu'en 1679, comme pasteur de *Quissac*. Il est permis de conclure de ce qui précède que Vincent vint jeune exercer son ministère à Sauve et que — bien que consacré, car il baptisait — il fut aidé dans les commencements par son collègue de Quissac, sous la dépendance duquel le synode l'avait peut-être placé pour un temps.

Durant ce long ministère de Vincent, plusieurs ministres étrangers viennent à Sauve pour prêcher et baptisent à l'issue du sermon.

Nous trouvons, le 12 janvier 1659 et le 1<sup>er</sup> mai 1661, un mi-

1. Lisez : *Molles Étienne*, sieur de *Pierredon*, originaire de Sauve, où il fut pasteur de 1658-1660. Puis pasteur au Collet-de-Dèze, 1660-1663. Dessert en même temps Saint-Michel-de-Dèze en 1660; Lédignan, 1663-1665; Quissac, 1665-1685. Apostat en 1685, se relève et se réfugie en Hollande en 1686 (Liste Auzière et Bull., XV).

2. *François Vincent*, fils aîné d'*Antoine Vincent* originaire de Congénies et ancien pasteur de Molières près le Vigan, 1620-1621; ensuite de Meyrueis en 1626-1637-1660 (Reg. d'Aulas). *François Vincent*, né à Meyrueis comme ses frères : (1) *Jean-Vincent* dit *Vincent jeune*, qui desservit successivement Cassagnas et Saint-Julien, 1660; Valleraugue, 1662-1665; et ensuite Aumessas, 1665-1685; marié avec *Catherine de Sostelle* en 1672. Réfugié en Suisse à la Révocation, puis à Berlin en 1700 (Reg. de Meyrueis, Aumessas, Bagards, Valleraugue, etc.). (2) *David Vincent*, pasteur à Anduze, 1672-1685, marié avec *Flore Deshons*, de Ganges, en 1675. Réfugié comme son frère *Jean* en Suisse, puis à Francfort-sur-l'Oder en 1689 (Reg. de Meyrueis, Anduze, Gènerargues, Tornac, etc.). — *Fr. Vincent* étudia à Montauban (Nicolas, 352-408) et à Saumur, desservit Sauve jusqu'à son interdiction et se réfugia à Lausanne, où il signa avec ses frères et d'autres pasteurs une lettre de condoléance à leur collègue *Isaac Teissier*, ancien pasteur de Saint-Roman-de-Codières, au sujet du martyre de *Fr. Teissier*, viguier de Durfort, son père (*Fr. Teissier*, par *F.-J. Faure*). *François Vincent* était auprès de son père à Meyrueis en 1654, où il exerçait le ministère avant de venir à Sauve.

nistre *Dumas*, de Ganges<sup>1</sup>, que la *France protestante* paraît n'avoir pas connu.

*Annibal d'Arvieu*, ministre du lieu de Soudorgues, dès le 11 janvier 1662<sup>2</sup>.

*Massanier*<sup>3</sup>, ministre de Saint-Félix de Palières (20 novembre 1661, 22 août 1663, 16 mai 1664).

Un pasteur *Roux*<sup>4</sup> (sans nom d'Église, 22 avril 1655).

*Jacques Pistori*<sup>5</sup>, pasteur de l'Église de Saint-Laurent (16 septembre 1655, 15 octobre 1679).

Nous retrouvons *Josué Roussel*, l'ancien pasteur de Sauve, qui, le 13 août 1673, était ministre de la ville du Vigan.

*Jacques Raboutier*<sup>6</sup> ministre du lieu de Frutgères (17 septembre 1673).

*André Vial*, ministre de Ganges<sup>7</sup> (24 septembre 1673).

1. *François Dumas*, originaire de Saint-Jean-du-Gard, étudia la théologie à Genève en 1624, et fut pasteur successivement à Anduze, 1631; — Ganges, 1634; — Alais, 1635-1636; — Bréau, 1637; — Vezénobres, 1642-1653; — Avèze, 1653-1659; — Mondardier, 1659-1664. Il mourut à Mondardier en 1664, époux de *Françoise de Parran*, à qui le synode accorda une pension de viduité jusqu'à sa mort, arrivée le vendredi 14 juin 1669 à Vezénobres (Liste Auzière. Arch. comm. de Bréau, Avèze, Mondardier, etc.).

2. *Annibal d'Arvieu*, fils de *Paul Darvieu* et *Jeanne de Reynaud*, étudiant à Nîmes, 1651. Pasteur à Soudorgues, 1658-1684; — Soudorgues et Sainte-Croix, 1660. Déchargé en 1660, on le voit pasteur à Cognac en Sevenes en 1673. Abjure à la Révocation avec sa femme *Françoise Girarde*, de Lasalle (Reg. de Soudorgues, 1658-1684; — de Lasalle, 1671-1674; — de Vergèze, 1672-1673).

3. Lisez : *Massanes, Antoine*, ministre de Saint-Théodorite, 1662-1664; — Saint-Félix-de-Palières, 1664-1669. Il avait épousé à Nîmes, le 28 mai 1677, par le ministère du pasteur *Icard, Magdelaine Pelet* (Liste Auzière; Reg. de Meyrueis).

4. Ce doit être *Henri Roux*, pasteur de Barre en 1654, époux de *Marie Devèze*.

5. *Jacques Pistoris*, originaire de Sauve, pasteur de Saint-Martin-de-Cancelade, 1662-1663; — de Saint-Laurent-le-Minier, 1664-1684. Interdit par jugement du Présidial de Nîmes en 1684, il abjure et habite Saint-Hippolyte, étant marié avec *Anne Despuech*, dud. Saint-Hippolyte (Reg. de Saint-Laurent-le-Minier, Mialet, etc.).

6. Lisez : *Reboutier* ou *Rebotier Jacques*, de Saint-Jean-du-Gard, pasteur de Frutgères, 1670-1677. Époux de *Jeanne de Villeneuve* (Reg. de Frutgères).

7. *André Vial*, pasteur des Vans, 1659-1661; — Cognac, 1660; — Ganges, 1662-1682; — Bréau, par. d'Aulas, 1682-1683. Réfugié en Suisse à la Révocation. Marié en 1680 avec *demoiselle Éléonor Dassas*, du Vigan, de la famille du héros de Clostercamp (Reg. de Molières, Sumène, Mandagout, arch. presbyt. d'Aulas, etc.).

*Pierre Motte*<sup>1</sup>, ministre du lieu de Saint-Romain de Codières (1<sup>er</sup> octobre 1673, 30 juillet 1679).

*Morise Portal*, ministre du lieu de la Salle<sup>2</sup> (8 octobre 1673).

*Anthoine Couderc*<sup>3</sup>, ministre de la ville de Meyrueis (13 octobre 1673).

*Jacques Bedey*<sup>4</sup>, ministre du lieu du Cros (5 novembre 1673).

*François Grougnet*<sup>5</sup>, ministre du lieu du Fesq (12 novembre 1673).

*Jean Dumas*, ministre du lieu de Durfort<sup>6</sup> (19 novembre 1673).

*Pierre Dessostelle*, ministre du lieu de Saint-Félix de Palières<sup>7</sup> (10 décembre 1673).

*François Malet*, ministre de Saint-Hippolyte<sup>8</sup> (7 septembre 1674).

1. Lisez : *Mote, Pierre*, d'une famille notariale d'Anduze, pasteur à Saint-Roman-de-Codières, 1672-1681 ; — Barre, 1681-1685, époux de *Marguerite Ducros*, sœur de *Pierre Ducros*, ministre de Monoblet. Réfugié à Berlin, 1700 ; y meurt en 1721 (Liste Auz. Reg. de Monoblet, Saint-Roman, etc.).

2. Marié en février 1675 avec *Marguerite de Codrognac*, de Montpellier (Reg. de Cros, 1675).

3. Époux de *Marguerite de Ducros*.

4. Lisez : *Bedey, Jacques*, ministre de Cros, résidant à Saint-Hippolyte, 1666-26 juin 1681. Marié avec *Jeanne de Villeneuve*, se réfugia en Suisse en 1685.

5. Lisez : *Gronget François*, fils aîné de *Charles Gronget* (ancien pasteur d'Aulas), ministre du château du Fesc, 1673-1677. Époux de *Louise de Vigot*, réfugié en Suisse en 1685 (Reg. de Saint-Roman-de-Codières, Valleraugue, etc.).

6. *Jean Dumas*, fils aîné de *Jacques Dumas*, ministre de Branoux, fut pasteur de Ganges, Saint-Bauzille et des Baucels en 1660 ; — Ganges seul, 1660-1664 ; — Durfort, 1664-1685. Mari d'*Isabeau Lavernie* et abjura en 1685 ; était docteur en droit à Montpellier en 1696 (Liste Auzière. Reg. de Branoux, 1668-1670 ; Sumène, 1663 ; — Générargues, 1675, etc.).

7. *Pierre de Sostelle*, fut reçu ministre en 1667, et placé successivement à La Salle, 1667-1668 ; — Saint-Félix-de-Palières, 1669-1678 ; — Mialet, 1678-1681. Réfugié en Hollande, 1688-1705 (Reg. de Bagards, 1672-1677 ; Tornac, 1673-1675, Toiras, 1677, etc.).

8. *Malet, François*, du Vigan, pasteur à Valleraugue, 1654-1660 ; — Saint-Hippolyte, 1660-1680. — Marié avec *Françoise Rossel*, laquelle abjura au Vigan, étant veuve, en 1685 (Reg. de Valleraugue, Saint-Hippolyte, Reg. curiaux du Vigan, abjur.).



*Jean Malplach, ministre de la ville d'Anduze*<sup>1</sup> (20 septembre 1676).

*Anthoine Clarion, ministre du lieu de la Calmette*<sup>2</sup> (4 octobre 1676).

*David Fraissinet, ministre du lieu de Cardet*<sup>3</sup> (11 octobre 1676).

*Théophile Alméras, ministre du lieu de Saint-Sébastien*<sup>4</sup> (2 juillet 1679).

*Estienne Robert, ministre d'Aigremont*<sup>5</sup> (23 juillet 1679).

*Jean Sabatier, ministre du lieu du Fesq*<sup>6</sup> (30 juillet 1679).

1. *Malplach, Jean*, fut reçu ministre en 1667 et pasteur chez M. de Ginestous, 1667-1669; — Saint-Martin-de-Lansuscle, 1669-1671; — Anduze, 1671-1685. — Réfugié en Suisse, il signe à Lausanne, le 14 mars 1686, avec son collègue *David Vincent*, ministre d'Anduze et d'autres pasteurs des Cévennes, la lettre de condoléance adressée à *Isaac Teissier*, ancien pasteur de Saint-Roman-de-Codières, à l'occasion du martyre de *François Teissier*, ancien viguier de Durfort, son père. *Jean Malplach* avait épousé dans le temple d'Anduze, le 28 avril 1679, mariage béni par *David Vincent*, demoiselle *Anne de Villas*, dud. Anduze, et on le voit encore à Lausanne en 1688 (Reg. d'Anduze, Bagards, etc.).

2. *Anthoine Clarion*, d'Alais. Proposant en 1670, fut reçu ministre en 1675 et placé chez M. de La Calmette, 1675-1777; — M. de Saint-Privat, 1677-1678; — Graissessac, 1681, — à Lausanne 1688-1700. — Épouse à Caveirac, le 5 août 1675, par le ministère de *Salomon Gazagne* min. dud. Caveirac, demoiselle *Magdelaine Deveze*, de Nîmes (Reg. de Bernis, Caveirac, Calvinsson, Nîmes, etc.).

3. *David Fraissinet*, d'Anduze. Reçu ministre en 1668. Pasteur à Bagards, 1668-1672; — Cardet, 1672-1685. — Époux de *Jeanne de Molles*, d'Uzès (Reg. de Bagards, Anduze, Cardet, etc.).

4. *Théophile Alméras*, d'Anduze. Étudiant à Montauban en 1656. Pasteur à Ardaliès (Valleraugue), 1658-1660; — Cognac, 1660-1665; — Saint-Roman-de-Tousque, 1665-1670; — Saint-Julien-d'Arpahon, 1670-1673; — Gènerargues et Saint-Sébastien, 1673-1685. — Réfugié à Lausanne. — Époux de *Gervaise de Fabre*.

5. *Estienne Robert*, de Ganges, né vers 1652. Fils de pasteur. — Proposant en 1677. — Pasteur à Aigremont, 1679-1681; — Cros, 1681-1684; Guienne, 1685. — Mort à Veere, en 1688, âgé de 36 ans (Reg. d'Aigremont, de Cros. Bull. Wall.).

6. *Jean-Hercules Sabatier*, de Saint-Roman-de-Tousque. — Immatriculé à Genève, 1668. — Proposant en 1673. — Pasteur à Saint-Martin-de-Lansuscle, 1674-1675; — M. de Saint-Théodorite, 1676-1677; — famille du Fesc, 1677-1684; — Uzès, 1685. — Apostat, 1685. — Avait épousé à Nîmes, le 23 janvier 1676, par le ministère du pasteur *Bruguier*, demoiselle *Guillaume Fournier*, de Nîmes, en présence de *Jacob Merle*, étudiant en théol. (Reg. de Nîmes, Calvinsson, etc.).

*Pierre Aigoïn*<sup>1</sup>, ministre du lieu de Sumène (15 octobre 1679).

A partir du 5 octobre 1681, le ministre de la *Roquette*<sup>2</sup> vient aider François Vincent, qui était sans doute âgé, tout au moins fatigué par son long ministère. C'est d'ailleurs évidemment pour cette même cause que François Vincent s'était fait si souvent remplacer par des collègues dans les derniers temps, car il n'était pas absent de Sauve, puisqu'il continuait à faire les cérémonies sur semaine.

En 1682, le 25 septembre, Vincent signe son dernier acte paroissial, l'inhumation de *Jean Gigeard*, travailleur. Le pasteur qui venait de donner vingt-quatre ans de sa vie à l'Église de Sauve ne dut pas y mourir, car nous n'avons pu retrouver l'acte de son inhumation<sup>3</sup>.

Deux jours après le dernier acte signé par Vincent, le *Di-*

1. *Pierre d'Aigoïn* (signe toujours « D'Aigoïn »), né à Sumène en 1629, fils d'*Isaac Daigoïn*, écuyer, sieur de Valnières, et de *Picrrette Ducros*, de Sumène, fit ses études en théologie à Saumur vers 1650, fut reçu ministre en 1654, et placé à Saint-Roman-de-Codières, où il resta dix ans, 1654-1664. A peine arrivé dans cette Église, il se maria avec *Mlle Marguerite de Bedos*, issue d'une ancienne famille de Sumène, qui, lui apporta de grands biens. M<sup>r</sup> M<sup>re</sup> *Nicolas Blanc*, ministre de Sumène 1632-1664, étant mort le 21 janvier 1664, *Pierre D'Aigoïn*, ministre de Saint-Roman, fut appelé à le remplacer et desservit cette Église jusqu'à l'interdiction de l'exercice en 1684. Compromis à la suite du projet de *Claude Brousson*, D'Aigoïn fut condamné, par jugement du 3 juillet 1684, à l'interdiction pour trois ans et 200 livres d'amende. Le nom de *D'Aigoïne* figure pas sur le Registre des abjurations de Sumène, mais on lit sur une « Note sur les nouveaux convertis de la paroisse de Sumène, la manière dont ils remplissent leurs devoirs, etc. », dressée par le curé et le premier consul Ménard, en 1687 : Le sieur *Daigoïn*, ministre ; — son père, — deux garçons, *Charles et Louis* ; — deux filles, *Marie et Jeanne* ; sa servante *Planchonne* ; — et son valet *Monna* ; — Très bien » (Archives de l'Hérault, série C). Il continua de la même manière et mourut cette même année (1687) « muni du Saint-Viatique » (Reg. curiaux de Sumène) (Généalogie de la famille Aigoïn, dressée sur titres authentiques, laquelle est entre les mains de M. *Ferd. Teissier*, d'Aulas, mari de *Mlle Jeanne-Marie-Adèle Aigoïn-de-l'Euzière*, branche de cette famille).

2. *Jacques-Antoine Privat*, sieur de la *Rouquette*, orig. du Collet-de-Dèze, étud. à Genève en 1664. Reçu ministre en 1667, fut pasteur successivement à Saint-Martin-de-Lansuscle, 1667-1669 ; Marvéjols, 1669-1673 ; Saint-Hilaire-de-Lavit, 1673-1681 ; Monoblet, 1682-1684 (Reg. de Saint-Hilaire-de-Lavit, 1674-1681 ; Branoux, 1675).

3. On a déjà vu que *François Vincent aîné*, ministre de Sauve, *Jean Vincent jeune*, ministre d'Aumessas, et *David Vincent*, ministre d'Anduze, ont signé tous les trois la lettre de condoléance sur la mort de

*manche 27 dud. mois de septembre, par nous François Sauvage, ministre de la ville de Sauve<sup>1</sup> a esté baptizé Pierre Durant, etc.*

L'interim n'a pas été long; ce qui nous confirme dans la pensée que François Vincent a *pris sa retraite* (si l'on peut employer cette expression trois ans avant la Révocation!) et que, lorsqu'il s'est retiré du ministère actif, il avait déjà son successeur tout trouvé.

Tous les actes *sans exception* des années 1683 et 1684 sont signés par le ministre Sauvage. Le registre est clos le 31 décembre 1684 et les pages suivantes, qui devaient contenir les actes de 1685, sont arrachées, laissant seulement voir au talon le commencement de certaines lignes<sup>2</sup>.

De tout ce qui précède, nous pouvons maintenant établir une liste des pasteurs qui ont desservi au xvii<sup>e</sup> siècle l'Église de Sauve. Sans doute, sur un ou deux points, les dates que nous indiquons n'auront point toute la rigueur que nous aurions désiré leur donner, néanmoins je crois la liste complète.

*Liste des pasteurs de l'Église de Sauve depuis l'année 1607  
jusqu'en l'année 1684.*

|                                     |           |
|-------------------------------------|-----------|
| (Jean) Banzillon <sup>3</sup> ..... | 1607      |
| Jean de Bony.....                   | 1608-1621 |

*François Teissier*, viguier de Durfort, ladite lettre datée et signée de Lausanne. Nous devons ajouter que, dans son voyage de fin d'études en Allemagne, en 1861 environ, M. F.-J. Vincent, aujourd'hui ancien pasteur d'Aulas, descendant de cette famille, trouva des descendants des trois frères ci-dessus.

1. La Liste Auzière porte que *François Sauvage* s'était « révolté étant ministre de Sauve ».

2. Comment concilier ce ministère à Sauve de François Sauvage en 1684 avec l'assertion de la *France protestante* qui donne à l'Église de Sauve, comme pasteur à cette date, *Astruc*, le père du célèbre docteur de Louis XV? Ce qu'il y a de certain, c'est que son nom ne paraît point au registre de 1684 mais bien uniquement celui de Sauvage. La famille Astruc, qui est très ancienne à Sauve et qui fournit de nombreux actes à l'état civil des non-catholiques, donna à la ville de Sauve plusieurs docteurs ès droits, avocats, etc., mais aucun pasteur à l'Église locale. Il est probable que l'auteur de la notice de la *France protestante* aura trouvé quelque part *Astruc, ministre, de Sauve*, ce qui indiquait son lieu d'origine et non sa résidence, d'où l'erreur qui est évidente. Je me propose d'ailleurs de revenir plus tard sur la famille Astruc et de donner dans le *Bulletin* sa généalogie (J. B.).

3. Voir, pour les noms et les dates, les notes ci-dessus (F. T.).

|                           |                        |
|---------------------------|------------------------|
| (Josué) Barbut.....       | 1622-1624 (?)          |
| Josué Rossel (Roussel)... | 1624 (?) - 1626        |
| Joseph de Guichard.....   | 1627-1658              |
| Étienne Mollis.....       | 1658-1660              |
| François Vincent.....     | 1658-1682              |
| François Sauvage.....     | 1682-1684 <sup>4</sup> |

L'état civil de la ville de Sauve renferme bien d'autres documents importants. Au fur et à mesure que je les aurai dépouillés, je donnerai aux lecteurs du *Bulletin* ce qui pourra les intéresser. Dans les *registres curiaux*, on pourra relever la liste des abjurations, liste si nombreuse dans les premiers

1. Voici la même liste telle que j'ai pu l'établir d'autre part :

1<sup>re</sup> PARTIE. — *Premiers pasteurs, d'après la liste Auzière.*

|                                       |                  |
|---------------------------------------|------------------|
| Tartas.....                           | Avant 1560-1561. |
| La Place (de), Jean.....              | 1568-1573.       |
| Alain ou Alein, Pierre.....           | 1563. 1568-1580. |
| Mort en 1581.                         |                  |
| Mazières, dit : <i>La Place</i> ..... | 1581-1588.       |
| Mort en 1588.                         |                  |
| Ricaud, Jules.....                    | 1588-1593.       |
| Passé à Saint-Jean-de-Gardonnenque.   | 1594-1598.       |

2<sup>e</sup> PARTIE. — *D'après les registres de la mairie de Sauve.*

|                                                                                                    |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Pédou ou Padoue (de), Lazare.....                                                                  | 1596-1607. |
| Mort en 1607.                                                                                      |            |
| Bony, Jean, né à Anduze.....                                                                       | 1608-1621. |
| Époux de <i>Magdaleyne Ricaud</i> . — Est pasteur à Saint-Hippolyte, en 1622.                      |            |
| Rossel ou Roussel, Josué, d'Orange.....                                                            | 1623-1626. |
| Époux de <i>Marguerite Darvieu</i> .                                                               |            |
| Guichard (de), Lévy, du Vigan.....                                                                 | 1627-1649. |
| Époux de <i>Catherine Daigoin, veuve d'Aubray</i> . — Est pasteur de Molières et Avèze. 1650-1653. |            |
| Le même (pour la 2 <sup>e</sup> fois).....                                                         | 1654-1658. |
| Passé à Saint-André-de-Valborgue, 1659-1663. Mort à Anduze, le 18 octobre 1671.                    |            |
| Molles, Estienne, sieur de Pierredon.....                                                          | 1658-1660. |
| Né à Sauve. Passé au Collet-de-Dèze, 1660.                                                         |            |
| Vincent, François, de Meyrueis.....                                                                | 1658-1682. |
| Réfugié en Suisse, est à Lausanne en mars 1686.                                                    |            |
| Sauvage, François.....                                                                             | 1682-1685. |
| Révolté étant ministre de Sauve.                                                                   |            |

FERD. TEISSIER.



jours qui suivirent la Révocation qu'on ne put écrire les noms de tous les nouveaux catholiques. Mais tous ces noms — ou à peu près — se retrouvent heureusement dans les registres des actes faits au Désert que possède la mairie de Sauve et qui vont de 1743 à 1793. Là encore on pourra relever des noms de pasteurs; ce sera l'objet d'une prochaine communication.

JOSEPH BIANQUIS.

---

## SÉANCES DU COMITÉ

---

10 décembre 1895.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. G. Bonet-Maury, Douen, J. Gaufrès, A. Lods, F. Piaux, Ch. Read, E. Stroehlin, Ch. Waddington et N. Weiss. — MM. A. Franklin, W. Martin et G. Raynaud se font excuser.

M. le président espère qu'avec l'aide de Dieu, la société prospérera durant ce nouvel exercice comme elle l'a fait jusqu'à ce jour, et demande au secrétaire de lire le procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté. — Puis il rend compte de la réception, à la Bibliothèque, le 25 juillet, à 8 heures du soir, du *Pèlerinage presbytérien*, que ce procès-verbal annonçait. MM. Ch. Read et O. Douen avaient seuls pu, outre le président et le secrétaire, y assister. Un programme avait été distribué aux invités. Ils ont eu le privilège d'entendre, outre l'allocution de M. le président et les explications accompagnant les projections lumineuses, un certain nombre de psaumes chantés sous l'obligeante direction de M. H. Expert, d'après l'harmonie originale de Claude Goudimel. M. Field, directeur de l'*Evangelist* et du « Pèlerinage », avait amené M. Hyacinthe Loyson; celui-ci a bien voulu terminer la séance par une éloquente improvisation en langue française.

**Bulletin.** — Le secrétaire communique le sommaire du numéro sous presse, et un aperçu des principaux articles qu'il compte publier en 1896.

**Bibliothèque.** — Avant d'énumérer les livres et manuscrits anciens qui lui ont été donnés depuis la dernière séance, M. le président attire l'attention sur deux publications nouvelles : Dans *les Maîtres musiciens de la Renaissance française*, M. Henry Expert, qui a bien voulu nous aider à recevoir nos amis américains, fait paraître les 150 *Psaumes de Claude Goudimel*, d'après l'édition de 1580. C'est une publication fort remarquable au point de vue musical et qui fait autant d'honneur à l'éditeur qu'à notre grand compositeur et martyr huguenot. — D'autre part M. le professeur Henry-M. Baird vient d'achever le monument qu'il a élevé patiemment à notre histoire, en faisant paraître ses deux volumes *The Huguenots and the Revocation of the Edict of Nantes*, dans lesquels il cite si souvent avec reconnaissance le *Bulletin* et les travaux de notre Société. Il n'est que juste de rendre hommage à un ouvrage aussi considérable et aussi exact, dont l'équivalent n'existe pas encore dans notre langue.

Parmi les livres anciens, il convient de signaler, avec reconnaissance, une série d'éditions originales de plusieurs ouvrages de Calvin qui manquaient sur nos rayons et que M. Durel, libraire, a bien voulu nous offrir. — La section des manuscrits s'est aussi enrichie, d'abord d'une liasse importante de copies de lettres de et à Théodore de Bèze, que feu M. le professeur G. Baum avait rassemblées pour le dernier volume de sa biographie du réformateur, et qui n'ont pas encore été publiées ni utilisées; — puis des documents recueillis jadis par M. le pasteur P. de Félice pour son *Histoire de l'Église de Mer*; — enfin de la transcription de la *Liste des étrangers réfugiés à Londres en 1567-1568*, offerte par M. E.-E. Stride. — Mme Goffart a bien voulu nous offrir un tableau de M. Blanchon, représentant une scène de l'histoire de Calas dans la prison de Toulouse.

**Correspondance.** — M. le président annonce que M. A.-J. Enschédé lui a offert de se charger de l'impression de la Table des noms de famille des quarante premières années du *Bulletin*. Cette communication est accueillie par un vote unanime de félicitations et de remerciements. — A propos de plusieurs demandes d'échange, M. Bonel-Maury veut bien se charger d'une enquête sur celles des Sociétés savantes de province avec lesquelles il serait désirable d'échanger notre publication périodique.

---

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE

---

A. SPONT, *Semblançay* (?-1527), la bourgeoisie financière au début du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. — R. DE MAULDE LA CLAVIÈRE, *Louise de Savoie et François I<sup>er</sup>*<sup>2</sup>. — P. FERET, *La Faculté de théologie de Paris*; brochures, livres et articles de MM. DESTANDEAU, A. BONNARD, E. BURNAT, P. QUIÈVREUX, A. LAUNE, A. LECERF, A. BERNUS, J. CRUPPI, E. COMBE, J. PETER, G. DEPPING, CH. PFISTER, DENIS D'AUSSY, M. LELIÈVRE, A. SEITTE.

On ne saurait trop bien connaître le milieu où la Réforme fut appelée à naître et à souffrir. Toute étude donc qui nous rend avec une exactitude plus complète les principaux personnages de la cour de François I<sup>er</sup>, dans le voisinage de laquelle en germèrent les premières semences, est la bien venue. Tels sont les deux livres qui figurent en tête du titre ci-dessus.

La thèse de M. A. Spont n'est pas le premier travail de valeur sur *Semblançay* dont la haute fortune et la fin tragique ont depuis longtemps attiré les historiens. Mais c'est certainement le premier qui le suive pas à pas, qui nous renseigne complètement sur ses origines, ses fonctions, ses alliances, sa fortune et son rôle dans les premières années du règne de François I<sup>er</sup>. Chaque détail, — il y en a des milliers, — s'appuie sur des documents certains, presque tous inédits, ce qui montre combien, sur un sujet qui paraissait épuisé, il reste à découvrir. M. Spont n'a pas voulu faire une œuvre littéraire, mais rendre un service à l'histoire. Ceux qui chercheront dans cette série de menus faits destinés à former d'eux-mêmes un ensemble, des jouissances littéraires ou dramatiques, en trouveront sans doute la lecture bien aride. Mais ceux, — il en reste quelques-uns, — qui se demandent ce que valaient le grand financier pendu le 11 août 1527; — le cardinal Duprat qui le poursuivait de sa haine tenace d'homme d'Église ambitieux et sans scrupule; — Louise de Savoie qui convoitait la fortune de son serviteur après avoir tiré de lui les éléments de la sienne; — enfin François I<sup>er</sup>, qui sacrifia avec une chevaleresque dureté le banquier qui l'avait vingt fois sauvé de la banqueroute, — ceux-là seront édifiés.

M. Spont ne tire presque pas de conséquences, n'émet guère de

1. Un volume de x-324 pages in-8. Paris, Hachette, 1895.

2. *Trente Ans de jeunesse*, un volume de 393 pages in-8, Paris, Perrin, 1895.

réflexions sur les faits qu'il a recueillis jusqu'en Moravie; mais quand on ferme son livre, j'allais dire son procès-verbal, on *sait* ce qu'il faut penser de tout ce beau monde qui présida au renouveau du royaume très chrétien. Il n'y a pas un des prétextes allégués par l'accusation qui tienne devant les enquêtes ou contre-enquêtes que l'habile bourgeois tourangeau sut documenter avec une surprenante entente des affaires, de l'ordre et de la précision qu'elles requièrent. On doit lui reprocher de s'être enrichi, même légalement, alors que la France s'épuisait. Des commissions, même modestes, sur les sommes énormes que la cervelle étroite et vaniteuse de François I<sup>er</sup> trouvait moyen d'engloutir dans ses incroyables aventures, ces commissions, administrées à l'inverse des capitaux gaspillés pour la gloire, devaient finir par faire une fortune. Je le trouve surtout coupable d'avoir accepté des seigneuries entières dans les moments les plus critiques pour le Trésor et le domaine national. Mais, même aujourd'hui, aucun tribunal ne songerait à lui reprocher ce qui fut régulièrement gagné ou reçu à titre gracieux.

Semblançay est donc tout simplement un « homme à la mer », parce qu'il n'avait pas su se retirer à temps ou faire à son tour les sacrifices qu'il demandait aux autres, en laissant sa place à ceux qui la convoitaient. Il n'est pas sûr, toutefois, que même alors il eût été épargné. On nous apprend qu'à cette occasion on voulait réorganiser les finances et on le fit, mais il va sans dire que la fortune de la France fut aussi radicalement jetée par les fenêtres après qu'avant cette réorganisation. M. Spont croit devoir sacrifier à un autre « cliché » quand il ajoute que Semblançay fut « sacrifié pour sauvegarder le principe d'autorité ». Ce n'est, hélas ! pas le principe d'autorité qui fut en jeu dans cette affaire, mais uniquement le bon plaisir égoïste, despotique et inintelligent du roi, de sa mère et de leur chancelier. Je dirai même qu'à force d'excuser ou de justifier les innombrables forfaits de ce genre qui remplissent l'histoire, de France entre autres, en agitant ce fameux principe d'autorité, celle-ci ne se rencontre plus guère que dans les livres.

On devine maintenant ce que les premiers « luthériens » pouvaient espérer de gens qui donnèrent leur mesure dans ce cas psychologique. On le devinera mieux encore quand on saura que les Briçonnet, les Morelet de Museau, les Meigret, qui furent au nombre de ces premiers adeptes de la Réforme, étaient des collaborateurs ou des alliés de Semblançay.

Ajoutons que le livre de M. Spont est fort intelligemment et artistiquement illustré. Il permet ainsi, ce que tout livre d'histoire devrait



faire, de *voir*, derrière les faits et les chiffres, les gens et les choses qu'il veut nous faire connaître.

Dans la monographie qu'il consacre à la **jeunesse de François I<sup>er</sup> et à sa mère**, M. de Maulde de la Clavière nous montre la genèse du caractère dont le procès de Semblançay nous révèle l'épanouissement. Il s'arrête, en effet, à la mort de Louis XII.

Plus reine de France, après l'avènement de François I<sup>er</sup>, que beaucoup de celles qui en portèrent le nom, Louise ne fut pas pour rien élevée sous les auspices de sa tante Anne de Beaujeu, la politique fille de Louis XI.

Rien dans la naissance de cette enfant, ni même après son mariage, ne pouvait faire prévoir qu'elle serait la mère de toute une lignée de nos souverains. C'est à la mort de Charles VIII que Louise semble avoir eu, d'après son journal, la première vision de la possibilité de cette destinée, et dès lors cette pensée devint le pivot de toute son existence.

Dès son jeune âge elle mena une vie austère, subsista des aumônes de son oncle et de sa tante, puis mariée, à 12 ans, à un prince de 28, connut la pauvreté dans cette petite cour de Cognac où elle dut même accepter comme « grande-maitresse » l'« amie » de Charles d'Angoulême, Mlle de Polignac, dont elle éleva la fille. Louise semble s'être aisément résignée à tout cela et avoir eu un caractère plus positif qu'« éthéré », comme M. de Maulde voudrait le croire, sans doute à cause de sa devise des *ailes*. Elle a su admirablement se taire et attendre l'heure de prendre sa revanche des gens et des choses.

A propos du genre de vie qu'elle menait comme jeune femme, puis plus tard pendant son veuvage, son biographe nous donne un exposé très détaillé de l'état des arts et des lettres en France à cette époque, des rapports qu'on avait avec la civilisation italienne et de l'influence que celle-ci exerçait à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Il nous donne même un long chapitre sur l'idée du beau, auquel nous aurions peut-être préféré plus de renseignements personnels sur la vie intime de Louise et de ses enfants.

M. de Maulde considère la duchesse d'Angoulême comme une coquette avérée, mais ne nous fournit aucune preuve nouvelle de cette assertion. Certains récits traditionnels sur François I<sup>er</sup> ont besoin aussi d'être contrôlés. Ainsi le fameux distique de la vitre du château de Chambord, que chacun de nous a souvent cité :

Souvent femme varie,  
Bien fol est qui s'y fie,

n'est pas authentique. Un voyageur contemporain y a lu ceci en 1606 :

Souvent femme varie,  
Chasses la jalousie<sup>1</sup>,

ce qui est effectivement plus d'accord avec la vie de François I<sup>er</sup> qui a toujours fait aux femmes la plus large part dans son existence.

Il y a aussi des lacunes. Ainsi M. de M. ne nous apprend rien sur le rôle de Marguerite, rôle si considérable surtout dans la première jeunesse de son frère. Ils ont certainement étudié ensemble ; or Marguerite était une femme trop instruite pour que François, malgré son amour du plaisir, n'ait pas au moins retenu quelque chose de ces études communes.

Le livre de M. de M. est orné de belles héliogravures où le fils de Louise de Savoie nous est représenté plus au naturel qu'avec le traditionnel chapeau à plumes qui avantage tellement sa physionomie dans la plupart de ses portraits. On y devine déjà le roi léger, sensuel et au fond médiocrement intelligent qui a cependant présidé en France à la renaissance des lettres, grâce à l'entourage si intellectuel au milieu duquel il a vécu<sup>2</sup>. Il aurait parfaitement, dans les mêmes conditions, pu présider à la Réforme française. Si tout au contraire il la persécuta, c'est, non pas comme le voudrait M. de M., que cette époque fut indifférente aux discussions dogmatiques ; mais Louise de Savoie, qui gouvernait, digne élève d'Anne de Beaujeu, jugea plus *politique* de se tourner contre les luthériens français, et du côté du pape. Preuve en soit, que c'est elle qui pendant la captivité du roi donna le premier signal de la réaction cléricale.

Les derniers chapitres du livre sont particulièrement intéressants et nous donnent des renseignements inédits et curieux sur la fin de Louis XII. Les alternatives d'espoir et de déception par lesquelles passent Louise et son fils quand naissent les derniers enfants du roi, puis, à l'occasion du mariage de ce dernier avec Marie d'Angleterre, le mariage de Claude de France avec François, et son rôle dans tous ces événements, tout cela est dit de la manière la plus intéressante et nous fait souhaiter que M. de M. achève un jour la biographie de Louise de Savoie.

1. Voy. *Ernstingers Raibuch*, herausgeg. von Ph. A. Walther, n° 135 des publications du *Litterarischer Verein in Stuttgart*, p. 143.

2. On regrette qu'il n'y ait pas, en regard de ce portrait, celui de Louise de Savoie, moins allégorique que dans les miniatures qui ont été reproduites.

M. l'abbé P. Féret auquel on doit déjà un travail sur Véron, le curé de Charenton qui se vantait de confondre tous les ministres protestants, a entrepris un vaste ouvrage sur la **Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres**<sup>1</sup>. Nous n'en connaissons encore que les deux premiers volumes qui vont du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. On y trouvera d'abondants renseignements biographiques et bibliographiques sur les maîtres qui étendirent au loin la renommée de l'Université de Paris pendant le moyen âge. Mais nous parcourrons avec plus d'intérêt les volumes qui nous entretiendront des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles où la sacrée Faculté devient l'ennemie la plus acharnée de la Réforme.

Il me reste à citer pour aujourd'hui quelques livres ou brochures qui se rattachent plus directement à notre histoire : M. le pasteur Destandeau a consacré à **la Réforme dans la ville et la vallée de Baux**<sup>2</sup>, en Provence, une trentaine de pages alimentées surtout par les registres des délibérations des conseils de Baux. On voit encore dans cette ville une superbe croisée à menaux, reste d'un pavillon ayant appartenu à *Brisson Peyre*, sur la frise de laquelle se détache l'inscription

POST TENEBRAS LVX.

Quant au troupeau qui a commencé à se former vers le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle et y eut pendant quelques années du moins une existence paisible, M. Destandeau estime qu'il comptait de 6 à 700 âmes. Il fut surtout décimé au XVII<sup>e</sup> siècle. Mais un reste a survécu, qui forme aujourd'hui l'Eglise de *Mouriès* dans les Bouches-du-Rhône.

De Lausanne on m'a envoyé deux thèses qui remontent déjà à l'année 1894, mais qu'il ne sera pas trop tard de signaler aux amateurs de monographies sérieuses : M. Auguste Bonnard a étudié **Thomas Eraste (1524-1583) et la Discipline ecclésiastique**<sup>3</sup>. Ce Suisse devint un médecin célèbre, professeur à Heidelberg et y fut mêlé à des discussions importantes sur l'exercice de la Discipline. Il combattit ceux qui défendaient l'autonomie de l'Eglise et voulait, au contraire, la soumettre à l'Etat qui avait seul, d'après lui, le droit de censurer, d'excommunier, en un mot d'appliquer la Discipline. C'est ce qu'on appela l'Erastianisme, doctrine qui eut un grand

1. Deux volumes de LXIV-368 et IV-615 pages in-8, Paris, A. Picard, 1894-1895.

2. Une brochure de 32 pages in-8, Avignon, François Seguin, 1895.

3. Un volume de 222 pages in-8, Lausanne, Georges Bridel, 1894.

succès en Angleterre. Le travail de M. Bonnard, rédigé d'après les sources originales en grande partie inédites, est le premier qui fasse clairement et complètement la lumière sur ce sujet.

On lira avec beaucoup de plaisir aussi l'étude de M. Eugène Burnat sur **Lelio Socin**<sup>1</sup>. Ce compatriote d'Ochino et de Paleario, — il naquit comme eux à Sienne, — est bien intéressant. Il vous gagne par son esprit ouvert, pénétrant, souple, qu'aucune déception ne rebute, par la sincérité de ses doutes, de sa modestie et de sa piété, comme par son assurance invincible que chaque conscience est inviolable. Même Calvin, agacé par ses questions perpétuelles, n'a pas su se soustraire au charme de ce jeune chercheur, si honnête, si désintéressé, et il faut savoir gré à Bullinger et à Mélanchton d'avoir toujours défendu celui qu'ils savaient parfaitement hétérodoxe. Ils ont ainsi travaillé au triomphe de l'Évangile plus sûrement que tous les délateurs et outranciers qui ont ensanglanté le drapeau de la Réforme. Mais, même si Servet et Castellion avaient été aussi humbles que Lelio Socin, et Calvin aussi modéré que Bullinger et Mélanchton, peut-on affirmer que la liberté de conscience aurait triomphé sans que les flammes d'un bûcher eussent consumé les voiles qui la masquaient ?

Puisque nous parlons de thèses, hâtons-nous d'en signaler trois autres qui ont été soutenues à Paris. Dans les deux premières, MM. P. Quièvreux et A. Laune ont étudié **la traduction du Nouveau et de l'Ancien Testament de Lefèvre d'Étaples**<sup>2</sup>. On sait que cette question est intéressante parce qu'au fond la traduction française de la Bible encore actuellement en usage n'est qu'une revision de celle de Lefèvre. D'après MM. Quièvreux et Laune, ce dernier a suivi le texte de la Vulgate débarrassé de toutes les gloses des Bibles historiques, en profitant de la revision d'Érasme pour le Nouveau Testament et plus tard des travaux de Pagninus et de Robert Estienne pour l'Ancien. Enfin cette traduction a été corrigée d'édition en édition par un homme qui savait, plus certainement que ne le pense M. Quièvreux, le grec, et passablement l'hébreu.

Dans la troisième thèse, plus volumineuse que les deux précé-

1. Une brochure de 97 pages in-8, Vevey, imprimerie Klausfelder, 1894. M. B. a découvert et publié trois lettres inédites de Lelio Socin et donne le fac-similé d'un billet du même à Calvin.

2. Deux brochures de 55 et 48 pages in-8, la première accompagnée du portrait de Lefèvre d'après les *Icones* de Th. de Bèze, Le Cateau, imprimerie Roland, 1894 et 1895.



dentes, M. A. Lecerf analyse avec une rare pénétration le **Déterminisme et la responsabilité dans le système de Calvin**<sup>1</sup>. Ce qui montre bien que l'influence du Réformateur est loin d'être épuisée, c'est qu'après avoir mûrement examiné toutes les conséquences philosophiques et morales de la prédestination et du libre arbitre, M. Lecerf se prononce résolument pour la prédestination.

Recommandons aux amateurs d'études soignées et bourrées de faits inédits ou peu connus, celle de M. A. Bernus, **un Laïque du XVI<sup>e</sup> siècle, Marc Perez, ancien de l'Eglise d'Anvers**<sup>2</sup>, étude accompagnée de pièces justificatives et d'un index. Grand négociant, Marc Perez fut le vrai chef de l'Eglise d'Anvers au moment critique de son développement, celui qui empêcha que le bris des images ne dégénérât en troubles plus graves, qui pourvut de sa bourse et par ses relations étendues à l'impression et à la dissémination en Espagne de la littérature protestante, etc. Il dut se réfugier à Bâle, où il poursuivit la création d'une communauté de réfugiés qui aurait été en même temps une colonie industrielle, hébergea Cassiodore de Reyna en faisant imprimer sa célèbre traduction de la Bible en espagnol, et mourut au commencement de 1572<sup>3</sup>.

M. A. Bernus vient aussi de publier, en l'accompagnant de notes, d'un index et d'une préface, une nouvelle édition de la **Vie de Thomas Platter (1499-1582) suivie d'extraits des Mémoires de Félix**

1. Une brochure de 123 pages, Paris, imprimerie Jouve, 1895.

2. Une brochure de 55 pages in-8, Lausanne, G. Bridel, 1895.

3. M. P. Besson, qui s'est aussi occupé de M. Perez, m'envoie, de Buenos-Aires, les quelques remarques qui suivent : P. 7 et 39, *Ursule Lopez* est bien la *sœur* et non la fille de *Martin Lopez*. — P. 25. Où alla Perez lorsqu'il dut s'enfuir d'Anvers ? D'après Clough, « le 25 de mars de 1567 — c'était un mardi — dans l'après-midi, M. P. est parti d'ici pour Breda, résidence du prince d'Orange » (*Geschiedenis van Autwerpen*, par B. A. Martens, iv, 653). — P. 32, à propos de la Bible de Cassiodore de Reyna, l'emblème de l'ours debout contre un arbre, qui a donné son nom à cette Bible, ne représente, ni l'ours de Berne (qui est à quatre pattes), ni, comme on l'a cru, les armes de l'imprimeur Apiarius (Bienenzüchter), puisqu'elle fut imprimée par Guarinus, — mais l'écusson de *Madrid* (Voy. F. Piferrer, *Mobilario de los Reinos y señoríos de España*, t. V, p. 165, Madrid, 1860). Ce qui confirme cette explication, ce sont les sept étoiles de l'écusson qui se retrouvent dans la bordure du frontispice de la Bible. — La supposition de M. Bernus, p. 46, n° 6, que le sénat de Bâle ne permit à Reyna que des notes philologiques, est confirmée par la préface du traducteur où il dit qu'il se borne à l'explication des mots et figures du texte, en réservant pour plus tard l'explication des choses, c'est-à-dire le commentaire.

**Platter** (1536-1614)<sup>1</sup> dont nous devons la traduction au regretté Edouard Fick. Aucune lecture ne nous aide mieux à comprendre la vie populaire à l'époque des grandes transformations du xvi<sup>e</sup> siècle et nous regrettons avec M. Bernus qu'il ait dû écourter ses extraits des mémoires de Félix qui complètent si bien ceux de son père.

On sait que **Marthe Camp**, de Montauban, mariée au Désert au vicomte de **Bombelles**, officier au régiment de Piémont, fut abandonnée en 1771 par ce dernier, sous prétexte que son mariage n'était pas valide. M<sup>me</sup> de Bombelles fut ardemment et victorieusement défendue par le célèbre avocat Linguet. M. Jean Cruppi a fort agréablement conté cet épisode dans le livre amusant et spirituel qu'il a consacré à cet avocat-journaliste<sup>2</sup>.

Au **Foyer chrétien**<sup>3</sup> renferme, entre autres, deux études historiques l'une de M. Ernest Combe, sur **Antoine Court**, l'autre de M. John Peter, sur un martyr de la Réforme en Italie. **Pomponio de Algerio**, né à Nola en 1531, étudiant à Padoue au moment où la Réforme y pénétra, y fut arrêté en mai 1555 et livré à Ravenne, à la requête de Jean-Pierre Caraffa, devenu le pape Paul IV, qui le fit brûler à Rome comme hérétique, sur la place Navone, le 18 août 1556. Pomponio de Algerio s'était écrié, après avoir écouté son arrêt de mort : « *Voilà ce que j'ai toujours demandé à mon Seigneur ! Vivat Dominus meus in æternum !* » La biographie de ce martyr vient d'être publiée par M. de Blasiis, professeur d'histoire à l'Université de Naples, qui annonce aussi un livre nouveau sur **Vittoria Colonna**.

Dans la *Revue historique* de sept.-déc. 1895 (LVIII, 292 à 307 ; LIX, 293 à 313) M. G. Depping vient d'achever une série d'articles fort intéressants sur **Madame, mère du Régent, et sa tante, l'électrice Sophie de Hanovre** (nouvelles lettres de la princesse palatine) qu'il avait commencés déjà en 1894 (LV, 308-321 ; LVI, 49-68) et où l'on trouvera une foule de détails caractéristiques sur la vie et les mœurs de cette époque.

M. Ch. Pfister a commencé dans la même *Revue* une étude très serrée sur les **Economies royales de Sully et le grand dessein de Henri IV** (LIV, 300 ; LV, 67, 291 ; LVI, 39) ; nous en attendrons la conclusion pour en parler plus longuement.

1. Un volume de viii-319 pages in-16, faisant partie de la *Bibliothèque suisse*, Lausanne, Georges Bridel (1896).

2. Jean Cruppi, *Un Avocat-journaliste au XVIII<sup>e</sup> siècle, Linguet*, un volume de 398 pages in-16, Paris, Hachette, 1895.

3. *Nouvelle Série des Étrennes religieuses*, deuxième année, un volume de 233 pages in-16, Genève, Ch. Eggimann et C<sup>ie</sup>, 1896.

La *Revue des questions historiques* (1<sup>er</sup> janvier 1895) s'est occupée d'un **politicien au XVI<sup>e</sup> siècle, Guy Chabot de Jarnac** (1562-1568). M. Denys d'Aussy a naturellement présenté sous le jour le plus défavorable ce gouverneur de La Rochelle pendant les guerres de religion. Or, il suffit de comparer ce travail aux documents contemporains pour faire justice de certaines allégations. Ainsi, ce serait le pasteur Nicolas Folion, dit la Vallée, qui aurait organisé le bris des images, alors que c'est précisément lui qui protesta contre cette émeute qu'il n'avait pu prévenir (*Bull.*, 1895, 402 n). De plus, aucun, absolument *aucun* texte n'établit que « la conséquence immédiate de ce mouvement populaire fut l'interdiction du culte catholique et l'expulsion des prêtres et des religieux ». P. 180, de Jarnac aurait trompé les Rochelais en permettant, en octobre 1562, l'entrée de la ville au duc de Montpensier. C'est au contraire ce dernier qui trompa et de Jarnac et les Rochelais en occupant la ville où il avait promis de ne pas séjourner, conformément, d'ailleurs, à son principe « qu'à un hérétique on n'est nullement obligé de tenir sa foi » (A. Barbot, *Hist. de La Rochelle*, II, dans *Arch. hist. de la Saint.*, XVII, 181). — P. 184 : En 1568 « Monluc lui-même, n'osait arrêter au passage la reine de Navarre ! » Or il n'aurait pas demandé mieux, si cela avait été en son pouvoir, etc.

J'allais oublier que notre ancien collaborateur, M. Matthieu Lelièvre, a réuni, sous le titre de **Portraits et récits huguenots**<sup>1</sup>, quelques-uns des articles qu'il a publiés, ici même, sur les *Héros de Crespin* et sur *Anne du Bourg*, en les complétant par des études supplémentaires sur les *martyrs de Langres*, *Clément Marot*, etc. Cette dernière renouvelle malheureusement, sur la fidélité de Clément Marot à ses convictions protestantes, des assertions qui, après M. G. Guiffrey, ont été réfutées ici même par M. Jules Bonnet (*Bull.*, 1885, p. 300).

M. Adrien Seitte a recueilli des **Notes et souvenirs d'un évangéliste**<sup>2</sup> qui seront fort utiles aux historiens du protestantisme français au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il fera bien, s'il continue ce recueil, d'en préciser tous les épisodes, au moins par des *dates certaines*. Il y a, comme dans le livre précédent, quelques illustrations graphiques.

N. WEISS.

1. Un volume de 335 pages in-8, Toulouse, Société des livres religieux, 1895.

2. Un volume de vi-249 pages in-16, Montluçon, bureau du *Messager évangélique*, 1896.

## NÉCROLOGIE

---

### M. Alfred André.

Tous ceux — ils étaient nombreux — qui connaissaient M. A. André ont été douloureusement émus en apprenant sa mort survenue brusquement le 23 janvier, alors que rien ne la faisait pressentir. On était si habitué à le rencontrer plein de vie et d'entrain, il paraissait, à 68 ans, porter si allègrement le poids des affaires multiples et souvent considérables auxquelles il s'intéressait, qu'aucun de nous ne le croyait si près de sa fin.

Avec lui disparaît, du moins en France et dans la ligne masculine, si nous ne faisons erreur, un de nos plus anciens noms huguenots. Le premier protestant connu de cette famille, était le notaire *Antoine André* qui vivait, au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, à Laval, paroisse de Sanilhac en Vivarais. Ses petits-fils *Jacques* et *David* firent souche, le premier à Genève, le second en Italie. En 1692, MM. David André et C<sup>te</sup>, de Gênes, recueillirent, entre autres, quatre jeunes filles, fugitives de France pour leur foi. C'étaient les nièces du célèbre pasteur du désert Claude Brousson. « Ils les reçurent avec beaucoup de bonté, dit leur frère, et ne voulurent pas les laisser partir, que l'hiver ne fût passé<sup>1</sup>. » — La même fidélité à la foi proscrite dans leur patrie et la même générosité, caractérisèrent les descendants de *Jean André*, fils de Jacques<sup>2</sup>, et brillèrent d'un vif éclat dans la carrière de leur arrière-petit-neveu Alfred André.

Ce n'est pas ici le lieu d'énumérer les grands services qu'il a rendus à sa patrie, dans le monde des affaires ou de la politique, et à son Église qu'il honorait en même temps qu'il la servait de tout son cœur. Nous ne pouvons retenir de ses multiples affections, que l'intérêt très vif qu'il portait à notre histoire. Il fut un des rares « hommes d'affaires » qui comprenaient l'importance de la *France Protestante* et qui soutenaient cette œuvre de patience et de dévouement. Quand il avait un moment de loisir, sa plus grande joie était de rechercher, d'acquérir pour son admirable bibliothèque, et de feuilleter avec amour quelque rarissime livre huguenot. Il a ainsi contribué à sauver plus d'un débris de notre passé et à en propager le culte et les enseignements. Il suffit, d'ailleurs, de lire le beau monument qu'il a élevé à cette chrétienne d'élite, *Madame André-Walther*<sup>3</sup>, qui fut sa mère, pour mesurer toute l'étendue de notre perte. — Où sont ceux qui prendront désormais cette place, si fortement, si utilement occupée dans nos rangs déjà clairsemés?

N. W.

1. *La Sortie de France pour cause de religion*, de Daniel Brousson et de sa famille, p. 113.

2. *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., I, 242-244.

3. Voy. le *Bull.* de 1889, p. 610.

---

*Le Gérant : FISC HBACHER.*



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

PARIS PROTESTANT AU XVI<sup>E</sup> SIÈCLE<sup>1</sup>

1509-1572

V

La ville.

Nous traversons de nouveau la Seine pour quitter la Cité, en passant sur le pont Notre-Dame. C'est le plus beau, il est terminé seulement depuis 1512. Les maisons sont numérotées en « lettres d'or », c'est-à-dire en chiffres romains, par pair et impair, premier essai de numérotage qui ne sera définitivement adopté que trois siècles plus tard. Comme tous les autres ponts (jusqu'en 1786) il est bordé à droite et à gauche de maisons; on en compte trente-quatre de chaque côté. C'est quelque chose comme nos passages actuels. Les boutiques sont très recherchées et une foule de protestants les occupent. Nous l'apprenons par le récit des pillages des 15 et 16 décembre 1570. Nicolas le Mercier, sa femme, sa fille, son gendre, leurs enfants et leur domestique, Mathieu, quincailler, sa femme, Barthélemy du Tillet, mercier, et les habitants des maisons de la Perle et du Manteau-d'Or, étaient protestants. Ils furent égorgés.

« Une petite fille du maistre de ceste maison (le Manteau-d'Or) fut trempée toute nue dans le sang de son père et de sa mère massacrez, avec d'horribles menaces que si elle estoit jamais huguenotte on lui en feroit autant. » Des seigneurs

1. Troisième et dernier article. Voy. les n<sup>os</sup> de janvier et février 1896.

2. Coquerel, *Précis*, o. c., 68.

1896. — N<sup>o</sup> 3, 15 mars.

protestants comme le gouverneur de Corbeil habitaient également sur ce pont <sup>1</sup>.

Nous voilà préparés à visiter l'édifice qui est de l'autre côté de l'eau, quelques pas en aval, au bout du Pont-au-Change, le grand Châtelet, la grande prison. Marot, qui y fut enfermé, a dit :

Si ne croy pas qu'il y ait chose au monde  
Qui mieux ressemble un Enfer tres immonde  
Je dy Enfer, et Enfer puis bien dire :  
Si l'allez voir, encore le voirrez pire<sup>2</sup>.

Il est certain qu'un esprit satanique hante ces horribles pierres.

La vieille forteresse se dresse au milieu des rues de la Tuerie, de l'Escorcherie, de la Triperie, de la Vieille-Tannerie. Ici on assomme les bœufs, on égorge les veaux et les moutons, et, jour et nuit, s'exhalent les cris les plus rauques et les odeurs les plus putrides.

Il y a une voûte : la porte terrible s'ouvre. Ce sont les 120 femmes que l'on a prises à la rue Saint-Jacques ; c'est le père et la femme du Visconte ; c'est peut-être le pasteur, celui dont la tête est à prix, qui ose se jeter ainsi dans la gueule du monstre : il apporte une lettre de Calvin à un malheureux, jouant, dans une sublime folie, avec le plus épouvantable des dangers.

Voici le cachot dit la Chausse à l'hypocras, ainsi appelé pour sa figure « qui est en bas estroite et grosse en s'élargissant », une sorte de cône renversé. On n'y peut se « coucher ni estre debout, sinon sur le bout de ses pieds, le corps estant courbé ». Aussi au bout de quinze jours on est mort ou fou. Florent Venot (1549) y resta six semaines <sup>3</sup>.

Voici le cachot dit Fin d'aise. L'air, paraît-il, y était si infect qu'on n'y pouvait tenir une chandelle allumée <sup>4</sup>. C'est

1. Coquerel, *o. c.*, 117.

2. *L'Enfer*, composé en 1526 en la prison de l'Aigle, de Chartres.

3. *Histoire des martyrs*, I, 540.

4. La *Gazette des tribunaux*, 1841, 8 avril, dans ses articles sur les anciennes prisons de Paris, parle aussi de la prison de Saint-Germain-des-Prés, si basse qu'un homme ne pouvait s'y tenir debout, si humide que

là que fut jeté Pierre Gabart (1558) au milieu d'ordures où toutes les bêtes pullulaient. Lui « ne cessoit pourtant de chanter Pseaumes et crioit à pleine voix consolations de la parole de Dieu pour estre entendu des autres<sup>4</sup> ».

On a dit : « Après le gibet de Montfaucon, le grand Châtelet était le monument le plus sinistre de Paris. » Oui ! pour les prisonniers, le bûcher de la place Maubert ou de la place de Grève, c'était la délivrance !

Du grand Châtelet allons directement à la Bastille : une autre prison. C'est ici que Anne du Bourg fut d'abord enfermé. Il est au pain et à l'eau, et lui aussi plus d'une fois est mis dans une cage. Mais dès qu'il le peut « il glorifie Dieu en empoignant son luth<sup>2</sup> ».

En dehors de la porte Saint-Antoine, entre la porte Saint-Antoine et la porte du Temple, se tenait le célèbre prêche des huguenots à Popincourt<sup>3</sup>, le peuple disait Pincourt, Paincourt.

Le 10 décembre 1560, Bèze y prêcha malgré une pluie épaisse, 6,000 personnes l'écoutaient en plein air ; deux mois après, un après-midi, l'auditoire s'élevait à 25,000 (26 fé-

l'eau soulevait la paille servant de lit aux malheureux, et dans laquelle on ne pouvoit rester plus de vingt-quatre heures sans mourir.

1. *Hist. des martyrs*, II, 568. — Il y avait un autre cachot, la Gourdainne, qui manquait absolument d'air. Un arrêt du parlement le fit fermer, le 10 mars 1550 (n. s. 1551). Mais on s'en était servi jusque-là. — *Paris à travers les âges*.

2. *Bulletin*, XXXVII, p. 511. — C'est à la Bastille que fut enfermé un autre prisonnier non moins illustre, Bernard Palissy. « En cet an 1590, mourut aux cachots de la Bastille de Bussi maître Bernard Palissi, prisonnier de la religion, âgé de quatre-vingts ans, et mourut de misère, nécessité et mauvais traitements ; et avec lui trois autres pauvres femmes détenues prisonnières pour la mesme cause de religion, que la faim et la vermine étranglèrent... La tante de ce bonhomme étant retournée le lendemain voir comment il se portoit, trouva qu'il étoit mort ; et, lui dit Bussi, que si elle le vouloit voir, qu'elle le trouveroit avec ses chiens sur le rempart, où il l'avoit fait trainer comme un chien qu'il étoit. » (*Journal de l'Estoile*.)

3. Ce nom venait d'une maison de plaisance bâtie sur une petite éminence par le premier président de Popincourt, très connu sous Charles VI. Il y a encore une rue Popincourt. Et M. Douen précise le lieu où se tenait le prêche : « entre la rue de la Roquette et la rue de Ménilmontant. » (*Paris protestant*.)

vrier 1561). — Le 20 décembre 1561, on avait fait courir le bruit que Catherine serait à une fenêtre du faubourg Saint-Antoine pour voir quels protestants se rendraient à Popincourt. Plusieurs huguenots qui occupaient des charges importantes, l'illustre jurisconsulte Charles Du Moulin, mirent les insignes de leur profession pour qu'on ne pût pas ne pas les reconnaître. Catherine ne vint pas le 20 décembre 1561, mais bien le 19 février 1562, et deux jours après le temple était dévasté. Le connétable de Montmorency avait brûlé le jour même le temple de Jérusalem, au faubourg Saint-Marcel. Comme un vulgaire lansquenet, excité par le pillage, il arriva au temple de Popincourt, et le détruisit, méritant par ces journées glorieuses le surnom de capitaine *Brule-Bancs*.

En dedans de la porte, à droite et séparé par une place seulement de la Bastille, était le palais des Tournelles où était mort Louis XII et où mourut Henri II.

Nous avons vu comment, sur les conseils d'un cardinal et d'une maîtresse, Henri II s'était décidé à une épouvantable persécution. Il eut l'étrange fantaisie de voir un de ces luthériens « pour en avoir son passe-temps ». Le cardinal fit choisir un de ceux que l'on pouvait le moins redouter, un tailleur, « pas de grand renom », et on l'amena au roi. Mais il se trouva que le Cousturier (son nom est resté), animé d'un esprit qui était le Saint-Esprit, se montra tout à coup le digne ambassadeur de celui qui était le Roi des Rois.

Il parla, il répondit, il répliqua, « accoustra en particulier la messe de toutes ses façons et couleurs ». Diane de Poitiers, l'odieuse sénéchalle, se trouvant dans la chambre du roi en « voulut aussi sa ratelée. Mais elle trouva son Cousturier qui lui tailla son drap autrement qu'elle n'attendoit. Car icelui, ne pouvant endurer une arrogance tant desmesurée en celle qu'il connoissoit estre cause des persécutions si cruelles, lui dit : « Contentez-vous, madame, d'avoir infecté la France, « sans mesler vostre venin et ordure en chose tant sainte et « sacrée comme est la vraie religion et la vérité de nostre Seigneur Jésus-Christ... » Le roi, furieux, ordonna qu'on hâtât le procès du Cousturier et jura d'assister à son supplice. Ainsi fut fait. Quelques jours après, à la fin d'une grande proces-



sion, de Saint-Paul à Notre-Dame, où l'on avait célébré la messe « pour continuer la possession de ce nom et titre de très chrestien », le roi fit brûler « certain nombre d'herétiques sacramentaires <sup>1</sup> » place Maubert, et en Grève, et aux Halles, et le Cousturier fut brûlé dans la rue Saint-Antoine, devant l'église Sainte-Catherine. Henri II, afin de mieux jouir du spectacle, était allé, vis-à-vis de la potence, dans l'hôtel d'Henri de Montmorency Damville, connu sous le nom d'hôtel de la Rochepot <sup>2</sup>. C'était une vaste demeure seigneuriale, fortifiée comme une prison, qui avait eu l'honneur, en 1540, de recevoir l'empereur Charles-Quint <sup>3</sup>. Le patient ayant aperçu le roi à la fenêtre, fixa sur lui son regard, pénétrant même à travers les flammes. Le roi fut contraint de quitter la fenêtre, de se retirer. Il lui semblait que ce regard le poursuivait, « et de grande apprehension il en fut quelques nuits que ce spectacle lui venoit au devant, de sorte qu'il fit serment que jamais plus il n'en verroit ni n'escouteroit et que ce plaisir lui avoit esté bien cher vendu <sup>4</sup>. »

En apprenant ce qu'il appelle un acte d'insanité, Calvin n'avait pu retenir cette exclamation : « Veuille le Seigneur dompter par sa puissance une férocité aussi atroce. » Amen <sup>5</sup>.

Et en effet, la rue Saint-Antoine, théâtre du crime, devait être le théâtre de l'expiation.

Nous avons vu comment, le 10 juillet 1559, en pleine mercuriale, Henri II avait fait arrêter Anne du Bourg. C'était le jeune comte de Montgomery qui avait été chargé de mettre la main sur l'intègre magistrat. Quelques jours après, le 29 juillet 1559, il y avait un grand tournoi, au bout de la rue Saint-Antoine, en face de cette Bastille d'où Dubourg pouvait « ouir les clairons, hautbois et trompettes du dict tournoy ». Le duc d'Albe y était, et le duc de Ferrare, Alphonse d'Este :

1. Lettre de Montmorency, 8 juillet 1549 (*Bulletin*, IX, 125) : conf. *La Chambre ard*, CXVII ss.

2. Parce qu'il avait appartenu à François de Montmorency, seigneur de Rochepot, frère cadet du connétable.

3. *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 1886, XIII, p. 6. *Paris en 1572*.

4. *Histoire des martyrs*, I, 539.

5. *Opera*, XIII, p. 333, 19 juillet 1549.

c'était splendide. Le roi, couvert d'une étincelante armure aux couleurs de la vieille Diane de Poitiers, après avoir combattu, selon les règles, ses trois assaillants, eut une fantaisie et força le comte de Montgomery à courir encore une fois contre lui. Quelques minutes après, Henri était blessé mortellement à l'œil droit par un éclat de la lance du comte. La main qui avait été obligée de violer la loi avait été obligée de faire justice du violateur. Au bruit que l'on faisait en transportant le blessé au palais des Tournelles, quand on repassa devant la Bastille, Anne du Bourg dut comprendre ce qui venait d'arriver. Quelques jours après le roi était mort <sup>1</sup>.

Quittons la rue Saint-Anloine où logeait (en 1572) Charlotte Arbaleste, bientôt la célèbre femme du célèbre Duplessis-Mornay.

Laissons à gauche, dans la rue Saint-Paul, l'église de ce nom, que l'on appelait la « paroisse du roi », à côté du palais voisin des Tournelles. En 1524, Caroli y expliquait en français les épîtres de saint Paul; et dans le cimetière Rabelais se fit enterrer. Il était mort le 9 avril 1553 dans la rue des Jardins, paroisse Saint-Paul<sup>2</sup>.

Un peu plus loin, dans la rue des Nonandières<sup>3</sup>, habitait le grand Budé; le premier président Harlay y prit ensuite son logement.

Entrons dans la rue de la Culture-Sainte-Catherine (aujourd'hui rue Sévigné). La première rue à gauche est la rue des Rosiers. C'est à l'angle de celle-ci et de la ruelle des Juifs que se trouvait la fameuse statue de la Vierge, brisée dans la nuit du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin 1528. Ce fut l'occasion d'une procession colossale <sup>4</sup>, dirigée par François I<sup>er</sup> qui mit en place une nou-

1. *Mémoires du prince de Condé*, éd. Michaud, VI, 546. — *Les grandes scènes historiques du XVI<sup>e</sup> siècle* (Tortorel et Périssin).

2. Hoffbauer, *Bastille, Hôtel Saint-Paul, Arsenal*, p. 8.

3. C'est-à-dire des Nonains-d'Hyères, à cause des maisons considérables que l'abbaye du village d'Hyères y possédait. Dans cette maison une fontaine porta longtemps le nom de fontaine de Budée (*Essais historiques sur Paris* de M. de Sainte-Foix, VII, p. 94).

4. Cette célèbre procession a été racontée d'après des documents officiels par plusieurs auteurs. Nous citons le récit de Du Breuil et Malingre. Après deux pages in-folio indiquant seulement l'ordre, le récit continue :

« Ils partirent en cet ordre de l'église de Sainte-Catherine-du-Val-des-

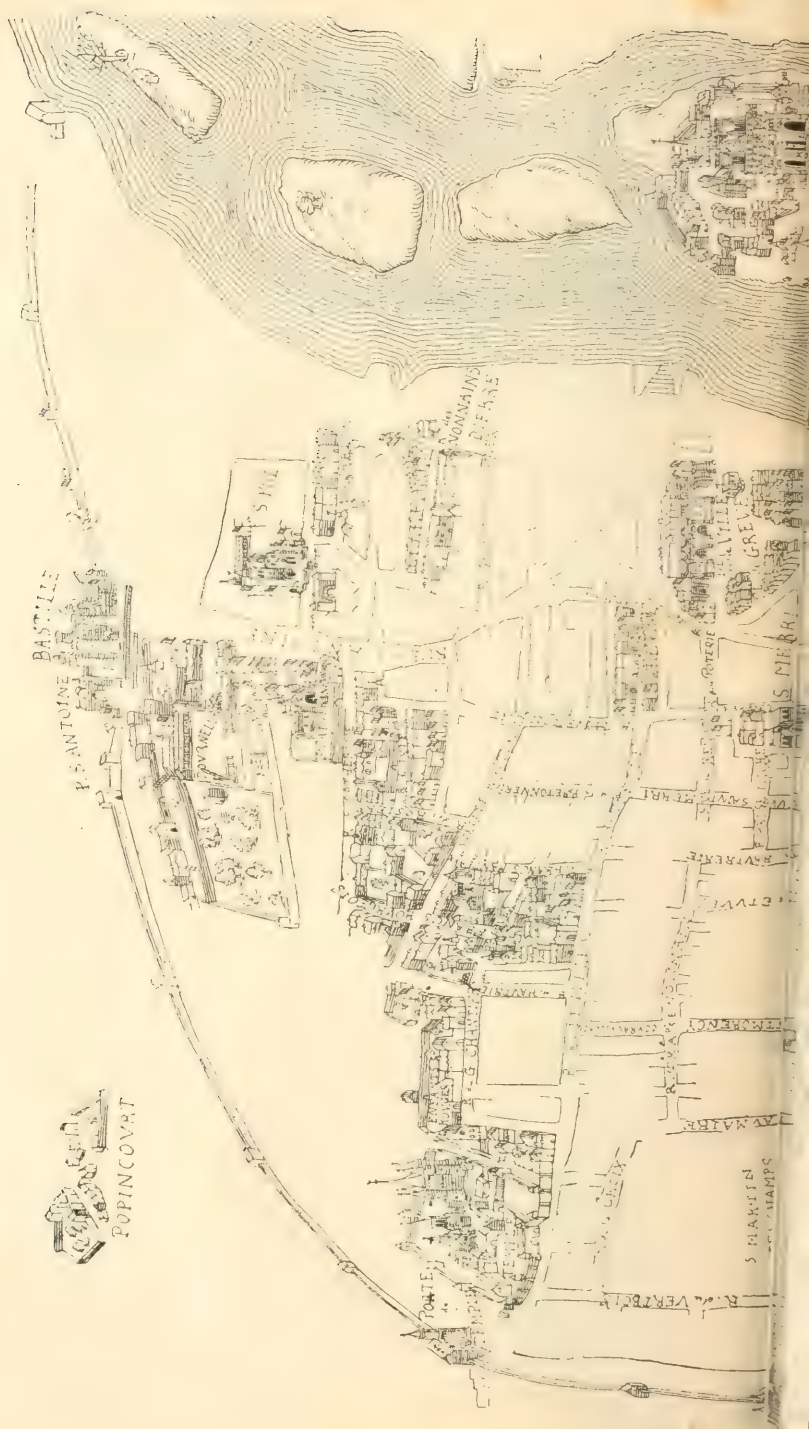
velle statue en argent. Celle-ci fut volée en 1545 et remplacée par une statue en bois. Celle-ci fut de nouveau brisée par les hérétiques dans la nuit du 13 au 14 décembre 1551. Nouvelle procession et pose d'une nouvelle statue, en marbre cette fois. « Ce monument en sculpture où François I<sup>er</sup> est représenté, s'abrite au même lieu et n'a point été déplacé », dit l'historien du xviii<sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>.

Un peu plus loin dans la rue de la Culture-Sainte-Catherine, nous arrivons à la rue des Francs-Bourgeois qui la croise à droite et à gauche. L'hôtel Carnavalet, à l'angle, avait été commencé en 1544. A droite, au bout d'un chemin presque dans les champs (la rue n'est pas marquée sur le plan de 1550), était un hôtel dont une aile existe encore <sup>2</sup>. C'est là que logea Jeanne d'Albret dans une de ses visites à Paris, et que naquit sa fille (7 février 1558), la sœur de Henri IV. En 1856 il y avait encore un salon du temps de la reine Jeanne

Ecolliers à pied, et s'en allèrent par la grand'rue. Saint-Antoine, entrant par la rue des Rosiers, jusques au lieu où l'Image de la bienheureuse vierge Marie avoit esté rompue, au grand déshonneur et mespris de Dieu et de la très sacrée et très digne mère, auquel lieu le Roy avoit fait faire un pillier de pierre, avec une armoire pour y mettre ladite Image de nostre Dame d'argent. Et y estoit un tabernacle fait à degrez pour monter à la dite armoire, tout couvert d'un tapis de Turquie, auprès duquel y avoit esté mise une table en forme d'autel, sur laquelle l'evesque de Lizieux mit l'Image d'argent, et incontinent le Roy et sa compagnie se mirent à genoux, et fit sa Majesté sa prière et les chantres de sa chapelle commencerent à chanter l'antienne *Ave regina Cœlorum*, etc. Laquelle finie ledit evesque de Lizieux dist la collecte *Famulorum tuorum quæsumus, Domine, delictis ignosce*, etc. Et ce fait le Roy monta sur le tabernacle et osta l'Image qui avoit esté rompue, et après avoir baisé l'Image d'argent qu'il avoit fait faire, à luy baillée par ledit evesque de Lizieux, il la mit au lieu de l'autre en l'armoire, puis la baisa derechef, et ferma ladite armoire d'un treillis de fer qui avoit esté approprié pour ce fait, puis sa Majesté descendit ayant les larmes aux yeux, et se mit à genoux et fit derechef ses oraisons. Et ce fait, sa dite Majesté bailla son cierge au Prevost de Paris, qui le porta et le mit en un chandelier qui estoit devant ladite Image. Et incontinent après sa Majesté monta à cheval et se rendit au logis de messire Nicolas de Neufville, chevalier, seigneur de Villeroy, conseiller de sa Majesté et thresorier de France, demeurant près du Louvre, où elle disna. » (*Les Antiquitez de la ville de Paris*, o. c., p. 608.)

1. Jaillot, III.

2. A la place où se trouve le n° 7 de la rue des Francs-Bourgeois, et le n° 23 de la rue de Turenne. C'est par cette rue qu'il faut entrer. L'appartement est occupé par une école de frères.







décoré de peintures et de panneaux en laques, et de glaces, auquel on n'avait point touché<sup>1</sup>. Aujourd'hui tout a disparu. Seules les pièces grandes, les portes larges, les boiseries nombreuses, la double descente de l'escalier dans la cour intérieure, indiquent encore qu'autrefois de nobles familles durent loger céans.

Au même moment, l'autre extrémité de la rue des Francs-Bourgeois (appelée rue de Poulise sur le plan de 1550) était occupée par Diane de Poitiers. Son hôtel (celui de son mari, le sénéchal de Brézé) n'était autre que l'hôtel Barbette, appelé aussi hôtel de la Reine, parce qu'il avait été habité par Isabeau de Bavière, femme de Charles VI. Le 23 novembre 1407, Louis d'Orléans, sortant de chez Isabeau à huit heures du soir, avait été assassiné par ordre du duc de Bourgogne, tout près de l'hôtel même, devant l'emplacement actuel du marché des Blancs-Manteaux. Diane de Poitiers avait dignement succédé à Isabeau de Bavière. En 1561 les filles de Louis de Brézé et de Diane vendirent l'hôtel de leurs parents à des particuliers qui le démolirent en partie, et on perça sur son emplacement la rue Barbette actuelle. Une élégante tourelle (à l'angle de la rue des Francs-Bourgeois et de la Vieille-Rue-du-Temple) et une fenêtre à côté indiquent seules aujourd'hui la demeure de celle qui fut « la maîtresse d'Henri II et de tout le royaume<sup>2</sup> ».

La Vieille-Rue-du-Temple nous conduit à la maison isolée qu'habitait, à l'extrémité du Marais, messire Pierre de la Place. Tout jeune, il avait rencontré Calvin à Poitiers, et la bonne semence avait germé dans le bon terrain de son honnêteté et de son intelligence. Il était devenu premier président de la cour des aides et avait rendu les services les plus signalés à la couronne et au pays. C'était une victime désignée pour la Saint-Barthélemy. Des archers viennent le chercher, sous prétexte de le conduire chez le roi. Arrivés, vers trois heures de l'après-midi, au coin de la rue de la Verrerie et de la rue du Coq-Saint-Jean, ils laissent quatre hommes, armés de

1. Ernest de Fréville, Bibliothèque de l'École des chartes, 1857, p. 125.

2. Sauval, *Histoire et recherche des antiquités de la ville de Paris*, 1724, II, 235. — Albert Lenoir, *Statistique*, o. c., p. 256.

dagues nues, le percer de coups et l'étendre expirant sur le pavé<sup>1</sup>. L'escorte ramasse le corps, le porte à l'Hôtel de ville et le dépose dans une écurie. Le lendemain matin, mardi 26, la populace, l'ayant reconnu, le jette dans la Seine et court piller sa demeure heureusement abandonnée par sa famille<sup>2</sup>.

Nous voici sur la place de Grève.

La place de Grève ! Que de pages il faudrait pour écrire l'histoire, même religieuse, de cette place, où la Maison aux piliers, acquise par Philippe-Auguste en 1212, devint le premier Hôtel de ville, en 1357, et où l'on n'a cessé d'exécuter innocents et criminels pendant cinq siècles, depuis 1310 jusqu'à 1830<sup>3</sup> ! Les annales de la place de Grève rivalisent, au xvi<sup>e</sup> siècle, d'horreur et de sublimité avec celles de la place Maubert. Après avoir salué le premier martyr huguenot exécuté sur terre française, Jacques Pavannes, n'évoquons que deux souvenirs.

Le samedi 16 avril 1529<sup>4</sup> périt celui dont Bèze a dit : « La France eut pu recouvrer un second Luter en Louys de Berquin<sup>5</sup>. » La veille il avait été condamné à faire amende honorable, criant merci, à genoux, la torche en main, à la place de Grève où le bourreau brûlerait ses livres, puis au Parvis où le bourreau lui percerait la langue et lui marquerait le front avec un fer rouge. Après quoi il serait enfermé à perpétuité. Berquin en appelle. Le parlement s'assemble le lendemain matin, et « le nom de Christ invoqué », ayant Dieu seul devant les yeux, il condamne à mort Berquin « comme heretique obstiné et defenseur des erreurs de l'iniquité, et de la secte de maitre Luther et de ses sectateurs<sup>6</sup> ». Ce qui « fut faict et expédié ce mesme jour en grande diligence, affin qu'il ne fust

1. Albert Lenoir, *Statistique monumentale*, o. c., p. 256, — et Atlas qui donne la tourelle d'un hôtel de cette rue.

2. *Bulletin*, I, p. 518.

3. Le jour de la Pentecôte 1310, Philippe le Bel fit brûler un prêtre de Beauvais accusé d'hérésie, une femme qui avait répandu des écrits suspects et un juif. — Le 21 septembre 1830 furent exécutés les 4 sergents de la Rochelle.

4. A partir de 1529 on songea à reconstruire l'Hôtel de ville. La première pierre fut posée en 1533.

5. *Les vrais pourtraits*, p. 169.

6. *Journal d'un bourgeois de Paris*, p. 383.

recouru du Roy ne de madame la Regente qui estoit lors à Bloys<sup>1</sup> ».

Une sorte de complainte nous dit comment sa « gentille ame chrestienne » fut jetée

hors de ce corps charnel  
Pour s'en aller au repos éternel.

« Il ne donna aucun semblant de cœur failli ou troublé, lorsque le bourreau d'une voix espouvantable publia son arrest. » Mais il fléchit les genoux.

Disant ainsi : Jhesus, sauveur de nous,  
Tu as pour moi souffert la mort très dure,  
C'est bien raison que pour toi je l'endure.

Le peuple s'était précipité pour assister à la fête. On avait loué des fenêtres, des chambres, et l'orgie excitait à l'odeur du sang. Berquin, arrivé au pied de la potence, parla. « Bien peu peurent l'ouyr, tant estoit grand le bruit et tumulte de ceux qui la estoyent apostez par les sorbonistes pour faire bruit<sup>2</sup>. » Mais son confesseur

Crya tout hault : « Peuple, je te fays seur  
Que cent ans a, ainsi je le maintien,  
Il ne mourut homme meilleur chestien<sup>3</sup>. »

Trente ans plus tard c'était Anne du Bourg. Après un procès dont les péripéties dramatiques avaient duré six mois, le 23 décembre 1559, à onze heures du matin, dans la chapelle de la Conciergerie lui fut lu son arrêt, portant que « heretique, sacramentayre, pertinax et obstiné la Cour l'a condamné et condamne a estre pendu et guindé à une potance qui sera mise et plantée en la place de Grève devant l'Hostel de ville de Paris, lieu plus commode, au dessoubz de la quelle sera faict un feu, dedans lequel le dict Du Bourg sera jecté, ars, brulé

1. Ce second arrêt a été rendu, le 16 avril 1529, *decima sexta die aprilis*. Le texte, publié pour la première fois dans le *Bulletin* en 1881 (XXX, p. 117) permet de terminer tous les débats relatifs à cette date. Le bourgeois de Paris, dans son journal, se serait trompé d'un jour, en disant « samedi 17<sup>e</sup> avril 1529 ».

2. *Histoire des martyrs*, I, 276.

3. *Bulletin*, XI, 130.



et consommé en cendres ». L'arrêt est signé par de Thou ! Le *retentum*, qui n'était pas lu au condamné, était ainsi conçu : « A esté retenu, et réservé *in mente curiae* que le dict Du Bourg ne sentira aucunement le feu, et que au paravant que le feu soyt allumé et qu'il soit jecté dedans, sera estranglé et que neantmoins où il voudroit dogmatiser et tenir aucun mauvés propos, sera baillonné, pour obvier au scandale du peuple. » Mais du Bourg ayant déclaré qu'il n'avait pas le désir « de donner occasion au peuple d'être scandalisé », on lui laissa la langue libre.

A trois heures, le bourreau arrive, il fait monter le prisonnier dans la charrette rouge, un prêtre à ses côtés, et le cortège funèbre se met en marche escorté de 400 hommes de pied, et de 200 cavaliers, ayant tous l'arme au clair. On craignait quelque tumulte. A travers une foule compacte, accourue pour voir mourir ce jurisconsulte éminent, ce conseiller au Parlement, ce neveu d'un chancelier de France, le tombeureau s'avance avec peine. Du Bourg, isolé dans son recueillement, chante à demi voix des psaumes. Arrivé en face de l'Hôtel de ville, au pied de la potence (c'est Calvin qui nous le raconte), il a un visage joyeux (*hilaris vultus*). Il se dépouille lui-même de son manteau et de son habit, comme s'il se préparait à dormir. Le bourreau lui passe le nœud autour du cou. Du Bourg, ignorant le *retentum*, dit au bourreau que c'est inutile, puisqu'il va être brûlé à petit feu. Le bourreau répond qu'il a l'ordre de l'étrangler, pour diminuer sa souffrance. Déjà du Bourg s'est jeté à genoux pour la dernière fois, et on l'entend répéter : « Seigneur, mon Dieu, ne m'abandonne point, afin que je ne t'abandonne<sup>1</sup>. » Quelques instants après son corps, soulevé de terre par les acolytes du bourreau, se balance dans l'espace, tandis que la foule crie : Jésus ! Maria ! Un feu fut ensuite allumé sous la potence, et le cadavre de du Bourg y fut jeté pour être réduit en cendres.

Parmi les spectateurs se trouvait précisément le futur auteur de *la Naissance, progrès et décadence de l'hérésie de ce siècle*<sup>2</sup>,

1. Calvin à Blaurer, *Oper.*, XVIII, p. 45.

2. *Histoire de l'hérésie*, VII, 866. — Voir *Bulletin*, les études de M. Mathieu Lelièvre sur Anne du Bourg, XXXVI, p. 569; XXXVII, p. 281, 337,

Florimond de Raymond, et des années après, cet adversaire passionné de la foi évangélique écrivait :

« Il me souvient que quand Anne Du Bourg, conseiller au Parlement de Paris, fut bruslé, tout Paris s'estonna de la constance de cet homme. Nous fondions en larmes dans nos collèges au retour de ce supplice, et plaidions sa cause après son deceds, maudissant ces juges injustes qui l'avoient justement (?)<sup>1</sup> condamné ; son presche en sa potence et sur le bûcher fit plus de mal que cent ministres n'eussent sceu faire. »

Hâtons-nous maintenant vers la fin de notre promenade et de notre histoire.

De la Vieille-Rue-du-Temple la rue qui continue celle des Francs-Bourgeois (alors rue de Paradis) nous conduit à l'hôtel de Guise (auj. Archives nationales). Les chefs des « romansques », comme dit Condé dans son rude langage, ou encore : « ceste haïsable engeance des guisians », voulant se donner une demeure digne de son rang, pour établir « sa perversité cuisante », acheta le 14 juin 1553 le vieil hôtel de Clisson et plusieurs hôtels environnants. Elle laissa subsister, rue du Chaume, la grande entrée, où la porte ogivale s'enfonce encore aujourd'hui entre deux tourelles qui datent du xv<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

En face était la chapelle de Braques, où Jehan le Rentif ou le Retif, « le prescheur de Braques », prêchait la réforme. Sur la liste des « ajournés » comme suspects d'hérésie en 1534 (n. s. 1535) il est le second, après Caroli.

La rue du Chaume se continuait par la rue du Grand-Chantier où se trouvaient les Enfants Rouges, et on arrivait ainsi au Temple, c'est-à-dire à l'ancien château des Templiers. Au delà de la porte du Temple était « le jardin de la Cerisaye » où se fit la grande assemblée du 12 octobre 1561, qui faillit se terminer par un massacre<sup>3</sup>.

506. « La planche de Tortorel et Perissin. — Elles furent gravées en 1569 et 1570. Ce qui augmente encore l'intérêt de celle-ci, c'est qu'à notre connaissance elle est la seule, de cette époque, qui représente le supplice de nos martyrs. » (*Bulletin*, XXXVII, p. 529, note de N. W.)

1. Est-ce une faute d'impression ?

2. Ce fut leur demeure patrimoniale de 1553 à 1696.

3. *Histoire ecclésiastique*, I, 741. Coquerel, *Précis*, o. c., p. 50, précise :

Enfin, un peu plus loin se dressait le gibet de Montfaucon<sup>1</sup>.

En revenant par la grande rue du Temple, nous trouvons à droite la rue Court-au-Vilain qui se continue par la rue Montmorency (les deux aujourd'hui portent ce même nom). Ici était le splendide hôtel que le connétable de Montmorency avait fait bâtir, et où il logea des ambassadeurs, des princes et des rois. Ils voulut y mourir après sa blessure du 9 novembre 1567, à Dreux. Sa veuve y demeurait en 1572<sup>2</sup>.

Et nous voilà dans la rue Saint-Martin. C'est ici, paraît-il, que, quittant sa maison de la rue des Nonnains-d'Hyères, Guillaume Budé vint mourir, dans l'hôtel de Vic qu'il avait fait bâtir entre la rue aux Oues et celle du Huleu<sup>3</sup>.

Beaucoup de marchands habitaient cette rue, et surtout celui qui nous intéresse le plus, Estienne de La Forge. Ici donc fut fondée par Farel la première Église secrète de 1521<sup>4</sup>. Roussel vint y tenir plus d'une fois le culte, pas assez souvent au gré de Canaye. Et c'est sans doute dans cette maison d'Estienne de La Forge que Calvin habita quelques jours lors de son rapide passage à Paris, en 1534.

Autour de Saint-Merry nous trouvons encore une ou deux rues, rue Brisemiche, rue Taille-Pain, qui, larges de deux mètres environ, avec leurs petites boutiques de friperie, sombres et humides, peuvent sans doute le mieux nous donner la sensation d'une rue authentique du xvi<sup>e</sup> siècle. Il y a encore la rue du Renard où logeait un des oncles de Calvin, que son jeune neveu dut venir souvent visiter. Il était forgeron (*faber ferrarius*) et habitait encore là en 1583 (?), d'après Papire Masson.

Nous laissons à gauche Saint-Jacques-de-la-Boucherie, dont la tour seule subsiste; elle venait d'être achevée en 1522, et, par la rue de la Ferronnerie (celle où le 14 mai 1610

« le jardin était près de l'abbaye Saint-Antoine-des-Champs, aujourd'hui l'hôpital Saint-Antoine, dans la rue du faubourg de ce nom. » Poltrot avait fréquenté ce prêche (*Histoire ecclésiastique*, II, p. 400).

1. M. Douen précise : « nos 65, 67 et 69 de la rue Grange-aux-Belles. » (*Paris protestant*.)

2. *Paris en 1572*, p. 5.

3. Sauval, *o. c.*, II, 235.

4. *Bulletin*, XX; 404, 405. — Herminjard, I, 241.

devait être assassiné Henri IV), nous longeons le célèbre marché des Innocents, qui, depuis un temps immémorial, est à la fois un lieu de sépulture pour les morts et un lieu d'approvisionnement pour les vivants (aujourd'hui les Halles centrales). Le cimetière contient la première danse des morts peinte en 1424, au milieu des assassinats politiques qui effrayaient toutes les imaginations, et qui a servi de modèle à des peintures semblables dans tout le reste de l'Europe : ses moralités sont dues à Gerson lui-même<sup>1</sup>.

Dans la rue des Bourdonnais (côté occidental) se trouvait une des plus remarquables maisons de l'époque, l'hôtel La Trémouille reconstruit à la fin du x<sup>v</sup><sup>e</sup> ou au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle. Elle appartient au chevalier du Bourg, l'oncle du martyr<sup>2</sup>. Ici aussi habitait le père de Charlotte Arbaleste, M. de la Borde, chez qui on faisait souvent les prêches. Il « eut tous ses biens saisis, ses meubles inventoriés et garnison », mais il tint bon et mourut (à Melun en 1570) en prononçant ces paroles : « Seigneur, il y a cinquante et huit ans que tu m'as donné une ame ; tu me l'as donnée nette et blanche ; je te la rends impure et souillée ; lave-la au sang de Jésus Christ ton fils<sup>3</sup>. »

Nous arrivons à la rue de Béthisy, du moins à cette portion qui s'appelait ainsi à cette époque<sup>4</sup>. Dans cette rue se trouvent de modestes maisons et quatre hôtels. Celui qui est situé au coin de la rue de Béthisy et de l'Arbre-Sec<sup>5</sup> s'appelle l'hôtel de Rochefort et appartient à la famille des du Bourg<sup>6</sup>. C'est ici que vint loger Coligny pour les fêtes des « noces vermeilles<sup>7</sup> ». Un des plus fidèles lieutenants de l'amiral (Piles)

1. *Paris à travers les âges*.

2. Albert Lenoir, *o. c.*, p. 243. — Jaillot, *o. c.*, I, 14.

3. *Bulletin*, II, p. 651, 653.

4. Depuis 1730, elle reprit son nom tout à fait primitif de rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois.

5. O. Douen, *Paris protestant* : « n° 144 de la rue de Rivoli. »

6. L'amiral possédait rue Saint-Jacques une maison ; mais elle avait été sans doute pillée et démolie. (*Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, XIII, 1886, p. 15). — *Paris en 1572*, par le baron de Rubble ; cf. *Bull.*, 1887, 105, la rectification de feu H. Bordier.

7. En 1747, la *Vie des hommes illustres de France*, raconte : « Cet hôtel ne forme maintenant qu'une auberge assez considérable qu'on appelle



était beau-frère du propriétaire et détermina sans doute le choix de son maître. Il y fut assassiné dans la nuit du 24 août. La rue fut bientôt couverte du sang de plus de trente cadavres. « Il n'y avait point de ruelle dans Paris, dit un témoin oculaire, quelque petite qu'elle fût, où l'on n'ait assassiné quelqu'un et le sang coulait dans les rues comme s'il avait beaucoup plu <sup>1</sup>. » Plusieurs habitants s'enfuirent par les toits. Le chapelain de Coligny, le pasteur Merlin, resta trois jours caché dans un grenier à foin, sous des décombres, et l'on sait comment d'Aubigné chanta sa merveilleuse aventure :

Voici de peur d'Achaz un prophete caché  
 En un lieu hors d'accès, en vain toujours cherché,  
 Une poule le trouve et sans faillir prend cure  
 De pondre dans sa main trois jours sa nourriture.  
 O chrestiens fugitifs, redoutez-vous la faim ?  
 Le pain est don de Dieu, qui sait nourrir sans pain.  
 Sa main despechera, commissaires de vie,  
 La poule de Merlin ou les corbeaux d'Hélie.

Le gendre de Coligny, Teligny, demeurait non loin de son beau-père, rue Saint-Honoré, au Lion noir.

C'est aussi dans la rue voisine, rue Grenelle-Saint-Honoré, que Jeanne d'Albret était descendue, dans un grand hôtel appartenant à Louis Guillart <sup>2</sup>. « De là, elle faisait ses achats

l'hôtel de Lisieux. Il n'y a presque rien de changé à l'extérieur, même dans l'intérieur du principal corps de logis. La grandeur et la hauteur des pièces annoncent partout que ç'a été autrefois la demeure d'un grand seigneur. J'ai vu l'appartement de Coligny et celui où logeait son fidèle Cornaton, l'un de ses gentilshommes favoris. La chambre où couchait l'amiral est occupée aujourd'hui par le célèbre Vanloo, de l'Académie royale de peinture. » (Ed. Fournier, *Paris démoli*, p. 85.) M. de Ménonval, dans l'*Eclair* du 3 septembre 1893, ajoute : « J'ai bien des fois visité dans mon enfance le lieu du crime... Au fond de la cour on voyait une tourelle assez lourde en encorbellement. Au-dessous un puits; le grand escalier que Behme monta, et, au premier étage, deux grandes fenêtres, par l'une desquelles fut précipité Coligny. » M. Hofbauer a publié une restitution des environs du Louvre vers 1572, et, dans le *Paris pittoresque* de Ch. Nodier, il existe un dessin, par Aug. Regnier, du logis de l'amiral, tel qu'il était en 1838 et que le *Bulletin* l'a reproduit, en 1887, p. 107.

1. *Bulletin*, XXII, 378.

2. Cet hôtel était taxé à 300 livres comme les hôtels des princes (éd.

pour les fêtes du mariage. Arrivée le 15 mai 1572, elle ne cessait (nous est-il raconté par le pasteur qui était avec elle), d'aller journellement çà et là par la ville, es maisons, es boutiques des artisans, pour veoir ce qui seroit propre pour le jour de la solennité, tant ce qui concernoit les habitz nuptiaux, et autres dont elle pretendoit faire présent, que de plusieurs choses nécessaires<sup>1</sup> ». Elle prit mal. D'autres racontent qu'elle acheta des gants chez René, parfumeur de la reine, dont le magasin était près de la Seine, peut-être sur le pont Saint-Michel. Les gants avaient été imprégnés d'un poison subtil. En tout cas, Jeanne d'Albret mourut bientôt de la fièvre, à l'hôtel de la rue de Grenelle, 9 juin.

C'est en se rendant du Louvre à son hôtel que l'amiral fut blessé deux jours avant la Saint-Barthélemy. Le témoin oculaire dont nous avons parlé, un bourgeois de Strasbourg qui a laissé une déposition notariée à Heidelberg le 7 septembre, et qui vit comment on retirait de l'eau le cadavre de Coligny, comment « l'un lui coupait une oreille, l'autre lui crevait un œil, un autre encore le nez », raconte : « Le 22, quittant la cour pour se rendre en son hôtel afin d'y déjeuner, a reçu en chemin une lettre, et pendant qu'il continuait sa marche en la lisant, il a reçu un coup de feu<sup>2</sup> sur le premier doigt de la main droite et sur la main gauche, de telle sorte que la balle est sortie non loin du coude<sup>3</sup>. » C'était Maurevel qui avait tiré d'une fenêtre treillissée ; la maison appartenait à un chanoine, ancien précepteur du duc de Guise, et avait une porte de derrière donnant sur le cloître Saint-Germain, par où le meurtrier se sauva.

Et nous voici en face de Saint-Germain-l'Auxerrois, en face du Louvre. C'est d'ici que la prédication de l'évangile s'était répandue ; c'est ici que les protestants s'étaient groupés pour entendre le glas de mort du protestantisme.

*Paris en 1572*, p. 14 et 15). M. Douen précise : « n° 49 de la rue Grenelle-Saint-Honoré, aujourd'hui rue Jean-Jacques-Rousseau. »

1. *Bulletin*, XXXI, p. 16.

2. « A cent pas du Louvre, sur la chaussée que longe aujourd'hui la grille du Louvre, à peu près au point où aboutirait la rue des Prêtres prolongée. » Douen, *Paris protestant*.

3. *Bulletin*, XXII, 377.

A côté de Saint-Germain-l'Auxerrois, dont le pittoresque portique de 1435 avec ses deux petites salles, est toujours intact, Calvin, âgé de 14 ans, avait logé chez son oncle le serrurier. Au Louvre, avaient retenti les prédications de Gérard Roussel et de Micheld'Arande, 1521, 1532, 1533, et les sermons non moins évangéliques de Jean de Montluc, évêque de Valence, et de Pierre du Val, évêque de Seez, 1561. Le Louvre avait servi un moment de refuge à Berquin, le propagateur des premiers écrits de Luther. Autour du Louvre avaient eu lieu les premières assemblées secrètes des évangéliques, dans la rue du Coq (une autre que celle dont nous avons parlé), dans la maison de Pierre du Nolier, et quelquefois à la Croix Verte, près du Louvre aussi<sup>1</sup>.

Et voilà que la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois sonne le massacre, et que de la fenêtre de sa chambre, Charles IX tire des coups d'arquebuse sur les protestants qui s'enfuient à la nage et essayent de gagner le faubourg Saint-Germain<sup>2</sup>.

Après le Louvre, il n'y a plus rien, si ce n'est le village de Chaillot<sup>3</sup>, où Calvin passa quelque temps pour fuir la peste qui sévissait dans l'Université et le faubourg Saint-Honoré, où Bernard Palissy habite une pauvre demeure<sup>4</sup> taxée à 100 sous, tandis que les hôtels sont taxés à 300 écus, en at-

1. *Bulletin*, II, 381. — En 1562, Michel de l'Hôpital était logé au doyenné de Saint-Germain-l'Auxerrois (*Nouvelles Recherches historiques sur la vie et les ouvrages du chancelier de l'Hôpital*, par Taillandier, 1861), et en 1568, Michel de l'Hôpital était logé au Louvre même. On a de lui une quittance portant: «le 1<sup>er</sup> jour de mars l'an 1568, en mon logis, au Louvre.» (*Quelques Éclaircissements historiques et généalogiques sur Michel de l'Hôpital*, par P. D. L., 1862, p. 85.) Le chancelier avait un grand train de maison, 70 personnes, 50 chevaux, etc. (*id.*, p. 89).

2. H. Bordier, *la Saint-Barthélemy et la Critique moderne*.

3. «Situé au midi du faubourg du Roule.» (Jaillot, *o. c.*) C'est là que Calvin reçut la lettre de François Daniel, datée du 27 déc. 1531 (Herminjard, II, p. 384).

4. *Paris en 1572*, p. 11. On a découvert les restes de deux fours que Palissy avait installés en 1570, tout près du rempart (*Topographie, région du Louvre*, II, p. 46). M. Douen précise: «à un endroit situé aujourd'hui au pied de la grille de la cour des Tuileries, à environ 20 mètres au sud de la porte située à gauche de l'arc de triomphe.» (*Paris protestant.*)

tendant qu'il aille mourir misérablement dans les prisons de la Bastille.

Mort et misère, voilà le dernier mot au xvi<sup>e</sup> siècle de Paris protestant.

J'entre chez un marchand de vieilles gravures, et le premier dessin sur lequel mes yeux tombent est une petite vue de Paris de la fin du xvi<sup>e</sup> siècle qui n'est ni aux estampes de la Bibliothèque nationale, ni au musée Carnavalet. Paris est presque imperceptible; ce qui occupe la plus grande partie de la gravure, c'est un soudart armé de pied en cap, qui court. De la main gauche, il serre une lance dont il vient, avec colère, de casser la pointe en la fichant en terre. L'œil est furieux, la bouche ouverte crie la menace, et il brandit de la main droite une énorme pierre contre deux pauvres hommes vieux et deux petits enfants, qui ont tous les mains jointes, à côté d'un agneau. La légende explique le sens du dessin à ceux qui ne l'auraient pas deviné : les hommes pieux triomphent par leurs souffrances, les impies périssent par leurs excès<sup>1</sup>.

Voilà Paris au xvi<sup>e</sup> siècle, le Paris du fanatisme et de la canaille : celui qui triompha.

Et je vais mélancoliquement jusqu'au chevet de l'oratoire du Louvre, au centre de tout ce quartier de la Saint-Barthélemy. Taillé dans un beau marbre blanc, un homme se dresse debout et à côté deux femmes sont assises. Les femmes sont belles et paisibles et leur regard pur est profond : ce sont la Foi et l'Espérance. L'homme, noble et fier, a la main sur son cœur, c'est Coligny qui, à travers les ruines de la vieille Église, peut encore entendre, au prêche du dimanche, le chant de ses psaumes bien-aimés. Et du bas monte la parole : « Il mourut n'ayant au cœur que l'amour de la patrie ! »

Voilà le protestantisme au xvi<sup>e</sup> siècle, le protestantisme de Calvin et de l'Évangile, celui qui fut martyr !

E. DOUMERGUE.

---

1. *Bulletin*, 1894, p. 243.



# Documents

---

## FRANÇOIS DE LA NOUE

NOUVEAUX DOCUMENTS SUR SA CAPTIVITÉ ET SUR SA DÉLIVRANCE

1583-1585<sup>1</sup>

François de la Noue combattait en Flandre à la fois contre les Espagnols et contre les *Malcontents* (c'est-à-dire les seigneurs du pays qui avaient abandonné les États généraux pour rentrer sous l'obéissance de Philippe II) lorsqu'il fut fait prisonnier, près d'Ingelmonster, le 10 mai 1580<sup>2</sup>, par le marquis de Roubaix. Livré au prince de Parme, il fut enfermé dans une tour du château de Limbourg, où il resta cinq ans (sauf un court intervalle passé à Charlemont) et où il subit la plus horrible des captivités<sup>3</sup>. Malgré l'intervention de plusieurs grands personnages, princes et rois, il ne recouvra sa liberté qu'après avoir signé, le 28 juin 1585, une série de *Points et Articles* par lesquels il s'engageait : 1° à ne plus jamais faire la guerre au Roi Catholique sur les terres de la couronne d'Espagne ; 2° à laisser pendant un an son second fils en otage à la cour de Lorraine ; 3° à fournir, comme caution de sa promesse, une somme de cent mille écus d'or, garantie à la fois et res-

1. Un portrait inédit de la Noue, reproduit d'après un original du temps, appartenant à M. L. Courajod, doit accompagner ces importants documents. Il ne pourra être prêt que pour la prochaine livraison (*Réd.*).

2. Voy. K. de Volkaersbeke, *Corresp. de Fr. de la Noue*, Gand, 1854, et H. Hauser, *Fr. de la Noue*, Paris, 1892.

3. On a contesté le fait avancé par Amiraute, p. 281, à savoir que Philippe II lui aurait fait insinuer qu'on le relâcherait s'il se laissait crever les yeux ; cependant, Amiraute affirme avoir vu, dans les archives des la Noue, sept ou huit lettres du prisonnier « qui rendent la chose indubitable », et il n'y a pas de raison sérieuse de récuser ce témoin. Du moins ce qu'on ne peut contester, c'est l'ordre, adressé par Philippe II au prince de Parme, le 17 juin 1585, « de mettre la Noue à mort sans délai » (Kervyn de Lettenhove, *les Huguenots et les Gueux*, t. V, p. 506 et p. 516 et suiv.), ce sont les raffinements de cruauté imaginés par les Espagnols.

pectivement par le duc de Lorraine et par le roi de Navarre<sup>1</sup>.

On a jugé très diversement les conditions auxquelles se soumit la Noue et la façon dont il remplit ses engagements. De très bonne heure, dans le parti protestant, on s'étonna que la Noue en fût venu « jusques à ce point d'accorder des conditions si dures et si insupportables » et l'on disait « qu'il ne devoit pourchasser une liberté envelopée de tant de servitude <sup>2</sup> ». Les ligueurs l'accusèrent, de leur côté, de manquer à sa foi, lorsqu'en 1588 il prit les armes en faveur de la jeune princesse Charlotte de la Marck, duchesse de Bouillon. Il avait lui-même prévu ces accusations, puisque dès 1588 il publiait à Verdun une *Déclaration* sur sa prise des armes<sup>3</sup>. Les contemporains ne se faisaient d'ailleurs pas une idée toujours très exacte des engagements pris par la Noue. D'Aubigné écrit dans son *Histoire* (t. II, p. 71 de l'éd. de Maillé) que la Noue s'était engagé à ne pas faire la guerre aux Espagnols, seulement « en cas que cela ne contreviendrait point à ce qu'il devoit d'obéissance et de fidélité à la couronne »; or cette restriction ne figure pas dans les *Points et Articles*. De son côté, Brantôme, dans son discours sur *M. de la Noue, asçavoir si l'on est plus tenu à son Roy ou à son bienfaicteur*, n'est pas loin de faire de la Noue le type de l'ingrat.

Plus récemment, dans une étude intitulée *Un Bayard calviniste, François de la Noue et ses dernières campagnes*<sup>4</sup>, M. Denys d'Aussy avait repris la thèse de Brantôme, qui fut combattue ici même par M. Weiss<sup>5</sup>. Dans un livre paru en 1892, j'ai essayé d'établir : 1° que les engagements de la Noue vis-à-vis des princes lorrains ne se trouvent pas contenus dans les *Points et Articles*, et que d'ailleurs il n'a pas manqué à ces engagements; 2° qu'il a loyalement exécuté la teneur des

1. Le texte des *Points et Articles* se trouve dans Amiraux, *Vie de la Noue*, p. 295 et suiv., dans K. de Volkaersbeke, p. 233 et suiv., etc.

2. Extrait d'une note placée à la suite d'une copie des *Points et Articles*, datée du 19 octobre 1585, qui se trouve au Public Record Office, *Flanders*, t. XXXII.

3. Voy. mon *La Noue*, p. 217.

4. *Rev. des quest. hist.*, 1<sup>er</sup> oct. 1887, et *Rev. de Saintonge*, juill. et sept. 1888.

5. *Bull.*, 15 oct. 1887, 15 août et 15 déc. 1888.

*Points et Articles*, c'est-à-dire les obligations qu'il avait contractées vis-à-vis de l'Espagne.

Je crois pouvoir aller plus loin aujourd'hui dans la démonstration de ce second point. La Noue était si fermement décidé à tenir tous ses engagements, qu'il n'a pas voulu insérer dans le contrat de 1585 une seule clause qu'il ne fût en mesure de respecter. Les Espagnols voulaient lui imposer telles conditions qui pouvaient, le cas échéant, l'empêcher de remplir son devoir de bon Français; la Noue n'a pas voulu les accepter. Nous avons les preuves que, s'il eût voulu se soumettre à cette exigence, il eût été mis en liberté dès le mois de mars 1584; c'est uniquement pour ne pas mentir à sa conscience qu'il resta en prison une longue année de plus.

Ces preuves, nous allons les mettre en entier sous les yeux du public. Elles proviennent de deux fonds distincts. D'une part, M. Rahlenbeck a bien voulu communiquer à la rédaction du *Bulletin*, neuf documents extraits des Archives générales de Belgique; sept de ces documents viennent précisément d'être publiés par M. Piot, dans le tome XI de la *Correspondance de Granvelle*. Cependant nous avons cru que les lecteurs du *Bulletin* ne regretteraient pas de les retrouver ici, et M. Weiss m'a prié de compléter par quelques éclaircissements les notes que M. Rahlenbeck lui avait envoyées.

A ces documents, qui se réfèrent à l'année 1584 et au début de 1585, nous avons la bonne fortune de pouvoir en ajouter trois autres<sup>1</sup>, relatifs aux dernières négociations qui précédèrent la délivrance de la Noue. On peut donc maintenant reconstituer, dans son ensemble, la genèse des *Points et Articles*, voir à la suite de quelles discussions la Noue a pu être amené à laisser insérer dans l'acte final telle clause

1. Arch. départ. de Lot-et-Garonne. Papiers provenant des Archives des Pays-Bas, liasse n° 1, I. L'inventaire (ms.) de ces papiers a été fait par MM. G. Tholin et H. Courteault. M. H. Stein a eu l'extrême obligeance de me faire connaître l'existence de ces documents, provisoirement déposés aux Archives Nationales, où j'ai pu en prendre copie. Ils comprennent : 1° une copie de propositions faites par la Noue, le 11 avril 1585; 2° une minute et deux copies d'un projet de convention dressé par Richardot; 3° une minute autographe de la Noue, contenant un contre-projet définitif.

qui, au premier abord, nous étonne, voir aussi pourquoi il s'est refusé, avec une rare obstination, à mettre sa signature au bas de telle ou telle autre.

Pendant toute la durée de sa captivité, la Noue eut en France le plus dévoué et le plus habile des avocats, dans la personne de sa seconde femme, Marie de Juré<sup>1</sup>. Elle avait obtenu que les États offrissent au roi d'Espagne, en échange de la Noue, deux prisonniers de marque, le comte d'Egmont, parent de la reine de France, et Jean de Noircarmes, seigneur de Selles. Et voici ce que le cardinal de Granvelle écrivait de Madrid, le 4 octobre 1583, à l'évêque de Tournai, Morillon : « Dieu doinct que Mme la comtesse d'Egmont et Mme de Selles négocient avec Mme de la Noue chose qui puisse servir à la délivrance de noz prisonniers ; mais je me doute que ladicte dame de la Noue est trop fine pour noz dames de par delà. Je tiens que les Français feront ce qu'ilz pourront pour la délivrance dud. la Noue<sup>2</sup> ». Granvelle ne se trompait pas : dès le 10 janvier 1584, les États recevaient la visite de Constans, envoyé du roi de Navarre, et porteur de lettres de son maître et d'Élisabeth<sup>3</sup> ; les deux souverains demandaient que Champagney, le propre frère de Granvelle, fût ajouté au nombre des otages de la Noue<sup>4</sup>.

C'est sans doute sur ces entrefaites que Richardot, président du conseil privé du prince de Parme, revint d'Espagne « avec le consentement de S. M. pour le relaxation de M. de la Noue<sup>5</sup> ». Le prince se décida alors à mettre par écrit les conditions que l'on voulait imposer au prisonnier comme prix de sa délivrance. M. Rahlenbeck nous communique le texte de ces propositions, et la réponse qu'y fit la Noue.

1. *Bulletin*, année 1892, 15 janvier.

2. Piot, p. 307.

3. *Ibid.*, p. 498, n. 1.

4. Les États, réunis à Delft, écrivent à ce sujet, le 12 janvier, aux gens de Gand et aux Quatre Membres de Flandre.

5. Egmont et Noircarmes signalent au prince l'arrivée de ce personnage dans une lettre du 27 mars (Piot, p. 523) et les *Propositions* présentées à la Noue sont du 18. Mais les deux prisonniers de Ramekens ont pu ignorer cette arrivée pendant quelques jours, et nous pouvons admettre que Richardot était en Flandre avant le 18.



**Propositions que le prince de Parme a envoyées au sire  
de la Noue.**

*(Arch. génér. de Belgique. Fardes de l'Audience).*

Tournay, le 18 mars 1584.

Sa M<sup>te</sup> ayant veu les offres [faictes] par le sieur de la Noue luy consent et accorde liberté de sortir hors de la prison où il est présentement détenu, aussitost et en mesme jour que, suivant sesdictes offres il face effectivement relaxer et rendre à seureté en telle ville de l'obeissance d'icelle que par M<sup>sr</sup> le prince de Parme sera advisé, les comte d'Egmont et sieurs de Campagni<sup>1</sup> et de Selles<sup>2</sup>. Prestant le serment et jurant solennellement qu'en sa vye il ne portera les armes ou servira en façon que ce soit contre sa dicte M<sup>te</sup> ou ses successeurs pour quelque cause ny à quelque prétexte que ce puisse estre, dont les S<sup>rs</sup> duc de Savoye, de Lorraine et de Guyse demoureront responsables, selon que ledict de la Noue a par plusieurs fois présenté.

Que sorty de la prison où il est, il se constituera et rendra de nouveau prisonnier entre les mains de tels desdicts seigneurs de Savoye et de Lorraine que ledit seigneur prince choisira, et y demeurera l'espace de deux ans entiers après l'expiration desquelz il debvra renouveler le mesme serment et en la mesme forme que dessus;

Que, pour plus assuré accomplissement de ce que dessus, il donnera marchands à Gennes ou à Milan respondans et [cau]tionnaires qui s'obligeront de payer jusques à la somme de 40,000 escus au profit de sa dicte M<sup>te</sup> au cas que le dict de la Noue contrevienne aux promesses et sermens dessus mentionnez; lesquels pointcs le dict s<sup>sr</sup> prince de Parme par charge expresse de sa M<sup>te</sup> faict proposer audict s<sup>r</sup> de la Noue estant prest d'entendre à l'accomplissement d'iceux, si ledict s<sup>r</sup> de la Noue y veut et peut fournir.

**Responce pour le s<sup>r</sup> de la Noue ausdictes propositions :**

Pour respondre au 1<sup>er</sup> article proposé par son Al<sup>t</sup>., le s<sup>r</sup> de la

1. Campagny, mis ici pour Champagny, désigne le frère du cardinal de Granvelle, Frédéric Perrenot, sieur de Champagny, dont M. de Robaulx de Soumoy a publié, en 1860, les *Mémoires*, auxquels nous renvoyons, pour la Société d'histoire de Belgique [Rahl.].

2. Selles était Jean de Noircarmes, seigneur de Selles [Rahl.].

Noue offre de faire mettre en liberté M.M. d'Egmont et de Selles moyennant qu'il y soit mis aussi par eschange mutuel, chacun payant sa rançon selon ses qualité et moyens.

Pour response au second article, il promettra auparavant de n'aller jamais ès pays du roy d'Espagne pour y porter les armes contre luy ny ses successeurs et nommément ès Pays Bas et ne les portera aussy ailleurs contre luy, sinon que le roy de France, son souverain seigneur, duquel il est vassal et subject naturel, et auquel il a serment de fidélité (ce qui destruit toutes autres obligations) eût guerre déclarée contre sa M<sup>te</sup> C. et le luy commendast expressément.

Pour response au troisième et quatrième article pour la seureté de la promesse, accorde quil soit conduit en toute seureté en la court et ès mains de M<sup>re</sup> de Lorraine pour y demeurer l'espace d'un an et un de ses enfans pareil temps d'un an, selon la discretion de M<sup>re</sup> de Lorraine. Et encor pour plus grande seureté de sa promesse, d'autant que ledict de la Noue ny ses amys nont point de crédit à Gennes ny à Milan, fera obliger pour cent mil escus de terres estant dedans l'obeïssance du roy d'Espagne ou, au deffaut de ce, en Lorraine, quoyque tout son bien n'en vaille pas la moitié.

La lecture de ces deux pièces si importantes<sup>4</sup> appelle plusieurs observations. Le prince semble dire que la Noue avait fait les premiers pas, qu'il avait envoyé au roi des propositions fermes. Quelles étaient au juste ces propositions? D'après deux lettres ultérieures du prince (voy. p. 145 et 146), ces premières propositions auraient été plus larges que celles auxquelles la Noue se résigne dans sa *Response*. Les éléments nous font défaut pour apprécier la vérité de cette allégation.

Si nous en croyions sur ce point Alexandre Farnèse, il faudrait admettre que la Noue avait spontanément consenti à conclure un engagement par lequel il promettrait « qu'en sa vye il ne portera les armes ou servira en façon que ce soit contre S. M. C. ou ses successeurs pour quelque cause ny à quelque prétexte que ce puisse estre ». Par ce serment la

4. Elles sont données par Piot, p. 498 et suiv. La *Response* de la Noue est-elle identique à son *Mémoire à Philippe II*, que K. de Lettenhove indique en note (t. VI, p. 618) avec la date du 30 mars 1584? Chose impossible à dire, en raison des singulières habitudes de cet érudit, qui donne comme toute référence : « Archives de Bruxelles. »

Noue aurait renoncé à ses devoirs de Français, puisqu'un jour pouvait venir où son roi lui commanderait de guerroyer contre l'Espagnol. Si tant est que la Noue ait pu, dans un moment de faiblesse, songer à conclure un pacte aussi dangereusement illimité, du moins sa conscience se révolta au dernier moment. Il restreignit la portée du serment qu'on voulait lui faire prêter; il offrit seulement de s'engager « à n'aller jamais es pays du roy d'Espagne pour y porter les armes contre luy ny ses successeurs et nommément es Pays Bas », c'est-à-dire qu'il se réservait le droit de repousser une invasion espagnole sur le territoire français, au cas que « le roy de France, son souverain seigneur, eût guerre déclarée avec S. M. C. et le luy commandast expressément ».

Il est essentiel de remarquer ici que la Noue se place déjà, d'une façon très nette, au point de vue qu'il développera dans sa *Déclaration sur sa prise des armes* de 1588, c'est-à-dire qu'il établit une hiérarchie entre les diverses obligations qui peuvent lier un honnête homme, et qu'il donne le premier rang à celle qui nous lie à notre patrie : « ...le roy de France, son souverain seigneur, duquel il était vassal et subject naturel, et auquel il a serment de fidélité (*ce qui destruit toutes les autres obligations*)... »

Ce n'est guère que sur ce point essentiel que la Noue refuse absolument de souscrire aux propositions espagnoles. Car de dire qu'au lieu de rester deux ans prisonnier du duc de Lorraine, il n'y restera qu'un an et son fils une autre année, de répondre qu'il n'a point de crédit dans les banques de Gênes et de Milan et qu'il obligera, au lieu de 40,000 écus en espèces, 100,000 écus en terres, il n'y avait pas là de quoi retarder pendant plus d'un an la signature des *Points et Articles*. La Noue réclame uniquement le droit d'obéir à son roi, même contre l'Espagne; Philippe II ne veut pas avoir jamais à lutter contre un tel ennemi, même s'il fait la guerre au Roi Très chrétien.

Il était donc déjà bien tard pour obtenir la délivrance du prisonnier, lorsque se produisit l'intervention du roi de France, qui écrivit au prince de Parme le 1<sup>er</sup> mai 1584. Au lendemain de la bataille d'Ingelmonster, Henri III avait avoué à

l'ambassadeur d'Espagne qu'il ne s'intéressait à la Noue que pour la forme, mais que Philippe II ferait bien de ne le relâcher qu'à bon escient<sup>1</sup>. Après un pareil aveu, Henri III ne pouvait guère très vigoureusement insister en sa faveur. Il semble s'excuser de le faire ; il fait remarquer à Farnèse qu'il a attendu pour intervenir que Sa Majesté Catholique lui en donnât, pour ainsi dire, l'autorisation.

### Henri III au prince de Parme<sup>2</sup>.

(Orig. Arch. gén. de Belgique. Audience).

Mon Cousin. Ayant jusques icy ignoré quelle estoit la volonté du Roy Catholique, mon bon frère, sur la détention du sieur de la Noue, j'avois tousiours différé, encores qu'il soit mon subject, de faire aucune instance sur sa délivrance, attendant que le temps apportast quelque remède et facilité pour le tirer de sa longue et ennuyeuse prison, mais après avoir entendu que ledict roy catholique trouvoit bon que ledict s' de la Noue et les autres prisonniers fussent mis en liberté, il m'a semblé avoir tant plus d'occasion de vous faire ceste lettre pour vous prier affectueusement, comme je fais, mon cousin, de le vouloir eslargir à ma prière et requeste sans le charger de conditions impossibles et qui ne correspondent à sa qualité et à ses moyens, affin qu'il ayt occasion d'y satisfaire et se redimer de sa longue captivité.

Et vous ferez chose qui me sera très agréable et de laquelle j'essayay de me revancher en autre endroit. Priant Dieu, mon cousin, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde. Escript à Saint-Maur le premier jour de may 1584.

(L. S.) HENRY  
DENEUVILLE.

On ne peut lire cette lettre sans être frappé de l'indigne platitude de Henri III. « Encores qu'il soit son subject », il n'aurait pris parti pour la Noue, s'il n'avait su que la volonté de son « bon frère » était de le mettre enfin en liberté. Tout ce qu'il demande, c'est qu'on n'impose pas au prisonnier de « conditions impossibles ». Par là il entend des conditions

1. Voy. cette conversation dans le fonds espagnol des Archives Nationales, K 1558, n° 131 (et *Fr. de la Noue*, p. 132).

2. Piot, p. 585.



« qui ne correspondent à sa qualité et à ses moyens », c'est-à-dire une rançon trop élevée. Quant à savoir si l'on peut obliger la Noue à prononcer un serment qui blesse sa conscience de Français, c'est ce dont le roi n'a cure. — Il est difficile de nier que la lettre de Catherine, bien qu'au fond elle ne demande rien de plus que son fils, est du moins plus digne de ton, et aussi plus pressante. Mais parmi les personnes royales, une seule paraît avoir témoigné à la Noue autre chose qu'une sympathie de commande, c'est Diane de France, fille légitimée de Henri II. Elle avait déjà intercédé en sa faveur, elle ne craint pas de revenir à la charge et elle rappelle assez noblement que le prisonnier a été page de son père.

### Catherine de Médicis à Alexandre, duc de Parme.

(Orig. Arch. génér. de Belgique. Audience).

Mon nepveu. Combien que je me rende assurée que la prière que vous faict présentement le Roy, Monsieur mon fils, en faveur du seig. de la Noue sortira tel effect que vous vous emploierez à le faire relacher de cette ennuyeuse prison et captivité, en laquelle il est tombé de longtemps, si est ce que pour vous y inciter tousiours davantage, je me suys adressée y adjoûter ceste cy, par laquelle je vous prie, mon nepveu, autant affectueusement qu'il m'est possible, puisque le Roy catholicque est entré en volonté d'ouvrir sa liberté, et aux aultres prisonniers françois, de tant faire en ma faveur, prière et requeste, et pour l'amour de moy, que d'embrasser d'affection la délivrance d'icelluy seig. de la Noue avec telles et si aysées conditions, qu'il y ayt moyen d'y pouvoir promptement subvenir.

En quoy faisant, outre ce que exécuterez ung œuvre pye et très recommandé, je tiendrai ce bon office au rang de tant d'aultres qu'ay receu de vous, pour ne demourer ingrate de les recognoistre, les occasions s'offrant, d'aussy bonne volonté que je supplie le Créateur, mon nepveu, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde. Escript à Saint Maur les Fossees le xxii<sup>e</sup> jour de Mai 1584<sup>1</sup>.

Au-dessous, de la main de la reine, se lisent les lignes suivantes :

Mon nepveu, encore que je sois assuré, où sont les prières du

1. Piot, p. 587.

Roy mon fils, qu'il ne vous en falle d'autres, si est ce que, pour désirer la délivrance du sieur de la Noue, que je ne laisse de vous faire encor la myene et vous prie volloir embrasser son fect de fason que j'aye occasion d'en sentyr le bon effect qu'en désirons.

Vostre bonne tante

CATERINE.

**Diane de France, duchesse d'Angoulême, à Alexandre Farnèse,  
duc de Parme<sup>1</sup>.**

(Lettre originale. Arch. gén. de Belgique. Audience. Liasse n° 436).

Monsieur,

Ayant esté priée par madame de la Noue et autres de mes meilleures amyes de vous escrire en recommandation de Mons. de la Noue, son mary, et sachant aussy que le Roy vous a escrit en sa faveur, j'ay pensé que vous n'aurez point désagréable la requeste que je vous en veux faire de nouveau, suivant celle que je vous ay cy devant faite; qui est pour vous supplier bien humblement, Monsieur, d'avoir pitié de sa longue prison, et me faire ce plaisir de le vouloir mettre à rançon et le faire traiter favorablement pour l'amour de moy, comme jentends qu'il vous est à ceste heure permis, et que vous y avez toute puissance.

L'occasion particulière qui me fait désirer son bien et sa liberté, c'est pour ce que le feu roy Henry (que Dieu absolve) l'a nourry, et voudrois bien avoir cest heur que ma recommandation ne luy fust point infructueuse. Ce me sera une très grande obligation que j'ajouteray au nombre d'une infinité d'autres que je recoy tous les jours de vous, pour m'en revancher par tous les services que je vous pourray faire de pareille affection, que je présente mes bien humbles recommandations à vos bonnes grâces, priant Dieu vous donner, Monsieur, en très parfaite santé heureuse et longue vye.

Du bois de Vincenne ce xxiii<sup>e</sup> jour de may 1584.

Vostre très humble, toute à vous faire service.

DIANE DE FRANCE<sup>2</sup>.

*A Monsieur le prince de Parme.*

1. Piot, p. 595. La duchesse avait déjà écrit au prince, en faveur de la Noue, le 29 juin 1580 (K. de Lettenh.).

2. Diane de France était fille légitimée du roi Henri II. On la titrait duchesse d'Angoulême. Elle eut deux maris: le premier, un duc de Castro, de la maison Farnèse, fut tué à Hesdin, et le second fut le maréchal de Montmorency. (Voy. Brantôme, *Œuvres*, t. II, 473-476.) Elle naquit en Piémont, en 1538, et mourut le 3 janvier 1619. [Rahl.]

Quelques jours seulement après l'expédition de ces trois lettres, Marie de Juré se décida, elle aussi, à écrire au gouverneur des Pays-Bas. La vaillante compagne du Bras de Fer faisait directement appel à la générosité naturelle de Farnèse. En même temps, pour que la Noue ne fût pas seul à discuter avec ses géoliers les conditions de sa délivrance, elle faisait porter sa lettre par un de ses serviteurs et priait le duc de Parme de considérer ce gentilhomme comme le délégué de la famille<sup>1</sup>.

### Marie de Juré au duc de Parme<sup>2</sup>.

(Arch. génér. de Belgique. Audience. Liasse n° 430).

Monseigneur,

Ayant esté advertye quil auroit pleu à Sa Maj. catholique d'avoir agréable qu'il fust traicté de la liberté des prisonniers d'une part et d'autre, cela m'a faict despescher ce gentilhomme, présent porteur, par devers V. Alt. pour apprendre d'Elle, s'il luy plaist, les conditions sous lesquelles Elle veult Mons. de la Noue estre mis en liberté. Et pour ce, Monseigneur, que je scay que vous estes nay prince et vostre nature doué d'une bonté et clémence singulière, je penserois faillir envers V. Alt. si je voulois user de remonstrances en son endroict pour l'incliner à prendre pitié et commisération de la longue prison et captivité de Mons. de la Noue, afin qu'Elle veuille estre contente, s'il luy plaist, de conditions qui soyent en sa puissance : seulement je supplieray très humblement V. Alt. de vouloir, selon sa naïfve et accoustumée bonté, ouyr ce gentillomme, présent porteur, sur les conditions qu'il plaira à V. Alt. luy faire proposer, de le vouloir croire ce que a charge de luy faire entendre, s'il luy plaist. Suppliant sur ce le Créateur,

Monseigneur, qu'il veuille longuement et heureusement conserver vostre Altesse.

De Paris, ce xxx may 1584.

Vostre très humble et très obéissante servante

M. DE JURÉ.

1. C'était probablement Semelier, secrétaire de la Noue, souvent cité dans la correspondance de François et de sa femme. Voy. *Bull.*, 1892, p. 22 et 23.

2. Piot, p. 604.

D'après une lettre de Philippe de Lalaing, du 6 juin, les amis de la Noue ne se contentaient pas d'agir directement auprès du prince. Un agent fort connu de Condé, La Personne, qui était venu à Spa, sous couleur de prendre les eaux, cherchait à nouer des relations avec le prisonnier de Limbourg<sup>1</sup>. — Cette lettre a en même temps un certain intérêt au point de vue critique. On a demandé s'il était vrai qu'Amiraut eût réellement, comme il le prétend, écrit sa *Vie de François, seigneur de la Noue*, d'après des papiers de famille. Or, nous retrouvons dans la lettre de Lalaing un très petit détail, mais très caractéristique, déjà signalé par Amiraut, à savoir que les amis de la Noue correspondaient avec le prisonnier au moyen de livres sur les marges desquels ils écrivaient de loin en loin des fragments de phrases. Cela ne suffit pas pour affirmer la véracité du biographe : c'est du moins un élément de plus apporté à la solution du problème.

### Le comte Emm. Phil. de Lalaing au duc de Parme<sup>2</sup>.

(Arch. génér. de Belgique. Audience. Liasse n° 436).

Monseigneur,

. . . . . D'autre part ung, que nommera ce porteur exprès, m'est venu avertir qu'un huguenot français principal et mesme lieutenant du prince de Condé nommé La Personne, est allé à Spa feignant d'estre malade (là où toustefois il se porte bien), pour trafficquer quelque chose sur Limbourg et sacquer M<sup>r</sup> de la Noue. Mesme que sous umbre de quelques livres qu'on envoie aulcunes fois à M<sup>r</sup> de la Noue, où ils escrivent ce qu'ils veulent en certains feuillets, se correspondent par ensemble. L'on attraperoit facilement ledict La Personne audict Spa.

. . . . .

De Valenciennes, le 6 juing 1584.

1. Ce renseignement se trouve également, d'après Kervyn de Lettenhove, t. VI, p. 523, dans des lettres de Montigny, 6 juin, et de Gougnyes, 14 juin. Mais l'auteur ne cite pas une ligne de ces lettres, et, comme toujours, donne cette unique référence : Arch. de Brux.

2. Piot, p. 609.



Le prince de Parme n'avait pas besoin de recevoir ces renseignements pour répondre par un non formel aux demandes du roi de France et de la reine-mère. Il déclare très nettement qu'il croyait d'avance la Noue décidé à souscrire à toutes les conditions qu'il lui avait proposées; il est très étonné de voir que le prisonnier « dénie avoir promis... la plupart » de ces conditions. N'oublions pas que ce qu'il appelle ici la *plupart* de ces conditions se réduit en réalité à une seule : l'engagement de ne jamais servir contre S. M. C., même en terre française et sur l'ordre du roi de France. A tort ou à raison, les Espagnols prétendaient que la Noue avait d'abord laissé croire qu'il consentirait même à cela<sup>1</sup>; en tout cas est-ce bien à cela seulement qu'il n'a pas voulu consentir.

### Le prince de Parme au roi de France.

(Copie arch. gén. de Belgique. Audience. Liasse n° 436).

Sire. J'ay veu ce que V. M. a esté servie m'escripre sur le faict de la délivrance du s<sup>r</sup> de la Noue, pour laquelle j'ay parcidevant faict tous les meilleurs offices que j'ay peu, et de sorte que le roy, mon seigneur, s'y estoit résolu sur les offres et conditions qu'on disoit mises en avant par led. s<sup>r</sup> de la Noue, desquelles je me enois tant assuré, que je ne pensois sinon promptement procéder à son eslargissement. Mais comme il dénie avoir promis et ne veult satisfaire aux poincts sur lesquelz S. M. s'estoit résolue, aussy je ne puis excéder ma charge, qui est limitée, bien marri toutesfois que je n'ay moyen d'obeïr aux commandemens de V. M. comme je feray en tout ce qui despendra de moy et d'aussi bon cœur, que baisant très humblement les royales mains de V. M., je prie le Créateur luy donner, Sire, toute la prospérité qu'elle désire. De Tournay ce...<sup>2</sup>.

1. Les deux lettres ne sont pas, sur ce point important, également affirmatives. A Catherine, il écrit nettement : « Quelques conditions que, *de la part dud. de la Noue*, luy avoient esté proposées. » Avec le roi, il est plus vague : « Conditions qu'on disoit mises en avant par led. s<sup>r</sup> de la Noue... »

2. La date, dit M. Rahlenbeck, manque sur la copie. Je croirais assez volontiers que Farnèse, tout ainsi qu'il reçut le même jour la lettre du roi et celle de Catherine, leur répondit le même jour; j'inclinerais donc à dater cette lettre, comme la suivante, du 19 juin.

### Alexandre de Parme à la reine de France<sup>1</sup>.

(Audience. Liasse n° 436).

Madame. Jay receu la lettre qu'il ha pleu à V. M. m'escripre touchant la délivrance du s<sup>r</sup> de la Noue, que je m'attendois de povoir effectuer promptement, suyvnt la teneur des lettres que le Roy, mon seigneur, m'escripvit, lequel m'avoit commandé de le relaxer moyennant quelques conditions que, de la part dudit de la Noue, luy avoient esté proposées, mais comme icelluy dénye maintenant la pluspart des pointz qui m'avoient esté prescriptz pour sa délivrance, je ne puis aussy procéder à l'effect d'icelle sans excéder par trop ma commission ; bien marry toutesfois que, par ce moyen, l'occasion me soit ostée d'obéyr, comme je désirois, aux commandements du Roy très chrestien et de V. M., ores que je m'assure que icelle ne trouvera mauvoise la difficulté que je fais en cest endroit, se pouvant au reste assurer qu'en tout ce qui dependra mesmement de mon pouvoir, Elle sera tousjours servye d'aussy bon cœur que je pryé Dieu, après luy avoir très humblement baisé les mains, qu'il luy doint, Madame, en toute prospérité longue et heureuse vie.

De . . . . le 19<sup>e</sup> jour de Juing 1584.

Ainsi donc, pour n'avoir rien voulu céder de ce qu'il devait à la France, la Noue, après quatre ans de captivité et de souffrances, restait toujours en prison. Bien plus, son fils, Odet de Téligny, était, lui aussi, tombé entre les mains des Espagnols<sup>2</sup>, et Marie de Juré avait maintenant deux prisonniers à délivrer. Le 18 août 1584, Morillon transmettait à Granvelle les nouvelles d'Amiens « où madame d'Egmont et de Selles sont allé communiquer avec la femme de la Noue, qui est pleine de malice, et leur fera quelque trousse si elle peult<sup>3</sup> ».

1. Piot, p. 616. Ce n'est pas à la « reine de France » mais bien évidemment à la régente que cette lettre est adressée.

2. On l'avait d'abord cru tué dans la rencontre. Piot, p. 112.

3. Dans mon *Fr. de la Noue*, p. 126 et n. 2, j'ai confondu deux voyages de Mme de la Noue. En mars 1583, elle accompagne en Flandre Mme de Téligny qui allait épouser le prince d'Orange ; et, le 15 juillet, Geoffroy de Brunnen écrit à Walsingham : « Je croy que Mme de la Noue est de retour en France. » (P. R. O., *France*, t. LXXV et LXXVI.) Mais c'est le 1<sup>er</sup> août 1584, et non pas 1583, que Stafford avertit Walsingham que

On en veut plus que jamais au captif depuis qu'il a rejeté les propositions qu'on lui présentait, et qu'on le soupçonne d'avoir voulu s'échapper : « L'on verrat ce qu'enfin fera la Noue, qui fait beaucoup d'offres que ne sont en sa puissance. Il peult peu de soy. Sa femme chasse après des prisonniers; cependant il at mené praticques pour eschapper; mais ceux qui le pensoient saufrer sont tombés aux filets<sup>1</sup>. »

Cependant le temps avançait, et les chances de délivrance diminuaient tous les jours. Champagny et plusieurs autres prisonniers étaient rendus aux Espagnols. Les gens de Gand écrivaient bien, il est vrai, le 9 septembre : « Et pour la délivrance dudit Champagny ne sera en rien détériorée la condition du sieur de la Noue »; il n'en restait pas moins que la Noue perdait un précieux otage; il en perdit un autre par la mort de M. de Selles.

Mme de la Noue<sup>2</sup>, qui avait bien des raisons de se plaindre des révoltés des Pays-Bas depuis la mort du prince d'Orange, s'adressa pourtant encore à eux. Le 28 février 1585, elle écrivit à Marnix de Sainte-Aldegonde<sup>3</sup>. Dans le même mois, elle s'était adressée également à deux pasteurs de l'Église d'Anvers. Elle cherchait à les intéresser au vieux serviteur de leur cause et à son fils, le jeune défenseur d'Anvers; elle demandait qu'on affectât à leur sûreté deux prisonniers ap-

Mme de la Noue a été à Amiens « *to meete the countesse of Egmont to treat of her howsbande* » (*ibid.*, t. LXXX). C'est de ce second voyage qu'il est ici question.

1. Piot, p. 458. Morillon à Granvelle, 30 août 1584. Sur cette « chasse aux prisonniers », c'est-à-dire aux otages, à laquelle se livrait Mme de la Noue, voy. (P. R. O., *France*, t. LXXX) les lettres de Stafford.

2. Aussitôt après la capture d'Odet, elle avait essayé de faire agir les Flamands. En déc. 1584, Stafford prévient Walsingham qu'il glisse dans sa dépêche un paquet de Mme de la Noue à l'adresse de Geoffroy de Brunnen (R. O., *France*, t. LXXXI). Or nous possédons la lettre de Mme de la Noue à Geoffroy (9 déc., publiée dans le *Bull.*, 1892, p. 22), et nous voyons qu'elle était accompagnée d'« une depesche à Mess<sup>rs</sup> des Estats », que Geoffroy devait faire tenir « selon la commodité qui s'offrira, soit à Flessingue, à M. de Hautains, gouverneur, ou à Anvers, à M. Massiz, ministre, demeurant près les Cordeliers, pour la donner à Semelier ».

3. Kervyn de Lettenhove, p. 618, toujours sans une citation ni une référence.

partenant à la maison de Borgia. Elle leur disait en même temps avec quel courage la Noue avait supporté cette dernière épreuve, la capture et la blessure de son fils. La lettre de son mari à laquelle elle fait allusion est probablement celle que cite Amiraut, sous la date du 4 décembre 1584, et dans laquelle, parlant de ses douleurs, il s'écrie : « Non sans grands efforts, je leur tiens maintenant le pied sur la gorge<sup>1</sup>. »

**Mme Marie de Juré aux pasteurs Jean Taffin  
et Gilles Massis. 1585.**

*(Arch. génér. de Belgique. Audience. Liasse n° 241.)*

Messieurs,

Je ne doute point nullement qu'il ne vous soit assez manifeste avecq quelz déportemens et actions M<sup>r</sup> de la Noue et son filz se sont conduit ès charges qu'ils ont eues pardellà et le zèle qu'ils ont toujours rendu à l'édification et restauration des églises refformées, pour lesquelles et le service de la patrie ils ont si librement hazardé leurs vyes et personnes, et qu'en la calamité où vous les voyez, vous aporterez, avecq tous les gens de bien, les remèdes humains à vous possible pour leur soulagement. En ceste seule considération je me prometz, tant de vostre bonté accoustumée et de celle de messieurs voz confrères, que les secours et assistances qui se présenteront pour avancer leur délivrance, vous y emploierez vos faveurs, mesmes à ce que les prisonniers qui leur sont desia affectez et ceulx qui pourront tomber en la puissance de messieurs des Estatz de Brabant et qui seront d'importance, soient réservez au père et filz pour demeurer gaiges et erres de la vye et liberté de l'un pour l'autre. Et pourceque je suis advertie qu'il y en a deux à Malines, sçavoir le neveu du duc de Candye<sup>2</sup> et un nommé Berthome Borgias, qui pourroient beaucoup servir à nous faire parvenir à ce que nous desirons, je supplie bien humblement et Messieurs vos confrères de vous le vouloir représenter à Messieurs des Estats en général, et en particulier à ceux qui nous sont affectionnez, comme M<sup>r</sup> de Mont

1. Amiraut, p. 293.

2. Le neveu du duc de Candie, gouverneur général du Portugal, ne peut être que le fils de don Juan de Borgia, frère du duc et ambassadeur de Philippe II à la cour de Vienne. Barthélemi Borgia appartient sans doute à la même famille. Il ne serait pas cité par Mme de la Noue s'il n'était un personnage important. [Rahl.]



St Aldegonde<sup>1</sup>, pour les disposer les mettre entre noz mains et en cela assister à Semellier<sup>2</sup> que je renvoy pardella exprès pour les faire conduire à Rammequins<sup>3</sup>, si tant est qu'ils nous soient accordez en la place de feu M. de Selles<sup>4</sup> qui est mort depuis la prinse et blessures de mon filz de Theligny qui nous est augmenté l'affliction dont Dieu a voulu visiter ceste maison il y a cinq ans. Et encore il semble qu'il aye envie de nous priver du comte d'Egmont par sa longue maladie et le peu d'espérance qu'on me donne de sa guérison.

Ce que je vous ay bien voulu représenter, affin que vous connoissiez combien nous avons besoin de l'assistance de nos bons amys, affin de les esmouvoir davantage à s'employer à l'effet de nostre requeste. Ne doutant nullement de vostre bonne volonté et aussi peu de Mess<sup>rs</sup> vos confrères, je ne vous useray de plus grandes prières et vous diray seulement que outre les obligations que nous avons du passé, celle-cy les accroistra, de sorte que c'est confirmer au père et au filz quant Dieu leur aura remis leur liberté, de l'employer plus que jamais à son service et maintenance de ses Églises. Par une lettre que M<sup>r</sup> de la Noue me escript et dont je vous envoie la copie, vous verrez combien il a porté patiemment la prinse et blessures de son filz contre l'opinion de tous ses amys. En cela certes nous devons remarquer la grande assistance de ce bon Dieu, lequel de l'autre costé a tellement fortifié mon filz de Theligny qu'il se porte assez bien, veu le grand coup qu'il a reçu. Je le prie leur vouloir tousjours départir de ses graces et les fortifier en leur prison selon qu'il cognoist estre expédient pour sa gloire et vous donner, Messieurs, en parfaite santé longue et heureuse vye. De Paris ce... jour de febvrier 1585.

Votre humble très affectionnée amye pour vous obéyr.

M. DE JURÉ.

L'adresse porte :

*A Messieurs M<sup>rs</sup> Tasfin<sup>5</sup> et Massis<sup>6</sup> ministres de l'église françoise d'Anvers en Anvers.*

1. Philippe de Marnix, fidèle compagnon du prince d'Orange et le célèbre écrivain protestant.

2. Sémellier ou Semelier est le serviteur de la maison de la Noue dont il a été question plus haut.

3. Lisez : Ramekens, château de Zélande, dont les Gueux s'emparèrent en 1573 et qu'ils gardèrent.

4. Il s'agit ici de Jean de Noircarmes, seigneur de Selles.

5. Jean Taffin, de Tournai, voy. sa notice dans le *Bulletin de la Commission pour l'histoire des Églises wallonnes*. La Haye, 1887, 2<sup>e</sup> vol., p. 117-179.

6. Gilles Massis. Voy., sur son compte, Janssen, *Kerkhervorming te*

Peu de temps après cette dernière tentative de Mme de la Noue, les négociations reprirent entre le prisonnier et son geôlier. Le prince lui fit faire de nouvelles propositions par M. de Rymersch, et nous possédons une copie<sup>1</sup> de la réponse que la Noue signa au château de Limbourg, le 11 avril 1583.

On avait fait du chemin depuis le mois de mars 1584. La Noue s'engage toujours à faire relâcher d'Egmont le jour où il sera libre ; il s'engage également à ne pas faire la guerre au Roi Catholique, mais cette fois il spécifie très nettement que cette interdiction n'est valable que pour les terres de Sa Majesté. Il offre, comme il l'avait déjà fait, de laisser son plus jeune fils en otage chez le duc de Lorraine, pendant un an. En attendant qu'il puisse obtenir que, selon le désir de Philippe II, les princes lorrains se portent caution pour lui, il promet que le roi de Navarre s'obligera en sa faveur. Enfin, Téligny lui-même répondra, sur sa tête, de la fidélité de son père.

**Responce du s<sup>r</sup> de la Noue aux propositions à luy faictes  
par Mons<sup>r</sup> de Rymersch de la part de son Altesse.**

Il accorde de faire mettre en liberté monsieur d'Egmont le plus tost qu'il sera possible, moyennant qu'il soit aussy délivré, ce quy se pourra accomplir par voyes quy seront seures tant pour l'ung que pour l'autre.

Et quant aux rangons, il luy semble que malaisément en peult il déterminer où il est, pour aultant qu'il a sur ce poinct plusieurs choses à remonstrer. Touttesfois il s'en remettra au jugement de son Alteze, de Monsieur le conte de Mansfelt<sup>2</sup> et de Monsieur le marquis de Renty, qu'il estime prince et seigneurs tant amateurs d'équité qu'ilz ne luy imposeront loy qui contrevienne à ceste excellente vertu.

Il promectra aussy (suivant ses precedentes offres) de ne porter jamais les armes contre le Roy d'Espagne en Flandres, ny en Italie, ny en aultres pays appartenans à sad. Ma<sup>te</sup>, pour ce qu'il at

*Brugge*, I, 253-256, et de *Kerkhervorming in Vlaanderen*, du même auteur, I, 207-208 [Ces cinq notes sont dues à M. Rahlenbeck].

1. Copie contemporaine, exécutée dans la chancellerie du Conseil privé.

2. Pierre-Ernest, comte de Mansfeld, né en 1517, l'un des vainqueurs de Saint-Quentin et de Gemblours, succédera, en 1592, à Farnèse, comme gouverneur des Pays-Bas.

apris en sa prison que les guerres entre chrestiens sont lamentables et misérables, et celles contre les Turcz nécessaires et justes.

Et pour la seureté de sad. promesse, il consent que le seul filz qui luy est resté libre aille en ostaige en la court de monseigneur le duc de Loraine l'espace d'ung an.

Quant à l'obligation de cent mille escuz qu'on luy demande en Italie ou Allemaigne, il dict qu'il luy seroit aultant possible de la bailler là que prendre (comme dict le proverbe) la lune avecques les dentz. Et de la bailler aussy en Loraine, cela ne pourroit il nullement faire en absence. Mais il promet de faire obliger promptement le Roy de Navarre pour lad. somme et de donner aussy son filz prisonnier pour respondant, jusques à ce qu'estant libre, il puisse aller soy mesmes vers monseigneur le duc de Loraine pour le supplier de faire la mesme responcion pour luy, ce qu'il effectueroit quatre mois aprez sa délivrance sans faulte. Et en ce faisant tant led. Roy de Navarre que sond. filz demoureront deschargés.

Et pour le regard de l'action qu'on prétend avoir sur sond. fils, led. sieur de la Noue supplie très humblement son Altesse de considérer combien ung pauvre jeune garsson estranger mal conseillé, poussé d'ung désir filial et naturel de libérer son père en souffrance est excusable, puisqu'on oublie et pardonne journellement tant de crimes de subjectz, sy libéralement.

Et comme non seulement les hommes, mais aussy (par manière de dire) les élémens crieroyent contre le sieur de la Noue s'il estoit si cruel et ingrat envers sond. fils sy luy se délivrant il le laissoit languir comme en perpétuelle prison, il supplie son Altesse de se souvenir que la clémence de sa mat<sup>é</sup> catholique et la sienne sont trop pures et amples pour ordonner de telles conditions. Neantmoins le s<sup>r</sup> de la Noue, pour aulcunement les contenter, accorde que son fils demeure ung an prisonnier es mains de son Altesse, estant traicté en prisonnier de guerre comme il est, affin que pendant led. temps on voye quelz seront ses comportemens, au bout duquel terme il sera mis en liberté par eschange ou rançon.

Faict au chasteau de Lembourg le xv<sup>e</sup> d'apvril 1585. Et signé la Noue <sup>4</sup>.

4. Bien que les deux autres pièces de ce même fonds ne soient pas datées, nous les croyons postérieures à celle-ci, pour plusieurs raisons : 1<sup>o</sup> il est ici question d'une rançon; or, on renonça complètement à cette condition; 2<sup>o</sup> La Noue déclare que si le duc de Lorraine s'oblige en sa faveur, le roi de Navarre et son fils seront déchargés de toute obligation: c'est une thèse que Philippe II n'admettra pas; 3<sup>o</sup> La Noue promet seulement d'obtenir « promptement » l'adhésion de Navarre; dans l'autre

Cette pièce porte à chaque ligne l'empreinte du héros pieux qui l'écrivit. C'est l'auteur des *Discours sur les Turcs* qui a écrit cette parole : « Il a appris en sa prison que les guerres entre chrétiens sont lamentables et misérables, et celles contre les Turcs nécessaires et justes. » C'est un père au cœur aussi tendre que son âme est digne, qui réclame du prince de Parme, en faveur de son fils Téligny, plus de justice et plus d'humanité.

(A suivre.)

H. HAUSER.

## LES

### SUITES D'UNE ARRESTATION DE FUGITIFS EN SEUDRE

En 1687

Il est bien rare que des documents de provenance très diverse, et qu'on ne cherchait pas, se rapportent à un seul et même fait. C'est pourtant ce qui nous est déjà arrivé et vient encore de nous arriver. Il y a trois ans je trouvai dans une lettre d'un intendant la première mention d'une évasion de nouveaux convertis saintongeais qui furent en partie surpris et capturés dans la Seudre, le 24 février 1687 (*Bull.*, 1893, 390). — Je rencontrai ensuite, dans la série TT des Archives nationales (284), une *information* datée des 21 et 22 mars, sans mention de l'année, qui, examinée de près, se rapportait à la même affaire (*Bull.*, 1894, 83). — Puis M. Lièvre, l'éminent bibliothécaire de Poitiers me transmit un récit contemporain inédit et détaillé de cet événement (*ibid.*, 81-83). — Enfin, notre bibliothèque vient de recevoir une demi-douzaine de feuillets de papier maculés et rongés, mais dont l'écriture est encore intacte et lisible. Eux aussi se rapportent, comme on le voit, au même fait. Voici, en effet, ce qu'ils renferment :

*ESTAT de la distribution faite manuellement par le comm<sup>e</sup> de Chanterenne, de la somme de 4,083 l. 8 s. restante de celle*

pièce il dira que sa procuration est déjà arrivée; 4° il considère comme impossible de trouver une caution en Allemagne, il en offrira une plus tard, etc., etc.



de 5,683 l. provenant de la vente des effetz trouvez sur les barques prises dans la rivière de Seudre, par un détachement de la garnison de Brouage, scavoir à trois cap<sup>nes</sup> et trois lieutenans, suivant l'ordre de la Cour, celle de 2,500 l., et aux sergens, caporaux, lanspessades, soldats et tambours, celle de 1,583 l. 8 s., le tout chacun à proportion de sa solde,

Suivent 7 pages in-folio renfermant les noms et les chiffres de cet état, et signées ainsi :

« Nous cons<sup>ts</sup> du Roy comm<sup>re</sup> ord<sup>re</sup> des guerres au département d'Aulnis, certifions le contenu au p<sup>nt</sup> estat veritable. En foy de quoy nous avons signé. A Brouage, ce 7<sup>e</sup> aoust 1687.

DE CHANTERENNE.

Trois autres pages commencent ainsi :

MEMOIRE de quelques effets qui restent de ceux trouvez sur les barques prises par un détachement de la garnison de Brouage qui n'ont point esté vendus et dont une partie n'a pas esté inventoriée, sur lesquels plusieurs particuliers qui ont servy et esté employés à l'occasion desd. prises et qui n'ont point esté compris dans la distribution des deniers provenant de la 1<sup>re</sup> vente, demandent d'estre payés.

|                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Le greffier de<br>l'amirauté en est<br>dépositaire<br>ayant esté in-<br>ventoriez. | {<br>Premièrement deux petites cuillières d'argent.<br>Un demy ceint d'argent.<br>Une paire de boutons d'argent.<br>Deux bagues d'or rompues l'une avec une pierre rouge et l'autre n'en ayant point.                                                |
| Doivent estre entre<br>les mains du<br>major ou ayde-<br>major de Brouage.         |                                                                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                                    | {<br>Plus un cable et un grellain qui peuvent valloir cent francs ou quarante escus.<br>Plus une chaloupe qui tout au plus peut valloir dix escus.<br>Plus trois petits chaudrons et une petite marmite.<br>Plus six meschans fusilz et mousquetons. |

Suit l'exposé des réclamations auxquelles on propose d'affecter la valeur de ces divers objets.

La preuve qu'il s'agit de la capture dont le *Bulletin* a déjà

parlé en 1893 et 1894, c'est qu'outre la date de la vente qui eut lieu en juillet après le procès qui suivit l'information de la fin de mars 1687, la liste des capitaines mentionnés dans l'*Etat de la distribution...*, renferme deux sieurs de Maurenard dont l'un est évidemment celui que cite l'information préliminaire (*Bull.*, 1894, 84) <sup>1</sup>.

Ainsi la barque capturée le 24 février 1687, et dans laquelle se trouvaient 52 personnes et deux nourrissons, renfermait des « effets » dont la vente aux enchères produisit 5,683 livres sans compter les articles évalués à plus de 100 livres d'après le *Mémoire* ci-dessus, soit environ de 5,800 livres en tout. Cette somme relativement élevée servit d'abord à payer les frais du procès qui fut la suite de cette capture. En retranchant la somme de 4,083 livres qui fut distribuée comme nous allons voir, de celle de 5,683 livres que produisit la vente, on constate une différence de 1,600 livres qui représente très probablement la somme dépensée en frais de procédure.

Sur les 4,083 livres distribuées, les trois capitaines et trois lieutenants reçurent 2,500 livres, c'est-à-dire les capitaines de la Chasse, de Maurenard l'ainé et de Maurenard le cadet, chacun 574 livres, 13 sols, 4 deniers; et les lieutenants, chevalier de Beauvoir, de Lamymandry et de Saint-Thiery, chacun 258 livres, 13 sols, 4 deniers. Les sergents, au nombre de 8, touchèrent chacun 15 livres, 14 sols, 6 deniers; les caporaux, au nombre de 6, 13 livres, 10 sols, 6 deniers; les anspessades au nombre de 6, 11 livres, 10 sols, 6 deniers. Enfin 121 soldats et cinq tambours reçurent chacun 9 livres, 16 sols, sauf trois soldats et un anspessade qui furent « payés le double » par ce qu'ils avaient été blessés, et qui touchèrent par conséquent 23 livres, 11 sols, et 19 livres, 12 sols, respectivement.

On voit qu'il y avait tout profit à surveiller attentivement et surtout à surprendre les protestants fugitifs. — On voit aussi que ces derniers ont dû emporter bien plus d'« effets »

1. Il n'y a qu'un seul détail qui ne soit pas absolument d'accord avec les pièces déjà publiées. Celles-ci ne parlent que d'une barque prise, tandis que celles que j'analyse ci-dessus parlent de barques au pluriel. Mais le greffier peut avoir facilement confondu, puisque trois barques furent attaquées et poursuivies.

et de valeurs qu'on ne serait tenté de le supposer. Si le contenu d'une seule barque renfermant 50 personnes produisit près de 6,000 livres, les vingt-quatre barques qui, d'après la relation communiquée par M. Lièvre (*Bull.*, 1891, 81-83), purent échapper aux limiers du gouvernement à la même époque, et qui emmenèrent environ 1,200 personnes (*Bull.*, 1894, 86), représentaient bien 100,000 livres au moins.

Il faudrait maintenant qu'une cinquième découverte nous mît sur la trace du sort réservé à ces cinquante captifs et nous fit connaître leurs noms. On trouvera sûrement tôt ou tard quelque reste de la paperasserie grossoyée ou des ordres transmis pour condamner à des peines salutaires ces sujets « rebelles » du roi « très chrétien ».

N. WEISS.

## Mélanges

### A ORANGE

APRÈS LA MORT DE GUILLAUME D'ORANGE,  
ROI D'ANGLETERRE

(8 mars 1702)

(*Extrait de la Gazette de Harlem, du 22 avril*).

Cet extrait suit chronologiquement ceux de la même *Gazette* que nous avons publiés en dernier lieu dans le *Bulletin* de 1892 p. 496<sup>1</sup>. On y raconte comment et à l'aide de quels textes le prince de Conty s'est emparé de la principauté d'Orange qu'il devait peu après céder à Louis XIV, et où, comme partout, les promesses de respecter les droits et privilèges des protestants ne devaient pas tarder à être indigne-ment violées.

*Orange, 22 avril 1702.* — Le 1<sup>er</sup> du mois, le soir, on a reçu la triste nouvelle de la mort du roi de la Grande-Bretagne, notre souverain légitime et bien aimé. Le Parlement publia

1. Sauf deux ou trois requêtes que je publierai prochainement.

de suite un placard déclarant qu'il prenait le gouvernement en mains jusqu'à la nomination de son successeur, et a ordonné un deuil public, avec ordre aux magasins de rester fermés durant 8 jours.

Aussitôt que le prince de Conti eut appris la mort du roi de Grande-Bretagne, il présenta une requête au grand Conseil du roi de France, en sa qualité d'héritier de feu l'abbé de Longueville, et obtint un arrêt du 28 mars dernier, ordonnant l'exécution des arrêts des 20 janvier 1553, 27 juillet 1556 et 8 février 1567, qui délivrent la pleine et entière succession de Jean de Chalon et de Marie de Baux, prince et princesse d'Orange, aux ancêtres de ce duc et par conséquent, permettent au duc de prendre possession de la principauté d'Orange et de tous les biens et revenus provenant de la succession des susdits de Chalon et de Baux. C'est la première fois que les arrêts susdits, qui en droit sont périmés, ont été mis à exécution. Les ducs de Longueville ne l'auraient jamais osé essayer avant que le comte d'Auvergne, qui durant la dernière guerre a possédé la principauté à titre de représailles, n'eût obtenu du Conseil d'Etat de sa Majesté un arrêt, par lequel madame de Nemours (qui voulait prendre possession, comme la plus proche héritière des Longueville, sur la foi des susdits arrêts), avait été déboutée.

Le prince de Conti ayant remis sa procuration à Mons. de la Valette, et le gouvernement d'Orange au chevalier de Moranges, ils se rendirent à Orange le soir du 4 de ce mois, accompagnés d'un grand nombre de personnes qui suivent le parti de ce prince, et de quelques gardes du corps portant les couleurs de son Altesse sérénissime. Peu après, il fit insinuer le susdit arrêt à tous les officiers, tant aux militaires qu'à ceux de la justice, finance et police, avec ordre de ne reconnaître aucun autre prince que son Altesse susdite, au nom duquel il prenait possession de la principauté. Le même jour, Mons. de La Valette, précédé de six gardes du corps et suivi d'une trentaine d'étrangers, se rendit chez Mons. d'Alaçon, président du parlement et au bureau des domaines et des finances, auxquels il communiqua l'arrêt susdit et requit que les papiers avec leur inventaire lui fussent remis



comme s'il n'y avait plus d'autre prince d'Orange que son Altesse sérénissime. Le même jour, il se rendit avec la même suite à la maison de Mons. de Bédarides, lieutenant de la garnison, auquel il fit le même compliment, ajoutant qu'il eût à licencier la garnison immédiatement, ou qu'il s'en prendrait à lui et qu'il ferait venir des troupes qu'il demanderait à l'intendant de Provence. Le lieutenant, dans l'impossibilité de faire quelque chose, et ne pouvant obtenir un sursis, accéda à la demande, n'ayant en tout que quarante-cinq soldats, et la ville étant ouverte et sans espoir de secours. Le 5, les consuls et le Conseil d'Orange durent prêter serment au nouveau prince, au nom de la commune. Le même jour, l'avocat et procureur général remit une des clefs des archives et un inventaire entre les mains de Mons. de la Valette, qui lui rendit l'inventaire trois jours plus tard.

Comme les quatre pasteurs s'étaient cachés, sur la promesse de Mons. de la Valette que S. A. désirait maintenir tout le monde dans ses droits et privilèges, ils allèrent saluer Mons. de Moranges, qui renouvela les promesses et les assurances données pour leur sûreté.

Le jour même que tout s'était soumis, le parlement et le bureau des biens de l'Eglise, de la commune et de l'Etat, écrivirent à son Altesse pour être confirmés en leurs libertés et privilèges. Le même jour, Mons. de la Valette fit connaître par le crieur public que l'on eût à rouvrir les boutiques et que chacun eût à reprendre son travail et que l'on devait faire de joyeuses démonstrations pour fêter la venue de S. A. S., le second jour de Pâques. Depuis ce temps tout est tranquille dans la principauté et les ordres ont été donnés aux gardes, aux frontières des provinces, d'empêcher les nouveaux convertis d'y pénétrer.

---

## SÉANCES DU COMITÉ

---

14 janvier 1896.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. O. Douen, J. Gaufrès, F. Puaux, Ch. Read,

A. Réville, E. Stroehlin et N. Weiss. — MM. F. Buisson, A. Franklin, F. Kuhn et G. Raynaud se fond excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président communique une note du trésorier qui accuse, pour l'année 1895, un total de dépenses d'environ 18,000 francs. Puis il se demande s'il ne serait pas nécessaire de convoquer prochainement le comité de la *France protestante*.

**Bulletin.** — Il a eu le regret de ne pouvoir insérer un travail de M. le pasteur Soubeiran sur l'*Histoire de la Vaunage*, que M. le président veut bien lui retourner. Le secrétaire annonce le projet de publication, à la suite des *Opera Calvini* qui seront prochainement terminés, d'une traduction de la Bible extraite tout entière par feu M. le professeur E. Reuss, des œuvres de Calvin.

**Bibliothèque.** — Elle a reçu de M. le bibliothécaire E. Reuss, un lot de brochures, en partie anciennes, et de M. E. Rodocavachi, des extraits des archives italiennes sur Renée de Ferrare, qui compléteront le dossier manuscrit que M. Jules Bonnet avait rassemblé sur ce sujet.

11 février 1896.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. O. Douen, J. Gaufres, A. Lods, F. Kuhn, F. Puaux, Ch. Read, E. Stroehlin, Ch. Waddington et N. Weiss. MM. Bonet-Maury, A. Franklin et W. Martin se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le Président communique la réponse de M. le pasteur Soubeiran, qui se décide à faire paraître son travail sur la *Réforme dans le Vaunage* sous forme de volume. La Société souscrira pour 5 exemplaires, comme elle a promis de le faire aussi pour une histoire du *Protestantisme à Dieppe*, que M. le pasteur Hardy fait actuellement imprimer. Parmi d'autres publications récentes, M. le Président signale celle de M. Rodocanachi sur Renée de Ferrare, qui a été facilitée par les papiers que M<sup>me</sup> Jules Bonnet a bien voulu déposer à notre Bibliothèque.

**Bulletin.** — A propos du sommaire du numéro de mars, M. le Président exprime les regrets que nous cause à tous la mort de M. Alfred André. Il avait trouvé le temps, au milieu de ses nombreuses occupations, de s'intéresser à notre histoire et sa perte sera vivement ressentie dans le Comité de la *France Protestante*.

**Bibliothèque.** — Elle a reçu du Président l'ouvrage rare de Duplessis d'Argentré, *Collectio Judiciorum...*, exemplaire provenant de

la bibliothèque de feu M. le professeur Ch. Schmidt ; — de M. E. Hugues, un petit dossier de papiers cevenols renfermant quelques billets revêtus de la signature autographe de Henry de Rohan ; — enfin, de M. Marignan, conseiller à la cour de cassation, au nom de la famille Sérusclat, quatre portefeuilles remplis de manuscrits du xviii<sup>e</sup> siècle classés par M. le pasteur E. Arnaud, de Crest, et renfermant :

I. 192 lettres de Paul Rabaut et de ses trois fils.

II. 75 lettres d'Antoine Court et de son fils.

III. 147 lettres et pièces diverses de l'époque du Désert en Dauphiné, adressées en partie à Étienne et Abraham Chiron.

IV. 93 lettres de Pierre et Marie Durand, de Chalon dit Latour, et de Pradel.

Cet ensemble de plus de 500 lettres ou pièces historiques est donné à la Société de l'histoire du Protestantisme français, aux conditions suivantes : les papiers devront être classés et reliés le plus tôt possible, sous le titre de *Papiers Chiron, Fonds Sayn-Sérusclat, don de Mesdames Firmin Marignan et Louis Laroue*. Dans le cas improbable où, à une époque quelconque, la société donataire viendrait à se dissoudre, le vœu de ces dames est que ces documents soient remis en don à la Bibliothèque Nationale.

Le comité accepte avec une vive reconnaissance ces manuscrits qui, pour le xviii<sup>e</sup> siècle, complètent les collections si souvent utilisées de Paul Rabaut et d'Antoine Court. — Il s'engage officiellement à exécuter les conditions auxquelles Mesdames Marignan et Laroue ont bien voulu se dessaisir de ce précieux dépôt en faveur de notre Société.

## BIBLIOGRAPHIE RÉTROSPECTIVE

**Lefèvre d'Étaples, sa profession de foi et son N. T.**

A M. N. Weiss.

Mon cher collègue,

Je demeure convaincu que la traduction française du *Sommaire de la sainte Écriture*, composé en latin par Robert Estienne, est bien l'œuvre particulière de Lefèvre d'Étaples, dont la théologie différerait sensiblement de celle de son disciple (*Bulletin*, XLIII, 451 et 453). Mais cette pièce, que vous croyiez à tort postérieure au pla-

card de Marcourt (*Ibid.*, 64 et 452), constitue-t-elle, comme nous l'avons pensé « la première profession de foi en langue vulgaire des protestants français » ?

Un arrêt de la Sorbonne, que j'avais oublié après l'avoir inséré dans *Cl. Marot et le Psautier huguenot*, I, 273, semble de nature à éveiller un doute à cet égard. Voici ce qu'on lit dans d'Argentré, *Collectio judiciorum*, II, 86 : « Le 2 mars 1531, la faculté de Paris avait déjà condamné un livre intitulé : *L'oraison de Jésus-Christ, qui est le Pater noster, le Credo avec les Dix commandements de la loi, les Sept pseumes, le tout en français, contenant autres traités, comme le livre de la suggestion des chrétiens, une exposition sur le Magnificat, le livre de la loi et de l'Évangile avec la force d'iceux, un autre nommé Épître chrétienne, et le brief recueil de la substance et de la doctrine évangélique.* » — Qu'était-ce que ce *Brief recueil de la substance et de la doctrine évangélique* ? Faut-il y voir une profession de foi, qui serait alors antérieure à celle de Lefèvre ?

Cet arrêt, vous le connaissiez aussi, puisque, d'après vos remarquables articles sur les traités de Luther traduits entre 1523 et 1534, il aurait été prononcé contre le *Livre de vraie et parfaite oraison* de Berquin (*Bulletin*, XXXVII, 503). Or la description que vous donnez du volume (p. 158), ne correspond point exactement à celle de d'Argentré : *la suggestion des chrétiens, le livre de la loi et de l'Évangile, l'Épître chrétienne et le brief recueil*, etc., manquaient à l'exemplaire que vous avez eu entre les mains.

Le *Brief recueil* a-t-il disparu pour jamais ? Il est permis d'en douter ; car plusieurs de ces prétendus introuvables se sont révélés tout à coup ; témoin, entre autres, le Nouveau Testament gothique de Lefèvre, in-16 presque carré, sans date et portant au dernier feuillet la marque F. C., dont vous m'avez signalé un volume dépareillé comme étant en la possession de M. Gaiffe, qui l'a égaré dans un déménagement. Tous mes efforts pour pénétrer ce chiffre F. C. restant infructueux, je soumis, mais en vain, la question aux lecteurs du *Bulletin* (XLII, 166). Heureusement cet été M. W. J. Van Eys, qui a exploré la plupart des bibliothèques d'Europe, en vue de sa *Bibliographie*, encore inédite, de *la Bible française au XVI<sup>e</sup> siècle*, étant venu travailler sur les exemplaires de la Société biblique, me donna le mot de l'énigme. Il a bien voulu détacher de son précieux travail et me permettre de reproduire la description suivante :

*Le Nouveau testament contenant ce qui est de-  
clare en la page subsequente.*



Frontispice gravé; deux rectangles en hauteur, l'un dans l'autre : dans celui du centre la croix de Savoie (argent sur gueules), accostée des initiales FE, à gauche, et RT, à droite. L'écu est entouré du cordon de veuve et timbré d'une couronne. — Au haut, dans le rectangle extérieur se trouve le titre ; au bas on lit :

¶ *Imprime a Turin pour Fr̄  
coys Cauillon demeurant a  
Nice sur la riuere de Gennes.*

Petit in-8 goth., sans date à longues lignes et en trois parties. Les pages ont 26 lignes et le texte est entouré d'un filet, y compris le titre courant

Au verso du titre :

Sensuyent les liures du nou | ueau testament.

Au second feuillet non chiffré, mais signé aij, commence l' :

Epistre exhortatoire : A tous Chrestiens & Chrestiennes grace il | lumination & salut en Jesuchrist. | Qant saict pol estoit sur | terre... occupant 6 feuillets et le recto du 7<sup>e</sup>, et finissant ainsi :

Sensuyent les saintes Euāgiles | de Jesuchrist : premierelement celle qui est selon saint | Matthieu.

Au-dessous il y a la croix de Savoie. Le verso de ce feuillet est blanc; puis vient le texte du feuillet 1 à cxcvi verso.

¶ Cy fine la sainte Euangile de nostre  
Seigneur Jesuchrist selō saint Iehan.

Suit dans un cadre orné de fleurs :

Le contenu  
en ceste partie du nouveau testament.

Une Epistre exhortatoire  
Les epistres saint Pol xiiii  
Les epistres catholiques vij  
Les actes des apostres j  
Lapocalypse saint Iehan j  
En la ij Epistre Timoth. ou (*sic*) iij chapitre :  
Toute escripture diuinement in  
spiree : est utile a enseigner : a ar  
guer : a corriger : a adresser en jus  
tice : a ce que l'homme de Dieu soit  
parfait : Et a toute bonne œuvre  
instruit.

Au verso de ce titre commence l'épître exhortatoire qui finit sur le recto du xi<sup>e</sup> feuillet; sur ce même feuillet commence l'épître de saint Paul aux Romains. Cette partie qui contient les épîtres et les Actes finit au verso du feuillet LIX; suit un feuillet blanc; puis avec l'Apocalypse, la pagination recommence du feuillet 1—xxv.

Suivent 15 ff. n. ch. comprenant la :

Table pour trouver les Epistres | et Euangiles des dimanches.

Au verso du dernier feuillet la marque de l'imprimeur une rose (héraldique) et au-dessous les initiales : F.C.

Un exemplaire complet à la bibliothèque universitaire de Munich, n° 1007; un autre, incomplet du titre, à la bibliothèque royale de Munich.

Ainsi proscrit à Paris, le Nouveau Testament de Lefèvre recevait un accueil plus hospitalier à Anvers, à Bâle, à Lyon, à Neuchâtel, et, ce que l'on ignorait jusqu'ici, à Turin. Comment un Nouveau Testament français imprimé à Turin et édité à Nice, n'aurait-il pas pénétré dans les Vallées vaudoises, auxquelles il était évidemment destiné? Cependant Olivetan, qui travaillait dans ces Vallées comme missionnaire de 1532 à 1535, est muet sur ce point, et son silence quelque peu étrange m'a induit en erreur (Voir et corriger l'*Encyclopédie des sciences religieuses*, IX, 787, ligne 17)<sup>1</sup>. Il dit à Farel et à Saunier, dans l'épître placée en tête de sa Bible : « Voyans aussi les exemplaires du Vieil et Nouveau Testament en langue *vulgaire qui estoient entre nous, écrits à la main* depuis si longtemps qu'on n'en a point souvenance, ne pouvoir servir sinon à peu de gens », vous fîtes admettre par nos frères vaudois l'urgence « de repurger la Bible selon les langues hébraïque et grecque en langage français ».

Pourquoi, à côté de ces manuscrits du Vieil et du Nouveau Testament en *langue vaudoise*, Olivetan ne mentionne-t-il pas la présence du Nouveau Testament de Lefèvre? — D'abord, sans doute, parce que les amis auxquels il s'adressait savaient aussi bien que lui, qu'on en trouvait dans les Vallées non pas une édition, mais deux : celle de Turin et celle de Neuchâtel. En effet, la Bible que l'assemblée de Chanforan (12 septembre 1532) avait résolu de faire reviser sur

1. Après m'être rectifié moi-même, je demande la permission de rectifier aussi M. Doumergue, d'après lequel (*Bulletin*, 1896, p. 30) le dernier *Nouveau Testament* de Lefèvre imprimé en France, aurait été celui de Simon Dubois (1525). Erreur. C'est à Paris, non en France, qu'il fallait dire; car Lyon en vit paraître au moins sept éditions postérieures : en 1529, entre 1530 et 1532 (?), en 1533, 1540, 1541, 1542 et 1543.

l'hébreu et le grec, était celle de Lefèvre. Ne la tenant qu'en médiocre estime parce qu'elle suivait le texte latin, et dans l'espoir que leurs instances obligeraient Olivetan à mettre au jour son Ancien Testament traduit de l'hébreu, Farel et Viret ne se pressaient pas d'accomplir le travail de revision dont on les avait chargés. Aussi les Vaudois qui avaient versé pour l'impression cinq cents écus d'or, s'impatientaient-ils, et afin de leur faire prendre patience, Pierre de Vingle, leur imprimeur, fit paraître le 17 mars 1534, son édition in-fol. du Nouveau Testament de Lefèvre. — Enfin Olivetan pouvait avoir encore un autre motif pour laisser dans l'ombre des faits non dépourvus d'intérêt historique : après avoir revu légèrement le Nouveau Testament et les Apocryphes de son devancier, il s'en était emparé pour les introduire dans sa Bible, et ne jugeait pas, semble-t-il, nécessaire de faire au public cette confidence.

Telles étaient les mœurs du temps, où l'on n'avait de la propriété littéraire qu'une notion fort éloignée de la nôtre. M. le professeur Reuss écrivait en 1866 : « Olivetan, qui emprunte tant de choses à Pagninus, ne le nomme jamais », et il ajoutait : « Ce qui nous frappe ici le plus, c'est le silence absolu qu'il garde au sujet des traductions françaises antérieures. C'est un fait que la critique ne devra pas négliger... » (*Rev. de théologie* de Strasb., 3<sup>e</sup> série, III, 238).

Quand le Nouveau Testament de Turin parvint-il aux Vallées ? Pour essayer de répondre à cette question, il fallait d'abord établir approximativement la date de l'ouvrage, en le comparant avec des éditions datées qui diffèrent entre elles. A cet effet, M. F. de Schickler a bien voulu adresser, en notre nom, à la bibliothèque universitaire de Munich, neuf passages de l'édition de 1524 avec les variantes de l'édition de 1530, revue par Lefèvre (ces passages comprennent les phrases initiales de Matth. XII, Marc I, IV, XIV, Luc XII, Jean V, Actes I, Romains I, I Jean III). Le conservateur, M. le Dr Schnorr de Carolsfeld, nous a répondu avec une parfaite obligeance, que dans ces neuf fragments, l'édition de Turin suit celle de 1524. — A moins donc de supposer une anomalie tout à fait extraordinaire (car parmi les vingt éditions du Nouveau Testament de Lefèvre que nous avons examinées, aucune ne reproduit le texte primitif après la revision de 1529-1530, ni aucune le texte de 1530 après la revision de 1534), il y a tout lieu de penser que l'édition turinoise est antérieure à la Bible de 1530. Par conséquent sa diffusion a dû précéder de plusieurs années l'arrivée d'Olivetan dans les Vallées, et il conviendrait sans doute de mentionner, parmi les réformateurs des Églises vaudoises, Lefèvre et l'éditeur François Ca-

villon, dont le nom ne figure point dans les tables manuscrites du *Bulletin* et de la *France protestante*, que possède la bibliothèque de l'Histoire du Protestantisme français.

Veuillez agréer, mon cher collègue, etc.

O. DOUEN.

#### Réponse à M. Douen.

Lorsque j'ai écrit l'étude sur les *premières professions de foi des protestants français* qui a paru ici en 1894 (57-78) et qui a été complétée par M. Douen et par moi-même (*Ibid.*, 449-454 et 455 à 469), je n'avais qu'un seul but : faire connaître l'origine et le texte de ces premières professions de foi et surtout mettre en lumière le rôle jusque-là méconnu de Robert Estienne et du parti dont il semble avoir été le porte-parole. La première traduction française du *Sommaire* que Robert Estienne composa et mit en tête de sa Bible latine de 1532, ayant été aussitôt placée par Lefèvre d'Étaples en tête de sa Bible réimprimée à Anvers en 1534, M. Douen tient à ce qu'il soit bien entendu que le premier texte *français* qu'on peut considérer comme une profession de foi est de Lefèvre. J'y consens bien volontiers, me bornant à réclamer pour Robert Estienne l'initiative de cette innovation.

Aujourd'hui mon collègue se demande si ce texte est bien le premier de ce genre. Il cite la censure prononcée par la Faculté de théologie de Paris le 2 mars 1530 (1531 n. s.) contre plusieurs traités parus antérieurement et dont le dernier rappelle bien par son titre celui d'une profession de foi. Lorsque la Sorbonne prononça cet arrêt elle avait évidemment sous les yeux un recueil de la plupart des petits écrits composés pour les premiers « luthériens » français. J'en ai retrouvé plusieurs, en 1888, dans le *Livre de vraie et parfaite oraison*, sorti des presses de Simon Dubois en 1529, et j'ai prouvé qu'ils étaient des traductions françaises de quelques-uns des premiers traités de Luther<sup>1</sup>. Je n'ai pas encore retrouvé le *Livre de la suggestion des chrétiens*, l'*Exposition sur le Magnificat*, le *Livre de la Loi et de l'Évangile avec la force d'iceux*, ni l'*Épître chrétienne*. Mais j'ai eu entre les mains le

1. *Bull.*, 1888, p. 158 à 160 corrigées par l'ERRATA qui se trouve à la fin de la Table des matières de cette année.



¶ *Brief recueil de la substance et principal fondement de la doctrine Évangélique.*

¶ *Lisez chrestiens et vous y trouverez consolation.*

Ce titre recouvre une petite plaquette de quarante pages en caractères gothiques, sortie comme tous les traités que j'ai décrits en 1887 et 1888, des presses de Simon Dubois. La préface « *Au fidèle liseur* » est ainsi datée :

*Au mois de Septem.  
M. CCCCC et XXV.*

Elle émane d'un de ceux « *auxquelz est commise l'administration et dispensation dicelle parolle* » (de Dieu). c'est-à-dire d'un prédicateur, ou plus exactement d'un curé gagné aux idées nouvelles. Il se plaint d'être empêché de prêcher cette parole, et ajoute qu'il « *reste au moins que par escriptz ne cessons de aider vostre foy* ». Il a donc composé ce traité : d'abord, pour protester contre la persécution et la suppression de la parole de Dieu, puis pour expliquer deux choses, savoir la *justification par la foi* et *ce qu'il faut penser des traditions*. — On le voit, sans que j'entre dans plus de détails, nous avons ici un témoignage précieux et contemporain de la première interdiction de l'Évangile en langue vulgaire ; il nous montre ce qui préoccupait les premiers protestants et ce qu'on leur enseignait sur ces deux points. Mais ce n'est pas une profession de foi résumant l'ensemble de leurs convictions ou de l'enseignement qu'on essayait de leur communiquer autrement que par la prédication.

Le *Brief recueil* est donc retrouvé, et j'ai tout lieu de croire qu'il est en lieu sûr. Mais je ne sais si M. Gaiffe a remis la main sur la *deuxième partie* d'un Nouveau Testament, de Lefèvre, en caractères gothiques, in-8° presque carré, de petit format, qu'il a eu l'obligeance de me communiquer il y a quelques années. J'ai pu à ce moment en prendre une description sommaire que je donne ici à titre de renseignement avec un fac-similé exact de la marque d'imprimeur qui se trouve sur le dernier feuillet. Le premier feuillet de cette seconde partie du Nouveau Testament, orné d'un encadrement, renferme le titre suivant :

¶ Le contenu  
en ceste partie du nouveau testa-  
ment.

Une Epistre exhortatoire.  
Les epistres saint Pol. xiiij.  
Les epistres catholiques. vii.  
Les actes des Apostres. i.  
Lapocalypse saint Iehan. i.  
En la. ij. Epistre Timoth. ou. iij.  
Chapitre.

Toute escripture diuinement in-  
spiree : est vtile a enseigner : a ar-  
guer : a corriger : a adresser en lu-  
stice : a ce que lhôme de dieu soit  
parfait : Et a toute bone œuvre  
instruict.

*Verso du titre* : Epistre exhortatoire : A tous Chrestiens &  
Chrestiennes salut en Iesuchrist,  
vraye congnoissance &  
amour de sa  
parolle.

*Jusqu'à fueil xi. recto, puis suit aussitôt sur la même page :*

¶ Epistre de Saint Pol  
Apostre aux Romains

*commençant par une vignette qui représente saint Paul tenant un  
glaive, et une initiale à fleurs, et continuant sans interruption jus-  
qu'au feuillet CLXI verso. Tout du long un titre courant sommaire.  
A la fin :*

Cy fine lepistre de Saint  
Iude Apostre.

II, feuillet I à LIX :

LES ACTES  
des Apostres

*etc., avec initiale ornée.*

III, feuillet I à XXV v°, précédée d'une petite foliole :

LAPOCA-  
lypse de Saint Iehan Apostre.

*Vignette représentant saint Jean tenant un calice et petite initiale.*

*A la fin :*

Cy fine le liure de la reuelatiō de Sainct  
Iehā Apostre, a la gloire du pere celeste, &  
de Iesuchrist son filz en la qmunion du saīct  
esperit, & au salut de ceulx q̄ a ceste fin, en la  
grace, & par la grace de nostre dieu deuote-  
ment et reueremment le liront. Amen.

IV. *Sans pagination :*

¶ Table pour trouuer les Epistres,  
& Euangiles des dimēches, & festes de lan,  
a lusaige de Meaulx, Paris, et Rome.

*Initiale, 15 feuillets, le verso du dernier occupé par la marque  
F. C.*



*La I<sup>re</sup> partie est signée ABCDEFGHIKLMNOPQRSTU, le dernier feuillet blanc.*

*La II<sup>e</sup> partie est signée aa bb cc dd ee ff gg hh, cette dernière lettre n'ayant que quatre feuillets dont le dernier blanc.*

*La III<sup>e</sup> partie est signée AA. BB. CC. DD et la Table qui suit, DDii à EE<sup>8</sup>.*

Cette description est conforme à celle de la même partie de l'exemplaire incomplet de la Bibliothèque royale de Munich. Il semble qu'il y ait entre elle et celle de M. van Eys, prise sans doute sur l'exemplaire complet de la Bibliothèque universitaire de la même ville, quelques légères différences qui pourraient laisser supposer deux tirages de la même édition. Je suis heureux de voir que la comparaison des passages soumis par M. de Schickler à l'examen du Dr Schnorr, de Carolsfeld, confirme mon hypothèse que cette édition est de 1524-1525, et destinée à un autre milieu que celui que visaient les éditions de Paris et de Bâle, du même N. T.

N. WEISS.

## CORRESPONDANCE

**Inscriptions huguenotes.** — M. P. Arnal nous communique celle du temple de *Barre* (Lozère) inscrite au-dessus de la porte :

QVI EST DE DIEV OÏT

LA PAROLE DE DIEV.

1608

Le *Signal* du 3 mars 1896 dit qu'on a déposé au musée municipal de *Saint-Maixent* deux fragments de cheminées portant des inscriptions. L'un de ces fragments renferme, dans un ovale, trois étoiles avec ces mots :

LVX IN TENEBRIS 1585.

qui indiquent bien une origine huguenote. Mais la date 1585 est-elle bien exacte? C'est celle des plus épaisses ténèbres de la Ligue.

**AVIS IMPORTANT.** — *L'assemblée générale annuelle de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français n'aura lieu, cette année, qu'au mois de novembre.*

N. W.

*Le Gérant : FISCHBACHER.*



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

LA RÉFORME DANS LE VERMANDOIS  
L'ÉGLISE DE SAINT-QUENTIN

(SUITE 1)

CHAPITRE II

*L'Église de Lehaucourt de 1599 à 1620.*

§ 1. — Transfert du lieu de culte du Câtelet à Lehaucourt.  
Ministère de Jean du Perche.

*Alta curia*, Haucourt, le Hautcourt ou Lehaucourt, était une localité autrefois plus petite encore qu'aujourd'hui, sur le chemin de Cambrai, voie très fréquentée que remplace la route nationale, parallèle, à l'ouest. Le choix de ce village, pour abriter le culte des réformés de Saint-Quentin, presque à égale distance (deux lieues) de cette ville et du Câtelet, au fond d'un vallon, ne serait pas suffisamment expliqué par la situation géographique, non plus que par cet autre fait, assez

1. Voy. *Bulletin*, XLIV (1895), p. 561 ss, l'article sur *les Origines de la Réforme à Saint-Quentin*. — Charlotte d'Aumale dont il est question, p. 572, n. 2, était fille de Michel Gaillard, sieur de Longjumeau, gentilhomme huguenot, expulsé de Paris en 1561 pour prêches illicites tenus dans sa maison du *Pré aux Clercs* (près les rues Saint-Dominique et du Bac : *Mém. de Condé*, II, 341, 349; *Bull.*, 1896, 24). Dans leur maison de Longjumeau Charlotte tout enfant put voir, en octobre 1562, sa mère « très cruellement traitée », et « un jeune homme précepteur » tué par un cordonnier de Paris, se disant capitaine, et que l'*Histoire ecclésiastique* qualifie de brigand » (éd. Baum, II, 200; cf. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., VI, 793). C'est bien dans l'Oise que se trouve la terre de *Rieux* (l. c., p. 564, n. 1), appartenant à la « maison de *Haucourt* » (A. d'Aubigné, *Hist. univ.*, éd. de Ruble, VI, p. 48).

important néanmoins : le patronage ecclésiastique n'appartenait pas au chapitre de Saint-Quentin, comme c'était le cas pour la plupart des paroisses voisines, mais à l'abbaye du Mont-Saint-Martin<sup>1</sup>. Le véritable motif dut être, comme nous l'avons vu<sup>2</sup>, que certains membres de la famille d'*Aumale de Rieu*, alliée à celle de Coligny, étaient seigneurs d'*Haucourt* et offrirent l'hospitalité sur leurs terres à leurs coreligionnaires pour la célébration du culte, après l'Édit de Nantes.

L'histoire de « l'Église du Seigneur recueillie à Lehau-court » jusqu'aux approches de la Révocation serait singulièrement éclairée par la découverte des registres du Consistoire<sup>3</sup>. Pour jeter quelque lumière sur ses premières années il faut nous contenter encore d'utiliser les mêmes registres de baptêmes et mariages que pour l'Église du Câtelet<sup>4</sup>, en les rapprochant de divers documents déjà publiés ou inédits.

Après le départ de *Joachim du Moulin*, en février 1595, les fidèles de l'Église dispersée pendant la guerre avaient été visités par divers pasteurs, dignes successeurs de ce *Véron le Ramasseur* qu'un historien catholique décrit « allant, trottant et furetant partout, portant les nouvelles de la vérité<sup>5</sup> ». L'un d'eux est mentionné dans le seul acte conservé pour 1598 : *Jacques de Veines*, ministre de l'Église de Crespy<sup>6</sup>.

1. Colliette, t. II, p. 784; t. III, appendicé, p. 138; cf. Peigné-Delacourt, *Pouillé de l'ancien diocèse de Noyon*, Paris, 1876, p. 48.

2. *Bulletin*, t. XLIV, p. 571; cf. Douen, *Encyclopédie des sciences religieuses*, t. X, p. 593, article PICARDIE.

3. Le peu qu'on connût jusqu'à présent, surtout sur les dernières années de cette histoire, se trouve dans l'*Essai* de M. Douen (*Bull.*, t. VIII [1859], p. 547 et *passim*).

4. Ils semblent n'avoir guère été consultés en détail que pour des recherches généalogiques sur la famille *Crommelin*. Celui que nous analysons aujourd'hui renferme les baptêmes de 1599 à 1617, à la suite des actes faits au Câtelet, et, sur deux cahiers distincts, les mariages de 1601 à 1605 et de 1610 à 1617.

5. Il fut, ajoute Florimond de Rémond, « un des boute-feux de la France » (*De l'origine des hérésies*, VII, ch. XII; cf. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. I, col. 636).

6. Voir dans les *Documents inédits sur le culte réformé dans le Vermandois*, publiés par M. Combiér (Laon, de Coquet, 1872), un procès-verbal désignant un terrain pour le cimetière des protestants à Laon, par devant *Ch. Demange*, seigneur de Bellencourt, lieutenant particulier au bailliage



Puis vinrent l'Édit de Nantes et le rétablissement provisoire du culte au Câtelet en 1599; le personnage désigné peu après comme « notre pasteur » est *Jehan du Perche*<sup>1</sup>. Ce fut lui sans doute qui présida le dernier culte au Câtelet, le 26 septembre 1599, et le premier à Lehaucourt, le 3 octobre; on peut le conjecturer d'après ce fait que le culte ne subit aucune interruption, mais le nom de *Du Perche* ne figure sur aucun autre acte que le baptême signalé plus haut. Il habita, au moins pendant cette période de transition, à Bohain. D'un document découvert par M. Daullé aux archives municipales de Saint-Quentin, il résulte, en effet, que *Du Perche* étant venu habiter quelques jours chez *Jean Biçon*, à Saint-Quentin, le comte de Chaulnes lui fit signifier de continuer à avoir sa demeure à Bohain (juin 1600). Il ne doit pas avoir exercé son ministère beaucoup au delà de cette date.

Agé alors d'une trentaine d'années, il avait déjà l'humeur inconstante qui finira par le faire déposer « pour avoir abandonné son Église et fait le vagabond ». Voici quel était, quelques années plus tard, son signalement : « Il a la barbe noire et les cheveux aussi. Il est camus et pied-bot et d'une taille médiocre<sup>2</sup>. »

Son départ de Picardie semble avoir été motivé par quelques dissentiments avec les corps ecclésiastiques, sur des questions financières; en 1603 il adresse au Synode général de Gap des lettres et mémoires réclamant certaines sommes qu'il prétend lui être encore dues par la province d'Ile-de-France et Picardie; l'assemblée renvoie l'affaire au synode provincial en exprimant le désir qu'il soit donné satisfaction au plaignant<sup>3</sup>.

du Vermandois, le 1<sup>er</sup> juillet 1600, signé : « *Demange, de Baillon, commis* »; il est fait allusion aux lieux de culte de *Crespy* en Laonnois et *Compertrix*, près Châlons en Champagne, mais M. Combier ajoute (p. 6) : « De 1600 à 1663 on ne trouve rien » (sur le protestantisme) aux archives de Laon.

1. Nom à corriger ainsi dans le *Bulletin*, t. XLIII (1894), p. 474, au baptême de *Josué Bertin* (et non *Watin*), de Saint-Quentin, le 22 août 1599, répété en surcharge (n° 131 bis), peut-être de la main du pasteur, qui était parrain.

2. Aymon, *Synodes nationaux*, II, 136, n (synode de Vitry, 1617).

3. Quick, *Synodicon*, I, p. 252, 254. La *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., V, col. 844,



Du Perche paraît avoir quitté l'Église de Lehaucourt à l'automne de 1600. Aucun acte n'est fait en novembre, quatre baptêmes se trouvent le 3 décembre, onze le 31 ..., puis plus rien jusqu'au 18 mars 1601, et au 29 avril (neuf baptêmes).

L'Église, vacante pendant un an, fut de nouveau desservie par les pasteurs qui s'en étaient occupés en 1598; le 27 mai 1601, le baptême de deux jumeaux est célébré à *Crespy*. Le 22 juin, le ministre de cette Église, *Jacques de Veines*, vient à Lehaucourt faire six baptêmes<sup>1</sup>. Les 29 et 30 juillet, c'est M. *Zacharye Richard*, ministre de *Lœilly*<sup>2</sup>, qui baptise huit enfants et bénit un mariage.

## § 2. — Ministère de Richer, sa famille, ses débuts.

Le 19 août 1601, apparaît pour la première fois le nom du pasteur qui dirigera l'Église pendant plusieurs années, *David Richier* ou *Richer*<sup>3</sup>.

Il était d'origine lorraine et non picarde, comme nous l'avions cru d'abord<sup>4</sup>. La famille prétendait se rattacher à une maison noble éteinte, les Wandelaincourt, et portait leurs armes (d'azur à la bande componée d'or et de gueules de six pièces, à l'aigle d'argent au vol abaissé, brochant sur le tout). Une branche de la famille, la branche cadette, semble-t-il, compte plusieurs sculpteurs, dont le plus célèbre fut *Ligier* ou *Léger*, de Saint-Mihiel, auteur de la *Mise au tombeau du Christ* qui orne l'église Saint-Étienne de cette ville<sup>5</sup>. Il mourut, en 1567, à Genève, où il s'était réfugié pour

disait seulement que *Du Perche* (Jean dit *Antoine*) fut « ministre en diverses Églises de Picardie depuis 1599. Nous ne savons pourquoi cet ouvrage le distingue d'un homonyme « ministre à Cozes en Saintonge, 1603 ». Cette année fut, d'après la liste dressée au synode de Gap, celle où *Du Perche* quitta Cozes et fut remplacé par M. *Jacques Chalmot*, de La Rochelle. Il exerça ensuite, d'après la *France protestante*, le ministère dans sa ville natale, Aiençon, mais d'après le *Synodicon* (I, p. 518) c'est comme pasteur à Mondoubleau qu'il fut déposé en 1617 par le synode de Vitry.

1. *Bulletin*, t. XLIII (1894), p. 406, n. 1.

2. *Ibid.*, p. 480. Leuilly est dans le canton de Coucy (Aisne).

3. L'orthographe *Richier* se trouve plutôt au xvi<sup>e</sup> siècle; la forme simplifiée *Richer* prévaut au xvii<sup>e</sup>.

4. *Bulletin*, XLIV, 160; cf. 335, 423, 560.

5. *Bulletin*, XI, 427; XXXII, 173-181; XXXVII, 328.

professer librement la foi réformée. Son petit-fils, *Jean*, s'établit à Metz<sup>1</sup> précisément vers l'époque dont nous nous occupons en ce moment, et nous verrons bientôt David Richier aller à Metz, comme dans un pays où sa famille et lui-même étaient dès longtemps connus.

David appartenait à une autre branche des Richier, descendant peut-être d'un des deux frères de Ligier, signalés par dom Calmet<sup>2</sup>; c'est à la même souche qu'il faut probablement rattacher divers autres pasteurs du même nom, sans qu'il soit possible d'établir leur filiation exacte.

Un des ministres tués à Poitiers en 1562, *Richer*, était « natif de Paris »; un autre, *François Richier*, figure comme pasteur à Chavigny sur une liste qui date peut-être de 1567<sup>3</sup>; un troisième, ancien carme, *Pierre Richier* dit de l'Isle, exerçait son ministère à la Rochelle depuis 1558; il était surtout connu pour avoir été envoyé de Genève au Brésil en 1555, avec la malheureuse expédition de Villegagnon<sup>4</sup>; un de ses successeurs à la Rochelle fut Jean de l'Espine, que nous avons vu faire les premières réunions autour de Saint-Quentin<sup>5</sup>. Nous pouvons remarquer, d'autre part, que dans la division ecclésiastique de la France protestante en dix provinces, vers cette époque, la *Picardie* se trouva (avec la Champagne et Sedan) réunie au *pays Messin*<sup>6</sup>. Mais nous n'avons pu trouver aucun document précis sur la manière dont David Richier fut appelé à devenir « ministre de l'Église réformée à Lehaucourt » ou « pasteur de l'Église réformée de Saint-Quentin », comme il s'intitule indifféremment dans les actes de son ministère, de 1601 à 1607.

1. *Bulletin*, XI, 429 n; XLIV, 560.

2. *Bibliothèque lorraine*, Nancy, 1751, art. RICHIER. L'un d'eux s'appelait peut-être Girard (*Bull.*, XI, 428 n. 11).

3. Bèze, H. E., II, 608 (éd. Baum, t. II, p. 710). — *Bull.*, t. IX, p. 195.

4. Il était alors âgé de cinquante ans (Crespin, I. VII). Cf. Bèze, t. I, p. 164 et 238; *Bulletin*, XLIV, 161, 365, 401, 423, 473.

5. *Bulletin*, XLIV, 369, 569; cf. IV, 321; VIII, 454.

6. Assemblée politique de Sainte-Foy, mai 1594 (*France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. VI, col. 80). Le synode de Saumur, en 1596, chargea M. de Serres d'écrire aux pasteurs de l'Église de Metz de faire leur possible pour assister aux synodes de France (*Quick, Synodicon*, I, p. 185).

Sa femme, *Marguerite Gellé, Gillet* ou *Gilet*, figure plusieurs fois comme marraine en janvier-février 1602, et dans la suite<sup>1</sup>. Ils eurent plusieurs enfants baptisés à Lehaucourt : *Élizabeth*, le 1<sup>er</sup> décembre 1602; *Jacques*, le 11 janvier 1604<sup>2</sup>; *Suzanne*, le 10 avril 1605; *Isaac*, le 29 septembre 1606.

Les deux premières années de son ministère sont celles où cette Église a atteint, du moins quant au nombre des actes pastoraux connus de nous, le point le plus élevé de toute son histoire, du xvi<sup>e</sup> siècle à nos jours. En 1602 : 71 baptêmes et 11 mariages; en 1603 : 76 baptêmes et 17 mariages<sup>3</sup>.

L'Église de Saint-Quentin avait alors l'honneur d'être le boulevard de la Réforme à la frontière des États du roi très catholique de toutes les Espagnes, comme elle est redevenue, à bien des égards, au xix<sup>e</sup> siècle, en tant que centre de la *Société du Nord*, la métropole protestante de ces régions. Voici un curieux épisode de ce rôle glorieux.

Au commencement de janvier 1603, un religieux de l'ordre des Carmes, du couvent de Valenciennes, avait été envoyé dans les environs d'Ablon, qui était alors le lieu de culte de l'Église de Paris. Il avait pour double mission d'« ébranler » les protestants qui s'y rendaient, et de « rassurer tout le peuple circonvoisin, à Athis, Juvisy, Villeneuve-le-Roi ». Il se représente lui-même, plus tard, non seulement prêchant, mais « espiant les moyens, allant et venant, d'accoster ceux qui venoient icy, pour tascher de les séduire » (et sans doute semblable manège dut être employé plus d'une fois à

1. C'est sans doute une faute de lecture ou d'impression qui avait substitué *P. Richer* à *D. Richer* dans le *Bulletin*, VIII, p. 423, 454, et dans le tirage à part de l'*Essai* de M. Douen, p. 71. La table du *Bulletin*, t. XIV, p. cxlvi, aggravait l'erreur en indiquant *Paul Richer*. On trouve en 1603 (*Synodicon*, I, p. 253 et 254), un *David Richier*, pasteur à Blain, en Bretagne, et un *Richer*, pasteur à Marennes. Ce dernier est qualifié « sieur de Vandélin Cour, Breton ».

2. Peut-être le même que *Jacques Richier*, père du réfugié *Jean-Louis Richier*, sieur de Colombières et grand-père d'*Antoine Richier*, mentionné en 1715 dans les registres de Southampton (*Bull.*, XLIV, p. 335).

3. En 1895 il a été fait à Saint-Quentin 53 baptêmes et 17 mariages; la moyenne de 1890 à 1895 est de 56 baptêmes et 20 mariages. La statistique de 1668 à 1680 publiée dans le *Bulletin*, t. XLIII, p. 397, porte comme maxima, en 1669 : 52 baptêmes; en 1676 : 12 mariages.

l'égard des protestants picards sur les routes conduisant à Lehaucourt).

Mais le résultat, pour notre carme, *Étienne Le Brun*, fut bien inattendu, car il fut touché par la foi de ceux qu'il voulait convertir, et se résolut « de donner lieu à la vocation de Dieu, sans regarder derrière moy aux biens que je pouvois espérer de plusieurs seigneurs et dames. Occasion qu'estant retourné à Valenciennes, je minutay les moyens de ma retraite, qui fut le 9 de ce mois, que *m'estant adressé à l'Église de Saint-Quentin, je fus humainement recueilly d'icelle* ».

Étienne Le Brun non seulement reçut à Saint-Quentin, probablement par les soins du consistoire, les secours et les encouragements dont il avait besoin, mais il fut « conduit », c'est-à-dire accompagné et gardé, pour le défendre en route contre ses anciens coreligionnaires, jusqu'à Paris, et le 26 janvier 1603 il abjura publiquement dans le temple d'Ablon en faisant la « déclaration chrétienne » d'où nous avons extrait les détails qui précèdent<sup>1</sup>.

Étienne Le Brun fut peut-être déterminé à venir d'abord à Saint-Quentin par une circonstance autre que la situation de cette ville entre Valenciennes et Paris. Il y a lieu de penser qu'il était compatriote des Richier. En effet, la famille de *Michel Lebrun*, originaire de Saint-Mihiel (comme les trois sculpteurs Richier), s'était réfugiée à Metz, avec plusieurs autres, en 1561, et elle y existait encore en 1607. « Peut-être Étienne appartenait-il à cette famille. Cela expliquerait pourquoi il vint à Metz en février 1605, et y revint mourir en 1607<sup>2</sup> », après avoir aidé, comme diacre, le pasteur de Raonviller. Nous retrouverons précisément à Metz en cette dernière année notre David Richier.

### § 3. — Le culte à Caulaincourt.

Pendant les trois premières années de son ministère à Lehaucourt, il y a une particularité intéressante à noter :

1. *Bulletin*, t. XL, p. 429.

2. O. Cuvier, *Bulletin*, t. XL, p. 502, d'après une *Chronique protestante* manuscrite de la bibliothèque de Metz, p. 489, 491, 509.



l'existence d'une sorte d'annexe à Caulaincourt<sup>1</sup>, village situé à trois lieues et demie de Lehaucourt, où l'on se rendait par la vallée de l'Omignon. Le culte paraît alors avoir été célébré au château, incendié en 1557 lorsque les Espagnols assiègent Saint-Quentin, et reconstruit huit ans plus tard sur un nouveau plan<sup>2</sup>. Près de Caulaincourt, et précisément sur la route qui mène à Lehaucourt, est Marteville, où la cure de Saint-Martin avait été l'un des premiers bénéfices obtenus pour Calvin par son père, en 1527<sup>3</sup>. Il ne l'eut d'ailleurs que peu de temps et ne la desservit jamais<sup>4</sup>.

La famille de Caulaincourt, qui portait *de sable à un chef d'or*, avec la devise : « *Désir n'a repos* », était une des plus anciennes noblesses de la province de Picardie<sup>5</sup>. Elle avait embrassé la Réforme au xvi<sup>e</sup> siècle. *Jean de Caulaincourt* avait bravement combattu dans l'armée de Condé et pris part à la défense de Saint-Quentin. C'est de lui que parle en 1564 un espion du cardinal de Granvelle, dans un rapport publié par le *Bulletin*<sup>6</sup> : les protestants des Flandres « ont faict prier monsieur de Colincourt de leur envoyer huit cents ou mil chevaux, et que quand il voudra commencer, l'argent ne lui faudra point ». Une note d'un historien local nous donne des détails d'un autre genre sur ce personnage : « Pour récompense de ses services dans Saint-Quentin assiégé, le roi Henri II, par ses patentes du 19 novembre 1557, lui

1. Ou *Caulincourt* « ainsi écrit dans le coutumier, quoique la famille de ce nom écrive, depuis très longtemps, *Caulaincourt* » (Colliette, t. III, p. 294). Nos registres portent tantôt l'une, tantôt l'autre orthographe. D'Hozier écrit *Caulaincour*.

2. Melleville, *Dictionnaire historique du département de l'Aisne*, t. I, p. 430. Le village n'avait en 1698 que 180 habitants. La chàtellenie fut érigée en marquisat en 1714. L'ancien château était plus haut, vers Beauvois.

3. A. Lefranc, *la Jeunesse de Calvin*, p. 41; *Bulletin*, t. XXXVII, p. 50.

4. *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. III, col. 542.

5. D'Hozier, *Armorial général*, 1<sup>er</sup> registre, 2<sup>e</sup> partie, réimpression de 1865, p. 418. — Cf. Colliette, *Mémoires*, t. III, p. 294. Le plus ancien personnage qu'il cite est *Jean de Caulaincourt*, châtelain audit lieu et seigneur de Marteville, Vendelles et Jeancourt en 1200... « *Jean IV de Caulaincourt* fut marié le 16 octobre 1505 à *Jeanne de Moï* ». Son frère *Jean V* est le premier signalé comme protestant.

6. *Bulletin*, t. IV, p. 198.

accorda la franchise d'entrée et de sortie du royaume des bleds, vins et autres marchandises non prohibées; pour le tout faire mener par terre, par mer et eaux douces, dans les Pays-Bas du roi d'Espagne. Elle a duré dans la maison de Caulaincourt jusqu'à sa suppression en 1725. Elle comprenoit jusqu'à mille pièces de vin qu'elle pouvoit transporter. » Ainsi nous ne savons pas trop si ce Jean V de Caulaincourt était fort bon huguenot, mais ce qui est certain c'est qu'il était à la fois, ou alternativement, brave capitaine et... homme d'affaires<sup>1</sup>.

Il avait épousé le 4 août 1531, *Françoise du Biez*, fille de *Jean*, baron de *Nielle*, sénéchal et gouverneur du Boulonnois, etc. Leur fils unique, *Robert*, fut, en 1571, marié à *Renée d'Ailly*, hériitière de Domqueur<sup>2</sup>. Elle était sans doute morte avant 1601, car il n'est jamais question à cette époque, dans les registres de Lehaucourt, que de M. de Caulaincourt et sa fille, *Anne*, mariée le 2 mars 1612 à *Georges d'Héricourt*. L'autre, *Esther*, indûment liée par des vœux monastiques, avait été naguère, en 1599, l'objet d'un retentissant procès entre Robert de Caulaincourt et l'abbesse de Sainte-Claire de Péronne<sup>3</sup>.

1. M. Emmanuel Lemaire, l'homme de France qui connaît le mieux l'ancienne histoire de Saint-Quentin, a bien voulu m'adresser à ce sujet la note suivante : « Notre ville était l'entrepôt du commerce des vins de la Bourgogne et de la France centrale avec les Pays-Bas. Au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle le commerce des vins était si actif, si important à Saint-Quentin, que chaque année, au mois de novembre, une ordonnance des maire, jurés et échevins, réglémentait le négoce et le surveillait étroitement. C'est cette importance des transactions qui explique l'étendue démesurée des caves dans les vieilles maisons de notre ville. La concession faite à Jean de Caulaincourt par le roi était donc très rémunératrice. Supposons qu'un négociant en vins de Saint-Quentin soit exempté des droits de circulation, d'entrée et d'octroi. Il gagnerait 28 fr. 55 par pièce. L'impôt sur les vins était assez lourd au xvi<sup>e</sup> siècle et la franchise concédée à Jean de Caulaincourt a dû lui rapporter de beaux profits ». Cf. Babeau, *les Bourgeois d'autrefois* (1886), p. 203.

2. Canton d'Ailly-le-Haut-Clocher (Somme). Colliette, t. III, p. 297, écrivait « *Donceur* »; M. Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 126, et la *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. III, col. 864 : « *Donquerre* ».

3. Colliette, *loc. cit.*, ne la nomme pas parmi les enfants de *Robert de Caulaincourt* qu'il énumère ainsi :

1<sup>o</sup> *Claude*, mort sans postérité;

2<sup>o</sup> *Robert II*, marié le 21 septembre 1621 à *Marie d'Estourmel*, de la-

Un arrangement, dont il serait intéressant de connaître les détails, était certainement intervenu entre le seigneur de Caulaincourt et le ministre de Lehaucourt. Dès son arrivée, David Richer va souvent au château; peut-être y célèbre-t-il régulièrement le culte une fois par mois (jamais sa présence n'est signalée à Caulaincourt le dimanche à moins de quatre semaines d'intervalle). Le nombre des actes faits « à Caulaincourt » est le suivant :

|               |    |                  |
|---------------|----|------------------|
| 1601. . . . . | 2  | baptêmes.        |
| 1602. . . . . | 2  | —                |
| 1603. . . . . | 11 | — et 2 mariages. |

Puis cette mention cesse brusquement comme elle était apparue. Nous retrouvons encore « M. de Caulaincourt accompagné de Mlle sa fille » mais à Lehaucourt, comme parrain et marraine d'*Isaac Richer*, fils du pasteur (1601) et d'un autre enfant (1607); sa fille, comme marraine d'*Anne Nicolay*, fille du successeur de Richer (mars 1610). Ce même mois un nouveau baptême est fait « à Caulaincourt », mais c'est bien le dernier.

On aimerait savoir comment le culte fut introduit, puis supprimé, puis rétabli à Caulaincourt, et quelle était la composition de la petite communauté. En dehors de la famille du

quelle il eut *Marie de Caulincourt*, mariée le 16 avril 1646 à *Louis de Lameth*, et *Louis de Caulincourt*, élevé dans la religion catholique sous la tutelle de son oncle Claude;

3<sup>e</sup> *Anne*;

4<sup>e</sup> *Catherine de Caulaincourt*, mariée le 5 février 1593 à *Anthoine de Gonnelieu*, morte sans hoirs.

Ainsi paraît se trouver contredite l'assertion de la *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. III, col. 864, que « la famille de Caulaincourt était encore protestante à l'époque de la Révocation ». L'erreur provient sans doute d'une fausse interprétation du passage du *Bulletin*, cité à l'appui : t. VIII, p. 487. En 1623, l'évêque de Noyon reçoit au château de Caulincourt les députés du chapitre de Saint-Quentin (Colliette, t. III, p. 355).

*Louis de Caulaincour*, seigneur de Caulaincour, de Beauvoir et de Tombes, et *Elizabeth-Charlotte de Miée*, mariés le 17 mars 1655, eurent pour fils *François-Armand*, *Charles*, *Louis-Alexandre* et *Louis*, tous quatre pages du roi (1664, 1671, 1675, 1684). D'Hozier (*Armorial*, 1<sup>er</sup> reg., 1<sup>re</sup> partie, p. 118) ne donne aucune indication relative à leur religion antérieurement à ces dates.

seigneur elle devait comprendre surtout des gens de sa maison et quelques villageois, agriculteurs, artisans, ou marchands, dont le plus important est signalé comme « le traicteur de Chalignieu », une fois par an, avec la fille du seigneur. A Chalignieu vient(e) aussi, de Nesle, « M. de la Tour, M. Béquillon<sup>1</sup> et Mlle sa femme » (21 février 1602)<sup>2</sup>. A un autre baptême, où la marraine est « Mlle Béquillon », il s'agit de protestants de Croix, dont les noms ne sont pas mentionnés (1603); une autre fois (1610) la marraine est Jeanne du Gardesfleur, de Croix. Dans des actes faits à Lehaucourt, il est parlé de la famille de Croix, d'André Carnot, de Croix (15 avril 1609), de « la censière (fermière) de Croix » (27 mai 1609)<sup>3</sup>.

Ainsi se formait, autour du château de Chalignieu, un groupement de familles protestantes de conditions diverses, intimes jusqu'à ce jour et dont nous retrouverons peut-être ailleurs la trace brusquement perdue.

#### § 4. — Détails sur le ministère pastoral en Picardie de 1601 à 1607.

Nous trouvons sur les registres de Lehaucourt peu de mentions des Églises voisines : Crespy où un baptême est fait en 1605<sup>4</sup>; Laon, dont le ministre vient en 1604<sup>5</sup>; mandai-

1. Les registres de Mayy mentionnent le baptême de David fils d'Isidre Béquillon, « fils unique de Picardie past. » (mandat en de mandataire Isidre Béquillon, seigneur, le 27 juillet 1609, *ibid.*, XXXV, n. 70).

2. Il s'agit sans doute de Louis-Béquillon, « né-chanoine » entre Chalignieu et Saint-Germain-le-Petit (de Paris, Somme, 144, sollicité baptême à Chalignieu en 1601-1602, *ibid.*); de Croix; Daudelin; Fiers; Bertin; Darnet; Berthel; Rougeput; Petit (fils de Pay, Darnet); Roussel. Les mandats sont avec un G. Fautegat et Filaine de Baillet, *ibid.* le Gerg et Claude; « fils de l'Université de Laon ».

3. M. de Veluy, qui tient un mariage le 5 septembre 1605, vient des ministres à Crespy avec « Gues. » (de 1605, Darnet) et vient au 12 et au 13 de Fiers, pasteur, Chalignieu, (fils Saint-Lé, Symon), *ibid.*, p. 184.

4. D'une Église voisine de Croix? (Gergien?) Sanson-en-Chalignieu, pasteur au Chalignieu-de-la-Fontaine en 1571, et que H. Bernus trouve en M. de Croix, pasteur à Chalignieu (fils Saint-Germain, *ibid.*, 160, *ibid.*, 13113, p. 186, n. 1) ? Le mot inconnu qui donne le Symon (M., p. 222) est peut-être de Laon en 1605 : Église ou seigneurie ou d'un d'opposition past. Gergien? (*ibid.* — G. Darnet, L. VII, p. 18).



rement à ce qui se passait dans la période précédente, toutes les Eglises de Picardie étaient maintenant pourvues de ministres. Le synode de Gap en comptait onze en 1601; les documents consultés par M. Douen et nos registres de Lehaucourt en indiquent quelques autres. Le 18 août 1602 « M. *Elie d'Arande*, ministre du saint Évangile à Claye<sup>1</sup> » vient faire trois baptêmes à Lehaucourt. Par contre, c'est à Travecy, près de la Fère, que nous transcrit l'acte suivant : « *Isaac*, fils de noble homme *Claude Damencourt* et de damoiselle *Judith de Combreville* fut baptisé à Traversy, par un jeudy xxix<sup>e</sup> de janvier [1606] présenté par le sieur de *Tournereil* accompagné de mademoiselle de *Hurtchipe*<sup>2</sup>. »

Comme unique trace de rapports avec des régions plus éloignées, notons, le 19 janvier 1603, le baptême de *Marye Guéguin*, fille de *Jehan Guéguin* et sa femme, d'Aras.

De cette inspection des registres de Lehaucourt on dégage l'impression que D. Richer exerçait son ministère presque exclusivement dans le Vermandois, et qu'il était loin de connaître personnellement les familles de tous les enfants qu'on présentait au baptême. Souvent les noms, quelquefois même les prénoms manquent. Très rarement le lieu d'origine est indiqué. L'écriture est de mains différentes jusqu'au 6 février 1605. Il en paraît alors une nouvelle, très étrange, qui dure jusqu'à fin juillet 1607. Le rédacteur semble peu au courant de l'orthographe des noms; il se conforme naïvement à la prononciation picarde : « *Claude*, *Catherine*, *Francis* ».

1. Arrondissement de Meaux, Seine-et-Marne, Calvados de Picardie-France. — Cf. *Synodales*, t. p. 213. « M. d'Arande » (1601). *La France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. I, col. 297, ne donne que le recteur ecclésiastique *Michel d'Arande*, qui était de Tournai. *Elie d'Arande* fut, en 1607, pendant quelques mois seulement, ministre à Amiens (Bouvier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 138).

2. Sieur *Isaac Laumondier* sieur de *Tournerville* (voir la France protestante). C'est évidemment le benêtier de *Tournerville* et non « *Tournerville* » au village de Travecy près la Fère, que possédait le frère de *Colin*, Antoine, en 1629 (Bulmer, t. XXXII, p. 36).

La conversion au catholicisme d'*Hurtchipe* gouverneur de la Fère et de sa femme fut l'occasion d'une célèbre poénique de maires J. Desmarchez qui, après une tentative d'assassinat au gîte tertiaire d'*Isaac Laon* (1612). Cf. *Devismes, Histoire de Laon; Bulletin*, t. VIII, p. 41; *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. V, col. 321.

C'est ainsi encore qu'il nomme à diverses reprises, alternant avec D. Richer, et pour la première fois le 3 mars 1605, « Monsieur Des » ou « Desse, pasteur de l'Eglise de Le Va ». Il faut certainement lire d'Aix, surnom de l'ancien jésuite *Edmond de Beauvalet*, venu en 1603 d'Issoudun à Le Val<sup>1</sup>. Déjà on a vu en mars 1604, quatre baptêmes faits par « M<sup>r</sup> Zacharye Richart, ministre de Fer<sup>2</sup> » et en septembre 1604 des mariages bénis par MM. de Veines et Cortzieur, ministre de Laon<sup>3</sup>. Voici maintenant, en mars et avril 1605, « M. Desse » ! David Richer était-il malade ? faisait-il de trop fréquentes absences ? faudrait-il même admettre qu'il eût, dès 1603, songé à occuper le poste de *Blain* en Bretagne, où le *Synodicon*<sup>4</sup> joint à un pasteur du même nom et du même prénom ceux d'un autre ministre ? Après le baptême de *Suzanne Richer*, le 10 avril 1605, les noms de ses parents ne reparaissent que le 9 octobre et le 27 novembre. Ce dernier acte est le seul, dans toute l'année, qui soit expressément indiqué comme fait « par le ministère de M. Richer ». Le registre des mariages est brusquement interrompu dès mars 1605. Il n'y a aucune inscription sur celui des baptêmes en 1606 ni pendant trois mois d'été jusqu'au 27 août ; janvier nouvelle apparition de Richer pour le baptême de son fils en septembre, actes faits le 12 octobre par M. Dor (alors ministre à *Laon*<sup>5</sup>), par Richer en novembre, lacune jusqu'au

1. Hameau de la commune de Leschelle, du côté de celle d'Esquehéries, canton du Nouvion ; cf. *Bulletin*, t. VIII, p. 421 et 424 ; *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. II, col. 158.

Notons à titre de curiosité, et sans pouvoir établir de parenté entre ces trois personnages, qu'il y avait à Cambrai en 1562 un *Estienne Beauvarlet* (Crespin, *Hist. des martyrs*, éd. de 1597, p. 578 b), et en 1593 une *Pasquette Daix* dont le nom figure sur les registres du Câtelet (bapt. n<sup>o</sup> 67 ; *Bull.*, t. XLIII, p. 114).

2. Celui-là même qui était venu en 1601, alors ministre à Leuilly, et qui restera à Fère-en-Tardenois jusqu'en 1620 (*Bull.*, t. XLIII, p. 479, n. 4, et ci-dessus, p. 172). Les registres de l'Eglise d'Amiens attestent qu'en 1602, Zacharie Richard avait été parrain de la fille de son collègue *Samuel de la Borne* (Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 127, note 1).

3. Ci-dessus, p. 179, n. 4.

4. I, p. 251 : « M. David Richier et M. René de Losses, s<sup>r</sup> de la Touche ».

5. *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. V, p. 455 : François Dor, consacré en 1604 à Sedan, où il fut pasteur de 1608 à 1619.

4 février 1607; puis sept baptêmes faits d'un seul coup par Richer... et c'est la dernière fois que son nom reparait ici.

### § 5. — Richer à Metz (1607).

Nous le retrouvons à diverses reprises pendant les six mois suivants, à Metz; il semble qu'il soit allé, d'abord avec l'intention de revenir à Saint-Quentin, à Deux-Ponts, pour remplir momentanément les fonctions d'aumônier auprès de la duchesse.

On sait avec quelle fidélité Madame, sœur du roi, avait, après son mariage avec le duc de *Bar*, fait célébrer le culte dans sa maison, même en plein Louvre. Les synodes de Jargeau (1601) et de Gap (1603) avaient décidé que les provinces à tour de rôle désigneraient un pasteur pour exercer le ministère auprès d'elle lorsqu'elle s'éloignerait de Paris, chacun pendant six mois, et quelquefois trois mois seulement<sup>1</sup>. Il en fut ainsi jusqu'à la mort de cette pieuse princesse (février 1604). Mais le fils aîné du duc avait épousé une demoiselle de *Rohan*<sup>2</sup>. Le ministre de *Comblès* l'accompagna d'abord à Deux-Ponts et il semble que le ministère continua à être exercé à sa cour par divers pasteurs alternativement : dès 1605 peut-être et en 1607 certainement par David Richer (avril-juin).

Après la mort de la jeune duchesse, il quitte Deux-Ponts mais prêche encore dans l'église de Metz pendant quatre mois<sup>3</sup>. Il bénit le mariage de *Benjamin d'Aumale*, sans doute un proche parent du seigneur de Lehaucourt, jusqu'ici in-

1. *Synodicon*, I, p. 217 et 245. *France prot.*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, col. 1037.

2. *Bull.*, t. V, p. 290, n. 2.

3. C'est précisément le 7 juin 1607, l'un des mois où la présence de David Richer est signalée à Metz, que Jean Richer, le petit-fils de *Ligier* (voir ci-dessus) « fut reçu, de l'adveu de M. de Montigny, lieutenant général au gouvernement messin, bourgeois et habitant de la ville, et a presté le serment ès mains du sieur de Villers, maistre échevin » (*Bull.*, XI, p. 428 n. 11).

C'est aussi au moment d'un autre séjour de D. Richer que fut enterré à Metz, « après avoir languï plus de huit mois », l'ancien carme Lebrun que Richer avait naguère recueilli à Saint-Quentin (17 septembre 1607; *Bull.*, t. XL, p. 502). La coïncidence est au moins curieuse.

connu ; enfin, il s'en va de Metz, avec sa femme et ses enfants, en Poitou (octobre 1607). Ces détails ressortent de plusieurs fragments d'un journal inédit qu'a bien voulu me communiquer notre savant collègue M. Dannreuther<sup>1</sup>. L'auteur, *Jehan de Morey*, de Metz, y donne en même temps de curieuses indications et appréciations sur les sermons de Richer, et l'on nous saura gré de reproduire ici ces notes d'un contemporain.

[1607. Avril] « En ces jours M. *Durant* ministre revint de Deux-Ponts à Metz<sup>2</sup>. M. *Richer*, ministre à Saint-Quentin passant parmy Metz allit en son lieu pour exercer le ministère. Tous deux excellents personnages.

« Dimanche 24 de Jung, M. Richer prêchit en ceste Eglise, lequel venoit de Deux-Ponts, d'autant qu'il avoit pleu à Dieu retirer à soy la Duchesse ayant esté acouchée d'une fille. Ledit Richer explicquit le 15 v. du 8<sup>e</sup> ch. de l'épistre aux Rom. en ces mots : *car vous n'avez point reçu l'Esprit* et ce quy s'ensuyt, lequel texte il traytit doctement et saintement.

« Le Dimanche 1<sup>er</sup> j. de juillet. . . M. Richer prêchit à la Horgne, lequel explicquit le 9<sup>e</sup> v. du 9<sup>e</sup> ch. de Zacharye le profète en ces mots : *Egaye toi grandement fille de Sion* et ce quy s'ensuyt. Lequel texte, comme il est homme docte, il traytit magnifiquement. A la Horgne M. Richer, espousit M. de Marche à M<sup>e</sup> de Segin dame du lieu de la Horgne. »

Or ce M. de Marche n'est autre que *Benjamin d'Aumale*, sieur du Marché, comme M<sup>e</sup> de Segin (!) est *Aimée de Barisey*, veuve de *René de Sickingen* (!) ; son père, Daniel de Barisey, avait demandé dès 1566 l'érection d'un temple pour les protestants messins, et l'exercice avait ultérieurement eu lieu dans son domaine de la Horgne, à une demi-lieue de la ville<sup>3</sup>. La fille ainée, *Marie*, avait épousé *François de Son*, che-

1. M. Cuvier a publié dans le *Bulletin*, t. V, p. 283, des extraits de ce journal relatifs aux années 1599-1604.

2. Samuel Durant, né vers 1574, d'abord ministre du landgrave de Hesse, puis de la duchesse Catherine de Bar (*France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. V, col. 1022).

3. *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. I, col. 829, le mariage d'Aimée de Barisey aurait eu lieu seulement le 5 août 1607.



valier, gouverneur de Saint-Quentin<sup>1</sup>; et entre autres seigneuries de l'Ile-de-France, la famille de Barisey possédait celle de Vendières, où fut pasteur jusqu'en 1609 *Pierre Richier* ou *Richer le Jeune*, sieur de Vandelincourt, naguère (1605) étudiant à Genève, peut-être frère de David<sup>2</sup>.

Du rapprochement de ces divers menus faits se dégage la certitude qu'après avoir été protégés en Lorraine puis en Picardie et Ile-de-France par la famille de Barisey, les Richer se sont ensuite séparés d'elle et fixés dans l'ouest de la France, où nous avons trouvé les premiers pasteurs de ce nom : Pierre, après quelques démêlés avec le synode d'Ile-de-France qui lui réclamait les frais d'études déboursés pour lui, s'établira définitivement à Marennes en Saintonge ; David, après la mort de la duchesse de Deux-Ponts, reste attaché à la maison de Rohan : en octobre 1607 il va prêcher à la Garnache en Bas-Poitou<sup>3</sup>; il est ensuite pasteur à Blain en Bretagne et meurt avant l'assemblée de Grenoble à laquelle il était délégué (1615)<sup>4</sup>.

Les quelques renseignements épars grâce auxquels nous venons d'essayer de reconstituer sa biographie tendent, en somme, à nous le représenter à la fois comme un « homme docte » et pratique, grand voyageur dans sa paroisse... voire même hors de sa paroisse, et prédicateur apprécié qui expliquait les textes « bravement » et « saintement »<sup>5</sup>.

1. Le 30 mai 1592, c'est-à-dire peu de temps avant le rétablissement du culte au Câtelet pour les protestants de Saint-Quentin et des environs. — Cf. *Bull.*, t. XLIII, p. 396; t. XLIV, p. 573.

2. *Bulletin*, t. XLIV, p. 161, 335, 560.

3. « C'est, dit Agrippa d'Aubigné, une ville champestre, qui n'avoit [en 1588] que dix ou douze maisons habitables, un chasteau assez beau, appartenant au seigneur de Rohan » (*Hist. univ.*, éd. de Ruble, t. VII, p. 376; cf. V, 119; VI, 70; VII, 116; VIII, 11 et 323). Cf. Quick, *Synodicon*, II, p. 233 et 234.

4. *France protestante*, 1<sup>re</sup> éd., t. VIII, p. 433. Blain (Loire-Inférieure) était « la principale maison des ducs de Rohan » (A. d'Aubigné, *op. cit.*, VII, 348).

5. Voici les derniers passages du journal de Jehan de Morey concernant Richer :

[1607] « Dim. 22<sup>e</sup> j. de juillet M. Richer sy devant nomez prêchit du matin, prenant son texte au commencement du 58<sup>e</sup> ch. d'Esaye en ces mots *Crye à plain gosier*; leq. texte il explicquit fort doctement.

« Le Dim. 29 juill. M. Richer fit l'exortation au matin en ceste Eglise,

## § 6. — Ministère de Jean du Val.

Le successeur de David Richer à Lehaucourt fut M. *Du Val*, précédemment ministre de l'Église de Touquin en Brie<sup>1</sup>, voisine de Vandières où il avait pu être en relations avec Pierre Richer.

*Jean*, sieur d'Antony, dit *Du Val*<sup>2</sup>, naguère gardien du couvent des capucins à Saint-Omer, figure sous ce nom sur les registres de Lehaucourt à partir de juin 1607, sauf pour deux baptêmes, faits en octobre par « M. Desse<sup>3</sup> »; à partir du mois d'août l'écriture change, il rédige sans doute lui-même les actes, s'institue officiellement « ministre dudit lieu » et prend soin de récrire en deux mots son nom quand le scribe précédent avait mis *Duval* ou *Duvalle*.

En 1608 on trouve pour la plupart des baptêmes, l'indication qu'ils ont été faits « par le ministère de M. Du Val », sauf pour ceux de *Bohain*, *Grougies* et *Beaurevoir*, comme si les actes eussent été faits par un autre pasteur ou rajoutés après coup. En 1610 commencent pour les mariages et les baptêmes deux nouveaux registres, d'une autre écriture que celle de Du Val, et plus régulièrement tenus. On y trouve « M<sup>r</sup> Jehan

explicquant le ps. 117<sup>e</sup> leq. texte comme il est homme docte il explicquit bravement.

« ... Septembre. Le mercredi... M. Richer preschit expliq. les 12<sup>e</sup> v<sup>t</sup> et suiv. du 13 ch. de l'Ep. aux Rom. lequel il explicquit doctement.

« Dimanche 30<sup>e</sup> jour de septembre qui est le dernier jour du mois, M. Richer prêchit la *transfiguration de n<sup>re</sup> S<sup>gr</sup> J. C.*; comme elle est descrite au 2<sup>e</sup> v. du 9<sup>e</sup> ch. de S. Marc, expliq<sup>t</sup> doctem<sup>t</sup> et saintement.

« Le Dim. 7<sup>e</sup> j. d'oct. M. Richer prêchit au matin, expliq<sup>t</sup> doctement le 14<sup>e</sup> v. du 1<sup>er</sup> ch. de l'Ev. S<sup>t</sup> Jehan.

« Vendredi M. Richer prêchit doctem<sup>t</sup> le 2<sup>e</sup> v. du 12<sup>e</sup> ch. du proph. Daniel, traitant de la résurrection des morts.

« Octobre. En ces jours M. Richer et sa famille partirent pour aller à la Ganache pour prêcher. »

1. Canton de Rozoy (Seine-et-Marne). — Cf. Quick, *Synodicon*, t. I, p. 251 : Tequin, Mr. du Val (1603); Briet, *le Protestantisme en Brie et en Champagne*.

2. La *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. V, col. 1092, le distingue d'un autre Duval qu'elle place à Saint-Quentin en 1623. — Cf. Douen, *Essai*, p. 70.

3. *Edmond de Beauvalet*, dit *d'Aix* (ci-dessus, p. 181).

*Nicolay*, ministre en ceste Église », mais de telle manière qu'il faut l'identifier avec Jean Du Val<sup>1</sup>.

« M. Du Val, notre pasteur », est mentionné une dernière fois — comme parrain — le 2 mai 1610. Cependant c'est en automne seulement que la rédaction différente, puis la cessation momentanée des rites pastoraux, nous invitent à placer son départ peut-être à la mi-novembre. Nous ne savons pour quelle raison il quitta l'Église de Lehaucourt. Plus tard, après avoir été pasteur à *Voué*<sup>2</sup> et à *Falaise*<sup>3</sup>, il fut suspendu de l'exercice du ministère par le synode de l'Ile-de-France et Picardie, auquel il avait été rattaché depuis son entrée au service de l'Église réformée. Il en appela, et comparut en personne au synode de Charenton (1623). Renvoyé devant l'assemblée provinciale<sup>4</sup>, il fut sans doute rétabli dans ses fonctions, mais pour peu de temps, car il est déchargé définitivement en 1626<sup>5</sup>.

#### § 7. — Ministère de Brisebarre (1611-1620).

##### État du protestantisme à la fin de cette période.

Après l'époque présumée de son départ de Lehaucourt, sauf cinq baptêmes faits le dernier dimanche de décembre

1. (Folio 60, baptême n° 610) : « *Anne Nicolay* fille de M<sup>r</sup> *Jehan Nicolay* ministre en ceste Egl. et de damoiselle *Margueritte Thibout* ses pere et mere fut baptisee a Lehaucourt le mercredy 3<sup>e</sup> j<sup>r</sup> de mars aud. an presentee par Mons<sup>r</sup> *de Beaulieu* ministre de Senlis accompagné de mademoiselle de Caulaincourt. »

(Baptême n° 614) : « *Margueritte* fille de *Anthoine de Joncourt* et de *Catherine Tassart* ses pere et mere fut baptizée le mesme jo<sup>r</sup> que dessus [dimanche 14 mars 1610] presentee par *Pierre Le Mettre* autrement dit cap<sup>nc</sup> *La princesse*, accompagné de damoiselle *Margueritte de Thibout* fem. de M<sup>r</sup> *Du Val*. »

Sur *Le Blanc de Beaulieu*, ministre à Senlis, voy. *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. II, col. 29.

2. Près Arcis-sur-Aube (*France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. V, col. 1092).

3. *La Falaise* est dans la commune de Louâtre, canton de Villers-Cotterets, Aisne. *Bull.*, t. XXXIX, p. 309 : *Collot*, pasteur (1581). *Falaise* est joint en 1626 à Royencour (Royaucourt, près de Laon?) pour former une seule Église dont *Richard* est le pasteur (*Synodicon*, II, p. 332).

4. *Synodicon*, II, p. 114 et 179.

5. *France protestante*, loc. cit.

1640 et le premier de janvier, il n'y a plus rien jusqu'au 24 février 1611, mais alors (c'est le chiffre le plus élevé atteint pour un seul jour dans notre registre), *dix-sept* enfants sont présentés à la fois.

Le nouveau pasteur n'est nommé qu'en avril : « M<sup>r</sup> *Brisbar* ». Il s'agit de *Pierre Brisebarre* l'aîné, le même peut-être qui était en 1603 à *Saint-Ar*, en Beauce<sup>1</sup>, ou bien seulement proposant à la faculté de théologie de Sedan en 1607<sup>2</sup>. Il eut un fils : *Jacques*, baptisé à Lehaucourt le 28 octobre 1612<sup>3</sup>. Pierre Brisebarre exerçait encore, paraît-il, son ministère à Saint-Quentin en 1620<sup>4</sup>, mais nos registres ne vont pas jusqu'à là, ils s'arrêtent brusquement à la fin de juin 1617<sup>5</sup>. Déjà, pour les quatre derniers mois de 1615, il y a une lacune inexplicée, malheureusement continuée, pour les baptêmes, en 1616, par le manque de plusieurs feuillets arrachés.

Ces interruptions dans le ministère des pasteurs n'ont rien de surprenant, bien que le début du xvii<sup>e</sup> siècle soit un moment de calme relatif; les conséquences de tant de guerres civiles et étrangères se faisaient cruellement sentir, surtout dans cette province frontrière. Telle fut la misère en Vermandois, entre 1605 et 1609, que les officiers procureurs et avocats du bailliage se réunirent en chambre du conseil « pour obvier à la ruine entière du bailliage », et envoyèrent à la cour des députations qui ne pouvaient rien obtenir<sup>6</sup>.

Il est malheureusement très difficile de compléter les ren-

1. *Brisbard* figure comme tel dans le *Synodicon* de Quick, 1<sup>re</sup> partie, p. 251, sur la liste générale des pasteurs, et non comme député au synode de Gap, ainsi que l'indique à tort la *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. III, col. 127.

2. *France protestante*, *ibid.* — Cf. t. II, col. 622 (vers 1606 : *Madelaine Brissebart*, de Meaux, comme le martyr *Jean Brisebar* en 1546), et t. V, col. 499.

3. *Anne Brisbar*, marraine le 22 mars 1615, est peut-être la femme du pasteur.

4. *Bulletin*, t. VIII, p. 455.

5. Le dernier mariage est du 18 juin 1617; le dernier baptême est du 11 juin mais suivi du commencement d'un autre acte : « Du dimanche 25<sup>e</sup> juin... » comme si le scribe n'avait pas eu le temps d'achever la rédaction.

6. Combiér, *Bailliage du Vermandois*, t. III, p. 579.



seignements que fournissent nos sources particulières. Dans ses *Mémoires* (1771), le doyen Colliette n'accorde pas une ligne aux protestants, depuis l'Édit de Nantes jusqu'à la Révocation. Un autre historien local, plus récent et plus impartial, n'a trouvé aucun document sur le protestantisme à cette époque<sup>1</sup>. Dans les nombreuses affaires criminelles et autres qu'il a analysées, je n'ai pas reconnu les noms d'un seul réformé, et cependant « à toutes les époques les procès paraissent avoir été nombreux et interminables en Vermandois ». J'ai seulement relevé une enquête « sur la vie et les mœurs de *Melchisedech de Recourt*, pourvu de l'office de bailli de la seigneurie de Bohain et Beaurevoir par lettres de messire de Montluc seigneur de Balagny » en 1612<sup>2</sup>. Mais s'il s'agit, comme il est bien probable, d'un protestant, c'est pour cause politique<sup>3</sup>.

Colliette avoue par contre que les catholiques, à commencer par le clergé, laissaient à désirer au point de vue des mœurs<sup>4</sup>. Ces diverses constatations sont tout à l'honneur des huguenots. En Vermandois comme ailleurs, le petit troupeau protestant « représentait la substance morale de la France<sup>5</sup> ».

JACQUES PANNIER.

(A suivre.)

1. Combier, t. I, p. 28; t. III, p. 688.

2. *Ibid.*, III, p. 561 (Archives du greffe de Laon, enquêtes, n° 156. Supplique du 20 juillet 1612).

3. D'Hozier, *Armorial*, 1<sup>re</sup> reg., 1<sup>re</sup> partie (réimpr. de 1865), p. 455, signale en 1700 le mariage de *Ferdinand-Roch-Jean de Recourt*, né en 1666, avec *Anne*, fille de *Charles le Sart*, seigneur de Prémont et de Nielle.

4. Colliette, t. III, p. 349 : « *Charles de Balzac* (évêque de Noyon) sentait sa fin s'approcher. Prévenu de terreur à la considération des jugements de Dieu, il résolut de visiter son diocèse afin d'en réformer les mœurs... Le chapitre de Saint-Quentin lui fit fermer les portes du chœur (1623) ».

5. Brunetière, *Études sur la formation de l'idée du progrès* (1892).

# Documents

---

## LA RÉFORME EN BÉARN

NOUVEAUX DOCUMENTS PROVENANT DU CHATEAU DE SALIES

1560 — 1572

(Suite<sup>1</sup>)

V

1564

Une lettre de J. Raimond Merlin à Jean Calvin (Original, Bibl. de Genève, vol. 132), datée de Pau 23 juillet 1563, résume les actes du premier essai de synode béarnais, suivi d'un second plus complet, tenu à Pau en septembre, où fut dressée la discipline ecclésiastique. Dès le 21 août, à la requête du procureur général, furent publiées des ordonnances faites par la Reine sur la demande des membres du synode général<sup>2</sup>. Les syndics du pays, Pierre du Prat et Jehan de Gassion; celui-ci favorable à la Réforme et celui-là hostile, présentèrent une requête à Jeanne d'Albret pour convoquer les États, en vue d'examiner ces ordonnances et pour en suspendre l'exécution; nous n'avons pas trouvé de réponse et nous voyons par la pièce suivante que l'affaire trainait en longueur.

1. Voy. plus haut, p. 71 à 75.

2. Il s'agit sans doute d'ordonnances réglant l'emploi des biens ecclésiastiques, temples et cimetières, auxquelles Poeydavant fait allusion après avoir parlé de la patente du 2 février 1563 (1564 n. s.) sur la liberté de conscience, dont il est question dans cette même requête (Voy. *Bull.* 1895, p. 650).

**Supplique**  
**des syndics de Béarn sur le fait des ordonnances sur le fait**  
**de la religion publiées au Conseil. Sans décision**  
**A la Reine Dame souveraine de Béarn.**

Très-humblement vous remontrent vos très-humbles sujets et serviteurs les syndics de votre pays de Béarn que le 21<sup>e</sup> jour du mois d'août dernier, à la réquisition de votre procureur général, furent publiées en un jour d'audience, par mandement et ordonnance de votre Conseil ordinaire siégeant et résidant en votre ville de Pau, certaines ordonnances faites par Votre Majesté à la réquisition et intercession de ceux qui quelques jours avant avaient tenu le synode général en votre dit pays, desquelles (ordonnances), le jour précédent 20 dudit mois les remontrants en étant avertis, demandèrent communication par requête à telle fin présentée à votre dit Conseil craignant et redoutant qu'elles ne fussent préjudiciables aux privilèges et libertés de votre dit pays afin d'y pouvoir remédier et requérir ce qui conviendrait avant la publication des-

---

**Supplication**  
**deus syndics de Béarn suus lo feyt de las ordenances**  
**suus lo feyt de la Religion publicades au conselh:**  
**Senhs appunctament**  
**A la Regine Dame souuirane de Bearn.**

Tres humblement bous remonstren bostres treshumbles subiects et seruidors los syndics de bostre pais de Bearn que lo xxi<sup>e</sup> jorn deu mes d'aoust darrer passat a la requisition de bostre procureire general esten publicades per ung jorn d'audiense per mandement et ordenanse de bostre conselh ordinari sedent et resident en bostre bille de Pau certanes ordenances feitas per vostre Maiestat a la requisition et intercession de quets qui aucuns jorns dauant haben tengut lo synode general en bostredit pais de las quoales lo jorn dauant xx<sup>e</sup> deudit mees los remonstrantz en estan aduertitz demandan communication per requeste a tales fins presentade a bostredit conselh se cranhen et dobtan fossen preiudiciables aux priuileiges et libertatz de bostredit pais affin de y poder aduisar et requerir

dites (ordonnances), ce qui leur fut refusé par votre dit Conseil, tellement que, soit concession, soit refus, ils ne purent obtenir aucune décision sur leur requête.

Ce, que voyant, et attendu la réquisition de votre dit procureur général, de nouveau ledit 21<sup>e</sup> d'août en ladite audience, disent et remontrent à votre dit Conseil que le jour précédent ils avaient requis de lui la communication et ne l'ayant pu obtenir, ni autre déclaration, demandèrent verbalement, ainsi qu'ils avaient demandé par écrit, ladite communication, pour après faire leur charge et devoir, pouvoir faire les réquisitions en forme pertinente.

Sur quoi, par ledit Conseil, fut ordonné que lesdites ordonnances seraient publiées sans qu'on leur voulut octroyer la communication par eux si instamment demandée, disant que par la lecture et publication d'icelles lesdits remontrants pourraient aviser si ledit pays y avait aucun intérêt ou non; après la publication desquelles lesdits syndics dirent et remontrèrent à votre dit Conseil, connaissant la juste occasion qui les avait poussés à requérir ladite communication, d'autant que lesdites ordonnances étaient, ainsi qu'elles sont, grandement préjudiciables à la cause publique, comme étant contraires en plusieurs articles aux fors et coutumes, privilèges et

so que appertien dre dauant la publication de queres la quoale lor este denegade per bostredit conselh talem ent que d'autrey ne recus no podon obtenir aucun appunctement a lorsdit requeste.

So que beden et entendude la requisition de bostredit procureire general de nouet lodit xxi<sup>e</sup> d'aoust en ladite audiense dixon et remonstran a bostredit conselh que lo jorn precedent lor haben requirit ladite communication et no l'haben podude obtenir ne aultre declaration demandan verbalement ainsi que haben demandat per escript ladite communication per apres far lor charge et deber poder far lors requisitions en forme pertinente.

Sus que per lodit conselh este ordenat que lasdites ordenanses seran publicades senhs lor bouler autreyar communication per lor tant instantement demandade disen que per la lecture et publication de queres losdits remontrants poiren aduisar si lodit pais y habe aucun interest on non, apres la publication de lasquoales losdits syndics dixon et remonstran a vostre dit conselh conexen la juste occasion qui los habe incitat de requerer ladite communication d'aautant que lasdites ordenanses eren ainsi que son grandement preiudiciables a la cause publicque come estan contraris en plusors



libertés de votre pays et à plusieurs règlements et ordonnances ci-devant<sup>1</sup> faits, tant par V. M. que par vos prédécesseurs de glorieuse mémoire, et entr'autres à l'édit et ordonnance faite par V. M. à l'intercession des gens des trois états de votre dit pays le 2 février 1563<sup>1</sup> sur la religion et liberté de conscience.

Après y être demeuré et avoir insisté quinze ou vingt jours ou plus continuellement, par laquelle (ordonnance) il vous aurait plu octroyer et ordonner que les choses de la Religion demeureraient dans le même état qu'au temps desdits états et afin que leur présence et taciturnité ne leur put être imputée ni préjudiciable à votre dit pays, firent déclaration qu'ils ne donnaient leur assentiment ni consentement à la publication de votre dite ordonnance ni à l'exécution d'icelle mais protestèrent expressément d'en demander redressement à V. M., vous remontrant par humble requête les griefs qui à votre dit pays sont portés par icelle, en demandant à telles fins le double et copie, suppliant votre dit Conseil de vouloir surseoir, mettre et tenir en suspens l'exécution desdites ordonnances jusqu'à ce qu'ils vous eussent adressé les remontrances ci-dessus, deman-

artigles aux fors et costumes priuileiges et libertatz de bostre pais et a plusors establiment et ordenanses per si dauant feites tant per V. M. que bostres predecessors de gloriose memori, et enter aultres a l'edict et ordenanse per V. M. faite à l'intercession delas gentz deus tres estats de bostredit pais lo segond de feurier mil v<sup>e</sup> sixante tres sur la religion et libertat de conscience.

Après y haber demorat et insistit quinze ou vingt jorns ou plus continuadement per lo quoale bous aure plagut autreyar et ordinar que las causes de la Religion demoreren en l'estat qui eren au temps deusdits estats, et affin que lor presensa et taciturnitat no los podesse estar imputade ne preiudiciable a uostredit pais fen declaration qui lor ne assentiben ne consentiben a la publication de bostresdites ordenanses ne execucion de queres auantz protestan expressement den demandar reparation a V. M. vous remonstran per humble requeste los greuges qui a bostredit pais son inferits per aqueres en demandan a tales fins lo doble et copie, supplicquan bostredit conselh bouler superseder meter et tenir en sospens l'execucion de ladites ordenanses tant entro lor bous auren re-

1. 2 février 1563, vieux style. On trouvera le texte de cette patente dans le *Bulletin* de 1895, p. 661.

dant qu'il fut retenu acte, tant de leurs réquisitions que de l'ordonnance qui sur elles serait donnée par votre dit Conseil, lequel leur aurait octroyé le double desdites ordonnances par eux requis afin de pouvoir requérir et demander selon leurs protestations ledit redressement à V. M. ainsi que bon leur semblerait.

Depuis ce temps, ayant retiré un double et copie desdites ordonnances aux fins que dessus et voyant clairement les griefs évidents qui y sont portés à tous vos sujets dudit pays en plusieurs et divers endroits, comme plus facilement peut apparaître par l'inspection et lecture d'icelles aux présentes annexées, auraient attendu l'espace de deux ou trois mois ou environ le retour de V. M. par eux si désiré ou à tout le moins celui de Mons. de Gramont<sup>1</sup> votre lieutenant général, pour obtenir permission et congé d'assembler les gens des dits trois états de votre dit pays, afin de leur communiquer

monstrat so dessus demandan estar retengut acte tant de lors requisitions que de l'ordenanse qui sus aqueres sere balhade per bostredit conselh, loquoal los aure autreyat lo doble de lasdites ordenanses per lor requerit affin de poder requerir et demandar segond lorsdites protestations ladite reparation à V. M. ainsi que bon lor semblere.

Despux loquoal temps haben retirat ung doble et copie de lasdites ordenanses a las fins que dessus et beden clarement los euidents greuges qui y son inscrits a tots bostres subiectz deudit pais en plusors et diuers endretz cum plus facilement pod apparer per l'inspection et lectures de queres a las presentes alligades auren attendut per l'espaci de dus ou tres mes ou enuiron lo retorn de V. M. per lor tant desirat en bostredit pais on a tout le menhs de Monsenhor de Gramont bostre loctenent general per obtenir permission et conget de assembler las gentz deusdits tres estatz de

1. M. de Gramont. Antoine d'Aure de Gramont, fils de Menaud d'Aure et de Claire de Gramont, épousa Hélène de Clermont, dame de Traves et de Toulangeon, et par elle se trouva allié au vidame de Chartres. Il s'était porté vers la réforme jusqu'à favoriser le prêche dans sa souveraineté de Bidache et garder le portrait de Calvin dans le salon de son château; on le comptait déjà comme un des chefs du parti en 1562. Il n'est pas étonnant que Jeanne d'Albret lui ait confié la lieutenance générale de son pays vers la fin de 1563. On sait que sa politique fut inspirée souvent par son intérêt, qu'il abjura à la Saint-Barthélemy, sous le coup des menaces de Charles IX, et que dès lors il demeura catholique d'abord par hostilité contre le baron d'Arros.

vos ordonnances pour aviser et conférer ensemble ce qu'il leur faudrait remontrer et requérir à V. M., tant pour votre service que pour le bien public maintien des fors et coutumes, privilèges et libertés de votre dit pays, de laquelle attente se voyant frustrés par votre longue absence et celle de votre dit lieutenant, tant pour leur devoir et décharge que parce qu'ils sont poussés et commandés par plusieurs grands et notables personnages de vos dits sujets et principalement des premier et second états, ont été contraints de faire la présente requête pour être présentée à V. M.

Par laquelle plus humblement supplient qu'il vous plaise permettre et octroyer aux gens des trois états de votre dit pays de se pouvoir assembler en votre dite ville de Pau ou autre qu'il vous plaira ordonner, pour aviser au contenu desdites ordonnances, et après due conférence vous remontrer, requérir et demander ce qui conviendra tant pour votre service que pour le profit et utilité de vos dits sujet et cependant ordonner et commander que lesdites ordonnances, publication et exécution d'icelles demeurent en suspens et que le tout soit remis en l'état où les choses étaient avant l'octroi et publication d'icelles.

bostredit pais affin de los comunicar bostresdites ordenanses per aduisar et conferir ensemble soque los falhire remonstrar et requerir à V. M. tant per bostre servici que per lo bien public enterenemen deus fors et costumes priuileiges et libertatz de bostredit pais, de laquoale attente et esperanse se beden frustratz par bostre longue absensi et de bostredit loctenent tant per lor deber et descharge qu'estan instigatz et mandatz per plusors grands et notables personatges de vostresdits subiects et principalement deus prumer et segond estatatz son estatatz constreinctz de far la presente requeste per estar presentade à V. M.

Per la quoale plus humblement suppliquen bous placy permeter et autreyar a las gentz deus tres estatatz de bostredit pais de se poder assembler en bostredite ville de Pau ou aultre qui bous plasera ordenar per aduisar au contengut de lasdites ordenances et apres degude conferense bous remonstrar requerir et demandar so que appertiendra tant per bostre seruici que per lo profeit et utilitat de bostredits subiects [et so pendent ordenar et mandar que lasdites ordenanses publication et execution de queres demorin en sospens et que lo tout sie remetut en l'estat que las causes eren dauant l'autrey et publication de queres].

Et continueront à prier Dieu pour la conservation, grandissement et prospérité de V. R. M. .

P. DU PRAT <sup>1</sup>,  
Syndic de Béarn.

DE GASSION <sup>2</sup>,  
Syndic de Béarn.

Et continueran pregar Diu per la conservation augmentement et prosperitat de V. R. M.

P. DEU PRAT,  
Syndic de Bearn.

DE GASSION,  
Syndic de Bearn.

Minute signée en cinq pages d'une belle écriture, mais écornée par les rats; il y a plusieurs corrections et additions, notamment ce qui est entre crochets; le titre mis en tête est au dos du dernier feuillet blanc.

## LE CHANT DES PSAUMES

ET LES CATHOLIQUES DE SALIES DE BÉARN

(1665)

Le Béarn n'est-il pas, en France, la terre d'élection de l'intolérance protestante? Et n'avons-nous pas, tout récemment encore, vu à quel point, pour le soutenir, il a fallu travestir les faits les plus certains? Voici un document instructif qui nous permettra d'apprécier la tolérance des catholiques, non pas à l'époque passionnée des guerres de religion, mais

1. Pierre Du Prat signe ailleurs de Prato, trahit plus tard la Reine et mourut en 1567, syndic depuis dix ans (voyez Bordenave, p. 134).

2. De Gassion. Jehan de Gassion, protégé par Jeanne d'Albret, se fit protestant, devint procureur général, conseiller au conseil ordinaire en 1570, puis second président du conseil souverain de Béarn en 1582. Il mourut à Pau le 29 janvier 1612, laissant plusieurs enfants dont l'aîné Jean Jacques fut père du maréchal de France Jean de Gassion (qu'il ne faut pas confondre avec son frère aîné, porteur du même prénom). Jehan de Gassion, en 1569, se porta dans Navarreins assiégé, fut déposé de sa charge de procureur général et remplacé par Jean Supersantis jusqu'à ce que Montgomery vint remettre le pays sous le gouvernement de la Reine.



cent ans plus tard, en pleine paix sous le règne glorieux de Louis XIV. A Salies de Béarn, même à cette époque de réaction cléricale, préparant de loin la Révocation, les protestants étaient encore la grande majorité puisque trente ans auparavant il y avait à peine quatre baptêmes catholiques contre une centaine de protestants<sup>1</sup>. — On comprend, dès lors, le besoin qu'éprouvait la minorité de faire sentir son pouvoir aux huguenots. Ce qui la scandalisait, prétendait-elle, c'est que les protestants chantaient leurs psaumes non seulement au temple et dans leurs maisons, mais jusque dans la rue et sur la place publique, sans doute en se promenant ou en travaillant dans leurs boutiques et leurs ateliers. Un catholique, même fanatique, aurait dû être capable d'admettre, comme l'insinuait d'ailleurs l'évêque de Grasse, Godeau, une honnête distraction, plus honnête même que de fredonner tel refrain égrillard dont il ne semble pas qu'on ait jamais porté plainte au Parlement. Celui-ci est, au contraire, si persuadé du caractère scandaleux de ce divertissement huguenot qu'il affirme qu'il a déjà été interdit par des « édits, déclarations et arrêts », dont il oublie d'ailleurs de rappeler la date, tant il est pressé de les confirmer par une nouvelle prohibition. — Prononcée à Pau le 22 mai 1665, celle-ci est signifiée par Matthieu d'Anty, jurat de Salies, au pasteur Jean de Rival. Grand étonnement de ce dernier. Cet arrêt s'appuie sur des édits ou déclarations qui n'existent pas. L'Église catholique a d'ailleurs si peu condamné les psaumes que deux excellents dignitaires de cette Église, l'abbé Ph. Desportes et l'évêque Godeau, les ont traduits « en rime françoise », précisément pour encourager les catholiques à les chanter « par notre exemple qu'ils louent comme fort pieux et chrestien ».

Louis XIII lui-même n'a-t-il pas pris la peine de composer la musique de quelques psaumes « qui ont esté mis sur des airs fort semblables aux nostres et sont chantés par les personnes d'une et d'autre religion?.. » La fin de ces remarques aussi judicieuses qu'exactes, manque dans le document que nous reproduisons et que possède M. le pasteur J. Roth d'Or-

1. Voy. *Bull.* XL (1891), p. 288 n.

thez. — Et nous ne savons pas non plus quel fut le résultat de cette protestation. Mais on peut le deviner, car si le parlement de Pau avait connu un moyen certain d'empêcher les protestants béarnais de respirer, nul doute qu'il l'eût employé bien avant 1665.

N. W.

**1° Arrêt du Parlement de Pau du 22 mars 1665 défendant aux réformés de Salies de chanter les Psaumes.**

**2° Protestation du pasteur Jean de Rival.**

Sur ce qui a esté remonstré à la Cour que nonobstant les divers Edicts, déclarations et arrests portant deffences à ceux de la R. P. R. de chanter leurs Pseaumes hors de l'enclos de leur temple, en telle sorte que leur chant puisse estre entendu par les passans et voisins, au scandale de la Religion Catholique ; — Si est-ce que principalement dans le lieu de *Salies* les dits de la R. P. R. s'estudient et affectent de contrevenir à ces Edicts et deffences, chantans, non seulement dans leurs maisons, mais dans les rues et places publiques, à quoy faire sont mesme exhortés par leurs ministres, et à quoy estant nécessaire de remédier.

La Cour, ouy le procureur général du Roy, fait inhibitions et deffences à toutes personnes de quelle qualité et condition qu'ils soient, faisans profession de la R. P. R. et nommément aux habitans dudit *Salies*, de chanter leurs Pseaumes en public par les rues, places et chemins et particulièrement dans leurs maisons, en sorte qu'ils puissent estre ouïs par leurs voisins et passans. à peine d'estre procédé contre eux comme Infracteurs des Edicts du Roy ;

Enjoint aux Jurats de tenir la main à l'exécution du pr<sup>t</sup> Arrest et de faire informer des contraventions par le procureur et à son défaut d'envoyer leur procédure à la Cour deüement attestée pour estre procédé sur icelle contre les coupables par tel decret qu'il appartiendra.

Prononcé à Pau en parlement le 22 may 1665.

Collationné ainsy signé DES CLAUS pour le notaire.

Le 25 may 1665 par moy soussigné Matthieu d'Anty jurat de *Salies* le pr<sup>t</sup> arrest a esté notifié à M. *Jean de Rival* ministre de *Salies* qui a dit qu'il ne peut se persuader que cet arrest ait esté donné par la Cour de parlement qui sachant fort bien qu'il n'y a point aucun edict qui nous deffende de chanter les Pseaumes, n'a garde de se

vouloir tromper elle mesme en donnant des arrests sur une telle présupposition.

Et qu'en effaict il n'est pas seulement vray semblable que jamais le Roy, ait voulu faire de telles deffences puisqu'il est évident qu'elles choqueroient généralement la piété de tous les chrestiens qui tous consentent à cette vérité que c'est une chose pieuse et fort agréable à Dieu de chanter partout ses louanges conservés dans le livre des Pseaumes qui fait la plus belle partie des Escrits de l'Ancien Testam<sup>t</sup>. En quoy aussy l'Eglise Romaine na jamais condamné personne, et il ne se nommera point dans aucun de ses conciles ni dans les escrits d'aucun de ses fameux docteurs qu'elle ait désapprouvé une chose si louable. Au contraire elle mesme dans ses offices chante souvent les Pseaumes.

Et d'autres fois Philippe Desportes abé de Tiron et de bonport les a tournés en rime françoise à dessein de les faire chanter publiquement par les peuples et mettre dans la bouche des hommes les saintes et glorieuses louanges du créateur au lieu des chansons deshonestes prophanes et impudiques que l'enfer leur a de tout temps dictées pour le deshonoré en son visage. Personne aussy n'ignore que Mons. Godeau évesque de Grasse, le plus excellent autheur qui vive dans le giron de l'Eglise Romaine, n'ait fait une excellente traduction des Pseaumes en rime françoise, et que dans son Epistre Liminaire il n'exhorte tout le monde à chanter ces saintes et divines chansons, y invitant les Catholiques Romains par nostre exemple qu'il loue come fort pieux et chrestien. Mesme s'il faut en croire un homme si digne de foy, le feu Roy, de triomphante mémoire, voulut bien prendre la peine de composer la musique de quelques uns de ces Pseaumes qui enfin ont esté mis sous des airs fort semblables aux nostres et sont chantés par les personnes d'une et d'autre Religion.

Tellement qu'il n'est nullement croyable que le Roy ni son Conseil ayent jamais voulu nous deffendre une chose si approuvée et si recommandée par les Rois mesme et par les Prélats et dans laquelle il est remarquable que nous convenons avec l'Eglise Romaine non moins qu'en la créance qu'il y a un Dieu digne de louange et d'adoration. Si bien que, comme il ne croira jamais que quelques débats qu'il y ait dans la chrestienté sur la Religion, l'on se porte à deffendre aux chrestiens de dire qu'il y a un Dieu digne de louange et d'adoration, il ne peut aussy croire qu'en ce Royaume...

*(La fin manque.)*

---

# Mélanges

---

L'IMPRIMEUR SIMON DUBOIS ET LE RÉFORMATEUR PIERRE CAROLI

1529-1534

UN NOUVEAU TESTAMENT DE LEFÈVRE IGNORÉ

## I

Grâce à un bienfaiteur habituel, la bibliothèque de la Société biblique vient de s'enrichir d'un superbe Nouveau Testament gothique de Lefèvre d'Étaples, en deux volumes petit in-8 du format de notre in-24, dont nous ne connaissons point d'autre exemplaire<sup>1</sup> : *LA MANIÈRE DE | lire l'évangile et quel profit on en | doit attendre*<sup>2</sup>. | *Achevez de lire, et | puis jugés.* — L'ouvrage ne commence réellement qu'au cahier suivant :

LES CHOSES CONTENUES

EN CE PRÉSENT LIVRE.

*Une brève explication pour deue | ment lire lescripture sainte.*

*Le S. Evangile selon S. Matthieu | ... selon S. Jehan.*

*Jésuchrist dit en saint*

*Marc, chapitre XVI :*

*Allez par tout le monde, et preschez*

*L'évangile à toute créature. Qui*

*croira et sera baptisé, il sera*

*sauvé; qui ne croira point,*

*il sera condamné.*

AU MOIS DE NOVEMBRE

1529.

1. Des 27 éditions connues de ce N. T., la Société biblique en possède 16, sans parler des Bibles.

2. Réimprimée par P. de Vingle, avec une suite (Dufour, *Catéch. de Calvin*, p. CCXXIII).



Ce premier volume contient aussi les *Actes* oubliés au titre, et qui ne figurent au titre du second volume qu'après l'Apocalypse.

Le seul auteur qui mentionne l'édition est le P. Le Long (in-f°, 335). Après avoir indiqué le Nouveau Testament de forme oblongue, sans année ni nom de lieu et de typographe, et contenant une épître exhortatoire différente de celle de 1523, il ajoute : « Le même, avec autre préface, in-12, sans nom de lieu et de typographe, 1529 ». — Le renseignement est maigre, mais exact. En effet, la préface qui précède le titre et celle qui le suit n'ont rien de commun avec l'épître exhortatoire de Lefèvre : *Quant saint Paul estoit sur terre*, ni avec celle de l'édition oblongue : *Ung bien désire estre communiqué, etc.*

A la seule vue des lettres initiales ornées, l'œil exercé de M. N. Weiss reconnut le caractère de Simon Dubois. Il ne se trompait pas. Une comparaison attentive de ces lettres avec celles des *Epistres et Evangiles des cinquante-deux dimanches* et du *Livre de vraye et parfaicte oraison*, et de plus la forme particulière des petites majuscules M. S. G. R. U. E., de l'r minuscule et de l'et, permettent d'affirmer, sans contestation possible, que le petit texte de ces deux ouvrages est bien celui du Nouveau Testament, à l'exception de la première préface, qui du reste n'en fait point partie et pour laquelle on s'est servi d'un caractère différent<sup>1</sup>.

Sans doute le caractère de Simon Dubois a pu être employé par plusieurs typographes ; mais outre que la perspective du bûcher ne favorisait guère l'impression du Nouveau Testament, on ne voit pas qu'aucun autre se soit servi comme ornement de la parenthèse placée horizontalement, ainsi que faisait Simon Dubois, au mois d'août 1528, à la fin de l'impression de la *Théorique des cieľz*<sup>2</sup> :



1. Identique à celui du N. T. de Vorsterman, 1529. Voir la lettre initiale de la seconde épître de Jean, et celle de l'Apocalypse.

2. M<sup>e</sup> Despierres, *Établissement d'imprimeries à Alençon*, Paris, 1894, in-8, planche XII.

Or ces mêmes parenthèses terminent l'impression de l'Apo-  
calypse :



et le prologue de Luc : ○ × ○ × ○, etc. De là à conclure que le Nouveau Testament est sorti des presses de Simon Dubois, il n'y a qu'un pas que nous franchissons sans le moindre scrupule d'hypothèse aventurée.

Au mois d'avril 1529, ce vaillant disciple de Lefèvre achevait et signait à Paris l'impression du *Livre de vraye et parfaite oraison*, œuvre de Luther traduite par Berquin (*Bull.*, XXXVII, 503). Le 13 octobre de la même année, on le trouve établi à Alençon, prenant pour apprenti typographe Le Mesle, ci-devant serviteur du curé Lecourt, futur martyr de la Réforme<sup>1</sup>. En 1530 il imprime au même lieu un ouvrage de Jehan Gœvrot, médecin de Marguerite, et en 1531 et 1533, toujours sous son nom, le *Miroir de l'âme pécheresse* de Marguerite. Pourquoi le Nouveau Testament ne porte-t-il ni le nom d'Alençon, ni celui de l'imprimeur? En outre, et c'est au fond la même question sous une autre forme, pourquoi Simon Dubois a-t-il quitté Paris?

Sans aucun doute pour échapper au sort de Berquin, consumé sur le bûcher le 17 avril 1529, à peu près au moment où paraissait le *Livre de vraye et parfaite oraison*. C'est évidemment aussitôt après ce supplice, que l'imprimeur des traités hérétiques et du Nouveau Testament de 1525, se réfugia auprès de Marguerite de Navarre, duchesse d'Alençon. La date de novembre 1529, inscrite sur le Nouveau Testament, en fournit la preuve. L'impression des deux volumes a dû durer environ six mois, et par conséquent commencer vers le mois de juin. Or le transfert de l'établissement et des presses à Alençon n'a pu s'effectuer en moins d'un mois à six semaines. Il était donc résolu avant la fin d'avril. Commencer l'impression à Paris après le 17, eût été un véritable acte de folie, surtout de la part d'un homme aussi compromis. En outre, si Dubois s'était permis cette bravade, quelle raison aurait pu l'obliger ensuite à prendre la fuite? L'impression de terreur qu'il emportait de

1. M<sup>e</sup> Despierres, *op. cit.*, p. 48.

Paris fut telle que, même sous l'égide de Marguerite, il crut nécessaire d'omettre le nom d'Alençon et le sien au titre de son second Nouveau Testament, aussi bien qu'au titre du *Psautier* anonyme qu'il imprima en 1532. Mais quelle ardeur et quel zèle que celui d'un homme qui, à peine échappé au bûcher, poursuit aussitôt, bien qu'en prenant quelques précautions, son œuvre de divulgation évangélique!

*La manière de lire l'évangile*, qui forme un petit traité de huit ff. relié en tête du Nouveau Testament, a dû être répandue en abondance à Alençon et aux environs. L'auteur y professe 1° qu'il n'y a qu'un évangile, contenu aussi bien dans les Actes des apôtres et dans les épîtres que dans les quatre livres qui portent les noms de Matthieu, Marc, etc.; 2° qu'il faut se garder de faire de Christ un Moïse nous donnant uniquement les lois de bien vivre. Avant de prendre le Christ pour exemple, il faut le recevoir et l'embrasser comme un don souverain de Dieu, afin que ce qu'il a fait et souffert devienne tout nôtre. « Cela seulement est congnoistre l'évangile. » En cela consiste le « grand feu de dilection divine en nous, par lequel nostre cœur et nostre conscience sont éjouis et reçoivent paix, repos et seureté... Quant tu reçois ainsi Christ, tu es chrestien, et ceste foy te délivre de péché, de mort, de enfer, et te rend vainqueur de toy... Après que tu auras ainsi embrassé Christ comme le chef et l'auteur de ton salut », il faudra que tu l'imites. Alors la foi et la charité s'uniront. L'Évangile n'est pas un livre de lois, mais de promesses divines, par lesquelles Dieu nous donne tout ce qu'il a et qu'il fait, quand il nous montre et donne son Christ. « Prescher l'évangile nest autre chose sinon Jèsuchrist venir a nous, et nous estre amenez à luy ».

L'idée finale manque de clarté : « Les lettres évangéliques sont mongtoyes et explanations pour parvenir aux escriptures... Nous avons premièrement du tout estimé le vieil testament nestre plus rien..., et touteffois cest à luy seul que proprement est deu le nom de sainte escripture, veu que ce nest point la propre nature de l'évangile que estre rédigée par escript, mais doibt estre preschée, annoncée et publiée vivement en appelant à tesmoignage les escriptures et les

exposant, ce que Christ et les apostres ont fait, qui est la cause pourquoy Christ na rien mis par escript, mais seulement a enseigné de bouche ». Cependant nous avons fait de l'Evangile un livre de lois, et de Christ un Moïse. « Aussi quel opprobre ne permet Dieu venir sur un peuple si insensé et pervers ! Aurons-nous cause de nous plaindre si nous sommes durement opprimez et cheuz soubz les doctrines et mensonges des hommes, puisque nous sommes tout fachez des divines, et au lieu de la sainte escripture ancois à lire et nous assubjectir aux décrétales de aulcungs sotz et malicieux législateurs ? O pleust à Dieu que la pure vraye évangile fust congneue, etc. ! »

A l'épître de Lefèvre, a été substituée une *Brève instruction pour deuement lire lescripture sainte et en proffiter* ; c'est une seconde édition grandement améliorée du traité dont nous venons de parler. La partie la plus remarquable en est le début, où sont énoncés plusieurs principes que l'on retrouvera plus tard chez Calvin, notamment dans la fameuse *Préface montrant comment Christ est la fin de la loy*.

« Il nous est besoing tellement lire, ouyr, ruminer et méditer l'escripture sainte, qui est la doctrine du saint esperit, laissée pour nostre pasture, utilité et édification, que nous ne cerchons en icelle, sinon Jésuschrist fin de la loy et de toute escripture, tournant à justice et salut à ceux qui le recoivent par foy, comme tesmoigne saint Paul aux Romains, chapitre dixiesme : Jésuschrist qui nous est proposé et donné du père céleste, non seulement pour nous monstrier le chemin de vraye vie, mais davantage pour nous conduire et mener en iceluy, nous donner vouloir et pouvoir dy cheminer. Lequel chemin ne cognoissoit Lucifer, quant il voulut à cause des perfections qu'il recongnoissoit en luy, monter jusques au throne de Dieu, et estre fait semblable au trèshault. Lequel ne congnoissoient les premiers parentz, quant voulurent par manger du fruit de l'arbre de science de bien et mal, estre faitz semblables à Dieu, sachans bien et mal. Lequel ne congnoissoient les géans qui édifièrent la tour de Babel, pour monter au ciel. Lequel nont point sceu les philosophes et saiges de ce monde, qui par sapience, puissance, biens, vertus, humaines justices et prudences, ont pensé parvenir au port et à la fin pour lequel l'homme est créé.

« Ce chemin a esté long temps incongneu à l'homme ; mais ès der-



niers jours a esté révélé par Jésuchrist, qui à ceste cause nous a esté envoyé du père éternel, et sest anéanty, ayant prins la forme du serf, au contraire de attribuer à soy la gloire qui appartient à Dieu seul, comme Lucifer et Adam. Ce que Jésuchrist ne sest attribué. Mais estant vray Dieu, sest faict serf. pour nous monstrier le vray chemin de vie, qui est par humilité, et vrayement renoncer à soy mesmes, par vraie sapience de la croix, laquelle humilie la créature, et la déclaire avecques toute sa sapience, puissance, perfection, impuissante à salut, vraye vie, et exalte Dieu lui donnant bonté et gloire, le reconnoissant seul autheur de vraye vie et salut. Attendu que la voye et porte de salut et vraye vie, est dicte estroite, est besoin de tel deschargement, destre ainsi humilié, faict petit et anéanty, affin d'entrer par icelle porte en la plénitude de toute félicité. Et pour vrayement dire, l'escripture sainte nest aultre chose que doctrine laissée du saint esperit pour humilier la créature, et luy donner à congnoistre son imperfection, et quelle nest rien, et pour exalter Dieu et de luy reconnoistre tout...

« Parquoy foy justifie l'homme et le faict chrestien; charité le declare tel à l'utilité du prochain...

« Premièrement devons par icelles [saintes écritures] apprendre et congnoistre que sommes de nature enfans de terre. Pourquoi toutes nos œuvres, affections et cogitations, sont de nulle estimation et valeur; ainsi en tout et par tout, misérables et pécheurs, redigez en toute servitude et captivité, en indigence de tout bien...

« Secondement par icelles fault apprendre et congnoistre, que le Dieu tout puissant, à nous ainsi misérablement appauvriez et dénuiez de tous biens, a donné son filz unique, affin que en croyant en luy, et en mettant en luy toute nostre fiance, soyons non seulement délivrez de péché, ire et damnation et malédiction, mais aussi enrichiz jusques à estre enfans de Dieu, et héritiers de paradis en égalité de biens avec Jésuchrist filz unique du père céleste... Laquelle foy pouvons obtenir par seul don de Dieu. Par grace (dict saint Paul) estes sauvez par foy, et non de vous. Car cest ung don de Dieu, non des œuvres, affin que nul ne se glorifie.

« Tiercement, en considérant l'exemple de Jésuchrist, ce qu'il nous a esté, fault embrasser charité, et par dilection estre l'un à l'autre comme Jésuchrist nous a esté...

« Quartement, en icelles [écritures] considérons l'effect de la croix et combien elle est nécessaire pour mortifier le vieil Adam, et pour estre faicte innovation en nous, fault que apprenons patience sous les tribulations et croix...

« Voylà quatre choses que devons recueillir ès saintes escrip-  
tures, à ce que nous soyons vraiment humiliés, et par Jésuschrist  
exaltez, et que nostre vie à lexemple de luy soit instituée et formée,  
et que portons après luy nostre croix, estant conduictz en le suivant  
par la vraye voye de vie, pour parvenir au port de salut et posséder  
l'héritage promis et régner avec iceluy en gloire. Auquel avec le  
père et saint esperit soit gloire et honneur à jamais. Amen. »

Quel que soit le mérite de cette pièce, elle est loin de va-  
loir à nos yeux la première épître de Lefèvre, d'une fraîcheur  
et d'une grâce si touchantes. L'éditeur a rétabli celle-ci en  
tête du second volume, en supprimant des longueurs par trois  
coupures qui attestent un homme de goût. De même, il a osé,  
le premier, supprimer une addition qui donnait au livre un  
cachet catholique : la *Table des épistres et évangiles* qu'on dit  
à la messe les dimanches, et n'a eu qu'un seul imitateur,  
Pierre de Vingle, dans son N. T. de Neuchâtel, 1534. En cor-  
rigeant les épreuves, il a quelque peu modifié les parallèles  
de Paris et d'Anvers 1525, et rajeuni le style et l'orthographe  
par une multitude de petits changements sans importance<sup>1</sup>,  
au moins dans Matthieu et les Romains, les seuls livres que  
nous ayons collationnés. Toutefois il ne s'est point livré à une  
revision proprement dite, témoin les fautes des éditions pré-  
cédentes qu'il a conservées : *Colos.*, III, 16, « circoncision »  
au lieu de « incirconcision » ; *I Thes.*, V, 5, « enfants de Dieu »  
au lieu de « enfants du jour » (Lefèvre avait lu par distraction  
*dei* pour *diei*) ; *I Cor.*, XVI, 15, « Estiennette » au lieu de « Es-  
tienne ».

L'ouvrage ayant paru à Alençon, il n'y avait pas à chercher  
bien loin l'auteur de ces modifications et des deux petits

1. Mentionnons cependant, *Romains*, VIII, 33 : « Dieu est celui qui  
justifie..., Jésuschrist est celui qui est mort », au lieu de « sera-ce Dieu  
qui justifie..., sera-ce Jésuschrist qui est mort? ». *Matth.*, I, 19 « ne la  
vouloit point répudier », au lieu de « diffamer » ; III, 2, « le royaume des  
cieux approchera », au lieu de « est prochain » ; XXVI, 10, « pourquoy estes  
vous après à ceste femme? », au lieu de « pourquoy estes vous molestes  
à ceste femme? » ; XVII, 14, manque « se prosterna à genoux », expres-  
sion qui est dans le latin aussi bien que dans le grec, et dont l'absence  
indique une lecture trop hâtive,

Une partie des chapitres VIII et IX des *Actes*, omise par mégarde, a été  
rétablie à la fin dudit livre.

traités, en un mot l'éditeur du Nouveau Testament. En effet, un ancien prédicateur de Meaux et de Paris, expulsé de la Sorbonne et contre lequel le Parlement avait lancé un mandat d'arrêt le 3 octobre 1525, le docteur en théologie Pierre Caroli avait cherché alors un refuge près de Marguerite. On pourrait hésiter entre lui et Gérard Roussel, aumônier de la princesse; mais, outre que la version de Lefèvre, faite sur le latin, n'inspirait à Roussel aucun enthousiasme, et qu'il avait collaboré à Strasbourg à un commencement de version faite sur l'original (*Hist. de la Soc. bibl.*, p. 18, 23), il paraît avoir été absent d'Alençon au moment de l'impression, ainsi que Marguerite qu'il accompagnait dans ses voyages (Génin, I, 240; II, 100, 102), et de plus aucune de ses idées favorites (il était franchement augustinien) n'apparaît dans les deux traités, tandis que leur contenu s'accorde absolument avec l'une des propositions de Caroli condamnées par la Sorbonne :

« Il y a une foi qui s'appelle historique, comme de croire que le fils de Dieu a pris humanité, qu'il a été crucifié, ressuscité et monté au ciel, et ainsi de tous les autres mystères de la Bible. Cette foi ne vivifie point, ne justifie l'homme. Il y a une autre foi qui est de croire les choses de la Bible en se confiant à des promesses que Dieu a promises, et c'est ce que veut dire saint Paul : *Justus meus ex fide vivit*, c'est-à-dire que celui qui croit en Dieu avec une confiance et une espérance est vivifié. La première foi n'est point suffisante. »

La présence de Caroli, au contraire, n'est point douteuse. Par un billet du 15 juillet sans millésime, Marguerite chargeait M. d'Yzernay d'une commission relative à une prébende de Bayeux, que « son aumônier Caroli » avait obtenue du roi<sup>1</sup>. Le 5 juillet 1530, Caroli, curé de Notre-Dame d'Alençon, donnait à bail pour dix-huit mois, à deux prêtres, le total du casuel de la chapelle Saint-Léonard, moyennant 60 livres tournois. Il avait fait antérieurement un arrangement analogue avec Jacques Couppé, son chapelain ou vicaire<sup>2</sup>. En 1532, il faisait imprimer par Dubois sa traduction anonyme

1. Génin, *Lettres de Marguerite*, I, 411.

2. M<sup>e</sup> Despierres, *op. cit.*, p. 17.

du Psautier, dont nous avons révélé l'existence aux lecteurs du *Bulletin* (XLII, 100). Ce livre accrut encore l'effet produit sur les âmes par le N. T., par le *Miroir de l'âme pécheresse* et sans doute par d'autres publications analogues, si bien qu'Alençon était devenu, comme Meaux et Bourges, un foyer de Réforme, une *petite Allemagne*, ainsi que Bucer l'appelait déjà en 1530.

## II

S'il s'agissait d'un personnage non suspect de versatilité, la part évidente que Caroli prit, dès l'origine, au mouvement réformateur de Paris et d'Alençon, et notamment la publication, ignorée jusqu'ici, de ce N. T. et de ce Psautier si protestants, suffiraient pour réduire à néant l'imputation de la dernière gravité formulée contre lui par plusieurs de ses contemporains. Mais l'étrange inconstance à laquelle il allait se livrer, quelques années plus tard, oblige à procéder à son égard avec plus de réserve. Écoutons donc l'imputation dont MM. Schmidt (*Gérard Roussel*, p. 47), Bordier (*France prot.*, III, 772), Herminjard et les éditeurs des *Opera Calvini*, se sont fait l'écho. On lit dans ce dernier ouvrage (t. VII, p. xxx) : « Rentré en grâce auprès de l'Église, Caroli s'acquitta pendant un certain temps des fonctions du ministère à Alençon, et même, à ce qu'il semble, avec une telle âpreté de zèle catholique, qu'il approuva, s'il n'en fut la cause, la condamnation à mort de deux jeunes gens pour cause de religion ». Et dans la *Correspondance des réformateurs*, III, 337 : « Il fit preuve de la plus cruelle légèreté, en dénonçant aux juges de l'Inquisition deux jeunes hommes qui périrent du dernier supplice. Voyez l'ouvrage de Calvin intitulé : *Pro G. Farello et collegis ejus... Defensio Nicolai Gallasii*, 1545, p. 69, 70 ». — Cette imputation n'a d'autre fondement qu'une lettre de Farel à Capiton, du 5 mai 1537 : « *Il ose nous accuser d'arianisme...*, ce pasteur qui, craignant pour son ventre, à cause de quelques idoles suspendues, fit égorger des brebis de Christ, du soin desquelles il disait être chargé » (Herminjard, V, 437), et que l'écrit de Des Gallars susmentionné :



« Il a confessé [devant le synode de Berne] qu'il était la cause que deux adolescents innocents (?) avaient été retenus en prison jusqu'à l'arrivée de deux juges, qui certainement allaient faire l'office de bourreau en répandant le sang innocent, et qu'ainsi ces malheureux avaient péri par son conseil (*suo consilio*). Cela est incroyable, mais les témoins sont trop nombreux... (Pourquoi n'as-tu pas toi-même attaqué les idoles plutôt que de leur en laisser le soin<sup>1</sup> ?) Non content de les abandonner, tu les as livrés aux mains du bourreau » (*Opera Calvini*, VII, 326-328).

Il y a donc au fond une querelle de théologie, et l'on sait si les démêlés de cette nature portent les esprits à l'équité et à la douceur. D'ailleurs, la conduite que tint Caroli après avoir quitté la France (abjurations successives, abandon de la femme qu'il avait épousée à Lausanne, accusations perpétuelles d'hérésie portées contre ses collègues) fut tellement déplorable, qu'il devait sembler naturel de faire flèche de tout bois contre un pareil adversaire. Farel et Calvin le jugèrent si dangereux, qu'ils se rendirent à Strasbourg dans le dessein, non réalisé, d'aller le confondre à Metz (1543). Aussi Des Gallars débute-t-il en lui appliquant l'aimable épithète de porc, qu'il répète à diverses reprises. C'étaient là les aménités du temps.

Toutefois l'accusation paraît trop précise pour n'avoir pas contenu au moins une parcelle de vérité. Il se peut donc que, dans un moment d'abandon, Caroli, confessant ses fautes, ait exprimé le regret d'avoir ouvertement déclaré que les officiers de justice de Marguerite ne devaient pas laisser impunie l'incartade de deux jeunes étourdis qui, Des Gallars en convient, méritaient une peine légère. — Ce dut être là tout son crime; car nul ne pouvait prévoir que, l'année suivante, la justice du roi transformerait cette peine en peine capitale. Reprocher à un simple curé de n'avoir pas empêché cette nouvelle condamnation, est une suprême injustice; car la

1. Reproche réfuté d'avance par la Sorbonne, lorsqu'elle avait condamné la proposition suivante qu'elle prêtait à Caroli : « Il n'y a rien qui plus nous éloigne et sépare de la connaissance de Dieu, que les images. C'est tout un, idole et image. »

duchesse elle-même, providence des persécutés, ne put arrêter la violence des juges brûleurs<sup>1</sup>. Mais la passion n'y regarde pas de si près, et *ab irato* elle décréta que Caroli avait livré les victimes au bourreau. Rien, on va le voir, ne justifie cette exagération.

Les faits sont bien connus depuis que M. Paul Guérin a inséré dans le *Bulletin* (XXXIII. 112) le texte des jugements prononcés à Alençon en 1534. La veille de la Fête-Dieu, 1533, *Jehan Coumyn* et *Antoine Potier*, dit Laignel, fracturèrent la verrière de la chapelle Saint-Blaize, emportèrent la statue de la Vierge et celle de saint Claude, et les accrochèrent à des gouttières. La condamnation qu'on leur infligea (p. 115), parut trop douce aux ennemis de la Réforme. Sur leurs sollicitations, le roi députa les conseillers au parlement Bonaventure de Saint-Barthélemy et Louis Roillart, pour annuler le jugement sous prétexte d'incompétence, et reprendre le procès. En vertu d'un ordre du 19 septembre, ils firent arrêter Coumyn et Potier et les mirent en prison, où plusieurs autres personnes accusées de blasphème contre la Vierge les rejoignirent bientôt. Aucun jugement ne fut prononcé, mais les accusés restèrent sous les verrous. En août 1534, c'est-à-dire au moment où le futile monarque, obéissant à la fois à deux influences contraires, était en pourparler avec Mélanchthon qu'il voulait appeler à la cour, et deux mois avant l'affichage des placards, qui ne le rejetèrent pas, comme on l'a cru trop longtemps, dans le parti persécuteur auquel il était déjà rallié, une commission inquisitoriale, présidée par le même Bonaventure, reçut la mission d'aller terroriser et anéantir la Réforme en Normandie. Elle était munie de pleins pouvoirs pour exiger l'obéissance des officiers de la duchesse (qui en demandèrent vainement copie, p. 120), pour procéder à la torture et aux exécutions immédiates, nonobstant toutes oppositions et appels, et accompagnée d'un huissier parisien, parce que ceux du lieu refusaient d'instrumenter contre les suspects. En quinze jours

1. Elle n'avait obtenu qu'au bout de six mois (mars 1534) la mise en liberté de Roussel, qu'elle avait fait prêcher au Louvre, et celle de Courault et Bertault, également emprisonnés à Paris (*Gérard Roussel*, p. 104).

(du 1<sup>er</sup> au 16 septembre), elle prononça, pour ne parler que de ses actes les plus horribles, neuf sentences de mort, dont quatre contre des fugitifs, condamnés « à estre bruslés et ars tout vifs » (p. 173). Les cinq autres furent exécutés sur-le-champ : trois, étranglés, puis réduits en cendres. Après avoir eu le poing droit coupé devant la chapelle, Coumyn et Potier furent pendus là où ils avaient accroché les statues, leurs têtes fixées aux portes de la ville, et leurs corps suspendus aux fourches patibulaires. La commission exerça, en outre, des poursuites contre trente et un autres habitants de la ville ou des environs, entre autres trois prêtres, deux moines, plusieurs avocats, et Jehanne d'Avoize, dame dudit lieu, laquelle avait, au mois d'avril 1530, cautionné Simon Dubois envers un créancier auquel il devait 109 livres tournois<sup>1</sup>. Les procès-verbaux ne mentionnant pas le nom de cet imprimeur, et restant muets sur le sort ultérieur de la dame d'Avoize emprisonnée, il y a lieu de penser que le recueil en est incomplet.

Circonstance digne de remarque, outre les dénonciations de Jehan Homedey, promoteur de l'évêque de Séez, on y en trouve deux émanant de Jehan de Moussy, seigneur de La Mothe, maître d'hôtel de Marguerite : l'une contre Jehan Henault (p. 163), l'autre contre frère Germain, cordelier du couvent de Séez (p. 123). Quant au zèle *catholique* du prétendu dénonciateur de Coumyn et Potier, voici comment il est apprécié par le sanguinaire tribunal, qui eût salué avec joie le retour au bercail d'un transfuge (p. 128) :

« Les commissaires ordonnez par le roy sur le fait d'Alençon, ont délibéré et conclu entre eux qu'il sera bon et expédient de avertyr le roi des cas dont maistre Pierre Caroli est chargé depuis trois ou quatre ans en çà, pour en estre par luy ordonné ce qu'il luy plaira. »

En d'autres termes, ils ne laissent Caroli en liberté que parce qu'il appartient à la maison de Marguerite, et peut-être aussi parce qu'ils n'osent enfreindre l'ordre formel du roi, qui, le 12 novembre 1525, avait expressément défendu de le

1. M<sup>e</sup> Despierres, *op. cit.*, p. 19.

poursuivre. Mais ils portent plainte contre lui, et cette plainte fut si bien entendue que, quelques mois plus tard, Caroli figurera le premier, en compagnie de cinq autres prédicateurs, de Clément Marot, des imprimeurs Simon Dubois, Jehan Nicolle et Le Balafré, des libraires Jérôme Denis, André Vincard, du relieur Cholin et du colporteur de livres Barbe d'Orge, sur la liste des 73 hérétiques ajournés à comparaître, le 25 janvier 1535<sup>1</sup>. Ce fut alors qu'il gagna la Suisse et y porta, avec son beau talent, une incommensurable vanité, principale cause de ses défaillances.

Si l'on s'étonnait de la peine que nous avons prise pour disculper sur un point ce personnage si justement décrié, nous répondrions qu'aucune erreur, et surtout aucune erreur calomnieuse, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la victime, ne nous semble bonne à conserver.

O. DOUEN.

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE

**Le Vatican, les papes et la civilisation<sup>2</sup>. — La France chrétienne dans l'histoire<sup>3</sup>. — Anne Boleyn, Elisabeth, une duchesse d'Uzès, Catherine de Médicis, par H. DE LA FERRIÈRE. — Les dernières poésies de Marguerite de Navarre, par A. LEFRANC. — Renée de France, par E. RODOCANACHI. — Charlotte de La Trémoille, par L. MARLET.**

Le livre est une des formes les plus anciennes de la réclame. On pourrait y noter l'apparition de cette dernière et en suivre le développement dès le xvi<sup>e</sup> siècle, lorsque les progrès de la typographie eurent rendu facile et relativement économique ce moyen d'attirer l'attention. On pourrait même, sans se lancer dans le paradoxe,

1. *Cl. Marot et le Psautier huguenot*, I, 157.

2. Par Georges Goyaux, André Pératé, Paul Fabre, introduction par le card. Bourret, épilogue par E.-M. de Vogüé, un vol. richement illustré de xi-796 p. grand in-8. Paris, Firmin-Didot, 1895.

3. Ouvrage publié à l'occasion du 14<sup>e</sup> centenaire du baptême de Clovis sous le haut patronage du cardinal Langénieux et sous la direction du R. P. Baudrillart, de l'Oratoire, un vol. de xxiii-684 p. grand in-8. Paris, Firmin-Didot, 1896.



soutenir que l'abus de la réclame n'est pas étranger à la crise de la librairie. De tout temps, aujourd'hui plus que jamais, il y a eu, dans les boutiques et sur les rayons des bibliothèques, plus de livres inspirés par le besoin de faire parler de soi que par celui de rendre service au public. Celui-ci, le bon public, a eu longtemps, il a encore plus qu'il ne croit, le respect de la lettre moulée, de ce papier couvert de caractères soi-disant indélébiles et sacrés qui cachent souvent tant d'ambition, de vanité, de calculs intéressés. Mais si, à force d'être trompé, le public s'est lassé ou est devenu méfiant, il pardonne si volontiers à ceux qui savent l'amuser ou le passionner!

La réclame s'est d'ailleurs perfectionnée et transformée. Autrefois elle était essentiellement personnelle, et depuis Érasme jusqu'à Victor Hugo, le nombre est grand de ceux qui lui doivent une bonne partie de leur immortalité. Aujourd'hui, ce sont les collectivités qui prennent la place des individualités d'autrefois. Chacun sait combien il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'arriver au public lorsqu'on n'appartient pas à une association, à un parti, politique, littéraire, religieux, artistique, universitaire, que sais-je encore!

Les deux premiers livres que j'ai sous les yeux et dont je dois dire quelques mots, rentrent dans cette dernière catégorie. Ce ne sont pas des œuvres individuelles, indépendantes, inspirées à un homme par un sujet qui l'a captivé, passionné ou seulement intéressé. Ce sont des œuvres collectives, voulues, calculées pour atteindre des milieux cultivés, accessibles à cette esthétique mystique, indulgente et vague, aux formes compliquées et variées mais harmonieuses et fortement organisées, qui a remplacé pour eux la religion. A ce point de vue, comme d'autres livres dont on a fait beaucoup de bruit, ce sont des armes de combat très parées et d'apparence inoffensive, mais destinées à jouer leur rôle dans l'effort contemporain du Vatican pour ressaisir la direction des esprits.

**Le Vatican, les papes et la civilisation**, que de perspectives grandioses, émouvantes, infinies, s'ouvrent devant les yeux à la lecture de ce seul titre! Et comme on devine aussitôt le parti qu'en sauront tirer des écrivains de talent, instruits, pénétrants, à la fois épris des gloires temporelles d'un passé qui les a éblouis et rêvant pour l'avenir un triomphe auquel ils auront l'honneur d'avoir collaboré!

Il s'agit en effet d'entraîner ceux qui déjà subissent l'attraction du Vatican, non vers un idéal de vie chrétienne et sociale plus réelle, plus désintéressée, plus active, mais vers la soumission effective au pouvoir pontifical et à au corps de doctrines qui offre des solutions

pour tous les besoins publics et individuels (764) ». C'est M. E.-M. de Vogüé qui nous le dit lui-même, dans un style infiniment plus clair et plus précis que celui auquel il nous avait habitués.

Et ceux qui objecteraient les souvenirs peu honorables que l'exercice de ce pouvoir a laissés dans l'histoire, ceux qui s'écrieraient : Qui nous rendra les grands caractères, les civilisations, les vies pures écrasés par cette puissance, arrêtés dans leur développement par son égoïsme, souillés par le sang et les larmes qu'elle a fait verser ! Qu'ils lisent ceci : « Les papes nous demandent de croire qu'ils sont « garantis contre l'erreur doctrinale, là s'arrête leur privilège ; ils ne « se sont jamais donnés comme préservés du péché, c'est-à-dire du « mal et de l'erreur sous toutes ses formes, dans la conduite publique ou privée de leur vie (759). »

Et ceux qui, honnêtement, déclareraient ne pouvoir admettre sans de graves réserves le « corps de doctrine » dont le pape est le gardien infaillible ? A ces « intelligences formées, émancipées » la papauté se borne à offrir « des secours, des directions générales » ; elles « n'ont plus besoin de l'intervention minutieuse, constante, « sanctionnée par des pénalités, qui fut à proprement parler le régime théocratique... On n'a pas encore rencontré une mère qui « conservât à ses enfants adultes les lisières de leur berceau (730) ».

Peut-on traduire d'une manière plus littéraire le vers de Tartuffe

Il est avec le ciel des accommodements.

Et n'est-ce pas un devoir de tirer la conclusion logique de ces déclarations formelles ? Pour le catholique d'aujourd'hui, plus encore que pour celui d'autrefois, la religion n'est pas un idéal ou une conviction ; elle n'est qu'un moyen, le plus puissant de tous, de poursuivre un but essentiellement politique, le gouvernement de l'humanité par la Papauté.

Il va de soi que ceux qui ne voient de salut que dans la soumission aux « directions générales » du Vatican, doivent considérer comme essentiellement pernicieux le grand effort de la Réforme pour affranchir le monde de cette tutelle. Il y a pourtant une différence notable entre la manière dont en parle M. Georges Goyaux et celle à laquelle le catéchisme de persévérance nous avait habitués<sup>1</sup>. La Réforme a eu pour causes, dit-il, « d'une part l'esprit de révolte

1. Les éditeurs de ce livre très richement illustré, ont bien voulu nous autoriser à reproduire le portrait de Luther (d'après l'original de L. Cranach au musée des Offices, à Florence) qui accompagne le chapitre sur la Réforme.

« contre toute autorité et les passions mauvaises des princes com-  
« plices de la Réforme parce qu'ils y trouvaient une complice de leurs  
« instincts; d'autre part l'ardente religiosité d'un certain nombre  
« qui aspiraient à trouver dans leurs prêtres la pureté morale et qui  
« ne l'y rencontrant pas toujours, eurent l'illusion qu'en écartant  
« ces prêtres, ils entreraient eux-mêmes dans un commerce plus  
« réconfortant et plus intime avec le Christ... On admire, dans l'his-  
« toire de la Réforme, d'altières et graves figures de chrétiens ; c'est



« leur malheur et leur châtement de ne pouvoir répudier certaines  
« escortes, cette arrière garde d'incroyants qui depuis trois siècles  
« croient s'acquitter envers leur Église par une haine de sectaires  
« contre le catholicisme, et cette avant-garde de princes qui profi-  
« tèrent de la Réforme... L'Église chrétienne avait besoin d'une Ré-  
« forme ; il est équitable de retenir ce fait pour expliquer les origines  
« du protestantisme, et cette conviction de ses premiers fondateurs  
« qu'ils travaillaient au bien de la chrétienté. Leurs moyens furent  
« mauvais ; parmi leurs intentions, il en fut de respectables. Mais  
« l'appui le plus efficace que rencontra la propagande protestante  
« lui fut infligé, en Allemagne comme en Angleterre, par des princes

« dépravés ou cupides qui contraignaient tous leurs sujets à imiter  
« leur conversion... »

Si vraiment la supériorité du catholicisme sur le protestantisme dépend de la supériorité morale de François I<sup>er</sup>, de Charles-Quint et Philippe II, de Léon X et Pie V sur les souverains qui ont encouragé et soutenu les Réformateurs, je crains que M. Goyaux n'appuie ses préférences sur des bases bien fragiles. La remarque qu'il y ajoute n'est guère plus probante : « ... Les fidèles de la Réforme  
« éprouveraient-ils, comme ceux de Rome, cette puissante et douce  
« impression qu'ils forment tous un même corps, et qu'ils commu-  
« nient entre eux, à travers les siècles et sous toutes les latitudes,  
« par un même apanage de croyances ? Cette satisfaction ne leur  
« fut pas donnée. En matière religieuse, on ne fait pas à l'individua-  
« lisme sa part ; et lorsque l'homme s'est établi juge d'un dogme, il  
« s'établit juge de tous. On ne parviendrait pas, présentement, en  
« Allemagne, à faire signer une nouvelle Confession d'Augsbourg  
« à tous ceux qui se réclament de Luther (135-138)... »

Nous sommes prêts, en effet, à reconnaître dans le catholicisme un puissant esprit de corps qui fait songer aux régiments qu'un même mot d'ordre anime et met en mouvement. Mais il y a aussi, entre les diverses branches du protestantisme inspiré par l'Évangile et gouverné par la liberté, une solidarité qui s'affirme tous les jours plus énergiquement. Et les disciples de Loyola, de Voltaire et de Renan ne peuvent aujourd'hui signer le moindre article du catéchisme du concile de Trente qu'au prix d'un raisonnement où les réserves mentales côtoient l'hypocrisie.

Le chapitre que M. A. Baudrillart consacre à la Réforme française dans la **France chrétienne** n'est pas plus convaincant. Lui aussi se défend de jeter la pierre aux initiateurs qui furent « les meilleurs ». Mais à la question, pourquoi, au xvi<sup>e</sup> siècle, la France est-elle restée catholique, il répond que « d'instinct elle sentit dans le protestantisme le grand adversaire du caractère national ». Comment cet instinct est-il devenu une opposition acharnée aboutissant à la Saint-Barthélemy et à la Révocation. Voici, textuellement, la réponse (p. 363) : « ... Partout, des actes de fanatisme  
« commis par les protestants, un vandalisme qui ne respectait ni les  
« plus belles ni les plus chères images et qui détruisait en un jour  
« l'œuvre des siècles, provoquèrent les catholiques et amenèrent les  
« premières répressions. C'est eux qui commencèrent la guerre  
« civile en 1562... Les premiers — Voltaire en fait la remarque —



« ils justifèrent l'assassinat politique et le régicide ; bien avant que  
 « les prédicateurs de la Ligue eussent laissé entrevoir la possibilité  
 « du meurtre de Henri III, les pasteurs calvinistes avaient poussé  
 « à l'assassinat de Catherine de Médicis et de Charles IX... Ce fu-  
 « rent enfin les protestants qui, après une longue préméditation,  
 « amenèrent les étrangers dans le royaume, et, sous prétexte de  
 « punir les ennemis de Dieu, ils se prenaient à haïr la patrie elle-  
 « même :

« Fille de Babylone, race ingratte et maudite,  
 Heureux qui te rendra le mal que tu nous fais,  
 Et balançant l'injure à l'égal de l'atteinte  
 Ira d'entre tes bras les petits arracher  
 Et de leur sang pollué, rendant la terre teinte,  
 Froisser leurs tendres os encontre le rocher. »

« De tels accents, grâce à Dieu, ne se trouvent ni chez les émigrés  
 « de la Révolution, ni chez les catholiques persécutés... »

J'avoue naïvement que je m'attendais à mieux qu'à cette étrange démonstration. Y a-t-il, en effet, rien de plus contraire à la réalité que d'affirmer que le bris des images blâmé par tous les réformateurs sans exception, et arrêté grâce à eux dès son apparition, *provoqua les premières répressions* ? Que signifient dès lors les émeutes, meurtrières pour les protestants de Beauvais, Lyon, Béziers, Troyes, Auxerre, Dijon, Paris, Grenade, Angers, Cahors, Carcassonne, etc., toutes *antérieures* à ce bris des images ? — Où sont ensuite les preuves que la guerre civile ne fut pas provoquée par le triumvirat catholique et par son premier haut fait, le massacre de Vassy ?... — Que les *pasteurs calvinistes* poussèrent à l'assassinat de Catherine de Médicis et de Charles IX ; — que les protestants amenèrent, *les premiers*, l'étranger dans le royaume ? — Et comment qualifier, enfin, l'interprétation des vers qu'on vient de lire ? M. Baudrillart ignore-t-il qu'ils ne sont que la traduction rimée de la fin du Psaume 137, et que ce n'est qu'à ce titre qu'ils figurent dans le psautier huguenot comme dans tous les psautiers catholiques ?

J'ai, certes, la plus grande estime pour les écrivains qui cherchent des raisons de condamner la Réforme, mais il me sera permis de regretter non moins sincèrement l'emploi de pareils arguments. Ce n'est, hélas ! ni un honneur, ni un bienfait pour la France, d'avoir été « sauvée » grâce au cardinal de Lorraine, aux jésuites, à l'Espagne, à la Ligue et à la comédie de l'abjuration de Henri IV. Et si les catholiques contemporains s'interdisent de juger équitablement un

mouvement qu'ils essayent vainement d'enrayer, du moins devraient-ils savoir reconnaître ce qu'ils lui doivent. La renaissance du catholicisme et sa réorganisation qui se poursuivent depuis le **xvii<sup>e</sup>** siècle jusqu'à nos jours; tout ce développement, bien supérieur au catholicisme du **xvi<sup>e</sup>** siècle, est, en effet, un des fruits directs, et non le moins remarquable, de l'action puissante et persistante de la Réforme, tant en France qu'en Europe.

Les livres dont il me reste à parler aujourd'hui sont tous consacrés à des femmes qui, dans les temps troublés du schisme d'Occident, ont joué un rôle souvent considérable. M. de la Ferrière s'est proposé de nous retracer quelques-uns des épisodes les plus dramatiques de ces existences agitées. Ses études sur **les projets de mariage d'Elisabeth<sup>1</sup>, Anne Boleyn, Elisabeth et Essex<sup>2</sup>, la cour et les favoris de Jacques I<sup>er</sup><sup>3</sup>** sont très réussies. L'information en est généralement exacte, la contexture et le style excellents. Cela ne surprendra pas les lecteurs de M. de la Ferrière. Mais comme l'éditeur de la correspondance de Catherine de Médicis professe pour son héroïne une sympathie pleine d'indulgence, il faut lui savoir gré d'avoir su parler équitablement d'Elisabeth, qui ne lui inspire guère que de l'antipathie mêlée d'un peu d'admiration. S'il réunissait ces divers essais revus attentivement en un seul ouvrage accompagné de bonnes illustrations, nous aurions là un des meilleurs livres écrits en France sur l'Angleterre d'autrefois.

Le volume qu'il a intitulé **Les deux cours de France et d'Angleterre** et qui se termine par la dramatique histoire de lady Essex et de Rochester, renferme aussi un chapitre de la vie de **Marie Stuart, les derniers mois de son séjour en France**, où elle dissimule mal son intention de gouverner uniquement contre les protestants d'Écosse. Il s'ouvre par un travail neuf sur **une duchesse d'Uzès du XVI<sup>e</sup> siècle**. C'est la reconstitution de la vie assez obscure d'une grande amie des Valois, de Louise de Clermont-Tallart, mariée en premières noces à François du Bellay et en 1556 à Antoine de Crussol. Ce fils aîné de Charles de Crussol n'embrassa jamais le protestantisme, mais combattit vaillamment pour les huguenots pendant la première guerre de religion parce qu'il voyait en eux des opprimés et qu'il

1. Paris, Calmann-Lévy.

2. *Deux drames d'amour, Anne Boleyn, Elisabeth*. 4 vol. de vi-308 p. in-8. Paris, Ollendorff, 1894.

3. *Les deux cours de France et d'Angleterre* (Une duchesse d'Uzès du **xvi<sup>e</sup>** siècle. Marie Stuart. La Cour et les favoris de Jacques I<sup>er</sup>). Un vol. de xi-273 p. in-8. Paris, Ollendorff, 1895.

voulait sauver de la ruine le bas Languedoc (*France prot*, 2<sup>e</sup> éd. t. IV). — « Je commençay, écrit-il alors à Catherine (14 nov. 1562), à « estimer que les cruautés et massacres commis en ceste province, « tels et si estranges qu'il n'y a cœur barbare qui n'en ait compas- « sion, ne dépendaient aucunement du motif et autorité de Votre « Majesté; je n'ay pu plus longtemps esconduire les larmes et « requestes de ce pauvre désolé peuple, voir brûler et saccager vos « villes, piller vos sujets, commettre infinis meurtres, forcements de « femmes et autres indignités, tout ordre divin et humain perverti, « sans discrétion d'âge ni de sexe; j'ay donc pris les armes le 11 de « ce mois, non pour en abuser d'une façon particulière par ressen- « timent de mes pertes passées, mais pour le service du Roy et le « vostre, Madame... » Et il tint parole.

Pourquoi donc M. de la Ferrière représente-t-il ce catholique honnête jeté par les excès de ses coreligionnaires dans le parti protestant, comme « engagé dans la rebellion » ? Pourquoi écrit-il que déjà pendant le colloque de Poissy, « les protestants mettaient « la main sur les églises, brisaient les images, brûlaient les reliques « et c'est en Languedoc qu'ils se livraient aux plus coupables excès »; — enfin qu'à Nîmes, le 1<sup>er</sup> février 1562, « soixante-dix ministres « arrêterent qu'on démolirait les églises ? » — Ce sont là des assertions que la lettre même de Crussol et un examen superficiel des faits contredisent formellement. Mais, que voulez-vous ? N'est-ce pas une opinion bien établie que les huguenots furent des rebelles et des pillards; et ne faut-il pas continuer à la soutenir ? — Voilà pourquoi, dans la préface au tome V des **Lettres de Catherine de Médicis**<sup>1</sup> on lit, entre autres, cette phrase étonnante : Après la Saint-Barthélemy, « les catholiques avaient été trop humiliés par les « concessions faites aux protestants!... »

Ce tome V renferme plus de 500 lettres écrites pendant la régence (31 mai-6 septembre 1574) de Catherine et trois années et quelques mois du règne de Henri III (1574-1577). L'introduction de l'éditeur est, comme toujours, intéressante; mais il ne m'en vaudra pas si je ne partage pas son admiration pour les instructions rédigées par Catherine pour son troisième fils devenu roi de France. On n'y trouve, en effet, aucune pensée élevée, aucune indication politique, mais seulement de banales recommandations au roi fainéant, de gouverner par lui-même. — Non, cette femme n'a jamais été reine, ni par le cœur ni par la pensée; elle n'a jamais voulu comprendre

1. Tome cinquième, 1574-1577. Un vol. in-4 de LXXVII-377 p. (Index). Paris, Imprimerie nationale, 1895.

que beaucoup de ses sujets obéissaient à d'autres mobiles que l'intrigue ou l'intérêt personnel. Si elle l'avait compris, elle n'aurait pu écrire, après la bataille de Dreux : « J'écris à M. de Joyeuse de leur « accorder (aux protestants) tout ce qui sera de besoin *pour la liberté de conscience en leurs maisons, car d'avoir plus ils ne peuvent...* » Elle aurait tout fait, après le retour du roi de Pologne, pour qu'aux trop justes doléances des survivants de la Saint-Barthélemy il ne réponde pas par de dédaigneuses fins de non-recevoir... Et peut-être n'aurait-elle pas été, après tous les siens, engloutie par la féroce réaction qu'elle encouragea par poltronnerie bien plus que par conviction.

On respire une autre atmosphère, quand de Catherine de Médicis on passe à trois Françaises qui vécurent avant et après elle : Marguerite d'Angoulême, Renée de Ferrare et Charlotte de la Trémoille, comtesse de Derby. — M. Abel Lefranc a eu pour la sœur de François I<sup>er</sup> la même bonne fortune que naguère pour Calvin, celle de découvrir à la Bibliothèque nationale (Fr. 24,298) tout un ensemble de pièces inédites qui complètent fort heureusement sa physionomie morale. C'est un volume de poésies intitulé **Les dernières œuvres de la reine de Navarre lesquelles n'ont encore été imprimées**<sup>1</sup>. On peut dire de cette femme distinguée, pieuse et charitable, qu'elle veilla avec une tendresse maternelle sur le berceau de la Réforme française et qu'elle empêcha tant qu'elle put que l'enfant ne fût étouffé dans ce berceau. Elle est morte au moment où cet enfant, devenu homme, allait rompre résolument les lisières qui la retinrent jusqu'à la fin dans l'Église romaine. Mais on voit clairement dans ces dernières poésies qu'elle était intérieurement aussi détachée que possible de la dogmatique officielle et que seule l'affection profonde qu'elle portait à son frère, la maintint dans l'établissement qu'il avait tout intérêt à protéger. Elle terminait en effet son beau poème des *Prisons* par ce cri de délivrance :

Où l'esprit est divin et véhément  
La liberté y est parfaitement.

Et ailleurs on trouve des vers significatifs comme ceux-ci :

Si ma vie est en Jésusrist  
La faut-il croire en ceste cendre ?  
S'il m'a donné son saint escript  
Faut-il d'autre doctrine prendre ?

1. *Publication de la Société d'Histoire littéraire de la France. Les der-*



Si tel maistre me daigne apprendre  
 Faut-il à aultre escolle aller ?  
 S'il me faict son vouloir entendre,  
 Faut-il par craincte le celler ?

Après sa mort il n'y eut malheureusement plus de place en France pour des Marguerites comme celle-là, témoin le traitement infligé à Jeanne d'Albret, héritière de son esprit et de sa foi, et dont le recueil, que nous remercions vivement M. Lefranc de nous avoir fait connaître, renferme aussi deux pièces inédites.

Je regrette vivement de ne plus pouvoir passer la plume à M. Jules Bonnet, pour nous entretenir de *Renée de France* d'après M. E. Rodocanachi<sup>1</sup>. Les lecteurs du *Bulletin* savent avec quelle compétence il aurait apprécié un livre inspiré par la princesse qui l'intéressait par-dessus toutes les femmes de la Réforme. Longtemps il avait espéré pouvoir lui consacrer une étude approfondie, écrite de ce style dont il avait le secret. Il n'a pu nous en donner que des fragments; mais le grand nombre de documents qu'il avait recueillis a beaucoup facilité le travail que je dois me borner aujourd'hui à présenter à nos lecteurs. C'est, si je ne fais erreur, le premier que M. R... écrive sur le xvi<sup>e</sup> siècle en France et en Italie. Il ne m'appartient pas de dire jusqu'à quel point il trace un tableau exact de la situation, alors si complexe, de ce dernier pays. Mais un juge expert, M. E. Gebhart, a loué « le sentiment critique très sûr » de l'auteur, dans un article des *Débats* du 12 février dernier. Quant aux hommes et aux choses de France, M. R... a certainement étudié à fond les sources de son sujet et on sent seulement ça et là qu'il ne les a pas fréquentées de longue date. Ainsi lorsqu'il suppose (p. 95) que la traduction des Psaumes fut une pénitence imposée à Marot par l'inquisition; ou (p. 97) qu'en 1536 Rabelais passait pour plus dangereux que Marot; ou encore (p. 104) qu'une phrase de la préface du Commentaire des Psaumes de Calvin pourrait s'appliquer à autre chose qu'à la 1<sup>re</sup> édition de son *Institution*. Ce ne sont là que des vétilles. Mais il y a dans la vie de Renée un certain nombre de problèmes intéressants. Quelle fut exactement son attitude religieuse en Italie? S'est-elle bornée à protéger les hérétiques fran-

*nières poésies de Marguerite de Navarre*. 1 vol. de LXXVII-401 p. in-8 (portrait, introduction, appendice et glossaire). Paris, Armand Colin, 1896.

1. *Une protectrice de la Réforme en Italie et en France, Renée de France, duchesse de Ferrare*. Un vol. de 573 p. in-8. Paris, Ollendorff, 1896. Portrait.

çais, comme Marguerite en France, ou a-t-elle formellement partagé leurs convictions ? Calvin l'a-t-il réellement visitée et catéchisée ? Livrée à l'inquisition, a-t-elle dû se soumettre à une abjuration ? Autant de questions que M. R... a plutôt posées qu'élucidées. Mais il faut lui savoir gré de nous avoir enfin donné une biographie complète de Renée en langue française, et souhaiter qu'il parvienne à en éclairer définitivement les parties encore obscures.

Le livre de M. Marlet sur **Charlotte de la Trémouille**<sup>1</sup>, grande-tante de celle dont le *Bulletin* rappelait naguère les mémoires incomplètement publiés en France (1895, p. 269), est habilement composé, grâce, entre autres, aux ressources inépuisables du chartrier de Thouars. M. M... s'est évidemment intéressé à cette femme remarquable comme protestante et comme patriote. Je me demande dès lors pourquoi il saisit avec empressement toute occasion d'attaquer sa foi et celle de ses amis. Ainsi il était superflu d'alléguer (p. 36) le *fanatisme protestant*, à propos des difficultés créées à Charles I<sup>er</sup> uniquement par les maladresses et par l'orgueil de sa femme Henriette de France. — Il aurait pu économiser aussi la phrase qu'il s'approprie, sur le « grand cardinal de Richelieu qui sait prendre les âmes aussi bien que les villes », à propos de l'abjuration de Henri de la Trémouille qui ne fut qu'un marché. — Lorsque (p. 192) Charlotte de Derby se lamente sur les prétextes que les têtes rondes trouvent dans la Bible pour justifier leurs actes de fanatisme, on voit surgir le spectre de Servet, comme si le pape et les Espagnols s'étaient fait faute de justifier par des textes bibliques leurs innombrables autodafés !

Je ne cite ces détails que pour prouver à M. Marlet que je ne lui fais pas grâce d'un « genre » qu'il pourrait laisser à ceux qui ont besoin de ces accessoires. Car son livre se lit avec plaisir et nous donne une idée bien vivante de cette femme énergique, qui ne semble pas avoir eu beaucoup de joie ni du côté de son mari, ni par son fils, qui fut presque toujours séparée de sa mère et de sa belle-sœur qu'elle adorait, et dont le patriotisme français se manifesta d'une façon si touchante sur la terre étrangère.

N. W.

1. *Charlotte de la Trémouille, comtesse de Derby* (1599-1664). Un vol. de xv-299 p. in-18. Paris, Pairault, 1895.

## CORRESPONDANCE

---

**Une nappe huguenote.** — M. Roger Drouault, de Loudun, donne, dans la *Revue poitevine* du 15 février 1896, la description d'une nappe conservée dans sa famille, et qui paraît avoir été ornée par des mains huguenotes.

Cette nappe, en toile damassée, mesure 1 m. 35 sur 1 m. 10. Elle est encadrée d'ornements formés de rameaux de vignes entrelacés, laissant entrevoir des portiques, des oiseaux, des personnages nus ou vêtus, cueillant des raisins. De plus, elle porte, six fois répété (trois fois à l'endroit, trois fois à l'envers, alternativement) un sujet représentant un personnage « en costume du xvi<sup>e</sup> siècle », assis à une table et servi par un valet.

Entre les pieds de la table a été « tissée » l'inscription suivante, en lettres gothiques de 9 à 11 millimètres :

mathē xx  
paye meꝝ  
loueꝝ comē  
cāt dezmeꝝ  
jusque  
au premieꝝ

[Mathieu, XX (v. 8). — Payez mes (ouvriers) loués, commençant (depuis les) derniers jusqu'au premier].

Cette nappe est très usée, et figures et inscriptions ne sont plus visibles que sous une certaine incidence de lumière.

M. Roger Drouault ajoute que sa famille maternelle, originaire de Civray, fut protestante jusqu'à la Révocation.

H. GELIN.

---

## NÉCROLOGIE

---

**Madame veuve Goffart-Torras. — M. A.-J. Enschedé.**

Notre Société vient de perdre encore deux de ses meilleurs amis. Madame veuve Goffart, dont on a souvent vu le nom dans nos procès-verbaux, ne manquait pas une occasion d'enrichir notre Biblio-

thèque ou de recueillir des notes pour la *France protestante*. Elle a été enlevée à Paris le 11 février dernier, à l'âge de 74 ans, laissant à tous ceux qui l'ont connue le souvenir de son aimable et obligeant accueil, d'autant plus touchant qu'il était celui d'une malade depuis longtemps condamnée à la souffrance.

M. Adriaan-Justus Enschedé, descendant de l'ancienne famille huguenote des *Vilattes* à laquelle il avait consacré un volume plein de recherches ardues et originales, était un collaborateur assidu de notre *Bulletin* qu'il a enrichi de nombreuses et utiles communications et dont il avait même entrepris de faire imprimer la *Table générale*. Chaque année il venait fidèlement une ou deux fois visiter notre Bibliothèque à laquelle il a souvent donné des papiers, livres ou médailles. Mais c'est surtout la *Commission pour l'Histoire des Églises maltonnes* qui est douloureusement atteinte par cette mort imprévue. M. A.-J. Enschedé avait à cœur d'y remplacer feu M. Gagnebin auquel il devait, si je ne me trompe, l'intérêt qu'il portait à nos recherches. Il excellait dans les reconstitutions généalogiques et ne reculait devant rien pour combler certaines lacunes. C'est ainsi qu'il avait été amené un jour à faire copier tout l'ancien état civil protestant de Sedan. C'était du reste, un homme de beaucoup de goût et de connaissances variées. La ville de Haarlem lui doit en partie son musée et la mise en valeur de ses admirables Frantz Hals. Tous ceux qui étaient entrés avec lui en relations se réjouissaient de le revoir encore souvent, soit à Paris, soit en Hollande. — Dieu en a jugé autrement, en le rappelant à lui, le 19 mars dernier, dans sa 67<sup>e</sup> année. Que son fils et ses filles veuillent bien agréer ici l'hommage ému de l'affection que nous portions à leur honoré père.

N. W.

---

*Le Gérant* : FISCHBACHER.



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

JACQUES HECTOR BADON

PRÉDICATEUR DES ÉGLISES SOUS LA CROIX  
EN DAUPHINÉ

Né à Dresden, nous ne savons en quelle année, Jacques Hector Badon était fils de « sieur M. Badon, marchand de Metz en Lorraine » et réfugié en Saxe après la Révocation. Le père s'était établi à Dresden, où il gagnait sa vie et celle de sa famille, en donnant des leçons de français. Le jeune Badon apprit la profession de confiseur. Après l'avoir exercée quelque temps, il lui prit envie de faire un voyage dans son pays d'origine, pour voir s'il ne pourrait pas recouvrer quelque peu des biens que son père y avait laissés et qui se montaient, paraît-il, à 50,000 livres environ.

Il ne réussit point dans son entreprise. Au contraire, il se vit arrêté à Metz et contraint de servir dans les troupes de France.

Son régiment fut commandé en Dauphiné. Là, Badon saisit la première occasion favorable pour abandonner le drapeau. Il avait fait connaissance de coreligionnaires et s'était ouvert à eux sur son dessein. Ils lui conseillèrent de se rendre dans un château, dont le seigneur était aussi de la religion. Nous ne savons ni le nom du château ni celui du seigneur.

On le cacha, en effet, et on le nourrit avec beaucoup de soins pendant quelques jours dans un grenier à foin. Comme il priait fort souvent, surtout le soir et le matin, dans la grande détresse où il se trouvait, il arriva que des domestiques l'entendirent prier et y prirent plaisir. Ils en firent part à leur maître, qui fut l'écouter et y prit plaisir à son tour. A la fin, ce seigneur s'en entretint ouvertement avec Badon et l'encoura-

gea à employer les beaux talents que Dieu lui avait confiés pour l'édification de ses frères dans ce pays-là. Le jeune homme résista fortement à ces sollicitations, se sentant incapable d'exercer un pareil emploi, et il prit le parti de s'en aller à Genève.

Avant de partir, il mit par écrit un petit discours de remerciements pour son bienfaiteur, commençant par un passage de l'Écriture sainte. Ce seigneur en fut si touché qu'il fit venir Badon auprès de lui et lui dit : « Vous aviez su enfin me persuader d'entrer dans vos raisons; mais cette fois, vous ne m'aurez plus à si bon marché; et ce ne sera pas moi qui vous disposerai à faire ainsi la volonté de Dieu. Je vous adresserai à d'autres personnes. »

En effet, il le mit en rapport, quelques jours après, avec M. Roger, pasteur dans cette province, le réorganisateur des Églises, celui qu'on a pu appeler l'Antoine Court du Dauphiné<sup>1</sup>.

Roger pressa vivement le jeune Badon, lui promit tous les secours dont il aurait besoin pour se rendre propre au ministère, tellement qu'à la fin il se laissa gagner et suivit ce bon pasteur. C'était en 1726.

Dès lors Badon travailla avec succès à l'édification de ses frères en qualité de « proposant<sup>2</sup> ». Avec le consentement des pasteurs du Dauphiné, il contracta une union conjugale. Ce fut Roger qui bénit le mariage. Peu d'années après, comme d'autres prédicateurs du désert, il dut emmener sa femme et ses deux enfants hors du royaume, tant pour mettre sa petite famille « à l'abri de la gueule du loup », que pour vaquer avec moins de préoccupations aux fonctions de sa charge, et ne pas exposer inconsidérément sa personne qui était en de continuels dangers.

Ce fut probablement à cette époque-là que de Lausanne où il laissa sa famille, il fit un voyage à Zurich (1729 ou 1730). On lui témoigna dans cette ville beaucoup d'intérêt, pour lui-même comme pour les Églises sous la croix. On ne voit pas

1. V. E. Arnaud, *Histoire des Protestants du Dauphiné*, t. III, p. 95.

2. On donnait alors le nom de proposant à tout prédicateur qui était reconnu par les conducteurs de l'Église renaissante, mais qui n'avait pas reçu la consécration.

l'importance du secours qu'il reçut alors ; mais on voit que quelques années après, quand il se trouva lui et les siens dans une gêne extrême, il s'adressa à ses protecteurs de Zurich<sup>1</sup> pour obtenir leur assistance en faveur de sa femme et de ses enfants. Il leur dit dans sa lettre qu'il ne reçoit pas de salaire qui suffise aux besoins de sa famille, que les Églises sont trop pauvres pour faire plus ; et il prend à témoins de la vérité de ses déclarations ses propres collègues du Dauphiné, qui apposèrent en effet leur signature au bas de sa requête. Cette lettre est datée du « désert du Dauphiné » le 30 juin 1733 et porte les signatures que voici :

JAKUES HECTOR BADON, proposant ; ROGER, pasteur ; FAURE, pasteur ; VILLEVEYRE, proposant ; BOUVIER, proposant ; CHAM-BON, proposant ; ROLLAND, proposant.

Nous avons sous les yeux la lettre originale avec les signatures ; les détails biographiques ont été trouvés dans une relation écrite probablement sous la dictée de Badon, lors de son premier séjour à Zurich, par un ecclésiastique zurichois, nommé Ulrich, dont nous croyons avoir reconnu l'écriture.

A cela se bornent les renseignements que nous fournissent les archives de Zurich sur la personne et l'activité de J.-H. Badon. Mais il faut rappeler ici deux notices qui se rapportent à un prédicant du nom de Badon. L'*Histoire des protestants du Dauphiné*, de E. Arnaud, fait mention d'un Badon, proposant, qui fut déposé pour une raison qu'on n'indique pas, et qui fut rétabli en 1731 par les deux colloques du Dauphiné, celui de la plaine et celui de la montagne<sup>2</sup>. Si ce proposant Badon est le même que le nôtre, ce qui nous semble probable, on pourrait supposer que son voyage en Suisse, dont il est fait mention, n'avait pas été étranger à sa déposition ; il en aurait été la suite, ou bien la cause.

D'un autre côté, dans la liste des étudiants du séminaire de Lausanne dressée par A. Court en 1754 et reproduite par M. E. Hugues dans son *Histoire de la Restauration du Protestantisme*, II, p. 412, figure en dixième rang un Badon,

1. A Berne aussi.

2. Vol. III, p. 163.

arrivé au séminaire en 1731, et qui le quitte en 1732; Antoine Court ajoute : « Renvoyé; il est en Hollande. »

Comme ces deux notices ne donnent pas le nom de baptême du prédicant dont il question, on ne peut dire s'il s'agit de la même personne que notre J.-H. Badon. Espérons que quelques renseignements nouveaux jetteront une pleine lumière sur la vie de ce prédicateur qui était entré dans le ministère d'une manière si intéressante, dont nous pouvons entrevoir les peines, mais dont nous ignorons la fin.

E. JACCARD.

## LA RÉFORME DANS LE VERMANDOIS

### L'ÉGLISE DE SAINT-QUENTIN

(SUITE ET FIN <sup>1</sup>)

#### CHAPITRE III

#### *Notes statistiques et biographiques.*

#### § 1. — Le nombre des protestants en Vermandois au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle.

Tout incomplète qu'elle soit pour plusieurs années <sup>2</sup>, la statistique des actes faits à Lehaucourt de 1599 à 1617 pourra suggérer quelques remarques instructives.

|           | Baptêmes.       | Mariages. | Pasteurs.     |
|-----------|-----------------|-----------|---------------|
| 1599..... | 15 <sup>3</sup> | —         | Du Perche.    |
| 1600..... | 41              | —         | —             |
| 1601..... | 40 <sup>4</sup> | 6         | David Richer. |
| 1602..... | 71              | 11        | —             |
| 1603..... | 76              | 17        | —             |
| 1604..... | 69              | 17        | —             |

1. Voir *Bull.*, t. XLIV [1895], p. 561; t. XLV [1896], p. 177.

2. Les années manifestement incomplètes dans les registres sont celles pour lesquelles nous avons mis les chiffres entre parenthèses dans le tableau ci-dessus. Les chiffres entre crochets indiquent qu'il n'existe pas de lacune dans les registres, mais qu'il y a lieu de supposer, par l'écart ou le désordre des actes, que tous n'ont pas été inscrits.

3. Ou, pour l'année entière, 31, si l'on ajoute les 16 baptêmes faits au Câtelet (*Bulletin*, t. XLIII, p. 407).

4. Dont, à Caulaincourt, 2 en 1601, 2 en 1602, 11 en 1603, 1 en 1610.



|           | Baptêmes.         | Mariages. | Pasteurs.               |
|-----------|-------------------|-----------|-------------------------|
| 1605..... | 60                | (4)       | —                       |
| 1606..... | [20] <sup>1</sup> | —         | —                       |
| 1607..... | [27] <sup>2</sup> | —         | Richer. Du Val. D'Aix.  |
| 1608..... | [24]              | —         | Du Val.                 |
| 1609..... | [17]              | —         | Du Val.                 |
| 1610..... | 52                | 8         | Du Val.                 |
| 1611..... | 68                | 5         | Brisbard <sup>3</sup> . |
| 1612..... | 63                | 4         | —                       |
| 1613..... | 44                | 17        | —                       |
| 1614..... | 63                | 11        | —                       |
| 1615..... | (44)              | 6         | —                       |
| 1616..... | (22)              | 7         | —                       |
| 1617..... | (32)              | (9)       | —                       |

Au premier abord, on est frappé des variations brusques et considérables entre les chiffres successifs de ce tableau. Cependant on peut assez aisément faire une moyenne. Les années 1602 et 1603, vu l'existence éphémère de l'annexe de Caulaincourt, ont un caractère exceptionnel. D'autre part, les chiffres de 1606 et 1607 se ressentent des perturbations

1. Dont un inscrit après coup en 1608.

2. *Idem.*

3. P. 188, au lieu de : « peut-être proposant à Sedan en 1607 » lire : « Il était d'une famille sedanaise et avait terminé ses études à l'université de Leyde en 1596 en donnant à ses professeurs de grandes espérances ». Voici, en effet, le certificat que M. N. Weiss a retrouvé dans les registres du consistoire de Sedan : « *Pierre Brisbard*, étudiant en theologie, a conversé entre nous l'espace de deux ans, en telle sorte qu'il nous a donné occasion et matiere de tresbon contentement, tant en sa vie cheminant sans reproche à l'edification de tous ceux qui l'ont cognu, qu'en l'avancement de ses estudes et dexterité qu'il s'est par la grace de Dieu acquise a bien proposer la parole de Dieu, s'estant exercé es propositions françoises autant quil luy a esté loisible nous ayant par ce moyen donné certaine esperance que Dieu se servira de luy a ledification de son eglise a laquelle il s'est par la misericorde d'iceluy voué et consacré tesmoignant continuellement le zele qu'il a vers elle par la frequentation assidue de la parole de Dieu, communion a la s. cene, et apl[ic]ation chrestien a tous aultres exercices de piété.

A Leyde ce 2 de mars 1596.

LUCAS TRELCAT

ministre de l'Eglise françoise aud. lieu au nom de tous ».

Sur Luc Trelcat, d'Arras, ministre à Leyde depuis 1585, et professeur de théologie à l'université depuis 1587, voy. *Fr. prot.*, 1<sup>re</sup> éd., IX, p. 413.

survenues, nous ne savons comment, à la fin du ministère de David Richer<sup>1</sup>. On ne peut guère expliquer que par une grande négligence dans la tenue des registres le minimum atteint en 1609, à une époque de paix et de sécurité telle qu'on en avait rarement vu. Les années du ministère de Brisbar (1611 à 1617) sont donc les seules années normales pour essayer d'évaluer la population protestante du Vermandois au début du xvii<sup>e</sup> siècle. Or si l'on se rappelle que 44, en 1615, représente 8 mois; 22, en 1616, 4 mois; 32, en 1617, 6 mois, on obtient pour cette période une moyenne annuelle de *plus de soixante baptêmes*<sup>2</sup>.

Voici donc les éléments de calcul que nous possédons, en tenant compte de la proportion entre le nombre des baptêmes et le chiffre de la population protestante dans la même région, au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle et à la fin du xix<sup>e</sup>.

La moyenne actuelle des baptêmes est<sup>3</sup>, dans l'arrondissement de Saint-Quentin, de 90 pour 4,500 protestants, soit 1 baptême par 50 personnes; et dans l'ensemble de la consistoriale, de 110 pour 6,200 protestants, soit 1 baptême par 56 personnes<sup>4</sup>. Dans l'Aisne la moyenne générale est de 1 nais-

1. Voir ci-dessus.

2. A une époque un peu postérieure, le ministre d'Amiens baptisait une centaine d'enfants par année, mais sa circonscription était beaucoup plus étendue (Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 153).

3. M. A. Daullé, *Chronique du Consistoire et de l'Église réformée de Saint-Quentin* depuis le rétablissement des cultes, p. 63, donne au 31 décembre 1888, les chiffres de 6,236 pour la consistoriale, 4,528 pour l'arrondissement, 6,158 pour le département. La dernière statistique officielle mentionnant le culte (1872) ne donnait que 5,438 pour l'Aisne (*Encycl. sc. relig.*, t. V, p. 250).

Il a été fait en 1894 dans la consistoriale 114 baptêmes, 58 mariages, 101 enterrements, à répartir entre neuf paroisses : Saint-Quentin, Fresnoy, Hargicourt, Jeancourt, Nauroy, Lemé, Landouzy, Esquéheries (Aisne), Templeux-le-Guérard (Somme), dont les cinq premières, seules situées dans l'arrondissement de Saint-Quentin, et la dernière, correspondent aux régions habitées par les fidèles de Lehaucourt. Les chiffres pour 1894 se réduisent alors à 93 baptêmes, 48 mariages, 71 enterrements.

4. Faisant un calcul analogue, pour la même époque, M. P. de Félice (*l'Église réformée de Mer*, p. 4, note 1) comptait de 20 à 30 habitants par baptême vers 1623, et de 45 à 50 vers 1885. Il estime qu'en 1561 les deux tiers des habitants de Mer étaient protestants, et que, dans toute la France, les réformés représentaient un peu moins du quart de la population (p. 14, 19).

sance par 45 habitants. Soixante baptêmes représentent donc *aujourd'hui* un chiffre d'environ trois mille protestants. La natalité il y a deux siècles était beaucoup plus forte, mais il mourait aussi beaucoup plus d'enfants en bas âge (nos registres en contiennent de nouvelles preuves). Il n'est donc pas exagéré d'admettre pour le commencement du xvii<sup>e</sup> siècle un coefficient de 1 baptême par 40 personnes: soixante baptêmes représenteraient *alors* deux mille quatre cents protestants.

Or ce chiffre nous paraît bien au-dessous de la vérité. En effet, nous connaissons par les registres de Lehaucourt 462 noms : un même nom étant souvent porté par plusieurs parents, ou même par des personnes étrangères les unes aux autres, on peut sans crainte évaluer à plus de cinq cents le nombre des familles dont les membres allaient à Lehaucourt. En comptant six personnes par famille on arrive ainsi à plus de TROIS MILLE PROTESTANTS.

Cinquante ans plus tard, ce chiffre de *trois mille* reparaitra précisément, dans deux documents divers où il ne désigne qu'une partie de la population protestante. Un mémoire présenté au roi en 1665 « pour la réduction des hérétiques » dit qu'on voit quelquefois *dans le temple de Lehaucourt* « des assemblées de plus de trois mil personnes<sup>1</sup> ». Il faudrait encore augmenter ce chiffre si l'on prend au pied de la lettre la statistique dressée après le dernier synode national, en 1660 : « Église de Saint-Quentin, trois mille *communiant*s<sup>2</sup>. »

Quoi qu'il en soit pour *la fin* du xvii<sup>e</sup> siècle, nous pensons qu'au commencement ce chiffre de trois mille doit représenter assez exactement non les *communiant*s, ni les assistants au culte, mais les protestants fixés dans le Vermandois.

Ce chiffre, considéré en lui-même, serait inférieur à la population protestante *actuelle* de l'arrondissement de Saint-Quentin ; mais, en réalité, il représentait *alors* une proportion beaucoup plus considérable de la population totale.

Aujourd'hui, dans le département de l'Aisne, il y a à pen

1. A. Daullé, *op. cit.*, p. 65.

2. *Bulletin*, t. XV, p. 513.

près un protestant sur cent habitants<sup>1</sup>, et dans l'arrondissement de Saint-Quentin, 3 p. 100. Or il y en avait dans le Vermandois probablement de 15 à 20 p. 100.

La proportion dans toute la France était de 15 à 20 p. 100, en 1610, ainsi que cela résulte d'un curieux passage des *Mémoires* de l'Estoile trop rarement utilisé : le dimanche 11 juillet le P. Gontier, jésuite, prêchant dans l'église Saint-Étienne-du-Mont, à Paris, dit : « Les Huguenots se vantent d'être neuf cent mille âmes de leur religion en France. C'est beaucoup, mes amis, mais quand ainsy seroit, et que le compte fût bon, qu'est-ce au prix de celui de nous autres bons catholiques ? Nous nous trouverons être *cinq fois*, voire *six et sept fois* plus qu'eux<sup>2</sup>. »

## § 2. — Répartition géographique des protestants.

Les protestants enregistrés à Lehaucourt étaient, en dehors de deux ou trois centres, fort disséminés dans beaucoup de villages. Nous en pouvons juger surtout par les années du ministère de Brisbar, les seules où le lieu d'origine des parents, parrains et marraines, soit mentionné très régulièrement sur les actes de baptême. L'indication manquait souvent au temps de M. Du Val, et presque toujours pendant le ministère de D. Richer.

|                    | 1611 | 1612 | 1613 | 1614 | 1615 | 1616 | 1617 | Total. |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|--------|
| Saint-Quentin..... | 14   | 19   | 13   | 11   | 14   | 8    | 6    | 85     |
| Bohain.....        | 11   | 17   | 12   | 22   | 10   | 6    | 4    | 82     |
| Le Câtelet.....    | 6    | 3    | 3    | 7    | 2    | —    | 4    | 25     |
| Beaurevoir.....    | 3    | 3    | 3    | 5    | 2    | 2    | 3    | 21     |

1. Exactement 1,12 p. 100; le recensement de 1891 porte 545,493 habitants. La proportion était un peu moindre en 1804 : 4,267 protestants sur 426,295 habitants (A. Daullé, *op. cit.*, p. 14). Si l'on admet le chiffre proposé par M. A. Lods dans l'*Annuaire du protestantisme* pour 1893 (p. 191) : 689,797 protestants (sur 38,343,192 Français), la proportion générale dans notre pays est aujourd'hui de 1,79 p. 100.

2. *Mémoires* de l'Estoile, édition de 1719, t. II, p. 337.



|                           | 1611 | 1612 | 1613 | 1614 | 1615 | 1616 | 1617 | Total. |
|---------------------------|------|------|------|------|------|------|------|--------|
| Brancourt.....            | 2    | 3    | —    | 2    | 7    | —    | —    | 14     |
| Bernot.....               | 1    | 1    | 1    | —    | —    | —    | —    | 3      |
| Caulaincourt.....         | —    | 1    | —    | 1    | —    | —    | —    | 2      |
| Clastre.....              | —    | 1    | —    | —    | —    | —    | —    | 1      |
| Croix.....                | 1    | —    | —    | —    | —    | —    | —    | 1      |
| Fresnoy.....              | —    | —    | —    | —    | —    | —    | 1    | 1      |
| Grougies.....             | 1    | 1    | 1    | 1    | 2    | —    | 1    | 7      |
| Hargicourt et Templeux.   | —    | —    | —    | —    | 1    | —    | —    | 1      |
| Ham.....                  | —    | 1    | —    | 1    | —    | —    | —    | 2      |
| Homblières.....           | —    | 1    | —    | —    | —    | —    | —    | 1      |
| Heudicourt.....           | —    | —    | —    | —    | —    | —    | 1    | 1      |
| Leval.....                | —    | —    | —    | —    | 1    | —    | —    | 1      |
| Longchamps.....           | —    | —    | —    | 1    | —    | —    | —    | 1      |
| Malincourt.....           | —    | 1    | —    | —    | —    | —    | 2    | 3      |
| Prémont.....              | 1    | —    | —    | —    | —    | —    | —    | 1      |
| Ramicourt.....            | 2    | —    | —    | —    | —    | —    | —    | 2      |
| Verly.....                | —    | —    | —    | —    | —    | —    | 1    | 1      |
| Villers-Outréaux.....     | —    | 3    | 3    | 1    | —    | 2    | —    | 9      |
| Villers-Saint-Christophe. | 1    | —    | —    | 1    | —    | 1    | —    | 3      |
| Vouël.....                | —    | —    | —    | 1    | —    | —    | —    | 1      |

Les registres antérieurs fournissent un seul autre nom ne figurant pas sur cette liste : Fontaine-aux-Dames (sans doute Fontaine-Notre-Dame), en 1603.

Il est intéressant de comparer cette liste avec la répartition géographique des protestants enregistrés au Câtelet en 1592-1594<sup>1</sup>. Le Cambrésis, qui fournissait alors un si notable contingent, n'est plus représenté à Lehaucourt<sup>2</sup>. Le protestantisme avait été anéanti de l'autre côté de la frontière. Plusieurs marchands de Cambrai ont émigré à Saint-Quentin ; des Crommelin à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, des *Hercellin* au commencement du xvii<sup>e</sup> ; une famille de Clary, les *Bourgeois*, s'est transportée à Bohain. D'autres sans doute, dont nous n'avons pas retrouvé les traces, avaient fait de même.

1. *Bull.*, t. XLIII, p. 398.

2. Sauf par un baptême de 1611 à Prémont ; mais ce village était enclavé dans le Vermandois, quoiqu'il dépendit plus tard du bailliage de Cambrai et des États du Cambrésis.

En Vermandois<sup>1</sup> l'activité du pasteur ne s'étend plus guère qu'à la région nord-ouest formant aujourd'hui les trois cantons de **Saint-Quentin**, de **Bohain** et du **Câtelet**, et ces trois localités sont aussi les seuls centres de population protestante agglomérée (sans parler de Caulaincourt, isolé dans le canton de Vermand). Encore celle du Câtelet semble-t-elle bien diminuée depuis 1594. Au contraire, Saint-Quentin et Bohain fournissent chacune un tiers environ de la population totale. Il faut admettre que la plupart des enfants — en petit nombre d'ailleurs — dont le lieu de naissance n'est pas indiqué, sont nés à Saint-Quentin; en sorte que cette ville méritait réellement de donner son nom à l'ensemble de l'Église. Mais c'était encore une Église de disséminés, bien que les villages habités par des protestants fussent plus voisins les uns des autres qu'en 1594.

**Beaurevoir**, dans le canton du Câtelet, devait peut-être l'origine du petit noyau huguenot à son château, gouverné en 1574, pour le roi de Navarre, par *Dompierre de Jonquières* et possédé jusqu'en 1594 par Henri IV. La seigneurie de Beaurevoir et Bohain passa ensuite à Montluc-Balagny dont le bailli en 1611 était *Melchissédéc de Recourt*<sup>2</sup>. De même, si la famille d'Aumale possédait dès cette époque la terre de **Villers-Outréaux**, cette circonstance était de nature à encourager les quelques familles de ce village voisin de Beau-

1. Le bailliage de Vermandois, le premier de France, était d'abord l'un des plus importants. Il avait été considérablement réduit et ses limites aux diverses époques sont difficiles à établir exactement. Elles ne correspondaient plus, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, à celles du diocèse de Noyon, et cependant telle ville, comme Chauny, « posée dans le gouvernement de l'Île-de-France et dans la généralité de Soissons, est toujours restée partie du Vermandois (Peigné Delacourt, *Pouillé du diocèse de Noyon*, 1876, p. 14, d'après Colliette, 1773) ». On peut considérer *grosso modo* le Vermandois comme correspondant à l'arrondissement de Saint-Quentin, moins les cantons de Ribemont et de Moy, en 1656, d'après le *Nouvel Atlas ou Théâtre du Monde* publié à Amsterdam chez Jean Jansson. Lorsque Henri II créa les présidiaux, le siège de la nouvelle organisation judiciaire avait été fixé à Laon (sauf, de 1590 à 1594, à Saint-Quentin); il y avait un lieutenant du bailli pour l'élection de Saint-Quentin (Combiér, *Étude sur le bailliage de Vermandois*, 1874, t. I, p. 8, 21, 34, 149).

2. Comme on l'a vu ci-dessus.

revoir, ainsi que celles de **Malincourt**, également situé alors à l'extrême limite du Vermandois, et aujourd'hui dans le département du Nord.

**Brancourt**, **Ramicourt**, **Fresnoy**, sont dans le canton actuel de Bohain, et Bohain n'est qu'une annexe de la paroisse de Fresnoy, de même que **Grougis**<sup>1</sup>. On croyait que le protestantisme avait fait pour la première fois son apparition à Fresnoy en 1850 et à Grougis en 1854; mais ici, comme si souvent ailleurs dans les œuvres d'évangélisation, c'était le vieux levain huguenot qui reparaissait.

**Verly** dépendait en partie du gentilhomme protestant *Samuel de Hazeville*, sieur de Vadencourt, pensionné de la cour en 1616<sup>2</sup>; mais, comme **Longchamps** et **Bernot**, dans le canton de Guise, **Fontaine-Notre-Dame** et **Homblières**, dans celui de Saint-Quentin, ce village n'est représenté que par une ou deux familles à Lehaucourt.

À l'ouest, comme au nord et à l'est, la région que nous parcourons s'étendait un peu au delà de l'arrondissement de Saint-Quentin : c'est dans le département de la Somme que se trouvent **Heudicourt**, et, près d'**Hargicourt**, **Templeux-le-Guérard**<sup>3</sup>. Il est particulièrement intéressant de constater dès cette époque l'existence de protestants dans ces deux der-

1. Grougies-en-Arrouaise, Grougy et Grugies, dans nos registres. Mais il ne saurait être question de Grugies, canton de Saint-Simon, dans aucun de ces actes. Il s'agit bien de Grougis, canton de Wassigny, près de Guise et Bohain qui sont souvent mentionnées dans les mêmes actes. Au commencement du xix<sup>e</sup> siècle M. *Lemaire*, de Grougis, possédait une vieille Bible in-4<sup>e</sup> dans laquelle il faisait la lecture presque quotidiennement (communication de son petit-fils M. Ancelet, évangéliste).

2. *Bulletin*, VIII, p. 40, et XLIII.

3. « Le quinzième jour de novembre 1609 fut batizée *Judith Lenglet* fille de *Mathieu Lenglet* et de *Pauline Corbaux*, ses pere et mere dem. à Hargicourt, quy a eu pour parain M<sup>r</sup> *Nicolas Catoire* et pour marine *Catherine Leger* femme de *André Legran*. »

« *Augustin* fils de *Nicolas* chirurgien et de sa femme *Judith* dem. à Templeu le Grare fut baptisé le dimenche xi<sup>e</sup> jour d'apvril 1610, présenté par *François Clau* accompagné d'*Anne Buissot* demeurant à Saint-Quentin. »

« Du dimanche 14 juin 1615. *Magdeleine* fille de *Matthieu Langlet* et de *Pauline Corbault* fut baptizée le mesme jour que dessus présentée par *Guillaume Tacquellet* du quartier de Templeu le Grare et Hargicourt. »

nières localités car elles passaient pour n'avoir renfermé que des catholiques jusque après la Révocation, lorsque *Gardien Givry* prêcha dans un vallon voisin, appelé la Boîte-à-Cailloux, et reçut l'abjuration de cinq cents personnes; beaucoup étaient, vraisemblablement, des « nouveaux convertis » ou descendants de huguenots <sup>1</sup>.

De **Croix** et de **Caulaincourt** avec sa famille seigneuriale, nous avons déjà parlé <sup>2</sup>. Les autres localités représentées à Lehaucourt une ou deux fois seulement sont beaucoup plus éloignées et dépendaient de deux autres Églises, ainsi que cela est, plusieurs fois, expressément indiqué : Vouël au sud, Leval à l'est.

A **Vouël** <sup>3</sup>, désigné comme lieu de culte par arrêt du 2 janvier 1602, se rendaient sans doute habituellement, outre les gens de **Clastres** <sup>4</sup>, ceux de **Ham** <sup>5</sup> et de **Villers-Saint-Christophe** <sup>6</sup> où les *de Sains* étaient protestants ainsi que leurs voisins d'Aumale. Le seigneur d'**Urvillé** <sup>7</sup>, *M. de Monguiot*, fait bénir son mariage et baptiser ses enfants à Lehaucourt <sup>8</sup>, il y est accompagné de deux membres d'une autre famille

1. *Bulletin*, t. VIII, p. 108. M. Douen a publié dans le *Bulletin*, t. XVIII, p. 245, sur la persécution à Hargicourt et Templeux en 1771, une lettre d'un nommé *Gouï* au pasteur *Briatte*, à Saint-Quentin, qui était déjà connue de M. Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 296.

2. Ci-dessus.

3. Canton de la Fère, Aisne. *Bulletin*, t. VIII, p. 66.

4. Canton de Saint-Simon, Aisne.

5. Chef-lieu de canton, Somme.

6. Canton de Saint-Simon, Aisne. Les dames de Villers-Saint-Christophe, *Anne* et *Élisabeth de Sains*, avaient en 1700 l'une 60, l'autre 50 ans environ (*Bulletin*, t. VIII, p. 420); c'est donc une de leurs tantes, probablement, qui est appelée, dans nos registres, *Mademoiselle de Villers-Saint-Christophe* en 1611.

7. Urvillers, canton de Moy.

8. « Le 9 mars [1603] fut beny le mariage d'entre mons<sup>r</sup> de *Monguiot* escuier s<sup>r</sup> d'Urville en partie avec sa femme *Elizabet Hurtault*. »

« *Pierre* filz de mons<sup>r</sup> de *Monguiot* et de Mad<sup>lle</sup> sa fem. fut baptizé le dimenche 24 juin [1612] présenté par Mons<sup>r</sup> *Brisbar* pasteur de ceste Eglise et Mademoiselle d'*Annoy* fem. du s<sup>r</sup> de *Faucouzy*. »

« *Magdeleine* fille du s<sup>r</sup> de *Monguiot* et de damoiselle *Elizabeth Hurtault* fut baptizée le 24 aoust [1614] présentée par *François de Combreville*, escuier, du quartier de *Veuille* et damoiselle de *Boucault* femme du s<sup>r</sup> *Guill. Herselin*. »



noble, de *Combreville*<sup>1</sup>, qui avait, dans un village voisin de Vouël, *Annois*<sup>2</sup>, droit de haute, moyenne et basse justice, mais qui ne semble pas en avoir profité d'ordinaire pour y faire l'exercice de la R. P. R.<sup>3</sup>.

A *Leval*, au contraire, une autre famille alliée à celle de Combreville, les *Dompierre*, firent venir en 1603 le ministre Edme de Beauvalet, dit d'Aix, appelé *Desse* sur nos registres en 1605 et 1607<sup>4</sup>. C'est surtout avant son arrivée que nous retrouvons à Lehaucourt l'ancien gouverneur du Câtelet, *Dompierre de Lirumont*<sup>5</sup>. Et c'est après sa déposition en 1614<sup>6</sup> que les gens de Leval et de *Voulpaix*<sup>7</sup> font une quarantaine de kilomètres pour venir faire célébrer leur mariage en Vermandois<sup>8</sup>. En 1619, le temple de Leval fut démoli<sup>9</sup>.

Ainsi presque tous les protestants qui se rendaient au culte à Lehaucourt habitaient dans une région assez exactement délimitée par un losange d'une quinzaine de kilomètres de

1. Telle paraît être la véritable orthographe, donnée par nos registres, qui portent aussi : *Compreville* et *Comprenville*. La *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. IV, col. 482, dit *Cobreville*.

2. Canton de Saint-Simon, Aisne. Cf. *Bulletin*, t. VIII, p. 447 et 545.

3. « Le xxix<sup>e</sup> may [1600] naquist *Judith Damancourt* et fut baptizée le premier jour de Juing en nostre eglise de Haucourt, ladicte *Judith* fille de noble homme *Claude Damancourt*, sr de Hautencourt et Benay. Le nom de la mere *Judit* de *Comprenville* fille du s<sup>r</sup> de *Comprenville* et eut pour parin *Jehan Biçon* et pour mareine *Geneviève Marchant*. »

« Anne fille de *Claude Damancourt* et de *Judith de Compreville* fut baptizée le dimenche 9 juing [1602], eut pour parin *Christofle Warquin* et pour marine *Anne* cousine de lad. damoiselle de *Comprenville*. »

« *Isaac* filz de noble home *Claude Damoncourt* et de damoiselle *Judith de Combreville* fut baptizé à Traversy par un jeudy xxix<sup>e</sup> de janvier [1604] présenté par le sieur de *Tournevel* accompagné de Mademoiselle de *Hurtebize*. »

S'il y eut jamais un temple à Benay (canton de Moy), il n'était donc pas encore construit en 1604 (cf. *Bulletin*, t. VIII, p. 56).

4. Voy. ci-dessus.

5. *Ibidem*.

6. Beauvalet fut déposé par le synode de Tonneins (*Synodicon*, 1<sup>re</sup> partie, p. 428).

7. Arrondissement et canton de Vervins. Cf. *Bulletin*, t. VIII, p. 549 et 568.

8. Baptême du 31 janvier 1610; mariages des 16 mai et 11 juin 1617 (*Leval*); mariage du 23 avril 1617 (*Voulpaix*).

9. Elie Benoît, *Histoire de l'Édit de Nantes*, II, 277.

côté, ayant pour sommets Saint-Quentin, Caulaincourt, le Câtelet et Bohain, et dont Lehaucourt occupe le centre. Mais, accidentellement, on venait de beaucoup plus loin, depuis Nesle, d'un côté, et Leval de l'autre. Les châteaux des seigneurs protestants formaient, tout autour, une sorte d'enceinte fortifiée.

§ 3. — Notes biographiques sur quelques familles protestantes <sup>1</sup>.

Au cours de ces investigations géographiques nous avons eu occasion de citer quelques-unes de ces familles de la noblesse picarde, si prompte à embrasser la Réforme au xvi<sup>e</sup> siècle, notamment en Vermandois après les prédications de *Jean de l'Espine*<sup>2</sup>. A ces noms d'*Aumale*, *Caulaincourt*, *Dompierre*, *Combreville*, avec leurs alliés de *Hautencourt*, de *Monceau*, de *Faucouzy*<sup>3</sup>, il n'y a guère à ajouter, en fait de noms connus, que ceux de *Mouy*<sup>4</sup> et de *Mouchy*<sup>5</sup>. « Mademoiselle de *Valieu* », marraine en 1603, descendait probablement de ce *Jean d'Estrées*, seigneur de *Valieu*, qui, le premier de tous les gentilshommes picards, avait établi un prêche dans son château de *Cœuvres* (1564)<sup>6</sup>. Cependant nous ne savons si ce titre fut jamais porté par ses filles *Françoise*

1. Voir la liste complète des noms que nous donnons en appendice.

2. Un homonyme, probablement un parent, signalé au Câtelet en 1595 (*Bulletin*, t. XLIII, p. 473), *Antoine de l'Espine*, fait baptiser une fille, *Sara*, le 30 juillet 1601.

3. Il s'agit sans doute (comme nous l'avons vu) de Monceau près Faucouzy, canton de Sains. A la Révocation la famille de Monceaux avait des biens à la Capelle (*Bulletin*, t. VIII, p. 524). Tout près de là se trouve aussi (canton de Ribemont) Chevresis-Monceau, et notre registre mentionne (14 avril 1613) Marie de *Chevresy*.

4. *Isaac*, fils de *Isaac de Mouy* et *Françoise* [blanc], du quartier de St Quentin, baptisé le mercredi 21 décembre 1611. Cf. *France protestante*, 1<sup>re</sup> éd., t. , p.

5. Il faut lire sans doute ainsi, orthographié d'après la prononciation picarde, en 1600 le nom de « Mademoiselle *Deniŷe de Mouŷsy* ». Cf. *Laurient* et *Suzanne de Mouchy* en 1594 (*Bulletin*, t. XLIII, p. 470).

6. Canton de Vic-sur-Aisne, arr. de Soissons. C'est là qu'après *Hellin*, un Picard, fut ministre *Joachim du Moulin*, le futur pasteur du Câtelet (*France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. VI, col. 172).

et *Barbe*, ni par sa petite-fille, la trop fameuse *Gabrielle d'Estrées*.

Les noms de terres plus ou moins proches de Lehaucourt sont assez fréquemment portés, mais, semble-t-il, par des familles appartenant plutôt à la bourgeoisie : *Magny*, *Joncourt*, *Gouy*, *Remaucourt*, *Ramicourt*, *Flavigny*, le *Mex*. Ainsi encore les *de Limal* ou *de Nismal*, *de Leau*, *de Cambret*, *de Cartigny*<sup>1</sup>, *de Semery*. Les familles *de Baillon*, *de Beaumont*, *de Beaumartin*, *de Bar*, *de Blangy*, *de Bosse*, *de Boucault*<sup>2</sup>, *de Croix*, *de la Barre*, *de la Tour*, *de Maucroix*, *de Millerville*, *de Millombre*, *de Neux*, *de Noielle*<sup>3</sup>, *de Noualle*, *d'Offémont*, *du Tacquelet*, *de Valier*, *de Vaux*, sont tout au plus de fort petite noblesse. Plusieurs de celles que nous avons signalées au Câtelet ne sont plus représentées.

Là n'était évidemment pas la force principale de l'Église de Lehaucourt. Le protestantisme ne faisait pas, de ce côté, de nouvelles recrues au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle ; et c'est merveille que l'abjuration de Henri IV n'ait pas entraîné à sa suite plus de défections. Durant sa vie déjà, comme après sa mort, selon les mots de l'Estoile<sup>4</sup> « les huguenots particuliers firent bon guet ayans peur que les mastins du troupeau, Huguenots d'État, n'abandonnassent aux loups les pauvres huguenots de religion ». Ces « huguenots particuliers » avaient, dans toute la France, pendant ces années de paix qui vont de 1600 à 1610, atteint un haut degré de prospérité dans le commerce, l'industrie, l'agriculture. Nous

1. *Samuel de Cartigny*, marié à *Marie d'Offémont* est le père d'un autre *Samuel* baptisé le 27 octobre 1602, qui fut ancien de l'Eglise de Lehaucourt et député au synode de 1665 (*Bulletin*, t. VIII, p. 442). Il était lui-même un des principaux membres du petit groupe de Bohain (*Bulletin*, t. XLIII, p. 409). Sa dernière fille, *Marthe*, née en 1612, a pour parrain le pasteur *Brissbar*.

2. Peut-être parent du sieur de *Bucault* signalé par M. N. Weiss (*Bull.*, t. XLIV, p. 87) chez qui était recueillie vers 1609 l'Église de Brezoles en Drouais. Cf. t. XLIII, p. 410 : *Judith de Bucault*, demeurant à Cambrai.

3. *Pierre de Noielle Livier* [ou plutôt *Linier*], enterré à Paris en 1684 (*Bulletin*, t. VIII, p. 455, note de M. Read) était « de Bertancourt », c'est-à-dire sans doute de Berteaucourt (canton de la Fère).

4. *Mémoires*, au lundi 19 juillet 1610.

avons vu que M. de Caulaincourt ne croyait pas déroger en faisant de bonnes affaires dans le commerce des vins<sup>1</sup>. Il n'y a, parmi les fidèles de Lehaucourt, que fort peu d'hommes appartenant au métier des armes : six en dix-huit ans ! *Lapierre*, soldat de la garnison de Saint-Quentin (1606), Jean-Pierre *le Mettre*, autrement dit capitaine la Princesse (1610), le capitaine *Lambert Pringnier*, de Bohain (1615), peut-être le même qu'« un capitaine de Bohain » (1603); un Suisse de Saint-Quentin, et le lieutenant de l'enseigne de la compagnie des capitaines *Grafte et Curion* (1617).

Il y a un « chirurgien » protestant à Bohain : M. *de la Baux* (1610); un autre, la même année, à Templeux-le-Guérard : M. *Nicolas [Catoire]*<sup>2</sup>, et nous savons qu'un peu auparavant un médecin de Saint-Quentin, *Isaac* ou *Isaïe Le Lièvre*, mort en 1604, avait « écrit sur son art »<sup>3</sup>.

Mais nos registres ne portent pas trace d'autre profession libérale. D'après les indications trop rares qu'ils renferment à cet égard, on voit que les protestants des campagnes étaient « laboureur », « menuisier », « mulquignier », c'est-à-dire tisseur de fil de coton<sup>4</sup>, « rosier » ou « rotier », c'est-à-dire fabricant de lisses et de peignes ou « roues » pour métiers. Certains étaient probablement les seuls de leur condition dans leur village, et ne sont pas désignés par leur nom, mais par leur état : « le brasseur de Caulaincourt », « la censièr (c'est-à-dire fermière) de Croix », « la dame de la burie<sup>5</sup> de Sainte-Catherine ». Cette familiarité de rapports entre pasteur et paroissiens, dont nous aurions aimé trouver plus fréquemment la preuve, paraît aussi dans l'emploi de surnoms tels que : Catherine *la pomme*, pour Catherine Chantecler (1602); M. *de la jeunesse*, dit « *Sa Majesté* » (1611).

Dans les villes, à Saint-Quentin, à Bohain, sur la grande

1. Voy. ci-dessus.

2. *Ibid.*

3. Melleville, *Dictionnaire historique*, II, p. 141.

4. *Bulletin*, t. XXVI, p. 32; XLIII, p. 404.

5. C'est-à-dire blancherie de toiles batistes à la façon de Hollande, comme Jean Crommelin en fit établir deux à Chauny par des ouvriers de Haarlem (*Bulletin*, t. VII, p. 481).



route commerciale de Paris vers les Pays-Bas, il y avait aussi parmi les protestants beaucoup de petits ouvriers manuels, mais plusieurs occupaient, dans l'industrie et le négoce, les plus hautes situations. Les plus fermes piliers de l'Église sont dès cette époque et seront pendant tout le XVII<sup>e</sup> siècle ces riches industriels et négociants alliés aux possesseurs de petites terres voisines : de *Joncourt*, de *Limal*, de *Semery*, et qui sont fiers du titre conquis par leur labeur : « *Monsieur N., marchand* ». Citons seulement les *Herselin*, les *Testart*, les *Serurier* ou le *Serrurier*, surtout les *Cromelin*.

Les *Joncourt* habitaient Saint-Quentin, et aussi, quelquefois, le Câtelet et Bernot. Ils sont groupés en trois familles qui semblent fondées par trois frères :

ANTOINE marié à *Catherine Tassart*, ils ont sept enfants : *Marie* (baptisée le 2 juillet 1600; parrain : *Jehan Cromelincq*, marraine : *Judic Herselin*); *Ester* (17 février 1602<sup>1</sup>, marraine : *Margueritte Gilet*, femme de *M. Richer*); *Paul* (1603); *Jacques* (1605); *Margueritte* (14 mars 1610, marraine : la femme de *M. du Val*); *Ester* (1612) et *Anne* (1613). On voit qu'Antoine de Joncourt était en excellents termes avec les « marchands » de Saint-Quentin, les pasteurs et leurs femmes, qui figurent assez rarement comme parrains et marraines.

PIERRE de Joncourt, marié à *Susanne Tellier*, a six enfants : *Anne* (1600); *Jehan* (1602); *Abraham* (1605); *Marie* (1609); *Isaac* (1612); *Jérémie* (1614).

C'est peut-être Abraham (A. de Joncourt) qui signera en 1668, avec vingt-quatre autres chefs de famille, la nomination de *Samuel Mettayer* comme pasteur titulaire après la mort de son père<sup>2</sup>.

ISAAC de Joncourt, marié le 12 mai 1613 à *Marie Sy*, eut en 1614 une fille nommée *Anne*. L'interruption des registres en 1617 nous laisse ignorer à laquelle de ces branches se rattachait *Pierre de Joncourt*, marchand à Saint-Quentin, marié à

1. Les dates indiquées ci-dessous seront toujours celles des baptêmes.

2. *Bulletin*, t. VIII, p. 43. Samuel Mettayer fut mis en jugement en 1683 précisément « pour avoir permis à *Joncourt*, ministre des Pays-Bas, de prêcher dans son Église » (Élie Benoit, IV, 583).

*Rachel Lefèvre*, petite-fille de *Pierre Testart*, arrière-petite-fille de *Jean Cromelin*<sup>1</sup>.

La famille de *Limal* ou de *Nismal*, est surtout représentée par *Ézéchiél*, habitant Bohain, et marié à *Margueritte Watteau* dont il a neuf enfants : *Abraham*, (1600); *Marie* (1602); *Ezéchiél* (1604), probablement mort avant 1616; *Isacq* (1605); *Suzanne* (1608); *Jacob* (1610); *Daniel* (1611); *Jean* (1614); *Eséchiél* (1616).

*Noël de Limal* et *Françoise Prévost* ont en 1602 une fille : *Marie*. Une autre fois on trouve *Noël de Limal* et *Françoise Bocquet* et une fille baptisée également sous le nom de *Marie* (1604). Peut-être est-ce le même ménage.

Enfin *Jacob de Limal* épouse le 27 novembre 1616 *Judith Penon*.

*Jacques Serurier* ou le *Serrurier* habite Bohain. Sa femme est *Suzanne Braillon*. Ils ont des amis au Câtelet, à Beaufort, à Saint-Quentin; leurs enfants sont *Michel* (1602, parrain : *Samuel de Cartigny*; marraine : *Jude*, femme de *Guillaume Herselin*); *Suzanne* (1604); *Jacques* (1607; parrain : *Abraham Herselin*; marraine : *Eléonore Serurier*); *Michel* (1609, marraine : *Marie de Semery*, femme de *Jean Cromelin*); *Jehan* (1611)<sup>2</sup>.

La famille *Cromelin*, dont le nom revient si fréquemment dans l'histoire du Refuge, a été l'objet de plusieurs notices détaillées, dans le *Bulletin*<sup>3</sup> et ailleurs<sup>4</sup>, mais surtout pour le milieu et la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. On sait seulement que les *Cromelin* commencèrent dès le xvi<sup>e</sup> siècle les pérégrinations continuées par leurs descendants jusqu'en Hollande, en

1. *Bulletin*, t. VII, p. 488; VIII, p. 82.

2. *Jacques le Serrurier*, de la génération suivante, signera en 1668 la nomination de J. Mettayer, et se retirera en Angleterre en 1683 (*Bulletin* t. VIII, p. 43, 69). Cf. t. XXXVII, p. 363 : « Le sieur abbé Aubry demande la confiscation du sieur *Serrurier*, marchand à Saint-Quentin » (août 1685).

3. *Bulletin*, t. VII, p. 478. *Généalogie du nom, maison et famille des Crommelin*, par *Jacob Crommelin* (1712), communiquée par M. de Dompière de Jonquières. Cf. t. VIII, p. 77.

4. *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. IV, col. 912. Cf. Combier, *Étude sur le bailliage de Vermandois*, t. II, p. 204 (confirmation de noblesse de *François-César-Antoine de Crommelin*, seigneur de Mesbre-court, en 1746).

Danemark, en Angleterre, en Irlande, en Amérique et même à l'île Maurice<sup>1</sup>. Il serait intéressant de déterminer quel fut le berceau de cette nombreuse lignée. L'auteur de la *Généalogie* dit à ce sujet : « *Armand Crommelin* et sa femme vivoient dans le seizième siècle, dans un tems de troubles de guerres, de persécutions cruelles, sous le règne, premièrement, de l'empereur Charles le Quint, et ensuite sous la domination tyrannique de Philippe deuxième, son fils, cause de la dispersion de plusieurs familles des Pays-Bas, du nombre desquelles pouvoit être celle dudit Crommelin, et que ses descendants ne peuvent remonter au tems et à l'origine de ses ancêtres... Ledit Crommelin faisoit sa demeure ordinaire aux environs de Courtray. » Nous ne savons d'où Melleville<sup>2</sup> a tiré les renseignements qui complètent ceux-là : « La révolution arrivée dans les Pays-Bas en 1579 en fit sortir la fabrication des toiles de mulquinerie. Cambrai profita d'abord de cette industrie qui ne tarda pas à être apportée à Saint-Quentin par un sieur *Crommelick*, originaire de Courtrai. » Les Cromelin sont donc venus en France fuyant la persécution, de ces Pays-Bas dans une autre partie desquels, un siècle plus tard, leurs descendants devaient, en sens inverse, chercher un refuge contre d'autres persécuteurs. Courtrai, Douai (*France protestante*), Cambrai, Saint-Quentin, furent les étapes de ce premier exode.

L'orthographe primitive n'était ni « *Crommelick* » ni, comme le suggère la *France protestante*, « *Commelin* » ; elle est donnée par les registres du Catelet et de Lehaucourt, qui portent d'abord « *Cromelincq* » (et ensuite : « *Cromelin* »). Cette désinence flamande confirme à nouveau ce qu'on peut conjecturer sur l'origine de cette famille ; en France même et avant la Révocation, elle continua souvent à s'allier avec des personnes venues aussi des Pays-Bas : à Rouen par exemple les *Vanderschalques* et *Vandaelc* (que nos registres appellent *Vandal*).

Pour nous borner à préciser ce qui concerne notre région

1. C'est évidemment par erreur qu'un article sur *A. Bénézet* dit que son ancêtre *Armand Cromelin* s'expatria au xv<sup>e</sup> siècle (*Bulletin*, t. XXIV, p. 242).

2. *Dictionnaire historique*, etc., II, p. 138.

du Cambrésis et du Vermandois et la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, il faut s'en tenir à trois enfants d'Armand Cromelin : Pierre, Jean, et une fille dont le nom, inconnu de la *Généalogie*, est inscrit sur les registres du Câtelet : *Jeanne* mariée à *Jean de Leau* et mère de plusieurs enfants : *Judith* (1599)<sup>1</sup>; *Jean* (1603; parrain : *Jacques de Semery* et *Jude*, femme de *Guillaume Herselin*); *Jacob* (1605; parrain : *Robert de Leau*, frère de Jean, et sa femme, sœur de Jeanne Cromelin); *Pierre* (1613; parrain *Pierre Cromelin* et *Marie Herselin*).

Dans ce dernier acte, le parrain est sans doute le fils de Jean Cromelin. Pierre, fils d'Armand, était mort en 1609 en Zéelande où il était retourné après avoir vainement tenté de s'établir près de son frère Jean à Saint-Quentin. Il avait longtemps fait un grand commerce à Cambrai, jusqu'à la prise de la ville par les Espagnols sur Mme de Balagny (c'est-à-dire en 1595) mais les registres du Câtelet ni ceux de Lehaucourt ne le mentionnent jamais.

Au contraire « M. Jean Cromelin, marchand », y tient une grande place. Les membres de l'Église sont fiers de voir leurs enfants présentés au baptême par lui ou sa femme *Marie de Sémercy*. Eux-mêmes avaient été mariés au château de Polembray en présence de Mme *Catherine de France*, sœur d'Henri IV, qui fut marraine de leur premier fils Pierre, né au château de Mouy (1596). Leur histoire est trop connue pour devoir être répétée ici. De leurs quinze enfants cinq seulement étaient jusqu'à présent indiqués d'après la *Généalogie*; nos registres en nomment trois autres.

Nous avons déjà vu au Câtelet *Marie* (1599) présentée par sa tante *Jeanne*. A Lehaucourt on trouve :

*Suzanne* (1601; parrain : *Jacques Sérurier*);

*Jehan* (1603; parrain : *Adrien Cromelin*, sans doute le frère de Jean, établi à Rouen); *Jacob*, fils de ce Jean II, et auteur de la *Généalogie*, nous apprend que son père était né le 19 mars 1603 (le baptême est du 30), et qu'il épousa à l'âge

1. Il faut rétablir ainsi le texte de cet acte, rajouté en surcharge d'une manière peu lisible (mai 1599) : « Le [blanc] fut baptisée *Judith de Leaux* fille de *Jeh. de Leaux* et de *Jehanne Cornelin*q ses pere et mere, *Jeh. Cromelin*q et *Anne de Semerye* ses parin et marrine. »



de 20 ans *Rachel Tacquelet* (et non *Vaquelet*, comme dit la *France protestante*) âgée de 14 ans; nos registres ne renferment pas cet acte de baptême en 1609 mais citent le nom des parents : le sieur *Guillaume du Taquellet* et demoiselle *Marie de Maucroix*<sup>1</sup>.

*Jacob* (1604; marraine : *Margueritte Gellé*, femme de *M. Richer*);

*Judicq* (1606; parrain : *M. Richer*);

*Catherine* (1614; parrain : le sieur *Jean Vandal* et demoiselle *Anne de Sémercy*, de Rouen).

Dès cette époque apparaît aussi le nom d'une famille plus tard alliée aux Cromelin : les *Joly*<sup>2</sup>.

Il est temps d'arrêter cette énumération de noms, car nous ne voulons pas suivre aujourd'hui ces enfants nés au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle jusqu'au jour où la plupart sont morts, vieillards, avant ou après la Révocation, sur la terre d'exil...

#### § 1. — Détails sur la vie publique et privée des protestants au XVII<sup>e</sup> siècle.

Le rapprochement des dates de baptêmes indique assez combien nombreuses étaient ces familles protestantes du Vermandois : Jean II comme Jean I Cromelin a eu *quinze* enfants; son neveu *Samuel*, fils de *Pierre* et marié à *Madeleine Testart*, a eu *vingt-trois* enfants.

Beaucoup mouraient en bas âge, mais si l'on prend comme moyenne *quatre* enfants survivants, on reste probablement au-dessous de la vérité. Nous avons pu fixer ainsi aux environs de 3,000 le chiffre des membres de nos cinq cents familles protestantes du Vermandois au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle. Nos registres indiqueraient plutôt, de 1604 à 1617, un état stationnaire; mais, d'autre part, on y trouve, pour l'avenir,

1. Comme parrain et marraine, en 1614, d'*Isaac*, fils de *François du Tacquellet* et *Marie de Maucroix*, mariés le 12 octobre 1603.

2. *France protestante*, t. IV, col. 917.

diverses causes d'accroissement de la population protestante : ce coefficient élevé de la natalité, le degré de prospérité croissant de la bourgeoisie, qui se maintiendront malgré les craintes, toujours latentes, de persécution (après la mort d'Henri IV « des bruits couraient partout d'une deuxième Saint-Barthélemy<sup>1</sup> »), et en dépit des incursions des Espagnols jusque dans les environs de Saint-Quentin<sup>2</sup>.

Les mariages de plus en plus fréquents, et contractés de bonne heure, témoignent d'une grande puissance d'assimilation des éléments hétérogènes au milieu desquels vivaient les protestants ; les noms étrangers sont très rares sur nos registres<sup>3</sup> : *Jayme, La Cruz, Allarcon, Henninoz*, indiquent quelques alliances avec des Espagnols ; mais surtout les actes de baptêmes portent la trace de mariages mixtes entre Français, tournant au profit du protestantisme : « *Jacques Fontaine*, fils de *Daniel Fontaine* et de *Guilaine Beaumont*, PAPISTE, a esté baptizé le 17 janvier 1610 et présenté au baptême par *Adrian le Conte* et *Judith Vannet*, demeurant à **Grougi**. — *Anne du Four*, fille de *Simon du Four* et de *Françoise le Sort*, PAP. : demeurant pour lors led. Simon à Compiègne et lad. *Françoise* à **Bohain** a esté baptizée le 17 janvier 1610 et présentée au baptême par *Quentin Millot* et par *Anthoinette Floquet* demeurant à **Bohain**. »

Le milieu catholique se manifeste encore de diverses manières : le prénom de *Marie* donné à un garçon (1608), les expressions du calendrier romain parfois employées : « le jour Saint Luc », « le dimanche qu'on appelle le Rameau ». Le temps n'était plus où les huguenots ne voulaient faire aucune distinction entre les divers dimanches de l'année. Il semble qu'un service était célébré à Lehaucourt le jour de Noël même quand le 25 décembre était un jour de semaine. Il y a aussi des baptêmes faits « le lundi de Pâque ». Il n'est

1. L'Estoile, *Mémoires*, juillet 1610 (Éd. de 1719, t. II, p. 335).

2. Prise du Câtelet, de Bohain, etc., en 1637. Prise du Câtelet en 1650, repris en 1655 par le colonel de *Gassion*, puis de nouveau par les Espagnols. Colliette, t. III, p. 363, 372 ; Melleville, t. I, p. 129.

3. Ils étaient, en général, très fréquents à cette époque, à en juger d'après les archives du greffe de Laon compulsées par M. Combier, *Étude sur le bailliage de Vermandois* (voy. notamment t. III, p. 691).

pas possible de dire si un culte fut jamais régulièrement fait au temple sur semaine, comme naguère, le jeudi, au Câtelet. Cependant en 1611 un certain nombre d'actes sont datés du mercredi.

Les baptêmes étaient presque tous faits le dimanche, très souvent plusieurs à la fois : cinq, dix, onze, jusqu'à dix-sept ! de même il y eut jusqu'à quatre mariages bénis ensemble. Notons en passant le certificat de veuvage exigé par le consistoire d'une veuve qui se remarie<sup>1</sup>. Il est dit d'une seule enfant qu'elle est « née de mariage illégitime ». Souvent le nom du père seul est mentionné. D'autres fois encore il n'y a que le prénom de l'enfant. Presque jamais le jour de naissance n'est rappelé, contrairement aux prescriptions de la discipline (ch. X, art. 18), qui exigeaient des renseignements écrits. Les pasteurs se plaignent de ces négligences : « Plus encore le mesme jour 24 fevrier [1611] baptizé neuf enfants dont les billets des noms des peres et meres ny des enfants parins et mareines n'ont esté apportez » ; et ailleurs : « Au jour mesme fut encore baptizé deux enfants dont par négligence des peres et parrins ils n'ont esté enregistrés. » Mais en général les noms et prénoms de l'enfant, des parents, des parrains et marraines, sont très complètement énoncés. Bien que nous n'ayons « aucun commandement du Seigneur de prendre des parrains et marraines », la discipline recommandait cependant de « se ranger à l'ordre ancien, qui est bon et utile » (art. 7), mais elle n'en faisait pas une loi expresse. Aussi voit-on à Lehaucourt la mention : « Son père lui a servi de parrain. » Quelquefois, mais rarement, on trouve les fonctions de parrain et marraine remplies par des enfants accompagnés de leur père ou de leur mère...

Si nous avons consigné ici ces menus détails, c'est que chacun contribue, pour sa minuscule part, à préciser l'image que nous aimons à nous former de la vie extérieure et intérieure de nos Églises au XVII<sup>e</sup> siècle. Vie encore si imparfaitement connue et si digne de l'être, pour les leçons d'ordre

1. « *Jeh. de Larche et Anne Petu* ont esté mariéz en face d'église le dimenche 22<sup>e</sup> janvier 1612 après que lad. Petu a fait amplement veoir acte de sa viduité comme il est couché cy devant au registre du Consistoire. »

et de fidélité qui en ressortent naturellement. « Tout concourt à l'histoire, disait George Sand, tout est histoire : les détails réels de toute existence humaine sont des traits de pinceau dans le tableau général de la vie collective. » Les actes concernant chacune des ces familles, souvent humbles et ignorées, venues de tant de points du Vermandois, nous ont permis de reconstituer quelques pages de l'histoire de cette Église de Lehaucourt. De même beaucoup de monographies locales, si incomplètes soient-elles, permettront un jour, reliées et comparées les unes aux autres, de mieux apprécier tout le passé de l'Église réformée et sa place dans l'histoire générale de notre pays. Telle est à la fois la raison d'être et l'excuse d'études un peu arides en apparence, comme celle-ci.

JACQUES PANNIER.

#### NOMS DE FAMILLE RELEVÉS

#### SUR LES REGISTRES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LEHAUCOURT

(1599-1617)

Adam, Alavoine, Allar, Allarcon, Allier, d'Annois, d'Aumale, d'Averdin.

Baillin, Baillon, Baillioz, de Bar, Barbe, Basset, Batteredau, Baudet, Baudier, Baudry, de Beaumont, Beaurain, Bedier, Bennoy, Berger, Bernard, Bernouille, Biart, Bigart, Bizon, Blancmère, de Blangy, Bliare, Blondeau, Blondel, Bocquillon, Bonnarde, Bomy, Bonin, Bonisse, Bonsergent, Bossu, de Bossu, de Boucault, Boucher, Boulanger, Boullet, Bouillie, Bouret, Bourgeois, Bourleau, Boutellier, Boursier, Brachon, Braillon, Brasset, Brasseur, Breton, Brisbar, Brossot, Broulin, de Bruhamel, Bruiart, Buisset, Bucquot, Bultet.

Cadier, Cailloy, Callone, de Cambray, Camuz, Cana, Cante-rot, Canonne, Carignon, Carion, Carlier, Carotte, Carpentier, Carré, Carton, de Cartigny, de Caulaincourt, Catoire, Caudé, Caudron, Chantecler, Chaurier, Chenuz, Cheval, de Chevresy, Choquet, Chouat, Clarembault, Clarot, Clau, Clicquet,



Clin, Clocquette, Coche, Cochet, de Colzy, Conferman, Connet, Colaye, Collé, Coppine, Corbault, de Combreville, Cordier, Cormey, Corron, Cotté, Cottil, Coulliette, Coupet, Courtin, Couvereur, Cracquier, Crespín, Chrestien ou Cressienne, Cressonnières, de Croix, Cromelin.

Dandrè, Danudoing, Daraigni, Darras, Damancourt, Darlon, Daussy, Day, Debaux, De la Ruelle, Denny, Denize, Descamps, Descaudain, Descaux, Desjardins, Dieu Lo, Dobry, Dollé, de Dompierre, Dormeuil, Dormy, Dornebal, Doullier, Doury, Drinet, Dront, Druin, du Bois, du Bon, du Bourcq, du Castel, Dunlot, du Flua, du Four, du Pas, du Pin, du Pont, du Duproy, Prez, du Puy, Durlin ou Dourlen, Du Val.

Estain ou Lestain.

Faizevert, Faurý, Feron, Fevron, Flameng, de Flavigny, Fleuriau, Flippe, Fontaine, de Fontaine, de Foncauberge, Fontre, Fournier, Fourquin, Fourré, François, Froment.

De Gallavaux, Galloy, du Gardefoux, de Gardier, Gardien, Gaurez, Gellé, Gesgé, Gérard, Ginain, Godard, Gosset, Gorrisse, Gouge, de Gouye, Grandellet, Granet, Gransart, Gresier, Grosset, Guffroy, Guilbert, Guérille, Guichard.

Hagombart, de Hainault, Haren, Henry, Haivy, Hanet ou Havet, Hernin, Henninoz, Henocq, de Heldecourt, Hennon, Herselin, Hertru, Hoche, de Houe, Houllier, Hoyau, Hourdé, de Hurtebize.

Joal, de Joncourt, Joseph, Jouy, Juste.

Labé, Laber, Labre, de la Barre, de la Cour, de la Disme, Lafon, de la Fons, de la Fosse, Lahannier, de la Haie, Lallemand, de la Navire, La Mouche, Lamouret, Lambert, Lance, Landin, La Nielle, Lamer, Lantheme, Lapierre, Larche, de l'Achèron, Larchet, Lasson, de la Tour, Launet, Laurent, de la Vigne, de Leau, Le Bleu, Le Bel, Le Bez, Le Bon, Le Clercq, Le Comte, Le Butor, Leclain, Le Coq, Le Cra ou Le Gras, Le Droit, Le Duc, Lefébure, Lefin, Lefol, Le Gay, Léger, Legrand, Lejeune, Le Lièvre, Le Madré, Le Maire, Le Maistre, de Le Mé, Le Mod, Lemperière, Le Nain, Lenglet, Le Noir, Le Page, Le Père, de le Proi, Le Preux, Le Queux, Le Riche, Le Roy, Lerminier, Lescarnel de l'Escluze, Lescorce, de l'Espine, Lesourd, Lespoir, Le Vert, Le Veuf, Le-

vesque, Le Vuide, Lieura, de Ligny, de Limal, Longnatte, Loal, Lobry, Loiseleur, Loreau, Lorient, Louvet, Lucas.

Du Magnarel, Magnier, de Magny, Mairesse, Malesieu, Mal-lart, Mallet, Malot, Mariage, Maubrun, Malico, de Maucroix, Mansart, Marchand, Mauroy, Marlière, Menneccier, Mercier, Merda, de Melly, Mi-Avril, de Millerville, de Monnecourt, Millot, Mollette. de Monceau, de Mouchy, de Moui, Moreau, Morel, Moutarde.

Nepveu, de Neux, Nicolay, Nioy, de Noielle, de Noualle, Nonlaige.

Odiot, d'Offémont.

Pain et Vin, Pannier, Parent, Pasquet, Peltier, Petit, Petit-frère, Philibert, Philippe, Picard, Picon, Pierson, Pinard, Plateau, Pluchart, Porrée, Poizot, Poreau, Pognier ou Pon-nier, Potier, Poupert, Prevost, Prieur, Pringnier, Proisy, Pronin.

De Quen, Quentin.

De Ramicourt, Regnart ou Renart, Ramette, Raverdy, Reppol, de Reste, Richer, Ricquiet, Rigau, de Rochefort, Robert, Roger, Roquet, de Romery, Rosier, Rousseau, Rous-selle, de Rozé.

Saint-Paul, Salomon, Saloy, Sarcon, Sar, Segar, de Semery, Serpe, Sigé, Serurier, Segé, Simon, Sorlin, Sy.

Du Tacquellet, Taille, Tassart, Taudin, Tavernier, Tayrie, Tellier, Testart, Thierry, Thiboult, Thioux, Torellet, Troul-liet, de Thun.

De Valier, Vasseur, Vasin, de Vaux, Vennet, Vignion, Vi-guier, Vinchon, Vitou, Vert-velours, Vesmes, de Vienne, Vi-lain, de Villette, Vinart, Wagier, Warquin, Wasselart, Wat-teau, Watier, Watio, Willart, Willot, Willoqueau<sup>1</sup>.

JACQUES PANNIER.

1. **Erratum** : p. 187, ligne 9 et note 2, au lieu de *Voué*, lire *Vons* ou *Voncq* (canton d'Alligny, Ardennes). Il faudrait corriger la même erreur dans la *France prot.*, 1<sup>re</sup> éd., pièces justif., p. 316.

P. 187, note 3, au lieu de : *la Falaise* (Aisne), lire : *Falaise* (Ardennes).

# Documents

## FRANÇOIS DE LA NOUE

NOUVEAUX DOCUMENTS SUR SA CAPTIVITÉ ET SUR SA DÉLIVRANCE

1583-1585<sup>1</sup>

Richardot, président du Conseil privé, fit dresser, d'après les propositions de la Noue, un nouveau projet de convention. La minute en a été vue et corrigée par Richardot lui-même, et il a également annoté de sa main les deux copies définitives. De cette pièce il ressort que les Espagnols avaient renoncé à faire payer à la Noue une rançon, à condition que le duc d'Egmont n'eût à payer, lui aussi, que ses dépens. Mais tandis que la Noue aurait voulu que, si les Lorrains consentaient à obliger des terres jusqu'à la somme fixée, le roi de Navarre fût dégagé de toute obligation, Philippe II se réserve le droit de saisir son gage sur l'un ou l'autre des deux cautionnaires, à son choix. Les Espagnols admettent enfin, pour la première fois, l'importante restriction géographique mise par la Noue à son serment de ne pas leur faire la guerre.

**Le s<sup>r</sup> de la Noue<sup>2</sup> pour parvenir à sa delivrance a convenu. consenty et accordé les poinctz et articles quy s'ensuyvent :**

(Copie)

En premier lieu il a solennellement promis et juré es mains de [blanc] de jamais ne porter les armes ou faire acte d'hostilité contre

1. Voy. plus haut, p. 133 à 152. — Le portrait inédit de Lanoue, que nous annonçons dans la première partie de ces documents, a été photographié, mais l'original étant déjà très effacé et taché, il a été impossible de tirer de cette épreuve un cliché typographique convenable. En le regrettant, nous devons ajouter que l'attribution à Lanoue du dessin de la collection Courajod, est douteuse. L'original porte les mots : LANVAV. (Rééd.).

2. La première minute portait : « Ayant veu et entendu ce qui luy a esté proposé de la part du Roy. » Ce membre de phrase a été effacé, et ne se retrouve pas dans le texte des deux copies.

sa Majesté catholique ou ses successeurs soit en Espagne, Italic, Bourg<sup>ne</sup>, les Pays-Bas ou autres pays de sa Ma<sup>te</sup> <sup>1</sup>, soubz quelque preteyt (*sic*) ou pour quelque occasion que ce soit.

Et pour plus grande seurté de ceste sienne promesse il mectra ung sien filz comme ostager es mains du s<sup>er</sup> duc de Lorraine pour y estre gardé l'espace d'un an à la discretion dud. s<sup>er</sup> duc.

Que led. de la Noue fera que tant led. s<sup>er</sup> duc que mons<sup>er</sup> le duc de Guise respondront et donneront leur parolle et promesse par escript et soubz leurs signatures qu'il ne contreviendra à ce que dessus, ains l'observera poinctuellement.

S'obligera en outre de, en cas de contravention, payer au prouffit de sad. Ma<sup>te</sup> la somme de cent mil escuz d'or, pour seurté de laquelle. outre que le s<sup>er</sup> prince de Béarne obligera les terres, biens et seigneuries qu'il a par deça jusques à la concurrence de lad. somme, led. s<sup>er</sup> duc de Lorraine sera cautionnaire et fidéjusseur y obligeant ses personne et biens en bonne et pertinente forme afin que sad. Ma<sup>te</sup> se puisse adresser contre tel que bon luy semblera et ce sans aucun bénéfice d'excussion, division ou autre exception de droict ou de coustume<sup>2</sup>.

Et tout ce que dessus estant accomply, il fera relaxer et mectre en liberté le s<sup>er</sup> conte d'Egmont, comme luy reciproquement sera eslargy et seurement conduit libre <sup>3</sup> en Lorraine ou à Mézières es mains dud. seig<sup>r</sup> duc de Guyse pour de là se retirer en sa maison, aprez avoir donné satisfaction ausd. seig<sup>rs</sup> ducs de Lorraine et de Guyse. Et ce sans aucune rançon d'une part ou d'autre, ains seulement en payant chacun ses despens.

1. En marge sur la minute : « païs » ; c'est-à-dire : énumération des pays auxquels s'applique cette interdiction. Les notes sont de la main de Richardot.

2. La minute porte simplement ceci : « Pour seurté de laquelle il fera que led. s<sup>er</sup> duc de Lorraine soit son cautionnaire, et oblige luy et ses biens en la forme qu'il convient et au contentement de sad. Ma<sup>te</sup>, et ce sans aucun bénéfice... » En marge de ce passage, Richardot a écrit, en regard d'une croix placée après les mots « pour seurté de laquelle », l'annotation suivante : « Outre que le seigneur prince de Béarne... » etc., c'est-à-dire le texte de ce paragraphe, tel qu'il existe dans les copies définitives.

3. Le mot « libre » a été ajouté après coup, par Richardot, sur les deux copies ; il n'existe pas dans la minute.

4. La minute portait primitivement : « en France, Lorraine, Hollande ou Zélande », et, en marge « à son option » ; tous ces mots ont été effacés. Par contre, le passage « ou à Mézières — et ce », qui ne figure pas dans la minute, se trouve en marge des deux copies, écrit de la même main que les autres annotations.



Entin, après avoir pris connaissance de ce projet, la Noue mit lui-même par écrit les engagements qu'il était résolu à contracter. Nous avons la minute autographe de ce précieux document. Ce n'est pas sans quelque émotion qu'on parcourt ces feuilles écrites dans un cachot, raturées par la main du prisonnier, qu'on l'y voit luttant pied à pied pour ne laisser échapper de sa liberté que tout juste ce qu'il n'en peut plus sauver. Sa noblesse native ne l'abandonne pas un instant : s'il envoie son fils en Lorraine, il semble que ce soit comme page, et non comme otage, car il se flatte que le jeune homme y « apprendra beaucoup de vertu ». Il se refuse à donner à son protecteur Henri de Navarre le titre injurieux de prince de Béarn. Il réclame encore pour son fils un traitement plus digne d'un prisonnier de guerre. Il n'oublie jamais qu'il est sujet du roi de France — si méprisable que soit à cette heure le titulaire de la couronne —, et, assez fièrement, il se déclare prêt à promettre de ne plus jamais prendre les armes contre personne, si on l'assure que son maître ne l'accusera pas de trahison. Mais il lui faut, pour calmer les soupçons de ses ennemis, consentir à toutes les autres conditions : une double caution fournie par Navarre et les Lorrains ou, à défaut de ces derniers, par un prince allemand ou un canton suisse, son fils cadet otage en Lorraine, lui-même résigné à subir le même sort, son fils aîné otage entre les mains du prince de Parme.

**Le s<sup>r</sup> de la Noue, pour parvenir à sa delivrance suivant le pied des precedens articles, promet d'effectuer les choses qui s'ensuivent :**

En premier lieu il prometra et jurera es mains de son Altesse de jamais ne porter les armes, servir ou faire actes d'ostillité contre sa majesté catholique ou ses successeurs, scavoir est en Espagne Italye Bourgongne les Pays bas ou aultres pays appartenans à sadite majesté, soubz quelque pretexte ou pour quelque ocazion que ce soit<sup>1</sup>.

1. Le texte des *Points* ajoutera : « ... ny mesme par commandement de Roy, prince ou autre, qui luy pourroit estre fait ». Il promet également de ne jamais venir aux Pays-Bas.

Et pour seurété de ceste sienne promesse il metra ung sien filz (qui luy reste) en ostage es mains du duc de Lorraine ou es mains de son Alteze pour y demourer seulement l'espace d'un an, où il s'assure qu'il apprendra beaucoup de vertu.

En oultre s'obligera, en cas de contravencion, de payer au profit de sadite magesté la somme de cent mille escuz d'or pour laquelle le Roy de Navarre (qu'on appelle par dessa le prince de Beart<sup>1</sup>) sera respondant sur les terres et biens qu'il possède audiet pays. Estant son procureur et sa procuration pour cest effect en ce lieu icy.

Et comme le s<sup>r</sup> de la Noue avoit aussy promis de bailler Monseigneur le duc de Lorraine pour respondant de la mesme somme, suivant la promesse qu'il en avoyt dud. seigneur, et que à cause des alteracions de France il s'en est ung peu refroidy, il promet néantmoins (quant il aura parlé à luy), de le faire condescendre à ce point, tant à cause des pleiges qu'il luy baillera en son propre pays, que pour l'assurance qu'il luy donnera que il ne portera les armes contre monsieur de Guize. Et sur ce point icy le s<sup>r</sup> de Rimech en esclaireira davantage son Alteze.

Il plaira donc à son Alteze de se contenter pour ceste heure de la responcion du Roy de Navarre de cent mille escuz et davantage de la vye du s<sup>r</sup> de Theligny que son père oblige encore, jusques à ce que il aye mis ce que dessus en exécution. Et demande quatre ou cinq<sup>2</sup> moys de temps pour cest effect.

Que si d'avanture (comme les chozes les plus seures sont incertaines), il advenoyt que Monseigneur de Lorraine le refusast, il promet de faire obliger ung prince d'Allemagne pour la somme de cent mille escuz pour les payer à Monseigneur de Lorraine au profit du Roy d'Espagne en cas de contravention à la promesse. Et en deffault d'un prince alleman, il promet de faire obliger ung canton de Souisse à monseigneur le duc de Savoye (qui tournera au profit de sa Magesté catholique<sup>3</sup>) pour ladite somme, avenant que le s<sup>r</sup> de la Noue contrevienne à sa promesse.

D'avantage le s<sup>r</sup> de la Noue promet encore de faire<sup>4</sup> que le duc de Lorraine et mon<sup>s</sup> de Guize donneront leur parolle par escrit à son

1. *Points et Articles* : « M<sup>re</sup> le prince de Bearn. » Le reste du texte passera à peu près dans l'acte final.

2. « Cinq » a été ajouté après coup, et maintenu dans les *Points*.

3. Il avait d'abord, après « ung canton de Souisse », ajouté : « au profit de S. M. C. ». Cette addition a été supprimée, et remplacée par la parenthèse.

4. Il y avait d'abord : « fera tout son pouvoir ».

Alteze et soubz leurs seings qu'il<sup>1</sup> n'enfraindra ce qu'il a promis, ce qu'il ne double point d'obtenir ayant parlé à eux<sup>2</sup>. Et se mettra plustost en gaige entre leurs mains qu'il n'acomplisse ledit article.

Et avenant que le s<sup>r</sup> de la Noue ne pust effectuer l'une de ces troys dernières<sup>3</sup> obligations d'argent dans le temps susdict, il promet sur son honneur et en foy de gentilhomme de se venir rendre<sup>4</sup> en ostage es mains de monseigneur le duc de Lorraine pour y estre tant qu'il ayt peu donner une aultre<sup>5</sup> obligation vailable.

Il promettra encore à son alteze qu'encor que le Roy de France son souverain seigneur luy commandast estant, de retour en France, de porter les armes en ceste guerre, de s'en excuser, luy faisant entendre avoyr juré et promis, afin d'aquérir sa liberté, de ne s'employer en aucune guerre toute ceste année, à quoy il ne manquera. Il prometroyt bien vollontiers encore d'en faire autant les années suivantes, moyennant qu'on le voullust assurer de sa teste et de la confiscation de tous ses biens, sur lesquelles choses son Roy a de droict naturel puissance<sup>6</sup>.

Ledit s<sup>r</sup> de la Noue suplye aussy très humblemant à son Alteze qu'il luy plaise faire mettre son filz en prison qui ne soit pas si estroite, et luy faire donner traitemant favorable. Et il obligera dix mille escuz qui seront perduz pour luy si d'avanture il attente réellement et de faict à sortir hors d'où il sera.

Toutes lesquelles choses estant accordées, le s<sup>r</sup> de la Noue fera relaxer et mettre en liberté le s<sup>r</sup> conte d'Egmont, comme luy réciproquement sera eslargy et mis en liberté, et conduit en Lorraine ou à Mezieres afin d'aller acomplir aveques Monseigneur de Lorraine et mons<sup>r</sup> de Guise les chozes promises, et après se retirer en ses maisons et à ses affaires. Et cest eschange se fera sans rançon d'une part et d'autre, ains seulement en payant chacun ses despans.

Cette déclaration sert de base à la rédaction définitive des *Points et Articles*. Des phrases entières ont passé de ce dernier projet dans le protocole officiel et, ce qui est curieux.

1. « Que le s<sup>r</sup> de la Noue, dans les *Points* ».

2. Effacé : « Et quant ilz le verront venir franchement vers eux les trouver. »

3. « Dernières » est une addition.

4. Effacé : « prisonnier ».

5. « Aultre », addition.

6. Ce paragraphe et le suivant ne reparaitront pas dans les *Points*.

la forme littéraire est sensiblement la même dans les deux documents. L'histoire de la captivité de la Noue devait présenter cette dernière bizarrerie : c'est le prisonnier lui-même qui, pour ainsi dire, rédigea l'acte de sa délivrance ; la chancellerie du prince de Parme ne fit guère que copier la minute qu'il avait dressée.

Du 18 mars 1584 au 28 juin 1585, nous avons vu ces deux illustres adversaires, la Noue et Farnèse, se livrer une lutte dont l'enjeu était plus précieux encore que la possession des Flandres. Ce que défendait le malheureux prisonnier, perclus de douleurs, dans cette horrible tour « où il avait une même habitation avec les crapauds », c'était la dignité de la conscience humaine. Il eût été libre après quatre ans de captivité, s'il avait consenti à jurer qu'il ne ferait jamais, nulle part, la guerre au roi d'Espagne. Il n'avait pas voulu acheter sa délivrance au prix d'une lâcheté, signer un engagement qu'il ne pouvait, qu'il ne devait pas tenir. — Dans cette lutte, c'est le duc de Parme et Philippe II qui furent, en fin de compte, obligés de reculer. Le Bras de Fer n'avait pas vainement prolongé de plus d'une année des souffrances déjà longues ; il pouvait sortir de Limbourg la tête haute, car le contrat qu'il venait de signer lui permettait de rester ce qu'il avait été toute sa vie, un homme d'honneur et de haute probité.

H. HAUSER.

## QUARANTE-DEUX RELAPS ARRÊTÉS EN NORMANDIE

ET DETENUS A ROUEN EN SEPTEMBRE 1689

Le document qu'on va lire a été connu des frères Haag qui en ont cité quelques noms, ainsi que de feu M. Francis Waddington qui s'en est aussi servi, mais il n'a jamais été publié. Il mérite pourtant d'être reproduit intégralement ainsi que plusieurs autres à côté desquels il se trouve, dans un carton de la série TT des Archives nationales qui portait autrefois le n° 261 et qui aujourd'hui porte le n° 264 (XXI) <sup>1</sup>.

1. Je saisis cette occasion pour informer les travailleurs qu'on vient de-



Les listes de détenus huguenots après la Révocation sont, en effet, assez rares, et généralement elles ne renferment guère que des noms. Or, dans celles-ci les noms sont accompagnés de renseignements, sommaires il est vrai, mais précieux et suffisamment précis pour permettre, éventuellement, de reconstituer quelques-unes des aventures tragiques que la Révocation a multipliées sur tous les points du royaume.

Les cachots de la Conciergerie de Rouen ont été, à cette époque, envahis par une foule de malheureux et de malheureuses appartenant aux conditions sociales et aux régions les plus diverses. Les uns avaient quitté le centre de la France et, après un séjour plus ou moins long à Paris, étaient venus se faire prendre à Dieppe. D'autres avaient été arrêtés en divers autres lieux de Normandie. Tous avaient été condamnés à des peines terribles comme les galères ou la reclusion perpétuelle et en avaient appelé au Parlement. C'est pour cela qu'ils avaient fini par être centralisés à Rouen où plus d'un mourut de maladie ou de chagrin.

On ferait un livre bien intéressant en recueillant et classant tout ce qu'on peut aujourd'hui savoir sur ces sacrifices obscurs et sur les scènes édifiantes ou cruelles dont les prisons de Rouen furent alors témoin. C'est là, en effet, qu'en attendant la mort, le pasteur *Tirel*, arbitrairement arrêté et condamné, exerça son ministère dans les liens, et que beaucoup de ses ouailles donnèrent des preuves multiples d'une fermeté exceptionnelle. J'espère pouvoir publier plus tard les listes que j'ai transcrites à la suite de celle-ci, laquelle paraît avoir été rédigée par l'un des détenus. On remarquera, en effet, dans ce document administratif, des accents de pitié pour la triste condition faite à ces fugitifs ou suspects ; de plus, deux des derniers inscrits, *Abraham de Flamare* et *Daniel Caron*, marchands de Bolbec, emploient tout à coup, dans le récit de leur infortune, la première personne, comme s'ils étaient les rédacteurs de tout le mémoire.

rechef de changer les cotes de la série TT. Lorsqu'on demandera un document sur la foi d'une cote marquée dans le *Bull.* ou la *France prot.*, on fera bien de spécifier la demande pour ne pas recevoir la réponse que ce qu'on cherche ne se trouve pas sous la cote indiquée.

Je m'étais proposé, dans le principe, d'accompagner ces noms de notes et renvois à d'autres sources. Mais cela m'aurait entraîné très loin, et le lecteur que tel ou tel nom intéresse le fera tout aussi aisément.

N. W.

### État de prisonniers religieux détenus dans les prisons de la Conciergerie de Rouen.

**Jean Jupille**, natif de *la Beche en Berry*; **Anne Bourdin**, sa femme native de *Ste Severe* et son fils, du Béry aussy, ayant esté ruiné par les dragons et par le feu, alloit en Hollande pour chercher à gagner sa vie.

**Pierre Roux**, garçon, compagnon orfevre natif d'*Issoudun*, en Berry, voullant passer aux pays estrangers pour se perfectionner dans sa vocation.

**Robert Mahieu**, garçon chapellier, natif de *Paris*, pour passer en Hollande.

**Marye Fuson** veuve **Bigorne**, native de *Gien sur Loire*, demeurant à Paris, ne pouvant plus subcister en France, alloit en Hollande pour tascher à gagner sa vie.

**Marye de Rets**, fille, native de *Blois*, ne trouvant plus lieu de pouvoir vivre en France, passoit en Hollande pour implorer l'assistance de ses parents.

**Jeanne Fronteau**, fille, native de *Chatillon sur Loire*, demeurant à Paris, voullant passer aussy en Hollande pour le mesme sujet.

**Anne le Cler**, native de *Sancerre* en Berry, demeurant à Paris, voullant passer aussy pour la mesme chose.

**Henriette Vignon**, veuve **le Mestre**, native de *St Jullien du Sault* et sa fille, demeurant à Paris, ne trouvant plus à travailler, voullant passer aussy pour chercher à vivre.

**Marie Poussin**, veuve **Vallier** et sa fille, native de *Chilleurs*, forrest d'*Orleans*, demeurant à Paris, voullant aussy passer pour le mesme sujet.

**Louise la Planche**, native de *Paris*, n'ayant plus nypère, ny parens, alloit trouver sa mère.

**Catherine Bordier**, fille native de *Blois*, allant aussy pour chercher à gagner sa vie.

**Anne Goguet**, veuve de **Henry Lorfin**, native de *Vassy* en Champagne, allant pour la mesme chose.

**Jeanne Chamois**, veuve **la Martinière** et ses deux filles, natives de *Montegu en Poitou*.

Ayant tous esté arrestez le 28 juillet 1688, dans le navire du cappitaine Lemery sur le quay de la ville de Dieppe, à dix heures de matin, et ayant esté à l'admirauté de la ditte ville pour demander des passe ports, et n'ayant pas trouvé celui qui les délivre, s'en retournant, trouvèrent le M<sup>e</sup> de la d<sup>e</sup> barque, qui leur dit : embarqués vous; j'ai des passeports pour tous. Et ayant entendu dire que le Roy permettoit le passage<sup>1</sup>, s'embarquèrent sur sa bonne foy, disant qu'il alloit venir, au lieu duquel vinrent les gardes de l'admirauté dudit lieu, qui les mirent en prison, où ils ont esté depuis le 28 juillet jusques au 28 febvrier, qu'ils ont reçu jugement par Monsieur de St Victor, lieutenant de l'admirauté dudit Dieppe, scavoir les hommes à 50 l. d'amande et s'en retourner chacun chez eux, et les femmes et filles, à 20 l. d'amande et s'en retourner aussy; de laquelle sentence le procureur du Roy s'est porté appellant<sup>2</sup>; sy bien que les denommez restent dans les prisons, faute que leur jugement se finisse; et qu'ils n'ont point voullu outrepasser les ordres du roy, ne voullant point passer sans passeports, ayant fait marché avec le M<sup>e</sup> de la barque qui leur en fourniroit.

**II. Elizabet de Chârefou, Ma[de]laine le Heup, Jeanne le Capelain et Marie le Canu**, ont esté prises dans un vaisseau voullant aller à Gerzé (Jersey) sur les costes d'Aneville, par Mess<sup>rs</sup> de la Romaine de Coutances, où elles furent amenées prisonnières le 15 mars 1687, après avoir esté extraordinairement maltraitées et vollées; et après 10 mois de prison, elles ont esté condamnées aud<sup>e</sup> Coutance, à estre razées et mises dans des couvens, dont y ayant eu apel, elles ont esté transferées au parlement de Rouen, où la sentence a esté confirmée par arrest rendu au mois de febvrier 1688, et elles ont tousjours resté dans la Conciergerie du Palais de Rouen où elles sont à présent.

Le 20<sup>e</sup> sept. 1688, **Paul de la Fontenelle**, escuyer, sieur de la **Viollière**, dame **Anthoine Darcot**, son espouse, dame **Marie Chabot**, femme de **Louis de Kerveno**, escuyer, sieur de **Laubouinière**, **Pierre Marchegay**, non converty, **Marie Beranger** et **Marye Gastineau**, tous ori-

1. On sait que dans les premiers mois de 1688, le roi fit expulser par mer et par terre un grand nombre de protestants qui avaient été enfermés et avaient résisté à tous les mauvais traitements sans consentir à abjurer. C'est sans doute ce fait dont la connaissance s'était rapidement répandue qui avait fait croire à quelques-uns qu'ils pourraient obtenir la permission de sortir à leur tour.

2. Sans doute parce qu'il trouvait la peine trop douce.

ginaires de la province de *Poitou*, furent arrestés près la maison de Laulne en Basse Normandie, où ils avaient couché chez d'antiens catholiques, par des huissiers qui avoient ordre du lieutenant criminel de Coutance, de sçavoir ce qu'ils faisoient dans ce lieu, et de luy rapporter près de la maison, où il les attendoit. Et au lieu de suivre cet ordre, lesd<sup>ts</sup> huissiers furent au bourg de S<sup>t</sup>-Denis-le-Vestu près de lad<sup>te</sup> maison de Laulne, où ils firent battre le toxin, et assemblèrent quantité de gens armez qui, en abordant les dits sus nommez, tirèrent plusieurs coup d'armes à feu sur eux. L'un desquels blessa le dit sieur de la Viollière à la teste, qui tomba comme mort; duquel coup il a perdu un œil; et led<sup>t</sup> Marchegay fut fort mal traité; et outre, lesd<sup>ts</sup> huissiers et paysans vollèrent l'argent, chevaux, hardes et armes des dits sieurs et dames sus nommés; et les conduirent dans la prison de Coutance, où ils ont esté jugés comme gens qui vouloient sortir le Royaume, sans aucune preuve, les ayant pris à 4 lieues de la mer; et ont condamné ledit sieur de la Viollière à une prison perpétuelle, led<sup>t</sup> Marchegay aux gallères, quoyque non converty; les dames à estre mises au couvent pour le reste de leurs jours, et les biens confisqués au Roy, duquel jugement ils sont appellans au parlement de Rouen, où ils sont depuis 4 mois.

**Pierre du Vivier**, escuyer, s<sup>r</sup> du *Ruel*, fut arresté au mois d'octobre 1668, dans la paroisse, par 10 ou 12 paysans qui passoient pour aller faire la garde sur le bord de la mer, le menèrent avec eux et en suite fut conduit à Valogne où il a esté condamné comme relaps aux gallères à perpétuité, à faire amande honorable, la torche au poing et son bien confisqué; sa femme et ses enfans sont dans des couvans.

**Jean Recuel**, **Jean Chouquet**, **Jacob Barbey**, **Jeanne Barbey**, **Marie Caron** femme d'**Isaac Hautot**, **Anne Hautot** sa fille, et **Marguerite Bodin**, ont esté pris à S<sup>t</sup>-Léonard, proche de Fescamp, alant pour passer, par les gens du gouverneur de Fescamp et plusieurs autres paysans; et ont esté conduits chez ledit gouverneur, où l'on les a extraordinairement maltraitées et vollé tout ce qu'ils avoient, après quoy on les a conduits aux prisons de Fescamp, où ils ont esté jugés par les juges de l'admirauté dudit lieu, les hommes aux gallères et les femmes à estre razées, escourtées et récluses dans le bureau; dont ayant apellé; elles ont esté conduittes au parlement, à la Conciergerie du Palais, où elles sont à présent.

**Marthe Lavotte** du *Hâvre de Grace*, a esté arrestée au mois de février 1686, à S<sup>te</sup> Adresse à une lieue dud<sup>t</sup> Hâvre, voullant passer et elle fut arrestée par les paysans qui la menèrent à la citadelle du



Havre, où elle fut entièrement vollée de tout ce qu'elle pouvoit avoir ; et de là, conduite à la Conciergerie dudit lieu ; où, apprez un an elle a esté condamnée à estre razée, escourtée et récluse dans le bureau à perpétuité ; dont ayant apellé elle a esté conduite à la Conciergerie du Palais de Rouen, où elle est à présent.

**Abraham de Flamare** et **Daniel Caron**, marchands demeurant à *Bollebec*, ont esté arrestés à Dieppe, où ils avoient esté pour leur commerce le 15 aoust, jour de foire audit lieu 1686. Estant à leur auberge, sur les 8 heures du soir, il survint le nommé Laverdure et Bonnire, soit disant gardes de M<sup>r</sup> le gouverneur, qui nous firent commandement de monter au chasteau, à quoy nous obéismes aussytost. Le lendemain, M<sup>r</sup> le gouverneur nous envoya devant M<sup>r</sup> le lieutenant criminel lequel nous interrogea si nous n'avions pas voullu sortir le Royaume, auquel nous respondimes que non ; néanmoins, contre toute justice et aucune preuve, sur le rapport desdits gardes, il nous condamna aux gallères et adjugea nos effets aux dits gardes qui sont les tesmoins et partye, sur l'autorité de M<sup>r</sup> le gouverneur ; et sur l'appel nous avons esté amenez à la Cour, le 20<sup>e</sup> octobre, où nous sommes à présent.

**Isaac le Comte** et **Elizabeth Laisné**, ont esté pris chez eux, il y a 3 ans du 13 juillet d<sup>r</sup>, et ont esté menez dans la prison de Coutance, où ils ont esté jugez comme relaps, led<sup>t</sup> Isaac le Comte aux gallères à perpétuité et lad<sup>ie</sup> Elizabeth Laisné à estre razée et forbanye hors le Royaume, dont ayant appellé ils ont esté amenez à la Conciergerie du Palais de Rouen, où ils sont à présent.

**Renée Pertuzon**, revenant du *Havre de Grace* fut arrestée par des bergers, et menée dans la prison dudit Havre, il y eut 2 ans le 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> de juillet dernier, où elle a esté jugée par les juges de la juridiction dudit lieu, à estre razée, escourtée et recluze dans le bureau à perpétuité. Dont ayant appellé, elle a esté amenée à la Conciergerie du Palais de Rouen, où elle est à présent.

---

## L'ÉGLISE DE LA ROCHE-CHALAIS

(DORDOGNE) VERS 1825

En 1893 (p. 35) et en 1894 (p. 655) le *Bulletin* a attiré l'attention sur l'Église de la Roche-Chalais à l'époque du Désert.

Voici, de la part du même correspondant, M. E. Trigant-

Geneste, aujourd'hui secrétaire de la préfecture de la Vienne, une pièce postérieure, relative au même groupe protestant. C'est une sorte de dénombrement fait en vue de l'entretien du culte protestant dans cette localité. M. E. Trigant-Geneste affirme que l'original, qu'il a bien voulu déposer à la bibliothèque de la Société, est de la main de son arrière-grand-oncle Trigant-Geneste, ancien garde du corps de Louis XVI, et ancien capitaine de cavalerie. Il croit pouvoir ajouter que l'état a été dressé entre 1820 et 1825. Cet état accuse la présence à La Roche-Chalais, à cette époque, de *soixante-sept* chefs de famille protestants. C'est encore un chiffre respectable et certainement supérieur au chiffre actuel<sup>1</sup>. Cela ne veut pas dire que les protestants de 1825 aient abjuré, mais sans doute qu'ils se sont déplacés, et aussi que beaucoup de familles se sont éteintes. — Quoi qu'il en soit, il serait à désirer que pour toutes les Églises nous eussions à notre disposition des documents statistiques permettant d'en suivre, au moins extérieurement, les destinées à travers les âges.

N. W.

*Ettat des fidelle, chef quy compose Leglizze du culte protestant de La Roche Challais, et quy doit contribué aux besoin de la d<sup>ie</sup> Eglize, scavoir Messieurs et dames ainsi qu'il va ettre dit*

|                                                             |       |        |
|-------------------------------------------------------------|-------|--------|
| Primo : Trigant Gauthier ex no <sup>re</sup> (notaire)..... | 1     |        |
| Frichoux son gendre no <sup>re</sup> .....                  |       |        |
| Lettant Grenier père et fils tanneurs.....                  | =     |        |
| Janneton frapier est ses enfants                            |       |        |
| V <sup>re</sup> Gast née Chaucherie.....                    | 1 B   | 15 fr. |
| Epouze de Trigant de Libourne .....                         | 1 B   | 10 —   |
| Trigant Geneste de Bruan.....                               | 1 B   |        |
| Ardouin pere est fils de Sabron.....                        | 1 B   |        |
| Epouze Reclus                                               |       |        |
| Marin Gourdet jeune.....                                    | (1 B) |        |
| Grenier fils marchand.....                                  | =     | 1 fr.  |
| V <sup>re</sup> Mercier est ses filles.....                 | 1 B   |        |

1. L'annuaire de 1894 donne le chiffre de 100 protestants.

|                                                                |                                   |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| V <sup>ve</sup> Trigant Prevos, est Brocard <sup>1</sup> ..... | 1 B                               |
| Grenier pere aux faux bourg.....                               | 1. n Tett                         |
| V <sup>ve</sup> Robert et son fils j <sup>ne</sup>             |                                   |
| Moty caffettier                                                | } =                               |
| Rougé tenant bureau de tabac.....                              |                                   |
| Epouse de Henry, née Moty.....                                 | = non 2 fr.                       |
| Lapré taneur .....                                             | = non.                            |
| F <sup>s</sup> Brichaux.....                                   | 1 B                               |
| Epouse Jullien née Grenier.....                                | 1 n T                             |
| Pr <sup>e</sup> Naux marchand.....                             | 1 B 5                             |
| Chaucherie Lapré ainé marchand.....                            | 1 B 10                            |
| Angilbert <sup>2</sup> M <sup>t</sup> .....                    | 1 B                               |
| Moty coutellier est sa sœur.....                               | 1 B pris à prix<br>réduit à 1 fr. |
| V <sup>ve</sup> Vigant <sup>3</sup> sur la place.....          | 1 B                               |
| Trigant Baumon pere.....                                       | 1 B achetée                       |
| Lapré freres jeune 3 <sup>e</sup> ainé 4 <sup>e</sup> .....    | 1 B acheté, et<br>1 N. T. 3       |
| Epouze la Borie née Marin.....                                 | 1 B                               |
| Rogé à Charmot.....                                            | 1 B acheté                        |
| Bontemps Cap <sup>ne</sup> à Lonclémant.....                   | 1 B —                             |
| Trante un chef de famille, est la suite est autre part.        |                                   |

*Suite des chef de famille Protestant de La Roche*

|                                                           |                                      |
|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Scavoir : Trigant Baumont fils.....                       | 1 B                                  |
| Jullien Robert                                            |                                      |
| Du Rousseaux est sa sœur                                  |                                      |
| V <sup>ve</sup> Trigant Gauthier.....                     | 1 B                                  |
| Ducasse M <sup>re</sup> sellier est M <sup>de</sup> ..... | 1 B 2 fr.                            |
| Bellevue-Beauregard ainé tailleur.....                    | 1 B Ed de Pa-<br>ris à 1 fr. acheté. |
| La Barthe Moty M <sup>d</sup>                             |                                      |
| Epouze de second née Moty.....                            | = 1 n. T.                            |
| V <sup>ve</sup> Brunet née Moty                           |                                      |
| Dufourd, est sa mère.....                                 | 1 B 10                               |
| V <sup>ve</sup> Gast née Trigant est ses enfants          |                                      |
| Trigant-Geneste oncle est neveux.....                     | 10                                   |

1. C'est Broca qu'il faut lire. (Note du transcripteur.)

2. C'est Anjalbert qu'il faut lire. (Note du transcripteur.)

3. C'est Vigeant qu'il faut lire. (Note du transcripteur.)

V<sup>ve</sup> Charles Mercier née Trauque  
Alexandre Roger

*A la campagne ou lieux qui sont elloigné*

|                                          |              |
|------------------------------------------|--------------|
| Sont : Lé Rigé Vermont aux fénage.....   | 10           |
| Arnaud ainé à Darna                      |              |
| Arnaud Pether à Galbrun                  |              |
| Arnaud Samuel à Léparon                  |              |
| Boniot à Bénaud.....                     | 1 B          |
| Formel pere est fils à Rabouin.....      | 1 B bien.... |
| La famille Brichaux à »                  |              |
| Ardouin fontenelle à Ballan.....         | 1 B acheté   |
| Menanteaux aux Bontemps                  |              |
| Ardouin fontenelle ainé à Vessière       |              |
| Ardouin fontenelle plus jeune à Vessière |              |
| Barraud à Parcout.....                   | 1 B          |
| Marrin ainé à »                          |              |
| De la faye M <sup>d</sup> à Brossac..... | 1 B          |
| Carallion à Challais                     |              |
| Angibert <sup>1</sup> j <sup>ne</sup> »  |              |
| Demoiselle Borde sœur »                  |              |
| Epouze Martin née Grenier »              |              |
| Barraux off. de santé aux Eglisottes     |              |
| Barraux son frere aux grands barraux     |              |
| Lettant Barraud à Coutras                |              |
| Chatanier » »                            |              |
| Epouze Belile nee Chatanier aux Terrier  |              |

Trante six chef de famille dans cette page quy joint avec trante un de la precedente forme un assemble de soixante sept chef de famille dont l'eglize est composee sauf ceux que l'on a put oublier.

(Au verso). — Il faut ajoutter à la d<sup>te</sup> liste quelque fidelle quy n'ont pas ettait porté dans la page precedente, est quy sont  
Savoir : Epouze du Vigniaux

Epouze de Freneaux

Coculet medecin veterinaire sa famille, restant commune de Chamadelle.

1. C'est Anjalbert qu'il faut lire. (Note du transcripteur.)



# Mélanges

---

## LA RÉFORME EN BÉARN

NOUVEAUX DOCUMENTS PROVENANT DU CHATEAU DE SALIES

1560 — 1572

(Suite<sup>1</sup>)

### VI

#### Le logement des ministres protestants

1565-1566-1567

Le clergé ancien était pourvu de presbytères, d'abbayes et de couvents; il était juste que les ministres fussent logés convenablement. Jeanne le jugea ainsi et imposa aux communes de leur résidence la charge de les pourvoir d'un logement et de meubles. Cette décision imposant une dépense nouvelle aux habitants du pays, ceux-ci se plaignent et réclament par la voie des États et par l'intermédiaire de leurs syndics qui devinrent leurs avocats.

Jeanne d'Albret était si peu le tyran dépeint sous de si noires couleurs par quelques publicistes contemporains que, par condescendance pour ses sujets, elle finit par céder une partie d'abord, puis tout, de sa première décision. Elle se borna à prendre des mesures pour qu'on ne pût pas empêcher les ministres protestants de se loger convenablement. Pour avoir le détail de l'affaire il faut lire les pièces suivantes.

Elles forment un dossier complet; nous y voyons la procédure législative des États. Ceux-ci délibéraient sur une matière de leur compétence et chargeaient les syndics de transmettre à la souveraine leurs doléances ou leurs suppliques. Ils gardaient sans doute copie de leur délibération; mais ils remettaient une copie rendue authentique par la signature des syndics, non datée. Sur le même papier et à la suite, la

1. Voy. plus haut, p. 190.

souveraine ou son lieutenant faisait inscrire la réponse datée et signée après délibération en Conseil. S'il y avait lieu, une nouvelle requête des syndics prenait place, puis une nouvelle réponse et ainsi de suite, jusqu'à la conclusion définitive de l'affaire. C'est ainsi que sur la grosse affaire du paiement des dimes nous possédons un dossier qui va de 1563 à 1578, et où se trouvent onze requêtes et autant de réponses signées de Sponde, Jeanne d'Albret, du Colom, H. d'Albret et Ph. de Montault.

### Supplique

**des gens des trois états sur la nouvelle charge imposée en faveur  
des ministres pour logement et mobilier.**

*A Monseigneur de Gramont, lieutenant général.*

Très humblement les gens des trois états vous remontrent que depuis quelque temps il aurait plu à la Reine de mettre certains ministres en quelques villes et lieux du présent pays, auxquels elle aurait constitué et donné des gages suffisants et nécessaires pour se pouvoir commodément loger et entretenir. Ce nonobstant, par ladite Dame et par vous, Monseigneur, sans avoir égard auxdits gages suffisants, aurait été fait commandement strict et rigoureux à plusieurs villes et lieux du présent pays et aux habitants d'icelui

---

### Supplication

**de las gentz deus tres estats sur la nouele charge  
impasade en fauor deus ministres per logis et biens mobles.**

*A Mons<sup>r</sup> de Gramont Loctenent general.*

Tres humblement bous remonstren las gentz deus tres estats que depux angun temps aure plagut a la Regine metter certans ministres en angunes billes et locs deu present pais aux quoads aure constituit et balhat lors gatges sufficientz et abastantz per se poder commodement lotiar et entertenir so nonobstant et per ladite Dame et per bous monsenhor senhs habe esgard aux dits sufficientz gatges sere estat fect comandement estret et rigoros a plusors billes et locs deu dit present pais et habitantz de quet de balhar et

de donner et fournir auxdits ministres logis francs et mobiliers ou ustensiles qui leur sont nécessaires; par ce moyen leur imposant un nouveau subside insupportable contre les libertés et coutumes antiques, auquel ils déclarent, en insistant, n'être point tenus et ne pas devoir payer par les raisons susdites, vu principalement que la plupart de ceux auxquels ont été fait lesdits commandements ne sont pas de la religion tenue et prêchée par lesdits ministres, lesquels comme par droit ni loi aucune ne se doivent enrichir ni faire aucun profit au préjudice des autres. Plus humblement vous supplie qu'il vous plaise maintenir les suppliants en leurs dites libertés et coutumes, enlever et écarter ledit nouveau subside si préjudiciable à la cause publique, mandant auxdits ministres de se contenter de leurs dits gages et de n'exiger, en vertu desdits commandement ni autrement, aucune autre chose, et continueront à prier le Créateur pour V. S.

PIERRE DU PRAT,  
Syndic du Béarn S.

Monseigneur le lieutenant général dit que les mandements par lui faits sur ce qui forme l'objet de la supplique ont été faits suivant la

fornir aulxdits ministres lotgis franc et biens mobles ou utensilhes tales que lor son necessaris per tal moien lor impansan ung nouet subsidi a lor insupportable contre lors libertatz et costumes antiques loquoal declaren et insisteyin no son tengutz ne deben pagar per las rasons susdites et bist principalement que la plus part de quetz auxquoalz sen estatz fects los dits comandementz no son de la religion tengude et predicade per losdits ministres, losquoals cum per drect ne ley aulcune no se degen enrichir ne far aulcun profict au damnatge deus aultes, plus hunblement suppliquen vous placy entretenir los supplicants en lorsdites libertats et costumes, toller et estreमार lodit nouet subside et tant preudiciable a cause publique, mandan aulxdits ministres se contentar de lorsdits gatyes et noexiger en bertut deusdits comandementz ne aultrement augune aultre cause et contineran pregar lo creator per V. S.

P. DEU PRAT,  
Syndic de Béarn s.

Monseignor lo loctenent general dictz que los mandamentz per luy feictz susso dont es supplicat son estats feytz seguien la voluntat

volonté de la Reine et par son exprès commandement, c'est pour-quoi les suppliants s'en contenteront. Ledit seigneur lieutenant général déclare qu'il s'emploiera bien lui-même auprès de Sa Majesté à ce qu'il lui plaise décharger lesdits suppliants de la contribution dont il est question. Fait à Pau le 1<sup>er</sup> octobre 1565.

SPONDE.

*A Monseigneur de Gramont, lieutenant général.*

Très humblement lesdits gens reviennent vous remontrer que lesdits ministres ont le moyen et pouvoir de s'entretenir et de se loger et d'autre part de se pourvoir de meubles nécessaires au moyen des gages qui leur sont annuellement donnés par ladite Dame, et qu'il n'est pas raisonnable qu'ils prennent et retiennent lesdits gages qui sont suffisants pour les entretenir et qu'ils soient logés et pourvus de meubles en franchise et aux dépens des autres. Par l'imposition de ce nouveau subside et charge, comme il serait porté un très grand et notable dommage contre les libertés et coutumes, et comme par ordonnance écrite ou autrement ils ne connaissent pas la volonté de ladite Dame déclarée dans votre décision, et quant ainsi serait, ce qu'ils ignorent totalement, ils auraient une

de la Regine et per son expres commandament per so los supplicantz sey contenteran. Bien declare lodit senhor loctenen que luy sempleguera enuers sa Maiestat a so que luy placy descargar losdits supplicantz de la contribution dont es question : Feyt a Pau lo premier jour doctobre, 1565.

SPONDE.

*A Mons. de Gramont loctenen general.*

Tres humblement retornen bous remonstrar lasdictes gentz que losdictz ministres an lo moyen et puissance de se entretenir et lodyar et autrement prouedir deus mobles necessaris per los gadges quy los son annalemen balhatz per ladite Dame et no es rasonable de prener et retenir losdits gadges quy son sufficiens per los ententenir et estar lo dynts et proueditz deusdits mobles francament et aus depens deus autres en l'imposition deuquoal nouet subcidy et charge per alligade cum las sie inferit ung tres grand et notable grenye contre lorsdites libertatz et costumes et cum per ordenance escriute ny autrement no los apparit de la voluntat de ladite Dame declarade en bostre appunctament et quant aixi sere lo que deu tot ignoren



bonne et juste occasion de s'informer, de porter plainte, demander et poursuivre réparation d'icelle, plus humblement supplient, vu les raisons par eux alléguées, et comme les dommages à eux portés doivent être réparés par vous en votre qualité de lieutenant de ladite Dame, qu'il vous plaise leur octroyer les fins et conclusions de leur requête et ils continueront de prier Dieu pour V. S.

P. DU PRAT,  
Syndic du Béarn.

Monseigneur le lieutenant général offre derechef, comme il a déjà offert, de s'employer envers sa Majesté pour les exempter de faire ladite contribution, de sorte qu'ils s'en apercevront et seront satisfaits; cependant il les prie de se contenter. Fait en Conseil tenu à Pau le 2 octobre 1565.

SPONDE.

*A la Reine dame souveraine du Béarn.*

Très humblement vous remontrent les gens des trois états de votre pays de Béarn, vos très humbles sujets et serviteurs, qu'ils ont re-

que lor auren aussi bonne et just occasion de enfirmar et balhar compleintes demandar et perseguir reparation de quere. Plus humblement supplican bistes las rasons per allegades et que los grenyes a lor inseritz de ben estar per bons repparatx cum a loctenent de la Dame bous placi e lor autreyar las fins et conclusions de lordite requeste et conthinneran pregar Diu per V. S.

P. DEU PRAT,  
Syndic de Bearn s.

Monseig. lo loctenent general offre autre begade si que a desia offert aus supplicantz de semplegar enuers sa Maïestat per lor exemption defar ladite contribution de sorte que sen apperaoberan et auran contentement so pendent los pregue de se contentar. fait en Conseil tengut a Pau lo duseme doctobre, 1565.

SPONDE.

*A la Regine Dame souvirane de Bearn.*

Tres humblement bous remonstren la gentz deustres estatx de bostre pais de Bearn bostres tres humbles subiects et seruidors que lor an

montré en la dernière assemblée des États à Monseigneur de Gramont votre lieutenant général le grand dommage qu'ils ont enduré et le grief qui leur est porté, contrairement à leurs antiques libertés et coutumes, par le commandement qui leur a été fait, tant par V. M. que par ledit seigneur lieutenant, de donner et fournir logement en franchise et mobilier aux ministres par vous établis et ordonnés en votred. pays, imposant un nouveau subside à eux insupportable; demandent à en être déchargés et remis en leur premier état et liberté, attendu principalement que lesd. ministres ont de bons et suffisants gages pour se pouvoir commodément nourrir, entretenir et pourvoir, tant de logement que de meubles et ustensiles et de toutes choses qui leur sont nécessaires. Aux quels [suppliants] ledit Seigneur lieutenant aurait répondu que les mandements par lui faits sur ladite plainte et pour lesquels il a reçu supplique ont été faits selon la volonté de V. M., déclarant d'ailleurs reconnaître que leur requête était fort raisonnable et qu'il s'emploierait lui-même envers V. M. pour les faire décharger delad. contribution, qu'ils s'en apercevraient et auraient satisfaction, ainsi qu'il appert par ses réponses attachées aux présentes. Comme ledit grief n'a pas été réparé et qu'ils en souffrent un très grand intérêt et dommage, ils sont

---

remonstrat en la darrere assemblade deus estats a Mons. de Gramont bostre loctenent general lo grand interes que an endurat et greuge qui los es inserit contre lors antiques libertatz et costumes per lo comandement que los es estat fait tant per V. M. que per lodit senhor loctenent de balhar et fornir lotgis franc et biens mobles aux ministres per bous metuts et ordenatz en bostre dit pais, los impansan ung nouet subsidi et a lor insupportable, demandan en estar deschariatz et remetutz en lor prumer estat et libertat attendut principalement que losdits ministres an bons et sufficients gatyres per se poder commodement neurir et entertenir et se prouedir tant de lotgis que mobles et utensiles et toutes aultes causes qui los son necessaris aulxquoals lodit senhor loctenent aure respondut que los mandamentz per luy feitz sus ladite complaincte et dont per lor es supplicat son estatz sectz seguien la boluntat de V. M. declaran dautant conexe que lor requeste ere fort rasonable que luy sempleguere talemment enuers V. M. per los far dischariar deladite contribution, que sen aperceberen et auren contentement, ainsi que appart per sas responses a las presentes alligades; per lasquoales cum lodit greuge no sie estat reparat et lor en patisquen un tres grand interes

contraints d'avoir recours à V. M. et, ce considéré, plus humblement supplient qu'il vous plaise, en les maintenant en leurs dites libertés et coutumes, décharger les suppliants de lad. contribution, enlever et écarter led. nouveau subside si préjudiciable à la cause publique, mandant auxdits ministres de se contenter de leurs gages et de n'exiger ni demander en vertu desdits mandements ni autrement aucune autre chose, et continueront de prier Dieu pour la conservation, accroissement et prospérité de V. R. M.

P. DU PRAT,  
Syndic du Béarn.

Nous Jeanne par la grâce de Dieu Reine de Navarre, Dame Souveraine de Béarn, vu la présente requête en notre Conseil privé et entendu bien au long le contenu d'icelle, déclarons, voulons et entendons quant à présent que notre ordonnance sorte son plein et entier effet pour ce qui concerne le logement des Ministres de la Parole de Dieu de notredit pays et souveraineté, à la charge toutefois que les jurats et conseils des lieux où demeurent lesdits ministres taxeront raisonnablement la location desdits logis et non à la discrétion

et damnatge. son constrenctz habe recours a V. M. et so considerat plus humblement suppliquen vous placy en los entermenin en lorsdites libertatz et costumes deschariar los supplicants deladite contribution, tollir et estremer lodit nouet subsidi tant preiudiceable a la cause publique, mandan aulxdits ministres se contentar de losdits gatytes et no exigie ne demandar en bertut deusdits mandements ne aultrement augune aultre cause, et continueran pregar Diu per la conseruation augmentement et prosperitat de V. R. M.

P. DEU PRAT,  
Syndic de Bearn.

Nous Johanne per la gracie de Diu Regine de Nauarre, Dame souuiranne de Bearn, biste la presente requeste de nostre Conseil privat et entendut bien au long lo contengut dequeeres, declaran volem et entendem quant a present nostre ordonnance sortir son plen et entier effeyt per lo regard deus lotgis deus ministres de la palaure de Diu de nostre dit pays et souuirannetat a la charge tous tesbets que los jurats et cossos deus locqs ont sont demeurans losdits ministres taxeran rasonnablement lo logatge deusdits lotgis et non a la discretion deus loccataris: losquoals ministres se contenteran

tion des locataires. Lesquels ministres se contenteront de logis raisonnables et moyens. Et quant aux meubles nous voulons et entendons que dans les trois mois après la communication et signification qui sera faite auxdits ministres de ladite requête ensemble de notre présente ordonnance, ils aient à se pourvoir et approvisionner à leurs propres dépens desdits meubles.

Fait à Moulins le 7 février 1566.

JEHANNE.

Par la Reine en son Conseil, Messeigneurs DE BEAUVOIR,  
DU FRESNAY et autres présents.

PELLETIER.

de logis raisonnables et moyens. Et quant aux meubles nous bolem et entendem que defentz tres mes apres la communication et signification qui sera fecté auxdits ministres de ladite requeste ensemble de nostre presente ordonnance lor se ayen a prouedir et apropiar a lors propis despens deusdits meubles. Feyt a Moulins vii journ de fevrier lan M. V<sup>e</sup> sixante sieys.

JEHANNE.

Per la Regine en son Conseil monserhore de BEAUVOIR,  
du FRESNAY et aultres presens.

PELLETIER.

Les plaignants ayant obtenu un premier avantage, celui de n'être plus tenus de meubler les presbytères des pasteurs, reviennent à la charge. De nouvelles requêtes sont adressées, d'abord par les syndics à M. d'Oloron, lieutenant général<sup>1</sup>, lequel promet, le 26 mai 1566 (Pau), de transmettre leurs doléances; puis, par les États, directement à la reine. Les arguments sont les mêmes que dans les requêtes antérieures, savoir que l'obligation de loger les ministres est contraire aux anciens usages et que les gages de ces ministres sont suffisants pour leur permettre de payer le loyer de leurs presbytères. Eh bien, Jeanne fait droit à ces requêtes, priant seu-

1. Claude de Rêgin, né à Riom, évêque d'Oloron de 1556 à 1592, mort à Vendôme. « Comme la royne lui dit devant toute l'assemblée [des États, il] avoit autrefois conseillée la dite dame de n'aller à la messe. » Il passa, comme d'autres, au parti catholique.



lement les jurats de veiller à ce que le taux de ces loyers ne soit pas excessif, comme on le voit par l'ordonnance qui suit, du 21 août 1567, laquelle termina l'affaire.

La Reine accorde que les suppliants seront et demeureront déchargés des frais et dépens de la location desdits logis. Toutefois sa Majesté enjoint et commande très expressément aux jurats des villes et lieux où il y a et aura des ministres par elle et de son autorité envoyés et ordonnés, de leur donner et fournir en les dites villes et lieux logements propres et commodes selon leur qualité, faisant payer par les dits ministres raisonnablement et modérément les loyers desdits logis et qu'il soit procédé en ceci par lesdits jurats si bien et si justement qu'il ne puisse venir à sa Majesté aucune plainte ni doléance, donnant la dite Dame puissance et autorité auxdits jurats de prendre et choisir en les dites villes et lieux logis commodes et convenables pour donner auxdits ministres afin qu'ils puissent mieux faire et exercer leur charge.

Fait à Pau le 21 août 1567.

MARTROT.

La Regine accorde que los supplicans seran et demoreran deschariatz deus frays et despende den logatge deusd. logis. Totesbetz sa Magestat enjungixs et commande tres expressement aus jurats de las billes et locqs ont y a et aura Ministres per ere et de son auctoritat tremetutz et ordenats, de lor bailhar et fournir en las dites billes et locqs lotgis propres et commodes segon lor qualitat, en pagan per los dits Ministres rasonnablement et moderadement los logatges deusdits lotgis, procedin en asso per losdits jurats si bien et justement que no en pusque benir a ladite Magestat augune planhte ny doleance, donnant ladite Dame puixance et auctoritat ausdits jurats de prender et causir en lasdites billes et locqs lotgis commodes et convenables per bailhar ausdits Ministres, affin que meilhor lor porquen far et exercir lors charges.

Fait à Pau lo xxi journ d'aoust M. v° sixante sept.

MARTROT.

## CORRESPONDANCE

---

**Une plaquette à retrouver.** — Quelqu'un de nos lecteurs aurait-il rencontré une plaquette rarissime — puisqu'elle fut interdite dès son apparition — *La confession de Jacques Maillortye*, prêtre et moine converti à l'évangile, à Metz, en 1605? Le journal de Jehan de Morey raconte en ces termes la conversion publique de ce religieux :

« Le 1<sup>er</sup> Dimanche de l'an 1605, 2<sup>e</sup> jour de l'année, la S<sup>te</sup> Cène de « N. S. J. C. fut célébrée en cette église de Metz par le ministère de « M. Buffet. Elle fut aussi, ledit jour, célébrée tant à la Horgne qu'à « Courcelles par le ministère des sieurs Divoy et Le Collon. L'ex- « hortation des trois heures se fit par M. de Combles.

« Dimanche, 9<sup>e</sup> jour de janvier, la S<sup>te</sup> Cène fut derechef célébrée « en cette Eglise. L'action fut déclarée par M. Mozet, et après avoir « lu l'institution d'icelle, se présenta devant la chaire *Jacques Mail- « lortye*, natif de Rouen, jadis prêtre confesseur et prédicateur des « Récollets de Metz, lequel fit confession de sa foy devant toute l'as- « semblée de l'Eglise Réformée de Metz, abhorrant le pape et « toutes ses erreurs, le déclarant estre le vrai Antechrist et protes- « tant de vivre et mourir en ladite religion réformée, finissant sa « harangue par une sainte prière adressée à Dieu qu'il lui en fit la « grâce. Après avoir fait fin, M. Mozet en peu de mots exhorta le « peuple à louer Dieu de sa conversion et à prier Dieu pour sa per- « sévérance. Le lendemain, ledit Maillortye fut conduit à Sedan à « cause de la grande poursuyte que les ennemis faisoient contre lui « et la hayne qu'ils lui portoient, et peu s'en falut que quelque grand « trouble n'en advint... Mons<sup>r</sup> (le gouverneur) fit défendre le débit « de la confession de Maillortye... »

II. DANNREUTHER.

---

**Le Temple de Gallardon et l'Eglise réformée de Baillolet** (1559-1626) (*Bull.*, 1895, p. 669). — Le « temple » de Gallardon, au portail duquel fut pendu le greffier de la ville (Th. de Bèze, *Hist. eccl.*, éd. Baum, t. II, p. 279), est-il bien un temple protestant? Il serait peut-être téméraire de l'affirmer d'après ce seul texte. Je crois qu'il s'agit de l'église catholique de l'endroit. Th. de Bèze désigne

presque toujours les *édifices* religieux, même catholiques, par ce mot *temple*, et beaucoup d'auteurs catholiques et huguenots du xvi<sup>e</sup> siècle faisaient de même. Cela a donné lieu à plus d'une confusion.

H. D.

M. Lehr pense également que ce « temple » est l'église catholique actuelle, grand et bel édifice gothique. Il juge, avec raison, peu probable qu'il y ait eu dans la ville même de **Gallardon** un temple au sens où nous l'entendons aujourd'hui, alors que le culte était célébré à un kilomètre de là, à **Baillolet**.

Il semble avoir existé, en effet, dans cette petite localité une église de fief qui fut pendant trois quarts de siècle un point de ralliement pour les protestants de la vallée de la Voise et même de tout le pays chartrain. Après la paix d'Amboise (1563), sous le nom de **Gallardon**, c'est le lieu d'exercice pour les habitants de la ville épiscopale, sanctuaire de la Vierge noire, où, dès avant 1550, il y avait des protestants en rapports avec l'Église de Genève : tels les « parents et amis » de Claude Thierry, ce jeune « compagnon apoticaire », de Chartres, brûlé vif à Orléans <sup>1</sup>.

En 1552, l'abbé de Saint-Père-en-Vallée de Chartres, *Pierre de Brisay*, neveu du cardinal de *Hémard*, favorisant ouvertement la Réforme, le Parlement lui enjoignait « de se maintenir en habit décent suivant sa profession », et en 1553 il se retirait dans son château de **Denonville** <sup>2</sup> ou **Jenonville** <sup>3</sup>. Faudrait-il lire **de Janville** ou même **de Jonvilliers** ?

Toujours est-il que **Gallardon**, **Baillolet**, **Jonvilliers**, **Houx** et **Chartres** paraissent n'avoir formé aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles qu'une seule Église dont les divers « quartiers » ou sections ont alternativement servi à désigner l'ensemble de la paroisse, probablement d'après la résidence du pasteur. De même les noms de *Hémard* et *Hérouard* <sup>4</sup>, *Fosseuse*, *Soussesse* et *Sausseux*, *Denonville* et de *Jonvilliers* <sup>5</sup>, qu'il faille ou non les identifier, sont portés dans divers do-

1. Crespin, *Histoire des martyrs*, t. IV (éd. de 1597, 186 a).

2. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. III, col. 473.

3. Quick, *Synodicon*, I, p. 394.

4. Les biens de demoiselle *Claude de Hérouard*, de Loupville, sont confisqués en 1586 (*Bull.*, 1895, p. 28).

5. *Jean de Jouan*, seigneur de Jonvilliers, épouse *Françoise de Villereau*; leur fille Marguerite épouse *Jean de Cosne-Chavernay*, veuf de *Claude de Villereau* (*France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. IV, col. 720). Claude l'avait épousé en 1564; elle était fille de François, seigneur de Beauvilliers. Sur d'autres membres de la famille de *Villereau*, voy. *Bull.*, 1895, p. 548. Un

cuments par les membres d'une même famille, encore peu connue, et qui a puissamment contribué au développement de la Réforme en Beauce.

C'est « à la sollicitation du sieur de Sausseux » que l'Église est « dressée tant pour la ville que pour les villages d'alentour » en 1559 par le pasteur *Causse*. Après son ministère éphémère l'Église de Chartres est visitée « ainsi que ceux d'Illiers et de Courville » par *Chandieu* et *Zacharie le Maçon*, « en attendant meilleure opportunité ; dressant ce pendant quelque ordre ès lieux où il n'y en avoit eu auparavant, par l'élection de quelques anciens <sup>1</sup> ».

En juillet 1561 c'est encore « chez le sieur de Sausseux, en sa maison de Baillolet » qu'a lieu la première assemblée présidée par le pasteur *Renard* : en août 1561 on s'assemble aussi à Jonvilliers... Le 16 décembre 1562, avant la bataille de Dreux, Condé s'arrête à Gallardon. C'est une vieille huguenote, à n'en pas douter, qui figure dans la scène étrange racontée par Agrippa d'Aubigné <sup>2</sup> : « En passant le ruisseau de Maintenon [la Voise ?], une vieille femme marcha dans l'eau droit au prince, l'arresta par la bride de son cheval pour le contempler à son aise ; puis le laissant s'écria : « Prince, tu souffriras, mais Dieu sera avec toi et te délivrera. » Il répondit : « Priez-le pour moi, ma mie. » Ceste femme, en l'eau jusqu'à la ceinture, horrible de visage et ridée, rendit ce prince merveilleusement pensif. »

A son tour, après la défaite, Coligny « tira droit à Gallardon », mais ni Bèze ni d'Aubigné ne parlent plus du sieur de Sausseux. On est fort tenté de lui appliquer ce que la *France protestante* dit de Pierre de Brisay : « Il prit, on n'en saurait douter, une part plus ou

Jean de Jouan est signalé d'autre part comme mari de Renée, fille de *François de Chartres*, s<sup>r</sup> de Cherville (*Fr. prot.*, t. IV, col. 74). *Marie*, fille de *Rogier de Jouan*, sieur de Jonvilliers, épousa, en 1549, *Jean de Budé*, fils du grand helléniste, réfugié, cette même année, avec sa mère, à Genève (*Fr. prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. III, col. 376).

1. Bèze, *Hist. ecclès.*, II, 463 ; III, 213 (éd. Baum, t. I, p. 489, 243, cf. 839). Complétons ici les indications topographiques du *Bulletin* (1895, p. 670). *Illiers* est sur la route de Chartres à Brou, au bord du Loir ; *Courville*, au nord d'Illiers, est sur l'Eure : tous deux centres assez importants. *Thuillay* n'est pas *Thierry*, mais le *Thuilé*, hameau dans un bois près de la route de Nogent-le-Roi à Mantes, commune de Faverolles. *L'Aumône* (dont parle Bèze à la même page, l. V, 757, année 1561) est un hameau de la commune limitrophe : Saint-Laurent-la-Gâtine. *Houx* est sur la Voise, entre Gallardon et Maintenon.

2. *Histoire universelle*, l. III, ch. XIII (éd. de Ruble, t. II, p. 405). Cf. Bèze, l. VI, 227 et 245.



moins active aux guerres de religion, sans s'y distinguer toutefois d'une manière particulière. » Et ne serait-ce pas le même personnage ? Après une lacune de cinquante ans, pendant laquelle l'Église de Baillolet fut peut-être jointe un moment à celle d'Auneau <sup>1</sup>, nous trouvons *Jacques de Brisay* (fils de Pierre) député de l'Orléanais aux synodes nationaux : en 1614 à Tonneins comme ancien de l'Église de Jargeau <sup>2</sup>, en 1620 à Alais comme ancien de l'Église de Romorantin, et cette fois il est qualifié « sieur de Soussesse » ; en 1623 à Charenton c'est « *Jacques de Hérouard*, sieur de Fosseuse », ancien de l'Église de Baillolet <sup>3</sup>. D'autre part la *France protestante* nous apprend que Pierre de Brisay mourut en Hollande en 1628. Malgré tant de transformations et de déformations dans les noms, il faut convenir que les dates se combinent avec une singulière facilité pour fournir le canevas d'une seule biographie.

De la même année 1626 datent nos derniers renseignements sur le sieur de Sausseux et l'Église de Baillolet qui, en 1623 déjà, s'appelait *Houx et Baillolet*. Elle paraît avoir, durant les dernières années de son existence, souffert de fréquents changements de pasteur : *Joly* avant 1623 ; *Maurice de Lauberan*, seigneur de Montigny, en 1625 <sup>4</sup> ; *Braud* en 1626 <sup>5</sup>. M. Joly avait été suspendu pour trois mois de l'exercice du ministère par le colloque de Beauce sur l'ordre du synode de l'Ile-de-France, pour avoir abandonné son Église. Il demandait que cette décision fût rayée des actes du colloque. Le synode national le lui accorda, mais en approuvant la suspension prononcée. Malgré cette décision il semble que des discussions pénibles se soient prolongées encore pendant trois ans entre le sieur de Sausseux et le consistoire, car en 1626 le synode

1. Sur les listes du *Synodicon* (I, 252) en 1603 ne figure pas Baillolet, mais « *Ginvelles et Luneau* ; M. de la Rochedisionne, pasteur. » La première de ces localités est-elle *Oinville-sous-Auneau*, dominant la Voise, à deux lieues au sud-ouest de Gallardon, ou bien *Janville*, à sept lieues au sud d'Auneau, où l'exercice du culte était autorisé en 1563 en même temps qu'à Gallardon ? — C'est de *Joinville en Champagne* qu'il s'agit, et « la dame du lieu » était Antoinette de Bourbon, la mère des Guises. — H. D.

2. *France prot.*, III, col. 173 : « La même province le choisit pour un de ses représentants à l'assemblée politique de Loudun en 1619. Il se retira vers cette époque en Hollande. » Si notre hypothèse est juste, cette retraite eut lieu après 1626 seulement.

3. *Synodicon*, II, p. 1, 76, 114, 186.

4. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., t. V, col. 1024 ; cf. *Bull.*, IX, 195 ; XII, 403 ; XV, 548 ; XI, 413 ; II, 252.

5. *Synodicon*, II, p. 232.

de Castres charge les députés de Normandie d'aller sur les lieux prononcer un arbitrage entre les deux parties <sup>1</sup>.

De 1637 à 1679 on trouve *Philippe Scalberge* ou *Falbergue* désigné d'abord comme ministre de Chartres et *Jonvilliers*, puis (1649) de Chartres seulement. Ainsi disparaît la dernière trace des liens étroits qui avaient uni dès les origines l'histoire de l'Eglise de Chartres et la famille de Sausseux <sup>2</sup>.

JACQUES PANNIER.

### Une carte des huguenots en 1697, par l'abbé de Dangeau.

Dans un récent voyage de découverte sur les quais de Paris j'ai acheté un atlas in-folio portant ce titre : « NOUVELLE MÉTHODE DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE POUR APPRENDRE ET RETENIR LONGTEMPS LA GÉOGRAPHIE MODERNE ET L'ANCIENNE, L'HISTOIRE, LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS, LES INTÉRÊTS DES PRINCES, LEUR GÉNÉALOGIE, ETC. », *Paris, Antoine Lambin, imprimeur, 1697, in-folio.*

En lisant la préface ma curiosité a été vivement surexcitée quand j'ai vu que l'auteur annonçait une carte des Huguenots « qui fait voir la division qu'ils avaient fait du royaume en provinces, la manière dont ils tenaient leurs colloques et leurs synodes provinciaux ou nationaux, leurs assemblées, les lieux où se sont tenus leurs synodes nationaux, depuis le premier qui fut tenu à Paris en 1559, jusqu'au vingt-neuvième et dernier qui fut tenu justement cent ans après à Loudun, en 1659. Les marges de cette carte enseignent le commencement, les divers progrès, la décadence de cette religion, et tout ce qui est nécessaire pour connaître leur gouvernement et les principales différences qu'il y avait entre eux et les catholiques. — Mais depuis que par les soins de Louis le Grand il n'y a plus de Huguenots dans le royaume, on ne peut plus regarder cette carte que comme une carte purement historique ».

Mais, quelle n'a pas été ma déception quand j'ai constaté que ce document si minutieusement décrit avait été enlevé de ce recueil !

A la Bibliothèque nationale j'ai demandé communication du même atlas (Section des cartes, n° 265). Cet exemplaire, beaucoup plus

1. *Synodicon*, II, p. 117, 186.

2. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., V, col. 610 et 611 ; *Synodicon*, II, p. 387.

incomplet que celui dont je me suis rendu acquéreur, ne contient pas, hélas! « *la carte des Huguenots* ».

Mes recherches à la bibliothèque Sainte-Genève n'ont abouti à aucun résultat, c'est pourquoi je viens demander aux lecteurs du *Bulletin* de m'aider de leurs indications. Peut-être découvriront-ils dans une collection particulière ou dans un dépôt public de province l'atlas complet qui est introuvable à Paris?

Il serait intéressant de reproduire cette carte destinée à résumer l'histoire des Églises protestantes, mais qui en réalité avait été inventée par son auteur pour surexciter la haine des catholiques.

Cet auteur était l'abbé Louis de Courcillon de Dangeau, membre de l'Académie française, descendant par sa mère du célèbre Duplessis-Mornay. Né protestant, il se convertit au catholicisme sous l'influence de Bossuet et, à l'exemple de tous les *renégats*, il devint un adversaire passionné de ses anciens coreligionnaires, osant même prétendre que Louis XIV avait accompli un acte éminent de justice en signant la révocation de l'édit de Nantes.

Dangeau résume en ces termes, dans un tableau chronologique, l'origine et ce qu'il appelle la fin du protestantisme :

*Table chronologique et généalogique qui fait voir les principaux changements arrivés en France en ce qui regarde la religion.*

|            |                                |                                                                                                                                                                        |
|------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1515. .... | François I <sup>er</sup> ..... | } La religion calviniste s'introduisit en France sous les règnes de François I <sup>er</sup> et de Henri II.                                                           |
| 1547. .... | Henri II.....                  |                                                                                                                                                                        |
| 1559. .... | François II.....               | } Sous François II et sous ses frères, les Calvinistes devinrent fort puissans dans le royaume et y excitèrent des guerres civiles; on leur donna le nom de Huguenots. |
| 1560. .... | Charles IX.....                |                                                                                                                                                                        |
| 1574. .... | Henri III.....                 |                                                                                                                                                                        |
| 1589. .... | Henri IV le Grand..            |                                                                                                                                                                        |
| 1610. .... | Louis XIII.....                | } Louis le Grand a tout à fait estint la religion calviniste en France et ceux qui en faisoient profession se sont faits catholiques ou sont sortis du royaume.        |
| 1643. .... | Louis XIV le Grand.            |                                                                                                                                                                        |

Les Huguenots si méprisés ont survécu aux coups terribles qui leur étaient portés. Une carte consciencieusement dressée démon-

trerait que les protestants, que M. l'abbé de Dangeau exécutait avec tant de désinvolture, possèdent des Églises officielles dans soixante-douze départements<sup>1</sup> et des oratoires, indépendants de l'État dans presque toutes les parties du territoire français.

ARMAND LODS.

1. Les chefs-lieux de consistoires réformés sont répartis dans 42 départements. Il existe des paroisses réformées dans 27 autres départements, n'ayant pas de chefs-lieux consistoriaux. Par conséquent 18 départements n'ont pas de paroisses officielles. Quant à l'Église luthérienne, elle a des paroisses dans le territoire de Belfort, dans les départements du Doubs, de la Haute-Saône, de la Seine, des Alpes-Maritimes et du Rhône, de sorte que le protestantisme officiel a des consistoires dans 44 départements et des paroisses dans 28 départements dépourvus de consistoires. Seuls, les 15 départements suivants ne possèdent ni consistoires, ni paroisses officielles : *Basses-Alpes, Cantal, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Creuse, Eure, Indre, Landes, Lot, Haute-Marne, Mayenne, Morbihan, Nièvre, Yonne.*

**AVIS.** — Appelé inopinément auprès de mon cher père, *M. le pasteur E. Weiss*, un des premiers abonnés de ce *Bulletin*, que Dieu a rappelé à lui, à *Altwiller* (Alsace-Lorraine), le 12 mai, dans sa soixante-dix-huitième année, je n'ai pu donner, au moment voulu, le bon à tirer de ce fascicule.

N. WEISS.

---

*Le Gérant* : FISCHBACHER.



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

UNE « CONVERSION » EN 1685

JEAN-LOUIS-PIERRE DE MONTCALM <sup>1</sup>

Louis XIV a longuement mûri, et constamment *prémédité*, la révocation de l'Édit de Nantes. Il se vante lui-même de cette préméditation, et les preuves historiques en abondent. Il en est peu de plus décisives que la politique religieuse pratiquée à l'égard des enfants de famille réformée pendant toute la durée du règne.

On n'espérait guère obtenir la conversion sincère et durable des parents. Mais l'on comptait sur la force toute-puissante de l'éducation pour faire porter « aux mauvais arbres », et malgré eux, « de bons fruits ». Dans cet ordre d'idées, l'édit d'octobre 1685 devait interdire les écoles particulières pour l'instruction des enfants de la Religion prétendue réformée; « à l'égard de ceux qui naîtront, ils seront dorénavant baptisés par les curés des paroisses »; les pères et mères les enverront aux Églises à cet effet, à peine de 500 livres d'amende, « et de plus grande s'il y échet »; les enfants seront ensuite élevés dans la Religion catholique, apostolique et romaine : ordre exprès aux juges des lieux d'y tenir la main. Mais avant d'en arriver à ces dispositions d'un caractère définitif, la politique royale et cléricale a étudié le

1. Les documents (inédits) cités dans cet article sont tirés des Archives de l'Hérault, C. 159 et C. 160. — J.-L.-Pierre de Montcalm est l'oncle du grand Montcalm.

terrain, calculé tous ses efforts, compté tous ses pas. Elle procède par mesures particulières, qui constituent des précédents, et se transforment enfin, « sur la supplication instante des Assemblées du Clergé à Paris », en des règlements généraux. Telle est la déclaration du 2 avril 1666 : défenses sont faites, dans l'article 20, aux consistoires et synodes « de censurer ni autrement punir les pères, mères et tuteurs qui envoient leurs enfants ou pupilles aux Collèges et Écoles des catholiques, ou qui les font instruire par des précepteurs catholiques ». Par l'article 45, « les enfants dont les pères sont ou auront été baptisés catholiques<sup>1</sup>, seront baptisés et élevés en l'Église catholique, quoique leurs mères soient de la Religion prétendue réformée, comme aussi les enfants dont les pères sont décédés en ladite Religion catholique, seront élevés dans ladite Religion; auquel effet ils seront mis entre les mains de leurs mères, tuteurs, et proches parents catholiques ». L'article 46 ordonne qu'aucune école protestante ne pourra être établie, sinon aux lieux d'exercice; et dans ces lieux mêmes on ne pourra enseigner « que lire, écrire, et l'arithmétique tant seulement ». Défense aux maîtres de ces écoles d'avoir chez eux plus de deux pensionnaires.

Cette disposition, qui enlevait au protestantisme l'enseignement élevé (celui que nous appellerions secondaire et supérieur), eut sur les sentiments, sur la conduite de la noblesse et de la bourgeoisie réformées, l'influence la plus remarquable. Les pères de famille se trouvèrent placés dans une cruelle alternative : ou ne faire donner à leurs enfants qu'une instruction inférieure et insuffisante, ou exposer leur foi à toutes les entreprises du prosélytisme de cour et de sacristie. Quelques-uns, il est vrai, prirent le parti de se faire les professeurs de leurs enfants, afin d'en rester les éducateurs; mais ce fut le petit nombre, et la plupart sans doute se décidèrent à les envoyer dans les Universités ou chez les Jésuites, espérant que la tradition et les enseigne-

1. « Et ceux dont les pères sont morts ou mourront ci-après relaps » (Déclaration de 1669).

ments de la famille les préserveraient contre « l'idolâtrie romaine ». Seules les filles furent gardées à la maison, et il est à croire que leurs mères ne regrettèrent pas plus pour elles le degré que le genre d'instruction ordinaires au couvent. Avant comme après 1685, nous voyons les femmes (si faussement traitées de volages), beaucoup plus fortement attachées à leur religion persécutée que ne le sont les hommes. Nous bornerons-nous à faire galamment un mérite de cette constance à leur générosité naturelle ? Les vertus n'ont pas de sexe. En fait, l'éducation, toujours reçue dans la famille, n'avait pas changé pour les filles, tandis que, de 1666 à 1685, les garçons, placés dès l'âge de sept à dix ans entre la religion de leur enfance et de leurs parents, d'une part, et, de l'autre, l'exemple de leurs camarades, l'ascendant de leurs maîtres ou directeurs, l'appât des faveurs royales, épiscopales et publiques, insensiblement ébranlés dans leur foi, ou bien tombèrent dans l'indifférence religieuse qui laisse parler haut la voix de l'intérêt, ou bien se laissèrent emporter par ce zèle de néophyte, qui, pour étouffer les remords de l'apostasie, emprunte au fanatisme les caractères de la sincérité.

Pour rendre plus difficile le baptême protestant, peut-être aussi pour connaître au juste le nombre des familles zélées, ou encore pour avoir le droit d'inscrire dans leurs rapports au roi un petit nombre de naissances, les intendants de Poitou (Lamoignon de Basville), de Languedoc (Daguesseau), ordonnent que les enfants des religionnaires soient baptisés en leur présence, par les soins de ministres choisis et désignés par eux (16 juin, 29 juin 1685). Il est prescrit aux sages-femmes, etc., après la Révocation, de donner avis aux curés et aux jugés des lieux de la naissance des enfants des *Nouveaux Convertis* (17 octobre 1685), sous peine de 500 livres d'amende applicables aux hôpitaux.

Cette résolution de s'emparer de l'enfance est plus manifeste encore dans les rapports secrets des curés et missionnaires sur la conduite religieuse des Nouveaux Convertis. Il n'y est pas question seulement des pères et des mères de famille, mais aussi, mais surtout des fils et des filles. Ainsi,

dans le *contrôle* des familles du lieu de Saint-Hippolyte<sup>1</sup> (31 janvier 1687), signé de Joseph Petit, curé, et de Renaud et Demeure, jésuites missionnaires, on lit au n° 246 : « Guillaume de Falgairolle, sa femme, un fils absent et une fille; bien et de bon exemple; la fille a été obstinée, a promis de bien faire »; au n° 164 : « la fille est tiède »; dans le *contrôle* du village des Beaumes, au n° 21 : « le père<sup>2</sup>... fait mieux qu'aucun de sa paroisse... aussi bien que ses quatre garçons; mais les filles n'ont pas communie, et ne viennent que rarement à l'église »; dans le *contrôle* de Pompignan : « François Bourras est un politique<sup>3</sup>... et mérite châtiment (il fut mis en prison); sa fille Marguerite fait bien, est de bon exemple, a communie trois fois. » Ces exemples sont choisis entre mille<sup>4</sup>. La police orthodoxe va jusqu'à noter les grossesses, et jusqu'à escompter les accouchements : « Jean Bedos et sa femme, très bien. La femme après trente-sept ans de mariage sans enfants (*sic*), est enceinte, par son aveu, depuis le jour qu'elle se confessa, et elle regarde sa grossesse comme un effet de la grâce qu'elle reçut dans le sacrement »<sup>5</sup>. Je ne sais si Mme Bedos se trompait, ou si elle se moquait de l'excellent missionnaire : mais ce fut là vraiment un « enfant du miracle », si enfant il y eut.

Voilà sous quelle inquisition d'Espagne vécurent les malheureux forcés, en 1685, à de feintes conversions. Violences inutiles, comme l'avouent les agents eux-mêmes qui les accomplissaient. « Ce n'est que par crainte du châtiment, dit Basville dans son *Mémoire* de 1698, que les Nouveaux Convertis ont été sages; la religion n'a fait aucun progrès véritable dans leur cœur. » Les sentiments de haine, l'habitude de l'hypocrisie en faisaient seuls. Aussi la grande question, la question d'avenir, reste toujours, aux yeux de l'intendant du Languedoc, l'éducation des enfants. Moins il en naîtra, plus l'œuvre sera facile.

1. Languedoc.

2. Nom illisible.

3. Ailleurs, un « donneur de nouvelles ».

4. A la lettre.

5. *Contrôle* de Saint-Hippolyte, n° 54.



Avec quelle satisfaction il suppose que, « entre les 440 familles nobles de Nouveaux Convertis, il y en a 109 qui n'ont point d'enfants ou qui n'ont que des filles : ce sera autant de familles éteintes dans quelques années ! » Mais la bourgeoisie, le peuple, sont comme toujours plus prolifiques. Il faut mettre la main sur les générations nouvelles : « Les enfants, qui n'ont vu ni temples ni ministres, seront plus disposés à recevoir les bonnes impressions qu'on leur donnera. On s'est appliqué jusqu'à cette heure, autant qu'il a été possible, à faire aller les enfants aux Écoles établies dans tous les lieux un peu considérables. C'est un moyen des plus efficaces, dont il faudra continuer de se servir. Il n'est point impossible à pratiquer, et pourvu qu'on s'y applique avec soin, les pères et mères ne résisteront pas aux ordres qu'ils recevront. Il sera encore très utile de mettre les jeunes garçons dans les collèges, et les filles dans des couvents, lorsque les pères seront assez riches pour les y entretenir. »

Avant comme après 1685, le roi ne cessa d'intervenir violemment dans le gouvernement de la famille et dans l'administration des patrimoines, substituant son autorité à celle de parents ou tuteurs hérétiques. Les fils, que ne retenaient pas toujours le respect et l'affection, et que ne contenait plus la crainte, se virent trop souvent avec joie délivrés du joug paternel lourd ou léger à supporter, émancipés de par le Roi avant leur majorité, et propriétaires d'une partie de leur patrimoine avant la mort de leurs parents. Les instincts d'opposition, de cupidité, d'indépendance prématurée, furent encouragés dans la jeunesse protestante *ad majorem Dei gloriam*; et c'est par leurs défauts, par leurs mauvaises passions, non moins que par une éducation imposée, que les générations nouvelles furent engagées dans la voie de la conversion.

Le jeune François de Pradel avait fait abjuration de la Religion réformée par-devant Daguesseau, intendant du Languedoc; il avait déclaré, le 27 mars 1679, qu'il voulait vivre et mourir dans la Religion catholique; il fut mis, par ordre et aux dépens du roi, dans le collège des Jésuites d'Avignon. L'année suivante, le père le fait enlever par un

proposant de la Religion réformée établi à Villeneuve-de-Berg, et nommé Bonrepos. Le syndic du clergé du diocèse de Viviers fait une requête à l'intendant, qui subdélègue le juge de Villeneuve, Tardieu, pour instruire l'affaire : le 22 octobre 1680, le fait est confirmé par la déposition de quinze témoins. Le sieur de Pradel père est ajourné à comparoir devant l'intendant, et condamné après interrogatoire à livrer son fils dans un mois, à peine de 3,000 livres d'amende (janvier 1681) : il ne satisfait pas à cet arrêt. Le roi supprime alors tout exercice du protestantisme au château de Pradel, et le fils est *délivré*, pour être remis aux Jésuites, avec contrainte contre les *détenteurs*. Ainsi, avant 1685, l'exercice le plus légitime de l'autorité paternelle était assimilé au crime de rapt. Qu'était le droit du père de famille, devant la tyrannie royale et les sophismes cléricaux ?...

Le 3 octobre 1685, Louis XIV écrit à M. Genibrouze de Saint-Amans : « J'ai été informé de la difficulté que vous faites d'accorder au s<sup>r</sup> de Saint-Amans, votre fils aîné, qui a abjuré la religion prétendue réformée, 2,000 livres de pension, bien qu'auparavant sa conversion vous lui ayez donné cette somme et même entretenu un équipage. Sur quoi j'ai voulu vous faire cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous lui donniez 2,000 livres de pension par an, à commencer le jour de son abjuration, afin qu'il puisse s'entretenir selon sa qualité. » Le despotisme ne s'arrête pas à mi-chemin. D'abord le roi s'était chargé de l'entretien des jeunes nobles convertis malgré leurs parents ; usurpant l'autorité du père de famille, il en assumait du moins les charges : le père n'eut bientôt plus que le droit de payer, et cela sans jugement contradictoire, sur une lettre de cachet.

Quels drames intimes nous pouvons imaginer, à la lecture de ces simples documents ! Quelles divisions dans les familles, quels doutes poignants dans les esprits, quelles angoisses dans les cœurs ! sans compter les passions humaines et les intérêts les plus bas, qui jamais ne perdent leurs droits et ne se développent nulle part avec plus d'audace et de sécurité, que sous l'abri vénérable des idées religieuses. Rendre de bons chrétiens apostats, d'honnêtes gens hypocrites, de

bons Français, rebelles, tels furent les résultats atteints; tel est le prix que coûtèrent les conquêtes incertaines et éphémères du catholicisme.

Parfois, à la faveur d'un procès de religion, par l'interrogatoire, les lettres des intéressés, les pièces à conviction de toute sorte, nous pouvons pénétrer dans le sein même d'une de ces malheureuses familles et lire dans le cœur des victimes. La délation, devenue une des formes les plus ordinaires de l'adulation et considérée comme *honorable* parce qu'elle était *utile au service du roi* et de la religion, après avoir fourni des preuves contre les religionnaires, nous en procure de non moins accablantes contre les juges, les espions et les bourreaux. Or, si l'histoire rejette en général les monographies, si elle exclut les détails trop particuliers, ce n'est pas en pareille matière qu'un semblable dédain lui est permis. Les faits de conscience ne s'additionnent ni ne se généralisent. C'est à l'individu, à la famille que s'attaque la persécution religieuse : c'est l'individu, c'est la famille que l'histoire doit présenter.

La famille de Montcalm, originaire du Rouergue, appartenait, depuis le milieu du xvr<sup>e</sup> siècle, à la religion Réformée. En 1685, elle avait pour chef Pierre de Montcalm, baron de Saint-Véran, conseiller au Parlement de Grenoble, qui épousa Madeleine de Vignoles (fille d'un président de la Chambre de l'Édit), dont il n'eut que des filles, toutes deux mortes à Genève. Pierre de Montcalm avait un frère puiné, Jean-Louis, baron de Saint-Victor : Jean-Louis avait épousé en 1662 Judith de Vallat, dame de Gabriac, Saint-Martin de Campcelade, le Solagnier, Saint-Julien d'Arpaon, Pierrefort. La Vigerie, le Pompidou en partie; elle mourut en 1680, lui laissant trois enfants : 1<sup>o</sup> Mlle Louise de Saint-Victor; 2<sup>o</sup> Jean-Louis-Pierre, surnommé par avance de Saint-Véran, du chef du titre et des biens que son oncle lui destinait; 3<sup>o</sup> Louis-Daniel, seigneur de Gabriac. Jean-Louis avait de plus deux fils illégitimes, l'un en bas âge, l'autre qu'il faisait appeler de Bruguères, auquel il avait fait apprendre à Strasbourg le métier militaire, et qu'ensuite il avait envoyé à Genève pour y faire

ses études de théologie et devenir pasteur de la Religion Réformée.

C'est sur Jean-Louis-Pierre (de Saint-Véran) que reposait l'avenir de la famille. En 1685, il avait dix-sept ans. Son père l'envoya, cette année même, poursuivre ses études au collège des Jésuites de Grenoble. Croyait-il que l'éducation première le préserverait de l'apostasie? Comptait-il sur l'action personnelle de l'oncle, conseiller au Parlement? Avait-il cru devoir obéir à un ordre plus ou moins formel venu d'en haut? Quoi qu'il en soit, le jeune Saint-Véran, à peine arrivé, fut converti au catholicisme par les soins d'un capucin, le père Marie-Joseph (de Carpentras), qui dès lors fut son directeur, son confident, l'espion et le dénonciateur de toute sa famille : l'abjuration du jeune homme avait eu lieu le 8 mars 1685, plus de six mois avant la Révocation.

Quel motif l'avait déterminé à renier si facilement sa religion? C'est ce qu'il est difficile de préciser. La rapidité même de la conversion est assez surprenante. D'après le père Marie-Joseph, le baron de Saint-Victor n'aurait jamais aimé le sieur de Saint-Véran son fils : « il apercevait en lui quelque inclination pour la religion catholique, et lui donnait des maîtres qui tâchaient de l'en détourner, même à coups de bâtons et de nerfs de bœuf<sup>1</sup>. » La douceur et l'habileté jésuitiques contrastaient fort avec un tel mode d'éducation. Cette aversion innée du père pour le fils ne nous est pas expliquée. Comme cependant nous voyons le baron chérir tendrement sa fille, qui était du même lit que le jeune Saint-Véran, nous ne devons pas croire sur parole le capucin, et nous devons supposer au contraire que la haine du père n'a daté que de la conversion du fils<sup>2</sup>.

Un motif très humain et très bas qui a pu agir sur le jeune Saint-Véran, c'est le désir d'entrer de suite en possession des biens de sa défunte mère : Saint-Julien, Solagnier et le château, Gabriac et le château, etc., en tout un revenu

1. Un ministre, dit le fils (Lettre du 31 août 1686).

2. Il appelle son fils le « malheureux ». A la fin de ses lettres à sa fille, il écrit : « *Adio, cor mio dolce. Vale, corculum meum* ».



évalué par le père capucin à 3,500 livres, plus 300 ou 400 livres de droits de lods et ventes.

Quant aux biens du père, ils étaient grevés de lourdes hypothèques; le baron avait en plusieurs cours des procès avec ses créanciers, et les restitutions auxquelles il avait été condamné s'élevaient à 50,000 livres. Mais comme, en 1686, il toucha précisément cette somme sur la succession paternelle, il est à croire que sa situation n'était pas précaire, et qu'il ne devait pas avoir aussi à cœur qu'on l'insinue de garder l'administration des biens de sa défunte femme, desquels il devait compte à son fils. Le père Marie-Joseph, qui n'a pas l'habitude de flatter son adversaire, le dépeint, dans une lettre au ministre de Châteauneuf, comme « un homme inflexible et qui a toujours eu un extraordinaire attachement à la Religion prétendue réformée et à ses plaisirs, *quoique honnête homme d'ailleurs et plein d'esprit* ». — Autre considération : le baron de Saint-Victor, l'argent venant à lui manquer, aurait pu devenir cupide s'il avait été simplement prodigue; mais il était généreux : « fort accrédité dans les Cévennes, il avait prêté quelque argent à des personnes et même à quelques communautés chargées de dragons, pour empêcher leur conversion, bien que lui-même fût endetté ». C'était donc un homme léger dans sa conduite, mais fortement attaché à sa religion : mélange très humain d'élévation d'esprit et de faiblesse de caractère<sup>1</sup>. Indigné de l'abjuration de son fils, après avoir en vain essayé de le ramener à son ancienne religion, voyant qu'il avait perdu toute autorité morale sur lui, il eut recours à un moyen violent, ou, pour mieux dire, désespéré : il refusa de l'entretenir plus longtemps à Grenoble et ne lui envoya plus d'argent. Les jésuites auraient pu aisément lui faire crédit. Ils aimèrent beaucoup mieux compromettre le père, en poussant le fils à protester contre la situation qui lui était faite et à passer martyr, de renégat qu'il était. L'évêque de Grenoble, l'intendant de la province de Languedoc, où étaient situées les possessions de la famille.

1. Les juges du grand roi auraient eu mauvaise grâce à lui reprocher ses bâtards : aussi bien n'en firent-ils rien !

agirent de concert auprès du roi, qui, dès l'automne de 1685, gratifia le jeune Saint-Véran d'une pension de 400 livres, et lui en assigna une autre sur les biens de son père et de sa défunte mère.

Cependant l'édit de Nantes venait d'être révoqué. Le baron de Saint-Victor ne paraît pas avoir abjuré. Son dessein évident était de sortir du royaume; le souci de sa nombreuse famille, bientôt dispersée de côté et d'autre, et surtout ses embarras d'argent le retinrent. Peut-être aussi ne voulait-il partir que le dernier, après avoir mis tous les siens en sûreté. A tout hasard, il eut la précaution de se munir « d'un certificat d'abjuration d'un certain curé inconnu et peut-être supposé ». Mais ni lui ni Mlle de Saint-Victor, sa fille, ne donnaient aucune marque de catholicité. L'article XII de la Révocation portait : « Pourront au surplus ceux de la Religion prétendue réformée, en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les villes et lieux de notre royaume, pays et terres de notre obéissance, et y continuer leur commerce et jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublés ni empêchés, sous prétexte de ladite Religion prétendue réformée, à la condition, comme dit est, de ne point faire l'exercice, ni de s'assembler sous prétexte de prière ou du culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous les peines... de confiscation de corps et de biens. » Le baron de Saint-Victor avait-il quelque confiance dans les garanties illusoires que semblait contenir cet article? Non, car dès le début il ne songe qu'à s'enfuir, lui et sa famille, y compris son fils apostat, qu'il veut enlever par force ou par ruse. Ses véritables sentiments et ses projets arrêtés sont clairement manifestés dans une lettre qu'il adressait à M. Chauvin pour M. le baron de Saint-Victor, mais qui était destinée en réalité à sa fille, qu'il avait envoyée à Grenoble chez une amie, Mme de Saint-Jean :

« Vous aurez sans doute appris la malheureuse conduite de Montpellier, où il ne reste que MM. de Beauregard... et Cayla, auxquels on a donné quelque temps pour se réduire <sup>1</sup>. A Nîmes, il n'y

1. A la conversion.

a que MM. de la Cassagne, Castelnau et Mirmant, *qui se sont absentés*; et je ne sais s'ils reviendront, du moins on le croit. A Uzès, tout a suivi, et, sur ce beau modèle, Alais, Anduze, Sauve, Quissac, toute la Vaunage, Saint-Jean, Saint-Hippolyte, et avant la fin de la semaine prochaine<sup>1</sup>, vous pouvez compter que tout aura abjuré en ce pays, à la réserve de quelques-uns qui se retireront *mbqlh*<sup>2</sup>. M. de No[ailles] devait aller hier à Alais, aujourd'hui à Anduze ou à Florac, d'où il continuera sa route vers le Vivarais. Voilà l'état des choses que le peuple fait avec une sécurité comme une action digne de mémoire. Je reçus hier une lettre de la cousine (Mme de la Bastide, de Nîmes) qui me demandait conseil sur sa conduite; elle s'en avise un peu tard, et je crois qu'elle eût mieux fait de se retirer il y a quinze jours, comme je le lui avais envoyé; car à présent elle aura bien de la peine à ne suivre pas le sort de sa famille qui succombera... De toutes parts on dit de fâcheuses nouvelles, mais, à moins qu'on ne les circonstancie un peu mieux, je ne le crois pas; *uhnff* (Moiss, c'est-à-dire Moissac) chancèle, la femme et un fils de La Valette *moururent* la semaine passée. »

Un tel spectacle n'a fait que confirmer le baron de Saint-Victor dans sa résolution d'enlever son fils d'entre les mains des jésuites. Il a envoyé tout exprès sa fille à Grenoble, chez Mme de Saint-Jean, *la créancière* comme il l'appelle, mais avant tout sa coreligionnaire. Le principal agent dont il comptait se servir était un faux converti. Celui-ci et Mlle de Saint-Victor se logèrent vis-à-vis, mais à distance, de chaque côté de l'eau. Le plan était de prendre la route de la Savoie, en remontant l'Isère. Mme de Saint-Jean, M. de Saint-Véran, le conseiller au Parlement, Mlle Clauzel étaient dans le secret. Le père conseille à sa fille, à mots couverts, de ménager le bar[on de Saint-Véran], de faire semblant de s'entremettre pour réconcilier « ce malheureux » avec sa famille. Il témoigne de grandes inquiétudes sur l'issue de l'entreprise : « Je ne sais si vous êtes en sûreté... à cause du f[rère] et du

1. La lettre est du 10 oct. 1685 (mercredi).

2. C'est-à-dire *ut ego* (comme moi). Des mots, çà et là, et des phrases tout entières sont chiffrés. Voici la clé :

Chiffre : r, t, x, y, q, i, l, o, n, g, u, i, h, s, e, a, p, b, m, c, d, f.

Clé : a, b, c, d, e, f, g, h, i, l, m, n, o, p, q, r, s, t, u, x, y, i.

cap[ucin], et je crains qu'on ne fasse quelque violence : pour y pourvoir, et à l'avance, voyez si vous pourriez aller à la campagne chez quelque converti ou chez quelque catholique, pendant l'orage, pour vous enfermer; vous êtes sur les lieux <sup>1</sup>. » Traduction : s'enfuir à l'étranger. Plus loin, le baron se plaint de manquer de ressources : « Nous sommes dans un temps qu'il ne faut pas songer à payer, mais bien à vivre du jour à la journée, jusqu'à ce que nous ayons trouvé quelque repos... et je crois que ce temps durera, parce que chacun a envie de se retirer. »

Le même jour, et sur la même feuille, mais écrite d'une autre main, le baron adressait à Mme de Saint-Jean la lettre suivante :

« Je ne vous ferai pas le récit de nos malheurs, vous les aurez appris sans doute de divers endroits, et ce que je crains encore extrêmement, est que vous ne soyez exposée dans le pays où vous n'êtes qu'en étrangère et cliente de bonne foi. Les choses se sont commencées et se continuent avec une rapidité qu'on n'a jamais vu d'exemple semblable. La foudre a passé dans la plus grande partie de la province, et le tonnerre gronde dans ce voisinage, car en moins de huit jours tout ce pays se livrera à Satan. Ne soyez donc pas surprise, Madame, s'il y a eu quelque retardement dans le voyage que je devais faire, car en vérité, outre le défaut des choses les plus essentielles, on a été agité de tant d'affaires différentes que je n'ai quasi jamais su ce que je pourrais devenir. Vous devez être très fortement persuadée qu'il me tarde extrêmement d'avoir l'honneur de vous voir, et la personne dont je vous ai embarrassée (sa fille); mais dans ce temps de tristesse on ne sait que devenir, car si on quitte sa maison, on est d'abord regardé comme déserteur, et si on y arrête, on y souffre et pour soi et pour tous les autres. Je crois que vous ne devez pas être en peine de ce que vous avez laissé; la gardienne (la mère de Mme de Saint-Jean) s'est retirée; on dit qu'elle est allée à la cour de France, mais il y a plus d'apparence qu'elle est allée *visiter quelque cour étrangère*... Excusez... les importunités que la demoiselle que je vous ai donnée peut vous causer... »

On remarquera qu'il n'est pas fait dans cette lettre d'allusion

1. Tout ce passage est chiffré.



au projet d'enlèvement : le baron de Saint-Victor employait ses amis, mais il se gardait de les compromettre.

Par quel moyen, par quelle trahison le père Marie-Joseph parvint-il à mettre la main sur cette correspondance ? Ce qui est certain, c'est que le jeune Saint-Véran fut employé à cette infâme besogne, soit qu'il eût donné d'utiles renseignements, soit plutôt qu'il eût dérobé à sa sœur, purement et simplement, les lettres paternelles. Lorsqu'en effet le capucin envoie à Châteauneuf le récit et les pièces justificatives de cette affaire, il prie le ministre de lui garder le secret, pour ne point porter de préjudice à son jeune protégé.

L'active surveillance et l'espionnage incessant du saint homme, la défiance et l'opiniâtreté du jeune néophyte, empêchèrent les projets du baron de réussir. Il était pourtant bien secondé, et il tint à peu de chose que la rouerie jésuitique ne fût battue par l'adresse féminine. Mlle de Saint-Victor avait eu l'idée, pour faciliter l'enlèvement de son frère, de recourir à Mlle Clauzel, son amie, dont les charmes et la coquetterie pouvaient faire impression sur l'âme d'un jeune homme moins prémuni contre le diable :

« Mlle de Saint-Victor (écrit le père capucin), qui me disait elle-même n'être venue ici (à Grenoble) que pour son frère, se plaignait à moi que son frère ne l'allait pas voir assez souvent, quoiqu'il ne passât jamais deux jours sans la voir. Je le sollicitai de la voir plus souvent, et il me pria de trouver bon que ce fût plus rarement, parce qu'il ne prenait point plaisir aux discours qu'on lui tenait continuellement contre la Religion catholique, apostolique et romaine, ni aux caresses pressantes que lui faisait Mlle Clauzel, qui fut ensuite assez hardie de les lui faire devant moi. Cette demoiselle en eut de la honte quelque temps après, à cause des reproches que je lui en fis faire, et de la correction que je lui fis moi-même de son peu de modestie, et elle me dit que c'était Mlle de Saint-Victor qui lui avait dit de caresser son frère, et de tâcher de l'emmener promener hors de la ville. »

Un carrosse était disposé pour l'enlever en Savoie. Dans l'intérêt même de leur entreprise, Mlle de Saint-Victor et Mme de Saint-Jean auraient dû feindre quelques dispositions

à se convertir. Leur franchise était plus forte que leur prudence, et le père Marie-Joseph voyait avec impatience et bientôt avec colère, l'insuccès de ses représentations auprès d'elles. Il les dénonça, comme il dénonçait le baron de Saint-Victor :

« J'ai deux lettres écrites à Mlle de Saint-Victor, du mois d'octobre dernier (1685), par les deux filles de M. le conseiller de Saint-Véran (ses cousines), dans lesquelles on voit des protestations et exhortations de persister dans leurs sentiments et leurs résolutions, et il paraît, par la manière dont elles racontent ce qui se passait au sujet de la R. P. R., que c'est de leurs sentiments et résolutions à l'égard de cette fausse religion qu'elles [parlent]. »

Et ailleurs :

« Mme de Saint-Jean m'a dit que si on la prenait pour se confesser, elle ne dirait point ses péchés, mais seulement ce qu'elle s'imaginerait, et sur cela j'ai su, par un ecclésiastique qui la voyait souvent, qu'elle avait préparé depuis un mois une confession écrite. »

Mme de Saint-Jean ne fut pas inquiétée, mais Mlle de Saint-Victor n'échappa point à la vigilance des persécuteurs. Elle était trop gravement compromise par les projets de son père, pour que celui-ci, assez exactement informé du danger, n'essayât pas de la faire, elle du moins, sortir du Royaume. Elle fut arrêtée aux îles Sainte-Marguerite, par le chevalier de Guitaud, commandant la garnison, et y fut internée quelque temps (printemps 1686). Là, le révérend père lui écrivit; mais déjà Mlle de Saint-Victor avait été transférée à Grasse. Le commandant de Guitaud porta la lettre :

« Il s'intéresse fort dans ce qui touche cette demoiselle, ainsi que sa conversion (écrit le capitaine Roybon à son cousin, à Grenoble). Je le priai de remarquer de quelle façon elle recevrait ladite lettre : il m'a assuré à son retour qu'elle a témoigné n'en être pas mal satisfaite et qu'elle a promis de faire réponse. Elle a encore avoué avoir reçu celle de Monsieur son frère... Elle est dans l'unique couvent de Grasse, où elle mange seule dans sa chambre, et donne cinquante écus pour sa pension. Elle fit voir à notre commandant une lettre d'une sienne cousine qui est détenue dans un monastère

à Nîmes pour le même sujet, dans laquelle elle marque qu'elle venait de voir M. de Saint-Victor... qui... devait se rendre incessamment à Grasse auprès d'elle, et de là à Grenoble pour leurs communes affaires. »

Le baron vint en effet. Loin de solliciter sa fille « de suivre l'exemple des autres », il déclara « qu'il ne voulait point la gêner, de sorte qu'il est aisé de juger qu'il ne l'a été trouver que pour l'instruire de ce qu'elle devait répondre au juge afin de ne pas le commettre ». Précaution inutile, car il avait avoué devant un témoin qu'il voulait la faire sortir et on savait qu'il l'avait tenue pendant deux mois vêtue en garçon, chez M. Laporte à Montpellier. Au reste, le projet de fuite était commun à toute la famille, sauf le jeune Saint-Véran.

De Grasse, qui paraissait sans doute trop proche de la mer et de la frontière italienne, Mlle de Saint-Victor, « toujours huguenote », fut transférée dans le monastère des religieuses du Puy, en Auvergne. Son tout jeune frère, Louis-Daniel, nommé de Gabriac, et dont le jeune Saint-Véran, ainsi que le capucin, avaient empêché le départ pour Genève, fut gardé à Grasse, chez le maître d'école. C'était, nous dit-on, « un caractère bouillant et brouillon », mais « capable des sciences, pourvu qu'il fût sous une bonne férule<sup>1</sup> ».

De guerre lasse, M. de Saint-Victor commençait à comprendre qu'il avait fait fausse route dès le début, trop écrit, trop projeté, trop espéré du hasard. Son caractère hautain, son esprit fortement convaincu s'habituent peu à peu à l'idée de l'hypocrisie; il conseille à sa fille « de se faire catholique; ensuite, si cette religion ne l'accommodait pas, elle s'en irait hors du royaume ». Une tierce personne ayant fait l'observation « qu'elle s'exposerait à encourir les peines portées par les édits et déclarations de S. M. : « Quand on est hors du royaume, répartit le baron, on se moque de cela ! » Il ne fallait pas beaucoup de mots semblables pour perdre un homme !

D'ailleurs, Mlle de Saint-Victor avait la fierté d'âme et d'esprit de son père. Au bout de plus de six mois de réclusion,

1. C'est le père du grand Montcalm.

ses sentiments étaient toujours les mêmes ; et ses jeunes cousines, enfermées à Nîmes, témoignaient une aussi admirable constance : « Elles se servent encore, dit le père capucin, de la liberté d'écrire qu'on leur laisse dans les monastères où elles sont, pour s'exhorter d'une manière couverte, et se fortifier dans leur opiniâtreté<sup>1</sup>. » Une correspondance plus singulière était celle de Mlle de Saint-Victor avec son frère naturel, qui faisait (on l'a vu) ses études à Genève pour être pasteur. Depuis la Révocation, le jeune de la Bruguière soutenait le courage de celle en qui il ne voyait peut-être que la fille de son protecteur.

« J'ai toujours reconnu en vous tant d'amour de Dieu, et d'attachement pour la pure religion, que je n'oserais douter de votre persévérance... Notre Seigneur nous enseigne que celui qui aura abandonné père, mère, etc., pour l'amour de lui en trouvera cent fois autant ». Et ailleurs : « On dit qu'il ne reste plus des gens de notre religion que quelques femmes ; ... prenez garde de conserver bien le dépôt que Dieu vous a confié. Je viens de voir un catalogue de tous les livres prétendus hérétiques que Mgr l'archevêque de Paris a dressé, entre lesquels il y a le Vieux et le Nouveau Testament et les Psaumes<sup>2</sup> ; voyez d'après cela si ce n'est pas une marque manifeste de réprobation à Dieu. »

L'insuccès des discours du Père Marie-Joseph auprès de Mlle de Saint-Victor, après comme avant son arrestation, les preuves de toutes sortes, faits et écrits, des tentatives de fuite ou d'enlèvement dont le baron était l'auteur, fournissaient au capucin la matière de dénonciations quotidiennes, de plus en plus précises et de plus en plus accablantes pour cette malheureuse famille. C'est du jeune Saint-Véran qu'il tenait la plupart des armes dont se servaient sa perfidie et son fanatisme : c'est le jeune Saint-Véran qu'il mit en avant pour frapper le coup décisif. Sur le conseil et probablement sous la dictée de son directeur, ce fils dénaturé écrivit à Lamoignon de Basville, intendant de Languedoc, la lettre

1. Lettre à M. de Châteauneuf, 21 septembre 1686.

2. Éditions et traductions protestantes.



suivante, datée du 18 août 1686, monument d'hypocrisie et d'impiété filiale :

« Monseigneur, je me sens obligé de *vous rendre compte de ma conduite*<sup>1</sup> à l'égard de M. de Saint-Victor mon père, et en même temps nécessité de vous supplier de me continuer l'honneur de votre puissante et charitable protection. M. Durand, conseiller en la Cour des Aides de Montpellier, pourra vous dire les empressements que j'ai eus et fait paraître, pour avoir le bien de voir mon père, et qu'il s'est employé pour me le procurer, mais inutilement, et sans que mon père ait voulu écouter ses remontrances. Par le conseil de M. Durand, et celui de Mgr l'évêque de Grenoble, j'ai prié les présidents et les conseillers du parlement chez lesquels mon père peut avoir des affaires, de se porter à ne pas me refuser cet honneur, et une subsistance honnête pour avancer mes études en cette ville; mon père l'a su et il n'a point paru chez eux; il répondit à M. Durand qu'il ne se souciait pas plus de moi que si je n'avais jamais été au monde, et qu'il n'avait pas tenu à moi de lui faire perdre la tête<sup>2</sup>, moi qui donnerais mon sang et ma vie pour sauver la sienne. M. Durand l'a vu persister encore plusieurs jours dans une entière aliénation et mépris pour moi, et a tâché avant son départ de m'en consoler, m'encourageant de mettre toujours ma confiance en Dieu, *qui me pourvoirait de tout par votre moyen*. Quelques personnes, *de leur pur mouvement*, ayant représenté à mon père *le tort qu'il se faisait de parler comme il avait parlé* à M. Durand, et de m'avoir laissé pendant l'hiver dans la dernière misère, il a répondu que je devais m'en aller avec lui. Mais il a ajouté, parlant à son procureur, que quand il me voudrait avoir, il irait, malgré qui que ce fût, me prendre par le bras en quelque part que je fusse, et m'emmènerait avec lui pour lui obéir. Excusez, Monseigneur, la longueur de ma lettre; permettez, s'il vous plaît, que j'implore votre crédit: je connais l'intrépidité de mon père; *l'amour et le respect que j'ai pour lui* me fait taire ses entreprises et celles de M. le conseiller de Saint-Véran, mon oncle, après sa conversion même; et le péril imminent où je me vois de perdre la liberté de servir Dieu, dans la Religion catholique, apostolique et romaine que j'ai embrassée, fait que je vous conjure, Monseigneur, de m'en mettre à couvert, en faisant qu'il plaise à Sa Majesté d'or-

1. J'ai cru pouvoir mettre en italiques les passages les plus caractéristiques : ils ne sont pas soulignés dans le texte original.

2. C'est-à-dire, la vie.

donner que je reste à Grenoble, pour y poursuivre et achever mes études commencées au collège des RR. PP. Jésuites de la même ville.

« J'espère, Monseigneur, que vous m'obtiendrez cette grâce si importante à mon salut et à ma liberté, et que, par la même bonté dont il vous a plu de me faire gratifier d'une pension de 400 livres par S. M., vous ferez aussi que je sois payé d'une partie de celle qu'il vous plut de m'assigner l'année précédente sur les biens de mon père et de feu ma mère, afin que je puisse avoir et entretenir un bon maître pour avancer mes études en cette ville où ma conversion sincère est connue de tous. Mon susdit oncle, qui est d'intelligence contre moi, menace qu'on m'y laissera même mourir de faim si le roi ne me nourrit; Mme de Revel le témoignerait, *et plusieurs autres choses*, s'il était nécessaire. Je ne puis consentir aux poursuites qu'il me fait et me fait faire, depuis plus d'une année, de me remettre entre les mains de mon père. Je préférerais toujours la prison et la mort même. Je sais bien, Monseigneur, que Dieu me commande d'honorer mon père, et je l'honore parfaitement, *mais* je sais aussi que le même Dieu est venu mettre et a *commandé la division entre le fils et le père* (saint Mathieu, chap. x, verset 36), et qu'on ne peut être disciple de Jésus-Christ, c'est-à-dire vrai chrétien et bon catholique, *sans haïr son père, ses frères, sœurs, etc.* (saint Luc, chap. xiv, verset 16). Je suis persuadé, Monseigneur, qu'avec la grâce de Dieu on peut observer tous ses commandements. Je puis fuir mon père sans manquer au respect que je lui dois, et être séparé de lui sans cesser de l'aimer. C'est ainsi que saint Grégoire m'explique ces deux commandements dans l'homélie XXVII sur les Évangiles : *Si vim præcepti perpendimus, utrumque agere per discretionem valemus*, dit-il, *ut eos qui nobis carnis cognatione conjuncti sunt, et quos proximos novimus, diligamus, et quos adversarios in viâ Dei, patimur odiendo et fugiendo nesciamus*. Il est constant, Monseigneur, que l'observance de ce dernier précepte est difficile; Sa Majesté l'avait facilitée par une déclaration que mon père prétend abolie à son égard depuis sa conversion extérieure, et je suis trop faible présentement pour me défendre et pouvoir accomplir ce précepte sans la grâce spéciale de Sa Majesté, laquelle je ne puis avoir que par votre crédit. Ayez, s'il vous plait, Monseigneur, la charité de me l'obtenir. Mon père me blâme de ce que je me confesse et communie de quinze en quinze jours. Vous savez aussi, Monseigneur, *une partie de tout ce qui s'est passé contre moi et de ce que je dois craindre justement*. Je passe le reste sous silence,

dans l'espérance qu'il vous plaira de me consoler en m'obtenant la susdite ordonnance de S. M. Je suis conseillé par la Propagation de cette ville de ne plus essayer de voir mon père avant l'arrivée de cette ordonnance, à cause qu'il pourrait me surprendre, et que sans une espèce de miracle qui le convertisse parfaitement, il ne m'aimera ni ne me pardonnera jamais toutes les choses qu'il m'impute<sup>1</sup>. »

J'ai cité toute cette épître, afin de ne pas affaiblir les sentiments d'horreur et de dégoût que méritent d'inspirer ces dénonciations, ces réticences perfides, ces restrictions de conscience, et jusqu'à cet appareil d'érudition sophistique qui tire des saints Évangiles la glorification du crime le plus odieux, de celui que les vieux Romains ne savaient de quelle peine punir. Non, ce n'est pas un fils, ce n'est pas un jeune homme qui a pensé de telles choses. Instrument aveugle et passif, il a écrit, il a signé, sans comprendre ce qu'il faisait... Hélas! en sommes-nous bien sûrs? Il vaut mieux le croire, en tout cas, pour l'honneur de l'humanité.

Une quinzaine de jours après, le père Marie-Joseph écrivait dans le même sens au ministre M. de Châteauneuf. Le style aussi est le même, la phrase soutenue et périodique, le ton grave, tempéré et doux :

« La providence divine ayant voulu se servir de moi pour retirer de l'hérésie le sieur de Saint-Véran, natif des Cévennes, fils aîné de M. le baron de Saint-Victor, et l'empêcher de tomber dans la multitude des pièges que ses parents lui ont tendus pour le pervertir et le faire sortir du royaume depuis sa conversion, j'ose espérer, Monseigneur, que Votre Grandeur ne désapprouvera pas la liberté que je prends de l'assurer que j'ai été témoin d'une partie des sollicitations qui lui ont été faites de la part du sieur de Saint-Victor, son père, de sortir du Royaume. »

Le capucin ajoute qu'il a entre les mains les preuves écrites, que M. de Saint-Victor le sait et qu'il en est d'autant plus indigné contre son fils. Il implore la compassion du ministre

1. Entre autres, dit-il dans une lettre du 31 août 1686, « d'avoir fait arrêter mon petit cadet qu'on sortait du royaume ».

« pour ce pieux converti, lequel de grandes substitutions regardent<sup>1</sup>, et qui pourra un jour faire de bons catholiques de ceux dont le roi a commencé et perfectionne continuellement les conversions, dans les terres qui le regardent : c'est le principal motif de ses applications à l'étude ». Mlle de Saint-Victor n'est pas oubliée. La protection du roi accordée au frère « pourra beaucoup contribuer à la conversion de sa sœur, que je puis assurer avoir vue ici, il y a une année, sur le point de se convertir, et ne s'être opiniâtée que pour complaire à son père<sup>2</sup>, et par crainte de se voir dans le même rabais et abandon où elle voyait son frère depuis sa conversion<sup>3</sup> ».

Outre les faits dont nous avons donné le récit, et qui constituaient le corps du délit, le capucin envoyait des détails circonstanciés sur les enfants naturels du baron :

« M. de Saint-Victor entretient à Genève un de ses enfants naturels, âgé de vingt-deux ans, chez le ministre Turtin<sup>4</sup>, sous lequel il étudie pour être ministre. Cet enfant s'appelle la Bruguières. J'ai deux de ses lettres écrites de Genève, l'une du mois d'octobre dernier, qui prouvent ce que j'écris, où il est parlé de la retraite que Mlle de Saint-Victor y devait faire... Un autre enfant naturel de M. de Saint-Victor, âgé de dix années, a aussi disparu depuis huit mois, et cet enfant est même fils d'une dame ancienne catholique<sup>5</sup>. »

Non content de ses propres découvertes, le capucin conseille de faire arrêter les lettres de M. de Saint-Victor au bureau de Nîmes, qu'elles soient adressées à lui-même, suivant une de ses ruses, ou à Mme de Saint-Jean, ou au sieur Blanc, à Nîmes, qui sait toujours où est le baron, soit enfin à M. ou Mme de la Bastide, à Nîmes, pour Florac. Il rapporte que M. de Saint-Victor avait formellement refusé à l'intendant de Dauphiné, Bouchu, de donner aucun secours à son fils.

1. Ce mot explique toute l'importance attachée à cette affaire par l'Église et par l'État.

2. Nous connaissons la valeur de cette assertion.

3. Lettre du 31 août 1686.

4. Turretin.

5. Lettre du 17 septembre 1686.



Bien plus, il était d'accord avec ses créanciers par lesquels il faisait saisir ses revenus pour empêcher son fils d'en rien tirer. « C'est pour cet effet qu'il a voulu laisser introduire une discussion par M. de Sumaine dans les biens de Mme de Saint-Victor. Le parlement de Grenoble a soupçonné la fraude, et huit jours de délai l'ont fait reconnaître. »

Mais, à la date même de cette lettre (21 septembre 1686), le fanatisme du père Marie-Joseph, l'impiété filiale du jeune de Saint-Véran obtenaient un entier succès, et Louis XIV signait les deux ordres suivants :

« Sa Majesté ayant été informée des menaces et mauvais traitements que le sieur de Saint-Victor, de Vivarais, *converti depuis peu à la Religion catholique, a faits, lorsqu'il était de la Religion prétendue réformée*, au sieur de Saint-Véran, son fils, en haine de ce que faisant ses études à Grenoble, où il les fait encore, il aurait, au mois de mars 1685, fait abjuration de la Religion prétendue réformée, comme aussi des suggestions que ledit sieur de Saint-Victor lui a faites depuis qu'il s'est converti, de passer dans les pays étrangers, et que le sieur de Saint-Véran, son fils, n'ayant pas voulu écouter ses propositions, ce refus a tellement augmenté l'animosité que ledit sieur de Saint-Victor a contre son fils, qu'il ne peut espérer aucun bon traitement de son père; à quoi Sa Majesté voulant pourvoir, elle a ordonné et ordonne, veut et entend, que ledit sieur de Saint-Véran continue de faire ses études et ses exercices à Grenoble, et que pour la nourriture et l'entretien, il soit pris sur le revenu des biens du dudit sieur de Saint-Victor, son père, ce qui sera jugé nécessaire par le sieur de Basville, intendant de la province de Languedoc, lequel lui fera tenir ce dont il sera convenu avec ledit sieur de Saint-Victor, selon sa condition; et ce pendant a S. M. pris et mis ledit sieur de Saint-Véran en sa protection et sauvegarde spéciale, faisant très-expresses défenses audit sieur de Saint-Victor d'oser aucune voie de fait contre lui sur peine de désobéissance. Fait à Versailles, le 21<sup>me</sup> jour de septembre 1686. *Signé* : Louis, et plus bas : PHELYPEAUX. »

En même temps, sur l'avis de l'intendant, le roi ordonnait « de prendre, saisir et arrêter le sieur de Saint-Victor, de Vivarais, et icelui mener et conduire sous bonne et sauvegarde dans les prisons qui lui seront indiquées par le sieur de Bas-

ville, pour y être gardé et nourri à ses dépens jusqu'à nouvel ordre de Sa Majesté ».

L'arrivée à Nîmes du second fils naturel du baron, de laquelle le ministre et l'intendant furent instruits par une lettre du père capucin en date du 16 octobre, fut sans doute (bien que nous n'en ayons pas de preuve) l'occasion qui déterminait la présence du baron dans cette ville, et son arrestation. Interrogé par Basville assisté de juges du présidial, le 4 novembre 1686, il fut aisément convaincu sur tous les chefs d'accusation. Il répondit, toutefois, avec adresse et fermeté. L'état de ses revenus, fort médiocres et engagés dans des procès, les logements de dragons qu'il avait supportés, étaient les causes qui l'avaient empêché d'envoyer de l'argent au jeune de Saint-Véran. Au reste, il savait qu'un religieux capucin avait inspiré de l'aversion à son fils contre lui, bien qu'il ne l'eût jamais mal traité : « Il portera ses plaintes des calomnies continuelles que ce Religieux fait contre lui, et de la subornation qu'il a faite de son fils. » Le père Marie-Joseph, on le voit d'après ces mots, n'avait pas été appelé en témoignage : c'était son métier de dénoncer, ce n'était pas son affaire, paraît-il, de déposer.

Le baron de Saint-Victor fut traité avec une douceur relative. Le pouvoir considéra évidemment que tout l'odieux d'une condamnation selon la rigueur des ordonnances tomberait sur le jeune de Saint-Véran et sur le père Marie-Joseph. D'après une minute non signée et dont nous n'avons que quelques mots, Basville écrivait à Châteauneuf : « L'intendant conseille de l'envoyer à la citadelle de Montpellier et de ne l'en laisser sortir qu'il n'ait *fait justice à son fils et à sa fille, en leur rendant le bien de leur mère qu'il retient* : ils sont tous deux bons convertis ; son fils étudie à Grenoble, et sa fille *s'est mise* dans un couvent. » Ainsi l'intendant, avec une certaine habileté, feignait de réduire ce procès de religion aux proportions d'un simple litige, ayant pour objet les biens de la défunte Mme de Saint-Victor, née de Gabriac. Il mettait aussi en avant, comme circonstances atténuantes, la conversion du fils, origine de toute cette affaire, et la conversion *prétendue volontaire* de la fille, qui n'avait cessé de partager

les sentiments de son père et qui n'avait cédé évidemment qu'à la force, et peut-être au désir de le revoir et de le sauver.

Le baron de Saint-Victor dut s'exécuter, heureux sans doute d'être quitte à si bon marché. Il ne sortit pas de France; il mourut au château de Candiac, près Nîmes, le 1<sup>er</sup> octobre 1713.

Telle est, d'après les documents conservés aux archives de l'Hérault, l'histoire fidèle et vraiment dramatique de cette malheureuse famille. Les choses parlent assez haut pour nous dispenser d'un long commentaire. S'il n'y avait là qu'un exemple de plus des épreuves que la persécution royale fit subir à la foi protestante, peut-être pouvait-on le laisser dans l'oubli. Mais on a voulu montrer aussi jusqu'où l'esprit d'adulation, la fureur et la vanité du prosélytisme, ont entraîné un religieux qui se croyait pour le moins un honnête homme... peut-être un saint homme; quels ravages peuvent exercer dans une jeune âme le sophisme religieux, l'excuse des bonnes intentions, le système des restrictions et des distinctions, si rudement fustigé par Pascal. Ne soyons pas plus sévère que le baron de Saint-Victor ne le fut lui-même pour son fils, et quelque envie qu'il nous prenne d'appeler le jeune de Saint-Véran un misérable, contentons-nous de l'appeler un « malheureux ». N'est-il pas, dans toute cette affaire, la première victime du jésuitisme : mille fois plus à plaindre, pour la perversion de son esprit et de son cœur, que ne le fut son père outragé, persécuté, emprisonné? Constatons une fois de plus, dans la morale des *cas de conscience*, autre chose qu'une spéculation ingénieuse et qu'une simple distraction théologique. On a vu avec quelle sécurité, la tête pleine de citations saintes, les yeux au ciel et les mains jointes, par un chemin semé de fleurs de rhétorique, un fils marchait — paisiblement et résolument — au parricide.

H. MONIN.

---

# Documents

---

## LA RÉFORME EN BÉARN

NOUVEAUX DOCUMENTS PROVENANT DU CHATEAU DE SALIES

1560 — 1572

(Suite<sup>1</sup>)

### VII

#### La patente du 13 juillet 1568

En réponse à une supplique des États, que nous n'avons pu retrouver, la Reine édicta une patente, datée de Pau 13 juillet 1568, par laquelle furent réglés plusieurs points de l'ordre ecclésiastique qui méritent notre attention. On y verra comment, dans un esprit de modération et de paix, Jeanne entendait la liberté de conscience et quelle part elle faisait à ceux de ses sujets qui ne partageaient pas sa foi religieuse. Il y a loin de là à ce que son petit-fils faisait un siècle plus tard pour les réformés du royaume de France.

La reine maintient l'exercice du culte romain, là où il existe encore, mais commande l'emploi de la langue béarnaise pour certaines parties du culte, selon une traduction que l'évêque d'Oloron s'est chargée de faire et qu'elle se réserve d'approuver.

Elle veut que les malades de la religion romaine puissent être visités et consolés par leurs prêtres, et que les morts soient ensevelis selon les formes de leur culte, mais interdit les chants funèbres dans les rues.

Quant aux processions, elle ne les autorise que dans les cloîtres et les cimetières attenants aux églises.

Les biens ecclésiastiques ont été constitués à l'origine pour le soulagement des pauvres, l'entretien des pasteurs et autres œuvres pies, mais des abus ont altéré l'institution primitive : la Reine y veut revenir. Dans cette vue, par une ordonnance faite à Paris en juillet 1566 elle avait supprimé

1. Voy. plus haut p. 265.



les bénéfices détenus par des laïques, pour les appliquer aux œuvres pies. La Reine confirme cette ordonnance, avec cette réserve que ce qui concerne les cures actuellement en exercice continuera à être régi par les évêques; les canonicats, prébendes et autres bénéfices s'éteindront par la mort de leurs possesseurs actuels. Les gentilshommes protestants qui ont un droit de patronat l'exerceront librement et les gentilshommes catholiques pourront en user de même.

La juridiction contentieuse des mariages entre parties de la religion romaine continuera à appartenir en prévention aux évêques, mais en appel définitif elle sera à la Cour souveraine; si l'une des parties ou les deux sont de la religion réformée, toute la procédure se fera devant la Cour souveraine.

Les blasphèmes et l'inconduite des prêtres, en prévention, seront jugés par les évêques et, en appel, par le Conseil souverain, qui jugera en dernier ressort.

La question scolaire est ainsi tranchée : où besoin sera il y aura deux écoles, une pour la religion réformée et une pour la romaine; les instituteurs soumis à l'examen de la Cour souveraine; les petites localités où l'instituteur se borne à enseigner à lire et à écrire et n'est pas astreint à l'examen, auront un règlement ultérieur. Le formulaire pour l'enseignement dans les écoles romaines sera donné par les évêques, vu et approuvé par la Reine.

La mendicité monacale est interdite, mais un personnage, élu par les jurats, recevra les aumônes spontanées et les remettra aux couvents, jusqu'à nouvel ordre.

Les synodes et consistoires n'auront aucune juridiction civile, ne pourront infliger aucune peine corporelle ou amende et exerceront leur discipline par les admonestations et réprimandes selon la Parole de Dieu, ni plus ni moins.

Les ministres venus du dehors, actuellement en charge, sont déclarés naturalisés; ceux qui pourront venir par la suite devront solliciter des lettres de naturalisation.

Le règlement concernant le logement des pasteurs déjà mis en lumière est reproduit et confirmé.

La suite de la patente royale est de l'ordre civil.

Quand on se rappelle qu'en France l'année 1568 fut

marquée par les explosions du plus pur fanatisme clérical, on ne peut qu'admirer la haute et libérale sagesse avec laquelle Jeanne d'Albret sut s'élever au-dessus des clameurs et des méfaits des partis qui ne demandaient qu'à en revenir aux mains.

#### Patente

**De la Reine Dame souveraine de Béarn, en date de Pau le 22 juillet 1568, octroyée aux gens des trois états de sondit pays sur le règlement de quelques ordonnances faites tant sur la police ecclésiastique, que sur la politique et civile.**

Jeanne par la grâce de Dieu, Reine de Navarre, Dame souveraine de Béarn et de la terre de Domasan, duchesse de Nemours, de Gandie, d'Albret, de Monblanc et de Penefiel, comtesse de Foix, d'Armagnac, de Bigorre, de Rhodéz, de Périgord, vicomtesse de Limoges, de Marsan, Tursan, Gavardan, Nébouzan, Lautrec et Villemur, dame d'Esparros, etc.

A tous ceux qui les présentes verront salut.

Les gens des trois États de notre présent pays souverain de Béarn, en la convocation et assemblée générale d'iceux faite le 25 juillet dernier, nous auraient fait plusieurs remontrances sur diverses choses et faits différents concernant tant l'état de la religion que

---

#### Patente

**De la Regine Daune souuirane de Bearn de date a Pau lo XIII de juillet mil cinq cents sixante et oeyt autreyade a las gentz deus tres estatz de sondit pays sur lo reglement daucunes ordenances feytes tant suus la policy ecclesiastique que politique et ciuille.**

Johane per la gracie de Diu Regine de nauarre Daune souuirane de Bearn et de la terre de Domasan ducquesse de Nemors de Gandie d'Albret de Monblanc et de Penefiel contesse de Foix d'Armagnac de Bigorre de Roddes et de Perigort viscontesse de Limoges de Marsan Tursan Gavardan Nebouzan Lautrec et Villemur, Daune d'Esparros etc. A tous aquetz quy las presentes beyran salut. Los gentz deus tres estatz de nostre present pays souuiran de Bearn en la conuocation et assemblade generale dequetz feyte lo xxv de julhet darret passat nous auren feyt plusors remontrances suus diuerses causes et feyts differentz concernentz tant l'estat de la

celui de la justice et de la police de notre dit pays, sur quoi, pour prendre une bonne et saine résolution et y pourvoir et ordonner en toute justice et équité, nous auraiẽt fait parler par plusieurs grands et notables personnages de notre Conseil privé étant près de notre personne avec les gens desdits États, et de plus nous même en personne en aurions communiqué et traité avec eux pour leur faire clairement entendre le désir et la droite intention que nous avons d'établir sur tout cela un bon ordre, et de régler tellement toutes choses que, Dieu étant honoré comme de nous aussi le requiert, notre pays demeure en la paix et tranquillité qui a été jusqu'ici, et que nos dits sujets également aient occasion d'être contents; et d'autant que ladite assemblée d'États par certaines circonstances aurait été interrompue et la conclusion d'iceux différée et remise à une prochaine convocation en assemblée qui se ferait, ce qui fut la cause et le moyen de ce que les réponse et ordonnance par nous faites particulièrement sur chaque article desdites remontrances n'eussent pas été pour lors expédiées et publiées, mais bien vues et communiquées aux gens desdits États, lesquelles gens depuis en la subséquente assemblée d'iceux assignée et faite en

Religion que de la justicy et policy de nostredit pays sus que per en prender une bone et sane resolution et y prouuedir et ordenar en toute justice et equitat, nous auem feyt conferir par plusors grantz et notables personadges de nostre conselh priual estant pres de nostre persone ab las gentz deusdits estatz et dabantadge nous medixe en persone en aurem cemmunicat et tractat ab lor per lor far clairement entendre lo desir et directe intention que nous hauem d'establir susso ung bon ordy et de reglar talemẽt toutes causes que Diu estant honorat et que (?) cum de nous aussi lo requerexs, nostredit pays demorasse en la pats et tranquilat quy es estat entro au present et que nostresdits subyeects parelhement agossen occasion de se contentar; et d'autaut que ladicte assemblade destatz per certanes occasions sere estade interrompude et la conclusion de quetz differide et remetude a la prumere prochane conuocation en assemblade que sen farie fo cause et lo moyen que las responces et ordenances per nous feytes particularement suus ung chascun artigle de las remonstrances ne seren pro lasbets estades expedides ny publicades mes bien bistes et comunicades a las dites gentz deusdits Estatz. losquoals despuxs en la subsequente assemblade de quets assignade et feyte en nostre presente bille de Pau lo

notre présente ville de Pau le 4 avril dernier, pour la reprise et continuation desdits précédents, nous auraient, après délibération entre eux prise, fait supplier très humblement par les syndics généraux de notre dit pays, en leur présence et des assistants, qu'il nous plût ordonner et commander que lesdites réponses et ordonnances fussent mises et rédigées en bonne et due forme par lettres patentes, ensuite publiées et inviolablement observées et entretenues. Et comme ils nous requéraient et priaient instamment sur ce, libéralement et de franche volonté leur aurions consenti et accordé, pour l'entière et bonne affection que nous portons à nos dits sujets, le soulagement, repos et union desquels nous désirons par-dessus toutes choses, après l'honneur du service de Dieu, lequel nous estimons que nos dits sujets voudront tellement reconnaître qu'ils aient toujours avec nous pareille sainte et bonne intention. Et pour cela, savoir faisons que, après avoir sur le tout délibéré en notre Conseil privé, nous avons par provision, jusqu'à ce que suivant les occurrences qui surviendront nous ayons avisé s'il y aura quelque chose à arranger ou modifier, statué, dit, déclaré et ordonné, disons, statuons, déclarons et ordonnons, ce qui s'ensuit, à savoir :

Au regard de la liberté demandée par lesdits gens desdits États.

---

quoate d'april darrer passat per la represe et conthination deusdits precedents, nous auren apres deliberation enter lor preese feyt supplicat tres humblement per los sindicxs generaux de nostredit pays en lor presency et lor acistentz nous playosse ordenar et comandar que lasdites responces et ordenances fossen metudes et redigides en bone et degude forme per lettres patentes et apres publicades et inuiolablement obseruades et intretengudes. Et cum etz nous ac requereben et pregaben instement susque liberalement et de franca voluntat lor auren concentit et arcordat per l'integre et bone affection que nous portam a nostresdits subyectz lo soladgemen repaus et union deus quoaus nous desiram conserver a toutes causes apres l'honor et servici de Diu loquoal nos estiman que nostresdits subjects boleran talemment reconexer que lor auran tous jours ab nous parclhe et sante et bone intention. Per so sauer fasan que, apres hauer suus lo tout deliberat en nostredit Conselh priuat, nous hauem, per prouision de tant entro que seguentz las occurences quy suruiendran nous ayam aduista si y aura augune cause a ajustar ou modificar, statuit, dyt, declarat et ordenat, disen, esta-tuim, declaram et ordenam soque sensecq sauer es.

Per lo regard de la libertat demandade per lasdites gentz deus-



de la prédication aux lieux où à présent se fait l'exercice de la religion romaine et attendu que les recteurs et vicaires desdits lieux sont ceux que les [gens] de la religion romaine prétendent être leurs pasteurs, ceux-ci et non d'autres de ladite religion pourront, en leurs prônes seulement, exhorter le peuple et faire entendre les commandements de Dieu compris au décalogue, l'oraison dominicale et le symbole des Apôtres en langue vulgaire, selon le formulaire qui leur en sera donné par les évêques de notre dit pays, comme aussi sera faite distribution auxdits recteurs et vicaires des Évangiles et Épitres des cinquante-deux dimanches qui seront par notre amé et féal l'évêque d'Oloron, selon la charge qu'il a acceptée, traduits en langue vulgaire dudit pays et par lui aussi dans le même langage expliqués et exposés, afin que lesdits recteurs et vicaires, chacun en sa paroisse où ladite religion romaine s'exerce, en fassent déclaration au peuple chaque dimanche au prône; lequel formulaire avec la traduction desdits Évangiles et Épitres, avec le surplus dont il a été fait mention ci-dessus, seront par nous vus et approuvés avant d'être distribués et mis en usage.

Et quant à ce qui nous a été aussi remontré que quelquefois il est advenu que les personnes de la religion romaine qui sont

dits Estatz de la predication aus lochs ond a present se fe l'exercice de la Religion romane et atendut que los retors ou bicaris deusdits lochs son aquetz que los de la Religion romane pretenden estar lors pastors, aquetz et non autres de ladit Religion poderan en lors prosnes solement exortar lo poble et far entendre los comendements de Diu compries au decaloque, l'oration dominicelle et simbole deus apostos en langoe bulgare deu pays seguien lo formulary quy lor en sera balhat per los euesques de nostredit pays cum aussi sera feyte distribution ausdits retors et vicarys deus euangelis et epistres deus sincquoante et dus dimenches quy seran per nostre amat et fidel l'euesque d'Oloron seguien la charge quy en a acceptade translataz en lengue bulgare deudit pays et per luy aussi audit lengoadge explicatz et expausatz, affin d'en far per losdits retors et bicaris chascun en sa parropie ond ladite Religion romane s'exerce declaration au poble chascun dimenge audit prosne, loquoal formulary ensamble la traduction deusdits euangelis et epistres ab lo surplus dont si dessus es feyte mention, seran per nous bistes et aprobares auparabant destar distribuïdes et metudes en usadge.

Et quand a so que nous es estat aussi remonstrat que augunes

malades meurent sans visite ni consolation aucune, nous disons et déclarons et y pourvoyons sur le fait desdites remontrances, que nous ne voulons ni entendons empêcher lesdites personnes de recevoir visite et consolation des recteurs, vicaires et prêtres de leurs paroisses en leurs maladies; et advenant la mort et décès des personnes de ladite religion romaine, que les corps de ceux qui iront de vie à trépas dans les lieux où se fait à présent l'exercice de ladite religion romaine, pourront être reçus et emportés par les prêtres desdits lieux avec leurs surplis, croix, goupillons et bénitiers et être mis et ensevelis aux cimetières desdits lieux, sans toutefois que, en portant lesdits corps, les prêtres puissent chanter par les rues ni ailleurs sinon dans les églises, mais bien ils pourront faire leurs prières à voix basse en présence [des assistants] au dedans des maisons des lieux susdits où se fait à présent l'exercice de la religion romaine avant de lever et d'emporter lesdits corps, si bon leur semble.

Et pour donner ordre et règlement à ce qui a été requis sur le fait des processions publiques, après avoir bien considéré que, pour éviter des scandales et séditions advenus par le moyen

begades et aduengut que las personas de la Religion romane quy son malaudes moren senhs bisitation ny consolation augune, nous disem et declaram et y prouuedin suus lo feyt de lasdites remonstrances, que nous no bolem ny entendem empachar que lasdites personas no reciben bisitation et consolation deus retors bicarys et caperaas de lors parropies en lors malaudies, et aduenent la mort et descas de las personas de ladite Religion romane que los corps de quetsquy yran de bite a trespas aus loexs ond se fe a present l'exercice de la dite Religion romane, poderan estar arechebutz et emportatz per los caperaas deusdits loexs ab lor suberpries crotz isop et cauteroy et estar metutz et ensopelitz aus semiteris deusdits loexs, senhs totesbelz que en portan losdits corps pusquen losdits caperaas cantar per las rues ny alhors que feutz losdits temples, bien poderan far lors pregaris en basse botz en presence et an desfentz de las maisons deus loexs susdits ond se fe a present l'exercice susdit de la Religion romane, dabant que de lhebbar et emportar loedits corps, si bon lor semble.

Et per donar ordy et reglement a so quy es estat requerit suus lo feyt de la processions publicas, apres hauer bien considerat que per euitar las scandalles et ceditions aduengudes per lo moyen de

desdites processions publiques en plusieurs parties et endroits de notre dit pays, nous avons dès longtemps, sur ce, fait très expresses prohibitions et défenses, lesquelles ont été observées en plusieurs parties; à cette cause nous avons dit et ordonné, disons et ordonnons, que ceux seulement qui à présent ont l'exercice de ladite religion romaine pourront faire lesdites processions en leurs cloîtres et cimetières joignant aux temples sans aller plus loin, ni par les champs, ni par les rues, ni autrement.

Et d'autant que ci-devant désirant, comme encore maintenant nous continuons de bonne intention, de ramener les rentes et les revenus des bénéfices et biens ecclésiastiques à leur première institution faite pour la nourriture des pauvres et l'entretien des pasteurs et autres œuvres pies, nous avons, par un article exprès de nos ordonnances données à Paris au mois de juillet 1566<sup>1</sup>, supprimé les bénéfices et droits de patronat appartenant aux gentilhommes, abbés et autres patrons desdites rentes et revenus convertis et appliqués aux œuvres pies comme y étant vraiment affectés; et nous avons toujours entendu et entendons que notre dite ordonnance saintement et justement faite ait issue et sorte son

lasdites processions publicas en plusors parts et endrectz de nostredit pays, nous hauem de long temps susso feyt tres expresses prohibitions et deffences lasquoalles sen estades obseruades en plusors partz, a daqueste cause nous hauem dict et ordenat disem et ordenam que aquetz solament quy a present an lo exercice de ladite Religion romane poderan far lasdites processions en lors claustrs et semiteyris joignant aus tenples, senhs anar plus loing ny per las camps ny per las rues et non autrement.

Et dautant que si dabant deseran cum enquoeri de present continuam la bone affection de redusir las rentes et rebenus deus beneficis et biens ecclesiastiques a lor prumeere institution feyte per la neuriture deus praubes et entretenement deus pastors o autres obres pies, nous hauem per expres article de nostres ordenances dades a parys au mes de julhet mil V<sup>e</sup> LXVI<sup>1</sup> supprimit los dits beneficis et drectz de patronat aparthenents aus gentiushomes abbats et autres patrons, et lasdites rentes et rebenus conbertides et aplicades a las dites obres pies cum y estant vrayement affectats et que nous hauen tout jorn entendut et entendem que nostredit orde-

1. Voy. le texte de ces ordonnances dans le *Bulletin* de 1891, p. 292.

plein et dû effet. Pour cela, confirmant et approuvant cette [ordonnance] autant que de besoin et raison, de nouveau avons dit et ordonné, disons et ordonnons, voulons et nous plait, que ladite suppression tiendra et aura lieu suivant notre dite ordonnance, sauf et réservé ce qui concerne les cures où se fait l'exercice de lad. religion romaine, qui ne sont pas sous patronat, auxquelles les évêques pourront pourvoir et en disposer comme bon leur semblera, et non des canonicats, prébendes et autres bénéfices, lesquels, ainsi qu'il est dit, nous avons voulu et entendu, voulons et entendons qu'ils soient et demeurent supprimés par la mort de leurs possesseurs. Et quant aux autres bénéfices, cures et prébendes sous le patronat des gentilhommes, abbés et autres patrons faisant profession de la religion réformée, ceux-ci en pourront disposer et y pourvoir de plein droit sans s'adresser auxdits évêques; et les autres patrons qui sont de la religion romaine en pourront user ainsi que bon leur semblera.

Et quant à la juridiction prétendue par lesdits évêques sur le mariage et les blasphèmes et paillardises des prêtres, ce à quoi il est très nécessaire de mettre et de donner bon ordre et de pourvoir, tant pour la conservation de notre autorité et dignité supérieure

---

nance santament et justement feyte aye sortit et sortesque son plen et degut effieyt. Per so en aquere confirman et aproban entant que bisoing et reison de nobet hauen dyt et ordenat disen et ordenam volen et nous prelatz que ladite suppression tiendra et aura loc seguien notredit ordenance, saup et reseruat per lo regard de lasdites retories ond se fe lo exercice de ladite Religion romane quy no son de juspatronat, a lasquoalles los euesques poderan prouuedir et dispausar cume bon los senblera et non de las canongies prebendes et autres beneficis losquoals ainsi que dyt es nous hauen bolut et entendut bolen et entenden estar et demorar supprimitz per la mort de lors possesors. Et quand aux autres beneficis retories et prebendes estant de juspatronat deus gentiushomes abbats et autres patrons fasan profession de la Religion refformade, etz en poyran dispausar et prouuedir de plen direct senhs se adressar ausdits euesques; et los autres patrons quy son de la Religion romane en poyran usar ainsi que bon los senblera.

Et quand a la jurydiction pretendude per losdits euesques suus los maridatges et las blasphemis et palhardisses deus capperaas, a qui es tres necessari meter et balhar ung bon ordy et prouision tant



que pour la liberté de conscience, et pour éviter aussi que les vices et méfaits ne soient dissimulés et par connivence laissés impunis; — nous voulons et entendons que lesdits évêques puissent connaître préventivement de toutes matières matrimoniales entre personnes purement de ladite religion romaine en juridiction contentieuse. Et entre personnes dont l'une des parties serait de la religion réformée ou toutes deux feraient profession d'icelle, la connaissance en appartiendra à nos amés et fidèles les gens tenant notre Cour souveraine et non à d'autres en ladite juridiction contentieuse. Et pour ce qui concerne lesdits blasphèmes et paillardises desdits prêtres, tant seulement lesdits évêques en connaîtront aussi par prévention; et les appels de leurs jugements tant en ladite matière de blasphèmes et de paillardises que sur les autres causes matrimoniales, ressortiront immédiatement en notre Cour souveraine, laquelle connaîtra et décidera en dernier ressort. Afin que nos sujets ne soient distraits et tirés hors de notre dit pays et par tels moyens vexés et fatigués de l'incommodité que porte la poursuite d'une longue procédure dont plusieurs sont tombés en ruine de leurs biens et de leurs personnes.

---

per la conseruation de nostre autoritat et dignitat superiori que per la libertat de conscience, et per euitar aussi que los viciis et maleficiis no sien dissimulatz et per conniuece passats per impunitat; — nous bolem et entendem que losdits euesques pusquen conexer per preuention de toutes materys matrimoniales enter persones purement de ladite Religion romane en juridiction contentieuse. Et entre autres personnes dont l'une de las partides sera de la Religion reformade ou toutes dues fasen profession, dequere la conexence en apperthiendra a nostres amats et fidelz gents tenentz nostre Court soubirane, et non a autres en ladite juridiction contentieuse. Et per lo regard deusdits blaphemys et palhardisses deusdits caperaas, tant solement losdits euesques en conexeran aussi per preuention et las appellations de lors judgements tant en ladite matery de blaphemis et palhardises que de las causes matrimoniales, ressortiran inmediatement en nostre Court soubirane, laquoalle en conexera et decidera en darrer ressort. Affin que nostres subyeects no sien distreyts et tirats fore de nostredit pays et per tal moyen bexatz et tribalhats de l'incomoditat quy porte la poursuite dune longue justice dont plusors son tonbats en ruyne de lors biens et personnes.

Pareillement, désirant donner règlement certain à ce qui concerne les précepteurs et maîtres d'école pour l'instruction de la jeunesse, nous avons déclaré et déclarons que, en chaque lieu et ville de notre d. pays il pourra y en avoir jusqu'au nombre de deux qui seront l'un de la religion réformée et l'autre de la romaine, lesquels seront examinés par lesd. gens de notre dite Cour souveraine avant de pouvoir être reçus et entrer en exercice de leurs charges, sauf toutefois que les précepteurs qui seront en de petites localités et qui n'enseigneront à la jeunesse qu'à lire et à écrire seulement ne seront point examinés en notre dite Cour, nous réservant toutefois de faire connaître et de nous informer sur lesdites petites localités, de leur suffisance et façon d'enseigner, quand ainsi nous plaira ordonner et commander. Et afin que lesdits précepteurs et maîtres d'écoles qui seront de la religion romaine sachent en quelle forme ils auront à instruire et enseigner ladite jeunesse, ordonnons que par les évêques de notre d. pays leur sera donné un formulaire, lequel avant d'être mis en lumière sera par nous vu et approuvé.

Et parce que ci-devant, par bonnes et grandes considérations, nous avons fait plusieurs ordonnances sur la prohibition des questes des mendiants, sur lesquelles ordonnances lesd. gens des États

---

Pareillement, desiran donar reglement certain a so que concernex los preceptors et mestres d'escoles per l'instruction de la juvenesse, nous haben declarat et declaram qu'en chascun lo et bille de nostres pays en y podera hauer intro au nombre de dus quy seran l'ung de la Religion refformade et l'autre de la romane, losquoals seran examinats per las gents de nostre Court soubirane auperabant que pusque estar recebutz et entrar en l'exercice de lors charyes, saup totesbetz que los preceptors quy seran en petits lox et quy no ensenheran la joenesse que de legir et escriuer solament no seran punct examenats en nostre dite Court, nous reservan totesbels de far conexer et nous informar suus losdits petits locs de lor suffiencie et fayson d'ensegnar, quand aixi nous plasare ordenar et comandar. Et affin que losdits preceptors et mestres descole qui seran de la Religion romane sapien en quinhe forme auren à instruir et ensenhar ladite joenesse. ordenam que per los euesques de nostre dit pays los sera balhat ung formulary, loquoal au prealable que sie metut en lumière, sera per nous bist et aprobat.

Et per so que si dabant, per bones et grandes considerations, nous hauem feyt plusors ordenances sans la prohibition de las questes

nous auraient fait entendre remontrances et suppliques, leur y voulant pourvoir ; -- nous avons déclaré et déclarons que lesdites ordonnances tiendront et seront inviolablement gardées et observées, permettant toutefois que dans les lieux où lesdits mendiants ont coutume de quêter, il pourra y avoir un personnage élu et commis par les jurats desdits lieux qui, sans quêter, recevra dans sa maison et non ailleurs, les aumônes et charités qu'on voudra faire et départir auxdits mendiants, pour après leur être, par ledit député, portées et rendues en leurs couvents et cela jusqu'à ce que par nous en soit autrement ordonné.

De plus sur ce que, par lesdits États, nous a été proposé et mis en avant, touchant et concernant le fait des synodes et consistoires des Églises réformées de notred. pays, nous disons et déclarons, en éclaircissant tous doutes et difficultés dans lesquelles on a voulu entrer sans comprendre [les choses] comme nous, nous n'entendons attribuer aucune juridiction auxdits synodes et consistoires pour punitions, châtimens et amendes, mais seulement qu'ils puissent user des admonitions et autres répréhensions permises et rapportées par la Parole de Dieu et non autrement, ni plus avant.

deus mendicans suus la generalles ordenances las gents deus Estats nous auren feyt entendre remontrances et supplicas los y holer proubedir ; — nous houem declarat et declaram que lasdites ordenances thiendran et seran inuolablement goardades et obseruades, permeten totesbets que per los locxs ond losdits mendicans an acostumat de quistar, y podera hauer ung personadge elegit et cometut per los jurats deusdits locxs quy senhs quistar recevra en sa maison et non defore, las aumoynes et charitatz quy hom bolra far departir ausdits mendicantz per apres lor estar per lodit depputat portades et rendudes alors conuints et aquero tant entro que per nous autremen y sera ordenat.

Dabantadge, susso que per losdits estats cytats nos es estat prepausat et metut en aban touchan et concernent lo feyt deus sinodes et concistoris de las Gleyes refformades de nostredit pays, nous disen declaram en esclarerin toutz doubtes et difficultats ausquoals lom sen bolut entrar ne hauer entendut cum nos, no entenden atribuir augune juridiction ausdits sinodes et concistoris per punition, multes ny amendes, mes solemen que pusquen usar de las admonitions et autres reprehentions permetudes et reportades per la parolle de Diu et non autrement ny a plus abant.

Avons au surplus voulu et entendu, voulons, entendons et nous plaît, que les ministres de lad. Parole de Dieu qui à présent sont en notred. pays soient tenus pour naturalisés et non les autres étrangers qui dorénavant y viendront, s'ils ne se présentent à nous et ne prennent de nous des lettres de naturalisation, ainsi que en semblable cas il est accoutumé d'être fait et observé de tout temps.

Pareillement voulons et ordonnons lesd. gens des États, suivant leur réquisition, seront et demeureront déchargés des frais et dépens des loyers des logements desd. ministres, enjoignant et commandant néanmoins et très expressément aux jurats des villes et localités où il y aura des ministres par nous et de notre autorité mis et ordonnés, de leur donner et fournir, en lesdites villes et lieux, des logis propres et convenables selon leur qualité, lesdits ministres payant raisonnablement et modérément les locations desdits logements, procédant en ceci lesdits jurats si bien et si justement qu'il ne nous en puisse venir aucune plainte; donnant puissance et autorité auxdits jurats de prendre et choisir en lesdites villes et localités lesdits logis commodes et convenables, pour donner auxdits ministres, afin qu'ils puissent le mieux faire et exercer leurs charges.

---

Auem au surplus bolut et entendut, bolen et entendem et nous platz, que los ministres de ladite palaure de Diu quy à present son en nostredit pays sien thenguts per naturalisatz, et non los autres estrangers quy dores nabant y biendran, sino se presantants a nous et prenen de nous lettres de naturalitat ainsi que en semblable caas es acostumat destar feyt et obseruat de tout temps.

Pareillement bolem et ordenam que lasdites gentz deus estats, seguin lor requisition, seran et demoreran descharyats deus frays et deppens deus loguers deus lodgis deusdits ministres, injungin et comandan neanments et tres expressement aux jurats de las billes et locxs ond y aura ministres per nous et de nostre autoritat tremeututs et ordenats, lor balhar et fornir en lasdites billes et locxs lodgis et conuenables, segond lor qualitat, en pagan losdits ministres rasonablement et moderadement los logadges deusdits lodgis, procedien en aquere part per losdits jurats si bien et justamen que no nos en pusque benir augun plaincte; donan puxance et autoritat ausdits jurats de prenen et causer en lasdites billes et locxs losdits lodgis comodes et conuenables per balhar ausdits ministres, affin que etz pusquen milhor far et exercir lors charges.



Et pour donner ordre et règlement assuré sur les abus que les jurats de certains lieux du présent pays ont introduit par une nouvelle exaction et subside, faisant payer certaines sommes d'argent pour le prétendu salaire des insinuations et notifications des contrats des acquisitions des immeubles, nous requérant les gens desdits trois États, nous avons fait et faisons très expresses inhibitions et défenses à tous les jurats des villes et lieux du présent pays, de prendre, exiger et recevoir aucun droit ni salaire pour raison desdites insinuations ou notifications des contrats d'acquisition de biens immeubles, mais seront tenus de faire recevoir lesdites insinuations en franchise et sans salaire, suivant les libertés, fors et coutumes de notred. pays, sous peine de punition contre ceux qui contreviendront à icelle notred. ordonnance.

Et en ce qui concerne le maintien et l'interprétation et garde de l'ordonnance faite par notre très honoré seigneur et père Henri de glorieuse mémoire sur le fait des lettres de grâce, en date du 17 mai 1554, nous voulons et ordonnons que ladite ordonnance sera inviolablement gardée et observée de point en point, selon sa forme et teneur, tant pour ce qui regarde les contrats passés avant que

Et per donar ordy et reglement assegurat suus los abusos que los juratz de aucuns loecs deu present pays an introdusit per una nouvelle exaction et subsidy, fasen pagar certanes somes de diners per lo pretendut salary de las insinuations et nottifications deus contractes de las aquisitions deus biens cedents, nous requerien lasdits gents deus tres estats, hauem feyt et fem tres expresses inhibitions et deffences a toutz los jurats de las billes et loecs deu present pays de prener exiger et recébir augun drect ny salary per rason de lasd. insinuations ou nottifications de contracts d'aquisition de bien cedentz, abantz seran tenguts de far et reciber lasdites insinuations francament et senhs salary, seguien las libertats, fors et costumes de nostredit pays, a pene de punition contre los quy contrabiendran a aqueste nostredite ordenance.

Et per lo regard de l'entertenament et interpretation et garde de l'ordenance feyte per nostre tres honorat Seignor et pay lo Rey Henric de gloriose memory, suus lo feyt de las cartes de gracie. en date deu XVII de may mil V<sup>e</sup> sincquoante et quotate, nous volem et ordenam que ladite ordenance sera inbiolablement goardade observade de punct en punct, segond sa forme et thenor, tant per lo regard deus contracts passatz auparaban que despuys ladite orde-

depuis ladite ordonnance, entendant que les lettres de grâce faites avant ladite ordonnance qui contiennent la clause « de tout temps et à jamais » ou « à toutes heures » seront observées et maintenues ainsi qu'elles sont transcrites sans qu'il y ait aucune prescription, nonobstant les mots « selon le for » contenus en ladite ordonnance.

Et pour obvier aux maux et abus qui journallement sont commis par une infinité de personnes qui malicieusement prennent et tirent les pigeons apprivoisés des colombiers, chose qui ne se peut ni doit tolérer, nous avons très expressément prohibé et défendu, prohibons et deffendons à toutes sortes et manières de gens, de quelque état, qualité et conditions qu'ils soient, de tirer avec des arquebuses, pistolets ou arbalètes sur lesdits pigeons domestiques et apprivoisés près ou loin des colombiers ou maisons, et par le susdit moyen ou avec des filets, ni autrement, les tirer ni prendre, sous peine de dix amendes majeures, pour ce qui regarde la prise desdits pigeons et la rigueur de l'ordonnance naguère faite et publiée sur le port desdites arquebuses ou pistolets contre ceux qui y contreviendront.

De plus, sur les plaintes qui nous ont été faites par les gens desdits trois États contre les marchands, pourvoyeurs et som-

nance, entendem que las cartes de grace feytes auperabant ladite ordenance conthenentes la clausule de tous temps et a james ou a toutes hores, seran obseruades et intertengudes, ainsi que son corchades senhs que y aye aucune prescription, nonobstant los mots segond lo for conthiengutz en ladite ordenance.

Per obuiar aus maus et abus qui jornalament son cometutz per une infinitat de persones losquoals maliciosamen prenen et tuen los coloms priuats deus colomes, cause quy no se pot ny deu tollerar, nous hauem tres expressemen inhibit et deffendut, inhiben et diffendem à toute sorte et maneyre de gentz, de quinh estat qualitat et condition que sien, de tirar ab hacabutes pistoles ou balestes ausdits coloms domestixs et priuats, pres ny loing deus colomes ou maisons, et per le susdit moyen ou ab fielats ny autrement los tuar ny prender, a pene de detz leys mayors, et per lo regard de la prens deusdits coloms et de la rigor de l'ordenance no a goayres feyte et publicade suur lo port de lasdites hacabutes ou pistoles, contre aquets quy contrabiendran.

Dabantadge, suus la plaincte qui nous es estade feyte per las gentz deusdits tres Estats contre les marchantz prouedidors et some-

meliers de notre maison et de celle de notre très aimé et très cher fils, nous voulons, entendons et nous plaît, en ce qui concerne les marchands pourvoyeurs, que l'ordonnance faite par notre très honoré seigneur et père le défunt roi Henri, en date du 16 avril 1555, soit étroitement et inviolablement maintenue et observée; et faisons auxdits pourvoyeurs très expresse inhibition et défense de prendre aucunes viandes<sup>1</sup>, sous couleur et prétexte de leurs offices, sinon pour la provision de notre maison et de celle de nos très chers et bien aimés enfants seulement; prohibons aussi auxdits pourvoyeurs de détruire (?) ni couper les<sup>2</sup> aux bois, qu'au préalable ils n'aient fait accord sur le prix avec leurs maîtres ou bien les aient fait taxer par les jurats des lieux, selon la susdite ordonnance; et pour ce qui regarde les sommeliers, nous ordonnons pareillement que le contenu de l'article dernier, *rubrica* des bouteillers, soit gardé et observé de point en point, par lequel il est dit, statué et porté que lesdits bouteillers seront tenus de vendre les fûts des vins en payant les maîtres auxquels tels vins auront été pris six liards pour chaque fût tant seulement.

---

liers de nostre maison et de nostre trescher et tresamat filh, nous bolem entendem et nous platz, en so que concernexs los marchants prouedidors, que l'ordenance feyte par nostre tres honorat segnor et pay lo deffunct Rey Hericq en date deu XXI daost mil V<sup>e</sup> LV sera estretament et inuiolablement intertengude et obserbade et fasen ausdits prouedidors tres expresses inhibitions et diffence de prener auguns carnaladges sus color et pretexte de lors officys, sinon per la prouision de noste maison et de nostres tres chars et tres amatz efantz solement, prohibim aussi ausdits prouedidors de tuar ny coppar los aus boqs, que au prealable no ayen auar-dat deu pretz ab los seignors de quets ou bien los ayen feyts taxar per los jurats deus loexs segond la susd. ordenance; et per lo regard deus somelier ordenam parellement que lo contengut de l'article darrer, *rubrica* de botilhers, sera goardat et obseruat de punct en punct, per loquoal es dit statuit et portat que losdits botelhers seran tengutz rendre los futs deus biies en pagan los mestres a quy tals biis seran estatz prees siexe ardots per chascun fust tant solamen.

1. Viandes. Il s'agit ici du droit de *carnaladges*.

2. Le mot illisible nous empêche de comprendre ce texte.

Et quant à ce que lesdits gens desdits trois États nous ont requis sur le fait des capleys<sup>1</sup> nous voulons et entendons que nos fermiers en jouissent pendant le temps de leurs fermes aux lieux où ils ont joui ainsi qu'ils ont joui et jouissent, et non en autres lieux où ils n'ont point joui ni jouissent, et que ledit terme expiré, l'ordonnance de notredit très honoré seigneur et père le défunt roi sur lesdits capleys, en date du 15 novembre 1547, soit strictement gardée et observée, comme aussi nous voulons que dorénavant elle soit entretenue aux lieux dans lesquels nosdits sujets n'en ont point joui ni jouissent.

Aussi donnons et mandons à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre dite Cour souveraine à Pau, sénéchal de Béarn, ses lieutenants et tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, de faire les présentes lire, publier et enregistrer en leurs cours et juridiction et partout ailleurs en notredit pays souverain de Béarn où besoin sera et le contenu des présentes faire garder et observer de point en point inviolablement, selon leur forme et teneur, jusqu'à ce que autrement, ainsi qu'il est dit, y soit pourvu et ordonné, car tel est notre plaisir.

Et quand aso que losdits gentz deus tres Estatz nous an requerit suus lo feyt deus capleys, nous bolem et entenden que nostresdits arrendedors poyran, penden et durant lo terme de lor arrendement aus locxs ond au juyt tan aixi que au juyt e juxen et non en autres locxs ond etz no en au punct juyt ny juxen et que lodit terme expirat, l'ordonence de notre dit treshonorat Senhor et pay lo deffunct Rey Henricq saus losdits capleys, en date deu XV<sup>e</sup> de novembre mil V<sup>e</sup> quoarante et sept, sera entretenue goardade et obseruade, cum aussi nous bolem que dist en desa er sie intertengude aus locxs ausquoals nostredits subjects no an punct juyt ny juixen.

Si donam en mandamen a nostres amats et fidels conselhers las gents tenents nostredite cour souberane a Pau, seneschal de Bearn, sous loctenentz et a tous autres notres officiers et justiciers qu'y aperthiendra, qui las presentes fasen legir publicar et registrar en lors cort et juridiction, et per tout alhors en notre pays soubiran de Bearn, ond besoning sera, et lo contengut de la presente fasen goardar, obseruar, de punct en punct, inbiolablement, segond lor forme et thenor, tant entro autrement ainxi que dict es et y sera probedit et ordenat, car tal es nostre plasir.

1. Capleys, droit de prélèvement sur une amende majeure.



En témoignage de quoi, aux présentes signées de notre main  
avons fait mettre et apposer le sceau de nos armes.

Données à Pau le 13 juillet 1568.

Ainsi signée :

JEANNE.

Pour la Reine Dame souveraine de Béarn  
étant en son Conseil, ainsi signé :

MARTRET.

En testimony de que a las presentes signades de nostre man  
hauem feyt meter el aposar lo saget de nostres armes.

Dades à Pau, lo XIII de Juillet mil V<sup>e</sup> LXVIII.

Aixi signades :

JEHANE.

Per la Regine Dame soubirane de Béarn estan  
presente en son conselh, ainsi signat :

MARTRET.

Copie du temps en onze pages, écriture de belle apparence mais  
difficile.

## VIII

### La tolérance de Montluc

4 janvier 1569

Il est intéressant de comparer les procédés d'un catholique  
bon teint comme Montluc, à ceux de Jeanne d'Albret. Il suffit  
pour cela de lire l'édit qu'il publia au commencement de l'an-  
née 1569 et dont jusqu'ici on ne connaissait qu'un passage cité  
par Bordenave (p. 177). Très menacée dans sa sécurité,  
Jeanne avait dû se retirer à La Rochelle et prendre ouverte-  
ment parti pour les Huguenots que Montluc appelle les re-  
belles, et les Béarnais, restant sur la défensive, avaient mis  
des garnisons aux frontières de leur État. Montluc en prend  
prétexte pour leur interdire de franchir ces frontières et  
ordonner à ses soldats de les saisir et emprisonner comme  
des brigands. C'est ainsi que, selon lui, le roi de France  
entendait « protéger et conserver » un pays sur lequel il

n'avait aucun droit et que Montgommery sut heureusement bientôt reprendre à ses agents.

*Doble de ledict de Mons. de Montluc contre los havitans de Bearn.*

Blaise de Montluc, chevalier de l'ordre du Roy, son lieutenant general en Guienne, salut.

Il est certain et ne peut estre ignoré de personne les grands et innumerables biens et faveurs que la maison de Navarre a receus de sa magesté et de ses predecesseurs, qui n'ont jamais eu moins de soing ni cure des affaires d'icelles que de leurs propres, les ayant tousjours deffendus et conservez contre ceulx qui ont voulu entreprendre contre leur auctorité, si bien que juyant par saine raison il n'y a nul qui fase ou doyve faire doubt de combien lad. maison demeure obligée à celle de France.

Touteffois, au lieu d'avoir ceste cognoissance et se mettre en devoir de rendre le reciproque à sa magesté aus afferes qui luy sont survenus sur les bras en son royaume, la Reyne de Navarre, au lieu d'employer tous ses moyens pour secourir à une telle necessité sa magesté, au contraire, usant d'une très grande ingratitude, se seroit raliée avec eulx, faisant tout ce qu'elle peult, sans espargner aucune chose, pour favoriser les mauvais et pernicleux desseings desd. rebelles, et non contente de ce, et vu ce qu'elle mesme est en persone dants les villes qui demeurent aujourd'hui occupées par eulx, ses subjects de Bearn se seroient mys en armes et pouse garnisons sur les frontières de ce gouvernement, qui donne à penser que tout ainsi que lad. dame se est declairée d'ung costé, ils pourroient avoir quelque desseing d'entreprendre sur l'estat du Roy, à quoy nous avons ainsi deu pourvoir, en mettant bone garnisons sur leur frontière. Mais d'autant que nous avons entendu qu'ils courent les terres de sa magesté et qu'ils empêchent et desvalisent ses sujets en quelque part qu'ils les puissent treuver, soit en Bearn ou ailleurs, faisant en tells actes une guerre couverte, nous voulons et desormés ordonnons et jusque à ce que autrement y sera ordonné, qu'il soit licite et parmis à tous chefs et conducteurs de gents de guerre et à tous les subjects de sa magesté de pouvoir prendre et emprisonner tant de bearnois qu'ils pourront treuver, aus terres de lad. Magesté, lesquels de sa pare, come par letres, nous avons declairé et declairons prisoniers en bone guerre, deffendant et inhibant tres expressement à tous lesd. subjects résidents en nred. gouvernement de converser ny traffiquer avec eulx,

soiet en marchés ordinaires ny autrement, en sorte et manière quelque se soiet, sur pene de la vie et confiscation de leurs biens.

Et affin que persone ny puisse pretendre cause d'ignorance, nre pn. ordonnance sera publiée par tous les ressors et juridictions de nre gouvernement, par les officiers des lieux, ausquels nous mandons ausi le faire à pene d'estre privés de leurs offices.

Faict à Agen, sous le seing et scel de nos armoiries, le quatrième de Janvier mil V<sup>e</sup> soixante neuf.

Ainsi signé : BLAISE DE MONTLUC, et plus bas DE BAROY et scele du scel et armoiries dud. seigneur à cire rouge.

(Copie du temps en deux pages; bonne écriture. Le titre se trouve au dos de la quatrième page.)

## CEUX QUI PERSISTAIENT DANS LES PRISONS DE ROUEN

En 1688 et 1689

Voici les deux listes complétant celle que j'ai donnée dans le *Bulletin* du 15 mai, p. 256, et qui portait ces mots : *Envoyé par M. de Beuvron le 6 sept. 1689.* — Le premier de ces deux états supplémentaires est du 29 mars 1688, c'est-à-dire de l'époque où l'on s'était décidé à expulser purement et simplement ceux dont on ne parvenait pas à obtenir la soumission. Aussi plusieurs des noms qu'il renferme se retrouvent-ils sur une liste de ces expulsés que nous avons reproduite dans le *Bulletin* de 1887, p. 420 (note) et qui nous dit d'où étaient ces confesseurs.

Le deuxième état est du 30 mars 1689. Quelques noms sont déjà dans l'état antérieur ainsi que dans celui imprimé il y a un mois, mais généralement accompagnés de renseignements nouveaux. — On voit combien les juges subalternes de Coutances, Valogne, Vire, Fécamp, etc., étaient féroces et aussi à quel point leur cruauté était impuissante, car chaque nom est accompagné de la mention, huguenote par excellence. PERSISTE. — Je n'ai reproduit, dans ce second état, que les notes renfermant un renseignement précis.

Enfin j'ai ajouté une note, d'août 1689, extraite du même

carton des Archives nationales (264, XXII) et relative aux réunions d'édification que ces obstinés tenaient dans le cachot même où ce crime les avait fait emprisonner.

N. W.

**Liste des prisonniers de la Conciergerie du palais  
détenus pour la religion. 29 mars 1688.**

Persistent  
de la R. P. R.

**M. Jean Lalouel, Jean Tirel, Isaac Fouray** escuyer et damoiselle **Marie Escroignard**, condamnés, sçavoir : lesd. Tirel et Fouray aux galères, lad. Escroignard à être rasée et enfermée et led. Lalouel à garder prison, par les juges de Coutances.

Persistent.  
*Idem.*

**Gedeon Pierre Le Conte**, damoiselle **Marie Le Tresor, Suzanne Anquetil, Louise et Marie Mauger**, condamnés, sçavoir : led. Leconte aux galères et lesd. Le Tresor, Anquetil et Mauger à être enfermés, par le juge de Coutances,

Persistent.  
*Idem.*

**Louis Emery, Jean Chemin, Jacques Lefebure, Anne Pellisson, Marie Emery, Elisabeth Chastrefou, Magdelaine Le Heup, Jeanne Le Capelain, et Marie Le Canu**, sçavoir les hommes condamnés aux galères et les femmes qui n'ont point signé, à garder prison et les autres à être rasées et renfermées, par les juges de Coustances.

Persiste.  
*Idem.*

**Josias Godard**, étant du même jugement, a esté condamné aux galères par arrest de la Cour et est resté invalide, suivant la visite qui en a été faite par les medecins et chirurgiens.

Persiste.  
*Idem.*

**Pierre Du Vivier**, escuyer, appelant du juge de Vallongnes qui le condamne aux galères.

Persiste.  
*Idem.*

**Pierre Durosol**, escuyer, décrété en prise de corps pour n'avoir pas fait son devoir suivant l'abjuration par lui faite, et a esté amené en la Conciergerie par arrest de la Cour, il y a vint un mois.

Persistent.  
*Idem.*

**Isaye et Isaac Le Conte**, père et fils, et **Élisabeth Laisné**, condamnés, sçavoir led. Isaac aux galères, Isaye à garder prison, et lad. Laisné au bannissement hors de la province, pour n'avoir pas voulu faire leur devoir, jugés à Coustances.

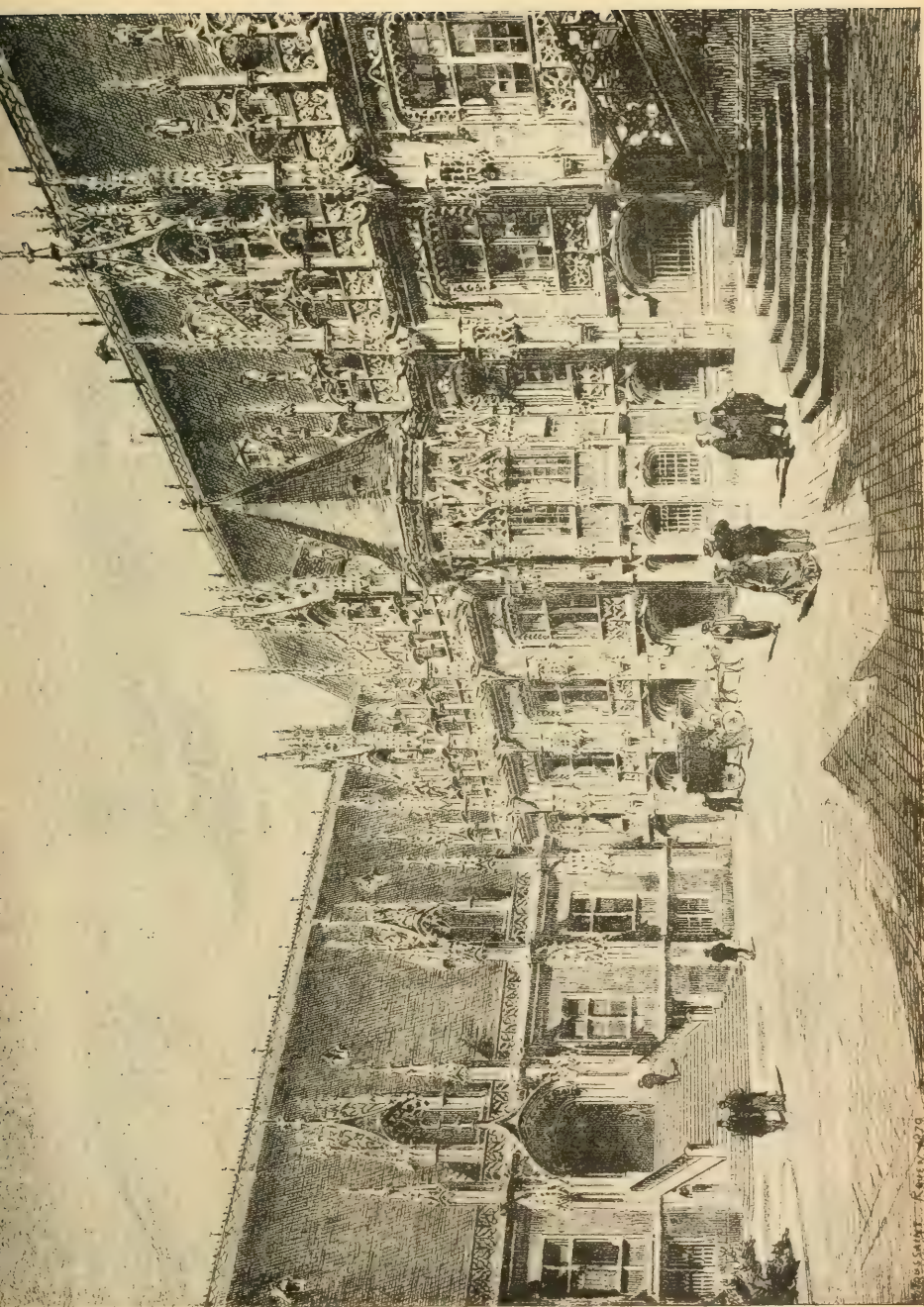
Persistent.  
*Idem.*

**Abraham Flamard, et Daniel Caron**, condamnés aux galères par M. le lieutenant criminel d'Arques, comme relaps et pour avoir voulu passer.

Persiste.  
*Idem.*

**Jean Leblond**, decreté en prise de corps par la Cour et amené à la Conciergerie par ordre de M. le P<sup>r</sup> pour avoir fait passer son frère mineur dans les pays étrangers et depuis en prestant l'int<sup>re</sup> (?) est tombé dans le crime de relaps pour avoir déclaré vouloir estre de la R. P. R., quoi qu'il l'eust abjuré.





LE PALAIS DE JUSTICE DE ROUEN.  
(La Conciergerie se trouvait dans l'escalier de gauche.)

Persistent.  
*Idem.*

**Louise et Madelaine Pessay**, condamnées d'estre rasées et enfermées, par les juges de *S<sup>t</sup> Lô*, pour avoir voulu passer.

Outre les dessusd<sup>s</sup>, il y a encore dans ladite Consiergerie :

**Daniel Ozenne**, **Judic Couppery**, **Catherine Godin**, **Isaac Durel**, **Jean Fresil**, **Élisabeth Malherbe**<sup>1</sup>, **Marthe Paysan**, **Renée Pertuson**, **Marie Paysan**, **Élisabeth Vauquelin**, amenés du Havre, lesquels se font instruire par Monsieur Louchard, presbtre.

Persiste en la R. P. R.  
et ne veut  
se faire instruire.

**Marthe Lavotte** aussi amenée du Havre.

### 30 mars 1689.

*Coutances.*

**Élisabeth de Chastrefou des Foulleries**, de *S<sup>t</sup> Lô*, arrêtée le 5 mars 1687 voulant sortir, condamnée par l'amirauté de Coutances, le 22 nov. 1687 à être rasée et enfermée à l'abbaye des Anges, ses biens confisqués. A une fille de 21 ans, sans biens, persiste. — Faut la séparer des autres.

**Madelaine Le Heup**, femme l'Ecluse, boulanger à *Coutances*, arrêtée le 5 mars 1687, et condamnée par l'amirauté, le 22 nov. 1687, à être rasée et enfermée aux hospitaliers de Vire, ses biens confisqués. A 50 ans et des enfants ; persiste.

**Jeanne Capelain**, de *Camberton*, vicomté de Coutances. Arrêtée et condamnée les mêmes jours. A 30 ans ; persiste.

**Marie Le Canu**, de *Cerisy*, mêmes dates, 32 ans, condamnée à être enfermée à l'hôpital de Coutances. — Persiste.

**Isaac Le Comte**, de *S<sup>t</sup> Denis le Gast* près Gavray, arrêté le 16 juillet 1686, saisi d'un petit livre de la R. P. R. et pour avoir refusé d'assister au service divin, condamné par le lieutenant criminel de Coutances, le 16 janvier 1687, à l'amende et aux galères. Laboureur âgé de 60 ans, marié, a des enfants ; persiste.

**Elisabeth Laisné**, veuve de **Jacob Le Comte** et belle-mère d'**Isaac**, de *S<sup>t</sup> Denis le Gast*, condamnée pour la même raison et le même jour, à assister à l'amende honorable et à tenir prison perpétuelle. A 65 ans ; persiste.

*Valogne.*

**Pierre Duvivier de Ruel**, de *Danneville en Saire*, près Barfleur, arrêté le 22 oct. 1686, pour avoir dit à deux paysans qui gardaient la côte, qu'il se repentait d'avoir abjuré la R. P. R. Le 11 décembre 1686, déclaré relaps, condamné à l'amende honorable, aux galères à perpétuité et à avoir ses biens confisqués. A 38 ans, sa femme et un enfant ; persiste.

1. Emprisonnée à Caen après la mort de son père 1686, puis transférée à Rouen, puis sept. 1688 derechef à Caen.

**Pierre Du Rozel de Lanfrerie**, de *Monsegré*, vicomté de Vire, 47 ans, accusé d'avoir fait passer à l'étranger en 1684 un frère du s. du Rozel Freval, et le 26 juin 1685, par l'arrêt ordonnant la démolition du temple de Caen, condamné à représenter led. Freval. Arrêté le 9 oct. 1687, à la requête du s<sup>r</sup> Rozel de Freval dénoncia-teur. Marié, a des enfants et 500 l. de rente. Persiste.

Vire

**Daniel Carron**, de *Bolbec*, arrêté le 18 août 1686, voulant sortir, condamné le 7 oct. 1686 à l'amende, aux galères et à la confiscation. A 42 ans, femme et un enfant, tanneur; persiste.

Arques.

**Abraham Flammare**, de *Luneray*, arrêté le 18 août 1686, condamné par la même sentence aux mêmes peines. Veuf, 42 ans, deux enfants, marchand de laine. Persiste.

**Jean Besquet**, de *Bolbec*, arrêté le 26 juillet 1687 voulant sortir, condamné à Fécamp le 11 octobre 1687, à l'amende, aux galères et à la confiscation, 28 ans, marié, deux enfants. Persiste.

Fécamp.

**Jacob Barbey**, de *S<sup>t</sup> Eustache* près Bolbec, arrêté le 26 juillet 1687 voulant sortir, condamné aux mêmes peines, 17 ans. Persiste, faut le séparer des autres.

**Jeanne Barbey**, sa sœur, 19 ans, même sentence.

**Jean Chouquet**, de *Bolbec*, même sentence, 23 ans. Persiste, faut l'instruire.

**Marie Le Carron**, femme **Hautot**, de *S<sup>t</sup> Jean de la Neuville*, arrêtée le même jour, 60 ans, deux enfants. Persiste.

**Anne Hautot**, sa fille, *idem*, 18 ans, faut la séparer de la mère.

**Marguerite Bodin**, de *Bolbec*, arrêtée le même jour et condamnée aux mêmes peines, c'est-à-dire à être rasée et renfermée; femme **Pierre Lévêque**, sans enfants. Persiste.

**Marthe Lavotte**, de *Bolbec*, arrêtée le 28 février 1687 voulant sortir, condamnée le 17 nov. 1687 à être rasée et enfermée et ses biens confisqués. Agée de 39 ans, non mariée, blanchisseuse; persiste, fort opiniâtre.

Havre.

**Renée Pertuson**, du *Havre*, arrêtée le 3 juillet 1687 voulant sortir et condamnée le 15 nov. 1687 à être rasée et enfermée, est une fille de 38 ans, sans biens, et persiste.

(*Etats envoyés par le Guerchois*).

### Note d'août 1689.

Il y a, dans la conciergerie de Rouen, nombre de meschants convertis retenus à cause d'évasion. On a différé à les juger par ce que on les a fait instruire et au 1<sup>er</sup> conseil le Roy devoit estre informé



de ce que M. le procureur général mande d'un chacun d'eux pour savoir l'intention de S. M. Ils ont eu la témérité, le 7 de ce mois, de s'assembler dans une chambre; un d'entre eux a fait le ministre, leur récitant à haute voix des prédications qu'on dit estre du m. (du) Bosc. Les huissiers du Parlement qui gardent les prisons à cause que le procès se fait au concierge pour quelque évasion, leur ont fait des défenses. Nonobstant cela ils ont continué la lecture desd. sermons. On informe. Le nommé *Druel*<sup>1</sup> est celuy qui faisait la lecture dans led. livre dans une chambre à haute voix, expliquant le texte et ce devant 7 ou 8 femmes ou filles. (Suit la lettre du procureur, Le Guerchoys, du 9 août 1689, et l'information.)

---

## L'ÉVÊQUE D'UZÈS, LE PRINCE DE BEAUVAU ET LES PROTESTANTS

En 1767

En cette année l'évêque d'Uzès s'appelait Jacques II Adhémar de Monteil de Grignan et le prince de Beauvau, gouverneur du Languedoc, c'était Charles-Juste, maréchal de France, membre de l'Académie française, né à Lunéville le 10 septembre 1720 et mort le 2 mai 1793, après avoir été gouverneur de Provence en 1782 et même, en 1789, un des derniers ministres de Louis XVI. Ce prince de Beauvau s'intéressa beaucoup aux protestants qu'il vit de près dans son gouvernement du Languedoc, et il chercha, avec le conseiller d'État Gilbert de Voisins, un moyen légal de rendre leur situation politique et sociale moins intolérable. On trouvera sur ces efforts généreux qui rendent témoignage du sentiment de justice existant encore dans le cœur de quelques-uns des meilleurs hommes de l'ancienne France, les éléments d'un travail intéressant dans plusieurs mémoires et papiers conservés aux Archives nationales, dans le dernier carton (464) de la série TT.

Je n'en cite ici que deux petites, toutes petites pièces

1. Ne faut-il pas lire *Tirel*?



(nos 73 et 74). Elles seront vite lues et encore plus vite comprises, tant elles sont claires et dépourvues d'artifice. Mais, comme elles sont caractéristiques ! Qu'on se rappelle, en les lisant, qu'elles ont été écrites moins de vingt ans avant la Révolution française, que cette société dont elles nous font connaître deux des représentants les plus autorisés, allait sombrer bientôt ! Comme il était loin de s'en douter, cet évêque qui se plaint avec une morgue de grand seigneur ennuyé, de ce qu'un ministre protestant, *Bruguier a été logé par ses paroissiens, au beau milieu du village de Saint-Ambroix*, et qui ne comprend pas qu'on ne l'ait pas encore obligé *d'aller garder ailleurs l'incognito*.

Le prince de Beauvau, lui, semble avoir mieux le sentiment de ce que de pareilles plaintes avaient de mesquin, pour ne pas dire de misérable. En exposant à Gilbert de Voisins toutes les mesures que devrait logiquement provoquer la lettre de monseigneur d'Uzès, il fait toucher du doigt le caractère arbitrairement abusif et cruel de la situation faite aux protestants.

Ce qui, toutefois, est peut-être plus caractéristique que ces deux lettres, c'est qu'il soit encore utile de les faire connaître aujourd'hui, et nullement hors de propos d'insister sur ce que réclament, d'une part les dignitaires de l'Église C. A. et R., et de l'autre la justice et la liberté.

N. W.

#### Note de l'évêque d'Uzès au prince de Beauvau

29 décembre 1767.

M. le prince de Beauvau a fait l'honneur à M. l'évêque d'Uzès de lui faire part de ce qu'il a appris touchant le ministre Bruguier, *que c'est sans affectation quelconque qu'il réside avec sa femme à St-Ambroix*<sup>1</sup>, mais M. le prince est prié de considérer que la qualité seule de ministre sous laquelle il y est connu fait une sensation de surprise dans cette ville, qui afflige les Catholiques et qui produit un effet tout contraire dans les Protestans.

1. Ainsi, d'après l'enquête du gouverneur, le pasteur *Bruguier évitait d'attirer l'attention sur lui*.

Quand il vint s'établir à St-Ambroix, dans le mois de juillet dernier, les Protestans, oubliant ce qui étoit arrivé à Vezénobre, autre ministre qui s'y étoit établi de même, et que M. le Prince de Beauvau fit sortir de la ville sur les représentations qui lui en furent faites, ils ont logé ce nouveau venu avec sa femme presque au centre de la ville. Quoique connu de tout le monde pour ce qu'il est, il paroît en public avec autant de liberté que toute autre personne. M. le prince jugera sans doute à propos de lui faire éprouver le sort de celui à qui il a succédé, et de l'obliger de même d'aller garder ailleurs l'incognito.

Il se prépare dans la même ville un mariage d'une fille catholique, à l'assemblée, avec un protestant. C'est une fille de service que son maître le s<sup>r</sup> Boyer l'ainé a séduite, et qu'il consent à épouser pour réparer son honneur, mais il veut que ce mariage se fasse à l'assemblée. La nécessité de sauver son honneur, jointe à l'avantage que la fille trouvera dans ce mariage, fait tout craindre pour sa religion, quoi qu'on n'ait pas manqué de la dissuader de se marier autre part qu'à l'Eglise. Mais ces représentations seront faibles si le protestant tient ferme sur la condition. C'est ainsi que se sont faits, et que se font encore trop souvent de prétendus mariages qui causent autant d'apostasies de la part de personnes qui étoient nées catholiques, et qui en avoient fait jusque-là profession. Il n'y a que l'autorité<sup>1</sup> qui puisse arrêter, et celles qui changent ainsi de Religion, et ceux qui en les épousant au Désert, se rendent responsables de leur changement.

#### Le prince de Beauvau à M. Gilbert de Voisins, Conseiller d'Etat

Montpellier, le 4 janvier 1768.

J'aurois, Monsieur, tous les jours, des choses sans nombre à vous mander concernant les protestants, et qui prouveroient mieux l'une que l'autre, la nécessité de pourvoir à ce qui résulte de la multiplication de ces gens-là, et aux embarras qu'ils occasionent continuellement. Vous avez vu dernièrement combien il étoit difficile d'arranger, dans l'administration municipale, ce qui les regarde; vous jugeres, par la note cy jointe, que cela n'est pas plus aisé avec les Evêques.

Cette note de l'Evêque d'Uzès vient à la suite d'une première plainte qu'il m'avoit porté sur ce que le Ministre Bruguier étoit

1. *Il n'y a que l'autorité.* Qu'on retienne cet aveu d'un évêque !

étably trop ouvertement à St-Ambroix, gros lieu de son diocèse, et seigneurie de l'Évêque; je m'étois informé du fait, et on m'avoit répondu ce qui est souligné dans la note<sup>1</sup>; l'Évêque ne s'en contentant pas, il faut bien chasser de là ce ministre, qui ira dans un village à un quart de lieue, et qui n'en sera que plus échauffé par cette petite persécution.

L'autre cas, de la fille qui, pour réparer son honneur, renonce à sa religion, est plus grave, et l'Évêque m'a assuré qu'il s'en présentoit souvent de cette espèce dans les deux sexes; or certainement on ne peut pas souffrir que les sujets catholiques du Roy soient pervertis par les sujets protestants<sup>2</sup>; il faut donc avoir recours à la Maréchaussée pour maintenir cette fille dans sa Religion, ou pour enlever à la Société celui qui doit l'épouser, tous moyens très violents et qui de proche en proche, ramèneraient les dragonades, etc.

Recevés, monsieur, les vœux qu'on ne peut s'empêcher de former en tout tems pour vous dès qu'on vous connaît, et qui tiennent trop intimement à l'attachement et à la vénération toute particulière avec laquelle j'ay l'honneur d'être, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le P<sup>ce</sup> DE BEAUVAU.

## Mélanges

### M. G. CLÉMENTCEAU ET LES FORÇATS POUR LA FOI

M. G. Clémenceau, le célèbre homme politique, est-il de la famille poitevine de ce nom à laquelle appartenrent jadis *Jacques Clémenceau*, un des pasteurs remarquables de Poitiers de 1594 à 1638, et *René Clémenceau* qui fut condamné aux galères pour avoir voulu quitter la France en 1699? (Voy. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., IV, 415). On se le demande, en lisant l'article signé G. C. dans le *Journal* du 30 avril dernier, sur « les Galères du roi ».

1. Et ce que nous avons fait imprimer en italique, savoir que Bruguier évitait d'attirer l'attention.

2. *On ne peut pas souffrir !...* Qu'aurait dit le prince si on lui avait démontré qu'on doit ?...

Depuis que M. Georges Thiébaud a révoqué l'Édit de Nantes, il n'est pas sans danger de se risquer dans le domaine de la *Vache à Colas*.

Je n'ai pu cependant me défendre de quelques lâches mouvements de pitié en retrouvant dans les *Archives d'anthropologie criminelle* un résumé de la célèbre plaquette publiée en Hollande en 1715, par Jean Marteilhe de Bergerac, innocent criminel de la religion réformée, qui, pour n'avoir pas eu sur le pape les opinions de la Maintenon fut envoyé par elle aux galères du roi repent. Il y a plus de deux cents ans que l'événement arriva. C'est environ la durée de quatre vies d'hommes bout à bout. Cela est d'hier. Le grand-père de mon grand-père fut contemporain de Jean Marteilhe. La France n'était pas alors un pays de sauvages. Depuis une douzaine de siècles, l'Église infailible l'éclairait de sa divine lumière. Et cependant, nous voyons qu'en ce temps de civilisation catholique, il se passait des choses dont notre barbarie franc-maçonne se montrerait aujourd'hui vivement choquée.

Nous avons beau savoir que c'est pour le salut de leur âme qu'on interdit aux protestants l'exercice de leur culte, qu'on enlève les enfants de cinq ans à leur famille, qu'on baptise de force les nouveau-nés, et que les contrevenants à l'édit vont ramer sur les galères après avoir vu leurs biens confisqués, cette manière de défendre et le principe de la propriété et la liberté du père de famille, comme disent nos conservateurs chrétiens en leurs développements oratoires contre la tyrannie socialiste montante, remue en nous je ne sais quel venin d'humanité libérale dont nous sommes, depuis 1789, infectés.

Jean Marteilhe, pour ne parler que de lui, fut expédié aux galères pour le crime d'avoir voulu quitter le royaume. Cet acte abominable excitait fort la colère du très catholique monarque qui avait fort à cœur, comme disait la Scarron, la *conversion* des hérétiques. Le Huguenot récalcitrant rama treize ans dans l'immonde chiourme sans se convertir de bonne grâce. Enfin, il mit le comble à ses forfaits, en s'évadant malgré la défense formelle du règlement, acte que nous pardonnerons toutefois en faveur de la petite brochure qui nous fait pénétrer, après un si long temps, dans l'intimité des galères du roi.

La prison préventive est un spacieux cachot où, dans une obscurité absolue, innocents et criminels sont entassés pêle-mêle sur une paille infecte, attaqués par les rats, brimés par les brutes meurtrières que la force fait rois de cet enfer.



Marteilhe ayant osé se plaindre est bâtonné, roué de coups, précipité du haut d'un escalier de vingt-cinq marches dans un souterrain où il a de l'eau jusqu'à mi-jambe. Il lui suffit de vingt-quatre heures passées en ce séjour pour comprendre qu'il devra désormais tout subir en silence.

Le cachot de la Tournelle, à Paris, était un endroit mal choisi pour dormir. Le galérien novice en fit la très fâcheuse expérience. Chaque homme, enchaîné à une poutre par un collier de fer, ne peut ni se coucher, la poutre étant trop haute, ni se tenir debout, la poutre étant trop basse. Au bout de quelques heures de ce supplice — qui dura plusieurs jours — ce fut un concert de plaintes et de gémissements. Il fallut des distributions répétées de coups de bâton à tort et à travers pour ramener l'ordre et la paix dans ces convulsions de chair criante.

Enfin la chaîne se met en route, quatre cents hommes enfilés par le cou, portant chacun un poids de cent cinquante livres. La première étape mène nos gens jusqu'à Charenton, par une belle gelée d'hiver. On les empile dans une écurie. « La chaîne était clouée au râtelier, de manière que nous ne puissions nous coucher ni même nous asseoir que difficilement sur le fumier et les immondices des chevaux. Car comme le capitaine conduit la chaîne à ses dépens jusqu'à Marseille, moyennant vingt écus par tête de ceux qu'il livre à Marseille, il épargne jusqu'à la paille et nous n'en avons pas eu pendant toute la route. »

Le lendemain matin, « par un vent de bise », on fait mettre les galériens tout nus pour fouiller leurs vêtements. La plupart roidis par le froid, *après deux heures d'attente*, ne pouvaient se rhabiller. « Ce fut alors que les coups de bâton et de nerf de bœuf plurent. Et ce traitement terrible ne réussissant pas à ranimer ces pauvres corps, pour ainsi dire tout gelés, et couchés, les uns raides morts, les autres mourants, ces barbares archers les traînaient par la chaîne de leur col, comme des charognes, leur corps ruisselant du sang des coups qu'ils avaient reçus. Il en mourut, ce soir-là, ou le lendemain, dix-huit. » Le capitaine, qui recevait vingt écus par tête d'homme vivant à Marseille, avait intérêt à tuer les malades plutôt qu'à les voiturier à son compte.

Le voyage s'acheva, à raison de trois ou quatre lieues par jour, dans le dégel et dans la boue, sous les morsures d'une vermine dévorante.

Je ne puis suivre le narrateur dans la description détaillée de la manœuvre de ces rames de cinquante pieds de long. Le passage

suivant dit tout ce qu'il est besoin de savoir : « Il faut bien que les galériens rament tous ensemble. Car si l'une ou l'autre des rames monte ou descend trop tôt ou trop tard, en manquant sa cadence, les rameurs de cette rame qui a manqué, en tombant assis sur le banc, se cassent la tête sur cette rame qui a pris trop tard son entrée, et par là encore ces mêmes rameurs qui ont manqué se heurtent la tête contre la rame qui vogue derrière eux ». Ils n'en sont pas quittes pour s'être fait des contusions à la tête. Le *comite* les rosse encore à grands coups de corde, « si bien qu'il est de l'intérêt de leur peau, d'observer juste à prendre bien leur temps et leur mesure... On n'entend que claquer les cordes sur le dos de ces misérables. On n'entend que les injures et les blasphèmes les plus affreux des *comites*, qui sont animés et écument de rage lorsque leur galère ne tient pas son rang et ne marche pas si bien qu'une autre. »

Un officier, reprochant un jour à un *comite* de ne pas frapper assez fort, celui-ci répondit qu'il faudrait, comme il avait vu faire aux galères de Malte, « abattre d'un coup de hache le bras d'un de ces chiens pour en frapper les autres ».

Les coups de corde sur les épaules nues sont la pâture quotidienne du forçat. Comme châtiment exceptionnel, la bastonnade. Le patient, nu jusqu'à la ceinture, est attaché sur un canon, bâtonné par un Turc qui reçoit lui-même les coups du *comite* si, de pitié, il ménage les siens. Chaque coup fait une contusion *élevée d'un pouce*. Au bout de dix coups, l'homme est sans parole, sans mouvement. « Vingt ou trente coups n'est que pour les peccadilles; j'en ai vu donner cinquante, quatre-vingts, cent. Mais ceux-là n'en reviennent guère. »

Voilà par quelle sorte d'arguments le grand roi, dans l'espoir d'obtenir le pardon de ses fautes, essayait d'éclairer la conscience de ses sujets de l'Église réformée. De cela le Bossuet de M. Brunetière l'a pompeusement loué, le comparant à Constantin et à Théodose. Ces empereurs furent, à n'en pas douter, d'édifiants chrétiens, bien faits pour être cités en exemples. Constantin, malgré son renom de cruauté, ne fit tuer principalement que son fils et sa femme, aussitôt après avoir convoqué le concile de Nicée. Théodose, qui fit massacrer pour une querelle de cochers sept mille personnes dans le cirque de Thessalonique, se vit refuser l'entrée de sa cathédrale par Ambroise, évêque de Milan, et dit dévotement le nombre de *pater* qu'il fallut pour expier cette vivacité de caractère. Tous deux n'en apportèrent pas moins un décisif concours à l'établissement de la nouvelle foi.

Louis XIV lit, de son côté, ce qu'il put. Ses dragonnades et ses galères, quand on les juge du point de vue de Jean Marteilhe, ne vont pas sans quelques pénibles moments. Mais on n'a pas plutôt chaussé les lunettes de l'Église, qu'on voit ces inconvénients secondaires se perdre dans l'immense bienfait de l'unité de la foi.

Le malheur est que cette unité de la foi, à laquelle on a sacrifié tant de millions de vies humaines, paraît, en dépit de ce sanglant secours, plus loin de se réaliser qu'à aucune époque de l'histoire. Constantin, Théodose et Louis le Quatorzième sont très grands, mais leur œuvre s'écroule et l'histoire nous les montre vaincus. La liberté prévaut... à ce point que l'Église n'a plus d'autre recours aujourd'hui que de se réclamer d'elle contre ceux qui la lui imposent.

Que cela nous soit enseignement à tous. On ne contraint pas l'esprit. La guillotine ne pouvait pas plus faire l'unité de pensée que les dragons ou les galères. Louis XIV et Robespierre ont échoué tous deux. C'est pour ou contre, l'Église, la grande et décisive défaite de la politique de contrainte.

Donc, achevons de nous confier à la liberté. Contenons de nos vérités relatives, sorties de la libre critique, l'effort de l'absolu, bourreau de tant de vies humaines. Au lieu de chercher des formes modernes d'autorité imposée, délivrons progressivement l'esprit des antiques entraves, et l'homme, malgré ses dieux, fera sa destinée.

---

## CORRESPONDANCE

---

**Le nombre des obstinés qui furent expulsés en 1688.** — J'ai eu l'occasion de rappeler plus haut (p. 323) à propos d'une liste de prisonniers enfermés à la conciergerie du palais de justice de Rouen, et qu'on signale comme persistant dans la religion qu'on s'efforçait vainement de leur faire renier, — la mesure à laquelle Louis XIV, malgré son orgueil, fut obligé de se résigner moins de trois ans après la Révocation. Ne pouvant et ne voulant pas faire mettre à mort ceux qui jusqu'en mars 1688 avaient résisté à tous les tourments calculés pour obtenir une abjuration formelle, obligé, d'autre part, de trouver de la place pour de nouveaux prisonniers, le grand roi se décida à faire expulser du royaume un certain nombre de ceux qu'on désespérait de convertir. Combien y en eut-il de ces « confesseurs » ? Le *Bulletin* a publié en 1887 (p. 420 ss.) deux listes, l'une de 94 personnes extraites des prisons de Normandie et

embarquées à Dieppe le 27 avril 1688, l'autre de 62 personnes qui paraissaient venir de l'ouest. — Je viens de transcrire, dans les papiers Rulhière (Bibl. nat. ms. fr. 7044, 263), une petite statistique qui permet de compléter ces chiffres. La voici :

*Mémoire des personnes de la R. P. R. arrêtées dans plusieurs lieux des généralités y mentionnées, qui doivent être conduites en différents ports :*

|                                  |        |    |                                    |
|----------------------------------|--------|----|------------------------------------|
| <i>Généralité de Bordeaux...</i> | hommes | 25 |                                    |
|                                  | femmes | 40 | pour être conduits à Bordeaux.     |
| <i>Généralité de Montauban.</i>  | hommes | 1  |                                    |
|                                  | femmes | 9  | qui seront conduits à Bordeaux.    |
| <i>Département d'Aunis et</i>    |        |    |                                    |
| <i>isles voisines.....</i>       | hommes | 2  |                                    |
|                                  | femmes | 2  | qui seront conduits à La Rochelle. |
| <i>Généralité de Tours.....</i>  | hommes | 22 |                                    |
|                                  | femmes | 8  | qui seront conduits à La Rochelle. |
| <i>Généralité de Rouen.....</i>  | hommes | 31 |                                    |
|                                  | femmes | 48 | qui seront conduits à Dieppe.      |
| <i>Généralité de Caen.....</i>   | hommes | 5  |                                    |
|                                  | femmes | 21 | qui seront conduits à Dieppe.      |
| <i>Généralité d'Alençon.....</i> | hommes | 4  |                                    |
|                                  | femmes | 2  | qui seront conduits à Dieppe.      |

Cet état, emprunté à une note de Chateaufort à M. de Seignelay (2 mars 1688), d'après le dépôt (aujourd'hui incendié) du Louvre, se monte à un total de 220 personnes. Il est évidemment incomplet puisqu'il ne donne que le nombre des obstinés de sept généralités qui furent embarqués à Bordeaux, La Rochelle et Dieppe. Or, il y en eut beaucoup d'autres qui furent conduits, non dans les ports, mais directement à la frontière.

N. W.

---

*Le Gérant : FISCHBACHER.*



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

LES PROTESTANTS DE SEDAN

AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Un Franc-Comtois, nommé Claude Collin, qui naquit le 27 juillet 1720 à Vauvillers (Haute-Saône, arr. de Lure, ch.-l. de cant.), et qui fit profession de capucin le 12 juillet 1739 à Sainte-Menehould sous le nom de Père Norbert<sup>1</sup>, passa la plus grande partie de sa vie religieuse au couvent des capucins de Sedan, dont il devint le supérieur. Il consacra les loisirs que lui laissait sa profession à recueillir de nombreux documents sur son pays d'adoption et composa, sous la forme d'Annales, une *Histoire chronologique de la ville et principauté de Sedan, Raucourt et Saint-Menges*. Cette histoire, restée manuscrite et dont le premier original forme le joyau de la Bibliothèque municipale de Sedan<sup>2</sup>, compte

1. On trouvera sur le P. Norbert de courtes notices, inexactes pour la partie biographique, dans Ch.-Joseph Delahaut, *Annales civiles et religieuses d'Yvois-Carignan et de Mouzon*, publ. par l'Ecuy, Paris, 1882, in-8°, p. 450, et dans Boulliot, *Biographie ardennaise*, Paris, in-8°, 1830, t. I, p. 265. Cf. aussi P. Collinet, *Sedan il y a cent ans*, 1893, in-8°, p. 67.

2. Le manuscrit conservé à la Bibl. de Laon a un titre plus long que le manuscrit de Sedan : *Annales ou Histoire ecclésiastique de la ville et principauté de Sedan, Raucourt et Saint-Menges, avec anecdotes sur les lieux voisins des dites principautés*, par le P. Norbert, capucin, 1781, augmenté et corrigé par Claude Collin (rappelons que le P. Norbert et Claude Collin ne font qu'un seul et même homme). Il est sensiblement plus complet que ceux qui existent à la Bibl. nat. (fonds fr., 11,581) et à celle de Sedan, affirme J. Bourelly, *le Maréchal de Fabert*, 1881, in-8°, t. II, p. 427.

Delahaut et Boulliot écrivent que Claude Collin mourut à Sedan en 1896. — N° 7, 15 juillet.

729 pages in-4° et comprend un exposé des faits concernant la région sedanaise depuis l'époque la plus reculée jusqu'à l'année 1779 inclusivement.

A vrai dire, elle a été composée sans critique aucune pour la partie historique proprement dite; le P. Norbert s'est contenté en effet de transcrire simplement tous les passages, qui avaient rapport à son sujet, des livres et des manuscrits qu'il pouvait avoir à sa disposition et il a ramassé pêle-mêle l'ivraie avec le bon grain. Mais il n'en va pas de même pour l'histoire intérieure de Sedan; il a dépouillé consciencieusement les archives de la ville, du présidial et de plusieurs études de notaire et comme ces archives, à l'exception de celles de la ville, ne sont pas facilement accessibles aux travailleurs, à supposer même qu'elles aient été conservées intactes, il s'ensuit que le répertoire du P. Norbert rend encore aujourd'hui de grands services. C'est en partie grâce à lui que le pasteur Peyran, en 1826, et que le curé Prégnon, en 1856<sup>1</sup>, ont composé leurs ouvrages sur la principauté de Sedan.

Fort précieux pour l'histoire interne de Sedan, le manuscrit du Père Norbert renferme quelques renseignements, qu'on ne peut trouver ailleurs, sur la deuxième partie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est plus un recueil plus ou moins bien composé de différents documents copiés à droite et à gauche. C'est le témoignage d'un homme qui a vu les événements se passer devant lui; c'est une *source historique*. Nous lui avons emprunté les quelques pages qu'on lira plus loin sur les Assemblées des protestants de Sedan en 1770. Il va sans dire qu'ici l'auteur n'a pas pu garder l'impartialité voulue et que le capucin a

1791; or les registres de l'état civil de Sedan ne font pas mention de son décès. Étant donné que le deuxième original de son Histoire se trouve à la Bibl. de Laon, nous supposons que le P. Norbert, après que les capucins de Sedan furent expulsés de leur couvent en 1791, a trouvé momentanément un asile dans les environs de Laon, sinon à Laon même, et qu'il a dû y mourir. Nous serions heureux que quelque érudit laonnais veuille bien consulter à cet effet les registres de l'état civil de Laon et des communes voisines, et nous faire part du résultat de ses recherches.

1. J. Peyran, *Histoire de l'ancienne principauté de Sedan jusqu'à la fin du dix-huitième siècle*, Paris, 1826, 2 vol, in-8°. — M. l'abbé Prégnon, *Histoire du pays et de la ville de Sedan depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Charleville, 1856, 3 vol. in-8°.

fait un peu tort à l'historien. Mais il sera facile au lecteur de comprendre comment les faits ont dû se passer. D'ailleurs le récit de notre chroniqueur sera coupé par le rapport <sup>1</sup>, que le lieutenant de roi de Sedan a envoyé au duc de Choiseul (?) sur les assemblées en question et qui a été rédigé dans un esprit tout à fait différent.

## I

Mais avant de donner la parole au Père Norbert, il peut être utile de présenter quelques renseignements sur la situation des principaux protestants de Sedan vers l'époque dont il s'agit. « La manufacture de Sedan, nous dit le comte de Boulainvilliers <sup>2</sup> d'après le mémoire rédigé par l'intendant de Champagne, Michel Larcher, marquis d'Olisy, en 1698, la manufacture de Sedan est sans contredit la plus considérable du royaume. Elle est de 260 métiers pour les draps fins, dont la beauté et la perfection approchent tellement des draps d'Angleterre et de Hollande qu'on a peine à les distinguer, et de 36 métiers pour les serges drapées, dont le débit se fait sur les lieux. Celle des points et dentelles de Sedan est fort diminuée, parce qu'ils sont à présent de peu d'usage dans le royaume et que le débit, qui s'en faisait dehors, est cessé par la guerre. »

Deux ans plus tard, une lettre officielle, écrite par M. de Pomereu, intendant de Champagne, au Contrôleur général (17 mai 1700), nous apprend que 114 de ces métiers étaient entre les mains de 19 manufacturiers restés protestants malgré la Révocation et les menaces réitérées de l'autorité :

« Les drapiers et manufacturiers de Sedan faisant profession de la R. P. R., qui sont au nombre de dix-neuf, et qui ont entre eux

1. Ce rapport se trouve dans la collection de M. Brincourt, qui a bien voulu nous en donner copie. — Si le P. Norbert s'est placé au delà de la vérité, le lieutenant de roi se tient en deçà. Avait-il reçu des instructions spéciales pour être myope, ou se conformait-il, en fonctionnaire bien avisé, à la politique qu'il savait plaire au duc de Choiseul, c'est ce que nous ignorons.

2. Cf. Le comte de Boulainvilliers, *État de la France*, etc., 1752, in-18, t. III, p. 557; la 1<sup>re</sup> édition est de 1727.

jusqu'à cent quatorze métiers battants, persévèrent toujours dans leur obstination. On les a assemblés de ma part pour leur remontrer fortement leur devoir et le préjudice que leur entêtement peut leur causer, s'ils s'attirent l'indignation du Roi; ils ont fait réponse, comme plusieurs autres fois, que S. M. peut faire d'eux ce qu'il lui plaira, mais qu'ils ne peuvent pas quitter leur religion. De ce nombre, il n'y a qu'un étranger établi à Sedan depuis trente ans; il s'appelle Nicolas Tiquet, originaire de Liège. L'unique moyen de les engager à faire sur leur état de sérieuses réflexions, *est d'interdire le travail à quelques-uns des plus mutins*; je le mettrai en pratique le plus utilement qu'il me sera possible, dès le moment que S. M. aura eu agréable de m'en donner la permission<sup>1</sup>. »

Mais l'industrie sedanaise, douloureusement frappée par l'édit de 1685<sup>2</sup>, va progresser de plus en plus dès le deuxième tiers du xviii<sup>e</sup> siècle, et surtout avec l'arrivée du duc de Choiseul<sup>3</sup> aux affaires. Moins tracassés depuis quelque temps déjà pour leurs opinions religieuses, les protestants sedanais trouvèrent en lui un protecteur puissant. « Il rappela dans leurs foyers, dit le pasteur Peyran, t. II, p. 237, en leur garantissant protection et repos, des Sedanais industriels qui soupiraient sur une terre étrangère après la fin de la tourmente. Rien de plus généreux que la conduite de ce ministre éclairé dans cette cause, où son avancement particulier n'avait aucune part et courait encore certaines chances. »

Les faits sont d'accord avec cette affirmation de Peyran, qui a pu converser directement avec les fils des Sedanais de 1770 et qui, comme il le dit ailleurs (t. I<sup>er</sup>, p. 46) « a emprunté à la tradition ». Un document administratif conservé aux *Archives des Ardennes*, C. 482, nous donne le tableau de situation suivant des principales manufactures, tant privilé-

1. Cette lettre a été publiée par M. de Boislesle dans sa *Correspondance des Contrôleurs généraux*, II, 131. (Réd.)

2. Car la décadence des manufactures ne suffit pas pour expliquer les pertes énormes subies alors par le commerce de Sedan, comme l'affirme M. Poinsignon, *Histoire de la Champagne et de la Brie*, 1886, t. III, p. 197. Nous comptons revenir bientôt sur cette question.

3. La principauté de Sedan ressortissait au département du secrétaire d'État à la guerre et l'on sait que Étienne-François, comte de Stainville, duc de Choiseul, géra ce ministère du 27 janvier 1761 au 24 décembre 1770.



giées que non privilégiées, de la draperie royale de Sedan pour l'année 1771.

*Fabricants privilégiés*<sup>1</sup>.

Rousseau et fils, avec environ 45 métiers battants, ont produit 562 pièces entières de 35 à 45 aunes, faisant ensemble 1,124 numéros, dont 375 pièces expédiées en France, 8 en Espagne, 7 en Italie, 9 en Allemagne.

Louis La Bauche et fils, avec environ 86 métiers battants, ont produit 877 pièces entières de 45 aunes, faisant ensemble 1,754 numéros, dont 712 pièces expédiées en France, 57 en Espagne, 11 en Italie, 5 en Allemagne, 11 en Afrique.

Jean-Abraham Poupart et fils, avec environ 86 métiers battants, ont produit 954 pièces entières de 45 aunes, faisant ensemble 1.908 numéros, dont 526 pièces expédiées en France, 40 en Espagne, 13 en Italie, 34 en Allemagne, 22 en Amérique, 4 aux Indes.

*Fabricants non privilégiés.*

Ch. Chardron et fils, avec environ 80 métiers battants, ont produit 700 pièces entières de 45 aunes, faisant ensemble 1,400 numéros, dont 454 pièces expédiées en France, 169 en Italie, 2 en Allemagne.

Jean La Bauche et fils, avec environ 56 métiers battants, ont produit 522 pièces entières de 45 aunes, faisant ensemble 1,044 numéros, dont 357 pièces expédiées en France, 132 en Espagne, 29 en Italie, 2 en Allemagne.

Étienne Béchet et fils, avec environ 40 métiers battants, ont produit 360 pièces entières de 45 aunes, faisant ensemble 720 numéros, dont 227 pièces expédiées en France, 77 en Espagne, 45 en Portugal, 32 en Italie, 21 en Allemagne.

Antoine Raulin et C<sup>ie</sup>, avec environ 40 métiers battants, ont produit 346 pièces entières de 45 aunes, faisant ensemble

1. Le document ne donne pas le tableau de situation de la manufacture privilégiée du Dijonval, qui appartenait à cette date à Gilbert et Étienne Paignon, catholiques.

692 numéros, dont 240 pièces expédiées en France, 16 en Espagne, 17 en Italie, 21 en Allemagne.

Or, parmi les sept principaux fabricants sedanais, dont nous venons de reproduire le nom, deux seulement, Rousseau et A. Raulin, étaient catholiques. Les cinq autres étaient protestants et avec leurs familles ils constituaient alors une véritable aristocratie industrielle et commerçante dans le pays de Sedan. Il ne semblera donc pas superflu de donner sur ces familles quelques renseignements biographiques, empruntés aux actes de l'état civil<sup>1</sup>. Malgré leur sécheresse, ces renseignements présentent, croyons-nous, un double intérêt : ils jettent un peu de lumière sur quatre familles protestantes considérables, qu'il importe de connaître au même titre que les familles nobles et ils montrent de quelle manière s'est opérée au XVIII<sup>e</sup> siècle la montée de la bourgeoisie vers les richesses et les honneurs.

Commençons par la famille LA BAUCHE, en suivant l'ordre de la liste. Philippe La Bauche, né à Reims, mourut à Sedan le 11 novembre 1672, à l'âge de 80 ans. Il exerçait le métier de tailleur ; il est qualifié « fripier » dans un acte du 24 juillet 1647. De son mariage avec Alizon Vignal, il eut au moins trois enfants. Sa fille Marie épousa Jean de Villette, maître orfèvre, et mourut en 1676, âgée de 45 ans. Une autre fille, Élisabeth, mariée à N. de Givry, abjura le 10 mars 1681, à l'âge de 44 ans.

Son fils, Jean La Bauche, qualifié d'abord cordonnier, change de métier et se fait fabricant de draps, puis de dentelles. Il obtient, le 3 mai 1669, des lettres patentes comme marchand de dentelles et points dits de Sedan pour la garde-

1. Après 1685, les protestants à Sedan, comme ailleurs, ont fait ou laissé baptiser leurs enfants au catholique. De même, ils ont dû se marier devant le curé, jusque vers 1738. Après cette date, ils vont en général se marier à Namur, à Tournai, etc., par-devant les aumôniers protestants attachés à la garnison hollandaise des places de la Barrière. Quant aux décès protestants, ils furent inscrits sur les registres du greffe du présidial, après déclaration devant le procureur du roi. — C'est un devoir pour nous et un plaisir de remercier ici M. Ernest Henry, qui a bien voulu mettre à notre disposition les résultats de ses recherches dans les archives sedanaises.

robe du roi. Nous ignorons la date de sa mort. Peut être a-t-il pris la fuite en 1685 et est-il décédé à l'étranger. Dans l'*Etat général des calvinistes et religionnaires de Champagne et de Brie en 1685* (extrait de la *Revue de Champagne et de Brie*, 1878), in-8°, p. 8, nous trouvons, en effet, cette mention : les nommés La Bauche, fugitifs de Sedan. Sa femme, Marie Périnet lui donna au moins quatre enfants : Henri qui suit ; Philippe et Madeleine, qui émigrèrent lors de la Révocation, et une fille, qui avait épousé Louis Sadier, m<sup>d</sup> tanneur et corroyeur à Sedan.

Henri La Bauche, né à Sedan le 3 octobre 1657, y épousa le 3 février 1688 Élisabeth Buisset, fille de Daniel Buisset et de Marie Roulier. A son commerce de drapier il joignit celui de brasseur, dans la rue de la Charrue, aujourd'hui rue de Bayle. Il eut au moins deux fils, qui formèrent deux familles distinctes : Jean-Baptiste et Louis.

Jean-Baptiste, dit Jean La Bauche, baptisé (cath.) le 20 novembre 1694, épousa le 7 juin 1715 à l'église Saint-Charles de Sedan — temple protestant jusqu'en 1685 — Germaine Drouin (20 février 1693, † 12 janvier 1730), fille de Philippe Drouin, m<sup>d</sup> drapier, et de Marie Catel. Les familles Drouin et Catel étaient aussi des familles protestantes, qui tenaient une place honorable à Sedan ; plusieurs membres de ces familles sont mentionnés dans l'État des religionnaires champenois, cité plus haut, p. 13 et 18.

Jean-Abraham La Bauche (29 juin 1717, † 16 septembre 1786), fut d'abord brasseur comme son père ; il devint ensuite entrepreneur d'une manufacture royale de draps ; c'est son nom qui figure dans la liste des principaux fabricants, dressée en 1771. Comme son cousin Louis La Bauche, il fut anobli, avec le titre d'écuyer. Le 17 avril 1782, nous apprend M. E. Hupin dans ses notes *A travers le Sedan d'hier*, il fut nommé, évidemment moyennant finances, conseiller du roi, garde des sceaux en la chancellerie établie près la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier. Il épousa, à l'étranger, Suzanne Chardron (21 octobre 1714, † 28 novembre 1780), fille du m<sup>d</sup> drapier Charles Chardron, laquelle lui donna six enfants.

Louis La Bauche le jeune, écuyer (25 mai 1739, † 29 février 1816), dirigea la manufacture après la mort de son père. En sa qualité de gentilhomme, il prit part aux assemblées de la noblesse du bailliage de Sedan, le 23 mars 1789, pour l'élection d'un député aux États généraux. Il épousa, le 29 octobre 1766, à Saint-Martin d'Haussez, Louise-Suzanne Chrézien, qui lui donna trois fils. L'aîné, nommé Louis comme son père, émigra pendant la Révolution; son fils, le docteur La Bauche, mort à Sedan il y a quelques années, fut le dernier représentant mâle de la famille.

Revenons maintenant au deuxième fils de Henri La Bauche et d'Élisabeth Buisset. *Louis La Bauche* (18 septembre 1698, † protestant le 25 février 1780), fut assurément, avec Poupart de Neufelize, le fabricant le plus considérable de la draperie sedanaise. Bien qu'il fasse profession de la R. P. R., il obtient, le 30 mai 1741, des Lettres patentes sur arrêt du conseil, érigeant sa fabrique de draps en manufacture royale et privilégiée, comme une récompense de son zèle et de ses talents par lesquels il a relevé et mis en réputation la manufacture de Sedan tombée avant lui dans le plus grand discrédit. Sa manufacture, ajoutaient les lettres patentes, est regardée comme le plus bel établissement qu'il y ait en France en fait de fabriques de draps. De nouvelles Lettres patentes, rendues le 23 septembre 1745 sur arrêt du conseil, portent que le privilège de manufacture royale sera désormais commun à ses deux fils, Henri-Philippe et Louis, avec cette clause spéciale d'une seule manufacture pour les trois sous le nom de Louis La Bauche père et fils. Le privilège en question était le même que celui accordé auparavant à la manufacture royale du Dijonval et à celle des Gros-Chiens (Rousseau).

Les honneurs s'accroissent désormais sur le grand industriel sedanais. Il devient, moyennant finances, le seigneur engagiste de Bazeilles (le 5 septembre 1762). Le 13 mars 1753, des lettres patentes concèdent aux sieurs La Bauche Louis, Henri-Philippe et Louis, à leurs hoirs et descendants mâles et femelles en ligne directe le rang de marchands-fabricants privilégiés, avec tous les droits et exemptions portés dans les lettres patentes de 1741 et 1745. Sa Majesté leur permet



encore d'avoir en leur manufacture un portier à leur livrée.

De nouvelles Lettres patentes, données le 17 mai 1768, rappellent et confirment lesdits privilèges, à la condition toutefois pour Louis La Bauche et ses héritiers de contribuer, suivant la forme réglée par le commissaire départi de la province, aux charges de la communauté; elles condamnent ceux qui oseraient les troubler dans leurs privilèges pour l'exploitation de leur manufacture à 1,000 livres d'amende et leur permettent de tenir par devers eux la marque dont tous leurs draps seront plombés, en considération des services rendus au commerce par le sieur Louis La Bauche père, lequel s'est attaché à fabriquer des draps propres à l'Espagne, au Portugal, à l'Italie, à l'Allemagne et à la Russie; attendu encore, disent les Lettres patentes, que, pour remplir ce grand effet et essayer par cette voie de faire tomber le commerce des manufactures anglaises et hollandaises en tous les pays susdits, il a souffert des pertes immenses, tant au désastre de Lisbonne renversé par un tremblement de terre que par la mutinerie des ouvriers nationaux (lors de la *cloque* générale ou grève de 1749) — ce qui l'avait obligé d'aller lui-même en pays étranger, avec ses associés, pour y chercher de nouveaux ouvriers, au nombre de cinq cents — et que cette démarche l'avait exposé au danger imminent de perdre la vie en même temps que son commerce par le ressentiment des ouvriers nationaux.

Enfin, au mois d'avril 1769, le roi lui accorde des lettres de noblesse<sup>1</sup>, avec le titre d'écuyer, en considération de la perfection à laquelle il a porté la fabrique de ses draps et l'étendue du commerce de Sedan.

Il habitait dans la rue Neuve-de-Bourbon (aujourd'hui rue Gambetta) un hôtel grandiose, style régence, et qui communiquait par une cour intérieure à sa manufacture; l'hôtel et la

1. Voici les armoiries de Louis Labauche: d'azur à un chevron d'or, accompagné en chef de deux colombes d'argent volantes du haut en bas et en pointe d'un chien barbet passant, aussi d'argent; l'écu timbré d'un casque de profil orné de ses lambrequins d'or, d'azur et d'argent et accosté de deux cornes d'abondance.

Les armoiries de Jean-Abraham La Bauche se distinguaient des précédentes par un lambel à trois pendants d'or.

manufacture ont été légués dernièrement à la ville par le dernier propriétaire, Mme Monard, à charge d'y établir un orphelinat. En outre, il avait fait construire pour sa maison de campagne l'élégant château de Bazeilles, qui porte maintenant le nom de château Dorival.

Le 16 septembre 1716, il avait épousé la belle-sœur de son frère aîné, Anne Drouin (24 mars 1697, † 24 novembre 1759). Nous connaissons déjà le nom de ses deux fils : Henri-Philippe et Louis. Ce dernier (25 novembre 1724, † 17 janvier 1789) était qualifié écuyer, manufacturier privilégié. Le 21 janvier 1750, il épousa Marie-Henriette Béchet (18 avril 1728, † 14 novembre 1792), fille de Henri Béchet, de Balan, dont il n'eut que des filles.

L'aîné, Philippe-Henri, ou plutôt Philippe-Abraham (16 octobre 1720, † prot. 13 janvier 1783), écuyer, seigneur engagiste de Bazeilles, épousa Marie-Anne Lamand, de La Rochelle, qui mourut au château de Bazeilles le 5 décembre 1786, à l'âge de 61 ans. Leur fils, Louis-Pierre-Gabriel-Aimé La Bauche, écuyer, seigneur de Bazeilles, né le 16 février 1752, prit part aux assemblées de la noblesse du bailliage de Sedan, le 23 mars 1789; sa femme, Marie-Jeanne-Julie Poupert, épousée à Paris le 23 juin 1770, ne lui laissa que des filles.

La famille POUPART, établie à Sedan dans la première moitié du <sup>xvii</sup>e siècle, semble être d'origine briarde. Nous possédons l'acte de décès de Jean Poupert, m<sup>d</sup> drapier à Sedan, né à Lizy-sur-Ourcq, et qui mourut (prot.) le 2 octobre 1691, à l'âge de 60 ans. Il était fils d'Antoine Poupert, marchand à Lizy-sur-Ourcq, et, le 21 mars 1659, il avait épousé à Sedan Suzanne Caussin, fille d'Abraham Caussin et de Suzanne Catel. Les Caussin et les Catel étaient des Sedanais protestants; plusieurs membres de ces familles sont mentionnés dans l'État des religionnaires champenois en 1685, p. 13.

D'autre part, le 27 juin 1754, Louis Poupert et Étienne Béchet, en qualité de petits-neveux du défunt, déclarent au procureur de roi du présidial de Sedan le décès de Louis

Poupart, garçon, âgé de 67 ans (né par conséquent en 1687 ou 1688), fils de Louis Poupart, bourgeois de Claye-en-Brie, et d'Élisabeth Châtelain. Or les localités de Lizy-sur-Ourcq et de Claye-en-Brie (actuellement Claye-Souilly) se trouvent dans la Brie, la première en amont, la seconde en aval, à égale distance de Meaux. Il est donc probable que Louis Poupart, de Claye-en-Brie, était parent d'Antoine Poupart, de Lizy-sur-Ourcq.

Enfin, l'État des religionnaires champenois en 1685, p. 33, porte cette mention : « la famille Poupart et Jean Poupart, fugitifs de Sedan. »

Malheureusement nous nous trouvons ici en face d'une lacune, trop explicable, dans les actes de l'état civil, et nous ne savons auquel de ces trois Poupart et de quelle manière il convient de rattacher les Poupart si nombreux à Sedan au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle nous rencontrons, en effet, quatre branches de Poupart, dont les chefs sont sans doute ou frères ou cousins, savoir : Paul, Jean, Abraham le jeune et André.

Paul Poupart, marchand drapier, de son mariage avec Jeanne ou Suzanne Bruyère, décédée le 16 août 1742 à l'âge de 28 ans, eut au moins cinq enfants, dont nous connaissons les noms et la date de naissance. L'un d'eux, Simon Poupart, (20 décembre 1738, † 20 février 1812), marchand drapier, épousa Marie-Françoise-Nicole Gosset, de Saint-Quentin, qui mourut à Sedan le 22 fructidor an XI (9 septembre 1803), à l'âge de 72 ans. L'aînée (?) de leurs filles, Marie-Anne, née le 6 août 1760, épouse à Tournai, le 20 octobre 1783, Jean-Bernard-Elie de Sergault, capitaine-commandant au régiment de Beaujolais. Une autre fille, Calixte-Marie Pauline (31 janvier 1763, † 14 septembre 1821), est mariée à Pierre-Jacques Malfuson, manufacturier. Un fils, Simon-Louis-Jean-Abraham, né le 2 août 1770, épouse une demoiselle de Wilde, dont postérité.

Jean Poupart, marchand drapier, décédé (prot.) le 28 octobre 1745, avait épousé Jeanne-Marie Larrivé ou Larrivée, décédée (prot.) le 16 novembre 1756. Leur fille, Marie-

Élisabeth (14 février 1728, † 6 juillet 1784), fut mariée à Étienne Béchet, de Balan. Il semble que son salon devait occuper une place importante à Sedan, si l'on en juge par les poésies, tout à fait fugitives, que lui adressèrent le baron de Stonne<sup>1</sup> et le futur député, Baudin des Ardennes (Cf. *Mélanges de Poésies tirées du portefeuille de M. le B [aron] de St [onne]*, 1782, in-18, p. 124, 126 et 128). Louis Poupart (17 septembre 1730, † 31 décembre 1812), marchand drapier, a continué la descendance.

Jean-Abraham Poupart le jeune — ce qui suppose un autre Jean-Abraham Poupart, appartenant à la génération précédente — décédé le 3 mai 1745 à l'âge de 38 ans et demi, épousa Anne Chevalier, qui mourut le 3 février 1773 (cette famille Chevalier a fourni plusieurs échevins à la ville de Sedan au xvii<sup>e</sup> siècle). Il eut au moins huit enfants. L'ainée,

1. Voici les trois premières strophes de la pièce d'Alexandre-César-Annibal Frémin, baron de Stonne et des Grandes-Armoises et marquis de Sy (né à Paris le 6 avril 1745, † à Corbeil le 12 septembre 1821), maréchal de camp et chevalier de Saint-Louis :

*Déclaration d'am...itié à Madame de B[alan].*

A Sed[an], 4 juillet 1774.

Vous êtes jeune et belle et c'est un double titre  
 Pour voir, autour de vous, sans cesse voltiger  
 D'élégants séducteurs l'essaim vif et léger.  
 Du bonheur de leurs jours ils vous diront l'arbitre;  
 Fléaux du tendre hymen, destructeur de ses lois,  
     Ils tenteront avec adresse  
     D'attaquer votre premier choix  
     Et d'un sentiment qui vous blesse  
     Vous feront entendre la voix.  
 N'est-il donc point, sage Glicère,  
 Un autre sentiment dont votre aimable époux  
     N'est point fait pour être jaloux  
     Et qui ne saurait vous déplaire ?  
 S'il est moins vif, il est bien aussi doux :  
     A coup sûr il est plus sincère.  
 Son nom est l'amitié : divin présent des cieux,  
 Attrait puissant de tout ce qui respire,  
 Elle épure à la fois et les feux qu'elle inspire  
     Et le cœur tendre et vertueux,  
     Qu'elle soumet à son empire.



Marie, née le 12 mai 1729, eut pour parrain Léonard Chevalier, étudiant en philosophie à Rotterdam. Ce renseignement est précieux et prouve une fois de plus que les protestants sedanais entretenaient toujours des relations suivies avec ceux de la Hollande. Bien plus, le frère de Marie, Pierre Poupart, né le 23 mai 1730, entra au service de ce dernier pays, dut faire partie de la garnison de Namur — car plusieurs de ses enfants furent baptisés dans cette ville — et devint général-major.

Quant à André Poupart, il était fils de Simon Poupart, marchand drapier, et de Judith Sadier, décédée à Sedan le 26 mars 1740, fille de Louis Sadier et de Sara La Bauche. Il mourut le 8 avril 1744, âgé de 57 ans. Sa femme, Marie Béchet, décédée le 14 novembre 1752, à l'âge de 64 ans, lui donna au moins six enfants. Nous ne parlerons que de Jean-Abraham, né le 8 février 1714. C'est le manufacturier privilégié, depuis 1754, dont on a vu plus haut le tableau de situation en 1771. Deux ans avant cette dernière date, c'est-à-dire en 1769, le roi lui avait donné des lettres de noblesse<sup>1</sup> et avait érigé en baronnie sa seigneurie de Neuflize (Ardennes, arr. Rethel, cant. Juniville), en considération de la perfection à laquelle il avait porté la fabrique de ses draps et l'étendue du commerce de Sedan. Comme Louis La Bauche, il possédait à Bazeilles une très belle propriété, qui s'appelle maintenant le château Montvillers. Sa femme, Marie-Marguerite Girardot, lui donna trois fils et deux filles. La première, Marie-Anne-Julie (18 mai 1751, † 11 août 1811), épousa en 1770 Louis-Pierre-Gabriel-Aimé La Bauche, de Bazeilles. La seconde, Adélaïde-Marie, née le 26 janvier 1759, reçut à 15 ans un hommage poétique du baron de Stonne (Cf. *ouvr. cité*, p. 130)<sup>2</sup>.

Jean-Abraham-André Poupart, écuyer, seigneur baron de Neuflize (18 juillet 1752, † 29 mai 1814), continua la descendance. Il prit part en 1789 aux assemblées de la noblesse du bailliage de Sedan et du bailliage de Vitry-le-François. Il fut

1. Voici comment ses armoiries furent réglées; d'azur à un chiffre composé des lettres A. M. P. entrelacées d'or.

2. Voir la note page suivante.

nommé maire de Sedan à deux reprises différentes, du 17 novembre 1795 au 3 janvier 1798, puis du 5 septembre 1803 jusqu'au 10 septembre 1814. Il reçut en cette qualité le premier consul Bonaparte, le 20 thermidor an XI, lors de son voyage à Sedan et lui adressa un discours ampoulé, dans le goût de l'époque d'ailleurs. Il en fut remercié par une écharpe d'honneur et peu après, le 16 octobre 1803, fut décoré de la Légion d'honneur. Le collège électoral du département des Ardennes le présenta comme candidat au Sénat, en première ligne, le 15 octobre 1806 par 97 voix sur 115 votants et 201 inscrits, et le 16 février 1812 par 118 voix sur 152 votants et 253 inscrits; mais il ne fut pas appelé à faire partie de cette assemblée. En 1811, l'architecte Avrillet-Grange lui construisit, sur l'emplacement de la manufacture paternelle, un ensemble grandiose de bâtiments, occupé aujourd'hui par la fabrique de M. Louis Bacot, à l'angle de la rue Gambetta et de la rue Saint-Michel. Des Lettres patentes, du 23 juin 1810, instituèrent un majorat en sa faveur. De son mariage avec Adélaïde du Moutier de Vatre, il eut plusieurs enfants, dont postérité.

La famille CHARDRON est originaire du Sedanais<sup>1</sup>. Abraham Chardron, marchand drapier au faubourg du Rivage, né à Daigny (cant. sud de Sedan), mourut à Sedan (prot.) le

2. (Note de la page précédente.) Le voici :

*A Mademoiselle Adélaïde Poup[art] de Neuf[iz], âgée de 15 ans,  
dont on projettoit le mariage.*

Sur l'air : *Triste raison, j'abjure ton empire.*

A Sed[an], 1775.

L'Amour sourit : l'hymen qui te contemple  
Tout bas soupire après l'heureux moment  
Où Cloé doit, en te menant au temple,  
Comblér les vœux de quelque digne amant.

Que l'on verra, dans cette douce attente,  
Fumer d'encens sur l'autel de Cypris !  
Heureux celui qu'une mère charmante  
Appellera du tendre nom de fils !

1. Cf. sur cette famille un article de M. Ernest Henry dans la *Voix des Ardennes*, 16 avril 1889.

21 août 1702, à l'âge de 66 ans. Il était fils de Pierre Chardron et d'Élisabeth Rosnay ; le 25 mai 1659, il avait épousé (prot.) Suzanne Leroy († le 21 février 1709, à 66 ans), fille de Nicolas Leroy, m<sup>e</sup> serger au faubourg du Rivage et de Marie Bescheclou. Lorsque les sieurs Cadeau, Binet et Marseille eurent fondé la manufacture privilégiée du Dijonval en 1646, « ils envoyèrent en Hollande le sieur Abraham Chardron<sup>1</sup>, raconte l'abbé Prignon, t. II, p. 472 — qui malheureusement ne donne pas ses sources — pour y étudier les différentes opérations relatives au genre de fabrication dite *façon d'Espagne* (c'est-à-dire de la Flandre espagnole) *et de Hollande*, pour en attirer des ouvriers intelligents et y acheter nombre d'ustensiles nécessaires ». *C'est donc au protestant sedanais Abraham Chardron que l'on doit l'importation à Sedan, puis en France, de l'industrie des draps fins*. Mais, par une injustice trop habituelle du sort, son nom est resté inconnu et tout l'honneur de ses efforts intelligents est encore aujourd'hui réservé aux sieurs Cadeau et C<sup>ie</sup>. *Sic vos non vobis...*

Abraham Chardron eut trois fils, qui tous trois suivirent la carrière si glorieusement ouverte par leur père. Nous ne nous occuperons ici que de Jean et Charles, qui ont continué la descendance.

Le cadet, Charles Chardron (28 novembre 1678, † prot. 14 février 1756), épousa Suzanne Bocquet, qui ne lui donna que des filles : Marie-Anne, mariée à Simon Bruyère, manufacturier ; Suzanne, mariée à Jean-Abraham La Bauche, écuyer, brasseur et drapier, que nous connaissons déjà ; et Suzanne-Charlotte, mariée deux fois à des officiers.

L'aîné, Jean Chardron (4 novembre 1674, † 19 février 1729), fabricant de draps, épousa, le 6 mai 1704 Suzanne Bruyère, fille de Théodore Bruyère, manufacturier, et de Judith Béchet.

Leur fils, Charles Chardron (5 novembre 1710, † 29 décembre 1777), épousa à l'étranger Elisabeth Chevalier. Les deux époux achetèrent de Jean Venant-Rousseau, le 11 novembre 1750, moyennant 4,500 livres, une manufacture qui

1. Qui est sans doute l'oncle du précédent.

prit bientôt de l'importance et qui était sise à l'angle de la rue des Fours et de la rue des Laboureurs. Ils eurent une nombreuse famille, dont : 1<sup>er</sup> Pierre Chardron (7 août 1736, † prot. 27 mai 1785), manufacturier de la draperie royale de Sedan, seigneur engagiste de Fleigneux (cant. nord de Sedan), père de Marie-Reine-Françoise-Elisabeth Chardron, qui épousa le colonel baron Cazeaux, et de Charles-Pierre Chardron, filateur au Laveau, écart d'Autrecourt (cant. de Mouzon); 2<sup>e</sup> Paul-François-Louis Chardron, entrepreneur d'une manufacture royale à la Ramaurie, écart de Lamoncelle (cant. sud de Sedan), lieutenant de la grande luyveterie de France, époux d'Elisabeth-Victoire Bêchet, de Balan, et dont les deux filles épousèrent à La Moncelle les frères de Monlagnac; 3<sup>e</sup> Charles Chardron fils, manufacturier de la draperie royale de Sedan, seigneur engagiste de Francheval et de Villers-Cernay (cant. sud de Sedan), et dont une fille, Judith-Charlotte, épousa en secondes noces le général de division Etienne-Guillaume Picot, baron de l'Empire.

Arrivons maintenant à la famille Bêchet. Descend-elle du protestant Pierre Bêchet, receveur du prieuré de Donchery, qui épousa le 30 avril 1597 à Sedan Esther Sayary, et qui fut échevin de la ville de Sedan en 1613? Nous ne pouvons l'affirmer. La protestante Jeanne Bêchet, de Sedan, qui, le 5 avril 1708, épousa Pierre Breton, était-elle la parente dudit échevin? Nous l'ignorons également. Le premier auteur certain de cette famille de manufacturiers sedanais, dans l'état actuel de nos connaissances, est Jean Bêchet, marchand luyvillier<sup>1</sup>, époux de Marie Borré, et qui était mort, lorsque le 30 avril 1815 M. de Beaulieu bénit le mariage de son fils, Antoine Bêchet, avec Marie Georges ou Degeorges († prot. le 2 août 1833), fille de Jean Degeorges, m<sup>re</sup> serger au faubourg du Rhyage, et de défunte Anne Lombart ou Lambert.

Antoine Bêchet († le 24 octobre 1681, à 63 ans) eut au

1. Le luyvillier était une sorte de peignoir, une étolle de soie tramée de laine et de coton.



moins deux fils et trois filles. L'aîné, Henri Béchét, maître hôtelier, fut l'auteur d'une branche dite de Torcy, qui suivra. Jeanne Béchét († 18 mars 1729, à 73 ans), fut mariée le 29 octobre 1673 à Jean Delo ou de Lo, marchand drapier à Sedan, au bas des Capucins; tous deux s'enfuirent lors de la Révocation (cf. l'État des religieux champenois en 1685, p. 28) et leurs biens furent adjugés à leurs enfants, Henri de Lo et Marguerite de Lo, femme de Robert Jehannot, prévôt de Dun-sur-Meuse. Judith Béchét épousa, le 10 janvier 1685, Jean-Théodore Bruyère († prot. le 3 mars 1726), dont Suzanne Bruyère, la femme de Jean Chardron. Quant à la troisième fille, Marie Béchét, elle épousa le 1<sup>er</sup> mars 1682 Jean Robin, m<sup>e</sup> serger, également protestant.

Le fils cadet d'Antoine Béchét, Jean-Théodore Béchét (22 novembre 1654, † prot. 2 mai 1768), était maître drapier et maître teinturier au faubourg du Rivage. Le 26 décembre 1683, il épousa une protestante, Rachel de Lo († prot. le 4 septembre 1726, à 66 ans), qui lui donna deux fils, Henri et Jean-Théodore; ce dernier ne laissa que des filles.

Henri Béchét l'aîné (26 novembre 1690, † protestant 18 octobre 1748)<sup>1</sup>, dirigea comme son père une fabrique de draps et une teinturerie au faubourg du Rivage. Le 3 juillet 1719, il épousa, au catholique, Marie Poupart (15 mars 1700, † 3 novembre 1779), fille de Poupart-Sadier et qui se remaria avec Pierre-Etienne Drouin, après avoir donné au moins douze enfants à son premier mari.

Le second fils, Étienne, fonda la branche des Béchét, de Balan. L'aîné, Jean-Théodore (15 mars 1720, † 7 mai 1773), marchand drapier, épousa sa parente Elisabeth Béchét-Doré,

1. Voici, à titre de curiosité, l'acte de déclaration de son décès : « Ce jourd'hui, 18 octobre 1748, après midi sont comparus au greffe du bailliage, siege royal et présidial de Sedan, les s<sup>rs</sup> Théodose et Étienne Béchét, m<sup>es</sup> drapiers en cette ville, lesquels ont déclaré que le s<sup>r</sup> Henri Béchét l'aîné, vivant m<sup>e</sup> drapier audit Sedan, leur père, y étoit décédé ce jourd'hui les deux heures du matin, âgé de 58 ans. De quoi ils ont requis acte, après avoir fait pareille déclaration à M. le procureur du roi et signé avec nous, greffier.

« ÉTIENNE BÉCHÉT.

THÉODORE BÉCHÉT.

DUMONT. »

qui lui donna dix enfants. Un cadet, Louis Bêchet (4 juin 1729, † 27 mars 1795), était qualifié seigneur de Villers-devant-Dun (Meuse, arr. Montmédy, cant. Dun-sur-Meuse). L'une des deux filles, Marie-Henriette, fut mariée à Louis La Bauche, écuyer.

Etienne Bêchet (24 novembre 1725, † 27 mars 1802), écuyer<sup>1</sup>, secrétaire du roi, fut entrepreneur d'une manufacture royale de draps; nous avons vu son tableau de situation en 1771. Il dut épouser à l'étranger Marie-Élisabeth Poupert, fille de Poupert-Larrivé, qui lui donna six enfants, dont : 1<sup>o</sup> Charles-Louis-Étienne Bêchet, de Balan, né le 16 février 1753, fut marié à sa cousine germaine, Louise-Anna-Henriette La Bauche et continua la descendance; 2<sup>o</sup> Paul-Stanislas-Edouard Bêchet, né le 22 juillet 1756, fut guillotiné le 2 juin 1794 à Paris, comme membre de la municipalité sedanaise de 1792; sa femme, qui était fille de Louis Poupert-Bêchet, lui donna cinq enfants et se remaria, le 18 juillet 1799, au commandant Traullé; 3<sup>o</sup> Marie-Élisabeth-Sophie (25 janvier 1754, † 1<sup>er</sup> avril 1805) épousa le 21 février 1773 Pierre Devillas, de Lyon, qui devint président du tribunal de commerce de Sedan; 4<sup>o</sup> Élisabeth-Victoire (10 février 1755, † 15 mai 1786) épousa Paul-François Chardron, le manufacturier de la Ramaurie.

Revenons à Henri Bêchet, m<sup>e</sup> hôtelain à Torcy († 1707). Il se maria trois fois et il eut environ vingt enfants, dont plusieurs ont laissé nombreuse postérité. Nous nous contenterons de mentionner Jean-Théodore, qui épousa en juin 1717 Rachel de Lo et en eut seize enfants. L'un d'eux, Louis-Joseph Bêchet, seigneur de Lécourt, mourut sur l'échafaud le 2 juin 1794 pour les mêmes motifs que son cousin de la branche de Balan. Son fils, le général de brigade Louis-Samuel-Albert-Désiré, fut fait baron de l'Empire le 19 mai 1808, et l'abbé Boulliot lui a consacré une notice dans sa *Biographie ardennaise*, t. II, p. 455.

1. Voici comment ses armes furent réglées : d'argent à la fasce de gueules, accompagnée de 3 merlettes, 2 en tête et 1 en pointe. E. Bêchet était seigneur engagiste de Balan; cette seigneurie avait d'abord été aliénée à Philippe La Bauche par contrat du 16 octobre 1766.

Telles sont les quatre principales familles protestantes de l'industrie drapière de Sedan au XVIII<sup>e</sup> siècle. A côté d'elles et presque sur le même pied, il nous faudrait mentionner les familles protestantes Drouin, Bruyère, Barthélemy, etc., si nous avions la prétention d'être complet sur ce point. D'ailleurs il est peu commode d'établir ces généalogies, puisque les actes de mariage se trouvent dans les archives de l'étranger, et, à ce propos, l'on nous permettra d'ouvrir encore une parenthèse avant de passer au texte du Père Norbert.

On sait que, depuis la révocation de l'Édit de Nantes et surtout depuis la Déclaration du 14 mai 1724 jusqu'à l'Édit du 17 novembre 1787, tous ceux qui, en France — à l'exception de l'Alsace — ne faisaient pas profession de la religion catholique étaient « dépouillés de toute existence légale », puisque les registres de l'état civil étaient tenus par les curés et que, par suite, les protestants n'avaient pas le droit d'être époux ni pères, aux yeux de la loi, à moins de « profaner les sacrements par des conversions simulées <sup>1</sup> ». On sait aussi que cette législation inhumaine fut vivement combattue, non seulement par les protestants, mais aussi par tous les esprits indépendants qui plaidèrent en cette circonstance la cause de la justice et de l'équité, tandis que la grande majorité du parti catholique s'opposait par tous les moyens aux mesures de tolérance. La lutte fut vive de part et d'autre, et M. Armand Lods, dans son *Étude bibliographique et juridique sur les partisans et les adversaires de l'Édit de tolérance*, a pu dresser une liste de cent trois écrits, publiés sur cette question de 1750 à 1789. Cf. le *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français*, t. XXXVI (1887), p. 551-565 et 619-623.

Et encore cette liste n'est pas complète. Elle ne mentionne pas en effet le mémoire suivant : *Éclaircissements adressés à l'intendant d'Orléans sur la forme du mariage à établir en faveur des protestants*, par M. J. LA BAUCHE, le 5 novembre 1763. Le manufacturier sedanais, avec qui nous avons déjà

1. Les mots entre guillemets sont empruntés au préambule de l'Édit du 17 novembre 1787. — Cf. aussi P. Viollet, *Histoire du droit civil français*, 1893, p. 343 et suiv.

fait connaissance, n'a pas de peine à établir que « les émigrations, qui ont eu lieu par suite de la révocation de l'Édit de Nantes, ont fait un tort considérable au commerce de Sedan; que, pour réparer ce tort, il faut donner aux fugitifs la facilité de rentrer dans leur patrie, en renonçant au système d'intolérance qui les a fait fuir; que rien n'est plus juste, plus digne de la bonté du roi que de rétablir les protestants dans leurs privilèges; qu'en qualité de chrétiens et de bons citoyens, ils ne doivent pas être plus rigoureusement traités que des fripiers (c'est-à-dire des juifs), à qui on accorde des synagogues et des rabbins; qu'enfin, si l'on rendait aux protestants de Sedan la liberté de religion, nul doute que cette ville ne devint bientôt l'une des plus florissantes du royaume par le retour de ses manufacturiers, par le concours d'étudiants de toutes les nations, lesquels abandonneraient les universités de Genève et de Lausanne et feraient ainsi, en apportant dans Sedan de grosses pensions, circuler l'or de l'étranger dans ses murs ».

Mais la question qui intéresse surtout les protestants français, c'est d'obtenir du gouvernement royal la consécration de leur mariage en dehors des règles canoniques suivies jusqu'alors, et J. La Bauche marque ses préférences pour le mariage civil, tel qu'il se pratiquait aux Pays-Bas. « En Hollande, dit-il, toutes les religions sont libres, et tous ceux qui n'appartiennent pas à la dominante sont obligés de se présenter à l'Hôtel de ville pour y être mariés. Le greffier leur fait lecture de la liturgie et, après s'être promis la foi conjugale, les nouveaux époux signent un acte avec leurs proches parents et les témoins; puis chacun est libre d'aller dans sa paroisse recevoir la bénédiction nuptiale. » C'était là, en effet, la solution qui devait finir par s'imposer.

## II

« En 1770, rapporte le Père Norbert, les calvinistes de Sedan et des environs tiennent des assemblées en différens lieux, au bois de la Marfée, à la Garenne, à La Chapelle, à Flei-



gneux<sup>1</sup>, où ils font les exercices de la R. P. R. contre la défense expresse des édits, déclarations et arrêts. Ils étoient quelquefois jusqu'à trois cens. Ayant été surpris au nombre de cent vingt assemblés dans une maison du village de La Chapelle, où un soldat de la garnison faisoit le prédicant et Jacquemart, fils d'un protestant de ce nom, bourgeois de Sedan, faisoit les fonctions de lecteur, deux cavaliers de la maréchaussée, que le procureur du roi de Sedan y avoit envoyés pour vérifier ces faits, dressent procès-verbal de cette assemblée d'exercice de la R. P. R., lequel procès-verbal est signé de la plus grande partie desdits protestants assemblés. Ils appréhendent en même temps au corps le prédicant et le lecteur, que le procureur du roi, M. Le Roy, fait emprisonner par provision; il les remet cependant en liberté peu après, de son propre mouvement.

« Les calvinistes principaux de Sedan dépêchent, aussitôt l'emprisonnement susdit, un courrier au maréchal d'Armentières et à M. de Calonne<sup>2</sup>. Ceux-ci vont trouver le procureur-général (du parlement de Metz), à qui le procureur du roi de Sedan n'avoit pu faire parvenir encore les raisons de sa conduite. Surpris du silence de son substitut et ajoutant foi aux plaintes des protestans de Sedan, lesquels n'avoient pas manqué de tourner les choses tout à fait à leur avantage, le procureur-général, prévenu et mécontent, renvoie par le même courrier l'ordre au procureur de roi de Sedan de relacher lesdits deux prisonniers et de payer le voyage du courrier; ce qui lui a coûté 155 livres.

1. La Marfée est une forêt au pied de Sedan, située sur la commune de Cheveuges. Elle a donné son nom à la bataille, qui se livra le 6 juillet 1641 à 4 kil. à l'est du village proprement dit.

La Garenne est un bois situé sur la commune de Sedan, un peu au nord de la ville proprement dite.

La Chapelle et Fleigneux sont des communes du canton nord de Sedan.

2. Louis de Brienne de Conflans, marquis d'Armentières, maréchal de France en 1768, étoit lieutenant-général des Trois-Évêchés et du pays de Sedan depuis 1762.

Charles-Alexandre de Calonne, fut intendant de Metz de 1767 à 1778. Ce personnage, célèbre dans la suite par ses intrigues financières et politiques, a rendu plusieurs services aux habitants de Sedan, auprès desquels il jouissait d'une certaine réputation.

« Cependant le procès-verbal de l'assemblée des protestans à La Chapelle parvient au procureur-général avec un procès-verbal circonstancié de la conduite du procureur du roi dans cette affaire. Le procureur-général ayant fait notifier de suite au maréchal d'Armentières et à l'intendant de Calonne le fait des assemblées des protestans et les raisons du procureur de roi, ces Messieurs reconnoissent qu'ils ont été trompés et que le substitut du procureur-général a fait son devoir. On se propose de lui faire rendre la somme qu'il avoit déboursée au courrier dépêché à Metz par les dits protestans, sans en venir pourtant à l'exécution.

« Cependant l'enthousiasme semble s'être emparé des esprits protestans, à la vue de la disgrâce momentanée du procureur de roi, interdit par ce triomphe passager. Ils se rassemblent de nouveau, non plus au loin, mais aux portes de Sedan, au lieu dit *les Vignes*<sup>1</sup>, sans assistance cependant ou présidence de ministre en titre; et la maison des Vignes, destinée pour ces exercices de religion, se nommoit la maison des protestans.

« On dresse de nouveaux procès-verbaux de ces assemblées religieuses de la R. P. R., que le curé de Sedan<sup>2</sup> fait passer à l'archevêque de Reims<sup>3</sup>, grand-aumônier de France. L'archevêque en porte des plaintes au roi. Dans son conseil des dépêches, tenu le 18 octobre à Fontainebleau, le monarque ordonne au duc de Choiseul, son ministre, et à M. de Maupeou, son chancelier, d'expédier tous les ordres nécessaires pour arrêter ces désordres. Cependant la Cour approuve en tout la conduite du procureur de roi de Sedan, auquel on envoie une prescription, pour toucher chez le trésorier de la ville les 155 livres, que le procureur-général du parlement de

1. *Les Vignes* se trouvent à gauche de la chaussée qui va de Sedan à Balan.

2. Nicolas Philbert, né le 31 octobre 1735 à Sorcy (Meuse, arr. Commercy, cant. Void), mourut le 22 juin 1797 à Villette (cant. nord de Sedan, commune Glaires). Nommé curé de Sedan en 1763, il fut syndic de l'assemblée du district de Sedan, qui siégea de 1787 à 1789, et le 23 novembre 1790 fut élu évêque constitutionnel des Ardennes.

3. Charles-Antoine de la Roche-Aymon, archevêque de Reims de 1762 à 1776, grand-aumônier de France en 1760, cardinal en 1771, etc.

Metz lui avoit fait payer pour la course de l'estafette que les protestans avoient dépêché à Metz au sujet de l'assemblée de La Chapelle.

« Sa Majesté ordonne, en outre, le 28 (?) octobre, au lieutenant de roi de Sedan de se transporter de suite au lieu dit *les Vignes* et dans la maison du Pressoir, pour, après vérification des faits, faire démolir ladite maison et verbaliser sur tout ce qui peut faire trait en cette affaire. Les protestans sont avertis des ordres du roi avant leur exécution et, pour en prévenir les suites fâcheuses, ils déparent la maison du Pressoir de tout ce qui pouvoit annoncer que c'étoit un temple destiné à l'exercice public de la R. P. R.

« Le lieutenant de roi<sup>1</sup>, accompagné du lieutenant-particulier du bailliage et siège présidial de Sedan, le sieur François Tabouillot, et du procureur de roi<sup>2</sup> se rendent, dès le lendemain de la réception des ordres du roi, au lieu dit *les Vignes* et à la maison du Pressoir, où ils dressent un procès-verbal de l'état des choses, dont ils instruisent la Cour (en la forme suivante) :

A Sedan, le 30 octobre 1770.

Monseigneur,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en m'annonçant les ordres de M<sup>r</sup> le Ma<sup>al</sup> d'Armentières m'a appris que quelques religionnaires s'assembloient dans une maison isolée aux portes de la ville. Je n'en avois jusqu'à ce moment-là jamais ouï parler.

Si ceux qui vous en ont porté des plaintes à mon insçu m'en avoient averti, je suis assez convaincu des égards et de la docilité des protestans de Sedan, pour pouvoir vous assurer que j'y aurois mis ordre sur le champ. Personne ne peut douter icy de mes dispositions au maintien de la règle et j'aurois à me plaindre de ceux qui par des menées sourdes comme celle-là ont voulu vous en donner

1. Pierre Gigou, sieur de Saint-Simon, lieutenant-colonel du régiment d'Aunis, chevalier de Saint-Louis, fut nommé lieutenant de roi de la ville de Sedan en 1767; deux ans après il regut en outre la lieutenance de roi du château de Sedan. Il mourut à Sedan le 29 janvier 1791, âgé de 75 ans.

2. Le procureur du roi près le présidial de Sedan, qui semble avoir montré beaucoup plus de zèle en cette affaire que le lieutenant de roi, était Jean-François Leroy, né à Sedan le 4 mars 1716 et décédé au même lieu le 10 février 1776. Il avait été maire de la ville en 1755.

une autre idée. Leur zèle, sans doute peu réfléchi, les a fait s'écarter de la route naturelle, qu'ils auroient dû tenir; ils vous auroient épargné, en la suivant, l'inquiétude que leur exposé vous a pu donner.

A la réception des ordres de Monsieur le maréchal, le 29 de ce mois au matin, je fus sur le champ reconnoître le prétendu temple. Je trouvois un vieux bâtiment, long de vingt-six pieds sur 24 de large et 15 de haut, sans plancher sur la terre, et rien au-dessus qu'un toit moitié découvert, plein de vieilles planches et d'autres mauvais bois entassés, des ardoises, un petit armoire pourry de vétusté et autres vieux ustenciles délabrez mis au rebut dans cet endroit, percé de deux croisées ordinaires et trois petites fenestres dans la toiture.

Voilà, Monseigneur, l'état dans lequel j'ay trouvé ce lieu-là, fort éloigné de l'idée qu'on vous en a donné. Comme selon votre lettre, je n'ay dû exécuter l'ordre de M<sup>r</sup> le Maréchal qu'après avoir vérifié la vérité du fait, je n'ay pas cru devoir procéder à la destruction de cette baraque sans vous en avoir rendu compte, parce que j'ay craint que vous ne désapprouvassiez un acte fait contre le sens de votre lettre et tendant à mortifier les manufacturiers protestans de cette ville, pour qui le gouvernement paroît avoir des ménagemens, lesquels peuvent n'avoir que peu ou point de part à tout cela. Cette maison, il est vrai, appartient à M. Jean La Bauche; *mais il y a 24 ans qu'elle est louée à un pauvre particulier.*

Comme rien d'antérieur à ma reconnaissance ne m'est parvenu ny ne m'a été communiqué, je ne puis vous rendre compte que de ce que j'ay vu par moy même. J'ay les assurances les plus positives de ce qu'il y a de mieux de cette religion de veiller à ce que le peuple et autres qui en sont ne forment point d'assemblées. De mon côté soyez bien persuadé, je vous prie, de toute l'attention que j'y auray.

Je suis avec un très profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

ST SIMON.

« Le duc de Choiseul, continue le P. Norbert, fait écrire au sieur La Bauche de rester tranquille, ainsi que ceux de sa secte, s'il ne veut s'exposer à être expulsé du royaume, ajoutant que les manufactures de Paignon, Rousseau et autres catholiques pouvoient suffire à l'État. En même temps, il fait



expédier au maréchal d'Armentières, en sa qualité de lieutenant-général commandant la province, et au procureur-général du parlement de Metz, pour faire cesser toute assemblée de protestans pour l'exercice public de la R. P. R., tant à Sedan et environs que dans les villages des terres souveraines. Les ordres du roi font leur effet. »

## III

Somme toute, le gouvernement ne demandait qu'à fermer les yeux, comme le prouve le rapport du lieutenant de roi, lorsque les apparences étaient sauvées. Nous ne pouvons mieux finir cet article qu'en reproduisant l'anecdote citée par le pasteur Peyran, t. II, p. 240 : « M. de Calonne, étant ministre, vint à Sedan, où il accepta un diner chez M. Philippe La Bauche, seigneur engagiste de Bazeilles et protestant. La maitresse de la maison lui demanda si elle pourrait inviter trois cents personnes à déjeuner le jour de Pâques. Le ministre, qui comprit le but de la réunion, se récria sur l'énorme dépense qu'entraînerait une fête si nombreuse. « Non, non, Monseigneur, répartit vivement Madame La Bauche, je ne donnerai que des raves et du beurre. — En ce cas, reprit M. de Calonne, vos plaisirs seront tout *spirituels* et si les convives s'en accommodent, rien ne s'y oppose. » La réunion eut lieu presque publiquement<sup>1</sup>. »

STÉPHEN LEROY.

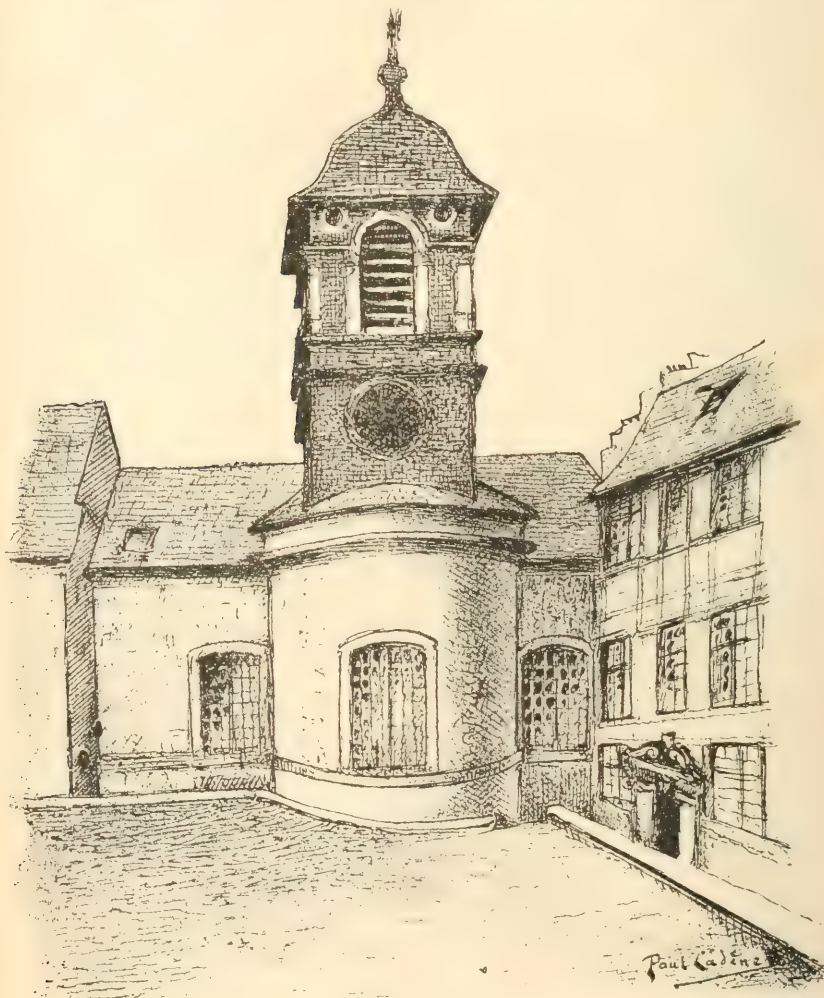
---

1. Sans vouloir nous inscrire en faux contre cette anecdote, rappelons cependant que Calonne fut contrôleur général du mois de novembre 1783 au 30 avril 1787 et que Philippe La Bauche mourut le 13 janvier 1783. Il peut d'ailleurs s'agir simplement de la maison de Philippe La Bauche ; dans ce cas, les propos en question ont pu s'échanger, puisque Mme Ph. La Bauche, née Marie-Anne Lamand, ne mourut que le 6 décembre 1786.

## APPENDICE

LES TEMPLES DE SEDAN AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

J'ai recueilli récemment de nombreuses notes sur *le passé de l'Église réformée de Sedan*, à l'occasion d'une conférence



qui m'avait été demandée pour le septième synode officiel de notre Église, réuni dans cette ville, du 2 au 10 juin dernier.



— En attendant que je puisse rédiger ces notes dont la substance a été communiquée le 5 juin aux protestants de Sedan et aux membres du Synode<sup>1</sup>, j'ai demandé à l'un de ces derniers, M. le pasteur Paul Cadène, de bien vouloir prendre un croquis de la cour du temple où se tenaient les sessions synodales. Cet immeuble a été affecté au culte protestant au commencement de ce siècle. C'était auparavant le « local des ci-devant religieuses de la Propagation de la Foi » (*Annuaire Rabaut* de 1807, p. 28). Le bâtiment dont on voit une partie sur la droite du dessin et qui aujourd'hui abrite une école protestante, est celui-là même où, avant la Révolution, presque toutes les jeunes filles de « nouveaux convertis » sedanais, ont été placées d'office, aux frais de leurs parents<sup>2</sup>, et d'où, règle générale, elles ne sortaient qu'après avoir signé une profession de foi catholique, que leurs parents étaient tenus de s'engager, par écrit, à ne pas contrarier.

On ne peut pas dire de cet édifice, ni de la chapelle qui l'accompagne, qu'ils se distinguent par leur architecture. Et à ce propos, je me suis souvent demandé où sont, au xviii<sup>e</sup> siècle, qui vit le triomphe de la réaction cléricale, les preuves de l'influence artistique — dans le sens élevé de ce mot — que le catholicisme aurait exercée dans le domaine de l'architecture religieuse. On regardera certainement avec infiniment plus de plaisir la façade du temple que le pasteur actuel de Sedan, M. Goulden, a fait édifier sur la place d'Alsace-Lorraine pour remplacer la chapelle des religieuses de la Propagation. Ce dernier temple, vraiment digne du culte, « en esprit et en vérité, » a été inauguré quelques jours avant les sessions du Synode.

N. W.

1. *L'Écho du Synode de Sedan* n° 5, du 6 juin 1896, en renferme une analyse très sommaire.

2. Voy. *Bull.* de 1891, 537.

---



# Documents

---

## LA RÉFORME EN BÉARN

NOUVEAUX DOCUMENTS PROVENANT DU CHATEAU DE SALIES

1560 — 1572

(Suite<sup>1</sup>)

IX

1569

### La protection de Charles IX, et l'occupation.

Le baron d'Arros, lieutenant général, en présence des troubles violents des rebelles, de la défection des seigneurs catholiques, des menaces du roi de France et du petit nombre de ses soldats, Pau et Orthez étant seuls demeurés fidèles, mais n'étant pas défendables, s'était enfermé dans Navarrenx, seule ville forte du pays.

Celui qui était chargé d'accomplir la mission de Montluc, Antoine de Lomagne, seigneur de Tarride ou Terride, avait reçu de Charles IX le commandement de l'expédition contre le Béarn; il ne devait user de force que dans le cas de résistance à la protection que le roi de France prétendait exercer sur le pays en l'absence de la reine Jeanne. Un mensonge servait de prétexte à cette invasion. On prétendait que Jeanne et son fils étaient prisonniers à la Rochelle<sup>2</sup>.

A la demande de Terride, les États furent assemblés à Lescar naguère ravagé par neuf compagnies de Gascons commandés par Auger de Caubios, gentilhomme béarnais catholique. Dans un pareil état de trouble, et dans ce lieu, la com-

1. Voy. plus haut p. 304.

2. Ce qui est caractéristique, c'est que, d'après la lettre de Terride qu'on lira plus loin, Charles IX voulait aussi protéger les États de Jeanne d'Albret contre le « premier conquérant (venu) proposé au concile dernier », c'est-à-dire contre ceux que la bulle du pape Pie IV (28 sept. 1563) avait conviés à s'en emparer si Jeanne n'allait pas à Rome se justifier de sa conversion (Comp. *Bull.*, 1895, 646 ss). (*Réd.*)

position de l'assemblée ne donna pas une représentation sincère du pays. Les États offrirent de suite des gages à Terride. La noblesse catholique lui écrivit le 12 avril pour l'inviter à se rendre aux Bordes d'Espoey, limitrophe du Bigorre, à fin d'y traiter de la soumission du pays, lui offrant de lui servir d'avant-garde et le mettant au courant de la marche à suivre.

Les États furent présidés par l'évêque d'Oloron et ils passèrent le traité qu'on va lire. Il ne s'agissait pas d'autre chose que de Religion mais il n'en fut pas fait mention ; ce fut un étranglement sans mot dire.

Le coup une fois fait, les États firent donner par le bourreau le supplice du garrot à J. de Lostan, M. Bedat et J. du Luc, ministres, à Thomas Blanc et Benauges, prisonniers pour la foi ; leurs corps furent ensuite jetés au gave avec grandes risées. Puis tout exercice de la religion réformée fut interdit, le pays imposé de 6,000 écus et les États se réjouirent de la ruine de leur propre patrie. (Cf. Bordenave, p. 222.)

**Acte de Reception fait à Espoey sur la sommation du seigneur de Tarride en Béarn. — « In tentationem ».**

Sachent tous ceux qui la présente verront qu'aujourd'hui 18 avril 1569 dans le lieu d'Espoey en Béarn par devant haut et puissant seigneur messire Antoine de Lomagne, seigneur et baron de Tarride, vicomte de Gimois, chevalier de l'ordre du Roi, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances, lieutenant général, chef et

---

**Acte de reception.**

**Feyt a Espoey jus la sommation deu Signor de Tarride en Béarn. — « In tentationem ».**

Sapient totz los qui la present beyran que au jorn de hoey delz e hoeyctiesme deu mees d'April mil v<sup>l</sup>xix au loc d'Espoey en Bearn per dauant hault e puissant s<sup>or</sup> messire Anthony de Lomaigne seignor e baron de Tarride viscompte de Gimois chevalier de l'ordre deu Rey, capitaine de L. homes d'armes de sas ordenances loctenen

conducteur de l'armée ordonnée par S. M. pour la protection et sauvegarde du pays souverain de Béarn, se sont présentés révérend Père Jean de Casenave<sup>1</sup>, abbé de la Reule, député par le 1<sup>er</sup> état dud. pais, nobles Gabriel de Béarn<sup>2</sup>, seigneur et baron de Gerderest, chevalier dudit ordre, Armand de Gontaut-Rebache<sup>3</sup>, baron, seigneur d'Andaux et chevalier dudit ordre et sénéchal de Béarn, Antoine d'Aydie<sup>4</sup>, seigneur de S<sup>te</sup>-Colombe, François de Béarn<sup>5</sup>, seigneur de Bonasse et de Sendos, députés et délégués par le second état de la noblesse dud. pays; Joannolo de Gramond<sup>6</sup>, jurat de Morlaas, M<sup>es</sup> Raymond de Naveraa de Laruns, Pierre Jean de Pausadère de Vielle en la vallée d'Ossau, Bernard de Medalen et maître Arnaud de Croharé de Nay, délégués par le tiers état; as-

general cap e conductor de l'armade per S. M. ordenade per la proteccion e saubagarde deu pais souuiran de Bearn se son presentatz reuerent (pay) P. Joan de Casanaua abbat de la Reula deputat permer p<sup>er</sup> estat deud. pais nobles Guabriel de Bearn senhor e baron de Garderes ch<sup>er</sup> deud. ordy, Arman de Guontaud Rebache baron s<sup>er</sup> d'Andaus e ch<sup>er</sup> deud. ordy senneschal de Bearn, Anthony de Aidie s<sup>r</sup> de S<sup>ia</sup> Coloma, Frances de Bearn s<sup>r</sup> de Bonasse e de Sendos deputatz e deleguatz per lo seguond estat de la noblesse deud. pais, Joanollo de Gramon jurat de Mor [laas] M<sup>es</sup> Ramon deu Naberaa de Laruntz, Pees Joan de Pausadere de Bielle en la bat d'Ossau Bernad de Medalen e M<sup>e</sup> Arnaud de Croharé de Nay dele-

1. Jean de Casenave, abbé de Larreule, canton d'Arzacq, arrondissement d'Orthez.

2. Gabriel de Béarn, baron de Gerderest et de Pardaillan, vicomte de Juillac et de Mauvezin, seigneur de Mur, Castagnède et autres lieux; fils de François de Béarn, un des plus braves capitaines du parti catholique, fait prisonnier à Orthez avec Terride, massacré à Navarrenx, mort sans postérité.

3. Armand de Gontaut, seigneur d'Audaux près de Navarrenx, avait été lieutenant du roi en Béarn puis sénéchal; après avoir été pour la Reine il devint un des chefs du parti catholique.

4. Antoine d'Aydie, seigneur de Saint-Colomme, sénéchal de Béarn non confirmé dans son office par Jeanne d'Albret, fougueux catholique; pris à Orthez, fut massacré à Navarrenx; son vrai nom était de Montesquiou.

5. François de Béarn seigneur de Bonasse, vaillant guerrier massacré à Tarbes en 1570 où il soutenait la cause catholique contre Montamat, lequel mourut à son tour à la Saint-Barthélemy.

6. Joannolo de Gramond, jurat de Morlaas, eut plus tard ses biens confisqués (*Huguenots en Béarn*, p. 85).

sistés de maître Martin de Luger<sup>1</sup>, docteur en droit, syndic dud. pays.

Lesquels députés, après avoir remontré, par l'organe des susd. de Gontaut et de Luger, qu'aujourd'hui 18 dudit mois lesd. États étant convoqués et assemblés dans la ville de Lescar pour certaines affaires, serait venu le sieur de Fauroux, guidon de la compagnie dud. s<sup>r</sup> de Tarride avec un autre, par lui envoyés et délégués; Lesquels auraient donné au syndic certaine lettre missive dud. seigneur de Tarride aud. syndic aux fins d'assembler lesd. États pour entendre certaine sommation, laquelle il leur transmet par écrit et demanda de lui en faire prompte réponse; sur quoi, après avoir reçu lad. missive et l'avoir communiquée auxd. États et étant par ceux ci délibéré et arrêté d'ouïr et entendre lad. sommation pour faire réponse aud. seigneur, bien qu'ils fussent convoqués et assemblés pour d'autres affaires, et après avoir lu et fait entendre au milieu des États lad. lettre et sommation dont la teneur suit.

[Voir ci-dessous le texte en français.]

guatz per lo ters estat, assistens de m<sup>e</sup> Martin de Luger doctor en dretz sindic deud. pais.

Losquaus deputatz, apres auer remonstrat per l'organe deus susd. de Guontaud e de Luger que lo jorn de goe xviii deud. mees estantz losd. estatz combocat e assemblatz en la bile de Lescar per certains affers, sere bengut lo s<sup>or</sup> de Fauroux guidon de la Companhie deud. s<sup>or</sup> de Tarride ab autre per lod. s<sup>or</sup> tremetutz e deleguatz; Losquolz auren balhat aud. sindic certane Lettre missive deud. s<sup>or</sup> de Tarride aus fiis de assemblar losd. estatz per entendre certane sommation laquoalle lor tremeto per escriut e luy en far prompte responce, suus que apres auer recebut lad. missive e aquere comunicat ausd. estatz e estant per edz deliuerat e arrestat de audir e entendre lad. sommation per far responce aud. s<sup>or</sup> combien que lor fossen combocat e assemblatz per autres affers e apres auer legit e entendut en ples estatz lad. lettre e sommation de lasquoalles la thenor s'en secq.

A mons<sup>r</sup> mons<sup>r</sup> le sindic du pais de Bearn.

Mons<sup>r</sup> mons<sup>r</sup> le sindic, estant en bon vouloir et intention du roy metre le pais de Bearn soubz sa protexion et saubagarde et pour ceste fin nous ayant S. M. balhe expres comandement et pouvoir,

1. Martin de Luger nommé syndic le 9 avril 1568, destitué pour crime de lèse-majesté le 25 septembre 1570.



j'ay voulu auan l'effectence le faire f<sup>e</sup> entendre aux Estatz deud. pais et les sommer d'accepter lad. protexion pour laquelle sommation j'anuoie le cap<sup>ne</sup> Fauroux guidon de ma companhée avec le s<sup>r</sup> Vilelongue vous priant combouquer et assembler presentement lesd. estatz pour entendre lad. sommation, faire brieve responce, affin, que la longadure et demeure ne soit cause de la foule du peuple dont j'en serois tres desplaisant, mons<sup>r</sup> le sindic je prie Dieu vous tenir en sa sainte et digne garde. A vic Bigurrie ce xiiii d'April mil v<sup>e</sup> lxiix, vostre bien bon amy à vous faire plaisir Terride.

Anthony de Lomanhe s<sup>r</sup> et baron de Terride visconte de Gimois ch<sup>er</sup> de l'ordre du Roy, cap<sup>ne</sup> de cinquante homes d'armes de ses ordonnances, lieutenant général, chef et conducteur de l'armée par S. M. ordonnee pour la protexion et saubagarde du pais de Bearn au premier, seguond et tiers Estat et sindic de Bearn salut.

Comme estantz des rebelles et ennemis du Roy saisis et empires par leurs reuses et estuces? des personnes de la Reyne de Nauarre et prince de Nauarre son filhs, qu'ilz dethienent encore par force, pour de leur nom et auctorité balher pretexte d'autoriser à leurs dampnées entreprinses et machinations de se preualoir et aider des biens et facultes desd. reyne et Prince de Nauarre, le pais souueraineté de Bearn, causant mesmement leur longue absence, soit en danger d'estre expousé en proie, choses desplaisant grandement au Roy, lequel pour empecher l'interdit et comis dud. pais au premier conquérant proposé au concile dernier, l'auroit adoué estre sobz sa protexion et saubagarde et que perseuerent en ceste bonne volonté aye de leur continuer lad. protexion, tant pour la conseruation de l'estat et biens desd. royne et prince de Nauarre, esperant par tots office de benigne rey et bon parent les retenir et recourir du pouoir desd. rebelles, que aussi pour la manutention des subiectz dud. pais de Bearn en leurs fors priuileges costumes et establiments, et remetens en leur vigueur si auguns auroinct esté rompus enfraints par le passe. A ceste cause nous lessons expres comendement vous sommer soubzmetre vous personnes et biens à la protexion de sa M. pour en estre traictes deffendus et maintenus suivant vouse. fors priuileges et costumes, autrement en vostre reffuus ou mespris deliuerons de employer les forces et main et armée que sad. M. nous a ordonnée pour cest effect pour venir et contraindre et ordonner a son absence; et d'autant sommes asseures du bon voloir et seruice et intention que sadite M et mons<sup>r</sup> son frere ond de vous traicter doucement et humainement, nous vous exortons d'accepter lad. protexion qui vous est présentée

Lesd. États, après la lecture et publication ouïes, ont arrêté et conclu d'envoyer lesd. députés délégués vers led. Tarride pour lui faire réponse c'est-à-dire que, attendu l'imprévision et gravité des faits dont il est question, changement d'état et vu l'absence de la reine de Navarre leur dame souveraine, en suppliant ils requerraient ainsi qu'ils ont requis aud. seigneur, de leur donner délai d'un mois ou autre compétent pour en avertir lad. dame et pendant ce, qu'il lui plut retirer ses forces hors du pays de Béarn pour éviter le dommage et oppression du pauvre peuple.

A quoi par ledit s<sup>r</sup> de Tarride il leur aurait été répondu que la commission et ordonnance qu'il avait dudit roi pour réduire et remettre led. pays sous sa protection portait d'exécuter le commandement tout incontinent. A cause de quoi il ne pouvait accorder le délai requis, surtout pour le service de S. M. et que le soulagement et repos du peuple requerrait toute diligence et sévérité être employée à l'exécution de sond. commandement; et après que led. syndic eut supplié pour obtenir le susdit terme de délai par trois fois et à divers intervalles, s'étant retiré à part avec lesd. seigneurs députés et

pour votre grande utilité et repos et nous faire promptement réponse, afin que autrement ne seyoins contrains, au très grand regret de sad. M. et notre, user de la rigueur des armes en vostre endroict. Signé TERRIDE et plus bas Par mond. s<sup>r</sup> de CHIROUSE.

Losd. estatz apres la lecture et publication audide arrestat et concludit de tremeter losd. deputatz et deleguatz vers lod. Tarride luy far response que es que attendut l'improuision et grauital deus feyts dont es question mutation d'estat et considerade l'absence de la Regine de Nauarre lor dame souuirane supplication a requerriban so que an requerit aud. s<sup>r</sup> los balhar dilay de ung mees o autre competent per en aduertir lad. dame e so pendent que lo plaguosse retirar sas forces fore lo pais de Bearn per euitar la foule e l'oppression deu praube poble.

A que per lod. s<sup>r</sup> de Terride lor sere estat respondut que la comission e ordonnance que luy abe deud. Rey per redusir et remeter lod. pais juus sa protexion portabe de executar lo comandement tout incontinent. A cause de que no pode autreyar lo dilay requerit maiorement per lo seruicy de sa M. e lo soladiament e repaus deu poble requerebe tote diligence e severitat estar empleguade a l'exécution de sond. comandement e apres que lod. sindic a agut supplecat per obtenir lo susd. terme dilay per tres reguades e a diuers interuals, s'estant retirat a part ab losd. s<sup>res</sup> deputatz deleguatz

délégués, après délibération prise entre eux, led. s<sup>r</sup> de Terride a persisté dans son refus. Ce entendu et autre délibération prise entre eux, led. syndic a fait comme déclaration, que voyant les forces et puissance et armée dud. seigneur qui était sur le point d'entrer sur les frontières dud. pays de Béarn, et (voyant) que les capitaines qui avaient la charge des armes pour le service de lad. dame et défense dud. pays s'étaient retirés dans les villes de Pau et de Navarrenx, de telle sorte que le reste du pays n'avait le moyen de faire résistance; de plus, considérant les bonnes, bénignes et gracieuses qualités et conditions par lad. lettre et sommation et avec la confiance et assurance du bon vouloir, zèle et affection que le Roi porte à la Reine de Navarre leur dame souveraine et à M<sup>r</sup> le Prince son fils et à la parenté, union et administration qui sont entre eux et ont toujours été entre leurs prédécesseurs, lesd. États se soumettent ainsi qu'ils se sont soumis à lad. protection, laquelle led. syndic a baillée par devant led. s<sup>r</sup> dans la teneur suivante :

D'autant, M<sup>r</sup>, que vous nous avez déclaré que vous ne pouviez ni deviez accorder le délai et terme requis par lesd. gens des trois États, afin d'avertir la Reine notre dame Souveraine et notre s<sup>r</sup> le prince son fils de votred. sommation, considérant vos grandes

---

prees inter lor deliueration lod. s<sup>or</sup> de Terride a percistit aud. refuus. Lo que intendut e preze autre beguade deliueration inter lor lod. sindic a feyt a declaration que beden las forces e puixance e armade deud. s<sup>or</sup> qui ere d'esta entrade suus las fronteres deud. pais de Bearn et que los cap<sup>nes</sup> qui auen charye de las armes per lo seruicy de lad. dame e deffence deud. pais se eren retiratz fens las viles de Pau e Nauarrens talemment que lo demorant deud. pais no aue moien de far resistance; dauantadge considerant las bones benignes e gratioses qualitat é conditions portades per lad. lettre e sommation e ab la confidance e assecurance deu bon voler selle e affection que lo rey porte a la regine de Nauarre lor dame souuirane e a M<sup>r</sup> lo prince son filh e a la proximitat conjunction e administration qui es inte lor e es estade tout a james inter lors predecessors losd. estatz se jusmeten si que se son iusmetutz a lad. protection laquelle auen arrestat en la forme inseride per escruit laquelle lod. sindic a balhat per duuant lod. s<sup>r</sup> en la thenor seguente.

D'autant M<sup>r</sup> que vous nous auez declarat no podetz ny deuez arcordar lo dilay e termyn requerit per lasd. gens deus tres estatz afin de aduertir la regine nostre dame souuirane e nostred. S<sup>r</sup> lo prince son filh de votred. sommation considerant vostres grandes

forces et puissante armée à laquelle il leur est impossible de résister, d'autant que les capitaines dud. pays qui avaient la charge des forces et des armes pour la défense dud. pays ont abandonné celui-ci et se sont retirés dans les villes de Pau et de Navarrenx, à raison de ce, et pour obvier à ce que led. pays ne soit pris et conquis par rigueur et force d'armes, et à ce que par tel moyen les habitants d'icelui ne soient (privés) de leurs biens, privilèges et libertés, acceptent la déclaration de la souveraineté du présent pays faite par lad. sommation et offre et représentation, en ce qu'il plait à la Majesté dud. s<sup>r</sup> Roi les vouloir maintenir en leurs fors, coutumes, privilèges et libertés et les restituer, rétablir et remettre en leur vigueur, au cas où quelques-uns auraient été rompus, violés et enfreints, auxquels privilèges et libertés inscrits au livre de leurs fors coutumes et établissements, entr'autres, il est écrit que les capitaines des châteaux villes et autres forteresses du présent pays et aussi que les magistrats et administrateurs de la justice, tous doivent être natifs dud. pays, et que la justice a été de tout temps et présentement administrée en souveraineté et dernier ressort dans les limites dud. présent pays, sans que les habitants d'icelui puissent être appelés en justice hors led. pays par voie d'appel ni par aucun autre moyen quel qu'il soit, — requièrent et supplient très humble-

---

forces e puxante armade a laquoalle lor es impossible resistir d'autant los capitenes deud. pais qui auen la charye las forces e las armes per la deffence deud. pais an abandonat aquet e se son retiratz fens las viles de Pau e Nauarrenx per rason de que e affin d'obviar que lod. pais no sie prees conquerit per rigueur e force d'armes e per tal moien los habitants dequet ne sien de lors biens fors priuileges e liuertatz acceptan la declaration de la souuiranitat deu present pais feyte per lad. sommation e offre e presentation ? en so que platz à la M deud. S<sup>r</sup> Rey los boler manutenir en lors fors costumes priuileges e liuertatz e lo restituir restablir e remettre en lor viguor en caas auguus en fossan estatz romputz violatz e infrangitz deusquoalz priuileges e liuertatz escrites au Libre de lors fors costumes establimentz inter autres son que los capitenes deus castelz viles e autres fortalesses deu present pais e aussi los magistratz e administradors de la Justicie los totz debin estar natus deud. present pais e que la justicie es estade de totz temps et de present administrade en souuiranitat e darrer ressort fens los termis deud. present pais senhs que los habitants dequet puscan estar tiratz en judicy fore lod. pais per vie d'appel ny per augun autre



ment, selon vosd. offres et représentations en votred. sommation contenues de leur accorder telsd. privilèges et libertés et tous autres plus amplement écrits au livre de leurs fors et coutumes, réglé et conclu par le défunt roi Henri avec lesd. gens des trois États, et, avec les conditions susdites et non autrement, se sont soumis et se soumettent à la protection dud. s<sup>r</sup> Roi, sans préjudice toutefois de se garder la fidélité, obéissance et domination de lad. dame et de sad. postérité, protestent qu'ils aiment mieux mourir que de se démettre de telsd. fidélité et obéissance, sous la protection et sauvegarde dud. Seigneur Roi, à la charge que vous M<sup>r</sup> leur promettiez et juriez vous présentant au nom ci-dessus, de les maintenir protéger et conserver en lesd. fors, libertés et coutumes, spécialement et expressément suivant les termes de la susd. déclaration et que vous leur promettiez de faire reconnaître, ratifier et confirmer par led. Seigneur roi lad. protection et le maintien de leurs fors, coutumes, privilèges et libertés susd. et de leur en faire expédier patente en bonne et probante forme, pour pouvoir leur servir à maintenir et conserver leursd. fors, coutumes, privilèges et libertés. Laquelle soumission led. S<sup>r</sup> de Terride, aud. nom, a approuvé, loué et accepté et il a promis et juré auxd. syndic et députés de maintenir les habi-

---

moyen quel que sie requerexin e supplican tres humblement seguien vostred. presentations en vostred. sommation contengudes lor acordar talsd. priuileges e liuertatz e totz autres plus amplement escriuts au libre de lors fors e costumes Reglat e concludit per lo deffunct rey Henric ab lasd. gens deus tres estatz deud. pais e ab las conditions susd. e non autrement se son iusmetutz e iusmetin juus la protexion deud. S<sup>r</sup> Rey senhs prejudici totasbetz de continuer en la fidelitat obediencie e domination de lad. dame e sad. posteritat protestan que lor aiman plus mourir que se desmeter de tald. fidelitat e obediencie juus la protexion e saubagarde deud. S<sup>r</sup> Rey e a la charye que vous M<sup>r</sup> los prometatz e juretz presentant en nom que dessus de los intertenir protegir e conseruar en losd. fors liuertatz e costumes specialment e expresse seguien los termis de la susd. declaration e lor prometatz de far aduo<sup>r</sup> ar ratificuar e confirmiar aud. s<sup>r</sup> Rey lad. protexion e intertenement de lors fors costumes priuileges e liuertatz susd. e los en far expedir patente en bone e probante forme per lor poudet seruir per l'intertenement e conservuation de lorsd. fors costumes priuileges e liuertatz. Laquoalle susmission lod. s<sup>r</sup> de Terride aud. nom a approbat laudat e acceptat e prometut e jurat ausd. sindic e deputatz de maintenir

tants dud. pays en leurd. fors, coutumes et libertés, de remettre et restaurer ceux qui auraient pu être enfreints violés et rompus par le passé, et sad. promesse, serment et tout ce qui par lui a été et sera fait à cet égard, le faire reconnaître ratifier et confirmer par patente en bonne et probante forme par led. s<sup>r</sup> Roi, dont lesd. s<sup>rs</sup> députés, pour lesd. États et syndic, au nom de tout le pays, ont accepté la promesse et le serment et lui ont rendu grâces et du tout out requis acte à moi notaire soussigné. Lequel acte leur ait baillé avec le consentement dud. s<sup>r</sup> de Terride.

Ceci fut fait à Espoey l'an mois et jour susd. Présents et témoins :

Les seigneurs de S<sup>t</sup> Félix<sup>1</sup>, chevaliers de l'ordre du roi et lieutenant de la compagnie du capitaine Negrepelisse, Bernard de Grimont<sup>2</sup>, baron de Pourdiac en Armagnac, lieutenant de la compagnie dud. s<sup>r</sup> de Terride, Gabriel de Lomagne<sup>3</sup>, s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Salvi, Jean de Grossoles<sup>4</sup>, s<sup>r</sup> de Caumont en Lomagne, Bernard

los habitantz deud. pais en losd. fors costumes e liuertatz remeter e restaurar los qui se trouuaran estatz infringetz violatz e romputz per lo passat e sad. promesse e jurament e tout so qui per luy es estat e sera feyt en aqueste part far aduoar ratificar e confirmar per patente en bone e probante forme aud. S<sup>r</sup> Rey dont losd. s<sup>rs</sup> deputatz per losd. estatz e sindic au nom de tout lo pais an acceptat sa promesse e iurament e luy an rendut gracies e deu tout an requerit acte a my notari juus signat. Loqual los ey balhat ab consentiment deud. s<sup>or</sup> de Terride.

Asso fo feyt a Espoey l'an mees e jorn susd. Presentz e test[imones]

Senhors de S<sup>ra</sup> Filis ch<sup>er</sup> de l'ordre deu Rey e loctenent de la companhie du capitene Negre Perisse Bernad de Gramont baron de Pourdiac en Armanhac loctenen de la companhie deud. S<sup>r</sup> de Terride, Guabriel de Lomainge S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Sabby, Joan de Grossoles S<sup>r</sup> de Caumon en Lomainge Brd. de Gurt S<sup>r</sup> de Lamothe Bour-

1. Saint-Félix, chevalier de l'ordre, pris dans le château d'Orthez avec Terride, il était lieutenant du comte de Négrepelisse.

2. Bernard de Bassabat de Vicmont (ou de Léaumont, ici de Grimont), baron de Pordéac, etc. (Gers), chevalier de l'ordre du roi, massacré le 21 août 1569 à Navarrenx.

3. Gabriel de Lomagne, seigneur de Saint-Salvy, capitaine de 50 hommes de pied, pris à Orthez avec les autres.

4. Jean de Grossoles. Renaud de Grossoles, baron de Flamarens, a été envoyé par Monluc et s'est enfui devant Montgomery (Bordenave, p. 176-286).

de Gart, s<sup>r</sup> de Lamothe, Bourdingues, maitre Pierre d'Espagne, docteur ès droitz, lieutenant-général à la judicature de Villelongue et Castelsarrasin pour le roi, Bernard, s<sup>r</sup> de Soumoulou<sup>1</sup>, Antoine de Lanusse en Béarn et je Jacques de Coste, notaire temporel de Lescar qui le présent acte retins et signai.

Ainsi signé. Terride et La Coste, notaire.

Pour copie.

M. DE LUGER  
syndic de Béarn.

dinques M<sup>e</sup> Pierres Despanhe doctor en dretz loctenen general a la judicature de Vilelongue e Castet Sarrazin per lo Rey, Bernard S<sup>r</sup> de Somolou, Anthony de la Nusse en Bearn et jo Jaques la Coste notari temporal de Lescar qui lo present acte retengu e signe aixi signat Terride e la Coste notari.

Per coppie

M. DE LUGER  
syndic de Bearn.

Copie du temps, en neuf pages, signée; le titre mis en tête est écrit en travers du dernier feuillet blanc.

## LE PASTEUR « DES MARES, D'ALES »

(1603-1632)

Appelé à faire des recherches pour établir la filiation d'une famille protestante qui avait quitté Alais avant la Révocation, nous avons trouvé aux Archives communales « un vieux registre, recouvert en parchemin » (V. *Bull.* du 15 novembre 1895, p. 615) portant à l'intérieur, après trois feuillets blancs, le titre suivant :

« Roolle des Enfans qui ont esté baptisés dans L'église Reformée d'Ales par M. de Mares, pasteur en Icelle Lannée 1605 et en Novembre ».

Quelques extraits de ce registre feront connaître le pasteur « de Mares » ou « Des Mares », dont M. Auzière, dans sa *Liste des pas-*

1. Somolou, localité voisine des Bordes d'Espoey. — Antoine de La Nusse eut ses biens confisqués.

teurs de France, a ignoré la fin tragique, et quelques noms de pasteurs et diverses particularités historiques de l'époque :

« Le Mercredi 4<sup>e</sup> janvier 1606 a esté baptisé par Monsieur *Petit*, ministre de St-Ambroix<sup>1</sup>, un fils de Monsieur des Mares, pasteur en ceste église, et de *Honorade de Rocheblave*<sup>2</sup>, né le 30<sup>e</sup> Novembre 1605. Le parrain a esté Monsieur *Courant*, pasteur de l'église d'Anduze<sup>3</sup>. La Marrine *Marie Bourelle*, fame de Monsieur *Rocheblave*, a esté nommé *Louis* ».

« Ce Mercredi, huitième jour de Mars, an Mil six cens six, a esté faite la prédication par Monsieur *Bancillon*<sup>4</sup>, ministre de la Parolle de Dieu en l'Église de la Religion Réformée de la ville d'Ayguemortes, en presence de tous les Messieurs Pasteurs de la première Assemblée, avec leurs Anciens pour tenir le Synode ».

On voit ensuite fonctionner.

« *Maignan*, ministre de la Parolle de Dieu, de Gizac [Gissac?] » le 10 Mars 1606 ; — « *Imbert* [Jean], ministre de Meyras, en Vivares<sup>5</sup> », le 12 Mars ; — « *Bouton* [Jacques], ministre de Blauzac<sup>6</sup>, le 15 mars ».

« Monsieur *Demarets*, nostre pasteur est parti pour aller à Genève ce Lundi Dix-septie<sup>e</sup> avril 1606 ».

1. *Samuel Petit* père, de Chancy près Genève, pasteur à Saint-Ambroix, 1594-1602 ; — Uzès, 1602-1603 ; — Saint-Ambroix, 1603-1620. — Marié avec *Noémie Dollier* (d'Olivier, d'après *Borrel*).

2. *Isaïe Desmarests*, de Genève, « se maria le 8 août 1604 (acte Sugier, notaire à Alais) avec *Honorade de Rocheblave* fille de noble *Jacque de Rocheblave* et de *Marie de Borelli*. *Honorade de Rocheblave* eut 2,000 livres de dot, dont 400 comptant, et 1,600 qui lui furent payés le 17 octobre 1624 (*A. Bardon, Listes chronologiques d'Alais*, p. 24).

3. *Louis Courant*, de Genève, pasteur à Anduze, 1603-1623 ; — Alais, 1624-1632 ; — Orange, 1633-1636 ; — Alais, 1639 ; — Lunel, 1636-1643. — Accusé d'avoir trempé dans la révolte de *Gaston d'Orléans*, il fut condamné au bannissement et se réfugia à Orange, en 1633, et dont il revint en 1636. Placé à Lunel en 1640, il y mourut en avril 1643, époux de *Jeanne Daymes*.

4. *Jean Bansillon*, né à Montpellier, pasteur à Aiguesmortes, 1597-1608 ; — Aimargues, 1608-1610 ; — Vauvert, 7 mois, janvier-juillet 1609 ; — Aiguesmortes (pour la deuxième fois), 1610-1640. Mort à Aiguesmortes le 10 avril 1640, époux de *Anne de Quinsa* (*Notariat de Vauvert. Délibér. du consistoire d'Aiguesmortes*, etc.).

5. *Jean Imbert*, pasteur de Meyras et Gaujac réunies, 1596-1623 (*Arnaud, Protest. du Vivarais*, I, 666).

6. *Jacques Bouton*, reçu au saint ministère et placé à Blauzac, 1598-1613 ; — Les Vans, 1617-1626 ; — Uzès, 1618. — Marié de *Anne Deleuze* (*Liste Auquière. A. Bardon, Listes chronol. d'Alais*, 27, etc.).



Pendant cette absence, il est remplacé par son ami

« *Courant*, ministre d'Anduze, le 22 Avril; — *Baruch*, ministre en l'église de S<sup>t</sup>-Sebastien<sup>1</sup>; — *Ferrier jeune*<sup>2</sup>, le 5 Mai; — *Rudavel*, ministre de S<sup>t</sup>-Pierre-de-la-Salle<sup>3</sup>, le 7 Mai; — *Ricaud*, ministre<sup>4</sup>, le 14 Mai; — *Horlé*, ministre de Melet [Mialet]<sup>5</sup>, 21 Mai 1606. — Le pasteur *Des Marets* reprit son service le 26 Mai 1606 ».

« Le 13<sup>e</sup> Febvrier [1608], a esté baptisée une fille de Monsieur *Des Marets*, pasteur en ceste Église et de *Honorade Rocheblave*, par Monsieur *Courant*, pasteur de l'Église d'Anduze, née le 14<sup>e</sup> Décembre 1607. Son parrain, *Jacques de Rocheblave*, sa marraine *Louise de Banes*, a esté nommée *Louise* ».

« L'an mil six cens douze et le premier Janvier, qu'est un Dimanche, avons commencé de precher à notre Temple neuf ».

« *Clermonde*, fille à Monsieur *Des Mares*, pasteur en ceste Église et de *Honorade de Rocheblave*, est née le 16 Février [1612], baptisée le susd. jour par Monsieur *Nissolle*, pasteur en l'Église de Clarmons [de Lodève]<sup>6</sup>, présentée par *Jehan de Rocheblave* et dam<sup>lle</sup> de *Do-mergues* ».

1. *Pierre Baruch*, ministre de Gènerargues et Saint-Sébastien, 1600-1626; — Saint-Paul-la-Coste, 1629 (*France prot.*, I, 910).

2. *Esaïe Ferrier*, frère de *Jérémie F.*, né vers 1582, après avoir étudié à Nîmes, fut admis au saint ministère au synode du Bas-Languedoc et placé à Brenoux, 1605-1607; — Saint-Gilles, 1607-1612. — Suspendu en 1612, il fut déposé en 1617 et abjura (*Liste Auzière*).

3. *Antoine Rudavel*, originaire de Sauve, fut reçu au saint ministère par le synode du Bas-Languedoc et placé à Saint-Pierre-de-la-Salle en 1605 et y resta jusqu'en 1626. Il abjura l'année suivante, 1627. Il épousa le 9 novembre 1605 *Anne Baudouin*, dud. La Salle et, devenu veuf, on le trouve en 1620 remarié avec *Anne Tournier* (Reg. de La Salle).

4. *Jules Ricaud*, ministre de Lussan, puis de Barjac, 1584-1588; — Sauve, 1588-1593; — Saint-Jean-du-Gard, 1594-1598; — Florac, 1598-1606 (*Liste Auzière*).

5. *François Horlé*, originaire de Weter (Hesse), fut reçu au synode du Bas-Languedoc de 1599 et on le voit pasteur à Melet [Mialet], 1600-1617; — Anduze, 1620-1636. Il fut enseveli audit Anduze le 27 novembre 1636, époux de *Isabeau Lavernye*, laquelle fut à son tour ensevelie au même lieu, le 6 juin 1667 (*Liste Auzière. Reg. mortuaire d'Anduze*, etc.).

6. *Jehan Nissolle*, d'une famille notariale de Sumène (Gard), fit ses études à Genève, 1582-1584, au frais de l'Église de Nîmes, dont il était proposant en 1581, fut consacré le 6 mars 1586 et placé à Marsilhargues, 1587-1591; — Saint-Ambroix, 1591-1592; — Marsilhargues, 1595; — Aïmargues, 1595-1596; — Marsilhargues, 1596-1600; — Gignac, 1600-1605; — Saint-André-de-Sangonis, 1605-1609; — Clarmont [aujourd'hui Clermont-de-Lodève ou Clermont-de-l'Hérault], 1612; — Montagnac, 1614-1617; —

Au mois d'octobre 1612, on trouve encore *Courant*, pasteur d'Anduze.

Le registre est arrêté par la mention suivante :

« C'est la fin de ce Livre des Baptêmes, ce trente octobre mil six cens dix huit ».

A la Révocation ce registre resta entre les mains d'un ancien notaire d'Alais, qui avait peut-être été ancien et secrétaire du Consistoire, car on voit par la rédaction des actes que c'est une tierce personne, et non le pasteur qui l'a tenu. Au reste presque toutes les Églises du Bas-Languedoc faisaient tenir leurs registres par le diacre, qui cumulait aussi les fonctions de chantre et avertisseur du Consistoire.

La mention suivante, écrite par le greffier de la Cour du comté d'Alais, indique ce que devint ce registre :

« Le Cinquiesme Aoust 1686, le présent registre a esté remis devers le greffe de la Cour ord<sup>re</sup> de la Comté d'Allez par S<sup>r</sup> *Pierre Girard*, marchand, fils à M<sup>r</sup> *Valentin* (et non *Valfuson*, Bull. du 15 nov.) *Girard*, ancien notaire dud. Allez, luy a esté expédié certificat de lad. remise ».

Après un ministère de quinze ans à Alais (1603-1618), Isaïe Desmarets alla desservir pendant un an l'Église des Vans, 1619-1620, et revint ensuite à sa première Église d'Alais, où il termina sa carrière, 1620-1632. Compromis, avec son ami *Louis Courant*, qui avait quitté Anduze pour venir occuper la deuxième place de pasteur à Alais en 1624, Isaïe Desmarets fut convaincu d'avoir participé à la révolte de Gaston d'Orléans et pendu sur la place du marché d'Alais, le 4 octobre 1632, mais ses biens ne furent pas confisqués. Quant à son ami Courant on a vu ci-avant qu'il fut condamné au bannissement. Pendant qu'on jugeait Desmarets et Courant, *Osias Darvieu* desservit par intérim l'Église d'Alais (A. Bardon, *Listes chronologiques d'Alais*, 26).

Parmi les enfants issus des mariés Desmarets-Rocheblave,

Lansargues, 1618; — Saint-Marsal ou Saint-Marcel-de-Fontfoulhouse [aujourd'hui : Les Plantiés], 1614 (*Liste Auzière. Reg. des Bapt. d'Alais*, 1606).

deux seulement sont connus pour être parvenus à l'âge nubile :

1<sup>o</sup> *François*, qui fut immatriculé à l'Académie de Genève en 1634 (*Livre du Recteur*, 107), et ensuite à Montauban en 1640 (*Nicolas, Hist. de l'Académie de Montauban*, 405) et desservit successivement : Ganges, 1649-1656; — La Salle, 1656-1658; — Canaules, 1660; — Cros, 1660-1665; — Saint-Hippolyte [-du-Fort], 1665; — Bagards, 1665-1667; — Saint-Hilaire-de-Brethmas, 1667-1682. — *François Desmarets*, durant son ministère à La Salle, se maria en décembre 1656 avec *Magdelaine de Bousquet*. A la Révocation, il se réfugia en Suisse et on le trouve à Lausanne en 1688 (*Liste Auzière. Reg. des Bap. et mar. de La Salle. Syn. des Cévennes*, etc.).

2<sup>o</sup> Clermonde, qui épousa vers 1639 *Nicolas Lajard*, marchand de Montpellier (A. Bardon, *Listes chronol. d'Alais*, 25).

Les chiffres des actes de baptême de la ville d'Alais pour les années 1745, 1750 et 1753, mis dans le *Bull.* du 15 novembre 1895, sont évidemment erronés. Il existe aux Archives communales d'Alais 3 registres extraits de ceux de pasteurs du Désert se rapportant auxdites années qui permettent de juger qu'il y a eu erreur. Voici l'en-tête et le certificat de clôture du plus important :

« Extraits des registres de s<sup>r</sup> *Michel Teissier*, ci-devant pasteur « dans les Églises des Hautes-Cévennes ». Commencé le 26 décembre 1744. Fini le 25 octobre 1753. — « Nous *Henri Cavalier* dit *Latour*, « ministre du S<sup>t</sup> Évangile et pasteur des Églises des Hautes-Cé- « vennes, soussigné, certifions avoir collationné sur les Registres « de s<sup>r</sup> Michel Teissier, ci-devant Pasteur des mêmes Églises, les « CENT SOIXANTE SIX EXTRAITS [ou actes] des *Mariages et des Bap- « têmes de la Ville et Communauté d'Alais*, contenus en trois Cayers « de papier timbré, dont les deux premiers sont de sept feuilles « chacun, et celui-ci de six, qui font en tout quatre-vingt pages. En « foi de quoi Nous avons signé la présente déclaration conforme à « la vérité : Ce sixième juin mil sept cent soixante trois. Cavalier « Pasteur » (signé).

« Extraits des Registres de feu s<sup>r</sup> *Jean Antoine Rieusset*, pasteur « dans les Églises des Hautes-Cévennes ». — Commencé le 30 août 1750. Fini le 1<sup>er</sup> juin 1755. — « Nous *Henri Cavalier* dit *La- « tour*..., etc. ». Certificat conçu dans les mêmes termes que le pré-

cédent constatant que lesd. extraits concernent la Ville et C<sup>ie</sup> d'Alais et sont écrits sur un Cayer papier timbré de vingt-deux pages. — « Cavalier Pasteur » (signé).

« Extraits tirés des Registres de Mons<sup>r</sup> *Pierre Dugas*, ministre du « St Évangile et pasteur dans les Églises réformées des Hautes-« Cévennes ». — Commencé le 7 décembre 1755. Fini le 11 septembre 1756. — « Nous Henri Cavalier dit Latour..., etc. ». Certificat comme le précédent, constatant que lesd. extraits concernant lad. ville et C<sup>ie</sup> d'Alais sont écrits sur neuf pages papier timbré « Cavalier Pasteur » (signé).

Chacun de ces extraits forme un registre couvert en parchemin.

Une nouvelle visite aux archives d'Alais nous a permis de découvrir les registres originaux dont ces extraits ont été tirés; et, en outre, ceux de *Henri Cavalier dit Latour*, 1748-1763, sur timbre. Gros registre coté par Cavalier à la fin : « 1026<sup>e</sup> page, Cavalier pasteur » (signé). — Plus un autre contenant les extraits pour Alais. = Les registres originaux de *Pierre Pierredon*, 1762-1768. — Plus les extraits pour Alais. = Les registres originaux de *Jean-Pierre Roche*, qui a été le premier pasteur concordataire d'Alais, 1764-1770, 1768-1781, 1782-1792.

Il nous reste encore à voir en détail les trois registres de Roche, les autres sont tous passés sous nos yeux et nous avons relevé les noms de bon nombre d'autres pasteurs qui y sont mentionnés et signés, et dont nous avons aussi décalqué la signature.

FERD. TEISSIER, *archiviste*.

P.-S. — Voici le titre du registre original de Michel Teissier, écrit par lui et qui porte la date de sa consécration :

« Au nom de Dieu soit tout fait.

« Registres des Mariages et Baptêmes bénis par moy Michel Teissier, ministre dans les Églises sous la Coix, consacré au S<sup>t</sup> Ministère le 20 septembre 1744 ».

Le 14 avril 1747 il enregistre un baptême, dont il est par-  
rain, indiquant son lieu de naissance : « Michel Teissier, ministre, originaire de la ville d'Anduze ».

---



**Inquisitions**  
**faites par Pierre Léotard, Procureur du Roy,**  
**au siège royal ordinaire de la ville d'Aiguesmortes**  
**sur une émeute arrivée dans le temple et**  
**dans les rues de la dite Ville**  
**au sujet de l'enlèvement d'un Banc**  
**du dit Temple**

(9-11 avril 1626)

M. Prosper Falgairolle, archiviste de la ville de Vauvert et membre de l'académie de Nîmes, a bien voulu nous adresser les extraits suivants des archives communales d'Aiguesmortes (GG. 10 et 11). Ils sont relatifs à une des nombreuses émeutes dont les protestants eurent à souffrir, et intéresseront certainement le lecteur.

N. W.

L'an 1626 et du jeudy 9<sup>e</sup> jour du mois d'avril à la ville d'Aig<sup>tes</sup> et dans le temple de l'esglize de la R. P. R. d'icelle sur heure d'une après midy, mons. Pierre Léotard, procureur du Roy au siège royal ordinaire à la d. ville, estant dans le d. temple accistant à l'exercice et audi[t]ion du cathechisme acostumé fere avant la feste de Pasques, qui estoit fait par Monsieur M<sup>e</sup> Jean Bansilhon, ministre de la d. esglize, acistans aussy M<sup>rs</sup> Jean Verny, André Cais-sargues et Jean Broussard, anciens du concistoire de la d. esglize pendant que les auditeurs quy estoient en grand nombre estoient attantifz aud. cathechisme,

Seroit illec survenu dans le temple ung nommé Jaques Genti despuis peu de temps retiré en lad. présant ville avec Magdalleyne Maurelle soy disant sa fiancée et ung porteffaix nommé Anthoine Maurin dict du Loup, lesquels sans auleung respect du lieu ny de l'action qui ce faisoit, de leur autorité privée, traverssant l'assemblée quy estoit dans le d. temple, avec bruit et tumulte et contenance de mépris, auroient faict prendre ung banc que lad. Maurelle disoit luy appartenir et sargé aud. Maurin porteffaix. De quoy les femmes entre lesquelles ils passoient s'estant esmues auroient commencé à fere cy grand bruit que l'action en auroit esté interrompue et led. sieur Bansilhon, contraint de cesser et demandé que c'estoit, à quoy ayant esté respondu par quelques acistanz qu'on enlevoit ung banc avec mespris et violance, il auroit crié à ceux quy le fai-

soient de cesser jusques à ce que l'action commencée fust achevée.

Ce que les d. Gentil et Maurelle n'ayant voulu fere, ces forcenés de sortir le d. banc du temple nonobstant les remontrances que luy estoient paisiblement faictes et dont on estoit grandement escandalizé de la d. violence et entreprize des d. Gentil et Maurelle.

Le d. Bansilhon ministre nous auroit requis voulloir fere cesser le bruit et insolance qu'ils commetoient, ce que par nous veu, serriens allé vers les d. Gentil et Maurelle qui c'esforcoient tousjours de sortir le d. Banc hors du d. Temple, leur aurions enjoint et fait qmandement de cesser le trouble que lesd. Gentil et Maurelle donnoient à lad. action, et au lieu qu'ils deussent obeir, au contraire auroient continué lesd. tumulte et insollan. au grand mespris de n<sup>re</sup> personne et scandalle des accistans disant led. banc luy appartenir et qu'ils le voullioient emporter.

Et voyant led. s<sup>r</sup> Bansilhon quy avoit esté constrainct cesser l'action par luy commencée à cause du tumulte et exmotion des femmes quy commençoient à ce soubzlever, nous auroit encores requis de plus fort réitérer les d. injonctions et commandemens auxd. Gentil et Maurelle de laisser le d. banc et fere cesser la voie de ffaict qu'ils comettoient et que après l'action faite ils dixputteroient le droit qu'ils pensoient avoir sur led. banc, ce que par nousd. procureur du Roy auroict esté fait sur peyne de cinq cens livres d'amande et de prison, à quoy iceux Gentil et Maurelle n'auroient daigné obeir, ains de plus fort esforcés sortir le banc hors dud. temple comme ils auroient fait, de sorte que les femmes, voiant le mespris et irreverance seroient sorties hors led. temple à la foulle pour le suivre et creignant que intervienne excès serions sortis dud. temple avec lesd. anciens pour fere retirer les femmes et fere cesser le tumulte et esmotion quy saulmantoit a raison de l'enlèvement du d. banc que lesd. femmes avoient jà fait poser audict Maurin porteffaix et icelluy banc arrêté au milieu de la rue audevant la porte du d. temple, lequel lesd. femmes auroient fait apporter et remettre au lieu et place qu'il estoit, sur quoy le d. Gentil se seroit mis à crier tout hault qu'on luy avoit donné un coup de pied sans qu'il aye nommé celluy quy l'auroict fait, comme nous n'aurions veu que personne l'eict fait.

Et ce fait le d. tumulte appaisé, le d. sieur Bansilhon ayant recommencé l'action par luy cy devant encommencée et fait fermé la porte dud. temple, seroit survenu le s<sup>r</sup> Dupré, lieutenant de la compagnie du sieur de Clugny, acompagné d'ung grand nombre de soldats de la garnison et plusieurs autres hans catholiq. du d. Aig<sup>tes</sup> quy

le suyvoient entre lesquels auroient recognu le père Clément, relligieux de l'ordre des capucins, et Mr Pierre Serrier, docteur en médecine, qui estoient entrés dans le temple avec le sieur Dupré. Lequel s<sup>r</sup> Dupré auroit dict au dict s<sup>r</sup> Bansilhon, de la part de Mr le Marquis de Varennes, gouverneur de la d. ville, de le venir trouver avec tout le concistoire et principaux hans de lad. Relligion, ce que led. sieur Bansilhon auroit offert fere incontinent qu'il auroit achevé lad. action, laq<sup>lle</sup> ayant encore reprins et faict fermer la d. porte du d. temple pendant qu'il contignueoit la d. action, seroit illec survenu Joseph Bellonnet pt<sup>re</sup> et soy disant curé en l'esglise collégiale de la d. pnt ville.

Lequel de force et violance, à grands coups de pieds, auroit ouvert la porte dud. temple et entré dans icelluy, accompagné de Marg<sup>te</sup> Conroque mère de lad. Maurelle suyvy d'ung grand nombre de soldats et desd. hans catholiqu., lesquels avec tumulte et sedion populere auroient demandé le d. banc, commandant led. Bellonnet curé aux soldats de le prendre et emporter.

Ce que voyant led. s<sup>r</sup> Bansilhon auroit remonstré au d. curé qu'il n'avoit aucune autorité ny juridion dans le d. temple et que sy on prétendoit quelque droit sur le d. banc qu'il falloît aller devant Monsieur le Gouverneur ou luy et le concistoire se devoient randre presantem<sup>t</sup>, et par ainsin ne le devoit troubler à l'exercice de la charge, sur laquelle remonstrance led. Bellonnet auroit respondu avec audace et esmeu de collere et passion qu'il estoit magistrat et prellat et qu'en ceste qualitté avoit pouvoir commander d'emporter led. banc, lequel il sesforçoit fere prandre et emporter par lesd. soldats, nonobstant les remonstrances que led. sieur Bansilhon luy faisoit, et l'eust exceculté, neust esté l'empeschement que luy feust à l'instant donné par le d. sieur Dupré qui seroict illec survenu de la part du d. sieur gouverneur quy fist retirer le d. soldats, sans la presance et acistance duquel ce fust ensuivy une sedition populere et de grands excès et escandalle; pour lesquelles éviter led. sieur Bansilhon, concistoire et certains hans de lad. relligion, auroient suyvy ledict sieur Dupré vers le d. sieur Gouverneur. Et comme ils furent sortis du d. temple ensemble mon d. procureur du Roy, aurions rencontré Mr Jacques Manobre chanoyne en la d. esglise quy estoit accompagné d'un grand nombre d'aues hans catholiqu. qu'il avoit soubzlevés venant au dit temple pour acister le dit Bellonnet curé eriant tout hault contre le d. sieur Bansilhon qu'il estoit ung seditieux et falloit qu'il rendit le d. banc, le suyvant long la rue jusques à la place publique, ou nous nous serions arreste les ayans laissés

tous ensemble aler voir led. sieur Gouverneur, dont de tout ce dessus à la requion du d. sieur Bansilhon et anciens du d. concistoire en aurions chargé n<sup>re</sup> presant proces verbal pour estre sur icelluy enquis et procedé contre les coulpab. ainsin qu'il apartiendra; presans Anthoine Vallobiere, Pons Gourdon, Jean Laurans, app<sup>re</sup>, Jaques Martin, cordonnier, Jean Pascal, cordier de la ville, et plusieurs aues dicelle signés ou marqués avec mons. d. procureur du Roy.

LÉOTARD, procur. du Roy.

Et peu après estant les s<sup>r</sup> Bansilhon ministre, antiens du concistoire et prin<sup>aux</sup> hans de lad. Religion revenus de vers le d. s<sup>r</sup> Marquis de Varennes gouverneur de fere leur plainte de tout ce dessus, nous auroit esté rapporté que de son autoritté, sans aulcung décret de justice, lesd. André Caussargues et Jean Broussard anciens du d. concistoire avoir esté emprisonnés l'ung à la Tour Constance et l'aue à la Tour Chaffarin et le mesme jour remis aux prisons ord<sup>res</sup>, où ils auroient estez dettenus jusques à cejourd'huy samedi xi<sup>e</sup> du prnt mois sur l'heure de trois après midy qu'ils ont estez eslargis d'autoritté des officiers royaux ord<sup>res</sup> de la pnt ville, nous estans en foy de ce soubznez.

LÉOTARD, procur. du Roy — (GG. 11).

#### Extrait du Livre du Consistoire sur cette émeute

##### *Délibération du 10 avril 1626.*

« ... La compagnie jugeant l'affaire très importante conséquence a trouvé bon unanimement qu'en cas que justice n'en soit faite par mon d. sieur le gouverneur, elle sera poursuyvie au nom et despans de toute l'esglise partout où besoing sera, et que pour cest effect on s'assemblera devant un magistrat pour nommer un syndic pour en faire la poursuite et empruntera on au nom de tout le corps et l'esglise toutes les sommes necessaires à cest effect, et pour demander la justice à mon d. s<sup>r</sup> le gouverneur, ont esté deputés Messieurs Rozel, Deydier, Basti et Valloubière... »

Les députés ne purent rien obtenir du gouverneur et furent obligés de recourir au lieutenant Bornier qui se trouvait alors à Aigues-mortes (Délib<sup>n</sup> du 12 avril 1622).

(Livre du Consistoire d'Aiguemortes, GG. 10).

Pour copie conforme du procès-verbal  
et de l'extrait ci-dessus :  
PROSPER FALGAIROLLE.



## LES NOUVEAUX CONVERTIS DE BREUILLET EN SAINTONGE

En 1711

Jean Remigereau, jardinier, de la paroisse de Breuillet, âgé de quatre-vingt-trois ans, reconnaît avoir ôté son chapeau, sur l'injonction du curé de Breuillet qui sortait avec le Saint-Sacrement, mais ne s'être pas mis à genoux, parce qu'éloigné d'environ 150 pas, il était dans un très mauvais chemin, plein d'eau et de boue, dans lequel il ne pouvait se mettre à genoux, que le curé n'y put passer et se détourna pour passer dans un pré de la d<sup>lle</sup> de Breuillet. Il dit qu'il n'a point été insolent envers la religion catholique, reconnaît qu'il avait été pris et mené en prison à Brouage sous prétexte qu'il avait différé de 8 à 10 jours à faire baptiser un de ses enfants, ce qu'il fit parce qu'il attendait un de ses frères qui était en l'île d'Oléron pour être parrain, lequel ne pouvait venir promptement parce qu'il y a deux rivières fort difficiles à traverser, et dans le temps qu'il fut en prison sa femme le fit baptiser. Il nie qu'un autre enfant ait été substitué au sien au moment du baptême, puisque sa femme était encore au lit de ses couches. Il nie que, faisant enterrer un de ses enfants, il l'ait remplacé par une bûche dans la bière et demande l'ouverture de la fosse pour découvrir la vérité. Il a refusé de donner le pain bénit, parce qu'il est trop pauvre pour cela, et reconnaît avoir chanté des psaumes dans sa maison avec sa femme, il y a fort longtemps, mais nie avoir dit que la religion catholique était une idolâtrie. Il a été mis en prison à la suite d'un procès contre un nommé Varlet, mais fut retiré de prison par feu M. du Vigier, procureur général, parce qu'il tombait du mal caduc, et n'a pas eu d'autre affaire avec la justice.

Magdelaine Dessieux, femme de Jean Remigereau, reconnaît avoir chanté chez elle des psaumes avec son mari, mais nie d'avoir détourné les nouveaux convertis de faire leur devoir de catholiques et en particulier d'avoir empêché la femme des Andreau du Breuillet, malade, de faire son de-

voir avant de mourir. Elle nie avoir supposé un autre enfant à la place du sien pour le faire baptiser en l'Église et avoir dit aux nouveaux convertis et autres que la Religion catholique romaine ne valait rien et qu'il n'y avait que celle des protestans où on pouvait faire son salut, et que les prêtres abusaient le peuple en leur disant qu'on prenait le bon Dieu en communiant, que ce n'était que du pain.

(Interrogatoire signé HUON et Roy.)

Le réquisitoire du procureur du roi Debeaune, scellé de son cachet parti au 1<sup>er</sup> d. à un lion grimpant, au 2<sup>e</sup> d. à 3 étoiles 2 et 1 (15 mai 1711), requiert le bannissement, non seulement pour Jean Remigereau, mais aussi pour sa femme, et en appelle à *minima* de la sentence présidiale qui suit, laquelle est pourtant assez dure pour des vieillards aussi peu criminels et dont le crime était aussi peu prouvé.

M. DE RICHEMOND.

**Sentence contre Jean Remigereau, jardinier de la p<sup>re</sup> de Breuillet, âgé de quatre-vingt-trois ans, prévenu d'avoir détourné les nouveaux convertis de leur devoir de catholique, etc., le 16 mai 1711.**

Entre le procureur du Roy demandeur en contravention aux édits et déclarations du Roy rendus au sujet de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, d'une part.

Contre Jean Remigereau, jardinier détenu prisonnier ez prisons royales de la présente ville (Saintes) et Magdelaine Dessieux, sa femme, deffandeurs et accusez d'autre part.

Veu la plainte dudit procureur du roy; information faite en conséquence avec le décret au bas, du 12 mars dernier; interrogatoire de ladite Dessieux pris par M. Du Sault, assesseur, du 17 dud. mois; autre interrogatoire dudit Remigereau, pris aux prisons, du 24 avril dernier; conclusions du procureur du roy à la sentence de règlement extraordinaire dud. jour; procès-verbaux d'assignation donnés tant à lad. Dessieux qu'aux tesmoins ouïs dans ladite information aux fins du récollement et confrontation aux accusez, des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> de ce mois, signés Denis sergent royal; récollement desd. témoins, du 4 de ce mois; confrontation desd. témoins ausd. accusez, du susd. ce jour, 4 de ce mois; conclusions définitives du pro-

cureur du roy, du jour d'hier, signées Debeaune; interrogatoire sur la sellette desd. accusez avant la présente sentence à la chambre du conseil de ce jourd'huy; et tout considéré —

Nous avons déclaré et déclarons led. Remigereau duement atteint et convaincu d'avoir tenu des discours téméraires, impies et injurieux à la Religion Catholique, Apostolique et Romaine et d'avoir voulu détourner les nouveaux convertis de faire leur devoir, pour réparation de quoy nous condamnons led. Remigereau de faire amande honorable tenant en ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres au devant la principale porte et entrée de l'Eglise de Breuillet, ou il sera conduit par un sergent royal un jour de dimanche, au commencement ou à l'issuë de la messe paroissiale et que là estant nu teste et à genoux, en présence de sa femme, il déclarera à haute et intelligible voye (*sic*) que téméairement et malicieusement il a fait ce qu'il a peu pour détourner des nouveaux convertis de faire leur devoir de Catholiques Romains, dont il demande pardon à Dieu au Roy et à la Justice, et, ce fait, il sera banny à perpétuité hors de la province de Xaintonge avecq defanse de rompre son ban soubz peine de la vie.

En ce qui concerne lad. Dessieux, sa femme, l'avons pour les cas résultans du procès, condempné d'assister à l'amande honorable que fera son mari à la porte de lad. église de Breuillet, condamnons en outre, tant led. Remigereau que sad. femme sollidairement, à aumosner la somme de vingt livres envers les pauvres de lad. paroisse de Breuillet, et en vingt livres envers la fabrique et led. Remigereau personnellement en dix livres d'amande envers le Roy et chacun d'eux aux despans des proceddures envers ceux qui les ont faits.

Arresté en la chambre du Conseil au siège présidial de Xaintes, le seize may mil sept cents onze.

HUON.

BERTHUS.

FOUYNET.

Taxé pour les espèces dix escus non payés.

(Présidial de Saintes, Sentences criminelles, année 1711), aux archives de la Charente-Inférieure.

---

# Mélanges

---

## LA CLOCHE DU PRÊCHE A AIGUESMORTES

1663 — 1668

Le *Registre des Délibérations du Consistoire d'Aiguesmortes*, qui se trouve aujourd'hui aux archives communales de cette ville, série GG. 10 (V. *Bull.*, XLIV, 250 et 253), renferme quelques délibérations qui font connaître ce que devint la *Cloche du préche* qui était placée sur le temple :

« *Du Vendredy vingt huictiesme dud. mois de Décembre gbj<sup>e</sup> soixante-trois [1663], dans le temple, le Consistoire assemblé à l'issue du préche, Monsieur Roussière, pasteur, conduisant l'action.*

Cloche  
du Préche.

« A esté proposé par Monsieur le Contrôleur Massia, ancien, que, en ceste qualité d'ancien, luy auroit esté inthimé un Arrest du Conseil d'Estat [par lequel] le Roy auroit ordonné que on despendroit la cloche tant de nostré temple de ceste ville que des Sou<sup>tes</sup>. En exécutant led. Arrest Mons<sup>r</sup> de Bezons, Intendant de la justice de ceste Province du Languedoc, auroit donné Ordonnance portant que trois jours après le commandement qui seroit fait pour despendre lad. cloche, nous la ferions despendre, autrement, à faute de ce faire, qu'elle seroit despendue à nos despens, et à ces fins auroit commis Monsieur Jaquet, juge en la Cour royale ord<sup>e</sup> de la présente ville d'Aiguesmortes — lequel arrest et Ord<sup>e</sup> luy ayant esté inthimés, il l'auroit communiqué à la plus grand partie de Messieurs les chefs de famille de Nostre Communion, lesquels auroient esté de son sentiment d'obéyr avec respect aux ordres de Sa Majesté.

« Laquelle proposition mûrement considérée par toute la Compagnie, a esté délibéré que, en exécution dud. arrest et Ord<sup>e</sup> que on despendra demain matin lad. cloche, et, qu'à ces fins, pour nous servir à la... (mot incompréhensible) à supplier Sa Majesté à nous donner la permission de la pendre, auroit esté deputé le s<sup>r</sup> François Cestier, avocat postulant et ancien, pour et au nom de tous les chefs de famille, assisté de mond. s<sup>r</sup> Massia, ancien, de aller faire une exposition pard<sup>t</sup> led. s<sup>r</sup> Jaquet, juge et comm<sup>e</sup> commis en exé-



cution dud. arrest et Ord<sup>e</sup> respect et obéissance les ordres de Sa Majesté et de Mons<sup>r</sup> l'Intendant, on veut descendre lad. cloche, et le supplier de s'y vouloir transporter ; ce qu'y auroit esté fait le lendemain matin, en sa présence et auroit octroyé acte de lad. exposition dans son procès-verbal. »

« *Du Sabmedy Vingt neufiesme Décembre gbj<sup>e</sup> soixante-trois, dans le temple, le Consistoire assemblé, à l'issue des prières, Monsieur Roussière conduisant l'action.*

« A esté délibéré de enterrer la cloche pour qu'elle ne fust desroubée. A ces fins, auroit esté fait un creux, dans le temple, de quatre pans de proffond et de quarré audessous du Banc du Consistoire et de Mons<sup>r</sup> Verny, loin de quatre pans du dernier degré de la chaire, — et a esté mis le battant de lad. cloche dans l'armoire qu'on tient l'argent des pauvres, — et les deux portans de fer, audessous de la chaire du pasteur. »

« *Du Dimanche Vingt cinquiesme Novembre 1668, en consistoire, issue de la prédication du matin, Monsieur Paulhan, pasteur, conduisant l'action.*

« Aussy a esté proposé par le s<sup>r</sup> Bonafous, ancien, qu'il seroit utile à l'Eglise de vendre la cloche que nous avons sur le temple, et que nous fûmes contrains de descendre par arrest du Conseil et Ord<sup>e</sup> de Mons<sup>r</sup> de Bezons, Intendant de la Province, qui nous y condamnèrent, laquelle a demeuré enterrée depuis dans le temple ; — et, comme le temps ne nous est pas favorable pour espérer de la pouvoir faire remonter et que c'est une chose morte et inutile, l'Eglise reprévaudra du prix d'icelle en le mettant à l'interet, ou l'employant aux autres affaires qu'elle peut avoir.

La cloche.

« Laquelle proposition entendue, les voix ayant couru, a esté trouvé bon unanimement de la vendre, et le Consistoire chargé de le faire au plutôt puisque on a la permission de M. le marquis de Vardes, gouverneur de la ville, de la sortir et d'en faire à nostre volonté, et de tâcher d'en avoir autant qu'il se pourra, ce qu'on remet à leur prudence et conduite. »

« *Du Lundy Ving sixie<sup>e</sup> Novembre mil six cens soixante huit.*

« En exécution de la Délibération prise le jour d'hier par le Consistoire et le Corps de l'Eglise assemblés dans le Temple, la susd. cloche a esté vendue à Mons<sup>r</sup> Germain Daignac, fondeur de Nismes,

Vente de la cloche.

que nous lui<sup>v</sup> avons faite porter à St-Laurent-d'Aigouze par Mons<sup>r</sup> Guérin, ancien, avec sa charette, où led. Mons<sup>r</sup> Daignac la reçue, à son contentement, et payée pour le prix d'icelle, pesant net quatre quintaux Vingt trois livres, suivant le certificat fait par Mons<sup>r</sup> Simon, fermier du poids du Roy d'Aiguesmortes qui l'a pesée, Deux cens cinquante trois livres Seize sols, qui est à raison de Soixante livres le quintal, qui est au plus haut prix que nous en avons pu trouver, nous en estant informés avec les fondeurs de Montpellier et autres personnes qui y pouvoit prétendre, — Laquelle somme de Deux cens cinquante trois livres Seize sols a esté mise au pouvoir du St Simon, ancien et Reçeveur des Deniers de l'Eglise, qui s'en est chargé pour en donner compte. »

Collationné à l'original.

FERD. TEISSIER, archiviste.

P.-S. — Errata à la *Liste des pasteurs d'Aiguesmortes*, Bull. XLIV, 251. ligne 18, au lieu de Gayfier, lisez : Gautier.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

**Les membres de l'Académie et les pasteurs de l'Eglise réformée de Sedan. — Deux publications sur Calvin.**

**Sedan.** Les membres de l'Académie et les pasteurs de l'Eglise réformée. — Un sedanais M. E. Henry, a publié, en 1891, quelques exemplaires seulement d'une plaquette de 47 pages intitulée : *Sedan, Notes chronologiques et biographiques sur les Professeurs et Conseillers modérateurs de l'Académie protestante et les Ministres protestants* (Sedan, impr. J. Laroche). — Cette brochure renfermait des renseignements tirés surtout de sources manuscrites, sur près de deux cents noms sedanais. M. Henry les a corrigés, complétés et notablement augmentés. Il met aujourd'hui en souscription une deuxième édition de son travail qui formera une brochure d'une centaine de pages tirée à cent exemplaires numérotés, au prix de deux francs, port en sus, payables à réception. — Elle portera pour titre : *Notes biographiques inédites sur les membres de l'Académie protestante et les Pasteurs de l'Eglise réformée de Sedan*. On est prié d'adresser les souscriptions à M. Jules Laroche, imprimeur, 22, rue Gambetta, à Sedan (Ardennes).

**Calvin.** — On annonce deux publications qui contribueront cer-

tainement à faire mieux connaître et apprécier plus complètement notre réformateur. — La première doit clore la collection des *Opera Calvini*, parvenue à son LV<sup>e</sup> volume in-4<sup>e</sup> — et se composer de la *Bible de Calvin*, c'est-à-dire, de la traduction des cinq livres de Moïse, de Josué, des Psaumes, de Job, d'Ésaïe et d'Osée, des Évangiles, des Actes et des Épîtres — compilée par feu M. E. Reuss dans tous les commentaires et les sermons de Calvin, et accompagnée de variantes des bibles d'Olivet, 1535, Girard, 1546, Crespin, 1554, Barbier et Courteau, 1559, etc. Tant au point de vue de l'exégèse qu'à celui de la langue, il y aura certainement un grand intérêt à parcourir ces deux volumes dont M. Fischbacher pourra sans doute nous réserver un tirage à part.

La deuxième publication est la plus importante de toutes celles qui auront été consacrées à Calvin dans ces dernières années, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre en parcourant le prospectus encarté dans le présent *Bulletin*. Je n'ai pas besoin de présenter à nos lecteurs M. le professeur E. Doumergue. Chacun de nous n'a-t-il pas lu avec le plus vif plaisir les études sur *Paris protestant au XVI<sup>e</sup> siècle* qu'il a naguère insérées dans ce recueil? Ce n'est qu'un fragment du monument auquel il travaille depuis des années, mais il nous permet de prédire le plus légitime succès à un livre rédigé et imprimé avec autant d'art que de conscience. Tous les protestants français qui en ont le moyen devraient tenir à honneur de figurer sur les listes de souscription de MM. Georges Bridel et C<sup>ie</sup>, à Lausanne, et d'encourager l'écrivain qui n'a pas reculé devant une tâche aussi lourde qu'elle est honorable. N. W.

---

## NÉCROLOGIE

---

### M. O. Douen.

Encore une perte inattendue, presque subite comme toutes celles que notre Société a dû enregistrer cette année : M. le pasteur Orentin Douen s'est éteint sans agonie, le 9 juillet au soir, dans la belle bibliothèque de la Société biblique de Paris qu'il avait patiemment formée et qui depuis de longues années était sa studieuse et paisible retraite. Les fortes chaleurs de l'été que nous traversons avaient éprouvé le vieillard, mais il paraissait si robuste et nous savions sa vie monacale si régulière qu'aucun de nous ne songeait à sa fin.

M. Emmanuel-O. Douen était né le 2 juin 1830 dans un village de la Somme, Templeux-le-Guérard, où la Réforme s'était établie après la Révocation. Élevé à Lemé (Aisne), dans la rue des Bohains — Bohémiens, Huguenots —, à côté de la grange qui avait servi de temple et où avaient prêché Brousson et Givry, puis à Saint-Quentin et à Lille, il exerça le ministère de 1854 à 1861 à Quincy-Segy (Seine-et-Marne). C'est là qu'il publia le fruit de ses premières recherches, son *Essai historique sur les Églises réformées du département de l'Aisne*, qui parut dans ce *Bulletin* en 1860 et qui y a encore été cité tout récemment par M. J. Pannier. C'est à Quincy-Segy que, forcé, par une maladie de larynx, de renoncer au ministère, M. Douen accepta de diriger l'agence de la Société biblique protestante de Paris, au service de laquelle il est resté jusqu'à sa mort, pendant trente-cinq ans. Non seulement il a écrit l'histoire de cette Société (1868) et lui a donné un caractère littéraire et scientifique en même temps que religieux, en y groupant la collection la plus complète actuellement existante, de Bibles et de Nouveaux Testaments publiés en France, mais il a collaboré sans relâche à la reconstitution de l'histoire de notre Protestantisme français.

Sans insister sur les nombreuses études qu'il a insérées, encore tout récemment, dans ce *Bulletin*, sur son *Intolérance de Fénelon* (1872-1875), ou sur sa réimpression de la *Relation des Tourments...* de Jean Bion (1881), il faut rappeler son *Clément Marot et le Psautier huguenot* (1878-1879) qu'il aurait voulu pouvoir rééditer avec d'importantes corrections, ses *Premiers Pasteurs du Désert* (1879) que l'Académie française a justement couronnés, et sa monumentale *Histoire de la Révocation de l'Édit de Nantes à Paris* (1894). Après son *Coup d'œil sur l'histoire du texte de la Bible d'Olivet* (1535-1560<sup>4</sup>), l'acquisition, par la Société biblique, d'une série d'éditions rarissimes du Nouveau Testament de Lefèvre d'Étaples, avait amené M. Douen à concentrer ses recherches sur ce premier traducteur de notre Bible française. Il se sentait attiré par la piété profonde, la grande douceur, la haute valeur scientifique de ce compatriote picard du xvi<sup>e</sup> siècle, et il avait à cœur de mettre en pleine lumière ses mérites cachés. Il avait encore la plume à la main, quand, très doucement, comme il lui avait permis de vivre, Dieu l'a pris à lui.

N. W.

1. *Revue de théologie et de philosophie de Lausanne*, 1889.

---

*Le Gérant* : FISCHBACHER.



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

LES PRÉLIMINAIRES DES GUERRES DE RELIGION  
EN FRANCE

1560-1562 <sup>1</sup>

I

État des esprits à la mort de François II.

Le court règne de François II fut marqué par un mécontentement général : ce fut une époque de détente et de soulèvements. — Henri II, peu avant de mourir, avait, par le traité de Cateau-Cambrésis, mis fin à la guerre ; mais il n'avait pas eu le temps d'en guérir les maux. La misère des campagnes était affreuse et générale : pour ne pas payer les dimes et les tailles, les paysans désertaient leurs champs et leurs villages ; il était impossible de faire rentrer les impôts<sup>2</sup>. A la misère et à la faim s'ajoutaient les brigandages des hommes d'armes. Licenciés après la paix, ils couraient le pays en bandes armées ; ne pouvant plus combattre, ils pillaient. Les garnisons elles-mêmes donnaient l'exemple. Le roi n'ayant pas de quoi payer leurs gages, ils se payaient de leurs propres mains, — et largement.

Le repos forcé de la paix ne pesait pas moins à la noblesse.

1. Nous sommes heureux de faire connaître un travail historique et critique sur une époque encore imparfaitement étudiée dans les trop nombreux livres consacrés à tout ou partie de l'histoire de nos guerres de religion du xvr<sup>e</sup> siècle. Mais il va sans dire que nous laissons à l'auteur, de l'École normale supérieure, la responsabilité de ses opinions (*Réd.*).

2. Voir, pour l'état de la Normandie, par exemple, FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, II, 277.

Les gentilshommes, réduits à l'inaction, et la plupart à la gêne, étaient mécontents eux aussi; la guerre à l'extérieur ayant cessé, ils rêvaient de luttres intérieures. Ils étaient en outre aigris par la politique des Guises. Maîtres de François II, par sa femme, Marie Stuart, leur nièce, François de Guise et Charles, cardinal de Lorraine, régnaient sous son nom. Uniquement préoccupés de se pourvoir eux-mêmes et de pourvoir leur famille, aussi avide que nombreuse, et leurs favoris, ils irritaient la noblesse par leur ambition et leur méfiance<sup>1</sup>. Pour se dérober aux sollicitations, ils faisaient fréquemment, et sans prévenir, changer les résidences du roi et de la cour; le cardinal de Lorraine menaçait de faire pendre tous les solliciteurs. — Les princes du sang, Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et Louis, prince de Condé, ainsi que le connétable de Montmorency n'étaient pas plus favorisés : les Guises les tenaient à l'écart et ne se gênaient pas pour leur faire sentir leur rang de subalternes. Ces procédés choquaient les mœurs : on comprenait difficilement que des princes, étrangers après tout, quelque grands que fussent leurs services, prissent ainsi hautement le pas sur les princes du sang royal. C'était, prétendaient les Guises, la volonté du roi majeur (François II avait seize ans), sa volonté expresse. Mais au-dessus de la volonté du roi, on commençait à mettre celle de la nation : des pamphlets réclamaient la convocation des États Généraux et, en termes violents, excitaient l'opinion contre « la tyrannie » de François de Guise et surtout de celui qu'Holman allait bientôt appeler le « Tigre de France », Charles, cardinal de Lorraine.

Cette guerre de pamphlets profitait aux princes du sang, si même elle n'était inspirée par eux. Mais elle était dirigée par les protestants : l'opposition politique sortait de l'opposition religieuse. L'une et l'autre étaient les manifestations de ces idées de réforme qui entretenaient l'agitation et en étaient la cause la plus profonde et la plus générale. Les nouvelles idées, en effet, plongeaient dans la partie vivante et agissante

1. Arrêt du 14 juillet 1559, réduisant le nombre et l'effectif des compagnies. Arrêt du 23 juillet 1559, interdisant le port d'armes à feu à tous les gentilshommes.

de la nation, celle qui tenait le milieu entre la noblesse et les dernières classes du tiers. C'était dans la bourgeoisie des villes, parmi les artisans aisés, les familles de robe, les officiers royaux et les membres des Parlements que la Réforme s'était répandue. Elle avait recruté relativement peu d'adhérents dans le peuple<sup>1</sup> et l'on comptait encore les maisons nobles qui partageaient les doctrines nouvelles. Au total les protestants étaient peu nombreux, un peu plus de 500,000; mais les défections et les faiblesses n'étaient pas à craindre; et à l'énergie indomptable que les réformés puisaient dans leur foi, s'ajoutait la puissance que leur assurait une organisation aussi remarquable que récente.

Par le premier synode national des Églises réformées de France tenu à Paris du 25 au 28 mai 1559, la Réforme française avait pris conscience d'elle-même<sup>2</sup>. Isolées jusque-là, fortes seulement du nombre de leurs martyrs, les Églises ne s'étaient développées qu'autour de quelques centres principaux : Paris, Arvert, Angers, Valence, d'où la foi nouvelle avait rayonné. Le synode national fit un corps de ces membres épars. En fixant la doctrine par une confession de foi, il donna aux Églises une raison d'être; par une constitution à la fois « démocratique, fédérative et parlementaire », assez forte pour contenir les Églises présentes, assez souple pour embrasser les Églises futures, il leur donna la cohésion, en fit un organisme, et surtout leur permit des progrès dans l'avenir.

Ces progrès furent grands et rapides. En 1559, des Églises se fondent à Mâcon, dans le pays chartrain, à Chatellerault, à la Châtre, Saint-Amand, Angoulême, Agen, Montauban; le Quercy, le Rouergue sont entamés; dans la seule Provence, soixante Églises nouvelles sont « plantées<sup>3</sup> ». L'année 1560 est encore plus féconde. Le midi tout entier est conquis :

1. J'ai montré dans ma *Chambre ardente*, que la plupart des hérétiques étaient, au contraire, des gens du peuple (*Réd.*).

2. Conf. BARON DE SCHICKLER, *l'Organisation des Églises protestantes de 1559 à 1570*, dans TORTOREL et PERISSIN, *Tableaux historiques du XVI<sup>e</sup> siècle*, éd. A. Franklin.

3. Voir dans ARNAUD, *Histoire des Protestants en France*, Comtat Venaissin et Principauté d'Orange, la liste à peu près complète de ces Églises.

Millau, Marvejols, Séverac, Castelnau, Revel, Roquecourbe, Montpellier, Nîmes, les Cévennes, le Gard, Valence, Montélimart, Romans ont des Églises<sup>1</sup>. Enhardis par ces succès, les réformés prêchent et s'assemblent non seulement de nuit, mais de jour. A Arvert<sup>2</sup>, Léopard prêche en public, le premier dimanche de février 1560; à Montpellier<sup>3</sup>, La Chasse fait « des assemblées de jour, en la grande école des enfants »; à Dieppe<sup>4</sup>, un magnifique temple est construit; dans d'autres lieux, à Beaucaire<sup>5</sup>, à Montauban, Monheurt<sup>6</sup>, près de Clairac, les protestants prêchent dans les églises catholiques.

Cette audace révélait chez eux un changement de politique et de conduite. Lassés de subir les persécutions, ils étaient résolus à prendre leur place : l'ère des martyrs se ferme avec la mort de Henri II et le supplice d'Anne Dubourg; celle de la lutte ouverte et de la sédition commence. Exaspérés par les édits cruels<sup>7</sup> que les Guises inspiraient au roi, ils courent sus aux officiers royaux qui font cesser leurs prêches. Lorsque l'un d'eux est emprisonné, ils s'assemblent en armes pour le délivrer. Quelquefois, la population est complice. Presque toujours des gentilshommes conduisent ces attaques à main armée<sup>8</sup>. La politique des Guises donne en effet des chefs aux réformés : les nobles mécontents se tournent du

1. *Histoire ecclésiastique des Églises réformées au royaume de France*, éd. BAUM et CUNITZ, I, 249 (pagination de l'édition moderne).

2. *Ibid.*, I, 357.

3. *Ibid.*, I, 377.

4. *Ibid.*, I, 348; — FLOQUET, *op. cit.*, II, 332.

5. *Archives curieuses de l'Histoire de France*, IV, 45.

6. A. DE RUBLE, *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*, II, 241.

7. 4 septembre 1559 : Déclaration portant que les maisons où se feront les conventicules et assemblées illicites seront rasées et démolies. — *Mémoires de Condé*, I, 308. — 14 novembre : Déclaration portant commission pour informer contre ceux qui favorisent les sacramentaires, ou ceux qui sont entachés d'autres crimes d'hérésie. — *Ibid.*, I, 309. — Novembre : Édit portant que ceux qui feront des assemblées illicites pour la religion ou autres causes, seront punis de mort et que les maisons où ces assemblées auront été faites, seront rasées et démolies sans qu'elles puissent être rebâties. — *Ibid.*, I, 311. — Février 1560 : Édit portant que des seigneurs haut justiciers seront privés de leurs justices et les officiers royaux de leurs états et offices s'ils négligent de punir ceux qui font des assemblées illicites pour cause de religion. — *Ibid.*, I, 334.

8. Ainsi à Troyes, Corlieu (*Hist. Eccl.*, I, 334) et Saunier (*Ibid.*, 336) sont



côté de la Réforme pour avoir des soldats. Les années 1559 et 1560 sont celles où « la Religion » fait les plus grands progrès dans la noblesse : ceux qui y inclinaient se décident définitivement ; d'autres que pousse l'intérêt seul, s'y précipitent. Dans les princes du sang, les réformés trouvent des « protecteurs » et des protagonistes ; et si Antoine de Bourbon est tiède et sans caractère, ils peuvent du moins compter sur son frère Louis de Bourbon, premier prince de Condé.

Toutes ces causes de mécontentement agissant simultanément, travaillant la société toute entière depuis la plèbe des champs et la populace des villes jusqu'aux premiers seigneurs du royaume, déchainèrent des soulèvements dont le principal fut le « tumulte d'Amboise ». Cette conjuration était composée d'éléments fort mêlés ; elle fut surtout aristocratique et militaire ; elle n'eut pas le temps de se transformer en guerre civile. Les réformés y participèrent : ils avaient trop d'intérêt à la réussite du complot pour n'y avoir pas aidé. Ils fournirent, sinon des subsides, au moins des encouragements, des conseils, et quelques-uns des membres les plus actifs. L'objet de la conspiration était complexe et vaste. Les conjurés voulaient avant tout écarter du pouvoir les Guises ; ils auraient ensuite présenté au roi la confession de foi des réformés et demandé pour eux la liberté du culte. La convocation des États-Généraux entraînait aussi dans leur programme. Le complot, hâtivement préparé par La Renaudie, fut mal conduit, deux fois dénoncé : il échoua. Un instant cependant les Guises avaient eu peur pour leur pouvoir. L'expiation fut cruelle. On fit des rafles de prisonniers : décapitation, noyade, pendaison, pendant plusieurs semaines, les divers modes de supplices furent simultanément employés. Les rues d'Amboise étaient noyées de sang, les murs tapissés de cadavres : c'était un spectacle pour la cour.

Cette cruauté était une faute : loin de calmer l'agitation,

délivrés ; à Rouen (*Ibid.*, I, 348, 355 ; — FLOQUET, *op. cit.*, II, 285, 288, 339). — Entre Cléry et Montauban, attaque à main armée (A. DE RUBLE, *op. cit.*, II, 133) ; — à la Réole (A. DE RUBLE, *ibid.*, II, 264). — A Montauban, délivrance de J. de Rougeraye « se disant professeur de poésie » (*Hist. Eccl.*, I, 373 ; — A. DE RUBLE, *ibid.*, II, 244).

ces supplices l'entretenaient et l'accrurent. Elle prit un caractère de violence dont l'*Épître au Tigre de France* est l'expression exaspérée. Quelques concessions furent faites. L'édit de Romorantin (mai 1560) empêcha l'introduction de l'Inquisition en France. Les Guises laissèrent le roi réunir les notables à Fontainebleau (août 1560). Pour se conformer aux vœux de ceux-ci, ils se décidèrent à convoquer les États Généraux. Mais ces concessions leur furent plus nuisibles qu'utiles. A l'assemblée des notables, Coligny se fit l'interprète des religionnaires de Normandie et présenta au roi et à la reine deux requêtes<sup>1</sup> pour avoir des temples, qu'il affirma être appuyées par 50,000 hommes. C'était la première fois que dans une assemblée royale on entendait la voix des protestants. — Les élections aux États Généraux furent une occasion de troubles et permirent aux ennemis des Guises, malgré les manœuvres de ceux-ci, de manifester leur hostilité : tels Bazin à Blois; Grimaudet, à Angers<sup>2</sup>.

Pendant ce temps, les provinces remuaient. En Normandie<sup>3</sup>, le désordre était général : en juin des émeutes éclatent à Rouen entre catholiques et protestants, à cause de la procession de la Fête-Dieu; les catholiques veulent détruire l'église de Luneray; les réformés s'arment et mettent en fuite les assaillants; en août, de nouvelles séditions se produisent. — A Limoges<sup>4</sup>, en juillet, les réformés brisent les images et, sur le bruit que l'évêque est mort, s'emparent de ses biens. Dans tout le Limousin se forment des rassemblements armés. — Dans l'Agenais, l'Armagnac, la Saintonge, le Poitou, les réformés s'agitent; des émeutes se préparent. Les gentilshommes se mettent à la tête de bandes en armes pour arracher aux officiers royaux les religionnaires prisonniers. Les autorités locales laissent faire, impuissantes à réprimer vigoureusement les désordres; et les dépêches des officiers

1. Voir le texte de ces deux requêtes dans *Mémoires de Condé*, II, 645 sqq.

2. Conf. PICOT, *Histoire des États généraux*, II, 24-30; — *Hist. Eccl.*, I, 346-347.

3. *Hist. Eccl.*, I, 352, 355; — FLOQUET, *op. cit.*, II, 310, 319, sqq.

4. A. DE RUBLE, *op. cit.*, II, 336 sqq.

royaux sont pleines d'appréhension pour l'avenir, si l'on n'use pas « de diligence et vive justice pour corriger l'audace de ces fous<sup>1</sup> ».

La lutte ouverte se préparait en Guyenne; elle avait déjà éclaté en Provence et en Dauphiné: Antoine de Mouvens<sup>2</sup> est assassiné par la populace de Draguignan et son frère Paul ne peut obtenir justice de ce crime. Il organise alors les réformés de Provence et se met en rapports avec La Renaudie. Après l'échec de la conjuration d'Amboise, il prend les armes, essaye en vain de s'emparer de Pertuis, tente sans succès un coup de main sur Aix, ravage le plat pays, fait fondre les reliques, dont il se fait donner quittance. Finalement il traite avec le gouverneur de Provence, le comte de Tende, et se réfugie à Genève, laissant les protestants en proie aux persécutions de Flassans et de ses acolytes. — Le Dauphiné<sup>3</sup> avait pour gouverneur le duc de Guise, que remplaçait, en qualité de lieutenant, Louis de Clermont. A la publication de l'édit d'abolition du 8 mars, les protestants, se sentant les plus forts, en profitent pour faire la leçon aux catholiques. Le duc de Guise furieux, mais peu sûr de Clermont, envoie Maugiron qui, aidé de Tavannes, se rend maître de Valence et de Montélimart. Les exécutions commencent alors; Clermont est remplacé par La Motte-Gondrin. Ce choix irrite la noblesse du pays qui embrasse en foule la Réforme et prend les armes sous le commandement de Montbrun. Celui-ci attaque le comtat Venaissin, prend Malaucène. Il traite avec La Motte-Gondrin. Mais le traité étant violé, La Motte-Gondrin se met à la poursuite de Montbrun et le force à se réfugier à Genève.

Montbrun et Mouvens étaient en relations avec les réformés, débris de la conjuration d'Amboise qui s'étaient réunis en août à Lyon pour tenter un coup de main sur cette ville<sup>4</sup>.

1. *Histoire générale du Languedoc*, XII, 69-71; — Lettres de Joyeuse à Montmorency, septembre 1560; — A. DE RUBLE, *op. cit.*, II, chap. IX.

2. Conf. sur la lutte en Provence, *Hist. Eccl.*, I, 418 sqq.; — ARNAUD, *op. cit.*, I, 106-125.

3. Conf. sur la lutte en Dauphiné, *Hist. Eccl.*, I, 388 sqq.; — ARNAUD, *Histoire des Protestants du Dauphiné*, I, 38 sqq., et *op. cit.*, II, 14.

4. Conf. ARNAUD, *Hist. du prot. en Provence*, etc., II, 19.

L'entreprise échoua (septembre 1560)<sup>1</sup>. Mais c'était un symptôme inquiétant que ces relations à peine secrètes entre les séditeux. Rebelles de Lyon, de Dauphiné, de Provence, étaient en rapports avec ceux de Languedoc et de Guyenne. Il était à craindre qu'un complot plus vaste et mieux combiné que celui d'Amboise ne se formât, avec plus de chances de succès. Plus que jamais, les Guises voyaient leur pouvoir en péril. Ils résolurent d'étouffer le soulèvement, de le prévenir en le privant à la fois de ses chefs naturels, les princes du sang et de son appui principal, les réformés.

A l'occasion des États Généraux, ils attirèrent à Orléans le roi de Navarre, le prince de Condé, les Chatillon. Ils surveillèrent le premier, ils firent emprisonner et condamner à mort le second, qui était le plus compromis et aussi le plus dangereux. — Ils comptaient sur les États pour exécuter la deuxième partie de leur programme : l'anéantissement de la Réforme. D'après Castelnau<sup>2</sup>, un familier du duc de Guise, on avait mandé à Orléans tous les principaux seigneurs du royaume, officiers de la couronne et chevaliers de l'ordre pour leur faire signer la confession de la foi catholique, « ensemble à tous les conseillers du conseil privé, maître des requêtes et officiers domestiques de la maison du roi, et à tous les députés des États. Et la même confession devait être publiée par tout ledit royaume, afin de la faire jurer à tous les juges, magistrats et officiers, et enfin à tous les particuliers de paroisse en paroisse. » Ceux qui abjureraient seraient absous; pour les autres, on « devait procéder par saisies, condamnations, exécutions, bannissements et confiscations ». Les Guises avaient déjà envoyé en Poitou une commission pour imposer la foi catholique<sup>3</sup>. — A Montpellier<sup>4</sup>, le gouverneur disperse l'Église réformée, et fait pendre le pasteur d'Aigues-Mortes. Le comte de Villars place des garnisons dans les environs de Nîmes et pourchasse les assemblées<sup>5</sup>.

1. Conf. MOUTARDE, *Essai historique sur la Réf. à Lyon*, livre III, chap. IV.

2. CASTELNAU, *Mémoires*, II, XII.

3. *Hist. Eccl.*, I, 380, 382.

4. *Archives curieuses*, IV, 45.

5. MÉNARD, *Histoire de Nîmes*, IV, 253 sqq.



La question religieuse semblait donc prendre le pas sur la question politique. Il s'agissait de savoir si les Guises conserveraient leur pouvoir; mais il s'agissait aussi et surtout de savoir si la Réforme, en France, continuerait à vivre, ou si elle en serait extirpée à jamais. Les huguenots persistaient dans leur attitude agressive et séditeuse. On savait les Guises impitoyables. On prévoyait inévitable et imminente une guerre civile, et une guerre sans merci.

## II

## Les essais de conciliation.

## Les États Généraux. — Le colloque de Poissy.

## I

La guerre n'éclata pas : la mort de François II vint la retarder. Cette mort inopinée et si opportune fut regardée comme due à une intervention divine : « Dieu a touché le fils à l'oreille, comme il avait frappé le père à l'œil », écrit à Sturm Calvin<sup>1</sup>. Les protestants surtout exultaient. La joie excessive qu'ils montraient alarmait même Calvin. Cette mort, en effet, était le signal d'un changement dans le gouvernement. Leur nièce mise à l'écart, les Guises voyaient le pouvoir leur échapper. Le jeune roi Charles IX n'étant pas encore majeur, devait être assisté de sa mère et d'un conseil de régence. D'après la constitution, c'est-à-dire d'après la coutume et la tradition, la régence revenait au premier prince du sang, Antoine de Bourbon, roi de Navarre. Avec la chute de leur ennemi, les protestants voyaient l'élévation de l'homme qu'ils considéraient comme leur chef.

On comprend donc leur joie, leurs airs de triomphe. Ils se sentaient sauvés et déjà se croyaient les maîtres. Ils prodiguent les exhortations « très chrétiennes », les conseils aux princes du sang, à la reine mère, au jeune roi<sup>2</sup>. Ils leur demandent de

1. Calvin à Sturm, 16 décembre 1560, *Opera Calvini*, XVIII, 270. Bèze à Bullinger, 22 janvier 1561, *ibid.*, 332 sqq.

2. *Remontrance aux princes du sang touchant les affaires de notre temps in M. C.*, II, 215-220. — *Exhortation chrétienne au roi de France Charles neuvième avec une épître à la reine mère du roi*, *ibid.*, 222-226.

mettre fin aux troubles, de rétablir la paix, de chasser l'hérésie, — entendez le catholicisme, — de favoriser la vraie religion. A la reine mère, en particulier, ils conseillent d'élever le jeune roi selon la vraie parole de Dieu et ils font un véritable cours d'histoire sacrée à l'usage du nouveau Josias. Il n'est pas jusqu'au nom de Charles de Valois qui ne leur semble de bon augure, car ils en tirent l'anagramme *Chassa leur idole*<sup>1</sup>.

Ils étaient précis dans leurs réclamations. Ils voulaient : 1<sup>o</sup> qu'on mit en liberté sans conditions les prisonniers pour cause de religion; 2<sup>o</sup> qu'on accordât la liberté de prêcher et d'administrer les sacrements; 3<sup>o</sup> enfin que l'on convoquât un concile sur lequel ils donnaient des instructions détaillées et complètes<sup>2</sup>.

C'était tout un programme et, pour le réaliser, ils comptaient surtout sur l'appui du roi de Navarre. Ils prétendaient faire agir à leur guise ce prince faible et mou. Ils lui adressent des pétitions, des requêtes<sup>3</sup>. Calvin lui envoie un *Mémoire sur les mesures à prendre par son intermédiaire*, tout un plan de réformes en même temps que la ligne de conduite à suivre pour ne pas se laisser déposséder du pouvoir<sup>4</sup>. Hotman lui transmet, avec les félicitations des princes allemands, des conseils qu'il donne d'un ton autoritaire et presque menaçant<sup>5</sup>. Un autre lui écrit : « Devez dire haut et clair que ne voulez pour rien quitter votre droit, car tant plus vous en parlerez haut, et plus vous ébranlerez ceux qui le voudraient empêcher de faire autrement. » Il faut conserver aux États leur autorité qui est d'ordonner, non de demander; faire quelque édit « sinon d'intérim, au moins de souffrance pour un temps afin que l'Évangile se puisse avancer »; enfin réhabiliter les conjurés d'Amboise<sup>6</sup>.

1. *Huitain au peuple de Paris*, etc., *M. C.*, II, 222.

2. Calvin à Sturm, 16 décembre 1560. *Op. Calv.*, XVIII, 270. Bèze à Bullinger, 22 janvier 1561, *ibid.*, 336. *Mémoire sur le concile*, *ibid.*, 286.

3. *Remontrance en forme de lettre missive à très illustre et débonnaire prince Antoine de Bourbon, roi de Navarre, par les fidèles de l'Église de Paris*, MDLXVI dans *M. C.*, II, 320 sqq., et la note rectificatrice de la date (fin de 1560).

4. *Op. Calv.*, XVIII, 281 sqq.

5. Hotman au roi de Navarre, 31 décembre 1560. *Op. Calv.*, XVIII, 292 sqq.

6. *Mémoire au roi de Navarre sur la conduite qu'il doit tenir après la mort de François II*, cité par A. DE RUBLE, *op. cit.*, III, 9-10.

Le roi de Navarre était donc l'homme des réformés ; et, par sa naissance, celui de la noblesse. Il était destiné à remplacer les Guises. On le vit bien aux États Généraux qui s'ouvrirent à Orléans le 13 décembre 1560. Quoique les élections n'eussent été rien moins que libres, la plupart des députés de la noblesse et du tiers État étaient hostiles aux princes lorrains et favorables aux réformés. Ils avaient des prétentions politiques : on reconnaît là l'influence de la Réforme. Avant la première séance (13 décembre), « les députés de plusieurs baillages et sénéchaussées voire jusques au nombre de 40 et plus, alléguèrent nullité, disant que le feu roi étant décédé leur pouvoir aussi était expiré<sup>1</sup> ». Le 14 décembre, à la séance de validation des pouvoirs, la majorité de la noblesse et du tiers se prononce de nouveau pour un renouvellement de mandat qui leur permit de constituer un conseil de régence. La proposition était à deux fins : c'était une affirmation du droit des États, en même temps qu'une avance au roi de Navarre. Catherine, en effet, s'était arrogée la régence au lieu de la tutelle de Charles IX et ne laissait à Antoine que la lieutenance générale du royaume. Le conseil privé répondit à la demande des États en les priant de rédiger le plus tôt possible les cahiers généraux de doléances. Les sympathies des États et de la noblesse en particulier pour le roi de Navarre ne cessèrent pas pour cela de se manifester. La noblesse le désigna comme son orateur ; Antoine refusa. À l'audience du 24 décembre, on demanda même pour lui la régence. Bien qu'elle n'aboutit pas, cette sympathie n'était pas vaine : elle habitua la noblesse et le tiers à considérer le prince comme un chef légitime. Et comme elle était surtout faite de haine contre les Guises, elle embrassait tous les membres de la famille des Bourbons, particulièrement le prince de Condé qui avait failli être la victime des princes lorrains.

Le tiers était favorable au roi de Navarre parce qu'il voyait en lui l'instrument de la pacification religieuse. La question politique, en effet, reposait sur la question religieuse et celle-

1. *Hist. Eccl.*, I, 453.

ci était la plus importante. Cela fut manifeste dans le discours que prononça le chancelier de l'Hôpital à l'ouverture des États Généraux. Recherchant les causes des séditions qui déchiraient la France, il montra que la principale était la différence de religion. Pour guérir le mal, il n'y avait qu'un remède, soumettre à « un saint concile » le différend et obtenir la conciliation dans l'unité chrétienne. « Otons ces mots diaboliques, noms qui portent factions et séditions, luthériens, huguenots, papistes, ne changeons le nom de chrétien. » Les discours prononcés à la séance royale du 1<sup>er</sup> janvier 1561, par les orateurs de la noblesse, du tiers et du clergé furent plus significatifs encore. La noblesse et le tiers, la première avec plus d'acrimonie pourtant que le second, attaquèrent les abus du clergé auxquels ils attribuaient les progrès de la Réforme. Ils demandèrent qu'on traitât avec faveur les réformés; la noblesse même réclama pour eux des temples. L'orateur du clergé, Quintin, fit un discours violent contre les hérétiques et contre ceux qui les protégeaient et leur servaient d'intermédiaire auprès du roi. Il demanda qu'on les excommuniât, qu'on ne les hantât plus, qu'on leur défendit tout commerce. Il fallait les exterminer sans aucune miséricorde : Dieu lui-même avait fait tel commandement<sup>1</sup>. Ce discours souleva l'indignation de la noblesse et en particulier de Coligny directement visé. Devant ces protestations, Quintin dut désavouer ses paroles.

L'animosité contre les Guises et leurs anciens favoris se manifesta avec non moins de violence. Lorsque le chancelier, le 13 janvier, avoua que les dettes du royaume dépassaient 43,000,000 de livres, et, pour combler le déficit, proposa le vote de nouveaux impôts et la restitution des dons excessifs du dernier règne, la noblesse et le tiers applaudirent. Mais n'ayant pas mandat pour voter de nouveaux impôts, les députés réclamèrent un ajournement des États. Les États d'Orléans furent clos le 31 janvier et les nouveaux convoqués à Melun pour le 1<sup>er</sup> mai.

Les nouvelles élections permirent aux électeurs de donner

1. Voir tous ces discours dans *Hist. Eccl.*, I, 454-495.



libre cours à leur haine contre l'Église catholique et contre les Guises. Il ne s'agissait, semblait-il, que d'une question financière ; presque aussitôt pourtant, la question politique et la question religieuse passèrent au premier plan. Aux États de la prévôté de Paris (mars 1561) la noblesse déclare qu'elle n'accordera aucune subvention au roi « que premièrement ne se fût arrêté d'un gouverneur et régent de France » et propose le roi de Navarre ou, à son défaut, le prince de Condé<sup>1</sup>. — Le tiers veut exclure du conseil de régence les Guises « comme étrangers et ayant occupé l'administration du royaume » ; Saint-André aura à rendre des comptes et à restituer les donations immenses que lui a faites Henri II ; le clergé rachètera le domaine, et « l'argent ne se portera plus hors de France<sup>2</sup> ». — Les États de Paris engageaient ceux de province à suivre leur exemple. En fait, « ceux de Troyes et de Tours et beaucoup d'autres, montraient d'agréer » cette conduite. A Toulouse, dans les discussions du conseil général de la ville sur les moyens d'améliorer l'état des finances, on proposa de vendre les biens du clergé : on pourrait ainsi payer les dettes du roi, et « rendre même revenu qu'auparavant » aux ecclésiastiques<sup>3</sup>. Ainsi c'est partout le même état d'esprit : faveur pour le roi de Navarre, hostilité contre le clergé catholique et contre les Guises.

La « procédure » des États étonna grandement la reine<sup>4</sup>. Elle crut que le roi de Navarre la suscitait, et pour se l'attacher, elle lui confirma ses pouvoirs de lieutenant général<sup>5</sup>. Les États furent remis au 1<sup>er</sup> août ; les élections cassées recommencèrent en mai. Grâce à la présence des membres du

1. *Journal de BRUSLART* dans *M. C.*, I, 25 ; *Hist. Eccl.*, I, 501.

2. *Principaux points nouvellement décrétés au Conseil de France avec les députés des États*, *M. C.*, II, 331. — Cette pièce n'est probablement pas authentique ; mais elle résume fort bien les réclamations du tiers, que nous connaissons par ailleurs.

3. *Hist. Eccl.*, I, 902.

4. Lettres de Catherine à Mme d'Étampes, 11 mars dans H. DE LA FERRIÈRE. — *Correspondance de Catherine de Médicis*, I, 173. — Lettre à M. de Limoges, 27 mars, *ibid.*, I, 176.

5. Conf. dans A. DE RUBLE, *op. cit.*, III, 344-350, la reproduction *in extenso* des *Lettres patentes par lesquelles le roi accorde au roi de Navarre la lieutenance générale du royaume*, 8 avril 1561.

Parlement, malgré les protestations de Ruzé<sup>1</sup>, tout se passa à Paris selon les désirs de la reine mère. Dans les provinces, les gouverneurs et les officiers royaux veillèrent à ce qu'il en fût de même<sup>2</sup>. Mais en même temps que Catherine s'appuyait sur le roi de Navarre et semblait triompher, les anciens favoris menacés par les demandes des États se liguèrent. Le duc de Guise et le maréchal Saint-André réussirent à s'attacher le connétable de Montmorency, « se confédérèrent et promirent ensemble de rechercher avec un même zèle, une même volonté, le remède des affaires religieuses<sup>3</sup>. » C'est ce qu'on appela le *triumvirat*. Ils pensaient contrebalancer ainsi la puissance de Catherine, et peut-être même en s'assurant les forces catholiques, ramener à eux la reine, et de la sorte recouvrer leur ancien pouvoir. Les chefs prenaient leurs dispositions contre un danger qu'ils pressentaient très sérieux.

## 11

Leurs pressentiments ne les trompaient pas. L'opposition des États avait des racines profondes. A son caractère antiguisard et anti-catholique, on reconnaissait son origine. C'était la voix des protestants, c'étaient leurs doléances qu'on avait entendues dans les assemblées électorales<sup>4</sup>. Fumée qui joue un grand rôle dans l'assemblée de mars<sup>5</sup>, Ruzé qui proteste contre la présence des parlementaires à l'assemblée de mai<sup>6</sup>, sont des huguenots. Ils sont huguenots aussi ceux qui, dans le conseil de ville à Toulouse, proposent de vendre les biens du clergé. Avec le nouveau roi, les réformés

1. *Hist. Eccl.*, I, 509; *M. C.*, I, 24 sqq.; II, 357.

2. Voir par exemple ce qui se passa à Agen, *Lettres de Monluc*, éd. A. DE RUBLE, IV, 40.

3. F. DECRUE, *Anne de Montmorency... sous Henri II, François II et Charles IX*, 301-303. Les triumvirs prirent-ils des engagements plus précis? Impossible de le savoir. Le projet que leur prête le *Sommaire des choses premièrement accordées... pour la conspiration du triumvirat*, ne saurait être pris en sérieuse considération.

4. Conf. le mémoire dressé par les députés du synode national de Poitiers, 10 mars 1561, dans AYMON, *Synodes nationaux*, I, 13-14.

5. A. DE RUBLE, *op. cit.*, III, 62.

6. DE THOU, Traduction (Londres, 1734), IV, 61.

espéraient obtenir par la politique et grâce au roi de Navarre les libertés qu'ils réclamaient. Par les assemblées, ils espéraient, pour ainsi dire, lui forcer la main.

L'attitude de la reine mère et les actes du pouvoir encourageaient ces espérances. Les premiers édits royaux n'étaient pas défavorables aux réformés. Le 7 janvier 1561, une déclaration avait confirmé l'édit de Romorantin<sup>1</sup>. Le 28, des lettres sont envoyées à tous les Parlements par lesquelles il est mandé que tous les détenus pour le fait de la religion soient mis hors de prison, car tel est le bon vouloir du roi; seuls, « les auteurs et chefs de séditions qui ont conspiré et pris les armes contre la personne du roi et l'état du royaume » sont exclus de cette grâce<sup>2</sup>. Le 30, un édit défend « à toutes personnes d'entrer en débat, de prendre querelle et de se reprocher chose les unes aux autres pour fait de religion, sur peine de la vie<sup>3</sup> ». En comparaison des rigueurs du dernier règne, ces mesures plutôt bienveillantes paraissaient aux réformés les preuves d'une faveur déclarée.

D'ailleurs ce qui se passait à la cour était de nature à les entretenir dans ce sentiment. Condé partageait son temps entre Saint-Germain, résidence de la cour, où il était très favorablement accueilli, et Paris, où il s'efforçait d'obtenir du Parlement sa réhabilitation. Il y protégeait en même temps les religionnaires et paraissait aux prêches.

L'amiral Coligny avait à Fontainebleau un ministre aux sermons duquel la cour assistait et la reine mère conduisit un jour le jeune roi<sup>4</sup>. L'évêque de Valence, J. de Monluc, prédicateur de la cour, prêchait d'une manière rien moins qu'orthodoxe : « au premier sermon, il ne fait invocation ni de Dieu, ni de saint » ; à un autre, il déclare « que la Sainte Écriture doit être lue à chacun en tout langage et psaumes chantés<sup>5</sup> ».

A la faveur de cette détente dans les rigueurs du pouvoir,

1. *M. C.*, II, 266.

2. *M. C.*, II, 268.

3. *M. C.*, II, 3.

4. A. DE RUBLE, *op. cit.*, III, 57, 63, 69.

5. *Lettre de Chantonmay*, ambassadeur d'Espagne, *M. C.*, II, 5.

par tout le royaume, la Religion se répandait « à vue d'œil ». Calvin expédie de Genève des ministres, sans pouvoir satisfaire à toutes les demandes de pasteurs qui lui sont adressées<sup>1</sup>. En vain le roi lui enjoint de rappeler « tous les prédicants et dogmatisants » envoyés par lui dans le royaume et lui défend d'en envoyer de nouveaux<sup>2</sup>. Il n'est pas tenu compte de cette défense. Enhardi par leurs succès, les huguenots se croient déjà tout permis. Ils commencent à s'assembler publiquement pendant le jour. A Orléans, les assemblées publiques se font « dans une grange et à huis ouvert dans la grand cour du logis où pend l'enseigne du renard<sup>3</sup> ». A Poitiers, prêche à huis ouvert le matin<sup>4</sup>. A Toulouse, le 30 mars, jour des Rameaux, il est prêché à huis ouvert au collège de Lesguille, au matin; le soir, on fait des prières publiques et on chante des psaumes<sup>5</sup>. Mêmes faits à Bordeaux, et en général, dans l'Aquitaine<sup>6</sup>. — Dans certaines villes même, les réformés allaient beaucoup plus loin : ils s'emparaient des édifices catholiques pour y loger leurs ministres et y célébrer leur culte. Les habitants d'Agen saisissent le couvent des Jacobins; à Penne, à Villeneuve, les Cordeliers sont chassés par ceux de la religion; à Montauban, le temple Saint-Louis est pris le 19 janvier 1561<sup>7</sup>. Ailleurs, on les voyait « rompre les images, jeter les prêtres de l'autel en célébrant la messe, briser les custodes et armoires où repose le saint sacrement de l'autel et faire d'autres excrables excès<sup>8</sup> ».

Mais, en somme, ces excès étaient encore isolés et c'était

1. Conf. Bull. Hist. Prot. fr., 1859, 72; 1860, 292-297.

2. Lettre du roi 23 janvier 1561, *Op. Calv.*, XVIII, 337, et la réponse du Conseil de Genève (en partie de la main de Calvin), *ibid.*, 343.

3. *Hist. Eccl.*, I, 820.

4. *Ibid.*, I, 846.

5. *Ibid.*, I, 903.

6. Bèze, lettre du 25 mars 1561 : « In Aquitania multæ jam civitates aperte evangelium profitentur, magistratu non modo non repugnante, sed etiam palam favente, adeo ut nostros partes ne numero quidem hostibus inferiores plerisque locis arbitrentur. » *Op. Calv.*, XVIII, 474.

7. *Hist. Eccl.*, I, 875, 877, 912-914.

8. Lettre de Pontac à la reine mère, 18 janvier 1561, citée par GAULLIEUR, *Histoire du Protest. en Guyenne*, I, 229.



moins par leurs actes que par leur attitude que les protestants irritaient les catholiques. Du moment qu'ils cessaient d'être en butte aux persécutions, ils croyaient triompher. Ils ne se gênaient pas pour célébrer leur culte et chanter leurs psaumes, pour manifester leurs sentiments à l'égard des idolâtres catholiques, lorsque l'occasion s'en présentait. L'irritation menaçante, grosse de révoltes et d'insurrections de l'année précédente semblait s'être exhalée en plaintes et en discours violents contre les Guises et le clergé. Elle avait fait place à une joie triomphante, à une assurance débordante, et aussi à une impatience fébrile d'obtenir des temples, le libre exercice du culte, même la destruction de l'hérésie. Ces persécutés de la veille menaçaient de devenir persécuteurs à leur tour.

Les catholiques se contenaient à grand'peine. A la cour, Montmorency, indigné des sermons de J. de Monluc, va écouter un pauvre moine qui prêchait pour les domestiques dans les communs du château<sup>1</sup>.

La colère éclate dans les lettres de Chantonnay au roi très catholique Philippe II<sup>2</sup>. Le Parlement multipliait les édits prohibant la vente des livres suspects dans tout le ressort, les assemblées et les conventicules<sup>3</sup>. On peut imaginer par les sentiments de ce grand corps et des personnages d'une condition élevée ce que pouvaient penser et dire les prédicateurs et la foule demeurée catholique. « Vociferantur undique monachi et nullum non lapidem movent, Lutetiæ prasertim, ut plebem ad seditiones excitent. » Bèze en était même à redouter une guerre civile<sup>4</sup>.

Cette crainte assurément était exagérée. Mais des séditions et des émeutes étaient inévitables. On était alors en carême. Les prédications étaient plus abondantes que jamais. Le roi et la reine avaient pris leurs précautions : les évêques avaient été obligés de regagner leurs diocèses ; les prédicateurs avaient reçu dans tout le royaume l'ordre de ne pas se per-

1. A. DE RUBLE, *op. cit.*, III, 71.

2. *M. C.*, II, 1-6.

3. *M. C.*, II, 276, 277, 279, 284.

4. Bèze, lettre du 25 mars, déjà citée. — Bèze à Sturm, 6 mars : « In Gallia video omnia ad civile bellum tendere », *Op. Calv.*, XVIII, 396.

mettre sur les réformés des propos trop libres, à plus forte raison « les convices et insultes »<sup>1</sup>. Mais que pouvaient faire ces ordonnances contre le fanatisme des populations scandalisées par la violation des édits contre la vente de la viande en carême, surexcitées par un redoublement de ferveur religieuse aux alentours des fêtes de Pâques ? Il suffisait de l'incident le plus futile, d'une parole légère sur la messe ou les images, — et les protestants ne retenaient pas toujours leur langue, — pour susciter une rixe et mettre aux prises les habitants d'une ville tout entière.

Aussi « peu de villes du royaume en ce temps se sont trouvées exemptes des émeutes et séditions pour la nouvelle religion »<sup>2</sup>. A Paris, à deux reprises, une sédition manque de se produire parce que deux prédicateurs prennent pour thème de leur sermon ces mots de l'Évangile : « *Ite in castellum quod contra vos est,* » et, par un jeu de mots bien dans le goût du temps, excitent les fidèles contre la maison de Châtillon et contre la reine mère<sup>3</sup>. — Au Mans, le 25 mars, jour de Notre-Dame, au faubourg Saint-Jean, « où est réduite la plupart des artisans, » les catholiques voyant les huguenots faire leur prêche en armes, se précipitent sur eux à la sortie « tant qu'il en fût tué un du parti (des Huguenots) et quelques-uns blessés d'une part et de l'autre »<sup>4</sup>. — Les protestants de Sisteron se réunissent le 25 mars hors de la ville ; on ferme les portes sur eux et ils ne peuvent rentrer qu'au bout de six mois<sup>5</sup>. — L'évêque de Beauvais, Odet de Châtillon, était suspect de protestantisme et vivait maritalement avec Isabelle de Hauteville, dame de Loré. A Pâques, il fit, dit-on, célébrer la Cène dans ses appartements par un ministre qui prêchait alors à Beauvais, Louis Bouteillier. Il y assista avec ses gens et communia sous les deux espèces. Le « commun peuple » échauffé par les prédicateurs, scandalisé parce qu'en procession publique

1. A Bordeaux, par exemple. Conf. BOSCHERON DES PORTES, *Hist. du Parlement de Bordeaux*, I, 138-139.

2. *Journal de BRUSLART*, *M. C.*, I, 27.

3. *Hist. Eccl.*, I, 506 ; — *Mem. C.*, II, 385 ; — Lettre de Catherine au Parlement, *Correspondance*, I, 183 et la note.

4. Lettre de l'évêque du Mans, 23 avril 1561, *M. C.*, II, 339 sqq.

5. *Hist. Eccl.*, I, 983.

certains huguenots l'avaient appelé « idolâtre et abusé », se soulève, assiège le palais épiscopal qu'il ne peut forcer, s'empare de Bouteillier qui est massacré après un supplice raffiné, et d'un prêtre, A. Fourré, « soupçonné d'apprendre aux enfants le catéchisme et les prières de la nouvelle religion, » qui est assommé, puis jeté sur un bûcher. Le maréchal de Montmorency fit exécuter quelques-uns des séditeux ; mais, après son départ, le peuple se soulève de nouveau et pend le bourreau<sup>1</sup>. — On voit quelle est la nature de ces soulèvements : ils sont essentiellement populaires, ils sont spontanés ; ce sont avant tout des explosions de fanatisme conduisant à des excès de cruauté.

Le plus souvent les catholiques étaient les agresseurs ; en tout cas, ils étaient les premiers à user de moyens meurtriers. La reine mère crut qu'un édit pourrait les contenir et calmerait cette effervescence. Par l'édit du 19 avril, déterminé par l'émeute de Beauvais<sup>2</sup>, défense fut faite à tous sujets de quelque état ou condition qu'ils fussent, de s'entr'injurier, de favoriser aucune sédition, de se reprocher ou provoquer pour le fait de la religion, sous peine de la hart ; — d'enfreindre ou violer la sûreté et honnêteté, liberté dont chacun doit jouir ; d'entrer dans les maisons pour rechercher les hérétiques, sous prétexte des édits précédents, prohibitifs d'assemblées illicites. Il était loisible à tous ceux qui se trouvaient en prison pour cause de religion et aux absents de retourner en toute liberté de leurs biens et personnes en vivant catholiquement et sans scandale, s'ils n'aimaient mieux vendre leurs biens et se retirer<sup>3</sup>.

Mais pour que l'édit fût efficace, il aurait fallu pouvoir l'imposer. Le roi en était incapable. Le Parlement refusa d'enregistrer l'édit et fit des remontrances. Les baillis, sénéchaux, etc., étaient, ou favorables aux réformés<sup>4</sup>, ou trop faibles pour

: 1. *Hist. Eccl.*, I, 505 ; BRUSLART, *M. C.*, I, 27 ; *M. C.*, II, 41.

2. Chantonnay à la reine, 22 avril, *M. C.*, 7, et dans le *Bulletin historique du Comité des travaux historiques*, 1886, 16 sqq. (très caractéristique, pour le rôle de Chantonnay auprès de Catherine).

3. *M. C.*, II, 334.

4. Conf. MONLUC, *Commentaires*, éd. A. DE RUBLE, III, 338, 366 ; —

sévir. Le roi ne se faisait pas d'illusion à ce sujet; et comme tous les pouvoirs faibles, il croyait remédier à l'inefficacité des édits par la dureté des peines. Il parlait de confiscations de biens, de hart, « de faire pendre et étrangler sans autre forme de procès. » Il eût fallu auparavant pouvoir mettre la main sur les coupables.

Le résultat immédiat de l'édit du 19 avril, fut de favoriser les progrès de la Réforme<sup>1</sup>. Les émeutes se multiplièrent, éclatant de préférence aux environs des grandes fêtes religieuses, Pentecôte, Fête-Dieu, etc. Moins d'une semaine après la promulgation de l'édit, le 24 avril au soir, les « escoliers » attaquent les protestants qui chantaient des psaumes au Prê-aux-Clercs et les forcent à se réfugier dans la maison dite du Pavanier. Cette maison appartenait au sieur de Lonjumeau, et les réformés y faisaient d'ordinaire leurs assemblées. Assiégée, elle fut militairement défendue par une quinzaine d'hommes à cheval et des arquebusiers, sous les ordres de Ruzé, avocat au Parlement. Dans l'attaque, sept ou huit catholiques sont tués, « dont une pauvre femme qui n'y pensait en rien, » et quinze blessés. Les portes sont cependant forcées, les verrières rompues, avec autres infinis désordres et violences. Les troubles se prolongent pendant quatre jours. Le Parlement intervient, défend aux escoliers d'aller au Prê-aux-Clercs, et ordonne à Lonjumeau de vider les lieux avec ses biens et sa famille<sup>2</sup>.

Ainsi violés à Paris, les édits n'étaient guère mieux observés dans les provinces. Il ne se passe point de fête sans quelque meurtre ou quelque émeute. A Villefranche de Rouergue, le jour de l'Ascension se produit une mutinerie générale<sup>3</sup>. Le 26 mai, lendemain de Pentecôte, à Nevers, les catholiques assaillent une assemblée de protestants, brisent

CL. HATON, *Mémoires*, I, 125, 150 (J. Alleaume, bailli de Provins); — *Hist. Eccl.*, I, 844, 852, 881.

1. Conf. sur les progrès de la Réforme à la suite de l'édit du 19 avril : à Orléans, *Hist. Eccl.*, I, 820; à Poitiers, *Hist. Eccl.*, I, 826; en Saintonge, *ibid.*, 901; — à Provins, CL. HATON, *Mémoires*, I, 122-125; 136, 147.

2. Voir sur l'affaire du Prê-aux-Clercs, BRUSLART, *M. C.*, I, 26; II, 343.

3. *Hist. Eccl.*, I, 950.



les vitres, les fenêtres, sans toutefois blesser personne<sup>1</sup>. — Le même jour, « un pauvre texier de toiles » de Châteauneuf, revenant de la cène de Jargeau, est assassiné; et l'exécution d'un de ses meurtriers à Orléans faillit susciter des troubles<sup>2</sup>. — A Aix, on jette des pierres contre les maisons des huguenots et on en chasse plusieurs de la ville. — Les catholiques étaient le plus souvent les agresseurs; mais ils ne l'étaient pas toujours. Les protestants semblaient parfois chercher la dispute: ils s'emparaient des temples, brisaient les images, mettaient obstacle aux processions. A Lyon<sup>3</sup>, le 5 juin, lorsque la procession annuelle sort de Saint-Nizier, un individu frappe le chanoine qui porte le reliquaire « où reposait le précieux corps de Notre Seigneur ». Cet individu est pendu le soir même; mais la populace irritée se rue sur les huguenots. Une nouvelle procession expiatoire provoque plusieurs rixes sur le parcours; le collège de la Trinité, considéré comme un foyer de protestantisme, est envahi et Barthélemy Aneau massacré. — Des troubles analogues<sup>4</sup> se produisent en juin et juillet, à Montpellier, à l'occasion de la procession du pain bénit.

## III

Ces troubles répétés montraient clairement l'inefficacité des mesures prises jusqu'alors. Il en fallait de nouvelles, quelles qu'elles fussent. Mais L'Hôpital, qui avec Coligny dirigeait l'esprit de la reine mère, répugnait aux moyens violents; il persistait dans ses idées de conciliation; il crut pouvoir ramener la paix en France par un nouvel édit d'abord, puis une discussion publique des doctrines catholique et calviniste.

Déjà au sacre de Charles IX, le cardinal de Lorraine, dans

1. *Hist. Eccl.*, I, 827.

2. *Hist. Eccl.*, I, 821.

3. MOUTARDE, *Étude historique sur la Réforme à Lyon*, 69.

4. *Hist. Eccl.*, I, 970. Conf. *Complainte apologétique des Églises de France, adressée au roi, reine mère, roi de Navarre et autres du conseil*, 1561, M. C., II, 301; — CORBIÈRE, *Histoire de l'Église réformée de Montpellier*, 36.

son discours, avait déclaré qu'il serait bon « d'assembler en la cour du Parlement de Paris les princes, seigneurs et autres du conseil privé du roi pour y faire solennellement une bonne loi inviolable ». La nécessité s'en faisait vivement sentir. Le chancelier se rendit aisément à l'avis du cardinal. Le 18 juin, devant les princes du sang, les membres du conseil privé et du Parlement, il exposa son dessein. « Il s'agit de savoir, dit-il, si les édits ci-devant faits pour les assemblées illicites et conventicules ès maisons privées se doivent garder ou y changer, adoucir ou aigrir les peines, ou si sur le tout, on fera de nouveaux édits. » L'inobservation des édits précédents qu'il avouait ingénument ne le décourageait pas. Il excitait le zèle des auditeurs : « Est temps de s'aider et ne faut faire comme le pasteur de Virgile qui tenait les mains jointes. » Les délibérations furent longues et laborieuses. Il en sortit l'édit de juillet 1561.

Par cet édit étaient défendus, « sous peine de confiscation de corps et de biens, tous conventicules et assemblées publiques, avec ou sans armes, ensemble les privées où se feraient prêche ou administration de sacrements à la mode de Genève » ; — il était défendu aussi à toutes personnes, quelle que fût leur qualité ou condition, de se provoquer pour injures ou convices, d'exciter des séditions, agresser, faire violence contre les individus ou dans les maisons ; — de faire aucun enrôlement, signatures ou autres choses tendant à factions et conspirations, aux prêcheurs d'exciter le peuple, à tous de porter les armes sous peine de la hart ; — la connaissance des séditions était attribuée aux présidiaux ; celle des crimes d'hérésie aux gens d'Église <sup>1</sup>.

L'édit était dur. Il reprenait toutes les dispositions défavorables aux réformés que contenaient les édits précédents. Il n'y a donc pas à s'étonner si les protestants le trouvèrent « bien méchant ». « Il causa de grands maux », dit l'auteur de l'*Histoire Écclésiastique*<sup>2</sup>, et Languet s'écrie : « Nihil potuisset fieri intempestivius quum jam institueretur deliberatio de reli-

1. BRUSLART, *M. C.*, I, 42; — ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, XIV, 109.

2. *Hist. Eccl.*, I, 517.

gione per episcopos : hoc enim est facere præjudicium<sup>1</sup>. » Sur l'ordre du roi, l'édit fut immédiatement enregistré par le Parlement. Mais pendant ce temps, en secret, Catherine faisait savoir qu'il ne serait pas appliqué dans toute sa rigueur<sup>2</sup>. La défense de toute assemblée privée ou publique, mesure la plus intolérable pour les protestants, était par le fait suspendue. D'ailleurs comment aurait-on pu appliquer rigoureusement l'édit, alors qu'on accordait aux principaux ministres des sauf-conduits pour venir discuter leurs doctrines avec les docteurs catholiques au colloque de Poissy ?

L'idée d'exposer le différend entre la religion catholique et la religion réformée à un concile n'était pas nouvelle. Elle était très en faveur parmi les réformés. Nous avons vu qu'à l'avènement de Charles IX la convocation d'un concile faisait partie de leurs *desiderata*. Depuis, l'idée avait été de plus en plus goûtée. La reine mère cependant et L'Hôpital avaient éludé la demande pour ne pas déplaire au pape. Mais celui-ci s'obstinait à ne pas convoquer le concile de Trente. Catherine se résolut à en appeler à une sorte de concile national, — ou plutôt pour ne pas offusquer le Saint Père par ce mot de concile, — à un colloque. C'était, d'après les protestants, le seul moyen de pacifier le royaume, L'Hôpital en était convaincu d'avance : il croyait que d'une libre discussion entre théologiens et ministres sortirait une conciliation ; en tout cas, il était sûr de réaliser un vœu des protestants et heureux de leur montrer ses dispositions bienveillantes, espérant qu'en retour, ils se soumettraient plus volontiers aux édits. Les catholiques, en général, n'étaient pas trop hostiles à ce projet. Il n'y avait guère que le cardinal de Tournon qui le blâmât

1. LANGUET, lettre du 6 août, dans *Hist. Eccl.*, I, 520, note 1.

2. Conf. A. DE RUBLE, *op. cit.*, III, 104 ; — Lettre de Merlin, citée par DELABORDE, *les Protestants à Saint-Germain*, 72 : « Vous pouvez assurer que l'intention du prince est qu'en toute simplicité, modestie et petit nombre, nous poursuivions de nous assembler. » Conf. Lettre de Le Magon à Bèze, 10 août 1561, *Op. Calv.*, XVIII, 602 ; — et la lettre de Catherine de Médicis à M. le président du siège présidial de Poitiers : « Vous ferez seulement lire ledit édit au siège, sans en faire la publication à son de trompe comme il est accoutumé et ne vous mettez en nulle peine d'en requérir l'observation exacte, puisque... Vous voyez bien qu'il n'y a moyen de le faire observer. » *Corresp.* de Catherine de Médicis, I, 233.

expressément. Les autres pensaient que l'Église sortirait raffermie de cette entrevue, et la religion nouvelle rabaissée. Quant au cardinal de Lorraine, il y voyait une occasion de faire briller son éloquence et peut-être déjà, par ses habiletés, de brouiller les calvinistes de France avec les luthériens d'Allemagne. Il s'accordait donc avec L'Hôpital. Aussi, à la fin de juillet, le colloque fut-il décidé et les sauf-conduits envoyés aux ministres.

C'étaient les gloires du parti : Augustin Marlorat, François de Saint-Pol, J. Raymond, Merlin, J. Malot, F. de Morel, Nicolas Folion, Cl. de la Boissière, J. Virel, Nicolas des Galars, P. Martyr, Théodore de Bèze; Calvin, sollicité, n'avait pas pu, n'avait pas voulu venir. Ils arrivèrent à la cour de Saint-Germain dans le courant d'août et furent logés chez le cardinal de Châtillon d'abord, ensuite chez Mme la duchesse de Ferrare.

Dès avant<sup>1</sup> la réunion du colloque, certains incidents faisaient mal augurer de son succès. Le 17 août et le 8 septembre, les protestants adressèrent une requête au roi dans laquelle ils le priaient de suivre certaines règles dans la tenue du colloque et récusaient les évêques catholiques comme juges, attendu qu'ils étaient en même temps partie. En réponse, les catholiques demandèrent au roi de ne recevoir en dispute les hérétiques. Les esprits étant ainsi disposés, il était à présumer que le colloque n'aboutirait pas. Cela ne fit plus de doute après la première séance (9 septembre). Les protestants ne furent introduits qu'après les discours du roi, du chancelier et du cardinal de Tournon. Ils entrèrent entourés des archers de la garde du roi et se rangèrent, debout, le long d'une balustrade qui les séparait de l'enceinte royale. Ils avaient ainsi plutôt l'air d'accusés que de libres controversistes. Bèze prit la parole et fit d'abord grand effet sur toute l'assistance. Il entama aussitôt la discussion sur un des points par où les protestants se séparaient le plus des catho-

1. Sur le colloque de Poissy, voir *Hist. Eccl.*, I, 539-738 (relation protestante), A. DE RUBLE : *le Colloque de Poissy dans les Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, XVI (1889) (relations catholiques), et une brochure de M. H. Klipfel.



liques, sur la présence matérielle du Christ dans la Cène. Mais ayant dit à ce propos que « le corps du Christ, bien qu'il nous fût véritablement offert et communiqué en icelle, était toutefois aussi loin du pain que le haut des cieux est éloigné de la terre », aussitôt des murmures éclatèrent, le cri *Blasphemavit* » retentit, et le cardinal de Tournon manifesta devant tous son indignation.

Dès ce jour, il était clair qu'il ne fallait plus compter sur le colloque pour amener une pacification. Les catholiques étaient si peu disposés à une entente, qu'ils projetaient de rédiger une confession de foi entièrement opposée à celle des protestants. Pourtant il y eut encore plusieurs séances (16, 24, 26 septembre, première semaine d'octobre). Elles se passèrent en discussions, quelquefois très vives. A la fin, on essaya de rédiger un formulaire assez vague, assez ambigu pour ne pas mécontenter ceux de l'une et de l'autre religion. Ce fut en vain; et le 9 octobre, les ministres protestants, qui ne voulaient pas attendre l'arrivée des luthériens mandés par le cardinal de Lorraine, se retirèrent. Le colloque de Poissy avait totalement échoué : il était désormais démontré qu'aucune conciliation n'était possible entre catholiques et protestants, du moins sur le terrain théologique.

Pendant que le colloque se tenait à Poissy, les députés de la noblesse et du tiers réunis à Pontoise protestaient une dernière fois contre la régence de la reine, en faveur du roi de Navarre, manifestaient leur hostilité contre les Guises, leurs favoris et le clergé catholique, et réclamaient des temples. Les protestations des politiques n'eurent pas plus de succès que les discussions des théologiens. Les États Généraux n'avaient pas plus résolu la question politique que le colloque n'avait résolu la question religieuse. Cette double expérience qui avait soutenu et, dans une certaine mesure, contenu les protestants pendant les premiers mois du règne de Charles IX s'évanouissait donc : les tentatives de conciliation aboutissaient finalement à une vaste et complète déception.

V. L. BOURRILLY.

(A suivre.)

---

# Documents

---

## PROCÈS-VERBAUX

DES ASSEMBLÉES POLITIQUES DES RÉFORMÉS DE FRANCE

ASSEMBLÉE DE NIMES (14 FÉVRIER 1570)

Il y a plus de vingt ans qu'un savant russe, qui s'est beaucoup occupé de notre histoire, M. Loutschitzky, aujourd'hui professeur à Kiew, a commencé à publier dans ce *Bulletin* une série de documents fort curieux sur les guerres de religion. Parmi ces documents, les plus importants sont les procès-verbaux des *Assemblées politiques des Huguenots du Languedoc*, découverts dans les archives du Gard et dont le *Bulletin* de 1873 (XXII, 507-511) renferme la liste. Le texte des procès-verbaux des assemblées de *Nîmes* (2-13 novembre 1562), de *Bagnols*, (31 mars 1663) et de *Nîmes* (1<sup>er</sup> décembre 1569) a paru dans les tomes XXII (511 et 546), XXIV (314, 349, 402) et XXVI (351 et 401). Nous donnons aujourd'hui le texte du procès-verbal de l'assemblée tenue à Nîmes le 14 février 1570, d'après l'original conservé aux archives départementales du Gard (C 632). Nous avons tant tardé à compléter ainsi ce que M. Loutschitzky avait copié pour ce recueil, parce qu'il a fallu faire collationner cette copie. M. F. Teissier a bien voulu se charger de ce soin et ajouter quelques notes indispensables. On remarquera dans le texte, entre autres choses intéressantes, une requête du synode de Nîmes, signée du pasteur Jean de la Place.

**Assemblée générale dez dioceses et eglizes refformées du bas pais de Lenguedoc, Montpellier, Nysmes, Viveroys, Uzès et Gevaudan, tant de la noblesse que commun estat, tenuz en la ville de Nismes et maison de noble Pierre Robert, seigneur de Domessargues.**

Du mardy quatorziesme du moys de febvrier mil V<sup>e</sup> septente, une heure après midy la prière faicte, Monseigneur de saint Chamon, seigneur de S<sup>t</sup> Romain, a exposé et declairé la cause de la convocation de lad. assemblée, et est que Messeigneurs les Princes de Navarre et de Condé, lieutenantz généraulx et protecteurs de

l'estat du Roy, pressés de urgentz affaires et charges, mesmes de l'entretènement de la guerre, qu'il leur convient soubstenir et payement dez forces estrangières qu'ilz ont en leur camp, leur auroyent commandé par leurs lettres patentes du vingt cinquiesme decembre dernier passé convoquer les estatz, tant de la noblesse, que commung peuple du présent pais, aux fins de fere lever et impouzer pour la pñte année mil V<sup>e</sup> septente, sur les habitans des villes et lieux de son commandement, pareilhe somme que a esté impozée pour l'imposition ordinaire et accoustumée dez deniers royaulx, l'année dernière escheue mil cinq cens soixante neuf, et desduitz l'imposition accoustumée estre faicte pour la solde de la gendarmerie et fortification des villes, payable, le premier cartier dans le pñt moys de febvrier et à continuer de troys en troys moys; pour desd. deniers satisfaire ausd. urgentz affaires qu'ilz ont pour le faict de la cause et guerre, et pour le payement des forces estrangieres, tant reytres que autres. Et néaulmoingz pource qu'il seroit besoing pour la conservation du pñt pays, pourvoir à l'entretènement dez forces necessaires, tant pour les garnisons que autrement régler et dresser lesd. garnisons ez villes, lieux et fortz que se treuveront estre, desmanteller les lieux que pourront donner advantaige à l'ennemy et avoir réduict les garnisons tant des gens à pied que la cavallerie à certain nombre nécessaire pour la thuition dud. pays, pourvoir au moyen de leur norriture et entretènement à la moingdre folle du pais, et s'il est de besoing fere ausd. fins imposition et lever de deniers à telle somme que sera advisé, — il auroit aussi pour lad. deuxième occasion faict la pñt convocation. Pour ce a requis sur ce estre dellibéré.

Monseigneur Phillippes de la Garde seigneur de Franqueville, conseiller du Roy en sa court souveraine de Parlement à Tholose, auroit remonstré et expausé emplement et au long de l'autorité (*sic*) légitime et estat dez affaires de messeigneurs les Princes et l'extrême besoing que de fere fondz de deniers pour la solde dez forces estrangières, que lesd. seigneurs Princes, l'auroyent dellegué et mandé au présent pays pour pourvoir au faict dez finances publiques et pour le restablissement de la justice, que leurs grandeurs remectent les tailles de mil V<sup>e</sup> soixante neuf aux habitans de ces provinces, comme appert par la commission sur ce dressée, en payant les restes de l'emprunt dez cent cinquante mil livres, vollant que l'acquict soit faict à ceulx que payeront lesd. restes, tant pour l'emprunt que tailhe de mil V<sup>e</sup> soixante neuf pour plus grande assurance, advenant la paix, et donneroit aussi au pais

partie du revenu dez biens des papistes fuitifz et le tiers dez buttins faictz en combatz, et ce qui estoit acoustumé impouser pour la solde de cinquante mil hommes de pied, fortifications et utencilles, et ce pour fornir à la solde de leurs garnisons, réparations de villes et entretènement dez pasteurs et ministres, gaiges dez officiers et autres charges et affaires du pais. Et en ce que dessus ne suffiroit les deniers par eulx accordés, entendent qu'avec cognoissance soit imposé mandement sur le pais, ce qu'il fault et sera de besoing, pour supplir ausd. charges dud. pais, et pour le regard dez finances du grand général et public, leurs grandeurs veullent que ceste assemblée soit imposée pour l'imposition ordinaire et acoustumée des deniers royaulx l'année dernièrement escheue, mil V<sup>e</sup> Lxix des traicte d'icelle, ce qu'est pour la solde de la gendarmerie, utenciles et fortifications dez villes, payable le premier quartier dans le moys de febvrier et à continuer de troys en troys mois par quartiers esgaulx. Et par les instructions et commissions à luy dressées, lesd. seigneurs Princes font estat certain, comme ont faict ja dèz le moys de Janvier mil V<sup>e</sup> Lxix de l'aferme du domaine du Roy et de l'équivalent et du temporel et revenu affermé et vante des biens ecclesiastiques, tant de S<sup>t</sup> Jehan de Hierusallem que toutz aultres *destinez au service de l'Église Romaine, ensemble* la moytié, pour le moingz, du revenu des immeubles dez papistes ou révoltez fuitifz, et toutz les meubles d'iceulx, ensemble le droict de foraine, par luy suivant leur mandement ja imposé, et les deux tiers des buttinz prins hors combat, et demeureront le tiers aux preneurs, suivant les ordonnances millitaires desd. seigneurs Princes. Et quant aux impositions faictes ez années mil V<sup>e</sup> Lx Viiij et soixante neuf depuis l'esmotion dez troubles présens, préthendent lesd. seigneurs reserver à leurs finances ce que a resté desd. impositions. Et à ces fins commandent que lesd. impositions avec les acquietz soyent remis devers luy ce qu'il requiert; aussi faict la commission dud. seigneur gouverneur et ses instructions, ce que ce treuvera n'auoir esté bien et raisonnablement et modérément employé pour les affaires du présent pais, ou sans ordonnance et commandement dez gouverneurs d'icelluy avec déclaration toutesfoys que ce qui aura esté employé des deniers dont leurs grandeurs font estat aux affaires du pais, bien soit par mandement dez gouverneurs; depuis leurs commissions dressées et reiglementz faictz par leurs grandeurs sur le faict de leurs finances ne soit alloué aux contables, ains payé; néaulmoing pour le regard dez vigueries dez villes d'Anduze, Saulve, Vigan et autres semblables qui, le XII<sup>e</sup> du moys d'aoust dernier passé, pour



s'acquiescer de l'inposition et emprunt de cent mil livres ordonnée par lesd. seigneurs Princes, auroient faict offre payer la somme de trente mil livres dans le douziesme de septembre suyvante, ou bien fere valloir la vante dez biens ecclesiasticques à lad. somme, n'ayans satisfait lad. promesse que pour la somme de neuf mil quatre cent quarante une livres, quatorze soulz, six deniers, — lesd. seigneurs Princes luy ont donné charge de contraindre lesd. viqueries et autres comprins en offre et acte sur ce expédié au payement de la somme restante qui est de vingt mil cinq cens cinquante huit et cinq soulz, cinq deniers, comme appert par l'extraict dez actes faictes puis led. temps, deffendant aussi leurs grandeurs à toutes personnes des empruntz ou dezinpositions autres que celles que dessus, sans leur très expès mandement, se reservantz telles impositions. Et parce, après plusieurs remonstrances par luy faictes dez affaires urgents desd. seigneurs Princes, importance de la cause qu'ilz soubstiennent et qu'il convient ayder, favoriser et soubstenir à icelle et satisfaire au payement dez estrangiers tant estantz au camp desd. s<sup>rs</sup> Princes que lagendarmerie que vient pour le secours, et que n'est raisonnable pour beaucoup d'occasions que le pais, pour se descharger, regarde aux deniers proveuez ou que proviendront dez ventes du temporel, et que messieurs les Princes et ce grand general et publicq duquel deppend la conservation de tout le reste, n'a heu jamais, puy dix ans de guerre, aulcung secours de deniers de ce pais, a requis estre delibéré et respondu par l'assemblée sur ce que dessus aud. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et aud. S<sup>r</sup> de Franqueville.

Ce faict et faict lecture desd. lettres et commissions, lesd. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et de Franqueville se sont desportés.

Après ce que toutz ont esté assiz en leurs rancz, asscavoir est, *de la noblesse* : Jehan de Belcastel, seigneur de Montvailhan, Lievre Aubert, seigneur de Lussan, François d'Airebaudouze, seigneur d'Anduze, Loys de Bucelly, seigneur de la Mosson, Anthoine de Tremollet, seigneur de Montpezat, François Pavée, seigneur de Servas; François de Villages, seigneur de Beauvoysin, Anthoine Viart, seigneur de Fourques; le seigneur de Rochegude, Léon de La Vigne, s<sup>r</sup> de Montbrun; Anthoine de Figeol, seigneur de Vébron; Robert de Mallefosse, s<sup>r</sup> de Chabanon; le seigneur de Vallongue, de Valfons, soubz canton de La Baulme, de S<sup>t</sup> Veran, de Bocoiran, de Malboys, de S<sup>t</sup> Martin, de Varailles et plusieurs autres.

*Du commung estat* : M<sup>e</sup> Estienne Batte, advocat du Roy, depputé par la ville de Montpellier; M<sup>e</sup> Jacques Davin, docteur et advocat, premier consul de Nismes; Bernard Arnaud, seigneur de La Cas-

saigne, second consul dud. Nismes; Jehan Finel, seigneur de La Moline, scindie de Gevaudan; M<sup>e</sup> Jehan Mote, M<sup>e</sup> Estienne de Cantalupa, consulz et depputez d'Anduze; M<sup>e</sup> Pierre Aldebert, consul de Saulve; M<sup>e</sup> Jacques Planchon, depputé du Vigan; M<sup>e</sup> Jacques Reynaud, depputé de Vezénobre; Jehan Finel, depputé de Villevielhe lez Sommières; Jehan Flory, depputé de Massilhargues, et Jacques Guilhaumes, depputé se disant de S<sup>t</sup> Laurens lez Lez margues [aujourd'hui Saint-Laurent-d'Aigouze près d'Almargues], Jehan Saulvaire, depputé de Malguel (ou Mauguio); Jehan Fabre, depputé de Ganges; M<sup>e</sup> Claude Formentin, depputé des Vans; M<sup>e</sup> Jehan Chalas, consul de Barjac; Jehan Roux, depputé de S<sup>t</sup> Ambroys; M<sup>e</sup> Jehan Saunier, depputé de Florac; M<sup>e</sup> Jehan Paradès, consul de S<sup>t</sup> Estienne de Valfrancesque; Loys Malzac, depputé de Barre.

A esté esleu uniformément et d'une mesmes oppinion pour président en lad. assemblée led. s<sup>r</sup> d'Airebaudouze, s<sup>r</sup> et baron d'Anduze.

Et pour donner oppinion et avoir voix, de la part de la noblesse du diocèse de Montpellier : led. s<sup>r</sup> de la Mosson, de la noblesse de Nysmes; le s<sup>r</sup> de Vallongue, de la noblesse d'Uzès; le s<sup>r</sup> de Servas de la noblesse de Gevaudan; le s<sup>r</sup> de Montbrun, pour les villes capitalles; pour la ville de Montpellier, led. M<sup>e</sup> Ratte; pour Nysmes, led. M<sup>e</sup> Davin, premier consul; pour le Gevaudan, led. s<sup>r</sup> de La Moline; Uzès et Viverois absantz; pour Anduze, led. Molte; pour Saulve, led. Aldebert; pour Vigan, led. Planchon; pour Allez et Vezénobre, led. Reynaud; pour Sommières-Ville-vielhe, led. Merlez; pour Massilhargues, led. Floris; pour Almargues et S<sup>t</sup> Laurens, led. Jacques Guilhaumes; pour Malguel, led. Saulvaire; pour Ganges, led. Fabre; pour les Vans, led. Fromentin; pour Barjac, led. Chalas; pour S<sup>t</sup> Ambroix, led. Roux; pour Florac, led. Savanier; pour S<sup>t</sup> Estienne, led. Paradez; pour Barre, led. Malzac.

A esté conclud que chasque ville capitale et chasque chef de viguerie aura oppinion en lad. assemblée et chasque nommé et depputé de la noblesse de chasque diocèse. Les autres y porront assister, tant gentilhommes que magistratz, qui n'auront oppinion deliberative.

Les seigneurs de Montvalhant, de Balmefort, de Clausonne et de Lasset [Lussan] tant en leurs noms que dez autres du conseil de mond. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain ont requis estre deschargés de leur charge, attendu qu'ilz ont servi l'espasse de troys moys, que leur auroit esté presigé par la dernière assemblée dez estatiz.

Du mecredy quinziesme febvrier de rellevée, ou que dessus, la

prière faicte. Ont esté esleuz par conseil à M<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain, pour luy assister durant troys moys prochains, led. s<sup>r</sup> de la Mosson, led. s<sup>r</sup> de Vebron, M<sup>e</sup> Léonard Favier, docteur et advocat de Nysmes; M<sup>r</sup> Jehan Astier, habitant de Nysmes; lesquels, après plusieurs excuses par eux desduictes, estant instamment priez, ont accepté lad. charge. Et pour greffier dud. s<sup>r</sup> [et] de son conseil M<sup>e</sup> Anthoine Sabatier, notaire royal, jà depputé, que sera continué durant lesd. troys moys.

Conclud que toutes les ordonnances et mandementz, tant en recepte que en despence, seront signés par le s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain, ordonnateur et deux dud. Conseil qui mectront ces motz (noz pressens) et sera faict registre des mandementz, tant de despence que recepte, séparément.

Le seigneur de la Mosson et de Vebron ont dict estre advertis et plusieurs de la noblesse que led. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain despuys peu de jours auroit achapté ung cheval barbe du capp<sup>ne</sup> Bimard pour la somme de deux cens escutz revenant cinq cens livres, laquelle luy est encores due; et pour ce que led. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain se seroit employé pour le pais en sa charge durant troys moys avec grand travail et dilligence, dont le pais luy est de beaucoup attenu, seroyent d'advis que lad. somme feust donnée aud. s<sup>r</sup> pour l'acquicter envers led. Bimard, dez deniers dud. pais, et sur ce estre besoing que lad. assemblée prins delibération.

Sur quoy a esté conclud que lad. somme de cinq cens livres sera donnée aud. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et payée aud. Bimard de la bource dez deniers du pais, et pour cet effaict lad. assemblée mande à sire Jehan Deyron, recepveur général, bailler et desliver lad. somme de cinq cens livres des deniers du pais, et promect lad. assemblée la luy allouer en ses comptes, et commande à moy dict greffier despecher led. mandement.

Du jedy septiesme jor dud. moys de matin à sept heures, au lieu que dessus. Se sont pîtés M<sup>r</sup> Pierre d'Airebaudouze et Jehan de la Plasse, ministres, depputés par l'assemblée de la classe synodale, convocquée aud. Nismes, qui ont dict que au payement de l'estat et gaiges dez ministres et pasteurs par moyen de certaine commission dressée au s<sup>r</sup> de Franqueville pour la saisie des revenus des biens ecclésiastiques, revenus au grand préjudice aux Églizes, supplient lad. assemblée ordonner le payement seurs et certains, tant pour les ministres servans que les ministres décédés, singulièrement à la guerre et camp de messieurs les Princes. Neaulmoingz soit ordonné par leurs grandeurs que la discipline ecclésiastique est

observée suyvant la parole de Dieu pour la correction dez escandalles et pour réprimer les mocqueurs et comptanteurs du S<sup>t</sup> Évangille, et qu'il en soit fait remonstrance à leurs grandeurs. Aussi pour y pourvoir et en obtenir déclaration que, où il adviendrait, qu'il y eust traité de paix pour le bien et utilité du royaume et autrement, comme est contenu en la remonstrance escripte en papier de telle teneur :

« Seront suppliés leurs grandeurs enjoindre aux gouverneurs des provinces et officiers de leur justice de tenir la main, chacun en droict soy, à ce que les corrections et censures ecclésiastiques, faictes aux concistoires suyvant la discipline reçue ez Eglizes de France contre les escandalleux, ayent leurs cours et que ceulx qui se monstrent contumax ou rebelles à icelles, soyent contrainctz par leur autorité d'y obéir.

« Et que en cas de traicté de paix, plaise à leurs grandeurs se souvenir de cet article et obtenir que ceulx quy s'advouent de la Relligion, soyent assubjectis à la discipline ecclésiastique receue ez Églizes refformées de France, et qu'il soit enjoinct aux magistratz et officiers, chacun en droict soy, de tenir la main à ce quelle soit observée et exécutée contre ceulx de ladite Relligion attendu qu'ilz se y sont desja assubjectis, d'autant que cela importe beaucoup tant pour la repurgation dez vies, que pour retenir chacun en son devoir soubz l'obeyssance du Roy et de ses officiers.

« Que, attendu la notoire pauvreté du pais et les charges ordinaires que le pouvre peuple a portées, les fouldes que ceulx de la Relligion ont souffertes et mesmes les plus zellés et affectionnez, et que en ce pais principalement les Eglizes sont comme en possession tant durant les troubles que durant le temps qu'on nommoit paix, de payer les ministres et pasteurs ez deniers ecclésiastiques et que mesmes les prellatz et autres ecclésiastiques romains ont esté contrainctz pour la plus part d'arranter leurs bénéfices à ceste condition que lesd. ministres feussent paieez, d'autant qu'on ne peult autrement tirer les dismes et autres debvoirs ez particulliers, seront suppliez leurs grandeurs ordonner assignation auxd. pasteurs sur les deniers ecclésiastiques à raison de ii<sup>e</sup> livres pour an pour le moingz à ceulx qui sont mariez et de cent cinquante livres aux non mariez, à payer par cartiers avancés et d'avoir esgard aux vefves et familles de ceulx qui sont mortz ou demeurez au camp, sellon la nécessité et nombre dez personnes, comme fait a esté jusques à présent, car, ce faisant, les estatz assurent leurs grandeurs qu'il en reviendra davantaige au public du général que si on le fait autre-



mant; outre ce qu'il en réussira ung bien inestimable pour toutes les Eglizes, lesquelles sans cella demeureront indubitablement ruynées par l'ingratitude dez particulliers, comme l'expérience l'a fait voir en plusieurs au grand préjudice du public.

« Et en cas de traicté de paix, plaise à leurs grandeurs n'oblier point cest article pour obtenir une chose si juste et raisonnable et qui reviendra au plus grand advantaige de la Relligion, que l'on ne sçauroit estimer que les ministres de la religion refformée soyent payéz des dismes ou autres revenuz ecclesiastiques et qu'on leur assigne quelque estat honneste duquel ilz se puissent entretenir et pourvoir honnestement d'habillemens, livres et autres choses nécessaires. »

Conclud que l'assemblée depputeront aulcungz du corps d'icelle pour en communiquer avec le s<sup>r</sup> de Franqueville et s'il est besoing les dolleances et remonstrances desd. ministres seront envoyées ausd. seigneurs Princes pour les depputez que lad. Assemblée pretend envoyer.

Dud. Jour de rellevée, une heure après midy, ou que dessus; la prière faicte, sur les pointz proposés et requis par Mons<sup>r</sup> de Franqueville, a esté advisé et conclud que, attandu la pauvreté du pais ruyné par l'occupation des adversaires, incursions et invasions ordinaires et la grande folle que led. pais a esté constraint souffrir longuement et le peu d'estandue qu'on tient es presens diocèzes et que l'ennemy est entremeslé par tout et qu'il seroit malaisé de fere séparation et recerche dez lieux desquelz on peult tirer deniers et subvention pour effectuer, esgallizer icelle, — qu'il sera faicte remonstrance à mesd. s<sup>rs</sup> les Princes de l'estat et pauvreté dud. pais et qu'ilz seront suppliés les volloir sollaiger; neanmoingz pour monstrier le désir et volloir qu'ilz ont à la cause de Dieu, qu'ilz soubstiennent et s'evertuent par dessus toute leur puissance, veu l'urgence dez affaires de mesd. s<sup>cs</sup> les Princes, leur sera faict offre et aud. s<sup>r</sup> de Franqueville leur payer et desliver la somme de vingt mil livres pour toute l'imposition desd. deniers royaux, deppendents et assessoires d'iceulx, que pourront estre demandés pour l'année présente et ce pour les diocèzes [de] Montpellier, Nismes, Uzès, Gevaüddan, Viveroys, payables, la moitié dans le moys de mars prochain par anticipation et les deux carts restantz aux cartiers ordinaires; et néanmoingz, outre ce, les deniers de l'équivalent que demeureront ausd. s<sup>rs</sup> Princes et sans ce que Mesd. seigneurs les Princes soyent chargés de payer les pentions assignées, deues sur l'imposition ordinaire, lesquelles le pais se charge

acquitter et satisfaire à ceux qui seront deues estantz de la Religion, de celles dez papistes estantz partaigés selon l'article ez biens et revenus desd. papistes; et pour déclarer lad. offre aud. s<sup>r</sup> de Franqueville, conférer et arrester avec luy, ont esté esleuz led. s<sup>r</sup> de Montvalhent, de Montpezat, de Clausone, deputez de Montpellier, le premier consul de Nismes et led. juge d'Anduze, que despuis ont rapporté avoir déclaré aud. s<sup>r</sup> de Franqueville l'offre despuis et conféré avec luy dud. fait. Lequel leur auroit respondu qu'il n'a aulcung pouvoir desd. s<sup>rs</sup> Princes pour accepter, lad. offre, accepter ny conclurre aucune chose pour le fait d'icelle avec la présente assemblée; se fera entendre leur offre à leurs grandeurs par la première despeche par devers lesd. seigneurs Princes, pour obtenir leurs declarations de leur volloir et intention et jusques à ce seroit surcis à la poursuyte de l'extraction de lad. imposition. Toutesffoys pour pourvoir à ce que, lad. offre n'estant acceptée par lesd. sgrs Princes, il ne feust besoing derechef fere autre assemblée et convocation des estatz, led. s<sup>r</sup> de Franqueville remonstre que l'assemblée doit imposer et mettre sus à part et en ligne separée lad. imposition ordinaire de la tailhe, en la forme présente et contenue en la commission desd. s<sup>rs</sup> Princes.

Quant au domaine du Roy, rentes et revenus qui en deppendent, l'assemblée n'empêche que ne soyent prins par lesd. s<sup>rs</sup> Princes pour la subvention de la cause, sauf qu'ilz seront suppliez satisfaire aux officiers du siège royal et présidial leurs gaiges, attendu que le Roy doit justice à ses subjectz à ses despens et qu'il a accoustumé de tout temps les payer, sont assignés sur le domaine et gabelle, et le pays ne les a oncques payés.

Pour le regard de l'arrantement et assencement dez benefices et vante du temporel des ecclesiastiques, l'assemblée n'empêche lesd. s<sup>rs</sup> Princes, sauf qu'ilz soyent suppliez de satisfaire le salaire et gaigne des ministres dez Églizes refformées à la taxe des premiers troubles et continué en temps de paix, bien que a esté aulcunement restraincte en la dernière assemblée tenue au mois de decembre, que ne doit à present estre observée veu la cherté *des fruitz et vivres despuis augmentée*. Et en ce que concerne les biens *dez papistes fuitifz et revoltex vollontaires*, que Mesd. s<sup>rs</sup> les Princes reservent la moytié pour leurs finances. Leurs grandeurs seront suppliez et led. s<sup>r</sup> de Franqueville adjuger au pais les meubles desd. papistes fuitifz et revoltés vollontaires et n'en faire aucune saisie ne accenssement de ceux qui tiennent leurs maisons et familles, que portent les charges, bien qu'ilz soyent absents, à ce

que aient ferme maison, ceulx de la Relligion tant plus chargés, et tenuz porter leurs charges, et qu'il soit aussi faict distinction dez revoltez vollonteres et forcés.

Quant aux buttins dont lesd. s<sup>rs</sup> Princes retiennent le tiers d'iceulx que sont prins hors combat, que lesd. s<sup>rs</sup> Princes seront suppliez fere garder ce que a esté ordonné et respondu au cayer des remonstrances au moys d'octobre dernier.

Et pour le regard des restes des impositions de l'ayde et octroy et autres royaulx, demandés par lesd. s<sup>rs</sup> Princes pour l'année dernière escheue mil V<sup>e</sup> Lxix et partie de l'année Lxx Viiij du domaine du Roy, des biens ecclesiasticques et autres cotizations, lesd. Princes et led. S<sup>r</sup> de Franqueville seront suppliez ne fere aucune demande pour le regard de la ville de Nismes et autres lieux, qui ont esté occupez par les adversaires. Et quant aux autres lieux, veu que le pais a esté conservé par moyen desd. deniers, qui n'en soit faict aucune recerche (*sic*) et les comptables n'en soyent mollestez d'aucune chose pour le passé. Et touchant les vigueries d'Anduze, Saulve, Vigan et autres qui firent offre au moys d'aoust dernier, en acquiement de l'emprunt requis par lesd. s<sup>rs</sup> Princes et leurs cotités des derniers royaulx, faire valloir la vante [des biens] ecclesiasticques trente mil livres, ou payer lad. somme dans ung moys, que il sera remonstré ausd. s<sup>rs</sup> Princes que lesd. vigueries ont faic leur debvoir en ce ayant surdict dez biens ecclesiastiques pour plus que lad. somme dans le terme contenu; bien que lesd. s<sup>rs</sup> commissaires n'ayent despeché les bailz et parachevé la procédure dans led. moys et terme, causant aussi l'abus commis par aucun dez commissaires substitués par eulx, que ne auroyent gardé les sollempnités en ce requises, de manière que le retardement n'est proveu de leurs faictz et s'il plaict ausd. s<sup>rs</sup> Princes continuer lad. vente desd. biens ecclesiasticques, offrent encores lesd. vigueries faire valloir à lad. somme lesd. ventes, si faict n'a esté, et moyenant icelle somme, supplient estre deschargés de toutes choses du passé.

Aussi supplient led. S<sup>r</sup> de Franqueville proceder à l'installation de la justice suyvant la commission à luy décernée par lesd. s<sup>rs</sup> Princes.

Et ont esté deputez ceulx que dessus pour derechef avoir conférence avec led. S<sup>r</sup> Franqueville.

Du vendredi dix septiesme jour dud. moys à une heure après midi, ou que dessus se sont présentés M<sup>e</sup> Estienne Sanglier, docteur ez loix, et Anthoine de Mars, scindic et deputé pour le hault et bas Viveroys, qui ont demandé estre excusez de ce qu'ilz n'au-

royent peu comparoistre au commencement de ceste assemblée, causant la dinstance dez lieux et empeschemens par eulx allégués, et ont requis communication dez delibérations et qu'ilz soyent receuz en la présente assemblée commé uniz à la Cause et estans ung mesme corps dez diocezes convocqués, et qui ont fait union et confédération mesmes suyvant la dernière assemblée tenue en decembre en la présente ville; ce que leur a esté octroyé, ayant ordonné tout ce que l'assemblée avoit fait cy dessus.

Aussi se sont présentés M<sup>e</sup> Anthoine Boscher, notayre royal, Jehan Trial, envoyés de Genolhac, S<sup>t</sup> Frezal et autres lieux du Hault Vzaige qui ont requis estre receuz, ce que leur a esté accordé advouant tout ce dessus.

Sur la demande faicte par Messieurs du Daulphiné pour estre secoreuz au voiaige qu'ils auroyent entrepris.

Conclud que Monseigneur de S<sup>t</sup> Romain sera supplié d'y pourvoir, appellés monsieur de la Mosson, le premier consul de Nysmes, et deputés de Gevaudan et Sanglier de Viverois, advouant ce que par eulx sera fait.

Sur le fait dez garnisons de toutes les villes, lieux et fortz de toutes les cinq diocèzes du gouvernement de Monseigneur de S<sup>t</sup> Romain, dez cappitaines et nombre dez soldatz que y seront retenuz et dez compagnies et nombre dez gens à chival, après ce que les depputez, cy dessus nommez, ont rapporté, la conférence faicte avec Mons<sup>gr</sup> de S<sup>t</sup> Romain, a esté conclud que en la garnison de la ville de Nismes y aura quatre cens soldatz: Bellegarde<sup>1</sup>, dix; Beauvoysin<sup>2</sup>, cinq; et Caillar<sup>3</sup>, vingt cinq, commandés soubz ung mesme chef, Vauvert à la garde du Seigneur [de Vauvert]; Massilhargues<sup>4</sup>, cinquante; le pont de Lunel<sup>5</sup>, dix; le mollin de Carrière<sup>6</sup>, cinq; le mollin du Trau<sup>7</sup>, rien; le mollin de S<sup>t</sup> Michel<sup>8</sup>, rien; Congénies<sup>9</sup>, rien; Ville-Vielhe<sup>10</sup>, trente; Montpezat<sup>11</sup>, dix; Car-

1. Bellegarde, canton de Beaucaire.

2. Beauvoisin, canton de Vauvert.

3. Caylar (Le), canton de Vauvert.

4. Massilhargues (Marsilhargues), canton de Lunel (Hérault).

5. Pont-de-Lunel, commune de Lunel (Hérault).

6. Moulin de Carrière, commune d'Aiguesvives, sur le Vidourle (Gard).

7. Moulin du Trau, commune de Saint-Laurens-d'Aigouze (Gard).

8. Moulin de Saint-Michel [-de-Varanegues], commune d'Aimargues (Gard).

9. Congénies, canton de Sommières (Gard).

10. Ville Vielhe (Villevielle), canton de Sommières (Gard).

11. Montpezat, canton de Saint-Mamert (Gard).



mas<sup>1</sup>, rien; Campagnes<sup>2</sup>, vingt; Beaulieu<sup>3</sup>, vingt; Saulve, Corcone<sup>4</sup>, Quissac, Suelhes<sup>5</sup>, cent; Venotre (Vezénobres?), vingt cinq; S<sup>t</sup> Martin<sup>6</sup>, vingt cinq; Vignan [Vigan] douze (*sic*); Mairueys<sup>7</sup>, quarante; Aulas<sup>8</sup>, quatre; Sumène, six; Montdardier<sup>9</sup>, trante; S<sup>t</sup> Marcel<sup>10</sup> [de Fontfoulhouse], gardé aux despens du s<sup>r</sup>, autrement desmantellé; Ganges, dix; Brissac<sup>11</sup>, dix; S<sup>t</sup> Jehan<sup>12</sup>, de Buèges, dix; Serviès<sup>13</sup>, vingt; Sanilhac<sup>14</sup>, quatre; la Tour S<sup>t</sup> Chapte<sup>15</sup>, six; Bocoyran<sup>16</sup>, cinq; Moussac<sup>17</sup>, desmantellé; Brignon<sup>18</sup>, Ners<sup>19</sup>, Servas<sup>20</sup> et Montz<sup>21</sup>, vingt cinq; S<sup>t</sup> Ambrueys (Ambroix), quinze; Barjac, quarante; Montclux<sup>22</sup>, six; Verfuel<sup>23</sup>, comme a la coustume d'estre gardé; S<sup>t</sup> Laurens<sup>24</sup>, Les Vans<sup>25</sup>, cent; Villefort<sup>26</sup> avec Yverne<sup>27</sup>, cinquante; S<sup>t</sup> Jehan de Marvéjoulz<sup>28</sup>, dix; Florac<sup>29</sup>, huic-

1. Carmas (n'est-ce pas Carnas, canton de Quissac?).
2. Campagnes (Campagne, commune de Nîmes ?)
3. Beaulieu, commune de Beaucaire; ou Beaulieu, commune de Marguerittes (Gard).
4. Corcone, canton de Quissac (Gard).
5. Suelhes ou Suels (Les), commune de Saint-André-de-Majencoules (Gard).
6. Saint-Martin (impossible de déterminer de quel Saint-Martin, si nombreux dans le Gard, il s'agit).
7. Mairueys [Meyrueis] (Lozère).
8. Aulas, canton du Vigan (Gard).
9. Montdardier, canton du Vigan (Gard).
10. Saint-Marcel [de-Fontfoulhouse] (aujourd'hui commune des Plantiers), commune de Valleraugue (Gard).
11. Brissac, canton de Ganges (Hérault).
12. Saint-Jehan-de-Buèges, canton de Saint-Martin-de-Londres (Hérault).
13. Servies ou Serviès, canton d'Uzès (Gard).
14. Sanilhac, canton d'Uzès (Gard).
15. La Tour-Saint-Chapte, arrondissement d'Uzès (Gard).
16. Bocoyran [Boucoiran], canton de Lédignan (Gard).
17. Moussac, canton de Saint-Chapte (Gard).
18. Brignon, canton de Vezénobre (Gard).
19. Ners, canton de Vezénobre (Gard).
20. Servas, canton d'Alais (Gard).
21. Montz [Mons], canton d'Alais (Gard).
22. Montclux [Montclus], canton du Pont-Saint-Esprit (Gard).
23. Verfuel (Verfeuil), canton de Lussan (Gard).
24. Saint-Laurens [-d'Aigouze ?] (Gard).
25. Les Vans, diocèse d'Uzès (aujourd'hui département de l'Ardèche).
26. Villefort, diocèse d'Uzès (aujourd'hui département de la Lozère).
27. Yverne [Hiverne], canton de Genolhac (Gard).
28. Saint-Jehan-de-Marvéjoulz [Marvéjols], canton de Barjac (Gard).
29. Florac (Lozère).

tante; Montvalhent<sup>1</sup>, six; S<sup>t</sup> Jullian<sup>2</sup>, deux; S<sup>t</sup> Laurens<sup>3</sup>, deux; Saint Estienne<sup>4</sup>, quatre; Fressac<sup>5</sup>, se gardera comme dessus; Lozère et le pont de Montvert<sup>6</sup>, pour cavallerie; Lussan<sup>7</sup>, doutze soldatz; Challancon<sup>8</sup> et maison seulle huictante soldatz; Pailhares, trente soldatz; Beaufre (Boffre)<sup>9</sup>, trente; de Chaillar<sup>10</sup>, cinquante; le Posin (Pousin)<sup>11</sup>, cent vingt; Albenas (Aubenas)<sup>12</sup>, cinquante; Salavas<sup>13</sup>, trente; Valon<sup>14</sup>, quinze; La Gorce<sup>15</sup>, vingt; Vessaulx [Vesseaux]<sup>16</sup> desmantellé; Valz<sup>17</sup> se garderont ou desmantellé; Brozet<sup>18</sup>, quinze soldatz. Tout ce dessus, sauf le bon plaisir dud. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain, qui pourra modérer, amoingdrir ou augmenter lesd. garnisons, comme il verra estre expediant pour la seurté du pais.

A esté taxé and. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain pour son estat, norriture et entretènement la somme de cinq cents liures, chacun moys à commander cy après, quand bon luy semblera.

Au grand Maitre d'artillerie six vingtz livres; au colonel d'infanterie, cent cinquante livres; au sergent majour, soixante livres; au maitre du camp, quatre vingtz livres; au cap<sup>no</sup> de la garde, quarante livres; vingt quatre soldatz de la garde, setze (*sic*) livres chacun que revient troys centz quatre vingtz quatre livres, dix sept soulz; capp<sup>no</sup>s des gens de pied a soixante livres chacun : mil vingt livres; dix sept lieutenantz à quarante livres chacun : six centz quatre vingtz livres; dix sept enseignes à trente livres chacun : cinq centz quarante livres; trente quatre sergentz, setze livres chacun : cinq

1. Montvalhent [Montvaillant], commune de La Salle Prunet, canton de Florac (Lozère).

2. Saint-Jullian [-d'Arpahon], (Lozère), canton de Barre.

3. Saint-Laurens [-de-Trèves], canton de Florac (Lozère).

4. Saint-Estienne [-de-Valfrancesque], canton de Saint-Germain-de-Calberte (Lozère).

5. Fressac, ce doit être Saint-Frezal-de-Ventalon, canton du Pont-de-Montvert (Lozère).

6. Pont-de-Montvert (Lozère), arrondissement de Florac.

7. Lussan (Gard), arrondissement d'Uzès.

8. Challancon [Chalançon], canton de Vernoux (Ardèche).

9. Beaufre [Boffres], canton de Vernoux (Ardèche).

10. Le Chaillar [Chaylar], arrondissement de Tournon (Ardèche).

11. Le Posin [Pouzin], canton de Chomerac (Ardèche).

12. Albenas [Aubenas], arrondissement de Privas (Ardèche).

13. Salavas, canton de Vallon (Ardèche).

14. Valon [Vallon], arrondissement de Largentière (Ardèche).

15. La Gorce, canton de Vallon (Ardèche).

16. Vessaulx [Vesseaux], canton d'Aubenas (Ardèche).

17. Valz [Vals], canton d'Aubenas (Ardèche).

18. Brozet (Gard ?)

centz quatorze livres: cinquante ung caporal à douze livres chacun : six cents douze livres: cent deux lansses espersades, dix sept livres; dix sept forriers à dix livres chacun : cent septante livres: quinze [centz] treize soldatz faisant avec lesd. caporalz, forriers et tambours dix sept cens hommes que sont cent pour compaignie, oultre les chefs, au feur de sept livres chacun desd. quinze centz treize soldatz : dix mil cinq centz quatre vingt unze livres. Au conterollement et autres officiers de lad. artillerie, cent quatre vingtz unze livres: pour les espions cent livres: somme touteille [totale] dix sept mil huit cens cinq livres.

A Messieurs du conseil dud. S<sup>r</sup> a esté taxé, scavoir : au S<sup>r</sup> de la Mosson chacun jour troys livres: au S<sup>r</sup> de Vebron deux livres: à Mons<sup>r</sup> Fayver, vingt soulz en ville et quarante hors ville: à M<sup>r</sup> Jehan Astier quinze soulz, hors ville trante soulz: à l'advertisseur doutze livres le moys; l'huissier sera payé de ses vacations à la taxe dud. S<sup>r</sup> et de son conseil qui pourront aussi augmenter sellon leurs mérites et vacations.

Et pour le regard de la cavallerie, led. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain, gouverneur, sera supplié la réduire a cinq centz chevaux en toutz lieux qu'il advisera à la moingdre folle <sup>1</sup> du pais que fere se pourra.

Et que led. S<sup>r</sup> sera supplié despartir la cavallerie réduite a cinq centz chevaux sur les quatre diocèzes de Montpellier, Nismes, Uzès et Gevaudan proportionnablement scavoir : pour le diocèse dud. Montpellier, quarante chevaux; Vzès tant hault et bas, trante chevaux; Gevaudan, cinquante cheuault; Nysmes, deux centz septante cinq chevaux. C'est quant à lad. diocese de Nysmes. En la ville de Nysmes cent et dix chevaux; Bellegarde et autres lieux de la viguerie de Beaucaire tenuz six chevaux; en la viguerie d'Anduze trante cinq chevaux; Vigan, quarante cinq; Saulve, trante troys cheuault; la viguerie d'Aimargues et Vauvert, quinze chevaux; desquelles vigueries lesd. chevaux seront norris et entretenuz suyvant led. despartement, et en cas d'augmentation, suyvant lesd. articles, et où il adviendroit que pour quelque necessité ou par commandement dud. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain lad. cavallerie feust employée en l'une des vigueries, la despence sera despartie par folle sur le général desd. quatre diocèzes, en y faisant sesjour plus que de deux jours, et ne sera taxé pour la despence d'homme et cheval revenant en folle, la somme de dix soulz chacun pour tant seullement.

Sera supplié led. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain bailler taxe certaine pour cha-

1. Foule, dommage.

cun homme à cheval, n'excedant quinze soulz pour jour et des chefs et membres, suyvant son bon plaisir, sera au choix de l'hoste fournir la norriture ou lad. taxe et argent.

Aussi sera supplié fere puplier [publier] les articles de règlement et discipline militaire faict par messieurs les Princes le XXV<sup>e</sup> décembre dernier et ordonner qu'ilz seront inviolablement observez.

Que les soldatz dez garnisons cy dessus ordonnés seront payés de leur solde de huictaine en huictaine, commanceans dez le vingtiesme de ce moys, et à ces fins les consulz dez villes et lieux où lesd. garnisons sont ordonnez, recouvreront, pour ce fere, mandement dud. S<sup>r</sup> de moys en moys ou de quinzaine en quinzaine, comme sera le bon plaisir dud. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain.

Et pour le moys prochain commencent led. XX<sup>e</sup> february, les consulz desd. vigueries, où lesd. garnisons sont ordonnées, pourront pour led. moys, payer tant seulement lesd. garnisons par advance à la charge de leur estre alloué ausd. cottisations faicte par lad. solde; en ayant et recepvant mandement dud. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain; et rapporteront lesd. vigueries leur monstre et acquiet dud. paiement dans quinzaine après led. moys à mond. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et à messieurs de son conseil, et pour fere led. paiement et advance, les consulz des villes capitalles dez vigueries pourront respectivement convocquer et assembler les lieux particulliers, et où y auront aulcungz reffusans satisfaire à lad. advance, pourront emprumpter les deniers necessaires aux interestz et despens desd. particulliers.

Que demourant la cavallerie en garnison soubz la cornette, les lieux où le despartement a esté faict, payeront au feur de quinze soulz pour homme à cheval, lesquelz quinze soulz seront prins par les consulz du lieu où lad. cornette sera residante pour ensatisfaire ceux qui feront la despence, sans que lesd. soldatz puissent demander lesd. quinze soulz leur estre baillez.

Du Sabmedy dixhuictiesme jour de ce moys de febvrier, de matin à sept heures, au lieu que dessus.

Conclud que monseigneur de S<sup>t</sup> Romain et mons<sup>r</sup> de Franqueville seront suppliez ne ordonner aulcungz gaiges ne despans sur les lieux, villes et particulliers pour les commissaires vaccans aux commissions par eulx despéchées, ne aulcung deffrayement pour les envoyer par messieurs les Princes, si n'est que ce feust sur les impositions et deniers des finances desd. S<sup>rs</sup> Princes, destinez pour le général de la Cause.

Pour ouyr les comptes de messieurs les consulz de Nismes quant



à la despence faicte durant troys septmaines après la prinse de la ville, pour l'entretènement dud. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain, commis à mes<sup>rs</sup> de Montpezat, Bosquer (ou Bosquier), de Cantalupa et de la Moline.

Conclud que les commissaires généraulx dez vivres et munitions seront revocqués tenans les commissaires particulliers dez vigueries.

Messieurs les juges d'Allez et d'Anduze, le docteur Charron et sire Bernard Guiraud continuez et confirmez pour la poursuyte et faction de l'artillerie que se faict aud. Anduze, sans estat.

Dud. jour de relevée, à une heure après midy, la prière faicte.

Ouy le rapport des deputez sur la conférence avec le S<sup>r</sup> de Franqueville, a esté conclud que ne sera faicte autre imposition pour la présente année que celle que a esté faicte le second de décembre dernier de l'assemblée des estatz tenuz en la présente ville, de la somme [de] troys vingt mil neuf centz soixante sept livres quatorze soulz dix deniers sur les diocèzes entières de Montpellier, Nismes, Viveroys, Vzès, Gevaudan et partie de Lodeve, laquelle sortira à effect pour la somme de deux centz huictante sept mil quatre cens nonante troys livres onze soulz, deux deniers (tournois) sur les entières diocèses de Montpellier, Nysmes, Vzès, Viveroys, Gevaudan. attandu qu'on ne tient à présent aucune chose du diocèse de Lodève, et ce tant pour les deniers royaux, subventions faictz, fraiz et affaires du pais, payables la moitié dans le moys de mars prochain nonobstant aultre dellay que se pourroit trouver contenuz aux mandementz despechés par erreur, quant à ce, et l'autre moitié au quartiers suyvens ordinaires, et de lad. somme sera prinse et acquittée la somme de vingt mil livres tz [tournois] que lesd. cinq diocèses ont octroyés à messeigneurs les Princes et à M<sup>r</sup> de Franqueville général intendant des finances pour lesd. deniers royaux et subventions de l'armée, et dont sera faicte supplication ausd. S<sup>rs</sup> Princes accepter lad. offre et les acquicter de toutz deniers royaux et subventions, et seront les deniers desd. cotizations, nonobstant le contenu aux mandementz sur ce despechés, portés et remis en la présente ville de Nismes ez mains du recepveur général; ordonne, quant à la somme de dix mil livres payable le dernier de mars venant à Mesd. seigneurs les Princes, dans le vingtième mars venant (*sic*) et en deffault d'avoir remis lad. somme de dix mil livres par tout led. XX<sup>me</sup> mars, l'assemblée donne charge et mandement aux consulz de la ville de Nysmes et messieurs du conseil de M<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain emprumpter les sommes deffailhans que ne seront remises à lad. recepte à interestz, à ce que le payement desd. dix mil livres puisse estre effectué aud. dernier de mars; et tant

pour le principal desd. cottités deffailhantz, que interestz, led. pais a donné puissance ausd. consulz et conseil du pais fere et passer au nom dud. pais toutes les obligations requises, avec puissance de rellever indempne de toutz domaiges et interestz, sauf que les villes et lieux deffailhans indemniseront respectivement led. pais desd. obligations. Et de mesmes pourront lesd. villes et lieux avoir recours contre les recepveurs et leurs commis, et recepveur sur les particuliers comme de raison, et pour plus grand assurance de ce, les consulz, dez cheffz dez vigueries presentz, se sont rendus etrangent nomminateurs dud. pais avec toutes obligations necessaires.

Conclud que les habitans de la ville de Nismes et autres semblables lieux pour lad. imposition generale ou autres cottizations *que se pourroyent yci après fere*, se pourront sollaiger *sur les papistes et imposer* sur ceulx du pais la somme de quatre soulz pour livre ou autre plus ample, sauf le bon plaisir dud. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain.

Conclud, quant aux impositions des années mil V<sup>e</sup> soixante huit, soixante neuf et autres précédantes, tant par les deniers royaulx que autres, n'en sera faicte aulcune exaction de ce que reste à exhiber ou aulcune chose y auroit, et inhibe aux exhacteurs particuliers ou autres n'en fere aulcune exaction, saulx aux comptables de randre compte, comme il appartient.

Sur la requisition faicte par les consulz à ce que soyent rambourcés des fraiz, fournitures et mises formés et frayéz durant troys moys au camp que a esté faict et tenu contre le chateau dud. Nismes, et que les impositions faictes par les commissaires généraulx du mandement du seigr de S<sup>t</sup> Romain, qu'est de bledz et moutons, conclud que lesd. impositions seront cassées et l'exécution n'en sera continuée, et ceulx qu'on paye, seront rambourcés, si n'ont esté employés, et sur le rambourcement pour les fournitures requises par lesd. consulz, leur sera pourveu aux et général despartement d'icelles, à quoy lesd. consulz ont declairé ne volloir acquiesser, ains en avoir recours où il appartient, la présente assemblée n'en pouvant déterminer pour y avoir interestz, et d'ailleurs ne pouvant entreprendre sur l'auctorité de mond. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain qui a ordonné lad. imposition comme concernant le général.

Pour le regard de l'imposition faicte en pouldre, suyvant la déclaration de décembre, ordonne quelle sortira à effect, et l'exaction sera continuée suyvant le despartement sur ce faict.

Aussi a esté conclud que monseigneur de S<sup>t</sup> Romain sera supplié pour le regard dez reffuzans satisfaire aux cottizations, ordonner qu'ilz seront contrainctz par guast (*sic*) et garnison.

Que l'article du conterollement dez payementz que se fairont aud. recepveur général aux particulliers dez vigueries, delibéré en l'assemblée de décembre, sortira à effect et sera observé, sçavoir, que les consulz dez villes adcisteront au payement et conterollement, ou tel de leur conseil, que commectront, sans esmollument ne vacation.

Que led. recepveur ne prendra aulcungz esmollumentz dez quictances particullières ne autres, que pour la generalle, cinq soulz tant seullement.

Que led. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain sera supplié ne permectre estre faictes aulcunes autres impositions, contributions ni exactions sur les lieux et villaiges, couchez (*sic*) à la cottization de l'imposition générale de la présente ou dernière assemblée, soit en général, ou en particullier, à peyne de concussion et larrecin. Ledict seigneur sera supplié fere cesser toutes aydes et contributions, dont on a uzé puis quelques jours, mesmes en la viguerie de Nismes, ez lieux et villaiges, pour les soldatz et chavallerie logés alheurs.

Que nulz ne seront exemptz dez logis dez soldatz, sergent, nobles, magistratz ou autres, pour quelques causes que ce soit.

Que pour le regard de ceulx de la Relligion que sont habitans en divers lieux, residans touteffoys en l'un d'iceulx, ne seront contrainctz de porter les charges de gendarmerie, emprumtz et logement des soldatz. Que au lieu de leur résidence, sauf que les impositions que sont ou seront faictes à sol et livre, seront esgualisées en toutz leurs biens en quelque part que soyent assiz, suyvant disposition du droict.

Que led. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain sera supplié ne donner aulcung pouvoir à aulcung (*sic*) mareschaulx, forriers ou autres, bailler aulcungz logiz et bolletes pour les soldatz, si n'est aux consulz et depputez par la police.

Ordonne que chacune ville et viguerie que requerra gouverneurs particulliers, seront tenuz payer et satisfere leurs gaiges à leurs despens, et lad. ville qui les a requiz ou les voudra tenir en nom dez autres.

Et s'il plaict à monseign<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain ordonner aulcung gouverneur ayant compaignie, sera supplié ne leur donner plus grand estat que du capp<sup>ne</sup> ou gouverneur tant seullement.

Le scindic de Givauldan a requis leur estre permis recouvrer dez comptables les deniers des cottizations et emprumtz faictz ez derniers troubles par commandement de mons<sup>r</sup> de Thoras [Thoiras]; surquoy a esté respondu que l'assemblée n'empesche qu'ilz ne puissent poursuivre le recouvrement, comme bon leur semblera, à leur charge.

Aussi a requiz led. scindic leur estre octroyé une bonne compagnie de soldatz pour fere payer les impositions, repoulsser les corssees [courses] des ennemys; surquoy a esté respondu que leur despartement cy devant faict sortira à effaict, et supplie monsieur de S<sup>t</sup> Romain pourvoir aud. scindic pour le surplus.

Pareillement a requis led. scindic, Nycollas Pellet, recepveur d'Anduze, estre constraint leur rendre la somme de neuf vingtz livres par eulx baillés pour avoir forces à Castres, et que n'auroit esté faict. Sur quoy a esté conclud que les recepveurs de Gevaudan, Anduze et Saulve rendront compte et presteront la reliqua de ce qu'ilz ont administré et receu par dev. les depputez, commis à l'assemblée, tenue en Anduze, pour se rembourcer les ungz les autres, comme entre eulx sera advisé.

. Du dimenche dix neufiesme jour dud. moys de febvrier, à une heure après midy; au lieu que dessus, la prière faicte.

A esté conclud, attandu le despartement de la cavallerie cy dessus faict, et veu la grande folle que font les gens à cheval, estantz en la ville et viguerie de Nismes, que monseigneur de S<sup>t</sup> Romain sera supplié envoyer promptement lad. cavallerie aux vigueries contenuz aud. despartement à la plus grande comodité que fere se pourra.

Il est venu monseigneur de Franqueville, qui a remonstré avoir entendu les dellibérations arrestées par l'assemblée sur les pointz par luy proposés, mesmes pour le regard de l'ayde et octroy et imposition ordinaire que messieurs les Princes requerront pour la présente année, l'assemblée octroye ausd. S<sup>rs</sup> Princes la somme de vingt mil livres, qu'ilz offrent fere deslivrer, la moytié dans le dernier de mars et dez deux cartiers restans aux payes et cartiers ordinaires; ne peult led. de Franqueville contracter avec l'assemblée ny recevoir lad. offre. Led. s<sup>r</sup> en escripra ausd. s<sup>rs</sup> Princes et ou leurs grandeurs accepteront lad. offre, a remostré que le devoir de l'assemblée et desd. cinq diocèzes estre par ensemble adviser et prouvoir à ce que lesd. dix mil livres, payables dans le moys de mars, soyent apportées par toutz les diocèzes à la ville de Nismes et dellivrées par ung seul recepveur général et les autres dix mil livres aux cartiers susd.; et où leurs grandeurs ne voudroyent accepter lad. offre, que l'assemblée doibt nécessairement, puis qu'elle a esté ny aura autre imposition que celle de décembre dernier, arrester dhoies et desjà en ce cas la cottité, à quoy monte l'imposition, que leurs grandeurs commandent et ordonnent, que parelhe somme sera retranchée de la grande imposition de



décembre, pour les premiers deniers estre payé et satisfait en général et public de la cause, ayde, octroy et autres accessoires, portés par la commission dud. s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et par ses instructions; et quant aux impositions dez années mil V<sup>e</sup> soixante huict et soixante neuf que l'assemblée, suyvant la commission dud. s<sup>r</sup> gouverneur facee (*sic*) remectre toutes les impositions et acquietz par devers luy; et néamoingz pour les vigueries d'Anduze, Saulve et autres semblables, qui auroyent faict offre au moys d'aoust dernier, faire valloir les vantes et biens ecclésiastiques la somme de trente mil livres tz [tournois], ou payer lad. somme dans ung moys, ce qu'ilz n'auroyent faict que pour neuf mil et tant de livres. A requis, nonobstant la dellibération par l'assemblée prinse, estre satisfait à lad. offre pour les sommes restantes, nonobstant les interprétations faictes sur icelles, ausquelles leurs grandeurs n'auroyent aulcung esgard.

Quant au domaine du Roy, octroyé par le pais ausd. s<sup>rs</sup> Princes, en payant les gaiges dez officiers du greffe présidial, ne peult accorder lad. reservation par les missives et instructions qu'il a desdictz s<sup>rs</sup> Princes, ains doibt led. pais les payer et les gaiges du prevost et mareschal; et pour le regard dez revenuz ecclesiastiques, accordés ausd. s<sup>rs</sup> Princes, en satisfaisant les gaiges dez ministres, il ne peult accorder lad. restrinction sans déclaration desd. s<sup>rs</sup> Princes: Toutesfoys, de tant que le pais a acoustumé de payer lesd. gaiges sur lesd. revenuz, il ne touchera à lad. coustume, jusques autrement en soit ordonné et declairé par lesd. s<sup>rs</sup> Princes. Aussi a requis lad. assemblée constituer scindic pour fere poursuyte contre les gentilshommes et autres ayantz prins et retiré les biens et revenuz eccleziastiques, à ce que soit satisfait au volloir et intention desd. s<sup>rs</sup> Princes.

L'assemblée a declaré aud. S<sup>r</sup> de Franqueville, après plusieurs remonstrances, du désir qu'elle a d'ayder et subvenir ausd. s<sup>rs</sup> Princes, que leur offre pour l'ayde et octroy et autre imposition acoustumée et ordinaire dez deniers royaulx est au grand advantage des seigneurs Princes, veu la pouvreté du pais et l'avance des deux cartiers dans le moys de mars; et pressent (*sic*) l'assemblée deppputer delleguez ausd. s<sup>rs</sup> Princes pour en obtenir l'adveu et acceptation. Quant aux impositions dez années passées, a remonstré aud. s<sup>r</sup> de Franqueville, que ne peuvent estre repectés de tant que le pais en a esté concervé, que autrement heust esté ruyné et perdu, n'eust on fait le conquest de la ville de Nismes et aultres lieux, desquelz messieurs les Princes recepyront augmentation de leurs finances;

remonstroyent y avoir satisfait mesmes dans le moys (?) estant que dans icelluy auroyent esté faitz plusieurs acheptz et les baillz levés et les autres faitz, plusieurs surdictes hors le s<sup>r</sup> commissaire n'aye surseu continuer la procédure ou fait credit à plusieurs de surdisans (oultre ce que lesd. s<sup>rs</sup> commissaires auroyent subrogé), quelques commissaires particulliers que ayent fait certaines procédures dans led. moys par les abus par eulx mis, auroyent esté cassés, et lesd. ventes par ce moyen retardées; et si les deniers provenuz d'icelles n'auroyent esté apportées par devers messieurs les Princes de long temps après la culleton d'iceulx lever ausd. vigueries, et parce que encores lesd. vigueries offrent faire valloir lesd. ventes de trente mil livres, ne peuvent estre fortcloz de lad. offre, ayant esté accepter par lesd. s<sup>rs</sup> Princes et n'ayant tenu à eulx quelle n'aye esté effectuée (*sic*).

Le seigneur de Franqueville ayant remontré que ce dessus par eulx allegué, ne sera trouvé pertinent ne de mise et qu'ilz ne prent cella pour responce, ains desiroit et requeroit que en son absence il y feust meurement delibéré, c'est desparti de lad. assemblée. Et après a esté conclud que par les dellibérations cy devant prinse par l'offre desd. vingt mil livres et advancement dez deux cartiers et assignation de payement des cinq diocèses en la ville de Nismes est satisfait à tout ce que peult estre accordé aud. s<sup>r</sup> de Franqueville; et quant aux gaiges de messieurs les officiers, a esté dellibéré que, attendant responce du volloir et intention desd. s<sup>rs</sup> Princes, le pais satisfera lesd. gaiges ausd. officiers et au prevost pour prest sur les deniers du sel et gabelles que sont à ce destinés et sauf d'en obtenir remboursement, lhors qu'il y aura moyen fere porter sel aux greniers de lad. ville de Nismes ou autres du gouvernement, pour de la gabelle en provenant fere led. rambourcement, ou dez amandes et confiscations provenans dez condempnations données et à donner par messieurs de lad. justice souzb le bon plaisir et volloir desd. seigneurs, et au regard des trante mil livres, lesd. vigueries deputeront dellegués par devers lesd. s<sup>rs</sup> Princes pour obtenir déclaration pour l'acquitement d'icelles.

Pour poursuyvre les gentilhommes et autres qui se sont saisis des biens et revenus ecclésiastiques, ont esté nommé M<sup>e</sup> Bernard, Mas Jullien et Estienne Aulmeys, scindiez constituez ausd. fins, et au reste que le pais n'entend entrer en despens pour ce regard, ains que se sera leur pouvoir taxé par led. de Franqueville sur les parties ou sur les benefices, comme bon semblera aud. S<sup>r</sup>, et non sur led. pais.

Du lundy vingtiesme jour du moys de febvrier, de matin après sept heures, au lieu que dessus, la prière faicte.

Sur la requeste faicte par le prevost de La Rovièrre, à ce quil soit payé de ses gaiges pour le passé sans comprendre ce quil a receu, et pour le moys prochain, luy sera baillé la somme de cinquante livres des deniers du pais; et quant à son greffier mons<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain sera supplié y pourvoir avec son conseil, et cependant luy sera baillé cent soulz.

Sur la requeste par M<sup>e</sup> Pierre de La Faye, comme prevost de mareschal, conclud que le pais declaire ne le tenir en charge, et pour le passé luy sera baillé quinze livres non compris les autres quinze livres à lui adjudgées par messieurs du Conseil qu'il pourra recouvrer suyvant son mandement.

Sur la requeste présentée par le S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Cosme, gouverneur de Nismes, pour estre recompencé de ce qu'il a faict pour la prinse de la ville de Nismes et pertes à luy advenus, ordonné que luy sera baillé et dellivré dez deniers du pais pour chacun moys soixante livres tz [tournois], sur l'estat dez dix sept compagnies ordonnées au reiglement dez garnisons, sans comprendre ce que luy sera payé par la ville de Nismes.

Sur les requestes des capp<sup>es</sup> Baignolz, Jannet, Bimart et Merinhargues et soldatz ayant servy et faict pertes de chevaux, armes et autres semblables, conclud quil leur sera pourveu par mons<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et son conseil, comme il advisera s'il se trouve argent et fondz à la bource du pais, la gendarmerie payée.

Sur les requestes de Mathieu Gebillin et autres soldatz, blessés ou mallades, renvoyée à Monseigneur de S<sup>t</sup> Romain et son conseil pour y pourvoir comme ilz verront, et pour leur fere pourvoir leurs norritures et medicammentz sur le pais et autres soldatz blessez en combat ou couflé (*sic*).

Sur les requestes du capp<sup>es</sup> Botereau, conclud que luy sera baillé trente livres pour moys sur le pais et sur l'estat de lieutenant déclaire des compagnies ordinaires pour les garnisons.

Sur les requestes de Jehan Bagard, Pierre Mascaron, Vidal Viguiet et M<sup>e</sup> Vidal Laurens, conclud que ausd. supplians ensemble leur sera baillé la somme de cent escuz dez deniers du pays que sera desparti entre les supplians, ayans travaillé (*sic*) tant pour la prinse de la ville que aux mines, par les consulz de Nismes et leur conseil, appelé le S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Cosme gouverneur, sans à ce comprendre la gratiffication que lad. ville de Nismes leur pourra faire.

Sur la requeste des habitants de Vauvert et autres, requerant estre

deschargés dez garnisons, conclud qu'il leur sera pourveu suyvant le règlement ordonné par les garnisons de la gendarmerie cy dessus.

Sur la requeste présentée par Antoine de Tremollet, seigneur et baron de Montpezat, François de Pavée, seigneur de Servas, et autres, conclud que les supplians rendront compte préalablement dez prises proffictz, buttins, ranssons et impositions, si point en y a faictes durant leur administration et commandement, pour après, veu leurs comptes, estre proveu [pourvu] sur leurs réquisitions comme de raison.

A Monsieur Magni mandé venir pour les fortifications de la ville, est ordonné l'estat d'ung ministre sur les revenuz des benefices et le surplus de ce qu'il faudra et d'ung homme avec luy, mons<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et son conseil leur pourvoiront, et l'assemblée agréant ce que sera ordonné quant à ce.

Sera supplié mons<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain permectre aux habitans de Maulguio et autres de la marine circonvoysins sortir et mectre en mer leurs vins et huilles avec inhibition et deffence ne sortir aulcungz bledz et autres marchandises de contrebande.

Led. S<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain sera supplié du moys de mars prochain faire saisir sur le Rosne au Pousin les voiaiges de selz du pais et les employer aux affaires d'icelluy.

Sur la requeste présentée par les hommes de S<sup>t</sup> Laurens [d'Aigouze], conclud que M<sup>r</sup> sera supplié, pour le bien public et seurte du pais, desmanteller le mollin du Trau, si bien que l'ennemy ne s'en puisse fortiffier ne prevalloir, sauf que les habitans de S<sup>t</sup> Laurens pourront fere garder la payere [grenier à foin] dud. mollin et y avoir une cabunelle sans fort, pour la garde de lad. payere. Pourtant inhibition et deffence à toutz, mesmes aux habitans de Massilhargues, de toucher ne interesser en façon que ce soit, lad. payere, et lesd. proclamations seront proclamées par les rues et carrefours dud. Massilhargues et sur les confins de lad. payere.

Pour la munition generale morte, sera supplié mons<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain y pourvoir avec son conseil tant en chefz de vigueries que autres lieux nécessaires.

Quant à la munition de pouldres fornies par les vigueries de Saulve, Anduze, et chateau de S<sup>t</sup> Genieys, conclud que lesd. munitions, estantz en nature, leurs seront rendues, et pour le demeurant de ce que a esté despendu, se retireront à mons<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain et son conseil pour leur estre pourveu contre les redevables comme de raison.

Sur la requeste présentée par Jehan Deyron, recepveur général du pais, pour obtenir taux de ses vaccations, conclud qu'il luy est ordonné pour ses gaiges à l'advenir la somme de quarante livres pour



moys, et prandre cinq soulz dez quictances généralles et finalles et aulcune chose dez autres, et le pais se charge dez despens de la red-diction de ses comptes, et mons<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Romain sera supplié l'exam-pter de gendarmerie, attandu sa charge et recepte générale.

Conclud que les mand<sup>z</sup> de l'imposition cy dessus ordonnée, si fait n'a esté, seront despechés par les villes capitalles des vigueries et pour les quatre chefs dez vigueries non tenues par la religion, pour Beaucaire le lieu de Bellegarde sera pour la ville capitale; pour Allez — Vezénobre; pour Sommieres — Ville Vielhe; pour Airmargues — Vaulvert; où lesd. mandz seront dressez qui seront des-pechés, signés en forme deue et souffizante pour obvier aux fraudes et abuz.

Que toutz les articles dellibérés en l'assemblée de décembre non revoqués particullierement sortiront à effect.

Et pour pourter le cayer des dellibérations et dolléances à pré-senter à messieurs les Princes, fere les réquisitions et remonstrances et obtenir les provisions à ce nécessaires, commis et esleu messieurs de Balmefort et de Lasset, cons<sup>rs</sup> de Montpellier.

Et pour dresser led. cayer, depputez messieurs de Clausone, le premier consul de Nismes, M<sup>e</sup> Favier, docteur, et le S<sup>r</sup> de Vébron, aussi pour le S<sup>r</sup> du mandement du païs.

Et sera supplié monseigneur de S<sup>t</sup> Romain fere deslivrer argent ausd. dellegués à fere le voyaige comme ilz adviseront, jusques à la somme de cent escuz, sauf d'en rendre compte.

Sur la réquisition faicte par le premier consul de Nismes que les dépputez pour ouyr ses comptes de la despance de monseigneur de S<sup>t</sup> Romain faicte durant les premières troys septmaines de son arrivée en la ville de Nismes pour la prinse d'icelle, conclud que lesd. depputés vacqueront à lad. audition et de la somme que sera ar-restée par led. compte led. Davin, consul, sera remboursé des pre-miers deniers qui proviendront de l'imposition dud. Nismes concer-nant la quallité d'icelle, et mander au recepveur la luy allouer pour acqietement desd. comptes.

A esté taxé à moy notaire escripvant à lad. assemblée, deux testons pour l'extraict du procès verbal de lad. assemblée.

Aussi a esté taxé à Augier de Beaulieu et Raymond Rebotier, gardez dez portes, et à toutz deux esgallement, ung escu que leur sera payé incontinent.

DANDUZE, FAVIER, DAVIN, premier consul de Nismes.

## LA RÉFORME EN BÉARN

NOUVEAUX DOCUMENTS PROVENANT DU CHATEAU DE SALIES

1560 — 1572

(Fin<sup>1</sup>)

### X

#### Le Conseil souverain de Pau en 1572.

Le conseil souverain, plus tard (1620) parlement de Pau, inclina successivement d'un côté et de l'autre. Au commencement de l'année de la Saint-Barthélemy et peu de temps avant la mort de la reine, il n'hésitait pas à qualifier la messe d'acte d'idolâtrie, et se disposait à sévir contre les gens de Bédeille, village situé près de Montaner, aux confins du Bigorre, où l'on avait rétabli le culte catholique, et il envoyait le seigneur de Loos ou de Lons pour informer promptement contre les coupables.

Le 13 juin 1572 Henry de Navarre, succédant à Jeanne d'Albret, écrivait au baron d'Arros, son lieutenant général en Béarn : « Je vous prie thenir la main surtout à l'observation des ordonnances ecclésiastiques ; car la dite feue Roïne, ma mère, m'en a chargé particulièrement par son testament. » (Bibl. nat., cabinet des titres, vol. 35.)

#### Extrait des registres du parlement.

Le 25 mai 1572 sur la remontrance verbale faite par le procureur général que au lieu de Bedeille<sup>2</sup> qui est en la présente souverai-

---

#### Extrait des registres du parlement.

Lo bint et cinq de may mille cinq cens septante dos suus la remontrance herbale feyte per lo procureaire general que au loeq de bedeile qui es en la presente sobiranitat de Bearn et obedience

1. Voy. plus haut, p. 365 à 375.

2. Bédeille, commune de 305 habitants, canton de Montaner, arrondisse-

neté de Béarn et obédience de Sa Majesté, depuis peu de jours on a dit des messes et fait autres actes d'idolatrie contre les ordonnances de Sa Majesté et qu'il y a danger que cela continue s'il n'y est promptement pourveu, étant informé du tout par un des seigneurs et y étant procédé comme de raison d'état, est commis le Seigneur de Loos<sup>1</sup> pour se transporter sur le dit lieu de Bedeille et autres endroits où il sera besoin et y informer promptement de ce que dessus et décréter ceux qu'il trouvera coupables.

Fait à Pau en conseil le dit jour et an.

SALEFRANQUE.

de Sa Mayestat despuix paucqs journ se son dittes misses et feyt autres actes d'idolatrie contre las ordonnances de sadite Mayestat et es danger de continuer si promptement no y es probedit estan informat deu tout per un deus seignours et estan procedit comme de rason destat es comettut lo Seignour de Loos per se transportar sus lodict loq de Bedeille et autres endretz on besoin sera et aqui informer promptement de so dessus et decretar los qui trobar coupables.

Actum a Pau en conseil lo dit jour et an.

Copie du temps, signée

SALEFRANQUE.

Nous sommes redevables de tous ces précieux documents à Mme Rose-Barnaud (Barnaud est un nom de la France protestante), qui a bien voulu nous donner le résidu des archives du château de Salies-de-Béarn. Parmi six quintaux de papiers et de parchemins de valeur fort diverse se trouvaient éparpillés ces actes du gouvernement de Jeanne d'Albret.

Ces manuscrits ont eu à souffrir de plusieurs déménagements, de leurs séjours sous des toits mal clos, dans des retraits visités par les pigeons stercoraires, les rats à la dent cruelle et les chats désobligeants. Certains textes étaient

ment de Pau, ne figure pas dans notre répartition des feux de Béarn (1549-1644). C'était, comme Tarasteix, une petite souveraineté; elle appartenait à Henry d'Albret, seigneur de Pons, seigneur souverain de Bèdeille, seigneur de Miossens, Coaraze, Gerderest, Verneuil, etc., qui épousa Anne de Gondrin, dame d'Escandeillac.

1. Loos Jean, baron de Lons, gouverneur de Pau pour Mongomery, puis premier écuyer du roi de Navarre en 1576; mort en 1611.

illisibles ; nous avons dû les soumettre à des opérations chimiques, comme les palimpsestes. Les trous seuls ont été muets.

M. le D<sup>r</sup> Dejeanne, maire de la ville de Bagnères-en-Bigorre, nous a aidé puissamment. Il a mis à notre disposition toute sa complaisance et tout son savoir, d'abord pour lire, puis pour traduire des textes difficiles.

Nous sommes heureux d'avoir occasion de remercier publiquement Mme Rose et M. Dejeanne, sans lesquels cette étude n'eût pas vu le jour.

CH.-L. FROSSARD, *pasteur*.

---

## LA SAINT-BARTHÉLEMY A BOURGES

### ET LES ASSASSINS DE COLIGNY

D'APRÈS UNE LETTRE INÉDITE DU 9 OCTOBRE 1572

#### I

Quelque nombreux que soient les documents que ce *Bulletin* a déjà publiés sur la Saint-Barthélemy, il s'en faut de beaucoup qu'il ait fait connaître tous ceux qui méritent d'être signalés ou mis au jour. L'an dernier, le compte rendu de notre assemblée rochelaise ne m'a permis de donner que quelques lignes inédites datées de l'année fatale, celles par lesquelles Lanoue annonce la rupture des négociations perfidement engagées par la Cour avec les Rochelais, après les massacres (Voy. *Bull.*, 1895, 476 et 666). Je puis aujourd'hui extraire de mon dossier une pièce sensiblement plus longue et qu'il vaut certainement la peine de faire sortir des archives d'État à Marbourg où elle repose depuis le 18 octobre 1572<sup>1</sup>.

C'est une lettre latine, écrite par un jeune homme qui était encore à Bourges lorsque les nouvelles de la boucherie parisienne y parvinrent. Il put se sauver au moment où les protestants de cette ville qui n'avaient pas pu ou voulu se mettre

1. Et où M. l'archiviste Koennecke a bien voulu la faire copier pour nous, à la requête du professeur E. Stengel.





## POTRAIT DE GASPARD DE COLIGNY

AMIRAL DE FRANCE

Fac-similé d'un dessin de Bocourt, d'après une peinture du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle  
de l'École des Clouet,  
aujourd'hui à la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*.

en sûreté, furent emprisonnés pour être, eux aussi, passés au fil de l'épée. Il alla de Bourges à Lyon, puis à Genève, et s'arrêta définitivement à Strasbourg d'où est datée sa relation (9 octobre 1572). Elle renferme, sur le massacre à Bourges, des détails qu'on ne trouve pas ailleurs, ainsi qu'on le verra ci-après, et elle résume, en outre, sur l'assassinat de Coligny et sur l'évasion de Montgomery, ce que l'on savait alors de plus certain tant à Genève qu'à Strasbourg où avaient afflué tant de fugitifs et par conséquent tant de nouvelles de première main.

Commençons par présenter au lecteur l'auteur de notre document. Dans une lettre à Guillaume, landgrave de Hesse, datée de Genève, 6 octobre 1572, et que j'ai reproduite ici même, il y a deux ans (*Bull.*, 1894, 434), le célèbre François Hotman écrivait ceci : « J'espère que votre Éminence a reçu  
« les lettres du jeune et distingué Cornberg et a été instruite  
« par elle des massacres qui ont ensanglanté notre France.  
« Je regrette de n'avoir pas été ici lorsqu'il y était, car je suis  
« arrivé quelques jours après son départ. C'est un jeune  
« homme de beaucoup d'expérience et d'un caractère fort  
« aimable qui occupera un jour, je l'espère, un rang élevé et  
« sera un ornement pour sa patrie. Je m'assure donc qu'il  
« vous aura décrit soigneusement l'état lamentable et calamiteux de la France. » On voit que Guillaume de Kornberg était un des nombreux jeunes Allemands qui recherchaient alors à l'université de Bourges, les meilleures leçons de jurisprudence qu'on pût avoir en Europe. — Nulle part, en effet, on ne trouvait réunis des juriconsultes aussi hors ligne que F. Duaren, Hugues Doneau, Fr. Hotman et Cujas. — C'était sans doute aussi un protégé du landgrave, ainsi qu'on peut l'inférer de quelques lignes au commencement et à la fin de sa lettre. Enfin il était, non seulement connu et estimé personnellement de Hotman, comme on vient de le lire, mais il paraît avoir été, à Bourges, le pensionnaire du collègue d'Hotman, le célèbre champenois Hugues Doneau que la Saint-Barthélemy devait chasser pour toujours de la France<sup>1</sup>.

1. Il appelle, en effet, Hugues Doneau, son *praeceptor*.

## II

Le commencement de la relation qu'on va lire résume ce que Kornberg a pu savoir de plus certain sur l'assassinat de l'amiral. Coligny avait joué, dans les péripéties de la question protestante, un rôle tellement prépondérant que tout le monde avait dû chercher à connaître jusqu'aux moindres détails de sa mort qui fut le signal de l'universelle boucherie. Et on comprend qu'on ait surtout tenu à savoir qui avait osé porter sur le blessé valétudinaire le premier coup fatal. La réponse de Kornberg à cette question diffère sensiblement de celle qui a été donnée dans les autres relations contemporaines et qui a été généralement suivie dans nos histoires modernes, entre autres, par le dernier et plus complet biographe de Coligny, M. le comte Jules Delaborde.

Celui-ci raconte que le duc Henri de Guise, accompagné du duc d'Aumale et du bâtard d'Angoulême, étant arrivé rue de Béthisy avec une troupe de soldats commandés par Cosseins, ce dernier ayant forcé les portes de la demeure de l'amiral, ce fut un Allemand nommé ou surnommé Besme qui pénétra le premier dans la chambre où couchait Coligny, et, après lui avoir demandé s'il était réellement l'amiral, lui porta le premier coup. Tous s'étant alors acharnés à frapper le malheureux et Guise ayant demandé, du fond de la cour qui donnait sur la rue de Béthisy<sup>1</sup>, si c'était fait, Sarlabos aurait empoigné Coligny encore vivant, puisqu'il se cramponna à un des montants de la fenêtre, et l'aurait précipité dans le vide. Henri de Guise ayant essuyé le sang qui inondait le visage du cadavre, le frappa du talon, après quoi ce fut à qui le mutilerait.

C'est là le récit des *Mémoires de l'État de France sous Charles IX*, d'où il passa dans le *Livre des Martyrs* de Crespin. On sait que ces *Mémoires*, parus d'abord en 1576, ne sont

1. Voy. sur la demeure de Coligny au moment de la Saint-Barthélemy un article accompagné d'un plan et de dessins, de M. H.-L. Bordier, dans le *Bulletin* de 1887, p. 405 à 412.

qu'une compilation de Simon Goulart. Or, celui-ci a simplement transcrit, en le modifiant çà et là, le récit de la Saint-Barthélemy que donne le *Réveille-matin des François*, 1574, dont la première édition parut à Bâle en février 1573, sous le titre de *Dialogue auquel sont traitées plusieurs choses avenues aux Luthériens et Huguenots de la France...achevé le septième jour du cinquième mois après la journée de la trahison*. Ce récit, attribué à Nicolas Barnaud, est-il exactement contemporain, ou postérieur à celui que François Hotman songeait à rédiger dès le mois d'octobre 1572, et qui parut aussi en 1573 sous le titre de :

DE FURORIBUS GALLI- || CIS, HORRENDI ET INDI- || GNA Amiralii Castillionei, Nobilium, atque illu- || strium virorum caede, scelerata ac inaudita || piorum strage passim edita per complures || Galliae ciuitates, sine ullo discrimine gene- || ris, sexus, aetatis et conditionis || hominum : || *Vera et simplex Narratio*. || ERNESTO VARAMUNDO FRISIO || AUCTORE. || *Vis consilii experts mole ruit sua*. || EDIMBURGI. || Anno salutis humanae M.D.LXXIII. ||<sup>1</sup> ?

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner cette question. Ce qui est certain, c'est que les événements sont racontés de la même manière dans le *De Furoribus*, mais avec un peu plus de détails que dans le *Dialogue*, ce qui semblerait indiquer que celui-ci dépend de celui-là. — Les mêmes faits se retrouvent—abrégés—dans la principale relation catholique du massacre, celle de Camillo Capilupi (LO STRATA- || GEMA DI CAROLO IX... 1574) dont la préface est datée *Di Roma il XXII. d'ottobre M. D. LXXII*. — Enfin la forme la plus complète de ce récit, celle qui renferme les détails les plus nombreux et les plus précis, se trouve dans la GASPARIS COLINII... VITA, également attribuée à Hotman et dont la première édition pa-

1. Voy. pour le reste, *Bull.*, 1894, 438-439. Une traduction anglaise, conforme au texte latin (la traduction française, bien que portant par erreur la date de 1572, renferme, sur Rouen, quelques pages qui ne se trouvent pas dans le latin), parut sous le titre de : *A true and plaine || report of the Furious out- || rages of Fraunce, & the horrible and || shameful slaughter of CHASTILLION ||...* By ERNEST VARAMUND || OF FRESELAND || *At Striveling || in Scotlande*, 1573 || très pet. in-4° de CXLII pages.



rut en 1575. En réalité les *Mémoires de l'Estat de France sous Charles IX* et Crespin, qui ont largement usé du *Reveille-matin des François*, et çà et là aussi du *De Furoribus*, reproduisent, en ce qui concerne le meurtre de Coligny, le texte de la vie de l'amiral par Hotman<sup>1</sup>.

Je ne connais qu'un seul récit détaillé qui s'écarte considérablement de celui-ci, c'est celui que feu M. H.-A. Layard a inséré dans les *Proceedings* de la *Huguenot Society of London* (II, 241), d'après les Archives de Simancas (*Legajos sueltos de Estado, n° 1. Francia*). Cette relation française, fort curieuse, prétend que l'amiral, resté couché, contrefit le mort, et fut précipité vivant, sans avoir été meurtri, par la fenêtre, aux pieds du duc de Guise auquel il aurait dit : « Tuez-moi », — et aurait été ensuite achevé par un coup de pistolet tiré par un des assistants<sup>2</sup>.

Bien que Hotman ne fut pas un témoin oculaire, je crois que sa relation, évidemment écrite d'après les récits de témoins échappés au carnage, mérite plus de créance que celle des archives de Simancas qu'il suffit de parcourir pour s'apercevoir qu'elle est rédigée dans le but de faire retomber sur une prétendue conspiration huguenote tout le poids des événements<sup>3</sup>. Or, en ce qui concerne le meurtre de Coligny, quels témoins Hotman (et Th. de Bèze qui me semble avoir été son collaborateur<sup>4</sup>) a-t-il pu interroger? Trois personnes

1. Cette *Vita Colinii* a paru en anglais dès 1576, sous le titre : THE LYFE OF THE || MOST GODLY, VALE- | ANT AND NOBLE CAP- || teine and maintener of the trew Christi- || an Religion in Fraunce, || IASPER COLIGNIE... Imprinted at London by || Thomas Vautrollier. || 1576. || — 62 ff. non paginés, signés A-G par 8, et H par 6.

2. Certains passages de cette relation concordent avec celle de G. de Botzheim dont je parlerai tout à l'heure.

3. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas tenir compte de certains détails précis qu'elle renferme.

4. Th. de Bèze écrit, en effet, dans une lettre latine encore inédite, du 24 septembre 1572 : ... « Il sera très difficile d'obtenir une relation complète de la tragédie française qui vient à peine de commencer. Nous n'avons pas de témoignage plus complet et plus certain de ce qui s'est passé à Paris en ce jour, fatal entre tous et les jours suivants, que celui que j'ai communiqué à notre Martinengo. Ce qui est rapporté par les isolés qui nous arrivent, est soigneusement noté. Il faudra, dans la suite, comparer et confronter entre eux ces divers témoignages, si toutefois un moment

au moins de celles qui étaient dans la maison de Coligny, pendant la nuit du 23 au 24 août 1572, échappèrent au massacre, savoir le médecin Ambroise Paré, le gentilhomme appelé Cornaton, et l'aumônier de l'amiral Pierre Merlin. Lorsque dans la *Vita* de l'amiral, qu'on attribue à Hotman, on lit le récit — beaucoup plus abrégé dans le *De Furoribus* et le *Dialogue* — qui a passé ensuite dans les *Mémoires de l'Estat de France*, et dans Crespin, on est frappé du rôle qu'y joue précisément Merlin. Quand on se rappelle qu'il revint effectivement à Genève après la Saint-Barthélemy, on acquiert la conviction que c'est de la bouche de Merlin que Hotman et peut-être Simon Goulart apprirent que lorsque Coligny eut compris que sa demeure était forcée par des assassins, il fit faire la prière par son aumônier et recommanda ensuite à tous ses gens de mettre leur vie en sûreté. Ils obéirent tous, sauf un, un Allemand nommé Nicolas Muss, qui servait d'interprète à l'amiral.

Ni Ambroise Paré, ni Cornaton, ni Merlin ne furent donc témoins de l'assassinat proprement dit. Il y a une vingtaine d'années, M. Ch. Dubois-Melly a publié, sous le titre de *Récit de Nicolas Muss, serviteur de M. l'amiral*<sup>1</sup>, une sorte de roman historique, qui laisse supposer que ce « Trucheman » survécut à son maître. Mais le *Dialogue* dit expressément (p. 57) : « On ne pardonna à pas un de ceux de la maison de l'Amiral, qui se laissèrent trouver, que tous ne fussent tuez », ce qui, joint à un autre texte qu'on trouvera plus loin, semble indiquer qu'outre les trois cités plus haut, aucune autre personne de l'entourage de Coligny n'échappa au massacre. En un mot, ce que nous savons de ce massacre, dans les récits de Hotman et de Barnaud, n'a pas la même valeur que ce qui le précède et qui vient évidemment de témoins oculaires.

de loisir nous est accordé... » — Ajoutons ici que l'original de la lettre de Th. de Bèze à Béroald du 19 novembre 1573, imprimée dans le *Bull.* de 1888, 415, est dans la collection d'autographes de P.-A. Labouchère qui appartient aujourd'hui à la Bibliothèque de notre Société.

1. Genève et Bâle, H. Georg 1888, 258 pages, pet. in-8°.

## III

Kornberg dit avoir appris expressément que Henri de Guise donna l'ordre à *un Suisse* de tuer Coligny et qu'après avoir hésité, puis été repris par ses compagnons, ce soldat finit par exécuter cet ordre.

Peut-on identifier ce Suisse avec le nommé Besme ? Qui était ce Besme ? Tout ce que les anciens chroniqueurs ou historiens en savaient a été rassemblé par Bayle, à l'article *Beme* de son *Dictionnaire*. On le fait naître en Wurtemberg, devenir page du duc François de Guise, épouser une des filles bâtarde du cardinal de Lorraine, et, après la Saint-Barthélemy, en 1575, mourir, assassiné à son tour, en Saintonge. Mézerai seul ajoute qu'il s'appelait *Dianovitz*. Besme est sans doute une imitation de l'allemand *Boehme* = Bohême, tchèque, ce qui cadre assez bien avec le nom de Dianovitz, mais guère avec la prétendue origine wurtembergeoise. Mais où Mézerai a-t-il pris ce renseignement ? L'étudiant G. de Botzheim, dont le *Bulletin* a publié une histoire détaillée du massacre à Orléans (XXI [1872], 345 ss.), a aussi laissé une relation de la Saint-Barthélemy à Paris, rédigée d'après les informations les plus exactes qu'il a pu recueillir, et qui a été publiée par Ebeling (*Archivalische Beiträge*, Leipzig, 1872). Il y cite aussi Besme comme l'assassin de Coligny, puis il ajoute (p. 107) : « *Dicitur etiam quod Jemnitzius, ex ducatu Wirtebergensi oriundus, qui in aula Guisii commoratus est et adhuc commoratur, ei primum ictum inflixerit...* On dit « aussi que Jemnitz, originaire du duché de Wurtemberg, « qui a demeuré et demeure encore dans la maison des « Guise, lui porta le premier coup... » Botzheim croit donc que Besme et Jemnitz, dont le nom rappelle le Dianovitz de Mézerai, sont deux personnes différentes.

On voit qu'il n'est pas facile d'accorder ces témoignages plus ou moins concordants ou contradictoires. Je crois que l'affirmation de Kornberg l'emporte sur la version jusqu'ici officielle, pour deux raisons : En premier lieu elle confirme

un témoignage irrécusable publié dans ce *Bulletin*, il y a fort longtemps déjà, en 1859 (VIII, 284-294). Ce sont deux lettres écrites de Paris le 24 et le 26 août 1572 par un jeune Saint-Gallois, Joachim Opser, qui était alors, au collège de Clermont, sous-proviseur enthousiaste des Jésuites. Il venait, lorsqu'il écrivit la première lettre, de recevoir la visite et d'entendre les récits d'un compatriote, un capitaine suisse, Josué Studer de Winkelbach, lequel, dans la nuit fatale, avait commandé cinquante-six de ses compatriotes mis à la disposition du duc d'Anjou, et s'était rendu avec quelques-uns d'entre eux et Henri de Guise à la rue de Béthisy. Ce Josué Studer venait de recevoir du roi l'ordre d'accompagner en Suisse la mission diplomatique chargée d'« expliquer » ce qui venait de se passer en France. C'est pour cela qu'il était allé au collège de Clermont dès le 24. Or son départ n'eut lieu que le 27. Joachim Opser put donc écrire une deuxième lettre le 26, après avoir reçu une deuxième visite, celle d'un ancien palefrenier<sup>1</sup> d'une de ses connaissances du pays, lequel avait pris part aussi à l'assassinat de l'amiral, ce que Joachim trouvait d'ailleurs tout naturel, ce dont même il se réjouissait alors et éprouvait une sorte de fierté patriotique<sup>2</sup>.

Cette deuxième visite lui permit d'insérer dans sa lettre ce paragraphe :

« Ecoutez encore ce qui concerne le massacre de l'amiral. Je tiens ces détails de celui qui lui a porté le troisième coup avec sa hache d'armes, de ce Conrad Bürg, dans le temps palefrenier chez l'économe Joachim Waldmann à Wyl. Lorsque les Suisses aux ordres du duc d'Anjou eurent fait sauter les portes, Conrad, suivi de Léonhard Grünenfelder, de Glaris, et de Martin Koch, parvint à la chambre de l'amiral, qui était la troisième de la maison ; on tua d'abord son domestique<sup>3</sup>. L'amiral était en simple robe de chambre, et nul ne voulait d'abord mettre la main sur lui ; mais Martin Koch, plus hardi que les autres, frappa le misérable de sa hache d'armes.

1. Visite intéressée puisque ce palefrenier venait demander à Opser de faire remettre à sa femme la valeur de 80 écus d'or qu'il venait de voler à un huguenot, peut-être à Coligny.

2. Plus tard, peut-être ces souvenirs terribles contribuèrent à le rendre très tolérant à l'égard des protestants.

3. Je pense qu'il s'agit ici de *Nicolas Muss*.



Conrad lui donna le troisième coup, et, au septième, enfin, il tomba contre la cheminée de sa chambre. Par ordre du duc de Guise, on le jeta par la fenêtre; et, après lui avoir mis la corde au cou, comme à un malfaiteur, on l'exposa en spectacle à tout le peuple en le traînant à la Seine. Telle fut la fin de cet homme pernicieux, qui non seulement pendant sa vie en a mis un si grand nombre au bord de l'abîme, mais qui encore, mourant, entraîna une foule de nobles hérétiques avec lui en enfer<sup>1</sup>. »

Je ne prétends pas que Besme et d'autres comme le Picard Attin et Sarlabos, cités par le *De furoribus*, n'aient pas pris part à cette lâche et répugnante boucherie; mais — et c'est là mon deuxième argument — dans sa *G. Colinii... Vita*, Hotman lui-même, plus complètement informé, confirme le rôle joué par les Suisses (129) : « *Cossenius interea remotis arcibus, ceterisque impedimentis, primum Helvetios aliquot intro-* »  
« *duxit, virgatis vestibus ornatos, nigro, candido et viridi co-* »  
« *lore distinctis, ex quo intellectum est, eos e numero satellitum* »  
« *Henrici Ducis Andici fuisse...* » ce que les *Mémoires* traduisent (I, 289) : « Cependant Cosseins, ayant osté tout ce qui »  
« empeschoit le passage, fit entrer quelques Suisses, de la »  
« garde du duc d'Anjou, car il estoient vestus de noir, de »  
« blanc et de verd... »

Peut être faut-il voir Besme dans celui qui interpella Coligny quand personne n'osait porter la main sur lui, mais Martin Koch me semble trop formellement désigné par Conrad Burg qui porta le troisième coup, et par les renseignements recueillis par Kornberg pour ne pas lui laisser le triste honneur que lui attribue son compatriote Joachim Opser.

#### IV

Si, de ce que Kornberg rapporte sur le meurtre de Coligny, nous passons à ce qu'il nous raconte de Bourges, nous trou-

1. *Bull.*, VIII, 288. J'ai corrigé quelques petites inexactitudes de traduction. Il y en a d'autres, d'ailleurs, et on fera bien de recourir à l'article excellent de J.-M. Hungerbühler, de Saint-Gall, dans *Verhandlungen der Saint-Gallisch-Appenzellischen gemeinnützigen Gesellschaft an der Hauptversammlung in Lichtensteig, Dinstags, den 21 September 1858*, p. 109 à 236, — d'après lequel est fait celui du *Bulletin*.

verons aussi quelques faits nouveaux à relever. Les *Mémoires de l'Estat de France* (1578, I, 352) nous disent que dès le mardi 26 août les portes y furent gardées et Hotman et Doneau « deslogèrent, sans montrer semblant de s'esfarouer, l'un faignant s'aller pourmener avec sa longue robe, l'autre sortant avec quelques escoliers alemans, habillé comme eux... » On verra, dans la lettre de Kornberg, qu'il resta avec Doneau à Bourges encore quelques jours après le départ de Hotman.

Il mentionne aussi les quelques assassinats et le pillage qui eurent lieu dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 et que les *Mémoires* racontent en détail. Mais il semble dire que l'on avait alors déjà reçu à Bourges des lettres du roi recommandant de garder la ville et y tenir enfermés ceux qui ne voudraient pas se convertir. Or ces lettres (*Mém.*, I, 319) sont datées du mercredi 27 et n'arrivèrent à Bourges que le jeudi 28 qui fut relativement tranquille. L'emprisonnement des protestants qui ne s'étaient pas sauvés, eut lieu, d'après les *Mémoires*, les 8 et 9 septembre. C'est à ce moment seulement que Kornberg, avec plusieurs de ses condisciples et Hugues Doneau, paraissent s'être décidés à fuir<sup>1</sup>, car il dit que le massacre des prisonniers, que les *Mémoires* placent dans la nuit du 11 au 12 septembre, eut lieu après leur départ.

La plus grande différence qu'il y ait entre le récit détaillé des *Mémoires* et la lettre de Kornberg, en ce qui concerne Bourges, est dans le chiffre des victimes. Les *Mémoires* en énumèrent une vingtaine seulement et Kornberg dit expressément que *plus de trois cents* personnes furent emprisonnées et toutes tuées *sans exception*. — Ce qu'il ajoute ensuite de Lyon et de Genève est amplement confirmé par d'autres témoignages, de sorte qu'il me paraît difficile de ne pas tenir compte de ce chiffre. Le récit des *Mémoires* sur Bourges, s'arrête d'ailleurs brusquement, comme si celui qui l'avait rédigé, avec un grand souci d'exactitude, n'avait pu en savoir

1. Je saisis cette occasion pour signaler, sur Hugues Doneau, une excellente brochure allemande, *Hugo Donellus in Altdorf*, von Dr R. von Stintzing, 73 p. in-8°, Erlangen 1869. Il est regrettable que l'auteur n'y ait pas joint une reproduction du portrait de Doneau conservé à Erlangen.

plus long, ou n'avait pas eu le temps d'achever son manuscrit. Or Kornberg ayant habité la ville pendant quelque temps, et ne l'ayant quittée qu'au moment du plus grand danger, doit avoir été renseigné exactement sur le nombre approximatif de ceux qui furent emprisonnés et que, une fois sous les verrous, les assassins n'épargnèrent certainement pas plus à Bourges qu'à Lyon et ailleurs.

Kornberg dut arriver à Genève à la fin de septembre, car on sait par une lettre de Bèze que Hotman y arriva le 3 octobre et on a vu plus haut Hotman regretter le départ de Kornberg quelques jours avant son arrivée<sup>1</sup>. Il fallut donc aux réchappés de la Saint-Barthélemy à Bourges, plus de quinze jours pour aller de cette ville à Genève en passant par Lyon. Mais il est temps de laisser la parole au jeune Hessois qui ne se doutait probablement guère, le 9 octobre 1572, qu'il écrivait, lui aussi, pour la postérité.

N. W.

Très illustre prince et seigneur très clément,

Quoique je sache très bien que je ne pourrai rien rapporter de nouveau qui n'aura pas déjà été annoncé à votre Eminence, j'ai pourtant pensé devoir exécuter l'ordre qu'elle m'a donné en lui racontant ce qui naguère s'est passé à Bourges et dans d'autres lieux.

Et tout d'abord, on ne sait pas encore d'une manière certaine qui a perpétré l'assassinat de l'amiral, mais on croit généralement

Illustrissime princeps, domine clementissime.

Etsi optime scio, me nihil noui, quod non antea C. v. nunciatum sit, ad eam delatorum : tamen ut mandato eius satisfacerem, de ijs rebus, quae Biturigibus alijsque in locis hoc tempore acciderunt, aliquid ad C. v. exarandum censui.

Et caedem quidem Admiralijs, qui perpetrarit, nondum certo con-

1. Peut être, si Hotman avait pu s'entretenir avec Kornberg, nous aurait-il laissé une relation plus précise de la mort de Coligny. Besme occupe le premier plan dans les récits justement attribués à Hotman parce qu'il paraît s'être publiquement vanté d'avoir joué le rôle principal dans le meurtre de Coligny.

qu'au commencement de cette trahison le duc de Guise se transporta avec les satellites royaux vers la demeure de l'amiral et donna l'ordre à un Suisse de le tuer. Lorsque celui-ci fut entré dans la chambre à coucher, effrayé par la vue de l'homme, il n'aurait pu exécuter l'ordre qu'il avait reçu et n'aurait transpercé la victime qu'après avoir été repris par ses compagnons. Ceci fait, Guise ordonna qu'on le jetât dans la rue où on dit que le cadavre fut cruellement mutilé, d'abord par le duc, puis par d'autres. Et cette mort ne fut pas capable de calmer la fureur du roi qui donna l'ordre de lui faire couper la tête et de faire pendre le reste aux fourches patibulaires qu'ils appellent Montfaucon.

Ils en usèrent de même avec les autres et, leur rage et cruauté furent telles que de six mille hommes qu'on dit avoir été là, à peine quelques-uns échappèrent parmi lesquels le principal est le seigneur de Montgomery. Celui-ci, ayant appris dans un faubourg ce qui était arrivé à l'amiral, donna l'ordre de faire panser ses chevaux et gagna lui-même, avec quelques hommes, le bac de la Seine qu'il voulait traverser pour porter secours à l'amiral; mais voyant l'autre rive garnie de soldats en armes, il retourna et sauva sa vie par la fuite. En outre deux fils de l'amiral et un fils d'Anelot, âgé d'environ

stat, vulgatioꝝ tamen fama tenet, ducem Guisium in initio istius proditionis, cum satellitibus regijs sese ad domum Admiralij contulisse, ac cuidam heluetio negotium ipsius interficiendj iniunxisse, qui cum cubiculum eius intrasset, aspectu viri perterritus, mandatum exequi nequiuisset : à socijs tandem repræhensus, ipsum transfodit. Quo facto, Guisius ipsum in publicum projici mandauit, vbi primum ab ipso, et postea ab alijs crudeliter eius corpus defoedatum dicitur. Neque morte quidem eius ira regis sedata fuit, sed caput etiam mortuo decidi, et corpus in patibulo (quod vocant Falckenberg) suspendi iussit.

Eadem ratione et cum reliquis processerunt, tantaque fuit eorum rabies et crudelitas, vt ex sex millibus hominum (qui tum ibi fuisse dicuntur) vix pauci euaserint. Inter quos præcipuus est dominus de Montgomery, cui cum in suburbio fortuna Admiralij nunciata esset, equites suos corpora curare iussit, ipse interim paucis comitatus, ad nautam sequanam traiecturus profectus est, vt Admiralio opem et auxilium ferre posset, vt vero alteram ripam armatis militibus septam vidit, retrogressus vitam fuga seruauit. Præterea filij duo Admiralij et filius Antelotti, ætate fortè 12 annorum, vna cum



12 ans, sont arrivés sains et saufs à Genève avec plusieurs gentils-hommes, le 20 septembre.

Toutes ces choses ayant été perpétrées, le roi ordonna d'abord, par lettres, au gouverneur de Bourges, de munir la ville d'une forte garnison et d'y faire rester tous ceux qui n'embrasseraient pas la religion du pape. Ces lettres reçues, rien de fâcheux ne se passa le premier jour ; mais le lendemain, croyant que tout tendait à une sédition, le gouverneur recommanda le calme, craignant que la ville ne fût incendiée ; mais pendant la nuit, vers la première heure, au signal d'une cloche et d'une trompette, on massacra misérablement tous ceux qui ne s'étaient pas mis en sûreté par la fuite, et on pillà leurs biens. Le lendemain on simula de nouveau la paix, alléguant que ce qui était arrivé était le fait, non du Conseil, mais de quelque effervescence populaire et en interdisant le retour par un édit. Puis on donna l'ordre à tous (les protestants) de se présenter dans un couvent, où on leur promettait toute sécurité.

Cependant plus de trois cents furent jetés en prison où ils furent, après notre départ, tous tués jusqu'au dernier, de sorte que rien de ce qui caractérise les extrémités de la tyrannie ne fut omis. — Finalement, ne voyant aucune fin à une si grande barbarie, mais au contraire, qu'elle augmentait de jour en jour et que nous étions en

multis nobilibus, Geneuam 20 die Septemb. incolumes venerunt.

His ita peractis Rex quam primum praefecto vrbis Bituricensis literis mandauit, vt vrbem firmo satis praesidio muniret, et vt omnes qui religionem pontificiam non amplecterentur, intra moenia contineret. Quibus acceptis primo quidem die nihil triste actum est, secundo vero cum omnia ad seditionem spectare animaduertet, pacem edicit, veritus nimirum ne ciuitatem incenderent; noctu vero circa horam primam signo campana et tuba dato omnes qui non fuga sibj consuluerant miserè trucidant, bonaque eorum diripiunt. Sequenti die rursus pacem simulant, idque non voluntate senatus, sed furore quodam populi factum praedicant, idque ne deinceps fiat, edicto cauent. Dein ut omnes in monasterio quodam compareant, mandant, vbi tutos ipsos fore pollicentur.

Interea tamen plus quam trecenti in carceres conjiciuntur, qui post adcessum nostrum, ad unum omnes interfecti sunt, adeo ut nihil ad summam Tyrannidem reliqui factum sit. Denique cum nullus finis tantae immanitatis appareret, sed cotidie magis ac magis augeretur, deque vita nostra periclitaremur, tum etiam D. Hoto-

danger de notre vie, d'autant que Hotman s'était aussi enfui, prenant conseil du péril imminent, nous nous sauvâmes avec le reste des Allemands et avec notre précepteur Hugues Doneau. Nous ne vîmes que des choses tristes et lugubres, surtout à Lyon où environ trois mille personnes furent assassinées dans des couvents puis jetées dans le Rhône.

A Genève nous avons trouvé des postes devant les portes et tout plein de terreur et d'affliction, car ils sont menacés du plus grand péril, soit de la part du duc de Savoie, dont on dit qu'il lève une armée, soit de la part des Suisses catholiques romains qui se rassemblent déjà à Soleure pour envoyer des secours au roi (de France), ce que les Bernois et autres confédérés essayent d'empêcher, et on dit qu'ils sont tellement exaspérés les uns contre les autres qu'on doute que les choses puissent s'arranger sans effusion de sang. C'est pourquoi nous nous sommes vus contraints de nous en aller aussi de là et sommes revenus à Strasbourg, attendant humblement vos lettres pour que nous sachions où nous devons aller et ce que nous devons faire.

Il me reste, prince illustre, à supplier très humblement votre Eminence de bien vouloir me continuer sa bienveillance et sa libéralité. Je ne cesserai de supplier le Dieu tout-puissant et très bon de

*mannus in fugam sese coniecisset, consilio è periculo praesenti capto, vna cum reliquis Germanis et Hugone Donello praeceptore nostro, fugae nos commisimus. In qua nihil nisi triste ac lugubre vidimus, praesertim vero Lugduni vbi circiter ter mille homines in monasterijs trucidati, et postea in Ararim proiecti sunt.*

*Geneuae vero stationes ante portas et omnia timore ac luctu plena inuenimus, maximum n. illis mimitur periculum, cum à Duce Sabaudiae, qui exercitum conscribere dicitur, tum ab Heluetijs pontificiae religionis, qui iam conuentum Solotori agunt, Regi scilicet auxilia missuri; quod Bernenses et reliqui confederati impedire conantur, atque adeo eorum animi inuicem exacerbati dicuntur, vt sine sanguine res componi posse vix videatur. Quare inde quoque compulsi nos rursus Argentoratum contulimus, literas C. v. humiliter expectantes, vt, quo nobis eundum agendumue sit, scire possemus.*

*Quod superest princeps illustrissime C. v. quam possum modestissime oro, vt suam in me beneuolentiam ac liberalitatem retinere dignetur. Quam vt Deus opt. Max incolumem ac florentem, nobis*

vous conserver une bonne santé et prospérité, à l'abri de tous les dangers, pour nous et pour toute la république chrétienne.

Donné à Strasbourg le 9 octobre de l'année du salut 1572.

De votre très illustre Excellence,

Le très humble serviteur,

GUILLAUME DE KORNBERG.

Sur la dernière page, on lit :

Guillaume de Kornberg au très illustre prince et seigneur Guillaume, landgrave de Hesse, comte de Katzenelbogen, Dietz, Zigenhain et Nidda, etc., son prince et son seigneur très clément.

Écrit ce qui s'est passé en France, à Bourges, Lyon et autres lieux. lors du massacre d'une infinité de gens, et comment il s'est enfui à Strasbourg.

Cassel, le 18 Oct. An 1572.

ac toti Reip. Christianae quam diutissime ab omnibus periculis conseruet, non desinam precibus meis ab illo flagitare.

Datae Argentorati 9 die Octobris Anno salutis MDLXXII.

Illustrissi. C. v.

humilimus seruus,

WILHELMUS A KORNBERG.

Wilhelm a Kornberg. Illustrissimo principi ac domino, domino Wilhelmo Landgrauio Hassiae, comiti in Catzenelbogen, Dietz, Zigenhain et Nidda, et caet. principi ac domino suo elementissimo.

Schreibt wie es in Frangkreich zu Bourgis Leon vnd an andern orten zungen mit ermordung vieler leuth vnd wie er daruon gezo-gen gein Strasburg.

Cassel am 18 Octob. Ao 1572.

## LA SOUMISSION DE CAVALIER, LA RÉSISTANCE DE ROLAND, DE RAVANEL,

ET LES CAMISARDS JUGÉS PAR UN AGENT DU GOUVERNEMENT

A CALVISSON, LE 27 MAI 1704

J'ai eu l'occasion en 1892 (669) d'annoncer une nouvelle histoire du soulèvement des Camisards, entreprise par un catholique qu'avait séduit le rôle joué dans cet événement par *Jacob de Rossel, baron d'Aigaliers*. M. Louis Baragnon

avait fait connaître son dessein dans deux études préliminaires, l'une sur ce négociateur, l'autre sur *les sources de l'histoire des Camisards au Dépôt de la guerre*. Ces travaux où l'on remarquait un réel désir d'impartialité soulevèrent les clameurs de certains écrivains cléricaux et provoquèrent une excellente réplique de M. Baragnon (*Bull.*, 1892, 670). J'eus le plaisir de voir ce dernier à Paris à ce moment et il voulut bien me remettre un document qu'il venait précisément de copier aux Archives de la Guerre (1798, 125) et qu'on lira certainement avec le plus vif intérêt. Je lui demandai de l'annoter et d'en faire ressortir les particularités. Ma requête et mes lettres restèrent sans réponse et je n'ai pu savoir depuis lors, ni ce qu'était devenu M. Baragnon, ni où en était son projet pour lequel il avait multiplié les recherches et accumulé un grand nombre de pièces inédites. Je me décide donc à publier sans son secours celle qu'il a bien voulu me confier et que j'avais cru pouvoir annoncer dès le mois de janvier 1894 (p. 6).

Je laisse à ceux que la question des Camisards intéresse directement, le soin de mettre au bas des pages les notes que leur suggérera la connaissance détaillée du sujet. Je regrette beaucoup que notre ami, M. le pasteur Vesson, ne soit plus de ce monde. Les informations qu'il avait recueillies pour sa nouvelle édition de *l'Histoire des Camisards d'Antoine Court* (*Bull.*, 1895, 36) l'auraient sans doute engagé à m'envoyer quelques remarques. Je saisis avec empressement cette occasion d'appeler l'attention de mes lecteurs sur ce grand ouvrage. La *Société des Livres religieux de Toulouse* l'a mis en souscription dès le 10 mai 1895. Il formera trois forts volumes in-8° et sera livré aux souscripteurs au prix de 16 fr. 50 port compris. Nous espérons que le chiffre de 500 souscriptions requis pour couvrir les frais d'impression ne tardera pas à être atteint et que cette histoire d'un si palpitant intérêt sera ainsi mise à la disposition des travailleurs aussi bien que des simples lecteurs<sup>1</sup>.

1. Adresser les adhésions à M. *Courtois de Viçose*, banquier, président de la *Société des Livres religieux*, à Toulouse (Haute-Garonne).



Si pour attirer l'attention sur ce témoignage nouveau et digne de foi en ce qui concerne les Camisards, je suis obligé de renoncer aux lumières de MM. L. Baragnon et P. Vesson, je veux pourtant essayer de mettre en relief ce qui m'y a frappé. Cette lettre émane d'un agent du gouvernement, M. de Wincierl, qui négociait, avec d'autres, la soumission des insurgés. Il vivait, au milieu même des Camisards, à Calvisson, pendant que les négociations se poursuivaient. Cette circonstance à elle seule fait le plus grand honneur à la sincérité des engagements déjà pris par Cavalier et à l'esprit de discipline qui régnait dans sa petite armée. M. de Wincierl n'a pas été molesté bien qu'il fût vu de très mauvais œil par plus de 700 Cévenols alors rassemblés près de cette bourgade. Mais ce qui donne le plus de valeur à son rapport, c'est *qu'il est confidentiel*. Il essaye de donner au ministre une idée exacte, équitable, de ces hommes dépeints en haut lieu comme un ramassis de brigands qu'il fallait renoncer à exterminer, mais qu'on espérait pouvoir — comme on le fit en réalité, — entraîner dans un guet-apens et sacrifier ainsi à moins de frais.

En lisant attentivement ce rapport et essayant de pénétrer les impressions de cet agent, on sent qu'il fait une grande différence entre Cavalier et les autres Camisards ; Cavalier est gagné ; il a été ébloui par les promesses vagues qui lui ont été faites, il est prêt à s'abandonner à la clémence royale presque sans conditions fixes. On a eu raison de son ambition, de sa vanité et, pourquoi ne pas l'ajouter, de sa candeur, car il y avait de la candeur — mêlée à beaucoup d'inexpérience, — dans ce jeune chef si aveuglément obéi par ses soldats et si justement redouté par les meilleurs généraux du royaume.

Mais Roland, Ravel, et les autres ? Ceux-là se méfiaient parce qu'ils se souvenaient. Ils avaient appris dans leur enfance qu'autrefois, pendant les premières guerres de religion, *jamais* les engagements pris par la royauté à l'égard des protestants n'avaient été tenus. La Saint-Barthélemy dont nous nous occupons derechef plus haut, n'avait été que le plus éclatant et le plus horrible des actes de haute trahison dont les huguenots avaient été les victimes pendant tout le xvi<sup>e</sup> siècle.

Et quand ces hommes faisaient appel à leurs souvenirs personnels, ils ne pouvaient oublier que la Révocation n'avait été, elle aussi, qu'un guet-apens suivi de plusieurs autres; ils ne pouvaient oublier, sans frémir, qu'à une époque encore rapprochée d'eux, on s'était joué de Vivens et d'autres et qu'on leur avait manqué de parole de la manière la plus éhontée et la plus cruelle. De là leur méfiance. Méfiance justifiée, car la raison majeure pour laquelle ils avaient consenti à écouter des propositions de paix, cette raison ne fut jamais, dans la bouche des négociateurs de Louis XIV, qu'un leurre.

Quelle était cette raison? M. de Wincierl nous la donne à la fin de sa lettre: « Ravel et les autres chefs qui sont icy me  
« disent à tout moment que, *sans la liberté de conscience pour*  
« *eux et pour tous les nouveaux convertis, Cavalier promet inu-*  
« *tilement; qu'ils veulent tous mourir plutôt que d'y renoncer.* »  
Et ce négociateur sans scrupules était arrivé à la conviction que ce n'étaient pas là des phrases. Il avait vu de près tous ces exaspérés, il sait que le ministre auquel il écrit les aurait écrasés comme de la vermine si cela avait été en son pouvoir et qu'il ne cherchait qu'un bon prétexte pour les désarmer et s'en défaire. Et pourtant il se hasarde à écrire ceci: « Vous  
« croyez bien, Monseigneur, que depuis huit jours entiers  
« que je suis au milieu de ces gens là, je suis en état de vous  
« faire la description du caractère de Cavalier et de tous ceux  
« qui ont sous luy quelque inspection ou commandement.  
« J'ay observé leurs discours, leur conduite et leur manière.  
« J'ay suivi leur morale, leurs vœux, leurs pensées et leurs  
« espérances. *Quelle douleur d'être témoin de ce que je vois!*  
« *Croyez vous qu'il y ait du bon dans ces gens là et ne me scaurez*  
« *vous pas mauvais gré de penser bien de Cavalier?* »

Recueillons avec soin de pareils témoignages. Ils valent plus que beaucoup de raisonnements, et ils honorent la mémoire des Camisards qui furent aussi nos pères, tout autrement que le récit de leurs terribles exploits.

N. W.

## M. de Wincierl à Chamillart.

Calvisson 27 mai 1704 au soir.

Monseigneur,

Vous avez appris que M. le marechal et M. de Basville m'avoient envoyé icy. Ces m<sup>rs</sup> informés de ce que je souffrois et craignant que ma santé mauvoise depuis quelque temps ne put résister à des occupations extraordinaires, sans dormir un moment, me mandèrent que je pouvois revenir à Nismes, dans des termes qui me faisoient comprendre qu'ils en seroient fachez, parce que j'avois déjà aprivoisé Cavalier et les autres chefs et qu'il y avoit raison de croire que je les menagerois assez bien.

La conservation de ma vie qui est toujours dans un danger assez prochain ne balançat point du tout mon envie de temoigner au Roy mon zèle dans une conjoncture si délicate. J'ay resté sans quitter un moment et je demeureray jusqu'à ce que tout soit arrivé heureusement ou manqué. Vous serez étonné, monseigneur, que que je sois en doute sur la fin d'une chose qu'on a peut être cru ne pouvoir être qu'heureuse. Avant de venir icy j'aprehenday qu'il ne s'y trouvât des difficultez; à mesure que j'ay fréquenté davantage cette troupe, je les ay trouvé plus grandes.

M. de la Lande, après sa première entreveue avec Cavalier, a assuré que Rolland recevroit les mêmes conditions que les autres. M. Desgaliés, gentilhomme d'Uséz qui a continué cette même négociation avoit disposé Cavalier à se relacher sur tout ce qu'il avoit demandé et à se remettre absolument à la clémence du Roy. Il a confirmé si positivement que c'étoit sans restriction qu'il ne paroissoit pas permis d'en douter.

Je n'oserois vous dire, monseigneur, que j'ay toujours appréhendé que Rolland et les chefs des autres troupes de Camisars des Hautes Sevennes ne fussent pas aussy faciles que Cavalier. J'en ay même témoigné mon inquiétude à M. de Basville; mais comme cela n'étoit fondé sur aucune notion certaine, on n'a regardé ma pensée que comme l'effet de ma crainte que les choses manquassent sans prendre d'autres mesures, parce que toute la prudence humaine n'y pouvoit rien de plus que ce que M. le Marechal et M. de Basville y avoient employé, et que cela dépend uniquement de la disposition de Roland et des autres chefs qui ne sont pas encore icy.

Cependant, monseigneur, Cavalier a commencé, comme il l'avoit

promis, de mettre sa troupe dans Calvisson. Le 19 il arriva fort tard avec 50 hommes à cheval et 400 à pied. Le 20, le 21 et le 22 il en arriva jusqu'à 700 en tout. Le 23 cela se ralentit. Le 24, le 25 et le 26, il en est encore venu quelques-uns; mais cela ne passe pas icy le nombre de 700, parce qu'on a permis à quelques-uns d'aller chez eux voir leurs parens avec des espèces de passeports que M<sup>r</sup> le Mareschal a trouvé bon que je leur donnay.

Cavalier est regardé comme le chef principal et celui à qui tous les autres obéissent aveuglément. Il s'aboucha le 18 avec Roland qui luy dit simplement qu'il feroit comme luy sans s'expliquer davantage, mais qu'il vouloit savoir quels seroient les ordres et la réponse du Roy sur leur démarche avant de se remettre. Je fus averty des premiers de cette disposition de méfiance qu'on vouloit cacher à M<sup>r</sup> le Marechal et à M<sup>r</sup> de Basville. Je les en informay. Ils en eurent de l'inquiétude quy auroit esté plus grande si M<sup>r</sup> Desgallies n'avoit persévéré à assurer que Rolland obéiroit à Cavalier comme le dernier soldat et qu'il viendrait certainement se remettre icy le 27 ou le 28.

Cavalier qui pendant les quatre premiers jours a toujours mangé chez moi avec un petit frère de dix ans qui ne l'a pas quitté dans tous les combats, avec son ami le prophète Daniel et quelques autres, me faisoient les mêmes assurances que M<sup>r</sup> Desgalier; mais je trouvay cela sur un ton à me laisser douter que cela fut bien certain. J'ay continué à en informer M<sup>r</sup> le Maréchal et M. de Basville.

Quand la réponse du Roy fut arrivée, je fus chargé d'avertir Cavalier que sa majesté pardonnoit à tous ceux de son party et leur laissoit la liberté ou de servir sur ses frontières ou de sortir du Royaume et de luy annoncer en mesme temps qu'il se disposât à partir le 1<sup>er</sup> juin avec toutes ses troupes.

La brièveté du tems l'étonna aussy bien que M. Desgaliez qui a toujours dit que si ils servoient le Roy il vouloit les accompagner. Cavalier me dit qu'il en croyoit tout à fait M<sup>r</sup> le Maréchal, mais que, pour une chose de cette conséquence, sur laquelle il devoit contenter ses frères, il luy falloit un écrit du Roy ou de M<sup>r</sup> le M<sup>al</sup>, d'autant plus que Rolland étant plus difficile à résoudre, ne se remettroit pas sur des parolles, mais qu'en voyant un écrit signé de M<sup>r</sup> le M<sup>al</sup>, il prendroit plus de confiance et se détermineroit à accepter les marques de la bonté infinie de sa Majesté, comme luy.

J'en écrivis dans ces termes à M<sup>r</sup> le Maréchal et à M<sup>r</sup> de Basville le vendredy 23; le soir du même jour, M<sup>r</sup> le Maréchal m'adressa un paquet pour Cavalier dans lequel il y avoit un certificat signé de luy



de ce que le Roy leur accordoit, avec une lettre pour Cavalier (qui luy avoit écrit) qui étoit en même tems pleine de dignité et de bontez, dont Cavalier qui soupa chez moy me marqua être fort content.

Le lendemain 24, il partit fort matin, comme il me l'avoit promis, pour aller chercher Rolland et tâcher de l'amener, et il me dit qu'il seroit de retour le 26 au soir ou le 27 au plus tard. Il laissa, avant partir, de bons ordres tant pour qu'il n'arriva aucun désordre icy que pour empêcher que ses gens ne se débandassent; et il me pria de donner des espèces de passeports à quelques-uns qui voudroient aller chez eux, à condition qu'ils seroient tous revenus icy le 27 au plutard. Cela s'exécute religieusement, par les soins de Ravanel, principal chef après luy, de cette troupe.

Un nommé Lacombe qu'y a contribué plus que personne à désabuser Cavalier de la révolte partit d'icy, le 24 avec luy. Il me promit de me faire savoir d'avance sy Rolland se mettroit à la raison et si il viendrait. Il me mande que Cavalier et Rolland se sont abouchés samedy au soir auprès d'Anduse, inutilement. Quoy que Cavalier luy eût dit pour l'amener, Rolland est plus animé que jamais, ne respire que vengeance et fureur, et Cavalier l'en ayant voulu dissuader, ils ont pensé en venir aux mains et se sont séparés sans être convenus ensemble. Lacombe m'assure que Cavalier y a fait de son mieux, qu'il est bien mortifié de n'avoir pas réussi, qu'il m'offre ses respects et qu'il sera à Nîmes ou icy mardy 27 pour rendre compte à M<sup>r</sup> le M<sup>al</sup>.

Jusques là, Monseigneur, mes craintes ont été trop véritables; les discours de quelques nouveaux convertis me les avoient inspirés; mais je les avois entendu par hasard et n'aurois pas pu en donner la preuve et l'éclaircissement.

Je ne vous fais qu'en gros un récit simple de l'état des choses; je n'entreray dans aucun détail de ce que j'apprends et que je vois icy. Il faudroit des volumes; encore en oublierais je une partie; et il ne seroit pas prudent ny dans l'ordre que je les hasardas, pendant que je suis seul icy sans troupes et sans précautions, à la mercy de 700 hommes dont vous savez la réputation. Le récit en seroit trop délicat; mes raisonnements et mes réflexions le seroient bien davantage. Je seray en estat de vous en rendre un jour un compte exact; mais je crains bien de perdre l'honneur de votre confiance, car il est difficile que vous consentiez à croire ce que j'ay peine à comprendre, dans le moment même que mes yeux et mes oreilles ne me permettent pas d'en douter.

Vous croyez bien, Monseigneur, que depuis huit jours entiers que

je suis au milieu de ces gens là, je suis en estat de vous faire la description du caractère de Cavalier et de tous ceux qui ont sous luy quelque inspection ou commandement. J'ay observé leurs discours, leur conduite, et leur manière. J'ay suivi leur morale, leurs vœux, leurs pensées et leurs espérances. Quelle douleur d'estre témoin de ce que je vois ! Croyez vous qu'il y eut du bon dans ces gens là et ne me scaurez vous pas mauvais gré de penser bien de Cavalier.

Pendant son éloignement, j'ay esté forcé à souhaiter son retour comme la présence d'un protecteur sans lequel ma vie n'est pas un moment en sureté et les affaires toujours au moment de s'échauffer davantage. Je vous donneray un jour l'explication de ces expressions que vous trouverez bien fortes. C'est avec un véritable désespoir que je vous assure que tous les nouveaux convertis généralement du bas Languedoc et particulièrement ceux de la campagne sont aussy coupables que ceux qui les armes à la main ont commis tant de désordres. Ils viennent tous icy en foule. Il y a des assemblées de six, sept et huit mil personnes avec une fureur qui surpasse celle des gens de Cavalier. Il m'a envoyé ce soir un de ses gens pour m'apprendre qu'il n'a pu se rendre icy ce soir, qu'il va droit à Nîmes où il veut rendre compte de son voyage à M<sup>r</sup> le Maréchal.

Ce général et M<sup>r</sup> de Basville viennent demain après midy à Caveirac qui est entre Nîmes et ce lieu. J'ay ordre de les y aller joindre à quoy je ne manqueray pas, si je ne suis pas retenu par Ravanel qui est fort mécontent de ce que Cavalier, contre la parolle qu'il luy avoit donnée, n'est pas encore revenu.

Ce Ravanel est homme exact ; il contient ses gens, mais il est d'une humeur et d'un tempérament si emporté, que c'est un miracle continuel de l'avoir ménagé comme j'ai fait depuis quatre jours. Il me promet tous les jours qu'il ne m'arivera rien, quoy que d'autres gens ayent déjà débité à Montpellier que j'avais été égorgé avec M<sup>r</sup> Capon, cap<sup>e</sup> réformé de dragons, que M<sup>r</sup> le M<sup>al</sup> m'a donné comme un homme d'un mérite très distingué qui sert très utilement icy. J'ay aussy avec moy M<sup>r</sup> Despioch com<sup>te</sup> des guerres qui a la charge de M<sup>r</sup> de Montrevel qui me marque tout le zèle et l'aplication possible.

Ravanel et les autres chefs qui sont icy me disent à tout moment que, sans la liberté de conscience pour eux et pour tous les nouveaux convertis, Cavalier promet inutilement ; qu'ils veulent tous mourir plutôt que d'y renoncer. Je fais ce que je peux pour le modérer, mais il n'est pas possible de le ramener...

---

# Mélanges

---

## UNE CONTROVERSE RELIGIEUSE EN 1624

EN LA VILLE DE SAUVETERRE-DU-BÉARN

Étude sur un petit livre intitulé : *Véritable narré de la conférence tenue à Sauveterre, entre Jaques de Majendie, ministre de la Parolle de Dieu en l'Église de la Bastide-Villefranche en Béarn et Daniel de S. Sever, capucin*. Imprimé à Orthez (sans nom d'imprimeur) M.DC.XXIV.

Le petit livre que j'ai l'honneur de présenter au public se recommande à la plus sérieuse attention de tous ceux qui s'intéressent au passé des Églises réformées du Béarn et cela pour bien des raisons, dont je me bornerai à indiquer dès maintenant trois des principales : le contenu, le propriétaire et l'auteur.

1° Le contenu. — Elles sont loin d'avoir été nombreuses en Béarn, ces disputes publiques entre protestants et catholiques sur des sujets religieux, et jusqu'ici l'histoire n'avait conservé le souvenir que d'une seule, qui eut lieu l'année 1620, dans la grande salle du château de Pau, entre le sieur Charles, professeur de théologie à l'université d'Orthez, et le même père Daniel, capucin. Le peu de profit qu'en retira le parti victorieux, qui se proposait de ramener les Béarnais sous la domination de Rome, y fit sans doute renoncer; on avait d'ailleurs des moyens autrement efficaces. C'est donc pour nous une bonne fortune d'en découvrir une seconde, qui semble avoir jusqu'ici échappé à tous les savants, car je ne l'ai vu mentionnée nulle part. L'exemplaire, probablement unique, que j'ai dans la main, est malheureusement incomplet. La dernière page manque. Mais les 62 qui nous restent suffisent pour nous donner une idée satisfaisante de ce qu'a été cette conférence.

2° Le propriétaire du volume est M. Pierre Majendie, de Bezing; il appartient donc à la famille du ministre Jacques Majendie, auteur de ces pages. Conservée pieusement comme un document particulier, et un titre d'honneur de la famille, cette plaquette vient jeter un jour nouveau sur une époque passablement agitée. La famille Majendie, de Bezing, a eu la gloire de fournir neuf ministres aux Églises réformées du Béarn, et nous devons à une étude très savante et très bien faite d'un jeune magistrat, M. A. de Dufau de Maluquer<sup>1</sup>, de connaître les différents membres de cette famille, qui était fort nombreuse, et dont une des branches, passée en Angleterre lors de la Révocation, compte encore des représentants distingués. Les deux ministres Majendie les plus connus étaient le père de notre auteur, Bernard de Majendie, originaire de Bezing, qui, après avoir desservi les églises de Châtillon-sur-Seine, Mont-de-Marsan et Pau, devint professeur d'hébreu à l'université d'Orthez, de 1611 à 1621, puis, après la suppression de cette école, pasteur à Maslacq. De son mariage avec la demoiselle Jeanne de Poyferré, de Mont-de-Marsan, il avait eu sept enfants, dont quatre devinrent pasteurs. Le plus illustre d'entre eux, son second fils, est cet André de Majendie, pasteur de Sauveterre, dont le *Protestant béarnais* nous racontait récemment la vie<sup>2</sup>. On sait comment, à l'occasion d'un sermon qu'il prononça au synode de Nay en 1667, il fut condamné à faire amende honorable devant la cour du parlement, les fers aux pieds, ses livres furent lacérés et livrés aux flammes par le bourreau, et il dut ensuite partir pour l'exil.

3° L'auteur. Ce petit livre nous révèle un nouveau Majendie, qui mérite aussi de compter parmi les illustrations béarnaises. Jacques de Majendie, fils aîné du professeur Bernard, avait fait ses études à l'université d'Orthez. Il en était déjà élève en 1611. En 1617, il alla comme étudiant à l'étranger « hors pays et en congé d'Église ». L'année suivante, il est

1. *Notices généalogiques béarnaises. Une famille de ministres protestants (les Majendie)*, par A. de Dufau de Maluquer. Pau. Vve Léon Ribaut, libraire, 6, rue Saint-Louis, 1892.

2. Numéro du 7 avril 1894.



envoyé comme ministre à Arros, et quelques années plus tard, il remplit les fonctions de pasteur extra-muros à Labastide-Villefranche, où, en 1618, il avait épousé une demoiselle Marie de Tachoueres. M. Bohin raconte qu'à cette occasion, les jurats de cette ville lui firent présent de quatre jambons. Son mariage fut béni, car Dieu lui donna huit enfants. Il était pasteur à Labastide lors de la conférence de Sauveterre en 1624, il y partageait le ministère avec un sieur Pourrat, qui desservait depuis bien des années cette Église, laquelle d'ailleurs n'est pas pour nous une inconnue. En relisant, dernièrement, dans le *Protestant béarnais*<sup>1</sup>, les articles que M. Bohin a consacrés à cette *bastide protestante*, je me suis bien promis qu'à la prochaine occasion, j'émettrai le vœu public qu'il réunisse en un volume les pages émues où il raconte les péripéties douloureuses de cette petite communauté, et nous donne un livre qui aurait naturellement sa place marquée dans chaque famille béarnaise. Et maintenant que je me suis acquitté de ce vœu, revenons à Jacques de Majendie. Il quitta Labastide en 1636, et desservit l'Église d'Orthez, où il mourut en 1656. C'était un homme fort érudit, d'une science très sûre, connaissant ses auteurs. Son style, facile et agréable, est émaillé de citations grecques et latines. Il sait l'hébreu et même le syriaque, autant qu'homme du monde. Et nous aurons l'occasion de faire bientôt connaissance avec sa piquante et vive manière d'écrire.

Mais avant de faire les citations qu'on appréciera, il convient, pour mieux faire ressortir la valeur de l'ouvrage, de jeter un coup d'œil sur les graves événements dont le Béarn vient d'être le théâtre. Ainsi, je me propose de diviser ce travail en trois parties.

Dans la première, je traiterai de la situation politique et religieuse du Béarn en 1624.

Dans la deuxième, j'exposerai les préliminaires de la conférence.

Enfin, dans la troisième, je rendrai compte de la conférence proprement dite.

1. *Protestant béarnais* depuis le numéro du 11 décembre 1886 jusqu'au numéro du 1<sup>er</sup> octobre 1887.

J'essayerai d'apporter à ce travail autant d'impartialité historique qu'il me sera possible, et de rendre justice à tous. Mais je ne puis m'empêcher de dire par avance, que le résultat de cette nouvelle étude n'a fait que confirmer mes sympathies en faveur des victimes de l'intolérance, et je m'appliquerai volontiers ce vers du poète latin cité par Racine, ainsi modifié :

*Victrix causa quibus placuit, victaque loquenti.*  
 Quelques-uns préfèrent la cause des vainqueurs,  
 Celui qui parle, celle des vaincus.

#### § 1. — Situation politique et religieuse du Béarn en 1624.

Dans une de ses Fables, le bon La Fontaine nous montre le pot de fer invitant le pot de terre à voyager avec lui. Celui-ci hésite à se mettre en route avec ce compagnon

dont la peau  
 Était plus dure que la sienne.

Le pot de fer insiste :

Nous vous mettrons à couvert...  
 Et si quelque matière dure  
 Vous menace, par aventure,  
 Entre les deux je passerai  
 Et du coup vous sauverai.

Et le pot de terre, persuadé par son puissant protecteur,

n'eut pas fait cent pas  
 Que par son compagnon il fut mis en éclats.

Le pot de fer, n'est-ce pas Henri de Navarre devenu roi de France, et promettant au pot de terre, je veux dire au Béarn, le maintien indéfini de ses privilèges.

L'ambition d'Henri IV, nous dit un historien, était de léguer à la France entière le bonheur et la prospérité de ses États héréditaires. « Si Dieu me prête vie, disait-il aux députés de Beauvais, j'établirai parmi vous le même ordre qui règne en mon pays de Béarn, où les plus grands procès ne

durent que trois mois et ne sont si hardis les juges, de prendre épices, sinon à la plus petite mesure. J'ai deux villages séparés par une rivière : dans l'un ne s'est jamais dit de messe ; dans l'autre, ne s'est jamais fait de prêche, et pour cela ne laissent les habitants de vivre entre eux comme frères. » Enfin « lorsqu'il exprimait le désir de voir le plus pauvre de ses sujets *mettre la poule au pot le dimanche*, c'était encore l'état du Béarn qu'il voulait appliquer à la France entière<sup>1</sup>.

Pour rappeler d'un mot l'histoire d'un peuple libre en plein moyen âge, je me contenterai d'indiquer par une citation le respect dont les souverains du Béarn avaient toujours entouré les franchises et les privilèges de ce petit pays :

Seize princes, depuis Gaston de Moncade jusqu'à Henri de Bourbon, ont régné en Béarn ; la durée de leur règne embrasse quatre siècles et demi. Dans ce long espace de temps, le pays a vécu dans une paix profonde ; aucun ennemi n'est entré en Béarn. Une seule invasion eut lieu dans la guerre civile, excitée sous la reine Jeanne ; guerre étouffée en naissant. Otez cette année de nos fastes, vous n'y verrez qu'une paix perpétuelle. Mais ce n'est rien encore ; nos annales offrent un phénomène unique dans l'histoire des gouvernements : seize princes ont régné dans le même pays, pendant quatre siècles et demi, sans enfreindre le moindre de ses privilèges, Quelle qu'ait été la différence de leurs caractères et de leur situation, au milieu des revers, au sein de la gloire, malgré l'attrait du pouvoir ou les conseils de la nécessité, ils n'ont jamais porté la plus légère atteinte à la liberté de leurs sujets<sup>2</sup>.

Trente ans à peine se sont écoulés depuis le jour où Henri IV est monté sur le trône de France, et le pot de terre, qui était resté intact pendant cinq siècles, git misérablement,

1. *Hist. des Peuples et des États pyrénéens*, par J. Cenac-Moncaut, t. V, p. 78.

Ceux qui ne connaissent point encore le passé de ce joli pays, je les renverrai volontiers à l'étude publiée il y a quelques années, aux frais de l'État, par un lauréat de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, à l'ouvrage intitulé : *les États du Béarn depuis leur origine jusqu'au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle*, par Léon Cadier, membre de l'école française de Rome. Paris, Alphonse Picard, 82, rue Bonaparte, 1888.

2. Faget de Baure, *Essais historiques sur le Béarn*, p. 492-493.

brisé. Le petit-fils de Jeanne d'Albret a détruit d'une main parjure les fors et les libertés qu'il avait juré de maintenir. Et devant cet affreux bouleversement, devant cette destruction de tout ce qui avait fait ce pays libre, indépendant et prospère, on comprend que l'historien se demande aujourd'hui si le Béarn, par le libre usage de ses privilèges, n'eût pas mieux contribué à la gloire de la grande patrie, que par l'asservissement où le réduisit le fils d'Henri IV.

Mais revenons à cette année de 1624, où nous ramène le sujet de cette conférence.

Au point de vue politique, le Béarn n'est plus qu'une simple province de la France.

Le gouverneur, nommé par Henri IV, le duc de la Force, a dû s'enfuir, pour faire place à un sieur Poyanne, catholique zélé, dont la mission est de rétablir la religion romaine.

Le Conseil souverain, dont Henri IV faisait un si bel éloge, est remplacé par le Parlement de Navarre, qui est destiné à être, plutôt qu'une cour de justice, un des plus puissants facteurs de l'oppression de plus en plus grande qui va désormais peser sur les malheureux réformés. Les états, si jaloux de l'indépendance du pays, profondément modifiés, ne seront plus consultés que pour la forme. Les protestants commencent à être exclus des charges publiques. On les oblige à élire partout les deux tiers des jurats catholiques et à Salies, on les a exclus de toutes les fonctions municipales. L'armée béarnaise a été dissoute et il est défendu de la convoquer, sous peine de la vie. La place forte du Béarn, l'héroïque cité de Navarrenx, est occupée par des régiments étrangers, qui tiennent des garnisons dans les principales villes du pays. Enfin, déjà deux fois depuis quatre ans, en 1620 et en 1624, le pays a subi deux invasions, où la fureur des soldats « à qui l'on avait donné le pillage des Huguenots », s'est donnée libre carrière.

Mais c'est surtout au point de vue religieux que le trouble était considérable.

Louis XIII dépouilla les Béarnais des biens ecclésiastiques, dont ils avaient la libre disposition depuis cinquante ans, s'en servant pour entretenir leurs Églises réformées, leur



Académie et leurs pauvres. La nation, dans sa souveraineté, faisait de ses biens l'usage qui lui semblait convenable. Le roi, dit-on, ne faisait que rendre à l'Église catholique les biens qui lui avaient appartenu jadis et, suivant les écrivains du parti, ce n'était que justice. Je laisse aux juriscultes le soin de décider si les États du Béarn, comme l'Assemblée nationale de 1789, ont eu tort de considérer ces biens comme appartenant à la nation, surtout, comme en Béarn, quand la nation eut répudié la religion romaine. Louis XIII commença cette œuvre de restitution par la suppression de l'université d'Orthez. C'était une charge de moins à pourvoir. Il n'eut donc aucune considération pour l'attachement que son père n'avait cessé de montrer à cette école, fondée par Jeanne d'Albret, et qu'Henri IV avait érigée en université; et comme, dans ce foyer de lumière, l'instruction était trop étendue et trop indépendante, il l'éteignit impitoyablement. Il eût été impossible, tant que la noblesse béarnaise y fût venue recevoir une éducation vraiment libérale, de la ramener sous le joug de Rome. Quant aux réformés qui voudront faire des études supérieures, ils devront désormais se rendre dans des écoles éloignées. D'ailleurs, Louis XIII, créa, pour remplacer l'université, un collège qu'il établit à Pau et fit diriger par les Jésuites.

Ensuite, tous les biens ecclésiastiques durent être restitués, tels qu'ils étaient un demi-siècle auparavant, et remis entre les mains du clergé romain. Pour cela, on dépouilla les Églises réformées de tout ce dont elles jouissaient depuis cinquante ans. On enleva aux villes qui partageaient la foi évangélique, leurs Églises et leurs cimetières. On reprit aux particuliers les anciens couvents qui leur avaient été vendus. Et, pour le dire en passant, il est étonnant de constater la quantité de biens qui avaient échappé à la fureur huguenote laquelle, d'après certains auteurs, les aurait tous détruits. Puis on rétablit les dimes ecclésiastiques, et toutes les charges d'autrefois durent être supportées par un peuple qui avait abandonné le catholicisme romain.

On comprend quelle stupeur durent causer dans cette paisible population de telles mesures, qui ne purent être appli-

quées que par la violence. Le duc d'Épernon, à la tête d'une armée, dut intervenir pour faire remise au clergé des biens qu'il réclamait comme siens. On vit alors des choses étranges : l'Église et le cimetière remis à un prêtre, alors qu'il n'y avait dans l'endroit aucun catholique, et d'un autre côté, les habitants devant construire à leurs frais un temple pour leur usage, et acheter des terrains nouveaux pour ensevelir leur morts. Quels troubles devait causer une telle révolution ? Aussi l'abbé Poeydavant constate-t-il naïvement que la paix que d'Épernon laissa dans le pays n'était pas la paix intérieure<sup>1</sup>. On dut placer à la tête du Béarn le maréchal de Thémynes, pour que l'édit royal pût être partout exécuté.

La conséquence de ces violences, c'est qu'un grand nombre de pauvres campagnards ignorants se laissèrent gagner au catholicisme, et l'auteur des *Troubles* considère comme un fait vraiment miraculeux « la multiplication prodigieuse du peuple catholique qu'on vit se faire en un instant. Plus de vingt mille campagnards revinrent à la foi... » « On vit à l'Estelle une procession composée de plus de cinq mille personnes. » Et pour le dire en passant, ces exemples et ces chiffres cités par le prêtre ne constatent-ils pas la disparition antérieure à peu près totale du catholicisme romain en Béarn ?

Pour en revenir à la ville de Sauveterre, où eut lieu la conférence qui nous occupe, dès 1622 les carmes y avaient repris le couvent qu'ils y occupaient jadis ; mais la chose ne se fit pas sans quelques difficultés. Car, nous dit l'auteur de la *Chronique du diocèse d'Oloron*, « il leur fallut attendre bien des années, et soutenir de nombreux procès, avant d'être remis en possession de tous les biens et de toutes les dimes du monastère. Aussi voit-on, dès l'an 1623, le trésor royal leur faire quelques *aumônes*<sup>2</sup> ».

Nous est-il permis de supposer que les difficultés que les carmes rencontraient pour rentrer dans tous leurs anciens

1. *Histoire des troubles survenus en Béarn dans le xvi<sup>e</sup> et la moitié du xvii<sup>e</sup> siècles*, par l'abbé Poeydavant. Pau, Tonnet, 1821. T. III, p. 288.

2. *Chronique du diocèse et du pays d'Oloron*, par M. l'abbé Menjoulet. Oloron, 2 vol. in-8°, chez M. Marquet, libraire, 1869. T. II, p. 227.

privilèges, avaient amené dans cette ville le Père Daniel, provincial de cet ordre et qui y prêcha le carême en 1624?

En face de ce clergé nombreux et remuant, jouissant d'une situation exorbitante, et fort de l'appui que lui donnait le pouvoir royal, que devenaient les Églises réformées du pays? Constatons tout de suite que, dans cette tourmente, pas une ne succomba et qu'aucun de leurs pasteurs ne fit défection. Ils restèrent tous à leur poste, quoique le roi, qui faisait des aumônes aux couvents refusât de leur payer les 78,000 livres qu'il leur avait promises, pour remplacer les biens dont il les dépouillait; les fidèles, qui ne laissèrent point leurs pasteurs dans l'abandon, se mirent partout à se cotiser et à s'ingénier pour construire des temples, acheter des cimetières, et surtout à travailler à l'union des frères, seul moyen de résistance aux sollicitations nombreuses et souvent perfides des convertisseurs zélés qui couvraient le pays.

On sait que le Béarn était divisé en 57 Églises desservies par 68 pasteurs. Ces Églises se répartissaient en 6 colloques : ceux de *Pau, Nay, Vicbilh, Oloron, Orthez et Sauveterre*. Il y avait en outre quatre ou cinq pasteurs émérites, que leur grand âge empêchait d'exercer. De plus, les pasteurs étaient aidés par quelques catéchistes.

Quant au colloque de Sauveterre, dont nous avons à nous occuper plus particulièrement ici, car c'est lors de la réunion de ce colloque que la conférence entre le pasteur Jaques de Majendie et le Père Daniel fut décidée, il était ainsi composé :

|                               | Pasteurs.                  |
|-------------------------------|----------------------------|
| Église de Sauveterre.....     | Casamajor.                 |
| — de Salies.....              | Du Casse et Bégué.         |
| — de Labastide-Villefranche.. | Pourrat et J. de Majendie. |
| — de Caresse.....             | Simon Fajet.               |
| — d'Araujuzon.....            | Jean de Davant.            |
| — de Charres.....             | Bustanoby.                 |
| — d'Andaux.....               | François Laignerot.        |
| — de Saint-Gladie.....        | Raymond de Tholose.        |
| — d'Oraas.....                | D'Estandau.                |
| — de Saint-Palais.....        | Cussonet <sup>1</sup> .    |

1. *Le Protestant béarnais*, 1<sup>re</sup> année, 1882, n° 23.

Le synode du Béarn se réunissait tous les ans et ne manquait pas de prescrire aux Églises des jeûnes solennels, les exhortant à la prière et à l'humiliation. C'est de cette façon que les réformés supportaient les attaques dont ils étaient les objets. Mais, il faut bien le dire, malgré les recommandations du synode, la vigilance des pasteurs et l'empressement des dévoués à la cause, beaucoup d'indifférents ou d'intéressés, préférant les avantages de ce monde aux intérêts de la conscience, suivaient l'exemple funeste d'Henri IV, qu'on ne se faisait pas faute de leur rappeler souvent.

## § 2. — Les préliminaires de la conférence.

Laissons maintenant la parole à Jacques de Majendie, qui nous raconte, mieux que je ne saurais le faire, au début de son ouvrage, les circonstances particulières qui provoquèrent la conférence :

« Il y a quelques années que le clergé romain, croyant que tout trembleroit au seul bruit de ses armes, envoya défier les batailles rangées de Dieu en Béarn, donnant charge à un moine capucin, qui se nomme Daniel, homme de renom entre les papistes, d'attaquer l'avant-garde des hérétiques, car c'est ainsi qu'il plaît à ces gens de nous qualifier; il vient, il void, et pense vaincre, il assure ses partisans qu'il n'y en a pas pour un jour. qu'à son seul regard l'hérésie se trouvera confuse. Qui ne craindra? quel moyen de gaudir aux secousses d'un si rude jousteur? Desjà on crie que tout faict joug, desjà parmi nos voysins on publie notre défaite, mais c'est aller trop viste, les vaisseaux vuides font beaucoup de bruit, mais se trouvent à sec quand on les perce.

*Parturient montes, nascitur ridiculus mus.*

La montagne est en travail, elle accouche d'une souris.

« A ce toxaïn se lèvent les gardes de la maison de Dieu, et ce guerrier marchant de front fut valeureusement repoussé par le s. de Charles, personnage de singulière érudition, et duquel j'ayme mieux ne dire rien, qu'en dire peu : le succès de ses armes est en la mémoire des assistans tant d'un que d'autre parti, en deux livrets composés par ledit s. dont le dernier demeure sans réplique. Cest entreheurt refroidit un peu la bile du s. Daniel, tellement que



depuis, il s'est contenté de conférer avec ses confrères de l'institution de son ordre et des reigles de son couvent jusqu'à ce<sup>3</sup> que s'estant en fin relevé comme d'un ravissement extatique, et craignant que son silence ne fut préjudiciable à sa cause, et ruineux pour son honneur, il a entrepris de donner un second deffi aux pasteurs de l'évangile, s'assurant qu'attaquant des moindres combattans, il répareroit les brèches faites à sa réputation en la première conférence. Estant donc allé à Sauveterre pour y prescher durant le caresme, il dit partout qu'il n'y a ministre dans le Colloque qu'il ne fasse taire : que s'il en y a quelqu'un qui ose entrer en conférence avec lui, il le fera trouver ignorant, et chanter la palinodie, dit qu'il est venu pour désabuser le peuple, qu'il le plaint de ce qu'il se laisse ainsi enchevestrer à des ignoranteaux, voyla Pyrgopolinice de Plaute. Ce sont les beaux discours dont il entretient les compagnies, ses prédications mesme en sont estoffées.

« ... Aussi Dieu veut que ne semant que du vent, il ne moissonne que de la fumée, le peuple se moque de ses déclamations, les ministres mesprisent ses outrages, disent qu'il n'ont afaire de répondre à ses convices, que les mespriser c'est y répondre. Que s'il desire tant une conférence, ne faut qu'attaquer quel qu'il soit, qu'ils s'assurent que Dieu establira sa louange par sa bouche. Cependant le moine prenant nos responses pour fuites, et croyant que nous craignons la touche, se sert de quelques particuliers pour engager quelqu'un de nous en dispute. A quoy nous estions prests d'acquiescer sans la nouvelle certaine que nous eusmes que cette conférence n'estoit recerchée que pour rendre plus spécieuse la révolte du sieur de Colomme, Juge de Sauveterre qu'on avoit desja gagné : cela nous fist sursoyer la dispute quelques jours : si bien que ledict sieur juge n'espérant plus la conférence qu'il avoit si longuement désirée, se présenta devant le Consistoire de Sauveterre le mercredi 27 mars, et déclara qu'il n'estoit plus des nostres, et qu'il s'estoit rendu catholique... »

Si le sieur de Colomme capitulait, sans doute pour garder sa place, il n'en était pas de même de sa femme.

« Le lendemain, le s. Tholoze pasteur de l'Eglise de Saint-Gladie, étant allé visiter Mademoiselle de Colomme, femme dudit sieur juge, laquelle était malade, et y ayant trouvé Madame de Bonnegarde et le sieur de la Sale, médecin, et de Vivier apoticaire, se print à exhorter la ditte damoiselle à la persévérance et entré en propos de la religion Romaine dit qu'elle menoit à perdition. »

Le capucin, qui avait ses entrées libres dans la maison du juge, se plaignit que le sieur Tholoze avait dit que « tous les papistes étaient damnés ».

« Sur quoy, ledit ministre estant enterrogué respondit qu'il avoit tenu propos de la religion Romaine, non de ceux qui la professent. Ce qui fut vérifié par les dépositions de Madame de Bonnegarde, de la damoiselle malade, du sieur médecin et apoticaire et même dudit s. juge. Le Capuchin étant satisfait de ce costé-la, dit que le s. Tholoze ne scauroit prouver la proposition qu'il confessoit avoir avancé et s'offroit de l'impugner en dispute reiglée, et lui prouver clairement la pureté de la religion Romaine : et sur le champ sort de sa chambre, va visiter Madame de Bonnegarde pour jeter quelque carabinade sur quelqu'un des pasteurs qu'il scavoit devoir aller chez la ditte Dame pour un affaire, pour lequel nous estions assemblés en Colloque ce jour là, sachant bien que nul de nous ne refuseroit d'impugner la religion Romaine et deffendre la Réformée. Tost après les s. Bustanobi père, Laignerot et moi fûmes envoyés vers la dite dame, laquelle, tandis que nous interrogiions sur le subject de notre envoy, nous fûmes interrompus et provoqués à la dispute par le sieur de Bignarte, gentilhomme papiste et De Marque, carme résidant à Sauveterre, et d'autant que pour nous rendre odieux à l'assistance, on redisoit les paroles que contre vérité on improprioit (attribuoit) au sieur Tholoze : je prins la parole disant que les questions personnelles sont odieuses et que ledit s. Ministre est trop sage et discret pour avoir dit que tous les papistes estoient damnés. Mais que je croyois qu'il avoit conçu sa proposition en ces termes, que la Religion papistique n'est pas conforme à la parole de Dieu. »

Le capucin somme alors le pasteur de prouver sa proposition. Celui-ci lui réplique qu'il n'avait rien avancé avec intention de disputer, qu'il savait bien l'honneur qu'il devait à ses collègues et qu'il n'était pas séant qu'il parlât devant eux (probablement à cause de sa jeunesse). Mais que si le moine veut l'attaquer, il est prêt à lui répondre. Après bien des détours, où le moine cherche à rendre le ministre agresseur, le P. Daniel se décide d'entrer en dispute réglée. On choisit donc deux secrétaires pour rédiger les propositions et les arguments de chacun des adversaires : c'étaient le sieur de Muneinh, avocat au parlement, et du Bidou, prêtre.

Le moine et le pasteur signent chacun sa proposition, le moine s'offrant de prouver que la religion catholique apostolique Romaine n'est pas contraire à la parole de Dieu, et le pasteur qu'elle n'y est pas conforme.

Je ne puis entrer dans le détail de cette discussion, où l'on avance péniblement à coups de syllogismes laborieusement établis, ce serait par trop fastidieux. Je me contenterai de résumer les principaux arguments mis en avant.

La thèse du moine est que la religion Romaine, montrant ses successeurs depuis les apôtres, a été instituée par Jésus-Christ, qu'il est absurde de distinguer une succession de doctrine d'une succession de personnes, car l'une ne peut aller sans l'autre; qu'il n'y a jamais eu interruption de doctrine ni de personne dans l'Église Romaine, et requiert le pasteur de citer les circonstances de temps et de lieux où ces interruptions se seraient produites et d'établir « l'autorité que lui et les siens ont de les corriger, car, dit-il, pour le règlement de la police ecclésiastique, personne ne se peut ingérer sans être légitimement envoyé ».

De son côté, le pasteur affirme que la succession personnelle ne saurait être la marque de la vraie religion; il cite à l'appui ce passage de Grégoire de Naziance :

« La succession de piété doit être proprement estimée succession, car ceux qui font profession d'une même doctrine de foi, sont aussi participants d'un même throne, mais ceux qui embrassent une foi contraire doivent être tenus pour ennemis voire au throne même car l'un a le nom et l'autre la chose et la vérité de la succession, ainsi aucun ne doit être reconnu bon pasteur, pour avoir la vocation extérieure : et celui qui ne peut montrer cette vocation, ne doit pourtant être rejeté s'il porte les paroles de Dieu. »

Après avoir cité Tertullien et Bellarmin, il montre que tel peut succéder aux apôtres quant à la doctrine, qui toutefois ne soit assis en la chaire de Rome et que cela est quelquefois advenu, et que les pasteurs sont devenus loups ravisants et apostats, enseignant une fausse doctrine au lieu de se tenir dans les termes de la parole de Dieu; que cependant Dieu ne s'est jamais laissé sans témoignage, et l'Église n'a jamais été sans pasteur.

« Je dis donc, que tel est mis à la place d'un autre qui ne succède pas à sa piété. Ce qu'il faut que les papistes advouent, car l'Eglise de Constantinople ne peut-elle pas produire le catalogue de ses Patriarches? Et toutes fois l'Eglise Romaine la reconnaît hérétique. Cette altération est aussi survenue en l'Eglise Romaine, les papes ayant presché après S<sup>t</sup> Pierre, ont prêché contre S<sup>t</sup> Pierre, et ce qui estoit auparavant la chaire de vérité est devenu, par l'artifice de Satan, chaire de pestilence. Cela est si public, que Génébrard en sa chronologie, sur l'an 901, est contraint de dire : La nasselle de S. Pierre est employée pour trafiquer, et ses rets à envelopper des royaumes, et sa clef pour ouvrir les coffres, il a laissé le glaive spirituel duquel S<sup>t</sup> Pierre se servoit pour transpercer les cœurs afin de se servir de celui dont il coupa l'oreille. En cela seul ce siècle est malheureux que par l'espace de 150 ans environ 50 papes sont entièrement decheus de la vertu de leurs ancestres, estans plustost apotactiques, ou apostatiques qu'apostoliques. »

Par parenthèse ce Génébrard, de qui est cette citation, vivait sous Henri IV. C'était un évêque français, qui fut tour à tour, professeur d'hébreu au collège de Navarre, ligueur et archevêque d'Aix. — Quant aux interruptions dans la doctrine, continue Jacques de Majendie, elles ont été faites en certain lieu et en certain temps, la preuve, c'est qu'elles existent mais

« c'est perdre son temps que de chercher ici le temps et le lieu de chaque dépravation, d'autant que celui qui trouveroit son planché bruslé ne doubteroit que le feu n'y fut, quoi qu'il ne sceut pas où ni quand il s'y est pris... il en est des abus survenus en la religion comme des maladies du corps, qui se font bien sentir, quoiqu'on ne sache le premier moment auquel elles ont commencé, et comme l'ennemi étant dans une ville, les citoyens ne s'amusent à s'enquérir du lieu par où il est entré, mais chacun prend les armes pour le repousser, de même l'hérésie s'estant glissée en l'Eglise de Dieu, ne faut s'enquérir curieusement depuis quand elle y est, ni par qui elle s'y est fourrée, mais faut l'en bannir sur le champ ».

Cependant il s'offre de marquer en temps et lieu les dépravations de l'Eglise Romaine, en faisant voir qu'

« au commencement il n'estoit pas ainsi et par conséquent confé-



rant la créance de l'Église R. avec les saintes Écritures. Pourvu que je fasse cela, je montre assez mon autorité; un homme estant autorisé quand il est muni de la vérité, contre laquelle il n'y a privilège qui puisse prescrire. Or comme c'est au roi d'envoyer celui qui lui plaira pour pourvoir au desreiglement de son Estat, de mesme Dieu a le droit de se servir de celui qu'il lui plait pour remédier aux abus qui se seront glissés dans son Église. Au reste, quand le sieur Daniel voudra nous contester la vocation de nos pasteurs, j'offre, moyennant l'assistance de Dieu, de lui faire voir qu'elle est légitime. »

Telle fut la première passe d'armes après laquelle capucin et ministre se mettent d'accord pour tenir ensemble une conférence publique, non sans avoir auparavant apposé leurs signatures sur le compte rendu de cette première dispute « tant les contendans que les scribes ».

Voici les conditions arrêtées pour la conférence publique :

1° On demandera l'autorisation au magistrat souverain qui était alors Mgr de Poyane;

2° L'Écriture Sainte sera le juge du différend;

3° Il y aura deux modérateurs et deux scribes;

4° On sera tenu d'argumenter syllogistiquement;

5° Il ne faudra point extravaguer en discours diffus;

6° La conférence se tiendra à Sauveterre le mardi suivant.

Ces conditions arrêtées, sur la réquisition du capucin, que le pasteur marquât quelque abus de l'Église Romaine, celui-ci présenta cette thèse :

*La doctrine de la transsubstantiation est nouvelle, estant contraire à la Parole de Dieu et à la raison.*

### § 3. — La conférence.

Laissons encore ici la parole à Jacques de Majendie :

Au nom de Dieu.

Le mardi 2 d'avril 1624, Monsieur d'Urgons ayant assemblé quelques pasteurs, nous fit entendre que Monseigneur de Poyane, agréant la conférence accordée entre le sieur Daniel Capucin et

moy, l'auroit envoyé à Sauveterre pour y présider et empêcher les désordres. L'ayant remercié de l'honneur qu'il nous faisoit, et prié de s'asseurer qu'il n'y arriveroit aucun désordre de nostre côté; nous lui dismes que nous désirions que la dispute fût publique, afin que tous fussent témoins de nos procédures. Veu mesmement que le jour auparavant, le Capucin, preschant en rue, avoit semons (convoqué) tout le peuple à se trouver à la deffaitte du Ministre. Le dit s<sup>r</sup> promit nous donner contentement et bientôt après il nous fit advertir qu'il avoit choisi la maison de ville pour le lieu de la conférence. Nous y fusmes les premiers et tost après parut le s<sup>r</sup> Capucin avec une troupe de prestres. Messieurs les modérateurs qui estoient pour les papistes, M. de Colomme, juge, et pour ceux de la Religion M<sup>r</sup> de la Sale médecin, ayans prins place : je fis un petit discours sur le subject de la conférence, auquel je me pleignoïs du s<sup>r</sup> Capucin, lequel preschant au marché avoit dit au peuple le jour auparavant, que s'il n'avoit mené battant le ministre en la dispute particulière, ç'avoit été à dessein de l'engager en la publique, que le lendemain il combattroit tout de bon, et que je serois battu à plate couture : sur quoi je dis que celui qui chante le triomphe devant le combat, sert bien souvent de trophée à son ennemi, qu'il falloit avoir un peu de patience et attendre la catastrophe.

« Après cela je dis que nous estions assemblés pour débatre de la Transsubstantiation, laquelle j'offrois de faire voir estre une doctrine nouvelle. Icy le Capucin m'interrompt me demandant les marques de ma mission. Je répondis que je m'étonnais qu'il cherchât des accrochements dès l'entrée. Qu'en la conférence particulière estant iceluy sorti du subject qui estoit, si en l'Église Romaine y avoit jamais eu interruption en la doctrine, et sauté sur la vocation de nos pasteurs; j'avois fait un long discours sur la vocation des pasteurs de l'Église Réformée, et prouvé mesmes par les maximes de la Papauté qu'elle est légitime. Que je ne voulois m'amuser à redire une mesme chanson, et le sommois de se deffendre sur la Thèse par moy proposée. Finalement il acquiesça et estant par moy sommé d'agir le lendemain, il le promit, ne s'en pouvant dédire avec honneur.

« Faut noter que le Capucin, pour prouver que notre vocation est illégitime, tira de son sac un livret syriaque, où estoit le symbole des apostres, me disant que je le leusse; je repartis que j'étois marri qu'il donnast tant de preuve de sa vanité, voulant faire voir à tout le monde qu'il sçavoit aussi bien parler que les chambrières de Syrie. Que je sçavois aussi bien que luy la langue syriaque, comme je lui

feroy voir bientost. Qu'il se rendoit ridicule aux assistants voulant impugner la vocation de nos pasteurs par le symbole des Apostres. Je le sommay donc de parler du subject, et d'expliquer sa créance sur la Transsubstantiation. A quoi je le voulois obliger à cause de la diversité d'opinions des docteurs de l'Eglise Romaine sur cette matière; y ayant presque autant d'opinions que de textes. Je voulois donc qu'il couchast son opinion en certaines propositions; mais il ne le voulut point faire : si bien que pour ne perdre temps je commençay de représenter aux assistants notre créance sur le fait de l'Eucharistie et la créance de ceux de l'Eglise Romaine ».

Voilà donc la dispute engagée, non sans peine, sur son vrai terrain. Les deux adversaires, pour plus de précision, dictent aux scribes leurs arguments, et l'on procède, d'après les conventions, suivant la méthode syllogistique.

Je confesse, à ma honte, combien cette manière de procéder me semble étrange. Il y a bien longtemps que je n'ai entendu parler de majeure, de mineure, d'enthymène et de sorite et quand je lis que le moine avait raisonné en *Darīi*, je ne puis m'empêcher d'éclater de rire en me souvenant de la charmante scène de Molière où le professeur de philosophie explique à M. Jourdain ce que c'est que la logique, « la science qui enseigne les trois opérations de l'esprit » :

Monsieur Jourdain. — Qui sont-elles, ces trois opérations de l'esprit?

Le maître de ph. — La première, la seconde et la troisième. La première est de bien concevoir par le moyen des universaux; la seconde de bien juger par le moyen des catégories; et la troisième de bien tirer une conséquence par le moyen des figures, barbara, celarent, *darīi*, *ferio*, *barolipton*, etc.

M. J. — Voilà des mots qui sont trop rébarbatifs. Cette logique-là ne me revient point. Apprenons autre chose qui soit plus joli.

Ce qui me rassure sur mon ignorance, c'est que le grand Arnauld, à qui je demande des lumières sur les différentes figures du syllogisme, me met en garde sur l'abus qu'on en peut faire, disant que « nous devons plutôt examiner la solidité du raisonnement par la lumière naturelle que par les formes<sup>1</sup> ».

1. *Logique de Port-Royal*, p. 223.

Tout bizarre qu'elle puisse être, la méthode syllogistique présente un avantage évident dans le cas qui nous occupe, en obligeant les deux conférenciers à rester dans la question et à y rentrer dès qu'ils tentaient d'en sortir. Or, s'ils restent sur l'objet de la discussion, celle-ci n'avance guère et ils piétinent sur place, sans que ni l'un ni l'autre ne fasse un pas vers son adversaire. Aussi le résultat de la conférence fut nul au point de vue pratique, et il n'en pouvait être autrement. Des deux parts, en effet, il y a une autorité qui domine la méthode, et qui fait que, devant l'évidence même, l'adversaire ne saurait se rendre. Comment faire accepter par ce moine que l'Église Romaine, pour lui infaillible, interprète d'une manière contraire au bon sens, à l'exégèse scientifique et aux affirmations des Pères de l'Église, ces quatre mots : « Ceci est mon corps. » Et d'un autre côté, comment convaincre celui qui n'accepte pas l'infailibilité de l'Église, que le moine, qui, selon lui, raisonne d'une manière contraire à la grammaire, aux témoignages des pères, à l'histoire de l'Église primitive, est dans la vérité?

Aussi, du moment que chacun est resté sur son terrain, dont il n'a pas accordé un pouce à son adversaire, et conclut en faisant appel au jugement public, il n'est pas étonnant que l'un comme l'autre dut s'attribuer une éclatante victoire et chanter partout son triomphe.

Cela dit, nous pouvons, sans crainte de nous perdre dans des longueurs, résumer rapidement la discussion. Le pasteur commence par faire ce que nous appellerions l'historique de la question, il cite les opinions bien connues de Ratramne, Scot, Bérenger, de Grégoire VII et d'Innocent III. A quoi le moine réplique que les auteurs qui sont d'un avis contraire au sien, sont incomplètement cités, que d'ailleurs, « puisqu'ils ont été catholiques et religieux, ils se sont toujours tenus dans les bornes de la foy catholique, ainsi qu'il s'offre de faire voir à la lecture de leurs livres ». On passe ensuite à l'étude des quatre textes sacrés qui relatent l'institution de la Sainte-Cène, qui nous est transmise quatre fois, une fois dans chacun des trois premiers évangiles, puis dans I Cor.; xi. Jésus prit le pain, et ayant rendu grâces, *le rompit et le donna*. Il



est évident, dit Majendie, que *le* se rapporte à pain. C'est du pain que Jésus rompit et donna.

Mais, répond le moine, la particule *le* ne se trouve pas dans le grec, on l'a mise en français parce que la clarté du langage l'exige. Au reste, J.-C. a parlé la langue syriaque et la version syriaque n'a point de particule... « Je prouvai donc, dit Majendie, que J.-C. rompit le pain et cela a tellement pressé l'adversaire que pour toute défaite il n'a su dire si non que les Évangélistes ne parlant point français n'avaient pas employé la particule *le*. Se peut-il faire qu'un docteur si qualifié soit contraint d'user d'une réponce si ridicule? Si ces inepties m'eussent échappé, que de vaines, que de sarcasmes ». Alors, il cite au moine I Cor., x, où saint Paul dit : le pain que nous rompons ; il s'agit ici, répond le moine, du pain avant la consécration, car après c'est le corps de J.-C.

Comprend-on que tout un long jour soit employé à ergoter sur ces phrases, que chacun interprète à sa manière, le moine ne voulant point abandonner la présence matérielle, et le pasteur ne voulant point voir dans les paroles sacramentelles autre chose qu'une figure.

« Le capucin est ennemi des tropes, mais l'Écriture en est pleine : Gen., 17, la circoncision est appelée l'alliance de Dieu. Ex., 12, L'agneau est appelé la Pâque. Ex., 31, Le sabbat est appelé alliance. Ex., 25, le couvercle de l'arche se nomme propitiatoire. I. Cor., x, la pierre est appelée Christ. Bien plus, lui-même et ses compagnons sont contraints de reconnaître des figures ès paroles de Jésus. 1° *par ceci*, ils entendent *soubz-ceci*. 2° *par est* ils entendent *sera*. 3° *par la coupe*, *ce qui est dans la coupe*. 4° Quand J.-C. dit en saint Luc cette coupe est le Nouveau Testament, ils entendent le Testament de J.-C. ; quand J.-C. appelle fruit de la vigne, ce qu'il avait bu, ils disent que le sang est appelé fruit de la vigne, pour ce qu'il l'avoit auparavant été ; par ce moyen ils se contredisent. »

### *Seconde journée.*

« Le 3 avril, Monsieur d'Urgons nous fit entendre que pour éviter tout désordre, il vouloit que la dispute continuât en une maison particulière, entendant néanmoins que tous ceux qui voudroient y assister, y eussent entré, excepté les enfants, qui ne servent qu'à

interrompre. Nous acquiescâmes à son ordonnance, et ayant icelui choisi la maison de Cassaver, l'heure ayant sonné, nous nous y rendîmes. »

C'était au capucin de prendre la parole, et comme il cherchait des notes, Majendie soulève un incident : « Je supplie toute la compagnie, dit-il, de prendre garde que le s<sup>r</sup> Daniel a apporté ses arguments tous écrits, et n'a jamais voulu laisser le papier, quelque instance que je lui en aie fait, se craignant d'errer en la forme ». A quoi Daniel répond : « Je prie la compagnie de vouloir considérer l'importance des mystères de la religion, et juger de là s'il n'est pas permis d'ayder la débilité de la mémoire par la fixation de certains termes ou caractères, nombres et citations dans le papier, lequel il offre de faire voir mais non d'exhiber entre les mains du S. Ministre pour ne donner des armes à sa partie.

« Pour armes, puisque du papier ! ajoute ce dernier, chose honteuse à un docteur d'avoir un papier pour protocoller. C'est aux Escholiers de porter au Collège les arguments écrits tout du long. » D'où il nous est permis d'inférer que toutes ses citations de textes, d'auteurs et de fragments d'auteurs étaient faites de mémoire.

On ne saurait croire combien de temps les deux combattants passent à discuter la valeur syllogistique de leurs raisonnements, qu'ils déclarent mutuellement contraires aux règles de la logique. Le moine assure qu'

« on ne peut entendre que J.-C. ait véritablement donné son corps, qu'en l'une de ces deux formes, ou en le donnant conjointement avec la substance du pain en telle sorte que toutes ces deux substances s'y trouvent, comme pense Luther et ses adhérens ; ou en convertissant et substituant la substance de son corps en celle du pain. La première façon ne peut être admise, donc il faut admettre la seconde et avouer nécessairement que J.-C. a usé de conversion des substances et de transsubstantiation. »

Mais, répond le ministre, cet argument ne porte pas puisqu'il s'agit d'une troisième façon.

« Nous croyons que J.-C. nous est vraiment donné et reçu en la Cène en la même manière qu'il se donne et est reçu au baptême,

auquel nous le vestons et sommes faits une même plante avec lui. Il y a, en chaque passage de l'Écriture, un sens qui naît de la vraie et droicte intelligence des paroles qui y sont couchées, lequel nous appelons, avec les anciens pères, le sens littéral et historique. En matière de sacrement, il faut suivre le sens *την διζυσιν*. Ce n'est pas altérer mais interpréter les paroles selon la matière dont il s'agit. Ainsi quand Dieu disoit de la circoncision : Ceci est mon alliance, il entendoit que c'estoit le vrai signe, ainsi est-il des paroles des autres sacrements. La parole de Dieu et la droicte raison ne nous mènent pas à une intelligence grossière qui traîne après soy mille absurdités, comme fait la Transsubstantiation du s<sup>r</sup> Daniel, car 1<sup>e</sup> elle détruit la nature du sacrement abolissant les signes : 2<sup>e</sup> elle est contraire à la vérité du corps de J.-C., le multipliant indéfiniment au lieu qu'il n'est qu'un et le formant du pain, au lieu qu'il a été formé de la substance de la Vierge ; 3<sup>e</sup> elle l'expose à outrage, faisant qu'il soit mangé par les profanes, et mesmes par les bestes, et qu'il puisse être converti en poison, plusieurs ayant été jadis empoisonnés par des hosties consacrées ; 4<sup>e</sup> elle précipite les hommes en idolâtrie, car dépendant de l'intention du prestre et ne se rencontrant pas toujours, on adore le pain et le vin qui sont pures créatures. Je laisse mille autres absurdités qui sortent du sens grossier que le moine presse tant. »

Après cette réponse vigoureuse, le Père Daniel a recours à l'histoire, et cite un grand nombre de Pères : Cyrille, Ambroise, Théodoret, Cyprien, Augustin, Théophylacte, et même la confession de foi des Églises réformées, pour prouver que : ceci est mon corps, veut dire, non la figure, mais la substance même du corps.

Avec une science étonnante, le pasteur, qui connaît admirablement la littérature patristique, le suit de point en point, retourne contre lui les citations qu'il vient de faire, l'accable de citations nouvelles, mais tout cela en pure perte ; le pasteur doit reconnaître qu'il a devant lui, dans la personne du capucin, une force d'inertie que rien ne peut ébranler ; aussi conclut-il, dans la dernière page qui nous a été conservée, par cet aveu qui indique bien l'inutilité de semblables conférences :

« Le moine nous a gardé pour la fin un morceau qui nous fera la bonne bouche, il nous veut prouver qu'il y a Transsubstantiation.

pour ce que l'Église Romaine le croit. Voilà une raison de merveilleux poids. Cest homme paroît bon capitaine, il met à la fin les plus rudes combatans. *Res reducta est ad Triarios*<sup>1</sup>. Si nous eussions sceu au commencement que telle estoit la créance de vos prélats, Monsieur le Capucin, nous n'eussions eu garde d'y toucher. Car vous méritez d'être creus en toutes choses, αὐτός ἐστις<sup>2</sup>. Nous ne voulons jà rien contester au Bêat père. Sa triple couronne mérite qu'on die amen à toutes ses décisions. »

Les extraits qu'on vient de lire nous montrent en présence deux esprits que nous ne connaissons et ne reconnaissons que trop bien. D'un côté, l'Église Romaine infaillible, et dont toute la science se renferme dans la *Somme théologique* de Thomas d'Aquin, comme dans une forteresse inexpugnable, de l'autre la méthode scientifique, historique et critique appliquée à l'interprétation des textes de l'Écriture Sainte, à l'étude des premiers siècles de l'Église, aux ouvrages des Pères et des docteurs du moyen âge.

Rendons justice au Père Daniel; il a vaillamment tenu tête au ministre. Il n'a cessé de soutenir, sans en démordre d'un seul point, sa thèse de l'enseignement absolu et irréductible de son Église. — Devant le dogme immuable décrété par le pape, il a fait plier tout ce qu'on pouvait lui citer de textes bibliques et de passages des Pères, et, placé sur ce rocher inaccessible : *Hoc est corpus meum*, rien n'a pu l'atteindre.

Faut-il penser que cette assurance avait quelque chose d'intéressé? Était-elle plus factice que réelle? On serait disposé à le supposer par le fait des « accrochements » que le pasteur lui reproche d'apporter à la discussion. Cependant, il me répugne beaucoup d'y croire. J'aime mieux l'estimer sincère dans ses arguments, et surtout dans sa croyance inébranlable. Mais il ne me fait pas moins l'effet d'un avocat d'une mauvaise cause, qui se sent fortement appuyé par un riche client. Derrière le moine, nous ne pouvons nous empêcher d'entrevoir toutes les puissances du siècle. Sa cause n'était-elle pas

1. La violence de la lutte l'oblige à mettre en ligne ses meilleures et ses dernières réserves.

2. Il a parlé.



celle du riche clergé de France, qui soudoyait en Béarn les nombreux missionnaires chargés de convertir les hérétiques; celle du pouvoir royal, qui non seulement refusait de payer aux Réformés les 78,000 livres *promis* pour remplacer les biens ecclésiastiques dont on venait de les dépouiller, mais ne craignait pas de porter déjà des atteintes à leurs droits naturels; enfin celle de ce parlement de Navarre, qui devait être l'agent le plus actif pour ramener le peuple béarnais sous la domination de l'Église Romaine?

La suite des événements semble me donner raison plus que je ne voudrais. Déjà, hélas! les pauvres Béarnais n'avaient-ils pas été violents par les soldats du Roy : les hommes menés à la messe à coups de bâton et les enfants arrachés à leurs parents et mis dans des couvents? D'ailleurs, cette crainte des ministres de paraître agresseurs dans une dispute de ce genre, ce changement de local, quand la conférence ne semblait pas tourner au profit du capucin, n'indiquent-ils pas que celui-ci avait, pour appuyer son opinion, non seulement des arguments plus ou moins solides, mais surtout les faveurs du pouvoir?

J'ai dit que la suite des événements allait encore justifier ce point de vue. Faut-il ici rappeler les horreurs dont le Béarn fut le théâtre depuis 1624 jusqu'aux jours néfastes des dragonnades de Foucault et de la révocation de l'édit de Nantes? Dès 1631 les ministres voient supprimer les quelques subsides qu'ils recevaient encore de la caisse royale, les droits civils, politiques, communaux des protestants sont de plus en plus méconnus. De temps en temps, pour lasser leur patience, on leur fait loger des soldats. Puis vient l'ère des édits restrictifs : la suppression des lieux de culte, des places de pasteurs et des écoles, les procès iniques, les enlèvements toujours plus nombreux des enfants, jusqu'à ce qu'enfin on se résolve à frapper le grand coup, au risque de chasser les meilleures familles du pays, et de compromettre l'honneur et la stabilité de la patrie.

Mais revenons à la conférence. De son côté, le pasteur nous a étonné, par sa science profonde, les ressources de son esprit, son bon sens et la justesse de ses raisonnements.

Tout en admirant son érudition de bon aloi, et la solide méthode de son argumentation, nous ne pouvions que déplorer la ruine de cette université d'Orthez, qui produisait de tels hommes.

La science libre et indépendante était donc, au xvii<sup>e</sup> siècle, dans ces Académies protestantes, dont la suppression a été une perte inappréciable pour notre pays. Depuis lors, la seule science permise en France et en Béarn a été celle que donnait l'Église Romaine, science qui, disons-le tout de suite, compte des adeptes très érudits et très zélés, mais science qui, selon un mot heureux de M. Sabatier, « manque de candeur; le parti pris en dicte par avance les arguments et les conclusions ».

ALFRED CADIER.

## UNE FAMILLE PROTESTANTE, LES D'AGÈS

ET LA RÉFORME DANS LE BORDELAIS

(1561-1662)

Dagès, puis d'Agès, à partir du xvii<sup>e</sup> siècle. La nouvelle édition de la *France protestante* mentionne simplement : « Agez (la baronne d') convertie vers 1660, à Bordeaux » ; en renvoyant à ce *Bulletin*, VIII, page 264.

Cette citation rappelle que le père des Isles, aumônier du roi et député de la Propagation de la Foy et du clergé de France pour les controverses, envoya un recueil de lettres au Synode national de Loudun, en 1660, en essayant d'engager avec lui des controverses, de concert avec deux autres Pères, et se vante d'avoir converti plusieurs personnages considérables, entre autres, à Bordeaux, la baronne d'Agez, après une conférence célèbre avec les ministres.

En travaillant à une monographie de la paroisse et baronnie de Saint-Magne (Gironde), dont j'ai des titres remontant au xiii<sup>e</sup> siècle, je trouve que les d'Agès ont été protestants pendant plusieurs générations et des plus fervents; c'était

aussi une des familles les plus anciennes de la province, et qui y a joué un certain rôle.

En 1299, Arnould-Lupus Dagès est, dans les rôles gascons, au nombre des chevaliers ayant contracté des dettes à Londres.

Bertrand d'Agès, fils de Pierre-Arnaud Dagès, armiger, est créé, en 1434, par le roi d'Angleterre : bourgeois de Bordeaux.

Je ne suivrai pas dans ses détails (quoiqu'elle soit, je crois, encore inédite) cette longue généalogie où l'on voit les d'Agès, comme les d'Albret et les autres grandes familles du pays, combattant tantôt du côté des Anglais, tantôt avec les Français; donnant à Bordeaux trois doyens du chapitre de l'église cathédrale de Saint-André, où ils avaient une chapelle et leur sépulture; un maire de Bordeaux, de nombreux capitaines, et j'arrive à Pierre d'Agès, chevalier, seigneur baron de Saint-Magne et de Saint-Sulpice, conseiller maître d'hôtel ordinaire du roi, capitaine de la ville de Bordeaux, en juin 1528, « dont il a fait refaire les fortifications nécessaires par commission de M. de Lautrec, gouverneur de « Guyenne. » Le 14 octobre 1526, la reine régente lui donne mission d'aller, de sa part, devers Messieurs de la cour du Parlement de Paris, les obliger à vérifier et enregistrer le traité de paix avec l'Angleterre. Il est député et ambassadeur extraordinaire pour aller en Espagne voir les enfants du roi prisonniers, traiter avec l'Empereur de leur délivrance et retour en France, en attendant le traité final de paix; et : « Avec ce pour agir et travailler audict traité de paix avec « l'Empereur, suivant le contenu ès dictes instructions, par « lesquelles l'ambassadeur a ordre de communiquer toutes « choses au dict seigneur Dagès, concernant le subject de « son voiage. »

Il refait une seconde fois ce voyage en Espagne, avec les instructions particulières du roi François I<sup>er</sup>, lors de la notification à l'Empereur du refus, par l'assemblée de Cognac, de ratifier le honteux et désastreux traité de Madrid.

C'est un personnage important; il avait épousé, à Paris, le 18 février 1514, Philippe de Saint-Gelais, de la maison de Lusignan. Il eut un fils, René, qui embrassa la Réforme, et Catherine qui épousa Gaston de la Touche le 16 juin 1551.

René d'Agès, chevalier, seigneur et baron de Saint-Magne, Saint-Sulpice, Thouars, Villagrains et autres places, conseiller maître d'hôtel ordinaire du roi, épouse, le 4 mars 1549, Catherine de Ségur, fille de Bernard (peut-être Bérard) de Ségur, seigneur de Pardaillan, baron de Seyches; d'une famille essentiellement protestante, dont cinq membres figurent dans l'arrêt de 1569 rendu par le Parlement de Bordeaux contre les principaux Huguenots de Guyenne. Une des branches possédait la seigneurie de Cabanac, limitrophe de celle de Villagrains; une autre possédait le château de Francs, sur les bords de la Garonne et voisin de celui de Thouars, où d'Agès eut l'honneur de recevoir le roi Charles IX, du 3 au 9 avril 1565, « pendant lesquels l'entrée de la dicte « ville de Bordeaux se préparoit; et quand elle fut preste, le « Roy parti de Toartz le lundy neufviesme jour dudict mois « d'avril, pour aller disner à Francs, qui est une belle petite « maison, et après disner s'en alla embarquer sur la Garonne « en un basteau que les Maire et Juratz lui envoyèrent. »

René d'Agès avait fait prêcher en 1568<sup>1</sup> au château de Thouars, où il avait droit d'exercice comme seigneur haut justicier et fief de haubert, et été l'objet de poursuites judiciaires de la part du Parlement; je n'ai pas trouvé son nom parmi les condamnés de 1569; la faveur royale le préserva probablement, car il fut même reçu en 1571 chevalier de l'ordre du roi. Le protestantisme avait fait dans tout le Bordelais de grands progrès; il n'y avait, dit Montluc, fils de bonne maison qui n'en voulut tâter. C'est en 1544, d'après la chronique de Gaufreteau, que furent condamnés à mort et exécutés les premiers Luthériens à Bordeaux; en 1561, dit de Bèze, la seule ville de Bordeaux en comptait 7,000. Ils

1. Le 19 août 1568 enquête au sujet du procès entre messire René d'Agès, chevalier, pannetier du roi, seigneur baron de Saint-Magne et Thouars, au sujet des limites de la seigneurie de Saint-Magne avec maître Jean de Pontac, notaire et secrétaire du roi, greffier civil et criminel de la Cour de Bordeaux, seigneur de Belin. Babut, procureur du sieur d'Agès, récuse les arbitres : de Termes, d'Arche le jeune, et de Rais le jeune; « lesquels de Rais et sieur de Pontac sont grands et intimes amis et ont, tous deux ensemble, poursuivi contre icelui seigneur d'Agès pour avoir fait prêcher en son château de Thouars ». (Archives du château de Saint-Magne.)



avaient deux ministres, Philibert Grené, dit Lafromentée, et Neufchatel, qui, après l'entreprise manquée des huguenots sur la ville et le château Trompette, le 26 juin 1561, furent arrêtés et condamnés à mort par ordre du Parlement. Le prêche avait lieu d'abord dans la maison du président Carle, sise rue Sainte-Colombe, plus bas que le puits à main droite, quand on va de l'église de Sainte-Colombe à la Rosselle ; le chroniqueur ajoute qu'il ne se parlait pas encore de Calvinisme (les protestants étaient primitivement dénommés Luthériens), mais que cela fut reconnu parce que cette maison, rendez-vous des jeunes gens de la ville « où il n'y avait tous  
« les jours que bals, danses, jeux, masquarades et beaucoup  
« de libertinage, retentit des chants des Psalmes, tornés  
« en rimes par Marot, et on fut estonné d'y voir tout à coup  
« une grande réformation de la vie passée. Car le prétexte  
« de la réformation a eslé la glue et la pipée avec quoy  
« Luther et Calvin, notamment, ont surprins, prins et faicts  
« dévorer les âmes au diable. » On a le droit de s'étonner de cette conclusion après la constatation, quelques lignes au-dessus, de la réforme apportée dans les mœurs.

Le prêche avait eu lieu aussi, d'après de Bèze, probablement sous le ministère de Richier qui, carme et docteur en théologie, s'était converti au protestantisme avant 1556, dans la paroisse de Saint-Laurent-d'Escure, réunie à celle de Sainte-Eulalie de Bordeaux, dans une église abandonnée, que Baurain (*Variétés bordelaises* dit exister encore, quoique en mauvais état. Il y eut des réclamations. Langalerie, avocat au Parlement, demanda la liberté de l'assemblée pour la *religion réformée* ; il fut censuré par le procureur général, requérant que ledit avocat soit châtié de telle peine que la Cour aviserait et qu'il fut inhibé et défendu formellement d'user de cette expression comme préjudiciable à l'État, l'autorité et dignité de l'Église, sous peine de dix mille livres et de punition corporelle. La Cour admit les conclusions, sauf la punition et l'amende, et on usa du mot *prétendue réformée*, dont on se servait dans les édits du roi. Le gouverneur de Burie, quoique porté à la tolérance, — on l'accusait même de s'être converti, — refusa l'autorisation et admit le

prêche aux Chartreux, aujourd'hui les Chartrons, où il n'y avait que des entrepôts et de rares habitations ; il se fit dans un chai.

L'édit de janvier 1562 régularisa la situation et permit de s'assembler hors des villes ; il y eut alors des exercices publics dans les paroisses de Cambes, Beautiran et Bègles. L'hérésie comptait des adeptes partout et dans tous les rangs ; le Parlement même n'avait pu s'en défendre ; de Nort, frère du conseiller et d'un autre de Nort, prieur de Virazeil, Cruseau, avocat du roi, appartenant aussi à une famille parlementaire, s'étaient faits recevoir ministres, et exerçaient dans leur ville natale ; de Sevin, de Guilloche, du Boucher, conseillers, qui étaient protestants, périrent en 1572, avec plus de deux cent cinquante autres victimes.

Le château de Thouars était proche de Bègles, paroisse limitrophe de Bordeaux, à une lieue de cette ville, et le prêche qu'y faisait faire René d'Agès fut le noyau de cette assemblée, devenue assez nombreuse pour avoir obtenu en 1601 l'autorisation de construire un temple. Il y eut des désaccords, et, le 12 janvier 1616, de Saint-Angel et Lauvergnat, vieux avocats à la Cour et Parlement de Bordeaux, huguenots, présentent requête contre Primerose et Calderon, ministres, pour qu'il leur fût enjoint de continuer leurs prêches à Bègles, comme il avait été coutume et avait été résolu en pleine assemblée du 29 décembre 1615, à la majorité des voix de ceux de la religion, nonobstant le désarmement qu'on avait fait des protestants. Se plaignant que lesdits ministres discontinuaient leurs prêches, ne voulaient pas obéir aux édits du roi et arrêts de la Cour ; qu'ils pactisaient avec des séditeux et avaient posé des sentinelles sur le chemin, le dimanche précédent, pour faire retourner ceux qui se rendaient au temple ; qu'il s'étaient bien montrés Écossais et étrangers, et avaient l'âme bien plus anglaise que française. Malgré la réponse des ministres que, s'ils y allaient, ils seraient seuls, car il avait été résolu ainsi par tous les membres de leur Église, la Cour ordonna que les ministres continueraient l'exercice de leurs charges, au lieu et en la forme accoutumée. Ils ne tinrent compte de cette décision de la Cour ; Primerose alla à La Rochelle, et Caméron à Tonneins,

où il s'était marié. Primerose serait cependant revenu, car la chronique de Gaufreteau dit : « En 1629, Primerose, ministre « des huguenots à Bordeaux, est chassé par ce qu'il était « natif d'Écosse et étranger. » La *France protestante* dit que « cette expulsion eut lieu en 1623 ». Ce reproche d'être Écossais et étranger avait été fait, nous l'avons vu plus haut, à Primerose en plein Parlement ; voici comment cet épisode est rapporté par Gaufreteau :

« Le ministre de Bègles ayant un jour dict, en une très bonne « compagnie, bien qu'il fut natif du pais d'Écosse, qu'un certain « avocat du Parlement de Bordeaux, des plus fameux « de ce temps-là, avoit uzé d'un mot françois moins françois- « sement qu'il ne debvoit, s'il vouloit bien parler ; cela estant « rapporté à l'avocat le mit dans une telle colère, que, pour « se venger du ministre, il fit imprimer et publia une contro- « verse que le ministre avoit mal dogmatisé en sa chaire de « Bègles. A quoy le ministre ayant gentiment répondu et « pinsé sans rire, à bon esciant, le susdit avocat, voire peint « de toutes les couleurs qu'il falloit, mais plustot toutefois en « humaniste, que canoniste, ou théologien, comme l'avocat « vid qu'il ne pouvoit ranger ses flustes ainsy qu'il falloit pour « répliquer au ministre, meurt de déplaisir. »

En 1620, les Jésuites, pour arrêter le développement de l'Église de Bègles, décidèrent d'envoyer des écoliers « affidés et capables », pour écouter les prêches et leur rapporter fidèlement ce qu'ils disaient. Ils en prenaient texte pour les réfuter dans les églises de la ville de Bordeaux. C'est un de leurs membres, le P. Bayle, qui fut l'auteur de ce procédé « grandement salulaire, tant pour confirmer les catholiques, « que pour convaincre les hérétiques ». Le temple de Bègles fut démoli à la Révocation ; le souvenir en a été conservé, et le lieu où il était situé est encore appelé le Temple.

René d'Agès testa le 17 juin 1588, mais ne mourut qu'en 1592 ; le 13 février, le lieutenant particulier de Guyenne dresse un procès-verbal du scellement des coffres de René d'Agès ; il laissait quatre enfants :

I. — François d'Agès, seigneur, baron de Saint-Magne, de Thouars, Milhac et autres places. En 1608, il continuait le

procès commencé par son père, en 1568, avec les de Pontac, au sujet des limites et juridictions des seigneuries de Saint-Magne et de Belin; épouse, le 10 octobre 1574, Françoise de Bellot, fille de feu Jean de Bellot, vicomte de Pomiers, conseiller du roi, et, en secondes noces, Suzanne de Lavergne. Il n'eut pas d'héritiers, car, le 14 juillet 1612, on dresse un inventaire des meubles, titres, papiers, délaissés par le feu sieur d'Agès, à Saint-Magne et à Thouars, en présence de Pierre-Charles de Lavergne<sup>1</sup>, seigneur de Guilleragues et du Castera, conseiller au Parlement, comme père et administrateur de Suzanne de Lavergne, veuve de feu messire François d'Agès, quand vivait, chevalier, seigneur et baron de Saint-Magne, Thouars, etc.; et messire Jacques de Mons, aussi conseiller au Parlement, comme mari de Jeanne d'Agès.

II. — Jeanne, qui épousa Jacques de Mons<sup>2</sup>, conseiller au Parlement, et eut un fils, Albert-Pol de Pons, conseiller du roi au Parlement, et se qualifiait en 1667 de coseigneur de Saint-Magne.

III. — François, qui épousa Jeanne du Chesnay, dame de Briage.

IV. — Antoine d'Agès, seigneur de la Motte, épouse, le 14 janvier 1601, Philippe, fille de Marc Duchemin, seigneur de Boursault, et de Marguerite Chesnel; il teste le 18 septembre 1618, instituant François, son fils aîné, son principal héritier; il laissait :

1<sup>o</sup> François, qui suivra et forme la deuxième branche de Saint-Magne;

1. Ne pas confondre ces Lavergne avec les Lavergne de Tressan, seuls mentionnés dans la *France protestante* de Haag. C'est une famille ancienne du Bordelais; en 1433, le roi d'Angleterre donne au capitaine de Lavergne le commandement du château de Gensac. Pierre-Charles de Lavergne était, en 1543, président de la chambre des enquêtes. Léon-Gabriel de Lavergne, sieur de Guilleragues, conseiller en 1588; Charles de Lavergne, vicomte de Guilleragues, conseiller en 1623; plusieurs furent protestants.

2. Jacques de Mons était fils de Guillaume de Mons, président au parlement de Bordeaux en 1588. Lorsqu'on eut à faire l'inquisition de sa vie, mœurs et religion, pour sa nomination de conseiller, il y eut contestation sur l'âge, de ce qu'il n'apportait pas son acte de baptême; il fut passé outre, attendu la notoriété, et « parce qu'il avoit esté baptisé à l'huege-« note, lesquels ne font point de baptistaire ».



2° Charles, seigneur de Château-Gaillard ;

3° François, docteur en théologie, prieur de Saint-Cernin ;

4° Gabrielle, épouse... de Beaumont ;

5° et 6° Pierre et Jeanne.

François, chevalier, baron de Thouars et autres places, épouse le 2 juin 1637, au château de Salignac, Claude de Larochefoucauld, fille de défunt Isaac de Larochefoucauld, chevalier, seigneur, baron de Roissac, Gensac, Chevalon, les Bernardières, Allignac, coseigneur du marquisat de Pons, — et de Jeanne de Pons, fille de Jacques de Pons, marquis de La Caze. Claude de Larochefoucauld était le quatrième enfant ; elle est indiquée dans la *France protestante* comme ayant épousé François d'Agris. Ils eurent :

1° Éléonore, baron de Saint-Magne, Thouars, Vivrac ; épouse, le 11 novembre 1662, Louise de Flambart ;

2° François, baptisé à Talence par son oncle, le prieur de Saint-Cernin, le 28 janvier 1643 ; il était né le 18 juillet 1642, y avait-il eu indécision sur la question de religion ?

3° Jean-Louis, docteur en théologie, doyen du chapitre de Taillebourg, était, en 1693, tuteur des enfants de son neveu Éléonore d'Agès.

Ils n'appartiennent plus à la France protestante.

Quelle est la baronne d'Agès qui se convertit vers 1660 (la date n'est pas précise, c'est celle du synode de Loudun et de l'envoi des lettres du père des Isles) ? Je n'ai pu le découvrir. Philippe Duchemin, qui avait épousé Antoine d'Agès, devait être morte à cette date ; son mari ne portait pas le titre de baron de Saint-Magne, mais de seigneur de La Mothe. Leur fils seul, après le décès de son oncle, nommé François comme lui, hérita du domaine de Saint-Magne et du titre ; sa femme était Claude de Larochefoucauld. Leur fils épousa en 1662 Louise de Flambart ; il ne peut donc être question d'elle. Mais la famille de Larochefoucauld était encore, dans cette branche de Roissac, trop zélée protestante pour que cette conclusion soit admise sans autres preuves.

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE

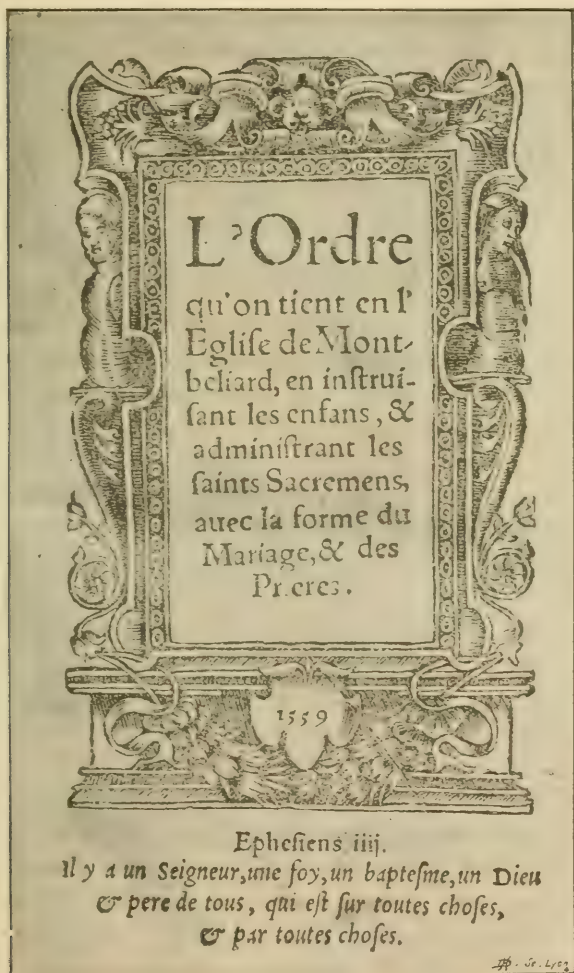
---

**Les premières liturgies et La vie ecclésiastique et religieuse dans la principauté de Montbéliard au XVIII<sup>e</sup> siècle**, par J. VIÉNOT. — **L'origine de la Confession des péchés dite de Calvin**, par A. ERICHSON. — **Le Protestantisme dans le pays de Montbéliard**, par l'abbé C. TOURNIER. — **Les débuts de l'imprimerie à Montpellier**, par E. BONNET. — **La succession de Jean Thierry, de Venise**, par Ch. THIERRY-MIEG. — **Cinquante ans de souvenirs religieux et ecclésiastiques**, par J. PEDEZERT.

J'ai déjà eu l'occasion de remarquer combien les thèses soutenues dans nos Facultés de théologie sont différentes de ce qu'elles étaient autrefois. On les concevait jadis surtout sous la forme de dissertations plus ou moins scolastiques démontrant les capacités du candidat pour le raisonnement, le profit qu'il avait retiré pendant ses années d'études, de cette gymnastique de l'intellect. Ces travaux sont peu à peu devenus, ou deviennent de plus en plus, des études proprement dites, nécessitant des recherches personnelles, de l'observation, de la réflexion, de l'indépendance dans le jugement. Cette remarque m'a surtout frappé quand j'ai ouvert et parcouru les deux thèses, latine et française, que M. John Viénot, pasteur à Montbéliard, a naguère soutenues à Paris pour obtenir le grade de licencié en théologie. — La thèse latine, *De pristinis Montbelgardensis evangelicae ecclesiae Liturgiis*<sup>1</sup>, se lit facilement, malgré que le latin nous devienne de moins en moins familier, précisément parce qu'elle nous entretient de faits et non de théories. Elle nous décrit les deux plus anciennes liturgies en usage dans cet îlot protestant du pays de Montbéliard et en nous racontant leurs vicissitudes, nous permet de comprendre sa condition ecclésiastique et religieuse actuelle. La première liturgie, dont nous reproduisons ici la première et la dernière page, a été composée par le véritable réformateur du « Pays » le Messin *Pierre Toussain*. C'était un réformé, comme Farel, qui lui avait frayé la voie, mais un réformé modéré, conciliant, ennemi des extrémités doctrinales et autres, dont le tempérament est encore perceptible dans les descendants de ses anciens paroissiens. Sa liturgie, en usage depuis 1535, ne fut imprimée qu'en 1559 (à Bâle,

1. *Dissertatio historica*, 49 pages in-8°, Audincourt, typis Caroli Jacot et sodalium, 1895.

par Jaque Estauge) et, malgré diverses traverses, resta pratiquement en vigueur jusqu'à la mort de son auteur, en 1573. Ce n'est qu'alors que le luthéranisme strict dominant en Wurtemberg, d'où dépendait la principauté, put être imposé dans toute l'étendue de celle-ci



d'une manière définitive — et que les rites et cérémonies ecclésiastiques wurtembergeois d'Erhard Schnepff, pasteur à Stuttgart, mis en latin pour ceux qui ne comprenaient pas l'allemand, et imprimés dès 1543<sup>4</sup>, furent exclusivement substitués à l'ordre jusque-là suivi.

1. Voyez le titre latin sur la troisième planche.

Le volume français que M. John Viénot a présenté, en même temps que sa dissertation latine, *La vie ecclésiastique et religieuse dans la principauté de Montbéliard au XVIII<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>, est un vrai chapitre d'histoire, écrit *con amore*, intéressant et instructif. Ce n'est pas un

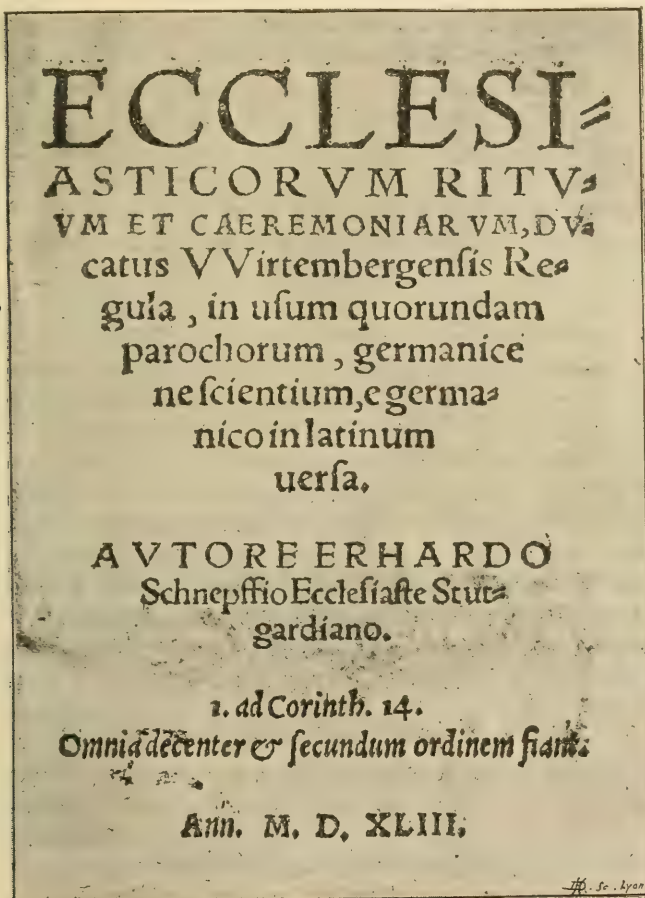


livre à thèse. L'auteur cherche à s'inspirer de son prédécesseur P. Toussain. Il reconnaît qu'au xviii<sup>e</sup> siècle l'étiage de la vie religieuse était assez bas, grâce au dogmatisme scolastique qui provoqua la réaction piétiste et en fut peu à peu modifié; mais il s'efforce de nous démontrer qu'après tout, il y avait encore, derrière ces formes arides et froides, derrière l'observation et les châtiments extérieurs de la discipline, des convictions réelles et des réserves de vie spontanée. Les illustrations, généralement réussies, qui accom-

1. Un volume de xii-386 pages in-8° plus 15 planches hors texte, Audincourt, imprimerie Charles Jacot et C<sup>ie</sup>, 1895.



pagnent le texte et qui à elles seules montrent le chemin parcouru depuis vingt ans dans notre littérature théologique, nous aident beaucoup à nous représenter cette époque pas très éloignée et pourtant disparue de nos souvenirs. Il y a tel portrait, celui, par exemple,



du pasteur Jean-Georges Surleau, qui est un morceau d'histoire aussi instructif que le texte qui l'accompagne.

Dans le chapitre II, consacré au culte, M. Viénot a émis l'hypothèse que la fameuse Confession des péchés de l'Église réformée, longtemps attribuée à Théodore de Bèze, puis à Calvin, enfin retrouvée par M. A. Erichson dans une liturgie du réformateur strasbourgeois Bucer (*Bull.*, 1894, 111), avait été empruntée par ce dernier au réformateur allemand Brenz. M. Erichson lui a répondu,

dans un article sur l'origine de la Confession des péchés dite de Calvin<sup>1</sup>. Il démontre, d'une manière que nous croyons définitive, que c'est bien Bucer qui a donné à cette prière, très différente au fond, du *Confiteor* de la messe catholique, la forme et le caractère qu'elle a gardés depuis lors, dans toutes nos liturgies.

Espérons que M. Viénot ne tardera pas à nous donner maintenant le livre par lequel nous aurions préféré le voir inaugurer ses travaux historiques, une histoire de l'introduction de la Réforme dans le pays de Montbéliard. Il convient de répondre, autrement que par la protestation insérée ici même en juin 1889 (p. 331), au pamphlet de l'abbé C. Tournier sur le **Protestantisme dans le pays de Montbéliard**<sup>2</sup>. C'est, en effet, non une histoire, mais un pamphlet que le curé d'Athesans a écrit sur ce sujet, ainsi que je m'en suis assuré en le parcourant à propos des ouvrages de M. Viénot. En voici des preuves : On peut, lorsqu'on est revêtu du caractère de prêtre, et lorsqu'on est obligé de parler de Farel, exprimer ses réserves ou expliquer son antipathie ; mais lorsqu'on ne le fait que pour rappeler avec une complaisance très cléricale le sobriquet malpropre de *Phallicus* qu'Erasme a eu le mauvais goût d'employer en parlant d'un homme qui avait eu le malheur de lui déplaire, fait-on de l'histoire ? Il est vrai qu'en note (p. 56) l'abbé Tournier ajoute ceci : « Prateolus justifie la justesse de ce surnom, quand il nous apprend « que Farel fut surpris, un jour de vendredi saint, par les archers « de la ville de Bâle, dans un temple de cette divinité, à laquelle il « offrait sans doute des sacrifices (Bayle, *Dictionnaire*, art. FAREL) » — Ouvrons donc le Dictionnaire de Bayle, lisons-y l'article, d'ailleurs fort bien fait et encore utile à consulter, sur Farel. Tout à la fin (Éd. de 1820, VI, p. 407), nous trouvons ceci : « (Le mensonge du « père Gaultier (qui suppose que Calvin ôta Genève à Farel) est « plus supportable que celui qu'on trouve dans Prateolus (*in Elen- « cho Haeres*, p. 290), à l'endroit où il assure que les archers sur- « prirent Farel à Bâle, en un lieu de prostitution, le vendredi saint. » — Ainsi Bayle, que l'abbé Tournier semble nous donner comme une garantie des calomnies de Prateolus, les trouve tellement misérables qu'il ne s'arrête même pas à les réfuter et ne les mentionne que pour montrer jusqu'où va la haine sectaire des catholiques romains !

Plus loin, page 75, l'abbé Tournier écrit que Pierre Toussain, arrivé à Paris en 1526, « reçut fort longtemps l'hospitalité de Marguerite, duchesse d'Alençon, sœur de François I<sup>er</sup> ; qu'il ait été,

1. Une brochure de 45 pages in-8, extraite de la *Revue chrétienne*, Dôle, typographie L. Bernin, 1896.

2. Un volume de xi-445 pages in-8, Besançon, imprimerie Paul Jacquin, 1889.

« pendant quelque temps, son aumônier, comme le disent les auteurs protestants, pour qui connaît la dépravation de cette princesse, un semblable titre honore peu celui qui le porta. » Ainsi la dépravation de Marguerite d'Angoulême est tellement certaine (à Athesans ?) que M. l'abbé Tournier la mentionne comme une chose de notoriété publique et devant entacher l'honneur, même de ses aumôniers ! Que penserons-nous donc, par exemple, des confesseurs et aumôniers de Louis XIV ?

Page 77, Toussain, à Montbéliard, rédige un mémoire intitulé *Les choses nécessaires à une bonne et sainte réformation en l'Eglise de Montbéliard*. « Dans ce règlement de discipline, dit M. l'abbé, « taillé de sa propre main, il ne laissa aucune place pour la liberté des sujets du duc... » Lisez ce mémoire que M. Tournier a imprimé dans ses pièces justificatives où il sait bien que fort peu de lecteurs iront le consulter. Vous serez surpris de trouver que ce que Toussain demande surtout c'est la réformation des mauvaises mœurs. Il y a un article, le troisième, qui demande « que les prêtres et moines qui sont encore avec leur tonsure et habits papistiques, ôtent ces choses et que s'ils fréquentent les sermons, ils se conforment à la parole de Dieu et états des autres », — mais cet article ne requiert contre les délinquants aucune punition, il ne demande même pas l'expulsion des récalcitrants. L'article 4 seul demande que les cérémonies catholiques et superstitions locales, « soient défendues et les désobéissants punis » ; mais, comme aucune peine et aucun délit ne sont spécifiés, on ne sait si Toussain demandait le châtiment des « sorciers, mesureurs de gens et bêtes, sonneurs pour le temps », ou aussi celui des gens fréquentant le culte catholique. Nous le saurions si M. l'abbé Tournier nous montrait de bons catholiques poursuivis, emprisonnés, voire brûlés pour avoir encore fréquenté la messe, ce qu'il se garde bien de faire — car il sait, n'est-ce pas, qu'en fait de tolérance, ce sont les cléricaux qui en remontrent à tout le monde ? — Mes lecteurs se contenteront de ces quelques échantillons du *Protestantisme dans le pays de Montbéliard*, selon l'abbé C. Tournier, et comprendront maintenant pourquoi l'académie de Besançon a couronné, en 1893, son deuxième livre sur *Le Catholicisme et le Protestantisme dans le pays de Montbéliard* <sup>1</sup>.

Il me reste, pour aujourd'hui, à signaler, un peu rapidement, deux ou trois volumes qu'on feuillettera aussi avec plaisir pendant les vacances. Le premier est une véritable œuvre d'art rédigée et imprimée

1. Un volume de xxi-492 pages in-8°, Besançon, imp. Paul Jacquin, 1894.

mée avec autant de soin que de goût par M. Émile Bonnet, avocat, et par MM. Gustave Firmin et Montane, imprimeurs, pour commémorer le centenaire des **Débuts de l'imprimerie à Montpellier**<sup>1</sup>. Cet événement intéresse notre histoire protestante, car le premier imprimeur montpelliérain fut, en 1594-1595, un huguenot, *Jean Gillet*, sans doute d'origine lyonnaise. M. E. Bonnet n'a rien négligé pour reconstituer l'existence obscure, et retrouver les livres, rares et typographiquement fort remarquables, de cet imprimeur. — Il apprendra avec plaisir que les numéros 17 et 43 du catalogue qu'il en a dressé sont conservés à la bibliothèque de notre Société (n<sup>os</sup> 9694 et 10547), laquelle renferme aussi la plaquette suivante qui ne figure pas sur cette liste, mais sort évidemment des mêmes presses : **POVRPARLÉ || ENTRE JEAN GIGORD, || MINISTRE DE LA PAROLE || de Dieu en l'Église réformée de || Montpellier, et PIERRE CO- || TON, de la compagnie de ceux qui || se disent Iesuites. || A MONTPELLIER || 1608. ||** Très petit in-4<sup>o</sup> de 80 pages (n<sup>o</sup> 11,408).

En 1887 (p. 277) j'ai mentionné un opusculé de M. Ch. Thierry-Mieg, sur un Lorrain, Jean Thierry, qui mourut à Venise en 1676, laissant une immense fortune. Cet opusculé est devenu un livre, **La succession de Jean Thierry de Venise, Histoire de la famille Thierry**<sup>2</sup>, qui représente une somme énorme de recherches, d'attention minutieuse et d'érudition de bon aloi. Tous ceux qui, directement ou indirectement, portent le nom de Thierry, y trouveront des renseignements précis, et, chemin faisant, plus d'un fait amusant ou intéressant évoqué par ce grand travail généalogique, où, cela va sans dire, on rencontre plus d'un huguenot. Ce livre est sans doute ce que la succession Thierry, qu'aucun Thierry ne toucha jamais, aura produit de plus utile et de plus durable.

M. le professeur J. Pédezert ne cultive guère les recherches généalogiques; mais il a gardé, dans sa blanche et paisible retraite, une excellente mémoire servie par le don rare de la faire parler. Il laisse courir sa fine plume au gré de ses **Cinquante ans de souvenirs religieux et ecclésiastiques** (1830-1880<sup>3</sup>), et il charme ses lecteurs, en attendant de fournir à nos futurs historiens des matériaux de première main. Hâtons-nous d'en jouir, avant qu'on les discute.

N. W.

1. Un volume de xii-205 pages in-8<sup>o</sup>, Montpellier, 1895.

2. Un volume de 244 plus xxviii pages, pourvu de nombreux tableaux généalogiques et d'un index très complet, Paris, Fischbacher, 1894.

3. Un volume de 527 pages in-8<sup>o</sup>, Paris, Fischbacher, 1896.

---

*Le Gérant : FISCHBACHER.*



# SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

*A MM. les Pasteurs des Églises protestantes de France.*

Cette année, par suite de circonstances exceptionnelles, notre assemblée générale n'a pas pu avoir lieu à l'époque accoutumée. — Nous avons été invités à la tenir en novembre, dans la plus ancienne Église réformée de France, à Meaux, où, malgré Briçonnet et Bossuet, il y a encore des protestants. Il n'est malheureusement guère possible de donner dès maintenant suite à ce projet. Une assemblée de délégués de toutes nos Églises doit, en effet, se réunir à Lyon au commencement de novembre et on y entendra certainement plus d'une allusion à un passé qui a traversé des épreuves plus graves que le présent. — Le présent fascicule qui, comme de coutume, est envoyé à tous les pasteurs de France, ne renfermera donc point de rapport de l'exercice 1895-1896. Mais on y trouvera, sur toutes les époques de notre histoire, un choix d'études et de documents inédits et aussi variés que possible. Ceux auxquels ils ne suffiraient pas n'ont qu'à feuilleter les quarante-quatre années de ce *Bulletin*; ils y recueilleront, sur n'importe quel personnage ou épisode de notre passé protestant et français<sup>1</sup>, des informations très suffisantes pour une conférence historique comme celles qui conviennent à la Fête de la Réformation.

N. W.

1. Indiquons ici, comme on nous l'a demandé, au courant de la plume, quelques sujets : Lefèvre d'Étaples, G. Farel, J. Calvin, Th. de Bèze, A. de Chandieu, Coligny, Marguerite d'Angoulême, Jeanne d'Albret, Claude Brousson, A. Court, P. Rabaut, Rabaut de Saint-Étienne; — les martyrs (Louis de Berquin, Anne Dubourg, etc., etc.), Cl. Marot et les Psaumes, le massacre de Vassy et les guerres de religion, la Saint-Barthélemy, la Ligue et l'édit de Nantes, les Académies et Collèges protestants, les sièges de Sancerre et de la Rochelle, Rohan et la fin des garanties de l'édit de Nantes, le Clergé et la Révocation, les Dragonnades, les Fugitifs pour la Foi, les Réfugiés et ce qu'ils ont apporté à l'étranger, le Désert, les Galères, la Révolution et la liberté de conscience et de culte, etc., etc.

# Études historiques

---

## BERNARD PALISSY A SEDAN

D'APRÈS QUELQUES DOCUMENTS INÉDITS

1572-1576

### I

Les derniers biographes de Palissy ont tous remarqué que dans ses *Discours admirables* il parle des Ardennes comme d'un pays qu'il connaissait pour l'avoir vu de près, et en ont tiré la conclusion qu'il devait y avoir séjourné assez longtemps. Ces *Discours admirables* qui parurent en 1580, étant le résumé écrit de conférences publiques et payantes, voire contradictoires, sur les sciences naturelles, que le polier saintongeais inaugura à Paris dans le carême de 1575, — on a logiquement placé ce séjour avant cette dernière date. Enfin Palissy étant un huguenot très convaincu, on s'est dit qu'il avait sans doute entrepris ce voyage aux terres du duc de Bouillon, pour échapper aux massacres de la Saint-Barthélemy dont beaucoup de victimes affluèrent, en effet, dans cette principauté protestante et hospitalière. Voici comment s'exprime sur ce point le dernier biographe de Palissy, M. Ernest Dupuy<sup>1</sup> dont le livre a été ici même l'objet d'un compte rendu en avril 1895 (p. 218) :

« Nous appliquerons au voyage dans les Ardennes le même raisonnement qu'au séjour dans les Pyrénées. Il faut en estimer la

1. *Bernard Palissy, l'homme, l'artiste, le savant, l'écrivain*, Paris, Le-cène, Oudin et C<sup>ie</sup>, 1894, p. 56.

durée par la quantité des observations que le voyageur en a rapportées. On pourrait extraire des *Discours admirables* seize citations importantes qui montreraient à quel point Palissy était éclairé sur la nature du pays, sur ses ressources, sur les mœurs de ses habitants. Il en décrit le sol, le climat, la culture ; il y a étudié la fabrication du charbon, celle du verre, l'exploitation des carrières, le travail des forges, et enfin l'extraction du minerai de fer. Ce dernier point mérite une attention particulière. Palissy parle deux fois avec détails des mines de fer qui se trouvent dans les terres du duc de Bouillon. Il en connaît fort bien les produits et le mode d'exploitation. « La dite mine a des grains fort menus, et la faut chercher bas « en terre. » Ces observations de Palissy sur les minières des Ardennes, les devons-nous seulement à son goût pour la géologie et au besoin d'informations scientifiques ? Ou plutôt n'a-t-il pas été conduit à les faire par la nature des fonctions dont nous avons déjà cru le trouver investi en Béarn et Bigorre ? L'ancien maître des minières du roi de Navarre n'aurait-il pas, assez vraisemblablement, déserté ses fourneaux de potier du Louvre pour devenir quelque temps l'ingénieur de Robert-Henri, duc de Bouillon ?

« Peut-être ces occupations ont-elles été, non pas le but, mais la conséquence de ce voyage dont la date même expliquerait la nécessité. En effet, le séjour dans les Ardennes ne saurait être antérieur à 1563, puisque ce pays n'est pas nommé une seule fois dans le premier écrit de Palissy. Il ne saurait être postérieur à 1575, puisqu'à cette date Palissy exposait déjà, dans des leçons publiques à Paris, les théories scientifiques développées dans son second ouvrage, et qu'il mettait sous les yeux des auditeurs tout son cabinet naturel, c'est-à-dire ses échantillons de fossiles, de minéraux, d'incrustations ; or, une bonne part de son trésor lui venait des Ardennes. Il est aisé de poursuivre ce raisonnement par élimination, et de réduire à une période de deux ou trois ans l'espace de temps pendant lequel Palissy a pu visiter la région de l'Est. Si l'on réfléchit que dans ces deux ou trois années se trouve l'année 1572, qu'à ce moment où les protestants, en dépit des protections les plus puissantes, étaient frappés sans exception, Palissy s'est trouvé épargné, que sur ce fait historique si important il n'a pas écrit une ligne de confiance, lui qui nous a laissé sur d'autres périodes de sa vie de vrais mémoires, on est excusable de vouloir, sans autre preuve, conclure que l'absence de Palissy a concordé avec la Saint-Barthélemy. Cette absence a duré longtemps, car Palissy a eu le temps d'étudier les points les plus divers de la contrée des Ardennes ; il a

visité la vallée de la Meuse et les montagnes qui longent son lit ; sur ce qu'il appelle « la route d'Anvers », il paraît s'être avancé, tout au moins jusqu'à Spa, dans le pays de Liège. Il nomme aussi la Lorraine ; mais rien, dans ses écrits, ne prouve nettement qu'il l'ait visitée... »

Appelé, il y a un an, à préparer une conférence sur l'histoire de la Réforme à Sedan, j'ai, entre autres, dépouillé le plus ancien registre de Consistoire que cette vieille Église protestante ait conservé. Il remonte à l'année 1570 et a certainement été utilisé déjà par les historiens locaux, entre autres par le père Norbert. Mais aucun d'eux ne paraît y avoir remarqué les mentions que je vais reproduire. On sait que les registres de Consistoire ne sont autre chose que les procès-verbaux, généralement très sommaires, de ce que nous appellerions aujourd'hui le Conseil presbytéral d'une Église réformée. Ce conseil, composé des pasteurs et d'un nombre plus élevé d'« anciens » élus par les fidèles, s'appelait autrefois Consistoire et s'occupait de tout ce qui concernait l'organisation du culte et l'application de la Discipline. On y trouve donc des renseignements sur l'exercice du ministère pastoral, sur le culte, les anciens, et, en beaucoup plus grand nombre, sur les fidèles qui furent cités devant le Consistoire pour infractions à la Discipline, aux règles religieuses et morales que les Églises réformées firent observer partout, dès leur organisation.

Palissy et sa famille se trouvent au nombre des personnes citées devant ce tribunal ecclésiastique qui remplaçait l'officialité de l'Église catholique, à partir du 28 janvier 1574 et jusqu'au 28 juin 1576. Il ne suit pas de là que Palissy n'ait pas été à Sedan *avant* le 28 janvier 1574. Il tombe sous le sens qu'il peut y avoir été sans être cité en Consistoire, auquel cas il n'était pas nécessaire de mentionner son nom. Il y a plus. Les réfugiés de la Saint-Barthélemy formaient à Sedan une Église distincte de celle que le duc de Bouillon y avait fondée. On voit, dans le susdit registre, que, dans certaines circonstances, les pasteurs des réfugiés, réfugiés eux-mêmes et seulement temporairement en exercice dans cette ville, en



attendant le rétablissement de leurs Églises dispersées par la tourmente, étaient appelés à siéger avec leurs collègues de Sedan<sup>1</sup>. Palissy peut donc avoir d'abord fait partie de l'Église des réfugiés dont les actes ne sont pas parvenus jusqu'à nous, et s'être attaché ensuite à l'ancienne Église réformée de Sedan, c'est-à-dire avoir voulu y participer à la Sainte Cène.

Ajoutons, pour en finir avec la question chronologique, que pour faire ses conférences du carême 1575 à Paris, maître Bernard a dû s'absenter de Sedan et y retourner ensuite. On verra, en effet, que les deux premières mentions le concernant sont du 28 janvier et du 11 mars 1574; puis il n'est plus question de lui avant le 16 juin 1575, c'est-à-dire après le carême où eurent lieu les fameuses conférences.

Un premier résultat est donc acquis. Palissy a plus ou moins constamment séjourné dans les terres du duc de Bouillon en 1574, 1575 et pendant le premier semestre de l'année 1576, et il y a certainement été *avant 1574*, car il serait étrange que dès son arrivée il eût eu maille à partir avec le Consistoire. On peut donc admettre comme un fait, sinon certain, du moins très vraisemblable, qu'il se réfugia dans cette principauté dès 1572 et y demeura entre trois et quatre ans.

## II

A quel propos Palissy est-il mentionné dans le registre du Consistoire de Sedan? En premier lieu à propos d'un procès

1. Ainsi on lit, sous la date du 26 novembre 1573 : « La Compagnie a advisé de parler *aux anciens des réfugiés*, pour sçavoir ce que ung chacun de leur charge voudra donner pour l'entretènement d'un ministre. » — 27 janvier 1575 : « MM. Dully, Potier, de Sain et Jacques Desbuissons, anciens de ceste Église ont requis et demandé leur congé, ensemble MM. Lesieur le grenetier, Seguin et sr Jean Canelle, *anciens des Réfugiés*. Au lieu desquelz, pour les bourgeois de la ville, ont esté esleuz Monsr Ducloz, Jacques Dorville, M<sup>e</sup> Augustin l'orlogeur, et Jean Chapelle. Et au lieu des réfugiés, pour led. Lesieur, Brisebarre, et au lieu desd. Canelle et Seguin, Monsr de Brosse, lesquelz seront nommez au peuple Dimanche

qu'il avait avec « Monsr de Renty et Monsr le receveur de Vermandois ». Voici les deux textes :

« Consistoire tenu le Jeudy XXVIII<sup>e</sup> janvier 1574 auquel Monsr Fournelet<sup>1</sup> a présidé. — Monsr Poulet<sup>2</sup> et le sr Guion le Roy<sup>3</sup> s'informeront s'il est vray que Monsr le receveur de Vermandois a joué et perdu cent escus pour une fois avec un gentilhomme de (lacune). — Messrs Fournellet, de Locques<sup>4</sup> et Warin<sup>5</sup> sont chargez de parler à Monsr de Renty, à Monsr le receveur de Vermandois et à M<sup>e</sup> Benard (sic) Pallissy pour le différend et procès qu'ils ont ensemble. »

« Consistoire ordinaire tenu le XI mars 1574, auquel a présidé Monsr Fournelet. — Monsr Fournelet et de Moussy<sup>6</sup> parleront à Monsr Sallé et au gendre de maistre Benard, pour savoir les propos qu'a tenus Monsr de Miraumont. »

On voit combien les mentions sont sommaires. Mais des recherches ultérieures permettront sans doute d'éclaircir la nature des intérêts qui se débattaient entre M. de Renty, le receveur de Vermandois et maître Bernard. Tout ce qu'on peut conjecturer de ce texte et d'un autre que voici, c'est que la conduite du « receveur de Vermandois » prêtait à la critique et tombait sous le coup de la Discipline. On lit en effet, à son sujet, à la date du 10 décembre 1573, dans le même registre :

« Monsr de Loque et Monsr Poulet sont chargés de parler au receveur de Vermandois touchant ce qui a esté ici rapporté de luy et de Magdalaine de Paris. »

Quant à la mention du 11 mars 1574, elle se rapporte peut-

prochain. » — 14 juin 1576 : « Ledt Fornelet, président. Auquel ont assisté Messrs de la Faye, Cohet, Bernardin, de la Vallée, Mehon et Micqueau, *ministres refugiez*... »

1. Pasteur.

2. Ancien.

3. Ancien.

4. Pasteur.

5. Ancien.

6. *Idem*.



STATUE EN BRONZE DE BERNARD PALISSY  
par M. ERNEST BARRIAS (square Saint-Germain-des-Prés à Paris).

être à la même affaire que celle du 28 janvier. Aucun de ces personnages n'est cité dans les ouvrages de Palissy, ce qui s'explique d'ailleurs, s'il n'avait pas conservé d'eux de bons souvenirs.

Les mentions qui suivent sont plus intéressantes et éclairent d'une assez vive lumière la vie de famille de Palissy. Pour bien les comprendre, il faut les faire précéder des allusions qu'il y a faites lui-même dans la partie de ses *Discours admirables* intitulée *De l'art de Terre*. — Il y a longtemps, en effet, qu'on l'a remarqué. Ce qui rend le récit des tribulations du potier encore plus tragique que dramatique, ce sont précisément ces allusions. Il commence par nous apprendre, par la bouche de *Théorique* qu'au début, ce qui l'a « fait endurer (c.-à.-d. peiner), ce a esté à cause qu'il estoit chargé de femme et d'enfans » (p. 272). Mais cette constatation est faite sans amertume. Palissy laisse clairement entendre qu'il complait que sa découverte, en satisfaisant l'ambition du chercheur et de l'artiste, lui procurerait aussi les moyens d'entretenir sa famille plus honorablement. Car il « avait ordinairement deux enfans aux nourrices (281) », et son état de verrier et de géomètre-arpenteur ne lui fournissait pas de quoi vivre.

Son récit commence à nous empoigner lorsqu'au milieu de ses premiers essais il nous dépeint l'attitude de « ceux qui le devoient secourir » (280), c'est-à-dire de sa femme et sans doute d'autres membres de sa famille. Dès son premier insuccès, d'autant plus sensible qu'il y avait sacrifié son mobilier, au lieu de l'aider à réparer, ou du moins à pallier cette catastrophe, ils « alloyent crier par la ville que je faisois « brusler le plancher : et par tel moyen l'on me faisoit perdre « mon crédit, et m'estimoit-on estre fol » (280).

Cependant de nouveaux essais prouvent que son invention n'était nullement insensée puisqu'il réussit à cuire des vases émaillés, mais malheureusement parsemés d'éclats de son four. Cet accident qu'il n'avait pu prévoir le plonge dans un accès de découragement d'autant plus profond que le but à atteindre paraissait plus rapproché. Plutôt que de laisser



« décrier et rabaisser son honneur », en vendant des œuvres imparfaites, il les met en pièces et « se couche de melan-  
« cholie, et non sans cause : car je n'avois plus de moyen de  
« subvenir à ma famille. Je n'avois en ma maison que repro-  
« ches; *en lieu de me consoler, l'on me donnoit des malédic-  
« tions.* »

Il ne tarde pas à considérer en lui-même « qu'un homme qui seroit tombé en un fossé, son devoir seroit de tascher à se relever ». Il se remet donc à l'ouvrage. Cette fois il s'agit de trouver le moyen de rendre les divers émaux fusibles au même degré de chaleur. Cette recherche est une série de mécomptes :

« ... J'ay cuidé entrer jusques à la porte du sépulchre. Aussi en me travaillant à tels affaires je me suis trouvé, l'espace de plus de dix ans, si fort escoulé en ma personne qu'il n'y avoit aucune forme ny apparence de bosse aux bras ny aux jambes; ains estoyent mesdites jambes toutes d'une venue, de sorte que les liens de quoy j'attachois mes bas de chausses estoyent, soudain que je cheminois, sur les talons avec le résidu de mes chausses. Je n'allois souvent pourmener dans la prairie de Xaintes, en considérant mes misères et ennuy; *et sur toutes choses de ce qu'en ma maison mesme je ne pouvois avoir nulle patience, ny faire rien qui fut trouvé bon* (287-288). »

Il parvient néanmoins à « faire quelques vaisseaux de couleurs diverses qui le nourrissoient tellement quellement », et même il « recevoit beaucoup d'argent d'une partie de sa besongne qui se trouvoit bien ». Or, n'ayant pas d'abri pour loger ses figulines avant la cuisson, « la chaleur, la gelée, les vents, pluies et gouttières en gastoyent la plus grande partie ». Il emprunte « charpenterie, lattes, tuilles et cloux », et bien souvent « s'accommode de liarres et autres verdures ».

« Or ainsi que ma puissance s'augmentoît, je defaisois ce que j'avois fait, et le batissois un peu mieux, qui faisoit qu'aucuns artisans... et un tas de vieilles... disoyent que je ne faisais que faire et desfaire, et me blasmoient de ce qui les devoit inciter à pitié... *Et qui pis est, le motif desdites mocqueries et persécutions*

*sortoyent de ceux de ma maison lesquels estoyent si esloingnez de raison, qu'ils vouloyent que je fisse la besongne sans outis, chose plus que déraisonnable. Or d'autant plus que la chose estoit déraisonnable, de tant plus l'affliction m'estoit extrême. J'ay esté plusieurs années que n'ayant rien dequoy faire couvrir mes fourneaux, j'estois toutes les nuits à la mercy des pluyes et vents, sans avoir aucun secours, aide ny consolation, sinon des chats huants qui chantoient d'un costé et les chiens qui hurloyent de l'autre. Parfois il se levoit des vents et tempestes qui souffloyent de telle sorte le dessus et le dessous de mes fourneaux, que j'estois contraint quitter là tout, avec perte de mon labeur, et me suis trouvé plusieurs fois qu'ayant tout quitté, n'ayant rien de sec sur moy, à cause des pluyes qui estoyent tombées, je m'en allois coucher à la minuit ou au point du jour, accoustré de telle sorte comme un homme que l'on auroit trainé par tous les boursiers de la ville, et m'en allant ainsi retirer, j'allois bricollant sans chandelle en tombant d'un costé et d'autre comme un homme qui seroit yvre de vin, rempli de grandes tristesses; d'autant qu'après avoir longuement travaillé, je voyois mon labeur perdu. Or en me retirant ainsi souillé et trempé, je trouvois en ma chambre une seconde persécution pire que la première, qui me fait à présent esmerveiller que je ne suis consumé de tristesse (289-90). »*

On voit clairement que l'attitude hostile de ceux auxquels l'artiste déçu ou découragé demandait tout naturellement de l'appui ou du moins des consolations, et les misères domestiques qui résultaient de leur antagonisme, forment le point culminant et douloureux de chaque série de déboires de l'inventeur. Ceux-ci en sont devenus presque intolérables et c'est bien là ce qui rend ce récit célèbre si profondément pathétique.

### III

Involontairement on remarque, il est vrai, qu'au milieu de toutes ces luttes sans cesse renouvelées malgré la misère noire, la vie de Mme Bernard a dû être singulièrement pénible, et l'on se demande si son mari n'a pas exagéré en

mettant l'accent aigu sur un état d'esprit que son obstination devait fatalement exaspérer. Mais quand on relit ces pages toutes frémissantes d'expériences vécues, on ne peut se défendre de l'impression d'indéniable sincérité qui s'en dégage. Et quand on réfléchit qu'en 1580 ces pages ne sont plus qu'un écho de souffrances déjà anciennes dont le brillant résultat aurait pu au moins atténuer l'amertume, on se dit qu'elles révèlent une mésintelligence plus profonde que celle qu'aurait provoquée un caractère résumé dans ces mots : *« Je cherchois tousjours à passer plus outre avecques frais et mises, comme tu sçais que je fais encore à présent. »* — Or c'est précisément ce que semblent confirmer les quelques textes qu'il nous reste à faire connaître pour la première fois.

« Consistoire tenu le Jeudy XVI<sup>e</sup> jour de Juing 1575, Monsr Fournelet président. — M<sup>e</sup> Benard de Palissis, sa femme et son gendre seront appellez par Monsr le Jay et M<sup>e</sup> Adrian (de la Croix), le Dimanche prochain, après le catéchisme, pour leur faire une remonstration de leurs insolences et scandales ordinaires. »

« Consistoire tenu le Jeudy XXIII<sup>e</sup> juing 1575. Président M<sup>e</sup> de Lestang. — M<sup>e</sup> Benard a esté retranché de la S<sup>e</sup> Cène pour sa rébellion, et seront les causes déclarées publiquement le jour de la Cène à l'exortation. Et sa femme, son filz et gendre suspenduz pour ceste fois. Ensemble la femme de M<sup>e</sup> Phlès. »

« Consistoire tenu le Jeudy XXVIII<sup>e</sup> juillet 1575. Monsr Fornelet président. — La Compagnye n'a point esté d'avis de faire lecture en ce Consistoire de l'escrit envoyé par M<sup>e</sup> Benard de Palissis, mais que, se présentant, il sera ouy. Ce que Monsr du Jay a charge de lui dire. »

Ces trois textes s'éclairent et s'expliquent mutuellement. Palissy était allé à Paris faire quelques démonstrations publiques de sa science. Il avait mis sur les affiches annonçant ses leçons « que nul n'y entreroit qu'il n'y baillât ung escu a l'entrée des dites leçons », afin, ajoute-il, « qu'il ne s'y trovast que des plus doctes et des plus curieux ». Son dernier biographe remarque fort judicieusement que sans doute « la



B . PALISSY .



BERNARD PALISSY

d'après un portrait du Musée de Cluny à Paris, et un cliché du *B. Palissy* de Ph. Burty  
(Paris, librairie de *l'Art*).



nécessité, autant que le désir de propager ses doctrines scientifiques », le détermina à cette mesure<sup>1</sup>. On ne peut s'empêcher de souscrire à cette remarque, lorsqu'on voit Palissy, revenu chez lui, aux prises avec les mêmes misères domestiques qui l'avaient déjà poursuivi en Saintonge. Le duché de Bouillon, alors pauvre, envahi par les épaves du terrible massacre, entouré d'ennemis qui le guettaient en attendant de l'attaquer, n'offrait certainement pas une clientèle bien productive à l'inventeur et fabricant des rustiques figulines. Loin de la capitale où il gagnait sa vie, et sans doute dépouillé de tout comme les autres réfugiés, Palissy a dû recourir à toutes sortes d'expédients pour pouvoir subsister. Quelque succès qu'aient eu ses leçons dont nous connaissons au moins 34 auditeurs<sup>2</sup>; lorsqu'on suppute les frais d'un double voyage, et qu'on tient compte de la passion de Palissy pour observer sur sa route tout ce qui l'intéressait, peut-être encore de son peu d'empressement à regagner sa maison, on devine le sujet des discussions « ordinaires » qui y surgissaient et que la présence d'un gendre, peut-être aussi chargé de famille, aggravait sans doute.

Le Consistoire, chargé de veiller sur la conduite des fidèles. surtout à l'approche des Communions, entend parler de ce ménage désuni. Le 16 juin il prie deux anciens, MM. le Jay et Adrien de la Croix, de faire venir les délinquants. La femme et le gendre paraissent s'être seuls présentés et l'on peut penser s'ils chargèrent celui dont l'humeur inquiète et vagabonde et les réparties mordantes les exaspéraient. Quinze jours plus tard le Consistoire rend son arrêt. Les membres désunis d'une famille n'étaient admis à la Sainte Cène qu'après s'être préalablement réconciliés. Ceci n'ayant pas eu lieu, la femme, le fils et le gendre de maître Bernard sont suspendus de la prochaine Communion et lui-même en est « retranché » jusqu'à ce qu'il ait témoigné quelque repentance; « et seront les causes déclarées publiquement le jour de la Cène à l'exortation ».

1. Ernest Dupuy, *B. Palissy*, p. 61

2. *Ibidem*, p. 204 ss.

La peine qui frappait Palissy était considérée comme fort grave et n'était appliquée que rarement, lorsque toutes les tentatives de réconciliation avaient échoué. Le troisième texte nous fait comprendre cette décision : Palissy semble avoir obstinément refusé de comparaître et de se justifier, puisque, même après le « retranchement », il envoie au Consistoire un « écrit », probablement un mémoire justificatif. Mais fidèle aux usages, la Compagnie refuse de prendre connaissance de cet écrit, et charge l'ancien du Jay d'informer le récalcitrant que s'il se présente on l'écouterait et discuterait ses raisons. — M<sup>e</sup> Bernard s'est-il rendu à cette invitation ? C'est ce que nous ignorons. Souvent le registre mentionne ceux qui, frappés d'une mesure disciplinaire grave, venaient à résipiscence. Quoi qu'il en soit, la cause première pour laquelle Palissy avait été cité, persista. On lit, en effet, à la date du

« Jedy XV<sup>e</sup> mars 1576. Mons. Fornelet président. — Advis. Messrs de Loques et du Molin feront les deux catéchismes devant la Cène et l'un d'eux l'exhortation du matin audt jour de Cène. — A esté advisé qu'on célébrera le Jeusne le Jedy XXII<sup>e</sup> de ce mois en ceste Église. Et que Messrs de la Maisonneufve et Fornelet feront les exhortations. Pour la lecture. Messrs Bernardin et Fabry en seront priés, tant pour led. Jeusne que pour la Cène.

« Monsr de la Maisonneufve a esté prié de parler à M<sup>e</sup> Bernard de Palissis et sa femme, touchant les disputes et différens qu'ils ont ordinairement ensemble. Et sera accompagné de M<sup>e</sup> Adrian de la Croix. »

« Consistoire tenu le Jedy dernier jour de May 1576. Présid. Monsr du Moulin. — Monsr de la Garde est chargé, avec Monsr de la Maisonneufve, de réconcilier M<sup>e</sup> Benard et son gendre touchant quelque différent qu'ils ont ensemble. »

« Jedy 28 juin 1576. — La Croix est chargé d'appeler à demain la femme de M<sup>e</sup> Bernard de Palissis et sa niepce pour estre reconciliées. »

Le lecteur se demandera, comme nous, où étaient les plus grands torts. Il est plus que probable qu'ils n'étaient pas tous du même côté, bien que la dernière mention indi-

que que Mme Palissis ne s'entendait pas mieux avec sa nièce qu'avec son mari. — Celui-ci nous montre si bien, dans ses livres, son âme simple, humaine, droite, ennemie de toute bassesse aussi bien que de toute tyrannie que nous ne nous le représentons guère résistant à la douceur et à la bonté. Les épreuves multiples et souvent angoissantes que lui imposèrent successivement et à la fois sa pauvreté, sa conversion à la Réforme, son art et ses recherches, ont dû assombrir et durcir un caractère indépendant, primesautier, enjoué, original, et développer à l'excès une sensibilité que révèle le moindre de ses plats. — Plaignons-le d'avoir été aussi peu compris pendant sa vie qu'après sa mort et moins encore par les siens que par la postérité.

Un mot de plus avant de clore cet article qui aurait pu être beaucoup plus court s'il ne s'était agi d'un homme aussi grand que Palissy. On aura remarqué que plusieurs de nos textes lui donnent la particule <sup>1</sup>. Il n'y a là qu'un *lapsus* du secrétaire du Consistoire. Mais n'est-il pas permis de conclure du fait même que cette erreur a été commise, que Palissy passait pour un « personnage » ? Ce sera notre excuse pour avoir fait joindre à ces textes, outre un dessin de la statue du square Saint-Germain-des-Près à Paris, une reproduction du portrait du musée de Cluny auquel on a précisément reproché de nous donner un Palissy trop somptueusement vêtu.

N. WEISS.

---

1. A remarquer aussi que la famille de Palissy se composait alors, outre sa femme, d'un fils, d'une fille, d'un gendre, d'une nièce, sans compter les mineurs, et le Mathurin Palissy qui, en juillet 1574, assistait en qualité de parrain à un baptême huguenot, au château de *Nieul-les-Saintes* (*Bull.*, 1893, p. 380). — L'état civil huguenot de Sedan, dont une copie se trouve à la Bibliothèque de notre Société, ne renferme pas le nom de Palissy, mais l'année 1574 y fait défaut.

---

# Documents

---

## LA RÉFORME A CAEN EN 1549

M. Carel, dans son *Histoire de la ville de Caen sous Charles IX, Henri III et Henri IV* (1887), écrit (page 11) que dès 1531, *Nicolas Roussin*, gardien des Cordeliers, prêchait à Caen les « erreurs » de la Réforme, et ajoute : « L'hérésie protestante ne commença à se manifester à Caen, par des troubles sérieux, qu'en 1558. » Voici un texte qui prouve que déjà dix ans auparavant des mutilations d'« images » furent attribuées aux « mal sentans de la foy ». Ce texte ne nous dit malheureusement pas si ces derniers furent découverts et comment ils furent châtiés.

A. BENET.

Au prieur des Jacopins de Caen la somme de vingt deux solz six deniers tourn., à luy ordonnée par lesd. gouverneurs par leur ordonnance du xv<sup>e</sup> jour de feuvrier 1548 (v. s.) pour sa poine et vaction d'avoir faict par le commandement des officiers du Roy et eschevins de lad. ville de Caen une prédication au cymetière de Saint-Nicolas dud. Caen au moys de janvier 1548 (v. s.) par ung dymanche, à raison d'aucuns mal sentans de la foy qui avoient abbatu et faict cheoir par terre en lad. esglise de Saint-Nicolas plusieurs ymages... »

(Compte 2<sup>e</sup> de Raymond Hermier, receveur des deniers communs et octrois de la ville de Caen, des recettes et dépenses par lui faites durant l'année commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1548 (v. s.) et finissant le d<sup>er</sup> décembre ensuivant 1549.)

*Archives municipales de Caen, Comptabilité<sup>1</sup>.*

---

1. En 1614, je note une recette, par la ville, de 400 livres provenant de vente faite en justice à Jean le Picard, d'une place assise au Bourg-l'Abbé, où ceux de la R. P. R. faisaient le prêche.



## CONFISCATION DES BIENS.

DE

JACQUES PASTOUREAU, DE BOURGES, RETIRÉ A GENÈVE  
(1559)

On sait que Rabaut de Saint-Étienne voulait insérer dans la devise de la République française le mot de PROPRIÉTÉ<sup>1</sup>. Il voulait indiquer par là que les biens de chaque citoyen français lui appartiennent aussi sûrement que la liberté et l'égalité qu'il revendiquait alors comme des droits inaliénables. C'était une protestation contre l'arbitraire avec lequel la monarchie avait traité la fortune des Français qui avaient le malheur de lui déplaire. Si ce mot de PROPRIÉTÉ remplaçait dans notre devise celui de FRATERNITÉ qui ne correspond pas à un *droit* mais à un *devoir*, ou, pour parler plus simplement, exprime plutôt un vœu qu'un fait, — ce mot de propriété serait aujourd'hui une protestation contre l'arbitraire d'une prétendue démocratie dont le langage n'est ni moins brutal ni plus justifiable que les ordres royaux d'autrefois.

Voici un de ces nombreux ordres, dont une copie a été conservée à la Bibliothèque nationale (Fr. 3941, fol. 16) et transcrite pour nous par M. Fréd. Borel. Un marchand de Bourges, *Jacques Pastoureau*, s'était retiré à Genève. Peut-être y avait-il des intérêts commerciaux. Mais Genève étant protestante on le soupçonnait d'y être allé pour cette raison et l'on ne se trompait pas. On trouve, en effet, au registre des habitants de Genève (I, 286), au 30 mars 1559, « sire Jacques Pastoureau, natifz de Bourges »<sup>2</sup>. Ce qui prouve, en outre, qu'il s'était expatrié sans esprit de retour, c'est que

1. Voy. *Bull.*, 1893, p. 671.

2. Communication de M. A. Covelle. — La Réforme s'affirma publiquement à Bourges à partir du mois d'avril 1559, par le chant des Psaumes « ou lieu qu'on appelle le Pretz Fichault », où tous les soirs un « monde innumérable » les chanta « en grande mellodie », pendant tout l'été, malgré plusieurs défenses « de ne plus chanter lesdictz Psalmes sur peine de la hard et fut élevée une potence ou milieu dudict pretz Fichault, pour plus grandement déterrer ceux qui chanteroient lesdictz Psalmes ». Voy. *Journal de Jehan Glaumeau*, 1868, p. 103.

l'année suivante, 1560, on trouve dans les minutes du notaire *B. Ragueau* (III, 421) qui était lui-même de Bourges, le testament mutuel de « sire Jacques Pastoureau et de sa femme *Jeanne Girauld*, habitants propriétaires », plus deux autres actes concernant les mariages de leurs filles. Le protestantisme n'étant pas toléré en France, il était naturel que ceux qui y inclinaient missent en pratique la parole de Jésus : « Si on vous persécute dans une ville, fuyez dans une autre. » Mais ce n'est pas ainsi que l'entendaient les cardinaux qui dirigèrent la politique française depuis François I<sup>er</sup> jusqu'à la Révolution. Un Français ne pouvait être — comme le prétendent encore des gens auxquels l'histoire n'a rien appris — que catholique romain. Les biens de Jacques Pastoureau n'ayant pas été aussitôt saisis par les autorités qui commandaient à Bourges, sans doute parce qu'il y avait des membres de cette famille dans l'échevinage<sup>1</sup>, Henri II écrit à deux reprises pour leur rappeler ce devoir. Cet ordre a-t-il été exécuté, et au profit de qui ? Cette fortune ne paraît pas avoir pu être confisquée entièrement, car Jacques Pastoureau figure encore sur la liste des personnes comprises dans le rôle de 20,000 livres dressé contre les huguenots de Bourges, en septembre 1562<sup>2</sup>. N. W.

De par le Roy.

Nos amez et féaulx, nous vous avons parci devant escript et mandé très expressément ad ce que vous eussiez incontinant à procéder au saisissement en notre main et à l'adjudication et déclaration de tous et chacuns les biens, droictz, noms, raisons et actions appartenans en notre royaume à *Jacques Pastoureau*, naguères marchand, demourant à Bourges. Lequel, ainsy que nous avons esté advertiz, estant soupçonné d'hérésie, s'est absenté de notredit royaume et retiré à Genève pour y vivre avec les malsentans de notre sainte foy et religion, et lesdits saisissement, adjudication et déclairation faitz, nous en envoyer en notre Conseil privé les sentences et procédures pour, icelles veues, vous faire sur ce entendre noz vouloir et intencion.

Mais, ad ce que nous avons entendu et que nous povons bien

1. Un *Guillaume Pastoureau* était encore échevin à Bourges en 1562. Voy. *Journal de Glaumeau*, p. 158.

2. *Ibid.*, p. 162.

juger, vous n'y avez encores aucunement satisfait, au moien de quoy nous avons advisé de vous faire encores la présente, vous mandant, commandant et très expressément enjoignant que sans plus user en cest endroit d'aucune longueur, dissimulacion ou difficulté, vous aiez les plus promptement et diligemment que faire ce pourra, à procedder auxdits saisissement, adjudicacion et declairacion desdits biens dudit Pastoureau, et à nous en envoyer en notredit Conseil vosdites sentences et procédures, pour, icelles veues et entendues, vous estre sur ce mandé noz vouloir et intencion. Mais à ce ne faites aucune faulte, de sorte que nous n'aions plus occasion de vous escrire derechef.

Donné à etc., 1559.

## UNE FAMILLE D'ARCHITECTES PARISIENS

### LES DU RY

#### EXPULSÉS PAR LA RÉVOCATION

*Notice et lettre inédite 1686*

Un auteur allemand, le même, si je ne me trompe, qui a publié il y a quelques années une correspondance inédite de Denis Papin avec Huyghens, M. Otto Gerland, vient de faire paraître un livre agréablement écrit et rempli de renseignements précis, de gravures et de portraits sur *Paul, Charles et Simon-Louis Du Ry*<sup>1</sup>, une famille d'architectes parisiens du XVII<sup>e</sup> siècle. *Jean-Paul*, qui fut à Paris l'élève de l'architecte du roi, François Blondel, après avoir travaillé aux Pays-Bas comme ingénieur militaire, s'expatria en Hesse à l'époque de la Révocation, et, au service du landgrave Charles, y construisit par exemple la ville neuve de Cassel pour les réfugiés français, ainsi que celle de Karlshafen, qui est encore actuellement à peu près ce qu'elle était à l'origine, sans compter le palais des Arts, l'Orangerie et divers autres monuments. Son fils *Charles* et son petit-fils *Simon-Louis* se distinguèrent.

1. *Paul, Charles und Simon-Louis Du Ry, eine Künstlerfamilie der Barockzeit*, von Otto Gerland, 1 vol. de vi-184 p. in-8° (Index), Stuttgart, Paul Neff, 1895. Voir aussi une notice du même, sur la famille Du Ry, dans *l'Histoire des familles huguenotes (Stammbäume der Mitglieder der französischen Colonie in Berlin)*, parue à Berlin, III, 1892, et dans le journal *Die französische Kolonie*.

entre autres, par la construction de l'ancienne galerie de tableaux de Cassel et du château de Wilhelmsthal. La plus grande partie du volume de M. Gerland est consacrée à une biographie détaillée de ce Simon-Louis Du Ry, pour laquelle il a utilisé de larges extraits de sa correspondance, pleins de notes curieuses sur ses séjours en Suède et à Paris. C'est une contribution fort utile à l'histoire des beaux-arts du xviii<sup>e</sup> siècle, et qui montre à quel point la France, et en particulier les protestants français, influèrent sur le développement de cette branche de l'art en Europe.

Nous saisissons cette occasion pour transcrire ici, en premier lieu, la notice que feu M. Douen avait rédigée sur cette famille et ses alliances en France, à l'époque de la Révocation. Cette notice est empruntée au tome III de son histoire de *la Révocation de l'Édit de Nantes à Paris*, laquelle a été tirée à un si petit nombre d'exemplaires qu'on ne peut y renvoyer tous les lecteurs. A la suite de cette note, nous faisons connaître pour la première fois un manuscrit inséré dans un recueil de pièces toutes imprimées et de l'époque de la Révocation, lequel faisait partie de la bibliothèque de feu Francis Waddington, et se trouve aujourd'hui conservé dans celle de notre Société (R. 11447). Ce manuscrit est évidemment une copie, sur laquelle on avait même soigneusement effacé le nom de Du Ry. Comme on le verra, il se compose de deux parties : une lettre écrite par *Mme Du Ry*, prisonnière, à ses filles, et une note, évidemment contemporaine, émanant peut-être d'un membre de la même famille, sur les destinées de quelques-uns de ses membres à cette époque, si lamentablement périlleuse pour nos pères. On ne lira pas sans émotion les lignes de Mme Du Ry, s'efforçant d'exhorter ses filles et de s'exhorter elle-même à une fermeté sur laquelle il était presque impossible, humainement parlant, de compter.

N. W.

#### Notice de M. Douen.

« Du Ry (La famille des), architectes du roi, alliée aux Ponchart, aux Mounier, aux Hatton (*aliis* Hauton), aux Wolf, aux De Lamberville, aux De Burges, à la famille du paysagiste Rousseau et à



celles des architectes Petit et De La Fonds, jouit d'une grande notoriété au xvii<sup>e</sup> siècle.

« Marié en premières noces (1631) à Corneille des Martins, sans doute parente des peintres de ce nom, Mathurin Du Ry, fils de Charles et de Camille Métivier, épousait, en 1635, Marguerite Aubert<sup>1</sup>, fille de feu Samuel, lapidaire, ancien de Charenton, et de feu Marie Girom. Il mourut en 1674, âgé de soixante-douze ans, et fut inhumé dans le cimetière des Saints-Pères, en présence des cinq fils qui lui survécurent, Paul, Jacques, Samuel, Alexandre et Théodore. Il avait eu de sa seconde femme seize enfants : Camille (1637), mort à l'âge de six mois, Camille (1638), Marie (1640), Marguerite (1642), Charles (1643), décédé avant son père, Paul (1644), Jacques (1646), Florence (1647), Théodore (1648), inhumé en 1652, ainsi que Suzanne, Samuel (1652), Suzanne (1653), Madeleine (1655), Alexandre (1657), Élisabeth (1659) et Théodore (1661).

« Le 16 janvier 1686, le commissaire Fleuri annonçait au procureur général qu'il venait de conduire dans trois monastères Mme Combet, Mme de Cheuse et Mme du Ry. Elles ont obéi sans murmurer, disait-il, mais en promettant bien de ne pas changer de religion (Fr. 17421 f° 20). Le 29, il écrivait à La Reynie : « Sa Majesté a été informée que la veuve Du Ry, de la rue Neuve-Saint-Eustache, qui a été mise dans un couvent, a laissé des enfants dans sa maison qui sont fort opiniâtres, et Sa Majesté désire que vous fassiez mettre les filles où vous jugerez à propos (O<sup>1</sup> 30) ». Aucune des six filles de Marguerite Aubert n'était-elle mariée ? — Quoi qu'il en soit, l'ordre d'emprisonnement ne tarda pas à être partiellement exécuté. Dès le 2 février, une demoiselle Du Ry fut mise aux Nouvelles-Catholiques (O<sup>1</sup> 30), et, le 19, le couvent des Ursulines recevait l'ordre d'en mettre une en liberté, soit celle des Nouvelles-Catholiques transférée aux Ursulines, soit plus probablement Mme Du Ry elle-même ou une autre de ses deux filles aînées emprisonnée quelques jours après la première. Les renseignements relatifs aux quatre autres sont plus précis ; elles furent enlevées et placées dans des couvents séparés par ordre du 26 mars, et l'une d'elles fut, par ordre

1. C'est celle dont on lira plus loin la lettre. — Marie Aubert, mariée à Charenton, en 1665, à Gaspard Hatton, fils de Pierre, docteur en médecine, et d'Élisabeth Du Ry, fut conduite de la Bastille à Mons et expulsée du royaume, par ordre du 2 mars 1688. Elle était veuve alors (*Reg. du Secrét.*, O<sup>1</sup> 32). Nous ignorons le degré de parenté qui unissait cette vaillante protestante, que le grand roi n'avait pu réduire, à la femme de Mathurin Du Ry. — Nous ne connaissons pas davantage Mme Aubert, de Paris, veuve âgée de 64 ans, naturalisée Anglaise en 1682.

du 11 avril, transférée de la Visitation Sainte-Marie de Saint-Denis dans un autre couvent. Florence abjura le 17 avril chez les Ursulines de Saint-Denis (Fr. 7055 f° 438, et 7053 f° 218), et en sortit par ordre du 6 mai (O<sup>4</sup> 30). Dans sa lettre du 1<sup>er</sup> mai Desgrez disait, en parlant de Suzanne : « J'ai appris que celle qui est à Sainte-Avoye est fort entière et ne se fléchit point; je hirai (*sic*) pour être plus certain. » Elle abjura le 22 août et sortit du couvent par ordre du 24 (Fr. 7051 f° 446 et O<sup>4</sup> 30). Madeleine, âgée de trente ans, abjura le 25 avril dans le couvent des Feuillantines de la rue Saint-Jacques (Fr. 7055 f° 441) et en sortit par ordre du 29 (O<sup>4</sup> 30). Dans sa lettre du 1<sup>er</sup> mai, Desgrez disait au sujet d'Elisabeth : « Quand j'irai à Vincennes, je verrai aux chanoinesses de Saint-Augustin à Picpus la cadette qui est aussi fort résolue à ne pas changer. » Elle finit cependant par abjurer aussi et fut remise en liberté par ordre du 19 juin.

« La première bataille était perdue; Mme Du Ry avait dû plier aussi bien que ses filles; mais aucune d'elles ne resta dans le pays où la violence imposait aux consciences un joug insupportable. En 1688, Marie et Suzanne, probablement réfugiées près d'un de leurs frères, étaient naturalisées en Angleterre (Agnew, III, 49 b). Nous ignorons si elles rejoignirent plus tard leurs sœurs et leur mère<sup>1</sup>, établies en Hollande, à Montfort, où Mme Du Ry mourut au mois de janvier 1697, âgée de soixante-seize ans.

« Probablement plusieurs des cinq frères n'avaient pas attendu la Révocation pour quitter la France; tous passèrent à l'étranger, s'y marièrent et y fondèrent des familles: l'un en Angleterre; un second, officier dans le régiment de la Mélonnière, en Irlande, et les trois autres en Hollande. Paul, ingénieur militaire de mérite, fut chargé de réparer les fortifications de Maëstricht, et appelé en 1687, à Cassel, par l'électeur de Hesse, qui le nomma architecte de la ville, conservateur des bâtiments et professeur de l'Académie. Il épousa, en 1681, une fille de Philémon Cadet de Moriambert. Son fils Charles marcha dignement sur ses traces; mais tous deux furent éclipsés par le fils de celui-ci, Simon-Louis, le plus grand architecte de l'Allemagne au XVIII<sup>e</sup> siècle (voir la *France prot.*).

« Le 24 mars 1686, Desgrez arrêtait et conduisait aux Nouvelles-Catholiques deux demoiselles Du Ry, qui ne laissaient voir encore « aucune apparence de changement » au mois de décembre, ni le 1<sup>er</sup> février 1687, et ne voulaient payer que 200 livres chacune. Elles

1. Le manuscrit que nous publions plus loin dit que toutes les filles de Mme Du Ry se retirèrent avec leur mère, à Montfort.

furent transférées par ordre du 4 août 1687, la cadette, au château de Nantes, véritable enfer où elle contracta une surdité qui dura plusieurs années, — l'aînée, à la citadelle de Montreuil, dont elle sortit par ordre du 5 octobre, après avoir abjuré sous l'influence de la duchesse d'Elbeuf, que Seignelay félicita au nom du roi d'avoir opéré cette conversion.

« Haag les a crues filles de Mathurin <sup>1</sup>; c'était une erreur. Ces victimes du fanatisme impitoyable étaient deux sœurs nommées Marie et Judith, or, aucune des filles de Mathurin ne s'appelait Judith. Elles étaient donc filles de quelqu'un de ses parents, soit de son frère Charles, architecte, soit de Jean, aussi architecte, soit de Jacques, chirurgien, etc. Les extraits des registres de Charenton ne permettent pas d'élucider à fond la question. Les papiers de La Reynie mentionnent trois sœurs Dury, deux ouvrières à la journée, et la troisième, maîtresse, qui demeuraient en janvier 1688 chez les dames Hugas, marchandes de dentelles, rue Thibaut-aux-Dez, et dans la même maison deux sœurs Bouras. A la date du 28 octobre 1687, les registres du Secrétariat mentionnent l'ordre de saisir chez la veuve Du Ry, du quartier Montmartre, les biens appartenant à sa fille qui peuvent être entre ses mains (O<sup>1</sup> 31). »

**Lettre de Madame Du Ry écrite à Mlles ses filles le 11 du présent mois de février 1686, étant au couvent des Ursulines à Paris, où on la tient enfermée depuis le 16 janvier.**

« Mes chères filles,

« Je suis pressée d'une telle manière que je n'ai pas un moment de repos. Samedi matin qui étoit le 9, il vint un capucin me parler, et l'après midi M. l'Abbé Heron lequel me dit qu'il falloit vider l'affaire et que je n'aurois que très peu de jours pour m'aviser. Qu'il falloit signer, autrement qu'on viendrait me prendre pour me conduire à deux cens lieues d'ici et y être mise entre quatre murs, sans avoir aucun livre ni conversation avec personne, et que depuis le tems qu'il y a que je suis ici j'avois dû prendre ma résolution. Vous voyez que j'ai grand besoin qu'on prie Dieu pour moi, c'est ce que je vous recommande de faire, le faisant aussi de mon côté pour vous. Peut-être que c'est ici la dernière que je vous écrirai, mais si nous sommes séparées pour toujours sur la terre sans pouvoir jamais nous y revoir, le Seigneur nous fera la grâce de nous retrouver la haut au Ciel où je lui dirai un jour, me voici Seigneur et les

1. Sur la foi du manuscrit qu'on va lire, et dont il avait eu connaissance.

enfants que tu m'as donnez ; le Seigneur nous en fasse la grâce. Pour moi je me soumets entièrement à sa volonté, c'est l'Eternel, qu'il fasse ce qui lui semblera bon. Il faut prendre en patience les maux qu'il plaist à Dieu de nous envoyer. Je ne doute pas que vous voiez souvent de ces Mrs les ecclésiastiques qui lâchent à vous persuader de changer de religion ; par la grâce de Dieu vous connoissez celle en laquelle il vous a fait naître, faites votre profit des enseignemens que vous y avez receus. Le bon Dieu veuille demeurer avec vous et avec moi et nous donne à toutes son saint esprit pour nous conduire selon sa sainte volonté, afin que nous ne fassions rien qui ne soit pour sa gloire et notre salut. Ce sont les vœux de votre mère et bonne amie ».

MARGUERITE AUBERT.

« Cet espèce d'adieu est la cinquième lettre que Madame a écrite depuis qu'on la tient enfermée. Dans toutes les autres, elle a toujours marqué qu'elle étoit fort tourmentée et harcelée par les disputes. Elle n'écrit qu'à ses filles parce que ses cinq fils sont déjà hors de France, s'étant sauvez en d'autres païs. De ses sept filles l'ainée a aussi été enlevée le 4<sup>e</sup> de ce mois et enfermée dans un cloître.

« Toutes les autres eurent peu de tems après le même sort, une d'elles aiant été transférée de Paris au château de Nantes en Bretagne, y fut mise dans un souterrain aquatique ou elle a contracté une surdité dont elle ne peut guérir, quoi qu'il y ait déjà quelques années. Madame Du Ry, lors de ses souffrances, étoit aagée de soixante sept à huit ans, veuve de Monsieur Du Ry, vivant conseiller architecte du Roy ; elle avoit alors encore douze enfans vivans, garçons et filles, lesquels sont tous sortis de France de même qu'elle qui trouva enfin le moien, avec bien des peines et bien des dépenses, de se sauver dans les Provinces unies. S'étant retirée avec toutes ses filles à Montfort, province d'Utrecht, elle y décéda au mois de Janvier 1697, aagée de soixante seize ans, la plus jeune de ses filles y étant morte aussi quelque tems avant. Les six autres sont encore vivantes à Arnheim. De ses cinq fils l'un mourut en Irlande, étant dans le régiment de la Melonnière au commencement du règne du Roy Guillaume troisième ; les quatre autres sont encore vivans, l'un à Cassel au service de Son Altesse le Landgrave de Hesse, un autre réside à la Haye, un autre est dans le service de leurs hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux, et l'autre est au service de Sa Majesté Britanique, s'étant tous quatre mariez dans les Païs ou ils se sont retirez et aiant familles ».

---



## AU COUVENT DE LA VISITATION DE CAEN, A 80 ANS

SOUFFRANCES, MORT ET DÉCLARATION VICTORIEUSE

DE MARGUERITE DE BERINGHEN DE LA LUZERNE

(1686-1688)

Voici quelques lettres officielles et une émouvante profession de foi huguenote qui révèlent un de ces innombrables drames de la Révocation restés inconnus jusqu'à ce jour. Il s'agit d'une sœur d'un des favoris de Louis XIII et Louis XIV, que sa haute naissance et son âge auraient dû, semble-t-il, exclure de la liste de nos martyrs.

Henri, fils de Pierre de Beringhen et de Madelaine Bruneau de la Martinière, exilé par Richelieu pour n'avoir pas voulu révéler un secret que le roi lui avait confié, servit sous Gustave-Adolphe et en Hollande ; il se fit catholique pour pouvoir revenir, en 1646, à la Cour, où il devint maréchal de camp et premier écuyer de la petite écurie. La sœur de sa mère était la célèbre Mme des Loges qui lui reprocha vainement sa conversion. Une des sœurs de *Monsieur le Premier*, comme on l'appelait, *Marguerite de Beringhen*, épousa, en 1628, *Jacques de Thioult, seigneur de la Luzerne*, c'est-à-dire d'un fief qui paraît avoir été situé à Bernières-sur-Mer (Calvados) et avoir appartenu d'abord aux de Briqueville puis à un Moisant de Brieux<sup>1</sup>.

Ce Thioult de la Luzerne, dont nous ne savons que le nom, mourut en 1656, laissant à sa veuve au moins deux filles dont Bayle nous parle en ces termes, à l'article des Loges : « Cette « alliance (avec les de Beringhen) a donné de petites nièces « fort illustres à notre Mme des Loges, par les sœurs de « M. le marquis de Beringhen ; l'auteur de plusieurs livres « qui ont paru depuis peu sous le titre de *Voyage d'Espagne*, « etc., est une de ces petites nièces. Il y en a deux autres « (ce sont Mlles de la Luzerne réfugiées en Hollande) qui, « par zèle pour la religion réformée, ont quitté tous les

1. D'après une obligeante communication de M. Sophronyme Beaujour, de Caen.

« avantages de leur patrie, et qui relèvent par leur piété  
« toutes les autres belles qualités dont elles sont ornées. »

La *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., III, 171, ajoute : « A l'époque de  
« la Révocation Mme de la Luzerne et ses filles furent enfer-  
« mées au couvent de la Visitation de Caen et suscitèrent  
« mainte tribulation à l'intendant de la province, par leur opi-  
« niâtreté. »

Ces mentions sommaires vont se compléter, s'animer, se colorer à la lecture, d'abord de la correspondance échangée entre l'intendant de Normandie, M. de Gourgues, et le ministre Châteauneuf, au sujet de l'opiniâtreté de Mme de la Luzerne et d'une de ses filles, Mme de Sigouville. Cette correspondance est assez complète pour former un récit presque ininterrompu, d'ailleurs fort intéressant.

On verra qu'en dépit de l'intendant, malgré son grand âge, malgré la maladie qui la terrassa dès qu'elle fut enfermée, Mme de la Luzerne ne fléchit pas. Pour qu'on ne pût pas profiter d'un moment de faiblesse causée par cette maladie, pour prétendre qu'elle était prête à céder, ou avait cédé, elle prit la précaution de rédiger, dès le lendemain de son internement, une profession de foi qu'elle signa à deux reprises et eut soin de faire remettre entre des mains sûres. Ce testament spirituel ayant été conservé par Henri de Mirmand, qui avait épousé, en 1700, *Anne-Françoise Thioult de la Luzerne*<sup>1</sup>, est arrivé jusqu'à nous, grâce à la famille de Chambrier<sup>2</sup> qui descend en partie d'une fille de Mirmand.

On lira avec le plus vif intérêt cette profession de foi claire, énergique, vécue, qui est comme la contrepartie des lettres officielles. La note finale nous est fournie par Henri de Mirmand. Il nous apprend, au bas de ce document, que M. le Premier finit par obtenir que sa sœur pût se faire soigner dans sa maladie, chez elle, dans sa maison de Caen. Elle y mourut, à 82 ans, en 1688, sans avoir abjuré, comme elle s'y était

1. Fille de *Marguerite de Beringhen*?

2. C'est à Mme Alexandre de Chambrier, de Bevaix (canton de Neuchâtel), que nous devons la découverte et la communication de ce document capital. Tous nos lecteurs l'en remercieront avec nous.

engagée par écrit. Sa fille, Mme de Sigouville, fit aussi une belle et longue résistance, d'autant plus honorable que son mari mourut probablement en prison où on hésitait (d'après les lettres qu'on lira ci-après) à l'enfermer. Mais elle fut vaincue, sans doute lorsqu'elle apprit la mort de sa mère et qu'elle sut qu'elle-même n'avait pas été comprise, par erreur, dans le nombre des confesseurs conduits à la frontière ou embarqués pour l'étranger, parce qu'on ne pouvait avoir raison de leur fermeté. — L'autre fille de Mme de la Luzerne<sup>1</sup> n'est pas mentionnée dans nos documents, dont les minutes originales sont conservées à la Bibliothèque de notre Société. Mais il y a plusieurs lettres sur Henriette de Malortie, femme de Cyrus-Antoine de Briqueville de Colombières, laquelle fléchit aussi, après huit mois de détention. Il va sans dire que celles de toutes ces victimes qui purent gagner l'étranger, s'empressèrent de faire amende honorable et de rentrer dans l'Église dont elles n'étaient sorties que par la force.

Que d'angoisses, de déchirements intérieurs, d'humiliations, mais aussi que de triomphes, quelle fermeté d'âme mise en lumière par ces persécutions, et que de fois les agents du pouvoir ne durent-ils pas écrire le mot d'*opiniâtreté*!

N. WEISS.

## I. — Correspondance de Monsieur de Gourgues.

*Monsieur de Gourgues, intendant, à Monsieur de Chateauneuf.*

Caen, 19 juin 1686.

Il me paroît que les nouveaux convertis de ceste ville font mieux que par le passé; l'application que M. de Matignon et moy donnons à cette ouvrage, fait qu'ils ont une meilleure conduite, remplissant au dehors les devoirs de bons catholiques. Je leur ay parlé en des termes qui leur ont fait comprendre qu'ils doivent obéir promptement et agir de bonne foy. Cependant, il y a icy *Mme de la Luzerne* que j'ay veue et qui est d'une opiniâtreté extraordinaire. C'est la sœur de M. Lepremier. Elle ne se contente pas de persévérer dans son opiniâtreté, mais elle envoie dans les maisons inviter les autres à suivre son exemple; ce qui empesche le progrès, et nuit extrême-

1. Celle qui devint, en 1700, Mme Henri de Mirmand?

ment à la consommation de cette ouvrage. Je crois qu'il seroit à propos de la mettre dans une R..., telle que les Carmélites qui sont ses voisines, ou que M. Lepremier la retire dans quelques-unes de ses terres esloignés d'icy, afin que les opiniastres de cette R... voyent qu'il n'y a point de distinction. Il me paroist que les esprits de ce pays cy veulent estre traittés avec moins de douceur que ceux que j'ay quittés<sup>1</sup>. J'attribue cela au voisinage de l'Angleterre et de la Hollande, sur cette matière. Car d'ailleurs ils me semble qu'ils paraissent être assez dociles pour les autres affaires....

*Chateaufort à Monsieur de Gourgues, intendant.*

Juin 1686.

Monsieur,

J'ay veu ce qu'il vous a plu me mander par vostre lettre du 19<sup>e</sup> de ce mois touchant *Mme de la Luzerne* dont j'ay rendu compte au Roy qui a estimé à propos de faire expédier les ordres cy joints pour la mettre dans le couvent des religieuses de la Visitation Sainte-Marie de Caen où la supérieure qui est de sa connoissance, est sœur de M. le marquis de Beuvron. Je suis toujours

Monsieur,

Votre très humble et très affectionné serviteur.

CHATEAUFORT.

*Monsieur de Gourgues, intendant, à Monsieur de Chateaufort.*

Caen, 27 juin 1686.

Monsieur,

.....Je fais retirer à tous les nouveaux convertis les livres de la R. P. R., pour les supprimer. Ceux au sujet desquels j'ay eu l'honneur de vous escrire, se sont trouvés la plupart des livres d'humanités, et une douzaine de livres deffendus ont esté remis en la Bibliothèque des pères Jésuites de ceste ville. Je feray rechercher de tous ces livres, non seulement dans ceste ville, mais dans toute la généralité où les nouveaux convertis commencent à faire mieux leur devoir que par le passé, se voyant extrêmement surveillés dans leur conduite.

En conformité de l'ordre dont vous m'avez honoré, je conduisis hier moy mesme dans mon carrosse *Mad. de La Luzerne* à la Visitation, où ces dames religieuses prendront tout le soin possible de ce qu'il luy faudra, tant pour le spirituel que pour le temporel.

J'ai visité les prisons de Saint-Lô, dans lesquelles j'ay trouvé plusieurs personnes arrestées pour le fait de la R... : Deux filles de la

1. De Gourgues venait du Limousin.



ville du Mans nommées *Magdeleine* et *Marie le Pezey*, après avoir fait leur abjuration, avaient voulu sortir du royaume. Ayant tenté leur évasion et n'ayant pu y réussir, s'en retournant chez elles, ont esté arrestées dans une hostellerie de Saint-Lô depuis trois semaines. Le nommé *La Herissonnière*, après avoir fait son abjuration, estant tombé extrêmement malade, refuse à son curé de recevoir le sacrement. Depuis qu'il est revenu en convalescence, il a fait son devoir et son curé en est content et satisfait. C'est le témoignage qu'il m'en a rendu. Cependant les juges de Saint-Lô l'ont fait constituer prisonnier, prétendant qu'il a encouru la peine des galères pour avoir refusé dans sa maladie le sacrement. Je crois que c'est avoir trop de rigueur, et que puisque estant revenu en son bon sens et en parfaite santé, il a fait les fonctions d'un bon catholique, Sa Majesté voudra bien qu'on lui ouvre les prisons, aussy bien que à ces filles nommées *Le Pezeux* qui veulent se rendre au Mans dont elles sont originaires et qui promettent de mieux faire à l'avenir que par le passé l'exercice de la R. C. ap. et R. Il y a encore dans ces mêmes prisons les nommés *La Pallière*, *Cotille* et *Lampérier*....

*Chateauneuf à Monsieur de Gourgues, intendant.*

10 juillet 1686.

Monsieur,

J'ay esté informé par la lettre qu'il vous a pleu m'écrire, le 5 de ce mois, que vous avez reçu les ordres concernant *Mme de Lалуzerne*, Et que le sieur *de Glatigny* estant dans le dessein de faire les actes de la religion Cath. Apost. et Rom., il demande sa liberté. Mais il est à propos de sçavoir auparavant s'il n'a point faict cy devant abjuration de la relig. prêt. réf. et en ce cas s'il a donné depuis peu quelques preuves qu'il commence à vivre en bon catholique ou si, n'ayant pas encore changé de religion, il désire sortir d'où il est pour se convertir dans quelque église de Caen en votre présence, et si, pendant qu'il est demeuré enfermé, il a pris soin de s'instruire, je suis,

Monsieur,

Votre, etc.

CHATEAUNEUF.

*Monsieur de Gourgues, intendant, à Monsieur de Chateauneuf.*

2 août 1686.

La dame *Coulombière* a esté conduite chez les religieuses de Carantan, après en avoir conféré avec M. de Coustance et ce en exé-

cution de l'ordre du Roy que vous avez pris la peine de m'envoyer. Elle amène avec elle une fille qu'elle a, qu'on dit estre dans une bonne disposition. J'ai peur que la présence de Madame sa mère ne les détruise. C'est pourquoy, quoi qu'elles soient dans le même couvent, elles ne se doivent point parler. C'est l'ordre que j'ay fait donner à la supérieure à cet effet, pour les mieux disposer à leur conversion.....

*Monsieur de Gourgues, intendant, à Monsieur de Chateauneuf.*

13 août 1686.

*Mme de La Luzerne*, qui a esté mise à la Visitation par ordre de Sa Majesté, est malade, et demanderoit d'estre reconduite chez elle pour se faire panser, voulant donner caution, et demande que quelqu'un surveille ses actions. Elle est âgée de 80 ans, et toujours dans le mesme endurcissement, ne voulant point faire son abjuration, et s'abandonnant à son mal dans ce couvent en telle manière qu'elle ne veut point prendre aucun remède, ny mesme de la nourriture; ce qui embarrasse ces religieuses qui voudroient bien qu'elle pût trouver sa guérison chez elle. On pourroit y mettre quelqu'un qui la garderoit, et quand elle auroit repris sa première santé, de la remettre au lieu où elle est. Je vous supplie de m'honorer des ordres de Sa Majesté sur ce sujet.

*Chateauneuf à Monsieur de Gourgues, intendant.*

Versailles, le 17 août 1686.

Monsieur,

J'ay reçu les lettres qu'il vous a plu m'écrire, des 12 et 13 de ce mois, tant au sujet de *Mme de la Luzerne* qu'à l'occasion de l'arrest du Parlement de Rouen qui casse une sentence que le lieutenant général de Saint-Lô a rendue contre le cadavre d'un nouveau converty, dont ayant informé Sa Majesté, elle m'a ordonné d'écrire ainsi que je fais à M. le procureur général dudit Parlement de m'envoyer les motifs dudit arrest et après que je les auroy receus, ensemble les informations que vous me devez envoyer sur cette affaire, je ne manqueroy pas d'en rendre compte au Roy.

A l'esgard de ladite dame de la Luzerne qui demande de sortir du couvent de Sainte-Marie où elle a esté mise, pour aller chez elle se faire traiter de sa maladie, comme Sa Majesté n'a pas jugé à propos de luy en accorder la permission, vous n'aurez s'il vous plaist qu'à

la laisser en l'estat qu'elle est. Cependant je vous prie de croire que je suis toujours,

Monsieur,

Votre très humble et très affectueux serviteur.

CHATEAUNEUF.

*Monsieur de Gourgues, intendant, à Monsieur de Chateauneuf.*

Caen, 25 septembre 1686.

Mlle de *Coulombière*, sur le sujet de laquelle j'ay eu l'honneur de vous escrire, demande de sortir des Urselines, après avoir rempli les devoirs d'une bonne catholique. Je mets sous cette enveloppe la lettre qu'elle m'a escrite à ce sujet. Il y a près de huit mois que par ordre du Roy elle a esté conduite dans ce couvent, et comme son procédé parraist sincère, je vous supplie de m'envoyer les ordres du roy pour l'en faire sortir.

**Lettre de cachet contre Monsieur de Sigouville.**

*De par le Roy.*

Il est ordonné,

De prendre, saisir et arrester le sieur de Cigoville. Et iceluy mener et conduire sous bonne et seure garde dans le chasteau de Caen pour y demeurer jusques à nouvel ordre de Sa Majesté, laquelle de ce faire a donné et donne tout pouvoir et commission audit.

Fait à Versailles le XXX<sup>e</sup> jour de septembre 1686.

LOUIS.

*Monsieur de Gourgues, intendant, à Monsieur de Chateauneuf.*

Isle Marie, 16 octobre 1686.

Monsieur,

Je suis venu ches M. le Mareschal de Bellefonds pour faire exécuter avec luy les ordres dont Sa Majesté m'a honoré, tant à l'égard de *Mme Coulombière* qu'à l'égard de ceux qui concernent *Mme Sigouville*. M. le Mareschal de Bellefonds donne un de ses gentilshommes pour accompagner la dame de Coulombière chez M. le marquis de Courteaumer affin d'éviter les frais d'un prevost ou d'un garde. Mlle sa fille qui est avec elle sera conduite aux Ur-

selines de Caen et celle qui y estoit viendra chez M. le mareschal pour donner ordre aux affaires de la maison<sup>1</sup>.

J'ay communiqué à mondit sieur le Mareschal les avis que j'avois eu de plusieurs endroits du projet fait par *M. et Mme de Sigouville* de sortir du Royaume. Il a souhaité qu'avant d'exécuter les ordres que vous avés pris la peine de m'envoyer, d'avoir quelque temps pour estre de plus en plus éclairé de la vérité, persuadé toutefois que le gentilshomme n'a aucune religion et que la dame est très opiniastre dans ses premiers sentimens, soit pour complaire à *Mme de la Luzerne*, sa mère, dont l'opiniastreté augmente de jour à autre, soit aussi parce qu'elle suit ses mouvemens naturels.

Comme vous m'avez fait l'honneur de me mander de ne rien faire sur ce sujet que de concert avec M. le Mareschal, j'ai acquiescé volontiers à ce qu'il a souhaité.

*Monsieur de Gourgues, intendant, à Monsieur de Chateauneuf.*

20 novembre 1686.

. . . . .  
Il y a dans le Costentin un certain nombre de personnes de qualité nouveaux convertis qui, bien loin de faire leur devoir, sont de très mauvais exemple. De ce nombre *M. et Mme de Sigouville* pour lesquels vous avés pris la peine m'envoyer des ordres du Roy que je n'ay point mis en exécution parce que dans la lettre que vous me fistes l'honneur de m'escire, vous me marqués devoir agir de concert avec M. le Mareschal de Bellefonds, lequel s'est bien voulu charger de leur conduite, mais ny l'un ny l'autre n'en font pas mieux.....

*Monsieur de Chateauneuf à Monsieur de Gourgues, intendant.*

A Versailles, le 22 juin 1688.

Monsieur,

On m'a donné avis que *la veuve du sieur de Sigouville*<sup>2</sup> est encore dans le chasteau de Caen et que néantmoins elle est de la R. P. R.,

1. Il semble donc qu'il y avait deux demoiselles de Colombière. L'une put sortir des Ursulines de Caen pour tenir, sous la surveillance du maréchal de Bellefond, la maison de sa mère lorsque celle-ci eut cédé et fut envoyée chez le marquis de Courteaumer. L'autre, qui avait été enfermée avec sa mère chez les religieuses de Carentan, ne semble pas avoir cédé en même temps qu'elle puisqu'elle fut mise aux Ursulines de Caen lors de la délivrance de sa mère.

2. Ainsi la lettre de cachet mise à la disposition du maréchal de Belle-



surquoy j'ay estimé à propos de vous escrire, affin que vous preniez la peine de me mander incessamment par quelle raison (si cette femme est de la R. P. R. et veuve) elle n'a pas esté embarquée avec les autres religionnaires de vostre département pour estre conduite hors du Royaume, puisqu'il n'y a que les femmes huguenotes dont les maris sont catholiques que l'on a deu laisser suivant les ordres du Roy dans les lieux où elles estoient. J'attends incessamment de vos nouvelles sur ce sujet et suis,

Monsieur,

Votre très humble et très affectionné serviteur.

CHATEAUNEUF.

*Monsieur de Chateauneuf à Monsieur de Gourgues, intendant.*

A Versailles (27 juillet 1688).

Monsieur,

La dame de *Sigouville* aiant esté assez obstinée pour ne pas vouloir faire abjuration, je vous dis, estant icy, que puisqu'elle estoit veuve et que par conséquent elle n'avoit pas de mary catolique, qui est le seul cas où le Roy n'a pas souhaité que l'on envoyât les femmes hors du royaume, vous n'aviez qu'à y faire conduire ladite dame de *Sigouville*, laquelle estoit détenue dans le chasteau de Caen. Ainsy vous prendrez la peine de me mander si cela a esté exécuté et en quoy conciste les biens qu'elle a laissez.

Je suis toujours, Monsieur,

Votre très humble et très affectionné serviteur.

CHATEAUNEUF.

*Monsieur de Chateauneuf à Monsieur de Gourgues, intendant.*

A Versailles, le 30 juillet 1688.

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 25 de ce mois au sujet de la dame de *Sigouville* touchant laquelle je vous ay escrit il y a deux jours pour scavoir si vous ne l'aviez pas encore fait conduire hors du Royaume, ce qu'il ne faut point différer d'exécuter, estant l'intention du Roy, puisque c'est une veuve de la R. P. R. laquelle est

fond dès le 30 septembre 1686, ne fut employée qu'après le 20 novembre de la même année. Comme le 22 juin 1688, Mme de *Sigouville* internée au château de Caen, est appelée veuve, et qu'il semble qu'elle l'était déjà en avril lorsque les obstinés furent expulsés, on peut conjecturer que son mari mourut en prison.

demeurée dans une opiniastreté extrême à ne pas vouloir se convertir. Ainsi vous prendrez la peine de me donner avis de sa sortie pour en informer Sa Majesté. Au surplus, je vous adresse une lettre de la nommée *Vincent* afin que vous me mandiez le sujet de sa détention dans un tel lieu que celui quelle marque....

Je suis, etc.

CHATEAUNEUF.

*Monsieur de Chateauneuf à Monsieur de Gourgues, intendant.*

Versailles, le 28 août 1688.

Monsieur,

J'ai été informé par la lettre qu'il vous a plu m'escire il y a quelques jours que la dame de *Sigouville* a fait abjuration de la R. P. R., comme il a paru par l'acte que vous m'avez adressé<sup>1</sup>, lequel je vous renvoie, vous marquant que si elle ne donne pas de preuve de la sincérité de sa conversion et soit de mauvais exemple par sa conduite, il est à propos que vous me mandiez où vous estimez que l'on pourroit la mettre pour le mieux, afin d'en informer Sa Majesté.

Vous trouverez cy joint encor une lettre du sieur *Vigneur*, etc...

Je suis toujours, Monsieur, etc.

CHATEAUNEUF.

## II. — Déclaration de Madame de la Luzerne.

15 juillet-5 septembre 1686.

Les différents états de ma famille, et les divers changements arrivez en ma condition, et en mes affaires, sont cause qu'ayant fait plusieurs testaments dans le cours de ma longue vie, je les ay tous cassés hormis le dernier, de l'année 1685 (je ne me souviens pas du mois), lequel j'ay mis entre les mains d'un de mes amis, — lequel testament je veux et entends demeurer en sa force et vertu sans aucun changement. Mais, comme en iceluy testament, je ne parle que des choses peu importantes, comme l'ayant fait fort à la hâte, à cause d'un sujet qui se présenta, je me trouve présentement étroitement obligée de faire celui cy dans la maison de la Visitation où

1. La mort de son mari, la déception de n'avoir pas été comprise dans le nombre des confesseurs qui furent conduits à la frontière, et sans doute la mort de sa mère, sans compter ce que nous ignorons, expliquent cette faiblesse après une si vaillante résistance.

j'ay été amenée par les ordres du Roy ; et ne sachant point sy, dans un âge si avancé que celui où je suis, et dans la perte que j'y ay faite de ma santé dès le lendemain que j'y suis entrée, je n'y finirai point mes tristes jours sans avoir aucun témoin de ma persévérance dans la Religion où Dieu m'a fait la grâce de naître et d'avoir toujours constamment professée et (que je) professeray jusqu'à mon dernier moment, je prie tous mes proches et amis de ne point ajouter de créance à tout ce que l'on pourroit dire (de) contraire à cette sainte résolution que je déclare icy saine d'esprit et d'entendement.

Que moy, Marguerite de Beringhen, veuve de M. de la Luzerne depuis 31 années<sup>1</sup> fais une entière donation de mon âme à Dieu mon Créateur, à Jésus Christ mon Sauveur, et au Saint Esprit mon Consolateur : Père, Fils et Saint Esprit, un seul Dieu béni éternellement, et luy consacre le reste des jours qu'il me laissera sur la terre pour le servir dans la pureté de la vraie religion enseignée par Jésus Christ et ses apôtres, dont Il m'a honorée dès ma naissance ; avantage que je ne luy en peus rendre d'actions de grâces qui ne soient inférieures à ma reconnaissance et de ce qu'il a pleu à sa divine bonté me fortifier sy puissamment en la sainte profession d'icelle que ny les promesses du monde ny ses menaces ne m'ont jamais peu ébranler. Car j'ay appris de mon seul et divin docteur de ne point craindre ceux qui ne tuent que le corps et qui ne sçau-roient rien faire davantage. Car qu'est-ce qui me pourroit faire douter d'une religion qui n'a pour objet de son adoration que Dieu seul, pour Médiateur et pour Intercesseur dans ses prières que le Fils éternel du Père céleste ; pour fondement de sa foy que la parole et l'Écriture divinement inspirée ; pour sacrifice expiatoire que la mort de Jésus Christ sur la croix ; pour Purgatoire que son divin sang ; pour satisfaction à la justice divine que celle de ses bien heu-reuses souffrances ; pour culte que le service en esprit et en vérité, dégagé de toutes les inventions humaines ; pour langage que celui que j'entends et dont l'employ me peut également instruire et édifier.

Voilà le plan de ma religion où je ne trouve rien à reprocher, rien qui puisse faire la moindre peine à ma conscience. Je la soutiendray donc jusqu'au dernier soupir, et m'estimeray très heureuse de souffrir pour une sy juste cause, et grâces à Dieu je sens mon cœur capable de soutenir quelque chose de plus effrayant qu'une longue détention. Et y a-t-il apparence qu'elle puisse être longue puisque j'ay at teint l'âge que l'Écriture sainte et la Nature ont assigné aux plus vigoureux ?

1. Ce qui donne l'année 1656 et non 1636 pour la mort de M. de la Luzerne.

Ah ! quel honneur sera-ce pour moy, misérable créature, après avoir consacré ma vie au service de mon Dieu, de pouvoir consacrer mes dernières années à sa gloire et à la confirmation de la vérité que j'ay professée, et où j'ay cherché soigneusement à m'instruire depuis que je suis parvenue en âge de raison, et qui m'a sy fortement attachée à mon divin Sauveur, qu'il m'est gain à vivre et à mourir, et que rien ne m'en pourra jamais séparer. — Car, hélas ! quand aurons-nous payé à notre grand Dieu ce que nous luy devons ; et quand aurons-nous souffert pour notre divin Sauveur autant qu'il a souffert pour nous.

Medite donc souvent, mon âme, la passion de ce divin Rédempteur ; ah ! ma mémoire, représente-moy souvent la constance de tant de martyrs qui ont tant enduré pour luy, et qui sont demeurez victorieux. Ils faisoient leur devoir, et leur devoir de ce temps-là est le nôtre d'aujourd'huy ; pourrois-tu donc, sans crime, refuser cette glorieuse conformité des souffrances de notre Sauveur, dont les premiers chrétiens se sont fait tant d'honneur ? Et en cet égard saint Paul disoit que Dieu nous a prédestinez à être rendus conformes à l'image de son fils : et il dit encore ailleurs je m'éjouis maintenant en mes souffrances desquelles il disoit, nous sommes toujours plus que vainqueurs par celui qui nous a aimez. Enfin, mon âme considère bien qu'une détention dans un couvent n'est qu'un petit endroit de conformité avec mon Sauveur. Je suis prête de luy sacrifier, après ma liberté, mon repos, ma vie et mon corps. Et enfin, si je ne suis point appelée à l'honneur du martyre, je le feray pourtant souffrir à mon cœur, et luy représenteray sans cesse les gênes et les roues de tant d'excelens martyrs. Ouy, mon cœur, je te le dis : Voilà ce que tu devrois souffrir sy Dieu ne t'épargnoit, et tu te dois mettre dans la même disposition où tu devrois être sy tu étois destiné, pressé à subir ces terribles, mais glorieux supplices. Représente-toy, mon âme, les glorieuses couronnes qu'il prépare à notre fidélité. Sois fidelle, dit-il, jusques à la mort et je te donneray la couronne de vie ; celui qui vaincra, je le feray seoir sur mon trône.

Courage donc, mon âme, tu as déjà la main sur la couronne. Je désire et demande ardemment et de tout mon cœur qu'elle ne me soit point ravie et que ny la mort, ny la vie, ny principauté, ny puissances ne me puissent jamais séparer de la dilection et amour que Dieu a déployée envers moy, pauvre et misérable créature, ayant donné son fils à la mort pour me donner la gloire du ciel. Et, en attendant l'effet de cette bienheureuse espérance et la résurrec-



tion de ce corps infirme, je recomande et remest mon âme entre les mains de mon Créateur et de Jésus-Christ mon Sauveur. Sa face est un rassasiement de joye. Il y a plaisance en sa dextre pour jamais.

O mon Sauveur, fais que cette sainte méditation soit le continuel object de ma pensée et de mes désirs, mais surtout qu'à ma dernière heure je te puisse embrasser par une vraye et ardente foy; que je mette toute ma fiance au sang précieux que tu as répandu pour moy, afin que je sois trouvée en toi ayant, non ma justice qui est de la loy, mais celle qui est par la foy en toy qui m'as aimée et qui t'es donné pour moy. Seigneur Jésus, reçois mon esprit; viens seigneur Jésus, viens. Amen.

Je ne parle point icy de mon corps, ne sachant s'il aura l'honneur de la sépulture. J'ay sujet d'en douter. Si je meurs dans le lieu où je suis présentement, où je suis prisonnière depuis le 5 juillet 1686<sup>1</sup>, s'il plaisoit à Dieu que je n'y mourusse point, je sentirois vivement cette grâce; sinon, vivante ou mourante, je me remets entièrement à sa sainte et divine volonté que je trouveray toujours, quoy qu'il m'arrive, bonne, plaisante et parfaite, étant très assurée que ceux qui dorment en Jésus-Christ, Dieu les ramènera aussy avec luy, et que mon Dieu ne m'abandonnera point au sépulcre et qu'il faut que ce corruptible icy reveste l'incorruption.

*Signé par moy* BERINGHEN, le 15 juillet 1686.

Je conjure encore une fois mes proches et mes amis que sy, dans le malheur de mourir dans cette maison de la Visitation, on vouloit accuser les derniers moments de ma vie d'avoir changé ce que je viens de confesser et déclarer cy dessus, de la ferme et constante profession de la religion enseignée par Jésus-Christ et par ses apôtres, — ils me fassent la justice de n'en rien croire. Car j'ay cherché en tout le cours de ma vie, tellement cherché à m'instruire de la religion romaine, pour ce que d'elle dépendoient tous les avantages de la vie temporelle, que, l'ayant connue à fonds, j'ay sy bien veu que je n'y pouvois faire mon salut, que rien n'est capable de me faire changer la sainte résolution d'y persister jusques à mon dernier moment. Et je le proteste, déclare et signe encore de ma main, le 5 septembre 1686 : BERINGHEN. Je prieray ardemment Dieu jus-

1. D'après la lettre de M. de Gourgues, qu'on a lue ci-dessus et qui est du 27 juin, elle avait été conduite au couvent la veille, 26 juin. Mais il se peut que le 5 juillet elle y ait été plus étroitement enfermée.

qu'à mon dernier soupir, de mourir de la mort des justes et de finir en lieu où je puisse être assistée de ces fidèles Pasteurs qu'il nous avoit donnez.

### III. — Note de Henri de Mirmand<sup>1</sup>.

*Cette dame persista toujours dans ces saintes dispositions, elle sortit du couvent par les soins de M. Le Premier, qui était son frère, et mourut dans sa maison, à Caen, dans l'année 1688.*

---

## COURT DE GÉBELIN

ET

L'ÉMILE DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

(1762)

Parmi les manuscrits de la Bibliothèque de Neuchâtel, dans le volumineux dossier des lettres adressées à Jean-Jacques Rousseau, se trouve une lettre qui a été écrite par Antoine Court de Gébelin<sup>2</sup> à l'auteur d'*Émile*, quelques mois après la publication de cet ouvrage. A ce moment, Court de Gébelin avait vingt-sept ans ; il était ministre du saint Évangile, et habitait Lausanne, où il donnait des leçons au séminaire des étudiants français. Sa lettre est un curieux témoignage des sentiments avec lesquels la *Profession de foi du vicairé savoyard* a été accueillie par les membres du clergé protestant.

E. RITTER.

Lausanne, 3 novembre 1762.

Monsieur,

Permettez que je profite de l'occasion que me fournit M. Rey, en renfermant une lettre pour vous dans une qu'il vient de vous écrire<sup>3</sup> ;

1. H. de Mirmand avait, en plusieurs endroits, corrigé le style de Mme de la Luzerne, mais nous avons autant que possible, respecté le texte de cette dernière.

2. M. le pasteur Dardier a publié dans les Mémoires de l'Académie de Nîmes (1890) une notice sur Court de Gébelin.

3. Voir la lettre de Rousseau au libraire Rey, du 16 novembre 1762 ; la

et que je vous témoigne le plaisir que me cause la lecture de vos ouvrages, la sagacité avec laquelle vous démêlez nombre de préjugés reçus et encensés dans le monde ; et la part sincère que j'ai prise à vos malheurs. Il y a longtems que je me proposais de m'acquitter de cette espèce de devoir envers vous : mais je craignais que la lettre d'un inconnu ne vous fût très indifférente ; j'attendais donc une heureuse circonstance telle que celle qui vient de se présenter. Je n'ai point été surpris au reste de la conduite du Parlement de Paris : elle est dans la nature de la religion catholique, persécutrice par état et par nécessité. Mais j'ai été affligé que des États réformés aient marché sur leurs traces ; et qui plus est, j'ai osé dire et écrire librement ma pensée. Ce n'est point pour m'en faire un mérite auprès de vous, monsieur, mais uniquement pour vous faire connaître ma façon de penser, et mériter par là votre bienveillance ; ayant déjà celle de quelques-uns de vos amis, de M. Moulton en particulier, et de M. Ostervald le Banneret. J'aurais voulu au contraire que l'on vous eût su gré d'avoir osé exposer hardiment vos doutes, sans fard et sans hypocrisie, et que l'on eût su distinguer, à votre égard, celui qui nie les vérités que l'on croit être fondamentales, et celui qui n'a pas encore pu parvenir à les connaître.

Vous avouerais-je cependant que, quoique j'aie très bien compris que c'était surtout les contradictions du Romanisme que vous attaquiez, et que j'aie admiré le tableau que vous faites de Jésus-Christ, j'ai vu avec tout le regret possible l'incertitude dans laquelle vous flotez à cet égard, et le scepticisme involontaire dont vous êtes forcé de vous envelopper. Que je m'estimerais heureux si je pouvais contribuer à dissiper un doute de cette nature, et si je pouvais amener un esprit fait pour la vérité comme le vôtre, à la connaissance la plus parfaite et la plus aimable dont nous puissions nous occuper sur cette terre, mais malheureusement trop défigurée par des commentaires et des explications où l'on a méconnu l'esprit de Jésus-Christ. Au reste, monsieur, que les contradictions que vous essayez ne vous rebutent point : elles sont dans la nature des choses ; elles peuvent même devenir une voie de vous faire découvrir enfin la vérité ; si, sans vous aigrir contre ceux que vos ouvrages ont soulevés, vous cherchez à donner à ceux-ci une perfection et une évidence qui les force enfin à trouver que vous avez raison. Je ne sais si j'ai trop bonne opinion des hommes ; mais je crois

lettre de Rey à laquelle Rousseau répond lui était venue de Hollande par la voie de Lausanne ; et à Lausanne, Court de Gébelin joignit la sienne à celle de Rey.

qu'il n'est aucune vérité qu'ils ne soient prêts d'admettre, lorsqu'on est assez heureux pour la leur présenter sous son véritable point de vue, c'est-à-dire d'une manière très simple et sans réplique, et par conséquent aussi lumineuse que victorieuse.

Pardonnez, s'il vous plaît, la liberté que je prends, et soyez persuadé de l'intérêt et de l'admiration avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

A. COURT.

Accablé d'occupations, vous m'excuserez bien, monsieur, si j'ai été obligé d'employer la main d'un secrétaire.

## PROTESTANTS ET JACOBINS

(Nîmes, 1790)

Tel est, depuis fort longtemps, le mot d'ordre de la polémique cléricale. C'est une méthode de discussion passablement méprisable, mais il est bon, de loin en loin, de montrer ce qu'il faut en penser à la lumière de l'histoire. Au commencement de la présente année (p. 49-50), j'ai déjà eu l'occasion de rappeler qu'à l'époque de la Terreur les prêtres persécutés n'ont pas eu d'amis plus dévoués et plus généreux que les ... protestants, et j'annonçais alors un document sur ce qui se passa, entre autres, dans le Midi. Voici cette pièce; elle a été imprimée à Nîmes, chez Belle, imprimeur du roi et du département, il y a cent six ans, en 1790, précisément pour fermer la bouche aux calomnies cléricales étalées dans un odieux factum, le *Massacre de la Saint-Antoine de Padoue à Nîmes*. Les massacreurs, c'étaient, naturellement, les protestants. L'adresse du Directoire du Gard fait justice de cette ignoble calomnie, en rappelant les faits et publiant des attestations des capucins de Nîmes, se félicitant d'avoir trouvé un abri et une retraite hospitalière chez des ... protestants.

Cela ne convertira pas Basile, mais prouvera que la parole : « rendez le bien pour le mal » a été pour nos pères plus qu'une simple parole.

N. W.



## ADRESSE

« du Directoire du département du Gard, à ses commettants.

« Chers Citoyens,

« Les premiers soins du Directoire du Département du Gard, après sa formation, ont dû se porter sur les objets qui pouvoient assurer le retour et la durée de la tranquillité publique dans le pays confié à ses soins.

« Avec quelle peine n'a-t-il pas vu que l'on cherchoit encore à la troubler par des écrits incendiaires et calomnieux, dans lesquels tous les faits sont dénaturés ou controuvés, et qui ne respirent que le fanatisme et la sédition ?

« Le devoir des Administrateurs leur prescrit de prémunir les peuples contre les fâcheuses impressions que pourroient laisser après eux ces ouvrages empoisonnés; ils doivent leur en faire voir l'imposture et l'objet, et en les exhortant à la paix et à la concorde, les éclairer sur leurs véritables ennemis, et leurs odieuses pratiques.

« On les a vus s'efforcer de répandre par-tout le trouble et la division : ils ont calomnié les Représentants de la Nation ; ils ont formé des partis opposés dans les Gardes Nationales ; ils ont tenté de séduire les Troupes, et leur ont prêché l'indiscipline et la révolte. Ils ont abusé de la crédulité des habitants des campagnes, pour leur persuader que la religion étoit attaquée ; ils sont parvenus à armer des Français contre des Français ; ils ont provoqué des massacres..... et pour en susciter de nouveaux, ils en feignent d'imaginares.

« Dans une production récente intitulée : *Massacre de la St. Antoine de Padoue à Nismes*, ces ennemis du bien public ont distillé le plus dangereux venin : tout ce qu'inspire la rage d'une faction dispersée ; tout ce que peut l'hypocrisie pour allumer le fanatisme ; tout ce que la calomnie sait inventer de chimériques noirceurs, se trouve rassemblé dans cet affreux libelle.

« On y lit et que les protestants des Cevènes et de la Vauvage  
« ont envoyé plusieurs des leurs armés pour provoquer les catho-  
« liques..... Qu'armés du fer et du feu, les protestants ont fait tom-  
« ber sur les catholiques de Nismes les plus effroyables calamités » ;  
tandis qu'il est constant, aux yeux de tous les gens raisonnables,  
que cet événement n'a été causé que par une tentative des mal-  
intentionnés pour croiser la marche de la révolution, tandis que les

premières troupes accourues au secours de Nismes ne sont arrivées que le lendemain de l'insurrection, qu'elles étoient indifféremment composées de catholiques et de protestans, et que des Curés même, qui dans ce moment d'orage n'avoient pas voulu se séparer de leur troupeau, marchèrent à la tête des Légions patriotes.

« On y lit « que le dimanche 13 juin, les Volontaires protestants « de Nismes ont les premiers insulté et outragé les Volontaires et « Citoyens catholiques », tandis qu'il est hors de doute que la rixe commença par des Légionnaires à pouf rouge, tous signataires de la délibération du 20 avril, source première des désordres, et qu'ils menacèrent et attaquèrent les Dragons nationaux dans le poste où la Municipalité les avoit placés<sup>1</sup>.

« On y lit « que plusieurs Ecclésiastiques, parmi lesquels on distingue MM. Cabanel et Bragouze, personnages d'une vertu « exemplaire, n'ont sauvé leur vie que parce qu'ils ont eu le bonheur de ne pas tomber entre les mains de leurs exécrables ennemis », tandis que personne n'ignore que la retraite de ces Prêtres a été protégée par des protestans, et que plusieurs Religieux ont trouvé un asyle dans leurs maisons<sup>2</sup>.

« On y lit « que les protestans ont profané les Tabernacles, pillé « les vases du Sacerdoce, etc., etc. », tandis qu'il est démontré par les certificats des Curés et Chefs des Maisons Religieuses de Nismes, que les autels ainsi que toutes les choses sacrées ont été respectés<sup>3</sup>.

« On y lit « qu'il a péri dans cette malheureuse journée plus de « 600 catholiques, parmi lesquels on compte près de 400 pères de « familles », tandis que d'après les recherches les plus exactes, les calculs les plus hauts ne font monter le nombre des morts qu'à 100<sup>4</sup>, dont plusieurs étoient protestans et une grande partie étrangers ou gens sans aveu.

« On y lit enfin, et l'on n'a pas craint de l'écrire, « qu'un religieux « Capucin a été égorgé en célébrant les Saints Mystères », tandis qu'il est notoire que le Couvent de ces Pères avoit été respecté

1. Les quatre premières victimes de l'insurrection ont été MM. Astruc, Boudon, Jalabert et Vajoulas, tous non catholiques.

2. Notamment neuf Capucins.

3. Un vase sacré fut enlevé, non dans l'Eglise des Capucins, mais dans la Sacristie; les Gardes Nationales du District de Sommières en furent instruites, et de leur propre mouvement elles arrêtèrent l'accusé et le conduisirent aux prisons du présidial de Nismes, où le procès est poursuivi extraordinairement.

4. D'après les notions recueillies par M. le Lieutenant-Général-Criminel.

jusques à trois heures de l'après-midi, et que ce ne fut que postérieurement, que quelques coups de fusils partis de ce Monastère forcèrent le peuple à s'y porter en foule.

« Nous ne pousserons pas plus loin l'examen des allégations contenues dans ce libelle. Il nous suffira d'affirmer qu'il n'y en a pas une seule qui ne soit ou inventée ou exagérée, et que tout l'écrit n'est qu'un mensonge.

« Les Administrateurs du Directoire du Département ont gémi, avec tous les cœurs sensibles, des désordres et des ravages inséparables des émotions populaires. Ils sont loin de justifier des excès dont ils ont frémi. Mais ces désordres, ces ravages, ces excès, à qui doit-on les imputer ? Le peuple mis en fureur est peut-être excusable. Ceux qui excitent son ressentiment, qui allument son indignation, qui le trompent, qui l'égarent, qui l'entraînent dans leurs complots, ceux-là sont les vrais coupables, et sur eux seuls doit tomber la vengeance des attentats dont tant d'infortunés peuvent devenir les innocentes victimes.

« Méfiez-vous donc, Citoyens, des insinuations perfides que l'on ne cesse de répandre autour de vous ; ces semences de division peuvent porter des fruits sanglants. Songez que la liberté ne fleurira qu'au milieu de la paix, que la Constitution ne peut s'achever que dans le calme. Si vous aimez votre patrie, si vous aimez votre bon Roi, si vous vous aimez vous-mêmes, repoussez, repoussez loin de vous ces hommes qui, sous le prétexte sacré de la religion, veulent vous mettre un poignard à la main pour le diriger dans le sein de vos frères. Qu'ils sont criminels ceux qui abusent des choses les plus saintes, pour les faire servir à leurs intérêts, à leurs passions, à leurs forfaits ! O Citoyens ! voilà ceux que vous devez craindre ; voilà les ennemis de la Religion, de la Nation, de la Loi, du Roi, et voilà les vrais sacrilèges.

« Signés ROQUES, *ci-devant Clausonnette*,  
Président. CHABAUD, Vice-Président.  
VIGIER. LECOINTE. SAUVAIRE. BARAGNON. TRELIS. MENARD. DAVID,  
Membres du Directoire. GRIOLET,  
Procureur - Général - Syndic. RIGAL,  
Secrétaire. »

#### CERTIFICATS

« Je soussigné habitant de cette ville de Nismes, professant la religion protestante, déclare avoir donné asyle aux RR. PP. Doro-

thée, Bernard, Alexandre, tous les trois Prêtres Capucins, ainsi qu'aux six Frères, Julien, Antoine, Modeste, Charles, Ignace, Silvestre, du même ordre, lesquels se réfugièrent chez moi, le lundi 14 juin à 9 heures du soir, et qu'ils ne quittèrent ma maison que le mercredi à trois heures du matin; qu'ainsi ils ont couché deux nuits et pris leurs repas dans ma maison, sans que j'aie exigé aucune rétribution, content d'avoir exercé l'hospitalité envers des hommes et envers des chrétiens. Comme voisin de l'Église et du Couvent de ces RR. PP., j'atteste encore avec vérité que ce ne fut que le même jour lundi 14 juin, entre deux et trois heures de l'après-midi, que les troupes Nationales auxiliaires entrèrent dans ledit Couvent. A Nismes, ce 14 juillet 1790. *Signé*, P. PAULHAN.

« Nous soussignés, Religieux Capucins de la Communauté de Nismes, attestons que la déclaration ci-dessus, de M. P. Paulhan, est conforme à la vérité, et que sensiblement touché de nos malheurs, il nous a reçus chez lui charitablement, nous fournissant tous les secours dont nous avions besoin, depuis le lundi 14 juin à neuf heures du soir, jusqu'au mercredi matin; nous n'oublierons jamais les charitables soins que lui et toute sa famille ont eu pour nous. En foi de quoi nous avons tous signé. *F. Dorothee*, d'Uzès, P. Cap. pour le P. *Alexandre* absent; *F. Bernard*, de Sumène, Prêtre. Je soussigné certifie le tout ci-dessus véritable. En foi de quoi me suis signé. *Père Jean-Baptiste*, de Saint-Laurent, Capucin, Vicaire et supérieur; *F. Antoine*, d'Alais; *Fr. Julien*, d'Alais; *Fr. Modeste*, de Saint-Maximin; *F. Charles*, de Nismes; *F. Ignace*, de Marguerite, *signés*.

« Je certifie que l'attestation de M. Pierre Paulhan est véritable, que moi-même je lui ait menée, je suis été le prendre dans le Couvent et je les ai conduit dans la maison du sieur Paulhan, et j'ai signé la présente déclaration, *Roussillon* l'ainé, Maître Sellier.

« <sup>1</sup> Je soussigné déclare que la Compagnie qui est entrée chez nous le 14 juin, entre 5 et 6 heures du matin, pour voir s'il n'y avoit pas des gens armés dans notre Couvent, et que j'ai eu l'honneur de conduire dans tous les lieux qu'ils ont désiré, s'est comportée avec

1. Il résulte bien évidemment de cette pièce, que les Légionnaires n'avoient aucun mauvais dessein lorsqu'ils entrèrent pour la première fois dans le Couvent des Capucins; et que ce ne fut que les coups de fusil partis dans l'après-midi du Monastère qui provoquèrent la fureur des Légions et furent la cause des malheurs qui s'ensuivirent.



beaucoup de décence et d'honnêteté. J'atteste aussi, que quoique j'aie cru cette Compagnie toute composée de protestans, je n'ai que des éloges à lui donner. A Nismes, ce 15 juillet 1790. *Signé*, F. ANTOINE DE LAVAL, Capucin, Prêtre.

« J'ai été présent quand cette Compagnie est entrée, je déclare n'avoir reçu que politesse de leur part, bien loin d'avoir eu des menaces. En foi dequoi me suis signé. F. BERNARD, de Sumène, Prêtre ».

## L'ABDICATION DU PASTEUR JEAN MIRIAL D'ANDUZE

ET

DU PROPOSANT FRANÇOIS ASTRUC

EN 1794

On a de la peine à se faire aujourd'hui une idée exacte de l'antipathie contre toute forme religieuse consacrée qu'éprouvaient les hommes les plus instruits il y a un siècle, au début de la Révolution française. On l'attribue généralement à l'influence de Rousseau, de Voltaire et des Encyclopédistes. Mais ce mouvement littéraire n'est-il pas lui-même, aussi bien un effet, un résultat qu'une cause produisant à son tour des effets ? Rien n'est plus sujet à caution que l'apparition spontanée de certaines directions de l'esprit humain. Pendant des siècles l'idée religieuse avait tout dominé, tout inspiré, tout dirigé. Cette idée était représentée par un organisme hiérarchique visible, tout-puissant dans tous les domaines puisque l'Église catholique possédait le tiers de la propriété foncière de la France, et gouvernait la royauté, les Parlements et les Universités. Son premier dogme était de n'admettre aucune indépendance dans aucun domaine et de la poursuivre comme un crime. La Réforme fut le début d'un affranchissement qui, de la conscience, devait peu à peu pénétrer toutes les formes de l'activité humaine. Mais, en substituant à l'autorité souveraine de l'Église une autorité écrite parfois aussi intransigeante, la Réforme n'avait pas toujours réussi à contenter ceux qui, pour se soustraire aux excès du despotisme ecclé-

siastique, n'avaient rien trouvé de mieux que de renoncer à la religion elle-même pour la remplacer par cette caricature qu'on appelait le culte de la Raison.

On trouvera un témoignage frappant de cet état d'esprit dans ces deux documents que M. F. Teissier a extrait des délibérations de la municipalité d'Anduze en 1794, et qui nous expliquent pourquoi le pasteur *Jean Mirial*<sup>1</sup> et le proposant *François Astruc* crurent nécessaire de renoncer publiquement et solennellement à leur caractère et à leurs fonctions.

N. W.

**Abdication du Citoyen Jean Mirial, ministre protestant d'Anduze.**

Cejourd'hui 21<sup>e</sup> ventôse l'an II (1794) de la République française une et indivisible, le citoyen Mirial, ministre protestant nous a requis acte de sa démission de ministre du Culte protestant et de transcrire dans nos registres lad. démission, ce que nous avons fait comme il suit :

Magistrats du peuple,

Renoncer à un état qui était mon unique ressource, c'est plonger ma famille dans la misère, mais l'intérêt public fut et sera toujours mon unique mobile, et je lui fais volontiers ce nouveau sacrifice.

1. *Jean Mirial*, fils d'autre *Jean Mirial*, marchand fabricant eu bas, et de *Suzanne Poujol*, mariés, de La Salle-Saint-Pierre (Gard), a desservi successivement (d'après les registres consistoriaux d'Anduze), Gênerargues et Thoiras depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1776 jusqu'à l'an II, époque où, comme la plupart des pasteurs des Cévennes, il dut renoncer à ses fonctions jusqu'à la fin de la Terreur. Il les reprit le 1<sup>er</sup> messidor an III comme pasteur des Églises de Mialet, Gênerargues et Saint-Sébastien, jusqu'en l'an XI, époque de l'organisation consistoriale d'Anduze. Il fut alors nommé pasteur des Églises de Gênerargues, Tornac, Boisset et Gaujac et les desservit jusqu'à la fin de sa vie. Il mourut à Anduze, où il avait résidé pendant tout le cours de son long ministère, le 28 avril 1822. Il avait épousé, le 24 septembre 1778, mariage béni par le pasteur *Louis Valette*, *Elisabeth Cabanis*, fille de *Scipion Cabanis*, marchand, et *Suzanne Thérond*, mariés, d'Anduze, et de cette union provint une fille : *Coralie Mirial*, mariée avec M. *Léon Albaric*, mort pasteur président à Florac. De cette union *Albaric-Mirial* est né M. *Ernest Albaric*, ancien pasteur de Cassagnas (Lozère), aujourd'hui professeur au Lycée de Nîmes (F. T.).

J'étais ministre protestant et j'en ai rempli les fonctions en honnête homme, en véritable ami de la Patrie, tant qu'elles m'ont paru devoir être remplies; j'ai constamment prêché la fraternité, l'amour de la liberté et de l'égalité; le dévouement à la République, l'obéissance aux lois, et la pratique de toutes les vertus, unique source du bonheur.

Malheureusement plusieurs sectes religieuses divisaient les hommes entre eux, et les différens cultes n'ont que trop servi de prétexte aux malveillans de troubler l'ordre et la paix publiques; plusieurs événements funestes ont fait sentir la nécessité de renoncer à toutes ces sectes, pour ne plus former entre nous qu'une seule et même famille. Depuis quelque temps je suis pénétré de cette nécessité, et vous savez qu'en conséquence j'avais renoncé par le fait à mon état; il ne manquait que d'en faire la déclaration authentique. Je préparais les esprits de mon mieux et j'attendais un moment favorable pour m'acquitter de ce devoir; ce moment se présenta hier dans le temple de la Raison, j'y fis publiquement mon abdication en présence de tous les citoyens et du digne représentant du peuple Borie, et je viens aujourd'hui déclarer devant vous, en conséquence, que je ne suis plus ministre d'un culte religieux; qu'ayant renoncé franchement à cet état et à toutes les fonctions qui y étaient attachées, le seul titre dont je veux être décoré est celui de citoyen français et de patriote incorruptible, étant toujours prêt à me sacrifier pour la prospérité de la République une et indivisible. Je ne saurais vous remettre des lettres de prêtrise. la plupart des ministres protestans n'en eurent jamais et je suis de ce nombre. Je vous demande acte de la présente abdication, Anduze, le 21<sup>e</sup> ventôse, l'an II (1794) de la République française une et indivisible et a, ledit Mirial signé.

« MIRIAL » (signé).

Le corps municipal, l'agent national entendu, donne acte au citoyen Mirial de sa déclaration ci-dessus, et délibère qu'extrait de lad. déclaration, ainsi que de la présente délibération sera envoyée de suite au citoyen Borie, représentant du peuple dans les départemens du Gard et de la Lozère et au comité d'Instruction publique, afin de propager par ces sortes d'exemples l'esprit public et d'accélérer les progrès de la Raison et de la philosophie. Présens et opinans les citoyens Teissier, Valère, Moïse Bonfils, Cahours, Nicolas, Lauret, officiers municipaux, et Gaussorgues, agent national.  
— Suivent les signatures.

Abdication du Citoyen François Astruc<sup>1</sup>, proposant, précédant immédiatement celle du Citoyen Mirial.

Cejourd'hui 20<sup>e</sup> ventôse an II (1794), de la République une et indivisible, je certifie, en présence de la Loi et du représentant du peuple, que j'abdique toute fonction de ministre protestant, que je renonce à toute célébration du culte public, au titre de proposant, et je déclare, en outre, consacrer mon temps, mes talens et ma vie pour la défense de ma Patrie.

« F<sup>s</sup> ASTRUC » (signé).

## Mélanges

« QUE POURRAS-TU RÉPONDRE A LA POSTÉRITÉ ? »

SUPPLIQUE RIMÉE

ADRESSÉE A LOUIS XIV TROIS MOIS AVANT LA RÉVOCATION

(Juillet 1685)

Il y a plus de quarante ans, en 1854, le deuxième volume de ce *Bulletin* a fait connaître (p. 555) une requête en vers adressée à Louis XIV à l'époque de la Révocation. « Le ton en est remarquable, écrivait alors M. Ch. Read, les vers sont d'une belle facture, et il s'en trouve quelques-uns de fort beaux. » — On souscrira encore plus volontiers à ce jugement très juste lorsqu'on aura comparé le texte que nous en donnons aujourd'hui à celui qui a été jadis emprunté à un manuscrit de la bibliothèque de l'École de médecine de Montpellier. Nous l'avons trouvé, il y a quatre ans, dans un dossier des Archives de l'Aube (G. 855), où M. l'archiviste Francisque André a bien voulu le faire transcrire pour nous. Les nombreuses variantes qu'on relèvera et surtout, dans le dernier tiers de la pièce, une transposition de tout un morceau, complétée par six nou-

1. Est-ce le fils d'Antoine Astruc de Sauve, « paresolier », reçu habitant de Genève le 21 octobre 1707 et bourgeois, avec ses deux fils Antoine et François, 17 mars 1725 ? (*Fr. prot.*, 2<sup>e</sup> éd., I, 423.)



veaux vers<sup>1</sup>, prouvent que le texte de Montpellier n'était qu'une première ébauche qui a été sensiblement améliorée.

— Quel est le poète, d'un esprit si ferme et modéré à la fois qui osa — bien inutilement, hélas ! — élever la voix si haut en faveur de ses frères persécutés ? Peut-être un de nos lecteurs nous aidera-t-il à le découvrir.

N. W.

## AU ROY,

### Par les huguenots.

Monarque triomphant, qui tires de toy-mesme  
L'esclat que d'autres Loys tirent du diadème,  
Et qui, par le progrez de ton rapide cours,  
Enflés si noblement l'histoire de nos jours;  
LOUIS, qu'on voit monter, de victoire en victoire,  
Malgré mille rivaux, au comble de la gloire  
Et qui, du haut du throsne où le ciel t'a fait seoir,  
Vois tous tes ennemys trembler sous ton pouvoir ; —  
Enchaisnes des lions la rage impétueuse,  
Rabats les vains essors de l'aigle audacieuse,  
Et traces fièrement, au gré de tes souhaits,  
Ou le plan de la guerre, ou celui de la paix ; —  
Au bruit de ton canon fais trembler le Bosphore,  
Fais sentir ta colère à l'infidèle More,  
Et tiens, par la terreur que partout tu respands,  
Sous tes vastes désirs l'univers en suspens ; —  
Tant de succez heureux que tout le monde admire  
Sont autant de grands pas que tu fais vers l'Empire,  
Et mon esprit, charmé par des désirs si beaux,  
Rassemble tes exploits pour en faire un tableau.

#### 1. Dont ces deux :

Et d'un édit sacré conservant la vigueur  
De tant d'arrêts surpris adoucis la rigueur...

jointes à ceux-ci :

Au bruit de ton canon fais trembler le Bosphore  
Fais sentir ta colère à l'infidèle More...

permettent de dater la pièce. Ils montrent, en effet, qu'elle a été écrite avant que la Révocation fût un fait accompli, et font allusion au bombardement de Tripoli qui est du 22 juin 1685.

Mais, grand Roy, n'attends pas que mon cœur applaudisse  
Aux rigueurs qu'on t'inspire avec tant d'artifices,  
Ni que je mette au rang de tes nobles projets  
Le désir d'extirper de fidèles sujets.  
Bien que ta volonté soit une loy suprême,  
Monarque glorieux, j'en appelle à toy-mesme,  
Et contre le plus grand et plus sage des roys  
Je réclame aujourd'hui ta justice et nos droits.  
Quand les siècles futurs verront dans ton histoire  
Un peuple si soubmis, si zélé pour ta gloire,  
Abandonné sans cause à l'injuste courroux  
D'un conseil violent qui t'arme contre nous ; —  
Quand ils verront Louis rejeter nos requestes  
Et lancer coup sur coup la foudre sur nos testes ; —  
Quand ils verront, hélas ! nos temples démolis  
De nos hymnes pieux les concerts abolis,  
Nos enfans, doux espoirs, cher appuy de leurs pères,  
Enlevez, arrachez du tendre sein des mères ; —  
Nos troupeaux sans pasteurs, nos malades mourants  
Sous des inquisiteurs tristement expirants ; —  
Nos illustres guerriers, appuis de ta couronne,  
Privez des justes droits que ta vertu leur donne,  
Et nos peuples exclus par d'injustes esgards  
Des employs de Thémis, de Minerve et de Mars ; —  
Enfin quand ils verront notre âme désolée  
Succomber sous le faix dont elle est accablée,  
Que pourras-tu répondre à la postérité ?...

Pardonne, grand monarque, à ma témérité.  
Souffre qu'avec respect, au fort de nos allarmes,  
Je donne un libre cours au torrent de nos larmes,  
Et qu'au pied de ton trosne humblement abbattu  
Je demande à Louis compte de sa vertu.  
De tes augustes dons le parfait assemblage  
Ne s'offre plus à nous qu'au travers d'un nuage,  
Et l'astre qu'on voit luire à tant de nations  
Ne respand plus sur nous que de sombres rayons.  
A nos justes douleurs ton cœur trop insensible  
Rend, mesme à nos soupirs, ton trosne inaccessible,  
Et, dans la profondeur de nos cruels ennuyes,  
Les jours les plus sereins nous sont de tristes nuits !

Dissipe donc, grand Roi, un si cruel orage ;  
De ce torrent fatal arrête le ravage,  
Et d'un édit sacré conservant la vigueur,  
De tant d'arrests surpris adoucis la rigueur.

Les crayons odieux qu'on te fait de notre âme  
Sont de honteux effets d'une funeste trame,  
Et quand on nous compare à tous ces faux portraits,  
On n'y reconnoist point le moindre de nos traits.  
Aux lois du créateur, bien loin d'estre rebelles,  
Nous suivons constamment ses oracles fidelles,  
Et les heureux sentiers que luy mesme a tracez  
Ne peuvent de nos cœurs jamais estre effacez.  
Des mystères divins notre âme bien instruite,  
Par crainte ou par espoir ne peut estre séduite,  
Et souffrir pour un Dieu qui souffrit tout pour nous  
Est, de tous les destins, le destin le plus doux.  
Toutes les pommes d'or qu'on jette à notre course  
Ne valent pas les biens dont le ciel est la source,  
Et quand nous regardons le prix qui nous attend,  
Nous ne comptons pour rien les appas qu'on nous tend.  
Dieu qui s'est réservé la conquête des âmes  
Peut seul les eschauffer de ses divines flammes,  
Et d'un encens forcé qui ne vient point du cœur  
Cet estre souverain déteste la vapeur.  
Luy qui seul peut régler tes loix et tes maximes  
Ne veut point qu'à l'autel on traîne les victimes  
Et, de sa grâce seule employant les appas,  
Il demande le cœur et ne l'arrache pas.

Modère donc, grand Roy, le zèle qui t'enflamme ;  
Ouvre à nos justes cris ton oreille et ton âme,  
Et tournant ton courroux contre les libertins,  
Laisse nous adorer le Maistre des destins.  
Sous Louis le Vainqueur, que l'air ne retentisse  
Que des édits sacrez du Soleil de Justice.  
Rappelle le troupeau, rappelle les bergers  
Que la tempeste chasse en des bois estrangers,  
Et, pour estre touché du récit qui me tue  
Contemple les tableaux que j'expose à ta vue.  
Par de fausses couleurs, par des traits affectez  
Je n'enfle point le cours de nos adversitez.

Des maux que nous souffrons dans notre humble silence  
 Je ne peins qu'à demi l'extrême violence,  
 Et si Louis pouvoit pénétrer dans nos cœurs,  
 Il donneroit peut-estre un soupir à nos pleurs.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Églises wallonnes de la Barrière.

A plusieurs reprises déjà, le *Bulletin* (1891, 502; — 1894, 280; — 1895, 355) a essayé d'appeler l'attention sur une publication que notre regretté collègue Daniel Ollier avait eu l'idée d'entreprendre — et qui vient de voir le jour. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les villes de *Tournai*, *Armentières*, *Menin*, *Ypres* et *Namur*, occupées par des garnisons hollandaises renfermant aussi des soldats suisses, allemands, anglais ou écossais, étaient appelées *de la Barrière* parce qu'elles formaient une barrière contre la France. La liberté de conscience et de culte y était formellement garantie par les traités internationaux; de sorte que des milliers de « nouveaux convertis » du nord de la France, où l'exercice de ces droits inaliénables de tout être humain était systématiquement considéré comme un crime, se rendaient périodiquement dans ces villes, principalement à Tournai, pour y faire bénir leurs mariages et surtout pour assister à la sainte Cène. Ainsi, le lundi de Pâques 1732, plus de deux mille personnes, revenant de Tournai ou de Mons, furent arrêtées et emprisonnées. Un comité, composé de MM. J.-B. Andry, A. Daullé, D. Ollier, Ph. Poulain et A. Trocmé, a fait transcrire et imprimer tous les actes français et protestants inscrits dans ces villes, de 1708 à 1785, au nombre de plus de 2,300, sans compter une liste de près de 3,000 membres de l'Église wallonne hors de Tournai, en 1762, et 326 abjurations à Tournai et à Menin. Ces divers textes, précédés d'une fort intéressante introduction rédigée par feu M. D. Ollier, forment une contribution importante à l'histoire de nos Églises protestantes du Nord au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'usage en a été facilité par la rédaction d'une série d'Index alphabétiques, parmi lesquels je relèverai celui des *noms de lieux de la liste des membres de l'Église wallonne hors de Tournai*, qui couvre près de dix pages.



C'est au Cambrésis, à la Thiérache, au Vermandois (Bohain, Boué, Esquéhéries, Etreux, Flavy, Hargicourt, Herbécourt, Jean-court, Landouzy, Lemé, Montbrehain, Nauroy, Parfondeval, Saint-Quentin<sup>1</sup>, Vendelles, Vulpian, dans l'Aisne; Elincourt, Inchy-Beaumont, Lecelles, Saulzoir, Quiévy, Walincourt, dans le Nord; Templeux-le-Guéard, dans la Somme, qu'appartiennent surtout ces intrépides. Rien n'a pu les détourner de leur foi; ils continuent à se sentir membres d'une communauté réformée et à braver tous les périls pour y participer, au moins de loin en loin, au culte en esprit et en vérité, alors que selon les édits de leur souverain, leur résidence en France implique leur catholicisme, « sans quoi ils n'y auroient pas été soufferts ni tolérés (Ord<sup>re</sup> de 1715) ».

Mais au nombre de ceux qui, sans être inscrits sur les registres de l'Église wallonne de Tournai comme en faisant officiellement partie, y apportaient cependant leurs enfants au baptême, ou y recevaient la bénédiction nuptiale d'un pasteur, la seule valable pour leur conscience, il en est beaucoup qui viennent de plus loin que les terres voisines de la frontière. Il en est d'Orléans, de Rouen, du Havre, du Berry; il en est surtout des élections de Laon, généralité de Soissons et de Meaux, généralité de Paris : le nom de Nanteuilles-Meaux revient presque de page en page sur les listes tournaisiennes. Plus d'une fois c'est le même jour que sont bénies plusieurs unions de même provenance; on a affronté à plusieurs le danger d'aller et de retour du véritable pèlerinage.

A Menin et à Ypres les venues de Français sont moins fréquentes, mais à Namur, où un Parisien, Louis Desborgnes occupe la charge de lecteur, il y a plus de cent mariages de Sédanis : plusieurs des actes font mention du contrat conclu auparavant devant notaire. Parmi les derniers, on remarque, en 1773, ceux de Charles Chardron auquel assiste comme témoin l'ancien procureur du roi, Le Roy, assesseur civil et criminel au bailliage de Sedan, et de Louis Chardron, premier lieutenant de la luveterie du Roi au département de Sedan; on voit qu'on approche de l'ère de la tolérance. Aussi en 1779 le synode de Thiérache, Picardie, Cambrésis, Orléanais et Berry, réuni à Bohain, « pour répondre aux vœux du Gouvernement et empêcher toute émigration », ne permettra plus « d'aller faire bénir les mariages ou recevoir la communion à l'étranger ». Les Églises, sans avoir obtenu l'autorisation de l'État, commen-

1. En 1777, messire Daniel Cottin de Fontaine, écuyer seigneur de Fontaine-Notre-Dame, et demoiselle Adélaïde-Marie Poupard de Neuflyze.

gaient cependant à se réorganiser régulièrement. Elles pouvaient renoncer à cette touchante et fraternelle hospitalité accordée par la Hollande, non seulement par delà l'Escaut et le Rhin, mais « comme par une marque de la Providence, dès ses premières hôtelleries, à Namur, Tournai, Ypres, Menin, Armentières », dans ces Églises de la Barrière où, « grâce à elle des cœurs se sont unis en paix, des berceaux ont été saintement veillés ».

Terminons en rappelant qu'il est encore temps, si je ne me trompe, de souscrire à cette publication intéressante. Que tous ceux qui en comprennent l'utilité ou qui pourraient l'encourager adressent la modique somme de 6 fr. 75 à *M. le pasteur Trocmé, 18, rue d'Orchies, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord)*, qui leur enverra aussitôt ce volume de 528 pages in-8°.

F. S.

## CORRESPONDANCE

**Le cadavre d'Isaac de la Fon, de Jonzac, trainé sur la claie, en mai 1700.** — L'année dernière, à pareille époque (p. 506), j'ai dû démontrer que le supplice de la claie avait été une hideuse réalité. Ceux qui le contestaient continuèrent à argumenter. Il leur a été répondu par de nouveaux textes (*Bull.*, 1895, 45) et depuis lors je n'ai pas cessé d'en recueillir. Comme c'est en Saintonge qu'on a contesté l'évidence, j'extrais aujourd'hui de mon dossier un jugement du présidial de Saintes, dont M. de Richemond a découvert l'original dans les Archives de la Charente-Inférieure.

Le 12 septembre 1699, le procureur de la Cour de *Jonzac* présente requête « disant qu'il est averty que du depuis dix ou douze « jours en ça, *Izaac de la Fon, marchand blanchier*, nouveau con- « verty, est décédé au présent lieu, après avoir obstinément refusé « de recevoir les sacremens de l'Église catholique et romayne, en « protestant qu'il vouloit vivre et mourir en la Religion protes- « tante ». — En conséquence un procès fut intenté au cadavre et, à cet effet, Dominique Brunet, procureur au siège présidial de Saintes, nommé « curateur pourveu à la mémoire de feu Isaac de la Fon, marchand, accusé ». Frère Fabien de Saint-Jacques, religieux carme, vicaire du prieur de Jonzac, communiqua une copie de l'acte d'ab-juration extorqué à Isaac de la Fon un mois avant la Révocation,

le 16 sept. 1685<sup>1</sup>. Lors donc que quatorze ans plus tard, le 1<sup>er</sup> ou 2 septembre 1699, conformément aux dépositions de Étienne Fauraud, fournisseur, frère Fabien de Saint-Jacques, et Pierre Marchand, dit Journaud, le même Isaac de la Fon mourut, après avoir obstinément refusé les sacrements de l'Église catholique, il fut clairement convaincu, dans la personne du curateur de son cadavre, Dominique Brunet, d'avoir commis le crime de relaps — et en conséquence il tombait sous le coup de la Déclaration d'avril 1686 qui condamnait les relaps au supplice de la claie. Le jugement ne fut rendu que le 26 mai 1700, six mois après l'ensevelissement qui avait eu lieu « furtivement dans une pièce de terre joignant le présent lieu, en la casse appelée de Léeu ». Il appliqua la loi sans réserve ni restriction aucune. Nous devons donc admettre que le cadavre d'Isaac de la Fon a été déterré, trainé sur la claie, jeté à la voirie, sa mémoire éteinte, et ses biens confisqués, la moitié sous forme d'amende, l'autre pour couvrir les frais du procès, le tout aux termes de l'arrêt du présidial de la bonne ville de Saintes en Saintonge.

N. W.

ARCHIVES

DU

*Présidial de Saintes.*

28 may 1700.

*Sentences criminelles.*

(1699-1700)

« Entre le procureur du roy demandeur en crime de relaps et contravention aux édits et déclarations du roy et notamment à celle du mois d'avril 1686, d'une part, — et Dominique Brunet, procureur au siège présidial de Saintes, curateur, pourveu à la mémoire de feu Isaac de la Fon, marchand, accusé, ledit Brunet deffendeur, d'autre.

« Veu nostre sentence du 21 du présent mois et an qui porte, avant faire droit, qu'à la dilligence dudit sieur procureur du roy, le certificat d'abjuration dudit de la Fon sera rapporté, pour, ce fait, estre ordonné ce qu'il apartiendra, avecq les pièces mantionnées au veu d'icelles et signé Dussault, Rousselet et Labbé; — certificat de l'abjuration dud. Izaak de la Fon du 16 septembre 1685 avecq le

1. « Aujourd'huy 16 de septembre 1685, je soubsigné certifie que j'ay « donné l'absolution de l'hérésie de Calvin à Yzaac Delafon, en présence « des témoins soubsignés F. Cyrille et Saint-Marc, religieux carme, le « comte d'Aubeterre, Jean le Court, Pelisson, Roullin, H. Monnereau, « I. de Lafont, A. Le Brasseux, F. de Marc. Je soussigné certifie que le « susdit extrait est conforme à son original, le 25 mai 1700. F. Fabien, « carme, vicquaire de M. le prieur de Jonzac. »

certificat du père Fabien au pied, du 25 du présent mois et an, signé F. Fabien, carme et vicquaire de M. le prieur de Jonzac; — audition dud. Brunet curateur pourveu à la mémoire dud. feu Yzaac de la Fon prize derrière le barreau, en présence de MM. Rousselet et Labbé, de ce jourd'hui, signée Dussault, Brunet et Georget, commis du greffier; — et tout considéré.

« Nous avons déclaré ledit de Laffon deurement atteint et convaincu du crime de relaps et contravention à ladite Déclaration de 1686, pour reparation de quoy nous ordonnons que *sa mémoire demeure éteinte et supprimée à perpétuité, que son corps sera trainé sur la claye et jetté à la voyrie, conformément à ladite Déclaration, condamnons ledit de la Fon en une amende envers le Roy de la valeur de la moitié de ses biens et aux despens des procédures envers ceux qui les ont faits.*

« Fait en la chambre criminelle du siège présidial de Saintes, le 26<sup>e</sup> de may 1700.

« Taxé à dix escus non payés ».

DUSAULT. ROUSSELET. LABBÉ.

**Famille Fontanes. Note additionnelle** (Voy. *Bull.*, 1895, p. 554). — Dans le bel ouvrage de M. Béringuier sur les familles de la colonie française et protestante de Berlin (*Stammbäume der Mitglieder der französischen Colonie in Berlin*. Berlin, 1885 et 1887, iv et 220 pages in-folio) se trouve esquissée une notice généalogique sur une famille Fontane; celle-ci est représentée aujourd'hui par un écrivain de mérite, Théodore Fontane, né dans les derniers jours de 1819. Dans un roman autobiographique (*Meine Kinderjahre*) il a rappelé les souvenirs huguenots conservés dans sa famille. Son quartsaïeul Jacques Fontane, fabricant de bas, né à Nîmes, et mort à Berlin à 45 ans, le 30 avril 1707, était fils de Pierre Fontane, marchand, et de Suzanne Arnaud<sup>1</sup>.

EUGÈNE RITTER.

1. On lit, dans le *Catalogue* de A. VOISIN, libraire, 37, rue Mazarine, Paris (1896) :

22086. *Fontanes*. Acte du 23 août 1617, relatif à l'émancipation de Jacques de Fontanes, fils de Claude de Fontanes et de feu Gabrielle de Vaux. — Document de 3 pages in-4, extrait des registres de la Sénéchaussée de Nîmes. 3 fr.

*Le Gérant* : FISCHBACHER.



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

LES ABJURATIONS DE CATHOLIQUES

DANS LES TEMPLES HUGUENOTS<sup>1</sup>

Au temple avaient lieu presque toujours les abjurations. Beaucoup plus nombreuses et plus variées qu'aujourd'hui, elles étaient en outre beaucoup plus solennelles. Peut-être même cette plus grande solennité contribue-t-elle à accentuer encore la différence, d'ailleurs réelle, entre le nombre des abjurations d'alors et celui des abjurations actuelles.

Quoi qu'il en soit, au xvii<sup>e</sup> siècle, lorsque les conversions au protestantisme sont encore possibles, il se passe à peine un dimanche, dit un auteur anglais, contemporain de la Révocation, où, dans les grands centres protestants, il n'y ait quelque conversion publique<sup>2</sup>. Et le fait est qu'il suffit de feuilleter les anciens registres de nos Consistoires pour en trouver un grand nombre. J'en ai relevé dans plusieurs

1. On trouvera la 2<sup>e</sup> partie de l'intéressante étude de M. Bourrilly, sur les *Préliminaires des guerres de religion*, plus loin, sous la rubrique *Mélanges*. On lira avec plaisir, à cette place, un chapitre (le x<sup>e</sup>) du volume que notre ami, M. le pasteur P. de Félice, va faire paraître, sur *Les Protestants d'autrefois*, et qui est actuellement en souscription, chez Fischbacher, 33, rue de Seine, au prix de 3 fr. 50. — On y trouvera, d'après les meilleures sources, les renseignements les plus précis et les plus complets, sur la vie religieuse des huguenots, encore si imparfaitement connue (*Réd.*).

2. Georges Hickes, D. D., dans un *Sermon* cité par Agnew, *Protestants exilés*, I, 28.

registres, et il en est, où non seulement on note de fréquentes abjurations isolées, mais plusieurs abjurations à la fois. Ainsi à Sedan et à Nîmes. Encore faut-il remarquer que, la *Discipline* prescrivant la tenue d'un registre des abjurations, beaucoup de registres de Consistoire peuvent n'en mentionner aucune, sans qu'on en puisse conclure qu'il n'y en a point eu dans ces Églises-là. En réalité, il y en a eu plus ou moins partout.

Il faut bien, d'ailleurs, qu'elles aient été nombreuses, puisque le pouvoir s'alarme et fait son possible pour les empêcher. Une Déclaration, du mois d'avril 1663, interdit à ceux qui sont « prestres ou engagés dans les ordres sacrés de l'Église, ou liés par des vœux à des maisons religieuses, de quitter la religion romaine, pour prendre celle Prétendue Réformée », et cette Déclaration est confirmée par une autre, du 20 juin 1665, portant que les prêtres, etc., qui se convertiraient, seront bannis du royaume à perpétuité, et une autre encore, du 13 mars 1679, ajoutant à ce bannissement perpétuel l'amende honorable et la confiscation des biens. Au mois de juin 1680, un édit défend aux catholiques en général de quitter leur religion pour professer la R. P. R., sous peine d'amende honorable, de confiscation de leurs biens et de bannissement perpétuel. En novembre 1680, un édit défend les mariages mixtes. Enfin, en mars 1683, un édit condamne les ministres qui recevront les catholiques à faire profession et exercice de la R. P. R., à l'amende honorable et au bannissement perpétuel<sup>1</sup>.

Ces Déclarations et Édits, auxquels on pourrait en joindre d'autres, qui s'y rattachent indirectement, sont une confirmation évidente de la fréquence des abjurations, même, on le voit, jusqu'à la veille de la Révocation.

Pour en venir, maintenant, aux abjurations proprement dites, voici d'abord ce que prescrit la *Discipline*<sup>2</sup> :

« Ceux qui voudront être introduits dans l'Église pour en être

1. Bernard et Soulier, *Explication de l'Édit de Nantes*, Paris, 1683, p. 470 et suiv.

2. *Disc.*, X, vi, Obs. 2.

membres, le feront entendre à l'ancien de leur quartier, qui s'informerait de leur vie, et fera rapport au Consistoire du témoignage qu'il en aura eu; s'il s'en trouve de bons, il les amènera à la fin<sup>1</sup> de l'action devant le ministre, qui leur fera faire la protestation et promesse accoutumée, de suivre la doctrine de l'Évangile, qui leur sera enseignée, et de s'assujettir à l'ordre et à la discipline de l'Église, et les exhortera de se trouver ordinairement aux prêches et aux catéchismes, pour être instruits en la foi, jusqu'à ce qu'ils soient trouvés capables de participer à la Sainte-Cène. »

Cette décision est du Synode National de Paris (1565). Le S. N. de Gergeau (1601) est plus explicite sur un point, celui de la messe. Aucun, dit-il, ne sera reçu à la communion de l'Église, qu'il n'ait préalablement renoncé publiquement (ce dernier mot est ajouté, en 1603, par le S. N. de Gap) « à toutes les idolâtries et toutes les superstitions de l'Église romaine, particulièrement à la messe<sup>2</sup> ».

Ces décisions de nos Synodes donnent la théorie des abjurations. Dans la pratique, on le verra, les Églises ne s'en départiront que peu ou point.

Celui qui veut « se ranger » à l'Église réformée doit commencer par suivre les prédications pendant quelques mois<sup>3</sup>. Puis il doit avoir une connaissance de la Parole de Dieu suffisante pour pouvoir discerner, tout au moins relativement, les erreurs du romanisme; enfin, il doit pouvoir donner des preuves convenables de son instruction dans la doctrine qu'il veut embrasser.

Lorsqu'il en est là, il s'adresse au pasteur ou au Consistoire, directement ou par l'intermédiaire de l'ancien de quartier, et le Consistoire l'examine suivant sa condition. Le Consistoire s'informe, notamment, si, d'une part, il reconnaît et « déteste » les abus de la religion romaine et si, surtout, il croit au Seigneur et Sauveur Jésus-Christ, seul et unique avocat et médiateur entre Dieu et les hommes, qui a « es-

1. On verra tout à l'heure que les abjurations ont lieu avant la prédication, et pourquoi il en est ainsi.

2. *Disc.*, XIV, 1, et *Obs.*

3. Cinq, six, neuf mois ou plus. *Consist. d'Orléans*, 22 avril 1660; 23 décembre 1661.

pandu » son sang sur la croix, pour la rédemption de nos âmes<sup>1</sup>.

Le postulant peut être ainsi interrogé plusieurs fois et renvoyé à plus tard, si son instruction est jugée insuffisante<sup>2</sup>. Car il ne faudrait pas croire que les Réformés d'autrefois fussent si enthousiastes de certaines abjurations. Ils n'ouvrent pas trop grande la porte de l'Église et, dans certains cas, ils se bornent à l'entre-bâiller. Le 5 juin 1625, arrive devant le Consistoire de Sedan, un cordelier, nommé *Barth. de la Ruelle*, natif de Givet. Il demande à faire abjuration. Mais « d'autant qu'il n'a pu dire les raisons qu'il l'ont mu à quitter la papauté, synon la mauvaise vye des moynes », et qu'il n'a montré aucune connaissance de la religion réformée, au lieu de l'autoriser à abjurer, on le met en service, et on lui recommande, s'il veut entrer dans l'Église, de s'instruire, de fréquenter les saintes assemblées et de lire soigneusement la Bible, afin de pouvoir rendre compte de sa foi<sup>3</sup>. De même, à Orléans, le 30 décembre 1663, un futur membre de l'Église doit solliciter pendant deux ans son admission. On a le droit, vraiment, de mettre ces abjurations, si sérieusement comprises et faites (autant du moins que cela peut dépendre des Consistoires), en regard des scandaleuses fournées d'abjurations, obtenues par la force et par les persécutions, dont l'Église romaine s'est contentée en 1685. « Je me réunis », fallait-il dire, et tout était dit. Et le romanisme se plaint du discrédit où il est tombé dès lors, comme religion, auprès de beaucoup ! Pour moi, je n'en suis pas plus surpris que je ne le suis de la persistance séculaire de cette calomnie : les protestants achètent les conversions. Ce n'est qu'un essai de revanche.

Supposons le postulant suffisamment instruit. Il vient une dernière fois devant le Consistoire, et là on lui « remontre » qu'il doit « peser l'importance de l'affaire qu'il entreprend » et « qu'il ne faut point légèrement, ni pour aucune considé-

1. *Consist. d'Orléans*, 17 mars, 11 juillet, 4 août 1658; 4<sup>er</sup> janvier 1659; 22 avril, 9 septembre 1660, etc.

2. *Consist. de Dangeau*, 20 novembre 1661.

3. *Consist. de Sedan*, 5 juin 1625. — Voir Aymon, *Syn. Nat.*, I, 311.



ration mondaine, changer de religion, mais n'avoir d'autre but en telle affaire que la gloire de Dieu et le salut de son âme ». On lui demande ensuite de promettre « d'adhérer inviolablement à Jésus-Christ, de vivre en la crainte de Dieu et de se soumettre à la discipline de nos Églises<sup>1</sup> ». Puis on l'autorise à en faire la déclaration publique<sup>2</sup>.

En effet, le dimanche suivant, avant (?) la prédication<sup>3</sup>, il fait, devant les fidèles, une déclaration publique de sa foi et de ses engagements, il est admis au nombre des fidèles, et le pasteur prononce une prière, dans laquelle il recommande à Dieu le néophyte, lui demandant de le faire persévérer en sa crainte et s'affermir de jour à autre en la vérité qu'il vient de professer<sup>4</sup>.

Il ne sera pas sans intérêt de reproduire ici l'acte d'une abjuration. Il est des plus complets que j'aie trouvés et je le donne en entier, car il témoigne, lui aussi, de tout le sérieux qu'on y apportait<sup>5</sup>.

« Jehan de Vatetot, escuier, seigneur dudit lieu, demeurant de présent en ceste paroisse (Dangeau), chez M. de Margontier, son oncle, s'estant par cy-devant à diverses fois présenté au Consistoire de ceste Eglise, et là tesmoigné la cognoissance que Dieu luy a donnée des erreurs de l'Eglise romaine, en laquelle il a esté jusques icy nourry et eslevé, et le désir que Dieu lui a mis au cœur d'embrasser la vérité de son saint Évangile, et faire ouverte et publique profession de la pureté de la religion, telle qu'elle est professée par les Eglises réformées de ce Roiaume. Après avoir esté sérieusement exhorté de bien considérer l'importance d'un tel changement, et d'examiner si meurement sa conscience, qu'il puisse

1. *Consist. d'Orléans*, 17 mars, 11 juillet, 4 août 1658.

2. *Consist. de Dangeau*, 11 septembre 1667.

3. *Avant*, pour qu'il ne puisse y avoir confusion entre lui et ceux qui viennent faire une déclaration de repentance pour une faute quelconque. *Consist. de Sedan*, 23 mars 1619. Ce peut néanmoins avoir été après ailleurs.

4. *Consist. de Dangeau*, 20 novembre 1661; *Consist. d'Orléans*, 17 mars 1658; 1<sup>er</sup> janvier 1659.

5. Je cite d'autant plus volontiers cet acte, qu'en général les registres des Consistoires ne portent que la mention de l'abjuration, et non l'acte d'abjuration lui-même. C'est ce qui explique la brièveté des formules de nos Registres.

ressentir qu'il n'y est porté par aucune considération humaine, mais seulement par un saint zelle à la gloire de Dieu et une affection très ardente de son salut, persévérant en la déclaration par luy cy-devant desja faite (au Consistoire), qu'il ne se sent poussé à sortir de la communion de Rome que par le mouvement intérieur du Saint-Esprit, et pour doresnavant suivre la voix de ce grand pasteur et évêque de nos âmes, nostre Seigneur Jésus-Christ, qu'il a ouïe en sa Parolle, et qu'il entend tous les jours retentir ès temples de nostre profession, au lieu qu'elle lui estoit cachée dans celle de l'Église romaine, et couverte du voile d'une langue estrangère et du service des créatures, Il a protesté publiquement, devant toute l'assemblée, que de bon cœur, sans contrainte et avec joie et ressentiment d'obligation à la grande miséricorde de Dieu, il renonce à la religion romaine, par luy cy-devant suivie par ignorance, notamment au prétendu sacrifice de la messe, à la transsubstantiation, invocation des saints, adoration des images, au prétendu purgatoire et, généralement, à tous les erreurs et doctrines qui sont professées en l'Église romaine, et qui contrarient à la parole de Dieu, promettant que de cœur et d'affection il veut suivre, jusqu'au dernier soupir de sa vie, la pureté de la religion évangélique, telle qu'elle est professée ès Églises Réformées de ce Roiaume, demandant d'y estre admis. — Il y a esté receu par M. Testard, pasteur de ceste Église de Dangeau. Dont nous avons dressé le présent acte, pour servir et valoir en temps et lieu. Jehan de Vatetot, Testard (pasteur), Durand, Poirier, Poirier (anciens)<sup>1</sup>. »

Ces dernières lignes signalent une dernière formalité. Un acte d'abjuration était dressé et signé par le néophyte (auquel on en remettait une copie), par le pasteur et par deux anciens au moins<sup>2</sup>. En outre, les églises devaient avoir, comme je l'ai dit, un registre des abjurations<sup>3</sup>. Mais cette décision du Synode national de Montauban (1594) ne fut pas observée partout. C'est même ce qui explique qu'il y ait des registres de Consistoire qui mentionnent et d'autres qui ne mentionnent pas les abjurations.

Toutes les abjurations ne se faisaient pas, comme celle de Jehan de Vatetot, en pleine assemblée. Parfois le Consis-

1. *Consist. de Dangeau*, 20 novembre. Cf. *Bulletin*, 1862, 278.

2. *Consist. d'Orléans*, 12 août 1660; 5 mai 1661.

3. *Disc.*, XIV, 1, Obs. 3.

toire. « pour des considérations jugées expédientes et raisonnables », se contentait d'une abjuration faite devant lui. Cette prudence lui était imposée par la crainte d'une émotion populaire, ou par le souci de la sécurité du nouveau converti, que la persécution n'épargnait pas toujours, et qu'on était parfois obligé d'aider à changer de résidence. Il emportait alors son certificat d'abjuration et quelques recommandations. Il pouvait même arriver, par mesure de précaution, que l'abjuration se fit dans une autre Église. On recommandait alors le postulant, avec les explications nécessaires, au pasteur de l'Église désignée pour l'abjuration <sup>1</sup>.

Peut-être est-ce le lieu de faire remarquer qu'on trouve assez souvent, dans les actes de nos Synodes et Consistoires, la mention de prêtres ou de moines convertis à la Réforme, et voulant devenir pasteurs. Dès qu'ils arrivaient, on examinait avec soin eux et les certificats écrits ou oraux qu'ils pouvaient fournir, en se montrant tout particulièrement exigeant pour les moines. Si ces témoignages n'étaient pas jugés suffisamment bons, on les renvoyait purement et simplement avec une aumône. Ainsi, en 1617, dans l'Orléanais, l'ex-chartreux *André de la Faye*, de Moulins, demandant « après avoir escumé et importuné toutes les Églises », qu'on lui fournisse les moyens « d'estudier ou d'apprendre quelque honneste vocation », est renvoyé avec une aumône de 2 écus, à cause de ses mauvaises mœurs, du scandale que causait sa méchante vie, et de ce qu'il n'avait « que son ventre en recommandation <sup>2</sup> ».

Si c'étaient des gens honorables, mais décidément par trop ignorants, on les mettait en apprentissage. En 1611, par exemple, un Jacobin, de Blois, fut mis en apprentissage chez un chirurgien (barbier), à cause de sa profonde ignorance.

Si, étant à la fois honorables et relativement instruits, on

1. *Consist. d'Orléans*, 22 avril, 12 août, 9 septembre 1660; 5 mai et 23 déc. 1661; *Consist. de Blois* (dans la *Réforme en Blaisois*, Orléans 1885), 7 février 1672.

2. *Mer, Son Église Réformée*, p. 80 et suiv.; p. 94.

pouvait ne pas repousser leur désir de devenir pasteurs, le Synode leur imposait des années de stage et d'études et les aidait à vivre en attendant <sup>1</sup>. Ce fut le cas, par exemple, du pasteur de Mer, *Philippe de la Pierre* (1618-1623).

Mais même alors, surtout alors, peut-être, le Consistoire ne les perdait pas de vue. C'est ce qu'apprit à ses dépens *Nicolas Gautier*, ci-devant curé à Reims. Il avait abjuré à Sedan, le 12 avril 1607, et comme il n'était ni sans culture, ni sans quelque distinction, on l'avait admis au nombre des proposants. Bientôt on s'aperçoit qu'il fréquente un peu beaucoup — pour le bon motif, d'ailleurs, — une dame *Du Canal* et sa fille, également de Reims, et qui ont abjuré le 4 janvier 1607. Aussitôt, on le met en demeure de choisir : ou il cessera ses visites, ou il renoncera à devenir pasteur. Il assure qu'il veut épouser la jeune fille... Le Consistoire n'y entend point. Alors il demande qu'on lui donne un certificat et quelque argent, pour s'en aller. On lui refuse l'argent, « et quant au tesmoignage (certificat), il luy sera baillé selon la vye qu'il a menée <sup>2</sup> ». Du reste, sur cette question de mariage des prêtres et moines, le Consistoire de Sedan prend une décision qui prouve sa prudence, et aussi une confiance bien limitée.

« A esté arrêté, sous le bon plaisir de MM. nos Magistrats, que tous prestres et moynes, qui se viendront rendre icy, ne pourront y estre receus en l'estat de mariage, qu'ils n'ayent esté un an icy pour connoistre de leur vye et mœurs <sup>3</sup>. »

On voit qu'ils craignaient de ne pas avoir la crème, et ne se souciaient pas d'avoir l'écume.

Enfin, si le grand âge de ces prêtres ou moines ne leur permettait, ni de prendre un métier, ni d'aspirer au ministère, et qu'ils fussent cependant des hommes dignes de respect et de secours, les Églises les aidaient à vivre. Un ex-

1. *Disc.*, I, II, Obs.

2. *Consist. de Sedan*, 4 janvier au 31 mai 1607.

3. *Consist. de Sedan*, 17 octobre 1609. On sait que Sedan était une principauté réformée.



chartreux, M. de la Ferrière, cité par Aymon<sup>1</sup>, reçoit à cause de son âge et de sa qualité, huit sols par jour de la province (ecclésiastique) d'Anjou, qu'il habite, et « tous les ans un habit assorti depuis la tête jusqu'aux pieds », de la Bretagne, sa province d'origine.

Ce qui serait très intéressant à avoir, ce serait le relevé de tous les prêtres et moines qui, depuis l'origine de la Réforme jusqu'à la Révocation et au delà, « se rangèrent à l'Évangile ». On ne se fait aucune idée de leur nombre, ni de leur qualité<sup>2</sup>. Et si, parmi eux, il y en eut d'indignes, surtout en fait de moines, il y en eut d'autres, au contraire — malgré la réprobation aussi générale qu'imprudente dont les accable l'Église qu'ils ont quittée — qui furent de vrais et fidèles croyants, professant courageusement leur foi et sachant, au besoin, héroïquement mourir pour elle. Nos Églises le savaient bien; aussi, chez elles, une grande prudence, disons mieux, une méfiance parfois légitime, laissait place à une vraie sympathie, dès qu'elles voyaient que ces nouvelles recrues la méritaient.

Pourtant, il faut le dire, les Réformés conservèrent toujours d'invincibles préventions contre les moines, et c'est bien leur opinion collective qu'exprimait Du Moulin, en répondant au reproche de les inciter à rompre leur vœu, et à celui d'accepter des gens qui ne cherchent autre chose qu'à pouvoir vivre avec licence :

« Je recognois franchement en avoir cognu plusieurs sortir des monastères, qui desjà ne valans rien pendant qu'ils estoient moines, n'ont pas mieux valu après en estre sortis. Estans nourris en oisi-

1. Aymon. *Syn. Nat.*, II, 493; S. N. d'Alais 1620. Huit sols, soit environ 2 fr. 50 de notre monnaie actuelle.

2. Sans remonter aux premiers jours de la Réforme, où il y aurait de grands noms à citer (et où il y eut aussi, il faut en convenir, bien des ex-curés ou moines à congédier), voici une intéressante abjuration. Celle de *Albertus Victorinus, inquisiteur en Portugal, sur les vaisseaux françois, anglois et hollandois; visiteur des couvents des Jacobins, en Allemagne, par charge de leur général; confesseur des nonnes dud. ordre en Suisse; licencié en théologie, promu à Rome, par l'autorité dud. général, où il a enseigné 2 ans, natif de Namur et sorti du couvent des Jacobins, à Cologne, Consist. de Sedan.*

veté et aimans la licence, ils entrent parmi nous pour y apporter les vices. A peine de cent qui sortent des couvents, les cinq réussissent à bien <sup>1</sup>... »

On comprend dès lors pourquoi, dès que des curés et surtout des moines voulaient devenir pasteurs, on prenait des précautions toutes spéciales. Il y avait une enquête plus stricte ; il fallait des certificats plus nombreux et plus précis ; un renoncement préalable et complet aux bénéfices ; il fallait deux ans d'épreuve, et la sanction du Synode provincial, ou même du national. — S'il y avait rechute dans le « papisme », puis réabjuration et aspiration au ministère, il fallait dix ans d'épreuve. Encore était-ce à la condition que le postulant n'eût pas déjà été pasteur. Dans ce cas-là, il pouvait bien redevenir réformé, mais l'exercice du ministère lui était et restait interdit <sup>2</sup>. Dès lors, si M. *Fabrice de la Bassecourt*, ci-devant curé de Saint-Germain à Orléans, qui avait « abjuré la papauté », dans cette ville, en 1604, et depuis était retombé « au borbier », et même était devenu docteur en théologie à Louvain et avait prêché devant l'archiduc, fut admis dans les rangs des proposants, c'est qu'il n'avait pas dépassé ce grade auparavant. Mais il dut faire « réimprimer sa déclaration et abjuration par lui faite à Orléans », mettre par écrit le vrai sujet de sa chute et de la conférence qu'il avait eue avec les docteurs de la papauté, communiquer le tout aux pasteurs et docteurs de l'académie de Sedan, où il s'était retiré, avant de le faire imprimer, et faire « sa repentance publique <sup>3</sup> ».

Enfin, tout prêtre ou moine qui abjurait, recevait, s'il changeait de résidence, avec l'*Acte* de son abjuration, une attestation authentique, donnant une appréciation sur son changement. De plus, le Consistoire des Églises par lesquelles il passait, par exemple pour aller étudier dans les Académies, pouvait lui demander, s'il sollicitait des secours de route, des explications complémentaires, qu'il se réservait d'apprécier. Il l'aidait ensuite, s'il le jugeait à propos. On voit com-

1. *Bulletin*, 1864, p. 274.

2. *Disc.*, I, II, III, et Obs.

3. *Consist. de Sedan*, 15 juin et 27 juillet 1606.

bien on prenait de précautions ! Il faut croire que l'expérience en avait montré l'opportunité.

L'immense majorité des conversions à la religion réformée, étaient de catholiques romains<sup>1</sup>. Pourtant, on en trouve aussi parfois de païens, de juifs et de mahométans. Cela dépend, naturellement, des régions. Je ne m'y arrête point, sinon pour dire que le S. N. de Charenton (1644) dressa un formulaire spécial pour le baptême. En effet, si, dans nos Églises, on ne rebaptisait point, comme on l'a vu, celui qui avait été régulièrement baptisé, on baptisait tout membre éventuel de l'Église qui ne l'avait point encore été.

Ces « catéchumènes », après avoir reçu une instruction suffisante pour pouvoir rendre raison de leur foi, devaient être présentés à l'Assemblée par des témoins irréprochables, garantissant l'intégrité de leur vie. Puis, à la suite d'une sorte d'examen public, le pasteur les baptisait<sup>2</sup>.

Enfin, il y avait les *repentances*, qu'on pourrait appeler aussi les réhabilitations<sup>3</sup>. Il arrivait quelquefois, en effet, que des protestants, amenés par les circonstances en plein pays catholique, se laissassent aller, soit à une abjuration formelle, soit à une simple assistance à la messe. Rentrés chez eux, ils demandaient leur réintégration dans l'Église. C'est ainsi qu'à Sedan, on trouve d'assez nombreuses repentances de soldats.

Voici comment on procédait à ces réintégrations.

Si la prudence ne commandait pas de s'en tenir à une comparution devant le seul Consistoire, il y avait une reconnaissance publique, une réparation de la faute commise et une

1. On trouve dans le *Bulletin*, 1869, p. 93, une renonciation publique au Luthéranisme, pour la Réforme, du marquis de Brandebourg, à Sedan, le 3 janvier 1621. — On y trouve encore (1872, p. 271, 272) des abjurations de l'anabaptisme, etc. Ce sont là des cas trop rares pour que je m'y arrête.

2. On trouve ce *Formulaire* dans la *Discipline*, à la suite du chapitre du *Baptême*.

3. On les appelait *repentances*, à cause de la repentance dont il fallait publiquement témoigner. Nul n'ignore, qui est quelque peu au courant de notre histoire, que les abjurations en masse de l'époque de la Révolution furent suivies d'une très grande quantité de *repentances*.

promesse solennelle de perséverer dorénavant dans la vérité<sup>1</sup>. J'en citerai un exemple emprunté au *Registre* de Dangeau<sup>2</sup> et qui suffira pour édifier le lecteur :

*Claude de Galon*, escuier, troisième fils de M. de Lugny, aiant tesmoigné en particulier à M. du Prat, pasteur de cette Eglise, le déplaisir qu'il avoit d'avoir offensé Dieu, blessé sa conscience et scandalisé l'Eglise par une lasche et honteuse abujuration de la pureté de nostre profession, dans laquelle il avoit pleu à Dieu de le faire naistre et mesme de l'y eslever par plusieurs années, et déclaré que touché d'un sérieux repentir de cette faute, il la vouloit réparer à son possible et, par une reconnaissance publique donner à M. son père et tous autres, qui avoient esté offencés de sa cheute, la joie et la consolation de son heureuse conversion. Après avoir ouï aujourd'huy la prédication de mondit sieur du Prat<sup>3</sup>, Il a publiquement et devant toute l'Eglise fait protestation de renoncer de bon cueur aux erreurs du papisme, Et de vouloir avec l'assistance de la grâce de Dieu et de son Saint-Esprit vivre doresnavant et mourir dans la vérité de nostre religion. — En tesmoin de quoy, il a signé le présent acte, qui en a esté dressé ledit jour et an à l'issue de l'action. Claude de Gallon, du Prat, pasteur, G. Poirier, G. Lancement, D. Durand, D. Cachin (anciens).

P. de FÉLICE.

---

## Documents

---

### TROIS DOCUMENTS SUR LA RÉFORME EN SAVOIE

(1558, 1563, 1586)

M. Weiss, dans un court article, a déjà donné aux lecteurs du *Bulletin*<sup>1</sup> le compte rendu d'une visite faite aux Archives de Chambéry et publié des fragments de documents intéres-

1. *Consist. d'Orléans*, 12 août 1660; 23 mars 1662.

2. *Consist. de Dangeau*, 24 décembre 1655, samedi.

3. On remarquera que cette réhabilitation a lieu après la prédication.

4. Année 1890, p. 464. *Une Journée à Chambéry*, notes et documents inédits, 1541-1557.



sants sur le protestantisme en Savoie. Appelé par les circonstances à passer dans cette même ville, j'en ai profité pour feuilleter les inventaires du Palais de justice. L'attention de mon prédécesseur avait été surtout attirée par les *Registres criminels*; ce sont les *Registres des édits et lettres patentes* que j'ai parcourus. J'avais moins de chance, je le savais, d'y faire des découvertes, et cependant, parmi les pièces que j'ai copiées, quelques-unes ont paru mériter d'être signalées.

Des trois documents transcrits ci-après, le premier est un de ces nombreux ordres de séquestre de biens de religieux fugitifs et n'a d'autre mérite que d'apporter une contribution à la liste de nos ancêtres protestants. Domenne Ruz, de Bonne en Faucigny, eut ses biens saisis pour avoir quitté le pays et s'être réfugiée à Genève, où, circonstance aggravante, elle avait épousé un religieux du nom de Saint-Pol<sup>1</sup>. — Le deuxième document offre autant d'importance pour l'histoire économique et commerciale que pour l'histoire politique et religieuse. Lorsque, après le massacre de Vassy, les huguenots s'approchèrent de la ville de Lyon, les riches marchands de cette ville cherchèrent un refuge dans les États du duc de Savoie. Emmanuel-Philibert les reçut avec empressement tout en ne manquant pas de leur faire payer l'hospitalité qu'il leur accordait. La taxe qu'ils soldèrent leur fut-elle imposée pour remplir le trésor du duc ou bien doit-on y chercher le résultat des réclamations des marchands de Savoie, effrayés de cette concurrence inattendue ou animés de cet esprit de protectionnisme qui réapparaît parfois encore de nos jours? Les termes de l'édit ne sont pas assez explicites pour nous permettre de trancher la question. Peut-être la crainte d'une invasion de son territoire fit-elle réellement prendre à Emmanuel-Philibert des précautions spéciales dont il paya les frais de cette manière.

1. On trouve aux Archives de Genève, dans le registre des mariages de la paroisse de Saint-Pierre, à la date du 3 avril 1552, la mention du mariage d'un Simond de Saint-Pol, de Soissons, avec « Domaine Varro, relaiise de feu Pierre Ruffy, secrétaire, citoyen de Genève »; mais les Varro étant originaires de Moncalieri, il me paraît difficile d'identifier la veuve de Pierre Ruffy avec la femme du sieur de Saint-Pol.

Le troisième document est de beaucoup le plus important. C'est un édit interdisant aux sujets de Savoie d'envoyer leurs enfants dans les pays où ne se pratique pas la religion catholique romaine. — On sait que, dans le traité de Lausanne (22-30 octobre 1564) par lequel ils rendaient à Emmanuel-Philibert une partie des pays conquis par eux en 1536, les Bernois avaient eu la précaution d'insérer des clauses formelles de protection pour les Réformés. On sait aussi déjà, par les réclamations de Berne, que le duc de Savoie n'attendit pas longtemps avant de préparer, par des moyens détournés, le retour de tous ses sujets à l'unité religieuse; François de Sales ne fit que briser les dernières résistances de populations qu'une série d'édits vexatoires avait abattues et réduites à l'impuissance. L'édit dont je donne la transcription, daté du 20 mars 1586, s'il révèle l'ingéniosité des ducs à tourner les clauses du traité de Lausanne, nous montre aussi, une fois de plus, l'opiniâtreté des protestants dans une lutte sans issue, leur fermeté dans leurs convictions, les sacrifices qu'ils faisaient pour conserver dans leurs familles les traditions et la foi réformée. Je n'ai pas pu retrouver aux Archives de Genève la trace de cette immigration d'enfants de la Savoie; les correspondances particulières qui ont survécu pourront peut-être éclairer ce point obscur des luttes de nos ancêtres pour leur foi.

F. BOREL.

I

**Lettres patentes pour procéder à la saisie des biens de Domenne Rufz, de Bonne en Faucigny, à présent demeurant à Genève<sup>1</sup>.**

Henry, par la grace de Dieu roy de France. — A nos amez et féaulx les gens de notre court de Parlement de Savoye, salut. Nous avons entendu que Domenne Rufz, natifve de Bonne en Faucigny, s'est puyz quelque temps en ca retirée à Genève et mariée à ung religieux nommé le s<sup>r</sup> de Saint Pol, au moyen de quoy ses biens

1. Arch. du Sénat de Chambéry, Palais de justice. Registres des Edits et lettres patentes, vol. 8 (1554-1559).

meubles et immeubles nous doibvent compéter et appartenir, pour la conservation desquelz soit besoing pourveoir.

Nous, à ces causes, vous mandons et pour ce que lesdits biens sont situez et assis soubz votre ressort, commectons et enioignons par ces présentes que, appellé notre procureur et aultres que pour ce seront à appeller, il vous appert que ladite Domenne se soit retirée hors de notre royaume et allée audit Genève et mariée avec le-dit de Saint Pol, religieux, ou des aultres choses dessusdites tant que suffire doibve, vous, en ce cas, prenez, saisissez et mettez et faictes prendre, saisir, et mettre en notre main tous et chacuns lesdits biens tant meubles que immeubles que appartenoient à ladite de Ruph lors quelle partist dudit Bonne en Faucigny pour aller audit Genève, et au régime et gouvernement diceulx commectez et établissez bons et suffisans commissaires... etc., etc.

*En marge* : J'ay retiré les lettres originelles ce neufviesme febvrier 1558.

## II

**Lettres de impost mis sur les marchandises retirées en ce pays par des estrangers<sup>1</sup>.**

Emanuel Philibert, par la grace de Dieu duc de Savoye, chablays et aouste, prince et vicaire perpétuel du saint empire romain, marquis en itallye, prince de Piedmont, conte de Genève et Genevoys, Baugé, romont, nyce et ast, seigneur de bresse et verceil et du marquisat de cene, a tous ceulx qui ces présentes verront, salut.

Comme pour les émotions et troubles survenus tant en la ville de lyon que aultres lieux voysins, plusieurs marchans se soient retirez avec leur marchandises rières noz terres, là où vollans les conserver comme le surplus de tous les habitans de noz pais en seurté et tranquillité et de toutes invasions et oppressions, ayons fait lever certain bon nombre de gens de guerre que sommes contrainctz entretenir, ce que ne pourroit estre sans trop grande charge à nous et de notredit peuple, sinon que sur lesdites marchandises lesdits marchans, lesquelz jouissent rière nos pais des franchises, libertés, commodités et immunités communes noz soubzjetz, nous facent quelque ayde comme chose raisonnable, veu mesmes que lesditz fraictz sont

1. Chambéry, Palais de justice. Edits, bulles, patentes du 17 nov. 1562-7 janv. 1564, n° 12, f° 169.

pour la commune assurance de tous tant estrangier que subjectz.

Sçavoir faisons que nous, par ladvis des gens de notre conseil détat, avons dict, déclairé et ordonné, disons, déclairons et ordonnons, voulons et nous plaist que de toutes et chascunes les marchandises apportés en nosdits pais pour y estre reposées et gardées sera prins et levé pour nostre droiet que nous y avons mis et imposé, mettons et imposons sus par cesdites présentes, à raison de sept pour cent selon lextimation que sera fete de chacune desdites marchandises par notre chambre des comptes, lequel droiet sera payé par ceulx à qui sont et appartiennent lesdites marchandises entre les mains de noz recepveurs et exacteurs que nous avons à ce commis à la charge, néantmoins que à ceulx qui payeront dans quarante jours à compter dès la publicacion des présentes sera rabbatu ung et demy pour cent, de sorte quilz ne payeront sinon cinq et demy pour cent et à ceulx qui payeront dans vingt jours prochains à compter dudit jour de la publication des présentes leur sera rabbatu ledit demy oultre les susdits ung et demy pour cent tellement quil ne payeront, silz satisfont dans lesdits vingt jours, que cinq pour cent et ou ilz ne viendront révéller lesdites marchandises dans soixante jours ou les voudroient cacher, receller et latiter, déclairons et voulons icelles estre confisquées à nous, dont néantmoins la quarte partie sera au dénonciateur et révéllateur et seront ceulx qui aideront à les receller et latiter puniz en amendes que ne seront moindres de la valleur des marchandises latitées.

Si, donnons en mandement par cesdites présentes à nos très chers bien amés et féaulx conseilliers les gens tenans noz sénat et chambre des comptes et auttres noz justiciers et officiers quil appartiendra, que nos présentes lettres de déclaration et imposition ilz gardent et entretiennent et observent, facent garder, entretenir et observer et publier à son de trompe et voix de cry publicq par les carrefours et lieulx accoustumez affin que nul en puisse prétendre ignorance car telz est nostre vouloir.

En tesmoing de quoy avons signez ces présentes de nostre main et fait sceller de nostre scel accoustumé. Donné à chambéry le xxvi<sup>r</sup> jour du mois de février l'an mil cinq cens soixante troys.

S : PHILLIBERT *visa* MONFORT, *ferrerii*.

*Scellé sur double queue de parchemin en cire rouge. Orig. Parchemin.*



## III

- . **Edict de ne mettre les enfans pour les faire nourrir hors les estatz ou lon faie profession daultre religion que de la religion catholique romaine**<sup>1</sup>.

Charles Emanuel par la grace de Dieu duc de savoye, chablais, aousté et genevois, prince de piemont, etc.

Le premier et principal soing que nous debvons avoir en ladministration et gouvernement des estatz qu'ilz a pleu à Dieu de mettre soub nostre obéissance est de tenir main et tascher de tout nostre pouvoir que noz peuples bien amez ne se forvoient de nostre sainte religion catholique romayne, et d'auteurs que nous sommes advertis que envoyans aulcuns de noz subiectz leurs enfans en lieu ou lung exerce aultre religion que la susdite, cella est cause que leursdits enfans estants nourris et enseignés à aultre religion délaissent la susdite vraie catholique et apportent parmy noz peuples les hérésies, dont, outre loffense de sa divine Majesté, en peuvent sortir plusieurs dangers; à quoy voullans pourveoir, avons, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité souveraine, par ce présent nostre édit perpétuel et irrévocable, inhibé et deffendu, inhibons et deffendons à toutes personnes de quelque qualité et condition quilz soient qui n'aie envoyer leurs enfans ny les fere nourrir hors de noz estat en lieux ou lon face profession daultre religion que la susdite catholique romayne, et ceux qu'ilz en ont à présent aient à les révoquer dans ung mois despuis la publication des présentes, le tout a peynne de la gabelle et de confiscation de biens.

Si donnons en mandement à noz très chiers, bien amez et féaulx conseillers les gens tenantz nostre sénat en savoye et à tous aultres nos ministres, officiers, vassaulx et subiectz quil appartiendra. quilz aient à observer et faire observer inviolablement le présent édict, icelluy publier aux lieux et manière accoustumé et les registrer avec les actes de la publication pour y avoir recours. Mandons aussy à noz advocatz et procureurs généraux et fiscaux de faire les dheues poursuittes contre les infracteurs de notredit édit en tant quilz craignent nous désobéir, car tel est nostre volloir.

Donne à Turin le vingtiesme mars mil cinq centz huictante six;  
*signée Emanuel visa Milliet, contresignée Laccestre et scellés en placard.*

1. Chambéry, Palais de justice. Edits, bulles, patentes de 1584-1588, vol. 26, f° 203.

## J.-B. DE ROCOLES, CHANOINE DE SAINT-BENOIT

## SON ABJURATION ET SON SÉJOUR A GENÈVE

(1672)

J.-B. de Rocolles est un de ces prêtres qui oscillèrent à plusieurs reprises entre Rome et Genève et qui finirent par où ils avaient commencé. Deux fois il renonça au catholicisme, et deux fois il y retourna, la dernière fois pour mourir dans son canonical de Saint-Benoit.

La *France protestante* (1<sup>re</sup> éd., VIII, 463) énumère ces changements successifs, en se demandant quelle en fut la vraie cause. En attendant, sur ce point, un supplément d'informations, voici quelques extraits du registre du Consistoire de Genève qui démontrent qu'on ne recut pas l'ex-chanoine sans enquête. Si on ne le mit pas longtemps à l'épreuve, c'est parce qu'il apportait des témoignages des pasteurs réformés de Paris avec lesquels il avait « conféré », avant son départ de la capitale.

Ces textes rectifient, en outre, l'assertion des frères Haag qu'après cette première abjuration, J.-B. de Rocolles serait resté *trois ans* à Genève. Cette assertion, sans doute empruntée à Moréri (« Rocolles passa à Genève en 1672... Il se retira en 1675 à Berlin ») paraît contredite, en effet, par le dernier extrait, du 13 février 1673, qui nous apprend que trois mois après son abjuration, de Rocolles demanda et obtint une attestation pour se rendre en Brandebourg.

E. RITTER.

*Jeudi 14 novembre 1672.* — A comparu Mons. Jehan-Battiste de Roccole, de la ville de Béziers, cy devant chanoine à Paris depuis environ vingt ans, et aumosnier et historiographe du Roy, pour faire abjuration de la religion romaine, et ensuite estre receu en nostre communion comme membre d'icelle.

A esté enquis du subject qui le meust à vouloir quitter la ditte religion romaine. A répondu : Au subject des abus, erreurs et idolatries qu'elle enseigne ; ne croyant y pouvoir faire son salut, ayant con-

féré avec quelques-uns de messieurs les pasteurs de l'Église de Paris sur quelques scrupules, Dieu luy a donné la cognoissance de la vérité du saint Évangile.

Interrogé sur les principaux points de la foy, est apparu par ses responces avoir instruction suffisante pour estre receu, outre le bon tesmoignage qui luy est rendu par messieurs les pasteurs de Paris, et de sa conversation parmi nous dès son arrivée en ceste ville, comme d'une personne de grande érudition et doctrine et de bonnes mœurs, et qui a fait paroistre estre porté d'un saint mouvement de piété en sa conversion.

A esté advisé de le recevoir, en protestant de renoncer aux erreurs et idolatries de l'Église romaine, promettant de vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité du saint Évangile enseigné en notre communion : à quoy a satisfait, et promis de se fortifier de mieux en mieux en la cognoissance de la vérité.

*Jeudi 13 février 1673.* — A esté représenté par M. le pasteur Dufour que monsieur de Roccole, qui a fait ci-devant abjuration de la religion romaine, désire se retirer en Allemagne auprès de l'Électeur de Brandebourg; estant sur son départ, [il] demande une attestation et témoignage de sa dite abjuration et réception à notre communion.

Avisé de lui accorder sa demande.

## L'INSTALLATION DE LOUIS-VICTOR GABRIAC <sup>1</sup>

A LA CHARGE DE PASTEUR DE L'ÉGLISE CONSISTORIALE D'ORTHEZ

EN L'AN XII DE LA RÉPUBLIQUE

Le 30 frimaire an XII de la République, les anciens et notables des Églises formant l'Église consistoriale d'Orthez, se réunissaient en présence du citoyen Paraige, sous-préfet de l'arrondissement, pour nommer les membres du consistoire *en conformité avec la loi*. Après le vote « prévoyant qu'ils n'auraient pas de longtemps l'avantage de former une pareille réunion », ils « n'ont pas voulu laisser échapper cette

1. Sur la famille de *Gabriac*, voy. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., VI, 777.

occasion si favorable sans exprimer leurs vœux et leurs sentiments de gratitude pour le Gouvernement qui a ranimé les cultes » et décident « qu'en mémoire de ces sentiments il sera célébré un jour de jeûne que le consistoire nommé fixera, dans lequel il sera fait des prières publiques pour la conservation des consuls, pour le triomphe des armées de la République, pour la paix générale et pour la prospérité de la Religion. Le sous-préfet à qui les protestants du département ont des obligations particulières, sera prié de transmettre l'expression de ces vœux au Gouvernement ».

Enfin, le même jour, le consistoire, « réuni au complet de ses membres, en vertu de la délibération de ce jour relative à son organisation, considérant que le plus noble et le plus puissant usage qu'il puisse faire de ses fonctions était de donner au moins un pasteur à l'Église consistoriale dont il est le représentant... *arrete* que *Louis-Victor Gabriac*, cy-devant pasteur de l'église d'Orthez, demeure *unanimentement* élu pasteur de l'Église consistoriale d'Orthez. Une expédition de la présente délibération sera adressée au ministre des cultes par l'intermédiaire du sous-préfet, pour obtenir son approbation et lecture ayant été faite de la présente délibération au citoyen Gabriac, il a déclaré accepter sa nomination avec reconnaissance ».

Le ministre ratifia la nomination de L.-V. Gabriac. On trouvera ci-dessous la lettre du préfet de Pau informant le sous-préfet d'Orthez de la ratification, l'acte de serment prêté par le pasteur Gabriac, et les procès-verbaux de son installation, lesquels montrent quels changements profonds s'étaient opérés dans les esprits depuis 1790.

JEAN ROTH.

Pau, 26 pluviôse an XII de la République française.

*Le Préfet des Basses-Pyrénées au Sous-Préfet.*

Je m'empresse de vous informer, citoyen sous-préfet, que, par sa lettre du 17 de ce mois, la conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes, me marque que le 1<sup>er</sup> consul a confirmé le 10, la nomination du citoyen Victor Gabriac élu pasteur de



l'Église réformée d'Orthez. Vous voudrez bien l'en prévenir en lui annonçant que je l'admettrai au serment prescrit par la loi du 18 germinal an X lorsqu'il se présentera dans cet objet.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Signé : B. CASTELLANNE.

*Acte du serment prêté par Louis-Victor Gabriac, pasteur de l'Église consistoriale d'Orthez entre les mains du Préfet des Basses-Pyrénées.*

Le neuf ventôse an douze de la République française, devant nous, préfet des Basses-Pyrénées, s'est présenté le citoyen Louis-Victor Gabriac, nommé pasteur de l'Église consistoriale d'Orthez, lequel pour satisfaire à ce qui lui est prescrit par l'article 7 de la convention passée à Paris le 26 messidor an IX entre le Gouvernement français et Sa Sainteté Pie VII, a prêté entre nos mains le serment de fidélité dans les termes suivants :

« Je jure et promets à Dieu sur les saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par la Constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique, et si, dans mon arrondissement ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai savoir au gouvernement. »

Duquel serment de fidélité, nous avons donné acte au citoyen Gabriac qui a signé sur l'original dont une expédition lui a été délivrée pour lui servir auprès des autorités compétentes à l'effet d'entrer en fonctions.

A Pau, le jour, mois et an que dessus.

Signé : GABRIAC.

B. CASTELLANNE.

Pour expédition, le secrétaire général de Préfecture.

Signé : DAGUETTE.

*Extrait du Registre des arrêtés de la Sous-Préfecture d'Orthez.*

L'an douze de la République française et le vingt ventôse, à onze heures du matin et jour fixé pour l'installation du citoyen Louis-Victor Gabriac, nommé ministre de l'Église consistoriale du département des Basses-Pyrénées établie à Orthez, le sous-préfet de l'arrondissement de ce nom accompagné des adjoints au maire, du

commissaire de police, du secrétaire de la municipalité, de celui de la sous-préfecture, du colonel de la garde, du receveur de l'arrondissement, de l'officier du recrutement escorté par la gendarmerie, s'est rendu au temple des Protestants où il a trouvé les membres du tribunal de première instance, les hommes de Loi et avoués, ainsi que le juge de paix qui venaient d'y arriver en grand costume et précédés des huissiers attachés au tribunal.

Le sous-préfet a fait donner lecture par le secrétaire : 1<sup>o</sup> de la lettre du préfet; 2<sup>o</sup> du procès-verbal de prestation de serment...

Immédiatement après cette lecture, le sous-préfet a prononcé un discours dans lequel il a rappelé les bienfaits du gouvernement, ses sollicitudes pour rendre la France heureuse, la protection égale qu'il accorde à toutes les religions et la reconnaissance qu'exigent des soins d'autant plus inestimables qu'ils tendent à faire jouir l'homme de l'indépendance de sa pensée, moyen sûr d'entretenir cette paix et cette harmonie parmi les membres de la société sans lesquelles les États n'éprouveraient que des déchirements et les peuples ne connaîtraient pas le bonheur.

Le sous-préfet en terminant son discours a rappelé au pasteur élu les obligations principales qu'il a à remplir envers les fidèles confiés à son zèle et à ses instructions. Il est ensuite descendu, a pris par la main le citoyen Gabriac, il a été le mettre à sa place; après quoi il a été s'asseoir parmi les membres des autorités constituées.

Le citoyen Louis-Victor Gabriac a prononcé un sermon analogue à la circonstance et qui a fait éprouver les plus douces émotions aux magistrats ainsi qu'à tout l'auditoire infiniment nombreux.

Ensuite il a fait lecture d'une lettre du conseiller d'État, Portalis, qui lui demande d'instruire le peuple de la conspiration qui menaçait l'existence du 1<sup>er</sup> consul et la sûreté de la République. Il s'est acquitté de ce devoir avec le zèle du sentiment et l'énergie d'un citoyen fortement attaché à la Patrie et au Gouvernement.

*Le Tedeum* a été chanté pour rendre à Dieu de solennelles actions de grâces d'avoir préservé la République des dangers que lui préparaient ses ennemis en cherchant à porter leurs mains meurtrières sur le 1<sup>er</sup> consul. Cette cérémonie a été signalée par la distribution d'abondantes aumônes aux pauvres des deux Religions, tous les malheureux ayant des droits égaux aux secours des âmes bienfaites.

Signé : PARAIGE,  
Sous-Préfet.

*Le citoyen Labourdette secrétaire du consistoire a fait le rapport de la cérémonie qui eut lieu le 20 ventôse pour l'installation du citoyen Louis-Victor Gabriac dans ses fonctions de ministre de l'Église consistoriale d'Orthez, ainsi conçu :*

La beauté de la journée semblait inviter tous les cœurs à l'allégresse et répondre aux vœux des âmes pieuses pour qui cette fête avait tant de prix. Dès le matin, une foule immense se met en mouvement. On se pare, on se félicite; l'habitant des campagnes les plus reculées franchit quatre et cinq lieues de distance pour y accourir. Dès neuf heures du matin, l'enceinte d'un temple considérable regorgeait de monde et les maîtres des cérémonies avaient peine à conserver vacantes les places des autorités constituées. Enfin à onze heures, celles-ci se présentent en grand costume, entourées chacune de leur cortège particulier.

Le sous-préfet, le maire, les adjoints, les juges du tribunal civil, les corps des avoués, les hommes de loi, les huissiers, la justice de paix, le commandant de la garde, le commandant de la gendarmerie avec sa troupe, chacun se place avec ordre. Après les prières, lecture et chant des psaumes accoutumés, le sous-préfet monte en chaire. Il fait lire par son secrétaire les actes de nomination du citoyen Gabriac à la charge de ministre de l'Église consistoriale d'Orthez, et prononce ensuite un petit discours philosophe et chrétien dans lequel il célèbre, avec autant de simplicité que d'élégance, le rétablissement des autels, les avantages de la piété, l'amour de la patrie, trait bien caractéristique des vrais dévots, et surtout l'esprit de tolérance et de bienveillance mutuelle que se doivent les partisans de tous les cultes. Il a pris ensuite le citoyen Gabriac par la main et l'a conduit dans cette chaire d'où il devait terrasser avec l'épée tranchante de la foi et de la parole l'hydre monstrueuse des vices du siècle et de l'incrédulité.

Celui-ci, après une courte prière, pleine d'émotion et de ferveur, a commencé un discours sur ces paroles de Gamaliel : « Si cette entreprise est des hommes, elle sera détruite : si elle est de Dieu, c'est en vain qu'on voudrait la combattre », discours plein de force et d'instruction, dans lequel, après avoir établi d'une manière triomphante la divinité du christianisme, il a surtout fait sentir l'extravagance de l'incrédulité et l'inconséquence de nos prétendus philosophes. Un tableau brillant de la morale évangélique, du bonheur qu'elle procure et de ses merveilleux effets dans la vie sociale, l'a conduit ensuite à célébrer le rétablissement des cultes et la gloire

du héros restaurateur qui, plus célèbre encore par la sagesse de son gouvernement que par l'éclat de ses victoires, a voulu, comme un autre Gamaliel, protéger l'œuvre divine, et, plus sage encore que lui, ne s'est pas contenté de dire : « Si cette entreprise est des hommes, elle sera détruite », mais a déjà décidé qu'elle ne le serait jamais.

Des vœux et des bénédictions ont suivi cette courte mais heureuse application ; une composition brûlante, un style véhément, un geste animé jusqu'au transport, et mieux que tout cela, des idées chères à tous les auditeurs faisaient passer dans leur âme les flammes dont il était embrasé lui-même.

Quel n'a pas été ensuite l'enthousiasme universel, lorsqu'il a lu la lettre du ministre des cultes qui lui apprenait par quel merveilleux effet de la protection divine, les jours du 1<sup>er</sup> consul avaient échappé au plus noir des complots et qu'il a fait entonner le *Te Deum*.

Jamais l'hymne de la joie ne fut chantée avec plus de force, d'accord et sentiment. Les fidèles se sont ensuite séparés le cœur plein de satisfaction pour se retrouver encore réunis dans plusieurs banquets particuliers où le double triomphe de la religion et de la patrie n'ont pas été oubliés.

Signé : LABOURDETTE.

Collationné conforme à l'original,  
GABRIAC.

---

## Mélanges

---

### LES PRÉLIMINAIRES DES GUERRES DE RELIGION

EN FRANCE <sup>1</sup>

#### III

##### Organisation des partis. — L'Édit de Janvier.

Le colloque de Poissy ne produisit pas les résultats qu'on en attendait ; il eut cependant d'importantes conséquences et un effet moral considérable. Il fut chez les protestants le signal d'un changement d'attitude. Dès, ils suivirent dès

1. Voy. plus haut, p. 393-417.



lors une ligne de conduite nouvelle, au bout de laquelle ils trouvèrent un succès momentané. Par une conséquence inattendue, mais qu'expliquent les circonstances, de l'échec du colloque de Poissy sortit l'édit le plus favorable que les protestants pussent espérer, l'édit de janvier.

## I

Le colloque avait rassemblé à la cour de Saint-Germain les ministres les plus célèbres du culte réformé et les y tint réunis pendant près de deux mois. « Mieux accueillis que n'eût été le pape de Rome s'il fût venu<sup>1</sup> », ils ne passèrent pas tout leur temps à discuter théologie avec les docteurs catholiques et le cardinal de Lorraine. Th. de Bèze prêchait dans la maison de la reine de Navarre, P. Martyr chez Condé, J. Malot chez Coligny. Ce n'étaient que sermons, chants des psaumes en français, auxquels une grande part de la cour assistait. Le légat du pape en était tout étourdi. Les cérémonies du culte réformé se faisaient journellement. Un exemple illustre avait été le mariage de J. de Rohan avec Diane de Barbançon, que Bèze célébra le jour même de la messe de l'ordre de Saint-Michel<sup>2</sup>. Chantonnay voyait ce succès avec un profond dépit : « Faites compte que aujourd'hui ce qui est loisible à Genève tant quant aux prêches, administration de sacrement que choses semblables se peut faire autant impunément par tout ce royaume », en particulier dans « l'hôtel du roi, et est tenu pour bête qui n'y fait du pis qu'il peut »<sup>3</sup>. L'âme de toute cette propagande était la reine de Navarre ; elle ne se lassait pas de protéger les ministres, de gagner à la Réforme de nouveaux adhérents, elle tenta même de convertir le jeune roi Charles IX, et, pendant quelque temps, il fut question de constituer avec Condé, les Châtillon et les Crussol et Th. de Bèze une sorte d'Église indépendante, *unum ecclesiæ corpus*<sup>4</sup>. L'essai ne réussit pas, mais l'exemple ne fut pas perdu.

1. *Mémoires* de CL. HATON, I, 155.

2. Cf. DELABORDE, *Gaspard Coligny*, I, 542.

3. Lettre du 6 septembre, *M. C.*, II, 17, et du 21 novembre, *Ibid.*, 19.

4. Bèze à Calvin, 4 novembre et 25 novembre, *Op. Calv.*, XIX, 96, 130.

A la faveur du colloque, les ministres purent circuler à peu près librement dans tout le royaume ; ils n'étaient en rien inquiétés. Aussi en vit-on rapidement croître le nombre. S'il faut en croire un historien catholique <sup>1</sup>, beaucoup étaient des pasteurs improvisés ; « ignorants de toutes lettres », ils « s'avançaient impudemment de monter en chaire et de chanter Magnificat ». Mais, quel que fût l'ouvrier, l'œuvre fut féconde, et « la moisson du Seigneur abondante ». Partout, ceux de la religion multiplient « merveilleusement <sup>2</sup> ». Une foule d'Églises se fondent, qui ne peuvent toutes être desservies. « A Lyon, Nîmes, Gap, Grasse, au pays d'Orléans, de Poitiers et plusieurs autres endroits, il y a disette de pasteurs. » En Agenois, « il y a plus de 300 paroisses qui ont mis bas la messe et n'ont pas encore de pasteurs <sup>3</sup> ». Autour de Chalon, il y a bien 15 villages qui désirent le saint ministère, mais faute de pasteurs en demeurent là <sup>4</sup>.

Calvin est accablé de demandes de ministres : on en trouve dans sa correspondance 6 en août, 5 en septembre, 9 en octobre et 8 en novembre <sup>5</sup>.

Toutes ces Églises n'étaient plus animées du même esprit qu'auparavant. Tant que l'espoir d'une conciliation par un concile avait subsisté, les protestants s'étaient en général contenus ; à part quelques excès isolés, ils s'étaient contentés de réclamer des temples, sans en prendre. L'échec du colloque de Poissy changea leurs sentiments. Ils avaient, avec orgueil, vu leurs doctrines exposées à la cour, devant le roi et la reine, et Th. de Bèze tenir en échec le cardinal de Lorraine. Leurs orateurs avaient fait grande impression : ils croyaient déjà triompher. L'issue des débats leur causa un profond dépit ; l'accord n'avait pu se faire et l'édit de juillet

1. PIGUERRE, *Histoire française de notre temps*, citée par A. DE RUBLE, *Op. cit.*, III, 202.

2. *Hist. Eccl.*, I, 738, 979.

3. Lettre de Beaulieu à Farel, 3 octobre, *Op. Calv.*, XIX, 9 sqq.

4. Lettre de Fournet à Calvin, *Ibid.*, 20 sqq.

5. Voir : Pour le mois d'août, *Op. Calv.*, XVIII, 584, 594, 596, 597, 607, 655 ; — pour le mois de septembre, *Ibid.*, 677, 713, 715, 717, 726 ; — pour le mois d'octobre, *Id.*, XIX, 20, 33, 34, 45, 46, 48, 75, 79, 82 ; — pour le mois de novembre, *Ibid.*, 102, 107, 111, 116, 117, 138, 144, 145.

n'était pas abrogé ; malgré le vœu des États et leurs demandes répétées, on ne leur avait pas accordé de temples. — Alors, conscients de leur nombre et de leurs forces, ils ne tiennent plus compte de l'édit de juillet et prennent ce qu'on refuse de leur concéder. Ils ne craignent pas de se montrer en plein jour, à tous les yeux. Au Mans <sup>1</sup>, à Rouen <sup>2</sup>, à Beaune <sup>3</sup>, ils s'assemblent publiquement aux Halles. Même spectacle à Chalon où se tiennent des assemblées de 1,000 personnes. « Nous baptisons et enterrons chrétiennement nos morts, écrit le pasteur Fournelet à Calvin <sup>4</sup>, et sommes en délibération de célébrer la Sainte Cène pour déclarer que nous sommes une église du Christ entièrement. » « A Troyes <sup>5</sup>, écrit le pasteur, les dimanches et fêtes, nous faisons assemblées en plein jour le matin et le vespre, à la vue des papistes, nonobstant que par le roi aient été défendues lesdites assemblées. » C'est avec une sorte de bravade qu'ils manifestent leur foi et célèbrent leur culte. Bientôt ils vont plus loin et mettent la main sur les temples. Les ministres ne se sont pas encore retirés de Poissy qu'on voit les protestants assaillir les églises catholiques et s'en emparer. Dans les premiers jours d'octobre, le couvent des Carmes, à Orléans <sup>6</sup>, celui des Cordeliers, à Tours <sup>7</sup>, le temple de Saint-Soleine à Blois <sup>8</sup>, le couvent des Augustins à Poitiers <sup>9</sup>, sont occupés par eux. Dès septembre, à Angers <sup>10</sup>, ils prêchent et font la Cène dans le temple de Saint-Laurens. Dans le Midi, le mouvement est général. Quelquefois les catholiques cèdent et se retirent devant les protestants : tels les jacobins d'Orange <sup>11</sup>. Le plus souvent on procède par expulsion : à Marmande, on chasse les Corde-

1. *Hist. Eccl.*, I, 838.

2. *Ibid.*, 861; FLOQUET, *Hist. du Parlement de Normandie*, II, 364.

3. *Hist. Eccl.*, I, 865.

4. Lettre de Fournelet à Calvin, 6 octobre 1561, *Op. Calv.*, XIX, 20 sqq.

5. Lettres de Sorel à Calvin, 13 octobre, et aux ministres de Neufchâteau, *Op. Calv.*, XIX, 49 sqq.

6. *Hist. Eccl.*, I, 825.

7. *Ibid.*, I, 836.

8. *Ibid.*, I, 836.

9. *Ibid.*, I, 847.

10. *Ibid.*, I, 837.

11. ARNAUD, *Histoire des protestants de Provence, etc.*, II, 175.

liers de leurs couvents; dans le Condomois on les force à fuir et à se réfugier « ès villes de Toulouse, Bordeaux et Albi qui ne peuvent suffire à les retirer et à les nourrir <sup>1</sup> ».

Une fois engagés dans cette voie, il était difficile aux protestants de s'arrêter. Le zèle religieux, échauffé par ces succès, ne pouvait manquer d'aller aux excès. Les temples pris, tout ce qu'ils contenaient fut en proie. Bien que Calvin se fût vivement élevé contre ces pratiques<sup>2</sup>, il n'était pas possible aux ministres de contenir les fidèles qui croyaient, en brisant les images, faire une œuvre agréable au Seigneur. A Autun<sup>3</sup> toutes les croix et les images sont rompues. A Agen<sup>4</sup>, à la fin de novembre, aux Carmes, aux Cordeliers, aux Augustins, puis aux Jacobins, les protestants détruisent les images, les autels et les brûlent; à Villefranche<sup>5</sup>, à deux reprises, en octobre et en décembre, on « nettoye » les églises de la religion romaine.

Que faire contre cette prise universelle de temples, contre cette surexcitation générale? Le roi a recours aux moyens ordinaires. Le 18 octobre, par édit, il ordonna aux religionnaires de rendre les temples dont ils se sont emparés et les reliques, ornements et objets qu'ils ont pris. Il adresse en même temps aux gouverneurs des lettres patentes très détaillées pour empêcher les séditions : défense de porter les armes, d'en avoir chez soi, d'en vendre sans prendre le nom de l'acheteur, défense aux hôteliers de recevoir les gens armés sans les dénoncer, aux gens du peuple de se débaucher et de vaguer par les rues les jours ouvrables; ordre à « tous vagabonds, gens n'ayant maître, vocation ni aveu de vider les lieux où ils se trouvent dans les vingt-quatre heures <sup>6</sup> ». Mais ces édits ne furent qu'incomplètement exécutés. Assez peu d'entre les protestants rendirent les temples, puisque le roi est obligé de renouveler le 3 novembre<sup>7</sup> son édit du 18 oc-

1. *Hist. Eccl.*, I, 890.

2. Voir entre autres la lettre du 26 février 1561, *Op. Calv.*, XVIII, 376-378.

3. *Hist. Eccl.*, I, 868.

4. *Ibid.*, I, 883, 889.

5. *Ibid.*, I, 953.

6. *M. C.*, II, 520 sqq.

7. *Hist. Eccl.*, I, 739; THOU, IV, 428; *Hist. Mém.*, 143.



tobre. La clause reparaitra d'ailleurs dans l'édit de janvier.

Les édits venaient trop tard. Les catholiques usaient déjà de représailles et sur tous les points de la France éclataient les émeutes et les troubles. A Troyes <sup>1</sup>, l'apothicaire Claude Gaulard se permet quelques plaisanteries sur le miracle de la Belle-Croix qui se produisait vis-à-vis de sa maison : il est massacré et sa boutique saccagée. A Auxerre <sup>2</sup>, le 9 octobre 1561, les catholiques, outrés de voir les protestants se réunir au matin, sonnent le tocsin ; les petits enfants lancent des pierres et il se joint aux séditeux tant de larroneaux, qu'enfin ils furent de 2 à 3,000 personnes qui pillèrent jusqu'au nombre de 27 maisons. Tavannes, gouverneur, va pour rétablir la paix ; recevant de Catherine l'ordre d'être doux, de Guise celui de se montrer impitoyable, pour tout concilier, il fait pendre 5 protestants et 3 catholiques.

A Dijon <sup>3</sup> où le maire Bénigne Martin est hostile aux réformés, ceux-ci sont assaillis par les catholiques dans une de leurs réunions, 7 maisons sont pillées ; 30 à 40 protestants sont tués. — Des faits analogues se produisent partout : l'agitation était aussi générale que spontanée ; mais nulle part elle n'était plus vive qu'à Paris, nulle part elle ne s'accompagna d'excès plus cruels que dans les provinces du Midi.

## 11

Avec ses soixante couvents, avec ses quatre-vingts églises desservies par un clergé nombreux, riche et puissant, Paris était restée une ville profondément catholique. Le Parlement y était d'accord avec la Sorbonne pour condamner sans pitié toute innovation et veiller sans défaillance à la pureté de la foi. La religion catholique était comme l'âme de la cité. Elle se mêlait à tous les actes de la vie de chaque individu ; elle vivifiait tous les organes de la société ; elle présidait à la naissance des diverses associations d'hommes, famille, confréries, corps de métier : elle les rendait solides et durables.

1. *Hist. Eccl.*, I, 851 ; — Cf. pour Angers, *Ibid.*, 837.

2. *Ibid.*, I, 852 ; — PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, p. 29.

3. *Hist. Eccl.*, I, 863 ; *Op. Calv.*, XIX, 401 ; — PINGAUD, *op. cit.*, p. 28.

La ville était partagée en paroisses, groupes vivants, cohérents, ayant leur centre dans les églises. Ces églises étaient encore alors de grands foyers d'activité et de vie : ouvertes tout le jour<sup>1</sup>, elles étaient remplies d'une foule zélée qui venait sans cesse entendre la messe, faire des vœux, offrir des cierges et d'autres dons. Aucune solennité d'où la religion fût absente. Plus encore que les entrées des rois, les processions étaient les grandes fêtes, les fêtes vraiment populaires.

Aussi les doctrines de Calvin y avaient-elles eu peu de succès. Si Paris avait vu se constituer la première Église protestante, — après celle de Meaux cependant, — cette Église n'avait pas fait comme ailleurs de rapides progrès. A la fin de 1561, après Poissy, c'est à peine si on comptait environ 15,000 huguenots sur une population de 300,000 habitants. Ils appartenaient en général à la noblesse ou à la bourgeoisie : hommes de lois, officiers royaux, marchands aisés, etc. Le menu peuple avait peu goûté les idées nouvelles. Bien au contraire il s'y montrait hostile. Il prêtait une oreille favorable aux moines et aux curés qui faisaient retentir les chaires de leurs prédications exaltées contre les huguenots et qui, par leurs basses plaisanteries, par leur éloquence enflammée et triviale, entretenaient à leur sujet dans la foule des opinions grossières et des sentiments de haine. Ces sentiments éclataient à la moindre occasion. Le 4 septembre 1557, la populace de Paris, « de tout temps d'ailleurs fort encline à toutes sortes d'émotions et de mutineries<sup>2</sup>, » venge la défaite de Saint-Quentin en massacrant les réformés réunis au quartier Saint-Jacques. Nous avons vu comment, aux environs de Pâques 1561, la maison du sieur de Lonjumeau fut saccagée. Les édits du roi étaient impuissants à calmer l'effervescence. Quelque sévères qu'ils fussent, on les trouvait toujours trop doux : on n'applaudissait qu'aux supplices.

Le 12 octobre<sup>3</sup>, un dimanche, pendant que les réformés font leur prêche près de Saint-Antoine-des-Champs, au

1. CASTELNAU, *Mémoires*, III, vii, dans la coll. Michaud et Poujoulat, IX, 453.

2. *M. C.*, II, 547.

3. *Hist. Eccl.*, I, 740. — BRUSLART, *Journal*, *M. C.*, I, 57.

nombre d'environ six mille, on ferme les portes de la ville. Au retour, les réformés se sentant en nombre, se précipitent, les enfoncent et une mêlée s'engage. C'était, dit Languet<sup>1</sup>, témoin oculaire, l'infime plèbe qui faisait le tumulte. On commença par lancer des pierres, puis on dégaina. Il y eut plusieurs blessés et quelques tués; les protestants semblent avoir eu le dessus.

L'incident était significatif et il en présageait d'autres. La reine tâcha de les prévenir par diverses mesures qui révélèrent une politique hésitante, mais en somme favorable aux protestants. Le 16 octobre, un édit interdisant le port d'armes est adressé aux maîtres d'hôtels, propriétaires et locataires de Paris. A la prière de Th. de Bèze<sup>2</sup>, Catherine permit aux réformés, mais par permission tacite seulement, de se réunir en des locaux privés, pourvu que les assemblées ne comprissent pas plus de 200 personnes; deux autres lieux leur furent accordés pour leurs prêches : le Patriarche et Popincourt. Les officiers de police reçurent l'ordre de les protéger; et jour et nuit ils parcouraient la ville pour prévenir ou réprimer toute tentative d'émeute.

La première sortie des protestants eut lieu au début de novembre. Paris présentait un aspect extraordinaire<sup>3</sup>. Les huguenots marchaient en bon ordre, comme en pays ennemi, à travers une foule frémissante et violemment hostile. Au milieu étaient les femmes; de toutes parts les entouraient des hommes à pied, entourés eux-mêmes de cavaliers. Le prêche se faisait parmi tout cet appareil militaire; pendant la cérémonie, les officiers de police veillaient à ce que nul n'approchât. Malgré la défense du roi, le nombre de 200 personnes était toujours dépassé. On comptait souvent de 5 à 6,000 fidèles, quelquefois même 15,000<sup>4</sup>. Les assemblées avaient lieu en plein air, car les réformés n'avaient pas encore de

1. « Erat tantum infima plebs quæ tumultuabatur. » LANGUET, Lettre citée dans *Hist. Eccl.*, I, 740.

2. Bèze à Calvin, Lettre du 30 octobre, *Op. Calv.*, XIX, 27. — Cf. *M. C.*, II, 531.

3. LANGUET, Lettre du 20 novembre, citée dans *Hist. Eccl.*, I, 738. — Cf. *Journal de BRUSLART, M. C.*, I, 59.

4. LANGUET, Lettre citée à la note précédente.

temple ni de local assez vastes pour contenir une telle multitude. Leur ardeur religieuse résistait aux froids de l'hiver et aux intempéries. En décembre Bèze fut obligé de prêcher par une pluie battante, *densissima pluvia*<sup>1</sup>. — Ces assemblées n'étaient pas les seules. Les protestants se réunissaient aussi chez des particuliers, plus ou moins en cachette. Leur audace croissait chaque jour. Forts de l'appui de Jeanne d'Albret qui faisait à Paris des voyages fréquents, sûrs aussi de la neutralité bienveillante du gouverneur de Paris, le prince de la Roche-sur-Yon, ils célébraient au grand jour, au vu et au su de tous, les cérémonies de leur culte : « l'enfant d'un nommé Berthe est baptisée en l'assemblée des Copeaux, à la mode de Genève; — Catherine Boucher, sœur du président d'Orsay, président du conseil, est mariée à J. Hotman, greffier des monnaies, à la mode de Genève<sup>2</sup>. » Théodore de Bèze lui-même était effrayé de l'audace de ses coreligionnaires : il essayait en vain de la modérer. « Je crains, écrit-il à Calvin, qu'il n'y en ait qui par leur impatience en abattent plus en un jour que je n'en ai pu bâtir en un mois<sup>3</sup>. »

L'impatience des protestants n'avait d'égale que l'irritation des catholiques. Ils considéraient les concessions faites aux réformés comme autant de provocations et réclamaient des mesures de rigueur. L'attitude du prince de la Roche-sur-Yon les exaspérait. A plusieurs reprises, le Parlement envoie des gens pour l'avertir des « prêches qui se font journellement en cette ville et faubourgs, en divers endroits et qui engendrent et causent grandes séditions<sup>4</sup> ». Le prince répond avec calme que sa charge est seulement que « en la ville, il n'y ait sédition ou péril, vol ou saccagement d'icelle; pour le reste il attendait la résolution du roi<sup>5</sup> ». — Le clergé, loin de contenir le peuple indigné, l'excitait encore; les prê-

1. Bèze à Calvin, 12 décembre, *Op. Calv.*, XIX, 156.

2. *Journal* de BRUSLART, *M. C.*, I, 65.

3. Lettres de Bèze à Calvin des 4 et 9 novembre, *Op. Calv.*, XIX, 96. — Reproches de Calvin aux réformés dans Lettre à Bèze du 19 novembre, *Op. Calv.*, XIX, 120.

4. *M. C.*, II, 531.

5. *M. C.*, II, 533.



dicateurs donnaient libre cours à leurs passions et on est obligé de réprimer la violence de leur langage<sup>1</sup>. Un minime est enlevé qui prêche l'avent à l'église Saint-Barthélemy ; cet enlèvement menace de susciter une « esmotion populaire », « car le peuple, de soi inconstant et depuis quelque temps animé par les assemblées qui se continuent, peut à un moment donné faire un trouble dont sortirait un mal irréparable, par les gens malconditionnés et les nécessiteux s'y mêlant<sup>2</sup>. » L'autorité royale elle-même n'est pas à l'abri des critiques et un théologien, Tanquerel, soutient cette proposition : *Papa potest reges et imperatores hereticos deponere*<sup>3</sup>. — Joignez à cela l'affluence à Paris de vagabonds, de gens sans maîtres ni aveu, portés à favoriser les troubles moins par zèle religieux que par cupidité et par une sorte d'instinct naturel<sup>4</sup>. On voit qu'il ne fallait qu'une occasion, si futile fût-elle, pour susciter un conflit et en faire surgir une émeute. Cette occasion se présenta à la fin de décembre 1561, peu après Noël.

Le 27 décembre<sup>5</sup>, jour de Saint-Jean, les réformés étaient réunis au Patriarche, dans le faubourg Saint-Marceau, à côté de l'église Saint-Médard. La compagnie était plus nombreuse que de coutume, « pour n'être pas jour ouvrable ». Elle était protégée, comme à l'ordinaire, par le prévôt des maréchaux Rouge-Oreille, commis par le gouverneur à ce soin, accom-

1. *M. C.*, II, 532, 533.

2. *Journal de BRUSLART*, *M. C.*, I, 60.

3. BRUSLART, *Journal*, *M. C.*, I, 60, 65-66; — BÈZE, Lettre à Calvin du 10 décembre 1561, *Op. Calv.*, XIX, 457; — THOU, IV, 105-106, place l'affaire en 1560 : « L'arrêt du Parlement condamnant Taquerel est du 2 décembre 1560 et il fut exécuté le 12 ». Cette date est manifestement erronée.

4. *M. C.*, II, 560 sqq.

5. Sur le « tumulte de Saint-Médard », voyez : 1° Lettre de Bèze à Calvin du 30 décembre 1561, *Op. Calv.*, XIX, 219 (Bèze est témoin oculaire); — 2° *Histoire véritable de la mutinerie, tumulte et sédition, faite par les prêtres Saint-Médard, contre les fidèles, le samedi 27<sup>me</sup> jour de décembre MDLXI*, *M. C.*, II, 541-548. (L'auteur se dit oculaire; mais le récit a été fait dans un dessein d'apologie et pour charger les catholiques et surtout le curé de Sainte-Genève duquel dépendait l'église Saint-Médard.) — 3° BRUSLART, *Journal*, dans *M. C.*, I, 67. — Les autres récits sont postérieurs et procèdent plus ou moins de ceux-ci : *Hist. Eccl.*, I, 747 sqq.; — CAS-TELNAU, III, 5; — THOU, IV, 129. (De Thou ne croit pas à une préméditation des catholiques; il doute même qu'ils fussent animés d'une intention hostile en sonnant les cloches.)

pagné de plusieurs archers. Jean Malot prêchait. — Tout à coup, vers 3 heures, à l'église Saint-Médard, on se mit à sonner les cloches à toute volée. La voix de J. Malot se perdait dans le bruit. Les réformés voient dans cette sonnerie une provocation et deux d'entre eux vont pour faire taire les catholiques, d'autres les suivent qui parlent « assez à l'étourdie ». On leur répond de même, on en vient aux injures ; finalement les protestants sont jetés dehors, à l'exception d'un des deux émissaires nommé Pasquot qui ne peut sortir et qui est massacré à l'intérieur de l'église.

L'alarme donnée, les protestants sortent en foule du prêche malgré Malot qui continua son sermon et de Bèze qui s'efforce de les retenir. Les catholiques ferment les portes de l'église, se fortifient et commencent à jeter des pierres aux assaillants. Rouge-Oreille avec ses archers intervient pour faire cesser le tumulte, mais en vain. Les catholiques ne cessent de lancer des pierres, et se mettent à sonner le tocsin. C'était jour de fête, la foule emplissait les rues ; il était à craindre qu'à cet appel d'alarme qui lui était familier, elle n'accourût prêter main-forte à ceux de Saint-Médard. La sédition pouvait devenir générale.

Alors les protestants s'élancent sur l'église et, au milieu d'une grêle de pierres et de traits, en fracassent les portes. La vue de Pasquot massacré les remplit de rage. Ils le vengent en brisant tout ce qu'ils rencontrent ; images, statues, ornements de l'autel, tout est saccagé en un instant. Les catholiques aidèrent, paraît-il, à la destruction en se servant des objets sacrés en guise de projectiles. Cela n'alla pas sans effusion de sang. Trente à quarante catholiques furent blessés, et Bruslart, au contraire des narrateurs protestants, affirme qu'il y eut deux ou trois tués, dont « un pauvre boulanger qui, voyant le massacre que les huguenots faisaient, prit entre ses bras le ciboire où était le précieux corps de Notre-Seigneur, leur disant : « Messieurs, ne touchez là, pour l'honneur de celui qui repose en ce lieu. » On l'étendit « d'un coup de pertuisane au travers du corps ».

Cependant les catholiques réfugiés au clocher sonnaient toujours le tocsin dont la grande voix dominait le tumulte et

propageait l'alarme. Se croyant à l'abri des coups des assaillants, ils s'inquiétaient peu des sommations de Rouge-Oreille et continuaient d'appeler au secours. Ils cessèrent de sonner seulement lorsqu'on s'apprêta à mettre le feu au clocher et descendirent.

Sur la fin de l'affaire arriva la police, Gabaston, chevalier du guet et ses sergents. On lui remit les prisonniers, 36 environ, « tant prêtres que autres » et il prit ses dispositions pour les emmener au Châtelet et pour permettre aux huguenots de rentrer en paix chez eux.

Une petite colonne fut formée avec les cinquante ou soixante chevaux et les 200 hommes de pied environ « ayant épées et dagues » qui se trouvaient à l'assemblée. « Une moitié des chevaux se mit avec Gabaston pour l'avant-garde ; l'autre avec le prévôt Rouge-Oreille pour l'arrière-garde, et la conduite des prisonniers, liés deux à deux d'une longue corde « comme galériens » ; les gens de pied divisés en deux bandes marchaient à la file « tenant un côté de la rue et le peuple l'autre qui s'écoulait sous leur garde ». Sur leur route, la populace nombreuse parce que « c'était jour de fête après le temps de goûter » s'amassait « à les voir passer en cette nouvelle ordonnance, comme le peuple parisien s'amasse aisément à la moindre nouveauté qui se présente ». Tout se passa dans le plus grand calme.

Mais le lendemain, dans « l'après-dinée », pour venger leur défaite de la veille, les catholiques rompent les portes du Patriarche et « amas de bois fait, mettent le feu dans toutes les chambres d'un grand corps d'autel, accompagné d'un petit, brisent en pièces la chaire du ministre, rompent tuiles, font brèches aux murailles d'un grand pourpris de deux jardins avec tel dégât et débris dont se peuvent aviser ». Il suffit de l'arrivée de quelques seigneurs réformés en armes pour mettre « cette canaille » en fuite et éteindre ce feu.

L'affaire de Saint-Médard eut un grand retentissement. Portée devant le Parlement, elle fut instruite dans un esprit hostile aux réformés<sup>1</sup>. Plus tard, les catholiques l'opposèrent

1. Sur la procédure., Cf. *M. C.*, II, 549 sqq.

au massacre de Vassy pour excuser le duc de Guise. Pour l'instant, cet incident montrait à la reine-mère combien les rapports entre catholiques et protestants étaient tendus et combien grave était la situation.

## 111

Ce qui se passait dans les provinces du Midi était plus grave et plus significatif encore. En Provence, en Languedoc, en Guyenne, la Réforme avait fait des progrès considérables. Elle y avait pris un caractère agressif qu'elle n'avait pas, ou qu'elle avait moins ailleurs. La Renaudie était périgourdin et la plupart des conjurés d'Amboise étaient Gascons. Agen, Montauban, dès le début de 1561, avaient donné le signal de la prise des temples. Lorsque le mouvement fut devenu général, les méridionaux ne furent pas les derniers à le suivre. Dans la plupart des villes où les huguenots se sentirent en forces, ils se saisirent des églises, des couvents et brisèrent les images. Survinrent presque aussitôt après les édits royaux de restitution. Mais ils n'étaient pas faits pour les Gascons, dit Languet<sup>1</sup>. Incomplètement appliqués dans les autres parties de la France, il était clair qu'ils ne le seraient pas du tout en Guyenne ou en Languedoc. En fait, jusqu'à la publication de l'édit de janvier, les prises de temples et les bris d'images continuèrent. Il suffira de citer l'exemple de Castres. Dans cette ville, l'abatis d'images ayant commencé, à la fin d'octobre, « se déborde comme un torrent et toutes les églises sont frappées successivement, tant de Saint-Benoit que de Saint-Jacques, Sainte-Claire, Cordeliers, Trinitaires, Saint-Vincent et Saint-Jean de Bourdelles ». Ces scènes durent jusqu'en janvier 1562<sup>2</sup>.

Aussi bien, où aurait-on pris le pouvoir capable d'imposer l'obéissance aux édits? Burie, lieutenant général de Guyenne en l'absence du roi de Navarre, gouverneur, n'était pas en-

1. « Istis edictis (restitutionis templorum) audio non comprehendi Vascones, quia sciunt gubernatores ipsos non obtemperaturos » cité dans *Op. Calv.*, XIX, 88, note 4. — *Ibid.*, Lettre de Bèze à Calvin : « In Aquitania spero fore ut nihil mutetur. »

2. *Hist. Eccl.*, I, 962.



clin aux moyens violents de répression : il cherchait plutôt la conciliation ; d'aucuns même le croyaient de la religion. Tous ses efforts tendaient à calmer la fougue de certains parlementaires bordelais et à apaiser, par des concessions, les réformés. — Le Parlement de Toulouse était célèbre par son zèle contre les protestants et la cruauté de ses arrêts. Mais son action, — au moins à Toulouse, — était contre-balançée et en partie annulée par le conseil de ville dont les membres étaient en majorité huguenots ou partisans de la tolérance. — Joyeuse<sup>1</sup> enfin, lieutenant général du Languedoc en l'absence du connétable de Montmorency, gouverneur, se voyait réduit à l'impuissance faute de troupes, et, par crainte d'un échec, était contraint de laisser au mois de septembre les réformés de Montpellier s'emparer de l'église Notre-Dame. En octobre, dans cette ville, une émeute éclata, qui dura plusieurs jours, sans qu'il y pût mettre fin.

Le pouvoir royal ne pouvait donc réprimer les excès des huguenots. La foule catholique les vengea par d'autres excès. Ces trois ou quatre derniers mois de 1561 sont chargés d'émeutes et de massacres. On en pourrait citer presque dans toutes les villes où la population se partageait entre catholiques et protestants. Quelques-uns cependant ont joui d'une célébrité plus grande, parce que la nombre des victimes y fut plus considérable et les atrocités plus sanglantes. — A Villeneuve-d'Avignon<sup>2</sup>, à la suite d'une rixe entre huguenots et catholiques, des soldats du pape envahissent la maison d'un maître des monnaies, la pillent, jettent le maître par la fenêtre et le traînent ensuite au Rhône. Un autre y est également traîné « ayant un chou planté dans la gorge ». Un soldat arrache le foie à une victime, le plante au bout d'un bâton en criant : « A un pierrou (monnaie du pape valant 5 de-

1. Lettre de Joyeuse à Montmorency du dernier septembre. Il annonce la prise de Notre-Dame et ajoute : « Je ne les en ai pu garder (empêcher) ni résister contre tel nombre ; car, à ce que m'ont dit les consuls de ladite ville, et les gens du roi qui ont été devers moi, il y avait plus de 3,000 personnes. » *M. C.*, II, 519.

2. *Hist. Eccl.*, I, 977. — *Discours des guerres de la Comté de Venayscin et de la Provence par le seigneur Loys de Perussis*. — Avignon, 1563, dans *Archives curieuses*, IV, 407-408.

niers) le foie des huguenots. » — En décembre, à Carcassonne<sup>1</sup>, on trouve devant la maison d'un religieux, une image de la Vierge Marie souillée de fange. Le conseil de la ville décide « qu'il se ferait une procession générale, à laquelle par proclamation expresse se trouveraient tous les habitants à peine de 25 livres ». En passant devant la maison suspecte on crie : « Au feu ! » La sédition éclate. Les haines particulières en profitent pour s'assouvir. Huit maisons sont pillées « avec un tel désordre que les séditieux coupaient les draps avec leur dague, chacun en emportant son lambeau ». On fait un massacre général des huguenots. Trente-six d'entre les mutins sont faits prisonniers, mais on n'en peut obtenir justice. — Le massacre de Cahors<sup>2</sup> fut encore plus sanglant. Les catholiques y étaient irrités de voir les protestants faire leur prêche et s'autoriser de la permission de Burie. Le 16 novembre, pendant que ces derniers sont assemblés chez l'un d'entre eux, nommé d'Oriolles, les catholiques assaillent la maison, y mettent le feu. Ils s'acharnent après le ministre La Gacherie qu'ils font périr dans les plus atroces tortures et tuent plus de quarante personnes. — Jusqu'ici, ces massacres sont indépendants les uns des autres : ce sont des manifestations spontanées d'un état d'esprit général, d'une surexcitation aiguë répandue partout. C'est le fanatisme religieux qui jette les catholiques sur les protestants et qui couvre d'un prétexte pieux l'assouvissement des haines personnelles.

Mais les protestants furent bientôt lassés d'être ainsi toujours victimes. Ils usèrent de représailles. Ils vengèrent le massacre de Cahors par l'assassinat du sieur de Fumel<sup>3</sup>. Le 21 novembre, le sieur de Fumel, connu par sa haine contre les réformés et par sa manière brutale de traiter ses sujets, assomme un diacre retournant du prêche. Les compagnons de la victime se voyant en nombre, poursuivent l'agresseur

1. *Hist. Eccl.*, I, 963-965. — Massacres analogues de protestants à Grenade dans les Landes, *Hist. Eccl.*, I, 911, et à Caussade, *Ibid.*, 939.

2. *Hist. Eccl.*, I, 939; — Bèze à Calvin, Lettre du 12 décembre, *Op. Calv.*, XIX, 458; — CASTELNAU, III, 6; — THOU, IV, 369.

3. Voy. sur l'affaire de Fumel : *Hist. Eccl.*, I, 885; — *Op. Calv.*, XIX, 458, 358; — *M. C.*, III, 107; — THOU, IV, 370.

jusque dans son château et l'assiègent. Tous les paysans d'alentour se rassemblent ; les portes finissent par être forcées. Le sieur de Fumel tombe sous le coup de deux ennemis personnels : il avait fait condamner le père de l'un aux galères et confisquer ses biens ; il avait lié le père de l'autre à la queue de son cheval « passant en cette sorte quatre ou cinq fois la rivière du Lot ». Le château est mis à sac et c'est à grand'peine si la dame de Fumel peut se sauver avec ses enfants.

Le meurtre du seigneur de Fumel avait été suscité par une cause religieuse ; c'était aussi une vengeance ; il avait encore un autre caractère. Ce n'était pas la religion seule qui poussait les assaillants contre le château, et l'auteur de l'*Histoire Ecclésiastique* assure<sup>1</sup> qu'il y avait parmi eux même des catholiques. C'est autant une lutte de protestants contre catholiques qu'une rébellion de paysans contre seigneurs. Nous sommes en présence d'un commencement de jacquerie ; la lutte religieuse tend à se transformer en une lutte sociale, et cela sous l'action de la Réforme.

Nulle part en effet plus qu'en Guyenne et en Languedoc la Réforme n'avait recruté d'adhérents dans les classes infimes de la population et parmi les paysans. A la fin de 1560, Fronton de Bérault, président au Parlement de Bordeaux, étant allé passer quelque temps en Agenois et Bazadois, y trouve « la plus grande partie du peuple, même des rustiques et gens de labour séduits et si très fort imbus en ces nouvelles opinions qu'il sera difficile de les divertir<sup>2</sup> ». La même année, les paysans de Monségur, au nombre de 8,000, proclament « la commune » et il faut que le Parlement de Bordeaux envoie des troupes contre eux pour les réduire<sup>3</sup>. L'organisation démocratique des Églises flattait leurs instincts égalitaires et dans l'excitation de la lutte, sous le coup des persécutions, ils en vinrent aisément à rejeter toute autorité civile comme ils avaient rejeté toute autorité religieuse. Dès lors c'est contre les nobles une guerre ouverte : ils refusent de leur

1. *Hist. Eccl.*, I, 885.

2. Lettre du 10 décembre 1560, citée par A. DE RUBLE, *op. cit.*, II, 277.

3. GAULLIEUR, *Hist. de la Réformation en Guyenne*, I, 193.

payer rentes et fiefs, viennent leur tuer les lévriers et les chiens au milieu de la campagne<sup>1</sup>. Quand les procureurs des gentilshommes demandaient les rentes aux tenanciers, ceux-ci répondaient comme autrefois les compagnons de Wat-Tyler et plus récemment les anabaptistes : « qu'on leur montrât dans la Bible s'ils devaient payer ou non et que si leurs prédécesseurs avaient été sots et bêtes, ils n'en voulaient point être<sup>2</sup> ». — Ils ne se contentaient pas de menaces. Nous avons vu comment ils avaient traité le sieur de Fumel. De même les habitants de Saint-Mézard assiègent le sieur de Rouillac; ceux d'Astifort en font autant aux sieurs de Cuq et de Montjoye, qui ne doivent leur délivrance qu'à l'intervention des seigneurs voisins<sup>3</sup>. S'il faut en croire Monluc, ils rejetaient même l'autorité du roi : « Nous sommes les rois, disaient-ils, celui-là que vous dites (Charles IX) est un petit royaume de merde; nous lui donnerons des verges et lui donnerons un métier pour lui apprendre à gagner sa vie, comme les autres<sup>4</sup>. » Monluc exagère sans doute quand il écrit : « Ce n'était pas seulement là qu'ils tenaient ce langage, car c'était partout. » Mais cet esprit de révolte était réel<sup>5</sup>. Ces nouvelles « donnèrent plus de travail à l'esprit de la reine que tout le demeurant ». Elle comprit que la situation était critique et en même temps qu'elle envoyait le comte de Crussol pacifier le

1. MONLUC, *Commentaires*, V, dans l'édition de A. DE RUELE, II, 367.

2. MONLUC, *Ibid.*, 368.

3. MONLUC, *Ibid.*, 360.

4. MONLUC, *Ibid.*, 362.

5. Voy. encore sur l'Etat de la Guyenne à cette époque : la Lettre des nobles du Rouergue, etc., à MM. de Burie et Monluc, *M. C.*, III, 107 sqq. ; — la Lettre du Parlement de Bordeaux au roi du 2 janvier 1562, *M. C.*, II, 557; — enfin « l'instruction au capitaine Monluc de ce qu'il dira à la reine et au roi de Navarre de la part du sieur de Monluc touchant l'Etat de la Guyenne, datée de Cahors le 25 mars 1561, n. s. 1562. » [M. de Ruble se trompe (édition de Monluc, IV, 419, note 2), en plaçant cette pièce en 1561; elle est réellement de 1562, comme l'indique le libellé de la date. En effet il y a eu un synode de Clairac en mars 1562 (Cf. *Hist. Eccl.*, II, 886); la réconciliation des princes dont il est question doit s'entendre de l'appel fait par le roi de Navarre et Catherine aux Guises, alors en Lorraine. Cf. le chapitre suivant, § 2]. — Les faits mentionnés par ces divers documents ne sont que les résultats d'un mouvement dont le meurtre du sieur de Fumel marque le début.



Languedoc et la Provence, elle confiait à Monluc et à Burie une commission extraordinaire pour châtier les séditeux de Guyenne et faire justice des coupables.

Les catholiques n'avaient pas attendu jusque-là pour pourvoir à leur défense. Les seigneurs et les gentilshommes, se sentant menacés, formèrent une sorte de ligue contre les réformés et contre les paysans <sup>1</sup>. Ils devaient se porter mutuellement secours en cas d'attaque. C'est ainsi, nous venons de le voir, que les sieurs de Rouillac, de Cuq et de Monjoye furent délivrés. — A Bordeaux, il se forma une ligue d'un autre genre, un *syndicat* <sup>2</sup>, qui comprenait plus de 3,000 personnes, tant du clergé que du parlement : le premier président Roffignac en faisait partie ; Lange en était le président. Le but était de défendre la ville contre les Réformés et surtout de substituer à Burie, jugé trop modéré, d'Escars, Sanzac ou Monluc, plus décidés à user de rigueur. — Le Parlement de son côté, — bien que cela fût hors de sa compétence, prend des mesures de défense : le 28 novembre 1561 <sup>3</sup>, les avocats et les procureurs reçoivent l'ordre d'aller à la garde des portes de la ville et de faire le guet à l'appel des jurats. De plus il est prescrit que chacun des présidents et conseillers et autres officiers de la cour s'assureront le plus qu'ils pourront d'hommes et d'armes « pour en user comme officiers du roi en l'administration de la justice et pour le service dudit seigneur, tuition de la république, conservation de leurs personnes et pour réprimer la force par la force <sup>4</sup> ».

Les protestants ne restaient pas en arrière dans les préparatifs de défense <sup>5</sup>. Eux aussi se donnaient une organisation militaire qui était supérieure à celle des catholiques parce

1. Cf. *M. C.*, III, 109, Lettre à MM. de Burie et Monluc des gentilshommes soit-disant forts pour la plus grande et saine partie de la noblesse des pays de Rouergue, Quercy, Périgord, Agenois, Armagnac, Comenge et pays circonvoisins.

2. *Hist. Eccl.*, I, 872 ; — GAULLIEUR, *Op. cit.*, I, 311, 314.

3. GAULLIEUR, *Op. cit.*, I, 318, et en général pour les préparatifs militaires des deux partis en Guyenne tout le chap. xxi.

4. BOSCHERON DES PORTES, *Histoire du Parlement de Bordeaux*, I, 149.

5. « Ce que voyant, ceux de la Religion réformée firent amas d'armes pour se défendre contre ceux qui de leur propre autorité les voudraient assaillir. » BÈZE, I, 911.

qu'elle avait plus de cohésion et de l'unité. Elle était calquée sur leur organisation religieuse, et c'est le synode de Sainte-Foy qui la constitua (novembre 1561). — A ce synode qui comprenait les Églises de toute la Haute-Guyenne et aussi celles du Limousin, « il fut ordonné, ... par les gentilshommes qui s'y trouvèrent, qu'on élirait deux chefs généraux appelés *protecteurs* sur les provinces des Parlements de Bordeaux et de Toulouse, à chacun desquels répondraient les colloques d'icelles, ayant aussi chacun de ces colloques son *chef* ou *colonnel*, ayant sous soi les capitaines particuliers des Églises de chacun colloque, ne pouvant rien faire ni dresser ces capitaines sans l'ordonnance du colonel du colloque, ni les colonels du colloque sans l'aveu et mandement du chef de la province; le tout pour conduire vers Sa Majesté les forces des Églises, si besoin était, et cependant aussi pour être sur leurs gardes et pour se défendre si leurs adversaires persévéraient en leurs massacres et entreprenaient leur courir sus... » Le sieur de Mémy est élu protecteur de la Haute-Guyenne pour le Parlement de Bordeaux et le sieur de Peire pour les provinces du Parlement de Toulouse <sup>1</sup>. On lève des deniers et des gens. Monluc qui ne comprenait pas, mais qui se méfiait d'autant plus, s'écriait : « Et quel diable d'Églises sont ceci qui font les capitaines <sup>2</sup>? »

Tel a été le résultat des prises d'églises et des massacres. Les partis se sont formés. Nous les voyons déjà s'opposer nettement l'un à l'autre. Nous pouvons fixer avec exactitude l'instant où les protestants se lèvent en face des catholiques, comme un parti armé et décidé à la lutte. Or à ce moment précis la politique entre en jeu et vint achever et étendre ce que les mouvements populaires ont commencé.

## IV

Depuis quelque temps déjà, il était visible que Catherine inclinait vers le protestantisme. A Paris, elle avait permis

1. *Hist. Eccl.*, I, 888. — A Nîmes, à la même époque, le consistoire s'occupe d'assurer la défense de la ville, élit des capitaines et fait des levées d'argent. — MÉNARD, *Histoire de Nîmes*, IV, 287.

2. MONLUC, *Commentaires*, éd. A. DE RUBLE, II, 351.

tacitement aux huguenots de faire leurs prêches à Popincourt et au Patriarche. Par des ordres secrets adressés aux gouverneurs des provinces, elle recommandait de ne pas appliquer les édits dans toute leur rigueur<sup>1</sup>. Elle écoutait les conseils de Coligny avec une faveur qui portait ombrage au connétable, et laissait, dans le palais, le jeune roi et son cousin Henri de Béarn, tourner en ridicule les grands prélats de l'Église romaine<sup>2</sup>. — Dans sa conduite, Catherine n'était nullement guidée par la foi : peu lui importait d'entendre la messe en latin ou en français. Si elle montrait de la douceur envers les protestants, ce n'était pas non plus par humanité, par sensibilité de femme que révoltent la vue du sang et l'idée des supplices. Elle était simplement mue par des desseins politiques. Elle se rapprochait des protestants parce que son intérêt, — elle le croyait du moins, — le voulait alors ainsi.

Elle avait de bonnes raisons pour le croire. Elle voyait les catholiques prendre des allures étranges. La fougue des prédicateurs ne pouvait être réprimée. Le roi de Navarre se montrait trop assidu auprès du légat du pape et de l'ambassadeur de Philippe II. Il tramait de secrètes négociations avec le roi d'Espagne et, pour se rendre agréable à Sa Majesté Catholique, affichait des sentiments romains. Plus dangereux que le roi de Navarre étaient les princes lorrains. Catherine savait qu'ils avaient favorisé, si même ils ne l'avaient pas inspiré, l'enlèvement du duc d'Orléans (le futur Henri III) que tenta sans succès le duc de Nemours (octobre 1561<sup>3</sup>) : elle en avait les preuves. De plus Charles de Lorraine et François de Guise avaient quitté la cour à la fin d'octobre et s'étaient retirés dans leurs terres. Ils négociaient avec les princes allemands. Dans quel but ? N'était-ce pas pour rentrer en possession du pouvoir que la mort de François II leur avait fait perdre ? Ils étaient d'autant plus redoutables qu'ils étaient sûrs d'avoir l'appui des catholiques. En vérité, ils devenaient trop puissants.

1. BOSCHERON DES PORTES, *Histoire du Parlement de Bordeaux*, I, 140.

2. A. DE RUBLE, *Op. cit.*, III, 223.

3. Cf. sur cette tentative d'enlèvement A. DE RUBLE, *Op. cit.*, III, 277 sqq.

Fidèle à sa politique d'équilibre et de bascule, Catherine résolut de s'appuyer sur les protestants pour contrebalancer la puissance des catholiques. La politique va dès maintenant se mêler à la religion, constamment; le pouvoir royal va aider une secte à devenir un parti et en sollicitant son secours lui conférer un caractère presque légal, une sorte de légitimité.

Avant de s'engager d'une façon décisive, la reine mère crut bon de tâter le terrain. Elle voulut d'abord « s'enquérir quelles pourraient être les forces des Églises réformées et de quels secours elles pourraient assister Sa Majesté si tel cas advenait<sup>1</sup> ». Par l'intermédiaire de l'amiral Coligny, cette demande fut transmise aux Églises, avec prière « d'envoyer par écrit signé les noms de toutes les Églises faisant profession de la religion réformée ». — La réponse ne se fit pas attendre. « Suivant cette déclaration exécutée avec extrême diligence, il se trouva 2,150 Églises signées et plus<sup>2</sup>. » — Catherine alors fit un pas de plus, « elle voulut savoir plus particulièrement les choses<sup>3</sup>. » Elle envoya une lettre que « chacun ministre devait publier en son Église à l'heure du sermon, pour en avoir réponse le plus tôt que faire se pourrait ». C'était une demande de secours contre une prétendue attaque possible des étrangers. En conséquence, il est nécessaire que chaque Église, « avec la plus grande promptitude qui sera possible, regarde quelle offre elle pourra faire au roi de gens de pied et de cheval, qu'elle entretiendra à ses dépens, et pour combien de temps et en quel équipage, pour maintenir l'état du royaume contre ceux qui le voudraient envahir sous ombre de la religion<sup>4</sup>. » Il est probable<sup>5</sup> que la plupart des Églises répondirent. Celle de Rouen promit 6,000 hommes de pied et 600 de cheval. — Catherine ne se doutait pas, lorsqu'elle sollicitait ainsi les protestants à se

1. *Hist. Eccl.*, I, 744.

2. *Ibid.*, I, 745.

3. *Hist. Mém.*, 144.

4. *Hist. Eccl.*, I, 746.

5. Cf. *Hist. Mém.*, 144, sur les avis divers des Églises, les unes voulant faire voir à la reine un dénombrement complet des forces de pied et de cheval; — les autres au contraire redoutant l'esprit de la reine et, par crainte d'un piège, ne voulant pas pousser si avant.



pouvoir d'armes, qu'ils s'en serviraient d'abord contre elle-même et le pouvoir royal.

L'édit de janvier fut la sanction de la nouvelle alliance. — Catherine y pensait depuis plusieurs mois. Dès la fin d'octobre, Bêze écrit à Calvin<sup>1</sup> que la reine a dessein de réunir à Saint-Germain des membres des Parlements pour trouver un remède aux troubles. Elle y était d'autant plus décidée qu'elle voulait donner aux protestants une marque manifeste et publique de sa bienveillance. Elle connaissait leurs vœux les plus chers. Depuis longtemps les réformés réclamaient des temples. Cette demande avait été expressément formulée aux États généraux, à Orléans et à Pontoise, et dans les réponses des Églises à l'enquête de Catherine. Le libre exercice du culte était indiqué en termes très nets et par d'excellents arguments comme le moyen « le plus prompt, le plus expéditif », le seul à vrai dire de pacifier le royaume<sup>2</sup>. C'était l'avis depuis longtemps exprimé par Coligny, et l'Hôpital y voyait la réalisation d'un de ses plus ardents désirs. La justice, l'intérêt de l'État étaient cette fois pleinement d'accord avec l'intérêt personnel. Le 3 janvier 1562, fut réunie à Saint-Germain-en-Laye une assemblée extraordinaire composée des princes du sang, des membres du conseil privé, de plusieurs présidents et conseillers des Parlements.

Dans son discours d'ouverture<sup>3</sup>, l'Hôpital posa nettement la question sur son vrai terrain. « Je ne veux mettre en dispute les controverses de la religion, en appartenant le jugement aux gens d'Église qui a été traité à Poissy, mais seulement ce qui appartient à la police pour contenir le peuple en repos et tranquillité. » Il ne s'agit pas de savoir « quelle opinion est la meilleure ». « Car il n'est pas ici question de *Constituenda religione sed de Constituenda republica*, et plusieurs peuvent être *civēs qui non erunt christiani*. Même un excommunié ne laisse pas d'être citoyen. » Par

1. Bêze à Calvin, 30 octobre 1561, *Op. Calv.*, XIX, 88.

2. *Exhortation aux princes et seigneurs du conseil privé du roi pour obvier aux séditions qui semblent nous menacer pour le fait de la religion*, *M. C.*, II, 613 sqq.

3. *M. C.*, II, 606 sqq.

ces derniers mots, l'Hôpital avançait de fort loin son temps. Il fondait en droit la tolérance que la nécessité commandait en fait. Il allait même au delà de la tolérance. En séparant nettement le citoyen du chrétien, il proclamait l'État indifférent à la forme de religion. La religion catholique et la religion réformée devaient être de la part de l'État l'objet d'un traitement égal. De là la nécessité pour elles de vivre dans une tolérance mutuelle et dans un respect réciproque. De la distinction radicale des deux domaines religieux et civil, résultait réellement la liberté religieuse.

Ferme dans l'expression du principe, l'Hôpital faiblit dans l'application : les clauses de l'édit furent moins hardies que les idées qui avaient présidé à leur composition. Contraint de compter avec les circonstances, le Chancelier fit des concessions. L'édit du 17 janvier<sup>1</sup>, tout en abrogeant les dispositions de l'édit de juillet, ordonnait aux réformés de rendre les temples, revenus ecclésiastiques, ornements d'église dont ils s'étaient emparés. — La liberté du culte était assurée, mais il était défendu aux réformés d'édifier des temples au dedans ou en dehors des villes, « sur peine de la vie et sans aucune espérance de grâce ou rémission. Ils ne pouvaient s'assembler ni de jour ni de nuit, en privé ni en public dans les villes ». « Les assemblées qui se feront de jour hors des villes » sont seules autorisées.

Pour assurer l'exercice de cette liberté étaient prises certaines dispositions de police : défense de s'injurier, de porter des armes (sauf pour les gentilshommes) ; ordre aux réformés de ne recevoir dans leurs assemblées aucunes personnes sans s'être au préalable « bien informés de leur vie, mœurs et condition », de laisser les officiers royaux assister aux prêches ; de ne faire aucun synode ni consistoire, aucun règlement pour l'exercice de la religion sans prévenir lesdits officiers, ou solliciter la permission du roi lui-même. « Les enrôlements de gens pour se fortifier et aider les uns les autres, ou pour offenser autrui sont interdits, ainsi que les

1. Le texte de l'édit se trouve dans *M. C.*, III, 8 sqq. ; — *Hist. Eccl.*, I, 752 sqq. ; — dans DELABORDE, *Gaspard Coligny*, II, Appendice, 547-551.

impositions, cueillettes et levées de gens. » Ce ne sont pas des mesures vexatoires ou oppressives : ce sont des garanties que prend l'État pour assurer l'ordre et prévenir les séditions. La preuve en est qu'il autorise les charités et aumônes à condition qu'elles soient volontaires.

Deux autres dispositions relevaient du même esprit. Les réformés sont « tenus de garder les lois politiques, même celles qui sont reçues en l'Église catholique, en fait de fêtes et jours chômables et de mariage pour les degrés de consanguinité et affinité ». — En outre, les ministres doivent promettre de ne prêcher « doctrine qui contrevienne à la pure parole de Dieu selon qu'elle est contenue au symbole du concile Nicène et ès livres canoniques du vieil et nouveau testament ». Ces dispositions étaient purement politiques. La première avait pour objet d'éviter les débats et procès qui s'en pourraient ensuivre; la seconde était destinée à empêcher la naissance de nouvelles hérésies. Elle semblait établir une sorte de religion d'État constituée par des articles reconnus à la fois des catholiques et des protestants. Cela était contraire au principe énoncé par l'Hôpital dans son discours : l'État neutre vis-à-vis des divers cultes. Mais les circonstances étaient plus fortes que les principes. D'ailleurs, à cette époque, on croyait que le souverain avait le droit d'imposer sa foi à ses sujets (*cujus regio ejus religio*).

Toutes ces restrictions étaient avant tout des mesures de police. Il en était de même<sup>1</sup> de la défense faite aux ministres d'aller « de lieu en autre, et de village en village, pour y prêcher par force, contre le gré et consentement des seigneurs, curez, vicaires et marguilliers des paroisses ». Mais elles avaient l'air de concessions au catholicisme et paraissaient subordonner les progrès du protestantisme et même la possibilité de la propagande protestante au bon plaisir du clergé catholique. De plus elles donnaient à l'édit un caractère vague, ambigu, équivoque même, propre à provoquer les récriminations des uns et les alarmes des

1. C'est ce qui ressort de la place qu'occupe la défense dans la suite des articles.

autres. Une chose cependant demeurait hors de doute : la liberté des assemblées (dans les conditions prescrites), la légitimité du culte protestant. Mais il ne suffisait pas de les reconnaître en droit et de les proclamer en théorie. Il fallait les assurer en fait et dans la pratique. Le pouvoir assez sensé pour faire les concessions nécessaires serait-il assez fort pour empêcher à la fois les protestants de les étendre, et les catholiques de les annuler ? Là était toute la question.

(*La fin au prochain numéro.*)

V. L. BOURRILLY.

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIQUE

Croissy-sur-Seine. — Josse Clichtou. — Marguerite de Lustrac. Jacques de Béla. — Guillaume Budé. — Charles Artigues, dit Laporte.

A première vue l'histoire du Protestantisme n'a rien de commun avec celle du village de Croissy-sur-Seine, que M. J.-Charles Bonnet a entrepris de raconter « d'après les pièces authentiques », et dont la première partie, *Les Seigneurs*, vient de paraître<sup>1</sup>. Or, si vous ouvrez le livre, vous ne tardez pas à voir que deux des premiers seigneurs de cette terre furent huguenots, savoir : Jean Hennequin, bourgeois de Paris, réfugié à Genève (Blaise Allemand sa femme), 1573-1582, et Jean Robineau, écuyer, conseiller secrétaire du roi, etc., qui en devint acquéreur (Marie Rousseau sa femme), 1582-1609. Ce dernier vendit Croissy à François Patrocle, lequel eut l'honneur, avec sa femme, de fournir à Molière les types d'Orgon et d'Elmire dans *Tartuffe*. — En outre, deux des premiers Parisiens qui eurent à Croissy une maison de campagne, M<sup>e</sup> Loys Besnard, qui administra la terre en l'absence de Jean Hennequin, et son gendre Gabriel Rossignol, archer des gardes du corps du roi, furent très probablement aussi huguenots. L'histoire de Croissy nous intéresse d'autant plus que M. Ch. Bonnet a réuni, sur les noms que je viens de citer, appartenant à la célèbre corporation des drapiers de Paris, et apparentés, entre autres, aux *Gobelins*, des renseignements aussi précis que peu connus.

Un aperçu suggestif de l'Etat de la société au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle d'après les homélies de Josse Clichtou, élève de Lefèvre d'Etaples<sup>2</sup>, se trouve dans la *Revue des Questions historiques* du

1. *Le village de Croissy-sur-Seine, sous l'ancien régime et pendant la Révolution, d'après les pièces authentiques*, par Charles Bonnet, Première partie, *les Seigneurs*, 1 vol. de viii-351 p. in-8°. Angers, impr. A. Burdin, 1895.

2. Auquel M. l'abbé J.-A. Clerval a consacré en 1894 une thèse latine



1<sup>er</sup> avril 1895, p. 533. Cette revue a fait paraître aussi (1<sup>er</sup> janvier 1896), une étude de M. Clément-Simon sur *Une grande dame au XVI<sup>e</sup> siècle*. **Marguerite de Lustrac** commença par être la femme du maréchal de Saint-André, l'un des triumvirs catholiques tués à la bataille de Dreux. Devenue ensuite protestante, elle épousa (16 oct. 1568), après avoir inutilement recherché Condé, *Geoffroy de Caumont*. Sa fille **Anne**, issue de ce second mariage (Catherine d'Albon, issue du premier, mourut non mariée), fut disputée par les amis et ennemis de sa mère. Finalement mariée à François d'Orléans, comte de Saint-Pol, ruinée par ce dissipateur, elle vit mourir son fils à 17 ans et mourut elle-même, à soixante-huit ans, le 2 juin 1642, dans la misère, et dans la religion catholique qui lui avait été imposée.

Le même auteur, M. Clément-Simon, a consacré, dans le *Bulletin de la Société des Sciences... de Pau* (1894-1895), un travail plus étendu à un huguenot jusqu'ici inconnu, **Jacques de Béla**<sup>1</sup>, dont les papiers font partie de ses archives personnelles. Les de Béla occupaient une situation importante dans la vicomté de Soule, partie du pays basque, enclavée entre la Basse-Navarre et le Béarn, et devenue aujourd'hui l'arrondissement de Mauléon, dans les Basses-Pyrénées. — *Gérard*, père de Jacques, ayant épousé, en 1577, *Catherine*, fille de *Jean de Johanne*, secrétaire d'État de Jeanne d'Albret, devint protestant. Il fut lieutenant général et bailli de la vicomté de Soule dont *Jean de Belsunce* était gouverneur pour Henri de Navarre auquel, grâce à ces deux hommes, ce coin de terre fut conservé malgré Charles de Luxe. — Jacques de Béla, instruit d'abord par le pasteur que son père entretenait à *Chéraute*<sup>2</sup>, puis au collège de Lescar, où, en 1603, entre autres, l'Écossais *Macole* (Mac All?) lui enseigna la mnémologie, enfin à Toulouse, devint avocat et bailli royal après la mort de son père (1633), mais sans pouvoir jouir, grâce à la résistance du parlement de Bordeaux, de son office qu'il dut transmettre à son fils. Il avait épousé, le 3 mai 1614, Jeanne d'Arbide de la Carre, qui était catholique, mais il resta lui-même huguenot et installa à ses frais le temple de Mauléon dans sa pro-

soutenue en Sorbonne : *De Judoci Clichtovei Neoportuensis doctoris theologiae Parisiensis et Carnotensis canonici vita et operibus* (1472-1543), Paris, Picard, in-8.

1. *Le Protestantisme et l'érudition dans le pays basque au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle*. Jacques de Béla, Biographie, Extraits de ses œuvres inédites, une brochure de 125 p. in-8<sup>o</sup>, extraite du *Bull. de la Société des Sciences... de Pau*, 1894-1895. — Paris, H. Champion, 1896.

2. Et que le frère aîné de Jacques, Isaac, continua à y entretenir après la mort de son père.

priété de *Mounes*, qu'il avait héritée d'une tante, et où il entretenait un pasteur<sup>1</sup>. Homme d'étude, avant tout soumis aux autorités, Jacques de Béla contribua à l'invasion du Béarn par Louis XIII (1620), en dénonçant indirectement ceux qui voulaient résister au violent « rétablissement » du catholicisme, et mourut le 23 mai 1667, âgé de plus de 81 ans. Son fils *Salomon*, dit de *Belaspect*, bailli de Mauléon, fut encore protestant, ainsi que *André de Béla-Chéraute*, fils de son frère Isaac, puis la famille passa au catholicisme.

M. Clément-Simon a ajouté à la notice que je viens de résumer sommairement, d'intéressants extraits des volumineuses *Tablettes* manuscrites de J. de Béla. Je n'y relèverai que par acquit de conscience, p. 56, la phrase où M. C.-S. dit que Jeanne d'Albret « prit les « mesures les plus tyranniques, jusqu'à défendre la messe sous « peine de mort », phrase contredite par les faits et qu'il eût mieux valu remplacer par des preuves, tirées par exemple des papiers de Béla. Parmi les notes de ce dernier, en voici une que je me reprocherais de ne pas recommander aux détracteurs du protestantisme : « RELIGION. — Il y a de l'honneur et du profit d'être de la Religion... « L'Allemagne qui, avant le Christianisme, estoit inculte en beau- « coup de cartiers est à présent enrichie et parsemée de plusieurs « belles et grandes provinces, villes, bourgades, bourgs, villages, « fruiets et champs qu'elle a pour le jour d'uy. Autant en peut on « dire de plusieurs autres. En ceste ville de Mauléon des ménageries et plants d'arbres fruitiers, domestiques et autres défrichements de forêts et taillis, complant de vignes et telles choses, « d'aucuns de la Religion, depuis mon siècle, ont amélioré l'entour « de quatre pour un qu'il estoit auparavant. Il en est de mesme en « Béar et en Saintonge, Périgort, Agénois, Quercy, Cévènes, Languedoc et autres contrées de la France esqueles ceux de la Religion ayant agencé et amélioré les lieux, les catholiques Romains « passans par ces lieux accomodés, disent ainsy : *Voyés ces chants huguenots come il se sont emparés des meilleurs païs, et, « pour ce, on les démange de tailles et contribucions...* (p. 111-112). »

A ce renseignement caractéristique et que je n'ai pas retrouvé

1. En 1663 ce pasteur était le fils de *Jacques de Bustanoby* lequel, originaire de Lacarre en Soule, avait d'abord été prêtre, ainsi que dans le même pays, *Jean d'Etchart*, de Montory, *Jean de Tartas*, de Chéraute, *Pierre de Landetcheberry*, d'Endurein, et *Jean de Leyçarague*, de Briscous. On voit, d'après ces renseignements de Béla (à l'art. VOCATION, p. 124) que dans le pays basque la plupart des premiers pasteurs furent d'anciens prêtres.

ailleurs, Béla ajoute ceux-ci qui confirment la paisible coexistence des deux religions en Béarn, sous Jeanne d'Albret :

« D'ordinaire la religion nouvelle tâche d'abolir l'ancienne.... Si, « on les a vues ensemble par composition en aucunes villes de la « Germanie, ainsy qu'en Béarn, en Soule, en la Basse Navarre, où « les cloches servoient à appeler les peuples chascun à son temps, aux « exercices de sa religion, à advertir chascun de son mort, etc., où « des temples servoient à une heure aux uns pour la messe, et aux « autres pour le presche, etc., de chascune des dictes religions, où les « cemetièrres estoient indifféremment communs à tous, et si ès ceme- « tierres paroissiaux y avoit des lieux de sépulchre particuliers, « ainsy qu'ils le sont signament en Soule, et qu'on eût des chapelles « particulières dans les églises matrices ou oratoires, non obstant « la différence de religion, chascun estoit enterré en son sépulchre par- « ticulier de dehors l'église ou d'au dedans icelle, fût ce chapelle ou « autre endroit, et esquels lieux et provinces les catholiques romains « et ceux de la religion se faisoient compères et commères au faict « des baptêmes de leurs enfans, contractoient des mariages des uns « et des autres, et d'autres les accompagnoient en telles choses et aux « convois de leurs morts indifféremment. Toutesfois la malice du temps « a altéré ces moyens de concorde... »

A propos d'extraits que les savants d'autrefois avaient coutume de faire de toutes leurs lectures, quelques-uns de ceux que le célèbre **Guillaume Budé** avait accumulés existent encore dans sept volumes manuscrits que possède son descendant M. Eugène de Budé. Il vient précisément d'appeler l'attention sur eux dans un article de la *Revue Bleue* du 20 juin dernier : *Un manuscrit inédit de Guillaume de Budé, ses Adversaria*. Malheureusement les tablettes du grand helléniste ne renferment presque pas de notes biographiques.

Plusieurs de nos journaux protestants consacrent à la Fête de la Réformation leur numéro de novembre. Celui de la *Voix de la Montagne* de cette année renferme, entre autres, une notice biographique de M. D. Benoit, sur **Charles Artigues, dit Laporte** (1668-1696), un des premiers compagnons de Vivens et de Brousson. Originaire du Collet-de-Dèze, il tint le Désert dès l'âge de 17 ans, à partir de 1687, et sauf une ou deux interruptions, pendant près de dix ans. Pris à Montpellier où il eut l'imprudence de s'aventurer, le 24 février 1696, il y fut pendu le 27 pour « assemblées illi- cites et assassinats », disaient des juges iniques qui ne s'aperce- vaient pas qu'ils venaient eux-mêmes de décréter un véritable assassinat.

N. W.

### Le Jubilé de M. A.-L. Herminjard.

Dans un de ses volumes manuscrits d'*Adversaria*, c'est-à-dire de notes décousues que Guillaume Budé a laissées, son descendant M. E. de Budé a cueilli naguère cette judicieuse réflexion : A propos du parfum de l'iris qui se trouve dans la racine et non dans les parties apparentes de la plante, le grand helléniste écrivait il y a plus de 350 ans : « On peut le comparer à certaines œuvres littéraires dont les auteurs, éminents entre tous, ne reçoivent jamais « de récompenses publiques, bien que leurs travaux soient plus « utiles que ceux auxquels on les décerne. » (*Revue Bleue*, 1896, 772.) Cette réflexion si juste, si vraie, qui ne l'a faite souvent, qui ne l'a surtout appliquée à notre génération, folle de réclame intéressée ? On voit qu'il y a trois siècles déjà, un homme au courant de tout ce qui s'imprimait de son temps, l'appliquait à ses contemporains. Pas plus que nous, nos ancêtres n'étaient donc attentifs au vrai mérite, à celui qui se cache, se terre, comme les racines de l'iris, parce qu'il lui répugne d'attirer les regards, ou de solliciter des récompenses. Je dirai même, au risque de soutenir un paradoxe, qu'ils étaient encore plus esclaves que nous du succès, et moins capables de distinguer la valeur réelle de celle qui est usurpée. Je doute fort, par exemple, qu'une fête comme celle à laquelle nous venons d'assister à Lausanne, eût été possible du temps de François I<sup>er</sup>, à l'époque précisément dont M. Herminjard recueille, publie et annote les écrits que la multitude des contemporains n'aurait guère jugés dignes de la postérité.

Aimé-Louis Herminjard est né à Vevey, le 7 novembre 1817. Voilà près d'un demi-siècle qu'il a conçu le projet d'édition la *Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française*, disséminée un peu partout et dont le sens, les allusions, pour être compris, avaient besoin d'être élucidés par des notes exigeant de vastes connaissances historiques et d'interminables recherches. Le premier volume parut en 1866, et le 9<sup>e</sup>, entièrement composé, sortira de presse prochainement. Ce n'a pas été un succès de librairie ; mais cette précieuse collection de documents et de faits authentiques a fait sortir nos origines protestantes des nuages de la légende et du romantisme littéraire, et depuis lors, tous ceux qui étudient l'histoire du xvi<sup>e</sup> siècle ont consciencieusement « pillé » et continuent à piller Herminjard. Quelques amis ont pensé qu'il n'était pas juste de laisser l'auteur achever sa laborieuse carrière, sans célébrer le jubilé de son œuvre et l'entourer lui-même de quelques



marques de gratitude et de respect au moment où il allait entrer dans sa 80<sup>e</sup> année.

C'est M. E. Secrétan, le distingué rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, qui avait pris l'initiative de cette fête avec M. Ph. Godet, l'auteur de l'*Histoire de la littérature romande*, et M. Th. Dufour, le directeur de la Bibliothèque de Genève. L'appel discrètement répandu et auquel, dès la première heure, le Comité de notre Société s'était associé, a rencontré l'accueil le plus empressé et le plus flatteur. Lorsque, le 7 novembre dernier, à 2 h. 1/2, dans la belle salle de l'hôtel Beauvillage à Ouchy, on a pris place au banquet qui avait été préparé, on s'est trouvé près de 130 personnes, dont beaucoup de dames, représentant l'élite intellectuelle de la Suisse romande et quelques délégués de la France. Pendant qu'on admire un ravissant menu illustré par Mlle Secretan et représentant les silhouettes des cathédrales de Lausanne et de Genève, et de la collégiale de Neuchâtel, — son père, M. Édouard Secrétan — ouvre la fête en en indiquant dès l'abord le caractère : Honorer le grand exemple d'une vie consacrée à une noble cause avec autant de désintéressement que de persévérance. Puis ç'a été, jusqu'au soir, une succession ininterrompue d'adresses, d'allocutions et de toasts.

M. Virieu, conseiller d'État, remet au jubilaire le diplôme de professeur honoraire de l'université de Lausanne, et M. Combe, recteur, montre combien ce titre est bien placé. M. Bernus apporte le doctorat de l'université de Bâle, à « celui qui depuis longtemps est docteur pour ceux qui s'occupent d'histoire<sup>1</sup> ». — M. le baron F. de Schickler arrive de Lyon : « Lorsque vous avez accepté la tâche de « présenter sous son vrai jour l'œuvre inaugurée au xvi<sup>e</sup> siècle pour « remettre l'Évangile en lumière, vous l'avez acceptée, disiez-vous, « avec reconnaissance, car elle vous permettait de rappeler le souvenir des bienfaits que Dieu a départis aux Églises réformées. « Les délégués, pasteurs et laïques, des cent quatre Consistoires « de ces Églises réformées de France, réunis à Lyon en conférence fraternelle, ont désiré vous remercier de leur avoir, au « prix d'incomparables labeurs, rendu et conservé leurs plus précieux titres de noblesse, et montré surtout ce qu'aux jours d'aujourd'hui le Père céleste a daigné faire pour le « petit troupeau ». « Dans un vote solennel et par une acclamation unanime, il vous « ont adressé l'hommage de leur vénération et de leur gratitude »...

1. Genève avait déjà, il y a quelques années, conféré à M. Herminjard le doctorat ès lettres.

Puis il remet au jubilaire le prix Bersier<sup>1</sup> que notre Société d'Histoire décerne pour la première fois, et qu'elle accompagne de la lettre qu'on trouvera plus loin.

Plusieurs Églises de France ont envoyé des adresses particulières, entre autres celles de Paris, Rouen, Bordeaux, Nîmes, etc. Mais le soussigné ne peut communiquer que quelques extraits de la belle lettre de la Faculté de théologie de Paris, héritière de celle de Strasbourg, où les Baum, Cunitz, Reuss, Schmidt étaient si étroitement associés à l'histoire de la Réforme française — de celle du synode Luthérien rappelant ce nom de « luthériens » donné aux premiers protestants français — et de celle de MM. Gaston Paris, administrateur, et Abel Lefranc, secrétaire du Collège de France, apportant leur tribut personnel d'admiration pour ce « magnifique monument de science exacte et impartiale ». M. le professeur E. Doumergue parle au nom de la Faculté de théologie de Montauban, de la Commission permanente du synode officieux réformé, et du « Jean Calvin » qu'il ne pourrait mettre au jour sans le secours de la « Correspondance ». Enfin M. Lehr, jurisconsulte de la légation de France en Suisse, qui, dès la veille, avait apporté dans le cabinet de travail de la rue Longeraie, la croix de la Légion d'honneur, nous dit qu'elle consacre les services rendus par le savant, avant tout épris de vérité, à une partie importante de l'histoire de France; — noble revanche de la Révocation, ajoute M. E. Secrétan.

La jeunesse universitaire, en particulier la Société de Zofingue, dont M. Herminjard a jadis fait partie, entonne des chants, entre autres les strophes de Juste Olivier, si chères au jubilaire,

Chantons, amis, chantons sous les vieux chênes,  
Le souvenir des beaux jours envolés...

M. Cuénoud, syndic de la ville de Lausanne, apporte les félicitations de cette cité, puis M. Herminjard se lève. Il est fatigué, souffrant, il éprouve quelque « mauvaise humeur » de ne pouvoir parler « d'une manière honnête et convenable ». Il ne sait vraiment ce qu'on a voulu dire quand on a loué, entre autres, sa *Méthode*. « Moi, une méthode! Je n'ai jamais su que j'en avais une. » Il en a une cependant, celle qui consiste à « ne pas accaparer le résultat d'un travail sans faire connaître ceux qui l'ont secondé ». Et alors, en termes simples, touchants, directs comme les documents qu'il exhume, il

1. Ce prix, de la valeur de 500 francs, a été fondé avec le reliquat de la somme recueillie pour publier les *Sermons choisis* d'E. Bersier, et doit être distribué tous les cinq ans.

rappelle le souvenir de son père, de son frère cadet, sitôt retiré de ce monde, de Louis Vuillemin, Isely, Porchat, Charles Eynard, l'archiviste Baron, Albert Rilliet de Candolle, des anciens Zolinguens, des Naville, Bordier, Lecoultre, Heyer, Adert, etc.

Nous ne sommes pas au bout. Les Suisses ont galamment cédé le pas aux voix de l'étranger. Ils viennent maintenant, en foule, s'acquitter envers leur compatriote. Je crois qu'il n'y a pas une société savante du pays, pas une académie, école ou Faculté de théologie qui n'ait tenu à y aller de son adresse, de son diplôme ou de ses vœux personnels. Et les rouleaux, les parchemins enluminés, les papiers ornés et bien reliés s'entassent, ainsi que les discours, chacun avec sa note, grave ou gaie, parfois poétique. C'était un spectacle touchant que cette unanimité, ce débordement démontrant que « de l'abondance du cœur la bouche parle », et de voir augmenter la confusion, l'embarras de celui auquel s'adressaient tous ces témoignages de gens heureux de dire enfin tout haut ce que quelques-uns depuis longtemps pensaient tout bas. — Les absents terminent le défilé. Nous ne pouvons les énumérer tous; qu'il nous suffise de citer toutes les sociétés huguenotes ou wallonnes, y compris la Société d'Histoire de la Réforme avant la Réforme, c'est-à-dire vaudoise des vallées du Piémont, les universités d'Écosse, de Strasbourg, Tubingue, Halle, New-York, Yale, etc. — Le soussigné ajoute un toast « aux enfants de M. Herminjard » et M. E. Secrétan souhaite qu'à l'avenir on n'attende pas si longtemps pour rendre justice « aux hommes éminents et modestes qui vivent et travaillent « parmi nous et pour nous ».

Il faudrait maintenant suivre M. Herminjard dans son humble et studieuse retraite de Longeraie, l'entendre dire : « Quand j'ai reçu « le petit mot m'informant que M. Lehr désirait me faire une communication officielle, je me demandais ce que cela pourrait bien « être, — une nomination d'officier d'académie, — vous savez — les « palmes vertes?... Mais jamais je n'aurais osé imaginer la croix ! Le « monde n'est pas juste. Soit qu'il loue, soit qu'il blâme, il dépasse « la mesure... Dire que Juste Olivier qui nous a tous inspirés jadis, « n'a rien eu, et que j'ai la croix ! Et que je n'ai pas su dire tout à « l'heure que si je l'acceptais, c'est qu'elle est un honneur pour le « Canton et pour mes enfants ! » Il faudrait l'entendre demander à ces derniers de lui chanter des chansons de Juste Olivier, le voir transporté dans les temps disparus par cette musique dont il battait la mesure et murmurait les refrains. Et l'on comprendrait combien il y a de poésie dans l'âme et la vie de ces vieux savants qui, par

leurs patientes, laborieuses exhumations, que les ignorants trouvent terriblement ennuyeuses, nous permettent de *revoir* le passé, d'en contempler les hommes et les choses, de les entendre nous dire : Voilà ce que nous avons senti, souffert, voulu, rêvé, en pensant au présent — et à l'avenir<sup>1</sup> !

N. W.

*Adresse de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.*

Monsieur le Professeur,

Le jour où la Société d'Histoire du Protestantisme français célébrait le 40<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation, en avril 1892, son Comité s'adjoignait pour la première fois des membres honoraires et correspondants. Sur cette toute première liste il inscrivait votre nom, heureux et fier, après avoir, pendant de longues années, tant reçu, tant appris de vous, de vous compter désormais comme un des siens, de donner à ses propres travaux, par votre acceptation de ces liens plus étroits et plus directs, la sanction de votre science, de vos lumières, de votre constante et sereine impartialité.

Alors que vos amis et que les admirateurs de l'œuvre immense accomplie déjà dans ces neuf volumes presque achevés, et dans l'infatigable préparation des suivants, ont désiré se réunir autour de vous pour vous exprimer leur affection et leur gratitude, vous comprendrez que la Société consacrée à la résurrection de notre passé protestant ait eu à cœur d'être tout entière de ces amis et de ces admirateurs-là, et de rendre, elle aussi, avec une émotion profonde, au nom des Églises dont vous avez retrouvé les origines comme au nom des héritiers de si grands souvenirs, un hommage de respect et de reconnaissance à celui qui s'intitule modestement l'éditeur, mais que nous appellerons le révélateur de la *Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française*.

De ce monument que vous seul sans doute pouviez élever à nos pères dans la foi, des voix autorisées ont dit, et rediront encore, l'étonnante ampleur, les trésors historiques et religieux. Mais qu'il nous soit permis de joindre notre témoignage à tant d'autres, en décernant à la *Correspondance des Réformateurs* le prix fondé en souvenir de notre ancien collègue M. le pasteur Eugène Bersier, pour être attribué tous les cinq ans à un ouvrage se rapportant à l'histoire du Protestantisme français.

Commencer par vous l'offrir, ainsi que l'a fait le Comité, par un vote unanime dans sa séance du 16 octobre dernier, c'est indiquer aux historiens futurs la voie et leur proposer l'exemple à suivre !

Au nom de vos bien dévoués collègues de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, le Président,

F. DE SCHICKLER.

1. On trouvera d'autres notices et comptes rendus, dans la *Gazette de Lausanne* des 4 et 9 nov. 1896 ; le *Journal de Genève* du 7 ; la *Semaine religieuse de Genève* du 14 ; les *Débats* du 10 ; le *Temps* du 12 ; le *Signal* du 11 et le *Christianisme au XIX<sup>e</sup> siècle* du 13 ; etc.

**Le Gérant : FISCHBACHER.**



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DU  
PROTESTANTISME FRANÇAIS

---

Études historiques

---

LES PRÉLIMINAIRES DES GUERRES DE RELIGION  
EN FRANCE<sup>1</sup>

IV

Vassy. — La prise d'armes générale.

I

Les idées qui avaient guidé l'Hôpital dans la rédaction de l'édit de janvier étaient trop élevées pour être parfaitement comprises autour de lui; les passions étaient trop excitées pour permettre une application immédiate et complète de l'édit lui-même. On le vit bien dès l'abord. L'accueil qu'on fit à ce document dès son apparition montra clairement que loin de mettre fin aux troubles, il les entretiendrait plutôt et leur servirait d'aliment.

Les protestants, en faveur de qui l'édit de janvier était rendu ne s'en montrèrent pas entièrement satisfaits. Ils attendaient davantage, et ils furent déçus. « L'édit est rédigé en termes un peu durs », écrit Bèze à Bullinger<sup>2</sup>; et l'exécution de certaines clauses était jugée « fâcheuse et difficile<sup>3</sup> ». Il semblait « à plusieurs qu'on pouvait selon le temps obtenir plus grande liberté que celle qui se présentait » et surtout il était « grief à ceux qui avaient déjà occupé des temples et autres lieux publics dans les villes, de les laisser ». Sur ce

1. Voir plus haut p. 584.

2. *Op. Calv.*, XIX, 315.

3. *Hist. Eccl.*, I, 758.

point, les protestants perdaient à l'édit et ils se plaignaient « vu qu'en les renvoyant aux faubourgs, on rendait leur condition beaucoup pire qu'elle n'était ». Certains même comme Bèze et Languet y voyaient plutôt un piège qu'une mesure de conciliation, une occasion de guerre civile plutôt qu'un moyen propre à l'éviter<sup>1</sup>.

Pourtant, tel qu'il était, les protestants l'acceptèrent. Dans la lettre que les députés et les ministres réunis à Saint-Germain envoyèrent aux Églises de France, ils tracèrent la conduite à suivre : « Il faut considérer que si nous sommes privés, pour un temps, de quelque commodité, le grand bien qui s'offre de l'autre côté doit effacer l'ennui qu'aucuns pourraient avoir de ce qu'ils perdent, joint que ce n'est pas ici le dernier bénéfice que nous espérons de notre roi. » En conséquence, passant en revue les divers articles de l'édit, ils les expliquaient, et concluaient invariablement : « Il faut obéir<sup>2</sup>. » Les Églises, en général, obéirent à ces injonctions venues des ministres, mais sans manifester cet enthousiasme que quelques historiens leur ont prêté<sup>3</sup>.

L'opposition des catholiques était moins inattendue : elle fut très violente. Le clergé se refusait absolument à admettre l'édit. Nous avons vu quel traitement, Quintin, dans son *Discours aux États d'Orléans* proposait d'infliger aux réformés. Leur reconnaître la liberté de s'assembler, même sous conditions, paraissait non seulement un sacrilège, mais un danger pour l'État. C'est « un édit si pernicieux pour la République et pour le repos public, et pour la manutention du royaume, s'écrie Bruslart<sup>4</sup>, qu'il n'est possible plus ». C'était la dualité de religion introduite en France, une situation analogue à celle qu'avait établie en Allemagne l'*Interim* d'Augs-

1. BÈZE, *loc. cit.*, note 1. — LANGUET, cité dans *Hist. Eccl.*, I, 759.

2. *Hist. Eccl.*, I, 760 sqq. — M. C., III, 93 sqq.

3. Par exemple, M. A. DE RUBLE dit : « L'édit de janvier fut salué par les applaudissements unanimes du parti réformé, » *op. cit.*, IV, 14. — Voir sur l'application de l'édit à Agen, *Hist. Eccl.*, I, 897; — à Angers, *Ibid.*, 838; — à Autun, *Ibid.*, 868-869; — à Auxerre, *Ibid.*, 853; — à Bordeaux, *Ibid.*, 874; — à Grenoble, III, 240; — à Montpellier, I, 977; — à Nîmes, III, 138; — à Rouen, II, 610; FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, II, 374, etc.

4. BRUSLART, *Journal*, M. C., I, 70.

bourg. C'était « un Interim tacite<sup>1</sup> », « une sommaire approbation de cette malheureuse secte calviniste sous le seel du roi ». Quelle monstruosité pour des gens convaincus que la tranquillité de l'État était indissolublement liée à l'unité de foi ! Pour lesquels la formule : « une foi, une loi, un roi », était une vérité incontestable et presque un dogme ! Ils disaient comme Pasquier que c'était « débauche que dans une même ville, il y eut exercice de deux religions ». Ils voyaient déjà le royaume déchiré par la guerre civile et plongé dans un abîme de maux.

Aussi la mise en vigueur de l'édit n'alla pas sans difficultés. Pour qu'il fût applicable, il fallait que les Parlements l'eussent enregistré ; et les parlementaires n'étaient rien moins que favorables à ceux de la religion et à l'Hôpital lui-même. La plupart des Parlements de province l'enregistrèrent sans trop d'opposition<sup>2</sup>, même dans les régions où les troubles étaient fréquents et violents. Le Parlement de Toulouse, le plus sanguinaire de France, au dire de Bèze, l'enregistra le 6 février, après quelques modifications, il est vrai. — Seul, le Parlement de Dijon, soumis à l'influence de Tavannes<sup>3</sup>, refusa toujours l'enregistrement. Il suivait ainsi l'exemple de celui de Paris. Le Parlement de Paris accueillit l'édit de janvier comme il avait fait les autres : il refusa d'enregistrer. L'opposition dura deux mois. Le chancelier fit des concessions : le 14 février, il répéta avec insistance que l'édit n'était que provisoire ; il donna au terme « officier » une acception qui limitait la portée de l'édit<sup>4</sup>. Le Parlement se montra intraitable. Aux reproches du roi et de la reine-mère, il répondit par des remontrances ; à deux reprises<sup>5</sup> des lettres de jussion furent envoyées : le Parlement ne se soumit pas.

1. Expression de Sainte-Croix dans sa lettre à Borromée du 17 janvier. Cf. Conversation de Chantonnay avec Catherine de Médecis, dans *M. C.*, II, 601.

2. Le Parlement de Rouen l'enregistre le 27 janvier, celui de Bordeaux, le 6 février, celui d'Aix, à la même date. Sur l'opposition du Parlement de Toulouse, Cf. HATON, *Journal*, I, 188.

3. Cf. PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 29. Tavannes estimait que « l'édit de janvier était la porte par où les huguenots étaient entrés en France ». G. de Saulx-Tavannes, *Mémoires*, coll. Michaud et Poujoulat, VIII, 247.

4. *M. C.*, III, 16.

5. Le 14 février, *M. C.*, III, 17 ; — le 1<sup>er</sup> mars, *M. C.*, III, 19.

Les visites du maréchal de Montmorency, de son père le connétable, du roi de Navarre, de la reine elle-même<sup>1</sup> n'eurent pas plus de résultat. Enfin le 5 mars, sous des menaces de sédition, il se décida à enregistrer l'édit. Il le fit de très mauvaise grâce : « La Cour ayant égard aux lettres patentes du roi (du 1<sup>er</sup> mars), à l'urgente nécessité du temps, et obtempérant à la volonté dudit seigneur roi, enregistre l'édit « sans « approbation toutefois de la nouvelle religion; le tout par « manière de provision, et jusques à ce que par ledit seigneur roi autrement en ait été ordonné<sup>2</sup>. »

L'opposition du Parlement trouvait dans le clergé catholique un appui et des encouragements; elle avait la faveur du peuple. L'opinion populaire était violemment excitée par les prédicateurs. On commença de « mépriser les protestants en paroles dédaigneuses; les voyant sortir des villes pour aller aux faubourgs et villages où se faisaient les prêches et retourner mouillés et crottés<sup>3</sup> ». On se moquait d'eux, on leur jetait des pierres et de la boue; on faisait mille contes sur les femmes de la religion, qui n'étaient pas à leur honneur. Il n'était pas de vexation dont on n'usât. A Chartres<sup>4</sup>, on décide que « nul ne donnerait à besogner aux artisans de la religion et que tous les serviteurs de boutiques seraient chassés par les maîtres de métier ». A Aix<sup>5</sup>, les catholiques s'assemblent devant la maison du ministre et des protestants connus, lancent des pierres en criant : « Fouero, lutheran ! » (Dehors, luthériens). — A Paris ils étaient plus exaltés qu'ailleurs : dans un violent manifeste<sup>6</sup>, ils opposent leur conduite à celle des protestants et concluent : « Laissent donc les habitants de Paris à penser lesquels doivent plutôt vider (la ville) ou les anciens ou les autres. Que cela ne se peut faire sans grands troubles; aussi la femme n'enfante sans douleur. Que le royaume jà affligé y aura générale perte;

1. *M. C.*, III, 24; Cf. HATON, *Journal*, I, 187.

2. *M. C.*, III, 20, 21.

3. CASTELNAU, *Mémoires*, III, vi.

4. *Hist. Eccl.*, I, 841.

5. ARNAUD, *Hist. des protestants de Provence*, I, 131. Il y avait aux portes d'Aix un pin fameux aux branches duquel on pendait les protestants et dont on disait alors « qu'il portait tous les jours de nouveaux fruits ».

6. Inséré dans le *Bull. Hist. du Prot. franç.*, XVII, 534-540.



aussi corps n'a mal sans endurer plaie et perte de sang pour recouvrer la santé. Le royaume qui est un corps politique ne peut être remis sans que la partie d'icelui en souffre mal. Que l'on juge sur qui ce mal doit tomber, sur celui qui vit bien ou [sur celui qui] mal fait. »

Les protestants de leur côté ne se souciaient guère par leur attitude ou leurs paroles de ménager les susceptibilités des catholiques. Fiers des progrès de leurs doctrines, les ministres prêchaient plus hardiment que jamais, « commençaient ordinairement leurs sermons contre les abus de l'Église » et « de là entraient pour la plupart en invectives <sup>1</sup> ». Agrippa d'Aubigné <sup>2</sup> lui-même reconnaît que « les réformés élevés de leur droit, estimaient toutes doutes effacées, ne chantaient que la victoire de leurs ministres et tenant dans le poing l'édit de janvier, s'étendaient par delà ses bornes ».

L'orgueil et l'arrogance des protestants entretenaient l'irritation des catholiques. La haine et l'exaspération des deux partis croissaient de jour en jour. Tous les efforts des magistrats tendaient à empêcher que de leur rencontre naquit un conflit et de là, peut-être, une conflagration générale. A Toulouse <sup>3</sup>, où la foule catholique exécrait les protestants, dès la publication de l'édit, les « messieurs de la ville » font appeler le pasteur de Nort, le reconnaissent comme ministre, le mettent sous leur sauvegarde et 7 à 800 hommes armés sont chargés de l'accompagner au prêche et de l'en ramener. — Le gouverneur de Lyon, Soult, fait protéger par armes le prêche de la Guillotière et de la Platrière contre « les bouchers et les bateliers du quartier Saint-Vincent <sup>4</sup> ». — A Béziers <sup>5</sup>, il est accordé « entre les principaux de l'une et l'autre religion que chacune aurait son capitaine et sa compagnie de 25 hommes pour entretenir les uns et les autres en paix ».

Mais ces précautions, — qui d'ailleurs n'étaient pas prises partout, — ne réussissaient pas toujours à prévenir les collisions. Quelquefois les protestants l'emportaient sur leurs

1. CASTELNAU, *Mémoires*, III, 5.

2. AGRIPPA D'AUBIGNÉ, *Hist. univ.*, III, 1.

3. *Op. Calv.*, XIX, 282, Lettre de Nort, pasteur de Toulouse, à Calvin.

4. *Hist. Eccl.*, III, 253.

5. *Ibid.*, I, 968.

adversaires. Le 1<sup>er</sup> mars, à Limoux<sup>1</sup>, à l'heure des vêpres, une sédition éclate entre catholiques et protestants : deux catholiques sont tués. Le plus souvent les protestants étaient les victimes. A Paris<sup>2</sup> où, bien que l'édit de janvier ne fût pas enregistré, les réformés avaient des lieux autorisés pour leurs prêches et s'y réunissaient en armes sous la protection de grands seigneurs, comme Condé, les séditions sont fréquentes; « des meurtres et des homicides se commettent chacun jour. La publication de l'édit (6 mars), loin de calmer l'agitation, l'excite davantage encore ». — A Chartres<sup>3</sup>, le ministre est arraché de sa chaire, qui est vendue à l'encan; la foule dépend le cadavre d'un soldat huguenot et lui fait subir toutes sortes d'outrages. — Au début de mars, à Narbonne<sup>4</sup>, sous prétexte d'un duel fictif entre deux Espagnols, tous les habitants sortent de la ville; on annonce alors que le duel est renvoyé et les portes de la ville ne sont ouvertes qu'aux catholiques : *alii sunt exclusi*. — A Carcassonne<sup>5</sup>, on profite du moment où les protestants sont à leur prêche hors de la ville pour fermer les portes. Au retour, les protestants luttent pour rentrer et trois sont tués. — A la même époque, Castelnaudary<sup>6</sup> est le théâtre d'un massacre qui rappelle par son horreur celui de Cahors. Une procession générale passe devant le lieu où se tient le prêche. La bataille s'engage d'abord à coups de pierres; puis le feu est mis au temple; plus de soixante protestants sont blessés; quarante à cinquante sont tués, dont le contrôleur, le juge ordinaire, l'avocat du roi, deux consuls et le ministre Giscart « auquel, après sa mort, on tira les tripes du ventre qu'on brûla avec autres indignités ».

1. *Hist. Eccl.*, III, 171.

2. *M. C.*, III, 104. — Lettres de Bèze à Calvin du 26 février, *Op. Calv.*, XIX, 297, du 4 mars, *Ibid.*, 318; — de Bèze à Bullinger du 2 mars, *Ibid.*, XIX, 315. — BRUSLART, *Journal* dans *M. C.*, I, 72.

3. *Hist. Eccl.*, I, 841.

4. Lettre de Viret à Calvin du 23 mars 1562, *Op. Calv.*, XIX, 357.

5. Lettre de Viret déjà citée, *Hist. Eccl.*, III, 160.

6. Lettre de Viret déjà citée, *Hist. Eccl.*, III, 157. — La date du 22 mars donnée par l'*Hist. Eccl.* comme date du massacre de Castelnaudary est fort improbable. Le fait a dû se passer plus probablement vers le 15 mars, comme les précédents. — Le même 15 mars une émeute est sur le point d'éclater à Béziers, *Hist. Eccl.*, III, 159.

Par suite de la faiblesse du pouvoir central, de l'impuissance ou de l'hostilité des pouvoirs locaux, il devenait manifeste que dans toute la France l'édit de janvier allait contre son but. Au lieu d'empêcher ou seulement de différer la guerre civile, il la rendait inévitable et prochaine. Par les émeutes et les massacres que son application suscitait, il fournissait des occasions multiples de la faire éclater. Le massacre de Vassy ne fut qu'une de ces occasions.

II<sup>1</sup>

Le duc de Guise avait quitté la cour à la fin d'octobre 1561, et s'était retiré dans ses terres. Il laissait Catherine de Médicis s'engager de plus en plus dans sa politique favorable aux protestants. Pour lui, se mettant à la tête des intérêts catholiques, il négociait avec le roi d'Espagne Philippe II et essayait de se concilier l'amitié et au besoin l'appui des princes luthériens d'Allemagne. Il leur demanda une entrevue<sup>2</sup>. Le duc Christophe de Wurtemberg répondit seul à son appel et au milieu de février 1562 (15-18 fevr.), une entrevue eut lieu à Saverne entre ce duc et les princes lorrains. Ces derniers, en flattant les goûts théologiques du souverain du Wurtemberg jetèrent les bases d'un accord entre les catholiques et les luthériens et d'une action commune au concile de Trente<sup>3</sup>. L'entrevue de Saverne n'était qu'un point de départ. Elle n'avait pas répondu entièrement à l'attente de Guise puisque, seul des princes allemands, le duc de Wurtemberg y assistait<sup>4</sup>. Elle en présageait d'autres, car il est bien évident que si le duc de Guise s'était livré à

1. Pour les sources du massacre de Vassy, voir une Note supplémentaire.

2. Sur les rapports du duc de Guise avec les princes allemands, voir leurs lettres publiées dans le *Bull. Hist. Prot. franç.*, XXIV, 71-83; 115-122; 209-221; 499-513. — Lettre de Rascalon au nom du duc de Guise au comte Wolfgang, 8 novembre, et au duc de Wurtemberg, 15 novembre; — Lettres du duc de Wurtemberg au duc de Guise, 22 novembre 1561 et 10 janvier 1562; — réponses du duc de Guise du 3 décembre 1561 et du 14 février 1562.

3. Le récit de cette entrevue, écrit par le duc de Wurtemberg, se trouve dans *Bull. Prot. franç.*, IV, 184-196; il est reproduit par DELABORDE, *Gaspard Golinny*, II, 562-570.

4. Cf. la lettre du duc de Guise au duc des Deux-Ponts, 16 février; Guise regrette que le duc ne se soit pas trouvé à Saverne.

des discussions théologiques, c'était pour entrer plus avant dans l'amitié du duc Christophe, afin d'obtenir de lui des secours et, par son intermédiaire, l'appui ou tout au moins la neutralité des autres princes luthériens. Son hypocrisie était de la politique. Il se préparait à la guerre. Mais, assurément, après l'entrevue de Saverne, il n'était pas encore prêt à l'engager.

A son retour de Saverne, le duc de Guise reçut du roi de Navarre, dès lors complètement inféodé à Philippe II, des lettres qui le rappelaient à la cour et le priaient de venir « avec bonne compagnie ». La reine-mère lui faisait une prière analogue<sup>1</sup>. « Ledit duc ayant donc, pour cet effet, averti ses amis et serviteurs, et donné charge au comte de Rockendorf de lever quelques cornettes de reîtres, partit de sa maison de Joinville<sup>2</sup>. »

C'était à Joinville que demeurait sa mère, Antoinette de Bourbon, princesse très pénétrée de la grandeur de sa maison et profondément catholique<sup>3</sup>. Elle était indignée par l'attitude des gens de Vassy. La population de Vassy n'était pas bien disposée pour les Guises. Elle avait contre eux de nombreux griefs. Sous Henri II, la baronnie de Joinville avait été séparée de la prévôté et du siège royal de Vassy, dont elle était la plus importante dépendance, pour être érigée en principauté et donnée aux Guises. En 1561, le duc François s'était emparé de l'administration et des revenus de la ville sous prétexte que Vassy était du douaire de sa nièce, Marie Stuart. D'où une hostilité manifeste. Enfin Vassy était protestant. Une Église y avait été organisée à la fin de 1561, peu après le colloque de Poissy. Ses progrès rapides avaient alarmé Antoinette de Bourbon. Elle avait chargé l'évêque de Châlons, Jérôme Bourgeois (*Burgensis*), et un moine de ramener les habitants dans la droite voie. A la suite d'une sorte de joute théologique, l'évêque fut obligé de se retirer : il avait com-

1. DELABORDE, *G. Coligny*, II, 23. — Cf. *Op. Calv.*, XIX, 319, Lettre de Bèze à Calvin du 4 mars. — Voir dans BOUILLÉ, *Hist. des ducs de Guise*, II, 170, la réponse du duc à ces lettres.

2. CASTELNAU, *Mémoires*, III, 7.

3. Voir le livre de G. DE PIMODAN, *La mère des Guises, Antoinette de Bourbon*, 1889.



plètement échoué dans sa mission, et même s'était couvert de ridicule. A son départ, « aucuns crièrent à haute voix : Au loup, au renard, à l'âne, à l'école, devant, devant<sup>1</sup> ! » Il alla aussitôt se plaindre auprès de la mère des Guise. Blessée par cet échec, irritée par les propos hostiles, elle ne manqua pas d'exciter son fils contre les protestants de Vassy. Lui arracha-t-elle la promesse de châtier ces gens « arrogants et fort téméraires » ? On ne saurait le dire. En tout cas, il est certain que l'animosité du duc de Guise contre les Huguenots en fut accrue ; d'autant plus qu'à ce moment même de graves nouvelles lui arrivaient de son gouvernement du Dauphiné : son lieutenant, Lamotte-Gondrin, ne pouvait réprimer les discours des réformés et fermer leurs prêches. Le dernier jour de février, le duc lui écrit une lettre où se montre clairement son état d'esprit. Il lui recommande, « s'il se fait par delà quelque assemblée notable et où y il ait beaucoup de gens..., de se saisir du ministre et le faire tout soudain pendre et étrangler<sup>2</sup> ». Remarquons que le duc ne parle que du ministre, « des prédicants ». Les supprimer sans pitié est, à ses yeux, le seul moyen de venir à bout des autres.

Le dimanche 1<sup>er</sup> mars, au matin, le duc partit de Dammarfin : il était accompagné par son frère, le cardinal de Lorraine, dont la poltronnerie était célèbre, par sa femme « grosse » et les femmes de la duchesse, par deux de ses fils dont l'un était encore très jeune. Il avait une escorte d'environ deux cents chevaux, « ayant chacun homme monté sur iceux deux ou trois pistolets et plusieurs d'eux portants grandes haquebutes. » Outre qu'un seigneur de son rang ne voyageait jamais seul, le duc ne faisait ainsi que suivre les recommandations du roi de Navarre. A Brousseval, on entend sonner le prêche de l'Église réformée de Vassy. Selon les relations protestantes, il ne fut dès lors plus possible au duc et à sa suite de dissimuler leur dessein. « Ceux qui étaient

1. *Discours entier*, etc., dans *Arch. cur.*, IV, 431.

2. *Hist. Eccl.*, III, 300. — Le post-scriptum écrit quatre jours après le massacre n'est pas moins caractéristique. « *Il vous faut attraper les prédicants*, quand ils sont peu accompagnés, hors de leurs prêches, ou en autres lieux, comme verrez à propos, et soudain, sans billet au pied, les faire pendre par les prévôts comme séditeux et contrevenants aux édits du roi. » *Ibid.*

plus grandement respectés et honorés et d'autres moindres en qualité, laissèrent échapper ces mots : « Par la mort Dieu, « l'on les huguenotera bien tantôt d'une autre sorte » ; et les pages, varlets et laquais jurant par la mort Dieu, disaient : « Ne nous baillera-t-on pas le pillage ? » Il est possible en effet, que le duc, entendant sonner le prêche de Vassy, ait eu dès lors l'intention de châtier le ministre de Vassy et de donner une leçon aux réformés. Le duc avait l'administration de la ville ; plusieurs de ses sujets assistaient au prêche, et comme les protestants n'étaient pour lui que des séditeux, dans le désir de préserver de la contagion ses propres terres, voisines, il pouvait se croire autorisé à profiter de son passage à Vassy pour faire sentir son autorité à ces gens qu'on lui avait représentés « scandaleux, arrogants et fort téméraires ». Mais il se peut aussi qu'il n'ait eu ce dessein qu'à Vassy même.

Il y arriva bientôt, descendit à l'église pour entendre la messe, comme c'était son habitude. « Faisant tenir de lui et des plus apparents les chevaux tout bridés, sans rien mettre en l'étable », il entra dans « ledit moustier avec le prieur de Vassy, suivi de force pages et laquais avec leurs haquebutes longues et leurs gantelets et pistolets ». Il en sortit presque aussitôt, moins peut-être parce qu'il ne pouvait se contenir de mettre à exécution son dessein meurtrier, que, comme l'affirme le duc, parce que, ne voulant pas dîner à Vassy, il avait hâte de gagner le village voisin où « sa disnée avait été préparée ».

Ayant rallié une partie de sa compagnie d'ordonnance, 40 hommes d'armes et archers qui l'attendaient en armes, à Vassy depuis le matin, il voulut avant de partir faire « telles remontrances qu'il jugeait le plus à propos aux réformés ». Ils étaient réunis à quelque distance de là, dans une grange qui appartenait en partie au duc, au nombre de deux cents<sup>1</sup>. Ils étaient rassemblés en dedans des murs de la ville<sup>2</sup>, ce qui

1. Les divers récits ne sont pas d'accord sur le chiffre : Bèze dit 200 ; Guise 500 ; le *Discours entier*, 1,200. Ce dernier chiffre est évidemment exagéré. Si les réformés avaient été 1,200, le duc n'aurait pas manqué d'insister sur une si grande agglomération d'hommes.

2. Le *Discours entier* dit (*Arch. cur.*, IV, 140) : « Et étant, sur ledit toit,

était contraire « aux ordonnances et commandements de Sa Majesté ». Le duc avait un bon prétexte pour intervenir, et s'il suivait lui-même le conseil qu'il avait donné la veille au sieur de Lamotte-Gondrin, il devait se saisir du ministre, sans autrement s'attaquer aux fidèles.

Le duc étant donc sorti de l'église, envoya en avant quelques hommes, parmi lesquels La Brosse, pour « signifier » aux réformés « le désir qu'il avait de parler à eux » ; lesquels d'ailleurs il suivait de bien près. Les deux narrations catholique et protestante sont d'accord sur cette démarche préliminaire. Mais que se passa-t-il à l'arrivée des hommes du duc ? Ici les deux récits diffèrent complètement, et nous n'avons aucune raison de nous décider pour l'un plutôt que pour l'autre. Selon les protestants, La Brosse et ses compagnons sont invités poliment à s'asseoir ; mais ils s'écrient : « Mort Dieu, il faut tout tuer ! » et s'empressent de gagner la porte qu'on ferme à la hâte. D'après le duc de Guise, à l'approche de ses envoyés et sans les entendre, les réformés ferment la porte violemment et se mettent à lancer des pierres.

Que la provocation vint du duc de Guise ou des huguenots, la bataille commença bientôt. Les protestants n'étaient armés que de pierres « dont ils avaient une provision et des plus grosses <sup>1</sup> ». Ils en jetèrent sur les gens du duc et lui blessèrent une quinzaine de gentilshommes : La Brosse fut renversé à côté de lui par un coup à la tête. Lui-même reçut trois blessures dont une seule, au bras, avait quelque gravité. Les catholiques répondirent par des coups d'arquebuse, la porte de la grange fut enfoncée et l'engagement devint général. Les malheureux huguenots entassés dans la grange furent la proie des soldats du duc. Soldats et valets, excités par les

craignant de tomber de rechef ès mains de leurs ennemis, *sautaient par dessus les murailles de la ville*, qui étaient lors de grand hauteur et s'enfuyaient droit aux bois et aux vignes. » Voir d'ailleurs, dans ses traits généraux, la disposition des lieux, d'après un plan manuscrit de Vassy conservé à la *Bibliothèque de la Société d'Hist. du Prot.* On y remarque, notamment que, pour se rendre à la grange, le duc de Guise fut obligé *de se détourner de son chemin*.

1. La grange semble avoir été encore en construction : le toit n'était pas encore achevé.

blessures qu'avaient reçues leurs maîtres, se précipitèrent et, à coups de coutelas et d'épée, massacrèrent tout sur leur passage. Le ministre, Léonard Morel, déjà blessé d'un coup d'arquebuse, est arraché de sa chaire, traîné dehors, à moitié assommé par des coups d'épée sur la tête. D'autres, « à grands coups de coutelas, cimeterres et épées » sont chassés hors de la grange ; « en sortant leur convenait passer par deux rangs, tant de gens d'armes que des autres de sa compagnie et par le milieu d'entre eux, comme par une allée et passage de grande longueur ; et en passant, chacun d'eux frappait à grands coups d'épée et coutelas sur eux » ; ceux qui ne tombaient pas, étaient incontinent remontés par une autre troupe de la compagnie qui tuaient et blessaient « en aussi grande cruauté ». Quelques-uns crurent pouvoir gagner la campagne en passant par le toit : aperçus, on tira sur eux, à grands coups d'arquebuses « comme sur des pigeons<sup>1</sup> ».

Le massacre dura environ une heure et demie. Il fut accompagné du pillage. Le tronc fut éventré. « La maison d'un nommé Champignon, voisine de la grange fut saccagée et pillée « jusqu'à la dernière serviette », sous prétexte qu'elle contenait des armes. » La femme de Nicolas de Thielemant fut tuée par deux laquais qui lui ôtèrent « son demi-ceint et ses agrappes d'argent ». D'autres sont dépouillés de leurs manteaux, bonnets, chaperons, ceintures et gibecières, les femmes, de leurs chaperons et de leurs coiffes. Le duc fut impuissant à faire cesser le massacre et le pillage que sa présence semblait encourager. Le nombre des morts dépassait quarante, celui des blessés cent. Plusieurs moururent des suites de leurs blessures. Après deux heures de ce spectacle, quant tout fut fini, le duc de Guise quitta Vassy, emmenant prisonniers le ministre, le capitaine et les deux échevins de la ville ; il gagna Alancourt où il dina, puis alla coucher à Esclaron. Le lendemain, le capitaine et les échevins furent mis en liberté après de vives réprimandes. Quant

1. Entre autres détails, le *Discours entier* ajoute celui-ci : La duchesse de Guise entendant le bruit et les cris, fit prier son mari d'épargner les femmes grosses. Déjà, lors de la conjuration d'Amboise, elle avait montré la même pitié pour les victimes et n'avait pu supporter le spectacle des supplices auquel assistait toute la cour.



au ministre, il fut enfermé au château de Saint-Dizier et n'en sortit que le 8 mai 1563.

Bien qu'il n'eût pas prémédité<sup>1</sup> ce massacre, le duc de Guise sentait que la responsabilité en retombait sur lui. Il était coupable de s'être laissé aller à sa colère et surtout d'avoir laissé faire ses gens. Il comprit tout de suite quelle *faute* venait d'être commise. Ses adversaires ne manqueraient pas de faire de ce massacre un acte voulu, d'y voir une intention manifeste de rompre l'édit de janvier. De plus, c'était le bénéfice de l'entrevue de Saverne perdu. Comment faire croire au duc Christophe, après Vassy, qu'il n'était animé que d'intentions bienveillantes envers les protestants? Faisant peu de cas de la vie humaine, comme, d'ailleurs, la plupart des hommes de son siècle, le duc de Guise dut être surtout frappé de l'importance politique du massacre. La provocation venait de lui : c'était un désavantage, une infériorité dans la lutte qui allait s'engager.

Il résolut de ne pas l'augmenter. Il quitta Vassy le plus tôt

1. La question de la préméditation est la question capitale dans ce massacre. Il faut donc bien s'entendre sur le sens de ce mot, expliquer en quoi consiste la préméditation. D'après J. Bonnet, dans son récit publié dans le *Bull. Hist. Prot. franç.*, XXXI, 49-60, 97-108, Guise aurait cherché l'occasion d'un massacre dès la fin de l'entrevue de Saverne : « Les choses en étaient là lorsque François de Guise revint de Saverne avec le secret dépit, pour ne pas dire la honte du triste rôle qu'il venait de jouer, et ne cherchant qu'une occasion de se relever à ses propres yeux, par un coup d'éclat, qui serait un signal pour ses partisans, un défi pour ses adversaires, les promoteurs de la tolérance. » *Ibid.*, p. 59. Eh bien, non ! Le duc n'est pas venu à Vassy avec l'intention formelle, arrêtée, de massacrer les protestants, de violer l'édit de janvier et d'allumer la guerre civile. La question est de savoir non pas s'il était ou non décidé à tolérer les assemblées protestantes qui s'autorisaient de l'édit de janvier (comme à peu près tous les catholiques, le duc [cf. sa lettre à Lamotte-Gondrin] n'admettait pas l'édit), mais si, à la date du 1<sup>er</sup> mars 1562, le duc était en posture de *violier ouvertement* l'édit et d'engager la lutte. Or, le duc n'était pas sûr des princes allemands puisque l'entrevue de Saverne avait partiellement échoué et était partie remise ; il ne savait pas exactement ce qui se passait à la cour, ce que machinait Catherine de Médicis, quels étaient les sentiments précis de ses alliés Bourbon et Montmorency. Enfin s'il avait voulu par « un coup d'éclat » donner le signal de la guerre, pourquoi aurait-il fait grâce au pasteur de Vassy ? Par compassion ? Par humanité ?... En réalité le duc ne se déclara ouvertement contre l'édit qu'après l'entrevue de Nanteuil, quand il fut sûr de ses alliés et, par eux, de la cour.

qu'il put, et dans sa marche jusqu'à Nanteuil, il veilla soigneusement à ce qu'aucun conflit ne se produisît. Il ne voulut pas passer à Vitry « pour éviter troubles ». Il refusa de loger à Châlons où « seulement neuf vingts ou deux cents gâtés tiennent le couteau sur la gorge à tous les autres ». A la Fère, il empêcha ses gens de charger une troupe hostile qu'il rencontra<sup>1</sup>. Comment expliquer une semblable conduite ? Que veut dire cette prudence ? Ce n'était pas assurément de la part du duc crainte de se mesurer avec ses adversaires. C'était souci de ne pas accroître la responsabilité qui pesait sur lui, de ne pas aggraver ses torts, de ne pas fournir à ses ennemis une prise plus large. Enfin, le 13 mars, le duc arriva à Nanteuil et, là, il attendit.

## III

Ce que le duc avait prévu arriva. Tandis que les catholiques comparaient François de Guise à « Moïse et à Jéhu », les protestants virent, ou affectèrent de voir dans le massacre de Vassy un acte dès longtemps prémédité, une violation manifeste et voulue de l'édit de janvier. A Paris, l'indignation éclata : l'Église de Paris demanda des prières pour les nouveaux martyrs<sup>2</sup>. Bèze écrit un récit du massacre où il charge le duc de Guise ; il prie lord Cecil<sup>3</sup> d'instruire Élisabeth de la détresse des protestants et de la maintenir « jusques au bout... en cette bonne volonté qu'elle a jusqu'ici montrée pour eux ». Le 14 mars, il se rend à Monceaux où était la cour ; là, il attaque le duc de Guise « le massacreur d'hommes<sup>4</sup> », réclame justice devant Catherine de Médicis, et, comme le roi de Navarre survenant défendait le duc et excusait le massacre de Vassy par le tumulte de Saint-Médard, le bouillant ami de Calvin lui répondit avec vivacité, finissant son discours par ces mots : « C'est à la vérité à l'Église de Dieu, au

1. Cf. *Arch. cur.*, IV, 162.

2. Lettres aux Églises d'Angers et de Nantes citées par VAURIGAUD, *Histoire des Églises réformées de Bretagne*, I, 90, 91, et du même : *Histoire de l'Église de Nantes*, 32.

3. Lettre du 10 mars 1562 dans *Bull. Hist. Prot. franç.*, VIII, 510-511.

4. « Amassatore di huomini », Santa Croce, Lettre du 15 mars. — AYMON, *Op. cit.*, I, 90.

nom de laquelle je parle, d'endurer les coups et non pas d'en donner. Mais aussi vous plaira-t-il vous souvenir que c'est une enclume qui a usé beaucoup de marteaux<sup>1</sup>. » Dans les provinces, la nouvelle ne fut pas reçue avec autant d'indignation qu'on pourrait l'imaginer. Sans doute les protestants apprirent avec tristesse le massacre, mais avec une tristesse mêlée d'appréhension. Au lieu de manifester bruyamment leur horreur, ils tirèrent « instruction de l'accident ». Ils jugèrent « que ce petit orage était un présage certain d'un plus grand et qu'il convenait penser plus loin qu'aux choses présentes<sup>2</sup> ». A Rouen<sup>3</sup>, à Orléans<sup>4</sup>, ils vont aux prêches en armes, pour ne pas être pris au dépourvu. Chacun se tient sur ses gardes prêt à porter secours à son voisin en cas d'attaque. Tous attendent anxieusement ce qui va se produire, ce que feront les princes. En beaucoup d'endroits<sup>5</sup> même, la nouvelle du massacre de Vassy arriva en même temps, apportée par les mêmes hommes que celle des événements de Paris et de la cour. Il n'y eut pas d'intervalle entre le signal d'alarme et le mot d'ordre, et la conduite des Églises se régla sur celle des princes.

Le duc de Guise s'était arrêté à Nanteuil hésitant encore sur ce qu'il allait faire. Son hésitation ne dura pas longtemps. Le 13 mars il reçut la visite du connétable et de Saint-André. Les triumvirs s'entretenirent de l'agitation qui régnait à Paris, de l'attitude des protestants et de celui qu'ils regardaient comme leur chef, le prince de Condé. Alors le parti du duc fut pris : le 15 mars, il couche à Nantouillet et, malgré les ordres de la reine, le 16 il fait à Paris une entrée triomphale au milieu d'un enthousiasme tel que depuis longtemps les rois de France n'en avaient connu un semblable<sup>6</sup>. La population parisienne était pour Guise; mais Condé était dans la ville. Il fallait l'en faire sortir. Toute la politique des triumvirs ten-

1. *Hist. Eccl.*, II, 6. Cf. la vignette placée au frontispice de l'*Hist. Eccl.*

2. LANOUE, *Mémoires*, I.

3. *Hist. Eccl.*, II, 713; FLOQUET, *Hist. du Parlement de Normandie*, II, 576.

4. *Hist. Eccl.*, II, 20.

5. Par exemple, Dieppe, *Hist. Eccl.*, II, 795; Nîmes, *Ibid.*, III, 155-156 et MÉNARD, *Histoire de Nîmes*, IV, 318.

6. Cf. Sainte-Croix, Lettre du 19 mars et *Bull. Hist. Prot. franc.*, XIII, 15.

dit à ce but. Le 21 mars Antoine vint se joindre à eux. Le 22, dimanche des Rameaux, une procession magnifique à laquelle prirent part tous les chefs catholiques en grand appareil, rassembla le peuple de Paris; pendant une journée elle se déroula par les rues; l'enthousiasme touchait au délire; aux chants religieux se mêlaient les menaces de mort contre les huguenots. Sur divers points des rixes éclatèrent<sup>1</sup>. Cette procession était avant la bataille la revue des troupes destinée à remplir celles-ci de confiance et d'effroi l'ennemi. Condé sentit que la place n'était plus tenable<sup>2</sup>. Dès le lendemain 23 mars, il sortit de la ville et se réfugia à Meaux. Les Guise étaient maîtres de Paris.

Restait à s'emparer du roi et de la reine. Le parti qui les posséderait aurait pour lui la légalité, ou tout au moins pourrait s'en prévaloir. Avec Paris, sans le roi, les Guise n'étaient que des factieux et des sujets rebelles. Il fallait prévenir Condé. Déjà le roi de Navarre avait ramené la famille royale de Monceaux à Fontainebleau. Après quelques jours passés à Paris, chargé des instructions des Lorrains, il revint le 27 mars à Fontainebleau. Sur le ton du commandement, il exigea que Catherine emmenât le roi à Melun. Le duc de Guise vint à son tour. Catherine ne put résister davantage : la cour quitta Fontainebleau pour Melun, de là s'achemina vers Paris où le roi fit son entrée, modestement, le 6 avril. Les Guise et les catholiques avaient, avec la capitale du royaume, le roi et la reine mère; ils pouvaient se dire les sujets fidèles de ceux dont ils étaient vraiment les maîtres. Ils étaient sûrs de n'être pas démentis et quand le roi commanderait, c'était leur volonté qu'on exécuterait.

Cependant Condé avait perdu à Meaux, en hésitations et en démarches vaines, un temps précieux. Se fondant sur certaines lettres par lesquelles la reine l'engageait à quitter Paris et le priait de « conserver les enfans, et la mère, et le royaume<sup>3</sup> », il ne croyait pas qu'il fallût un coup

1. Sainte-Croix, Lettre du 22 mars; CHANTONNAY, Lettre du 24 mars, *M. C.*, II, 27. — BRUSLART, *M. C.*, I, 77.

2. LANOUE, *Mémoires*, II (coll. Michaud et Poujoulat, IX, 591).

3. Voir ces lettres dans H. DE LA FERRIÈRE, *Correspondance de Catherine de Médicis*, I, 281-284.



de main pour s'assurer de la famille royale. Il voulait décider la reine à quitter Fontainebleau pour se réfugier à Orléans ou à Blois. Quand il se mit en marche résolu à s'emparer de la reine, il était trop tard; Catherine et le jeune roi étaient entre les mains des Guise. Il se contenta de passer devant Paris, puis suivi des troupes qu'il ralliait sur son passage et qui couraient à lui sans qu'il les eût mandées, il se dirigea, par une marche folle, vers Orléans, « pour là dresser une grosse tête si l'on venait aux armes <sup>1</sup> ». Le 2 avril il entra dans la ville. Le 8, il lança un manifeste dans lequel il déclarait n'être mené par « nulle passion particulière » qu'il voulait seulement « remettre en pleine liberté la personne du roi, la reine et messieurs ses enfants et maintenir l'observation des édits et ordonnances en Sa Majesté et nommément de l'édit de janvier <sup>2</sup> ». Dans ce but, le 11 avril, par un acte solennel d'association, il réunit autour de lui, « comme chef et protecteur de la cour de France, les princes, chevaliers de l'ordre, seigneurs, capitaines, gentilshommes et autres de tous états <sup>3</sup>. Condé, comme Guise, avait fait acte de chef de parti. Les soldats n'allaient pas tarder à se grouper autour des chefs.

Les protestants furent prêts les premiers. Jugeant sans doute que le moyen le plus sûr de se défendre était d'attaquer les premiers, ils surprirent leurs adversaires. Condé n'était pas encore entré dans Orléans, que les réformés occupaient déjà Tours <sup>4</sup> (1<sup>er</sup> avril). Le 2 avril, ils s'emparent de Blois <sup>5</sup>; le 3, du Mans <sup>6</sup>; le 5, d'Angers <sup>7</sup>; toute la vallée de la Loire depuis Gien jusqu'à Nantes leur appartient. Ils possèdent déjà Bourges <sup>8</sup>; le 8 avril Angoulême <sup>9</sup> est en leur pouvoir; quelques jours après ils se rendent maîtres de Poitiers <sup>10</sup>.

1. LANOUE, *Mémoires*, I. — D'AUBIGNÉ, *Hist. univ.*, III, 3.

2. *M. C.*, III, 222-235.

3. *M. C.*, III, 259-262. — DELABORDE, *Gaspard Coligny*, II, 69.

4. *Hist. Eccl.*, II, 682.

5. *Ibid.*, 676.

6. *Ibid.*, 610.

7. *Ibid.*, 638.

8. *Ibid.*, 576.

9. *Ibid.*, 967.

10. *Ibid.*, 702.

A partir du 17 avril, par l'occupation de Villeneuve-en-Agenois, d'Agen, de Montauban, de Port-Sainte-Marie, de Nérac, de Marmande, de Bergerac, ils dominent dans toute la Guyenne, sauf à Bordeaux <sup>1</sup>. Au nord, ils n'étaient ni moins prompts ni moins heureux. Le 15 avril ils se saisissent de Rouen <sup>2</sup>, puis de Dieppe <sup>3</sup> et du Havre <sup>4</sup>. L'Ile-de-France et la Champagne ne remuent pas; mais la vallée du Rhône est acquise presque tout entière au protestantisme dès les premiers jours. Le 25 avril, Valence <sup>5</sup> est prise; de là le mouvement se propage et rayonne; le 1<sup>er</sup> mai les protestants s'assurent de Grenoble <sup>6</sup>; dans la nuit, du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai, de Lyon <sup>7</sup>, dont ils réduisent le gouverneur de Sault à fuir. Dans la vallée de la Saône, à quelques jours de distance, ceux de Mâcon et de Chalon <sup>8</sup> suivent l'exemple des Lyonnais. Enfin dans les villes du Velay, des Cévennes et du Languedoc, à Annonay, Uzès, Nîmes <sup>9</sup>, Beaucaire, Saint-Gilles, Sommières, Montpellier, Béziers, Pezenas, Montagnac, Agde, et plusieurs autres, les protestants sont les maîtres dans les premiers jours de mai.

Le soulèvement, on le voit, fut général, à quelques rares exceptions près, La Rochelle, Sedan et le Béarn où, chose digne de remarque, les protestants étaient les maîtres; on n'en avait pas vu de tel depuis celui d'Amboise; encore celui-ci eut-il moins d'extension peut-être parce que les

1. *Hist. Eccl.*, 888. — MONLUC, éd. A. de Ruble, II, 385.

2. *Hist. Eccl.*, II, 715. — FLOQUET, *Op. cit.*, II, 380.

3. *Ibid.*, II, 796.

4. AMPHOUX, *Essai sur l'Histoire du Protestantisme au Havre*, 44, 45. — *Hist. Eccl.*, II, 860.

5. *Hist. Eccl.*, III, 304-305, et dans *Arch. cur.*, IV, *Discours de ce qui a été fait es villes de Valence et Lyon*, 185-190; et *Lettre du baron des Adrets à la reine mère touchant la mort de Lamotte-Gondrin*, 191-194.

6. *Hist. Eccl.*, III, 306.

7. *Hist. Eccl.*, III, 256, et dans *Arch. cur.*, IV, *La Prise de Lyon par les fidèles*, 175-185; — *Discours de ce qui a été fait es villes de Valence et Lyon*, 185-191; — *La juste et sainte défense de la ville de Lyon*, 195-215 (tous ces documents sont d'origine protestante; le suivant est catholique, en réponse au précédent), *Discours des premiers troubles advenus à Lyon par Gabriel de Saconay précenteur et conte de l'Eglise de Lyon*, 215-340.

8. *Hist. Eccl.*, III, 497.

9. *Hist. Eccl.*, III, 155-156.

Guise l'étouffèrent à son origine. En 1562, on dirait que la France tout entière est secouée d'une commotion brusque.

Elle ne fut pourtant pas spontanée, quoi qu'en aient dit les auteurs protestants<sup>1</sup>. Il est possible que « la plupart de la noblesse poussée d'une bonne volonté et partie de crainte se soit délibérée de venir près de Paris sans être mandée, imaginant, comme à l'aventure, que ses protecteurs pourraient avoir besoin d'elle ». Mais les protestants des villes, mais les Églises ne furent pas prises au dépourvu. Depuis longtemps on sentait que la guerre civile était inévitable et imminente, que le sort des armes et non les édits réglerait les rapports mutuels des deux religions. Les protestants n'avaient pas d'illusion sur ce point et s'étaient préparés en conséquence. L'organisation représentative, démocratique et fortement disciplinée de leurs Églises, aidait singulièrement à leur défense<sup>2</sup>; elle donnait une puissante cohésion à des éléments que groupait le danger. Et nous avons vu, par l'exemple de la Guyenne, avec quelle facilité cette organisation religieuse s'était doublée d'une organisation militaire : chaque Église avait son capitaine, ses soldats, l'argent nécessaire à leur entretien. Le synode de Sainte-Foy prouve qu'en novembre 1561 déjà, des préoccupations de guerre hantaient l'esprit des protestants. La nouvelle du massacre de Vassy ne les leur fit pas abandonner. Au contraire, ceux qui aux termes des édits avaient déposé les armes, les reprirent aussitôt « pour se garder ». Le 10 mars, l'Église de Paris écrit aux réformés d'Angers et de Nantes, en les priant d'avertir leurs voisins de se tenir prêts, « et en la plus grande diligence qu'il sera possible, regarder quelle force pourra fournir leur Église, comme on leur a déjà plusieurs fois mandé<sup>3</sup> ». Plusieurs villes, comme Lyon<sup>4</sup>, la Charité<sup>5</sup>, envoyèrent même des émissaires à la cour et à Condé pour savoir ce qu'il fallait

1. LANOUE, *Mémoires*, I.

2. « Grâce à leur admirable organisation, les calvinistes se levèrent comme un seul homme. » GAULLIEUR, *Hist. de la Réformation en Guyenne*, I, 369.

3. VAURIGAUD, *Hist. de l'Église de Nantes*, 32.

4. *Hist. Eccl.*, III, 254.

5. *Hist. Eccl.*, II, 517.

faire. Ils prévinrent de fort peu les envoyés et les lettres du prince. Dès le 25 mars, Bèze<sup>1</sup> écrit aux Églises pour les informer de la prise d'armes et leur demander leur appui. L'avant-veille de Pâques (27 mars), le prince lui-même « expédia de bonnes lettres aux Églises des principales villes depuis Orléans jusques à Angers, voire jusques à Poitiers et ailleurs de toutes parts pour avertir un chacun » de la conduite des Guise après Vassy et justifier, par là, la sienne propre. Il estimait « nécessaire, pour la conservation de l'État, qu'on se saisit des villes et des passages le plus paisiblement toutefois que faire se pourrait<sup>2</sup> ». L'appel trouva les villes prêtes ; on vient de voir comment elles exécutèrent les instructions reçues ; partout où les protestants se sentirent en force, ils se saisirent des hôtels de ville et des places. L'extension et la généralité de cette prise d'armes révélèrent que « ces gens avaient fait leur entreprise de longue main<sup>3</sup> ».

Les protestants prirent les armes sur un mot d'ordre. Le mot d'ordre reçu, chacun agit à sa guise avec une complète indépendance. Nous avons affaire à un soulèvement général puisqu'il s'étend à la France tout entière ; mais ce soulèvement général n'est que l'ensemble des soulèvements partiels, locaux, ayant chacun des chefs particuliers et une histoire distincte. Condé donne le signal, chacun se met en campagne et agit selon son intérêt immédiat. On ne suit pas Condé. Tout au plus se règle-t-on sur l'exemple d'une ville voisine ; les protestants de Lyon se rendent maîtres de leur ville ; à cette nouvelle ceux de Mâcon et de Chalon en font autant. Ce ne sont pas des chefs envoyés par Condé qui commandent, ce sont des nobles de l'endroit ou de la ville voisine, un capitaine qui a fait déjà ses preuves et que l'on a sous la main, un Monbrun ou un Mouvans, un Beaudiné ou un des Adrets. Le prince les *avoue*, les reconnaît, lorsqu'ils ont été élus et qu'ils ont agi, mais il ne leur a pas donné d'ordres. Chacun ne lutte pour la cause que parce qu'il lutte avant tout

1. Lettre citée dans *Hist. Eccl.*, II, 40, note 1.

2. *Hist. Eccl.*, II, 47.

3. MONLUC, éd. A. de Ruble, II, 385.



pour lui-même. L'œil embrasse à peine l'horizon de la ville, il ne dépasse pas celui de la région.

La prise d'armes d'Amboise n'avait pas eu le temps de remuer profondément les masses populaires : la politique y tenait autant de place, sinon plus, que la religion. Ici, au contraire, la masse entière est ébranlée et si la politique, l'ambition personnelle guide les chefs, c'est la religion qui soulève le peuple à la voix des ministres. Ce sont des mouvements religieux et populaires. C'est pour assurer le libre exercice de leur culte que les protestants prennent les armes ; c'est la nécessité religieuse qui les pousse, et presque partout où elle leur donne la victoire, elle les précipite aussi aux excès. La nature de ces excès nous montre clairement quelles passions animaient les vainqueurs. Ce ne sont partout que bris d'images et pillages d'églises. Au Mans<sup>1</sup>, les soldats « se ruent au temple des cordeliers, y brisent les images, y rompent les murailles qui enferment le chœur, et jusques aux tombes élevées où rien n'est épargné ». — A Tours<sup>2</sup>, ils pillent l'église Saint-Gatien, la cathédrale, le cloître Saint-Martin, jettent au loin tout ce qu'ils contiennent après en avoir enlevé soigneusement l'or, l'argent et les pierreries. A Vendôme<sup>3</sup>, ils envahissent la chapelle du château, le monastère où est la sainte Larme, brisent les tombeaux de la maison de Bourbon, les statues et les autels de la collégiale. Les mêmes scènes se reproduisent à Meung, à Beaugency, à Cléry, où rien n'est épargné, « en haine de la superstition spéciale qui s'y exerçait, à cause d'une image de la Vierge Marie, renommée jusque bien loin ». Les images et autels sont abattus, quasi toute l'église, œuvre de Louis XI, est ruinée ; il n'est même pas pardonné aux sépultures de la maison de Dunois et autres grands seigneurs. La sépulture de Louis XI elle-même demeure quelque temps à découvert<sup>4</sup>. Ces fanatiques n'étaient pas possédés par l'amour du lucre, le désir du vol, mais par une sorte de furie religieuse, de

1. *Hist. Eccl.*, II, 618.

2. *Ibid.*, 683, A. DUPIN DE SAINT-ANDRÉ, *Hist. du Protestantisme en Touraine*, 76.

3. Lettre de Chantonay du 23 mai, *M. C.*, II, 42-44.

4. *Hist Eccl.*, II, 58.

délire frénétique et sacré, d'inspiration divine contre laquelle ne pouvaient prévaloir ni les remontrances des ministres, ni les défenses des chefs<sup>1</sup>. A Orléans le prince de Condé voyant un de ses soldats briser une image haut placée, prend une arquebuse « pour tirer contre ». « Monsieur, lui dit le soldat, ayez patience que j'aie abattu cette idole, et puis que je meure s'il vous plait<sup>2</sup>. »

On comprend aisément que dans les villes où les protestants dominaient, la situation du clergé catholique était plus que précaire. Dans quelques villes pourtant, à Montpellier, par exemple, les protestants assurèrent une pension au clergé catholique dépouillé. Cf. *Bulletin H. P. F.*, 1891, 337 sqq. Quand les prêtres n'étaient pas brutalement expulsés, ils étaient réduits à fuir, « où bon leur semblait », dit l'auteur de l'*Histoire Ecclésiastique*<sup>3</sup>. Ce dernier cas semble avoir été le plus fréquent. Les réformés paraissent avoir été irrités moins contre les personnes que contre les formes extérieures du culte et le culte lui-même. Partout où ils furent les maîtres, à Tournon, Viviers, dans toutes les villes du Vivarais<sup>4</sup>, à Vienne, à Rouen, ils s'empressèrent de l'abolir. Des Adrets l'interdit à Grenoble. A Lyon, on accorde que chacun sera libre en sa religion mais il est décidé « qu'il ne se dira plus de messe<sup>5</sup> ». Les protestants luttaient ainsi pour établir la liberté de leur culte. Pour eux, comme pour les catho-

1. Calvin (J. Bonnet, *Lettres françaises de Calvin*, II, 468-470) et Bèze (Lettre à la reine de Navarre du 13 mai 1562 [et non 1561 comme porte par erreur *M. C.*, II, 359]) condamnent formellement et avec énergie ces excès. Quant au prince de Condé, il les blâmait aussi. Mais dans la suite, il les justifia dans une lettre à la reine mère disant que « cela ne pouvait être imputé qu'à un secret mouvement de Dieu, incitant le peuple à détester ainsi l'idolâtrie et non à aucune désobéissance et rébellion ». *Hist. Eccl.*, II, 74. D'ailleurs lui-même fit prendre et fondre les reliques, chasses, vases, etc., afin de se procurer l'argent nécessaire pour solder des troupes. C'était une façon de régler le pillage sinon de le supprimer. L'exemple fut suivi par les chefs en sous-ordre. Les chefs catholiques d'ailleurs faisaient de même. — Cf. le *Discours sur le saccagement des églises catholiques...* en 1562 par CLAUDE DE SAINTES dans *Arch. cur.*, IV, 357-400.

2. *Hist. Eccl.*, II, 51.

3. *Ibid.*, 705, 611, 51.

4. ARNAUD, *Hist. des protestants du Velay, Vivarais, etc.*, I, 37.

5. *M. C.*, III, 343.

liques, la condition primordiale en paraissait l'asservissement, mieux l'annihilation du culte adverse<sup>1</sup>.

Ces excès, qui, il faut bien le dire, n'étaient pas toujours des provocations, appelaient des représailles. Elles ne se firent pas attendre. L'attaque soudaine des protestants avait surpris les lieutenants et les gouverneurs des provinces. Sauf en Provence, où, au contraire des autres régions, ce furent les catholiques qui prirent les devants, ils furent débordés. Attaqués sur tous les points à la fois, ils ne surent comment organiser la résistance. Ce furent les pouvoirs locaux ou des chefs sans mandat qui, de leur initiative privée prirent en main, tout d'abord, la cause catholique. A Grenoble<sup>2</sup>, à Bordeaux<sup>3</sup>, le Parlement, dès la fin de mars, prend des mesures de défense. A la nouvelle des premiers soulèvements, celui de Toulouse<sup>4</sup>, voyant les réformés de la ville faire des préparatifs alarmants, les prévient. Les capitouls en charge étant suspects de protestantisme, il en fait nommer huit nouveaux. Il commande « au populaire de s'armer contre ceux de la religion pour les prendre morts ou vifs, voire les tuer et les piller sans aucune merci ». L'avis est donné à tous les bourgs et villages circonvoisins. De plus il appelle au secours Terride et Monluc. Monluc avait été chargé à la fin de l'année précédente d'une commission judiciaire pour châtier les séditeux de Fumel, Cahors, etc. Il n'avait aucune qualité pour se mettre à la tête des troupes. Il n'hésite pas cependant à répondre à l'appel du Parlement. Grâce à cette activité du Parlement et de Monluc, après une lutte de trois jours et un massacre abominable, la ville de Toulouse demeura aux catholiques (11-18 mai 1562).

Mais la masse des catholiques n'avait pas attendu que les

1. Il faut pourtant constater que là où les protestants étaient en grande majorité, comme à la Rochelle, Sedan et dans le Béarn, ils laissèrent subsister le culte catholique. (*Réd.*)

2. ARNAUD. *Hist. des Prot. du Dauphiné*, I, 122.

3. GAULLIEUR, *Op. cit.*, I, 367, 373.

4. *Hist. Eccl.*, III, 16. Cf. encore Monluc, éd. A. de Ruble, II, 390-406 et sa lettre au roi et à la reine du 22 mai, IV, 132-146. — *Relation de l'émeute arrivée à Toulouse en 1562* (par un catholique), *M. C.*, III, 423 431 (réimprimé dans *Arch. cur.*, IV, 340-356). — *Histoire générale du Languedoc*, t. XII, note IV et note additionnelle.

pouvoirs locaux prissent l'initiative de la défense pour agir. Dès le début d'avril à Paris<sup>1</sup>, à Amiens<sup>2</sup>, à Abbeville<sup>3</sup>, les sentiments populaires firent explosion. Les catholiques couraient sus aux huguenots comme ceux-ci couraient aux armes et aux églises. Possédés par une haine ancienne contre eux, fanatisés par les prédications des moines ou le spectacle des processions, révoltés enfin au plus profond de leur foi, dans leur culte même par les profanations des hérétiques, le moindre incident suffisait pour les jeter contre les réformés et faire naître un conflit sanglant. A cause de ce caractère spontané et tout populaire, à cause aussi du sentiment des chefs qui croyaient avoir le droit de punir, c'est-à-dire d'exterminer les hérétiques, le mouvement catholique provoqua aussitôt une foule de massacres. Il serait trop long de les énumérer tous tant la liste en est chargée. Il suffira d'en noter deux ou trois dont la renommée égale presque celle du massacre de Vassy et qui contribuèrent presque autant que ce dernier à rendre inévitable la guerre civile.

La ville de Sens<sup>4</sup> possédait un clergé puissant et avait pour archevêque le cardinal de Guise, celui-là même qui accompagnait le duc à Vassy. L'édit de janvier y avait été reçu avec irritation et, le 29 mars, une échauffourée avait failli se produire, les catholiques voulant empêcher les protestants de faire leur prêche en une grange hors de la ville. On apprit au début d'avril que les Guise s'étaient emparés de la reine et que l'Église de Paris avait été dispersée. Ces nouvelles

1. A Paris, le 1<sup>er</sup> avril les protestants sont assaillis par des mariniers, bouchers, etc.; deux ou trois sont tués et plusieurs blessés, *Hist. Eccl.*, III, 26; *M. C.*, III, 220. — Le 4 avril, le connétable de Montmorency brûle le prêche de Jérusalem près de la porte Saint-Jacques et celui de Popincourt, d'où son surnom de capitaine « brûle-bancs ».

2. *Hist. Eccl.*, II, 433.

3. *Hist. Eccl.*, II, 435.

4. Sur le massacre de Sens, voir *Hist. Eccl.*, II, 487 (récit d'un témoin oculaire); — CL. HATON, I, 189-195; — Lettre de Sainte-Croix du 29 avril dans AYMON, *Op. cit.*, I, 155; — CHANTONNAY, Lettre du 17 avril, *M. C.*, II, 34; — THOU, III, 144. — Et dans TORTOREL et PERISSIN, *Tableaux historiques du XVI<sup>e</sup> siècle*, éd. A. Franklin, la notice de M. G. Ducoudray qui accompagne la gravure; — A. CHALLE, *Histoire des guerres du Calvinisme et de la Ligue dans l'Auxerrois, le Sénonais et autres contrées qui forment aujourd'hui le département de l'Yonne*, et dans le *Journal des savants de 1870*, les articles de Maury, à propos de ce livre.



excitèrent les catholiques tandis qu'elles effrayaient les protestants. Le 10 avril, un de ces derniers, l'imprimeur Richebois, fut assailli dans sa maison et laissé pour mort. Le dimanche 12 avril, toute la population catholique de Sens et des lieux environnants se réunit pour célébrer la procession solennelle de Saint-Savinien : elle y entendit les prédications séditieuses de Begueti. D'après Haton, les protestants voyant la procession des catholiques les traitèrent de « papistes » et pendant que les uns étaient au sermon et les autres au prêche, des paysans assaillirent la grange des huguenots. Attaqués, ceux-ci, trop faibles pour résister, abandonnèrent la grange qui fut entièrement détruite. Dans leur fuite, ils rencontrèrent la foule des catholiques : une mêlée générale s'engagea et un massacre s'ensuivit accompagné de pillage. Pendant trois jours (les 12, 13, 14 avril) on tua et on saccagea ; 80 à 100 maisons furent pillées et environ autant de personnes de toutes qualités tuées. Les corps jetés dans l'Yonne, quelquefois encore vivants, portèrent l'épouvante dans les villes riveraines. Il en vint jusqu'à Paris. Le 19 avril, Condé écrivit à la reine une lettre indignée réclamant justice, de peur que « la clameur du sang innocent ne pénétre si avant jusques au ciel que Dieu en son courroux ne fasse tomber sur ce pauvre royaume la calamité et désastre dont tous les jours il est menacé<sup>1</sup> ». Mais justice ne fut pas faite : les coupables même ne purent être découverts<sup>2</sup>.

Le massacre de Gaillac<sup>3</sup> (17 mai) fut l'œuvre des soldats. Au vu et peut-être sur l'injonction de l'évêque d'Albi, Strozzi, le capitaine italien Michel à la tête « de bandolliers ès frontières d'Espagne et d'autres séditieux, se jette le jour de Pentecôte sur les réformés, en massacre de cent à six vingts et pille 250 à 300 maisons sans y rien laisser que les murs ». La soldatesque effrénée se livre à tous les raffinements de cruauté qu'elle peut imaginer : « aux uns, ils arrachent les

1. *M. C.*, III, 305.

2. Commission confiée aux deux conseillers N. Favier et G. Myron, *M. C.*, III, 315.

3. *Douleances pour les pauvres évangélistes dispersés de la ville de Gaillac et d'autres églises réformées à présent dissipées au pays d'Albigois en Languedoc*, dans le *Bull. Hist. Prot. franç.*, XXXVIII (1889), p. 628 sqq.

yeux tout vifs; à d'autres, ils coupent les doigts et autres membres »; puis ils dansent par la ville une sorte de sara-bande obscène « étant habillés les uns des accoutrements des fidèles meurtris se présentant au devant des pauvres femmes veuves et des enfants orphelins se moquant d'eux ». L'évêque, loin de châtier les séditeux, impose les habitants suspects de protestantisme, fait vendre les biens des fidèles et s'approprie leurs deniers.

Ces massacres semblaient devoir rendre désormais tout accord immédiat impossible. Ces saignées préliminaires n'avaient pas encore tiré toute la haine accumulée au fond des cœurs depuis près d'un demi-siècle. La guerre civile, depuis si longtemps attendue et souhaitée peut-être, allait donc éclater enfin.

## IV

Quelques tentatives pourtant furent encore faites pour l'empêcher. Pendant trois mois (avril, mai, juin) des négociations actives s'engagent entre le camp des royaux et celui des réformés. A peine le prince de Condé est-il entré dans Orléans que de Gonnor<sup>1</sup> vient le prier au nom du roi de déposer les armes et M. de Chamault<sup>2</sup>, maître des cérémonies, invite les princes rassemblés à se disperser. Tous les deux échouent dans leur mission. De Gonnor n'a pas plus de succès dans sa seconde ambassade (7 avril) et dans la troisième<sup>3</sup> (13-15 avril). La reine avait envoyé en même temps à Orléans J. de Monluc pour demander une entrevue (6-12 avril), mais sans succès<sup>4</sup>. Le 24 avril J. de Morvilliers, évêque d'Orléans, et Claude de l'Aubespine, secrétaire d'État, le 2 mai, l'abbé de Saint-Jean de Laon portent à Condé des propositions nouvelles qui ne sont pas acceptées<sup>5</sup>. L'échec des négociations fait sortir Condé d'Orléans et les royaux de Paris. Les deux armées s'avancent au-devant l'une de l'autre. Les pourparlers ne sont pas rompus pour cela. Aux ambassades suc-

1. A. DE RUBLE, *Op. cit.*, IV, 161.

2. H. DE LA FERRIÈRE, *Correspondance de Catherine de Médicis*, I, Introd., CXXII.

3. A. DE RUBLE, *Op. cit.*, IV, 163, 173.

4. *Ibid.*, 163 sqq.

5. *Ibid.*, 180, 182.

cèdent les entrevues. Le 9 juin<sup>1</sup>, Catherine, le roi de Navarre et Condé se rencontrent à Toury et discutent les conditions d'un accord sans parvenir à s'entendre. Les négociations continuent cependant et une dernière entrevue demandée par Condé et désirée par la reine a lieu à Talcy<sup>2</sup>. Elle n'eut pas plus de succès que la précédente.

Toutes ces négociations portaient sur deux points : Condé demandait le renvoi des triumvirs d'après du roi et l'application complète de l'édit de janvier. Cette double condition admise, il promettait de déposer les armes et de dissoudre son armée. Tous les efforts de la reine tendaient à lui arracher quelques concessions sur ces deux points ; si ces efforts n'aboutirent pas, la faute n'en fut pas à Catherine. C'était elle qui dirigeait les négociations, qui en était l'âme. « Dans tous ces messages, dans ces perpétuelles allées et venues de Paris à Orléans, c'est Catherine, c'est son esprit, c'est sa pensée<sup>3</sup> » que l'on retrouve. Elle prend l'initiative des négociations ; elle ne se laisse pas rebuter par les échecs ; c'est qu'elle désirait la paix ardemment, sincèrement. Son intérêt lui dictait sa conduite. Elle savait très bien qu'avec la guerre, quel que fût le vainqueur, elle serait la vaincue. A tout prix, elle voulait éviter une rupture d'équilibre qui la ferait inévitablement l'esclave du parti triomphant.

Pourtant, malgré sa bonne volonté, malgré ses efforts, malgré ses habiletés aussi, les négociations n'aboutirent pas. Elles ne pouvaient pas aboutir. Les pourparlers étaient engagés entre Catherine, le roi de Navarre et Condé. Or aucun des trois ne s'appartenait véritablement. Ces arguments de la captivité du roi et de la reine, du roi de Navarre et de Condé, que les pamphlets du temps ont ressassés, avaient un fond de vérité, quoi qu'on en puisse dire. La reine, le roi et Antoine de Bourbon étaient dans les mains des triumvirs. Ceux-ci les laissaient négocier, parce qu'en définitive, c'était leur avantage : ils gagnaient ainsi du temps. Ils recrutaient des mercenaires en Suisse ; ils soudoyaient des troupes en Allemagne ; ils appelaient au secours les Espagnols de Phi-

1. A. DE RUBLE, *Op. cit.*, IV, 243 sqq.

2. *Ibid.*, 361 sqq.

3. H. DE LA FERRIÈRE, *Op. cit.*, *Introd.*, CXXII.

lippe II; dans le royaume, ils organisaient la défense; faisant envoyer par la reine ou le roi de Navarre des ordres précis aux lieutenants dans les provinces, opposant Maugiron à des Adrets, Sommerive à Montbrun, Monluc à Durfort de Duras, le duc d'Aumale au sieur de Morvillier. D'ailleurs ils avaient pris leurs précautions: ils avaient fait la leçon au roi de Navarre qu'ils tenaient en outre par le moyen de Philippe II. Ils avaient eu soin d'imposer à la reine, pour qu'elle les proposât à Condé, des conditions telles que jamais celui-ci ne pourrait les accepter. Et quand, lors de la conférence de Talcy ils se retirèrent du camp, ils ne perdirent pas de vue Catherine: ils s'arrêtèrent à Châteaudun.

Condé ne s'appartenait pas plus que la reine. Il avait autour de lui, à Orléans, un conseil formé de gentilshommes et d'une foule de ministres. Coligny y jouait à peu près le même rôle que le duc de Guise auprès de la reine: c'était lui qui organisait l'armée huguenote: il en était le chef réel<sup>1</sup>. Condé n'avait que le titre. Il avait pris les armes plus par haine contre les Guise que par zèle pour la religion. D'ailleurs il était incapable d'une entreprise longue et suivie, la constance n'était pas son fait, pas plus en politique qu'en amour. Moyennant la mise à l'écart des triumvirs, il aurait accepté de déposer les armes, et il semble s'être toujours prêté aux négociations de bonne foi. Mais il semble aussi qu'autour de lui on ait toujours eu peur qu'il ne se laissât séduire. A chaque fois que les négociations étaient engagées, on lui faisait signer quelque pamphlet, quelque déclaration rédigée par Th. de Bèze ou par d'autres qui remettait tout en question<sup>2</sup>. Les ministres d'ailleurs ne se gênaient pas pour désapprouver sa conduite; à plusieurs reprises<sup>3</sup> ils firent entendre à Condé de vives protestations, et lorsque à Talcy, le prince eut promis, un peu inconsidérément, de sor-

1. Voir DELABORDE, *Gaspard Coligny*, II, chap. III.

2. Ainsi: après la deuxième mission de Gonnor, déclaration du 8 avril, *M. C.*, III, 222-235, et publication des lettres de la reine, A. DE RUBLE, *Op. cit.*, IV, 169; — pendant l'ambassade de Morvilliers et de l'Aubespine, nouvelle déclaration du 25 avril, *M. C.*, III, 319; — pendant l'ambassade de l'abbé de Saint-Jean de Laon, réponse au manifeste des Triumvirs, *M. C.*, III, 395-416.

3. *Hist. Eccl.*, II, 117, 120.



tir de France pour permettre la pacification, c'est à la suite d'un conseil tenu à Orléans, dans lequel tous, soldats et ministres, manifestèrent leurs opinions que la promesse fût reniée et le refus adressé à la reine<sup>1</sup>.

Plus encore que l'ambition des chefs, la situation du royaume empêchait les négociations d'aboutir. Les événements pendant ces trois mois avaient marché rapidement. Les soulèvements s'étaient multipliés et étendus : il s'était trouvé des chefs pour organiser la révolte.

Dans la vallée du Rhône<sup>2</sup>, des Adrets, appelé par les réformés de Valence et de Lyon, qui l'élisent leur chef, et reconnu par Condé comme son lieutenant, fait de Lyon son quartier général et son centre d'action. De là, il dirige ou envoie des expéditions dans les environs. Le 15 mai, Monbrun va à Chalon-sur-Saône, qu'il ne peut défendre contre le lieutenant général de la Bourgogne, Tavannes; Moreau et Verty sont envoyés à Mâcon, puis à Villefranche. Poncenot parcourt le Forez pour combattre les paysans rassemblés par les gentilshommes d'Auvergne et en rapporter du blé pour Lyon. Des Adrets lui-même défend Grenoble contre Maugiron, successeur de la Molte-Gondrin, et s'empare des châteaux de la Bussière et de Miribel. Apprenant ensuite que les soldats du pape avec Serbelloni ont pris et saccagé Orange, il descend le Rhône, venge le massacre d'Orange par ceux de Pierrelatte et de Bollènes, délivre Grenoble occupée par Maugiron et rentre à Lyon. Toute la vallée du Rhône depuis Mâcon jusqu'au Comtat Venaissin, malgré Tavannes et Maugiron, est entre les mains des protestants.

1. Cf. LANOUE, *Mémoires*, IV, dans Michaud et Poujoulat, IX, 594 sqq. — Cf. *Op. Calv.*, XIX, 471, Lettre de Bullinger à Calvin, écrite le jour de saint Jean-Baptiste (24 juin) dans laquelle il se plaint des lenteurs de Condé.

2. Pour la guerre dans la vallée du Rhône voir :

Pour la Bourgogne : *Hist. Eccl.*, liv. XV, *Hist. du Parlement de Bourgogne*; — les Remontrances de Begat, *M. C.*, IV, 356-412; — PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 17-47. G. de SAULX-TAVANNES, *Mémoires*, dans Michaud et Poujoulat, VIII, 254 sqq.

Pour Lyon : *Hist. Eccl.*, liv. XI, *Hist. de Lyon*; — MOUTARDE, *Etude historique sur la réforme à Lyon*. Indépendamment des documents cités, p. 634, n. 7.

Pour le Dauphiné : *Hist. Eccl.*, liv. XII, *Hist. du Parlement de Grenoble*, et ARNAUD, *Histoire des protestants du Dauphiné*, t. 1<sup>er</sup>; — du même, *Hist. des protest. du Velay, Vivarais, etc.*, I.

En Provence<sup>1</sup>, les catholiques sont victorieux. Le comte de Sommerive, qui a réussi à déposséder de sa charge son père le comte de Tende, gouverneur de la Provence, refoule les réformés vers le nord, les chasse de la basse vallée de la Durance et les enferme dans Sisteron qu'il assiège.

Le Languedoc<sup>2</sup> est disputé entre Joyeuse, lieutenant général, et le sieur de Beaudiné, chef élu des protestants, qui se fortifie à Montpellier et s'est emparé d'Agde, de Béziers, de Beaucaire et de Saint-Gilles. Fourquevaux et les catholiques ont pendant ce temps chassé les réformés de Narbonne, de Carcassonne, de Limoux, de Gaillac, de Lavaur.

En Guyenne, Monluc, félicité par la reine de sa conduite à Toulouse, et Burie, assiègent Montauban sans succès et défendent Bordeaux contre un coup de main des réformés (25 juin). Ils ont à lutter contre le sieur de Mesmy élu, conformément aux décisions du synode de Sainte-Foy, généralissime des réformés de Guyenne et contre Duras envoyé par Condé en Guyenne pour lever des troupes.

Les villes de la Loire<sup>3</sup> avaient été les premières prises par les réformés. Elles furent aussi les premières reconquises par les catholiques. Le 13 mai, le duc de Montpensier entre dans Angers et venge par de cruelles exécutions les bris d'images et les destructions de reliques du mois précédent. Ses troupes se saisissent de Craon et s'apprêtent à réduire la basse Loire et le Poitou.

Les habitants de Rouen<sup>4</sup>, après avoir chassé le bailli Villebon d'Estouteville, refusé par deux fois l'entrée de la ville au gouverneur, duc de Bouillon, et contraint le Parlement à

1. Pour la guerre en Provence, voy. *Hist. Eccl.*, liv. XIV, *Hist. du Parlement de Provence*; — LOYS DE PERRUSSIS, *Discours des guerres de Provence* dans *Arch. cur.*, IV, 401-507. — ARNAUD, *Histoire des protestants de Provence, Comtat Venaissin et principauté d'Orange*, 2 vol.

2. Pour le Languedoc et la Guyenne, voir *Hist. Eccl.*, liv. X, *Hist. du Parlement de Toulouse*, *Hist. Eccl.*, liv. IX, *Hist. du Parlement de Bordeaux*; — MONLUC, *Commentaires*, liv. V; — GAULLIEUR, *Histoire de la Réformation en Guyenne*, I. — *Histoire générale du Languedoc*, XI et XII.

3. *Hist. Eccl.*, liv. VII, *Hist. des villes du ressort du Parlement de Paris*, Tours, II, 651, Craon, *Ibid.*, 669.

4. Pour Rouen, voyez : *Hist. Eccl.*, liv. VIII, *Hist. du Parlement de Rouen*; — FLOQUET, *Hist. du Parlement de Normandie*, II; — AMPHOUX, *Histoire de l'Église du Havre*.

s'enfuir avec les catholiques, se fortifient, prennent Darnetal et demandent du secours aux villes voisines. A l'exemple de Rouen, Dieppe, le Havre et toutes les villes de la basse Normandie se liguent et Condé envoie pour commander à Rouen le sieur de Morvillier. Au début de mai, le duc d'Aumale arrive muni de pouvoirs discrétionnaires et la lutte commence.

Il va sans dire que ces luttes étaient accompagnées de toutes sortes d'excès, aussi bien du côté des catholiques que du côté des protestants. Il suffira de citer pour les premiers la prise et le sac d'Orange, le massacre de Limoux, les exécutions d'Angers; pour les seconds, les représailles de Pierrelatte et de Bollène et le saccage de Rouen. « Il n'y a pas un coin de France, écrit Languet à cette date, qui échappe à la dévastation » et à la guerre. Dans cette guerre, la fortune semblait encore favoriser les protestants; mais, maîtres de certains points, ils reculaient sur beaucoup d'autres. Dans ces conditions l'application intégrale de l'édit de janvier que réclamait Condé comme condition du désarmement, ne pouvait pas plus être abandonnée par les protestants qu'accordée par les catholiques. Déjà, dans la nouvelle publication de l'édit, le 11 avril 1562<sup>1</sup>, une première et considérable restriction avait été faite : l'exercice du culte avait été autorisé dans toutes les villes, sauf Paris : tant la population parisienne était hostile aux réformés ! De plus les triumvirs exigeaient de la reine qu'elle révoquât l'édit dans son entier et à jamais<sup>2</sup>. Comment accorder, concilier des exigences si opposées ? La force des armes seule pouvait décider. La lutte était déjà ouverte depuis le mois d'avril et ardente dans tout le royaume; après l'insuccès de l'entrevue de Talcy, elle devint générale.

Le 3 juillet, le prince de Condé prit l'offensive; l'armée royale aussitôt s'ébranla. La guerre civile dont les Princes avaient donné le signal et qui s'était engagée sans eux, les prenait à leur tour dans son tourbillon et les entraînait enfin presque malgré eux<sup>3</sup>.

#### V. LE BOURRILLY.

---

1. *M. C.*, III, 256-257.

2. Deux requêtes du Triumvirat à la reine, 4 mai, *Hist. Eccl.*, II, 64 sqq.; *M. C.*, III, 388.

3. La *Conclusion* et une *Note critique sur les Sources du Massacre de Vassy*, ont dû être remis à une livraison ultérieure.

# Documents

---

## REMONSTRANCES ET DOLEANCES DES ÉGLISES REFFORMÉES

### DES VILLES ET DIOCESE DE CARCASSONNE

BAILLÉES AUX ESTATS TENUS A MONTPELLIER LE 10<sup>e</sup> MAY 1563<sup>1</sup>

Le *Bulletin* a déjà publié dans le n° du 15 décembre 1889, page 629, les *Remonstrances pour le pays d'Albigeois en Languedoc*, faisant connaître en détail la destruction de l'Église de Gaillac et autres du pays d'Albigeois. La pièce que nous publions aujourd'hui donne une idée des persécutions et massacres subis par les fidèles de l'Église de Carcassonne, et dont le récit se retrouve, comme celui concernant Gaillac, dans l'*Histoire ecclésiastique de Théodore de Bèze*, livre X, et l'*Histoire des Martyrs*.

Le récit de l'*Histoire ecclésiastique* (I, 875; III, 142 et 152) est même plus circonstancié que cette remontrance présentée aux États de Montpellier le 10 mai 1563. Mais chaque détail important de l'*Histoire* est confirmé par cette pièce officielle. On y voit clairement, ce que d'ailleurs M. Bourrilly établit ici même, dans son étude sur les *Préliminaires des guerres de religion*, que, dans le ressort du parlement de Toulouse, comme en beaucoup d'autres lieux, les catholiques n'attendirent pas le coup de cloche de Vassy pour tomber sur les huguenots, les armes à la main. A Carcassonne ils commencèrent dès le 15 décembre 1561, c'est-à-dire un mois avant l'édit de Janvier. Et la publication de ce dernier n'y fut, ainsi qu'à Limoux et ailleurs, que le signal de massacres en masse qu'on ne prit même pas la peine de légaliser par des procédures régulières. Si les huguenots n'avaient pas fini par se défendre, nul doute qu'ils eussent tous été passés au fil de l'épée. — Voilà pourquoi certains historiens préten-

1. *Archives du Gard*, C. 925.



du tiennent tant à imprimer que *les protestants commencent les hostilités*, et voudraient nous faire croire que les *processions publiques*, qui furent si utiles au clergé pour amener la populace contre les hérétiques, sont des cérémonies édifiantes au plus haut degré.

F. TEISSIER.

« Les fidelles enfans de Dieu, bannis et chassés des Villes et diocèse de Carcassonne expoliez et privez de tous leurs biens en haine qu'ils ont voulu, comme ils veulent purement servir Dieu et vivre selon son Saint Évangile, remonstrent à vous, Messieurs les Commissaires députés pour le Roy sur la pacification des troubles et séditions en ce pays de Languedoc, esmeuz et advenuez par le moyen des adversaires papistes, ignorans et empêchans le cours de la Parolle de Dieu, séditeux, rebelles, et infracteurs des Édicts sur ce faicts par led. Roy Seigneur.

« En premier lieu, que pour obvier aux tyrannies, cruautés sanguinaires desd. adversaires, executés par journalles menasses, les Supplians, voire presque tous les fidelles du Royaulme, ont esté contraincts fere saintes et secrètes Assemblées pour illec prier et servir à Dieu, ainsi que par sa Sainte Parolle leur est commandé; les opprobres et calomnies que, à raison de ce, ont esté faulcement imposées, sont notoires.

« Les adversaires, ausd. Carcassonne, incitez par les moynes et prestres, soubstenuz, au moins dissimulez par les magistrats et officiers, ont uzé d'inventions grandes, non seulement pour empêcher lesd. supplians en leurs d. Assemblées, mais pour illec les atouper, tuer et inhumainement massacrer, ainsin que cy après est remonstré.

« Pour y parvenir, firent le quinziesme Décembre mil cinq cens soixante ung, heure de nuict, porter une ymaige, qu'ils appellent de Nostre-Dame, qu'estoit près le Temple St Michel, de la ville basse dud. Carcass<sup>ne</sup>, au milieu de la Rue appelée *Majour*, audevant la maison de Ramond Du Poix, bourgeois, qu'ils disoynt et soubsonnoynt de lad. Assemblée et Eglise refformée.

« Le jour luisant, les magistratz, consulz, et peuple de lad. ville, qui non seulement estoyent advertiz de ce faict, mais l'avoient moyenné et conduit, le mectant en admiration grande pour mieux inciter et irriter le peuple contre lesd. fidelles, le firent assembler

à voix de trompe, contraignant chacun à fermer les boutiques et venir au lieu où lad. ymaige estoit, laquelle, à grand solemnité de possession qu'ils appellent, remirent au lieu dont l'avoient oustée, de manière que les portes de la ville fermées, ne fut loisible à aucun des habitans sortir, jusques led. acte séditieux fut entièrement exécuté;

« Et ores l'occasion de telle assemblée fut prins de ce dessus, la fin fut toutesfois autre, car estans assemblez audevant la maison dud. Du Poix, dès lors fut faicte acclamation furieuse attirée soubz couleur de ce dessus, disant que dans icelle estoient lesd. fidelles qu'ils appellent Huganoux [Huguenots]; — Et, sans autre vérification, lad. maison fut assallie, à grands copz de conhées [cognées], et autres instrumens qu'ils portoient, les portes furent violement rompues, ensemble les fenestres et vistres, la maison pillée et saccagée, le vin espandu par terre, les livres de raison, cedulles, papiers et documens dud. Du Poix, en partie brullez et le reste rompu et jeté à la rue; — Et, illec, poursuyvans leur rage et furie, ayans en [pour] cappitaine et conducteur le bourreau de lad. ville, se transportèrent ez maisons de Guille. Maige, André Coinctes, marchans, et de Pie. (nom de famille en blanc), libraire, desquelles non seulement semblable rage fut executée, saccagemens et larssins comis, et mus aussi led. libraire, ensemble Pierre Bonnet, Guiraud Bertrand, et Guillaume Saval, et autres cinq qui n'estoyent de la Relligion, soubz coulleur seulement que leur vouloir remonstrer ne devoir ainsin procéder, furent tuez et inhumainement massacrez, faisant toute dilligence [pour] trouver lesd. Maige, Coinctes, Du Poix, et autres cinq, lesquels, par la grâce de Dieu, furent preservez pour lors;

« Et pour mieulx attirer le peuple et l'esmouvoir à sédition, le tocsin de toutes les cloches de lad. ville ne cessa de la journée, sans que les magistratz, consulz, et autres principaulx fissent semblant tant peu soit y pourvoir et remédier, bien qu'ils eussent plusieurs soldatz à leur poste, et suite ausquels fesoient fere le guet de jour et de nuict à lad. ville, se jactans lesd. seditieux, avec exécrales blasphèmes, qu'ils ne fesoient que commencer, et, puisqu'ilz auroient licence et mandement des principaulx de lad. ville, ils feroient perdre la semence des Huganoux.

« Peu de jours après lad. furie appaisée, et que le ciel et la terre se plaignoyent contre telle cruaulté et furie, lesd. fidelles voyans la dissimulation desd. magistratz ne daignans s'en esmouvoir, leur en firent remonstrance, les requerrans y vouloir pourvoir, autrement auroient recours au Roy; et craignans de ce, firent quelque si-

mullée et feincte poursuite, et nombre desd. séditieux furent consti-  
tuez prisonniers, depuis condamnéz à la question, et, ayans relevé  
appel en la Court de parlement, juges propices et favorables, comme  
depuis se sont declairez, furent par arrêt, au pourchas et poursuite  
de l'Évêque dud. Carcassonne<sup>1</sup>, qui contre tout debvoir et au grand  
escandalle de son office les favorisoit et deffendoit, estant comme  
est notoire apparant aud. Parlement, mesme de M<sup>re</sup> Loys de Lans-  
salergue, furent renvoyés aux Juges présidiaulx de Béziers.

« Et detams que lesd. prisonniers s'excusoyent n'avoir rien fait  
que par commandement desd. magistratz, consulz, et autres prin-  
cipaulx, craignans estre descouvers, en lieu les délivrer au Commis-  
saire depputé par lesd. Présidiaulx de Béziers quy les requerroient,  
les eslargirent et mirent en plaine liberté, dont s'en est ensuivy que  
demeurant lecasquedessus impuny, plusieurs aultres saccagemens,  
pilleries, murdres [meurtres] et massacres ont esté comis singullie-  
rement au moys de May suyvant. Longtemps après la publication  
de l'Édit de janvier portant permission de prescher publiquement  
la Parolle de Dieu en ce royaume, les maisons du sieur de Montirat  
et de Bernard Yssier, marchand, furent pillées et saccagées, pré-  
sans et voyans lesd. magistratz, et n'y contredisans n'y pourvoyans;

« Estans lesd. fidelles en dellibération passer toute leur vie au  
service de Dieu et estre instruitz selon sa S<sup>te</sup> Parolle, presentarent,  
le 15<sup>e</sup> de mars, après la publication dud. Édiet, leur ministre ausd.  
magistratz pour luy bailler le serment en tel cas requis, ce qu'ils  
reffusarent fere au pourchas [poursuite] et instigation dud. Évêque,  
lequel est oncle M<sup>re</sup> François de Lasset, président, Jehan de Lasset,  
conseiller, de Pierre Rocque, avocat du Roy au siège présidial dud.  
Carcassonne, beau-filz dud. président, lesquelz par leurs menées et  
praticques empescharent que le vouloir du Roy fut accomply, que  
fut cause que lesd. fidelles, se voyans desnuez du secours de justice,  
se retirarent aux faulxbourgz d'icelle ville et lieu accoustumé à fere  
leurs prières, et se voullans retirer en leurs maisons dans lad. ville,  
trouvarent les portes fermées et, ne sachant aultre retraicte plus  
propice, furent contrainctz retourner ausd. faulxbourgz, non sans  
estre accompagnez d'une grelle de pierres que lesd. séditieux leur  
ruoyent [ruaient], s'estans mis ez lieux plus propices pardessus les  
murailles pour les surprendre, tellement que plusieurs en furent  
blessez, ce que fut incontinant remonstré à M<sup>re</sup> Ramond le Roux,

1. François I<sup>er</sup> de Faucon, évêque de Carcassonne, 6 juill. 1556-22 sep-  
tembre 1565.

Juge-maige dud. Carcassonne, qu'ils trouvarent auxd. faulxbourgz et au *Lotgis de la Poste*, lequel n'ayant assistance d'aucuns des autres officiers et magistratz, répondit qu'il n'y sçauroit que fere, mais que lesd. fidelles se deffendissent le mieulx qu'ilz pourroyent.

« Quoy voyans, prindrent les bastons qu'ilz purent trouver esd. faulxbourgs pour se deffendre lorsqu'il seroit besoing et demeurarent en tel estat actendant la miséricorde de Dieu, et que lesd. magistratz, consulz, officiers et aultres habitans condessandissent à raison et obeysent à l'Edict; mais en lieu de le faire, après plusieurs réquisitions et amyables remonstrations, s'andursirent plus fort, de sorte que le 19<sup>e</sup> dud. moys contraignirent lesd. fidelles. à coupz d'arquebusades et d'artilherie à abandonner non seulement lesd. faulxbourgz, mais tout le terroir dud. Carcassonne, tellement que, poursuyvant leur raige et furie, les maisons des fidelles estans esd. faulxbourgz furent pillées et saccagées, et troys desd. fidelles tuez dans lesd. maisons.

« Lesd. agresseurs, saccageurs et murtriers, se voyans, en lieu de punition, favorisez et soubstenuz, se moquans et rians, vont se jactans fere pis contre lesd. fidelles, mesmes ceulx qui avoyent esté prisonniers, disant publiquement que injustement auroyent esté mis en prison, et tant s'en falloit qu'ils dussent estre punys, qu'ilz rapportoyent louange d'un tel faict, mesmes led. bourreau qu'il vouloit estre payé et satisfait de quatre murtres qu'il auroyt faictz en la première sédition, de mandement des plus grandz dud. Carcassonne, mesmes de l'Evesque, quy durant l'emprisonnement que dessus les nourrissoyt à ses despens;

« Estans, non-seulement lesd. murdriers, mais toute lad. populace assez farouche de son naturel, n'estant instruite en la Parolle et craincte de Dieu, renduz par telle impunyté plus séditieux, ont esté comis plusieurs aultres saccagemens de villes, comme de ce rent tesmoignage la ville de Limoux en la Seneschaussée dud. Carcassonne, pillée et saccagée, les fidelles tuez et massacrés, les femmes et filles violées et ravyes, le tout à la conduite et présence du S<sup>r</sup> de Mirepoix, seneschal dud. Carcassonne, soy disant *Mareschal de la foy*, ayans, à ces fins, introduictz estrangiers Espagnolz dans ce Royaulme, contraignans les povres fidelles voullans éviter cruautés sanguinere, abandonner leur parti [patrie ?], femmes et enfans; iceulx Magistratz metans en évidence la faveur qu'ils donnoyent ausd. séditieux, les ayans ouys en tesmoins, ont procedé contre lesd. fidelles absans par deffaultz et condamnation de mort, figurativement exequtez, et réellement contre ceulx qu'ilz ont pu appre-



hender, approuvées, rattifiées, et en tout confirmées par lad. Court du Parlement de Tholozé, — où aucuns particulliers sanguinaires d'icelle, ignorans et du tout contredisans à l'avancement du Règne de Dieu, quy monopollez contre ses enfans et son Evangille, infrainans icelluy Edict de janvier, reçu et publié, et ayant chassé et prohibée l'entrée à certains Conseillers de lad. Court, qu'ils, à grand tort, soubsonnoient favoriser ausd. fidelles, se sont attribuez tout droict régal, disant « le Roy, souverain monarque, nous est donné de Dieu, estoit jeune et qu'il ne pouvoit ne savoit gouverner son royaume, et que c'estoit à eulx, comme ses tuteurs », — tout comme est notoire, donner lad. ville de Tholozé, principale en consequant tout le ressort, ou principales villes d'icelluy, en pillage et saccagement, et fait exequter par la main du bourreau de cinq à six cens, oultre plus grand nombre quy a esté exequé par les mains de la popullasse par eulx incitée et induicte.

« Vous supplians, Messieurs, à l'honneur de Dieu, par la vollonté et ordonnance duquel et du Roy, représentant Sa Majesté dont vous estes comis au soullaigement des Églises de Dieu et de ses enfans, pouvoir ausd. supplians sur ce dessus singulièrement, jouyssant en toute liberté crestienne de la prédication du S<sup>t</sup> Evangile de Dieu, salut à tout croyant, jouyr et user des S<sup>ts</sup> Sacremens, qu'ils soyent remys en toute assurance en leurs biens, honneurs et Estatz, suyvant l'ordonnance et vollonté du Roy. Pourvoir aussi à l'indempnité des vefves et orfellins, pères et mères respectivement privez de leurs maris, paires et enfans; Et aussi aux Ratthes [raps], viollemens des femmes et filles, saccagemens des villes et maisons, et, à ces fins, leur estre baillé un Gouverneur de qualité, n'estant subject ne ressortissant aud. Parlement, par la crainte, rigueur et inhumanité duquel il ne pourroyent ou n'oseroient exequter la vollonté dud. S<sup>r</sup>.

« Et néantmoins, pour ce que les plus grandes séditions faictes en ce pais sont survenues faisant les prossessions qu'ilz appellent publicques et généralles, soubz pretexte de leur service qu'ilz appellent divin, vous plaise inhiber au Clergé papistique et leurs suppotz fere prossessions hors de leurs temples à tout le moins, pour leur oster l'occasion d'admener le peuple aux murtres, massacres, et autrement pourvoir selon vos saiges directions, conduictes par l'esprit de Dieu — P<sup>i</sup> Bosco; — Bernard Ythier; — S. Armengaud, deputés;

« S. ARMENGAUD » (*signé*).

*Collationné :*

FERD. TEISSIER.

## UNE PAGE DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

## SUR LES PROTESTANTS

On sait que Rousseau, depuis soixante-dix ans, depuis M. de Musset-Pathay, le père du célèbre poète, n'a plus trouvé pour ses *Œuvres complètes* d'éditeur attentif et soigneux, comparable à ceux à qui la librairie Hachette confie le soin de préparer les éditions des grands écrivains du xvi<sup>e</sup> siècle. Mais deux de ses ouvrages, au moins, ont eu récemment d'excellentes éditions : la *Lettre à d'Alembert sur les spectacles*, texte revu d'après les anciennes éditions, avec une introduction et des notes, par M. Léon Fontaine, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon ; Paris, libr. Garnier, 1889, 334 pages in-18 ; — et le *Contrat social*, édition comprenant, avec le texte définitif, les versions primitives de l'ouvrage, collationnées sur les manuscrits autographes de Genève et de Neuchâtel, une introduction et des notes, par Edmond Dreyfus-Brisac, rédacteur en chef de la *Revue internationale de l'Enseignement* ; Paris, libr. Alcan, 1896, xxxvi et 425 pages grand in-8, avec plusieurs fac-similés.

La *Lettre à d'Alembert* a sa place dans l'histoire de la lutte que les pasteurs de Genève ont soutenue contre la philosophie du siècle dernier. L'introduction et les notes de M. Fontaine sont excellentes ; il y aurait peu de chose à y ajouter, et un examen minutieux n'aurait à y corriger que des vétilles.

Le *Contrat social* est une œuvre plus importante. Ce n'est pas l'ouvrage de quelques mois ; c'est le fruit de vingt ans de réflexion. L'influence du *Contrat social* a été grande pendant deux générations : celle des contemporains de Rousseau, et celle qui a fait la Révolution. Tandis que pour la *Lettre à d'Alembert*, les recherches à faire étaient à fleur de terre, la tâche était beaucoup plus difficile pour le commentateur du *Contrat social*. L'édition de M. Dreyfus-Brisac est la première qui aide le lecteur à bien comprendre une œuvre qui est énigmatique à certains égards. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier longuement la valeur de cette édition. Je ne veux que signa-

ler une page éloquente qu'elle met en lumière, et dans laquelle Rousseau a donné sa pensée sur la législation à laquelle étaient soumis au siècle dernier les protestants de France.

On sait qu'une partie des papiers de Rousseau avait été confiée par lui à Paul Moulton, et que Mme Streckeisen-Moulton, sa petite-fille, a légué ce précieux dépôt à la Bibliothèque de Genève. Dans le lot de manuscrits qui y entra ainsi en 1882, se trouve une première ébauche du *Contrat social*. Elle a été mise au jour en 1887 par M. Alexeieff, professeur à l'Université de Moscou, dans un ouvrage écrit en langue russe, dont elle forme un des appendices. M. Alexis Bertrand, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon, dans un mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques, le 4 avril 1891, a rendu compte de cette publication. Le nouvel éditeur du livre de Rousseau, M. Dreyfus-Brisac, a reproduit aussi, dans son ouvrage, cette ébauche de Rousseau, qui est une copie inachevée, sur les pages blanches de laquelle sont jetés quelques brouillons inédits, dont Rousseau ne s'est pas servi dans son texte définitif. Parmi ces brouillons, figure un morceau qui n'est pas encore assez connu, quoiqu'il ait déjà été imprimé quatre fois : par MM. Alexeieff, Bertrand, Dreyfus-Brisac, — et par moi-même, dans une notice sur les manuscrits de Rousseau que possède la Bibliothèque de Genève, notice qui a paru dans le *Journal de Genève* du 14 avril 1882. Voici ce morceau :

« Il est clair que l'acte civil doit avoir tous les effets civils, comme l'état et le nom des enfants, la succession des biens, etc.; les effets du sacrement doivent être purement spirituels. Or point du tout. Ils <sup>1</sup> ont tellement confondu tout cela que l'état des citoyens et la succession des biens dépendent uniquement des prêtres. Il dépend absolument du clergé qu'il ne naisse pas dans tout le royaume de France un seul enfant légitime, qu'aucun citoyen n'ait droit aux biens de son père, et que dans trente ans d'ici la France ne soit peuplée

1. On ne voit pas bien à qui se rapporte ce pronom *ils*. Le fragment que nous donnons ne se rattache pas à ce qui le précède dans le manuscrit.

que de bâtards. Tant que les fonctions des prêtres auront des effets civils, les prêtres seront les vrais magistrats. Les assemblées du clergé de France sont à mes yeux les vrais États de la nation.

« Voulez-vous de ceci un exemple attesté, mais presque incroyable : vous n'avez qu'à considérer la conduite qu'on tient avec les protestants du royaume.

« Je ne vois pas pourquoi le clergé de France n'étendrait pas à tous les citoyens, quand il lui plaira, le droit dont il use actuellement sur les protestants français. L'expérience ayant fait sentir à quel point la révocation de l'Édit de Nantes avait affaibli la monarchie, on a voulu retenir dans le royaume, avec les débris de la secte persécutée, la seule pépinière de sujets qui lui reste. Depuis lors, ces infortunés, réduits à la plus horrible situation où jamais peuple se soit vu, depuis que le monde existe, ne peuvent ni rester ni fuir. Il ne leur est permis d'être ni étrangers, ni citoyens, ni hommes. Les droits mêmes de la nature leur sont ôtés; le mariage leur est interdit; et, dépouillés à la fois de la patrie, de la famille et des biens, ils sont réduits à l'état des bêtes.

« Voyez comment ce traitement inouï suit d'une chaîne de principes mal entendus. Les lois du royaume ont prescrit les formes solennelles que devaient avoir les mariages légitimes, et cela est très bien entendu. Mais elles ont attribué au clergé l'administration de ces formes, et les ont confondues avec le prétendu sacrement. Le clergé de son côté, refuse d'administrer le sacrement à qui n'est pas enfant de l'Église; et l'on ne saurait taxer le refus d'injustice. Le protestant donc ne peut pas se marier selon les formes prescrites par les lois, sans renoncer à sa religion; et le magistrat ne reconnaît de mariages légitimes que ceux qui sont faits selon les formes prescrites par les lois. Ainsi l'on tolère et l'on proscriit à la fois le peuple protestant; on veut à la fois qu'il vive et qu'il meure. Le malheureux a beau se marier, et respecter dans sa misère la pureté du lien qu'il a formé : il se voit condamné par les magistrats; il voit dépouiller sa famille de ses biens, traiter sa femme en concubine et ses enfants en bâtards; le tout, comme vous voyez, juridiquement et consé-



quemment aux lois. Cette situation est unique ; et je me hâte de poser la plume, de peur de céder au cri de la nature qui s'élève et gémit devant son auteur. »

Pourquoi Rousseau a-t-il laissé de côté cette page éloquente ? Il n'est pas difficile de le savoir : il suffit de se rappeler ce qu'il a dit au livre IX des *Confessions*, à propos des écrits de l'abbé de Saint-Pierre, dont il s'était chargé de faire l'extrait :

La plupart étaient ou contenaient des observations critiques sur quelques parties du gouvernement de France, et il y en avait même de si libres, qu'il était heureux pour lui de les avoir faites impunément. Mais dans les bureaux des ministères, on avait de tout temps regardé l'abbé de Saint-Pierre comme une espèce de prédicateur plutôt que comme un vrai politique, et on le laissait dire tout à son aise, parce qu'on voyait bien que personne ne l'écoutait. Si j'étais parvenu à le faire écouter, le cas eût été différent. Il était Français, je ne l'étais pas ; et en m'avisant de répéter ses censures, quoique sous son nom, je m'exposais à me faire demander un peu rudement, mais sans injustice, de quoi je me mêlais.

Heureusement, avant d'aller plus loin, je vis la prise que j'allais donner sur moi, et me retirai bien vite. Je savais que, vivant seul au milieu des hommes, et d'hommes tous plus puissants que moi, je ne pouvais jamais, de quelque façon que je m'y prisse, me mettre à l'abri du mal qu'ils voudraient me faire. Il n'y avait qu'une chose en cela qui dépendait de moi : c'était de faire en sorte au moins que quand ils m'en voudraient faire, ils ne le pussent qu'injustement. Cette maxime, qui me fit abandonner l'abbé de Saint-Pierre, m'a fait souvent renoncer à des projets beaucoup plus chéris.

Qu'on se reporte à la page plus haut citée, sur l'état civil des protestants : on verra qu'elle contient assurément *des observations critiques, et même libres, sur le gouvernement de France*. Jean-Jacques a suivi sa maxime, et supprimé cette critique ; il est permis de se demander si l'idée qu'il avait eue un moment, d'élever la voix en faveur des protestants opprimés, n'était pas un des *projets chéris* auxquels il a fait une allusion voilée.

Pendant les années qui suivirent sa rentrée dans l'Église protestante, Rousseau s'était montré quelquefois presque

partial en faveur du protestantisme. M. Fontaine l'a remarqué dans une de ses notes sur la *Lettre à d'Alembert* (page 113); en voici deux autres exemples, du même temps.

Le fragment inédit que j'ai cité plus haut se termine par cette phrase qui ne se rattache pas au reste, Rousseau jetant sur son papier des idées sans suite, au moment où elles lui venaient :

L'expérience apprend que de toutes les sectes du christianisme, la protestante, comme la plus sage et la plus douce, est aussi la plus pacifique et la plus sociale. C'est la seule où les lois puissent garder leur empire, et les chefs leur autorité.

Et dans l'*Émile*, au milieu du livre V, Rousseau a dit :

Je n'avancerai point ce que je vais dire sans crainte de prendre un préjugé pour une observation : mais il me semble qu'en général, dans les pays protestants, il y a plus d'attachement de famille, de plus dignes épouses et de plus tendres mères que dans les pays catholiques.

La position que Rousseau, à ce moment de sa vie, entendait avoir vis-à-vis des dogmes de son Église et des opinions du clergé protestant, il l'a exprimée en termes couverts, mais bien compréhensibles, à la fin de la *Nouvelle Héloïse* (partie VI, onzième lettre) quand il raconte les derniers jours de Julie, et lui fait dire au ministre qui la visite : « J'ai vécu et je meurs dans la communion protestante, qui tire son unique règle de l'Écriture sainte et de la raison... », et tout ce qui suit. Cette espèce de profession de foi, jetée au milieu d'un roman, ne fut pas relevée par les membres du clergé genevois qui étaient en correspondance avec Rousseau. Il prit, à tort, leur silence pour une espèce d'acquiescement ; et de ce malentendu résulta la surprise qu'il a exprimée dans ses lettres à Moutou des 22 juin, 24 juillet et 8 octobre 1762, après que les Syndics et Conseil de Genève eurent flétri l'*Émile*, et que les pasteurs Vernes et Vernet lui eurent dit nettement ce qu'ils pensaient de ce livre.

Mais au moment même où l'attitude du clergé genevois l'étonnait ainsi et le mécontentait, le mandement de l'archevêque de Paris l'amenait à reprendre la plume. Et alors, dans

la lettre qu'il adressa au prélat, sentant que son exil lui rendait sa liberté vis-à-vis du gouvernement français, il ne craignit plus d'insérer çà et là, en faveur des protestants opprimés, quelques passages où il donne essor aux mêmes sentiments qu'il avait éloquemment exprimés dans la page qu'on a retrouvée en ces derniers temps.

EUGÈNE RITTER.

---

## SÉANCES DU COMITÉ

---

10 mars 1896

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Charles Waddington, vice-président, MM. Charles Read, président honoraire, baron Fernand de Schickler, président, Alfred Franklin, trésorier, N. Weiss, secrétaire, et MM. G. Bonet, Maury, O. Douen, J. Gaufrès, A. Lods, Frank Puaux, G. Raynaud, A. Réville et E. Stroehlin.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. de Schickler exprime les regrets que la mort de Mme veuve Goffart, née Torras, nous inspire. Elle éprouvait pour notre œuvre plus que de l'intérêt. Elle recueillait, autant que l'état précaire de sa santé le lui permettait, tout ce qu'elle pensait de nature à rendre service à la *France protestante* et à notre Bibliothèque. Et elle a tenu à faire figurer notre Société sur son testament pour une somme de 2,000 francs qui sera capitalisée en rentes 3 p. 100 sur l'État.

Puis M. de Schickler introduit maîtres Poletnich et Tollu en présence desquels M. le président donne lecture entière :

1. De l'expédition délivrée par M<sup>e</sup> Poletnich, notaire à Paris, d'un acte reçu par lui et M<sup>e</sup> Houel, son collègue, notaire à Paris, le quinze novembre mil huit cent quatre-vingt-quinze, aux termes duquel M. le baron de Schickler, président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, a fait donation entre vifs et irrévocable à la Société de l'Histoire du Protestantisme français d'une propriété sise à Paris rue des Saints-Pères, n° 54, où sont installés les bureaux et la Bibliothèque de ladite Société, ainsi que de la Société biblique protestante de Paris.

2. De la lettre de M<sup>e</sup> Delorme, notaire à Paris, du 24 février dernier, annonçant le legs de Mme veuve Goffart, née Torras.

Le comité adresse à M. le baron F. de Schickler l'expression de

sa profonde gratitude et accepte, sous réserve de l'autorisation de l'administration supérieure, la donation faite par son président, ainsi que le legs de Mme Goffart.

Le comité prend ensuite connaissance du sommaire du **Bulletin** de mars et s'entretient de l'assemblée générale qui, suivant les usages, devrait se tenir le 16 avril prochain. Le secrétaire déclare qu'il lui est impossible de s'en occuper actuellement et aucun autre membre de la Société ne pense pouvoir être prêt à offrir une lecture à si courte échéance. M. A. Réville ayant proposé de faire coïncider notre assemblée avec la fête de la Réformation, cette proposition est provisoirement adoptée à l'unanimité.

**Bibliothèque.** — M. de Schickler annonce la souscription aux *Registres des Églises wallonnes de la Barrière*; elle n'a réuni jusqu'ici que 100 souscripteurs. La Société s'inscrit pour 5 exemplaires. M. de Schickler cite à ce propos la belle publication entreprise par la Commission pour l'Histoire des Églises wallonnes, c'est-à-dire le *Livre synodal contenant les articles résolus dans les synodes des Églises wallonnes des Pays-Bas* de 1563 à 1685. — Ce volume, précédé d'une introduction et suivi d'excellentes tables alphabétiques, fait grand honneur à nos collègues et à l'imprimerie Jean Enschedé et fils de Haarlem.

14 avril 1896

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Bonet-Maury, Douen, Frossard, J. Gaufres, F. Kuhn, A. Lods et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président annonce la mort, nullement attendue encore, de notre ami et membre honoraire, M. A.-J. Enschedé, survenue à Haarlem le 19 mars, peu après que notre *Bulletin* de février eût annoncé (p. 102), l'impression par ses soins généreux de sa Table générale. Notre Société perd en M. Enschedé un membre dévoué, que nos travaux passionnaient, et elle offre à la Commission pour l'Histoire des Églises wallonnes, encore bien plus sérieusement atteinte par cette perte, l'assurance de toute sa sympathie.

**Bulletin.** — En même temps que le sommaire du numéro d'avril, le secrétaire et le président communiquent quelques lettres, entre autres, de MM. Heyer, de Genève, Baird, des États-Unis, et Wickham, de Paris, qui nous demandent des renseignements sur des thèses soutenues à Genève aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, sur les copies de lettres de Th. de Bèze que nous a transmises Mme Baum,



ou rectifient quelques erreurs des articles sur *Paris protestant au XVI<sup>e</sup> siècle*.

**Bibliothèque.** — Mme la comtesse de Laubespín y a fait déposer les papiers et livres que feu M. de Laubespín avait réunis sur Coligny. — M. le pasteur Sabatier lui a envoyé un volume de Sadolet, *Commentaires sur l'Épître aux Romains* (Venise, 1536); — M. Garreta lui donne le portrait (sur soie), de *Servatus Gallaeus Roteradamiensis*, et une copie d'extraits de Brantôme aux armes des Châtillons. — Le secrétaire lui remet les deux volumes *le Vatican et la Civilisation et la France chrétienne*. — Enfin M. de Schickler apporte trois manuscrits :

A. *Discours véritable des actions et comportements de M. de Chastillon pendant le temps qu'il a esté à Millau, 1587.*

B. *Actes des synodes nationaux, de 1726 à 1763, et provinciaux du Bas-Languedoc, de 1716 à 1790, revêtus de signatures originales.*

C. Un dossier de pièces manuscrites intéressant surtout l'*Eglise de Noyers en Bourgogne* (correspondance du pasteur Bollenat, etc.), au xvii<sup>e</sup> siècle.

9 juin 1896

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Douen, Gaufres, W. Martin, F. Puaux, Ch. Read, A. Réville et N. Weiss. — MM. Bonet-Maury, Franklin, Frossard, Kuhn et Stroehlin se sont fait excuser.

**Bulletin et Correspondance.** — Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le secrétaire donne communication du sommaire du numéro sous presse, et exprime le regret, auquel tous s'associent, que l'impression de la *Table des noms de personnes*, qu'on demande si souvent à consulter, soit de nouveau remise à une date indéterminée par la mort de notre si regretté collègue, A.-J. Enschedé. — Il signale ensuite une note du *Foyer protestant*, du 15 avril, qui a été reproduite dans plusieurs journaux et d'après laquelle, en 1698, il y avait, selon Bâville, dans les diocèses d'Alais, d'Uzès, de Nîmes, de Mende et de Montpellier, 133,579 nouveaux convertis, chiffre opposé à celui de 150,763, nombre des protestants habitant actuellement la même région. M. E. Atger, pasteur à Bernis, qui a fourni cette statistique au *Foyer*, écrit qu'il l'a extraite de l'*Histoire des Camisards*, de A. Court. Elle est sans doute identique à celle extraite également des mémoires de Bâville, autrefois au « dépôt du Louvre », et qu'on trouve dans les papiers de Rulhières à la Bibliothèque nationale (français 7045, pl. 97).

Celle-ci, également de l'année 1698, indique pour *tout* le Languedoc :

|                                          |           |
|------------------------------------------|-----------|
| Gentilshommes, anciens catholiques...    | 4,046     |
| Gentilshommes, nouveaux convertis...     | 440       |
| Autres habitants, anciens catholiques... | 1.238,927 |
| Autres habitants, nouveaux convertis...  | 178,483   |

soit un total de plus de 179,000 protestants, puisque les gentilshommes ne figurent que comme chefs de famille et les autres habitants sont comptés par tête. — Quoi qu'il en soit, comme le dit M. le pasteur Atger, il y aurait avantage, pour l'avenir, à faire nous-mêmes, peut-être par l'intermédiaire de notre Société d'Histoire, le recensement dont, pour les époques disparues, nous ne connaissons que des fragments imparfaits.

Le président communique une lettre de M. le pasteur Rabaud, président du consistoire de Montauban, nous informant qu'un tableau des pasteurs ayant exercé le ministère dans le ressort de ce consistoire, a été dressé pour cette Église. — M. le Dr Baird, de New-York, demande des extraits des lettres de Th. de Bèze données par Mme Baum. — M. le marquis de Ruvigny de Raineval annonce, d'Angleterre, la prochaine publication d'un ouvrage considérable sur Ruvigny. — Mrs Lawton, de la Société huguenote de New-York, regrette que notre *Bulletin* ne soit pas envoyé à cette Société, issue de la nôtre.

**Bibliothèque.** — Le président lui apporte, entre autres, un exemplaire sur vélin des lettres patentes de décembre 1789, sur le décret de l'Assemblée nationale pour l'admission des non-catholiques dans l'administration et dans tous les emplois civils et militaires. — Il y joint une très curieuse lettre adressée par le marquis de Ségur, le 26 juin 1826, à Lamennais, lequel avait complaisamment traité les protestants de Jacobins. Cette lettre, réfutant cette calomnie au moyen de faits authentiques et fort peu connus, sera publiée dans le *Bulletin*. — M. de Schickler dépose aussi un billet autographe de l'évêque de Coutances, du 29 janvier 1733, sollicitant une lettre de cachet pour faire mettre aux nouvelles catholiques de Saint-Lô deux demoiselles *Bouillon* soupçonnées de vouloir émigrer. — M. Ch. Read offre un brevet sur parchemin, de Louis XV, accordant au sieur *Jacques Guénin*, de Rémuzat en Provence, les biens de son oncle *Claude Jouve*, religionnaire fugitif, 5 juin 1772. — M. F. Teissier a envoyé quelques vieux papiers, parmi lesquels l'inventaire des meubles et livres du pasteur *Jacques Farjon*, 10 sept. 1682.

Enfin Mme la baronne de Neuflize a envoyé un lot de livres,

au nombre desquels une traduction latine de la première édition du *Réveille-matin des françois : Dialogus, quo multa exponuntur quae lutheranis, et hugonotis gallis acciderunt*. Oragnix, excudebat Adamus de Monte. M.D. LXXIII; — *Le songe mystérieux arrivé à une dame protestante de la ville de Mazères, interprété par le supérieur du séminaire de Mirepoix*, en 1770. Pamiers, chez Jean-Pierre Faye, 1770; — *Fasciculus epistolarum latine et gallice in quibus Ludovicus Molinaeus satisfacere conatur celeberrimo Theologo Dr Johanni Claudio...* Eleutheropoli juxta exemplar Londinense, 1676, etc.

16 octobre 1896

Courte réunion, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler.

La lecture du procès-verbal de la dernière séance est remise à la prochaine, celle-ci devant être uniquement consacrée aux mesures à prendre en vue du **jubilé de M. le professeur A.-L. Herminjard** qui doit avoir lieu à Lausanne, le 7 novembre prochain. M. de Schickler est, entre autres, chargé de rédiger et si possible de lire lui-même une adresse qui accompagnera la remise à M. Herminjard du prix E. Bersier. (Voir cette adresse dans le compte rendu du jubilé que renferme le *Bulletin* du 15 novembre, p. 612 à 616.)

---

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE

---

A Nieulle en Saintonge, le 11 octobre 1896

Les Chasseloup-Laubat, Garesché et autres familles huguenotes  
de Saint-Sornin ès îles de Marennes

Le dimanche 11 octobre dernier, grâce à l'initiative de la *Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, trois plaques commémoratives ont été inaugurées : sur la tour de Broue, commune de Saint-Sornin (Charente-Inférieure) **A Duguesclin, vainqueur des Anglais à Broue en 1372**. — A Toucheronde (même commune de Saint-Sornin), sur une maison où est né le 18 août 1754 **François de Chasseloup-Laubat, général, pair de France, mort le 6 octobre 1833**. Cette deuxième plaque consacre les services rendus à la France par une vieille famille saintongeaise qui serait sans doute, — comme tant d'autres et non des moindres, — restée protestante, si les dragons et la Révocation n'avaient insinué que, pour plaire à Sa Majesté, il fallait désormais se soumettre à l'Église catholique, apostolique et romaine. François de Chasseloup-Laubat descendait, en effet, di-

rectement de *Jean Chasseloup*, procureur au siège de Saintes au xvi<sup>e</sup> siècle, dont un petit-fils, *Nathanaël*, né le 26 avril 1613, devint le sieur de Laubat, avocat au parlement de Bordeaux, mort en 1667 après avoir épousé, en 1641, *Jeanne Esneau de la Clisse*<sup>1</sup>.

La troisième plaque a été posée, au Petit-Nieulle, en face de la mairie et de l'école, sur une maison qui appartient aujourd'hui à la famille de M. Amer Pelet, l'ancien pasteur de Nieulle; nous devons au pasteur Lombard, de Belleville (Paris), la photographie ici reproduite. Cette maison a été construite au xviii<sup>e</sup> siècle par un des



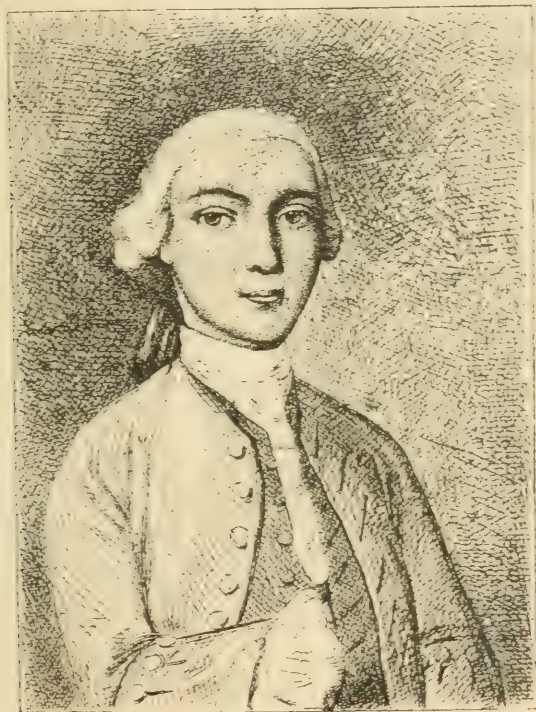
négociants saintongeais qui entretenrent en France l'habitude des entreprises coloniales. Il s'appelait *Isaac Garesché*, d'une vieille famille protestante des îles de Marennes, petit-fils d'un *Jean Garesché* qui fut contraint d'abjurer à la Révocation, mais n'en persista pas moins à professer la foi proscrite. Isaac, dont les quatre sœurs : *Jeanne*, *Marie-Elisabeth*, *Suzanne* et *Jeanne-Esther* furent enfermées comme religionnaires, par lettres de cachet en 1727<sup>2</sup>, se maria une première fois (1721) avec *Marthe-Renée Guibert*, sœur

1. Voy. *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., IV, 100, où on lit, par erreur, *Espeau de Lallisse*.

2. *France prot.*, 2<sup>e</sup> éd., VI, 839, article à compléter.



cadette de la seconde femme de son père, et en deuxièmes noces (17 février 1735), avec *Marie-Anne Monbeuille*, de Cozes, qui avait été internée de force, en 1730, aux religieuses de Sainte-Claire de Saintes. De ce second mariage naquirent dix enfants. Des cinq filles la seconde, *Henriette*, épousa (15 mai 1773) *Jean Garrisson*, négociant à Villebourbon-lès-Montauban, et la quatrième, *Marie-Adé-*



*laïde*, femme de *Guillaume Dubois*, de Saujon, eut pour petit-fils, *Jacques*, mort à Saujon en 1880, en laissant un million à la ville de Marennes pour la construction d'un hôpital.

Des cinq fils les quatre aînés, *Daniel*, *Pierre-Isaac*, *Jean du Rocher* et *Pierre de la Prée*, firent un grand commerce, surtout de sucre, tant à La Rochelle, où *Daniel* s'établit, qu'à Saint-Domingue, où ils avaient des exploitations au Bouscassin, au Cap et à Port-au-Prince. Des affaires à si grande distance comportaient beaucoup de risques. Ainsi celles de *Daniel* furent très compromises par la révolte de Saint-Domingue, ce qui ne l'empêcha pas de faire à La Rochelle, en 1791, un don patriotique de 16,000 livres et un autre de 50,000 à l'As-

semblée nationale<sup>1</sup>; et en 1793 un de ses navires fut pillé par les Portugais, d'où une perte de 530,441 livres.

*Pierre-Isaac*, né à Nieulle le 20 juin 1738, étudia au collège de Caen, apprit le commerce à La Rochelle, y épousa, par le ministère du pasteur Dugas (1761), *Françoise-Jeanne Aliès*, passa plusieurs années à Saint-Domingue, et se fixa à Nieulle à partir de 1778. Là il se livra à l'agriculture, améliorant ses propriétés, recevant beaucoup, et s'intéressant non moins activement à la réorganisation de l'Eglise protestante de Nieulle dont il fut un des principaux anciens<sup>2</sup>. — Le 21 mars 1789 il fut élu le premier, à la pluralité des suffrages, député du Tiers-État de la généralité de Saintonge aux États-Généraux, où il fit partie des comités des finances et des colonies. Le 6 décembre 1793, après avoir refusé les fonctions de député à la Convention, il fut acclamé président du Conseil général et le 12 octobre 1795, administrateur, puis président du conseil d'administration de son département. Il présida enfin l'assemblée électorale du canton de Marennes de 1808 à 1812. Voici le libellé de la plaque qui a été posée à Nieulle sur sa maison : **Ici est né le 20 juin 1738 Pierre-Isaac Garesché, député aux États-Généraux, décédé le 13 mars 1812.**

Le compte rendu de la fête du 11 octobre 1896, rehaussée par la célébration de la messe à l'église de Saint-Sornin (*Revue de Saintonge* du 1<sup>er</sup> nov., p. 390 ss.), évite naturellement, avec le plus grand soin, de rappeler que Pierre-Isaac Garesché fut, jusqu'à sa mort, un protestant fidèle, à une époque où il y avait quelque mérite à ne pas se conformer aux opinions du plus grand nombre. — On trouvera sur sa famille une note détaillée dans la même *Revue* du 1<sup>er</sup> juillet dernier, et aussi dans un ouvrage de l'abbé Gélézeau sur **Saint-Sornin, Nieulle, Broue et isles de Marennes**<sup>3</sup>.

Ce petit volume, illustré par M. l'abbé Patour, curé de Nieulle, et où se voit un portrait de Pierre-Isaac Garesché, identique à celui que nous donnons ici, est, d'ailleurs, utile à consulter. Il s'y trouve

1. Voici un acte du *Comité de sûreté générale de la Convention* du 5 avril 1793 qui « déclare que le citoyen Daniel Garesché, négociant, ci-devant maire de La Rochelle, qui, en 1792, a fait hommage à la nation d'une somme de cinquante mille livres pour les frais de la guerre, est retenu à Paris auprès de la Convention nationale par la poursuite d'une affaire importante soumise à l'examen et la discussion du comité de la marine; en conséquence le Comité invite toutes les autorités constituées et la force publique à donner au citoyen Garesché secours et protection en cas de besoin ». (Comm. de M. P. Pelet.)

2. Voy. *Bull.*, 1892, p. 475 ss. (Comm. du même.)

3. Par l'abbé C. Gélézeau et E. Tauzin, un volume in-18 de 254 pages, La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1896.

entre autres, d'intéressantes notices, comme ne peuvent en rédiger que des écrivains familiers avec l'histoire locale, sur les fiefs et domaines de cette région (p.166 à 214). — Celui de Toucheronde appartient, au <sup>xviii</sup> siècle, à une famille huguenote originaire de Bretagne, les *Couyer*, dont un membre *Barthélemy* Couyer, sieur des Palus et de Toucheronde, né le 7 février 1636, fut marié à Laubat (commune de Saint-Sulpice de Royan), le 24 décembre 1664, à *Jehanne Chasseloup de Laubat*, et mourut le 2 mars 1693. — Celui de La Prée eut pour propriétaires, à partir du <sup>xvi</sup> siècle, les *Vieulle*, autre famille huguenote; il passa, en 1783, entre les mains de Pierre Garesché, dont un fils, *Pierre-Isaac*, acheta (1844) aux héritiers de *Marianne* Garesché, fille du député et veuve de René Échassériau, une pièce de près de 12 hectares dite le Jas des Grèles, dont par testament du 30 janvier 1851, il donna la jouissance aux pauvres des communes de Saint-Sornin, Saint-Just et Marennes. — La Cateline ou Catherine appartenait aux *Vidaud*, aussi protestants. — La seigneurie de la Massonne était le fief des *Lemoyne*. *Pierre* Lemoyne épousa *Madelaine Pastru*, fille du pasteur Isaac Pastru, laquelle devenue veuve, se remaria, le 30 janvier 1655, avec *Jacob de Saint-Légier*, seigneur de Beauregard en Chaillevette, etc., etc.

On voit par ces quelques notes sur les souvenirs laissés dans ce coin de la Charente-Inférieure par les huguenots d'autrefois, combien l'abbé C. Gélézeau et son collaborateur E. Tauzin, avaient raison d'écrire, au commencement de leur petit livre, p. 43, que la Réforme est une *audacieuse négation de quinze siècles de christianisme !!*

N. W.

## CORRESPONDANCE ET NOTES DIVERSES

**Débuts de l'imprimerie à Montpellier.** — « Vous avez donné, dans le *Bulletin* de septembre dernier, p. 504, le titre d'un ouvrage curieux et rare que possède la Bibliothèque de notre Société : POURPARLÉ || entre JEAN GIGORD, || MINISTRE... etc. Vous supposez, d'après le titre, que cette plaquette a été imprimée à Montpellier. Mais voici ce que l'on trouve, à ce sujet, dans les *Mémoires-journaux* de l'Estoile, IX, 127 (éd. Jouaust) : « Le lundi 8<sup>e</sup> P. Le « Bret m'a apporté de Charenton une Conférence entre le ministre « Gigord et le Père Cotton, jésuite, imprimée nouvellement à « Montpellier (*hoc est* Paris) et par lui-mesme... » C'est donc à Paris qu'au témoignage de l'Estoile, cet opuscule a vu le jour.

CH. PRADEL.

Je remercie notre correspondant de cette rectification, car dans l'opuscule dont il est question, il n'y a, en effet, guère que le titre qui m'ait autorisé à supposer que MONTPELLIER signifiait, imprimé chez *Jean Gillet*. — Les caractères typographiques ne ressemblent pas à ceux des deux plaquettes sorties des presses de Jean Gillet, que j'ai pu consulter. Mais l'impression étant plus soignée que celle qu'on rencontre dans les ouvrages sortis des presses parisiennes à cette époque, j'avais cru pouvoir attribuer cet opuscule à un typographe plus soucieux de son art, comme celui dont M. E. Bonnet a heureusement rappelé les services.

N. W.

**Jean Calvin, par E. Doumergue.** — Le nombre de souscriptions nécessaire pour assurer la publication de l'ouvrage de M. le professeur Doumergue sur *Jean Calvin* ayant été atteint et dépassé, le tome I<sup>er</sup> est actuellement sous presse. Quelques personnes nous ont fait observer que les mois de juillet, août et septembre, pendant lesquels la souscription a été ouverte, sont pour plusieurs une époque de vacances et de voyages, et nous ont demandé en conséquence de proroger le terme fixé pour la clôture. Nous accédons volontiers à ce désir. La souscription restera donc ouverte jusqu'au 31 décembre 1896. A partir de ce moment le prix de chaque volume sera porté à 25 francs au lieu de 20 francs. On peut adresser les souscriptions, soit à l'auteur, M. le professeur Doumergue à Montauban, soit aux éditeurs soussignés.

GEORGES BRIDEL et C<sup>ie</sup> à LAUSANNE.

**Registres de la Barrière.** — Les éditeurs de ce volume dont il a été rendu compte ci-dessus, p. 556-558, nous font observer que la souscription, ouverte il y a longtemps déjà, est *close*, et qu'en conséquence le prix de l'ouvrage a été porté de 6 fr. 75 à 9 francs. On le trouvera, en outre, non chez M. le pasteur Trocmé, mais chez M. Roland, imprimeur, rue Saint-Laçare, le Cateau (Nord), chez lequel les derniers exemplaires ont été déposés.

**Famille Thioult de la Luzerne.** — Voici tout ce que j'ai trouvé sur cette famille et sur ses alliances (Voy. plus haut, p. 529 à 542) :

*Thioult* : d'argent, à deux flammes de gueules en fasce, accompagnées de trois merlettes de sable.

Jean  
|  
Louis  
|  
Jacques  
|  
Arthur-Antoine



*Arthur-Antoine* Thioult, écuyer, sieur de *Rucqueville et Vaussieu*, 29 ans (en 1644) R. P. R., demeurant à Vaussieu, sergenterie de Creully, élection de Caen.

*Jean* épousa demoiselle *Catherine de Guerville* en 1546;

*Louis*, demoiselle *Suzanne de Saint-Ouen* en 1595;

*Jacques, Marguerite de Béringhen* en 1626.

Les de Thioult étaient de petite mais bonne noblesse, ayant prouvé en 1666 quatre degrés sans anoblissement connu.

Poursuivant mes recherches, j'ai trouvé encore que :

*Marguerite* de Thioult avait épousé *Victor de Chaumontel*, écuyer;

*Esther*, en 1623, *Anne Cornet*, écuyer;

*Anne*, en 1640, *François Ferrand*, écuyer;

*Suzanne*, en 1656, *Jean III Meslin de Campigny*, écuyer;

*Renée*, en 1596, *Pierre Allain*, écuyer.

Le fils de *Anne Cornet* et d'*Esther* de Thioult avait épousé une demoiselle de *Bricqueville de Colombières*, dont le père était seigneur de la Luzerne.

Et enfin *Gilles*, fils d'*Adrien Cornet*, avait épousé en 1581 une *Marguerite de la Luzerne*.

Les de *Bricqueville de Colombières* étaient protestants ; un *Colombières* a joué un grand rôle dans les guerres de religion (*Saint-Lô*), il était le gendre de *Montgommery*.

Les *Cornet* étaient catholiques, toutefois ils s'alliaient volontiers à des protestants, *Thézard*, *Thioult*.

Les *Ferrand* et les *Meslin de Campigny* étaient également catholiques.

Je n'ai pas trouvé de traces d'une dame de *Sigouville*, ni de *Thioult* qualifié de *la Luzerne*. S'il s'en est rencontré un de cette dénomination, je pense qu'il l'aurait prise, non du fief de la Luzerne, à *Bernières-sur-Mer*, mais de la paroisse de la Luzerne, sergenterie *Herault*, élection d'*Avranches*, dont les de *Bricqueville* ont été seigneurs.

C. OSMONT DE COURTISIGNY.

**Famille Mirial.** — Permettez-moi de vous demander rectification d'une erreur qui intéresse la mémoire de mon vénéré père, *Léon Albaric*, ancien président du Consistoire de *Florac*, mort en 1874, après plus d'un demi-siècle d'éminents services rendus à nos Églises des *Cévennes*, que ne peut ignorer aucun de ceux qui en sont sortis. — Dans une note qui accompagne un article publié dans votre n° du 15 octobre sur le Pasteur d'*Anduze*, *Jean Mirial*, qui aurait abjuré sous la Terreur son titre de ministre de l'Évangile pour professer publiquement le culte de la déesse *Raison*, l'auteur de cet

article avance que mon père aurait épousé la fille du pasteur renégat en question. Or, j'avoue humblement qu'avant la lecture dudit article, le nom du pasteur Mirial m'était parfaitement inconnu; à plus forte raison est-il complètement étranger à ma famille. Mon père ne s'est marié qu'une fois, et cela avec une demoiselle *Florence Liautard*, de Florac, dont les deux enfants survivants sont Mme de Pomaret, femme d'un ingénieur en chef des ponts et chaussées en retraite, et le signataire de cette lettre. Je serais très curieux de savoir sur la foi de quels documents M. Teissier a pu fonder cette singulière erreur<sup>1</sup>, et je l'adjure ici de m'en donner personnellement connaissance.

ERN. ALBARIC,  
Professeur au Lycée de Nîmes.

## NÉCROLOGIE

### M. le pasteur Othon Cuvier

Le 9 novembre 1896 s'est endormi paisiblement, à Nancy, après quelques jours de maladie, M. Othon Cuvier, ancien pasteur de l'Eglise réformée de Metz, pasteur honoraire de celle de Nancy, chevalier de la Légion d'honneur. Avec lui s'éteignait toute une lignée de pasteurs, originaires du Pays de Montbéliard, qui ont servi nos Eglises depuis 160 ans, de père en fils, sans interruption.

M. O. Cuvier, né à Nancy le 6 novembre 1812, était le fils aîné du pasteur Rodolphe Cuvier, qui exerçait depuis trois ans dans cette ville le saint ministère et les fonctions de professeur au lycée. Il fit ses classes dans cet établissement secondaire jusqu'en 1831, après quoi il entra, le 13 novembre de la même année, au séminaire de Saint-Guillaume à Strasbourg. Il y resta jusqu'en 1834 et acheva ses études théologiques par un voyage à Genève et dans les universités allemandes.

C'est en 1838 qu'il reçut vocation de l'Eglise de Metz, alors vacante par la démission de M. Michel Nicolas, et qu'il commença ce ministère si actif, si honoré, si fructueux que les événements de 1870 devaient interrompre douloureusement. L'Eglise de Metz, une des plus considérables de notre France protestante d'autrefois, retrouva, grâce à M. Cuvier, sinon son ancienne prospérité, — irréparable-

1. Mlle Coraly Mirial épousa un pasteur de la Consistoriale de Florac, M. Sirven, dont un fils est pasteur d'Orléans-campagne. Nous avons confondu, par inattention, les deux pasteurs qui ont été en fonctions ensemble dans la même consistoriale. F. T.

ment détruite par la Révocation de 1685, — du moins une place honorable et indiscutée dans cette ville où les anciens souvenirs des Paul Ferry et des Ancillon n'étaient pas effacés. Dire que le nom de M. Cuvier peut être inscrit sans exagération à la suite de ces noms illustres, c'est faire le plus bel éloge de son caractère et de son œuvre. Le siège de Metz, en 1870, le trouva à son poste, organisant une ambulance dans l'école protestante, et se prodiguant, avec sa vaillante compagne, pour le soulagement des blessés et de la population civile. Lors de la conclusion de la paix, M. Cuvier voulut rester fidèle au drapeau de la France vaincue, et se sépara, non sans déchirement, de son Église profondément modifiée par l'immigration allemande. Il se retira dans sa ville natale, à Nancy, où le consistoire fut heureux de lui confier le nouveau poste de pasteur créé par décret du 5 octobre 1871. C'est là, et jusqu'à l'heure de sa retraite, en 1883, qu'il exerça une activité particulièrement bénie pour la paroisse de Nancy et pour les Églises voisines où son ministère et sa prédication étaient très appréciés.

Ainsi qu'on l'a dit, à ses funérailles, « comme il vivait lui-même « en habituelle communion avec son Sauveur, comme il prêchait « d'exemple avant de prêcher par sa parole, sa parole avait la force, « l'autorité, la vie. Elle était efficace pour la censure du péché et « pour la conversion du pécheur, pour la destruction de l'erreur et « l'édification du vrai, pour la consolation des affligés et la guérison des blessés de la vie. Dieu seul sait combien il a fait de bien « aux âmes par la prédication fidèle de l'Évangile pendant son « beau et long ministère de quarante-cinq ans<sup>1</sup>. »

Personne n'était plus attentif à maintenir les droits de l'Évangile et la dignité du ministère; mais personne n'était plus étranger à l'esprit de secte et au parti pris. Une de ses dernières joies, la veille de sa mort, a été d'apprendre l'heureuse issue des Conférences de Lyon. Le respect et la vénération de tous — sans en excepter des catholiques très décidés — allaient naturellement à cette vie si pénétrée d'amour chrétien. De précieuses amitiés et de douloureux regrets en témoignent.

M. Cuvier a été un ami dévoué, et un ouvrier de la première heure de notre œuvre historique. Son nom figure en 1853 sur la première liste des membres de notre société, et il n'est guère de volumes de notre *Bulletin* où l'on ne lise quelque-une de ses communications toujours documentées avec exactitude. L'histoire de l'Église réformée de Metz devait nécessairement attirer son atten-

1. Extrait du discours prononcé par M. le pasteur E. Nyegaard.

tion. Avec une patience de bénédictin, il transcrivit les vieux registres de l'Église et du Parlement, les chroniques, les livres de raison des familles protestantes, il établit la généalogie de ces familles — recherche immense qui à elle seule aurait suffi à l'activité de plusieurs érudits. Les principaux matériaux des annales historiques de l'Église de Metz furent ainsi réunis par le travail de longues années. La modestie de M. Cuvier et peut-être aussi la préoccupation d'une exactitude extrême l'ont empêché de mettre la dernière main à cette histoire qui aurait été définitive. A défaut du livre que nous ne verrons sans doute jamais, il nous laisse ses manuscrits, précieuse collection qui viendra rejoindre à la Bibliothèque de la rue des Saints-Pères tant de pièces inédites et de livres rares dont il aimait à se dépouiller en faveur de notre Société.

Outre les articles dispersés dans les 44 volumes du *Bulletin*, M. Cuvier a rédigé d'excellentes notices pour l'*Encyclopédie des sciences religieuses*, de M. Lichtenberger. La première et la seconde édition de la *France protestante* doivent beaucoup à sa collaboration. Les *Mémoires de l'Académie de Metz* contiennent une biographie des plus complètes de *Paul Ferry* (1870), et les *Mémoires de l'Académie de Stanislas de Nancy* une très substantielle étude sur les *Réformés en Lorraine et au pays Messin* (1883). Notons aussi la réédition devenue très rare, et copieusement annotée, de la *Persécution de l'Église de Metz par le sieur Jean Olry*, un recueil d'*Éphémérides des Martyrs protestants*, les *Trois martyrs de 1525 à Vic, Metz et Nancy* (1889) et les *Quinze sermons* publiés en 1885.

Le souvenir de cette vie de paix et de travail devait être rappelé ici, avec l'expression de notre profonde reconnaissance pour les exemples qu'elle nous laisse.

H. DANNREUTHER.

**AVIS.** — Nous pouvons annoncer, pour les premières livraisons de l'année prochaine, plusieurs Études et Documents du plus haut intérêt : — *Marguerite d'Angoulême et la Réforme* (A. Lefranc); — *La mort de Luther, avec portrait inédit, hors texte* (F. Kuhn); — *La population protestante de la Généralité de Montauban en 1685* (G. Garriçon); — *Le Colloque de Montbéliard et Th. de Bèze* (A. Lods); — *Une plaquette inconnue d'A. d'Aubigné* (A.-L. Herminjard); — *La maison de Calvin à Noyon*; — *Un mémoire inédit de Bossuet* (N. Weiss), etc., etc. — Les *Tables du Bulletin* de 1896 accompagneront la première livraison de 1897.

N. W.

*Le Gérant : FISCHBACHER.*



# TABLES

## I. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES,  
DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

QUE RENFERME LE TOME XLV (ANNÉE 1896)

**A**badie (G. d'), chanoine, 71.  
Abailard, 29, 57.  
Abbeville, 640.  
**Abjurations**, 46, 76 ss, 84, 88, 95 ss,  
176, 181 n, 194 ss, 209, 217, 222,  
236, 279 ss, 324, 342, 364, 377, 400,  
474 ss, 526, 529 ss, 558, 578, 610,  
664. — (dans les temples prot.),  
561 ss.  
Ablon (S.-et-O.), 175, 176.  
**Académies prot.** — *Orthez*, 468,  
473. — *Sedan*, 390.  
Adam, 248.  
Adert, 615.  
**Adresse du Directoire du dép. du  
Gard** (1790), 545 ss. — *De la So-  
ciété de l'Hist. du Prot. français  
à M. Herminjard* (1896), 616.  
Agde, 634, 646.  
Agen, 323, 395, 406, 408, 588, 596,  
618 n, 634.  
Agenais, 398, 586, 599, 601 n, 610.  
Agès (D'), 490 ss.  
Agnew, 561 n.  
Agnos (B.-Pyr.), 74 n.  
Agris (D'), 497.  
Aigaliers (D'). — Voy. Rossel.  
Aigoin (D'), 92, 93, 98, 100.  
Aigoin de l'Euzière, 98 n.  
Aigremont (Gard), 97.  
Aigues-Mortes (Gard), 89 ss, 376 ss,  
381 ss, 388 ss.  
Aigues-Vives (Gard), 92 n, 428.  
Ailly (D'), 29, 178.  
Ailly-le-Haut-Clocher, 178 n.  
Aimargues (Gard), 89 n, 376 n, 422,  
428, 441.  
Airebaudouze (Fr. d'), 421 ss.

Aix (B.-du-R.), 399, 413, 481, 620.  
Aix (D') [Edm. de Beauvalet], past.,  
182, 186, 229, 237.  
Alain. — Voy. Alein.  
Alais, 87, 95, 97, 277, 291, 375 ss,  
422, 429, 441, 548, 569 n.  
Alancourt, 628.  
Alavoine, 248.  
Albaric, 550 n, 669 ss.  
Albe (Duc d'), 117.  
Albert le Grand, 31.  
Albi, 588, 641.  
Albigois (L'), 648.  
Albon (Cath. d'), 609.  
Albret (D'), 491. — (Jeanne d'), 9,  
71 ss, 111, 119, 129 ss, 190 ss, 221,  
265 ss, 304 ss, 365, 396 n, 442 ss,  
471 ss, 505, 585, 592, 609 ss, 638 n.  
— (Henry d'), s<sup>r</sup> de Pons, 443. —  
(Henri I<sup>er</sup> d'), 317, 319.  
« Alcuino » [Calvin], 67.  
Aldebert (Pierre), 422.  
Alein (Pierre), past., 400 n.  
Alembert (D'), 654.  
Alençon, 32, 173 n, 201 ss, 211, 336.  
— (D'), présid., 156.  
Alexandre (Le P.), capucin, 548.  
Alexeieff, prof., 655.  
Algerio (Pomponio de), 110.  
Aliès (Franc.-Jeanne), 666.  
Allain (Pierre), 669.  
Allar, 248.  
Allarcon, 246, 248.  
Alleaume (J.), 412 n.  
Allemagne, 17, 99 n, 151 ss, 215, 254,  
341, 416, 526, 569 n, 610, 623, 643.  
— (*La petite*) [Alençon], 208.  
Allemand (Blaise), 608.

Allier, 248.  
 Allignac (D'). — Voy. de Laroche-foucauld.  
 Allonville (Somme), 180.  
 Alméras (Théoph.), past., 97.  
 Alsace, 49 n.  
 Altwiller, 280.  
 Amboise (Conjur. d'), 24, 397 ss, 596, 628, 634, 637. — (Paix d'), 275.  
 Ambroise, évêque, 334, 487.  
**Amendes**, 84.  
 Amerbach, 11 n.  
 Amérique, 243.  
 Amiens, 146, 180 ss, 230 n, 640.  
 Amiraut (Moïse), 133 ss, 144, 148.  
 Amphoux, 634 n, 646 n.  
 Amsterdam, 234 n.  
 Ancelet, 235 n.  
**Anciens**, 19.  
 Ancillon (David), past., 671.  
 Andaux, 475.  
 André (Alfr.), 112, 158. — (Famille), 112. — (Francisque), 552.  
 André-Walther (Mme), 112.  
 Andreau, 385.  
 Andry (J.-B.), past. 556.  
 Anduze, 87 ss, 291, 376 ss, 420, 422, 465, 550, 551, 669.  
 — (D'). — Voy. d'Airebaudouze.  
 Aneau (Barth.), 413.  
 Aneville (Manche), 259.  
 Angers, 217, 395, 398, 587, 589 n, 618 n, 630, 633 ss, 646 ss.  
 Angleterre, 215, 218, 243, 339, 468, 491, 526, 532.  
 Angoulême, 395, 633.  
 — (Charles d'), 105. — (Le bâtard d'), 447. — (Duchesse d'). — Voy. Diane de France.  
 Anhar (B.-Pyr.), 74.  
 Anjalbert, 263 ss.  
 Anjou, 569. — (Duc d'), 452.  
 Anne de Beaujeu, 105 ss.  
 Annois (Aisne), 237.  
 — (D'), 236 n, 248.  
 Ammonay, 634.  
 Anquetil (Suzanne), 324.  
 Anthoine (Pierre et Jean), 88.  
 Antoine (Le F.), capucin, 548.  
 Antony (D'). — Voy. du Val.  
 Anty (Matth. d'), jurat, 197 ss.  
 Anvers, 109, 147, 149, 162, 164, 206, 508.  
 « **Aphorismes** (Les) sur la manière de propager le Calvinisme », 5 ss.  
 Apiarius, imprim., 109 n.  
 Aquin (Thomas d'), 31, 488.

*Aquitaine*, 408.  
 Arande (Élie d'), 181. — (Michel d'), 131, 181.  
*Araujon* (B.-Pyr.), 475.  
 Arbaleste (Charlotte), 118, 128.  
 Arbide de la Carre (Jeanne d'), 609.  
*Arcis-sur-Aube*, 187 n.  
*Ardaliès* (Gard), 97 n.  
 Ardouin, 262, 264.  
 Argentré (D'). — Voy. Duplessis.  
*Armagnac*, 398, 601 n.  
 Armengaud (S.), 653.  
*Armentières* (Nord), 556.  
 — (D'). — Voy. de Brienne.  
 Arnal (P.), 168.  
 Arnaud, 264. — (Bernard), 421. — (Eug.), past., 159, 226 ss, 376 n, 395 n, 399 n, 587 n, 620 n, 638 ss, 645. — (Suz.), 560.  
 Arnauld, 483.  
*Arnheim* (Hollande), 528.  
 Aronde (D'), 181 n.  
*Arques* (Seine-Inf.), 324.  
*Arras*, 181, 229 n.  
**Arrêt** de la Sorbonne (2 mars 1531), 160, 164. — du parl. de *Pau* (22 mars 1665), 198.  
*Arros* (B.-Pyr.), 74, 469.  
 — (D'), 194 n, 365 ss, 442.  
 Artigues (Ch.), 608, 611.  
*Arvert* (Char.-Inf.), 46 ss, 395 ss.  
 Arvieu (D'). — Voy. Darvieu.  
*Arzacq* (B.-Pyr.), 367 n.  
*Aspe* (Vallée d') [*id.*], 72.  
**Assemblée générale** de la Société, 168, 505, 660.  
**Assemblées politiques.** — *Loudun* (1619), 277 n. — *Nîmes* (1570), 418 ss. — *Sainte-Foy* (1594), 174 n.  
**Assemblées prot.** — 84, 396, 400, 408, 414, 587, 606, 608, 611, 620, 621, 629 n. — *Bordeaux*, 493 ss. — *Caen*, 520 n. — *Cahors*, 598. — *Calvisson* (1704), 466. — *Carcassonne*, 649. — *Dauphiné*, 625. — *Paris*, 17 ss, 33, 38, 60 ss, 114, 126 ss, 169 n, 590 ss. — *Sedan*, 338, 356 ss. — *Sens*, 641.  
 Astier (Jehan), 423.  
 Astifort, 600.  
 Astruc, 546 n. — (past.), 99 n. — (D'), 99 n. — (Antoine), 552 n. — (François), propos., 549 ss.  
 Atger (E.), past., 661.  
*Athesans* (H.-Saône), 502.  
*Athis* (S.-et-O.), 175.  
*Attigny* (Ardennes), 250 n.

Attin, 453.  
*Aubenas* (Ardèche), 430.  
 Aubert, 525, 528.  
*Aubeterre* (D'), 559 n.  
*Aubigné* (Agr. d'), 15, 36, 129, 134, 169 n, 185 n, 276, 621, 633 n, 672.  
 — (Charles d'), 46.  
*Aubray* (D'), 100 n.  
*Aubry* (Abbé), 242 n.  
*Audaux* (D'). — Voy. de Contaut.  
*Auger de Caubios*, 365.  
*Augereau* (Ant.), 32.  
*Augier de Beaulieu*, 441.  
*Augsbourg*, 618.  
*Augustin* (Saint), 487.  
*Augustin* (de Sedan), 509 n.  
*Aulas* (Gard), 93 ss, 429.  
*Aulbert*. — Voy. Lièvre.  
*Aulmeys* (Estienne), syndic, 438.  
*Aumale* (D'), 234, 238, 248. — (Benj. d'), 183. — (Charlotte d'), 169 n. — (Duc d'), 447, 644, 647. — (de Rieu), 170.  
*Aumessas* (Gard), 91 ss.  
**Aumônes** (Distribution des) [*Paris*, 1561], 63.  
*Auneau* (Eure-et-L.), 277.  
*Aunis*, 51, 153, 336.  
*Aure de Gramont* (Ant. d'), lieutenant, 194, 266, 268, 270.  
*Aurillac*, 28 n.  
*Aussy* (D. d'), 9 n, 103, 111, 134.  
*Autrecourt* (Ardennes), 352.  
*Autun*, 588, 618 n.  
*Auvergne*, 295, 645.  
 — (Comte d'), 156.  
*Auxerre*, 217, 589, 618 n.  
*Auzière*, past., 94 ss, 100 n, 375, 379.  
*Avenelles*, avocat, 24.  
*Averdin* (D'), 248.  
*Avèze* (Gard), 93 n, 95 n, 100.  
*Avignon*, 107, 285, 597 n.  
*Avoise* (Jehanne d'), 211.  
*Avranches* (Manche), 76 ss, 669.  
*Avrillet-Grange*, 350.  
*Aydie* (Ant. d') 367.  
*Aymon*, 172 n, 406 n, 564 n, 569, 630 n, 640 n.  
  
**B**abeau, 178 n.  
*Bacot* (Louis), 350.  
*Badius* (Josse), 30.  
*Badon* (J.-H.), préd., 225 ss.  
*Bagard* (Jehan), 439.  
*Bagard* (Gard), 94 n, 96 n, 97 n, 379.  
*Bagnères-de-Bigorre*, (H.-Pyr.) 444.  
*Bagnols* (Gard), 418.

*Baif* (Ant. de), 28.  
*Baignolz*, capit., 439.  
*Baillin*, 248.  
*Baillion*, 248.  
*Baillioz*, 248.  
*Baillolet* (Eure-et-L.), 274 ss.  
*Baillon* (De), 172 n, 180 n, 239.  
*Baird* (Henry-M.), 102, 660, 662.  
*Balagny* (De). — Voy. Montluc. — (Mme de), 244.  
*Balan* (Ardennes), 346.  
*Bâle*, 11 n, 32, 109, 162, 168, 448, 498, 502, 613.  
*Ballan* (*La Roche-Chalais*), 264.  
*Balmefort* (De), 422, 441.  
*Balzac* (Ch. de), évêque, 189 n.  
*Banes* (Louise de), 377.  
*Bansillon* (Jean), past., 89, 90, 99, 376, 381 ss.  
*Bansilon* (Henry), ancien, 90.  
**Baptêmes prot.** — 22, 247, 385, 571, 592, 611.  
*Bar* (De), 239, 248. — (Catherine de), 119, 183 ss, 244.  
*Baragnon*, 547. — (Louis), 459 ss.  
*Barbançon* (Diane de), 585.  
*Barbat* (Pierre), past., 91 n.  
*Barbe*, 248.  
*Barbet*, 180 n.  
*Barbey* (Jacob et Jeanne), 260, 327.  
*Barbezieux* (Charente), 52.  
*Barbier*, 391.  
*Barbot* (A.), 111.  
*Barbut* (Josué), past., 91, 100.  
*Bardon* (A.), 376 n, 379.  
*Barenton* (Jean), moine, 34.  
*Baretous* (Vallée de) (B.-Pyr.), 72.  
*Barfleur* (Manche), 326.  
*Barisey* (De), 184.  
*Barjac* (Gard), 377, 422, 429.  
*Barnaud*, 443. — (Nic.), 448 ss.  
*Baron*, archiviste, 615.  
*Baroy* (De), 323.  
*Barraud*, 264.  
*Barraux*, 264.  
*Barre* (Lozère), 95 n, 96 n, 168, 422.  
*Barrias* (Ern.), 511.  
*Bartomier*, 33.  
*Baruch* (Pierre), past., 377.  
*Bassabat* (De), 374 n.  
*Basset*, 248.  
*Bassillon* (Bertrand de), gouv., 75 n.  
*Bastard*, 52 ss.  
*Basti*, 384.  
*Batte* (Estienne), 421.  
*Battureau*, 248.  
*Baudet*, 248.

Baudier, 248.  
 Baudin des Ardennes, 348.  
 Baudouin (Anne), 377.  
 Baudrier, 180 n.  
 Baudrillart (Le P.), 212 n. — (A.), 216.  
 Baudry, 248.  
 Baum (G.), 102, 169 n, 174 n, 274, 396 n, 614, 660, 662.  
 Baurain, 493.  
*Baux* (Provence), 107.  
 — (Marie de), 156.  
*Bayeux* (Calvados), 48, 76 ss, 207.  
 Bayle (Pierre), 55, 451, 502, 529. — (Le P.), jésuite, 495.  
*Bazadois*, 599.  
*Bazeilles* (Ardennes), 344 ss.  
 Bazin, 398.  
 Bazin de Bezons, intend., 388 ss.  
*Béarn*, 71, 190 ss, 265 ss, 304 ss, 365 ss, 442 ss, 467 ss, 610, 634, 639 n.  
 — (Fr. de), 367. — (Gabr. de), 367.  
 Beaujour (Sophr.), 529.  
 Beatus Rhenanus, 30.  
*Beaucaire* (Gard), 396, 428, 429, 441, 634, 646.  
*Beauce* (La), 188, 277.  
 Beaudiné (De), 636, 646.  
*Beaugency*, 637.  
 Beaulieu (Augier de), 441. — (De), past., 187 n, 352. — Voy. Le Blanc.  
*Beaulieu* (Gard), 429.  
 Beaumartin (De), 239.  
 Beaumont (De), 239, 248, 497. — (Guilaine), 246.  
*Beaune*, 587.  
 Beaurain, 248.  
 Beauregard. — Voy. Bellevue. — (De), 290. — Voy. de Saint-Légier.  
*Beaurevoir* (Aisne), 186, 189, 232, 234.  
*Beautiran* (Gironde), 494.  
*Beauvais*, 217, 410, 470.  
 Beauvalet (De). — Voy. d'Aix.  
 Beauvarlet (Estienne), 182 n.  
 Beauvau (Ch.-J., prince de), 328 ss.  
 Beauvilliers (De), 275.  
 Beauvoir (De), 154, 272. — Voy. de Caulaincourt.  
*Beauvois* (Aisne), 177 n.  
*Beauvoisin* (Gard), 428.  
 Beauvoysin (De). — Voy. de Villages.  
 Becanus (Martin), jésuite, 6 ss.  
 Béchet, 341 ss, 352 ss.  
 Beda, 27.  
 Bédarides (De), 157.  
 Bedat, past., 366.  
*Bèdeille* (B.-Pyr.), 442 ss.

Bedey (Jacques), past., 96.  
 Bedier, 248.  
 Bedos (J.), 284. — (Marg. de), 98 n.  
 Begat, 645 n.  
*Bègles* (Gironde), 494 ss.  
 Bégué, past., 475.  
 Begueti, 641.  
 Behme, 129 n.  
 Béla (Jacques de), 608 ss. — (Isaac et Salomon), 609 ss.  
 Béla-Chéraute (André de), 610.  
 Belaspect (De). — Voy. de Béla.  
 Belcastel (Jehan de), 421.  
*Belfort*, 280.  
*Belgique*, 135, 137.  
 Belile, 264.  
*Belin* (Gironde), 496.  
 Bellarmin, 479.  
 Belle, imprim., 544.  
 Bellefonds (Maréchal de), 535.  
*Bellegarde* (Gard), 428, 441.  
 Bellencourt (De). — Voy. Demange.  
 Bellevue-Beauregard, 263.  
 Bellonnet (Joseph), curé, 383.  
 Bellot (De), 496.  
*Bénaud* (La Roche-Chalais), 264.  
 Benauges, 366.  
 Benay (De). — Voy. Damancourt.  
**Bénéfices** (Dioc. de *Saintes*, 1563-64), 50.  
 Benet (A.), 520.  
 Bénézet (A.), 243 n.  
 Bennoy, 248.  
 Benoît (D.), past., 54, 611. — (Elie), past., 47, 237 n, 241 n.  
 Béranger (Marie), 259.  
 Bérault (De). — Voy. Fronton.  
 Bérenger, 484.  
 Berger, 248.  
*Bergerac* (Dord.), 332, 634.  
 Beringhen de la Luzerne (Marg. de), 529 ss. — (Famille), 529 ss, 669.  
 Béringuier, 560.  
*Berlin*, 94 n, 95 n, 523 n, 560, 578.  
 Bernard, 248, 562 n. — (syndic), 438. — (s<sup>r</sup> de Soumoulou), 375. — (Le P.), capucin, 548 ss.  
 Bernardin, past., 510 n, 518.  
*Berne*, 109 n, 209, 227 n, 458, 574.  
*Bernières-sur-Mer*, 529, 669.  
*Bernis* (Gard), 97 n, 661.  
*Bernot* (Aisne), 233, 235, 241.  
 Bernouille, 248.  
 Bernus (A.), prof., 103, 109, 180 n, 613.  
 Beroald, 450 n.  
 Berquin (Louis de), 30, 69, 70, 123, 131, 160, 202, 505 n.



- Berry*, 258, 557.  
 Bersier (Prix), 614, 616, 663.  
*Bertancourt*, 239.  
*Bertault*, 210 n.  
*Berteaucourt* (Aisne), 239 n.  
*Berthe*, 592.  
*Berthus*, 387.  
*Bertin*, 172 n, 180 n.  
*Bertrand* (Alexis), prof., 655.  
 — (Guiraud), 650.  
*Berty*, 12 n, 14 n, 25 n, 36 n.  
*Besançon*, 503.  
*Bescheclou* (Marie), 351.  
*Besme*, 447, 451 ss.  
*Besnard* (Loys), 608.  
*Besquet* (Jean), 327.  
*Besson* (P.), 109 n.  
*Beuvron* (De), 323, 532.  
*Bevaix* (Neuchâtel), 530 n.  
*Bèze* (Théod. de), 9, 22 n, 58, 61 ss, 102, 108 n, 115, 123, 126 n, 174 n, 274, 276, 396 n, 401 ss, 415 n, 416, 449 ss, 492, 493, 501, 505 n, 585 ss, 601 n, 605, 617 ss, 644, 648, 660, 662.  
*Bézières*, 217, 578, 621 ss, 634, 646, 651.  
*Bezing* (B.-Pyr.), 468.  
*Bezons* (De). — Voy. Bazin.  
*Bianquis* (Joseph), past., 87 n, 101.  
*Biart*, 248.  
*Bible* de Calvin (Ed. Reuss), 391.  
*Bibliographie*, 159, 390, 608.  
 — de la Bible franç. au xvr<sup>e</sup> s., 160.  
*Bibliothèque* de la Société, 102, 158, 224, 445, 450 n, 519 n, 524, 659 ss, 667.  
*Bidache* (B.-Pyr.), 194 n.  
*Bienenzüchter*, 109 n.  
**Biens ecclésiastiques**, 437. — (Béarn), 190 n, 304 ss, 472.  
**Biens saisis**, 24, 48, 521 ss, 573 ss.  
*Bigart*, 248.  
*Bignarte* (De), 478.  
*Bigorne*. — Voy. Fuson.  
*Bigorre*, 366, 442.  
*Bimard*, capit. 423, 439.  
*Binet*, 351.  
*Bion* (Jean), 392.  
*Bizon*, 248. — (Jean), 172.  
*Blain* (Loire-Inf.), 175 n, 182, 185.  
*Blanc*, 300. — (Nic.), past., 93, 98 n. — (Thomas), 366.  
*Blanchon*, 102.  
*Blancmère*, 248.  
*Blangy* (De), 239, 248.  
*Blasiis* (De), prof., 110.  
*Blaurer*, 125 n.  
*Blauzac* (Gard), 376.  
*Bliare*, 248.  
*Bois*, 124, 258, 398, 567, 587, 633.  
*Blondeau*, 248.  
*Blondel*, 248, 523.  
*Bocourt*, 445.  
*Bocquet* (Françoise), 242. — (Suz.), 351.  
*Bocquillon*, 180, 248.  
*Bodin* (Marguerite), 260, 327.  
*Boehme*, 451.  
*Boffres* (Ardèche), 430.  
*Bohain* (Aisne), 172, 186, 189, 232 ss, 240 ss, 557.  
*Bohème*, 451.  
*Bohin*, past., 469.  
*Boislisle* (De), 340 n.  
*Boisset* (Gard), 550 n.  
*Bolbec*, 257, 261, 327.  
*Boleyn* (Anne), 212, 218.  
*Bollenat*, past., 661.  
*Bollène* (Vaucluse), 645, 647.  
*Bombelles* (De), 110.  
*Bomy*, 248.  
*Bonafous*, ancien, 389.  
*Bonami* (Élisabeth), 46.  
*Bonaparte*, 350.  
*Bonasse*. — Voy. F. de Béarn.  
*Bonaventure* (Saint), 24.  
*Bonet-Maury* (G.), prof., 101, 102, 158, 659 ss.  
*Bonfils* (Moise), 551.  
*Bonin*, 248.  
*Boniot*, 264.  
*Bonisse*, 248.  
*Bonnard* (Aug.), 103, 107.  
*Bonnarde*, 248.  
*Bonnardot*, 11 n.  
*Bonne-en-Faucigny*, 573 ss.  
*Bonnefont* (P. de), conseiller, 71.  
*Bonnegarde* (Mme de), 477 ss.  
*Bonnet* (Jules), 111, 158, 221, 629 n, 638 n. — (E.), 498, 504, 668. — (J.-Charles), 608. — (Pierre), 650.  
*Bonnire*, 261.  
*Bonport*, 199.  
*Bonrepos*, propos., 286.  
*Bonsergent*, 180 n, 248.  
*Bontemps*, 263.  
*Bony* (De), 90 ss, 99.  
*Borde*, 264.  
*Bordeaux*, 45, 336, 408, 490 ss, 588, 599 ss, 609, 614, 618 n, 634, 639, 646, 664.  
*Bordelais*, 490 ss.  
*Bordenave* (Nic. de), 71 ss, 196 n, 321, 366, 374 n.

- Bordes d'Espoey*, 366.  
 Bordier (Cath.), 258. — (H), 428 n, 431 n, 208, 447, 615.  
 Borel (F.), 521, 574.  
 Borelli (Marie de), 376 n.  
 Borgia (Juan et Barthél. de), 148.  
 Borie, 551.  
 Bornier, lieut., 384.  
 Borré (Marie), 352.  
 Borrel (A.), past., 376.  
 Borromée, 619 n.  
 Boscher (Ant.), 428.  
 Boscheron des Portes, 601 ss.  
 Bosco, 653.  
*Bosphore* (Le), 553.  
 Bosquer, 433.  
 Bosse (De), 239.  
 Bossu, 248. — (De), 248.  
 Bossuet, év., 9 n, 10, 279, 334, 505, 672.  
 Bost (L.), 56.  
 Botereau, capit., 439.  
 Botzheim (G. de), 449 n, 451.  
 Boucault (De), 236 n, 239, 248.  
 Boucher, 248. — (Cath.), 592.  
 Bouchu, intend., 300.  
*Boucoiran* (Gard), 421, 429.  
 Boudon, 546 n.  
*Boué* (Aisne), 557.  
 Bouillie, 248.  
 Bouillon (Dlles), 662.  
 Bouillon (Robert-Henri, duc de), 506 ss, 646. — Voy. de la Marek.  
 Boulainvilliers (De), 339.  
 Boulanger, 248.  
 Boulard, avocat, 38.  
 Boullé, 248.  
 Boulliot (Abbé), 337 n, 354.  
 Bouras, 527.  
 Bourbon (Antoine de), 22, 394 ss, 596, 600 n, 603, 620, 624 ss, 632, 643. — (Antoinette de), 277 n, 624. — (Catherine de). — Voy. de Bar. — (Henri de). — Voy. Condé. — (Louis de). — Voy. Condé. — (Tombeaux des) [*Vendôme*], 637.  
 Bourchenin (D.), past., 52.  
 Bourdin (Anne), 258.  
 Bourdingues, 375.  
 Bourelle (Marie), 376.  
 Bourelly (J.), 337 n.  
 Bouret, 248.  
 Bourgeois, 233, 248. — (L.), 23 ss. — (Jérôme), évêque, 624.  
*Bourges*, 208, 444 ss, 459, 521, 633.  
*Bourgogne*, 252 ss, 645, 661.  
 Bourgogne (Duc de) [Jean sans Peur], 122.  
 Bourleau, 248.  
 Bourras, 284.  
 Bourret (Le card.), 212 n.  
 Bourrilly (V.-L.), 417, 561 n, 608, 647, 648.  
 Boursault (De). — Voy. Duchemin.  
 Boursier, 248.  
 Bousquet (Madeleine de), 379.  
 Bouteillier (Louis), past., 410.  
 Boutellier, 248.  
 Bouton (Jacques), past., 376.  
 Bouvier, propos., 227.  
 Boyer, 330. — (Pierre), past., 93.  
 Brabant, 148.  
 Brachon, 248.  
 Bragouze, prêtre, 546.  
 Braillon, 242, 248.  
*Brancourt* (Aisne), 233, 235.  
*Brandebourg*, 578 ss. — (Marquis de), 571 n.  
 Brantôme, 134, 142 n, 661.  
 Brasset, 248.  
 Brasseur, 248.  
 Braud, past., 277.  
 Braun, 11 n.  
*Bréau* (Gard), 95 n.  
*Bréda* (Hollande), 109.  
*Brenoux* (Loz.), 93, 96 n, 98 n, 377.  
 Brenz, 501.  
*Brésil*, 174.  
*Bretagne*, 630. — (De). Voy. Le Roux.  
 Bréton, 7.  
 Breton, 248, 352.  
 Breuil (Jacques de), 58 n.  
*Breuillet* (Char.-Infér.), 385 ss.  
 « **Brève instruction pour deue-ment lire lescripture sainte...** », 204.  
 Brézé (Louis, sén. de), 122.  
*Brezolles* (Eure-et-L.), 239 n.  
 Briage (De). — Voy. du Chesnay.  
 Briatte, past., 236 n.  
 Brichaux, 263.  
 Briçonnet (G.), évêq., 30, 104, 505.  
 Bridel (G.), 391, 668.  
*Brie*, 343, 347.  
 Brienne de Conflans (Louis de), maîtrechal d'Armentières, 357 ss.  
 Briet, 186 n.  
*Brignon* (Gard), 429.  
 Brincourt, 339.  
 Briqueville (De), 529, 669. — (Cyrus-Ant. de), 531.  
 Brisac. — Voy. Dreyfus.  
 Brisay (P. de), 275, 277. — (Jacq. de), 277.

Brisbart ou Brisebarre, 187 ss, 229 ss, 248, 509 n.  
*Briscons* (B.-Pyr.), 610 n.  
*Brissac* (Hérault), 429.  
*Brissot*, 248.  
*Broca*, 263.  
*Brossac* (*La Roche-Chalais*), 264.  
*Brosse* (De), 509 n.  
*Brouage* (Char.-Inf.), 50, 153, 385.  
*Brouageais*, 51.  
*Broue* (Tour de) [Char.-Inf.], 663.  
*Broussard* (Jean), 381, 384.  
*Brousseval*, 625.  
*Brousson* (Claude), past., 98 n, 112, 392, 505 n, 611. — (Dan.), 112.  
*Broutin*, 248.  
*Brozet*, 430. — (De), 90 n.  
*Bruan* (*La Roche-Chalais*), 262.  
*Bruguier*, past., 97 n, 329 ss.  
*Bruguères* (De), 287.  
*Bruhamel* (De), 248.  
*Bruariat*, 248.  
 « Brûle-bancs » (Le capit.) [Le con-  
 nêt. de Montmorency], 116, 640 n.  
*Bruneau* (Madeleine), 529.  
*Brunet* (Dominic.), procur., 558 ss.  
*Brunetière* (F.), 5 ss, 189 n, 334.  
*Brunnen* (Geoffroy de), 146 ss.  
*Bruslart* (L'abbé), 63 n, 405, 411 ss, 590 ss, 618 ss.  
*Bruxelles*, 138 n.  
*Bruyère*, 347, 351, 353.  
*Bucault* (De), 239 n.  
*Bucelly* (Loys de), 421.  
*Bucer*, 208, 501.  
*Bucquot*, 248.  
*Budé* (Guill.), 29, 30, 118, 127, 608, 611 ss. — (Jean de), 276 n. — (Eug. de), 611 ss.  
*Buenos-Aires*, 109 n.  
*Buffet*, past., 274.  
*Buisset*, 248, 343.  
*Buisson* (F.), 158.  
*Buissot* (Anne), 235 n.  
*Bulæus*, 22.  
*Bulletin*, 7, 9, 14, 16, 19 n, 23, 27 n, 29 n, 30, 36 n, 39 n, 46, 48, 50, 58 ss, 124 n, 128 ss, 135, 152 ss, 159, 175 n, 208, 210, 221 ss, 261, 274, 323, 418, 450 n, 490, 556, 570 ss, 648, 660 ss, 667.  
*Bullinger*, 108, 401 ss, 617 ss.  
*Bultet*, 248.  
*Bürg* (Conrad), 452 ss.  
 « Burgensis » [Bourgeois], évêque, 624.

*Burges* (De), 524.  
*Buridan*, 28.  
*Burie* (De). — Voy. de Coucis.  
*Burnat* (Eug.), 103, 107.  
*Burty* (Ph.), 516.  
*Bustanoby*, past., 475, 478, 610 n.  
  
**C***abanac* (Gironde), 492.  
*Cabanel*, prêtre, 546.  
*Cabanis*, 550 n.  
*Cachin*, ancien, 572.  
*Cadeau*, 351.  
*Cadène* (Paul), past., 364.  
*Cadet* (Philémon), 526.  
*Cadier*, 248. — (Alfr.), past., 490. — (Léon), 471 n.  
*Caen*, 47, 79, 327, 336, 520, 529 ss, 666, 669.  
*Cahors*, 217, 598, 600 n, 622, 639.  
*Cahours*, 551. — (Marg. de), 93 n.  
*Cailloy*, 248.  
*Caissargues* (André), 381, 384.  
*Calas* (Jean), 102.  
*Calderon*, past., 494.  
*Callone*, 248.  
*Calmet* (Dom), 174.  
**Calomnie** sur Calvin, 5 ss.  
*Calonne* (De), intend., 357 ss.  
*Calvin* (Jean), 5 ss, 11, 14, 17, 20, 23, 25, 27, 29, 31, 34, 37, 43, 44 n, 60 ss, 70 n, 102, 108, 114, 117, 122, 125, 127, 131, 158, 177, 190, 194 n, 200 n, 204, 208, 209, 220, 221 ss, 390, 401 ss, 416, 493, 498, 502, 505 n, 559, 585 ss, 605, 614, 622 ss, 630, 638, 668, 672. — (Bible de), 391. — (Ant.), 181 n.  
*Calvisson* (Gard), 97 n, 459 ss.  
*Camberton* (Manche), 326.  
*Cambes* (Gironde), 494.  
*Cambrai*, 169, 182 n, 233, 239 n, 243, 244.  
*Cambray* (De), 248.  
*Cambrésis*, 233, 244, 557.  
*Cambret* (De), 239.  
**Camisards**, 459 ss, 661.  
*Camp* (Marthe), 110.  
*Campagne* (Gard), 429.  
 — (Gratiane de), 46.  
*Campagny*. — Voy. Champagny.  
*Campaignes* [Campagne?], 429.  
*Campigny* (Calvados), 80. — (De). — Voy. Meslin.  
*Camuz*, 248.  
*Canac*, 248.  
*Canaules* (Gard), 93 n, 379.  
*Canaye*, 45, 61 ss, 127.

- Candiac* (Gard), 303.  
*Candie* (Duc de), 148.  
*Candolle* (De), 615.  
*Candresse* (Béarn), 56.  
*Canelle* (Jean), 509 n.  
*Canonne*, 248.  
*Cantalupa* (Et. de), 422.  
*Canterot*, 248.  
*Canus* (Alexandre), 39.  
*Cap* (Le), 665.  
*Capelain* (Jeanne), 326.  
*Capilupi* (Camillo), 448.  
*Capiton*, 208.  
*Capon, capit.*, 466.  
*Caraffa* (J.-P.) [Paul IV], 110.  
*Carallion*, 264.  
*Caramuel*, jésuite, 5 ss.  
*Carcassonne*, 40, 217, 598, 622, 648 ss.  
*Cardet* (Gard), 97.  
*Carel*, 520.  
*Carentan* (Manche), 81, 536 n.  
*Caresse* (B.-Pyr.), 475.  
*Carignan*. — Voy. *Yvois*.  
*Carignon*, 248.  
*Carion*, 248.  
*Carle*, président, 493.  
*Carlier*, 248.  
*Carmas* [*Carnas* ?], 429.  
*Carnas* (Gard), 429.  
*Caroli* (P.), 32, 118, 126, 207 ss.  
*Caron* (Mlle), 15 n. — (Daniel), 257, 261, 324, 327. — (Marie), 260. — Voy. *Le Caron*.  
*Carotte*, 180, 248.  
*Carpentier*, 248.  
*Carpentras*, 288.  
*Carré*, 248.  
*Carrière* (Moulin de) [Gard], 428.  
**Carte** des Huguenots, 278. — du *Vermandois*, 171.  
*Cartigny* (De), 239, 242, 248.  
*Carton*, 248.  
*Casamajor*, past., 475.  
*Casenave* (Le P. Jean), 367.  
*Cassagnas* (Lozère), 94 n, 550 n,  
*Cassaver*, 486.  
*Cassel*, 459, 523, 526.  
*Castagnède* (De), 56. — Voy. de Béarn.  
*Castalion* (Séb.), 43, 108.  
*Castanet* (Claude de), 90 n.  
*Castellanne* (B.), préfet, 581.  
*Castellion*. — Voy. *Castalion*.  
*Castelnau*, 400, 620 ss.  
*Castelnau*, 396. — (De), 291, 590, 593 n.  
*Castelnaudary*, 622.  
*Castelsarrasin* (T.-et-G.), 375.  
*Castet* (Jehan), 90 n.  
*Castres*, 278, 436, 596,  
*Castro* (Duc de), 142 n,  
*Cateau-Cambrésis* (Traité de), 393.  
*Catel*, 343, 346.  
*Catherine de Bourbon*, 119, 183 ss, 244. — Voy. de Bar.  
*Catherine de Médicis*, 55, 69 n, 116, 141 ss, 212, 217, 218 ss, 398, 402 ss, 589, 591, 596, 600, 602 ss, 619, 623 ss, 631 ss, 642, 646, 647.  
*Catoire*, 248. — (Nicolas), 235, 240.  
*Caube* (Ange de), 61.  
*Caubios*. — Voy. *Auger*.  
*Caudé*, 248.  
*Caudron*, 248.  
*Caulaincourt* (De), 176 ss, 228 ss, 240, 248.  
*Caumartin* (De), 48.  
*Caumont* (Geoffroy de), 609. — (Anne de), 609. — Voy. de Grossolles.  
*Caussade* (T.-et-G.), 49, 598 n.  
*Caussargues*. — Voy. *Caissargues*.  
*Causse*, past., 276.  
*Caussin*, 346.  
*Cavalier* (H.) dit *Latour*, past., 379 ss. — (Jean), *camis.*, 459 ss.  
*Caveirac* (Gard), 97 n, 466.  
*Cavillon* (Franc.), impr., 161, 163.  
*Cayla*, 290.  
*Cazeaux* (colonel-baron), 352.  
*Cecil* (Lord), 630.  
*Cenac-Moncaut* (J.), 471 n.  
*Cenilly* (Manche), 81.  
*Cérences* (Manche), 81.  
*Cerisy* (Manche), 326.  
*Cestier* (François), 383.  
*Chabanon* (De). — Voy. de Malle-fosse.  
*Chabaud*, 547.  
*Chabot* (Marie), 259.  
*Chabot de Jarnac* (Guy), 111.  
*Chaillans* [*Chalais* ?], 52.  
*Chaillot*, 131.  
**Chaîne** (La) des galériens, 33.  
**Chaire** du Désert, 53.  
*Chalais* (Charente), 52.  
*Chalançon* (Ardèche), 430.  
*Chalas* (Jehan), 422.  
*Challais*, 264.  
*Challe* (A.), 640 n.  
*Chalmot* (Jacques), 173 n.  
*Chalon* (Jean de), 156.  
*Chalon dit Latour*, 159.  
*Chalon-sur-Saône*, 586 ss. 634, 636, 645.  
*Châlons-sur-Marne*, 172 n, 630.



*Chamadelle*, 264.  
*Chamault* (De), 642.  
*Chambéry*, 572 ss.  
*Chambon*, propos., 227.  
*Chambord*, 76 n, 105.  
**Chambre ardente** (La), 36.  
*Chambrier* (De), 530.  
*Chamillart*, 462 ss.  
*Chamois* (Jeanne), 259.  
*Champagne*, 174, 258, 339, 343, 634.  
*Champagney*. — Voy. Perrenot.  
*Champeaux* (Guill. de), 57.  
*Champignon*, 628.  
*Chancy* (Suisse), 376 n.  
*Chandieu* (A. de), past., 17, 70, 276, 505 n.  
*Chanforan* (Assemblée de), 162.  
*Chantecler*, 240, 248.  
*Chanterenne* (De), comm., 152 ss.  
*Chantonnay*, ambassad., 407 ss, 585, 619 n, 632 n, 637 n, 640 n.  
*Chapelle* (Jean), 509 n.  
*Chapot* (Pierre), 39.  
*Chardron*, 341, 343, 350 ss, 557.  
*Charenton*, 107, 187, 277, 333, 525, 527, 571, 667.  
*Charlemont*, 133.  
*Charles*, prof., 467, 476. — (Le F.), capucin, 548. — (landgr. de Hesse), 523.  
*Charles I<sup>r</sup>* d'Angleterre, 222.  
*Charles VI*, 115 n, 122.  
*Charles VIII*, 29 n, 105.  
*Charles IX*, 69, 131, 194 n, 217, 279, 365 ss, 401 ss, 447 ss, 492, 520, 585, 592, 600, 603, 619, 632, 642.  
*Charles-Quint*, 25, 117, 216, 243, 491.  
*Charles-Emmanuel*, duc de Savoie, 577.  
*Charmot*, 263.  
*Charron* (Dr), 433.  
*Charres* (B.-Pyr.), 475.  
*Chartres*, 114 n, 194 n, 276, 278, 620, 622. — (De), 276 n.  
*Chasseloup-Laubat*, 663 ss.  
*Chastelet-lez-Ardenne* (Le), 180 n.  
*Chatanier*, 264.  
*Châteaudun*, 644.  
*Château-Gaillard* (De). — Voy. d'Agès.  
*Châteauneuf* (Loiret), 413.  
*Châteauneuf* (De), 289 ss, 336, 530 ss.  
*Châtelain* (Elisabeth), 347.  
*Châtellerauld* (Vienne), 395.  
*Châtillon-sur-Loing* (Loiret), 48.  
*Châtillon-sur-Loire* (Loiret), 258.  
*Châtillon-sur-Seine* (C.-d'Or), 468.

*Châtillon* (G. de Coligny, s<sup>r</sup> de), amiral, 9, 128, 132, 170, 276, 398, 400, 404, 407, 413, 444 ss, 505 n, 585, 603 ss, 614, 661. — (Odet de), cardinal, 410, 416. — (Fr. de), s<sup>r</sup> d'Andelot, 61. — d'Andelot fils, 456.  
*Châtrefou* (Elisab. de), 259, 324, 326.  
*Chaucherie*, 262, 263.  
*Chaudière* (Regnault), 32.  
*Chaulnes* (De), 172.  
*Chaumontel* (De), 669.  
*Chauny* (Aisne), 234 n, 240 n.  
*Chaurier*, 248.  
*Chauvin*, 290.  
*Chavigny*, 174.  
*Chemin* (Jean), 324.  
**Cheminées** (Inscriptions de), 168.  
*Chenuz*, 248.  
*Chéraute* (B.-Pyr.), 609.  
*Cherville* (De), 276 n.  
*Chesnel* (Marguerite), 496.  
*Cheuse* (Mme de), 525.  
*Cheval*, 248.  
*Chevalier*, 348 ss, 351.  
*Chevalon* (De). — Voy. de Laroche-foucauld.  
*Chevet* (Pierre), 42.  
*Cheveuges* (Ardennes), 357.  
*Chevresis-Monceau* (Aisne), 238 n.  
*Chevresy* (De), 238 n, 248.  
*Chilleurs* (Loiret ?), 258.  
*Chiron* (Abr. et Et.), 159.  
*Choiseul* (Duc de), 339 ss, 358 ss.  
*Cholin*, relieur, 212.  
*Chollet*, 46.  
*Chomérac* (Ardèche), 430.  
*Choquet*, 248.  
*Chouat*, 248.  
*Chouquet* (Jean), 260, 327.  
*Chrestien*, 249.  
*Chrétien* (Louise-Suz.), 344.  
 « **Christaudins** », 14, 22.  
**Chronique littéraire**, 103, 212 ss, 499 ss, 608, 663.  
**Cimetières prot.**, 52, 190 n, 611.  
*Cinglais*, 80.  
*Civray* (Vienne), 223.  
**Glaie** (Prot. traînés sur la), 45 ss, 534, 558 ss.  
*Clairac* (Lot-et-G.), 396, 600 n.  
*Clarembault*, 248.  
*Clarion* (Ant.), past., 97.  
*Clarot*, 248.  
*Clary* (Nord), 233.  
*Clastres* (Aisne), 233, 236.  
*Clau*, 235, 248.

- Claude, 180 n. — (Jean), 663.  
 Claude de France, 106.  
 Clausonne (De), 422, 441.  
 Clausonnette, 547.  
 Clauzel (Mlle), 291 ss.  
 Claye (S.-et-M.), 181, 347.  
 Clemenceau, 331.  
 Clemenges (Nic. de), 29.  
 Clément (Le P.), capucin, 383.  
 Clément-Simon, 609 ss.  
 Clermont-de-Lodève, 377 n.  
 Clermont (Hélène de), 194 n. — (Louis de), 399.  
 Clermont-Tallart (Louise de), 218.  
 Clerval (Abbé J.-A.), 608.  
 Cléry, 397 n. 637.  
 Clichtow, 30, 608.  
 Clicquet, 248.  
 Clin, 249.  
 Clisson, 126.  
**Cloches.** — *Aigues-Mortes*, 388 ss. — (*Béarn*), 611.  
 Clocquette, 249.  
 Clostercamp, 95 n.  
 Clouet, 445.  
 Clough, 109 n.  
 Clovis, 212 n.  
 Clugny (De), 382.  
 Coaraçe (B.-Pyr.), 443.  
 Cobreville, 237.  
 Coche, 249.  
 Cochet, 249.  
 Coculet, 264.  
 Codrognac (Marguerite de), 96 n.  
 Codur (B.), past., 180 n.  
*Cœuvres* (Aisne), 238.  
 Cognac, 105, 491.  
 Cohet, past., 510 n.  
 Coinctes (André), 650.  
 Coipeaux, 63 n.  
 Colaye, 249.  
 Colbert de Croissy, 46, 76 n. — (de Seignelay), 336, 527.  
 Colines (S. de), 30, 60.  
 Collé, 249.  
**Collèges** d'Angleterre, de Beauvais, de Cambrai, du card. Lemoine, Fortet, de France, de Navarre, etc., [*Paris*], 27 ss, 44, 61, 480. — de *Lescar*, 609.  
*Collet-de-Dèze* (Lozère), 94, 98 n, 100 n, 611.  
 Collette, curé, 170 n, 177 n, 178 n, 189, 234 n, 246 n.  
 Collin (Cl.) [Le P. Norbert], 337, 508.  
 Collinet (P.), 337 n.  
**Colloques**, 87, 277 ss, 475, 602.  
 Collot, past., 187 n.  
*Colognac* (Gard), 95 n, 97 n.  
*Cologne*, 62, 569 n.  
*Colombières* (De). — Voy. Richier de Briqueville.  
 Colomies (Archambaut), juge, 71.  
 Colomme (De), juge, 477, 482.  
 Colonna (Vittoria), 110.  
 Colzy (De), 249.  
 Combe (Ernest), 103, 110. — (recteur), 613.  
 Combet (Mme), 525.  
 Combier, 170 n, 188 n, 189 n, 234 n, 242 n, 246 n.  
 Combles (De), 183, 274.  
 Combreville, 238. — (De), 237, 249. — (Judith de), 181.  
**Comédies.** — 29, 32.  
*Commenge*, 601 n.  
*Commercy* (Meuse), 358 n.  
*Compertrix* (Marne), 172 n.  
**Complainte** sur le nez du présid. Lizet, 58, 60.  
 Comprenville (De), 237.  
 Compreville, 237.  
*Comtat-Venaissin*, 399.  
*Condé* (Calvados), 80.  
 Condé (Louis de Bourbon, prince de), 24 n, 61 ss, 118 n, 126, 169 n, 177, 276, 394 ss, 585, 609, 622, 631 ss. — (Henry de B., prince de), 144, 418.  
 Conferman, 249.  
**Confession auriculaire**, 65.  
**Confession de foi** (1559), 17.  
**Confession des péchés**, dite de Calvin, 498, 501.  
**Confiscations de biens**, 24, 48. — (J. Pastoureau, 1559), 521 ss.  
 Conflans (De). — Voy. de Brienne.  
*Congénies* (Gard), 94 n, 428.  
 Connet, 249.  
 Conroque (Marg.), 383.  
**Conseil** (Le) **souverain** de *Pau* (1572), 442 ss.  
 Constance Chlore, 68.  
 Constans, 136.  
 Constantin, empereur, 334.  
*Constantinople*, 480.  
**Controverses relig.** — 89 n, 181 n, 467 ss, 490, 621.  
 Conty (Prince de), 155 ss.  
 Cop, 27, 32, 34.  
 Coppine, 249.  
 Coquerel (Ath.) fils, past., 12 n, 15 n, 24, 70 n, 71 n, 113 ss, 126 n.

Corbault, 249.  
 Corbaux (Pauline), 235 n.  
 Corbeil, 114, 348.  
 Corbière (Ph.), past., 413 n.  
 Corcone (Gard), 429.  
 Cordier, 249. — (Math.), 29, 31, 33.  
 Corlieu, 396 n.  
 Cormey, 249.  
 Cornaton, 129 n, 450.  
 Cornberg. — Voy. Kornberg.  
 Cornet, 669.  
**Correspondance.** — 50, 102, 168, 223, 274, 335, 558, 667.  
 Corron, 249.  
 Cortzieur (?), 180 n, 182.  
 Cosne-Chavernay (De), 275 n.  
 Cosseins, 447, 453.  
 Coste (Jacq. de), 375.  
 Cotille, 533. — Voy. Cottil.  
 Coton (Le P.), jésuite, 504, 667.  
 Cotté, 249.  
 Cottil, 249. — Voy. Cotille.  
 Cottin (Daniel), 557 n.  
 Coucis. (Ch. de), comte de Burie, 51, 493, 596 ss, 601 ss, 646.  
 Coucy (Aisne), 173 n.  
 Couderc (Ant.), past., 96.  
 Couldeur, past., 180 n.  
 Coulliette, 249.  
 Coulombière (Mme), 533 ss.  
 Coumyn (Jehan), 210.  
 Coupeaux, 63 n.  
 Coupet, 249.  
 Couppé (Jacq.), vicaire, 207.  
 Couppery (Judic), 326.  
 Cour. — Voy. de Vandelin.  
 Courajod, 133 n, 251 n.  
 Courant (Louis), past., 376 ss.  
 Courault, 210 n.  
 Courcelles, 274.  
 Courcillon de Dangeau (Abbé Louis de), 278 ss.  
 Court (Ant.), 110, 159, 226 ss, 460, 505 n, 661.  
 Court de Gébeline, 542 ss.  
 Courteau, 391.  
 Courteault (H.), 135 n.  
 Courthezon (Vaucluse), 49.  
 Courtin, 249.  
 Courtois de Viçose, 460 n.  
 Courtomer (De), 535.  
 Courtrai (Nord), 243.  
 Courville (Eure-et-L.), 276.  
 Cousin (J.), 11 n, 15.  
 Coutances (Manche), 76 ss, 259 ss, 323, 533, 662.  
 Coutras (Gironde), 264.

*Couvains*, 80.  
**Couvents.** — 24, 31, 37, 79, 178, 259 ss, 283, 294 ss, 324 ss, 364, 408, 489, 525, 529 ss, 664 ss.  
 Couvreur, 249.  
 Couyer, 667.  
 Covelle (A.), 521 n.  
**Covenant** (Le), 23 n.  
 Coynart, 9 n.  
 Cozes (Char.-Inf.), 173 n, 665.  
 Cracquier, 249.  
 Cramault (Simon de), patriarche, 60.  
 Cranach (L.), 214 n.  
 Craon, 646.  
 Crespin (Jean), 20, 22 n, 39, 411, 124, 174 n, 182 n, 249, 275 n, 391, 447 ss.  
 Crespy (Aisne), 170, 180 n.  
 Cressonnieres, 249.  
 Crest, 159.  
 Crestienne, 249.  
 Creully (Calvados), 80, 669.  
 Croharé (Armand de), 367.  
 Croissy-sur-Seine, 608.  
 Croissy (De). — Voy. Colbert.  
 Croix (Somme), 180, 233, 236, 240. — (De), 180, 239, 249.  
 Crommelin, 170 n, 233, 240 ss, 249.  
 Cros (Gard), 96 n, 97 n, 379.  
 Cruppi (Jean), 103, 110.  
 Cruseau, past., 494.  
 Crussol (De), 218, 585, 600.  
 Cuénoud, syndic, 614.  
 Cujas, 446.  
**Culte** (Le) **cath.** en *Béarn*, 304 ss, 442, 472, 610.  
 Cunitz, 396 n, 614.  
 Cuq (De), 600 ss.  
 Curion, 240.  
 Cussonet, past., 475.  
 Cuvier (O.), past., 176 n, 184 n, 670. — (Rod.), past., 670.  
 Cyaneus, 31.  
 Cyprien, évêque, 487.  
 Cyrille, 487. — (Le F.), carme, 559 n.

**D**aguesseau, intend., 283, 285.  
 Daguet, 581.  
 Daignac (Germain), 389.  
 Daigny (Ardenne), 350.  
 Daigoin. — Voy. d'Aigoin.  
 Daix (Pasquette), 182 n.  
 Damancourt, 181, 237, 249.  
 Dammartin, 625.  
 Damville. — Voy. de Montmorency.  
 Dandré, 249.  
 Danemark, 243.

- Danès, 34.  
*Dangeau*, 564 ss, 572.  
 Dangeau (De). — Voy. Courcillon.  
 Daniel (François), 131 n. — (Le P.), capucin, 10, 467, 475 ss.  
 Danissan (Joseph), 91.  
*Danneville-en-Saire* (Manche), 326.  
 Dannreuther (H), past., 184, 274 ss, 672.  
 Dante (Le), 35.  
 Danudoing, 249.  
 Daraïgni, 249.  
 Darcot (Anne), 259.  
 Dardier (Ch.), past., 542 n.  
 Darlon, 249.  
 Darmesteter, 55.  
*Darna*, 264.  
*Darnetal*, 647.  
 Darras, 249.  
 Darvieu (Françoise), 91. — (Marg.), 92, 100 n. — (Jean), capit., 90 n. — (Osias), past., 378. — (Annibal d'), past., 95. — (Paul), 95 n.  
 Dassas (Eléonor), 95 n.  
 Daullé, 172, 230 ss, 556.  
 Daunoy (Marg.), 91.  
*Dauphiné*, 225 ss, 300, 399, 625, 645, Daurat, 28.  
 Daussy, 249.  
 Davant (Jean de), past., 475.  
 David, 547.  
 Davin, 421, 441.  
 Day, 249.  
 Daymes (Jeanne), 376 n.  
 Debaux, 249.  
 Debeaune, proc., 386 ss.  
 Decrue (F.), 406 n.  
 Degeorges. — Voy. Georges.  
 Dejeanne (Dr), 444.  
 Delaborde (Comte Jules), 415, 447, 585 n, 606 n, 623 ss.  
 Delahaut (Ch.-Jos.), 337 n.  
 Delboulle, 55.  
 Deleuze (Anne), 376 n.  
 Delo ou de Lo, 353 ss.  
 Delorme, not., 659.  
 Demange (Ch.), past., 170 n.  
 Demeure, jésuite, 284.  
 Democharès, 17, 38.  
 Denis, sergent, 386. — (Jérôme), libr., 212.  
 Denize, 249.  
 Denny, 249.  
*Denonville*, 275.  
 Depping (G.), 103, 110.  
 Derby (De). — Voy. de la Trémoille.  
 Des Adreux, 634 ss.  
 Desaivre (L.), 52.  
 Desbournes (Louis), 557.  
 Desbuissons (Jacques), 509 n.  
 Descamps, 249.  
 Descaudain, 249.  
 Descaux, 249.  
 Des Claus, 198.  
 Des Foulleries. — Voy. de Châtre-fou.  
 Des Gallars, 208 ss, 416.  
 Des Grandes Armoises. — Voy. Frémin,  
 Desgrez, 526.  
 Deshons (Flore), 94 n.  
 Des Isles (Le P.), 490, 497.  
 Desjardins, 249.  
 Des Loges (Mme), 529.  
 Des Mares, past., 375 ss.  
 Desmarests, 379. — (Is.), past., 376 ss. — (S.), past., 181.  
 Des Martins (Corneille), 525.  
 Des Palus. — Voy. Couyer.  
 Des Périers (Bonav.), 32.  
 Despierres, 201 ss.  
 Despioch, 466.  
 Desportes (Ph.), abbé, 197, 199.  
 Despuech (Anne), 95 n.  
 « Desse ». — Voy. d'Aix.  
 Dessieux (Magdeleine), 385 ss.  
 Destandeau, past., 103, 107. — Voy. d'Estandau.  
*Deux-Ponts* (Princip. des), 183. — (Duc des), 623 n.  
 Devèze, 88, 95 n, 97 n.  
 Devillas (Pierre), 354.  
 Devismes, 181 n.  
 Deydier, 384.  
 Deyron (Jehan), 423, 440.  
 Diane de France, 141 ss.  
 Diane de Poitiers, 37, 116, 118, 122.  
 Dianovitz, 451.  
*Dieppe*, 158, 257, 259, 261, 336, 396, 631 n, 634, 647.  
*Dietz*, 459.  
 Dieu Lo, 249.  
*Dijon*, 217, 589, 619.  
**Discipline eccl.** — 17, 107, 190, 562 ss.  
 Divoy, past., 274.  
 Dobry, 249.  
 Doisnel (J.), 48.  
 Dolet (Et.), 9, 43, 68.  
 Dollé, 249.  
 Dollier (Noémie), 376.  
 Domergues (De), 377.  
 Domessargues (De). — Voy. Robert (Pierre).



**Domestiques prot.** — 85.

Dompierre (De), 237, 238, 249. —  
 (de Jonquières), 234, 242 n. — (de  
 Liramont), 237.

*Domqueur* (Somme), 178.

*Donchery* (Ardennes), 352.

Doncau (Hugues), 446.

Dor (François), past., 182.

Doré. — Voy. Béchet.

*Dorignolles*, 52.

Dormeul, 180 n, 249.

Dormy, 249.

Dornebal, 249.

Dorothée (Le P.), capucin, 548.

Dorville (Jacques), 509 n.

*Douai*, 243.

Douen (O.), past., 13 n, 23 n, 24 n,  
 31 n, 33 n, 43 n, 101, 127 ss, 157 ss,  
 164, 179 n, 175 n, 181, 186 n, 212,  
 236 n, 391, 524, 659 ss.

Doullier, 249.

Doumergue (E.), prof., 10, 41 n, 45,  
 71, 132, 162 n, 391, 614, 668.

Doumic, 28 n.

Dourlen, 249.

Doury, 249.

*Douvres* (Calvados), 80.

*Dragonnade* (Le mot), 55.

**Dragonnades.** — 258, 289, 331.

*Draguignan*, 399.

*Dresde*, 225.

*Dr eux* (Bataille de), 127, 220, 276.

Dreyfus-Brisac (Edm.), 654 ss.

Drinet, 249.

Dront, 249.

Drouault (Roger), 223.

Drouin, 343, 353. — (Anne), 346.

Druel [Tirel ?], 328.

Druin, 249.

Dryander [J. de Enzinas], 39.

Duaren (F.), 446.

Dubarat (V.), 9 n.

Du Bellay, 28, 218.

Du Bidou, prêtre, 478.

Du Bièz, 178.

Dubois (Simon), imprim., 30, 32,  
 162 n, 164 ss, 200 ss, 211. —  
 (Guill.), 665.

Du Bois, 249.

Dubois-Melly (Ch.), 450.

Du Bon, 249.

Du Bosc, past., 328.

Du Boucher, 494.

Du Bourecq, 249.

Dubourg (Anne), 37, 69, 111, 115,  
 117, 124, 395, 505. — (Jehan), 67.  
 — (Le chevalier), 128.

Du Breuil, 118 n. — (Jacques), 27 n,  
 29 n, 37 n.

Du Canal (Mme), 568.

Ducasse, 263.

Du Casse, past., 475.

Du Castel, 249.

Du Castera. — Voy. de Lavergne.

Du Cerceau (Bapt.), 11 n, 14 n, 15,  
 21, 120.

Duchemin, 496, 497.

Du Chesnay (Jeanne), 496.

Ducloz, 509 n.

Du Colom, 266.

Ducoudray (G.), 640 n.

Ducros, 93, 96, 98.

Dufau de Malquer (A. de), 468.

Du Flua, 249.

Du Four, 200 n, 246, 249.

Dufour, past., 579. — (Th.), 613

Dufourd, 263.

Du Fresnay, 272.

Du Gardefoux, 180, 249.

Dugas (Pierre), past., 380, 666.

Duguesclin (Bertrand), 663.

Dully, 509 n.

Du Loup. — Voy. Maurin.

Du Luc (J.), past., 366.

Du Magnarel, 250.

Du Marché. — Voy. d'Aumale (Benj.).

Dumarsais, 15 n.

Dumas, past., 93, 95, 96.

Dumont, 353. — (Adam), 663.

Du Moulin, jurisconsulte, 69. —  
 (Ch.), 116. — (Joachim), past., 170,  
 238 n, 518. — (Pierre), 19, 569.

Du Moutier de Vatre, 350.

Dunlot, 249.

Dunois, 637.

Du Nolier (Pierre), 131.

Duns Scott, 24.

*Dun-sur-Meuse*, 353 ss.

Du Pas, 249.

Du Perche (Jean), past., 169 ss, 228.

Du Pin, 249.

Dupin de Saint-André (A.), 637 n.

Duplessis d'Argentré, 158, 160.

Duplessis-Mornay, 118, 279.

Du Poix (Ramond), 649 ss.

Du Prat (Le card.), chancelier, 36,  
 103. — (Pierre), 190, 196, 267, 269,  
 271. — (past.), 572.

Dupré, lieutenant, 382 ss.

Du Prez, 249.

Duproy, 249.

Du Pont, 249.

Du Puy, 180 n, 249.

Dupuy (Ern.), 506, 517 n.

Dupuytren, 24 n.  
 Durand, conseiller, 297. — (Pierre et Marie), 159. — (ancien), 566, 572.  
 Durant (Pierre), 99. — (Sam.), past., 184.  
 Duras. — Voy. Durfort.  
 Durel, 102, 326.  
*Durfort* (Gard), 87, 93 ss.  
 Durfort de Duras, 644 ss.  
 Durlin, 249.  
 Du Rocher. — Voy. Garesché.  
 Du Rosel (Pierre), 324, 327.  
 Du Rousseaux, 263.  
 Du Ruel. — Voy. du Vivier.  
 Duruy (Victor), 9.  
 Durvinal, 180 n.  
 Du Ry (Les), architectes, 523 ss.  
 Du Sault, assesseur, 386.  
 Dussault, 559.  
 Du Taquellet. — Voy. Tacquelet.  
 Du Tillet (Barthélemy), 113.  
 Du Val (Jean), past., 186 ss, 229, 232, 241. — (Pierre), évêque, 131.  
 Du Vigier, procureur général, 385.  
 Du Vivier (Pierre), 260, 324, 326.

**E**beling, 451.

**E**chassériau (René), 667.

**E**chiré (Deux-Sèvres), 55.

**E**coles (*Béarn*), 305

**E**coles buissonnières, 60.

**E**cosse, 23 n, 218, 615.

**E**dinbourg, 448 n.

**E**dit de Montluc (1569 *Béarn*), 322.

**E**dit de janvier, 585 ss, 617 ss, 648.

**E**dit de Nantes, 170.

Egmont (Comte d'), 136 ss, 251 ss.

Elbeuf (Duchesse d'), 527.

*Elincourt* (Nord), 557.

Élisabeth, fille d'Henri II, 37.

Élisabeth, reine d'Angleterre, 136, 212, 218, 630.

**E**mbèmes, 109 n.

Emery, 324.

« **Émile** » (L') de J.-J. Rousseau, 542 ss, 658.

Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, 573 ss.

*Endurein*, 610 n.

**E**nfans de la *Savoie* (Émigration d'), 574, 577.

**E**nfans prot. (État civil des), 655.

**E**nfans de Dieu (Orphelinat des), [Paris, 1535], 64.

**E**nfans rouges. — Voy. Enfants de Dieu.

**E**nlèvements d'enfants prot., 77 ss, 281 ss.

Enschédé (A.-J.), 102, 223, 660, 661. — (Jean), 660.

**E**nseignes, 31, 32, 35, 60, 62, 64.

Enzinas (Jacques de), 39.

« **Épître** de M<sup>r</sup> Benoît Passavant... », 58.

Épernon (Duc d'), 474.

Erasmus, 108, 213, 502.

Eraste (Thomas), 107.

Erichson (A.), 498, 501.

*Erlangen*, 454 n.

Escandeillac (D'). — Voy. de Gondrin.

Escars (D'), 601.

*Esclaron*, 628.

Escroignard (Marie), 324.

Esgoarrabaque (Jacq. d'), 71 ss. — Voy. de Sainte-Colombe.

Esneau de la Clisse (Jeanne), 664.

*Espagne*, 109, 135, 136, 139 ss, 150, 252 ss, 341, 351, 491, 641.

Espagne (Pierre d'), 375.

Espeau. — Voy. Esneau.

**E**spions, 17, 33.

*Espoey*. — Voy. *Bordes*.

*Esquelhéries*, 182 n, 230 n, 557.

Essex, 218.

Etain, 249.

Estandau (D'), past., 475. — Voy. Destandau.

Estauge (Jacques), 499.

Este (Alphonse d'), 117.

Estienne (Henri), 30. — (Robert), 30, 64, 108, 164.

Estourmel (Marie d'), 178 n.

Estouteville (D'). — Voy. Villebon.

Estrées (D'), 238, 239.

Etampes (Duchesse d'), 36 n, 405 n.

**E**tats généraux de 1560, 403, 605.

— **E**tats de *Montpellier* (1563), 648 ss.

Etchart (Jean d'), 610 n.

*Etreux* (Aisne), 557.

*Evrecy* (Calvados), 80.

Eynard (Ch.), 615.

Expert (H.), 101, 102.

**F**abert (Maréchal de), 337 n.

Fabien de Saint-Jacques (Le F.), carme, 558.

Fabre (Jehan), 422. — (Paul), 212 n.

— (Gervaise de), 97 n. — (Jehanne de), 92.

Fabry, 518.

**F**ac-similé de la marque de Fran-

- çois Cavillon, 167. — des titres et de la dernière page des premières liturgies de l'Eglise prot. du pays de Montbéliard, 499-501.
- Faget de Baure, 471 n.
- Fagniez (G.), 9.
- Faivre (F.), past., 52.
- Faizevert, 249.
- Fajet (Simon), past., 475.
- Falaise (Ardennes), 250 n. — Voy. *La Falaise*.
- Falbergue. — Voy. Scalberge.
- Falgairolle (Prosper), 381, 384. — (De), 284.
- Faraut (Étienne), 559.
- Farel (Guill.), 13 n, 14, 44 ss, 61 ss, 127, 162 ss, 208 ss, 498, 502, 505 n.
- Farjon (Jacq.), past., 662.
- Farnèse (Alex.), duc de Parme, 133, 136 ss, 253, 256.
- Faucon (François 1<sup>er</sup> de), évêq., 651.
- Faucouzy (De), 236 n, 238.
- Faugère (P.), 5 ss.
- Faure, 94 n, 227.
- Fauroux (De), 368 ss.
- Faury, 249.
- Faverolles (Eure-et-L.), 276 n.
- Favier, 641 n. — (D<sup>r</sup>), 423, 441.
- Faye (J.-P.), 663.
- Fécamp (Seine-Inf.), 260, 323, 327.
- Félibien, 23 n.
- Félice (P. de), past., 49 n, 102, 230 n, 561 n, 572.
- Fénelon, 46, 392.
- Fenion, 52.
- Fenouillet, évêque, 89 n.
- Féret (P.), abbé, 103, 107.
- Féron, 180 n, 249.
- Ferrand (François), 669.
- Ferrare, 25, 36. — (Duc de), 117. — (Duchesse de), 416.
- Ferrier, past., 90, 377.
- Ferry (Paul), past., 671 ss.
- Fesc (Chât. du), 96. — (Du), 97 n.
- Fevron, 249.
- Fick (Edouard), 110.
- Field, 101.
- Figeol (Anth. de), 421.
- Fillon, 92 n.
- Finel (Jehan), 422.
- Firmin (G.), 504.
- Fischbacher, 391, 561 n.
- Flamare (Abr. de), 257, 261, 324, 327.
- Flamarens (De). — Voy. de Grossoles.
- Flambart (Louise de), 497.
- Flameng, 249.
- Flandre, 133, 146 n, 150, 256.
- Flassans, 399.
- Flavigny (De), 239, 249.
- Flavy (Aisne), 557.
- Fleigneux (Ardennes), 352, 356 ss.
- Flessingue, 147 n.
- Fleuri, commissaire, 525.
- Fleuriau, 249.
- Flippe, 249.
- Floquet, 393 n, 587 n, 618 n, 646 n. — (Antoinette), 246.
- Florac (Lozère), 93 n, 291, 300, 377, 422, 429, 550, 669.
- Florence, 214 n.
- Floris ou Flory, 422.
- Foëste (Baron de), 15.
- Folembay (Chât. de), 244.
- Folion (Nicolas), 111, 416, 510 n.
- Foncauberge (De), 249.
- Fonds Sayn-Sérusclat, 159.
- Fontaine-aux-Dames, 233.
- Fontaine-Notre-Dame (Aisne), 233, 235.
- Fontaine, 246, 249. — (Léon), prof., 654 ss. — (De). — Voy. Cottin.
- Fontainebleau, 358, 396, 407, 632 ss.
- Fontanes, 560.
- Fontenay, 80. — (Labatu). — Voy. *Frontenay*.
- Fontenelle, 15 n, 264.
- Fontre, 249.
- Forez, 645.
- Formel, 264.
- Formentin (Claude), 422.
- Fornelet ou Fournelet, past., 510 ss, 587.
- Fosseuse, 275, 277.
- Foucault, intend., 489.
- Fouray (Isaac), 324. — Voy. Fourré.
- Fournelet. — Voy. Fornelet.
- Fournier, 53, 97 n, 249. — (Ed.), 129 n.
- Fourques (De). — Voy. Viart.
- Fourquevaux, 646.
- Fourquin, 249.
- Fourré, 249. — (A.), prêtre, 411. — Voy. Fouray.
- Fouynet, 387.
- Fraissinet (David), past., 97.
- « **France chrétienne** » (La), 216 ss.
- France prot.** (La), 30 n, 62 n, 112, 158, 224, 243 ss, 490, 578, 659, 664 n, 672.
- Francfort-sur-l'Oder, 94 n.
- Franche-Comté, 49 n.
- Francheval (Ardennes), 352.
- François, 249.

François le Picard, 29.  
 François I<sup>r</sup>, 25, 36, 64, 69, 103 ss,  
 118 ss, 216, 220, 279, 491, 502, 522,  
 612.  
 François II, 17 n, 279, 393 ss, 603.  
 Francis (Chât. de), 492.  
 Franklin (Alfr.), 11 n, 104, 158, 395 n,  
 640 n, 659, 661.  
 Franqueville (De). — Voy. de la  
 Garde.  
 Frapier, 262.  
 Frémin, baron de Stonne, 348, 349.  
 Freneaux, 264.  
 Fresil (Jean), 326.  
 Fresnoy-le-Grand (Aisne), 230 n,  
 233, 235.  
 Fressac, 430.  
 Frété, 17.  
 Freval. — Voy. du Rozel.  
 Fréville (Ern. de), 122 n.  
 Frichoux, 262.  
 Froment, 249.  
 Fronteau (Jeanne), 258.  
 Frontenay-Rohan (Deux-Sèvres), 52.  
 Fronton de Bérault, présid., 599.  
 Frossard (Ch.-L.), past., 444, 660, 661.  
 Frutgères, 95.  
**Fugitifs pour la foi**, 77 ss, 112,  
 152 ss, 258 ss, 343, 446, 573, 662.  
 Fumée, 64.  
 Fumel, 639. — (De), 596, 600.  
 Fuson (Marie), 258.

**G**  
 Gabart Pierre, 115.  
 Gabaston (B.-Pyr.), 75 n.  
 Gabaston, chevalier du guet, 595.  
 Gabriac (Lozère), 287.  
 Gabriac (L.-V.), past., 579 ss.  
 Gagnebin (F.-H.), past., 224.  
 Gagney (Jean de), 58.  
 Gaiffe, 160, 165.  
 Gaillac, 641, 646, 648.  
 Gaillard (Michel), 169 n.  
 Galbrun (La Roche-Chalais), 264.  
 Galériens, 257, 260, 324 ss, 331 ss.  
 Gallardon (Eure-et-L.), 274 ss.  
 Gallavaux (De), 249.  
 Galloy, 249.  
 Galon (Claude de), 572.  
 Gaillard (Michel), 24.  
 Gand, 147.  
 Ganges, 87, 94 ss, 379, 422, 429.  
 Gap, 173 n, 181, 183, 188 n, 563, 586.  
 Gardien, 249.  
 Gardien Givry, past., 236.  
 Gardier (De), 249.  
 Garesché, 663 ss.

Garnache (Vendée), 185.  
 Garréta, 661.  
 Garrisson (G.), 672. — (J.), 665.  
 Gart (Bernard de), 375.  
 Gassion (De), 190, 196, 246.  
 Gast, 262.  
 Gastineau (Marie), 259.  
 Gaston d'Orléans, 376 n.  
 Gaufres J.), 101, 157, 158, 659 ss.  
 Gaufreteau, 492, 495.  
 Gaujac (Gard), 376 n, 550 n.  
 Gaujoux (J.), 93.  
 Gaulard (Cl.), apothicaire, 589.  
 Gaulleur, 408, 599 n, 601 n, 635 n,  
 639 n, 646 n.  
 Gaultier (Le P.), 502.  
 Gaurez, 249.  
 Gaussorgues, 551.  
 Gautier, past., 390. — (Nic.), curé,  
 568.  
 Gavray (Manche), 81, 326.  
 Gayfier, 390.  
 Gazagne (Salomon), past., 97 n.  
 Gebhart (E.), 221.  
 Gebillin (Math.), 439.  
 Gélèzeau (L'abbé), 666.  
 Gelin (H.), 223.  
 Gellé, 175, 245, 249. — Voy. Gilet.  
 Gemblours, 150 n.  
 Générard, évêque, 480.  
 Gènerargues, 94 ss, 377, 550 n.  
 Gènes, 112, 137.  
 Genève, 8, 10 n, 17, 25, 43, 62, 68,  
 95 n, 97 n, 98 n, 112, 173 ss, 185,  
 190, 226, 275 ss, 287, 295 ss, 356,  
 377 n, 379, 399, 408 ss, 446, 450,  
 454, 457, 502, 521 ss, 552 n, 573,  
 574, 578, 585, 592, 608, 613, 654 ss,  
 670.  
 Génin, 207.  
 Genibrouze de Saint-Amans, 286.  
 Genolhac (Gard), 428, 429.  
 Gensac (Gironde), 496 n.  
 — (De). — Voy. de Larochejou-  
 cauld.  
 Gentil (Jacques), 381 ss.  
**Géographie hug.** — 51, 278.  
 Georges ou Degorges, 352.  
 Georges (Paul), past., 180 n.  
 Georget, 560.  
 Gérard, 249.  
 Gerderest, 443 n. — (De). — Voy.  
 de Béarn.  
 Gergeau, 183, 277, 413, 563.  
 Gerland (Otto), 523.  
 Germain (Le F.), cordelier, 211.  
 Gerson, 29, 128.



Gesgé, 249.  
*Gévaudan*, 418, 422.  
 Gibaud (J.-P.), past., 53.  
 Gibert, past., 54.  
*Gien*, 258, 633.  
 Gigeard (Jean), 98 n.  
*Gignac*, 377 n.  
 Gigord (Jean), past., 504, 667.  
 Gigou (Pierre), 359.  
 Gilbert de Voisins, 328 ss.  
 Gilet, Gillet, 241, 504, 668. — Voy. Gellé.  
 Gimois (De). — Voy. de Lomagne.  
 Ginain, 249.  
 Ginestous (De), 97.  
*Ginvelles*, 277 n.  
 Girard, 378, 391.  
 Girarde (Françoise), 95 n.  
 Girardot (Marie-Marg.), 349.  
 Girauld (Jeanne), 522.  
 Girom (Marie), 525.  
 Giscart, past., 622.  
*Gissac* (?), 376.  
 Givry, 392. — (De), 342.  
*Glaires* (Ardennes), 358 n.  
*Glaris*, 452.  
 Glatigny (De), 533.  
 Glaumeau (Jehan), 521 n.  
 Godard, 249, 324.  
 Godeau, évêque, 197, 199.  
 Godet (Ph.), 613.  
 Godin (Catherine), 326.  
 Gœvrot (Jehan), médecin, 202.  
 Goffart (Mme), 102, 223, 659.  
 Goguet (Anne), 258.  
 Gondrin (Anne de), 443 n.  
 Gonnelleu (Anth. de), 179 n.  
 Gonnor (De), 642, 644 n.  
 Gontaut (Arm. de), 367.  
 Gontier (Le P.), 232.  
 Gorisse, 249.  
 Gosset, 249, 347.  
 Goudimel (Claude), 23, 101, 102.  
 Gouge, 249.  
 Gougnies, 144 n.  
 Goui, 236 n. — Voy. Gouy.  
 Goujon (Jehan), 39 n.  
 Goulart (Simon), 448 ss.  
 Goulden, past., 364.  
 Gourdet, 262.  
 Gourdon (Pons), 384.  
 Gourgues (De), intend., 46 ss, 76 ss, 530 ss.  
 Gouy, 239. — Voy. Goui.  
 Gouye (De), 249.  
 Goyau (G.), 212 n, 214 ss.  
 Graffe, 240.

*Graissessac* (Hérault), 97 n.  
 Gramond (Joanolo de), 367.  
 Gramont (Claire de), 194 n. — Voy. d'Aure.  
 Grandellet, 249.  
 Granet, 249.  
 Gransart, 249.  
 Granvelle (Le Card. de), 135 ss, 146, 177.  
*Grasse*, 197, 199, 294 ss, 586.  
 Gravelle (Taurin), 33.  
 Graveron (La dame de). — Voy. de Luns (Philippe).  
**Graveurs**, 64.  
 Grégoire de Naziance, 479.  
 Grégoire, évêque constitut., 50.  
 Grégoire VII, pape, 484.  
 Grejon (Moyse), 49.  
*Grenade* (H.-Gar.), 217, 598 n.  
 Grené (Philibert), past., 493.  
 Grenier, 262 ss. — Voy. Lettant.  
*Grenoble*, 185, 287 ss, 297 ss, 618 n, 634 ss, 645.  
 Gressier, 249.  
 Grignan (De). — Voy. de Monteil.  
 Grimaudet, 398.  
 Grimont (Bernard de), 374.  
 Griolet, 547.  
 Grongnet (Fr. et Ch.), past., 96.  
 Grossel, 249.  
 Grossoles (Jean de), 374.  
*Grougies* (Aisne), 186, 233, 235, 246.  
 Grünenfelder (Léonhard), 452.  
 Guarinus, imprim., 109 n.  
 Guégin, 181.  
 Guénin (Jacques), 662.  
 Guérille, 249.  
 Guérin, 43. — (Paul), 210. — (ancien), 390.  
**Guerres de religion**, 111, 216, 218, 276, 393 ss, 418, 584 ss, 617 ss.  
 Guerville (Cath. de), 669.  
**Gueux** (Les), 149 n.  
 Guffroy, 249.  
 Guibert (Marthe-R.), 664.  
 Guichard, 52, 249. — (De), 92, 93, 100.  
 Guiffrey (G.), 111.  
 Guilbert, 249.  
 Guilhaumes (Jacques), 422.  
 Guillart (Louis), 129.  
 Guillaume, landgr. de Hesse, 446.  
 Guillaume III d'Orange, 155 ss, 528.  
 Guillaume le Taciturne, 109 n.  
 Guillaume de Champeaux, 57.  
 XLV. — 49

Guilleragues (De). — Voy. de Lavergne.

Guilloche (De), 494.

Guion le Roy, ancien, 510.

Guionnet (Jeanne), 53.

Guiraud (Bernard), 433.

Guise (Aisne), 180 n, 235.

Guise (François de Lorraine, duc de), 62 ss, 277 n, 394 ss, 451, 589, 596, 600 n, 603, 623 ss. — (Henri, duc de), 36, 130, 137, 252, 447 ss. — (Charles, card. de Lorraine), 29, 34, 37, 38, 70 n, 116, 217, 394 ss, 451, 585 ss, 600 n, 603, 623 ss, 640. — (Duchesse de), 628 n.

Guिताud (De), 294.

Gurmençon (B.-Pyr.), 74.

Gustave-Adolphe, 529.

Guybert (Jean), 66.

Guyenne, 51, 97 n, 399, 408, 491, 596, 634 ss, 646.

**H**aag (MM.), 256, 496 n, 527, 578. Hagombart, 249.

Hainault (De), 249.

Haivy, 249.

Hales (Alex. de), 24.

Halle, 615.

Hals (Frantz), 224.

Ham (Somme), 180 n, 233, 236.

Hanet, 249.

Hanotaux (G.), 9.

Hanovre, 110.

Hardy, past., 158.

Haren, 249.

Hargicourt (Aisne), 230 ss, 557.

Harlay, prem. présid., 70, 118.

Harlem, 224, 240 n, 660. — (Gazette de), 155.

Hastings (Landes), 56.

Hatton, 412, 524, 525 n, 585 n, 619 ss, 641.

Hatzfeld, 55.

Haucourt. — Voy. Lehaucourt. — (D'), 170.

Hauser (H.), 10, 133 n, 152, 256.

Hautains (De), gouv., 147 n.

Hautencourt (De). — Voy. Daman-court.

Hauteville (Isab. de), 410.

Hauton, 524.

Hautot, 260, 327. — Voy. Caron (Marie).

Havet, 249.

Hazeville (Sam. de), 235.

Heidelberg, 107, 130.

Heldecourt (De), 249.

Hellin, past., 238 n.

Hémard (Le card.), 275.

Henault (Jehan), 211.

Hennequin (Jean), 608.

Henninoz, 246, 249.

Hennon, 249.

Henocq, 249.

Henry, 249, 263. — (E.), 350 n, 390.

Henri II, 17, 36, 38, 69 ss, 116 ss, 122, 141 ss, 177, 234 n, 279, 393 ss, 522, 574, 624.

Henri III, 15 ss, 139 ss, 217, 219, 279, 520, 603.

Henri IV, 24, 110, 119, 128, 134, 151, 217, 234, 239, 244, 251 ss, 279, 418, 442, 443 n, 470 ss, 520, 603, 609.

Henriette de France, 222.

Hérault, 669.

Herbécourt (Aisne), 557.

**Hérétiques**, 6 ss, 37 ss, 123 n, 126, 212.

Héricourt (Georges d'), 178.

Hermier (Raymond), 520.

Hérminjard, 30 n, 45 n, 127 n, 131 n, 208, 672. — (Le jubilé de M.), 612 ss, 663.

Hernin, 249.

Héron, abbé, 527.

Hérouard (De), 275, 277.

Herselin, 233, 236 n, 241 ss, 249.

Hertru, 249.

Hesdin (P.-de-C.), 142 n.

Hesse, 446, 523, 526.

Heudicourt (Somme), 233, 235.

Heyer, 615, 660.

Hickes (Georges), 561 n.

Hiverne (Gard), 429.

Hoche, 249.

Hoffbauer, 12 n, 24 n, 118 n, 129 n.

Hollande, 96 n, 97 n, 224, 228, 240 n, 242 ss, 258, 277, 339, 349, 351, 356, 526, 529, 532, 543 n, 558.

Homblières (Aisne), 233, 235.

Homedey (Jehan), 211.

Horlé (Fr.), past., 377.

Hotman (François), 394, 402, 446, 448. — (J.), greffier, 592.

Houe (De), 249.

Houël (Nicolas), 48.

Houel, not., 659.

Houllier, 249.

Hourdé, 249.

Houx (Eure-et-L.), 275, 277.

Hoyau, 249.

Hozier (D'), 177 n, 179 n, 189 n.

Hugas, 527.

Hugo (Victor), 213.

Hugues (Ed.), 159, 227.  
 Hugues de Saint-Victor, 57.  
 Hungerbühler (J.-M.), 453.  
 Huon, 386 ss.  
 Hupin (E.), 343.  
 Hurtault (Elisabeth), 236 n.  
 Hurtebize (De), 181, 237 n, 219.  
 Hutten (Ulr. de), 32.  
 Huyghens, 523.  
**I**card, past., 95 n.  
 Icoriges, past., 180 n.  
 Iéna, 10 n.  
 Ignace (Le F.), capucin, 548.  
*Ile-de-France*, 172, 185, 234 n, 277, 634.  
*Illiers* (Eure-et-L.), 276.  
**Illustrations.** — Une vue du fbg Saint-Germain, d'après le plan de Ducerceau [1555], 21. — Plan de l'Université au xvi<sup>e</sup> et au xix<sup>e</sup> siècle, d'après M. Hoffbauer, 40-41. — Le fbg Saint-Victor et le fbg Saint-Marceau, — id. —, 59. — Plan de la cité et de la Ville (*Paris*) — id. —, 120-121. — Table de communion du Désert et son inscription, d'après un dessin de M. Th. Maillard, 54. — Fac-similé de la marque de François Cavillon, 167. — Carte du *Vermandois*, 171. — Portrait de Luther, d'après L. Cranach, au musée des Offices de Florence, 215. — Vue du Palais de Justice et de la Conciergerie de *Rouen*, 325. — Les deux Temples de *Sedan* au xix<sup>e</sup> siècle, d'après un croquis et une photographie, 362-363. — Portrait de Gaspard de Coligny, reproduction d'un dessin de Bocourt, d'après une peinture de l'école des Clouet, 445. — Fac-similés des titres et de la dernière page des premières liturgies de l'Eglise protestante du pays de *Montbéliard* [1543 et 1559], 499-501. — Statue de Bernard Palissy par Ernest Barrias, et portrait de Bernard Palissy au musée de Cluny [*Paris*], 511 et 516. — La maison de Pierre-Isaac Garesché à *Nieulle*, d'après une photographie, 664. — Portrait de Pierre-Isaac Garesché, d'après une gravure du temps, 665.

**Images** (Bris d'), 109, 111, 118, 210, 217, 520, 588, 594, 596, 637 ss, 646, 649.  
 Imbert (Jean), past., 376.  
**Impôts** sur les marchandises (*Savoie*. — 1563), 573 ss.  
**Imprimeurs.** — 30, 39, 60, 64, 160 ss, 200 ss, 498, 504, 667.  
*Inchy-Beaumont* (Nord), 557.  
*Indes* (Les), 341.  
*Ingelmonster*, 133, 139.  
 Innocent III, pape, 484.  
**Inquisition** (L'), 208.  
**Inquisitions** faites par P. Léotard, proc. (*Aigues-Mortes*, 1626), 381 ss.  
**Inscriptions**, 55, 168.  
**Institution chrétienne** (L') de J. Calvin, 67, 221.  
**Intérim** d'*Augsbourg*, 618 ss.  
*Irlande*, 243, 526, 528.  
 Isabeau de Bavière, 122.  
 Isambert, 414 n.  
 Isely, 615.  
*Issoudun*, 182, 258,  
*Italie*, 110, 112, 151, 221, 252 ss, 341.  
**J**accard (E.), 228.  
 Jacquemart, lecteur, 357.  
 Jacques 1<sup>er</sup> d'Angleterre, 218.  
 Jaillot, 119 n, 128 n, 131 n.  
 Jalabert, 546 n.  
 Jannet, capit., 439.  
**Jansénistes**, 5.  
 Janssen, 149 n.  
 Jansson (Jean), 234 n.  
*Janville* (Eure-et-L.), 275, 277 n.  
 Jaquet, juge, 388.  
 Jaquot, 49.  
*Jargeau.* — Voy. *Gergeau*.  
*Jarnac* (Charente), 52. — (De). — Voy. Chabot.  
 Jayme, 246.  
 Jean-Baptiste (Le P.), capucin, 548.  
 Jean le Picard, 520 n.  
*Jeancourt* (Aisne), 177 n, 230 n, 557.  
 Jehannot, 353.  
 « Jemnitzius », 451.  
*Jenonville*, 275.  
*Jersey*, 259.  
 « *Jérusalem* » (« la maison appelée » [*Paris*], 62.  
**Jésuites** (Les), 5 ss, 19 n, 79, 182, 217, 232, 282 ss, 298, 452, 473, 495, 504, 532, 667.  
*Jeubaigs* (B.-Pyr.), 72 n.  
 Joal, 249.  
 Johanne (De), 609.

*Joinville*, 624 ss.  
*Joncourt*, past., 241 n. — (De), 187 n, 239, 241, 249.  
*Joly*, 245, 277.  
*Jonquières* (De). — Voy. Dompierre.  
*Jonvilliers* (Eure-et-L.), 275, 278.  
*Jonzac* (Char.-Inf.), 52, 558 ss.  
*Josbaig* (Vallée de) (B.-Pyr.), 72.  
*Joseph*, 249. — (Le P.), 9 n.  
*Josnes* (Loir-et-Cher), 49.  
*Jouan* (De), 275 ss.  
*Jouffrier* (Pierre), 46.  
*Journaud*, 559.  
*Jouve* (Claude), 662.  
*Jouy*, 249.  
*Joyeuse* (De), lieut. gén., 220, 399 n, 597, 646.  
**Jubilé** (Le) de M. Herminjard, 612 ss, 663.  
**Juifs**, 123 n, 571.  
*Juillac* (De). — Voy. de Béarn.  
*Julien*, empereur, 68. — (Le F.), capucin, 548.  
*Jullien*, 263. — Voy. Mas.  
*Junville* (Ardennes), 349.  
*Jupille* (Jean), 258.  
*Juré* (Marie de), 136, 143, 146.  
*Juste*, 249.  
*Juvisy* (S.-et-O.), 175.

*Karlshafen*, 523.  
*Katzenelbogen*, 459.  
*Kerveno de Laubouinière*, 259.  
*Kiew*, 418.  
*Klipfel* (H.), 416.  
*Koennecke*, archiviste, 444 n.  
*Koch* (Martin), 452 ss.  
*Kornberg* (Guill. de), 446 ss.  
*Kuhn* (F.), 158, 660, 661, 672.

**L**a Barre (De), 239, 249.  
*La Barrière* (Églises wallonnes de), 556 ss, 660, 668.  
*La Barthe*, 263.  
*La Bassecourt* (Fabr. de), curé, 570.  
*La Bastide-Villefranche* (B.-Pyr.), 467 ss, 475.  
*La Bastide*, 300. — (Mme de), 291.  
*La Bauche*, 341 ss.  
*La Baulme*, 421.  
*La Baux* (De), 240.  
*Labbé*, 559.  
*Labé*, 249.  
*La Beche* (Berry), 258.  
*Laber*, 249.  
*La Boissière* (Cl. de), 416.

*La Borde* (De), 128. — Voy. Delaborde.  
*La Borie*, 263.  
*La Borne* (Sam. de), 182 n.  
*Labouchère* (P.-V.), 450 n.  
*Labourdette*, 583 ss.  
*Labre*, 249.  
*La Brosse*, 627.  
*La Bruguère* (De), 296, 300. — Voy. de Bruguères.  
*La Bussière*, 645.  
*La Calmette* (Gard), 97. — (De), 97 n.  
*La Capelle*, 238 n.  
*Lacarre-en-Soule*, 610 n.  
*La Carre* (De). — Voy. d'Arbide.  
*La Cassaigne* (De). — Voy. Arnaud (Bernard).  
*La Cassagne* (De), 291.  
*La Cateline*, 667.  
*La Caze* (De). — Voy. de Pons.  
*Laccestre*, 577.  
*La Chapelle* (Ardennes), 356 ss.  
*La Charité*, 635.  
*La Chasse*, 396. — (De), cap., 154.  
*La Châtre*, 395.  
*La Chaulme*, 52.  
*L'Achèron* (De), 249.  
*La Clavière* (De). — Voy. de Maulde.  
*La Clisse* (De). — Voy. Esneau.  
*La Cloche* (De), 76.  
*Lacombe*, 465. — (De), 92.  
*La Coste*, 375.  
*La Cour* (De), 249.  
*La Croix* (Adrian de), 515 ss.  
*La Cruz*, 246.  
*La Falaise* (Aisne), 187, 250 n.  
*La Disme* (De), 249.  
*La Faye* (De), 264. — (P. de), prévôt, 439. — (past.), 510 n. — (André de), chartreux, 567.  
*Lafayette* (Mme de), 14 n.  
*La Fère*, 181, 182, 236 n, 239 n, 630.  
*La Ferrière* (De), 22. — (H. de), 212, 405, 632 ss. — (De), chartreux, 569.  
*Lafon*, 249.  
*La Fon* (Isaac de), 558 ss.  
*La Fons* (De), 249, 525.  
*La Fontaine* (De), 19, 470.  
*La Fontenelle* (Paul de), 259 ss.  
*La Force* (Duc de), 472.  
*La Forge* (Estienne de), 127.  
*La Fosse* (De), 249.  
*Lafromentée*. — Voy. Grené.  
*La Gacherie*, past., 598.  
*La Garde*, 518. — (Philippe de), 419 ss.  
*La Garenne* (Ardennes), 356 ss.



- La Gorce*, 430.  
*La Haie* (De), 249.  
*La Haye-du-Puits* (Manche), 81.  
*Lahannier*, 249.  
*La Hérissonnière*, 533.  
*La Horgne*, 184, 274.  
*Laignel*. — Voy. Potier.  
*Laiguerot* (Fr.), past., 475, 478.  
*Laisné* (Élisabeth), 261, 324, 326.  
*La Jalet* (Char.-Inf.), 55.  
*Lajard* (Nicolas), 379.  
*La Jarne* (Char.-Inf.), 53.  
*Lalaing* (Philippe de), 144.  
*La Lande* (De), 463.  
*Lallemand*, 249.  
*Lallisse* (De). — Voy. de la Clisse.  
*L'Alouët*, 47. — (Jean), 324.  
*Lalouette*, 47.  
*La Luzerne* (De). — Voy. de Thioult, de Beringhen.  
*La Maisonneuve* (De), 518.  
*Lamand*, 346, 361 n.  
*La Marck* (Charlotte de), duch. de Bouillon, 134.  
*La Marfée* (Ardennes), 356 ss.  
*La Martinière*. — Voy. Chamois, Bruneau.  
*La Massonne*, 667.  
*Lambert*, 249, 352.  
*Lamberville* (De), 524.  
*Lambin* (Ant.), imprim., 278.  
*La Mélonnière* (De), 526, 528.  
*La Melouse* (Gard), 93 n.  
*Lamennais*, 662.  
*Lamer*, 249.  
*Lameth* (Louis de), 179.  
*Lamoignon de Basville*, intend., 283 ss, 296, 301 ss, 463 ss, 661.  
*La Moline* (De). — Voy. Finel.  
*Lamoncelle* (Ardennes), 352.  
*La Mosson* (De). — Voy. de Bucelly.  
*Lamothe* (De). — Voy. de Gart.  
*La Motte* (De). — Voy. de Moussy, d'Agès.  
*La Motte-Gondrin*, 399, 625, 627, 634 n, 645.  
*La Mouche*, 249.  
*Lamouret*, 249.  
*Lampéric*, 533.  
*Lamymandry* (De), lieut., 154.  
*Lance*, 249.  
*Lancement* (G.), ancien, 572.  
*Landin*, 249.  
*Landouzy* (Aisne), 230 n, 557.  
*Landry* (François), 64 ss.  
*La Navire* (De), 249.  
*Landetcheberry* (Pierre de), 610 n.  
*Lanfrerie*. — Voy. Du Rozel.  
*Langalerie*, avocat, 493.  
*Lange*, 45, 601.  
*Langénieux* (Le Card.), 212 n.  
*Langres*, 111.  
*Languedoc*, 219, 283, 296, 301, 328, 388, 418, 596, 601, 610, 634, 646, 661.  
*Languet*, 414, 591, 596, 618, 647.  
*La Nielle*, 249.  
*La Noue* (Fr. de), 9 ss, 133 ss, 251 ss, 444, 631 ss, 645.  
*Lansargues* (Hérault), 378 n.  
*Lanssalergue* (Loys de), 651.  
*Lanthème*, 249.  
*La Nusse* (Ant. de), 375.  
*Laon*, 36, 170 ss, 180 ss, 234 n, 246 n, 337 n, 339 n, 557, 642.  
*La Pallière*, 533.  
*La Personne*, 144.  
*La Pierre* (Philip. de), past., 568.  
*Lapierre*, 240, 249.  
*La Place* (Jean de), past., 100 n, 418, 423. — (Pierre de), premier présid., 122. — Voy. Mazières.  
*La Planche* (Louise), 258. — (De). — Voy. Regnier.  
*Laporte*, 295. — Voy. Artigues.  
*Lapré*, 263.  
*La Prée* (De). — Voy. Garesché.  
*La Princesse*, capit., 187 n, 240.  
*La Ramaurie* (Ardennes), 352.  
*Larche*, 249. — (J. de), 247 n.  
*Larcher*, intend., 339.  
*Larchet*, 249.  
*La Renaudie*, 397 ss, 596.  
*La Réole* (Gironde), 397 n.  
*La Reynie* (De), 19, 525, 527.  
*Largentièrre* (Ardèche), 430.  
*La Rivière*. — Voy. Le Maçon.  
*La Roche* (Char.-Inf.), 53.  
*Laroche* (J.), 390.  
*La Roche-Aymon* (Ch.-Ant.), archevêq., 358.  
*La Roche-Chalais* (Dordogne), 261 ss.  
*La Rochedision* (De), past., 277 n.  
*La Rochefoucauld* (De), 15 n, 497.  
*La Rochelle*, 46, 53, 111, 123 n, 173 n, 174, 321, 336, 346, 365, 444, 494, 634, 639, 665 ss.  
*La Roche-sur-Yon* (Prince de), 592.  
*La Roquette* (De). — Voy. Privat.  
*Laroue* (Mme Louis), 159.  
*La Rovièrre*, 439.  
*Larreule* (B.-Pyr.), 367 n.  
*Larrivé*, 347.  
*La Ruelle* (De), 249. — (Barth. de), cordelier, 564.

- Laruns* (B.-Pyr.), 367.  
*La Sale* (De), 477, 482.  
*La Salle* (Gard), 96, 379, 550 n.  
*La Salle-Prunet* (Lozère), 430.  
*Lasource*, député, 49 n.  
*Lasset* [Lussan] (De), 422, 441, 651.  
*Lasson*, 249.  
*La Touche* (G. de), 491. — Voy. de Losses.  
*Latour*. — Voy. Cavalier, Chalon. — (De), 180, 239, 249.  
*La Tour-Saint-Chatpe* (Gard), 429.  
*La Trémoille* (H. de), 222. — (Charlottes de), 212, 220 ss.  
*Laubat* (Char.-Inf.), 667.  
*Lauberan* (Maurice de), past., 277.  
*Laubespine* (De), 661.  
*L'Aubespine* (De), 642, 644.  
*Laulne* (Manche), 260.  
*L'Aumône* (Eure-et-L.), 276 n.  
*Laumônier* (Isaac), 181 n.  
*Laune* (A.), 103, 108.  
*Launet*, 249.  
*Laurans*, 384.  
*Laurent*, 249.  
*Lauret*, 551.  
*Lausanne*, 94 n, 97 n, 99 n, 100 n, 107, 109, 209, 226 ss, 356, 379, 391, 542 ss, 574, 612 ss, 663, 668.  
*Lautrec* (De), gouv., 491.  
*Lauvergnat*, 494.  
*Laval* (Ardèche), 112.  
*Laval* (le F. Ant. de), capucin, 549.  
*La Valette*, 291. — (De), 156 ss.  
*La Vallée*. — Voy. Folion.  
*Lavaur*, 646.  
*Laverdure*, 261.  
*Lavergne* (De), 493.  
*Lavergne de Tressan*, 496 n.  
*Lavernye* (Isabeau), 96 n, 377.  
*La Vigerie*, 287.  
*La Vigne* (De), 249. — (Léon de), 421.  
*La Viollière* (De). — Voy. de La Fontenelle.  
*Lavotte*, 260, 327.  
*Lawton* (Mrs), 622.  
*Layard* (H.-A.), 449.  
*Leau* (De), 239, 244, 249. — Voy. De Lo, Delo.  
*Léaumont* (De). — Voy. de Grimont.  
*Le Balafre*, imprim., 212.  
*Le Bel*, 249.  
*Le Bez*, 249.  
*Le Blanc de Beaulieu*, past., 187 n.  
*Le Bleu*, 249.  
*Le Blon* (Geoffroy), 39 n.  
*Leblond* (Jean), 324.  
*Le Bon*, 249.  
*Le Bouscassin*, 665.  
*Le Brasseur*, 559 n.  
*Lebret*, intend., 49. — (P.), 667.  
*Lebrun*, carme, 183 n. — (Mich.), 176.  
*Le Brun* (Étienne), 175 ss.  
*Le Butor*, 249.  
*Le Cailar* (Gard), 428.  
*Le Canu* (Marie), 259, 324, 326.  
*Le Capelain* (Jeanne), 259, 324.  
*Le Caron*. — Voy. Caron.  
*Le Cateau* (Nord), 668.  
*Le Câtelet* (Aisne), 169 ss, 228 n.  
*Lecelles* (Nord), 557.  
*Lecerf* (A.), 103, 109.  
*Le Chaylar* (Ardèche), 430.  
*Le Chefresne*, 180 n.  
*Leclain*, 249.  
*Le Cler* (Anne), 258.  
*Le Clercq*, 249.  
*L'Écluse*. — Voy. Le Heup (Madeleine).  
*Le Cocq* (Isaac), 180 n. — Voy. Le Coq  
*Lecointe*, 547.  
*Le Collon*, past., 274.  
*Le Comte*, 249.  
*Le Conte*, 246, 261, 324, 326.  
*Le Coq*, 249. — Voy. Le Cocq.  
*Lecoultre*, 615.  
*Le Court* (Jean), 559 n. — (curé), 202.  
*Le Cousturier*, 116.  
*Lecouvreur* (Adrienne), 15 n.  
*Le Cra*, 249.  
*L'Ecu*, 337 n.  
*Lédignan* (Gard), 94, 429.  
*Le Dijonval* (Ardennes), 341 n, 344, 351.  
*Le Droit*, 249.  
*Le Duc*, 249.  
*Lefébure*, 249, 324.  
*Lefèvre* (Rachel), 242.  
*Lefèvre d'Étaples*, 13, 30, 45, 108, 159 ss, 200 ss, 392, 505 n, 608.  
*Lefin*, 249.  
*Lefol*, 249.  
*Le Fouilloux* (Char.-Inf.), 52.  
*Lefouillon* (Saintonge), 52.  
*Lefranc* (A.), 10, 177 n, 212, 220, 614, 672.  
*Le Gay*, 249.  
*Léger*, 173, 235 n, 249.  
*Legran* (André), 235 n.  
*Legrand*, 249.  
*Le Gras*, 249.

- Le Guerchois, proc., 327 ss.  
*Lehaucourt*, 169 ss, 228 ss, 237.  
*Le Havre*, 260 ss, 557, 634, 647.  
 Le Heup (Madeleine), 259, 324, 326.  
*Le Hommet* (Manche), 81.  
 Lehr, jurisconsulte, 614.  
*Leipzig*, 10 n, 451.  
*Le Jas des Grêles* (Char.-Inf.), 667.  
 Le Jay, ancien, 515 ss.  
 Lejeune, 249.  
*Le Laveau* (Ardennes), 352.  
 Lelièvre (Matth.), 403, 411, 425 n.  
 Le Lièvre, 240, 249.  
 Le Long (Le P.), 201.  
 Le Maçon, 415 n. — (Jean), 22. — (Zach.), past., 276.  
 Le Madré, 249.  
 Lemaire, 178 n, 235 n, 249.  
 Le Maistre, 249. — (présid.), 70. — Voy. Le Mestre.  
*Le Mans*, 410, 587, 633, 637.  
*Lemé* (Aisne), 230 n, 392, 557. — (De), 249.  
 Lemery, capit., 259.  
 Le Mercier (Nicolas), 413.  
 Le Mesle, 202.  
 Le Mestre. — Voy. Vignon, Le Maistre.  
 Le Mettre (P.), 487 n. — (J.-P.), 240.  
 Le Mex, 239.  
*Lemin*, 51.  
 Le Mod, 249.  
 Lemoyne, 667.  
 Lemperrière, 249.  
*Le Mung*, 51.  
 Le Nain, 249.  
 Lenglet, 235 n, 249.  
 Lenoir (Albert), 43 n, 31 n, 422 ss, 423 n. — (Albert), libraire, 67.  
 Le Noir, 249.  
*Le Nouvion* (Aisne), 482 n.  
*Léocourt*, 354.  
 Léon X, pape, 216.  
 Léopard, 396.  
 Léotard (Pierre), 381 ss.  
 Le Page, 249.  
*Léparon*, 264.  
 Le Paulmier (D<sup>r</sup>), 26 n, 35 n.  
 Le Père, 249.  
 Le Pezey, 533.  
*Le Plain*, 81.  
*Le Pompidou*, 287.  
*Le Pouzin*, 430.  
 Le Preux, 249.  
 Le Proi (De), 249.  
*Le Puy*, 295.  
 Le Queux, 249.  
 Le Rentif, 426. — Voy. Le Retif.  
 Le Riche, 249.  
 Lè Rigé-Vermont, 264.  
 Lerminier, 249.  
 Le Roux (Ramond), 651.  
 Le Roux de Bretagne, 55.  
 Le Roy, 249. — (proc.), 357, 359, 557.  
 Leroy, 351, 361.  
 Le Sart, 189 n.  
*Les Baucels*, 96 n.  
*Les Beaumes* (Languedoc), 284.  
 Les Bernardières. — Voy. de Larochefoucauld.  
*Lescar* (B.-Pyr.), 365, 368, 609.  
 Lescarnel de l'Escluze, 249.  
*Leschelle*, 182 n.  
 Lescorce, 249.  
*Les Eglisottes*, 264.  
 Le Serrurier, 241, 242.  
*Les Gros-Chiens* (Ardennes), 344.  
 Lesieur, 509 n.  
*Le Solagnier*, 287.  
 Le Sort, 246.  
 Lesourd, 249.  
 L'Espine (De), 174, 238, 249.  
*Les Plantiers* (Gard), 378 n, 429.  
 Lespoir, 249.  
 Lestain, 249.  
 Lestang (De), 515.  
*L'Estelle* (B.-Pyr.), 474.  
*Les Terriers*, 264.  
 L'Estoile, 15, 232, 239, 246, 667.  
*Les Vans* (Ardèche), 95 n, 376 n, 422, 429.  
*Le Thuilé*, 276 n.  
 Le Trésor (Marie), 324.  
 Lettant Grenier, 262.  
 Lettenhove (Kervyn de), 433 n, 438 ss,  
**Lettres.** — De M. F. Brunetière (28 mars 1895), 7. — De Pontchartrain à La Reynie (1698), 49. — Du past. Macard à Calvin (22 mai 1558), 20. — De l'intendant de Gourgues à Colbert de Croissy (4 janvier 1686, 12 et 22 août 1686, 8, 20, 21-26 novembre 1686), 46-48. — Du même à Châteauneuf (1686-1688), 531 ss. — De Châteauneuf à l'intendant de Gourgues (1686), 532 ss. — De Colbert de Croissy à l'intendant de Gourgues (17 sept. 1685), 76 n. — De l'intendant Lebreton (10 oct. 1687), 49. — D'Henri III, de Cath. de Médicis, de Diane de France, de Marie de Juré, du comte Emm.-Phil. de Lalaing à Alex. Farnèse, duc de Parme

- (1584), 140-144. — Du prince de Parme au roi et à la reine de France (1584), 145-146. — De Marie de Juré aux pasteurs Jean Taffin et Gilles Massis (1585), 148. — De M. O. Douen et réponse de M. N. Weiss (1896), 159 ss. — D'Ant. de Crussol à Cath. de Médicis (14 nov. 1562), 219. — Du baron de Saint-Victor (1685), 290 ss. — Du père Marie-Joseph, capucin (1685-1686), 293 ss, 299 ss. — De Jean-Louis-Pierre de Montcalm à Bâville (18 août 1686), 297. — Du prince de Beauvau à Gilbert de Voisins, conseiller d'Etat (4 janvier 1768), 330. — Du lieutenant de roi de Sedan au duc de Choiseul (30 oct. 1770), 352. — De Théod. de Bèze (du 24 sept. 1572), 449 n. — De Joachim Opser (26 août 1572), 452. — De Guill. de Kornberg au landgrave de Hesse (9 oct. 1572), 455. — M. de Winclerl à Chamillart (De Calvinsson, 27 mai 1704), 463. — De Mme Du Ry à ses filles (février 1686), 527. — De Court de Gébelin à J.-J. Rousseau (3 nov. 1762), 542.
- Leuilly**, 173 n, 182 n.
- L'Euzière** (De). — Voy Aigoin.
- Le Val** (Aisne), 182, 233, 236 ss.
- Léveillé** [H. Bastard], 53.
- Levêque** (Pierre), 327.
- Le Vert**, 249.
- Levesque**, 250.
- Le Veuf**, 249.
- Le Vigan** (Gard), 87, 93 ss, 100 n, 420, 422, 429.
- Le Vuide**, 250.
- Leycarague** (Jean de), 610 n.
- Leyde**, 229.
- L'Hôpital** (Le chanc. de), 36, 131 n, 404, 413 ss, 605 ss, 617 ss.
- Liancourt** (De), 14 n, 49.
- Liautard** (Florence), 670.
- Libourne**, 262.
- Libraires prot.** — 30, 32, 60, 67.
- Lichtenberger** (F.), 13 n, 672.
- Lidon** (Char.-Inf.), 51.
- Liège**, 340, 508.
- Lieura**, 250.
- Lièvre** (A.), 152, 155.
- Lièvre Aubert**, 421.
- Ligier**, 173, 183 n.
- Ligny** (De), 250.
- Ligue** (La), 28, 168, 217
- Lille**, 88, 392.
- Limal** (De), 239, 241, 242, 250.
- Limbourg** (Chât. de), 133, 144, 150 ss, 256.
- Limoges**, 76 n, 398. — (De), 405 n.
- Limousin**, 76 ss, 398, 602.
- Limoux**, 622, 646 ss.
- Linguet**, avocat, 110.
- Linier**. — Voy. de Noielle.
- Lisbonne**, 345.
- Liseux** (Isidore), 58 n.
- Lisieux**, 119 n.
- L'Isle** (De). — Voy. Richier (Pierre).
- Liturgies** (Les premières) de Montbéliard, 499 ss.
- Livier**. — Voy. Noielle (De).
- Livres prot.** — 30, 43, 67 ss, 109, 123, 202, 274, 296, 409, 468, 532.
- « **Livre** de vraye et parfaite oraison (Le) », 202.
- Livre synodal** wallon (1563-1685), 660.
- Livry** (L'ermite de) [1526], 66.
- Lizet** (Pierre), premier président, 17, 57 ss, 70.
- Lizy-sur-Ourcq**, 346.
- Lo** (De). — Voy. Delo, de Leau.
- Loal**, 250.
- Lobry**, 250.
- Locques** (De), past., 510, 518.
- Lods** (A.), 101, 158, 232 n, 280, 355, 659 ss, 672.
- Lodève**, 433.
- Logement** des past. de Béarn, 265 ss.
- Loiseleur**, 250.
- Lomagne** (Ant. de), 365 ss, 639. — (Gab. de), 374.
- Lombard**, past., 664.
- Lombart**, 352.
- Lonclémant**, 263.
- Londres**, 102, 449 n, 491.
- Longchamps** (Aisne), 233, 235.
- Longjumeau** (De), 412, 590. — Voy. Gaillard.
- Longnatte**, 250.
- Longueville** (Abbé de), 156.
- Lons** (De), 442.
- Loos** (Jean), 442 ss.
- Lopez**, 109 n.
- Loré** (De). — Voy. Hauteville.
- Loreau**, 250.
- Lorfin**. — Voy. Goguet.
- Lorient**, 250.
- Lorraine**, 133, 138, 185, 225, 252, 508. — (Duc de), 134, 137 ss, 150 ss, 252 ss.



Losses (René de), 182 n.  
 Lostan (J. de), past., 366.  
*Louâtre* (Aisne), 187 n.  
*Loudun*, 223, 277 ss, 490, 497.  
 Louis XI, 105, 637.  
 Louis XII, 34, 36, 105, 106, 116.  
 Louis XIII, 20, 197, 199, 279, 472, 529, 610.  
 Louis XIV, 19, 155, 197, 278 ss, 301, 335, 462, 503, 529, 535, 552 ss.  
 Louis XV, 99 n, 662.  
 Louis XVI, 328.  
 Louise de Savoie, 36, 103 ss, 491.  
*Loupvilliet*, 275 n.  
*Loutschitzky*, 418.  
*Louvain*, 570.  
*Louvet*, 250.  
*Louvois*, 76 n.  
 Loyola (Ign. de), 216.  
 Loyson (Hyacinthe), 101.  
 Lucas, 250.  
 Luger (De), 368, 375.  
 Lugny (De), 572.  
*Luneau*, 277 n.  
*Lunel* (Hérault), 376 n. 428.  
*Luneray* (Seine-Inf.), 327, 398.  
*Lunéville*, 328.  
 Luns (Philippe de), 24, 42, 69.  
*Lure*, 337.  
 Lusignan (De), 491.  
*Lussan* (Gard), 377, 429 ss. — (De).  
 — Voy. Lièvre Aulbert.  
 Lussauld, 52, 54.  
*Lustrac* (Marguerite de), 608 ss.  
 Luther, 9, 30, 44 n, 123, 160, 164, 202, 214, 216, 486, 493, 672.  
 Luxe (Ch. de), 609.  
*Lyon*, 44 n, 162, 217, 354, 399, 413, 446, 454, 458, 459, 505, 573, 575, 586, 621, 634 ss, 654 ss, 671. — (Conférence de), 613.

**M**ac-All (?), 609.  
 Macard, past., 20, 22, 43, 60 n.  
 Macole, 609.  
*Maçon*, 395, 634, 636.  
 Madame, princesse palatine, 110.  
*Madion* [*Médis*] (Char.-Inf.), 51.  
*Madrid*, 109, 136, 491.  
*Maëstricht*, 526.  
 Magdalaine de Paris, 510.  
 Magistri [Le Maître], premier président, 70.  
 Magnier, 250.  
 Magny, 239. — (De), 48, 250, 440.  
 Mahieu (Robert), 258.  
**Mahométans** (Conversions de), 571.

Maige (Guill.), 650.  
 Maignan, past., 376.  
 Maillard, 39 ss. — (Th.), past., 55.  
 Maillé, 134.  
 Maillortye (Jacq.), moine, 274. — Voy. Malortie.  
*Maintenon* (Ruisseau de), 276. — (Mme de), 332.  
 Mairesse, 250.  
 Maisy (De), 48.  
 Majendie (André de), 468. — (Bern. de), past., 468. — (Jacq. de), past., 40, 467 ss. — (P.), 468.  
*Malauçène* (Vaucluse), 399.  
*Malboys*, 421.  
 « **Malcontents** » (Les), 133.  
 Malesieu, 250.  
 Malet (François), past., 96.  
 Malfuson, 347.  
*Malguel*, 422.  
 Malherbe (Elisabeth), 326.  
 Malico, 250.  
*Malincourt*, 235.  
*Malines*, 148.  
 Malingre, 27 n, 29 n, 37 n, 58 n, 118 n.  
 Mallart, 250.  
 Mallefosse (Robert de), 421.  
 Mallet, 250.  
 Malortie (Henriette de), 531. — Voy. Maillortye.  
 Malot, 250. — (J.), past., 416, 585, 594.  
 Malplach (Jean), past., 93 n, 97.  
 Malzac (Loys), 422.  
*Mandagout* (Gard), 95 n.  
 « **Manière** (La) delire l'évangile... », 200 ss.  
 Manobre (Jacq.), chanoine, 383.  
 Mansart, 250.  
 Mansfeld (P.-Ern. de), 150.  
*Mantes*, 276.  
*Marbourg* (Archives de), 444.  
 Marc (F. de), 559 n.  
 Marchand, 250. — (Pierre), 559.  
 Marche (De), 184.  
 Marchegay (Pierre), 259 ss.  
 Marcourt, 160.  
*Marennnes*, 50 ss, 175 n, 185, 663 ss.  
 Mares (De), past., 375 ss.  
 Margontier (De), 565.  
 Marguerite de Navarre, 10, 25, 29, 32, 64, 106, 202, 207, 212, 220, 502, 505 n, 672.  
*Marguerittes* (Gard), 429, 548.  
 Mariage, 250.  
**Mariages prot.**, 53, 110, 247, 330, 611, 656.

- Marias, past. — Voy. Mayrueis.  
 Marie-Antoinette, 68.  
 Marie, reine d'Angleterre, 106.  
 Marie-Joseph (Le P.), capucin, 288, 293 ss.  
 Marignan (Mme Firmin), 159.  
 Marin, 262 ss.  
 Marlet (L.), 212, 222.  
 Marlière, 250.  
 Marlorat (Aug.), past., 416.  
*Marmande*, 587, 634.  
 Marnix de Sainte-Aldegonde, 147.  
 Marot (Clément), 24 ss, 33, 111, 114, 160, 212, 221, 392, 493, 505 n.  
 Marque (De), carme, 478.  
 Mars (Ant. de), 427.  
 Marseille, 351.  
*Marseille*, 333.  
*Marsillargues* (Hérault), 377 n, 422, 428, 440.  
 Marteilhe (Jean), 332.  
 Martens (B.-A.), 109 n.  
*Marteville*, 177.  
 Martin, 264. — (Bénigne), maire, 589. — (Jacq.), 384. — (W.), 101, 158, 661.  
 Martine, proc., 33.  
 Martinengo, 449 n.  
 Martret, 321.  
 Martrot, 273.  
 Martyr (Pierre), 416, 585.  
**Martyrs**, 18, 24, 30 ss, 62, 110, 111, 113, 116, 123, 128, 169 n, 174, 188, 202, 208, 275, 396, 400, 410, 492, 529 ss, 611, 622, 628, 640 ss, 672.  
*Marvéjols* (Lozère), 98 n, 396.  
 Mascaron (Pierre), 439.  
 Mas Jullien, syndic, 438.  
*Maslacq* (B.-Pyr.), 468.  
 « **Massacre** (Le) de la Saint-Ant. de Padoue à Nîmes » [1790], 544 ss.  
 Massanes (Ant.), past., 95.  
 Massanier, past. — Voy. Massanes.  
 Massia, ancien, 388.  
*Massillargues*. — Voy. *Marsillargues*.  
 Massis (Gilles), past., 147 ss.  
 Masson (Papire), 127.  
 Mathieu, quincaillier, 113.  
 Matignon (De), 531.  
*Mattot*, 80.  
 Maubrun, 250.  
 Maucroix (De), 239, 245, 250.  
 Mauger, 324.  
 Maugiron, 399, 644 ss.  
*Mauguio* (Hérault), 422, 440.  
 Maulde de la Clavière (R. de), 103 ss.  
*Mauléon* (B.-Pyr.), 609 ss.  
 Maupeou (De), chancelier, 358.  
 Maurelle (Magdal.), 381 ss.  
 Maurenard (De), 154.  
 Maurevel, 130.  
*Maurice* (Ile), 243.  
 Maurin (Ant.), 381 ss.  
 Mauroy, 250.  
 Maury (Alfr.), 640 n.  
 Mauvezin (De). — Voy. de Béarn.  
*Mauzé* (D.-Sèvres), 52.  
*Mayence*, 6.  
 Mayrueis (Abel), past., 92 n.  
 Mazaribail (De). — Voy. Danissan.  
*Mazères*, 663.  
 Mazières, dit La Place, past., 100 n.  
*Meaux*, 167, 181 n, 188 n, 208, 347, 505, 557, 590, 632.  
 Medalen (Bernard de), 367.  
*Médis* (Char.-Inf.), 51.  
 Mehon, past., 510 n.  
 Meigret, 104.  
 Mélanchton, 68, 108, 210.  
 Melleville, 177 n, 240 n, 243, 246 n.  
*Melun*, 128, 404, 632.  
 Melly. — Voy. Dubois. — (De), 250.  
 Mémy (De), 602.  
 Menanteaux, 264.  
 Ménard, 98 n, 400, 547, 602 n, 631 n.  
 Menaud d'Aure, 194 n.  
*Menin*, 556 ss.  
 Menjoulet (Abbé), 474 n.  
 Mennecier, 250.  
 Ménorval (De), 129 n.  
*Mer*, 49 n, 102, 230 n, 567 n.  
 Mercier, 262, 264.  
 Mercier, 250.  
**Mercuriale** de 1559. — 37.  
 Merda, 250.  
 Merinhargues, capit., 439.  
 Merle (Jacob), 97 n.  
 Merlez, 422.  
 Merlin (P.), past., 36, 129, 415 n, 416, 450. — (J.-Raim.), 190.  
 Mesbre-court (De). — Voy. Crommelin.  
 Meslin de Campigny, 669.  
 Mesmy (De), 646.  
 Meschinot (Ch. de), 55.  
**Messe** (La), 65, 563.  
 Métivier (Camille), 525.  
 Meltayer (Sam.), past., 241. — (J.), 242 n.  
 Mette (Jean), 91.  
*Metz*, 174, 176, 183 ss, 209, 225, 274, 357 ss, 670 ss.  
*Meung*, 637.  
*Meyras* (Ardèche), 376.

- Meyrueis. — Voy. Mayrueis.  
*Meyrueis* (Lozère), 87, 94 ss, 100 n, 429.  
*Mezerai*, 451.  
*Mézières* (Ardennes), 252 ss.  
*Mialet* (Gard), 95 n, 377, 550 n.  
 Mi-avril, 250.  
 Michel, capit., 641.  
 Michelet (J.), 23 n.  
 Michelin, 53.  
 Micqueau, past., 510 n.  
 Miée (Élisab.-Ch. de), 179 n.  
*Milan*, 137, 334.  
 Milhac (De). — Voy. d'Agès.  
*Millau* (Aveyron), 396, 661.  
 Millerville (De), 239, 250.  
 Milliet, 577.  
 Millombre (De), 239.  
 Millon (Barth.), 67.  
 Millot, 250. — (Quentin), 246.  
*Miossens* (B.-Pyr.), 443 n.  
 Miraumont (De), 510.  
*Mirepoix*, 663. — (De), 652.  
 Mirmant (De), 291. — (H. de), 530 ss, 542.  
 Mirial (Jean), past., 549 ss, 669. — (Coral), 670 n.  
*Miribel*, 645.  
 Modeste (Le F.), capucin, 548.  
 Moï (Jeanne de), 177 n.  
**Moines.** — 19, 23, 34, 39, 50, 65 ss, 174 ss, 183 n, 186, 211, 274, 288, 383, 408 ss, 467, 474, 478, 493, 503, 520, 527, 544, 546, 548, 562 ss, 573, 590, 593, 624, 640. — prosélytes, 176.  
 Moisant de Brieux, 529.  
*Moissac*, 291.  
 Molière, 608.  
*Molières* (Gard), 93 n, 94 n, 100 n.  
 Molinaeus (Lud.), 663.  
 Molles (Étienne), past., 94, 100 n. — (Jeanne de), 97 n.  
 Mollette, 250.  
 Mollis (Étienne), 94, 100.  
*Mombray*, 81.  
 Monard, 346.  
 Monbeuille (Marie-Anne), 665.  
 Moncade (Gaston de), 471.  
*Moncalieri*, 573 n.  
 Monceau (De), 238, 250.  
*Monceaux*, 630, 632.  
 Monclaud, 53.  
*Mondardier*, 95 n. — Voy. *Montdardier*  
*Mondoubleau*, 173 n.  
 Monfort, 576.  
 Monguiot (De), 236.  
*Monheurt* (Lot-et-G.), 393.  
 Monin (H.), 303.  
 Monna, 98 n.  
 Monnecourt (De), 250.  
 Monnereau (H.), 559 n.  
*Monoblet* (Gard), 93, 96 n, 98 n.  
*Mons* (Gard), 429, 525 n, 556. — (De), 496. — Voy. *Montz*.  
*Monsegré* (Calvados), 327.  
*Monségur* (Gironde), 599.  
*Montagnac* (Hérault), 377 n, 634. — (De), 352.  
 Montamat, 367 n.  
 Montane, 504.  
*Montaner* (B.-Pyr.), 442.  
*Montauban*, 94 n, 97 n, 110, 336, 379, 395 ss, 408, 566, 596, 611, 634, 646, 662 ss, 672.  
 Montault (Ph. de), 266.  
*Montbéliard*, 498 ss, 670, 672.  
*Montbrehain*, 557.  
 Montbrun (De), 399, 422, 636, 644 ss. — Voy. de la Vigne.  
 Montcalm (De), 287. — (Jean-Louis-P. de), 281 ss.  
*Montclus* (Gard), 429.  
*Montdardier* (Gard), 95 n, 429.  
*Mont-de-Marsan*, 468.  
*Montecourt* (Aisne), 180 n.  
*Montegu* (Poitou), 259.  
 Monteil de Grignan (Jacq. II Adhémar de), évêq., 328 ss.  
*Montélimar*, 396, 399.  
 Montereau (Pierre de), 13.  
 Montesquiou (De). — Voy. d'Aydie.  
*Montfort* (Hollande), 526.  
 Montgomery (De), 69, 117 ss, 196 n, 322, 375 n, 443 n, 446, 456, 669.  
 Montigny, 144 n.  
 Montigny (De), lieut. gén., 183 n. — Voy. de Lauberan.  
 Montirat (De), 651.  
 Montjoye (De), 600 ss.  
 Montluc (Bl. de), 111, 189, 365, 375 n, 411, 492, 600 ss, 634 ss, 644, 646. — (La tolérance de), 321 ss. — (Jean de), évêque, 131, 407 ss, 642. — (Balagny), 234.  
*Montluçon*, 111.  
*Montmédy* (Meuse), 354.  
 Montmor (De), 29.  
 Montmorency (Connét. de), 116, 127, 394, 399 n, 406, 409 ss, 597, 603, 620, 629, 630, 640. — (H. de), 117. — (Fr. de), 117 n, 142 n.  
*Montroy* (B.-Pyr.), 610 n.

*Montpellier*, 89 n, 96 n, 290, 295, 297, 302, 330, 343, 376, 379, 390, 396, 400, 413, 418, 421, 441, 466, 498, 504, 552, 597, 611, 618 n, 634, 638, 646 ss, 667.  
*Montpensier* (Duc de), 114, 646.  
*Montpezat* (De), 426. — Voy. de Tremollet.  
*Montpezat* (Gard), 428.  
*Montreuil* (Citad. de), 527.  
*Montrevel* (Maréchal de), 466.  
*Montvaillant* (Lozère), 430. — (De). — Voy. de Belcastel.  
*Montz* (Gard), 429. — Voy. *Mons*.  
*Moranges* (Chevalier de), 456 ss.  
*Moravie*, 104.  
*Moreau*, 250, 645. — (J.-P.), 53.  
*Morel*, 250. — (J.), 69, 70 n. — (F. de), past., 37 ss, 416. — (Léonard), past., 628.  
*Morelet de Museau*, 104.  
*Moréri*, 578.  
*Morey* (Jehan de), 184, 185 n, 274.  
*Moriambert*, 526.  
*Morillon*, évêque, 136, 146, 147 n.  
*Morin* (Jehan), 32.  
*Morlaas* (B.-Pyr.), 367.  
*Mornac*, 46.  
*Morvilliers* (De), 642, 644, 647.  
*Moscou*, 655.  
*Mote* (Jehan), 422.  
*Motte* (Pierre), past., 93, 96.  
*Moty*, 263.  
*Mouchy* (De), 238, 250.  
*Moulins*, 272, 567.  
*Moulton*, 543, 655 ss.  
*Mounes* (B.-Pyr.), 610.  
*Mounier*, 524.  
*Mouriès* (B.-du-R.), 107.  
*Moussac* (Gard), 429.  
*Moussy*, 238 n. — (Jean de), 211. — (ancien), 510.  
*Moutarde*, past., 250, 400, 413 n, 645 n.  
*Mouvans* (De), 399, 636.  
*Mouy*, 180 n, 244. — (De), 238, 250.  
*Mouzon* (Ardennes), 337 n.  
*Moy* (Aisne), 234 n, 236 n.  
*Mozet*, past., 274.  
*Muneinh* (De), avocat, 478.  
*Munich*, 162, 168.  
*Munster* (Le plan) [*Paris*], 11 n.  
*Mur* (De). — Voy. de Béarn.  
*Muss* (Nicolas), 450, 452 n.  
*Musset-Pathay* (De), 654.  
*Myron* (G.), 641 n.

*Nail* (Nicolas), 42.  
*Namur*, 349, 556 ss, 569 n.  
*Nancy*, 670.  
*Nantes*, 52, 527 ss, 630, 633, 635.  
*Nanteuil-les-Meaux*, 557, 629 ss.  
*Nantouillet*, 631.  
*Naples*, 110.  
*Nappe hug.* (Une), 223.  
*Narbonne*, 622, 646.  
*Nauroy* (Aisne), 230 n, 557.  
*Naux*, 263.  
*Navarre*, 22, 443 n, 472.  
*Navarrenx* (B.-Pyr.), 75, 196 n, 365 ss, 472.  
*Naveraa de Laruns* (Raym. de), 367.  
*Naville*, 615.  
*Nay*, 367, 468, 475.  
**Nécrologie**, M. Alfred André, 112.  
 — M. le past. O. Douen, 391.  
 — M. A.-J. Enschède, 223. — Mme Vve Goffart-Torras, 223. — M. le past. O. Cuvier, 670.  
*Nègrepelisse*, capit., 374.  
*Nemours* (Duc de), 603. — (Mme de), 156.  
*Nepveu*, 250.  
*Nérac*, 634.  
*Ners* (Gard), 429.  
*Nesle* (Somme), 180 n, 238.  
*Neuchâtel*, 162, 206, 530 n, 542, 613, 654.  
*Neufchâteau*, 587 n.  
*Neufchâtel*, past., 493.  
*Neuflixe* (Ardennes), 349. — (De). — Voy. Poupart. — (Baronne de), 663.  
*Neufville* (Nic. de), 119 n, 140.  
*Neux* (De), 239, 250.  
*Nevers*, 412.  
*New-York*, 615, 662.  
*Nice*, 161 ss.  
*Nicée*, 334.  
*Nicolas*, 551. — (Aug.), 235 n. — (Michel), 94 n, 379, 670.  
*Nicolay*, 179, 187, 250.  
*Nicolle* (Jehan), imprim., 212.  
*Nidda*, 459.  
*Nielle* (De). — Voy. du Biez, Le Sart.  
*Nieul-les-Saintes*, 519 n, 663 ss.  
*Nîmes*, 10, 50, 88 ss, 95 n, 97 n, 219, 290 ss, 377, 381, 396, 400, 418 ss, 421 ss, 463, 465, 544, 550 n, 560, 562, 586, 602 n, 614, 618, 631 n, 634, 670.  
*Niort*, 52, 55.  
*Nioy*, 250.  
*Nippold* (Dr), 40 n.



Nismal (De), 239, 242.  
 Nissolle (Jehan), past., 377.  
 Noailles (De), 291.  
 Nodier (Ch.), 129 n.  
*Nogent-le-Roi* (Eure-et-L.), 276 n.  
 Noielle (De), 239, 250.  
 Noircarmes (Jean de), 136 ss.  
*Nola*, 110.  
**Nombre** (Le) des prot. en France, 232. — En *Languedoc* en 1698, 661.  
 Nonlaige, 250.  
 Norbert (Le P.). — Voy. Collin (Claude).  
*Normandie*, 10, 76 ss, 210, 256 ss, 278, 393 n, 398, 530, 618.  
 Nort (De), 494, 621.  
 Nouaille (De), 239, 250.  
**Nouveau Testament** (Le) gothique de Lefèvre d'Étaples, 160, 200 ss.  
**Nouv. convertis** (*Breuillet*), 385 ss.  
**Nouvelles catholiques**, 662. — (*Paris*), 525 ss. — (*Caen*), 77 n.  
*Noyers*, 661.  
*Noyon*, 14, 29, 170 n, 179 n, 189 n, 234 n, 672.  
 Nyegaard (E.), past., 671.

**O**berkampff de Dabrun, 497.  
 chino, 108.  
 Odier, 250.  
 Offémont (D'), 239, 250.  
*Oinville-sous-Auneau* (Eure-et-L.), 277 n.  
 Olbreuse (D'), 46.  
*Oléron* (Ile d'), 46, 50 ss, 385.  
 Olisy (D'). — Voy. Larcher.  
 Olivétan, 44 n, 162 ss, 392.  
 Olivier (D'), 376 n.  
 Olivier (Juste), 614 ss.  
 Ollier (Dan.), past., 556.  
*Oloron* (B.-Pyr.), 71 ss, 272 n, 304, 474, 475. — (D'), lieut. gén. — Voy. de Régin. — (Évêque d'), 366.  
 Olry (Jean), 672.  
 Opser (Joachim), 452 ss.  
*Oraas* (B.-Pyr.), 475.  
*Orange*, 49, 100 n, 155 ss, 376 n, 587, 647. — (Prince d'), 146 ss.  
**Ordonnances** de Jeanne d'Albret sur le fait de la religion, 190 ss.  
 Orge (Barbe d'), colporteur, 212.  
*Orglandes* (Manche), 81.  
*Orignolles*, 52.  
 Oriolles (D'), 598.  
*Orléans*, 275, 355, 400, 404, 408, 412 ss, 451, 557, 563 ss, 586, 587, 605,

618, 633 ss, 642, 670 n. — (Français d'), 609. — (Louis d'), 122.  
 Orsay (Président d'), 592.  
*Orthez*, 197, 365 ss, 468, 473, 475, 579 ss.  
 Osmont de Courtisigny (C.), 669.  
 Ostervald le Banneret, 543.  
*Ouchy*, 613.  
**Ours** (Emblème de l'), 109 n.  
 Ozenne (Daniel), 326.

**P**adoué, 110. — Voy. de Pedoué.  
**Page** (Une) de J.-J. Rousseau sur les prot. — 654 ss.  
 Pagninus, 108, 163.  
**Paiens** (Conversion de), 571.  
 Paignon, 341 n.  
*Pailhares*, 430.  
 Pain et Vin, 250.  
 Paleario, 108.  
 Palestrina, 23.  
 Palissy (Bernard), 24 n, 35 n, 115 n, 131, 506 ss. — (Mathurin), 519 n.  
*Pamiers*, 663.  
 Pannier, 250. — (Jacq.), past., 189, 248, 250, 278, 392.  
**Papiers Chiron**, 159.  
 Papin (Denis), 523.  
 Papot (Jean), 53.  
 Paradès (Jehan), 422.  
 Paraige, sous-préfet, 579 ss.  
 Parcout, 264.  
*Pardaillan* (De). — Voy. de Béarn, de Ségur.  
 Paré (Ambroise), 26, 35, 450.  
 Parent, 250.  
*Parfondeval* (Aisne), 557.  
 Paris (Gaston), 614.  
*Paris*, 10, 49 n, 108, 113 ss, 143, 162, 167 ss, 176, 202, 206 ss, 217, 224, 232, 257 ss, 278, 296, 304, 311, 346, 354, 410, 491, 502, 506 ss, 511, 523 ss, 578, 589, 608, 614, 620 ss, 630 ss, 653 ss, 667. — (*Paris* prot. au xvi<sup>e</sup> s.), 11 ss, 661. — (Anciens), 19. — (Archives nat.), 256 n. — (Assemblées), 19, 23, 33, 38, 60 ss, 70, 169 n, 593 ss, 602 ss. — (Bastille), 115, 132, 525 n. — (Biblioth. nat.), 159, 278, 521. — (La Chambre ardente), 70. — (Le « chemin de Sayne »), 36. — (Le chemin de la Noue), 12. — (Cimetières prot.), 239 n. — (La Cité), 63 ss. — (Le Clos-Bruneau), 24 ss, 63. — (Cluny), 516. — (Collèges), 27 ss, 44, 61, 452, 480. — (Conciergerie), 32,

- 36, 67. — (Cordeliers), 24. — (Dominicains dits Jacobins), 31. — (École du grand Décret), 30. — (Église réformée), 17, 19, 22, 175, 647. — (États de Mars 1561), 405. — (Fbg St-Germain), 12 ss. — (Gobelins), 61, 608. — (Grand et Petit-Châtelet), 33, 38, 63, 114. — (Grands-Augustins), 37. — (Hôtel Barbette), 122. — (Hôtel-Dieu), 64. — (Hôtel de Laon), 36. — (Hôtel de la Rochepot), 117. — (Hôtel de Liancourt), 14 n, 19. — (Jacobins), 31. — (Jérusalem), 62, 115 ss, 640 n. — (Le Louvre), 15, 68, 183, 210 n. — (Les Thermes), 68. — (Maison du Visconte), 16 ss. — (Mathurins), 34. — (Notre-Dame), 32, 64. — (Nouvelles Cath.), 525 ss. — (Palais de Justice), 64. — (Parlement), 20, 25, 33, 36, 57, 61, 115 n, 207, 406 ss, 543, 589, 592, 595, 619. — (Pasteurs), 19, 22. — (Le Patriarche), 61. — (Peste de 1548), 36. — (La petite Genève), 15. — (La petite Seine), 12. — (Pl. de Grève), 123. — (Pl. de l'Estrapade), 62. — (Pl. Maubert), 32 ss, 57. — (Pont-Neuf), 15. — (Pont N.-D.), 113. — (Popincourt), 115 ss. — (Pré aux Clercs), 16 ss, 169 n, 412. — (Petit Pré aux Clercs), 14, 16. — (Rue Judas), 30. — (Rue des Marais-St-Germ.), 14. — (Rue St-Jacques), 31. — (La St-Barthélemy), 449 ss. — (Ste Chapelle), 13. — (St-Germain-l'Aux.), 71, 130. — (St-Germ.-des-Prés), 12 ss, 114 n. — (St-Marceau), 57 ss. — (St-Médard), 61, 593 ss, 630. — (St-Victor), 57 ss. — (St-Séverin), 34. — (Sorbonne), 25 ss, 33, 103, 107, 124, 160, 207, 589. — (Synode de 1559), 22 n, 395. — (Syn. de 1565), 563. — (Temples), 61, 115 ss. — (Tournelle), 333. — (Ursulines), 525 ss.
- Parme**, 136. — (Prince de). — Voy. Farnèse.
- Parran** (Françoise de), 95 n.
- Pascal** (Blaise), 5 ss, 303. — (Jean), 384.
- Pasquet**, 250.
- Pasquier**, 619.
- Pasquot**, 594.
- Passavant** (Mtre Benoit), 58.
- Pasteurs**, 19, 22, 43, 71, 126, 277, 375, 390, 400, 408, 423, 437, 607, 618, 620, 622, 625, 628, 644, 651, 662. — (*Béarn*), 265. — (*Sauve*), 87 ss.
- Pastoureau**, 521 ss.
- Pastru**, past., 667.
- Patente** (La) du 13 juil. 1568 (*Béarn*), 304 ss.
- Pathay**. — Voy. Musset (De).
- Patour**, curé, 666.
- Patrocle** (François), 608.
- Pau**, 71, 74, 190, 195 ss, 268 ss, 304 ss, 365, 443, 467 ss, 473 ss, 580, 609. — (Le Conseil souverain de) [1572], 442 ss.
- Paul IV**, pape, 110.
- Paulet**, past., 92.
- Paulhan** (P.), 548.
- Pausadère** (P.-J. de), 367.
- Pavannes** (Jacques), 123.
- Pavée** (François), 421, 440.
- Paysan**, 326.
- Pays-Bas**, 178, 252 ss, 356, 523.
- Pédézert** (J.), prof., 498, 504.
- Pedoue** (De), 89 n, 90 n, 100 n.
- Peigné-Delacourt**, 170 n, 234 n.
- Peire** (De), 602.
- Peirol** (Jeanne de), 92.
- Pèlerinage presbytérien**, 101.
- Pelet** (Magdeleine), 95 n. — (Amer), past., 664.
- Péligon**, 324, 559 n.
- Pellet** (Nicolas), 436.
- Pelletier**, 75, 272.
- Peltier**, 250.
- Penne** (Lot.-et-G.), 408.
- Penon** (Judith), 242.
- Pératé** (André), 212 n.
- Percy** (Manche), 81.
- Perèz** (Marc), 109.
- Pèriers** (Manche), 81.
- Périgord**, 610.
- Périgueux**, 52.
- Périnet** (Marie), 343.
- Périssin**, 126 n, 395 n, 640 n.
- Péronne**, 178.
- Perrenot** (Frédéric), 136 ss.
- Perucel** (François), cordelier, 65.
- Perussis** (Loys de), 597 n, 646 n.
- Pertuis** (Vaucluse), 399.
- Pertuzon**, 261, 326 ss.
- Pessay**, 326.
- Peste** (La) de 1548, 36.
- Peter** (John), 103, 110.
- Petit**, 250. — (Sam.), past., 376. — (Jos.), curé, 284. — (architecte), 525.
- Petitfrère**, 180 n, 250.

- Petu (Anne), 247 n.  
 Peyran, past., 338 ss.  
 Peyre (Brisson), 107.  
*Peyrehorade* (Landes), 56.  
*Pézenas*, 634.  
 Pfister (Ch.), 103, 110.  
 Phelypeaux, 301.  
 Philbert (Nic.), curé, 358 n.  
 Philibert, 250.  
 Phlès, 515.  
 Philippe, 250.  
 Philippe-Auguste, 68, 123.  
 Philippe le Bel, 123 n.  
 Philippe II d'Espagne, 37, 133, 136 ss,  
 148, 216, 243, 251, 256, 409, 603,  
 623 ss, 644.  
 Piat (Judith), 48.  
 Picard, 250. — (François le), 29.  
 Picardie, 185, 187, 557.  
 Picot, 398 n. — (Général Ét.-G.), 352.  
 Picron, 250.  
 Pie, libraire, 650.  
 Pie IV, pape, 365 n.  
 Pie V, pape, 216.  
*Piémont*, 110, 142 n, 615.  
 Pierredon (Pierre), past., 380. —  
 (De). — Voy. Molles.  
*Pierrefort*, 287.  
*Pierrelatte*, 645, 647.  
 Pierson, 250.  
*Pieux* (Manche), 81.  
 Piferrer (F.), 109 n.  
 Piles, 128.  
**Pillage** de maisons hug. (*Paris*), 18.  
 Pimodan (G. de), 624 n.  
 Pinard, 250.  
 Pingaud, 589 n, 619, 645 n.  
 Piot, 135, 138 ss.  
 Pistoris (Jacq.), past., 95.  
**Placards** hug. — 23 n, 32, 160, 210.  
**Plan** de la Cité et de la ville (*Paris*)  
 [1555], 120-121.  
 Planchon (Jacques), 422.  
 Planchonne, 98 n.  
**Plans** de *Paris*, 11 n.  
 Plateau, 250.  
 Platter (Félix), 110. — (Thomas), 109.  
 Plaute, 477.  
 Pluchart, 250.  
**Poésies** hug. — 44, 220, 348, 350,  
 553.  
 Poeydavant (Abbé), 190 n, 474.  
 Pognier, 250.  
 Poinsignon, 340 n.  
 Poirier (G.), ancien, 566, 572.  
*Poissy* (Colloque de), 219, 415, 584,  
 624.  
*Poitiers*, 122, 152, 174, 408, 412 n,  
 586 ss, 633, 636.  
*Poitou*, 184, 260, 283, 398, 400, 646.  
 Poizot, 250.  
 Poletnich, not., 659.  
 Polignac (Mlle de), 105.  
 Pomaret (De), 670.  
 Pomereu (De), intend., 339.  
 Pomiers. — Voy. de Bellot.  
*Pompignan* (Gard), 92 n, 284.  
 Poncenot, 645.  
 Ponchart, 524.  
 Ponnier, 250.  
 Pons (De), 496 ss.  
 Pontac (De), 408 n, 496.  
 Pontchartrain (De), 19.  
*Pont-de-Lunel* (Hérault), 428.  
*Pont-de-Montvert* (Lozère), 430.  
*Pontoise*, 417, 605.  
*Pont-Saint-Esprit*, 429.  
 Porchat, 615.  
 Pordéac (De). — Voy. de Grumont.  
 Poreau, 250.  
 Porrée, 250.  
 Porial (Moyse), past., 96.  
 Portalis, 580, 582, 584.  
*Port-au-Prince*, 665.  
*Port-Sainte-Marie*, 634.  
**Portrait** de Gaspard de Coligny,  
 445. — de Luther, 215. — de Ber-  
 nard Palissy, 516. — de Pierre-  
 Isaac Garesché, 665.  
*Portugal*, 148, 341, 569 n.  
 Potier, 210, 250, 509 n.  
 Poujol (Suzanne), 550 n.  
 Poulain (Ph.), past., 556.  
 Pouillet, ancien, 510.  
 Poupert, 250. — (Jean-Abr.), 341 ss.  
 Poupert de Neuflize, 344, 557 n.  
 Pourdiac (De). — Voy. de Grumont.  
 Pourrat, past., 469, 475.  
 Poussin (Marie), 258.  
 Poyane (De), 472, 481.  
 Poyferré (Jeanne de), 468.  
 Pradel, 159. — (Ch.), 62 n, 667. —  
 (François de), 285.  
 Prateolus, 502.  
**Prédicants**. — 357.  
 Prégnon, curé, 338, 351.  
*Prémont* (Aisne), 233. — (De). — Voy.  
 Le Sart.  
**Prêtres**, 5 ss, 19, 20, 23, 33, 49 ss,  
 61, 123 n, 189, 211, 215, 383, 385,  
 414, 478, 544, 562, 567, 578, 590,  
 610 n, 620, 638, 649, 655.  
 Prévost, 250. — (Françoise), 242.  
 Prieur, 250.

Primerose, past., 494 ss.  
 Pringuier (Lambert), 240, 250.  
**Prisonniers.** — 18, 23, 33, 36, 38, 49, 61 ss, 65, 67, 85, 115 n, 133, 251 ss, 294, 301, 323 ss, 357, 366, 384 ss, 402, 411, 446, 457, 524 ss, 629, 651, 664.  
*Privas*, 430.  
 Privat (Jean-Ant.), past., 98.  
**Prix** Eug. Bersier, 614, 616, 663.  
**Procès-verbal** de l'assembl. politique de *Nîmes* (1570), 418 ss.  
**Profession de foi** de Lefèvre d'Étaples, 159 ss.  
 Proisy, 250.  
 Pronin, 250.  
**Proposants.** — 568, 570.  
**Prosélytes**, 176, 274, 275, 493, 561 ss.  
**Protecteurs**, 602.  
**Protestants** (Le nombre des) en *France*, 232. — en *Languedoc* en 1698, 661.  
**Protestants** (Une page de J.-J. Rousseau sur les), 654 ss.  
**Protestants bannis.** — 261, 335, 386, 468, 525, 537.  
*Provence*, 107, 157, 328, 395, 399, 596, 601, 639, 646.  
 « **Provinciales** » (Les) de B. Pascal, 5 ss.  
*Provins*, 412 n.  
**Psaumes**, 24, 44 n, 101, 102, 221. — (Chant des), 20 ss, 69, 115, 125, 493, 521 n. — (*Salies de Béarn*), 196 ss.  
**Psautier**, 160, 203, 208.  
 Puaux (F.), past., 101, 157 ss, 659, 661.  
**Purgatoire** (Le), 65.  
  
 Quasei [Gibaud], past., 53.  
 uen (De), 250.  
 Quentin, 250.  
*Quercy*, 395, 601 n, 610.  
 Quick, 172 n, 174 n, 186 n, 188 n, 275 n.  
 Quiévreux (P.), past., 103, 108.  
*Quiévy* (Nord), 557.  
*Quincy-Ségy* (Aisne), 392.  
 Quinsa (Anne de), 89 n, 376 n.  
 Quintin, 404, 618.  
*Quissac* (Gard), 87, 91 n, 94, 291, 429.  
  
 Rabaud (E.), past., 662.  
 Rabaut (Paul), past., 159, 505 n.  
 Rabaut jeune, 364.  
 Rabaut-Saint-Etienne, 505 n, 521.

Rabelais, 32, 58, 118.  
 Rabouin, 264.  
 Raboutier, past. — Voy. Reboutier.  
 Racine (Jean), 15 n, 470.  
 Ragueau (B.), notaire, 522.  
 Ragu (Pierre), proc., 49.  
 Rahlenbeck (Ch.), 10, 135 ss.  
 Raineval (De). — Voy. de Ruvinny.  
*Ramekens*, 149.  
 Ramette, 250.  
*Ramicourt* (Aisne), 233, 235. — (De), 239, 250.  
 Ramus (P.), 31.  
 Raonviller, 176.  
 Rascalon, 623 n.  
 Ratramne, 484.  
*Ratte*, 422.  
*Raucourt* (Ardennes), 337.  
 Raulin (Ant.), 341 ss.  
 Ravanel, camisard, 459 ss.  
*Ravenne*, 110.  
 Raverdy, 250.  
 Raymond (J.), 416. — (Florimond de), 126, 170 n.  
 Raynaud (G.), 101, 158, 659. — Voy. Reynaud.  
*Ré* (Ile de), 46.  
 Read (Ch.), 101, 157 ss, 239 n, 552, 659, 661, 662.  
 Rebache. — Voy. de Gontaut.  
 Rebelliau (A.), 9.  
 Rebotier (Raymond), 441. — Voy. Reboutier.  
 Reboutier (Jacques), past., 95.  
**Réception** faite à *Espouey*... (1569), 366 ss.  
 Reclus, 262.  
 Recourt (De), 189, 234.  
 Recuel (Jean), 260.  
**Refuge**, 94 n, 96 n, 97 n, 102, 112, 176. — (en *Allemagne*), 225, 523, 526, 560. — (en *Angleterre*), 468, 526. — (en *Hollande*), 242 ss, 258, 277, 526. — (à *Sedan*), 508. — (en *Suisse*), 95 n, 97 n, 100 n, 109, 379, 521 ss, 573, 608.  
 Régin (Cl. de), évêque, 272, 304, 306, 366.  
**Registres prot.** — 87 ss, 170, 228, 375, 388 ss, 508, 527, 561 ss, 578, 661.  
 Regnart, 250.  
 Regnier (Aug.), 129 n.  
 Regnier de la Planche, 17.  
*Reims*, 342, 358, 568.  
**Relaps.** — 79, 256 ss.  
**Relégués.** — 78.



- Remaucourt, 239.  
 Remigereau (J.), 385 ss. — Voy. Dessieux.  
 « **Remontrances**... des Égl. réf. des villes et dioc. de *Carcassonne* » (1563), 648 ss.  
*Rémuzat* (Drôme), 662.  
 Renan (Ern.), 216.  
 Renard, past., 276.  
 Renart, 250.  
 Renaud, jésuite, 284.  
 René, parfumeur, 130.  
 Renée de France, 25, 36, 158, 212, 220 ss.  
*Rennes*, 52.  
 Renouard (P.), 31 n, 60 n.  
 Rentigny (De), 34.  
 Renty (De), 150 n, 510.  
 « **Repentances** », 571.  
 Reppol, 250.  
 Reste (De), 250.  
*Rethel*, 349.  
 Rets (Marye de), 258.  
 Reuss (Ed.), 158, 163, 391, 614.  
*Revel*, 396. — (De), 298.  
 Réville (A.), 158, 659, 661.  
**Révocation de l'Édit de Nantes.**  
 — 78, 101 ss, 216, 225, 257, 278, 281, 332, 339, 343, 355 ss, 378, 392, 462, 524, 530, 552, 558, 656, 663, 671.  
 Rey, libraire, 542 ss.  
 Reyna (Cassiodore de), 109.  
 Reynaud (Jacques), 422. — (Jeanne de), 95 n. — Voy. Raynaud.  
 Rhenanus (Beatus), 30.  
*Ribemont*, 234 n, 238 n.  
 Ricard (Madeleine), 91. — Voy. Ricard.  
 Ricaud (Jules), past., 90 n, 100 n, 377. — (Anne), 91. — (Magdel.), 100 n. — Voy. Ricard, Rigaud.  
 Richard, past., 187 n. — (Zach.), past., 173, 182.  
 Richard de Saint-Victor, 57.  
 Richardot, présid., 135 n, 136, 251 ss.  
 Richebois, imprim., 641.  
 Richelieu (Le card. de), 222, 529. — (Le maréchal de), 15 n.  
 Richemond (De), 56, 386, 558.  
 Richer, 174 ss, 182 ss, 241, 245, 250. — (David), past., 173 ss, 228 ss.  
 Richier, 174 ss. — (Pierre), past., 174, 185, 493. — (François), past., 174.  
 Ricquiel, 250.  
 Rieu (De). — Voy. d'Aumale.  
 Rieusset (J.-Ant.), past., 379.  
*Rieux* (Oise), 169 n.  
 Rigal, 547.  
 Rigau, 250.  
 Rigaud. — Voy. Ricaud.  
 Rilliet (Albert), 615.  
*Riom*, 272 n.  
 Ritter (Eug.), 55, 542, 560 n, 578, 659.  
 Rival (Jean de), past., 197 ss.  
 Robaulx de Soumoy (De), 137 n.  
 Robert, 250, 263. — (Et.), past., 97. — (Pierre), 418.  
 Robespierre, 68, 335.  
 Robin (Jean), 353.  
 Robineau (Jean), 608.  
 Roche (Jean-Pierre), 380.  
 Rocheblave (De), 376 ss.  
*Roche fort* (Ch.-Inf.), 49. — (De), 250.  
 Rochegude (De), 421.  
 Rochepot (De). — Voy. Montmorency.  
*Rochester*, 218.  
 Rockendorf (Comte de), 624.  
 Rocolles (J.-B. de), chanoine, 578 ss.  
 Rocque (Pierre), avocat, 651.  
 Rodocanachi (E.), 158, 212, 221.  
 Roffignac, prem. présid., 601.  
 Rogé, 263.  
 Roger, 250, 264. — (past.), 226 ss.  
 Rohan, 183, 185. — (J. de), 585. — (H. de), 159.  
 Roillart (Louis), conseiller, 210.  
 Roissac (De). — Voy. Laroche foucauld.  
 Roland, camisard, 459 ss. — imprim., 668.  
 Rolland, propos., 227.  
*Romans*, 396.  
*Rome*, 110, 167, 569 n, 578, 585.  
 Romery (De), 250.  
*Romorantin*, 277. — (Edit de), 398, 407.  
 Ronsard, 28.  
*Roquecourbe* (Tarn), 396.  
 Roques, 547.  
 Roquet, 250.  
 Rose-Barnaud (Mme), 443 ss.  
 Rosier, 250.  
 Rosnay (Elisabeth), 351.  
 Rossel (Françoise), 96 n. — (Josué), past., 91 ss.  
 Rossel d'Aigaliers (Jacob de), 459, 463 ss.  
 Rossier, past., 181 ss, 230 n, 236 n.  
 Rossignol (Gabriel), 608.  
 Roth (Jean), past., 197, 580 n.  
*Rotterdam*, 349, 661.  
 Roubaix (De), 133.

*Rouen*, 47 ss, 243 ss, 274, 323 ss, 335 ss, 397 ss, 534, 557, 587, 604, 614, 618 ss, 634, 638, 646 ss. — (Conciergerie de), 256 ss. — (La Saint-Barthélemy à), 448 n.  
*Rouergue*, 287, 395, 600 ss.  
*Rougé*, 263.  
*Rouge-Oreille*, prévôt, 593 ss.  
*Rougeraye* (J. de), 397 n.  
*Rouillac* (De), 600 ss.  
*Roulier* (Marie), 343.  
*Roullin*, 559 n.  
*Rousseau*, 180 n, 250, 341 ss. — (Jean-Jacq.), 542 ss, 549, 654 ss. — (Marie), 608. — (paysagiste), 524. — Voy. Venant.  
*Roussel* (Gérard), 13 n, 127, 131, 207, 208, 210 n. — Voy. Rossel.  
*Rousselet*, 559.  
*Rousselle*, 250.  
*Roussière* (Jeanne), 91. — (past.), 388 ss.  
*Roussil*, past., 93.  
*Roussillon*, 548.  
*Roussin* (Nicolas), cordelier, 520.  
*Roux* (Henri), past., 95. — (Jean), 93 n, 422. — (Pierre), 258.  
*Roy*, 386.  
*Royaucourt* (Aisne), 187 n.  
*Royencour*, 187 n.  
*Roybon*, capit., 294.  
*Rozé* (De), 250.  
*Rozel*, 384.  
*Rozy* (Seine-et-M.), 186 n.  
*Ruble* (A. de), 128 n, 169 n, 276 n, 396 ss, 599 ss, 618 ss, 639, 642 ss.  
*Rucqueville* (De). — Voy. Thioult.  
*Rudavel* (Ant.), past., 377.  
*Ruffy* (Pierre), 573 n.  
*Rufz* (Domienne), 573 ss.  
*Rulhières*, 336, 661.  
*Russie*, 345.  
*Ruvigny* de Raineval (De), 662.  
*Ruzé*, 406, 412.  
*Rymersch* (De), 150.

**S**abatier (Aug.), prof., 490. — (J.-H.), past., 97. — (Ant.), 423. — (past.), 661.

*Sabron*, 262.  
*Saconay* (G. de), 634 n.  
*Sadier* (Judith), 349. — (Louis), 343.  
*Sadolet*, 661.  
*Sain* (De), 236, 509 n.  
*Sains* (Aisne), 238 n.  
*Sainte-Accar*, 180 n.  
*Sainte-Adresse* (Seine-Inf.), 260.

*Saint-Amand-les-Eaux* (Nord), 558.  
*Saint-Amand* (Cher), 395.  
*Saint-Amans* (De). — Voy. Genibrouze.  
*Saint-Ambroix* (Gard), 329 ss, 376, 422, 429.  
*Saint-André* (Le maréchal de), 405 ss, 609, 631. — (président de), 38.  
*Saint-André-de-Lydon* (Ch.-Inf.), 51.  
*Saint-André-de-Majencoules*, 429.  
*Saint-André-de-Sangonis*, 377.  
*Saint-André-de-Valborgne*, 91, 100 n.  
*Saint-Angel* (De), 494.  
*Saint-Antonin* (T.-et-G.), 49.  
*Saint-Ay* (Loiret), 188.  
*Saint-Bauzille* (Hérault), 96 n.  
**Saint-Barthélemy** (La), 31, 36, 55, 122, 194 n, 216, 219, 220, 246, 367, 442, 461, 506 ss. — (à Bourges), 444 ss.  
*Saint-Barthélemy* (Bonav. de), conseiller, 210.  
*Saint-Bonnet* (Charente), 52.  
*Saint-Cernin*, 497.  
*Saint-Chamont* (De), 418 ss.  
*Saint-Chatpe* (Gard), 429.  
*Saint-Christol* (Gard), 93 n.  
*Saint-Ciers-du-Taillon* (Ch.-Inf.), 52.  
*Sainte-Colombe* (De), 72 n. — Voy. d'Esgoarrabaque, d'Aydie.  
*Saint-Colomme* (De). — Voy. d'Aydie.  
*Saint-Cosme* (De), 439.  
*Sainte-Croix* (Gard), 95 n.  
*Sainte-Croix*, 619 n, 630 ss, 640 n.  
*Saint-Denis* (Abbaye de), 13.  
*Saint-Denis-le-Gast* (Manche), 326.  
*Saint-Denis-du-Pin* (Char.-Inf.), 55.  
*Saint-Dizier*, 629.  
*Saint-Denis-le-Vestu* (Manche), 260.  
*Saint-Domingue*, 665 ss.  
*Saintes*, 50, 386 ss, 558 ss, 664 ss. — (Claude de), 638.  
*Saint-Etienne-d'Arvert*, 51.  
*Saint-Etienne-de-Valfrancesque* (Lozère), 422, 430.  
*Saint-Eustache* (Seine-Inf.), 327.  
*Saint-Félix* (De), 374.  
*Saint-Félix-de-Palières*, 95 n, 96.  
*Sainte-Foix* (De), 36 n, 118 n.  
*Sainte-Foy* (Gironde), 174 n, 602, 635, 646.  
*Saint-Frézal-de-Ventalon* (Lozère), 428, 430.  
*Saint-Gall*, 452 ss.  
*Saint-Gelais* (Philip. de), 491.  
*Saint-Génès* (Gard), 440.  
*Saint-Georges-des-Côteaux*, 51.

Saint Germain, évêque, 12.  
*Saint-Germain-du-Seudre*, 51.  
*Saint-Germain-de-Vibrac*, 52.  
*Saint-Germain-en-Laye*, 407, 415 ss, 585, 605, 618.  
*Saint-Gilles* (Gard), 377, 634, 646.  
*Saint-Gladie* (B.-Pyr.), 475.  
*Saint-Hilaire-de-Brethmas*, 379.  
*Saint-Hilaire-de-Lavit*, 98 n.  
*Saint-Hippolyte* (Gard), 87, 92 ss, 100 n, 284, 291, 379.  
*Saint-Jean* (Mme de), 291 ss.  
*Saint-Jean-d'Angély*, 46.  
*Saint-Jean-de-Buèges*, 429.  
*Saint-Jean-de-la-Neufville*, 327.  
*Saint-Jean-du-Bruel* (Aveyron), 91 n.  
*Saint-Jean-du-Gard* (Gard), 95, 100 n, 291, 377.  
*Saint-Jean-de-Laon* (L'abbé de), 642 ss.  
*Saint-Jean-de-Maruéjols* (Gard), 429.  
*Saint-Julien*, 94 n.  
*Saint-Julien-d'Arpaon* (Loz.), 97 n, 287, 430.  
*Saint-Jullien-du-Sault* (Yonne), 258.  
*Saint-Just* (Char.-Inf.), 667.  
*Saint-Laurent*, 548.  
*Saint-Laurent-d'Aigouze* (Gard), 390, 422, 428, 429.  
*Saint-Laurent-de-Trèves*, 430.  
*Saint-Laurent-la-Gâtine* (Eure-et-L.), 276 n.  
*Saint-Laurent-le-Minier* (Gard), 95.  
*Saint-Légier* (Jacob de), 667.  
*Saint-Léonard* (Seine-Inf.), 260.  
*Saint-Lô*, 47, 81, 180 n, 326, 532, 534, 662, 669.  
 Saint-Louis, 68.  
*Saint-Magne* (Gironde), 490. — (De). — Voy. d'Agès.  
*Saint-Maixime* (Charente), 52.  
*Saint-Maixent* (D.-Sèvres), 53, 168.  
*Saint-Mamert* (Gard), 428.  
*Saint-Marc* (Le F.), carme, 559 n.  
*Saint-Marcel-de-Fontfouillouse* (Gard), 378 n, 429.  
*Sainte-Marguerite* (Iles), 294.  
*Sainte-Marie*. — Voy. Oloron.  
*Saint-Marsal* (Gard), 378 n.  
*Saint-Marsault* (Char.-Inf.), 52.  
*Saint-Martial-de-Mirambeau* (Char.-Inf.), 52.  
*Saint-Martin* (Gard), 421, 429.  
*Saint-Martin-d'Ary*, 52.  
*Saint-Martin-de-Boubaux*, 93 n.  
*Saint-Martin-de-Cancelade*, 95 n, 287.

*Saint-Martin-de-Lansuscle*, 97 ss.  
*Saint-Martin-de-Londres* (Hérault), 429.  
*Saint-Martin-du-Lary*, 52.  
*Saint-Maur-les-Fossés* (Seine), 140 ss.  
*Saint-Maur* (Bénédictins de), 13.  
*Saint-Maurice-Laurençanne*, 52.  
*Saint-Maximin*, 548.  
*Saint-Médard* (Char.-Inf.), 52.  
*Saint-Même* (Charente), 52.  
*Sainte-Mènehould*, 337.  
*Saint-Menges*, 337.  
*Saint-Mézard*, 600.  
*Saint-Michel* (Moulin de) (Gard), 428.  
*Saint-Michel-de-Dèze* (Lozère), 94.  
*Saint-Mihiel* (Meuse), 173, 176.  
*Saint-Omer* (P.-de-C.), 186.  
*Saintonge*, 46, 50 ss, 185, 385 ss, 398, 412 n, 451, 558, 610, 663 ss.  
*Saint-Ouen* (Suz. de), 669.  
*Saint-Pair* (Calvados), 81.  
*Saint-Palais* (B.-Pyr.), 475.  
 Saint Paul, 250.  
*Saint-Paul-la-Coste* (Gard), 377.  
*Saint-Pé-de-Castro* (B.-Pyr.), 74.  
 Saint-Pierre (Abbé de), 657.  
*Saint-Pierre-de-la-Salle*, 377.  
 Saint-Pol, 573 ss. — (François de), 416. — Voy. d'Orléans.  
 Saint-Privat (De), 97 n.  
*Saint-Quentin* (Aisne), 150 n, 169 ss, 228 ss, 347, 392, 557, 590.  
*Saint-Quys*, 52.  
 Saint-Romain (De). — Voy. de Saint-Chamont.  
*Saint-Roman-de-Codières*, 93 ss.  
*Saint-Roman-de-Tousque*, 97 n.  
 Saint-Salvi (De). — Voy. de Lomagne (Gabr.).  
*Saint-Sauveur-le-Vicomte*, 81.  
*Saint-Sébastien*, 97, 377, 550 n.  
 Saint-Sever (Dan. de), capucin, 467.  
*Sainte-Sévère* (Indre), 258.  
*Saint-Simon* (Aisne), 235 n, 236 n. — (De). — Voy. Gigou.  
*Saint-Sornin* (Char.-Inf.), 663 ss.  
 Saint-Sulpice (De). — Voy. d'Agès.  
*Saint-Théodorite*, 95 n. — (De), 97 n.  
 Saint-Thierry (De), lieut., 154.  
 Saint-Véran (De). — Voy. de Montcalm.  
 Saint-Victor (De), lieut., 259. — Voy. de Montcalm.  
**Saints** (Culte des), 65.  
*Saires*, 81.  
**Saisies de biens**, 24, 48, 521 ss.

- Salavas* (Ardèche), 430.  
*Salefranque*, 443.  
*Sales* (François de), 574.  
*Salies-de-Béarn*, 71, 190 ss, 265 ss, 304 ss, 365 ss, 442 ss, 472, 475.  
*Salignac*, 497.  
*Sallé*, 510.  
*Salomon*, 250.  
*Saloy*, 250.  
*Sancerre*, 258.  
*Sand* (George), 248.  
*Sanglier* (Etienne), 427.  
*Sanilhac* (Gard), 412, 429.  
*Sanson*, bourreau, 69.  
*Sanzac*, 601.  
*Sar*, 250.  
*Sarcon*, 250.  
*Sarlabos*, 447, 453.  
*Sarrebource* (Michel), curé, 49.  
*Saulvaire* (Jehan), 422. — *Voy. Sauv-vaire*.  
*Saujon*, 665.  
*Sault* (De), 634.  
*Saulx-Tavannes* (G. de), 619. — *Voy. Tavannes*.  
*Saulzoir* (Nord), 557.  
*Saumur*, 94 n, 98 n, 174 n.  
*Saunier*, 462, 396 n, 422.  
*Sausseux*, 275 ss.  
*Sauvage* (François), past., 99 ss.  
*Sauvaire*, 547. — *Voy. Saulvaire*.  
*Sauval*, 422 n, 427 n.  
*Sauve* (Gard), 87 ss, 291, 377, 420, 422, 429, 436 ss, 552 n.  
*Sauvelade* (B.-Pyr.), 72 n.  
*Sauveterre-de-Béarn*, 10, 467 ss, 474 ss.  
*Saval* (Guill.), 650.  
*Savary* (Esther), 352.  
*Saverne* (Entrevue de), 623.  
*Savoie*, 291. — (Croix de), 160. — (Duc de), 437, 458. — (Réforme en), 572 ss.  
*Saxe*, 225. — (Maréchal de), 15 n.  
*Sayn-Serusclet* (Fonds), 159.  
*Scalberge* (Philippe), 278.  
*Scarron*, 332.  
*Schickler* (F. de), 401, 457, 458, 463, 468, 395 n, 613, 616, 659, 660, 661, 663.  
*Schmidt* (Ch.), prof., 459, 208, 614.  
*Schnepff* (Erhard), past., 499.  
*Schnorr de Carolsfeld* (Dr), 463, 468.  
*Scot*, 484.  
**Séances du Comité.** — 10 déc. 1895, 101. — 14 janv. 1896, 157. — 11 févr. 1896, 458. — 10 mars 1896, 659. — 14 avril 1896, 660. — 9 juin 1896, 661. — 16 oct. 1896, 663.  
*Secrétan* (E.), 613. — (Mlle), 613.  
*Sedan*, 174, 182 n, 188, 224, 229 n, 274, 337 ss, 362 ss, 390, 506 ss, 557, 562 ss, 571, 634, 639.  
*Sээр*, 211.  
*Segar*, 250.  
*Segé*, 250.  
*Segin* (De), 184.  
*Séguier*, 70.  
*Seguin*, 509 n.  
*Séguir* (De), 492.  
*Séguir* (Marquis de), 662.  
*Seitle* (A.), past., 103, 111.  
*Selles* (De). — *Voy. de Noircarmes*.  
*Semblançay*, 103 ss.  
*Sentelier*, 443 n, 447 n, 449.  
*Semery* (De), 239 ss, 250.  
*Sendos* (De). — *Voy. de Béarn* (F.).  
*Senlis*, 187 n.  
*Sens* (Saintonge), 52.  
*Sens* (Yonne), 36, 640.  
*Serbelloni*, 645.  
*Sergault* (De), 347.  
**Sermons**, 468, 561 n, 672.  
*Serpe*, 250.  
*Serre* (Françoise de), 93 n.  
*Serres* (De), 174 n. — (Olivier de), 9.  
*Serrier* (Pierre), 383.  
*Serurier*, 241 ss, 250.  
*Sérusclet*, 159.  
*Servas* (Gard), 429. — (De). — *Voy. Pavée*.  
*Servatus Gallaeus*, 661.  
*Servet* (Michel), 8, 108, 222.  
*Serviès* (Gard), 429.  
*Seudre* (La), 452 ss.  
*Séverac* (Aveyron), 396.  
*Sévigné* (Mme de), 44 n.  
*Sevin* (De), 494.  
*Seyches* (De). — *Voy. de Ségur*.  
*Sickingen* (René de), 484.  
*Sienna*, 108.  
*Sigé*, 250.  
*Sigouville* (De), 530 ss, 669.  
*Silvestre* (Le F.), capucin, 548.  
*Simancas* (Archives de), 449.  
*Simon*, 250, 390.  
*Sirven*, past., 670.  
*Sisteron*, 410, 646.  
*Socin* (Lelio), 408.  
*Soissons*, 234 n, 238 n, 557.  
*Soleure*, 458.  
**« Sommaire... »** (Le) de Robert Estienne, 159.  
*Sommerive* (De), 644, 646.



*Sommières*, 428, 441, 546 n, 634.  
*Somolou*, 375 n.  
 Son (François de), 184.  
 Sophie de Hanovre, 110.  
*Sorcy* (Meuse), 358.  
 Sorel, 587 n.  
 Sorlin, 250.  
 Sostelle (Cath. de), 94 n. — (P. de),  
 past., 96.  
 Soubeiran, past., 158.  
*Soudorgues* (Gard), 95.  
 Soulard, syndic, 51.  
*Soule* (Vicomté de), 609.  
 Soulier, 562 n.  
 Soult, 216.  
 Soumoulou (De). — Voy. Bernard.  
 Soumoy (De). — Voy. de Robaux.  
 Soussesse, 275 ss.  
*Southampton*, 175 n.  
*Spa*, 144, 508.  
 Sponde, 266 ss.  
 Spont (A.), 103.  
 Stafford, 146 ss.  
 Stainville (De). — Voy. de Choiseul.  
**Statistique** des prot. en *Basse-*  
*Normandie* (1686), 78 ss.  
 Stein (H.), 135 n.  
 Stengel (E.), prof., 444 n.  
 Stintzing (Dr R. von), 454 n.  
*Stonne* (De). — Voy. Frémin.  
*Strasbourg*, 130, 163, 207, 209, 287,  
 446, 458 ss, 614, 615, 670.  
 Streckeisen-Moultou (Mme), 655.  
 Stride (E.-E.), 102.  
 Stroehlin (E.), 101, 158, 659, 661.  
 Strozzi, évêque, 641.  
 Stuart (Marie), 218, 394, 401, 624.  
 Studer (Josué), 452.  
 Sturm, 401 ss.  
*Stuttgart*, 499, 523 n.  
*Suelhes* ou *Les Suels* (Gard), 429.  
 Sugier, notaire, 376.  
*Suisse*, 94 ss, 212, 227, 254, 379, 452,  
 569 n, 643.  
 Sully (Duc de), 110.  
 Sumaine (De), 301.  
*Sumène* (Gard), 92 ss, 377, 429, 548.  
 Supersanctis (Jean), 196 n.  
**Supplique rimée** à Louis XIV,  
 552 ss.  
 Surleau (J.-Georges), past., 501.  
 Sy, 250. — (Marie), 241. — (De). —  
 Vcy, Frémin.  
**Synodes**. — 17, 22 n, 38, 54, 63,  
 95 n, 172, 174 n, 181, 183, 185, 187,  
 188 n, 190, 209, 237 n, 239 n, 277,  
 278, 305, 362, 377, 395, 406 n, 418,

423, 468, 476, 490, 497, 557, 563 ss,  
 571, 600 n, 602, 635, 646, 661.

**Table générale du Bulletin**,  
 102, 224, 660, 661.

**Table** (Une) de **Communion** du  
 Désert, 52 ss.

Tabouillet (Fr.), lieutenant, 359.

Tachoueres (Marie de), 469.

Tacquellet, 239, 250. — (Guill.), 235 n.  
 — (Rachel), 245.

Taffin (Jean), past., 148.

Taillandier, 131 n.

Taille, 250.

*Taillebourg*, 497.

*Talcy*, 643, 644, 647.

*Talence* (Gironde), 497.

Tanquerel, 593.

**Tapisseries** de haute lisse, 16.

*Tarasteix* (H.-Pyr.), 443 n.

Tardieu, juge, 286.

Tarride (De). — Voy. Terride.

Tartas, 400 n, 610 n.

« **Tartuffe** » (Orgon et Elmire de),  
 608.

Tassart, 250. — (Cath.), 187 n, 241.

Taudin, 250.

Tauzin (E.), 667.

Tavannes, 399, 589, 619, 645.

Tavernier, 250.

Tayrie, 250.

Teissier, 551. — (Ferd.), 87 n, 98 n,  
 100 n, 380, 390, 418, 550, 649, 653,  
 662, 670. — (François), viguier,  
 94 n, 97 n, 99 n. — (Isaac), past.,  
 94 n, 97 n. — (Michel), 379 ss.

Téligny (Odet de), 129, 146 ss, 254.  
 — (Mme de), 146 n.

Tellier, 241, 250.

**Temples prot.** — 198, 398, 561 ss,  
 586, 596, 605 ss, 617. — *Ablon*, 175  
 ss. — *Aigues-Mortes*, 381 ss. —  
*Albi*, 588. — *Angers*, 587. — *Barre*,  
 168. — *Béarn*, 190 n, 474 ss. —  
*Bègles*, 495. — *Benay*, 237 n. —  
*Blois*, 587. — *Bordeaux*, 588. —  
*Caen*, 327. — *Castelnaudary*, 622.  
 — *Chartres*, 622. — *Dieppe*, 396.  
 — *Gallardon*, 274. — *Hastings*,  
 56. — *Lehaucourt*, 231. — *Leval*,  
 237. — *Lyon*, 621. — *Marmande*,  
 587. — *Mauléon*, 609. — *Metz*, 184.  
 — *Montauban*, 408. — *Montpellier*,  
 597. — *Oloron*, 71 ss. — *Orange*,  
 587. — *Orléans*, 587. — *Paris* (Po-  
 pincourt, Jérusalem), 115 ss. —  
 (Patriarche), 63. — *Poitiers*, 587.

- *Saint-Bonnet*, 52. — *Sedan*, 362 ss. — *Thouars*, 494. — *Toulouse*, 587. — *Tours*, 588.
- Templeux-le-Guérand** (Somme), 230, 233 ss, 240, 392, 557.
- Tende** (Comte de), 390, 646.
- Terreur** (La), 40.
- Terride** (De). — Voy. de Lomagne.
- Testard**, past., 566.
- Testart**, 241, 242, 245, 250.
- Tertullien**, 479.
- Thèses**, 660.
- Théard**, 669.
- Thiboulet**, 187 n, 250.
- Thiébaud** (Georges), 332.
- Thielemant** (Nic. de), 623.
- Thiérache**, 557.
- Thierray**, 276 n.
- Thierry**, 251. — (Claude), 275.
- Thierry-Mieg** (Ch.), 498, 504.
- Thioult de la Luzerne**, 529 ss, 668 ss.
- Thioux**, 279.
- Thémines** (Maréchal de), 474.
- Théodoret**, 487.
- Théodose**, empereur, 334.
- Théophylacte**, 487.
- Thérond** (Suzanne), 550 n.
- Thessalonique**, 334.
- Thierry** (Jean), 498, 504.
- Thoiras** (Gard), 96 n, 550 n. — (De), 435. — Voy. de Thoras.
- Tholin** (G.), 135 n.
- Tholose** (R. de), past., 475 ss.
- Thomas**, 55. — (Elie), 50.
- Thoras** (De), 435. — Voy. de Thoiras.
- Thou** (De), 26 n, 125, 406 n, 588 ss, 640 n.
- Thouars** (D.-Sèvres), 222. — (De). — Voy. d'Agès.
- Thuillay**, 276 n.
- Thun** (De), 250.
- Thuret** (Jean), 65 ss.
- « **Tigre** (Le) de France », 394, 398.
- Tiquet** (Nicolas), 340.
- Tirel** (Jean), past., 257, 324, 328.
- Tiron**, 190.
- Tollu**, not., 659.
- Tombe** (De). — Voy. de Caulaincourt.
- Tongres** (L.-et-G.), 237 n, 277, 494.
- Torcy**, 353 ss.
- Toreillet**, 250.
- Torigny** (Manche), 80.
- Tornac** (Gard), 94 n, 96 n, 550 n.
- Tortorel**, 126 n, 305 n, 640 n.
- Tory** (Geoffroy), 64.
- Toucheronde** (Char.-Inf.), 663, 667.
- Toulangeon** (De). — Voy. de Clermont.
- Toulouse**, 62, 102, 405 ss, 419, 460, 588, 597, 602, 609, 619 ss, 639, 646, 648, 653.
- Touquin-en-Brie** (S.-et-M.), 186.
- Tour de Constance**, 384.
- Tournai**, 136 ss, 145, 181 n, 347, 556.
- Tournerolle**, 181 n.
- Tourneville** (De), 237 n. — Voy. Laumonier.
- Tournier** (Abbé C.), 498, 502. — (Anne), 377.
- Tournon**, 430, 638.
- Tournon** (Card. de), 24, 36, 65, 415 ss.
- Tours**, 52, 336, 405, 587, 633, 637.
- Toury**, 643.
- Toussain** (Pierre), 498, 500, 502 ss.
- Traductions de la Bible**. — de Leffèvre d'Étaples, 108. — d'Olivet, 44 n, 392. — en espagnol, 109.
- Traité luthériens**, 160, 164.
- Transsubstantiation** (Controverse sur la), 481 ss.
- Trau** (Moulin du) [Gard], 428, 440.
- Traulé**, 354.
- Trauque**, 204.
- Travecy**, 181.
- Traversy**, 237 n.
- Traves** (De). — Voy. de Clermont.
- Trelcat** (Lucas), past., 229 n.
- Trelis**, 547.
- Tremollet** (Ant. de), 421, 440.
- Trente** (Concile de), 216, 623.
- Trevières** (Calvados), 80.
- Trial** (Jehan), 428.
- Trigant-Gauthier**, 262 ss. — Geneste, 261 ss. — Prevos, 263. — Baumont, 263.
- Tripoli**, 553 n.
- Triumvirat** (Le), 406, 631, 643, 647.
- Trocme** (A.), past., 556, 668.
- Trouart**, 80.
- Troulliet**, 250.
- Troyes**, 217, 396 n, 405, 587, 589.
- Truschet**, 11 n.
- Tubingue**, 615.
- Turcs**, 151.
- Turin**, 161 ss, 577.
- Turretin**, past., 300.
- Ulrich**, 227.
- Urgons** (D.), 481 ss.
- Urvillers** (Aisne), 236.
- Utrecht**, 528.
- Uzes**, 91, 97 n, 218, 291, 328 ss, 376, 418, 429, 493, 548, 634.

- V**adencourt (De). — Voy. de Hazeville.  
 Vajoulas, 546 n.  
*Val-de-Vire*, 81.  
*Valence*, 431, 395, 399, 634, 645.  
*Valenciennes*, 144, 175 ss.  
 Valère, 551.  
 Valette (Louis), past., 550 n.  
*Valfons*, 421.  
 Valier (De), 239, 250. — Voy. Vallier.  
*Valieu*, 238. — (De), 238.  
 Vallat (Judith de), 287.  
*Valleraugue* (Gard), 87, 94 ss, 427.  
 Vallier. — Voy. Poussin, de Valier.  
 Vallobière (Ant.), 384.  
*Vallon* (Ardèche), 430.  
 Vallongue (De), 421.  
 Valnières (De). — Voy. d'Aigoin.  
*Valognes* (Manche), 81, 260, 323.  
*Vals* (Ardèche), 430.  
 Vandael, 243.  
 Vandal, 243, 245.  
 Vandelincourt (De), 175 n. — Voy. Richier.  
 Vanderschalques, 243.  
*Vandières*, 186.  
 Van Eys (W.-J.), 160, 168.  
 Vanloo, 429 n.  
 Vannet (Judith), 246.  
 Vaquelet, 245.  
*Varailles*, 421.  
 Varamund (Ernest), 448.  
 Vardes (De), 380.  
 Varennes (De), gouv., 383 ss.  
 Varlet, 385.  
 Varro (Domaine), 573 n.  
 Vasin, 250.  
 Vasseur, 250.  
*Vassiac*, 52.  
 Vassy, 62, 258, 648. — (Massacre de), 217, 573, 596, 617 ss.  
 Vatable, 43 n, 45.  
 Vatelet (Jehan de), 565 ss.  
*Vatican* (Le), 212 ss.  
 Vatre (De). — Voy. du Moutier.  
*Vaucelles* (Calvados), 80.  
**V**audois, 36, 162.  
*Vaumage* (La), 158, 291, 545.  
 Vauquelin (Elisabeth), 326.  
 Vaurigaud, 639 n, 635 n.  
 Vaussieu (De). — Voy. Thioult.  
 Vautrollier (Thomas), 449 n.  
*Vauvert* (Gard), 89 n, 370 n, 381, 428, 439, 444.  
*Vauvillers* (H.-Saône), 337.  
 Vaux (De), 239, 250, 560 n.  
 Vébron (De), 441. — Voy. de Figeol.  
*Veere*, 97 n.  
 Veines (De), past., 470, 473, 480 n, 482. — Voy. de Vennes.  
*Velay*, 634.  
 Venant-Rousseau (Jean), 351.  
*Vendelles*, 477 n, 557.  
*Vendières* (Aisne), 185.  
*Vendôme*, 272 n, 637.  
*Venise*, 498, 504.  
 Vennes (De), 180 n. — Voy. de Veines.  
 Vennet, 250.  
 Venot (Florent), 414.  
*Venotre*, 429.  
*Verdun*, 434.  
*Verfeuil* (Gard), 429.  
*Vergèze* (Gard), 95.  
*Verly*, 233, 235.  
*Vermand*, 234.  
*Vermandois*, 169 ss, 228 ss, 510, 557.  
 Vernes, past., 658.  
 Vernet, past., 658.  
*Verneuil*, 443 n.  
*Vernoux*, 430.  
 VERNY, 381, 389.  
 Véron, curé, 407.  
 Véron le Ramasseur, 170.  
*Versailles*, 301, 534.  
 Vert-Velours, 250.  
 Verly, 645.  
*Vervins*, 237 n.  
 Vesmes, 250.  
*Vesseaux*, 430.  
*Vessière*, 264.  
 Vesson (P.), past., 460 ss.  
*Vevey*, 408 n, 612.  
 Vèzenobre, past., 330.  
*Vèzenobres*, 92, 95 n, 422, 429, 441.  
 Veysas (Jacq.), médecin, 91.  
 Vial (André), past., 95.  
 Viart (Ant.), 421.  
*Vibrac* (Char.-Inf.), 52.  
 Vic, 672.  
*Vic-Bigorre*, 369.  
*Vicbilh*, 475.  
 Vicmont (De). — Voy. de Grimont.  
*Vic-sur-Aisne*, 238 n.  
 Victorinus (Albertus), inquisit., 569 n.  
 Vidal-Laurens, 439.  
 Vidaud, 667.  
*Vielle*, 367.  
 Vienne, 148.  
*Vienne* (Isère), 9, 638. — (De), 250.  
 Viénot (John), past., 498 ss.  
*Vierge* (Culte de la), 13.  
 Vieulle, 667.  
 Vigeant, 263.

Vigier, 547.  
 Vignal (Alizon), 342.  
 Vigneux, 538.  
 Vignion, 250. — Voy. Vignon.  
 Vignoles (Madel. de), 287.  
 Vignon (Henriette), 258. — Voy. Vignion.  
 Vigot (Louise de), 96 n.  
 Viguadore (Jeanne), 90 n.  
 Viguier, 250, 439.  
 Vilain, 250.  
 Vilattes, 224.  
 Vilelongue, 369. — Voy. *Villelongue*.  
 Villages (François de), 421.  
 Villagrains (De). — Voy. d'Agès.  
 Villars (Comte de), 400. — (Maréch. de), 463 ss.  
 Villas (Anne de), 97 n.  
 Villebon d'Estouteville, 646.  
 Villebourbon-lès-Montauban, 665.  
 Villefort (Lozère), 429.  
 Villefranche-de-Rouergue, 412, 588, 645.  
 Villegagnon (De), 174.  
 Villelongue, 375. — Voy. *Vilelongue*.  
 Villeneuve-d'Avignon, 597.  
 Villeneuve-de-Berg, 286.  
 Villeneuve-le-Roi, 175.  
 Villeneuve-sur-Lot, 408, 634.  
 Villeneuve (Jeanne de), 95 ss.  
 Villereau (De), 275 n.  
 Villeroy (De). — Voy. de Neufville.  
 Villers, 80. — (De), 183 n.  
 Villers-Cernay (Ardennes), 352.  
 Villers-Cotterets, 187 n.  
 Villers-devant-Dun (Meuse), 354.  
 Villers-Outréaux, 233 ss.  
 Villers-St-Christophe, 233 ss.  
 Villesanié, 52.  
 Villette (Ardennes), 358 n. — (J. de), 342. — (De), 250.  
 Villeveyre, propos., 227.  
 Villevieille (Gard), 422, 428, 441.  
 Villexavier (Char.-Inf.), 52.  
 Vinart, 250.  
 Vincard (André), libraire, 212.  
 Vincennes, 142, 526.  
 Vincent, 94 ss, 100, 538.  
 Vinchon, 250.  
 Vinet (Alex.), 49 n.  
 Vingle (P. de), imprim., 163, 200 n, 206.  
 Viollet (P.), 355.  
 Virazeil, 494.  
 Vire, 80, 323, 326.  
 Virel (J.), 416.  
 Viret (Pierre), 25 n, 58, 163 ss, 622 n.

Virieu, conseiller d'État, 613.  
 « Visconte' » (Le), 16 ss.  
 Visconti, 14.  
 Vitou, 250.  
 Vitré, 172 n, 173 n.  
 Vitry-le-François, 349.  
 Vivarais, 418, 638.  
 Vivens (Fr.), 462, 611.  
 Vivier (De), 477.  
 Viviers, 286, 638.  
 Vivrac (De). — Voy. d'Agès.  
**Vocabulaire secret** des pasteurs du Poitou, 53.  
 Vogüé (E.-M. de), 212 n, 214.  
 Void (Meuse), 358 n.  
 Voise (Vallée de la), 275.  
 Voisin (A.), 560 n.  
 Volkaersbeke (K. de), 133 ss.  
 Voltaire, 15 n, 32, 216, 549.  
 Voncq (Ardennes), 250 n.  
 Vons, 250 n.  
 Vosterman, 201 n.  
 Voué (Aube), 187, 250 n.  
 Vouël, 233 ss.  
 Voulpaix, 237.  
 Vuarquin, 180 n.  
 Vuillemin (Louis), 615.  
 Vulpian (Aisne), 557.

**W**addington (Ch.), 31 n, 101, 158, 659. — (Francis), 256, 524.  
 Wagier, 250.  
 Waldmann (Joachim), 452.  
 Walincourt (Nord), 557.  
 Walsingham, 146 ss.  
 Walther (Ph.-A.), 106 n.  
 Wandelaincourt, 173.  
 Warin, ancien, 540.  
 Warquin, 250. — (Christophe), 237.  
 Wasselart, 250.  
 Wassigny, 235 n.  
 Watier, 250.  
 Watin, 172 n.  
 Watio, 250.  
 Watteau, 250. — (Marg.), 242.  
 Wat-Tyler, 600.  
 Weiss (E.), past., 280.  
 Weiss (N.), 8, 10, 12 n, 22 n, 32 n, 36 n, 39 n, 43 n, 46, 50, 51, 64 n, 70 n, 87, 101, 111, 112, 126 n, 134, 135, 155, 158, 159, 168, 198, 201, 222, 224, 229 n, 239 n, 258, 262, 280, 324, 329, 336, 364, 381, 391, 392, 395 n, 455, 462, 504, 505, 519, 522, 524, 531, 544, 550, 553, 559, 572, 611, 616, 659, 660, 661, 667, 668, 672.  
 Weter (Hesse), 377.



Wickham, 660.  
Wilde (De), 347.  
*Wilhemsthal* (Chât. de), 524.  
Willart, 250.  
Willoqueau, 250.  
Willot, 250.  
Wincierl (De), 461 ss.  
*Winkelbach*, 452.  
Wolf, 524.  
Wolfgang (Le comte), 623 n.  
*Wurtemberg*, 451, 499. — (Christophe de), 623 ss.  
*Wyl*, 452.

*Yale*, 615.  
*pres*, 556 ss.  
Yssier (Bern.), 651.  
Ythier (Bern.), 653.  
*Yverne*, 429.  
*Yvois-Carignan*, 337 n.  
Yzernais (D'), 207.

*Zélande*, 149 n, 244.  
*Zigenhain*, 459.  
*Zurich*, 226 ss.  
*Zwickau*, 40 n.

## 2. TABLE ALPHABÉTIQUE

### DES COLLABORATEURS AU TOME XLV

---

- |                                               |                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| E. Albaric, 669.                              | Stephen Leroy, 337.                                                                                                                                                                        |
| F. André, 552.                                | A. Lods, 278.                                                                                                                                                                              |
| L. Baragnon, 459.                             | Loutschitzky, 418.                                                                                                                                                                         |
| A. Benet, 520.                                | Th. Maillard, 52.                                                                                                                                                                          |
| Joseph Bianquis, 87.                          | H. Monin, 281.                                                                                                                                                                             |
| F. Borel, 521, 572.                           | Oberkampff de Dabrun, 490.                                                                                                                                                                 |
| L. Bost, 55.                                  | C. Osmont de Courtisigny, 668.                                                                                                                                                             |
| Dan. Bourchenin, 50.                          | J. Pannier, 169, 228, 274.                                                                                                                                                                 |
| V.-L. Bourrilly, 393, 584, 617.               | Ch. Pradel, 667.                                                                                                                                                                           |
| G. Bridel, 668.                               | Ch. Rahlenbeck, 133, 251.                                                                                                                                                                  |
| Alfred Cadier, 467.                           | M. de Richemond, 55, 385, 558.                                                                                                                                                             |
| Mme A. de Chambrier, 529.                     | E. Ritter, 55, 542, 560, 578, 654.                                                                                                                                                         |
| H. Dannreuther, 274, 670.                     | J. Roth, 196, 579.                                                                                                                                                                         |
| O. Douen, 159, 200, 523.                      | F. de Schickler, 556.                                                                                                                                                                      |
| E. Doumergue, 11, 57, 113.                    | Ferd. Teissier, 87, 375, 388, 549, 648,<br>669.                                                                                                                                            |
| A.-J. Enschedé, 155.                          | A. Trigant-Geneste, 261.                                                                                                                                                                   |
| Prosper Falgairolle, 381.                     | A. Trocmé, 668.                                                                                                                                                                            |
| P. de Félice, 561.                            | N. Weiss, 5, 45, 50, 76, 103, 112, 152,<br>159, 168, 212, 223, 256, 280, 323, 328,<br>335, 362, 390, 391, 444, 459, 498, 505,<br>506, 521, 523, 529, 544, 549, 558, 608,<br>612, 663, 672. |
| Ch. Frossard, 71, 190, 265, 304, 365,<br>442. |                                                                                                                                                                                            |
| H. Gelin, 223.                                |                                                                                                                                                                                            |
| H. Hauser, 133, 251.                          |                                                                                                                                                                                            |
| E. Jaccard, 225.                              |                                                                                                                                                                                            |
-

### 3. TABLE

#### GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1896

|                                                                                                            |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| N. WEISS. — Préface de la quarante-cinquième année : Pascal, les Jésuites, Calvin et M. F. Brunetière..... | 5        |
| — A MM. les pasteurs des Églises protestantes de France pour la fête de la Réformation.....                | 505      |
| Avis importants.....                                                                                       | 168, 672 |

#### ÉTUDES HISTORIQUES

|                                                                                                                                                    |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| E. DOUMERGUE. — Paris protestant au xvi <sup>e</sup> siècle.....                                                                                   | 11, 57, 113   |
| J. PANNIER. — La Réforme dans le Vermandois. L'Église de Saint-Quentin-Lehaucourt (1599-1620).....                                                 | 169, 228      |
| E. JACCARD. — Jacques-Hector Badon, prédicateur des Églises sous la Croix en Dauphiné.....                                                         | 225           |
| H. MONIN. — Une conversion en 1685. Jean-Louis-Pierre de Montcalm.                                                                                 | 281           |
| STEPHEN LEROY. — Les protestants de Sedan au xviii <sup>e</sup> siècle. — Appendice. — N. W. Les deux temples de Sedan au xix <sup>e</sup> siècle. | 337, 362      |
| V.-L. BOURRILLY. — Les préliminaires des guerres de religion en France.....                                                                        | 393, 584, 617 |
| N. WEISS. — Bernard Palissy à Sedan, d'après quelques documents inédits (1572-1576).....                                                           | 506           |
| P. DE FÉLICE. — Les abjurations de catholiques dans les temples huguenots.....                                                                     | 561           |

#### DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

(Voir aussi la *Correspondance*).

##### xvi<sup>e</sup> SIÈCLE

|                                                                                                                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| A. BENET. — La Réforme à Caen en 1549.....                                                                                                                                                | 520 |
| F. BOREL. — Trois documents sur la Réforme en Savoie (1558, 1563, 1586).....                                                                                                              | 572 |
| F. BOREL et N. WEISS. — Confiscation des biens de Jacques Pastoureau, de Bourges, retiré à Genève (1559).....                                                                             | 521 |
| FERD. TEISSIER. — Remonstrances et doléances des Églises réformées des villes et diocèse de Carcassonne, baillées aux États tenus à Montpellier le 10 <sup>e</sup> may 1563.....          | 648 |
| CH.-L. FROSSARD. — La Réforme en Béarn. Nouveaux documents provenant du château de Salies. — IV. Commission adressée par Jeanne d'Albret à Jacques d'Esgoarrabaque (1564). — V. Supplique |     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                      |                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| des syndics de Béarn (1564). — VI. Le logement des ministres protestants (1565-1567). — VII. La patente du 13 juillet 1568. — VIII. La tolérance de Montluc (4 janvier 1569). — IX. Charles IX et l'occupation (1569). — X. Le Conseil souverain de Pau en 1572..... | 71, 190, 265, 304, 365, 442 |
| LOUTSCHITZKY. — Procès-verbaux des Assemblées politiques des réformés de France. — Assemblée de Nîmes (14 février 1570).....                                                                                                                                         | 418                         |
| N. WEISS. — La Saint-Barthélemy à Bourges et les assassins de Coligny, d'après une lettre inédite du 9 octobre 1572.....                                                                                                                                             | 444                         |
| CH. RAHLENBECK et H. HAUSER. — François de Lanoue. Nouveaux documents sur sa captivité et sur sa délivrance (1583-1585)..                                                                                                                                            | 133, 251                    |

XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| FERD. TEISSIER. — Le pasteur « Des Mares, d'Alès » (1603-1632)....                                                                                                                                                                                                                  | 375 |
| PROSPER FALGAIROLLE. — Inquisitions faites par Pierre Léotard, procureur du Roy au siège royal ordinaire de la ville d'Aiguemortes, sur une émeute arrivée dans le temple et dans les rues de la dite ville au sujet de l'enlèvement d'un banc du dit temple (9-11 avril 1626)..... | 381 |
| J. ROTH. — Le chant des Psaumes et les catholiques de Salies-de-Béarn (1665).....                                                                                                                                                                                                   | 196 |
| E. RITTER. — J.-B. de Rocolles, chanoine de Saint-Benoît, son abjuration et son séjour à Genève (1672).....                                                                                                                                                                         | 578 |
| N. WEISS. — Le supplice de la claie d'après de nouveaux documents (1686-1724), et les Protestants et la Terreur.....                                                                                                                                                                | 45  |
| — Les privilèges des protestants en Basse-Normandie en 1686. Leur nombre, leurs enfants, etc.....                                                                                                                                                                                   | 76  |
| — et O. DOUEN. — Une famille d'architectes parisiens, les du Ry, expulsés par la Révocation. Notice et lettre inédite (1686).....                                                                                                                                                   | 523 |
| MME A. DE CHAMBRIER et N. W. — Au couvent de la Visitation de Caen, à 80 ans; souffrances, mort et déclaration victorieuse de Marguerite de Beringhen de la Luzerne (1686-1688).....                                                                                                | 529 |
| N. WEISS. — Les suites d'une arrestation de fugitifs en Seudre, en 1687.....                                                                                                                                                                                                        | 152 |
| — Ceux qui persistaient dans les prisons de Rouen en 1688 et 1689.                                                                                                                                                                                                                  | 323 |
| — Quarante-deux relaps arrêtés en Normandie et détenus à Rouen en septembre 1689.....                                                                                                                                                                                               | 256 |

XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

|                                                                                                                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| L. BARAGNON et N. WEISS. — La soumission de Cavalier, la résistance de Roland, de Ravel, et les Camisards jugés par un agent du gouvernement. A Calvisson, le 27 mai 1704..... | 459 |
| M. DE RICHEMOND. — Les nouveaux convertis de Breuille en Saintonge en 1711.....                                                                                                | 385 |
| E. RITTER. — Court de Gébelin et l' <i>Émile</i> de Jean-Jacques Rousseau (1762).....                                                                                          | 542 |
| — Une page de Jean-Jacques Rousseau sur les protestants.....                                                                                                                   | 654 |



|                                                                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| N. WEISS. — L'évêque d'Uzès, le prince de Beauvau et les protestants en 1767.....                                        | 328 |
| — Protestants et Jacobins à Nîmes en 1790.....                                                                           | 544 |
| FERD. TEISSIER et N. WEISS. — L'abdication du pasteur Jean Mirial, d'Anduze, et du proposant François Astruc (1794)..... | 549 |

XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

|                                                                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| J. ROTH. — L'installation de Louis-Victor Gabriac, à la charge de pasteur de l'Église consistoriale d'Orthez, en l'an XII..... | 579 |
| A. TRIGANT-GENESTE. — L'Église de La Roche-Chalais (Dordogne) vers 1825.....                                                   | 261 |

## MÉLANGES

|                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| O. DOUEN. — L'imprimeur Simon Dubois et le Réformateur Pierre Caroli (1529-1534). Un Nouveau-Testament de Lefèvre ignoré.....                                      | 200 |
| OBERKAMPFF DE DABRUN. — Une famille protestante, les d'Agès, et la Réforme dans le Bordelais (1561-1662).....                                                      | 490 |
| ALFRED CADIER. — Une controverse religieuse en 1624, en la ville de Sauverterre-de-Béarn.....                                                                      | 467 |
| FERD. TEISSIER. — La cloche du prêche à Aiguesmortes (1663-1668). .....                                                                                            | 388 |
| F. ANDRÉ. — « Que pourras-tu répondre à la postérité ? » Supplique rimée adressée à Louis XIV, trois mois avant la Révocation (juillet 1685) .....                 | 552 |
| A.-J. ENSCHÉDÉ. — A Orange, après la mort de Guillaume d'Orange, roi d'Angleterre (8 mars 1702). Extrait de la <i>Gazette de Harlem</i> du 22 avril.....           | 155 |
| JOSEPH BIANQUIS et FERD. TEISSIER. — Les pasteurs de l'Église de Sauve au XVII <sup>e</sup> siècle, d'après les registres de l'état civil des non catholiques..... | 87  |
| M. G. Clémenceau et les forçats pour la foi.....                                                                                                                   | 331 |

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| N. WEISS. — A Spont, <i>Semblançay</i> (?-1527), la bourgeoisie financière au XVI <sup>e</sup> siècle. — R. de Maulde La Clavière, <i>Louise de Savoie et François I<sup>er</sup></i> . — P. Fèret, <i>La Faculté de théologie de Paris</i> . — Brochures, livres et articles de MM. Destandeu, A. Bonnard, E. Bur-nat, P. Quièvreux, A. Laune, A. Lecerf, A. Bernus, J. Cruppi, E. Combe, J. Peter, G. Depping, Ch. Pfister, Denis d'Aussy, M. Lelièvre, A. Seitte..... | 103 |
| O. DOUEN et N. WEISS. — Lefèvre d'Étaples, sa profession de foi et son Nouveau-Testament.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 159 |
| N. WEISS. — <i>Le Vatican, les papes et la civilisation</i> . — <i>La France chrétienne dans l'Histoire</i> . — H. de La Ferrière, <i>Anne de Boleyn, Éli-sabeth, une duchesse d'Uzès, Catherine de Médicis</i> . — A. Lefranc, <i>Les dernières Poésies de Marguerite de Navarre</i> . — E. Rodoca-nachi, <i>Renée de France</i> . — L. Marlet, <i>Charlotte de la Trémoille</i> ..                                                                                     | 212 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| N. WEISS. — Les membres de l'Académie et les pasteurs de l'Église réformée de Sedan. — Deux publications sur Calvin.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 390 |
| — J. Viénot, <i>Les premières liturgies et la vie ecclésiastique et religieuse dans la principauté de Montbéliard au XVIII<sup>e</sup> siècle.</i> — A. Erichson, <i>L'origine de la Confession des péchés dite de Calvin.</i> — L'abbé C. Tournier, <i>Le protestantisme dans le pays de Montbéliard.</i> — E. Bonnet, <i>Les débuts de l'imprimerie à Montpellier.</i> — Ch. Thierry-Mieg, <i>La succession de Jean Thierry, de Venise.</i> — J. Pédézet, <i>Cinquante ans de souvenirs religieux et ecclésiastiques.</i> | 498 |
| F. DE S. — Églises wallonnes de La Barrière.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 556 |
| N. WEISS. — Les seigneurs de Croissy-sur-Seine. — Josse Clichtou. — Marguerite de Lustrac. — Jacques de Béla. — Guillaume Budé. — Charles Artigues, dit Laporte.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 608 |
| — Le Jubilé de M. A.-L. Herminjard (compte rendu et adresse de la Société), 7 novembre 1896.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 612 |
| — A Nieulle en Saintonge, le 11 octobre 1896 : Les Chasseloup-Laubat, Garesché et autres familles huguenotes de Saint-Sornin ès îles de Marennes.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 663 |

## CORRESPONDANCE

|                                                                                                                                                                                                                                                                              |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| H. DANNREUTHER et J. PANNIER. — Le temple de Gallardon et l'Église réformée de Baillolet (1559-1626).....                                                                                                                                                                    | 274        |
| N. WEISS et DANIEL BOURCHENIN. — Le diocèse de Saintes et la Réforme en 1563-1564.....                                                                                                                                                                                       | 50         |
| N. WEISS. — Le nombre des obstinés qui furent expulsés en 1688... ARMAND LODS. — Une carte des huguenots en 1697, par l'abbé de Dangeau.....                                                                                                                                 | 335<br>278 |
| N. W. et DE RICHEMOND. — Isaac de la Fon, de Jonzac, trainé sur la claie en mai 1700.....                                                                                                                                                                                    | 558        |
| TH. MAILLARD. — Les Bastard et Lussauld. Une table de communion du Désert.....                                                                                                                                                                                               | 52         |
| E. RITTER. — Le mot Dragonnade.....                                                                                                                                                                                                                                          | 55         |
| M. DE RICHEMOND, L. BOST, N. WEISS. — Inscriptions huguenotes. 55,                                                                                                                                                                                                           | 168        |
| H. GELIN. — Une nappe huguenote.....                                                                                                                                                                                                                                         | 223        |
| H. DANNREUTHER. — Une plaquette à retrouver.....                                                                                                                                                                                                                             | 274        |
| E. RITTER. — La famille Fontanes, note additionnelle.....                                                                                                                                                                                                                    | 560        |
| CH. PRADEL. — Débuts de l'imprimerie à Montpellier. — G. BRIDEL ET C <sup>ie</sup> . Jean Calvin, par E. Doumergue. — A. TROCMÉ. — Registres de La Barrière. — C. OSMONT DE COURTISIGNY. — Famille Thioult de la Luzerne. — E. ALBARIC ET F. TEISSIER. — Famille Mirial..... | 667        |

NÉCROLOGIE. — ILLUSTRATIONS. Voy. ces mots dans la première Table.

|                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TABLE ALPHABÉTIQUE des noms de personnes, de lieux et des principales matières..... | 673 |
| TABLE ALPHABÉTIQUE des collaborateurs.....                                          | 714 |
| TABLE GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE.....                                                | 715 |

## ERRATA

**Supplément à ceux de 1895.** — Page 76, après I, insérez 1500. — P. 78, ligne 24, lisez *autreyades*; l. 26, lisez *daexs*. — P. 79, l. 22, lisez d'autant. — P. 80, l. 26, lisez *saus*; l. 32, lisez *duus*. — P. 81, l. 8, lisez Dame. — P. 82, l. 24, lisez *deudit*; l. 37, lisez *deu*. — P. 251, l. 18, lisez *Gautier*. — P. 253, après II, insérez 1561. — P. 594, après III, insérez 1561. — P. 595, l. 3, lisez *reservées*. — P. 596, l. 12, lisez *qu'il ne serait*; l. 26, lisez *ha*. — P. 598, l. 34, lisez *Laugar*. — P. 601, l. 9, lisez *faits*. — P. 603, l. 35, lisez *los*.

**Année 1896.** — P. 71, après IV, insérez 1564. — P. 72, note 4, lisez *dite*. — P. 73, l. 26, lisez *se contentan*. — P. 74, l. 28, lisez *deu*. — P. 75, l. 20, lisez *necessary*. — P. 123, note 3, lisez 1822 au lieu de 1830. — P. 125, l. 24, lisez Du Bourg. — P. 158, l. 14, lisez R. Reuss, et 15, Rodocanachi. — P. 168, l. 8, supprimez la virgule entre Schnorr et de Carolsfeld. — P. 267, l. 31, lisez *no exiger*. — P. 268, l. 31, lisez *entertenir*; l. 32, lisez *lodyats*; l. 34, lisez *greuye*. — P. 269, l. 20, lisez *greuyes*; l. 28, lisez *de far*, et *apperceberan*. — P. 270, l. 27, lisez *pausan*. — P. 271, l. 34, lisez *tou*. — P. 272, l. 16, lisez *lo vn<sup>e</sup>*. — P. 308, l. 22, lisez *repreee*; l. 36, lisez *prouision*. — P. 309, l. 32, lisez *lengoe*. — P. 310, l. 20, lisez *es*; l. 32, lisez *fentz*; l. 38, lisez *las*. — P. 313, l. 27, placez la virgule *après* *dequere*. — P. 314, l. 23, lisez *loc*; dernière ligne, lisez *saus*. — P. 315, l. 20, lisez *las*; l. 21, lisez *entender*; l. 27, lisez *dehore*. — P. 316, l. 33, lisez *gis propres*; l. 36, lisez *augune*. — P. 318, l. 36, lisez *saus*. — P. 319, l. 23, lisez *Henricq*; l. 27, lisez *nostre*. — P. 320, l. 23 et 24, lisez *an*; l. 32, lisez *nostres*. — P. 321, lisez MARTROT. — P. 325, au bas de la gravure, lisez *derrière* l'escalier. — P. 366, l. 13, lisez *Lostau*. — P. 367, l. 6, lisez *Audaux*. — P. 370, l. 33, lisez *begades*. — P. 371, l. 33, lisez *interlor*; l. 36, lisez *dauant*. — P. 374, l. 8, lisez *Ai*; l. 17, lisez *infringitz*. — P. 418, l. 17, lisez 1563. — P. 616, note, ajoutez *Le Protestant* du 20 nov. — P. 647, l. 34, lisez V. L. Bourrilly. — P. 659, l. 13, lisez *Bonet-Maury*.



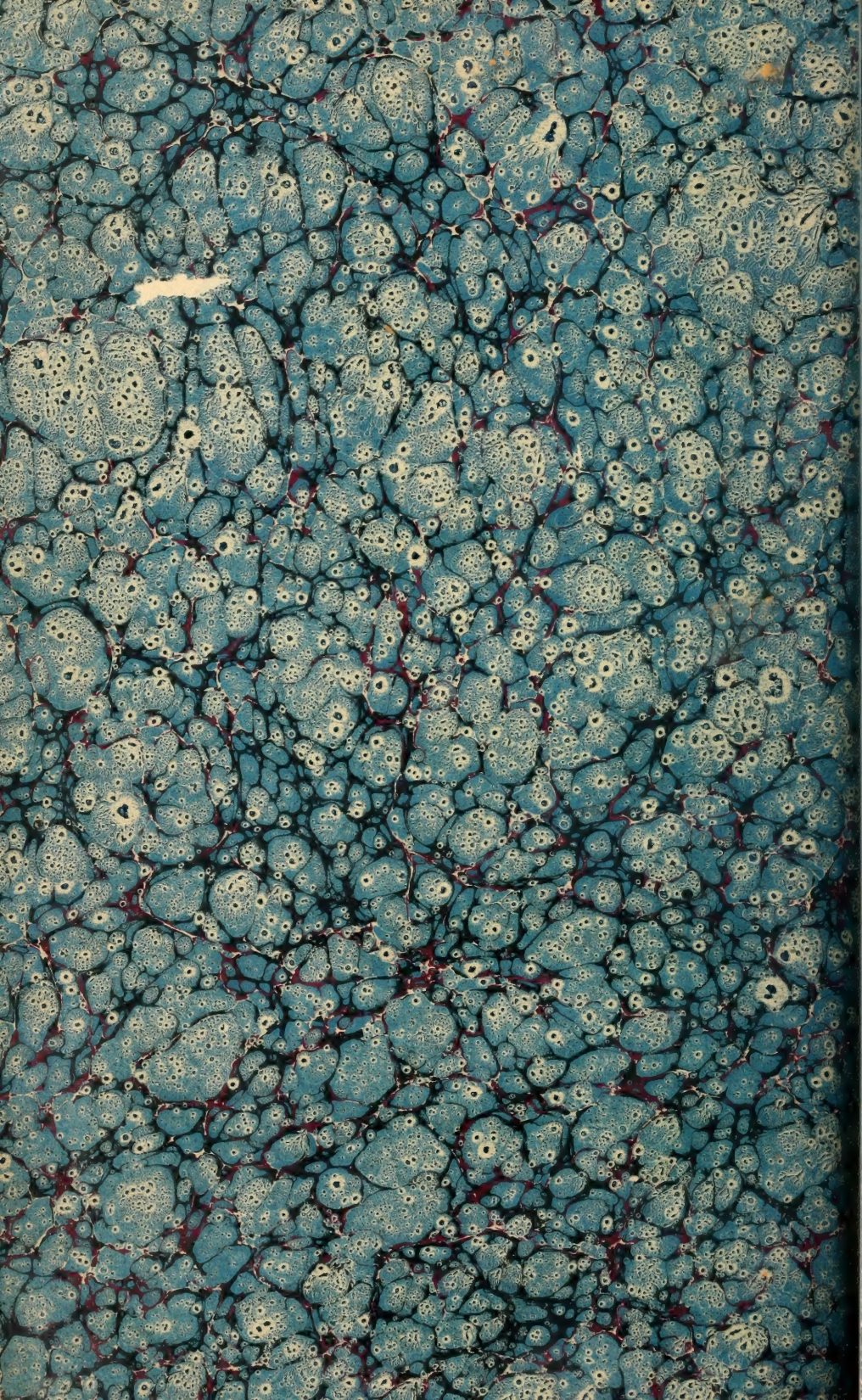














BX  
9450  
S64  
année 45

Société de l'histoire du  
protestantisme français,  
Paris  
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE  
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

---

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

---



